العَدل

مجَلّة
نقابَةِ المحامين في بيروت

مجلة حقوقية تصدر كلّ ثلاثة اشهر

السنة الرابعة والأربعون
٢٠١٠

العدد الثالث

اعلان للزملاء والسادة المؤلفين

بهدف توحيد صياغة الدراسات التي تنشرها مجلة العدل، يرجى من الاساتذة الكرام الراغبين في تقديم مساهمتهم اتباع الاجراءات التالية:

١. الاتصال بإدارة التحرير، قبل إرسال اي نص، بغية الاستحصال على المستند الذي يحدد أصول طباعة وتقديم النص.

٢. إرسال النص (المطبوع والمسجل على قرص مدمج) مع ملخص له لا يتعدى العشرة أسطر.

٣. إبلاغ إدارة التحرير عن ارقام الهاتف والفاكس والعنوان الإلكتروني.

وشكراً

لمحة

عن الفهرس التسلسلي المفصّل في الصفحة

❖ ❖ ❖

العَـدَل

الدراسات

Comment la Cour de cassation a supprimé le droit de rétention du C.O.C.[1]

(Civ., 5ème ch., 30 juin 2010)*

Par **Ibrahim FADLALLAH**
Professeur Emérite de l'Université Paris X
Membre de l'Institut de Droit International.

La Cour de cassation, en sa 5ème chambre civile, a concentré en un seul arrêt statuant en référé plusieurs erreurs juridiques.

1. Un litige s'était élevé entre un entrepreneur et le maître d'ouvrage à propos de la construction d'un hôtel à Beyrouth. L'entrepreneur prétendait que la réception des travaux était censée être intervenue et qu'il entendait exercer son droit de rétention sur l'hôtel en garantie du paiement des sommes qu'il estimait lui être dues. Le contrat contenait une clause d'arbitrage CCI et l'entrepreneur avait engagé cette procédure. Le litige au fond portait notamment sur la réception des travaux, le maître de l'ouvrage prétendant que l'hôtel n'était pas susceptible de réception, sur les sommes réclamées respectivement par les parties et sur le droit de rétention. L'entrepreneur avait obtenu une saisie conservatoire sur l'hôtel.

2. Le maître de l'ouvrage, considérant que l'entrepreneur commettait une voie de fait (تعدي) sur ses biens, a demandé son expulsion devant le juge des référés de Beyrouth. Celui-ci a rendu , le 2 mars 2009, une ordonnance décidant qu'il était compétent en dépit de la clause d'arbitrage, que l'entrepreneur avait dépassé le délai de livraison (تسليم) de l'hôtel et qu'il ne disposait pas du droit de rétention ; en conséquence, il a ordonné l'expulsion de l'entrepreneur et nommé deux séquestres avec mission de superviser la réception (استلام) de l'hôtel, conformément aux spécifications contractuelles.

Cette ordonnance, riche de contradictions, a été infirmée par un arrêt de la troisième chambre de la Cour d'appel de Beyrouth en date du 30 juillet 2009, qui a fondé l'incompétence de la juridiction des référés, après saisine des arbitres, sur la clause d'arbitrage et le préjudice au fond.

La Cour de cassation, dans l'arrêt commenté, a cassé l'arrêt attaqué et confirmé l'ordonnance du premier juge. La Cour suprême s'est fondée sur trois considérations : la compétence de la juridiction des référés en dépit de la clause

---

(1) L'auteur de cette note signale qu'il a conseillé l'entrepreneur dans la procédure d'arbitrage.

(*) L'arrêt faisant l'objet du présent commentaire, est exceptionnellement publié à la suite, dans la rubrique consacrée aux « Etudes ».

d'arbitrage (A), l'absence de droit de rétention (B) et l'absence de préjudice au fond (C). Ces motifs appellent de sévères critiques.

A. La compétence du juge des référés

3. La règle, rappelée par le premier juge, est que, sauf accord contraire, le juge des référés demeure compétent en dépit de la clause compromissoire pour prendre des dispositions urgentes, provisoires ou conservatoires[(2)]. Le tribunal arbitral, une fois constitué, peut, comme tout juge du fond, prendre toutes mesures provisoires ou conservatoires qui n'impliquent pas des tiers (par exemple une saisie entre les mains d'un tiers). Il se crée alors une concurrence entre l'arbitre et le juge des référés et la question est de savoir comment la résoudre.

4. La Cour de cassation ne reprend pas la règle rappelée par le premier juge. Elle procède par deux affirmations éminemment contestables. La première résulte d'une lecture bizarre de l'article 789 C.P.C. Ce texte énonce :

"للمحكم، في معرض منازعة تحكيمية قائمة، ان يأمر باتخاذ ما يراه من تدابير مؤقتة او تحفظية تقتضيها طبيعة النزاع وفق المادة ٥٨٩ من هذا القانون"

La Cour de cassation, reprenant un moyen du pourvoi, indique :

"أن نص المادة المذكورة وردت فيه عبارة "يعود للمحكم" وليس عبارة "للمحكم" والأولى تعني الإمكان في حين تفيد الثانية الحصر فيبقى جائزاً للقضاء المستعجل اتخاذ التدابير المؤقتة".

Or le texte dit le contraire. S'il était exact que la seconde formule signifie qu'il appartient à l'arbitre seul de statuer sur les mesures provisoires, alors la Cour de cassation contredirait le texte. A la vérité, les deux formules sont équivalentes, aucune d'entre elles n'implique une exclusivité arbitrale[(3)].

5. Mais il faut aller plus loin. La Cour de cassation raisonne en termes de souveraineté de l'Etat. Cela est plaisant lorsque l'on sait qu'il s'agit de concurrence, non avec une autre juridiction étatique, mais avec un tribunal arbitral. Par définition, la juridiction arbitrale doit être reconnue par l'Etat. Or l'Etat libanais la reconnaît non seulement dans ses textes internes, mais également en vertu de ses engagements internationaux : la Convention de New York du 10 janvier 1958 lui fait obligation, en son article II, de respecter les clauses d'arbitrage[(4)]. La souveraineté de l'Etat n'a donc rien à voir avec l'affaire. Comme

---

(2) Cass. 5e ch. civ., n°51, 01/04/1997, Rec. Sader 1997, p. 290 ; Cass. 5ème ch. civ., 02/06/1998, Recueil Baz, 1998, p. 781 ; CA Liban-Nord, 4e ch., n°599/97, 29 déc. 1997, Atlantic Oils & Miles c./ Sté Arabiya Daouliya liçinaat al-Zouyout, *Rev. lib. arb.,* n°16, p.50, Rev. al Adl, 1988, p. 110; Juge des référés, Baabda, jugement du 27/4/2001, Boustany c/Sté Gimaco, *Rev. lib. arb.,* n° 18, p. 30.

(3) V. Hadi Slim, Les mesures provisoires et l'arbitrage en droit libanais, Rev. lib. arb., n° 36, 2005, p. 12 et s.

(4) Convention de New York, 10 janvier 1958, art. II, al.1 : « Chacun des Etats contractants reconnaît la convention écrite par laquelle les parties s'obligent à soumettre à un arbitrage tous les différends ou certains des différends qui se sont élevés ou pourraient s'élever entre elles au sujet d'un rapport →

le dit excellemment l'arrêt cassé (Appel Beyrouth, 3ème chambre, 30 juillet 2009), si les parties ont le pouvoir de soustraire la connaissance au fond d'une affaire aux tribunaux étatiques, a fortiori peuvent-elles la soustraire au juge des référés.

6. Or cette question, négligée par la Cour de cassation, était au cœur du débat. L'article 23 du Règlement d'arbitrage de la CCI, qui constitue la convention des parties, énonce:

«Les parties peuvent, avant la remise du dossier au tribunal arbitral et dans des circonstances appropriées après, demander à toute autorité judiciaire des mesures provisoires ou conservatoires.»

Il fallait donc rechercher, alors que les arbitres étaient saisis, s'il existait une circonstance particulière justifiant la saisine du juge des référés. La Cour de cassation, au contraire, déclare que ses motifs sur l'article 789 C.P.C., dont on a déjà mesuré la pertinence, permettent de répondre à l'invocation de l'article 23 du Règlement d'arbitrage. Notre Cour Suprême manie admirablement la prétérition.

B. Le droit de rétention

7. Le moins surprenant n'est pas que la Cour de cassation ait par une série consternante d'erreurs graves, rayé le droit de rétention du Code des obligations et des contrats. Allant à l'encontre de toute la doctrine et de toute la jurisprudence en la matière[5], elle a repris les motifs du premier juge:

وبما أنه وبالنسبة إلى السبب الرابع، فإن الحكم الابتدائي أجاب على المسائل المثارة بمقتضى هذا السبب بالحيثية التالية:

"وحيث أنه بغض النظر عن صحة إدلاءات المدعى عليها في ما خص الدين المتوجب على المدعية، أن ممارسة المدعى عليها لحق الحبس على الفندق وهو عقار غير جائزة إذ أن وضع يدها على الفندق لا يعتبر حيازة بالمفهوم القانوني لا سيما أن المدعى عليها لا تتصرف بوصفها المالك للفندق علماً أن إشغالها للفندق هو بهدف إجراء أعمال البناء والديكور وهو وضع يد عرضي لا يخولها ممارسة حق الحبس على الفندق وأن امتناعها عن تسليم الفندق لن يؤدي إلى حماية حق الارتهان العام العائد لها على أملاك المدعية في حال ثبوت مديونية هذه الأخيرة تجاهها،

→ de droit déterminé, contractuel ou non contractuel, portant sur une question susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage ». Et le même article dispose en son alinéa 3 : « Le tribunal d'un Etat contractant, saisi d'un litige sur une question au sujet de laquelle les parties ont conclu une convention au sens du présent article, renverra les parties à l'arbitrage, à la demande de l'une d'elles, à moins qu'il ne constate que ladite convention est caduque, inopérante ou non susceptible d'être appliquée ».

(5) V. Khalil Joreige, Théorie générale des obligations, T IV, 2004, 4ème éd. p.95 et s.; E. Rabbat, Quelques observations sur la nature du droit de rétention et ses conditions d'exercice, Al Adl, 1969, doct., p. 77 et s. ; Zehdi Yakan, Explication du Code des obligations et des contrats comparé aux codes modernes et à la charia islamique, t.V, n° 101 et s. ; Mustapha Al Awji, Le droit civil, obligations civiles, p. 217 et s ; Georges Sioufi, La théorie Générale des obligations et des contrats, Tome II, 1994, par Marcel Sioufi, p. 176 et s.

"وحيث أن المدعى عليها تخطت مهلة تسليم الفندق،

"وحيث يتوجب على المدعى عليها تسليم الفندق وفق الآليات والمواصفات المحددة بموجب عقد المقاولة".

Puis, appréciant ce motif, elle énonce:

"وبما أن ما ورد في الحكم الابتدائي لجهة حيازة المدعى عليها العرضية للعقار ووضع يدها عليه بمناسبة تشييد الفندق يشكل جواباً سائغاً وملائماً لمسألة عدم جواز حبس الفندق طالما أن المقاولة لم تستلم مؤسسة تجارية قائمة بل قامت بتشييد الأمكنة وتجهيزها، علماً أن المقاول لا يتمتع بحق الحبس كون حيازة الأمكنة لم تنتقل إليه بالمفهوم القانوني هذا بغض النظر عن مدى استحقاق حقها المالي الذي تدعي ممارسة حق الحبس لصيانته،

وبما أنه استفاضة في البحث فإن امتناع المستأنفة عن تسليم الفندق لن يؤدي إلى حماية حق الارتهان العام العائد لها على أموال المدعية أن يبقى لها طلب الحجز توسلاً لاستيفاء دينها إن وُجد،"

8. Pour mesurer l'ampleur et la gravité des erreurs commises, il convient d'abord de s'interroger sur la nature du droit de rétention. Celui-ci est défini par quatre textes généraux (art. 271 à 274 C.O.C.)(6) et repris par plusieurs textes spéciaux, tous ignorés par l'arrêt commenté. L'article 271 C.O.C. classe le droit de rétention parmi les mesures d'exécution et en fait un cas de *l'exceptio non adimpleti contractus*. L'article 272 précise qu'un contrat synallagmatique n'est néanmoins pas nécessaire, il suffit d'un *debitum cum re junctum*, c'est-à-dire d'une connexité entre la prestation réclamée et la créance appartenant au rétenteur. En droit libanais, le droit de rétention est général. Il porte sur toutes sortes de

---

(6) Art. 271 C.O.C. : « Les voies d'exécution ne peuvent, au contraire, être utilisées que par le créancier dont le droit est actuel et exigible.

Ces mesures sont constituées principalement par les saisies exécutoires; elles comprennent aussi le procédé des astreintes (art.251) et le droit de rétention, c'est-à-dire le droit qui appartient à toute personne à la fois créancière et débitrice, à l'occasion d'une même opération ou d'une même situation, de se refuser à l'exécution aussi longtemps que l'autre partie n'offrira pas de satisfaire à ses propres engagements.»

Art.272 C.O.C.: «le droit de rétention appartient, non seulement au créancier-débiteur en vertu d'un contrat synallagmatique quelconque, mais chaque fois qu'il y a débitum cum re junctum, c'est-à-dire connexité entre la prestation réclamée et la créance appartenant au rétenteur à l'occasion de ladite prestation; par exemple, il appartient au possesseur, à l'usufruitier, au détenteur d'un bien hypothéqué, sans qu'il y ait lieu de faire intervenir de distinction entre les meubles et les immeubles, ni entre le rétenteur de bonne foi et le rétenteur de mauvaise foi.

Toutefois, le droit de rétention est refusé au détenteur de choses perdues ou volées ou dont le légitime possesseur aurait été dépouillé par la violence».

Art. 273 C.O.C.: «le droit de rétention étant fondé sur la détention, prend fin avec celle-ci ; toutefois, si le créancier a été victime d'un déplacement effectué clandestinement ou par violence, il peut réclamer le rétablissement de la situation antérieure pourvu qu'il agisse dans les 30 jours, à partir du moment où il a eu connaissance de déplacement».

Art. 274 C.O.C.: «Sous le bénéfice de cette particularité, le droit de rétention ne confère à son titulaire ni le droit de suite, ni même le droit de préférence ; mais il est opposable à tous en ce sens que le rétenteur peut refuser de se dessaisir de la chose, quelle que soit la personnalité de son contradicteur».

biens, à la seule exception des biens perdus, volés ou déplacés clandestinement ou par violence (art. 272 et 273). La source de la créance est indifférente, pourvu qu'il y ait connexité. La bonne foi du rétenteur n'est même pas exigée (art. 272). Seule compte la détention (art. 273). La rétention est opposable à tous[7], même au légitime propriétaire (art. 274). Elle permet au rétenteur de ne pas se dessaisir de la chose tant qu'il n'a pas été payé (art. 274).

L'arrêt commenté méconnaît ces règles en un florilège d'hérésies.

9. La Cour de cassation s'autorise de la classification du droit de rétention en mesure d'exécution pour énoncer:

"سيما أن الحبس الممارس الذي تدعي المميز عليها أن مشروعيته باتت معروضة على المحكمين فهو حسب المادة /٢٧١/ موجبات وعقود وسيلة تنفيذ تخضع لرقابة السلطة القضائية العامة ولا سيما القضاء المستعجل لارتباطها بمبدأ سيادة الدولة على أرضها كونها لا تقتصر على تقرير تدبير تحفظي بل تؤدي إلى نزع حيازة ولو مؤقتا ومنع ممارسة حق الانتفاع والاستعمال ورفع اليد".

Ce motif est doublement faux.

Lorsque le C.O.C. dispose, dans un article de pure classification (art.271) que le droit de rétention fait partie des mesures d'exécution, il ne veut absolument pas dire que l'on a besoin d'une décision exécutoire pour l'exercer. Par nature, comme l'exception d'inexécution, il s'exerce sans autorisation judiciaire[8]. C'est en ce que le droit de rétention bloque l'exécution de l'obligation qu'il est rangé dans les mesures d'exécution. Ici encore, l'invocation par la Cour de cassation de la souveraineté de l'Etat sur son territoire est en porte-à-faux par rapport à la question posée.

Sans doute, le juge peut-il contrôler l'exercice de ce droit, comme de tout autre. Mais rien ne permet d'en soustraire la connaissance au juge du fond, y compris l'arbitre. La nature du droit de rétention n'est en aucune manière attributive de compétence au juge des référés si les autres conditions de cette compétence ne sont pas réunies (v. infra n° 14 et s.).

10. La deuxième erreur évidente consiste à exclure le droit de rétention en matière immobilière. L'article 272 C.O.C. reconnaît le droit de rétention entre autres au «détenteur d'un bien hypothéqué, sans qu'il y ait lieu de faire intervenir de distinction entre les meubles et les immeubles».

La Cour de cassation s'arroge le pouvoir de supprimer ce texte, dont la jurisprudence a fait maintes fois application, et notamment la cinquième chambre civile, autrement composée[9]. Elle justifie la suppression du droit de rétention par

(7) - CA Liban-Nord, n°594, 24/12/1997, *Rev. al-Adl*, 1988, p. 114 ;

(8) - Cass. 5ème ch. civ, n° 29, 22/2/2000, Cassandre 20/2000, p. 182 ; Cass. civ., 17/1/1972, *Recueil de jurisprudence du juge A. Chams el-Din,* édité par Dar al Kitab al-electroni

(9) - Cass, 5ème ch. civ., n° 71, 29/4/2004, Recueil Baz, 2004, p. 716 ; Cass. Civ, n° 70, 26/8/1957, *Recueil de jurisprudence du juge A. Chams el-Din,* édité par Dar al Kitab al-electroni ; CA Mont Liban, 2ème ch. Civ., n° 336, 13/11/1974, Rev. Al Adl, 1975, p. 311; Cass. civ., 27/2/1964, Rec. Hatem, Fasc. 54, p. 62 ; Comp. Cass. civ., n°71, 29/04/2004, Cassandre, 2004, p. 591

l'idée que l'entrepreneur n'a pas reçu un fonds de commerce mais a occupé l'hôtel pour le construire et le décorer. Motif consternant: où la Cour a-t-elle vu que la rétention ne pouvait porter que sur un fonds de commerce ? Où a-t-elle vu que le constructeur qui a bâti, équipé, meublé et décoré l'immeuble ne pouvait pas retenir la chose qu'il a créée pour les sommes importantes qu'il alléguait et dont une saisie conservatoire attestait le sérieux ?

11. Le contre-sens le plus destructeur concerne la notion de détention. La détention qui fonde le droit de rétention (art. 273 C.O.C.) se dit en arabe احـــراز. Il s'agit de toute détention. La Cour de cassation la remplace par حيـــازة qui est le terme utilisé pour les actions possessoires (art 20 et s. C.P.C.). Et pour comble de la mesure, elle exige une « possession à titre de propriétaire ». Avec une telle interprétation, elle dénature profondément le droit de rétention et supprime d'un trait de plume plusieurs textes du C.O.C. L'arrêt commenté va d'abord à l'encontre des textes généraux que nous avons analysés. Certes, le possesseur bénéficie du droit de rétention, mais il n'est pas nécessaire que ce soit à titre de propriétaire (art.272 C.O.C.). L'usufruitier, visé par le même texte, ne possède pas, à ce titre ; le détenteur d'un bien hypothéqué n'est pas possesseur (art. 272 C.O.C.). Et pour lever tout doute, l'article 272 l'accorde lorsqu'il y a un contrat synallagmatique quelconque, sans en faire une condition nécessaire. Or, la détention en vertu d'un contrat est, par définition, précaire et exclut le titre de propriétaire. L'article 273 C.O.C. fonde le droit de rétention sur la détention, notion purement matérielle selon laquelle le bien est sous la main du rétenteur. L'article 274 C.O.C. le distingue d'une sûreté qui comporte un droit de suite ou un droit de préférence et le déclare opposable à tous, c'est-à-dire même au véritable propriétaire.

12. La configuration du droit de rétention est ainsi parfaitement définie : il s'agit d'une garantie constituée par le fait que la restitution du bien retenu est subordonnée au paiement du créancier. C'est en cela encore que le droit de rétention est une mesure d'exécution. Limiter le droit de rétention à la possession en qualité de propriétaire, c'est lui enlever toute utilité : la garantie du créancier lui serait attribuée sur sa propre chose, ou qu'il prétend telle.

Au-delà des mots, l'exigence de la Cour de cassation méconnaît le mécanisme, la nature et la fonction du droit de rétention. Et lorsque la Cour prétend que la rétention ne conduit pas à la protection du droit de gage général du créancier qui peut toujours saisir les biens du débiteur pour le remboursement de sa créance, elle commet une confusion entre les deux droits : elle supprime le droit de rétention à tout créancier qui, par définition, bénéficie du droit de gage général ; elle commet aussi une erreur que le simple bon sens corrigera : ce n'est pas la même chose d'exécuter sur un bien que l'on détient et que l'on ne restitue que moyennant paiement, et sur un bien restitué qui peut subir tous les aléas de la volonté du propriétaire : dégradation, destruction, aliénation, constitution d'une sûreté ou de nouvelles charges…

13. L'on se convaincra encore du caractère destructeur de l'arrêt examiné en vérifiant les cas particuliers du droit de rétention reconnus par des textes spéciaux du C.O.C. A titre non limitatif, le Code confère ce droit au vendeur impayé (art. 408 à 411) qui, par définition, n'est plus propriétaire, à l'acheteur à réméré lorsque le vendeur a exercé la faculté de rachat (art.483), au locataire sur la chose louée (art.547 al.2 et 582), au bailleur sur les choses appartenant au locataire (art.571) ou au sous-locataire (art. 574). Ce droit est expressément accordé à l'entrepreneur sur l'ouvrage qu'il a réalisé et les autres choses remises par le maître d'ouvrage (art.677). L'arrêt commenté, qui cite ce texte, n'en tient aucun compte : pour lui, l'entrepreneur qui a construit, meublé, équipé et décoré l'ouvrage est traité comme un vulgaire agresseur coupable d'une voie de fait. Il y a des erreurs qui confinent à une absurde injustice.

Poursuivant cette revue, notons que le Code accorde aussi le droit de rétention au transporteur (art.686) ainsi qu'au dépositaire (art.718). L'article 4 du Décret-loi n° 46/L l'accorde au créancier gagiste. Aucun de ces bénéficiaires n'est possesseur à titre de propriétaire. Il est simplement détenteur, ou, au mieux, possesseur à titre précaire حيازة عرضية, au sens de l'article 23 C.P.C[10]. Il détient en vertu d'un contrat non translatif de propriété. Il ne peut pas posséder à titre de propriétaire car son titre l'interdit et rend sa possession équivoque. Il en est de même du réparateur ou du conservateur sans contrat (art. 272). Encore une fois, seule compte la détention (art. 273).

Tout cela est d'un grand classicisme. Que la Cour de cassation le méconnaisse est fort regrettable.

C. Le préjudice au principal

14. L'absence de préjudice au principal est une règle fondamentale de la juridiction des référés. Sa première signification est que la décision de référé n'a pas d'autorité de chose jugée au fond ; elle ne lie en rien le juge du fond et disparaît lorsque celui-ci a statué d'une manière incompatible. L'article 584 C.P.C. permet même de l'annuler expressément. Mais la règle signifie aussi que le juge des référés est incompétent pour aborder les problèmes de fond. Si le litige est soumis à arbitrage, l'incompétence résulte aussi, comme on l'a vu, de la Convention de New York, qui lui fait obligation de ne pas se substituer aux arbitres.

15. En l'espèce, la Cour d'appel s'est déclarée incompétente en raison d'une part de la soumission du litige aux arbitres et, d'autre part, de la nature des demandes qui préjudicient au fond. La Cour de cassation écarte ces deux motifs qui méritent pourtant que l'on s'y arrête. La demande d'arbitrage, produite dans la procédure, portait certes sur d'importantes créances de sommes d'argent, mais elle

(10) Ce texte confère une action possessoire à l'égard des tiers au dépositaire, gagiste, locataire, fermier ou concessionnaire de domaines publics. Rien n'interdit de l'étendre par analogie.

demandait aussi de fixer la date de la réception des travaux et la reconnaissance du droit de rétention.

Les mesures allouées en première instance et confirmées par la Cour de cassation sont : l'expulsion de l'entrepreneur et la nomination de séquestres judiciaires chargés de veiller à la réception de l'hôtel en conformité avec le contrat.

Il apparaît immédiatement que ces mesures affectent gravement le fond : le droit de rétention est dénié, la réception selon le contrat est organisée par le juge des référés et l'expulsion de l'entrepreneur ordonnée.

Quant aux séquestres judiciaires, leur désignation est incompréhensible car elle suppose un litige sur la propriété, inexistant en l'espèce. Tout se passe comme si l'on avait voulu se raccrocher à une mesure apparemment conservatoire tout en la vidant de sa substance puisque la mission confiée aux soi-disant séquestres est précisément différente de la conservation dévolue à un séquestre. La Cour d'appel avait pourtant bien vu que les mesures sollicitées n'avaient rien de provisoire ni de conservatoire.

16. La sentence a été rendue une semaine après l'arrêt de la Cour de cassation. Elle fixe la date à laquelle la réception des travaux est réputée avoir eu lieu, reconnaît le droit de rétention de l'entrepreneur et évalue sa créance à une cinquantaine de millions de dollars US. La situation créée par la Cour de cassation disparaît au profit de celle définitivement jugée au fond par l'arbitre. Il n'en reste pas moins (et ce n'est hélas pas le seul exemple) qu'un excellent arrêt d'appel a été cassé par un arrêt qui multiplie les erreurs graves.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Spinoza disait: *ignorantia non est argumentum*. Il est urgent que les autorités publiques renforcent la fonction doctrinale de la Cour de cassation par l'instauration de conseillers référendaires et le détachement de professeurs de droit. Sinon, les droits et garanties des justiciables seraient en péril.



قرار: ٢٠١٠/٤٤
تاريخ: ٢٠١٠/٦/٣٠
أساس: ٢٠٠٩/١٢٧
تصنيف: عجلة

المميزة: شركة العقارات والأبنية
المميز عليها: شركة بوتك

قرار

باسم الشعب اللبناني

إن الغرفة الخامسة في محكمة التمييز المؤلفة من القضاة جورج بديع كرم رئيساً وربيعة عماش وجان عيد مستشارين،

بعد الاطلاع على الأوراق كافة،
وعلى تقرير المستشار المقرر القاضي جان عيد
ولدى التدقيق والمذاكرة،

تبين أن شركة العقارات والأبنية ش.م.م. SIWA الممثلة برئيس مجلس إدارتها مديرها العام السيد نظمي أوجي، تقدمت بتاريخ ٢٠٠٩/٩/٧ بوجه شركة بوتك ش.م.ل. Butec الممثلة برئيس مجلس إدارتها مديرها العام الدكتور نزار يونس، باستدعاء تمييزي طعناً بقرار الغرفة الثالثة لمحكمة استئناف بيروت النهائي تاريخ ٢٠٠٩/٧/٣٠ الصادر بالرقم ٢٠٠٩/١١٠٠ وبالقرار التمهيدي الصادر عن ذات المحكمة تاريخ ٢٠٠٩/٣/١٠ والقاضي بوقف تنفيذ القرار المستأنف تاريخ ٢٠٠٩/٣/٢ ذي الرقم ٢٠٠٩/٢٠٦ الصادر عن قاضي العجلة في بيروت وطلبت قبول طلب النقض شكلاً وأساساً. ومن ثم اتخاذ القرار بتصديق الحكم الابتدائي وإلزام المستأنفة بإخلاء الفندق وتسليمه فوراً إلى المستأنف عليها عن طريق حارس قضائي تعينه المحكمة للإشراف على ذلك واعتبار القرار التمهيدي تاريخ ٢٠٠٩/٣/٢ القاضي بوقف التنفيذ كأنه لم يكن وإلا واستطراداً تسليم طالبة النقض الفندق لقاء كفالة والحكم بإعادة التأمين وتضمين المميز عليها الرسوم والنفقات الاستئنافية والتمييزية كافة،

وبعدما عرض لوقائع الدعوى أدلت بالأسباب التمييزية التالية:

بالنسبة إلى القرار التمهيدي:

١- فقدان القرار التمهيدي القاضي بوقف تنفيذ الحكم الابتدائي الأساس القانوني لعدم تبيانه الأسباب الواقعية التي استند اليها.

بالنسبة إلى القرار النهائي:

١- مخالفة المادة /٤٨٤/أ.م.م. لعدم انعقاد الجلسة الختامية بالصورة العلنية.

٢- مخالفة المادة /٤٨٩/أ.م.م. لعدم إعادة المناقشات بعد قبول بعض أعضاء المحكمة، والخطأ في تطبيقها.

٣- مخالفة المادة /٤٨٨/أ.م.م. بعدم إعطاء الإذن بالكلام الأخير للمدعى عليه، والخطأ في تطبيقها.

٤- مخالفة المادة /٥٣٠/أ.م.م. بعدم توقيع القرار النهائي من قبل كل القضاة مصدريه مع الكاتب اصولاً.

٥- الخطأ في تطبيق وتفسير المادة /٧٨٩/أ.م.م. المعدلة بالقانون رقم /٤٤٠/ تاريخ ٢٠٠٢/٨/١ وذلك باعتباره اولاً ان مجرد تقديم طلب تحكيم ومباشرته يشكل منازعة تحكيمية قائمة، ولحصره ثانياً امر اتخاذ ما يراه من تدابير مؤقتة وتحفظية بالحكم والمحكمة التحكيمية فقط ولاعتباره من جهة ثالثة ان رفع الاعتداء وتعيين حارس قضائي هما مما تقتضيهما طبيعة النزاع المقدم من المميزة امام المحكمة التحكيمية.

٦- الخطأ في تفسير وتطبيق احكام المادة /٢٣/ من نظام التحكيم العائد لغرفة التجارة الدولية ICC تاريخ ١٩٩٨/١/١.

٧- خطأ القرار النهائي ومخالفة قواعد التحكيم القانوني عندما قال "انه اذا كانت ارادة الفريقين قد اتجهت اصلاً إلى نزع صلاحية القضاء العادي ككل وايلائها لهيئة تحكيمية فلا يبقى من الجائز اجراء المقارنة في ظل اختلاف كل من النظامين وبوجود ارادة الفريقين التي اختارت قضاء التحكيم دون المحاكم التابعة للقضاء العادي، بين صلاحية قضاء الموضوع العادي وقضاء التحكيم للقول بأن ذلك لا يحول دون أعمال قضاء العجلة لعدم صحة هذا التعليل وعدم قانونيته لأن من يلجأ إلى التحكيم لا ينزع صلاحية القضاء العادي ككل ولأن قاعدة نزع الصلاحية عن القضاء العادي وايلائها لقضاء التحكيم محددة بنصوص قوانين التحكيم التي اختارها الفرقاء والتي كثيراً ما تحتفظ للقضاء العادي باختصاصات وصلاحيات رغم قيام التحكيم كما هو الأمر في القضية.

٨- تشويه مضمون بعض المستندات بذكر وقائع خلافاً لما وردت عليه ومناقضة المعنى الصحيح والواضح لنصوصها وذلك للقول خلافاً للحقيقة ان المميزة المستأنف عليها، هي التي تقدمت بطلب التحكيم مع انه من الثابت ان المميز عليها هي التي تقدمت بطلب التحكيم.

٩- الخطأ في تفسير احكام الفقرة /٢/ من المادة /٥٧٩/ محاكمات مدنية بالقول ان الغاية منها هي فقط انشاء نظام ازالة التعدي الواضح بصورة لا تحتمل أية منازعة جدية ووجوب بتها بسرعة.

١٠- مخالفة القانون ولا سيما المادة /٥٨٩/أ.م.م. بالقول "انه في مواضيع التدابير الاحتياطية والمؤقتة لا يعود قضاء العجلة مختصاً لاتخاذ تلك التدابير في حالة التحكيم الا في الطلبات التي يتوافر فيها طابع الاستعجال الحاد والا استطراداً في خطأه بعدم اعتباره رفع الاعتداء عن الفندق حالة حادة للاستعجال.

وتبين ان المميز عليها الممثلة بشخص رئيس مجلس الادارة – المدير العام الدكتور نزار يونس قدمت بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٦ لائحة جوابية طلبت فيها ردّ التمييز شكلاً والا اساساً وابرام القرارين المطعون فيهما وتضمين المميزة الرسوم والمصاريف والعطل والضرر واتعاب المحاماة.

وانها تعرض انها لم تتخط مهلة تسليم الفندق الذي التزمت بناءه وان المميزة رفضت دون سبب مشروع المشاركة في عمليات تسليم الفندق الاولية بسبب عدم رغبتها في استلام وتشغيل الفندق في الظروف السياسية والامنية التي كانت سائدة آنذاك في البلاد ولعدم رغبتها في تسديد المبالغ المتوجبة للمميز عليها خاصة رصيد قيمة العقد البالغ /١,٦٣٢,٠٠٠/د.أ. وقيمة الاعمال الاضافية البالغة حوالي /٦,٥٠٠,٠٠٠/دولار اميركي وتقلبات الاسعار البالغة /٥٠٠,٠٠٠,٧/د.أ. وسائر المبالغ والتعويضات التي تطالب بها المميز عليها في الدعوى التحكيمية المقامة منها على المميزة امام محكمة التحكيم لدى غرفة التجارة الدولية في باريس (CCI) عملاً بالبند التحكيمي الوارد في العقد الموقع بين الفريقين.

وانها تضيف انها اضطرت للبقاء في الفندق بناء على طلب المميزة لانها ملزمة تعاقدياً بالحفاظ على الفندق وتجهيزاته ومحتوياته عملاً بالبند ١٠,٢ من الـ CCAP. وقد بقيت المميز عليها منذ تاريخ الاعمال في آخر آب ٢٠٠٧ حتى تاريخه تقوم بأعمال الصيانة والحراسة وتأمين كافة مستلزمات الفندق وتتكبد مصاريف باهظة لا تقل عن /٢٥٠/الف د.أ. شهرياً يتوجب على المالكة المميزة دفعها إلى المميز عليها التي تطالب بهذه المبالغ ايضاً بالدعوى التحكيمية.

وانه تسترسل قائلة انها طالبت المميزة في الدعوى التحكيمية ان تدفع لها مبلغ /٣٣,٩٣٨,٥٢٧/د.أ. مع حفظ حقها بزيادته وقد تشكلت الهيئة التحكيمية ووضعت وثيقة المهمة التي وقعها اعضاء الهيئة ووكلاء الفريقين كما اصدر رئيسها قراراً اجرائياً حدد بموجبه مهل تقديم اللوائح والاصول التي تطبق على المحاكمة التحكيمية وقد تقدمت المميز عليها بتاريخ ٢٠٠٩/٣/٤ بلائحة تفصيلية، وانه بعد تقديم الدعوى التحكيمية وبنية التشفي ونظراً للتبدل في الوضع الامني والسياسي تقدمت المميزة بالدعوى المستعجلة الراهنة بتاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٤ حيث طلبت الزام المدعى عليها بإزالة التعدي الحاصل من قبلها على ملك المدعية والزامها بإخلاء العقار /١٢٩/ ميناء الحصن واستطراداً تعيين حارس قضائي يستلم بناء وملحقات وتجهيزات اوتيل هيلتون – بيروت وانها اجابت على الدعوى طالبة ردها لعدم اختصاص قاضي العجلة لاتخاذ أي تدبير احتياطي أو مؤقت بعدما باشرت الهيئة التحكيمية مهمتها ووضعت يدها على النزاع، فاستجاب قاضي العجلة لمطالب المميزة الا ان محكمة الاستئناف فسخت حكمه وردت الدعوى بقرارها المطعون فيه لعلة انه امام الصلاحية العائدة للهيئة التحكيمية في موضوع التدابير الاحتياطية والمؤقتة لا يعود قضاء العجلة مختصاً لاتخاذ تلك التدابير ولا لرفع التعدي، وقد طلبت المميز عليها ردّ كل الاسباب التمييزية لعدم صحتها ولعدم قانونيتها واوضحت انه لا يجوز تقديم طعن ضد القرار التمهيدي القاضي بوقف تنفيذ الحكم الابتدائي لان القرار زال ببت الدعوى بصورة نهائية.

وقد ادلت المميز ضدها بما يلي:

لا يجوز الطعن بمخالفة المادة /٤٨٤/أ.م.م. الا بادعاء التزوير ولا يجوز الادلاء بمخالفة المادة /٤٨٩/أ.م.م. لانه يكفي الفرقاء ان يكرروا مآل لوائحهم وان القرار المميز لم يخطئ في تطبيق المادة /٤٨٨/ محاكمات مدنية لان محضر المحاكمة يثبت ان الفريقين كررا اقوالهما في الجلسة الختامية كما ان لا مخالفة للمادة /٥٣٠/أ.م.م. لان رئيس المحكمة والمستشارين وقعا على القرار النهائي قبل النطق به ومن ثم وقعه الكاتب مع الرئيس وقد اوضحت المميز عليها بالنسبة إلى السبب التمييزي الخامس ان القرار المميز لم يقل ان مجرد تقديم طلب التحكيم يجعل المنازعة التحكيمية قائمة بل تحقق بالاستناد إلى المستندات الرسمية المبرزة ان المنازعة التحكيمية قائمة فعلاً واضافت ان لكلمة "للمحكم" الواردة في المادة /٧٨٩/أ.م.م. نفس المعنى القانوني لعبارة "يعود للمحكم" كما ان القرار المميز استند إلى المادة /٢٣/ من نظام

محكمة التحكيم الدولية الواضعة يدها على النزاع وانه طالما ان النزاع التحكيمي عالق امام الهيئة التحكيمية الدولية فيعود لها دون سواها اتخاذ كافة التدابير التي تقتضيها طبيعة النزاع بما فيها التدابير المؤقتة والتحفظية التي احتفظت المميز ضدها بحق الادلاء بها في طلب التحكيم وقد اضافت ان القرار المميز اعتبر ان صلاحية الهيئة التحكيمية تشمل التدابير التحفظية والمؤقتة وتسلب اختصاص القضاء المستعجل في اتخاذها لأن بت ازالة التعدي يتعرض لاساس الحق الذي يعود للهيئة التحكيمية الفصل به.

وبالنسبة إلى السبب السادس ادلت المميز عليها بأن هذا السبب غير جائز شكلاً لأن المادة /٢٣/ من نظام التحكيم لدى CCI لها صفة تعاقدية وتنزل منزلة الواقعة ولا ترقى إلى منزلة القوانين والمعاهدات الدولية واستطراداً فإن تفسير المادة /٢٣/ المشار اليها لا يخضع لرقابة محكمة التمييز وان القرار الاستئنافي احسن تفسير وتطبيق المادة /٢٣/ المحكي عنها.

وتبين ان المميز عليها في معرض جوابها على السبب السابع اوضحت بأن المميزة لم تبين النص أو القاعدة القانونية الواقع عليها المخالفة واستطراداً فإن تعليل القرار الاستئنافي لجهة عدم جواز اجراء المقارنة بين صلاحية قضاء الموضوع العادي وقضاء التحكيم صحيح ومتوافق مع قواعد التحكيم وبالنسبة إلى السبب الثامن فإن ما جاء في القرار المميز في تحديد الجهة التي توقف طلب التحكيم فهو خطأ مادي لا يؤثر على صحة القرار الاستئنافي، اما بالنسبة إلى السبب التاسع فإن المميزة تقر بالذات بأن الفقرة الثامنة من المادة /٥٧٩/أ.م.م. تجيز للقضاء المستعجل المس بأصل الحق وبذلك فانها تكون قد اقرت بصحة القرار الاستئنافي لأن بت الاساس يعود للهيئة التحكيمية بإرادة الفريقين الصريحة وليس للقضاء المتسعجل اما بالنسبة إلى السبب العاشر فأن ما جاء في القرار الاستئنافي لجهة استثناء حالة الاستعجال الحاد فإنه منطبق على الحل القانوني الذي استقر عليه العلم والاجتهاد وان القرار الاستئنافي استثبت بحقه المطلق في التقدير ان حالة الاستعجال الحاد غير متوافرة مستبعداً اللجوء إلى القضاء المستعجل فلا تكون من مخالفة للمادة /٥٨٩/أ.م.م.

وتبين ان المحكمة قررت بتاريخ ٢٠١٠/٥/٢٠ تكليف الفريقين بالمناقشة فيما اذا كان حق الحبس يشكل وسيلة تنفيذ ام انه تدبير احتياطي، وفي مدى اختصاص القضاء العدلي لبت الدعوى المستعجلة الحاضرة في كلا الحالين.

وتبين ان المميزة قدمت بتاريخ ٢٠١٠/٥/٢٤ لائحة انفاذاً لقرار المحكمة كررت فيها اقوالها ومطالبها السابقة مدلية بأن حق الحبس يشكل وسيلة تنفيذ ولا يعتبر تدبيراً احتياطياً وهو يتمتع بالطابع التنفيذي على الارض وهذا يرتبط بمبدأ سيادة الدولة على ارضها وان السلطة القضائية العامة تبقى هي المختصة حصراً بهذا الصدد ولا يعود ذلك إلى المحكم.

وتبين ان المميز عليها قدمت بدورها بتاريخ ٢٠١٠/٥/٣١ لائحة انفاذاً لقرار المحكمة طلبت فيها ردّ ما جاء في لائحة المميزة الاخيرة مدلية بأن حق الحبس يشكل تدبيراً احتياطياً خاصاً وبنفس الوقت وسيلة ضغط ولا تحتاج ممارسته إلى أي ترخيص أو قرار قضائي وهذه الممارسة لا تتعلق بممارسة السلطة على الارض ولا تطال مبدأ سيادة الدولة ليكون ضمن اختصاص المحاكم الوطنية وان العلم والاجتهاد استقرا على عدم جواز تعرض قاضي العجلة لحق الحبس الذي يمارسه الدائن على مسؤوليته دون ان يحتاج لقرار قضائي وقد استشهدت المميز عليها في هذا الصدد بقرار صادر عن هذه المحكمة يتبين بعد مراجعة سجلات المحكمة انه لا يتعلق بحق الحبس والذي ادعت المميز عليها انه بات معروضاً امام المحكمة التحكيمية.

بناء عليه،

وعطفاً على القرار تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٠

اولاً – في الشكل:

بما ان الاستدعاء التمييزي وارد ضمن المهلة القانونية موقعاً من محام وكيل ارفق به صورة طبق الاصل عن القرار الاستئنافي وايصالين بالرسوم والتأمين فيقبل شكلاً.

ثانياً – في الاساس:

بما انه من الرجوع إلى القرار المؤقت المطعون فيه يتبدى ان محكمة الاستئناف اوقفت تنفيذ حكم قاضي العجلة الآيل إلى تعيين حراس قضائيين على فندق هلتون بيروت بغية تسليمه إلى مالكته المميزة، كما يتبين ان القرار النهائي فسخ الحكم البدائي قاضياً برد الدعوى لوجود بند تحكيمي في عقد المقاولة الذي عهدت بموجبه المالكة تشييد الفندق إلى المميز عليها ولأنه بعد وضع المحكمين يدهم على النزاع يمسي قضاء التحكيم وحده المختص لبت النزاع واتخاذ التدابير المؤقتة أو التحفظية التي تقتضيها طبيعة النزاع وان قضاء العجلة غير مختص لازالة التعدي لتعرض الامر لاصل الحق كون الدعوى لا تتعلق بتدبير مؤقت بل بإزالة التعدي.

فعلى السبب الخامس الموجه ضد القرار النهائي في شقيه الثاني والثالث وعلى السبب القانوني الصرف الذي اثارته المحكمة:

بما انه بموجب الشق الثاني من السبب الخامس تدلي المميزة بأن محكمة الاستئناف خالفت المادة /٧٨٩/أ.م.م. عندما اعتبرت ان حق اتخاذ التدابير المؤقتة والتحفظية عند قيام منازعة تحكيمية محصور بالمحكم وحده في حين ان نص المادة المذكورة وردت فيه عبارة "يعود للمحكم" وليس عبارة "للمحكم" والاولى تعني الامكان في حين تفيد الثانية الحصر فيبقى جائزاً للقضاء المستعجل اتخاذ التدابير المؤقتة كما انه بموجب الشق الثالث من السبب ذاته تدلي المميزة بأن محكمة الاستئناف اخطأت عندما اعتبرت ضمناً ان رفع الاعتداء عن الفندق وتعيين حارس قضائي عليه هما مما تقتضيه طبيعة النزاع المعروض على المحكمة التحكيمية في حين انه من الرجوع إلى الطلب الذي قدمته المميز عليها إلى المحكم يتبين انه محصور بإقرار توجب مبالغ مالية وحسب.

وبما ان رفع التعدي الواضح على الحقوق وكذلك تعيين حارس قضائي يعتبران كلاهما تدبيرين مؤقتين وليس الثاني فقط وان محكمة الاستئناف اذ هي اعتبرت ان رفع التعدي عن الفندق يشكل تصدياً لأصل الحق المعروض على المحكمين دون بيان مدى ارتباط حبس العقار الممارس بالنزاع المعروض عليهم المتعلق اساساً بحقوق مالية ناشئة عن تنفيذ عقد المقاولة فأنها تكون قد خالفت القانون والمادة /٧٨٩/أ.م.م. سيما ان الحبس الممارس الذي تدعي المميز عليها ان مشروعيته باتت معروضة على المحكمين فهو حسب المادة /٢٧١/ موجبات وعقود وسيلة تنفيذ تخضع لرقابة السلطة القضائية العامة ولا سيما القضاء المستعجل لارتباطها بمبدأ سيادة الدولة على ارضها كونها لا تقتصر على تقرير تدبير تحفظي بل تؤدي إلى نزع حيازة ولو مؤقتاً ومنع ممارسة حق الانتفاع والاستعمال ورفع اليد. فيقتضي تأسيساً على ما تقدم نقض القرار الاستئنافي برمته لتعلق السبب الذي اثارته المحكمة بالنظام العام ولمخالفة المادة /٧٨٩/أ.م.م. دون الحاجة إلى البحث بالاسباب التمييزية الباقية.

ويمسي نافلاً التطرق للطعن الموجه ضد القرار بوقف التنفيذ طالما موضوعه زال بنقض القرار النهائي.

في الدعوى، في مرحلتها الاستئنافية:

حيث ان الدعوى جاهزة للحكم مباشرة بعد النقض وفقاً للمادة /٧٣٤/أ.م.م.،

وبما ان المستأنفة شركة بوتك ش.م.ل. اثارت الاسباب الاستئنافية التالية:

اولاً: الخطأ في ردّ الدفع بعدم الاختصاص لوجود تحكيم دولي مختص كون النزاع معروضاً على هيئة التحكيم فيكون الفريقان اتفقا على حصر اتخاذ التدابير الوقتية والاحتياطية بالهيئة التحكيمية وفقاً للمادة /٢٣/ من نظام هذه الهيئة طالما لم يتوافر شرط الاستعجال الحاد.

ثانياً: خالف الحكم الابتدائي المادة /٣٦٦/أ.م.م. كونه حكم بأكثر مما طُلب وبغير ما هو مطلوب كون المدعية طلبت بصورة اصلية ازالة التعدي عن العقار /١٢٩/ ميناء الحصن واستطراداً تعيين حارس قضائي يتسلم البناء وملحقاته في حين قضي بالطلب الاستطرادي واهمل الطلب الاصلي بعد تحوير موضوعه بتعيين ثلاثة حراس قضائيين على الفندق وقد اضيف بخط اليد عبارة "والزام المدعى عليه بالاخلاء وفقاً لما تقدم" دون ان تطلب المدعية تسلم الفندق ولا التدخل بشروط عقد المقاولة ولا استبدال الجهاز المسؤول عقدياً عن الاستلام بهيئة اخرى.

ثالثاً: مخالفة المادة /٤٥٤/أ.م.م. لأن المدعية حصرت طلبها في اللائحتين الجوابيتين الابتدائيتين بطلب اخلاء العقار ولم تورد الطلب الاستطرادي ورغم ذلك قضى الحكم المستأنف بتعيين ثلاثة حراس قضائيين.

رابعاً: مخالفة الحكم الابتدائي المادة /٥٧٩/أ.م.م. والمواد ٢٧١ و٢٧٢ و٦٧٧ موجبات وعقود كون عنصريّ العجلة وعدم التصدي للاساس غير متوافرين كما ان الحكم الابتدائي تصدى للاساس في قضية معروضة على المحكمين علماً ان حق الحبس المنصوص عليه بالمادتين /٢٧١/ و/٢٧٢/م.ع. المكرس بالمادة /٦٧٧/م.ع. فيما خص اجارة الصناعة يمارسه الدائن على مسؤوليته ودون حاجة لقرار قضائي ولا يحق لقاضي العجلة التصدي لحق الحبس المسند إلى حيازة مادية.

وبما انه في اطار البحث بالاسباب الاستئنافية فإن ما اعتمدته هذه المحكمة عند بحث الاسباب التمييزية يشكل جواباً ملائماً على السبب الاستئنافي الاول المتعلق بالدفع بعدم اختصاص القضاء المستعجل مع الاشارة إلى ان المادة /٢٣/ من نظام الهيئة التحكيمية الناظرة في النزاع مماثلة في نصها للمادة /٧٨٩/أ.م.م. لجهة اعطاء الهيئة التحكيمية امكانية اتخاذ التدابير التحفظية والاحتياطية دون حصرها بها وما قررته في اطار البحث بالمادة /٧٨٩/ المشار اليها يصح جواباً ملائماً على التذرع بالمادة /٢٣/ من نظام الهيئة التحكيمية فيُرد السبب الاستئنافي الاول.

وبما انه بحثاً في السبب الثاني فإن الحكم الابتدائي لم يخالف المادة /٣٦٦/أ.م.م. كونه لم يحكم بأكثر مما هو مطلوب ولا بغير ما هو مطلوب اذ رتّب القضاء بالطلبات وفقاً لمنطق الامور دون ان يخرج عما هو مطلوب، وهو حق لقاضي الامور المستعجلة المختص باتخاذ التدابير الآيلة إلى ازالة التعدي الواضح على الحقوق والاوضاع المشروعة، فالجهة المدعية طلبت في الاستحضار الابتدائي "الزام المدعى عليها بإزالة التعدي

وبالتالي الزامها بالاخلاء واستطراداً تعيين حارس قضائي يتسلم البناء وتجهيزات الاوتيل من المدعى عليها بحالتها الحاضرة والتعاون مع لجنة الخبراء إلى حين البت باستلام الاماكن موضوع المقاولة". اما الحكم الابتدائي وفي سبيل القضاء بالطلب الاساسي أي اخلاء العقار وجعله منظماً وحافظاً لحقوق جميع الافرقاء فقد ابتدأ ببت الطلب الاستطرادي تعيين حارس أو حراس قضائيين تكون مهمتهم الاشراف على تسليم المدعية الفندق وفق الآليات والشروط والمواصفات الواردة في عقد المقاولة والزم المدعى عليها بالاخلاء وفقاً لما تقدم، أي وفقاً للآلية المنصوص عليها بالفقرة الحكمية ولا يهم إن عيّن ثلاثة حراس بدلاً من حارس واحد اذ يحق له تحوير المطالب لجعل التدبير المتخذ ملائماً مع التنفيذ الحي! فيُهمل السبب الثاني بدوره كما يُهمل السبب الثالث ذاك ان الحكم الابتدائي لم يخالف المادة ٤٥٤/أ.م.م. كون المدعية كررت في لائحتها الجوابية الاولى جميع الطلبات الواردة في الاستحضار وعددتها وإن بصيغة أخرى كما حصل الأمر ذاته في اللائحة الجوابية الثانية وعلى كل فالمادة المذكورة لم تنص على الزام بل على خيار متروك للمحكمة،

وبما انه وبالنسبة إلى السبب الرابع، فإن الحكم الابتدائي اجاب على المسائل المثارة بمقتضى هذا السبب بالحيثية التالية:

"وحيث انه بغض النظر عن صحة ادلاءات المدعى عليها في ما خص الدين المتوجب على المدعية، ان ممارسة المدعى عليها لحق الحبس على الفندق وهو عقار غير جائزة اذ ان وضع يدها على الفندق لا يعتبر حيازة بالمفهوم القانوني لا سيما ان المدعى عليها لا تتصرف بوصفها المالك للفندق علماً ان إشغالها للفندق هو بهدف إجراء اعمال البناء والديكور وهو وضع يد عرضي لا يخولها ممارسة حق الحبس على الفندق وان امتناعها عن تسليم الفندق لن يؤدي إلى حماية حق الارتهان العام العائد لها على املاك المدعية في حال ثبوت مديونية هذه الاخيرة تجاهها،

"وحيث ان المدعى عليها تخطت مهلة تسليم الفندق،

"وحيث يتوجب على المدعى عليها تسليم الفندق وفق الآليات والمواصفات المحددة بموجب عقد المقاولة".

وبما ان ما ورد في الحكم الابتدائي لجهة حيازة المدعى عليها العرضية للعقار ووضع يدها عليه بمناسبة تشييد الفندق يشكل جواباً سائغاً وملائماً لمسألة عدم جواز حبس الفندق طالما ان المقاولة لم تستلم مؤسسة تجارية قائمة بل قامت بتشييد الامكنة وتجهيزها، علماً ان المقاول لا يتمتع بحق الحبس كون حيازة الامكنة لم تنتقل اليه بالمفهوم القانوني هذا بغض النظر عن مدى استحقاق حقها المالي الذي تدعي ممارسة حق الحبس لصيانته،

وبما انه استفاضة في البحث فإن امتناع المستأنفة عن تسليم الفندق لن يؤدي إلى حماية حق الارتهان العام العائد لها على اموال المدعية اذ يبقى لها طلب الحجز توسلاً لاستيفاء دينها إن وُجد،

وبما انه بالنسبة إلى مخالفة المادة ٥٧٩/م.م. فقد لقي جواباً عند بت السببين التمييزيين هذا مع التنويه بأنه عند البحث في التعدي الواضح على الحقوق فلا ضرورة لتوافر عنصر الاستعجال ويجوز للقضاء المستعجل التطرق إلى قانونية ممارسة حق الحبس وذلك صوناً لحقوق المالك ورفع التعدي عنها فلا يكون بذلك الحكم الابتدائي قد تصدى للاساس. فيُرد الاستئناف برمته ويصدق الحكم الابتدائي بعد ردّ كل ما زاد أو خالف بما في ذلك طلبات الحكم بالعطل والضرر لعدم ثبوت سوء النية ام الخطأ الجسيم.

لهذه الاسباب،

تقرر المحكمة بالاتفاق ووفقاً لتقرير المستشار المقرر:

اولاً: قبول التمييز شكلاً واساساً ونقض القرار الاستئنافي النهائي برمته.

ثانياً: وفي المرحلة الاستئنافية نشر الدعوى ورؤيتها انتقالاً والحكم مجدداً برد الاستئناف وتصديق الحكم الابتدائي الصادر عن قاضي العجلة في بيروت بتاريخ ٢٠٠٩/٣/٢ تحت الرقم ٢٠٠٩/١٠٦ بعد ردّ كل ما زاد أو خالف.

ثالثاً: اعادة التأمين التمييزي للمميزة ومصادرة التأمين الاستئنافي وتدريك المميز عليها الرسوم والمصاريف في مراحل المحاكمة كافة.

قراراً صدر في بيروت بتاريخ الثلاثين من حزيران ٢٠١٠.



قوانين البرامج وممارستها في لبنان

بقلم المحامية د. ماري رينه غنطوس
دكتوراه في القانوني الدولي العام من جامعة باريس ٢
استاذة قانون دولي عام (اليسوعية، اللويزة و البلمند)
والمالية العامة (الجامعة اللبنانية، جل الديب)

يتصف قانون المالية العامة التقليدي باحترامه مبدأ سنويّة الموازنة الذي تتّبعه العديد من الدول في تشريعاتها مثل بريطانيا العظمى، كما ورد المبدأ في دساتير بعض الدول الأخرى كايطاليا(١) أو بلجيكا(٢) أو هولندا.

وفي لبنان، كرّس قانون المحاسبة العموميّة الصادر بموجب المرسوم رقم ١٤٩٦٩ تاريخ ٦٣/١٢/٣٠ مبدأ سنوية الموازنة الذي لا يجيز الإنفاق إلا ضمن حدود الاعتمادات المرصودة وهذه الاعتمادات تسقط في نهاية السنة باستثناء البعض منها الذي يدوَّر أو يمكن تدويره إلى موازنات السنين اللاحقة في حال توفرت شروط محدّدة نصّت عليها المادة ١١٤ من قانون المحاسبة العمومية. ولقد عرّفت المادة ٣ من قانون المحاسبة العمومية المذكور الموازنة بأنها «صكّ تشريعيٌّ تقدّر فيه نفقات الدولة ووارداتها عن سنة مقبلة وتجاز بموجبه الجباية والإنفاق.» كما نصت المادة ٧ من القانون المذكور على أن «توضع الموازنة لسنة مالية تبدأ في أول كانون الثاني وتنتهي في ٣١ كانون الأول.»

وفُرضَ مبدأ سنويّة الموازنة لأسباب سياسيّة إذ إنّ رقابة البرلمان على إدارة الحكومة الماليّة لا تكونَ حقيقيّة إلا شرط إعطاء الإجازات لمرحلة لا تمتدُّ على فترة طويلة من الوقت. فالإجازات كانت تعطى في هولندا مثلا، في القرن التاسع عشر، لعشر سنوات لكن هذا الممارسة تعتبر ممارسة نظام ديكتاتوري تمنع أي رقابة جدّية من قبل البرلمان(٣). ولمبدأ السنوية أيضًا دواعٍ فنية، إذ يصعب توقع ما ستنفقه الدولة فعليًّا ولذا غالبًا ما يجري تصحيح الموازنات بموجب قوانين تصحيحيّة وذلك عن موازنة سنة واحدة فكم بالحري إذا كانت الموازنة من أجل فترة طويلة من الزمن.

وإذا كانت حسنات مبدأ سنوية الموازنة هي السماح بمراقبة البرلمان جدّيًا، إلا إنّ سيّئاته ظهرت مع موضوع تحديد بدء السنة المالية من جهة، وربط العمليّات الداخلة في الموازنة بالسنة الماليّة، من جهة أخرى؛ كما ظهرت أيضًا مع طابعه الاصطناعي، فحياة الدولة الماليّة متواصلة، وتجزئتها إلى مراحل سنويّة هو عمل اصطناعي.

إضافة إلى ذلك، لا يسمح مبدأ سنويّة الموازنة بمواجهة المشاريع الإنشائيّة الكبيرة التي يحتاج تنفيذها إلى سنوات عديدة مثل بناء المطارات أو المرافئ، أو غيرها من المشاريع التي لا يمكن إنهاؤها خلال فترة قصيرة من الزمن(٤)، فضلاً عن أنه لا يسمح بمواجهة الخطط الإنمائيّة التي تلي الحروب إذ «إن قاعدة سنوية الموازنة تحد من قدرة الدولة على تحقيق

(١) المادة ٨١ من الدستور.
(٢) المادتين ١٧١ و ١٧٤.
(٣) P.M. GAUDEMET et J. MOLINIER, *Finances publiques*, Budget/Trésor, Tome 1, 5e édition, Paris, Montchrestien, 1989, p. 332.
(٤) حسن عواضه وعبد الرؤوف قطيش، *المالية العامة*، بيروت، دار الخلود، ١٩٩٥، ص ٧٨.

مشاريع كبيرة يستلزم تنفيذها عدة سنوات نتيجة اضطرار السلطات المعنية إلى التعاقد ضمن حدود الاعتمادات المرصودة في الموازنة وصعوبة رصد كامل تكاليف المشروع التي غالبا ما تكون كبيرة ضمن إطار الموازنة العادية»(٥).

لذلك، اتجّهت كل الدول نحو إضفاء المرونة على هذا المبدأ، من أجل التوصّل إلى أداء أفضل في الإدارة الماليّة. وأدت هذه التعديلات إلى الموافقة على إعطاء بعض الإجازات لفترات تتجاوز السنة، مع الأخذ بعين الاعتبار المشاريع التي تنفذ على المدى الطويل وتحتاج، بالتالي، إلى توقعات على المدى الطويل أيضًا. ومن بين هذه التقنيات في التوقع ما عرف بـ"قوانين البرامج".

لا يتضمَّن التشريع اللبناني، دستورًا أو قانونًا، أي إشارة إلى قوانين البرامج. إلا أنّ ذلك لم يمنع مجلس النواب من اتباعها بغزارة. وعرف لبنان أول تلك القوانين إعتبار من١٩٧٠، ولكنها لم تدخل في صلب الموازنة العامّة إلاّ بدءًا من العام ١٩٩٠. ولقد أكد ديوان المحاسبة، في تقريره لعام ١٩٩٥، على أنّ مبدأ سنويّة الموازنة الذي ينصّ عليه الدستور، هو غير كافٍ لمعالجة الأوضاع والقيام بمشاريع كبيرة. وأفاد بأنّ لبنان «بدأ... منذ السبعينات بسنّ قوانينَ البرامج وقد لجأ إلى ذلك بصورة متزايدة بعد انتهاء الحرب اللبنانية وبدء ورشة البناء والإعمار علما بأن بعض هذه البرامج كانت توضع في صلب الموازنة العامة وإن بعضها الآخر كان يوضع في إطار قوانين خاصة خارج الموازنة وقد جرى تنفيذ بعض هذه القوانين من قبل الإدارات المولجة بذلك وبصورة تستدعي ملاحظات عدة (...)»(٦).

وحيال هذا الواقع «الخارج عن القانون»، لا بدّ من معرفة ماهيّة قوانين البرامج وشروطها حسب التشريعات المطبّقة في بعض البلدان الأجنبيّة، وفي فرنسا بشكل خاصّ، وما هي تداعياتها وشروط نجاحها.

الفصل الأول: مفهوم قوانين البرامج

يختلف مفهوم قوانين البرامج بين مؤلّف وآخر، وتعدّدت المقاربات، وإن كان بينها قواسم مشتركة. إلا أنّ هذا الاختلاف يكون جذريًّا في بعض الأحيان، ولا بد من تحديد المعايير التي يجب الأخذ بها من أجل التوصّل إلى تحديد مفهوم مُرْضٍ. لذلك سنبدأ بدراسة تعريف قوانين البرامج ثم سننتقل إلى البحث في خصائصها.

القسم الأول: تعريف قوانين البرامج

لم تُعط القوانين اللبنانيّة أيَّ تعريف لقوانين البرامج ولم تضع لها إطارًا محدّدًا. فأتى التعريف إما من قبل الفقه، أو من قبل ديوان المحاسبة، في حين أنّ المجلس الدستوري في فرنسا هو الذي وضع تعريفاً لهذا النمط من القوانين.

الفقرة الأولى: التعريف في لبنان

في غياب قانون يعرِّف عن قوانين البرامج في لبنان وينظّمها ويحدّد إطارها، تعدّدت التسميات والتعريفات المعتمدة من قبل متخصّصين في الماليّة العامّة. كما اعتبرها البعض شذوذًا عن مبدأ سنويّة الموازنة لأنها «*تؤدّي إلى وقف قسم من واردات السنين اللاحقة على نفقات تتجاوز نطاق السنة الجارية، وتسمح للحكومة بعقد النفقات والتصرف في الإنفاق لمدّة*

---

(٥) تقرير ديوان المحاسبة لعام ٢٠٠٥، الفصل الرابع http://www.coa.gov.lb/htdocs/fasl004.htm

(٦) التقرير المذكور.

تزيد عن السنة المالية.» [٧] وأُطلق عليها اسم «اعتمادات التعهّد» (crédits d'engagement) التي تفتح لفترة تتجاوز السنة، *«وتخصّص لتنفيذ بعض البرامج الإنشائيّة الطويلة الأمد التي لا يمكن إنجازها في سنة واحدة»*. فهي التي *«تخوّل الحكومة حق التعهّد بنفقات إجماليّة معيّنة خلال عدد من السنوات، بعكس اعتمادات الدفع (crédits de paiement) التي تخوّلها حق الصرف سنويًّا، ضمن حدود هذه الاعتمادات»*. ويفيد هذا الرأي بأن المشترع يقرّ «اعتماد التعهد» بكامله *« بحيث يصبح للحكومة الحق بعقد نفقات تعادل هذا الاعتماد الإجمالي. وبعدها تقر السلطة التشريعية ما يمكن أن ينفق من هذا الاعتماد الإجمالي في كل سنة من السنين التي قدرت لإنهاء المشروع. وهو ما يسمى «اعتماد الدفع» أي الاعتماد المسموح بدفعه في موازنة كل سنة من أصل «اعتماد التعهد» المفتوح للمشروع بكامله ولعدة سنوات»*، فيقر مجلس النواب اعتماد التعهّد الإجمالي اللازم لتنفيذ برنامج الأعمال الذي يمتدّ على عدة سنوات. وباعتقادنا، إن هذا التعريف لا يفي الغرض لأن قوانين البرامج، وإن أعطت الحكومة الحق بعقد النفقة لمدّة تتجاوز السنة، لا تعطي الحكومة سوى حق صرف الاعتماد **سنويًّا** وحسب الإجازة السنويّة المعطاة من مجلس النواب، إذ إنّ مجلس النواب غير ملزم بالتعهّد التي قد تعطيه الحكومة لمجمل المشروع، وليس مسؤولا في حين قرّر عدم الاستمرار في المشروع وعدل عن التصويت على الاعتمادات المقرّرة للسنين القادمة. فهو يعطي الحكومةإجازة القيام بالمشروع، لكنه يلتزم لسنة واحدة فقط بالنسبة للإجازة بالإنفاق.

ويعتبر البعض الآخر [٨] إنّ قوانين البرامج هي قوانين خاصّة *مستقلّة عن القانون المالي*، وتتضمن خطط محدّدة لتنفيذ مشاريع معيّنة، وتعطي الحكومة تعهداً مصادَقاً عليه من السلطة التشريعيّة يخوّلها الحصول على قيمة الصفقة بكاملها دفعة واحدة وضمن حدود المبلغ الإجمالي المخصص لهذه المشاريع. إلاّ أنّ هذا التعريف هو الذي كان مطبّقا قبل قانون ١٩٥٩ في فرنسا ولا يتطابق مع التعريف الذي اعتمده ديوان المحاسبة. وفي هذا التعريف أيضًا بعض المغالطات، إذ لا يمكن اعتبار قوانين البرامج مستقلّة عن القانون المالي، بل هي «خارجة عن القانون» الحالي (hors-la-loi)، لأنّ البرلمان يعطي الحكومة الإجازة بالتعاقد للمشروع فقط وليس إجازة بصرف المبلغ كاملاً، ومجلس النواب لا يلتزم إلاّ لسنة واحدة يجيز فيها إنفاق مبلغ معين من المبلغ الإجمالي للمشروع الموافق عليه كمبدأ.

وعرّف ديوان المحاسبة قوانين البرامج بأنّها:

> «عبارة عن موازنات استثنائيّة مخصّصة لمشاريع محدّدة طويلة المدى بحيث يجاز للسلطات المعنيّة التعاقد على كامل المشروع على أن يجري دفع التكاليف من الاعتمادات التي ترصد سنويًّا في الموازنة العامّة.»

بالنسبة للديوان، المبدأ الدستوري هو مبدأ سنويّة الموازنة، وقوانين البرامج هي قوانين استثنائيّة. وبالنسبة للإجازة البرلمانيّة، فهي تعطي لكامل المشروع وللمدّة التي يتطلبها، أمّا فتح الاعتمادات وصرف المبالغ فعليًّا فيكون سنويًّا. ولا يمكن للحكومة أن تحصل على قيمة الصفقة بكاملها دفعة واحدة. وهذا التعريف هو الأقرب إلى الواقع.

واعتبر ديوان المحاسبة أنّ قوانين البرامج هي «موازنات استثنائية». فهذه الأخيرة «هي التي توضع خصّيصا لعمل طارئ أو مشاريع كبرى تستدعي نفقات جسيمة كبناء مرفأ أو مطار، أو مدّ سكة حديد، أو شبكة ريّ، إلخ (...) وتنظم الموازنات الاستثنائيّة أيضًا في حالة الحرب، أو في المدّة التي تلي عقد الصلح، أو عندما تدخل على الدول واردات غير عادية،

---

(٧) حسن عواضه وعبد الرؤوف قطيش، *المالية العامة*، بيروت، دار الخلود، ١٩٩٥، ص ٨٠.

(٨) فوزت فرحات، *المالية العامة: الاقتصاد المالي*، منشورات الحلبي الحقوقية، بيروت ٢٠٠١ ص٩٢.

كالغرامات الحربيّة التي تقبضها الدول المتضرّرة من الدول المغلوبة، أو عند حدوث زلـــزال أو فيضان»[٩].

إلاّ أنّ السؤال لمعرفة طبيعة هذه القوانين يبقى قائمًا؛ إذ إنّ اعتبار قوانين البرامج بمثابـــة «موازنات» هو أمر غير منطقي لسببين. فهي، أوّلا، تندرج ضمن الموازنات العاديـــة، فـــي فصل خاص في الموازنة السنويّة، وهي جزء لا يتجزّأ منها ولا تعرض بشكل مـــستقل، فـــلا يمكن اعتبارها موازنة استثنائيّة. ومن جهة أخرى، تتميّز الموازنات الاستثنائيّة عن ســـواها بـــ«أنّ اعتماداتها لا تلغى بانقضاء السنة بل تبقى قائمة»[١٠]، في حين أنّ قوانين البـــرامج لا تفتح لها اعتمادات إلاّ سنويًّا. وحدها الإجازة بالبرنـــامج تعطـــى لمجمـــل المـــشروع، لكـــنّ الاعتمادات تفتح سنويًّا حسب الجدول الزمنيّ الذي يجري التصويت عليه.

وباعتقادنا، أي من هذه التعريفات لا يمكن الاعتماد عليها لوضع نظام لقوانين البرامج.

الفقرة الثانية: تعريف القانون الفرنسي

أ. — قانون ١٩٥٩ العضوي

إنّ القانون الفرنسي المطبّق اليوم هو قانون ٢٠٠١ الذي دخل خيّز التنفيذ عام ٢٠٠٦، وهو يعتمد على قاعدة مختلفة كل الاختلاف عن السابق إذ أخذ بمبدأ موازنة الأداء. أمـــا قـــوانين البرامج، فلحظت في القانون السابق الذي كان يعتبر قوانين البرامج كاستثناء لمبـــدأ ســـنوية الموازنة. وبشكل أدقّ، كانت «إجازات البرامج» (autorisations de programmes) هي التي تعتبر الاستثناء.

لم تكن قوانين البرامج هذه سوى ممارسة من قبل الدولة تحت الجمهوريّة الثالثة والرابعـــة، لكنّها كرِّسَت في دستور الجمهوريّة الخامسة الذي لحظها بنصّ صريح[١١]. وظهرت بهـــدف السماح بالقيام بمشاريع كبيرة، متجاوزة الإطار الضيّق لمبدأ سنويّة الموازنة. ولغايـــة عـــام ١٩٥٩، كان التصويت على قانون برنامج من قبل البرلمان يؤدّي إلى رصد الاعتمادات كاملة لصالح الحكومة[١٢]. إلاّ أنّ هذا النظام، وإنْ كان يتلاءم مع تنفيذ المشاريع، يـــضمن وجـــود الاعتمادات خلال كلّ مدّة التنفيذ؛ مع ذلك، كانت تشوبه شوائب عدّة خاصّة وأنّه أصبح يعيق سياسة الدولة الاستثماريّة نظرًا لتجميده الاعتمادات اللازمة لتنفيذ المشاريع. لهذا السبب جـــاء القانون العضوي تاريخ ٢ كانون الثاني ١٩٥٩ ليضع حدًّا لهذه الممارسة ويسحب عن قوانين البرامج طابعها الإلزاميّ فأصبحت مجرّد إعلان نوايا مشتركا بين البرلمان والحكومة حـــول السياسة الاستثماريّة في قطاع معيّن خلال السنوات القادمة.

وجرى تكريس هذا النوع من القوانين في دستور الجمهوريّة الخامسة لعام ١٩٥٨. فنصّت المادّة ٣٤، الفقرة الأخيرة، من هذا الدستور على أنّ *قوانين برامج تحّـــدد أهـــداف النـــشاط الاقتصاديّ والاجتماعيّ للدولة*[١٣]"؛ أمّا المادّة ٧٠ من دستور ١٩٥٨، فنصّت علـــى أنّ كـــلّ مشروع قانون يجب أن برنامجًا ذات طابع اقتصاديّ أو اجتماعيّ على المجلس الاقتـــصاديّ والاجتماعي ليبدي رأيه فيه.

---

(٩) حسن عواضه و عبد الرؤوف قطيش، *المالية العامة*، بيروت، دار الخلود، ١٩٩٥، ص ٧٠-٧١.

(١٠) المرجع ذاته، ص ٧١.

(١١) Paul Marie GAUDEMET et Joël MOLINIER, *Finances publiques. Budget/Trésor*, Tome I, Paris, Montchrestien, 1989, « Les lois de programme », p. 339.

(١٢) «Les lois de programmes », *Encyclopédie Universalis,* http://www.universalis.fr/encyclopedie/T312310/LOIS_DE_PROGRAMME.htm

(١٣) « *Des lois de programme déterminent les objectifs de l'action économique et sociale de l'Etat.* »

أمّا نطاق تطبيق قوانين البرامج في فرنسا، فحدّده القانون العضويّ (l'ordonnance organique) ١٩٥٩/١/٢ حيث نصّت المادّة الأولى على أنّه «*يمكن أن تجمع إجازات البرامج في قوانين تسمّى "قوانين البرامج".*»، لكن بموجب المادّة ٢ من هذا القانون، « "*لا يمكن أن تلزم قوانين البرامج الدولة إلا ضمن الحدود الواردة في قانون الموازنة السنويّ* ». بالفعل، وحده قانون الموازنة السنويّة يسمح قانونا بعقد النفقات.

وحدّد قانون الماليّة العضويّ الفرنسيّ[١٤] (l'ordonnance organique) رقم ٥٩/٢ تاريخ ١٩٥٩/١/٢، التراتبيّة في ما بين القوانين الماليّة المختلفة، كما حدّد مضمونها والأصول البرلمانيّة للموافقة عليها. ونصت المادّة الثانية منه على ما يلي:

«* لها صفة القوانين الماليّة:

قانون الموازنة السنويّة والقوانين التصحيحيّة؛

قانون قطع الحساب؛

* إنّ قانون الموازنة السنويّة يقرّ ويجيز، لكلّ سنة مدنيّة، كافة واردات وأعباء الدولة.

* وحدها الأحكام المتعلّقة بالتصديق على الاتّفاقيّات الماليّة، وبالضمانات الممنوحة من الدولة، وبإدارة الدين العام والدين (dette viagère) وبإجازات الالتزامات المسبقة وإجازات البرامج يمكن أن تؤثّر على التوازن الماليّ للسنوات اللاحقة.

* ولا يمكن أن تلزم قوانين البرامج الدولة تجاه الأشخاص الثالثين إلاّ ضمن إجازات البرامج التي تضمّنها قانون الموازنة السنويّ.

* ووحدها قوانين الموازنة المسمّاة تصحيحيّة، تستطيع خلال السنة تعديل أحكام قانون الموازنة السنويّة.

* أمّا قانون قطع الحساب فهو يتأكّد من النتائج المالية لكلّ سنة مدنية ويصادق على الفروقات بين النتائج الحاصلة وتوقعات الموازنة السنويّة التي تكملها عند الاقتضاء قوانينها التصحيحيّة.»

ب. — تعريف الفقه

بالنسبة لبعض الفقهاء الفرنسيّين، يمكن تعريف قوانين البرامج بأنّها تخطيط زمنيّ مسبق لإجازات البرامج. وهي تشكل الأداة الفضلى لتنفيذ الخطط إذ إنّها تضمن التسجيل التلقائيّ لإجازات البرامج الضروريّة لتنفيذ المشاريع العامّة الإنشائيّة الممتدّة على عدّة سنوات. إلاّ أنها، منذ عام ١٩٥٩، لا تتمتّع بالطابع الإلزاميّ للبرلمان أو للحكومة، وليست سوى نوع من إعلان نوايا حول مشاريع تريد الحكومة إضفاء الطابع الرسميّ عليها من خلال موافقة مجلس النواب[١٥].

---

(١٤) نوع خاص من القوانين الفرنسيّة التي تحتلّ مرتبة أعلى من القانون لكن أقلّ من الدستور.

(١٥) André PAYSANT, *Finances publiques*, 5e édition, Paris, Armand Colin, 1999, p. 93:
« Les lois de programme peuvent être définies comme une planification prévisionnelle des autorisations de programme dans le temps. Affectées à un secteur précis, elles devaient constituer un instrument idéal d'exécution du plan dans la mesure où elles garantissaient sur plusieurs années l'inscription automatique dans les lois de finances des autorisations de programme indispensables à la réalisation des objectifs d'équipements publics fixés par le plan.
[…] Depuis 1959, les lois de programme n'ont plus de caractère obligatoire, ce ne sont plus que des déclarations d'intention de projets auxquels le Gouvernement entend donner une forme solennelle par l'approbation du Parlement. »

ج. — تعريف المجلس الدستوريّ الفرنسيّ

لم يَعطِ القانون الفرنسيّ أيَّ تعريف لقوانين البرامج، إلاّ أنّه تحدّث تارّة عن «إجازات البرامج»، وطورًا عن «قوانين البرامج». بالإضافة إلى ذلك، يمكن الشكّ بطابع قوانين البرامج القانونيّ نظرًا إلى أنّ نصّ الفقرة الأولى من المادّة الثانية لم يأتِ على ذكرها من بين القوانين التي تعتبر قوانين ماليّة.

وجاء تحديد مفهوم قانون البرنامج من قبل المجلس الدستوريّ الفرنسيّ في قرار رقم ٢٠٧/٨٦ DC تاريخ ٢٥ و٢٦ حزيران ١٩٨٦ حول القانون رقم ٧٩٣/٨٦ تاريخ ٢ تمّوز ١٩٨٦ الذي أجاز للحكومة اتّخاذ تدابير مختلفة ذات طابع اقتصاديّ واجتماعيّ. واعتبر المجلس ما يلي:

«من أجل تطبيق المادّة ٧٠ من الدستور، إنّ قانون البرنامج ذات الطابع الاقتصاديّ أو الاجتماعيّ هو قانون لا يكتفي بوضع أهداف على المدى المتوسّط أو الطويل في المجال الاقتصاديّ أو الاجتماعيّ، بل يتضمّن أيضًا توقّعات لإنفاق محدّد بالأرقام من أجل تحقيق تلك الأهداف»[١٦].

وهنا أيضًا نتساءل حول هذا التعريف؛ إذ إنّه يبدو محصورًا بقوانين البرامج ذات الطابق الاقتصاديّ أو الاجتماعيّ. فالسؤال هو حول توافق تفسير النصوص الدستوريّة ونصّ القانون رقم ٧٩٣/٨٦ تاريخ ٢ تموز ١٩٨٦، فهل اعتبر الدستور الفرنسيّ أنّه ثمّة قوانين برامج ذات طابع اقتصاديّ واجتماعيّ يجب أن تخضع لرقابة المجلس الاقتصاديّ والاجتماعيّ، من جهة، وقوانين برامج أخرى لا تخضع لمثل هذه الرقابة، من جهة أخرى؟

عمليًّا، طُبِّقت قوانين البرامج من دون تعريف قانونيّ واضح، ومنذ بداية الجمهوريّة الخامسة صدرت عدّة قوانين دعيت قوانين **توجيه وبرمجة** (orientation et programmation) أو **توجيه وبرنامج** (orientation et programmes)، وهي قوانين برامج. فنلاحظ تعدّد التسميات لمفهوم واحد.

وانطلاقًا من التعريف الذي أعطاه المجلس الدستوري الفرنسي، معطوفًا على نصّ المادّة ٢ من القانون العضويّ لعام ١٩٥٩، يمكن اعتبار قوانين البرامج، بحسب التعريف الفرنسيّ، صكًا تشريعيًّا يضع أهدافًا للنشاط الاقتصاديّ والاجتماعيّ للدولة على المدى المتوسّط أو الطويل، ويعتبر إعلانًا مشتركًا للنوايا بين الحكومة والبرلمان، فيحدّد المشاريع التي يوافق عليها البرلمان، ويضع لها الأهداف المتوسّطة أو الطويلة المدى، ويتضمّن توقّعات لإنفاق محدّد بالأرقام من أجل تحقيق الأهداف المذكورة، كما يضمّ إجازات البرامج اللازمة لتنفيذها (المادة الأولى من القانون العضوي)، ولا تُلزِم الدولة تجاه الأشخاص الثالثين إلاّ ضمن حدود إجازات البرامج التي يتضمّنها القانون الماليّ السنويّ (المادّة ٢ من القانون العضويّ)[١٧].

---

(١٦) Le Conseil constitutionnel a précisé la notion de loi de programme dans sa décision n° 86-207 DC des 25 et 26 juin 1986 sur la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social. Il a alors considéré que « pour l'application de l'article 70 de la Constitution, on doit entendre par "loi de programme à caractère économique ou social" une loi qui, non seulement définit des objectifs à moyen ou long terme en matière économique et sociale, mais comporte en outre des prévisions de dépenses chiffrées pour la réalisation de ces objectifs ».

(١٧) LOI DE PROGRAMME
Document législatif arrêtant les plans approuvés par le Parlement définissant les objectifs à long terme et regroupant les autorisations de programme nécessaires (art. 1 L.O.). Elles n'ont que le caractère d'un contrat d'intention passé entre le Gouvernement et le Parlement, et n'engagent l'Etat →

لذلك تمّ التمييز بين «قوانين البرامج» غير الملزمة للدولة، و«إجازات البرامج» التي اعترف القانون الفرنسيّ بأنه «*يمكنها أن تؤثر على التوازن الماليّ للسنوات اللاحقة*» (المادّة ٢). وتجدر الإشارة إلى هذا التعبير الغامض الذي لا يقرّ، صراحة، بأنها تلزم الدولة ماليًّا، إلاّ أنّها قد تؤثّر على التوازن الماليّ للسنوات اللاحقة، بمعنى أنه يجب أخذها بعين الاعتبار في السنوات اللاحقة ولا يمكن تجاهلها، وقد تؤدّي إلى انعقاد مسؤوليّة الدولة في حال الامتناع عن تنفيذها.

يشابه مضمون قوانين البرامج بشكل جزئيّ مضمون قانون الموازنة العموميّة: تسمح إيجازات البرامج، أي فتح اعتمادات على سنوات متعدّدة، بإنفاق المبالغ المرصودة، وهي تلحظ عادة في قانون الموازنة العموميّة، لكن يمكنها أن تشكّل قانون برنامج.

إلاّ أنّ هذين النوعين من القوانين مختلفان من حيث أثرهما القانونيّ: خلافًا لقانون الموازنة، لا تتمتّع قوانين البرامج بقوّة تنفيذيّة مباشرة. فلا يمكن لأيّ قانون برنامج أن يشكّل الأساس القانوني لعملية صرف مبالغ، إذ إنّ قرار الإنفاق يؤخذ فقط بناءً على أحكام الموازنة العموميّة[١٨]. وبذلك، يكون تنفيذ قوانين البرامج رهنا بإدراجها في الموازنة.

تبدو هذه القوانين وكأنّها خالية من أيّة قوة إلزاميّة، وبأنّها ذات أهمّيّة محدودة. إلاّ أنّها، على العكس، كانت تنشأ موجب تنفيذ ذات قوّة لا يستهان بها. ثمّة ما يدعي للاستغراب عندما نلاحظ أنّ الحكومة تهمل قوانين البرامج بعد أن حملت البرلمان إلى التصويت عليها. وكانت الحكومة ملزمة، بحسب نصّ أكثريّة قوانين البرامج في فرنسا، بتقديم تقارير دوريّة حول تنفيذ تلك القوانين. من ناحية أخرى، يميل عامّة الوزير، داخل الحكومة، الذي تستفيد وزارته من البرنامج، إلى إدراج تلك القوانين في موازنة وزارته عند تحضير الموازنة العموميّة، ما كان غالبًا يثير استياء وزير الماليّة الذي كان يعتبرها عامل تشنج سياسيّ. أخيرًا، تجدر الإشارة إلى أنّ التوقعات التي تتضمّنها قوانين البرنامج لا تحترَم دائمًا، غالبًا بسبب التغيّرات اللاحقة التي تطرأ على الأوضاع الاقتصاديّة. ومن جهة أخرى، حتّى ولو لم تكن إجازات البرامج المدرجة في قانون برنامج تسمح بإنفاق المبالغ الملحوظة، إلاّ أنّ ذلك لم يمنع عدم استعمال اجازات البرامج الواردة في الموازنة العامّة، والدليل على ذلك هو الالغاءات الشاملة للاعتمادات في ١٩٨٢ و١٩٨٣ و١٩٨٤[١٩].

كانت قوانين البرامج كثيرة في أوائل الجمهوريّة الخامسة، ثمّ قلّت تدريجيًّا حتّى أصبحت نادرة. إلاّ أنّه ثمّة اهتمامًا مجدّدًا بها ظهر منذ ١٩٨٥. أمّا في المجال العسكريّ، فيتمّ اللجوء إليها بانتظام.

→ à l'égard des tiers que dans les limites des autorisations de programme contenues dans la loi de finances de l'année (art. 2 L.O.).
http://www.univ-brest.fr/CRA/aut.htm

(١٨) Paul Marie GAUDEMET et Joël MOLINIER, *Finances publiques. Budget/Trésor*, Tome I, Paris, Montchrestien, 1989, « Les lois de programme », p. 339 à 342.

(١٩) Idem.

تقتضي الإشارة إلى وجود عدّة أنواع من القوانين في فرنسا التي يمكن اللغط بينها وبين قوانين البرامج. فثمّة قانون إطار[٢٠] بالإضافة إلى القوانين التوجيهيّة[٢١] التي يجب تمييزها عن قوانين البرامج، فوحدها هذه الأخيرة ملحوظة في الدستور الفرنسيّ.

وتطمح القوانين الأخرى إلى إشراك البرلمان في سياسة الحكومة، وتشكّل أيضًا وسيلة استشاريّة تسمح بإشراك قطاع اقتصاديّ معيّن في عمليّة إصدار القوانين. إلاّ أنّها، في الحقيقة، إعلان نوايا وتصريحات توافقيّة مجرّدة من أيّة قيمة قانونيّة. وعلى الصعيد الماليّ، هي لا تلزم لا الحكومة ولا مجلس النواب، وأحيانًا تكون خالية من أيّة روزنامة محدّدة. فهذه القوانين هي قوانين رمزيّة أقرب من التوصيات وإعلان نوايا، ولا تخضع لأيّ أصول دستوريّة، لكنها تعترف للإدارة بصلاحيّة التوجيه وغالبًا بصلاحيّة اتخاذ القرار في موضوع تطبيق القانون مهما كان رأي المشترع.

القسم الثاني: خصائص قوانين البرامج

لقد حدّد ديوان المحاسبة، في تقريره السنويّ للعام ١٩٩٥، خصائص قوانين البرامج ومن أهمّها:

١- التخطيط، الذي يجب أن يكون على درجة كبيرة من الدقة، وأن يترجم بوضوح الأهداف التي ينبغي على الحكومة تحقيقها في المدى الطويل.

٢ - البرمجة، وهي بيان البدائل الكفيلة لتحقيق الأهداف، وتقدير أعبائها الماليّة، واختيار أفضل الأساليب لتحقيق هذه الأهداف مع مراعاات الإمكانيّات الماليّة.

٣ - الموازنة، أي إختيار الشرائح السنويّة من البرامج في صورة إعتمادات ماليّة سنويّة أو ما يعرف باعتمادات الدفع.

٤ - الرقابة على حسن تطبيق النظام لرفع كفاءة التطبيق.

الفقرة الأولى: مضمون قوانين البرامج

حدّد ديوان المحاسبة، في تقريره السنوي للعام ١٩٩٥، الخصائص التي تتميّز بها تلك القوانين، فأقرّ بأن « قوانين البرامج تتضمّن عادة الأحكام الأساسيّة التالية:

- تحديد نوع المشروع
- تقدير تكاليفه
- تحديد عدد السنوات اللازمة لتنفيذه
- الإجازة للحكومة بعقد نفقة بقيمة التكاليف الإجماليّة (اعتمادات المتعهّد)
- تحديد اعتمادات الدفع في الموازنة السنويّة »

---

(٢٠) Lois-cadre.
قوانين "الإطار" هي القوانين التي تؤهل الحكومة التشريع بموجب مرسوم في نطاق محفوظ عادة للقانون، فيضع القانون الإطار العام للموضع وتشرع الحكومة فيه بموجب مراسيم تطبيقية.

(٢١) Lois d'orientation
قوانين التوجيه غير ملحوظة في القانون ولا تخضع لأصول محددة ولا تختلف عن القوانين العادية بالنسبة لنظامها القانوني. وهي غالبا ما تعدل قوانين عادية. وكقوانين البرامج، تحتوي قوانين التوجيه على عدد من الأهداف يمتد تنفيذها على عدة سنوات؛ فهي في الشكل، تشبه قوانين البرامج، إذ أنها تتضمن عامة موافقة على تقرير أو أكثر مرفق بالقانون. إلا أنها لا تتضمن التزامات مالية.

تحكم قوانين البرامج، بحسبِ المثال السابق، مجموعة من الأحكام الأساسيّة التـي ينبغـي مراعاتها. وأعطى الديوان مثالاً لقانون برنامج يعبّر عن الممارسة الخاطئة للدولة اللبنانيّـة، فأشار إلى ما نصّت عليه المادّة ٣٥ من قانون موازنة ١٩٩٥ حيث جاء فيها ما يلي:

« يخصّص لمشاريع مياه الشرب ومياه الريّ والمياه المبتذلة في مختلف المنـاطق، اعتماد قدره ٣٥٦ مليار ليرة ويجاز للحكومة عقد هذا الاعتماد قبل توفر اعتمـادات الدفع في الموازنة.»

لم يحدّد هذا القانون المشروع الذي ينبغي تنفيذه، ولا قيمته الإجمالية، ولا مدّة تنفيذه، والأهم من ذلك، الاعتمادات السنويّة، لكنّه أجاز للحكومة «عقد هذا الاعتماد قبل توفر اعتمادات الدفع في الموازنة».

وعلى العموم، نعتقد أنّ حصر مفهوم قوانين البرامج بموضوع التعهّدات أمـر خـاطئ؛ إذ يمكن أن تضع الدولة قوانين برامج في أيٍّ من المجالات التالية: الثقافة والبحـوث وإصـلاح السلطة القضائيّة، إلخ... غير أنه ينبغي، برأينا، إدخال المفهوم بشكل أدق، ووضـع قـانون خاصّ بهذا الموضوع يتوسّع بشكل أكبر في مفهوم تلك القوانين ويضع لها إطـارًا واضـحًا ومعالم محدّدة من أجل السماح لمجلس النواب بممارسة رقابته على الموازنة، سنة بعد سنة.

الفقرة الثانية: الفرق بين إجازة البرنامج واعتمادات الدفع

ميّز القانون العضويّ الفرنسيّ تاريخ ٢ كانون الثـاني ١٩٥٩ بـين إجـازات البـرامج واعتمادات الدفع. فنصت المادّة الأولى، فقرة ٦ على ما يلي:

«أنّ الخطط التي يوافق عليها البرلمان، والتي تحدّد أهدافًا على المدى الطويل، لا يمكن أن تلزم الدولة إلا ضمن الحدود التي تضعها إجازات برامج صـوِّت عليهـا حـسب الشروط الواردة في هذا القانون. ويمكن أن تجمع إيجازات البرامج في قوانين تـدعى «قوانين برامج»[٢٢].

ومن خلال هذا التعريف تبرز الفروقات بين إجازات البرامج واعتمادات الدفع على ثلاثـة أصعدة: التعريف والخصائص والتبرير.

أ. – في التعريف

في إجازات البرامج، لا تستطيع المشاريع الموافق عليها من البرلمان، والتي تحدّد أهدافًا طويلة المدى، أن تلزم الدولة إلاّ ضمن حدود تضعها إجازات البرامج التي تمّ التصويت عليهـا بحـسب شروط هذا القانون. ويمكن أن تجمع إجازات البرامج في «قوانين بـرامج». فموضـوع إجـازة البرنامج هو تغطية النفقات التي تتسبب بها متابعة تنفيذ الأهداف التي تتعدى إطار السنة المالية.

أمّا اعتمادات الدفع، فهي تطبَّق على فصول الموازنة التي تلحظ إجازات برامج. وتـشكّل تلك الاعتمادات سقف ما يمكن إنفاقه خلال السنة من أجل تغطية الالتزامـات ضـمن إطـار إجازات البرامج المقابلة.

أمّا في لبنان، لِيس من تفريق، قانونًا، بين إجازات البرامج واعتمادات الدفع، إلاّ من ناحية أنّ التمييز بين هذين المفهومَين أصبح يبرز في الموازنة العموميّة؛ إلا أنّ التمييـز الحاصـل

---

(٢٢)
L'ordonnance organique du 2 janvier 1959 relative aux lois de finance Art. 1er, § 6: Les plans approuvés par le Parlement, définissant des objectifs à long terme, ne peuvent donner lieu à des engagements de l'Etat que dans les limites déterminées par des **autorisations de programme** votées dans les conditions fixées par la présente ordonnance. Les autorisations de programme peuvent être groupées dans des lois dites "**lois de programme**".

ضمن قانون الموازنة لا يكفي ويمكن اعتبار مجلس النواب ملزَمًا بالمبالغ الإجماليّة التي صوّت عليها ضمن الموازنة العموميّة، حتى لو كانت اعتمادات الدفع مجدولة زمنيًّا.

ب. – في الخصائص

لا تسمح إجازات البرامج إلاّ بفتح الاعتماد، لا بعقد النفقة ولا بصرف النفقة. في حين تغطّي اعتمادات الدفع الالتزامات المعقودة ضمن إطار إجازات البرامج، والواردة في قانون الماليّة الذي أقرّه البرلمان، والتي يجب أن تكون عادة مرفقة ببرنامج دفع مبدئيّ، فيكون تنفيذ العمليّات المجاز برنامجها محكومًا بالإمكانيّات الماديّة للتنفيذ، لكن أيضًا باعتمادات الدفع. فإذا توقّفت تلك الاعتمادات في السنوات التي تلي منح إجازة البرنامج، يتوقّف الدفع الفعليّ وتنفيذ المشروع.

ج. – في التبرير

يسمح اتّباع آليّة إجازات البرامج الممتدّة على سنوات عديدة بأن يكون للحكومة رؤية مستقبليّة على المدى الطويل حول الاستثمارات التي تريد تنفيذها، ويسمح، في الوقت نفسه، بأن يطّلع البرلمان اطلاعًا جدّيًّا حول إلتزامات الدولة للسنوات المقبلة. وتتميّز إجازات البرامج بميزتين: المدى المالي، من حيث سماحها باستباق المصاريف للمستقبل وبالتخطيط؛ والمدى القانونيّ، من حيث إلزام الدولة بالنفقات ضمن رقم محدّد يجري تغطيته سنة فسنة من خلال اعتمادات الدفع. هذا ما يسمح بالشروع في مشاريع طويلة الأمد واحترام مبدأ سنويّة الموازنة بآن واحد.

أما بالنسبة لاعتمادات الدفع، يبقى أيضًا مبدأ السنويّة محترمًا. ففي كلّ سنة، بالتزامن مع التنفيذ الفعلي لمراحل المشاريع الموافق عليها، يجري فتح الاعتمادات في الموازنات المتتالية لتتمكّن الحكومة من القيام بموجباتها. فيتعّهد البرلمان بفتح الاعتمادات اللازمة لتغطية كامل كلفة المشروع المجاز.

وتحدّد نسب هذا الإعتماد وبرنامج اعتمادات الدفع التي تلحظ سنويًّا في الموازنة.

ففي موازنة ٢٠٠٤ مثلاً، ورد ما يلي:

المادّة ١٨– قانون برنامج لإنشاء مبنى أمن الدولة

يخصّص اعتماد عقد إجمالي قدره ٤,٥ مليار ليرة لبنانية (أربعة مليارات وخمسماية مليون ليرة لبنانيّة) لإنشاء مبنى للمديريّة العامّة لأمن الدولة.

ويجاز للحكومة عقد كامل هذا الاعتماد والمباشرة بالتنفيذ قبل توفّر اعتمادات الدفع في الموازنة.

يحدّد تنسيب وبرنامج اعتمادات الدفع التي تلحظ سنويًّا في الموازنة وفقًا لما يلي:

الجزء الثاني – ب –		
الباب الثالث:		رئاسة مجلس الوزراء
الفصل:	١٠٧	بناء أمن الدولة
الوظيفة:	١٢٣	الشؤون الأمنيّة
البند:	٢٢٧	إنشاءات قيد التنفيذ
الفقرة:	٢	إنشاء أبنية
النبذة:	١	إنشاء أبنية إداريّة (مبنى المديريّة العامّة لأمن الدولة)

(بمليارات الليرات)		
اعتمادات الدفع		اعتماد العقد الاجمالي
٢٠٠٤	٢٠٠٥	٤،٥
٢	٢،٥	

كما في موضوع نفقات المحكمة الخاصّة في لبنان على سبيل المثال[٢٣]:

الجزء الثاني – ب– (بآلاف الليرات)		
الباب الخامس		وزارة العدل
الفصل	١٠٢	نفقات المحكمة ذات الطابع الدوليّ الخاصّ بجريمة اغتيال الرئيس الشهيد رفيق الحريري
الوظيفة	١٣٢	الشؤون القضائيّة
البند	٢٢٩	نفقات أخرى تتعلّق بالأصول الثابتة الماليّة
الفقرة	١	نفقات دروس إستشارات ومراقبة
النبذة	٩	نفقات دروس واستشارات ومراقبة مختلفة / ٢٢،٠٠٠،٠٠٠ /

بمليارات الليرات

اعتمادات الدفع			اعتماد العقد الإجمالي
٢٠٠٨	٢٠٠٩	٢٠١٠	٨١
٢٢	٢٩،٥	٢٩،٥	

أمّا الممارسة، فهي تختلف في لبنان عمّا هي عليه في فرنسا. إذ إنّ القوانين التي يصوَّت عليها ضمن الموازنة تدعى قوانين برامج، وهي تتضمّن إعتمادات دفع تجزَّأ على سنوات متعدّدة، في حين أنّ قوانين البرامج في فرنسا يصوَّت عليها خارج الموازنة، ووحدها إجازات البرامج تدرج في الموازنة.

الفصل الثاني: ممارسة قوانين البرامج

إنّ ممارسة قوانين البرامج في لبنان ليست جديدة، وتعود، كما قلنا سابقًا، إلى السبعينيات؛ لكن رغم ضرورة اللجوء إليها من أجل مواجهة المشاريع الإنمائيّة الكبيرة، الإنشائيّة منها أو الإصلاحية الكبيرة التي يتطلّب تنفيذها مشاركة عدّة وزارات في العمليّة الواحدة، إلاّ أنّنا لا نملك سوى تقريرَين اثنين من ديوان المحاسبة. لذلك، كانت ضرورة دراسة الممارسة الفرنسيّة قبل الشروع بدراسة الوضع اللبنانيّ مع ما يترتّب عليه من أعباء ومسؤوليّات على عاتق الدولة اللبنانيّة.

القسم الأوّل: ممارسة قوانين البرامج في فرنسا

عرفت فرنسا في الممارسة، قبل قانون ٢٠٠١ الذي دخل حيّز التنفيذ عام ٢٠٠٦، أنواع عديدة من الالتزامات التي تمتدّ على عدّة سنين، وهي إجازات البرامج، وقوانين البرامج،

(٢٣) مشروع قانون الموازنة العامّة والموازنات الملحقة للعام ٢٠٠٨.

والبرمجة العسكريّة، والتخطيط، لكن وحدها قوانين البرامج لحظتها المادّة الأولى، فقرة ٦، من القانون العضويّ رقم ٢-٥٩ تاريخ ٢ كانون الثاني ١٩٥٩. وفي الواقع كان للحكومة أن تضع تصميمًا يصوّت عليه البرلمان، ويتألف من قوانين برامج تضمّ كلّ إجازات البرامج اللازمة لتنفيذ التصميم. وبالتالي، لا تبرز قوانين البرامج وحدها، إنما ضمن مخطط كامل تكون جزءًا منه.

الفقرة الأولى: إجازات البرامج

إجازات البرامج هي التي كان البرلمان يصوّت عليها. وعرّفت المادّة ١٢ من قانون ١٩٥٩ إجازات البرامج بأنها «سقف الإنفاق الذي يحق للوزراء القيام به تنفيذًا للاستثمارات الملحوظة في القانون. وتبقى صالحة دون حدٍّ زمنيّ إلى أن يصار إلى إلغائها. يمكن إعادة النظر فيها من أجل الأخذ إمّا بتعديلات فنيّة، أو بتغيير في الأسعار. وتعزى هذه المراجعات بالأولويّة على الإجازات المفتوحة لكن غير المستعملة، أو، وفي غياب أيّ نصّ آخر وبشكل أولويّ، على إجازات البرامج الجديدة المفتوحة بموجب قانون ماليّ.»

لم يكن البرلمان ملزمًا بالتصويت على الاعتمادات حسب الجدول الزمنيّ التي تضعه الحكومة. إلاّ أنّ امتناع البرلمان أمر فيه صعوبة إذ كان باستطاعة الحكومة اعتبار اعتمادات الدفع اللازمة لاستكمال العمليّة التي تمّ التصويت على إجازات البرامج الخاصّة بها في الموازنات السابقة بمثابة مواضيع سبق وصوت عليها المجلس، فكيف له أن يتّخذ قرارات معاكسة!

وفي السنوات التي كانت تلي التصويت على إجازة البرنامج، بقيت الحكومة تتمتّع بكامل حرّيّتها في ما يخصّ لحظ الاعتماد كما أوردته في الجدول الزمنيّ المقدّم إلى البرلمان، أو عدم لحظه، لكنها كانت ملزمة معنويًّا بإدراج تلك الاعتمادات في مشروع الموازنة الذي تقدّمه إلى البرلمان. وكانت إجازات البرامج التي جرى التصويت عليها، من دون أن تنفّذ بعد، تحدّ من حرّيّة الحكومة، ما دفع هذه الأخيرة إلى عرض إجازات برامج على البرلمان لا تتضمّن عمليّة أو جزء من عمليّة تؤلّف وحدة مستقلة تشكل مجموعة متناسقة ومنسجمة يمكن وضعها موضع التنفيذ من دون أيّ إضافات، حسب نصّ المادة ١٢ من قانون ١٩٥٩، لكنّها أصبحت تدرج فقط الاعتمادات اللازمة لتنفيذ الالتزامات الواردة للسنة الماليّة الجارية، بشكل لا يرهن المستقبل، لكن يخالف نصّ القانون وكانت تمنع البرلمان من أن يكوّن فكرة واضحة عن الموضوع[٢٤].

الفقرة الثانية: قوانين البرامج

تشكّل قوانين البرامج الأداة المثلى لتنفيذ المخطّط، إذ إنّها تضمن لعدّة سنوات، إدراج إجازات البرامج الضروريّة لتحقيق أهداف التخطيط، وهي التخطيط التقديري في الزمن لإيجازات البرامج.

لكن، منذ ١٩٥٩، لم تعد قوانين البرامج ملزمة للحكومة بالنسبة للأشخاص الثالثين، إلاّ ضمن حدود إجازات البرامج الواردة في الموازنة السنويّة. ذلك يعني أنّ كان للحكومة الحرّيّة التامّة في تطبيق قوانين البرامج أو عدم تطبيقها، فيمكنها عدم إدراج النفقات المقابلة في الموازنة المقترحة على البرلمان في السنين اللاحقة. وصحيح أنّه كان

(٢٤) André PAYSANT, *Finances publiques*, 5e éd., Paris, Armand Colin, 1999, p. 93.

صعبًا على الحكومة أن تتراجع عن مشروع عرضته هي بنفسها، لكن لم يتمّ احترام قوانين البرامج المصوّت عليها، لذلك عدلت الحكومة عن اللجوء إلى قوانين البرامج وانخفض التخطيط.

الفقرة الثالثة: المخطّط (أو التخطيط)

عرفت فرنسا، بين العام ١٩٤٦ والعام ٢٠٠٦، جهازًا اسمه المفوضيّة العامّة للتخطيط، كانت مهمّته وضع الخطط الاقتصاديّة للبلاد، خاصّة من خلال الخطط الخمسيّة. وقد استحدثها الجنرال دي غول في ٣ كانون الثاني ١٩٤٦، وحاز على شبه إجماع حولها بسبب ضرورة التخطيط إثر الحرب العالميّة الثانية. كان جان مونيه أوّل مفوض وكانت المفوضية تتبع رئيس الحكومة مباشرة وتتألّف من ١٦٠ شخصًا، من بينهم ٢٠% هم من الموظّفين، والباقون كانوا من المتعاقدين، ثمّ تمّ حلّ المفوضيّة العامّة في العالم ٢٠٠٦.

أ. – إلزاميّة التخطيط

خلافًا للخطط السوفياتيّة، كان تخطيط المفوضيّة العامّة يتمتّع فقط بالطابع الاستشاريّ والتحفيزيّ. فبحسب النصوص التشرعيّة الفرنسيّة، لم يكن للمخطط أيّة قيمة إلزاميّة بل كانت قيمته فقط ارشاديّة، إلاّ إنّه كان يصعب على الحكومة إهمال تنفيذه(٢٥).

١) قيمة التخطيط غير الملزم للدولة

يكتفي التصميم التي تضعه الحكومة بتحديد الأهداف المبتغاة، لكنّه لا يُلزِم الدولة بتنفيذ التوصيات. فالدولة غير ملزمة بذلك قانونيًا، حتّى في الأمور المتعلّقة مباشرة بها، ولو يمكن للتصميم لحظ وسائل تحفيز مغرية كالدعم، أو الإعفاءات الضريبيّة، أو العلاوات، الخ... مع ذلك، حتّى لو لم يُلزِم المخطّط الدولة قانونيًا، إلاّ إنّه يُلزِم الحكومة سياسيًّا. وكان هنالك تعاون كبير بين وزارة المال والمفوضيّة العامّة للتخطيط في مرحلة تحضير مشروع الموازنة(٢٦). كما كان التعاون يمتدّ إلى فترة تنفيذ المخطّط(٢٧).

يؤثّر حجم الاستثمارات العامّة، التي يلحظها المخطّط، مباشرة على الاستثمارات المدرجة سنويًّا في الموازنة، لكنّ الأولويّة المعطاة للتوازنات الماليّة في المدى القصير، في بعض المخطّطات (المخطّط الرابع والخامس والسادس) أدّت إلى تنفيذ أهداف المخطط جزئيًّا وإلى انعدام الرغبة في التخطيط.

٢) الطابع الملزم جزئيًّا للمخطّط

للإجابة على الانتقادات العديدة حول عدم الجدوى من التخطيط وعدم فعاليّته، قرّرت الحكومة الفرنسيّة أن يتمتّع المخطّط السابع ببرمجة جزئيّة لكن إلزاميّة، من خلال وسيلة جديدة ابتكرتها وهي برامج العمل ذات الأولويّة les programmes d'actions prioritaires (PAP). ثم ابتكرت من أجل المخطّط التاسع ما يسمّى بالبرامج ذات الأولويّة في التنفيذ les programmes prioritaires d'exécution (PPE) وعقود التخطيط les contrats de plan.

---

(٢٥) André PAYSANT, *Finances publiques*, 5e éd., Paris, Armand Colin, 1999, p. 100.

(٢٦) Commissariat général du plan: http://www.plan.gouv.fr/;

(٢٧) اصبح اليوم اسمه Centre d'analyse stratégique ويمكن زيارة الموقع الالكتروني الخاص به. http://www.strategie.gouv.fr/

ب. – أشكال التخطيط المختلفة

١) برامج العمل ذات الأولويّة les programmes d'actions prioritaires (PAP)

تميّز المخطّط السادس بأنّه تضمّن ٦ برامج نهائيّة لم تنفّذ عمومًا بشكل جيّد. لذلك لحظ المخطّط السابع ٢٥ برنامج عمل أولويّ PAP وأعلنت الحكومة نيّتها لتنفّذه "مهما كلّف الأمر" في عام ١٩٨٠ كحد أقصى، بفضل التعهّد البات بالتمويل التي تتضمّنه تلك البرامج الأولويّة. إلاّ أنّ تلك البرامج ذات الأولويّة لم تكن سوى جزء من المخطّط وليس لها قيمة قانونيّة أو ماليّة مستقلة عن المخطّط، إلاّ أنّ الحكومة تتخذ بموجبها قرارًا معنويًّا بإدراج الاعتمادات الضروريّة سنويًّا في الموازنة العموميّة. كما وأنّه، وبالتصويت عليها، يتعهّد البرلمان بفتح الاعتمادات اللازمة سنويًّا. ويبدو أنّ تلك البرامج الأولويّة لم تساهم في تحقيق أهداف المخطط السابع الماكرو اقتصاديّة المرجوة (نمو كبير، انحسار التضخم، زيادة المدفوعات التجاريّة، إنشاء فرص عمل عديدة..)[٢٨].

٢) البرامج ذات الأولويّة في التنفيذ programmes prioritaires d'exécution (PPE)

جاء المخطّط التاسع بعد الإصلاح الذي أدخله القانون الصادر في ٢٩ تموز ١٩٨٢ على موضوع التخطيط. وقد لحظ مخططان. ولجأ إلى البرامج ذات الأولويّة في التنفيذ programmes prioritaires d'exécution (PPE). وردت هذه البرامج في نصّ التقرير الملحق بالمخطّط كما وردت في نصّ القانون بهدف تعزيز التعهّد المعنويّ للسلطتين التنفيذيّة والتشريعيّة في تنفيذ المخطّط. إلاّ أنّ أحد القانونين لم يتضمّن جدولاً زمنيًّا سنويًّا، فلم يلزم الحكومة بإدراج الجزء السنويّ لتلك البرامج في الموازنة السنويّة. ومن جهة أخرى، إضافة إلى ذلك، أدّت عوامل أخرى منها صرامة قانون المحاسبة العموميّة الفرنسيّ وتغيير الأكثريّة في البرلمان، إلى عدم اللجوء إلى البرامج ذات الأولويّة PPE ولإهمال هذه الآليّة.

٣) عقود التخطيط

لم يكن اللجوء إلى التعاقد من أجل تسهيل تنفيذ المخطّط من قبل شركاء الدولة أمرًا جديدًا. إلاّ أنّ قانون ١٩٨٢ جعل من عقود التخطيط حجر الأساس في آليّة التخطيط[٢٩]، فبإمكان الدولة أن تتعاقد مع البلديّات والسلطات اللامركزيّة والمؤسّسات الخاصّة والعامّة، وأحيانًا مع أشخاص معنويِّين، فتوقّع عقود تخطيط تتضمّن تعهّدات متبادلة تنفيذًا للمخطّط ولبرامجه ذات الأولويّة.

وتشير الأرقام إلى أنّ الدولة احترمت تعهّداتها بالنسبة لتمويل العقود الموقّعة بيها وبين المناطق. لكنّها، رغم تمتّعها بالأولويّة المطلقة في الإستفادة من إمكانيّات الدولة المتوفّرة، تصطدم بمبدأ سنويّة الموازنة[٣٠].

القسم الثاني: ممارسة قوانين البرامج في لبنان

أُدرجت غالبيّة قوانين البرامج في صلب الموازنة العامّة على شكل موادّ تقع ضمن فصول الموازنة. أمّا إعتمادات الدفع، فيتمّ إدراجها في الجزء الثاني – ب – من الموازنة. ويرى ديوان المحاسبة «ضرورة أن يتمّ وضع قانون البرنامج في صيغ قوانين مستقلة وأن يذكر فيها جميع عناصر القانون التي سبق وذكرت من ناحية التخطيط والبرمجة وعدد سنوات التنفيذ

---

(٢٨) André PAYSANT, *Finances publiques*, 5e éd., Paris, Armand Colin, 1999, p. 101.

(٢٩) Emile ARRIGHI DE CASANOVA, [Premier rapport d'exécution du IX° plan] *rapport du Conseil économique et social sur l'exécution du IX° plan 1986*, n° 2: la contractualisation « est devenue une pièce maîtresse du dispositif de planification ».

(٣٠) André PAYSANT, *Finances publiques*, 5e éd., Paris, Armand Colin, 1999, p. 101.

على أن ترد الاعتمادات السنويّة من ضمن الموازنة السنويّة الخاصّة بكلّ سنة على حدة في الجزء الثاني – ب – من الموازنة ممّا يؤدّي إلى مزيد من الوضوح على صعيد القانون وإلى عدم مخالفة مبدأ سنويّة الموازنة.»[٣١]

ورغم حسنات قوانين البرامج والحاجة الماسّة إليها، إلاّ أنّ سلبيّاتها أو محاذيرها قد تكون كثيرة في غياب قانون يضع الإطار الصحيح للممارسة بعيدًا عن الاستنسابيّة، ويضع المعايير الموضوعيّة التي تسهّل مهمّة التخطيط وتلزِم المشترع بالحدّ الأدنى من الالتزام في سياسة الدولة الشاملة.

أهم العقبات، في نظرنا، لما يتطلّبه عدم التخطيط الجيّد من تعديلات، تكمن في مخالفة مبدأي تخصيص إعتمادات العقد الإجماليّ، وبرمجة إعتمادات الدفع المقرّرة، كما يخلق حالة من التوازن الماليّ في حسابات الدولة الماليّة لكلّ سنة، ويلاحظ ذلك من خلال التعديلات التي أوصى بها ديوان المحاسبة في تقريره السنويّ[٣٢].

ونصادف تلك السلبيّات على الأصعدة التالية: على صعيد مصادر تمويل إجازات البرامج، على صعيد التغيرات اللاحقة في اعتمادات الدفع وقيمتها، وعلى صعيد مسؤوليّة الدولة في حال التوقّف عن الموافقة على اعتمادات الدفع.

الفقرة الأولى: إيجاز عقد وصرف الاعتمادات قبل توفرها في الموازنة

تتطلّب قوانين البرامج تحديد الأهداف، وإعداد خطّة تقدَّر فيها تكاليف كلّ مرحلة من مراحل التنفيذ، وإعطاء الإجازة للحكومة بعقد كامل قيمة تكلفة المشروع مع ربط روزنامة زمنيّة لرصد الاعتمادات اللازمة سنة فسنة. إلاّ أنّ الممارسة في لبنان لا تزال مخالفة لمفهوم قوانين البرامج كما كانت تطبّق في فرنسا، وتخالف أيضًا توصيات ديوان المحاسبة.

فاعتقد المشترع أن بإمكانه إجازة البرنامج «قبل توفّر اعتمادات الدفع في الموازنة» وهذا خطأ في تفسير المبدأ ويشكّل ممارسة خطيرة لا يجوز أن تستمرّ.

ولقد جاء في المادة ٣٥ من قانون موازنة ١٩٩٥:

> «يخصّص لمشاريع مياه الشرب ومياه الريّ والمياه المبتذلة في مختلف المناطق، اعتماد قدره ٣٥٦ مليار ليرة ويجاز للحكومة عقد هذا الاعتماد قبل توفر اعتمادات الدفع في الموازنة».

ونصّت المادة ١٨ من قانون موازنة ٢٠٠٤ على قانون برنامج لإنشاء مبنى أمن الدولة الذي يخصّص اعتماد عقد إجمالي قدره ٤،٥ مليار ليرة لبنانية لإنشاء مبنى للمديرية العامة لأمن الدولة وينص على أنه:

> «يجاز للحكومة عقد كامل هذا الاعتماد والمباشرة بالتنفيذ قبل توفر اعتمادات الدفع في الموازنة».

وأجازت المادّة ٢٠ من قانون البرنامج الذي يؤمّن مساهمة لبنان في نفقات المحكمة ذات الطابع الدولي الخاصّ بجريمة اغتيال رئيس الوزراء السابق رفيق الحريري، والتي تخصّص اعتمادًا إجماليًّا قدره واحد وثمانون مليار ل.ل.، للحكومة عقد كامل هذا الإعتماد والمباشرة بالتنفيذ قبل توفر اعتمادات الدفع في الموازنة.

ومع هذه الممارسة، يجري الشذوذ ليس فقط عن مبدأ سنويّة الموازنة، بل أيضًا عن مبدأ توازن الموازنة ويؤدّي إلى زيادة العجز بشكل يدفع بالوطن إلى الإفلاس.

---

(٣١) تقرير ديوان المحاسبة لعام ٢٠٠٥، ص ٣٢٩.

(٣٢) راجع تقرير ديوان المحاسبة لعام ٢٠٠٥.

الفقرة الثانية: تمويل قوانين البرامج

يمنع مبدأ الشيوع الذي يعتمده القانون اللبنانيّ تخصيص استعمال الواردات. «وهذا يعني أنّه لا يجوز تخصيص مورد معيَّن لتغطية نفقة معيَّنة. بل إن مجموع الواردات يجب أن يغطّي مجموع النفقات، وعلى وجه الشيوع.»[٣٣] والسبب هو أنّ المال المخصَّص قد لا يفي بالغرض، فضلاً عن أنّ التخصيص «يحرم السلطة التشريعيّة من استعمال حقّها في المستقبل بتحديد وجوه انفاق المورد المخصّص»[٣٤]. ويثني بعض الفقهاء على ضرورة الإبقاء على مبدأ الشيوع وعدم تخصيص الواردات «بغية الإبقاء على المساوات بين النفقات العموميّة بحيث تكون مضمونة كلّها بمجموع الواردات، دون أيّ أفضلية لنفقة على أخرى»[٣٥].

إلاّ أنّ تطبيق هذه القاعدة في لبنان ليس صارمًا خاصّة وأنّه يتلقّى المساعدات من كلّ الجهات بهدف تنفيذ مشاريع محدّدة هو بحاجة إليها. وعلى كلّ حال، كان الشذوذ عن هذه القاعدة أمرًا طبيعيًّا خاصّة بالنسبة للهبات، ولأموال المساهمات التي تدفعها البلديّات والمحافظات إلى الدولة مساهمة منها في مشاريع معيّنة، وتخصيص حاصلات بعض الرسوم لتسديد الدَّين العام، أو غايات محدّدة عمرانيّة أو بيئيّة أو اجتماعيّة أو اقتصاديّة، الخ... أو تخصيص واردات بعض المؤسّسات العامّة ذات الطابع التجاريّ لنفقاتها الخاصّة في موازنات مستقلّة أو ملحقة بالموازنة العامّة.

وإذا كان الشذوذ عن مبدأ الشيوع، وتخصيص موارد معيّنة لنفقات معيّنة، هو استثناء تبرّره ظروف معيّنة، إلاّ أنّه لا يمكن التسليم إطلاقًا بأن «يخصَّص بعض الضرائب أو قسم منها لنفقات معيّنة دائمة، لأنّ ذلك يمسّ بمبدأ من أهمّ مبادئ الموازنة.»[٣٦]

وليس في لبنان من قانون يتعلّق بمصادر التمويل خاصّة بقوانين البرامج، رغم أنّ الأمر قد يكون مستحبًّا لا سيّما عندما ينبغي وضع أهداف للمشاريع التي يقتضي تنفيذها بموجب إجازات البرامج. ومع العجز المتفاقم للموازنات المتعاقبة على لبنان، تقتصر عائدات الدولة على الموارد العاديّة كالضرائب والرسوم المختلفة، واليانصيب الوطنيّ، وريع أملاك الدولة. إلاّ أنّ المشاريع الضخمة تستوجب عامّة مصادر تمويل غير عادية نذكر منها الهبات والقروض وأحيانًا أيضًا لحظ موارد خاصّة مخالفة لمبدأ شيوع الموازنة. وإذا كانت الهبات لا تشكّل مشكلة سوى لجهة التأكّد من مصدرها ومن الشروط التي قد تصحبها أحيانًا، إلاّ أنّ القروض والتشريعات الاستثنائيّة أو الخاصّة قد تضرّ بالإقتصاد الوطنيّ وقد يكون لها تداعيات خطيرة.

أ. – القروض

قضت المادّة ٢٩من قانون المحاسبة العموميّة على أنّ قسم الواردات في الموازنة يتألّف من جزئين:

«الأول: يحتوي على الواردات العاديّة المخصّصة لتغطية نفقات الجزئين الأوّل والثاني من قسم النفقات.

الثاني: ويحتوي على الواردات المخصّصة لتغطية نفقات الجزء الثالث من قسم النفقات. وتتألّف الواردات الأخيرة من:

١- مأخوذات من مال الاحتياط.

---

(٣٣) حسن عواضه وعبد الرؤوف قطيش، *المالية العامة*، بيروت، دار الخلود، ١٩٩٥، ص ٦١.

(٣٤) المرجع السابق.

(٣٥) المرجع السابق.

(٣٦) المرجع السابق.

٢- الواردات التي تخصّص أو تحدث بقوانين خاصّة.»

أمّا هذه الأخيرة، أي « الواردات التي تخصّص أو تحدث بقوانين خاصّة »، فمنها ما هو هبات وتبرّعات قد تتلقّاها الدولة، ومنها ما هو قروض. ولقد أخضع قانون المحاسبة العموميّة الهبات والتبرّعات التي تتلقّاها الدولة لموافقة مجلس الوزراء إذ نصّت المادّة ٥٢ على ما يلي:

« تقبل بمرسوم يتّخذ في مجلس الوزراء الأموال التي يقدّمها للدولة الأشخاص المعنويّون والحقيقيّون. وتقيّد في قسم الواردات في الموازنة.

وإذا كانت لهذه الأموال وجهة إنفاق معيّنة فتحت لها بالطريقة نفسها اعتمادات بقيمتها في قسم النفقات.»

فلا دخل لمجلس النواب بالهبات والتبرّعات؛ وحده مجلس الوزراء يستطيع التحقّق والموافقة على تلك الواردات طالما أنّها لا تشكّل عبءًا على ماليّة الدولة أو ترتّب ديونًا على الدولة.

ولم يتطرّق قانون الموازنة العموميّة لموضوع القروض، لكن مجلس النواب يلجأ إلى التصويت على قوانين معيّنة تجيز الاستدانة. ومثال على ذلك أنّ القانون رقم ٥٨٣ تاريخ ٢٠٠٤/٤/٢ أجاز الاستقراض فنصّت المادّة الخامسة:

«يجاز للحكومة، ضمن حدود العجز الفعليّ المحقّق في تنفيذ الموازنة ومجموع الإعتمادات المدوّرة إلى العام ٢٠٠٤ والإعتمادات الإضافيّة، إصدار سندات خزينة بالعملة اللبنانيّة لآجال طويلة ومتوسّطة وقصيرة، وذلك بقرارات تصدر عن وزير الماليّة.»

وأضافت المادّة ٧: كيفيّة تسديد القروض

«يجاز للحكومة، بمراسيم تتّخذ في مجلس الوزراء بناءً على اقتراح وزير الماليّة، أن تفتح عند الاقتضاء سنويًّا اعتمادات إضافيّة في الموازنة العامّة والموازنات الملحقة لأجل تسديد أقساط القروض التي تستحقّ (أصل وفوائد ونفقات متمّمة) وتحدّد مصادر تغطيتها.»

فللحكومة الحرّيّة بطرح زيادة الدَّين العام ولم يشترط عليها القانون إيجاد مصادر تغطيته لكن لها فقط تحديد مصادر التغطية إذا شاءت.

وهناك مثال آخر يمكن إعطاؤه. فقد تمّت الإجازة للحكومة بموجب القانون رقم ١٧٣ تاريخ ٢٠٠٠/٥/١٤ لموازنة عام ٢٠٠٠ إصدار سندات خزينة أو عقد أو قروض مباشرة بمبلغ حدّه الأقصى ٢٩٥ مليار ل.ل. (المادة ٦) من أجل:

* متابعة تنفيذ قانون البرنامج الخاصّ بمطار بيروت الدوليّ والطريق المؤدّية إليه (٨٠ مليار ل.ل.)
* متابعة تنفيذ قانون البرنامج الخاصّ بأبنية الجامعة اللبنانيّة (٣٠ مليار ل.ل.)
* مابعة القانون رقم ٢٤٦ إنماء الضواحي (٨٥ مليار ل.ل.)
* لتنفيذ طريق المتن السريع (١٠٠مليار ل.ل.)[٣٧]

ب. - مصادر تمويل خاصّة

خلافًا لمبدأ الشيوع المكرّس في قانون المحاسبة العموميّة، كان بعض قوانين البرامج تتلقّى مصادر تمويل خاصّة. وقضت المادّة ١٩، فقرة ٢، من قانون برنامج توسيع مطار بيروت الدولي المقرّر بالقانون رقم ٢٨٦ تاريخ ١٩٩٤/٢/١٢ (موازنة ١٩٩٤) «تخصيص إيرادات رسم الخروج على المسافرين وجميع الرسوم والواردات الأخرى لمطار بيروت الدولي على

(٣٧) ديوان المحاسبة، المرجع السابق.

أنواعها وتلك التي تحقّقها المديريّة العامّة للطيران المدنيّ لتوسيع وتطوير مطار بيروت الدوليّ والطرق المؤدّية إليه.» ونصّت الفقرة ٣ من المادّة ١٩ على أن يفتح لهذه الغاية حساب خاص في قيود الخزينة لدى وزارة الماليّة يسمّى حساب التأهيل وتطوير مطار بيروت الدولي والطرق المؤدّية إليه.

وقد يجاز للحكومة الإستدانة أيضًا بالعملات الأجنبيّة بحدود ٢،٥ مليار دولار على أن تستعمل لإعادة تمويل إستحقاقات الديون الخارجيّة.

الفقرة الثالثة: تغيير برنامج التنفيذ

نلاحظ، من خلال مراجعة الموازنات السابقة، أنّ أغلبيّة قوانين البرامج المدرجة في تلك الموازنات العامّة يجري عليها تعديلات سنويّة على صعيد نقل إعتمادات الدفع السنويّ إلى فترات لاحقة بشكل مغاير لما هو مقرّر أصلاً، وذلك بإلغاء إعتمادات الدفع المقرّرة سابقًا لسنة معيّنة من ضمن موازنة السنة المعيّنة، ونقل تلك الإعتمادات إلى سنة لاحقة، أو بإضافة فترات زمنيّة لاحقة(٣٨). وإذا كان التدوير أمرًا طبيعيًّا إلاّ أنّ التعديلات تطال تارّة مبالغ الاعتمادات وطورًا روزنامة الدفع.

إنّ غياب التخطيط هو الذي يدفع إلى زيادة الإعتمادات المحدّدة أو إعادة برمجتها بعد مرور عدد من السنوات على قانون البرنامج، وهنا تبرز خطورة غياب التقنين حول قوانين البرامج في بلد غير مستقرّ، مثل لبنان، يضاف عليه التقلّبات والأزمات الدوليّة التي لا تضمن استقرار الأسعار مثلاً.

وأبدى ديوان المحاسبة ملاحظات في تقريره لعام ٢٠٠٥ حول تعديل قوانين البرامج بشكل دوريّ، إذ إنه يرى من خلال هذه التعديلات دلائل عن الوضع السيّئ للماليّة العامّة وعلى النيّة لتأجيل اعتمادات الدفع ويعكس اللاتخطيط وغياب الأهداف وعدم توخي الدقة سواء للامكانيّات الماليّة أو بجدوى المشروع لدى لحظه. ممّا يدل على عجز الدولة عن إكمال البرنامج ويخلق أوضاع غير مناسبة سواء للمتعهّد أو للجمهور الذي يترقب المشروع أو المستفيدين منه الذين اطّلعوا أصلاً على موضوعه ومدّته.

ومن الأمثلة على هذه الممارسة، قانون برنامج إنشاء مرافق الصيد والنزهة المادّة ٢٠ من القانون رقم ٢٠٠٢/٢/٨/٣٩٢ (موازنة ٢٠٠٢) وتعديلاتها؛ كما تعطينا موازنة ٢٠٠٤ أمثلة عديدة لتعديلات في المبالغ المرصودة، إذ لحظت المادّة ١٧ منها تعديل قوانين البرامج. ونشير إلى بعضها على سبيل المثال لا الحصر. فمنها ما لحظ زيادة فادحة على قيمة المشروع:

٣ – قانون برنامج لمجلس الجنوب للتعويضات للمتضررين وسائر أعمال المجلس

يعدّل نصّ المادّة ١٩ من القانون رقم ٤٩٧ تاريخ ٢٠٠٣/١/٣٠ (موازنة العام ٢٠٠٣)، بحيث يصبح اعتماد العقد الاجمالي ١٣٥ مليار ليرة بدلاً من ٧٥ مليار ليرة، ورصيد اعتمادات الدفع المتبقية ١٢٠ مليار ليرة بدلاً من ٦٠ مليار ليرة، موزّعة على الشكل التالي:

ليصبح:

٢٠٠٤	٢٠٠٥
٦٠ مليار ليرة	٦٠ مليار ليرة

بدلاً من:

٢٠٠٤
٦٠ مليار ليرة

(٣٨) ديوان المحاسبة، المرجع نفسه.

٨ – قانون برنامج لمشروع قصر العدل في طرابلس

بحيث يصبح اعتماد العقد الإجمالي ١٠،٧٥٠ مليار ليرة (عشرة مليارات وسبعماية وخمسون مليون ليرة لبنانية)، بدلاً من ٤،٦ مليار ليرة (أربعة مليارات وستماية مليون ليرة لبنانية) ورصيد اعتمادات الدفع المتبقية ٨،٤٥٠ مليار ليرة (ثمانية مليارات وأربعماية وخمسون مليون ليرة لبنانيّة)، موزّعا وفقا لما يلي:

٢٠٠٤	٢٠٠٥	٢٠٠٦	٢٠٠٧
٣ مليار ليرة	١،٥٥٠ مليار	١،٩ مليار	٢ مليار

بدلاً من

٢٠٠٤	٢٠٠٥
٠،٩ مليار ليرة	١،٤ مليار

المادّة ١٩ - قانون برنامج لإنشاء محطّة التسفير في طرابلس

يخصّص اعتماد عقد إجماليّ قدره ستة مليارات ليرة لبنانية، لإنشاء محطّة التسفير في مدينة طرابلس.

يجاز للحكومة عقد كامل هذا الاعتماد والمباشرة بالتنفيذ قبل توفر اعتمادات الدفع في الموازنة.

يحدّد تنسيب هذا الاعتماد وبرنامج اعتمادات الدفع التي تلحظ سنويًّا في الموازنة، وفقًا لما يلي: (...)

ومن تلك المواد ما يعدّل في جدولة الاعتمادات وكلّها وردت في الفصل الثاني، في المادّة ١٧ المخصّصة لتعديل قوانين البرامج والتي أدخلت تعديلات على ثلاثة قوانين برامج لرئاسة الوزارة، وثمانية في وزارة الأشغال العامّة والنقل، وواحد في وزارة الدفاع الوطني، وواحد لوزارة التربية والتعليم العالي، وإثنان لوزارة الطاقة والمياه، ووزارة البيئة.

وثمّة أيضًا المادّة ١٧ من القانون رقم ٢٠٠٦/٢/٣/٧١٥ (موازنة ٢٠٠٥)، التي عدّلت الروزنامة، فأصبحت كما يلي:

	٢٠٠٦	٢٠٠٧	٢٠٠٨	٢٠٠٩	٢٠١٠	٢٠١١	٢٠١٢	
إنشاء أراضي	٨،٦	١٨	٢٢	١٥	١٣	١٠	٤،٩	مليار ل.ل.
نفقات دروس وإستشارات ومراقبة مختلفة	٠،١	١،١	١	٠،١	٠،٦	١	١	مليار ل.ل.

بدلاً من

	٢٠٠٦	٢٠٠٧	٢٠٠٨	٢٠٠٩	٢٠١٠	٢٠١١		
إنشاء أراضي	١٨	١٨	٢٢	١٥	١٣	١٠		مليار ل.ل
نفقات دروس وإستشارات ومراقبة مختلفة	١،١	١،١	١	٠،١	٠،٦	١		مليار ل.ل

وتجدر الإشارة إلى أنّ كلّ هذه التعديلات تحصل من دون أيّ تعديل على المشروع نفسه. ويتبيّن، من خلال ملاحظات ديوان المحاسبة والأمثلة المذكورة، أنّ تلك التعديلات تمثّل إشكاليّة كون الزيادة ليست طفيفة، وإنما تتمّ أحيانًا بمضاعفة مبلغ المشروع، ممّا يدلّ على مشكلة هيكليّة على صعيد التقدير والتخطيط.

الفقرة الرابعة: المدّة المحدّدة للمشاريع

يرى ديوان المحاسبة أنّ قوانين البرامج لا ينبغي أن تعدّ لمدّة تتخطّى التسع سنوات، وذلك منعًا لفقدان الرؤية أو التصوّر لماهيّة البرنامج وأهدافه. ويعتبر ديوان المحاسبة أنّه يجب إقرار قوانين البرامج لمدّة قصيرة جدًّا، كسنتين مثلاً، ويرى إقرار تلك المشاريع دون اللجوء إلى قوانين البرامج، مثل قانون برنامج لإنشاء المدارس الرسميّة العاديّة والمهنيّة وترميمها وإصلاحها، حيث أنّ أعداد العقد الإجماليّ ٦٧ مليار ل.ل.، ومدّة البرنامج هي سنتين.

قد لا تتعدّى مدّة قوانين البرامج في التشريعات الأجنبيّة الخمس سنوات، إذ إنّ مفهومها مأخوذ أساسًا من الخطط الخمسيّة التي أطلقها النظام السوفياتيّ واقتبسها عنه النظام الفرنسيّ. أقرّت بعض قوانين البرامج في لبنان لفترة طويلة تخطت التسع سنوات، ومثال على ذلك، برنامج وزارة الطاقة والمياه من العام ٢٠٠١ حتى ٢٠١٠، الذي عدّل بموجب موازنات عام ٢٠٠٣ و٢٠٠٤ و٢٠٠٥ لتصبح مدّته تصل إلى عام ٢٠١٤. وهذه الممارسة لقوانين البرامج غير سليمة لأنّ الأسعار والشروط العامّة أو الظروف قد تتبدّل بشكل جذريّ خلال هذا الوقت الطويل، فيفضّل أنّ لا تتخطّى قوانين البرامج فترة الخمس سنوات(٣٩).

الفقرة الخامسة: تأثير تغيير مهل اعتمادات الدفع على الدَّين العام

يجري على أغلبيّة القوانين المدرجة في الموازنات العامّة تعديلات سنويّة على صعيد نقل اعتمادات الدفع السنويّ إلى فترات لاحقة بشكل مغاير لما هو مقرّر أصلاً، إن بإلغاء اعتمادات الدفع المقرّرة سابقا لسنة معيّنة من ضمن موازنة السنة المعيّنة ونقل تلك الاعتمادات إلى سنة لاحقة أو بإضافة فترات زمنيّة لاحقة(٤٠).

وأبدى ديوان المحاسبة ملاحظات حول تعديل قوانين البرامج بشكل دوريّ، ويرى أنّ هذه الممارسة تدل على عجز الدولة عن إكمال البرنامج وتخلق أوضاع غير مناسبة سواء أكان للمتعهّد أو للجمهور الذي يترقب المشروع أو المستفيدين منه. إلاّ أنّ الأخطر هو أنّ عجز الدولة عن تسديد الإعتمادات في المهل المحدّدة وتأجيلها من سنة إلى سنة أخرى يؤدّي إلى تراكم الفوائد على هذه الإعتمادات، وبالتالي إرتفاع معدّلات الدَّين العام(٤١).

---

(٣٩) تقرير ديوان المحاسبة المذكور سابقًا.

(٤٠) ورد في المادّة التاسعة عشرة من الفصل الثاني لموازنة عام ٢٠٠٦: قانون برنامج لتوسيع وتطوير وتأهيل مطار رفيق الحريري الدولي- بيروت والطرق المؤدية إليه: المادة ١٩ من القانون رقم ٢٨٦ تاريخ ١٩٩٤/٢/١٢ وتعديلاتها لاسيما السابعة عشرة من القانون رقم ٧١٥ تاريخ ٢٠٠٦/٢/٣ ليصبح ١٠٤ مليار ل.ل. لعام ٢٠٠٦ و٨٨ مليار ل.ل.لعام ٢٠٠٧ بدلاً من ٩٣ مليار ل.ل.عام ٢٠٠٦ و١٠٠مليار ل.ل.عام ٢٠٠٧(والباقي بدون تعديل). وقد عدّل هذا القانون مرة أخرى في مشروع قانون الموازنة العامة والموازنات الملحقة للعام ٢٠٠٧ ليصبح ٣مليار ل.ل. عام ٢٠٠٧ و٨٥ مليار ل.ل. لعام ٢٠٠٨ بدلاً من ٨٨مليار ل.ل. عام ٢٠٠٧ (والباقي بدون تعديل).

(٤١) أظهرت النتائج المالية العامة في الأشهر الخمس الأولى من سنة ٢٠٠٨ إزدياد في العجز الاجمالي بقيمة ٧٧٦ مليار ليرة مقارنة مع الفترة نفسها من العام ٢٠٠٧، وإنخفاض في الفائض الإجمالي بنحو٥٣١ مليار ليرة عن العام السابق. وأوضح البيان الصادر عن وزارة المالية أن حجم إجمالي إيرادات الموازنة والخزينة المحصلة خلال هذه الفترة من العام ٢٠٠٨ إرتفع بنسبة ٣،٧٨% مقارنة بما كان عليه خلال العام الفائت. ويعود هذا التحسّن إلى الإرتفاع الذي شهدته الضريبة على القيمة المضافة بقيمة تقارب ٢٠،١٤% (١٧٥مليار ل.ل.) أما من حيث النفقات، فقد بلغ إجمالي الإنفاق (الموازنة والخزينة) لغاية شهر أيار من العام ٢٠٠٨ ما قيمته ٦١٠٨ مليار ليرة مقابل ٥١٨٥ مليار ليرة للفترة ذاتها من العام السابق، أي ارتفاع بنسبة ١٧،٨١%. ويعود هذا الارتفاع إلى أسباب عدة أهمها: ←

القسم الثالث: الآثار القانونيّة لقوانين البرامج

عندما يلحظ مجلس النواب قانون برنامج في الموازنة العامّة، فهو يتعهّد برصد الاعتمادات اللازمة لتغطية كامل البرنامج الذي يجيزه. وفي فرنسا كان يُعتبر أنّ التصويت على إجازات البرامج تلزم النواب حتى في حال تغيّرت الأكثريّة.

أمّا في لبنان، من جهة، لم يرد هذا النوع من القوانين لا في الدستور ولا في التشريع، ومن جهة أخرى، ما من تمييز بين قوانين البرامج واجازات البرامج، فهي تندرج سويّة في الموازنة العامّة.

ويدور السؤال حول قيمة تلك القوانين ومدى إلزاميّتها للدولة وإمكانيّة الرجوع عنها.

يمكن أن يتمّ الرجوع عن هذه البرامج بإحدى الحالات التالية:

١) عدم تنفيذ قوانين البرامج أصلاً وعدم التعاقد تنفيذًا للقانون؛

٢) المضيّ في قانون البرنامج وإبرام الحكومة عقدًا مع طرف آخر تنفيذًا للقانون لفترة معيّنة، ثمّ توقف البرلمان عن التصويت على البرنامج خلال السنين اللاحقة؛

٣) التعاقد مع طرف ثم فسخ العقد نهائيًّا بسبب عدول البرلمان كلّيًّا عن المشروع.

لذلك، لا بدّ من العودة إلى المبادئ العامّة للعقود الإدارية وإلى صلاحيّات الإدارة المتعاقدة (أ) قبل الشروع في دراسة المقاربة الفرنسيّة لعقود التخطيط في الآونة الأخيرة في فرنسا، قبل انتقالها إلى موازنة الأداء (ب)، ثم استعراض الاجتهاد الفرنسيّ واللبنانيّ لهذه الجهة.

الفقرة الأولى: عقود التخطيط في فرنسا

أ – الطبيعة القانونيّة لعقود التخطيط

السؤال المطروح هو معرفة ما إذا كانت عقود التخطيط تتمتّع بطابع تعاقديّ أم هي فقط إعلان نوايا. فتختلف الآثار القانونيّة لتلك العقود بحسب الطبيعة التي يتفق إعطاؤها إيّاها.

إنّ الإجتهاد الفرنسيّ المتعلّق بعقود التخطيط قليل جدًّا وغامض وغير ثابت. وكانت المادّة ١٢ من قانون ٢٩ تمّوز ١٩٨٢ قد عرّفت عقود التخطيط بأنّها لا تحتوي إلا على بنود تعاقديّة وأكّد مجلس الشورى الفرنسيّ على هذا التفسير[٤٢]، وقضى بأنّه «لا يمكن الإدلاء بجهل أحكام العقد كأساس قانونيّ في مراجعة لتجاوز حدّ السلطة ضدّ قرار إداريّ»[٤٣]. واعتبر استطرادًا «أنّ خرق أحكام العقد يمكن أن يرتب، عند الاقتضاء، مسؤوليّة الجهة المتعاقدة بالنسبة للفريق الآخر»[٤٤]. ويعبّر هذا الموقف عن إرادة المشترع الفرنسيّ في إخراج موضوع التخطيط من

← إرتفاع تسديد أقساط ديون بمبلغ يقارب ١١٢مليار ليرة؛
إرتفاع ديون أقساط خارجية بنحو ١٣٣مليار ليرة؛
إرتفاع الإنفاق على كهرباء لبنان بمبلغ يقارب ٤٥٧ مليار ليرة؛

(٤٢) قرار Synchrotron تاريخ ٨ كانون الثاني ١٩٨٨.

(٤٣)
"la méconnaissance des stipulations d'un contrat... ne peut utilement être invoquée comme moyen de légalité à l'appui d'un recours pour excès de pouvoir formé à l'encontre d'une décision administrative".

(٤٤)
«la méconnaissance des stipulations d'un contrat... est susceptible d'engager, le cas échéant, la **responsabilité** d'une partie vis à vis de son cocontractant».

مجال إعلان النوايا[٤٥]، إذ تشكّل بنود هذه العقود التزامات متقابلة تنشئ موجبات تعاقَب مخالفتها قانونيًّا، تمامًا مثل العقود في القانون الخاصّ[٤٦].

إلاّ أنّ اجتهادات مجلس الشورى الفرنسيّ تضاربت، فاعتبر بعضها أنّ عقود التخطيط لا تتمتّع بأثر مباشر، و«بأنّ قانون الماليّة تاريخ ٢٩ تموز ١٩٨٢ الذي أقرّ إصلاح التخطيط قضى بأنّ عقود التخطيط لا تحمل بحدّ ذاتها أيّ نتيجة مباشرة بالنسبة للتنفيذ الفعليّ للأعمال أو العمليّات التي ينصّ عليها»[٤٧].

واعتبر الفقه أنّ هذا القرار أفرغ مفهوم عقود التخطيط من مضمونها التعاقدي، وجاء متوّجًا لتطوّر بدأ منذ بعض الوقت[٤٨]. ورأى مفوّض الحكومة بأن تلك العقود لا تترك، بحدّ ذاتها، أثارًا قانونيّة تكفي لتبرير الطعن بتجاوز حدّ السلطة، مؤكدًا القيمة السياسيّة التي تتمتع بها تلك العقود، وأهمّيّتها في البرمجة[٤٩].

وبالعودة إلى الأعمال التحضيريّة لقانون ٢٩ تموز ١٩٨٢، كانت نيّة البرلمان الفرنسيّ إعطاء مفعول لعقود التخطيط **كضمانة للمتعاقدين في حال عدم تنفيذ العقد من قبل الدولة**. وكان مقرِّر لجنة الشؤون الاقتصاديّة في مجلس الشيوخ قد أدلى، آنذاك، بأنّ «المشروع يقترح إخضاع الدولة إلى قاعدة العقود في القانون الخاص خلافًا لاجتهاد مجلس الشورى. ففي حال عدم احترام أحكام العقد، يحقّ للفريق الآخر أن يحصل على عطل وضرر. وهذا استحداث مهم»[٥٠]. كما صرّح ميشال روكار، الذي كان آنذاك وزير التخطيط (أو التصميم): «إنّ للقانون أهمّيّة بالغة خاصّة لجهة تزويد الجهات بالوسائل القانونيّة الضروريّة، ضدّ منحى محدّد للإجتهاد، من أجل ضمان شركاء الدولة ضدّ التجاوزات الملكيّة في موضوع تنفيذ العقود أو مراجعتها»[٥١].

---

(٤٥) L'actualité juridique - Droit administratif, 20 février 1988, p. 140.

(٤٦) La Revue administrative, mars-avril 1988, p. 143.

(٤٧) مجلس شورى الدولة الفرنسي، قرار رقم ١٦٩٥٥٧، *Estuaire écologie* تاريخ ٢٥ تشرين الاول ١٩٩٦، مجموعة Lebon؛ بنفس المعنى *(الطابع غير الإلزامي لعقود التخطيط)*: قرار ١٩٨٨/١/٨، *Synchrotron*؛ قرار ١٩٩٣/٢/١٥ *Région Nord - Pas-de-Calais*؛ قرار ١٩٩٥/١١/١٧ *Commune de Théziers*

(٤٨) Y. MADIOT, Les incertitudes de la force juridique des contrats de plan, in Revue française de droit administratif, mars-avril 1997, p. 345.

(٤٩) Le Sénat français, http://www.senat.fr/rap/r99-446/r99-44648.html
Ces contrats ne produisent pas "*par eux-mêmes d'effets juridiques suffisants pour justifier un recours pour excès de pouvoir. Nul ne conteste l'importance politique qu'ils ont acquis, ni l'intérêt programmatique qu'ils présentent... Quant aux effets juridiques immédiats des contrats de plan, nous ne pouvons nous empêcher de les juger bien maigres* ".

(٥٠) "le projet propose, en outre, que l'Etat se soumette à la règle des contrats de droit commun, contrairement à la jurisprudence du Conseil d'Etat. Ceci conduit à penser qu'en cas de non respect des clauses le cocontractant serait en droit de prétendre à des dommages et intérêts. C'est une innovation importante".

(٥١) "la loi était d'autant plus nécessaire pour fournir les moyens juridiques appropriés que nous avons prévu, contre une certaine tendance de la jurisprudence, de garantir les partenaires de l'Etat contre les abus régaliens en matière d'exécution des contrats ou de leur révision".

ب. – مفاعيل عدم تنفيذ عقود التخطيط

بالتالي، السؤال الذي يطرح هو: هل يمكن، ضمن الشروط المذكورة أعلاه، عقد مسؤوليّة الدولة في حال تنفيذ جزئيّ لعقود التخطيط؟ واعتبر المجلس الدستوريّ الفرنسيّ، في قرار صدر بتاريخ ٢٧ تموز ١٩٨٢، أنّ «لا شيء في الأحكام التي يجري نقدها يضفي على التوقعات أو الإرشادات طابع إجازة الجباية أو الإنفاق أو أحكام تؤثر على ماليّة الدولة»(٥٢).

إلاّ إنّ عدة قرارات قضائيّة تشير إلى **أنّ عدم كفاية موارد شخص عام لا يشكّل سببًا كافيًا لإعفائه من موجب الدفع التعاقديّ**(٥٣). فلا يمكن للدولة، مثلا، أن تتذرّع بعدم وجود اعتمادات في الموازنة من أجل التنصّل من موجب الدفع للمتعاقد (fournisseur).

وقد عاد مجلس الشورى إلى النصوص السارية المفعول وقضى بأنّ «لعقد الخطّة المُوَقَّع بين الدولة والبريد مدىً تعاقديًّا صرف وإنه يُنشئ التزامات متقابلة للفرقاء بهدف تنفيذ المخطّط وبرامجه الأولويّة، وبإمكان الأشخاص الثالثين أنّ يطلبوا إبطال الأعمال التي يمكن فصلها عنه(٥٤).

ج. – شرط انعقاد مسؤوليّة السلطة العامّة: وجود ضرر

بالعودة إلى المبادئ الأساسيّة في القانون الإداريّ(٥٥)، تتمتّع الإدارة بصلاحيّة فسخ العقد في أيّ وقت، من أجل المصلحة العامّة، حتى في غياب أيّ نصّ بهذا الشأن في العقد؛ لكن يحق

---

(٥٢)
"rien dans les dispositions critiquées ne confère aux prévisions et aux indications qu'elles visent le caractère d'autorisations de recettes ou de dépenses ou de prescription engageant les finances de l'Etat".

(٥٣)
L. LALLIOT, La notion de contrat de plan Etat-Région et les responsabilités encourues par les parties, in " Décentralisation et contractualisation, clarifier les règles du jeu ", Contributions à la journée d'études du 13 septembre 1999 coorganisée par l'Institut de la décentralisation et la Région Nord - Pas de Calais.

(٥٤)
Considérant que l'article 9 de la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications dispose que " les activités de La Poste et de France Télécom s'inscrivent dans un contrat de plan pluriannuel passé entre l'Etat et chaque exploitant public, dans les conditions prévues par la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification. Chaque contrat détermine les objectifs généraux assignés à l'exploitant public et au groupe qu'il forme avec ses filiales et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Il précise notamment le cadre financier global, en particulier dans le domaine des tarifs, des investissements, des charges et des règles d'affectation des résultats" ; qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 29 juillet 1982: "L'Etat peut conclure avec les collectivités territoriales, les régions, les entreprises publiques et privées et éventuellement d'autres personnes morales, des contrats de plan comportant des engagements réciproques des parties en vue de l'exécution du plan et de ses programmes prioritaires..." ; qu'aux termes de l'article 12 de la même loi, les contrats de plan "sont réputés ne contenir que des clauses contractuelles" ;
Considérant que s'il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le contrat de plan conclu entre l'Etat et La Poste a une portée purement contractuelle, les tiers peuvent poursuivre l'annulation des actes qui en sont détachables, au nombre desquels la décision de le signer ;

(٥٥)
René CHAPUS, *Droit administrative general*, Tome 1, Montchrestien (Delta) 9° edition,,1995, p. 1060.

للمتعاقد الذي لم يرتكب أيّ خطأ بالمطالبة بتعويض عن الضرر الحاصل ومن ضمنه الربح الفائت الذي تسبّب به هذا الإجراء[٥٦].

في المبدأ، لا يمكن، قانونيًّا، إبطال الإجراءات التي تتّخذها الإدارة المتعاقدة، وهي فقط تفتح أمام المتعاقد إمكانيّة المطالبة بالعطل والضرر إذا لم يكن لها من تعليل أو تبرير.

يعود هذا المبدأ إلى القرن التاسع عشر. ثمّة اجتهاد ثابت في الموضوع[٥٧]، لكنّه يقرّ ببعض الاستثناءات المتعلّقة بقرارات فسخ العقد حين يكون المتعاقد قد تكبّد مصاريف باهظة جدًّا؛ فينبغي أن يحظى بضمانة تسمح له بتعويض قيمة تلك المصاريف قبل وصول العقد إلى نهايته[٥٨].

أمّا بخصوص عقود التخطيط، ميّز الاجتهاد الفرنسيّ بين عدم تنفيذ العقد جزئيًّا أو تأخيره، وإنهاء العقد كليًّا. فأكّد بشكل صريح أنه يمكن إبطال القرارات التي تهدف إلى إلغاء العقد نهائيًّا، خلافًا لمبدأ عدم إمكانيّة إبطال قرارات الإدارة قضائيًّا في موضوع صلاحيّة الإدارة لفسخ العقود الإداريّة متى شاءت[٥٩].

ورد مجلس الشورى الفرنسيّ الاستئناف المقدم من جمعيّة Estuaire-Ecologie ضد قرار محكمة "نانت" الإدارية التي كانت بدورها قد ردّت طلب الجمعيّة بإبطال قرارين هما قرار حاكم

---

(٥٦) CE Ass. 2 mai 1958, Distillerie de Magnac-Laval, p. 246, AJ 1958, 2, p. 282, concl. J. Khan, D. 1958p. 730, note A. de Laubadère: l'administration peut « en tout état de cause, en vertu des règles applicables aux contrats administratifs » mettre fin avant terme à des marchés de fourniture, « sous réserve des droits à indemnités des intéressés ».
La même formule de principe a été reprise à propos de la résiliation d'un contrat de concession, v. CE, 2 fev. 1987, Société TV6, p. 28, AJ, 1987, p. 314, chron. M. Azibert et M. de Boisdeffre, D 1987, IR, p. 51, RFDA 1987, p. 29 concl. M. Fornacciari ; 22 avril 1988, Soc. France 5, p. 157, AJ 1988, p. 540, note B.D., Rev. adm. 1988, p. 240, note P. Terneyre.
Toute clause de nature à faire obstacle à l'exercice du pouvoir de résiliation de l'administration est frappée de nullité, en tant qu'incompatible « avec les nécessités du fonctionnement » des services publics (CE 6 mai 1985, Assoc. Eurolat, p. 141, AJ 1985, p. 620, note E. Fatôme et J Moreau, LPA 23 octobre 1985, p. 4, note F. Llorens, RFDA 1986, P. 21, concl. B. Genevois).

(٥٧) CE Sect. 24 novembre 1972, *Soc. des ateliers de nettoyage de Fontainebleau*, p. 753. V. de plus, pour la mise en régie d'un marché de fourniture: CE 9 janv. 1957, *Daval*, AJ 1957, 2, p. 9, concl. P. Laurent ;
Pour des décisions de résiliation: CE Sect. 10 mai 1963, *Soc. coop. La Prosperite fermiere,* p. 288, AJ, p. 344, chron. M. Gentot et J. Fourré, RDP 1963, p. 584, concl. G. Braibant ;
29 juin 1966, *Soc. pour le traitement industriel des bois*, p. 423, AJ, 1966, p. 563, concl. J.-M. Galabert ; Sect. 6 nov. 1970, *Soc. De la Vallée Lautaret*, p. 654, AJ 1971, p. 105, concl. J. Baudouin ; 11 juillet 1986, *So. Missenard-Quint*, DA 1986, n° 448, LPA 1986, p. 4, concl. B. Lasserre (1ère esp.) ; 19 avril 1989, *Soc. des transports urbains d'Angers, p. 780*, RDP 1989, P. 1794 (résiliation d'un contrat d'affermage).

(٥٨) Les contrats de concession (CE 20 janv. 1905, *Cie départ. Des eaux*, p. 54 concl. Romieu), les marchés d'entreprise des travaux publics (v. n° 612, 1° ; CE 26 NOV. 1971, *Soc. de fertilisants humiques*, p. 723, AJ 1971, P. 649, chron. D. Labetoulle et P. Cabanes, RDP 1972, p. 239, concl. M. Gentot et p. 1245, note M. Waline), ainsi que les concessions de voiries (CE Sect. 13 juil. 1968, *Soc. Etabliss. Serfati*, p. 436-I, AJ 1968, p. 574, chron. J.-L. Dewost et R. Denoix de Saint-Marc et p. 582, concl. L. Bertrand, RDP 1969, p. 123, note Waline)

(٥٩) CE Sect. 9 décembre 1983, *Soc. d'étude, de participation et de développement*, p. 498, RFDA 1948, p. 39, concl. B. Genevois (seule est possible, quant aux contrats considérés, l'annulation des décisions ayant pour objet de « mettre fin définitivement aux relations contractuelles »)

منطقة Pays de la Loire ومنطقة Loire Atlantique باسم الدولة الفرنسيّة، وقرار السلطة المحلّيّة للمنطقة Conseil regional، اللذان يقضيان بإبرام عقد تخطيط يتضمن خطة عمل تهدف إلى توسيع منشآت مرفأ نانت سان نازار Nantes-Saint-Nazaire المستقل، في منطقة أعطت الجمعية لنفسها مهمة الحفاظ على نوعيتها البيئية. ورأى مجلس الشورى بأن قراري إبرام عقد المخطط المذكور لا يلحقا بالأهداف الجماعية التي تدافع عنها الجمعية ضررا يعطيها المصلحة التي تعطيها بدورها الصفة للتحرك ضد قراري ابرام العقد(٦٠).

وعاد مجلس الشورى الفرنسيّ ليؤكّد أنّ شرط انعقاد مسؤوليّة الدولة هو أن يكون عدم تنفيذ الموجب ألحق ضررًا بالفريق الآخر، وأن يكون الضرر أكيدًا ومباشرًا(٦١). وكان شرط قبول الطعن هو أن تلحق أحكام عقد التخطيط المعنيّة بالطعن الضرر بمصالح المدعي بشكل أكيد ومباشر(٦٢).

الفقرة الثانية: إجتهاد القضاء الإداريّ في لبنان

في غياب أيّ تشريع خاصّ بقوانين البرامج في لبنان، لا بدّ من العودة إلى الاجتهاد الإداريّ العاديّ في موضوع فسخ العقود الإداريّة.

أ. – الحصول على ترخيص مسبق

لا تستطيع الدولة إبرام بعض العقود إلاّ بعد الحصول على ترخيص مسبق. وقد نصّ الدستور على إخضاع القروض العامّة وعقود الامتيازات لترخيص البرلمان أو القانون. فنصّت المادّة ٨٨ من الدستور على ما يلي:

«لا يجوز عقد قرض عموميّ ولا تعهّد يترتب عليه إنفاق من مال الخزانة إلاّ بموجب قانون" – الترخيص بالقروض العامّة يحصل عادة بموجب قوانين الموازنة.»

كما نصّت المادّة ٨٩ من الدستور:

«لا يجوز منح أي التزام أو امتياز لاستغلال مورد من موارد ثروة البلاد الطبيعيّة أو مصلحة ذات منفعة عامّة أو أيّ احتكار إلاّ بموجب قانون وإلى زمن محدود.»

ولم يرد أي اجتهاد عن مجلس شورى الدولة اللبنانيّ، لكنّ الاجتهاد الفرنسيّ تطرّق إلى الموضوع، وقضى بأنّ «الحصول على الترخيص لا يلزم الإدارة المختصّة بإبرام العقد هذا من جهة. ومن جهة أخرى إذا فرض الترخيص من قبل القانون يكون الترخيص ضروريًّا لصحّة العقد وفي حال عدم الحصول عليه يكون العقد باطلاً بطلانا مطلقا. ومن يتعاقد مع الإدارة غير المرخص لها بالعقد لا تكون مرتبطة تجاهه ارتباطًا تعاقديًّا. ولكن يبقى بوسعه أن يطالبها بالتعويض عن الضرر الذي قد لحق به بالاستناد إلى الخطأ الإداريّ أو إلى نظريّة الكسب غير المشروع. (٦٣)»

---

(٦٠) شورى فرنسي، قرار رقم ١٦٩٥٥٧، تاريخ ٢٥ تشرين الاول ١٩٩٦، مجموعة Lebon.

(٦١) شورى فرنسي قرار رقم ١٧٦٢٦١، تاريخ ١٩ تشرين الثاني ١٩٩٩.

(٦٢) CE, *Fédération syndicaliste force ouvrière des travailleurs des postes et télécommunications*; arr. n° 176261 , du 19 novembre 1999: «Considérant, toutefois, que la recevabilité d'un tel recours est subordonnée à la condition que les stipulations du contrat de plan mises en cause soient de nature à léser le requérant dans ses intérêts de façon suffisamment certaine et directe;», Site Internet du Conseil d'Etat: http://arianeinternet.conseil-etat.fr/arianeinternet/ViewRoot.asp?View= Html& DMode=Html&PushDirectUrl=1&Item=49&fond=DCE&texte=contrat + programme & Page =10 & Sort=abstrats_tASC,DATE_LEC_SDESC&querytype=advanced&NbEltPerPages=5&Pluriels =True & dated_ date_lec_s=01/01/1998&datef_date_lec_s=31/12/2006

(٦٣) إجتهاد القضاء الاداري في لبنان – الجزء الثاني – ١٩٨١ – العقود الادارية، ص ١٦.

ب. – قرار إبرام العقد

قضى الاجتهاد بضرورة المداولة التي تقرّر إبرام العقد[٦٤]، فهذه المداولة ضروريّة لصحّة العقد، ويجب أن تكون خاصّة بالعقد. فمجرّد قيد الاعتماد في الموازنة لا يخوّل العضو التنفيذي إبرام العقد. وإن قامت السلطة التنفيذيّة بإجراء العقد، من دون قرار مسبق من المجلس التقريريّ، يصبح العقد باطلاً أو غير ساري المفعول، بحسب تعبير مجلس الشورى الفرنسيّ[٦٥]. وتصديق سلطة الوصاية على عقد من هذا النوع لا يغطّي بطلانه[٦٦]. أمّا حقوق الأفراد بالنسبة لعقد مشوب بهذا العيب، فهي تخضع للمبادئ العامّة (المسؤوليّة سندًا للخطأ أو المسؤوليّة بالاستناد لنظريّة الإثراء غير المشروع)[٦٧].

أمّا بالنسبة لمفاعيل القرارات التي يتّخذها العضو التقريريّ والتي تقضي بإبرام العقد[٦٨]، فقضى الاجتهاد الفرنسيّ بأنّ القرار بالتعاقد ليس بمثابة إبرام العقد. لا يعد العقد تامًّا بمجرد تقرير عقده من قبل المجلس البلدي مثلاً، حتّى لو وافقت عليه سلطة الوصاية، وذلك طالما أنّ رئيس البلدية لم ينفذ القرار ويقدم على إتمام العقد[٦٩]. وبالتالي، إذا طبّقنا هذا المبدأ على قوانين البرامج، فإنّ فتح إقرار إجازاتَ الدفع من قبل مجلس النواب، أو إقرار البرنامج من قبل مجلس الوزراء أو الوزارة المعنيّة، لا يعني إبرام العقد.

ج. – حقوق الفرد المتضرّر

اعترف كلّ من الاجتهاد الفرنسيّ والاجتهاد اللبنانيّ بضرورة التعويض على المتعاقد مع الإدارة العامّة، عند وجود ضرر أكيد ومباشر.

فيحقّ للإدارة «ملء الحقّ بفسخ العقد في أيّ وقت كان لأنّها لا تلزم بمتابعة تنفيذه إذا كانت المصلحة العامّة لم تعد تجني منه أي فائدة، (...) ولكن المتعاقد، في هذه الحالة لا يتحمّل الأعباء الناتجة عن فسخ العقد، بل يحقّ له المطالبة بتعويض.»[٧٠] وفي حال الفسخ يقتضي معرفة ما يشمله التعويض الذي يترتب للمتعاقد مع الدولة. هل يشمل الضرر الحاصل والربح الفائت معًا؟ ويرى الفقه أنه «إذا كان فسخ العقد ناتجًا عن عنصر خارج عن مشيئة الإدارة فلا يشمل التعويض سوى الضرر الحاصل، أمّا إذا كان الفسخ ناتجًا عن تقدير الإدارة لحاجات المرفق العام فيمكن عندئذ أخذ الربح الفائت بعين الاعتبار.»[٧١]

وتترتّب المسؤوليّة على الإدارة في حال ارتكابها خطأ ما « شرط أن يكون ثمّة ضرر حقيقي قد نجم عن هذا الخطأ»[٧٢]. وحتّى في حال "عدم التحسّب" قضى مجلس الشورى الفرنسي بدفع "تعويض عدم تحسب" (indemnité d'imprévision) بعد زوال العقد طبيعيًّا أو عن طريق الفسخ[٧٣].

---

(٦٤) إجتهاد القضاء الاداري في لبنان – الجزء الثاني – ١٩٨١ – العقود الادارية، ص ١٦.

(٦٥) CE, 7 fevrier 1890, *Grellier*, p. 138; 11 mars 1927, Bareau, p. 324 .

(٦٦) CE, 12 janvier 1874, *Bellegarde*, D. 1874, 1, 161.

(٦٧) A. de Laubadère, tome 1, n° 126, pp. 154-155.

(٦٨) إجتهاد القضاء الاداري في لبنان – الجزء الثاني – ١٩٨١ – العقود الادارية، ص ١٩.

(٦٩) CE, 23 fevrier, 1835, Bernard, p. 86; 22 janvier 1930, Vuitton, p. 81.

(٧٠) جان باز، *الوسيط في القانون الاداري اللبناني*، القسم الاول، ١٩٧١، ص ٣٢٥.

(٧١) جان باز، *الوسيط في القانون الاداري اللبناني*، القسم الاول، ١٩٧١، ص ٣٢٦.

(٧٢) يوسف سعدالله الخوري، *القانون الاداري العام*، الجزء الأول، "تنظيم إداري – أعمال عوقود إدارية"، منشورات صادر، ١٩٩٨، ص ٥٠٢.

(٧٣) شورى فرنسا ١٢ آذار ١٩٧٦ Dépt. Des Hautes-Pyrennées، مجموعة، ص ١٥٥ AJ، ١٩٧٦، ص ٥٢٢، مطالعة Labetoulle.

في حال انتفاء الخطأ الإداريّ(٧٤)، قضى الاجتهاد الفرنسيّ بأنّ الشخص المتضرّر من رفض العضو التنفيذيّ القيام بإبرام عقد اتّخذ قرار بإبرامه، بوسعه أن يطالب بعطل وضرر. لا يملك القاضي وسيلة للضغط على السلطة المختصّة لحملها على إبرام العقد(٧٥). أمّا الفرد الذي قام بدراسات ووضع الخرائط أو باشر بالأشغال، يستطيع أن يطالب تعويضًا. وأقرّ مجلس الشورى الفرنسيّ بإمكانيّة التعويض على المتعاقد في حال انتفاء الخطأ الإداريّ(٧٦) إذا توفّر شرطان(٧٧):

* أن تكون الخدمات المقدمة تمّت بموافقة الإدارة ولو بموافقتها الضمنيّة؛

* وأن تكون الإدارة قد استفادت من هذه الخدمات.

أمّا الأساس الذي يبنى عليه التعويض عندما لا يكون الأجر ملحوظًا في بنود العقد، كما توجبه قرارات مجلس الشورى الفرنسيّ، هو في نظريّة الإثراء بدون سبب(٧٨).

وفيما يتعلّق بالقضاء اللبنانيّ فإنّه يأخذ صراحة بنظريّة الإثراء غير المشروع في حال انتفاء العقد وقيام صاحب العلاقة بتأدية الخدمة فعليًّا(٧٩).

الخاتمة

شكّل اعتماد قوانين البرامج إنتقالاً ضروريًّا يواكب التطوّر الحاصل على مختلف الأصعدة الاقتصاديّة والاجتماعيّة والماليّة، وإن كان ذلك لا يعني معالجة كلّ سلبيّات الموازنة التقليديّة والوصول إلى النموذج الأمثل لموازنة تعالج الدور المرتقب لتدخل الدولة.

واتّضح من العرض السابق إحدى أهمّ سلبيّات قوانين البرامج ولاسيّما في لبنان نظرًا لما تتطلّبه من فترات زمنيّة طويلة ممّا يترتّب عليه تأجيل مهل إعتمادات الدفع إلى مراحل لاحقة لتحلّ هيكليًّا بمبدأ سنويّة الموازنة من جهة، بالإضافة إلى ما تنتجه من فوائد إضافيّة على مصادر التمويل، خاصّة أنّ أغلبها ناتج عن القروض، الداخليّة منها أم الخارجيّة، ليؤثّر بشكل سلبيّ من خلال فوائده المتراكمة على الدَّين العام.

إلا أن أخطر ما في الوضع هو الارتجال في تطبيق هذا النوع من القوانين الماليّة فضلاً عن وجود فراغ قانونيّ يفتح الباب على المجهول لجهة إمكانيّة إساءة استعمال الحقّ، إن عن سوء نيّة وبحسن نيّة مطلق، فغياب التخطيط يجعل لبنان يرزح تحت الديون المتفاقمة. وإذا أردنا يومًا اعتماد موازنة الأداء عوضًا عن الموازنة التقليديّة فلا بدّ من البدء بتقنين البرمجة الماليّة كمدخل للاصلاح الماليّ الأشمل.

❖ ❖ ❖

(٧٤) إجتهاد القضاء الإداري في لبنان – الجزء الثاني – ١٩٨١ – العقود الادارية، ص ٢٧ و ٣١.

(٧٥) CE. 20 decembre 1954, Pitois, Actual. Jur., 1954, II, 492.

(٧٦) CE, 18 janvier 1928, Ville de Cannes, p. 85 ; en particulier: CE, 8 juillet 1911, de la Guérinière, p. 934; 20 fev, 1935, Barriere, p. 217; 24 juin 1938, Cne d'Huos, D. 1939, 3,25, note Pépi; 1 fev, 1946, Office public Marseille, p. 35 ; 7 janvier 1955, Vallot-Vernon, Actul. Jur. 1955, II, p. 73 ; 19 nov., 1943 Cne d'Isel, p. 266.

(٧٧) Que celle-ci (l'adm.) en ait tire profit. CE., 20 février 1935, Barriere, p. 217 ; 15 décembre 1936, Raymond, p. 1111 ; 10 mai 1939, Cne de Chassieu, p. 311 ; 23 décembre 1941, Cne d'Aujargues, p. 316 ; 29 mai 1942, Blancard, p. 179 ; Cf., 18 janvier 1928, Ville de Cannes, p. 85 ; 22 janvier 1930, Vuitton, p. 81.

(٧٨) CE, 19 avril 1944, Cne de Vayres, Actual. Jur. 1946, p. 424.

(٧٩) شورى لبنان، ١٣٩٩، تاريخ ١٩٦٥/١٠/٧، رمضان/الدولة، مجموعة الاجتهاد، ص ٢٤٢.

التشريع البيئي في لبنان

تعريف، خصائص ومبادئ عامة

بقلم المحامي رافايل صفير
استاذ التشريع البيئي في كلية الحقوق
بجامعة الروح القدس – كسليك
١٩٩٢ – ٢٠٠٢

مقدمـــة

تعترض وضع مؤلَف شامل حول التشريع البيئي باللغة العربية صعوبات مختلفة أبرزها قلّة النصوص الوضعية النافذة، ذلك ان قانون البيئة اللبناني رقم ٤٤٤ الذي صدر عام ٢٠٠٢ يفتقر لغاية تاريخه للمراسيم التي تتيح تطبيقه، إضافة الى ندرة القرارات القضائية الصادرة في الميدان البيئي الصرف، رغم صدور قرارات قضائية في قطاعات ترتبط من بعيد او قريب بالبيئة والتعديات عليها كالبناء واستعمال الأراضي والمقالع والمياه والتنظيم المدني والنقل والضجيج والصناعة والطاقة والزراعة والنفايات.... ورغم وجود مؤسسة "المدعي العام البيئي"، كما أن النقص او التأخر في اعتماد التعابير العلمية والتقنية العصرية والمتطورة باللغة العربية في ميدان البيئة والتشريع البيئي لا يسهّل عملية وضع المؤلف القانوني البيئي. من الملاحظ أنه في حالات عدم توفر نص متعلق مباشرة بالمخالفة البيئية موضوع الشكوى، تعمد المحاكم الجزائية الى تطبيق أحكام المادة ٧٧٠ من قانون العقوبات التي تنص على أن "من خالف الأنظمة الإدارية او البلدية الصادرة وفقاً للقانون عوقب بالحبس حتى ثلاثة أشهر وبالغرامة من مئة ألف الى ستماية ألف ليرة أو بإحدى هاتين العقوبتين".

رغم ذلك، فان خلو المكتبة القانونية العربية من مؤلف قانوني بيئي شامل يدعو بإلحاح للمساهمة في تصحيح هذا الخلل، ولو عن طريق المباشرة في وضع هذا المؤلف على مراحل، بدءًا بالتعريف والخصائص والمبادئ العامة للتشريع البيئي. مع الاشارة، من جهة، الى الكتاب الذي أصدرته وزارة البيئة بعنوان "وضع نظام إستصدار التشريعات البيئية وتطبيقها في لبنان" (مشروع SELDAS) وهو يضم مجموعة النصوص البيئية التشريعية والتنظيمية والاتفاقيات والمعاهدات الصادرة لغاية نهاية عام ٢٠٠٣، ومن جهة ثانية، الى الكتاب الذي أصدرته وزارة العدل بعنوان "واقع البيئة في المحاكم اللبنانية" (مشروع SEEL) وهو يضم مراجعة لاجتهادات المحاكم اللبنانية التي تتعلق بالقوانين البيئية بين عامي ٢٠٠٠ و٢٠٠٧، وهما يشكلان مساهمة أساسية في التعريف بهذه النصوص وكيفية تطبيقها.

إن هذه المقاربة المرحلية لا تدّعي الشمولية او تقديم عرض فقهي للتشريع البيئي، وانما تسعى للمساهمة في جمع المعلومات والخبرة والنصوص المحلية والدولية المرعية الاجراء ودراستها ومقارنتها ومتابعة تطورها ووضعها بمتناول قارئ اللغة العربية.

تم إحداث وزارة للبيئة في لبنان بموجب القانون رقم ٢١٦ تاريخ ١٩٩٣/٤/٢، وقد تم تنظيم الوزارة بموجب المرسوم رقم ٥٥٩١ تاريخ ١٩٩٤/٨/٣٠ المعدل بالمرسوم رقم ١١١١٢ تاريخ ٢٠٠٣/١٠/٧، كما تم تحديد مهام وزارة البيئة بموجب القانون رقم ٦٩٠ تاريخ ٢٠٠٥/٨/٢٦، لكن تأخر نقل الصلاحيات من سائر الوزارات والدوائر يعرقل حسن

عمل الوزارة لجهة الصلاحيات التنفيذية التي كانت موزعة بين دوائر وزارات الصحة العامة والداخلية والبلديات والزراعة والصناعة والطاقة والأشغال العامة والنقل...، وبعض هذه الصلاحيات ينتظر صدور المراسيم التطبيقية لإحداث الوظائف الإدارية الملحوظة او لإصدار التنظيمات العملانية المرتبطة بآلية العمل.

بعد صدور القانون رقم ٦٤ تاريخ ١٩٨٨/٨/١٢ المتعلق بالمحافظة على البيئة ضد التلوث من النفايات الضارة والمواد الخطرة، صدر قانون البيئة اللبناني رقم ٢٠٠٢/٤٤٤ في ٢٠٠٢/٨/٨، الا أن المراسيم التطبيقية لهذا القانون، والتي تسمح بوضعه قيد التنفيذ، لم تصدر لغاية تاريخه، مما يحول دون تطبيق مبادئه وأحكامه.

وقد نتج عن الحداثة النسبية للتشريع البيئي واعتماد المصطلحات العائدة له كعبارتي "بيئة" او "إكولوجيا" صعوبة في تحديد الاطار القانوني لهذه المصطلحات والى تضارب فيما بينها؛ ولعلّه من المجدي استعراض بعض التعريفات المقترحة لعبارة "البيئة" قبل مقارنتها بالمفاهيم القريبة منها، توصّلاً الى اقتراح تحديد لمفهوم للبيئة على ضوء القانون اللبناني.

الفقرة الاولى: تعريف "البيئة" والمفاهيم المجاورة

يعرّف القانون رقم ٢٠٠٢/٤٤٤ " **البيئة** " بأنها المحيط الطبيعي (اي الفيزيائي والكيميائي والبيولوجي) والاجتماعي الذي تعيش فيه الكائنات الحيّة كافة وتنظّم التفاعل داخل المحيط وداخل الكائنات وبين المحيط والكائنات.

يمكن تعريف البيئة بشكل مختصر بأنها مجموعة العوامل ذات التأثير على المحيط الذي يعيش فيه الانسان او مجموعة العناصر الطبيعية او الاصطناعية التي تتحكم في حياة الانسان. وقد اعتمدت بعض المعاجم التعريف التالي:"الظروف والاشياء والشروط التي تحيط بالفرد، مجموعة العوامل الفيزيائية والكيميائية والبيولوجية (كالمناخ والتربة والأحياء) التي تؤثر على فرد او جماعة اكولوجية، وتحدد شكلها واستمرارها" وهي مجموعة الشروط الاجتماعية والثقافية التي تؤثر على حياة الفرد او الجماعة (معجم Webster).

يعرّف المجلس الدولي للغة الفرنسية البيئة بأنها مجموعة العناصر الفيزيائية والكيميائية والبيولوجية والعوامل الاجتماعية في زمن محدد، التي يمكن أن يكون لها تأثير مباشر آني او لاحق على الكائنات الحية وعلى النشاط البشري؛ وهذا التعريف هو واسع بحيث يشمل كافة فروع التشريعات.

يعتبر تعريف آخر (قانون حماية الطبيعة الفرنسي بتاريخ ١٩٧٦/٧/١٠)، وهو، على أهميته الفقهية، يفتقر الى قيمة قانونية ملزمة، أن البيئة تشمل ثلاثة عناصر: الطبيعة (الأجناس الحيوانية والنباتية)، الثروات الطبيعية (المياه والجماد)، والمواقع والمناظر.

كثيرًا ما يتم التعريف بالبيئة وفقاً لهدف التشريع وغايات النص القانوني: الغابات، المقالع، المؤسّسات المصنفة، المياه، الهواء، الخ.... وهنا يبرز تأثير حداثة التشريع البيئي لجهة انتفاء التعريف الواضح والموحد، فكان من الأجدى مقارنة عبارة البيئة مع عبارات متقاربة توصلاً لتحديد اطار كل منها، وأبرز هذه العبارات هي عبارة "إكولوجيا".

"**إكولوجيا**": اساس العبارة يوناني يتألف من كلمتي"أويكوس *Oikos*" اي السكن او المنزل و"لوغوس *Logos*" اي العلم. فالإكولوجيا هي فرع من العلوم التي تهتم بالاحياء وتفاعل الكائنات الحية مع المحيط الذي تحيا وتتكاثر فيه، وتتناول الإكولوجيا دراسة المواضيع التالية:

أ- العلاقات الطبيعية بين الكائنات الحية وبين محيطها،

ب- تأثير عوامل هذا المحيط على الكائنات الحية فيه،

ج- التأثير المتبادل بين الكائنات الحية ومحيطها.

الإكولوجيا هي فرع من علوم الأحياء يدرس الانظمة الإكولوجية التي تعرفها الفقرة (ز) من المادة الثانية من قانون البيئة رقم ٢٠٠٢/٤٤٤ بأنها "المجمّعات الحيوية لمجموعات الكائنات الحية النباتية والحوانية المتفاعلة مع البيئة غير الحية باعتبارها تمثل وحدة إكولوجية"، ولذلك لا يمكن حصر تعريف عبارة "البيئة" بالإكولوجيا وحسب. واذا كان المحيط الطبيعي يشكّل العنوان الأبرز في الإكولوجيا، فان الدراسة البيئية تهتم بشكل أساسي بالإنسان.

يتبين من مراجعة مختلف فروع التشريع البيئي ان التنظيمات المعتمدة تهدف، من جهة، الى حماية البيئة من التلوث بشكل دفاعي، ومن جهة ثانية، الى اتخاذ التدابير الآيلة الى منع او مكافحة او الحد من التلوث اللاحق بالبيئة، من هنا ضرورة تعريف عبارة **التلوّث**، وفي هذا السياق يتعيّن التمييز بين مفاهيم ثلاثة:

المضايقات او الإزعاج (la gêne)، وما يميزها عن التلوّث هو طابعها الذاتي او الشخصي الخاص بكل فرد، حيث يمكن أن يكون الفعل المحدد مضايقًا لفردٍ ما وغير مزعج لفردٍ آخر في مكان او زمان محددين.

ب- الأذيّة او الأضرار (les nuisances)، وهي تبدو اكثر موضوعية، ويمكن قياسها علميًا وبيان تأثيراتها وإن إختلف هذا التأثير وفق العوامل المحيطة.

ج- اما التلوّث (la pollution)، فهو معطى يمكن تقييمه موضوعيًا وعلميًا بصرف النظر عن صفة وموقع المراقب او المتضرر، ويكون الضرر الناتج عنه دائمًا.

إذا كانت بعض النصوص تعرّف التلوث دونما اعتبار لمصدره او للأضرار اللاحقة بالبيئة من جرّاء الفعل الملوث، فان معظم التعريفات تؤكد الرابط بين حماية البيئة من التلوّث وبين فعل الانسان، ويقتصر التلوث بالنسبة لهذه التعريفات على تلوّث العناصر الطبيعية الأساسية اي المياه والهواء والتربة، وتعتبر هذه التعريفات أن التلوّث هو فعل الانسان الذي يؤدي بصورة مباشرة او غير مباشرة الى تبدّل في مكوّنات المياه والتربة والهواء - كغاز او كناقل للصوت - بشكل يصعب معه استعمال هذه المكوّنات للغايات التي كان يمكن استعمالها فيها قبل التبدّل الحاصل.

إقترحت منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية (OCDE) التعريف القانوني الاكثر اعتماداً: "التلوث هو إدخال الانسان بصورة مباشرة او غير مباشرة مواد وطاقات على البيئة تؤدي الى نتائج مؤذية قد تهدد صحة الانسان، وتلحق الضرر بالموارد الطبيعية وبالانظمة الإكولوجية وتحول دون الاستغلال المشروع للبيئة".

تشمل عبارة "البيئة" مفهومين تقليديين أولهما مرتبط بعلوم الطبيعة ومجموعة المعطيات والتوازنات التي تتحكم بحياة مجموعة بيولوجية، والثاني يتعلق بالنواحي الهندسية المعمارية والمُدنية ويتناول العلاقة بين الأبنية ومحيطها الطبيعي او الاصطناعي، ويتناول بعض التعريفات عبارة "البيئة" من وجهة نوعية المعيشة او من وجهة التراث دون ان يكون لأي من هذه التعريفات او ما سبقها قيمة قانونية وضعية.

مع تنوّع التعريفات على النحو المار ذكره، لعلّه من المفيد استبدال التعريف والتحديد التقني لعبارة "البيئة" - مع ما قد ينشأ عن ذلك من نقاش عقيم وغير مجدي- بتعريف وتحديد للتشريع البيئي إنطلاقًا من نطاق تطبيقه واستنادًا الى غايته الاساسية، وهي حماية البيئة، وقد يكون من الأفضل عندها بيان مميزات وخصائص التشريع البيئي.

الفقرة الثانية: خصائص التشريع البيئي

يتميز التشريع البيئي بخصائص متعددة تتعلق بالعناصر التي تشكّل التشريع البيئي الذي يضمن للانسان، من جهة، التمتع ببيئة سليمة، ومن جهة ثانية، إمكانية ممارسة الحق ببيئة سليمة وبظروف معيشية مُرضية ونوعية حياة كريمة، ويمكن تحديد هذه العناصر كالتالي:

* التشريع البيئي هو تعبير لرؤية شاملة لعلاقات الكائنات الحيّة مع محيطها وهو بالتالي يتميز بكونه شاملاً لكافة فروع القانون الكلاسيكية: الاداري والمدني والجزائي والمالي والدولي... فالتشريع البيئي لا يقتصر على نصوص خاصة بالبيئة وانما يتداخل في الفروع القانونية الاخرى لتوجيهها نحو حماية البيئة.

* التشريع البيئي هو قانون جماعي من حيث غايته وهي حماية المجموعة البشرية والثروات الجماعية اي المياه والهواء والمناظر الطبيعية، فالملكية الفردية تفقد اولويتها وحمايتها امام ضرورات حماية البيئة، وتخضع عندها لمجموعة من الارتفاقات كتصنيف المواقع او إنشاء المحميات....

* التشريع البيئي هو تشريع تقني له طابع علمي واضح، إذ تترافق قواعد القانون البيئي وتتوازى مع أحكام علمية محددة، وتعكس العبارات القانونية هذه الميزة لناحية الألفاظ والمصطلحات المستعملة، و يتعيّن أن تكون قاعدة التشريع البيئي سريعة التطور لتتماشى مع ما يستجد من اكتشافات ومعطيات علمية حديثة لمواكبة التطور العلمي وتوقع ما قد يستجد، وإتقاء المخاطر المحتملة غير الثابتة علميًا.

* التشريع البيئي هو ايضًا قانون مشاركة، فالسلطة تسعى ليس فقط الى إصدار التنظيمات الالزامية وإنما أيضًا الى اشراك المواطنين واستشارتهم، لا سيما المنظمات والجمعيات الاهلية المهتمة بالبيئة، وبالتالي تبرز ضرورة إعطاء هذه المجموعات صلاحيات وامكانيات للمساهمة في حماية البيئة.

* للتشريع البيئي بعد دولي، سواء لجهة مصادره الدولية كالمؤتمرات والاتفاقيات والمعاهدات الدولية (مؤتمر ستوكهولم ١٩٧٢ – مونتريال ١٩٨٧– ريو دي جانيرو ١٩٩٢ – كيوتو ١٩٩٧ – جوهانسبرغ ٢٠٠٢...) او المعاهدات الاقليمية، فالمقررات والاعلانات الصادرة عن مؤتمرات دولية التي تقرّ بحق الانسان في بيئة سليمة او تعترف بصفة المنفعة العامة لحماية البيئة عديدة وهي ملزمة للدول المنضمة اليها، وأبرزها وأقدمها إعلان ستوكهولم – ١٩٧٢: "للانسان حقَ اساسي بالحرية والمساواة وبظروف معيشة مُرضية في بيئة تخوله نوعيتها الحياة بكرامة ورفاهية؛ للانسان الحق العلني بحماية وتحسين البيئة من اجل الاجيال الحالية والمقبلة" (المبدأ الاول لإعلان ستوكهولم) وقد تم تأكيد هذا المبدأ في اعلان ريو دي جانيرو – ١٩٩٢.

أحد الأمثلة عنٍ البعد الدولي للتشريع البيئي: إقرار اللجنة الاقتصادية في الأمم المتحدة بغالبية ١٥٤ صوتا مقابل خمسة وامتناع ثلاث دول عن التصويت، مشروع قرار ينص على إنشاء صندوق تبرعات ائتماني، ويدعو دول العالم الى تقديم المعونات المالية اللازمة لمعالجة اضرار البقعة النفطية على الشواطئ اللبنانية والتي تسببت بها اسرائيل خلال حربها عام ٢٠٠٦، وتطلب الى حكومة اسرائيل أن تتحمل مسؤولية تعويض حكومة لبنان وحكومات البلدان الأخرى التي تضررت مباشرة منٍ بقعة النفط، كحكومة الجمهورية العربية السورية التي تلوثت شواطئها تلوثاً جزئياً، تعويضاً فورياً وكافياً عن تكاليف اصلاح الضرر البيئي الناجم عن التدمير، بما في ذلك إعادة البيئة البحرية الى سابق حالها، وذلك استنادًا الى إعلان ريو في شأن البيئة والتنمية لعام ١٩٩٢، وبخاصة المبدأ ١٦ منه المنصوص فيه بأن يتحمل

الملوث، من حيث المبدأ، تكلفة التلوّث، والى الفصل ١٧ من جدول أعمال القرن ٢١ (Agenda 21).

تنصّ المادة الثالثة من قانون البيئة رقم ٢٠٠٢/٤٤٤ أنه "لكل انسان الحق ببيئة سليمة ومستقرة"، وانه "من واجب كل مواطن السهر على حماية البيئة وتأمين حاجات الاجيال الحالية من دون المساس بحقوق الاجيال المقبلة"، وكان قانون المحافظة على البيئة ضد التلوث رقم ١٩٨٨/٦٤ قد أكد "ان المحافظة على سلامة البيئة من التلوّث هي موجب ملقى على عاتق كل شخص طبيعي او معنوي"، وفي هذين النصّين إعتماد لمبادئ إعلاني ستوكهولم ١٩٧٢ وريو دي جانيرو ١٩٩٢. لكن مجرد الإشارة الى الحق ببيئة سليمة، وعدم المساس بحقوق الاجيال المقبلة، وموجب المحافظة على سلامة البيئة تبقي هذا الاعتراف مبهمًا وملتبسًا، ولا تصبح الحقوق والواجبات المعلنة مصدرًا لموجبات قانونية يؤدي التنكر لها الى عقوبة ما، إذ لم تكن هذه الحقوق والواجبات معيّنة ومحددة بدقة بموجب نصوص واضحة وملزمة.

من الملاحظ انه منذ بداية ثمانينات القرن العشرين ظهرت في معظم الدول الحاجة الى تضمين مقدمات دساتيرها إشارة الى حق الانسان في بيئة سليمة، الا أن الدستور اللبناني، رغم تعديله عام ١٩٩٠، لم يتضمن هكذا إشارة، فضلاً عن تأخر صدور قانون البيئة لغاية العام ٢٠٠٢. من الأمثلة الحديثة على هذا الوضع، إدخال فرنسا "شرعة البيئة" ضمن دستورها بموجب تعديل دستوري بتاريخ أول آذار ٢٠٠٥ نص على أن "لكل فرد الحق بالحياة في بيئة متوازنة تحترم الصحة، وعلى كل فرد واجب المشاركة في الحفاظ على البيئة وتحسينها، والحؤول، ضمن الشروط المحددة قانونا، دون حدوث الأضرار التي يمكن ان تلحق بها او على الأقل الحد من آثارها، والمشاركة في تصليح الأضرار اللاحقة بالبيئة". كما ينص التعديل الدستوري الفرنسي على تطبيق مبدأ الاحتراس والحصول على المعلومات المتعلقة بالبيئة، وعلى اعتماد سياسة بيئية ترتكز الى التوازن بين التطوّر الاقتصادي والتقدم الاجتماعي، والتربية البيئية والبحث العلمي.

على صعيد آخر أطلقت فرنسا ما عرف بإسم Le Grenelle Environnement وهو كناية عن ندوات وحلقات حوار ونقاش سياسيٍ واقتصادي حول القرارات التي يتعين اعتمادها في موضوع البيئة والتنمية المستدامة وصولاً الى إصدار التشريعات اللازمة. ضمت هذه الحلقات ممثلين عن الدولة والادارات المحلية والمنظمات غير الحكومية وأرباب العمل والأجراء، وتوزعت الحلقات على ست مجموعات عمل:

١- مواجهة التبدلات المناخية والسيطرة على ازدياد استهلاك الطاقة،

٢- الحفاظ على التنوع البيولوجي والموارد الطبيعية،

٣- التأسيس لمحيط بيئي يراعي الضرورات الصحية،

٤- اعتماد اساليب الانتاج والاستهلاك المستدامة،

٥- بناء ديموقراطية إكولوجية،

٦- تشجيع أساليب التنمية المراعية للبيئة والملائمة لسوق العمل والتنافسية.

تضمّن التقرير النهائي مجموعة التوصيات التوافقية (وقد واجه بعضها العديد من الانتقادات السياسية والاقتصادية والبيئية) وأسس سياسة تنمية مستدامة ذات هدف ثلاثي: مواجهة التبدلات المناخية، الحفاظ على التنوع البيولوجي وخفض التلوث، وشكّلت هذه التوصيات الأسباب الموجبة للقانون البرنامج رقم ٢٠٠٩/٩٦٧ الصادر في ٣ آب ٢٠٠٩ المعروف بإسم Grenelle1 والذي تضمن تشريعات في مواضيع الطاقة، البناء والتنظيم المدني، النقل، الصحة ومعالجة النفايات، الزراعة والكائنات المعدلة جينيًا، التربية والتوجيه والحكمية الصالحة،

الوسائل المالية لسياسات حماية البيئة. حاليا تناقش الجمعية الوطنية الفرنسية مشروع القانون Grenelle 2 الذي يتضمن تفصيل أصول تطبيق القانون الأول والتزامًا وطنيًا بالبيئة.

تبرز الحاجة الى ربط التشريع البيئي بالمبادئ القانونية العامة وبمبادئ التشريعات البيئية الدولية في سعي نحو اعتماد مبادئ وأطر إساسية للبيئة تشكّل ركائز أساسية للقانون البيئي، وقد أشار اليها قانون البيئة اللبناني في المادة الرابعة، إضافة الى ان إقرار قانون للبيئة واعلانه يفترض ان يترافق مع قواعد واصول وآلية تنفيذ ومراسيم تطبيقية تتيح للاشخاص المعنويين والطبيعيين تطبيق هذه التشريعات والتقيد بها ومنع مخالفتها ومعاقبة المخالفين.

سبق صدور قانون البيئة اللبناني العام ٢٠٠٢ إعتماد عدد من النصوص القانونية او التنظيمية المتفرقة لها طابع بيئي تتعلق بالمؤسسات المصنّفة، والنظافة العامة، والمحروقات، والمقالع، والمحميات، والمدعين العامين البيئيين، واستيراد بعض المواد المضرة بالبيئة، وحماية البيئة (قانون رقم ١٩٨٨/٦٤) وإبرام اتفاقيات دولية، وتنظيم استيراد النفايات، وتحديث الشروط البيئية للمصانع... فضلاً عن صدور تنظيم لوزارة البيئة، الا ان صدور قانون البيئة يكرّس إعتماد صفة المنفعة العامة لحماية البيئة مع ما يستتبع ذلك سواء لجهة إقرار مبدأ مراقبة شرعية الاعمال الادارية والمشاريع الخاصة وأخذ حماية البيئة بالاعتبار في المشاريع المنفذة، أم لجهة إمكانية إنشاء مرفق عام بيئي متخصص، إضافة الى ظهور مفهوم "النظام العام الإكولوجي"، لكن عدم صدور المراسيم التطبيقية لقانون البيئة يحول دون وضعه قيد التنفيذ وتطبيق مبادئه وأحكامه.

من ميزات قانون البيئة اللبناني ان المشترع لم يعمد الى جمع النصوص التي تتعلق بالبيئة في نص موحّد، كما لم يُدخل النصوص البيئية في متن القوانين السابقة، وإنما اصدر تشريعًا بيئيًا متكاملاً معلنًا مبادئ القانون البيئي العامة ومعتمدًا الأسس القانونية لآلية عمل هادفة لحماية البيئة، على ان تقترن هذه الاحكام القانونية بنصوص تفصيلية لاحقة.

الفقرة الثالثة: مبادئ القانون البيئي العامة

البند الأول: مفهوم المبادىء العامة ودورها

لمبادئ القانون البيئي العامة مصدران: التشريع (دستور او قانون) الذي ينص على المبدأ العام، أو القرار القضائي الذي يعلن المبدأ العام.

يتم التمييز تقليديًا بين خمس فئات من المبادئ العامة في ميدان البيئة:

١- المبادئ العامة التي تتضمن إعلانًا للتشريعات المتعلقة بالبيئة.

٢- المبادئ العامة التي تتضمن الحقوق البيئية: حق الإنسان ببيئة سليمة، والحق بالإطلاع على المعلومات في ميدان البيئة...

٣- المبادئ العامة التي تتضمن الواجبات البيئية: واجب الحفاظ على البيئة وحمايتها، وواجب إصلاح التعديات على البيئة والتعويض عن الأضرار اللاحقة بها...

٤- المبادئ العامة التي تتضمن المفاهيم المجردة: مبدأ التنمية المستدامة، الحفاظ على حقوق الأجيال المقبلة، التراث المشترك للإنسانية...

٥- المبادئ العامة التي تعلن معايير ونماذج تلخّص تصرفات ومواقف معتمدة ومقبولة من المجتمع: "عناية الأب الصالح"، "الكلفة الإقتصادية المقبولة"، "الوضع الحالي للمعلومات العلمية"، "إستعمال أفضل الوسائل التقنية المتوافرة"...

يميّز الفقه أيضًا بين نوعين من المبادئ العامة:

١- المبادئ العامة التشريعية التي تعلن مبادئ قانونية يتم تطبيقها في أوضاع تسبق حصول الضرر البيئي او تهدف لمنع حصوله او للتعويض عنه، ولها نتائج قانونية: مبدأ الإحتراس، ومبدأ العمل الوقائي، وواجب حماية البيئة والتعويض عن الضرر اللاحق بها.

٢- المبادئ العامة الإدارية التي تعلن مبادئ ذات طابع إقتصادي او مالي: "إدخال كلفة استعمال البيئة في كلفة الإنتاج" و" مبدأ الملوث يدفع" الذي يرتكز على نظام رسوم بيئية مسبقة وهو يختلف عن نظام المسؤولية والتعويضات اللاحقة.

للمبادئ القانونية العامة دوران أساسيان:

١- دور سياسي يتمثل بأثر إعلاني ومظهر احتفالي لنشر قاعدة بيئية، وإبداء الإهتمام بالقيم التي تتضمنها هذه القاعدة وإرساء مبادئ تطوّر او إصلاح قانوني في نطاق معين، بحيث يعبّر المبدأ العام عن نضوج قانون البيئة واجتيازه مرحلة نمو معينة، قبل الدخول في التفاصيل التقنية والعملية التي تميز التشريع البيئي.

٢- دور قانوني يبرز جليًا في غياب القاعدة القانونية الملزمة، حيث يرتكز القضاء العدلي والإداري على السواء على المبادئ العامة لإعطاء مفهومي الحق والموجب البيئي مفعولاً حقيقيًا بانتظار صدور النص الواضح والملزم.

البند الثاني: المبادئ القانونية العامة

أولاً: مبدأ "الملوّث يدفع" Le principe du "pollueur-payeur"

هو أحد ابرز المبادئ التي ترعى سياسة حماية البيئة وهو مبدأ له طابع إقتصادي أكثر منه قانوني، تعرّفه الفقرة (ج) من المادة الرابعة من قانون البيئة على انه "يقضي بأن يتحمل الملوّث تكاليف التدابير الوقائية ومكافحة التلوث او تقليصه". وقد تم تكريس هذا المبدأ في إعلان ريو دي جانيرو (المبدأ ١٦). يفترض هذا المبدأ أن ثمن السلع والخدمات في السوق يجب ان يعكس كلفة الموارد المستخدمة، بما فيها الموارد البيئية، اذ يعتبر خبراء الاقتصاد ان السعي للكسب هو أحد أبرز الأسباب المؤدية الى إتلاف البيئة، فالملوّث يلوّث لأن في ذلك مصلحة إقتصادية له، ووسائل الإنتاج الأقل كلفة هي الوسائل الاكثر إضرارًا بالبيئة، وبالتالي فإن مجانية إستخدام الموارد البيئية هي السبب الأول للتلوّث.

مبدأ "الملوّث يدفع" يهدف الى تحميل هذا الملوّث الكلفة الاجتماعية للتلوث الذي ينتجه، الا ان مجرد إعلان هذا المبدأ لا يكفي لتطبيقه، حيث ان المعطيات الاقتصادية والقانونية تختلف باختلاف الدول ووضعها الخاص، ذلك انه في حال عدم اعتماد نظام بيئي متوازن وحق بيئي معلن ومطبّق، يُطرح السؤال حول مدى إمكانية إدخال الكلفة الاقتصادية والاجتماعية للإنتاج في سعر الإنتاج طالما ان الموارد البيئية لا تزال مجانية، كما لا يزال مجانيًا إستخدام هذه الموارد وحتى التعسّف في استخدامها وإتلافها، فعندما لا يعتدّ للبيئة بقيمة اقتصادية وتبقى موردًا عامًا غير مملوك من أحد لا يحظى بحماية او بادارة جدّية، لا يمكن لأية آلية اقتصادية تحديد الكلفة البيئية للانتاج.

للدول غير الصناعية، وهي بمجملها دول مستوردة، إهتمامات مختلفة عن الدول الصناعية المصدّرة لانتاجها، فالأخيرة تسعى لتأمين أسواق إضافية لتصدير الانتاج وهي تدعم الصناعيين الملوّثين لمساعدتهم في تمويل توظيفات لمكافحة التلوث كي يكون إنتاجها أكثر منافسة مع اعتبار الكلفة البيئية لهذا الانتاج، في حين أن هذه الاعتبارات الاقتصادية غير موجودة لدى الدول المستورِدة، لا بل ما يحصل هو عكس ذلك: السعي نحو إنتاج باقل كلفة

دون اعتبار لكلفة استخدام الموارد البيئية، وهي(أي الكلفة) غير موجودة أساسًا او على الاقل دون قيمة إقتصادية.

أما من ناحية تطبيق مبدأ "الملوث يدفع"، فيمكن للادارة أن تعتمد وسائل تنفيذية متعددة قد تكون ناجعة إذا ما طبّقت مجتمعة:

أ – الضريبية البيئية، وهي رسم او أتاوة يفرض على الملوّث بصورة مباشرة ويستخدم عادة لحماية البيئة او ترميم الأضرار اللاحقة بها.

ب – التنظيمات البيئية، وهي قواعد قانونية وتنظيمية تفرض على الملوّث إعتماد تقنيات للحد من التلوث، وقد تكون قواعد تطبّق على وسائل الانتاج او تحد من الانبعاثات او تفرض شروطًا نوعية في محيط موقع الانتاج (ضجيج – حماية المياه...).

ج– آليات التعويض المالي، وهي مستوحاة من آليات التعويض عن الضرر في ميدان المسؤولية، مع الاشارة الى ان التعويض المالي لا يعيد الوضع البيئي إلى ما كان عليه، فالضرر البيئي غير قابل للتصحيح، علمًا بان التعويض يمكن ان يغطى من قبل شركات الضمان، وهو أمر غير مطبّق في لبنان لأسباب العائدة الى مجانية او قلة كلفة إستخدام الموارد البيئية، ولتنظيمات مختلفة متعلقة بشركات الضمان.

إلا أنه إذا كان مجمل المنهج مغلوطًا، او اذا فقد هذا النظام أحد عناصره، فان مبدأ "الملوّث يدفع" يفقد فعاليته ويصبح مجرد إعلان عقيم دون مضمون، وما هو أكثر خطورة، قد يصبح هذا المبدأ تشريعًا للتلوّث الحاصل عن طريق الاعتراف بحق التلويث لمن يدفع مبلغًا زهيدًا.

ثانيًا: مبدأ الإحتراس Le principe de précaution

هو المبدأ رقم ١٥ في إعلان ريو دي جانيرو، وقد عرّفته المادة الرابعة من قانون البيئة اللبناني على أنه "يقضي باعتماد تدابير فعّالة ومناسبة بالاستناد الى المعلومات العلمية وأفضل التقنيات النظيفة المتاحة الهادفة الى الوقاية من أي تهديد بضرر محتمل وغير قابل للتصحيح يلحق بالبيئة".

اما المبدأ رقم ١٥ من اعلان ريو فقد ألزم الدول بأن تطبّق، ضمن امكانياتها، التدابير الاحتراسية على أوسع وجه لحماية البيئة، وعند احتمال وجود تهديد بخطر بالغ غير قابل للتصحيح قد يلحق بالبيئة، لا يجوز ان يكون إنتفاء اليقين العلمي المطلق سببًا لعدم إتخاذ التدابير الوقائية الهادفة لحماية البيئة. وقد إعتمدت عدة إتفاقيات دولية هذا المبدأ، لا سيما إتفاقية التنوع البيولوجي وإتفاقية التبدل المناخي.

في مواجهة عدم قابلية تصحيح بعض الاضرار الجسيمة التي تلحق بالبيئة وانتفاء اليقين العلمي او عدم اكتمال المعلومات في بعض القضايا الشائكة كطبقة الأوزون والمحطات النووية والنفايات الصناعية او المشعّة والكائنات المعدّلة جينياً O.G.M. والحفاظ على التنوع البيولوجي... يُفضّل اتخاذ التدابير الوقائية الإحتراسية على عدم القيام باي تدبير، وفي ذلك حماية لحق الأجيال المقبلة ببيئة سليمة.

يطرح تطبيق مبدأ الاحتراس مسألة ضرورة المقارنة بين خطر الضرر المحتمل وبين الكلفة الاقتصادية للتدابير المقترحة من جهة، وفعالية هذه التدابير للحؤول دون حصول الضرر من جهة ثانية. فلكي تكون التدابير الاحتراسية مبرّرة يجب الا تتجاوز كلفة هذه التدابير الاكلاف المحتملةَ للضرر البيئي، من هنا تضارب آراء العلماء والاقتصاديين بين من يعتبر ان مبدأ الاحتراس يؤدي الى شل حركة الابحاث العلمية، ومن يعتبر، بالعكس، ان مبدأ الاحتراس يشكل حافزًا إضافيًا مشجعًا للبحث العلمي. الا ان إعلان المبدأ بحد ذاته غير كافٍ لتطبيقه، فهو بحاجة لمنهجية يتم اعتمادها تتناول نطاق تطبيق المبدأ وشروط تطبيقه.

تطبيق مبدأ الاحتراس يجب ان يكون منوطًا بشكل حصري بالسلطات العامة اي الدولة والسلطات المحلية حسب اختصاص كل منها، دون الإفراد والمؤسسات الخاصة او الصناعيين او العلماء الذين لا صلاحية لهم لاتخاذ اي تدبير تطبيقا لمبدأ الاحتراس للحد من حرية التجارة او الصناعة ؛ الا ان التدابير المتخذة من قبل السلطات العامة تطبيقا لهذا المبدأ تلزم المؤسسات الخاصة والافراد، كما ان حصر صلاحية اتخاذ هذه التدابير بالسلطات العامة يؤدي الى إمكانية إعلان مسؤولية هذه السلطات عن اتخاذ او عن الامتناع عن اتخاذ هذه التدابير، ويعطي المتضرر حق طلب التعويض عن الضرر اللاحق به، كما يطرح السؤال عن مدى امكانية إعلان المسؤولية المدنية او الجزائية لمتخذ التدابير او الممتنع عن اتخاذها.

أما نطاق تطبيق مبدأ الاحتراس، فهو لا يقتصر فقط على حماية البيئة، وانما يشمل أيضًا حماية الصحة العامة وحماية المستهلك وحماية الأمن الغذائي.

فيما يتعلق بشروط تطبيق مبدأ الاحتراس، من المفيد العودة الى إعلان الاتحاد الاوروبي بهذا المجال وهو يفرض مفهوم تحليل المخاطر ويعرّفه ويحدد مراحله كالتالي: إجراء منسّق يشمل التقييم العلمي للمخاطر ولاحتمالات تحققها ضمن ظروف معينة (تقييم المخاطر)، وتقدير مجمل التدابير المؤدية الى مستوى حماية ملائمة (إدارة المخاطر) وتبادل المعلومات مع المراجع المعنية من سلطات عامة ومستهلكين وعلماء ومراقبين ومنتجين... لشرح الاسباب وتبرير تدابير إدارة المخاطر المقترحة، على ان تكون مرحلة تحليل المخاطر من الناحية العلمية منفصلة عن مرحلة ادارة المخاطر من الناحية السياسية، وان يتم التمييز بينهما، فالخبرة العلمية ضرورية وواجبة ليكون القرار السياسي مراعيًا للمعطيات العلمية المتوافرة، ومرتكزًا الى أحدث نتائج الابحاث العلمية الدولية.

يهدف تقييم المخاطر الى التحقق من احتمالية حدوث نتائج سلبية لعمل ما او لاستخدام منتَج ما، وقد ارتبط هذا التقييم بمفهوم "الضرر المحتمل" الذي يبرر التدبير المعتمد تطبيقا لمبدأ الاحتراس، وذلك بالاستناد الى خبرة علمية او على الاقل الى فرضية علمية معقولة والى حجة منطقية تدعو للشك جديًا بوجود الخطر، دون ان يكون مجرد "الخطر الوهمي" مبررًا لاتخاذ هذه التدابير، فالخطر الذي يمكن أخذه بالاعتبار هو الخطر الذي يمكنه ان يهدد بضرر جسيم وغير قابل للتصحيح.

تظهر صعوبة تطبيق مبدأ الاحتراس بصورة جلية في اطار معلومات علمية غير ثابتة، لا بل قابلة للجدل، حيث يصعب او حتى يستحيل في بعض الاحيان التقييم العلمي الكامل للمخاطر بالنظر لعدم توافر المعطيات العلمية او عدم كفايتها، مما يطرح على السلطات العامة مسألة اتخاذ التدابير او العزوف عنها، اذ يبقى الخيار بمواجهة وضع مستجد قرارًا سياسيًا مرتبطًا بمستوى الخطر "المقبول" في المجتمع ويعود للسلطات ان تحدد مستوى الحماية الذي تعتبره ملائمًا للمجتمع، وبالاستناد الى هذه التحديد تقرر السلطات مستوى الخطر غير المقبول والذي، في حال تخطيه، يوجب اعتماد تدابير الحماية الفعالة بالرغم من الشك العلمي. أما في حال عدم توفر او عدم كفاية الدليل العلمي، اوعندما يكون التقييم العلمي غير ثابت او موضوع جدل، فان مبدأ الاحتراس يستتبع سلوكا ايجابيًا مزدوجًا بمعنى اتخاذ التدابير وليس الامتناع عن ذلك، وفي الوقت ذاته البحث عن متابعة البحث العلمي لرفع الشك والريبة، وعلى السلطات ان تسعى الى اعتماد أساليب تقييم المخاطر والتدابير المؤقتة المتناسبة لتحاشي حصول الضرر.

أما المبادئ العامة لادارة المخاطر والتي تخضع لها التدابير المعتمدة تطبيقًا لمبدأ الاحتراس فهي:

- إعتماد تدابير متناسبة مع مستوى الحماية المطلوبة.

– إعتماد تدابير غير تمييزية وموازية للتدابير المعتمدة سابقًا في حالات مشابهة.

– إعتماد تدابير تأخذ بالاعتبار الفائدة والاعباء الناتجة عن اعتماد التدبير او العزوف عنه في إطار تحليل متوازن لمردودية مقبولة اقتصاديًا.

– إعتماد تدابير تأخذ بالاعتبار التطور العلمي، وهي تدابير مؤقتة تستمر سارية المفعول طالما ان الخطر يعتبر مرتفعًا بشكل لا يجوز القبول بان يتحمله المجتمع.

هذه المعايير الاوروبية صالحة لان تعتمد من قبل المشترع اللبناني عند تحديد منهجية تطبيق المبادئ العامة لحماية البيئة لا سيما مبدأ الاحتراس، وفي القرارات القضائية الصادرة تطبيقا لهذا المبدأ.

La fonction essentielle du juge est de statuer sur l'existant, et non sur l'incertain, faute de quoi sa décision risque d'être arbitraire. Or, lorsqu'on le saisit sur le point de savoir si une mesure prévue ne peut être prise parce que celle-ci comporte des risques sérieux pour l'environnement, on lui demande le contraire. Le deuxième aspect de ce paradoxe réside en ce qu'on lui demande non seulement de statuer sur un risque, par principe inconnu, mais encore de juger selon une procédure d'urgence, alors que dans ce cadre, il a le devoir de statuer sur la simple évidence.

Toute la difficulté provient de l'absence de certitude scientifique à l'égard de la simple possibilité de création d'un risque. Comment le juge des référés pourrait-il trancher et suspendre une activité sans expertise au nom du principe de précaution? C'est un pas que vient de franchir le Président du TGI d'Anvers (2 février 1999).

Saisi d'une action fondée sur un texte permettant aux habitants d'une commune d'exercer l'action collective en cas d'inactivité de l'administration communale en vue de protéger les intérêts collectifs que cette dernière néglige, le juge a considéré que s'il n'y avait aucune certitude absolue qu'un incinérateur n'engendrerait aucun risque pour la santé des habitants, le principe de précaution devait être appliqué "quand en de pareilles circonstances le dommage peut être prévenu en décidant de ne pas commencer des activités engendrant des risques". Il a estimé qu'aucun compromis ne peut être conclu "parce qu'il en va précisément de l'avenir de la population et de la qualité de la vie", problème qui intéresse tout le monde et ne peut laisser personne indifférent.

Christian HUGLO – La Lettre Juris-Classeur de l'Environnement – Juillet 1999

ثالثًا: مبدأ العمل الوقائي Le principe de prévention

نصت الفقرة (ب) من المادة الرابعة من قانون البيئة رقم ٢٠٠٢/٤٤٤ انه على كل شخص طبيعي او معنوي ان يلتزم، في اطار حماية البيئة وإدارة الموارد الطبيعية، بالعمل الوقائي لكل الاضرار التي تصيب البيئة من خلال استعمال أفضل التقنيات المتوافرة.

ان العمل الوقائي يفترض منع حصول ضرر بالبيئة عن طريق وسائل وقائية مناسبة قبل اعداد مخطط ما او تنفيذ مشروع ما، فالعمل الوقائي هو عمل مسبق يُفضّل على التدبير اللاحق الهادف الى تصحيح الضرر او التعويض عنه بعد حصوله، دون ان يمنع استخدام احدى الوسيلتين اللجوء الى الوسيلة الاخرى لانه لا يمكن استباق كافة المخاطر.

للعمل الوقائي وسائل متعددة يمكن تصنيفها ضمن ثلاثة أبواب: التقنين (أ)، نظام الترخيص (ب)، وتقييم الأثر البيئي (ج):

أ – التقنين:

هو مجموعة التدابير المعتمدة للحؤول دون حصول الضرر، وهي تشمل، من جهة، النصوص القانونية والتنظيمية، ومن جهة ثانية، منع او تحديد القيام باعمال معينة.

١– **القواعد التنظيمية:** يمكن تمييز أربعة انواع من القواعد:

١١– **قواعد ومعايير النوعية:** تهدف الى اعتماد حد أقصى مسموح به للتلوّث في قطاع بيئي محدد: ككمية الرصاص او الزئبق او مستوى الضجيج، وقد تختلف هذه القواعد باختلاف استخدامات الموارد البيئية.

١٢– **قواعد ومعايير الانبعاثات:** تحدد كمية تِركيز الملوّثات المنبعثة من مصدر محدد، ويمكن تعديل هذه الكميات زيادة او تخفيضًا وفقًا لتبدل المعطيات الطبيعية او المحيط المباشر او عدد الملوّثات.

معايير الانبعاثات تنشئ موجب تحقيق نتيجة obligation de résultat وتترك للملوّث حرية اختيار الوسائل المؤدية الى تقيّده بالقواعد الالزامية. بصورة إجمالية يتم تنظيم المصادر الثابتة للتلوّث (كالمصانع والسكن) بموجب قواعد الانبعاثات، اما مصادر التلوّث غير الثابتة فهي تخضع عادة لقواعد الانتاج.

١٣– **معايير الأسلوب او الوسيلة:** تلزم هذه المعايير الملوّث باعتماد وسائل محددة لتخفيض التلوث: نظام تصفية او تنقية او اعتماد نظام مراقبة مستمرة او خطة طوارئ في حال حدوث حادث بيئي.

١٤– **معايير او قواعد الانتاج:** يمكن ان تحدد وتفرض التكوين الكيميائي او الطبيعي لبعض المواد كالادوية والمنظفات، او تعليب او نقل او عرض بعض المواد لا سيما السامة منها، أو كمية التلوّث المسموح من جراء استخدام انتاج معيّن او منع وجود صنف محدد في مُنتج ما، على ان يتم تعديل هذه المعايير واعتماد أفضل التقنيات المتوافرة بهدف تخفيض التلوّث.

٢– **نظام المنع او التحديد:**

اذا شكّل مشروع او إنتاج او وسيلة ما خطرًا على البيئة، يمكن اعتماد تدابير غير القواعد والمعايير، فعندما يرتفع مستوى الخطورة يمكن منع او تقييد استخدام المُنتج او الوسيلة الانتاجية، ويتم التقييد اجمالاً بادخال الوسائل او المنتجات ضمن لائحة او جرد للمواد الخاضعة لترخيص مسبق للتقييد او المراقبة اوالمنع (استيراد، نقل، انتاج، تصدير او توزيع) او لشروط استخدام واستثمار محددة ؛ كما يجوز إعتماد تصنيف المواقع كوسيلة مراقبة وحد من التلوّث عن طريق تحديد مناطق صناعية او مواقع مكرّسة لنشاط معين (مقالع او كسارات...) او مناطق يُمنع فيها اي عمل صناعي بهدف حمايتها بيئيًا (اراض رطبة او مراكز تجمّع الطيور او الغابات) وقد تكون وسائل الحِماية هذه دائمة او مؤقتة. كما يمكن ان تكون هذه الوسائل إيجابية اذا ما أشارت الى ان المنتَج يعتمد وسائل صديقة للبيئة عن طريق وضع رمز بذلك على هذا المنتَج éco label.

ب – نظام الترخيص المسبق

هو أحد أفضل وسائل الوقاية المسبقة ويتمثل باخضاع النشاط الملوِث الى ترخيص مسبق.

إعتمد لبنان نظام الترخيص المسبق في تنظيم المؤسسات المصنفة بموجب المرسوم الاشتراعي رقم ٢١/ل تاريخ ١٩٣٢/٧/٢٢ وملحقه الصادر بالمرسوم رقم ٤٩١٧ تاريخ ١٩٩٤/٣/٢٤ المعدل بالمرسوم رقم ٥٢٤٣ تاريخ ٢٠٠١/٤/٥، ويتضمن نظام الترخيص المسبق أصول الترخيص (او التصريح) والمراقبة والتفتيش والعقوبات، الا ان التنظيم اللبناني للمؤسسات المصنفة اصبح قديمًا ولم يعد يتلاءم مع التطورات الصناعية والمعطيات البيئية رغم تعديلاته، ورغم فصل الكسارات والمقالع (المرسوم رقم ٥٦١٦ تاريخ ١٩٩٤/٩/١٥، وقد تم تعديله لاحقاً) ومجمّعات المشتقات النفطية (المرسوم رقم ٥٥٠٩ تاريخ ١٩٩٤/٨/١١) عن النظام العام للمؤسسات المصنفة.

ج – تقييم الأثر البيئي

يستند هذا المبدأ الى القول المأثور المعروف: الوقاية خير من العلاج.

للتمكن من الوقاية يتعين معرفة نتائج المشروع المقترح بصورة مسبقة، ليس فقط من الناحية التقنية او الاقتصادية، وانما ايضًا من الناحية البيئية، وارتباط المشروع بمحيطه الانساني والاجتماعي ونتائجه المباشرة وغير المباشرة على الأفراد والمجتمع.

إعتُمد مبدأ دراسة تقييم الأثر البيئي أولاً في الولايات المتحدة الاميركية مع قانون البيئة للعام ١٩٧٠، وطبقته فرنسا مع قانون البيئة بتاريخ ١٩٧٦/٧/١٠ ومرسومه التطبيقي بتاريخ ١٩٧٧/١٠/١٢.

أشار المبدأ ١٧ من اعلان ريو دي جانيرو الى دراسة تقييم الاثر البيئي كوسيلة تعتمد في حال وجود نشاط يمكن ان يكون له تأثير سلبي مهم على البيئة. اما قانون البيئة اللبناني فقد أشار الى تقييم الاثر البيئي في مادته الثانية الفقرة (ج)، وعرفه بأنه عملية تحديد وتقدير وتقييم آثار مشروع وزيادة الاثار الايجابية على البيئة والموراد الطبيعية وذلك قبل اعطاء القرار بالموافقة على المشروع او رفضه. وينتج عن دراسة التقييم تقرير تقييم الاثر البيئي.

نصت الفقرة (ك) من المادة ٢ من قانون البيئة على ان تقييم الاثر البيئي هو احد المبادئ العامة لحماية البيئة وادارة الموارد الطبيعية ومكافحة التلوّث، وقد حددت المواد ٢١ و٢٢ و٢٣ من قانون البيئة (الباب الرابع) شروط وتفاصيل دراسة تقييم الاثر البيئي، على ان تحدد دقائق تطبيق هذا الباب بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزيري البيئة والمالية.

أما مفهوم المشروع الخاضع لتقييم اثره البيئي فهو يشمل على السواء:

– تنفيذ أشغال بناء او سواها من الانشاءات والذي قد يكون لها آثار هامة على البيئة.

– اية مداخلة في المحيط الطبيعي بما فيها تلك التي تتضمن اعمال استخراج المواد المعدنية، والتي قد يكون لها آثار هامة على البيئة نتيجة إنشائها، تشغيلها او استثمارها.

– تصاميم وأنظمة تنظيم المدن والقرى وتصاميم التصنيف ونظام الارتفاقات ومشاريع ضم الاراضي وفرزها، سواء كان صاحب المشروع طالب الترخيص شخصًا طبيعيًا او معنويًا من القطاع الخاص، او الادارة العامة التي تبادر بمشروع معين.

يميّز قانون البيئة اللبناني بين تقييم الأثر البيئي وبين الفحص البيئي المبدئي وهو، حسب تعريف الفقرة (ب) من المادة الثانية، دراسة أولية تهدف الى تحديد الآثار البيئية المحتملة لمشروع ما، بغية تحديد مدى ضرورة اجراء دراسة تقييم أثر بيئي للمشروع. ويعتبر قانون البيئة أن خطة الادارة البيئية هي جزء لا يتجزأ من تقرير تقييم الاثر البيئي وتقرير الفحص البيئي المبدئي؛ وتعرّفها الفقرة (د) من المادة الثانية، بأنها مجموعة التدابير ووسائل الرصد والمراقبة والاجراءات المؤسساتية المتخذة خلال انشاء او تشغيل او تفكيك المشروع، والتي

من شأنها الغاء الآثار السلبية او تخفيفها الى المستويات المقبولة وفق المعايير المحلية إن وجدت، والا وفقا لمعايير الأمم المتحدة.

يتقدم صاحب المشروع من المؤسسة ذات الصلاحية بطلب افادته عن تصنيف مشروعه مع المستندات الثبوتية المطلوبة من وزارة البيئة، وتقوم الادارة ذات الصلاحية، بعد تسجيل الطلب لديها، بإحالته الى وزارة البيئة. على وزارة البيئة، عند تسلمها طلب التصنيف لمشروع مقترح ان تتحقق من كون المشروع يستلزم دراسة تقييم اثر بيئي، او فحص بيئي مبدئي، او وقوعه في منطقة حساسة بيئيًا، او قد يكون له أثر هام على هكذا منطقة، وذلك وفق معايير تحدد بقرار من وزارة البيئة او بموجب مرسوم.

على وزارة البيئة ان تعلم الادارة ذات الصلاحية وصاحب المشروع بقرار التصنيف خلال مهلة محددة مع نتائج هذا التصنيف لجهة الدراسة المطلوبة، وتحدد وزارة البيئة تفاصيل المعلومات والمستندات العائدة لدراسة تقييم الاثر البيئي. تتناول المعلومات والدراسات والتحاليل المطلوبة بصورة عامة وبحدّها الأدنى – مع إمكانية توسيعها بالنسبة لمشاريع محددة ومؤسسات مصنفة – النقاط الخمس التالية:

١- تحليل الوضع الأساسي للموقع ومحيطه وبيئته، استنادًا الى جردة بيئية معتمدة.

٢- تحليل مفاعيل وآثار المشروع (تلوّث، ضرر، إزعاج، ضجيج، روائح، انبعاثات، مسيل، أنوار، ارتجاجات...) على البيئة بكافة عناصرها (تربة، هواء، مياه، نبات، حيوانات، مناخ، جوار، صحة عامة...).

٣- الأسباب التي تبرر أعتماد المشروع ومدى اندماجه بالبيئة.

٤- التدابير المقترحة من قبل صاحب المشروع من أجل إزالة او خفض الاضرار اللاحقة بالبيئة والتعويض عنها، وكلفة هذه التدابير.

٥- النمط والاسلوب العلمي المعتمد في دراسة الاثر البيئي والصعوبات التقنية والعلمية التي واجهت الدراسة، تسهيلاً لقراءة وفهم الدراسة.

يمكن أن تتم مراقبة دراسة الأثر البيئي على ثلاث مستويات:

١- من قبل المواطن عن طريق نشر الدراسة وإخضاعها لأصول مشابهة لتحقيق المحلات المصنفة.

٢- من قبل الادارة البلدية او المحافظة او الوزارة المختصة وفقا لما تحدده النصوص التطبيقية.

٣- من قبل القضاء الإداري بمعرض مراجعة قضائية تتعلق بمخالفة القوانين او الانظمة او الأصول المرعية الاجراء.

لا تشكل دراسة الأثر البيئي بحد ذاتها عملاً اداريًا او قرارًا اداريًا نافذًا، فهي ليست سوى أحد عناصر الاصول الادارية المفروضة للترخيص لمشروع ما، وبالتالي ليس لها أية آثار ونتائج قانونية باستثناء النوعية والجديّة في التعاطي مع البيئة من جهة، ومن جهة ثانية، تلزم صاحب المشروع طالب الترخيص تجاه الغير نتيجة أي ضرر مرتبط بالمشروع قد يلحق بالغير، كما تلزم كل من معدّ الدراسة تجاه صاحب المشروع، والادارة، في حال إلغاء الترخيص الصادر استنادًا الى الدراسة نتيجة مخالفة الدراسة للنصوص المرعية الاجراء.

رابعًا: مبدأ الحفاظ على التنوّع البيولوجي La diversité biologique

ينتج عن كافة النشاطات البشرية، بما فيها التشريعات البيئية، أثر ما على التنوع البيولوجي، وقد كان هذا الاثر سلبيًا خلال القرن الماضي مع تزايد عدد السكان وزيادة الاستثمار

الصناعي والتلوّث الحاصل بنتيجته، إذ يقدّر عدد الأجناس من الطيور والحيوانات المنقرضة خلال القرنين الماضيين بحوالي مئتي جنس، ويظهر الاثر السلبي على التنوع البيولوجي بصورة أوضح في بعض المناطق بنوع خاص. اما الاضرار اللاحقة بالتنوّع البيولوجي فأبرزها التلوّث على اختلاف أنواعه والحرائق والتآكل واضطراب مساكن الأجناس المختلفة، والزراعة من صنف واحد.... وقد أدرك المجتمع الدولي أهمية الموارد الطبيعية وضرورة الحفاظ عليها وعدم التخطي في استخدامها مستوى إعادة تجدّدها، وضرورة تحسين انتاج الاراضي، واعادة استعمال الموارد غير المستهلكة بنتيجة استخدامها، واستعمال الموارد المستهلكة نتيجة الاستخدام بما يتناسب مع كمية توافرها. وقد وضعت عدة اتفاقات اقليمية تهدف الى حماية التنوّع البيولوجي، كما أقرت الأمم المتحدة إتفاقيةً دولية للتنوّع البيولوجي في مؤتمر ريو دي جانيرو بتاريخ ١٩٩٢/٦/٥.

تعرّف المادة الثانية – فقرة (هـ) في قانون البيئة التنوع البيولوجي بأنه "تباين الكائنات العضوية الحيّة المستمدة من المصادر كافة، بما فيها النظم الإكولوجية البرية والبحرية، والاحياء المائية، والمركّبات الإكولوجية التي تعد جزءًا منها، وذلك يتضمن التنوّع البيولوجي داخل الانواع، وبين الانواع والنظم الإكولوجية.

أدت ضرورة حماية النظم الإكولوجية الى الدعوة لاعتماد خطة شاملة لحماية التنوّع البيولوجي. وقد إنضم لبنان الى إتفاقية الامم المتحدة للتنوّع البيولوجي التي أبرمها بموجب القانون رقم ٣٦٠ تاريخ ١٩٩٤/٨/١. أشارت هذه الاتفاقية الى إدراك المجتمع الدولي للقيمة الجوهرية للتنوّع البيولوجي ولأهمية التنوّع البيولوجي من أجل التطوّر لصيانة النظم الكفيلة باستمرار الحياة في المحيط الحيوي، وبأن صيانة التنوّع البيولوجي تشكّل اهتمامًا مشتركًا لجميع الشعوب، ومع التأكيد على ان للدول حقوقًا سيادية على مواردها البيولوجية، ومسؤولية عن صيانة التنوّع البيولوجي لديها، وعن استخدام مواردها البيولوجية، على نحو قابل للاستمرار.

تهدف إتفاقية الامم المتحدة للتنوّع البيولوجي الى السعي من اجل تحقيق صيانة التنوّع البيولوجي واستخدام عناصره على نحو قابل للاستمرار والتقاسم العادل والمنصف للمنافع الناشئة عن استخدام الموارد الجينية عن طريق اجراءات، منها الحصول على الموارد الجينية بطرق ملائمة ونقل التكنولوجيات الملائمة ذات الصلة، مع مراعاة كافة الحقوق في هذه الموارد والتكنولوجيات، وعن طريق التمويل المناسب.

نصت الاتفاقية على ان يقوم الاطراف المنضمون اليها، كل "حسب اوضاعه وقدراته، وقدر الإمكان، وحسب الاقتضاء" باتخاذ التدابير العامة لصيانة التنوع البيولوجي واستخدامه على نحو قابل للاستمرار ضمن استراتيجية معتمدة، وبتحديد عناصر التنوع البيولوجي ورصدها، وإنشاء نظام للمناطق المحمية وإدارتها، وإصلاح النظم الإكولوجية المتدهورة، ووضع المبادئ التوجيهية وإصدار التشريعات اللازمة لحماية الانواع والمجموعات والاصناف المهددة، واعتماد تدابير حافزة اقتصاديًا واجتماعيًا لتشجيع صيانة التنوّع البيولوجي، ووضع برنامج تعليمي وتدريبي وتثقيفي وبرامج للابحاث وتبادل المعلومات والتعاون التقني والعلمي بين الاطراف، واستخدام التكنولوجيا الحيوية.

ينظّم الفصل الثامن من قانون البيئة اللبناني موضوع إدارة الموارد الطبيعية والمحافظة على التنوّع البيولوجي في المواد ٤٧ و٤٨ و٤٩ منه؛ فاعتبرت المادة ٤٧ أنه من المصلحة العامة حماية الطبيعة والوقاية من التصحّر ومكافحته على الاجناس الحيوانية والنباتية ومساكنها وعلى التوازنات البيولوجية والانظمة البيئية وعلى التنوّع البيولوجي، في مواجهة كل أسباب التدهور والتلوّث ومخاطر الزوال.

اما اساس إدارة الموارد الطبيعية والحفاظ على التنوع البيولوجي فقد حددتـه المـادة ٤٨ كالتالي:

أ- وضع جردة بالاجناس الحيوانية والنباتية الموجودة، وخاصة تلـك المعرضـة لخطـر الزوال.

ب- إخضاع كل نشاط من شأنه المساس بالبيئة لاعلام وزارة البيئة المسبق.

ج- إقتراح خطط حماية مسكن الاجناس الحيوانية والنباتية وشروط حماية المواقع والمناظر الطبيعية.

د- إقتراح انشاء حدائق وطنية ومحميات طبيعية ومناطق محمية واقتراح شـروط حمايـة المواقع والمناظر الطبيعية.

هـ- وضع نظام مراقبة لولوج الموارد البيولوجية والحيوية الوراثية واسـتعمالاتها وفقًـا للاتفاقات والمعاهدات الدولية التي أبرمها او يبرمها لبنان، وذلك بالاتفاق مع الوزارات المعنية.

و- مشاركة المواطنين والمؤسسات العامة والخاصة في الحفاظ على التنـوع البيولـوجي والاستعمال المستدام للموارد الطبيعية.

المادة ٤٧ من قانون البيئة تعطي للطبيعة بـالمعنى الواسـع مكانـة موازيـة للحاجـات الاقتصادية، وفي حال التنازع بين المشاريع العمرانية او الصناعية وبين حماية موقع طبيعي، فان النزاع يكون حاصلاً بين مصلحتين عامتين متوازيتين.

أصدرت وزارتا البيئة والزراعة قرارات بهذا الشأن تناولت حماية مواقع طبيعية او تنظيم الصيد او حماية التراث الجيني لأرز لبنان أو تصدير الأعشاب الطبية، كما صدرت قـوانين بإنشاء محميات طبيعية في مناطق مختلفة من لبنان (جزر النخل، حرش إهدن، أرز الشوف، رأس العين- صور، بنتاعل، اليمونة، أرز تنورين، كرم شباط).

يمكن ان تتناول التشريعات المتعلقة بحماية التنوّع البيولوجي وصـيانته، حمايـة النبـات والحيوان عن طريق تنظيم الصيد البري والبحري ومنع صيد بعـض الاجنـاس والاتجـار بالاصناف المهددة بالانقراض وحماية الاجناس المهـاجرة والحـد مـن ادخـال الاصـناف الغريبة، كما تتناول حماية المسكن والنظم الاكولوجية عن طريـق حمايـة المواقـع العامـة ومجاري الانهر والغابات وانشاء المحميات وحماية تراث الانسانية الثقافي والطبيعي (اتفاقية منظمة الاونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي ١٩٧٢/١١/١٦) وحمايـة البحـر (إتفاقية الامم المتحدة لحماية البحر المتوسط - برشـلونا ١٩٧٦/٢/١٦) وكـذلك اسـتخدام التكنولوجيات الحيوية وتبادل فوائدها وتوفير المعلومات المتاحة عن انظمة الاستخدام الـسليم للكائنات المعدلة جينياً.

خامسًا: مبدأ تفادي تدهور الموارد الطبيعية

نصت الفقرة هـ من المادة الرابعة من قانون البيئة على ان مبدأ تفادي تـدهور المـوارد الطبيعية يقضي بأن تتفادى كل النشاطات التسبب بأي اضرار غير قابلة للتـصحيح للمـوارد الطبيعية كالماء والهواء والتربة والغابات والبحر والأنهر وغيرها.

يتماشى هذا المبدأ، دون ان يستعيده كاملاً، مع المبدأ العاشر لاعلان ريو دي جانيرو الذي نص على انه، للتوصل الى تطوّر مستدام والى نوعية معيشة مرتفعة لكل الـشعوب، علـى الدول ان تقلّص وتزيل وسائل الانتاج والاسـتهلاك غيـر المـستدامة وتعتمـد الـسياسات الديموغرافية الملائمة.

أشار المبدآن الخامس والثامن من اعلان ستوكهولم ١٩٧٢ بصورة ضمنية الى مبدأ تفادي تدهور الموارد الطبيعية الذي يعتبر انه يجب عدم تبذير الموارد الحية بشكل يـؤدي، علـى المدى المتوسط او البعيد، الى عدم تجدّدها، انما يجب تأمين دوام هـذه المـوارد، وبـصورة أشمل، يجب ان تحرص أية سياسة بيئية معتمدة على عدم إلحاق الضرر لا بالاجيال المقبلـة ولا بالموراد المشتركة من مياه وهواء وتربة وغابات وأجناس وتنوّع بيولوجي... فـالتطور المستدام يهدف الى تأمين احتياجات التطور للاجيال الحالية دون تعريض قـدرات الاجيـال اللاحقة على تأمين احتياجاتها.

تتنوع شروط تنفيذ هذا المبدأ، وقد أشار اعلان ريو دي جانيرو الى بعضها: مكافحة الفقر (المبدأ ٥)، تقليص وإزالة وسائل الانتاج والاستهلاك غير المستدامة (المبدأ ٨)، إدخال عنصر البيئة في كافة سياسات التطور العامة والخاصة (المبدأ ٤)، لكنه، بالرغم من أن قانون البيئـة اللبناني نص على مبادئ اعلان ريو دي جانيرو، فان اعتماد مبدأ التطور المستدام لـم يكـن واضحًا بما فيه الكفاية في إعلان مبدأ تفادي تدهور الموارد الطبيعية، وإن كانت المادة الثالثة من القانون قد أشارت الى تأمين حاجات الأجيال الحالية دون المساس بحقوق الأجيال اللاحقة.

سادسًا: مبدأ المشاركة ومبدأ التعاون
Le principe de participation et le principe de concertation

ان مبدأ مشاركة المواطن، الذي يقضي بحصوله على المعلومات، لا يقتصر على البيئـة، وإن كان لهذا المبدأ في ميدان حماية البيئة مفهومًا اضافيًا، وهو مساهمة المواطن في حمايـة البيئة والتبليغ عن أي خطر قد يهددها، وهذا ما أشارت اليه الفقـرة (و) والفـصل الثـاني- المادتان ١٨ و١٩ من قانون البيئة.

لمبدأ حق الحصول على المعلومات مفهوم آخر، هو الموجب الملقى علـى دول مجـاورة بصورة مسبقة قبل تنفيذ او ترخيص اشغال لها تأثير عبر الحدود (المبدأ ١٩ من اعلان ريـو دي جانيرو).

يعتبر المبدأ العاشر من اعلان ريو دي جانيرو أن أفضل سبيل لمعالجة قضايا البيئـة هـو تأمين مشاركة كل المواطنين المعنيين. على المستوى الوطني يجب أن يكون لكـل مـواطن الحق بالحصول على المعلومات البيئية الموجودة بحوذة السلطات العامة بما فيها المعلومـات المتعلقة بالمواد والنشاطات الخطرة للمجتمع، وأن يكون له امكانية المشاركة في سياق اتخـاذ القرارات. على الدول ان تسهّل وتشجّع تحسّس ومشاركة الجمهـور عـن طريـق وضـع المعلومات بتصرفه، وأن يكون له حق المداعاة عدليًا وإداريًا بما فيه حق طلـب العقوبـات والتعويض.

يقرّ مبدأ المشاركة بحق كل مواطن بالحصول على المعلومات المتعلقة بالبيئة وفقًا للقوانين والأنظمة المرعية الاجراء، على ان يوضع نظام لادارة المعلومات المتصلة بالبيئـة وطـرق حمايتها يطبّق باشراف وزارة البيئة، ولكل شخص طبيعيٍ أو معنوي معني بـالادارة البيئيـة والتنمية المستدامة حق ولوج نظام المعلومات البيئية وفقاً للنصوص المرعية، ولكل شـخص، دون تحديد صفته، الحق بالحصول على معلومات موضوعية تتعلق بوضع البيئـة باسـتثناء المعلومات المتعلقة بالأمن القومي وبالسرّية المهنية أو الصناعية، على أن يـتم تـوفير هـذه المعلومات ضمن شهر واحد، وعلى أن يكون قرار رفض إعطاء المعلومات المطلوبة معللاً.

إن الاعتراف التشريعي بحق المواطن في الحصول على معلومات يشكّل منحى جديدًا فـي التعامل بين الادارة والمواطن لجهة تمكين الأخير من الحصول على المعلومات حيث السرية لا تزال المبدأ سواء على مستوى السلطات العامة التـي يـستحيل معهـا الحـصول علـى

المعلومات، او على مستوى السلطات المحلية حيث سرية الجلسات تبقى المبدأ ولا يطلع المواطن على القرار إلا بعد جهد كبير، باستثناء حالة الاعلان عن إنشاء مؤسسة مصنفة عملاً باحكام المادة السابعة من المرسوم الاشتراعي رقم ٢١/ل تاريخ ١٩٣٢/٧/٢٢ التي تعلن افتتاح التحقيق بنشر إعلان من قبل رئيس البلدية، وتشكل إحالة الطلب والمستندات الى السلطات المحلية لإجراء التحقيق والاعلان دعوة للبلدية ولأهل الجوار لابداء ملاحظاتهم على إنشاء المؤسسة في المكان المعيّن؛ وبذلك يكون الاعتراف بحق المواطن بالحصول على المعلومات مماثلاً لحقوق الانسان السياسية والاجتماعية والاقتصادية، وهذا الحق يخضع لمراقبة القضاء بدليل أن الادارة ملزمةٍ بالاجابة ضمن مهلة شهر واحد، وأن قرار رفض اعطاء المعلومات يجب ان يكون معللاً، مما يتيح للقضاء مراقبة قرار الرفض، وبموجب أحكام قانون البيئة أصبح الاطلاع على المعلومات البيئية هو المبدأ وان كان استثناء المعلومات المتعلقة بالامن القومي وبالسرية المهنية أو الصناعية يحد من شمولية المبدأ، الذي ينتظر لتنفيذه بصورة صحيحة صدور المراسيم التطبيقية.

يطبق حق الحصول على المعلومات على المؤسسات العامة وعلى المؤسسات الخاصة على السواء، وهو يشمل المعلومات المحلية والدولية الناتجة عن تبادل المعلومات والانذارات انفاذاً للاتفاقيات والمعاهدات البيئية الدولية والاقليمية، وتتناول هذه المعلومات مقاييس ومعايير التلوث والانبعاثات، تقارير المراقبة الدورية للتلوث، تقارير المراقبين الصحيين المسبقة للترخيص لمؤسسة مصنفة او خلال تشغيلها، والتقارير الصادرة إثر كارثة بيئية او طبيعية او صناعية، شرط الحفاظ على السرية المهنية أو الصناعية او ما يتعلق بالامن القومي.

يكمّل مبدأ المشاركة مبدأ آخر هو مبدأ التعاون الذي أشارت اليه الفقرة (ز) من المادة الرابعة من قانون البيئة، وإعلان هذا المبدأ في القانون اللبناني ناتج عن مبادئ إعلان ستوكهولم ١٩٧٢ (٤ و١٩) والمبدأ رقم ١٠ من اعلان ريو دي جانيرو، وهو يقضي بان تتعاون السلطات العامة والمحلية والمواطن على حماية البيئة على كل المستويات. يرتبط مبدأ المشاركة بالميزات الخاصة لمشاكل البيئة وشموليتها وارتباطها بمشاكل أخرى، وطول مدتها وكونها غير قابلة للتصحيح. لا تقتصر مشاركة المواطنين على السهر على سلامة البيئة والمساهمة في حمايتها، وإنما تقضي بأن يتعاون المواطن مع السلطات العامة والمحلية على حماية البيئة على كافة المستويات إستنادًا الى إطلاعه على المعلومات المتوفرة.

مبدأ التعاون يشجّع ليس فقط الافراد، وانما بنوع خاص الجمعيات المهتمة بحماية البيئة على مساعدة السلطات العامة في إعتماد القرارات، بالرغم من الريبة والحذر من هذه الجمعيات خاصة من قبل السلطات المنتخبة التي تتهم الجمعيات بتأليب الرأي العام ضدها، وبالفعل فان بعض الجمعيات التي تعتمد حماية البيئة عنوانا لها يقتصر نشاطها على مصالح خاصة بالمنتسبين اليها، او بالحصول على مساعدات مالية محليّة أو الدولية. الا ان الجمعيات البيئية الجديّة تعمل للمنفعة العامة وتضم اصحاب إختصاص وتعنى حقيقة بالشأن البيئي والإنمائي ويتعيّن الإعتراف بها وإعتمادها كجمعيات مساهمة ومشاركة في حماية البيئة، ويمكن للمراسيم التطبيقية المنتظرة ان تحدد شروط إعتماد هكذا جمعيات وحصره بالجمعيات التي تهتم بالبيئة حسب أحكام نظامها، او تلك التي تتناول تنظيمًا مُدنيًا محليًا، او تلك التي تهدف الى حماية وتحسين أطر المعيشة، على ان يكون للجمعيات ذات الاهداف المشار اليها جديّة لناحية مدة وجودها (ثلاث سنوات حسب القانون الفرنسي) ولناحية تمثيلها وتقيّدها بقانون الجمعيات وقيامها بنشاط فعلي لحماية البيئة والطبيعة ونوعية المعيشة، وإظهارها جدية في العمل، على أن يخضع قرار إعتماد الجمعية أو رفضه لمراقبة القضاء.

من الناحية القانونية يسمح اعتماد الجمعية بأن تشارك هذه الجمعية في أعمال المؤسسات العامة المتعلقة بالبيئة، وهو امر غير محصور بالجمعيات المعترف بها، الا ان هذا الاعتراف يجيز للجمعية ان تكون فريقاً في الدعاوى الجزائية المتعلقة بالجرائم ضد البيئة.

يختلف دور الجمعيات باختلاف الأهداف التي أنشئت من اجلها، حيث يمكن أن تستفيد السلطات العامة من الجمعيات كأداة وسيطة لتعميم المعلومات والتوجيهات وتنفيذ حملات تدريب وتوعية، كما أن بعض المؤسسات الاستشارية الوطنية او المحلية يعطي الجمعيات دورًا استشاريًا كخبير في بعض المواضيع المتعلقة بحماية البيئة، وقد تتولى بعض الجمعيات المتخصصة إدارة مرفق عام بيئي كالمحميات الطبيعية، وللجمعيات البيئية دور أكيد في دراسة تقييم الاثر البيئي.

بالنظر لامكانية الجمعيات المتخصصة وخبرتها في تنظيم ملف متكامل حول مشكلة بيئية، ولكون القانون لا يجيز لها المشاركة الفعلية، تعمد بعض الجمعيات الى تقديم المراجعات والدعاوى العدلية او الادارية، علمًا بأن القانون لا يعطي الجمعيات صراحة الصفة والمصلحة للمقاضاة، في حين انه يُلزم كل شخص طبيعي او معنوي بان يساهم في حماية البيئة وأن يبلّغ عن اي خطر يهددها. (المادتان ١ و١٢ من القانون رقم ١٩٨٨/٦٤).

بالرغم من الطابع التقني الذي يميز التنظيم البيئي بهدف تقليص اومنع التلوث بواسطة قواعد قانونية، تميل الادارة الى إعتماد التدابير بعد التداول والتفاوض مع الملوثين، وهي وسيلة مقبولة، شرط الا تؤدي الى التسويف او الى استثناءات تعسفية، او ان تكون مفتقرة الى المراقبة الكافية، فالإدارة البيئة تعتبر أن التدابير المتخذة بعد التشاور يسهل تطبيقها وهي تؤدي الى إدخال وسائل الحماية ومنع التلوّث وإعتمادها تدريجيًا من قبل الصناعيين؛ وتقوم في بعض الاحيان باعتماد عقود وإتفاقات مع الصناعيين ناتجة عن تعهّدهم تطبيق التدابير المتفق عليها وباعتماد المحفزات الاقتصادية كأداة مراقبة وتنظيم لمكافحة التلوث.

سابعًا: مبدأ أهمية المعيار العرفي

أشارت الفقرة (ح) من المادة الرابعة من قانون البيئة الى أهمية المعيار العرفي في الوسط الريفي الذي يقضي بوجوب الأخذ بهذا العرف في حال انتفاء النص.

بالاضافة الى الدستور والقوانين والمعاهدات الدولية والمبادئ العامة للبيئة، يُعتبر العرف أحد أهم المصادر للتشريع البيئي، وقد ارتكز الاجتهاد في معرض دعاوى تتعلق بالبيئة الى خرق العرف لتبرير الحكم الصادر، معتبرًا أن هكذا خرق يشكّل ضررًا يمكن ان تسند اليه دعوى خاصة من قبل الطرف المتضرر، خلافاً للجرم الجزائي الذي يشكّل مخالفة ضد المجتمع تلاحقه الدولة.

يعرّف نظام محكمة العدل الدولية (المادة ٣٨ فقرة أ – ب) العرف بانه "إثبات عادة عامة مقبولة على انها القانون". إلا ان نشوء العرف يستلزم مدة طويلة وهو بالاجمال غير واضح المضمون، فضلاً عن صعوبة إثبات ديمومته وثباته وقبوله كقانون. من هنا أهمية تقنيين هذه الاعراف وإدخالها في صلب الاتفاقيات بحيث يصبح العرف نصًا مكتوبًا. لكنه في حال انتفاء النص، يقتضي الاخذ بالعرف، دون ان يقتصر هذا الامر على الوسط الريفي، اذ يُعتبر العرف أحد مصادر القانون الدولي. لكن نص الفقرة (ح) من المادة الرابعة حدد وجوب الاخذ بالمعيار العرفي في الوسط الريفي حيث للعادات الموروثة اهميتها وآثارها الاجتماعية والقانونية لا سيما في قطاع الزراعة والري واستعمال الاراضي ونظام المياه...

ثامنًا: مبادئ مراقبة التلوّث والمحفّزات الاقتصادية وتقييم الأثر البيئي

نصت الفقرات (ط) و(ي) و(ك) من المادة الرابعة من قانون البيئة على ما يلي:

ط- مبدأ مراقبة التلوّث الذي يهدف الى الوقاية من التلوث والتحكم به في الاوساط البيئية كافة من ماء وهواء وتربة ونبات ونفايات، بحيث لا تؤدي معالجة التلوث في الوسط البيئي الى إنتقال التلوّث الى وسط آخر او التأثير عليه.

ي- مبدأ الاعتماد على المحفّزات الاقتصادية كأداة مراقبة وتنظيم من أجل التخلص من كل مصادر التلوث و/أو التخفيف منها وتعزيز سياسة التنمية المستدامة.

ك- مبدأ تقييم الأثر البيئي كوسيلة للتخطيط والادارة من اجل مكافحة مصادر التلوّث وتدهور الموارد الطبيعية، أو تقليصها أو تصغير حجمها الى أدنى حد.

لا يمكن اعتبار هذه "المبادئ" بمثابة مبادئ عامةٍ للتشريع البيئي بالمفهوم المعتمدِ لهذه العبارة إذا ما قورنت بالمبادئ التي تم عرضها سابقًا، لكن مراقبة التلوّث وإعتماد المحفّزات الاقتصادية، وتقييم الأثر البيئي تشكّل وسائل أساسية وهامة في سياسات حماية البيئة والحد من التلوّث.

الفقرة الرابعة: تمويل حماية البيئة

نصت المادة الثامنة من قانون البيئة على إنشاء **صندوق وطني للبيئة** يتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلالين المالي والاداري ويخضع لرقابة ديوان المحاسبة المؤخرة ولوصاية وزير البيئة.

أناطت المادة التاسعة بالصندوق الوطني للبيئة المهام والصلاحيات التالية:

أ- المساهمة في تمويل إجراءات الرقابة والاشراف على تطبيق هذا القانون ونصوصه التطبيقية.

ب- التوصية بشروط منح القروض المشار اليها في هذه المادة.

ج- التوصية بمنح التدابير التحفيزية المشار اليها في المادة (٢٠) من هذا القانون.

د- دعم تطوير الأبحاث والتقدم التكنولوجي في أمور حماية البيئة.

هـ- دعم وتشجيع النشاطات ومشاريع التنمية المستدامة الهادفة الى حماية البيئة ومكافحة التصحّر وتراجع الغابات وتآكل التربة وحماية التنوّع البيولوجي.

و- دعم المبادرات والنشاطات التي تقوم بها الجمعيات والمنظمات غير الرسمية.

ز- المساهمة في النشاطات الوقائية التي لها أثر على البيئة عامة.

ح- منح قروض بشروط تحدد بمرسومٍ يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزيري البيئة والمالية، لكل من يتولى نشاطاً من شأنه ان يحسّن نوعية البيئة.

كما حددت المادة العاشرة- فقرة ١ واردات الصندوق الوطني للبيئة من:

أ- مساهمة مالية سنوية تلحظ في قوانين الموازنة العامة وتحدد وفقاً لحاجات الصندوق.

ب- الرسوم الخاصة بحماية البيئة التي تُفرض بموجب هذا القانون أو بموجب قوانين خاصة.

ج- الإعانات والمنح والهبات والوصايا التي تقدم للصندوق لا سيما من الهيئات الوطنية والأجنبية، الرسمية والخاصة بهدف حماية البيئة وتنميتها.

د- الغرامات والتعويضات التي يُحكم بها أو يتفق عليها بشأن الأضرار التي تصيب البيئة تطبيقاً لأحكام هذا القانون والمصالحات التي تجري بشأنها.

هـ- ريع وعائدات وفوائد أموال الصندوق.

وتنص المادة ١١ على أن يتم تحديد وتعديل كيفية تنظيم الصندوق الوطني للبيئة وأصول قيامه بمهامه بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزيري البيئة والمالية.

أما **التدابير التحفيزية** فقد أشارت اليها المادة ٢٠ من قانون البيئة التي تنص على أن كل من يستعمل تجهيزات وتكنولوجيات تسمح بتفادي او بتقليص او بالقضاء على كل اشكال التلوّث كما وبمعالجة النفايات وإعادة تصنيعها واستعمالها، يستفيد من تخفيضات على الرسوم الجمركية المتوجّبة على هذه التجهيزات والتكنولوجيات، بنسبة ٥٠% (خمسين بالمئة) كحد اقصى وفقاً للشروط والاصول التي تحدد بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناء على اقتراح وزيري البيئة والمالية، كما أن كل شخص طبيعي أو معنوي يقوم بنشاطات تحافظ على البيئة يستفيد من تخفيضات على الضرائب التي تتناول هذه النشاطات، بنسبة ٥٠% (خمسين بالمئة) كحد اقصى وفقاً للشروط والأصول التي تحدد بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء بناءً على اقتراح وزيري البيئة والمالية، ولمجلس الوزراء، بناء على اقتراح وزيري البيئة والمالية والوزير المختص، إعتماد كل تدبير تحفيزي إقتصادي او مالي آخر.

الوسائل المالية لسياسات حماية البيئة

يتناول قانون البيئة هذه المسألة في الفصل الثالث من الباب الثاني (المواد ٨ الى ١١) تحت عنوان تمويل حماية البيئة، وفي الفصل الثالث من الباب الثالث (المادة ٢٠) تحت عنوان التدابير التحفيزية. وقد أشار قانون البيئة الى المحفزات الاقتصادية والوسائل الاقتصادية والمالية كأداة للمراقبة والتنظيم من اجل التخلص أو التخفيف من مصادر التلوّث وتعزيز سياسة التنمية المستدامة.

خلال السبعينات من القرن الماضي، عندما كانت المنظمات والمؤسسات التي تعنى بالبيئة تناقش المسائل البيئية، شكلت السبل والوسائل التي يتعيّن اعتمادها لحماية البيئة موضوع النقاش الأساسي، فكان الإقتصاديون يميلون الى اعتماد الرسوم البيئية، مقابل ميل القانونيين الى إعتماد القواعد الالزامية، ولا يزال هذا النقاش موضوع الساعة بعد ما يقارب الأربعين عاما، وهو يثبت تكامل مجموعتي الوسائل التنظيمية والمالية كوسائل لحماية البيئة.

الا ان استخدام الوسائل الاقتصادية والمالية يفترض حكمًا أن عددًا من المبادئ قد تم اعتماده واستيعابه وتطبيقه لا سيما الحق ببيئة سليمة، ومبدأ إحتساب كلفة استخدام الموارد البيئية، ودراسة تقييم الأثر البيئي الالزامية، ومبدأ "الملوث يدفع"، ومبدأ إحتساب القيمة الإقتصادية للأضرار اللاحقة بالبيئة، ومبادئ المشاركة والتعاون وتوزيع المعلومات المتعلقة بالبيئة والتعاون بين المواطن والسلطات لحماية البيئة؛ وقد أقر قانون البيئة اللبناني هذه المبادئ، لكنها لا تزال غير مطبّقة، أما الوسائل المالية والإقتصادية فإن عدم وجودها الفعلي يعكس فراغا تشريعيًا في هذا المضمار.

من المتعارف عليه ان التدابير المالية البيئية هي رسوم وأتاوات التلوّث redevances de pollution، والتراخيص القابلة للتبادل permis négociables، وقد أشار القانون الى الرسوم الخاصة بحماية البيئة والغرامات والتعويضات، مع إمكانية اعتماد كل تدبير تحفيزي إقتصادي او مالي غير تخفيض الرسوم والضرائب المتوجبة. هنالك أربعة أنواع من الرسوم والأتاوات:

أ - الرسوم على الإنبعاثات او على المسيل: وهي تحدَد بالنسبة الى كمية او نوعية الملوثات المطروحة حسب الكميات المحتسبة فعليًا او المقدرة.

ب- الرسوم على الخدمة المقدمة: وهي تسدد مقابل خدمات تصريف او جمع او معالجة المواد الملوثة، وهي تتناول تنقية المياه او معالجة النفايات.

ج- الرسوم على المنتجات: وهي تفرض على المنتجات الملوثة في مراحل التصنيع او الاستهلاك او عند إتلافها، والهدف من فرض هذه الرسوم هو زيادة كلفة هذه المنتجات الملوثة للحد من صناعتها. وترتبط فعالية هذه الرسوم بمدى الطلب على هذه المنتجات وتوفر منتجات بديلة أقل تسببًا للتلوّث (مساحيق الغسيل دون فوسفات او المواد المبددة حيويًا biodégradable او الغلافات المدورة او القابلة لاعادة الاستعمال).تفرض هذه الرسوم البيئية على منتجات متنوعة كزيوت التشحيم وبطاريات الكادميوم او الزئبق او المحروقات المحتوية على الرصاص؛ وتهدف هذه الرسوم اما الى الحث على جمع هذه المنتجات وإعادة تدويرها، واما الى ترميم وتأهيل مكبّات النفايات الخطرة وتنظيفها، ويتم فرض هذه الرسوم إما بصورة مباشرة عن طريق إحداثها، واما بتعديل الرسوم المعمول بها بحيث تفرض لغايات بيئية، وقد يتم تخفيض بعض الرسوم لغايات بيئية كالرسوم على المحروقات دون رصاص.

د - الرسوم الادارية: وهي تسدد كبدلات لخدمات إدارية كالتدقيق في الملفات او إجراء الفحوصات والقياسات او الخبرة او تسجيل منتج او ترخيص.

ضمن الوسائل المالية غير التقليدية المعتمدة، لا بد من الاشارة الى الحقوق او التراخيص القابلة للتبادل، التي يمكن إختصار مفهومها بأنه بدلاً من إصدار قواعد إلزامية او تحديد نسب قصوى مسموح بها للانبعاثات، تعمد السلطات الى إعطاء تراخيص او بيع حقوق تلويث تتناسب مع الكميات القصوى المسموحة للتلوّث ضمن منطقة معينة، ويمكن للمؤسسات الحاصلة على هذه الحقوق او الإجازات التفرغ عنها او مبادلتها او بيعها او شراءها. تجيز سوق التراخيص القابلة للتبادل تخفيض كلفة مكافحة التلوث عن طريق الاجازة للمؤسسات الملوثة التفاوض لتحديد الاتفاقات فيما بينها ضمن الحدود القصوى المسموحة لنسب التلوث المحددة من قبل السلطات العامة، دون ان تتحمل السلطات أية كلفة في هذا الموضوع.

الخبرة الأميركية في هذا الصدد العروفة بإسم "سياسة تبادل الإنبعاثات" Emission trading policy جديرة بالاهتمام، وهي ترتكز على مبدأ إمكانية تبادل حقوق تخفيض الإنبعاثات Emission reduction credits التي تشكل السلعة موضوع التبادل. يتم توزيع هذه الإجازات من قبل السلطات على المؤسسات الملوثة ضمن نطاق جغرافي محدد، إما مجانًا وفقًا لنسب التلوّث السابقة المنبعثة من هذه المؤسسات، واما عن طريق بيع الإجازات بالسعر المحدد أساسًا من قبل السلطات العامة، ويتم تبادل هذه الحقوق او إجراء المقاصة فيما بينها وفقًا للطرق التالية:

١- الفقّاعة الوهمية the Bubble

يفترض هذا المفهوم أن المؤسسة الملوثة - مصنع بتروكيميائي على سبيل المثال - وهي تتضمّن عدة مصادر للتلوث، موجودة ضمن فقّاعة وهمية. ويجب ألا تتعدى كمية التلوث الاجمالية المنبعثة داخل هذه الفقاعة مستوى معيّن. يمكن للملوث أن يختار بكل حرية التدابير المكافحة للتلوث التي يراها مناسبة مع تركيز جهوده على بعض مصادر التلوث دون سواها، حيث كلفة مكافحة التلوث أقل مقارنة بمصادر أخرى. ويتم إجراء مقاصة بين مصادر التلوث بشكل يؤدي الى التقليل من كلفة تخفيض التلوث الإجمالية لكافة مصادر الإنبعاثات في هذه المؤسسة.

٢- الشبكة Netting

يعتبر التنظيم الاميركي اي تعديل او توسيع لمؤسسة صناعية قائمة بمثابة انشاء مؤسسة جديدة خاضعة لكافة الاصول المرتبطة بالترخيص والاستثمار. طريقة الشبكة تجيز، في حال توسيع مؤسسة قائمة، تطبيق نظام الفقّاعة على هذه الحالة بحيث تتيح للمؤسسة توسيع إستثمارها دون ترخيص جديد إذا أثبتت المؤسسة انها قادرة على التوصل الى ذات النتائج المتعلقة بتخفيض التلوث عن طريق إجراء مقاصة بين الإنبعاثات الملوثة.

٣- المقاصة بالتعويض Compensation-offset

يتيح هذا المفهوم إجراء المقاصة بين الإنبعاثات الملوثة للمؤسسات القائمة في منطقة واحدة. هدف هذا النظام هو التوفيق بين النمو الصناعي وبين مكافحة التلوث. يتيح هذا النظام قيام صناعات جديدة في منطقة معينة اذا وافقت المؤسسات الموجودة على تخفيض إنبعاثاتها الملوثة بكمية توازي إنبعاثات الصناعة الجديدة، وعليه يتعيّن على المؤسسة الجديدة أن تشتري من المؤسسات القائمة حقوق تخفيض الإنبعاثات.

٤- الإدّخار Banking

يجيز هذا الاجراء إدّخار حقوق تخفيض الإنبعاثات التي يتم توفيرها من أجل استعمالها لاحقا، سواء من قبل المؤسسة التي وفّرت هذه الحقوق، او من قبل مؤسسة أخرى تشتري هذه الحقوق. يمكن إيداع هذه الحقوق بشكل "شهادات" لدى المصارف، وتقوم بادارتها غرف التجارة او البلديات او السلطات العامة المركزية او المحلية.

من الراهن ان هذه الاجراءات والوسائل المتطورة تفرض وجود المؤسسات والأجهزة القادرة على مراقبة الإنبعاثات الملوثة وقياسها وتحديد نوعيتها ومحتوياتها، إضافة الى الأنظمة والقواعد التي ترعى هذه الإجراءات وتعاقب المخالفات الحاصلة، وتحديد الإنبعاثات الخاضعة لهذا النظام.



الجديد في النقل البحري الدولي للبضائع

في ضوء اتفاقية رِوتردام بشأن عقود نقل البضائع كلياً او جزئياً بطريق البحر للعام ٢٠٠٨

Rotterdam Rules

بقلم الدكتور وجدي حاطوم
استاذ محاضر في الجامعة اللبنانية
وجامعة بيروت العربية

مقدمـــة

يبدو ان الصراع بين الشاحنين والبنوك وشركات التأمين من جهة، والناقلين البحريين مـــن جهة اخرى، حول مسؤولية اطراف عقد النقل البحري والاعفاء او الحد منها(١)، لم ينته بعد، حيث اسفر هذا الصراع حتى الان عن توقيع اتفاقيات دولية عدة تهتم بتنظيم النقـــل البحـــري الدولي للبضائع. أولى الاتفاقيات الملزمة في هذا الشأن هي اتفاقية بروكسل بشأنٍ توحيد بعض القواعد المتعلقة بسندات الشحن الموقعة بتاريخ ٢٥ آب ١٩٢٤ والتي جرى الكتاب الانكليـــز على تسميتها خطأً بقواعد لاهاي Hague rules(٢). الا ان التطبيق العملي لهذه الاتفاقية كشف عن عيوب فيها اوجب النظر في نصوصها، الامر الذي ادى الى تعديلها ببروتوكـــول ١٩٦٨ الذي عُرفت قواعده بقواعد ويسبي Visby rules وعدلت من جديد ببروتوكول ١٩٧٩الذي لم يوافق عليه لبنان(٣).

الا ان هذه الاتفاقية والبروتوكولات المعدّلة لها، بالرغم من ان اكثر من ستين دولة انـــضمّ اليها، وإن العمل بأحكامها لأكثر من ستين عاماً (لحين نفاذ اتفاقية هامبورغ) اكـــسبها ثباتـــاً ورسوخاً في قضايا النقل البحري، الا انها عجزت على ما يبدو، امام مطالبة دول الـــشاحنين (وهي الدول النامية بأكثريتها الساحقة)، عن مجاراة التطور الاقتصادي للنقل لما كانت تؤمن للناقل من امكانيات كبيرة للافلات من المسؤولية بتعدادها العدد الوفير من اسباب اعفاء الناقل من المسؤولية، الامر الذي دفع بالشاحنين الى المطالبة بالغائها واستبدالها بأخرى، حيـــث ان السمة البارزة في اتفاقية بروكسل انها كانت تنحاز بوضوح الى الناقلين بالرغم مـــن تأمينهـــا بعض الحسنات للشاحنين وهذا لايمكن نكرانه بطبيعة الحال.

---

(١) عمد الناقلون في الماضي الى اضافة شروط في وثيقة الشحن تجعل الشاحنين مسؤولين عن اخطار النقل مثل بنـــد "وزن وكمية غير معروفة" الذي كان يمكن الناقل من المنازعة في كمية البضائع، او اضـــافة بنـــد الاعفـــاء مـــن المسؤولية او تحديدها.ولقد صدرت تشريعات في العالم لحماية الشاحنين خاصة في الولايات المتحـــدة الاميركيـــة التي كانت في الماضي بلد شاحنين، تفرض قواعد الزامية وتعتبر البنود المخالفة لها ملغاة.

(٢) وافق لبنان على الانضمام الى هده المعاهدة والبروتوكول ١٩٦٨ المعدّل لها بتاريخ ١٩٧٥/٧/١٩ علماً ان معظـــم احكام هذه الاتفاقية قد اقتبسها المشرع اللبناني ووضعها في قانون التجارة البحرية اللبناني للعـــام ١٩٤٧اي قبـــل الانضمام اليها.

(٣) أنظر السرد التاريخي للفترة السابقة على اتفاقية بروكسل ١٩٢٤ احمد حسني: النقل الدولي البحري للبضائع طبقـــاً لمعاهدة بروكسل ١٩٢٤ واتفاقية هامبورغ ١٩٧٨.منشأة المعارف بالاسكندرية الطبعة الثانية ١٩٨٩ صـــفحة ٢٠ وما بعدها.

ازاء هذا الوضع، عُقد مؤتمر في هامبورغ بالمانيا تحت وساطة الجمعية العامة للامم المتحدة وتم فيه توقيع اتفاقية الامم المتحدة لنقل البضائع بطريق البحر بتاريخ ٣١ /١٩٧٨/٣ وعرفت باسم قواعد هامبورغ Hamburg rules. هذه الاتفاقية صدق عليها لبنان واصبحت نافذة فيه اعتباراً من ١٩٩٧/١٢/١. ولا يخفى على احد ان همّ واضعو هذه الاتفاقية كان تقديم حماية افضل للشاحنين ازاء الناقلين، وقد نجحت فعلاً في هذا الصدد بتقديم مزايا مهمة للشاحنين، لا بل ان شئنا الدقة قلنا ان ما كان يتذمر منه الشاحنون في اتفاقية بروكسل انقلب رأساً على عقب واصبح الناقلون يتذمرون منه، فأتت اتفاقية هامبورغ منحازة لصالح الشاحنين، الامر الذي يفسّر عدم انضمام الدول ذات الاسطول البحري الكبير اليها، كبريطانيا والولايات المتحدة الاميركية وبعض الدول الاوروبية[٤].

ازاء هذا الوضع، وازاء الانتقادات الوجيهة التي وجهت الى الاتفاقية من الدول ذات الاسطول البحري الكبير، اي ما يعرف بدول الناقلين البحريين، واغلبيتها الساحقة من الدول الغنية، وازاء فشل الاتفاقيات الدولية ذات الصلة في توحيد قواعد النظام القانوني الذي يحكم النقل الدولي للبضائع، فقد تحركت الجمعية العامة في الامم المتحدة من جديد واقرّت "اتفاقية الامم المتحدة المتعلقة بعقود النقل الدولي للبضائع عن طريق البحر كلياً او جزئياً" بتاريخ ٢٠٠٨/١٢/١١ وفتحت باب التوقيع على هذه الاتفاقية بتاريخ ٢٣ ايلول ٢٠٠٩ في روتردام، وعرفت هذه الاتفاقية باتفاقية روتردام Rotterdam rules.

الاسباب الموجبة لاتفاقية روتردام:

في الحقيقة، عديدة هي الاسباب الموجبة التي حدت بالمجتمع الدولي لخلق هذه الاتفاقية، بعض هذه الاسباب وردت في ديباجية قرار الجمعية العامة للامم المتحدة الذي أقرّت بمقتضاه هذه الاتفاقية بتاريخ ٢٠٠٨/١٢/١١ من هذه الاسباب مثلاً:

– افتقاد النظام القانوني الحالي الذي يحكم النقل الدولي البحري للبضائع الى التوحيد. في الواقع اذا كان الدافع الاساسي الى ابرام اتفاقية بروكسل للعام ١٩٢٤ واتفاقية هامبورغ للعام ١٩٧٨ هو توحيد بعض القواعد القانونية المتعلقة بالنقل البحري الا انهما لم يوفقا بالوصول الى هذا الهدف[٥]. لذا نرى ان لجنة الامم المتحدة للقانون التجاري الدولي (المعروفة تحت اسم انسترال UNCITRAL المؤسسة بتاريخ ١٧ كانون الاول ١٩٦٦) لمست هذا العيب وغيره من العيوب في الاتفاقيات الدولية المتعلقة بالنقل البحري، فانكبت على دراسة قواعد اخرى لهذا الغرض، فعرضت مشروع اتفاقية روتردام على الجمعية العامة للامم المتحدة لاتخاذ قرار بشأنه وهكذا كان.

– ان النظام القانوني الحالي الذي يحكم النقل الدولي للبضائع "لا يأخذ بشكل كاف ممارسة النقل الحديثة بما في ذلك النقل بالحاويات والعربات، او النقل من باب الى باب واستخدام وثائق النقل الالكترونية" وغيرها من اساليب النقل المتطورة.

– "عدم وجود نظام عالمي ملزم ومتوازن للشاحنين والناقلين يدعم تنفيذ عقود النقل التي تشمل وسائط متعددة، يكون احد مراحلها نقل بحري".

---

(٤) لم يكن منضماً الى اتفاقية هامبورغ حتى تاريخ تشرين الاول ٢٠٠٨ اكثر من ٣٤ دولة ليس من بينها اي من الدول ذات الاسطول البحري الكبير.

(٥) انظر على سبيل المثال فشل اتفاقية بروكسل في احكام تحديد مسؤولية الناقل البحري. احمد حسني، المرجع السابق صفحة ٣٠٥ ومايليها، حيث قارن هذه المسالة لدى ٣٦دولة منضمة الى الاتفاقية فوجد ان التوحيد المنشود لحد مسؤولية الناقل البحري لم ينجح فظهر اختلافات كبيرة في هذا الصدد من حيث الحد الاعلى للمسؤولية في كل دولة مقيّمة بعملتها الوطنية.

ازاء اقتناع الجمعية العامة للامم المتحدة بهذه الاسباب الرئيسية وغيرها من الاسباب، اتخذت قراراً باعتماد مشروع لجنة الامم المتحدة للقانون التجاري الدولي، واطلقت عليه الإسم الرسمي "اتفاقية الامم المتحدة المتعلقة بعقود النقل الدولي للبضائع عن طريق البحر كلياً او جزئياً". اما الاسم غير الرسمي فهو اتفاقية روتردام حيث اذنت الجمعية العامة للدول الانضمام الى هذه الاتفاقية في روتردام (هولاندا) ابتداءاً من ٢٣ ايلول ٢٠٠٩ وهي تعتبر احدث اتفاقية دولية تتعلق بالنقل البحري.

تطلبت الاتفاقية لنفاذها على المستوى الدولي انضمام او التصديق او القبول او اقرار ٢٠ دولة وبعد اليوم الاول من الشهر الذي يعقب انقضاء سنة واحدة على تاريخ ايداع الصك العشرين لدى الامانة العامة للامم المتحدة.

لقد اتت اتفاقية روتردام على وجه عام بأحكام تفصيلية وتشعب مواضيعها، على نحو اوسع بكثير مما هو الحال في اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ، فالاولى لا تتضمن سوى ١٦ مادة والثانية ٣٤ مادة في حين ان اتفاقية روتردام وقعت في ٩٦ مادة.

من الاحكام الموضوعية التي عالجتها اتفاقية روتردام ما كان قائماً في اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ فأبقت على جزء منها وعدّلت الجزء الاخر، في حين ان هناك احكاماً مستحدثة عالجتها الاتفاقية. سوف نبحث في بعض الاحكام المعدلة (القسم الاول) وبعض الاحكام المستحدثة (القسم الثاني) الاكثر اهمية دون التطرق الى سائر الاحكام التي وردت في الاتفاقية.

القسم الاول: الاحكام المعدّلة

I ــ فيما يتعلق بالتعاريف ومدى انطباق الاتفاقية.

اولاً: في التعاريف

جرت العادة في الاتفاقيات الدولية ان تتضمن اعطاء تعاريف لما يرد فيها من اصطلاحات قانونية، وهذه العادة مصدرها المنهج الانكلوساكسوني، وهو منهج حميد من هذه الناحية لما للتعاريف من اهمية كبيرة، بحيث يجب تشخيص ما نعرّف، وبالتالي معرفة خصائصه قبل تأطيره قانوناً لذا وجب فهم التعاريف جيداً لانها هي التي تقودنا الى الحلول الموضوعية التي تحكم النزاعات المختلفة.

من هذا القبيل نرى في اتفاقية روتردام مدلولاً خاصاً لعقد النقل البحري، حيث تم توسيع مدلوله القانوني ليشمل ليس فقط العقد الذي يكون جاري النقل فيه عبر البحر، انما اجازت الاتفاقية ان يكون النقل جار بعدة وسائط شريطة ان تكون احدى مراحل النقل عبر البحر، بحيث يجوز ان يتضمن عقد النقل على النقل بعدة وسائط اضافة الى النقل البحري،مثل النقل البري والنقل الجوي والنقل النهري، وتنطبق هذه الاتفاقية على النقل البحري الصرف او على عقد النقل متعدد الوسائط بكامله اذا ما توافرت شروط تطبيقها. هذا بخلاف احكام اتفاقية بروكسل للعام ١٩٢٤ وقانون التجارة البحرية اللبناني، حيث ان احكامهما لا تنطبق الا على عقد النقل البحري الصرف او بالادق على المرحلة من عملية النقل التي تتم عبر البحر، اما العمليات الاخرى الجارية خارج البحر تحكمها قواعد اخرى. هذا ما وضحته تماماً اتفاقية هامبورغ ايضاً بالمادة الاولى منها بند ٦ حيث نصت على ان "العقد الذي يشتمل على نقل بحري ونقلٍ بوسيلة اخرى يعتبر عقد نقل بحري لاغراض هذه الاتفاقية بالقدر الذي يتعلق فيه بالنقل بحراً".

ويستنتج هذا التوسيع في الاتفاقية من تعريفها للناقل بقولها انه الشخص الذي يبرم "عقد نقل" مع الشاحن، فلم تشترط ان يكون عقد النقل بحرياً بكامله شأن اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ، وبالتالي يمكن ان يتضمن النقل عمليات نقل متعددة الوسائط او عمليات النقل المختلط Through transport او حتى عمليات النقل المجزأ، حسب الاحوال، شريطة وجود رحلة بحرية ضمن عمليات النقل كما قلنا.

أضف الى ذلك ان هذه الاتفاقية وبخلاف قانون التجارة البحرية اللبناني عرّفت الناقل والشاحن في حين اغفل المشرع اللبناني هذا الامر بالرغم من شيوع استخدامهما على نطاق واسع ضمن المواد القانونية ذات الصلة، لاسيما تلك المتعلقة باحكام المسؤولية، الامر الذي قد يؤدي الى "غياب الاساس السليم الموحد عند تفسير النصوص وتطبيقها في شأن طرفي عقد النقل البحري وهما الشاحن والناقل". كما انها الغت من نصوصها مصطلح المجهز Armateur فأولت اهتمامها لتعريف مصطلحي الشاحن والناقل وحسناً فعلت.

بالاضافة الى ان الاتفاقية عرّفت بدقة كافة المصطلحات القانونية القديمة والمستحدثة التي استعملتها في متن نصوصها، فقد حددت ما المقصود بكل مصطلح بحيث لم تعط مجالاً لتفسيرات وتأويلات متناقضة. فقد فرقت بين النقل الملاحي المنتظم والنقل الملاحي غير المنتظم، كما عرّفت الطرف المنفذ والطرف المنفذ البحري، والشاحن والشاحن المستندي، والحائز والمرسل اليه، وحق السيطرة، والطرف المسيطر، كذلك عرّفت مستند النقل والخطاب الالكتروني وسجل النقل الالكتروني، والعقد الكمي، واخيراً حددت ما المقصود بالسفينة والبضائع والحاوية والعربة وغيرها من المصطلحات.

ثانياً: فيما يتعلق بمدى انطباق الاتفاقية وفترة النقل المنطبقة عليها.

وسّعت اتفاقية روتردام من نطاق انطباقها العام، بحيث لم يعد يقتصر ان يكون النقل البحري الدولي جار بين دولتين مختلفتين ووقوع ميناء الشحن او ميناء التفريغ في احدى الدول المتعاقدة، انما بالاضافة الى ذلك تنطبق الاتفاقية اذا كان مكان التسلم او مكان التسليم في احدى الدول المتعاقدة. على سبيل المثال لو ان عقد النقل يشتمل على نقل بري ونقل بحري، وكان مكان استلام الناقل للبضائع على الاراضي السورية، وكانت سوريا فرضاً من الدول المنضمة الى هذه الاتفاقية ومرحلة النقل البحري المطلوب كان من مرفأ طرابلس الى ميناء قبرص، فان احكام الاتفاقية تنطبق على هذا العقد (على افتراض انطباق باقي شروط الاتفاقية) باعتبار ان سوريا منضمة الى الاتفاقية ومكان تسلم البضائع يقع فيها بحسب العقد، والامر سيان اذا كانت قبرص ولبنان او احداهما منضمتين الى الاتفاقية ام لا.

وقد استثنت هذه الاتفاقية من نطاق انطباقها في النقل الملاحي المنتظم، عمليات النقل التي تتم بواسطة مشارطة استئجار او بواسطة اي عقد آخر يتعلق باستخدام سفينة او حيز عليها، كما لاتنطبق الاتفاقية في هذه العقود بين الناقل والمرسل اليه(او الطرف المسيطر او الحائز) اذا كان هذا الاخير طرفاً اصلياً، او كان الطرفان اصليين. هذا هو ذات الحكم في اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ مع فرق في الصياغة، مع ملاحظة ان اتفاقية روتردام فرقت بين النقل الملاحي المنتظم والنقل الملاحي غير المنتظم، حيث في هذا النقل الاخير تطلبت الاتفاقية لانطباق احكامها على عقود مشارطات الاستئجار او اي عقد اخر مستبعد من احكامها، اشترطت ان يصدر مستند نقل او سجل نقل الكتروني.

كما لم تستثن من انطباقها نقل الحيوانات الحية كما فعلت اتفاقية بروكسل (والقانون اللبناني) ونقل البضائع على سطح السفينة كما هي الحال في اتفاقية بروكسل (والقانون اللبناني)، وفي اتفاقية هامبورغ فيما خلا الاتفاق الخاص على الشحن على سطح السفينة،او لما جرت عليه العادة في تجارة معينة او اذا اقتضته قواعد قانونية او لوائح .فاتفاقية روتردام نظمت تنظيماً

دقيقاً احكام نقل الحيوانات الحية والنقل على سطح السفينة تميزت عن باقي احكام البضائع الاخرى، الا انها جاءت بحكم مماثل لحكم معاهدتي بروكسل وهامبورغ (والقانون اللبناني) فيما يتعلق بالنقل الاستثنائي الا انها اتاحت للاطراف الاتفاق على عدم انطباق الاتفاقية في النقل الاستثنائي (ونقل الحيوانات الحية)، وهذا ما لم تقرّ به اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ.

كما ان الاتفاقية لم تقتصر بأحكامها على النقل الواقع ضمن الرحلة البحرية، انما تشمل ايضاً وبشروط معينة، عمليات النقل الجاري في وسائط متعددة اذا ما كانت احدى مراحل النقل مرحلة بحرية، وهذا امر لا ريب فيه على اعتبار ان هذه الاتفاقية معنونة بـ "..... عقود النقل الدولي للبضائع عن طريق البحر كلياً او جزئياً" الا انها حذفت من نطاق تطبيقها نقل الركاب وامتعتهم.

ولم يغب عن بال واضعي الاتفاقية وضع احكام دقيقة وتفصيلية لازالة التعارض بين احكامها واحكام القانون الوطني والاتفاقيات الدولية الاخرى التي تعالج مسائل مماثلة او قريبة تتناولهاالاتفاقية.

اما بالنسبة لمدة التزام الناقل المنطبقة عليها الاتفاقية (او النطاق الزمني لمسؤولية الناقل) فقد تم توسيعها ايضاً بالمقارنة مع اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ (والقانون اللبناني). ففي اتفاقية بروكسل (وكذلك في القانون اللبناني) فقد تم تحديد هذه الفترة من الوقت الذي يمضي بين شحن البضائع في السفينة وبين تفريغها، اتت معاهدة هامبورغ فوسعت من هذه المدة بحيث اصبحت تشمل المدة التي تكون فيها البضائع في عهدة الناقل في ميناء الشحن واثناء النقل وفي ميناء التفريغ، وفصّلت هذه الاتفاقية متى تعتبر البضائع في عهدة الناقل، اذ قالت ان البضائع تعتبر في عهدة الناقل من الوقت الذي يتسلم فيه البضائع من الشاحن او شخص يعمل بالنيابة عنه او من سلطة او طرف ثالث توجب القوانين السارية في ميناء الشحن تسليمها اليه للشحن، وحتى الوقت الذي يقوم فيه بتسليم البضائع الى المرسل اليه او بوضعها تحت تصرف المرسل اليه او الى سلطة او طرف ثالث توجبه القوانين السارية في ميناء التفريغ.

الا ان اتفاقية روتردام وسعت اكثر فأكثر مدة النقل التي يتحمل فيها الناقل المسؤولية وتطبق قواعد الاتفاقية عليها، فقد نصت المادة ١٢ /١ منها على ان مدة مسؤولية الناقل تبدأ عندما يتسلم الناقل البضائع او اي طرف منفذ، بغرض نقلها، وتنتهي عند تسليم البضائع، وتابعت هذه المادة في البند ٣ بأنه يجوز للطرفين (اي الناقل والشاحن) ان يتفقا على وقت ومكان تسلم البضائع وتسليمها، لكن قيّد ارادة الاطراف في هذا الإتفاق بقيدين الاول يتعلق بعدم جواز الاتفاق على ان يكون وقت تسلم الناقل البضائع لاحقاً لبدء تحميلها الاولي بمقتضى العقد، الثاني يتعلق بأن لا يكون وقت تسليم البضائع الى المرسل اليه سابقاً لاتمام تفريغها النهائي بمقتضى عقد النقل. يستنتج من ذلك ان مدة التزام الناقل مفتوحة من وقت استلام الناقل البضائع الى وقت تسليمها ما خلا اتفاق يحدد وقت ومكان التسلم والتسليم المقيد بالقيدين الواردين اعلاه، واللذين نرى اقتضاء اشتراطهما يعود الى ما لمسه واضعو الاتفاقية من تحايل احد اطراف العقد (الناقل عادة) في ظل احكام اتفاقية هامبورغ بادراج بند في عقد النقل يحدد مدة استلام الناقل للبضائع بعد تحميلها الاولي او ان يكون وقت تسليم البضائع الى المرسل اليه سابقاً لاتمام تفريغها النهائي، فكان هذا الشرط الاخير دارج لانه كان لصالح الناقلين، فكان الناقل يتفق مع الشاحن على ان وقت التسليم الفعلي للمرسل اليه يكون سابقاً لاتمام التفريغ الفعلي، اي يعد تسليماً والبضائع مازال موجودة في عنابر السفينة، وكانت معاهدة هامبورغ لاتمنع مثل هذا الاتفاق حيث تنص المادة الرابعة منها على ان وقت تسليم البضائع يكون في احدى الحالات التالية: اما بتسليمها الى المرسل اليه، واما بوضعها تحت تصرف المرسل اليه وفقاً للعقد في الحالات التي لا يتسلم فيها المرسل اليه البضائع من الناقل، هذه الحالة الاخيرة قد تؤدي الى ابراء الناقل من المسؤولية دون ان يكون ثمة تسليم فعلي للبضائع الى المرسل

اليه، وهذا ما حاولت تفاديه اتفاقية روتردام، حيث اكّدت على عدم جواز الاتفاق على ان يكون تسليم الناقل للبضائع سابقاالاتمام تفريغها الفعلي، لذلك يمكن القول ان الحكم الخاص الوارد بالمادة ١٢ /٣ من اتفاقية روتردام حمى الشاحنين على وجه افعل مما هو الحال في اتفاقية هامبورغ.

II ــ في المسؤولية بوجه عام في اتفاقية روتردام.

أ ــ اساس مسؤولية الناقل والشاحن وتوازنها.

على غرار اتفاقية هامبورغ فان اتفاقية روتردام لم تقتصر في معالجة المسؤولية في عقد النقل البحري على مسؤولية الناقل فقط انما عالجت بأحكام خاصة ايضاً مسؤولية الشاحن. فقد اقامت اتفاقية روتردام شيئاً من التوازن بين مسؤولية الناقل والشاحن. فالنسبة الى الناقل ان اساس مسؤوليته بمقتضى اتفاقية روتردام قائمة على اساس قرينة الخطأ او الخطأ المفترض، فاقامت المادة ١٧ من هذه الاتفاقية مسؤولية الناقل عن الهلاك او التلف او التأخير في تسليم البضائع على اساس الخطأ المفترض، وان شئنا الدقة قلنا ان هذه المادة وضعت على عاتق الناقل قرينة الخطأ بالمسؤولية عن الاضرار الحاصلة للبضائع نتيجة الهلاك او التلف او الخسائر الناجمة عن تأخير تسليمها شريطة ان يثبت الشاحن ان هذه الاضرار حصلت اثناء مدة مسؤولية الناقل كما حددتها الاتفاقية.هذه القرينة قرينة بسيطة قابلة لاثبات العكس، فخولت المادة ٢/١٧ الناقل امكانية ابراء نفسه من المسؤولية اذا اثبت ان الاضرار اللاحقة بالبضائع او الخسارة الاقتصادية الناجمة عن التأخير لا يعزى الى خطأ ارتكبه هو او احد تابعيه ومن في حكمهم بموجب المادة ١٨[٦]، الى هذا الحد تتفق هذه الاتفاقية تماماً مع اتفاقية هامبورغ وفق المادة الخامسة منها، لكن مع الفرق ان هذه الاتفاقية الاخيرة اعطت الناقل امكانية نفي الخطأ باثبات انه اتخذ هو ومسخدموه او وكلاؤه التدابير المعقولة لتفادي وقوع الحادث المسبب للضرر باستثناء حالة الضرر اللاحق بالبضائع الناجم عن الحريق، والضرر اللاحق بالبضائع الناجم عن اهمال باتخاذ التدابير المعقولة لاخماد الحريق وتجنب تبعاته او التخفيف منها، ففي هاتين الحالتين ينقلب عبء الاثبات ويصبح على الشاحن اثبات خطأ الناقل في حدوث الحريق، او اثبات خطأ الناقل بعدم اتخاذ التدابير المعقولة لاخماد الحريق وتجنب تبعاتها اوالتخفيف منها.

كذلك اتاحت اتفاقية روتردام اعفاء الناقل من المسؤولية ليس باثبات انه لم يرتكب خطأ ما انما اثبات ان احدى الحالات المبنية في الفقرة ٣ من المادة ١٧ قد تسببت او ساهمت في حدوث الضرر.

اما بالنسبة لمسؤولية الشاحن تجاه الناقل فان اساسها يرتكز على وجوب اثبات خطأ الشاحن، فلا تقوم على قرينة الخطأ، انما على الخطأ الواجب الاثبات من قبل الناقل، فنصت المادة ١/٣٠ من الاتفاقية على ان الشاحن يتحمل مسؤولية ما يتكبده الناقل من خسارة او ضرر اذا اثبت هذا الاخير ان تلك الخسارة او ذلك الضرر قد نجم عن اخلال الشاحن بواجباته، (وهذا قريب جداً عما هو وارد في اتفاقية بروكسل بند الثالث من المادة الرابعة واتفاقية هامبورغ بالمادة ١٢) وهذا ما يعتبر في صالح الشاحنين، وتصعيب على الناقلين، او ان شئنا الدقة قلنا ان المسؤولية في هذه الحيثية أرجعت الى اصلها، حيث على المضرور ان يثبت خطأ المسؤول وفقاً للقواعد العامة في المسؤولية عن الفعل الشخصي. الا ان هذه المسؤولية ليست حكمية بدليل ان البند ٢ من المادة ٣٠ اعطت الشاحن ابراء نفسه من

---

(٦) اي الاشخاص المشار اليهم بالمادة ١٨ وهم الطرف المنفذ او ربان السفينة او طاقمها،او موظفو الطرف المنفذ او الناقل، او اي شخص اخر يؤدي او يتعهد بأن يؤدي اياً من واجبات الناقل بمقتضى عقد النقل.

المسؤولية اذا اثبت ان سبب الضرر لا يعزى الى خطأ ارتكبه هو او احد تابعيه ومن في حكمهم بموجب المادة ٣٤[٧]، ونرى ان هذه الاضافة لم يكن بحاجة الى النص عليها اذ انها من قبيل لزوم ما لايلزم،على اعتبار انه من الطبيعي في نظام المسؤولية الواجب اثبات خطأ المدعى عليه فيها،ان يدفع هذا الاخير مسؤوليته باثباته انه لم يرتكب خطأ ما هو او احد تابعيه.

قد ساوت المادة ٢/٣٠ بين مسؤولية الشاحن ومسؤولية الناقل لجهة دفع المسؤولية اذ منحت الشاحن امكان دفع المسؤولية باثبات ان الضرر او الخسارة لا يعزىالى خطأ ارتكبه هو او احد تابعيه، وهذا ذات الاساس المعطى للناقل وفق البند ٢ من المادة ١٧، وهذا ليس بجديد اذ ان القواعد العامة للمسؤولية تقضي بهذا الحل.الا ان ثمة استثناء واحد يتعلق بأساس مسؤولية الشاحن اوردته المادة ٢/٣١يتعلق بالمعلومات التي يقدمها الشاحن الى الناقل، حيث الزمته بكفالة صحة المعلومات التي يدلى بها الى الناقل حول البضائع، ورتبت عليه تعويض الناقل عما ينجم عن عدم صحة تلك المعلومات من خسارة وضرر. والكفالة "او الضمان ــ بخلاف المسؤولية التي تنشأ بنشوء الخطأ وتنتفي بانتفائه ــ يشغل ذمة الشخص المسؤول بالتعويض عن الضرر سواء كان مخطئاً او غير مخطئ. فاذا وقع الضرر نتيجة سهو او القوة القاهرة يظل مسؤولاً برغم حسن نيته". هذه المسألة نصت عليها تماماً معاهدة بروكسل في البند خامساً من المادة الاولى منها.

هذا ومن الجدير بالاشارة اليه، ان الاتفاقية لم تعط الشاحن حق تحديد المسؤولية عن الاضرار والخسارة الناجمة عن المعلومات غير الصحيحة عن البضائع، اي ان مسؤولية الشاحن في ذلك مطلقة دون سقف محدد (مادة٢/٣١ ومادة ٢/٧٩/ب)، هذا في حين انها اعطت الناقل حق تحديد المسؤولية سواء عن الاضرار الناجمة عن الاخلال بواجباته العامة بمقتضى الاتفاقية او الاخلال بالتزاماته المتعلقة بتزويد الشاحن بالمعلومات الصحيحة المتعلقة بعقد النقل، لذا نعتبر هذا الحكم لم يأتي في صالح الشاحنين، فكان من الممكن إن يصار الى التوازن بين مصالح الشاحنين والناقلين في هذه الحيثية واعطاء الشاحنين ايضاً امكانية تحديد مسؤوليتهم عن المعلومات الخاطئة التي ادلوا بها للناقل.

ب ــ في النطاق المادي لمسؤولية الناقل:

ان النطاق المادي لمسؤولية الناقل، وعلى غرار اتفاقية هامبورغ،يتسع ليشمل ثلاث صور للاضرار المسؤول عنها التي قد تصيب المرسل اليه اوالشاحن، وهي الضرر الناشئ عن هلاك البضائع والضرر الناشئ عن تلف البضائع، والخسارة الاقتصادية الناجمة عن تأخير وصول البضائع. في حين ان الامر في اتفاقية بروكسل (والقانون اللبناني) يقتصر النطاق المادي لمسؤولية الناقل على الضرر اللاحق بالبضائع بالتلف او الهلاك دون الخسائر الاقتصادية الناجمة عن تأخير وصول البضائع، والتي تبقى خاضعة للقواعد العامة في عقد النقل.

ج ــ فيما يتعلق بدفع مسؤولية الناقل وحالات الاعفاء من المسؤولية.

اذا كان القاسم المشترك بين الاتفاقيات الثلاث (بروكسل هامبورغ وروتردام) هو ارساء مسؤولية الناقل على اساس الخطأ المفترض في غالبية الحالات، الا ان ما اثار ويثير الجدل في اتفاقيةٍ روتردام هو البند ٣ من المادة ١٧ حيث ورد فيها ان الناقل يعفى من المسؤوليةٍ اذا اثبت بدلاً من اثباته عدم ارتكابه خطأ منه او من احد تابعيه ومن في حكمهم، ان واحداً او

(٧) وهم الاشخاص الذين يعهد اليهم الشاحن بتأدية اي من واجباته، بمن فيهم الموظفون والوكلاء والمتعاقدون من الباطن.

اكثر من الاحداث او الظروف التالية (اي المعددة في البنود أ الى س من البند المذكور اعلاه) قد تسبب او اسهم في الهلاك او التلف او التأخير.

واذا كان لب معاهدة هامبورغ هو الغاؤها حالات الاعفاء من المسؤولية العديدة التي كانت واردة في اتفاقية بروكسل، وهو ما يعتبر نصراً للشاحنين لما لالغاء حالات الاعفاء من المسؤولية من تشديد لمسؤولية الناقلين،فان اتفاقية روتردام استرجعت حالات الاعفاء من المسؤولية، وهذا ما رأى فيه البعض انها قضت على حسنات معاهدة هامبورغ من حيث ما كانت توفره من مزايا للشاحنين، او هي خطوة الى الوراء بالعودة الى اتفاقية بروكسل فيما يتعلق بحالات دفع المسؤولية وتخفيفاً على الناقلين، وكأني به اضاعت الجهد الذي بذله واضعو اتفاقية هامبورغ في سبيل تحصين وضع الشاحنين ازاء الناقلين، لهذا راى هذا البعض ان هذه العودة هي عودة غير محمودة وتصب في صالح الناقلين على حساب الشاحنين، الامر الذي قد يؤدي الى تداعيات خطيرة اقلها ارتفاع اقساط التأمين على البضائع المنقولة بحراً ومن ثم ارتفاع اسعار السلع، وهذا ما كان جو المؤتمرين من الدول الشاحنة عند تحضير اتفاقية روتردام[٨].

لكن للفصل فيما اذا كان هذا البند من اتفاقية روتردام يمثل حقيقة تسهيلاً على الناقلين وتشديداً على الشاحنين، ولتبيان الخيط الاسود من الخيط الابيض في ذلك، سنقوم بمقارنة هذا البند من المادة١٧من اتفاقية روتردام بالمادتين المقابلتين لها في اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ اللتين تتحدثان عن اسباب دفع مسؤولية الناقل.

فاتفاقية بروكسل منحت الناقلين امكانية دفع مسؤوليتهم بابراء انفسهم كلياً من المسؤولية اذا اثبتوا ان الضرر اللاحق بالبضائع كان ناجماً عن احدى الحالات التي عددتها المادة ٤ بالبند ثانياً،وتنقسم هذه الحالات الى قسمين، قسم يتعلق بالخطأ والاهمال الذي يقترفه الربان او البحارة او المرشد او مستخدمي الناقل في الملاحة او في ادارة السفينة، وقسم آخر يتعلق بالحالات التي تعتبر من قبيل السبب الاجنبي او القريبة منه، كالقوة القاهرة وخطأ الشاحن والعيب في البضائع وفعل الغير وقد عددت ١٧ تطبيقاً لهذه الحالات[٩].

في اتفاقية روتردام عددت المادة ١٧ منها حالات اعفاء الناقل من المسؤولية فابقت على العديد من حالات الاعفاء التي كانت واردة في اتفاقية بروكسل واضافت بعض الاسباب وحذفت حالة الاعفاء المتعلقة بالاضرار الناجمة عن فعل او اهمال الربان اوالبحارة اوالمرشد او مستخدمي الناقل في الملاحة او في ادارة السفينة، والتي كان يتمتع بها الناقل. ان حذف هذه الحالة من الاعفاء يعتبرا نصراً فعلياً للشاحنين، وهذا ما يتفق تماماً مع اتفاقية هامبورغ، الا ان هذه الاخيرة لم تقتصر بالالغاء على هذه الحالة انما الغت كل حالات الاعفاء من المسؤولية التي كانت واردة في اتفاقية بروكسل. كذلك يلاحظ ان الناقل في اتفاقية روتردام لم يعد يتمتع من اعفاء المسؤولية عن الهلاك او التلف الذي سببه عدم صلاحية السفينة المستجد بعد بدء الرحلة البحرية، على خلاف اتفاقية بروكسل (والقانون اللبناني) وهو ما يعتبر تقدماً ايضاً لصالح الشاحنين وهو ما يتفق في هذا الحد مع اتفاقية هامبورغ في هذا الشأن على اعتبار ان هذه الاخيرة لم تبحث في التزامات الناقل ببذل الهمة الكافية لجعل السفينة صالحة للملاحة عند بدء الرحلة البحرية او اثناء الرحلة البحرية فالامر سيان. فهذه الاتفاقية منحت الناقل امكانية دفع مسؤوليته باثباته سبب الاعفاء العام الوحيد بانه هو ومستخدموه ووكلاؤه اتخذوا التدابير

---

(٨) www.Marinews.net

(٩) وهو ذات موقف التشريع اللبناني مع فارق في الصياغة حيث ان قانون التجارة البحرية اللبناني ذكر القوة القاهرة او بعض تطبيقات السبب الاجنبي بشكل عام كسبب من اسباب الاعفاء من المسؤولية دون ان يذكر كل تطبيقاته المعروفة وفقاً للقواعد العامة، وهذا الفرق هو نتيجة للمنهج المغاير المتبع في كل من اتقاية بروكسل والقانون الوطني اللبناني.

المعقولة المتطلبة لتفادي وقوع الحادث المسبب للضرر، سواء كان سبب الضرر عدم صلاحية السفينة للملاحة او غيره من الاسباب، باستثناء حالتين محددتين يسّرت الاتفاقية على الناقل عملية الاثبات، وهما حالة نقل الحيوانات الحية، وحالة الاضرار الناشئة عن تدابير اتخذها الناقل لانقاذ الارواح والممتلكات في البحر. هذا عدا عن حالة الاضرار الناتجة بسب الحريق حيث ان عبء الاثبات ينقلب ليستقر على عاتق الشاحن بأن سبب الحريق فعل او اهمال الناقل او مستخدميه على ما ذكرنا سابقاً.

يبقى بعد ذلك ما هو مشتركاً بين اتفاقيتي بروكسل وروتردام فيما يتعلق بأسباب الاعفاء الاخرى الواردة في كل من الاتفاقيتين، ويمكن رد هذه الاسباب الى اربع مجموعات ينـدرج تحتها عدة تطبيقات: القوة القاهرة وخطأ الشاحن وعيب البضائع وافعال الناقل البريئة من الغش لانقاذ الارواح او الممتلكات او محاولة انقاذها(فقط المحاولة في اتفاقية روتردام)، مـا خلا حالة وحيدة تفردت بها اتفاقية روتردام تتعلق بحالة الضرر الناجم عن اتخاذ الناقل تدابير معقولة اذا كانت من اجل تفادي الاضرار بالبيئة او محاولة ذلك.

وهذه الحالات ما هي الا تطبيق للقواعد العامة في المسؤولية الواردة بالقوانين الوطنية لكل دولة، فيعفى الناقل بناءاً عليها اذا اثبت ان الضرر نجم عن احداها، حيث انه باثبات احدى هذه الحالات يكون الناقل قد قطع رابطة السببية بين فعله والضرر اللاحق بالبضائع من هـلاك او تلف اوتأخير في الوصول.

قد اعتبر البعض[١٠] ان هذا الحكم الذي اتت به معاهدة روتردام بارجاع حالات الاعفاء من المسؤولية المعطاة للناقلين تراجعاً الى الوراء بالنسبة للشاحنين عما كان عليه الوضـع فـي اتفاقية هامبورغ، واعتبروا ان هذا التراجع فرضه التزام الجماعة الدولية بالتوازن المنشود بين مصالح الشاحنين ومصالح الناقلين والمتوخى من هذه الاتفاقية الجديدة، فقد تنبه واضعو اتفاقية روتردام الى ان الغاء اسباب الاعفاء من المسؤولية التي قامت به اتفاقية هامبورغ ومـا ادى اليه من تشديد مسؤولية الناقلين، هو السبب الذي حال دون انضمام العديد من الدول، لاسـيما الدول ذات الاسطول البحري الكبير، الى اتفاقية هامبورغ، لذا تفادياً لـذلك ارتـأى واضـعو الاتفاقية ارجاع معظم حالات اعفاء الناقل من المسؤولية التي كانت واردة في اتفاقية بروكسل لا بل اضافوا عليها حالات اخرى وعدلوا بعض الحالات الموجودة.

في الواقع يكون هذا التحليل صحيحاً، لو فعلاً حققت اتفاقية هامبورغ احد اهـم الاهـداف المنشودة من ورائها الا وهو تشديد مسؤولية الناقل كما كان يرغب واضعوها.واذا كـان رأي الاغلبية الساحقة من الفقه ان الغاء اسباب الاعفاء من المسؤولية في اتفاقية هامبورغ يـؤدي الى تشديد مسؤولية الناقلين، الا اننا لا نميل الى ذلك، على اعتبار ان نية واضعو هذه الاتفاقية شيئ والمادة الخامسة منها التي استبدلت حالات الاعفاء الخاصة من المسؤولية بسبب الاعفاء العام من المسؤولية الوارد فيها شيئ آخر، حقاً انهم اصابوا جزءاً من الحقيقة في قولهم بتشديد مسؤولية الناقل في اتفاقية هامبورغ، لكن هذا لا يصح الا بالنسبة لالغاء الـسبب الاول مـن حالات الاعفاء الذي كان وارداً في اتفاقية بروكسل الا وهو اثبات الناقل بأن الضرر نجم عن فعل او اهمال الربان او البحارة او المرشد او مستخدمي الناقل فـي الملاحـة او فـي ادارة السفينة.

الا ان ما اوردته الاتفاقية في المادة الخامسة منها باعطاء الناقل دفع مسؤوليته عن هلاك او تلف او تأخير في وصول البضائع، بأن يقدم الدليل على انه هو وتابعوه أو وكلاؤه قد اتخذوا جميع ماكان يلزم اتخاذه من التدابير المعقولة لمنع وقوع الحادث الذي سبب الـضرر واتقـاء نتائجه، انما هو اسلوب لنفي قرينة الخطأ الواقع على الناقل ليس من الصعوبة بمكان، او على

---

(١٠) انظر مقالة الدكتور فاروق ملش على الموقع الالكتروني السابق الذكر.

الاقل ليس في هذا شيئ من حماية الشاحنين او العكس تشديدٍ من مسؤولية الناقلين، ولعل الحماية الاقوى للشاحنين كانت بالاكتفاء بجعل الناقل مسؤولاً مالم يثبت ان الضرر الذي لحق بالبضائع قد نتج عن فعل او اهمال لا يرجع اليه او الى احد تابعيه.

وما زاد في الطين بلّة، ان اتفاقية هامبورغ نقلت عبء الاثبات من الناقل الى عاتق الشاحن في حالتين، حالة حصول الهلاك او التلف او تأخير في وصول البضائع الناجم عن الحريق، وحالة عدم اتخاذ الناقل كافة التدابير المعقولة لاخماد الحريق وتجنب تبعاته او التخفيف منها.في هاتين الحالتين ان قاعدة الاثبات معكوسة، حيث يقع على الشاحن عبء اثبات خطأ او اهمال الناقل او تابعيه الذي ادى الى الحريق، او خطأ او اهمال الناقل او تابعيه في عدم اتخاذ التدابير المعقولة لاخماد الحريق وتجنب تبعاته او التخفيف منها. فليس في هذه الحالة خطأ مفترض على الناقل انما خطأ واجب الاثبات، ولا شك في ان نقل عبء الاثبات على الشاحن (او المرسل اليه) امر فيه صعوبة بالغة عليه، على اعتبار انه لا يكون على متن السفينة لحظة الحريق، الامر الذي لا يمكنه من تحديد وقت نشوئه والاسباب التي ادّت اليه، وما اتخذه الناقل من تدابير للحيلولة دون اندلاعه او لاخماده وتجنب تبعاته، وهذا ما يعتبر فعلاً تشديداً على الشاحنين وتسهيلاً للناقلين.

لو ان واضعي اتفاقية هامبورغ اقتصروا في المادة الخامسة منها على هذين البندين من الاعفاء (اقصد الحريق) لكان من الممكن القول انهم شددوا مسؤولية الناقل فعلاً، الا ان مثل هذه النتيجة لم تتحقق لانه في غير هاتين الحالتين يمكن للناقل ان يعفي نفسه من المسؤولية باثبات يسير "انه هو وتابعيه ووكلاؤه قد اتخذوا التدابير المعقولة المتطلبة لتفادي الحادث وتبعاته" فلم يلق على عاتقه اتخاذ كافة التدابير اللازمة والضرورية لذلك نرى ان الناقل في اتفاقية هامبورغ يمكنه ان يتحلل من مسؤوليته تجاه الشاحن او المرسل اليهم باسلوب اقل قسوة مما هو في اتفاقيتي بروكسل ورتردام بذلك الاثبات المشار اليه اعلاه، حيث انه في هاتين الاتفاقيتين لكي يدفع الناقل مسؤوليته عليه اثبات ان مسبب الضرر هو احد الحوادث الواردة في متن نصوصهما، وهو اثبات ليس اسهل من اثبات اتخاذ التدابير المعقولة المتطلبة لتفادي وقوع الحادث او على الاقل ان صعوبة عبء الاثبات على الناقل في الحالتين متقاربة الى حد بعيد.

بخلاصة الكلام عن اتفاقية هامبورغ، في هذه الحيثية، يمكن القول ان الشاحنين لم يكتسبوا منها على مستوى المسؤولية الا الغاء حالة الاعفاء من المسؤولية الخاصة بالخطأ الملاحي او في ادارة السفينة الواقع من تابعي الناقل، وايضاً حالة الغاء المسؤولية على الناقل في حال بقي سبب الحادث مجهولاً، لان المادة ٥ بند ١ من الاتفاقية صريح بأن نفي المسؤولية يتطلب من الناقل اثبات انه اتخذ التدابير المعقولة المتطلبة لتفادي وقوع الحادث الذي سبب الهلاك او تلف البضائع او التأخر في وصولها، فاذا تعذر عليه معرفة سبب الهلاك او التلف بصفة مؤكدة فانه يكون غير قادر على تحديد الحادث الذي سبب هذه الاضرار وبالتالي لا يمكنه ان يثبت انه اتخذ كافة التدابير المعقولة المتطلبة لتفادي الحادث لكي يتمكن من الافلات من المسؤولية.

هكذا في مجال المسؤولية لا يمكن الجزم بالقول ان اتفاقية هامبورغ كانت احكامها اشد من احكام اتفاقية روتردام ازاء الناقلين، انما يمكن القول في هذا المجال انها ارست اسس التوازن في المسؤوليات بين الشاحنين والناقلين على وجه افضل من سابقتها.

د ــ الحد الاقصى للتعويض (تحديد المسؤولية).

فاقت اتفاقية روتردام الاتفاقيات السابقة لها من حيث تحديد الحد الاقصى لمسؤولية الناقل البحري عن الاخلال بواجباته المسببة لتلف اوهلاك البضائع، وذلك عن كل طرد او وحدة

شحن او عن كل كيلو غرام ايهما اكبر، وكذلك في الحد الاقصى للتعويض بشأن الخسارة الناجمة عن تأخير في تسليم البضائع (مادة ٦٠).

فقد جعلت هذه الاتفاقية الحد الاقصى لمسؤولية الناقل عن تلف او هلاك البضائع وفقاً للنسب التالية:

- ٨٧٥ حق سحب خاص Special drawing rights عن كل طرد او وحدة شحن(١١). بينما كان ٨٣٥ حق سحب خاص في اتفاقية هامبورغ.
- ٣ حق سحب خاص عن كل كيلو غرام.بينما كان ٢،٥ حق سحب خاص في اتفاقية هامبورغ.
- مثلي ونصف اجرة النقل على الا يزيد على اجمالي الاجرة. مثلما هو تماماً في اتفاقية هامبورغ.

اما في القانون اللبناني فان مرسوم رقم ٨٣٠٥ تاريخ ١٩٩٦/٤/١٩ حدد الحد الاقصى لمسؤوليةالناقل البحري عن تلف ااو هلاك البضائع وفق النسبة التالية ايهما اكبر:

- ٦٧، ٦٦٦ حق سحب خاص عن كل طرد او وحدة .
- ٢ حق سحب خاص عن كل كيلو غرام.

اضف الى ذلك ان اتفاقية روتردام وعلى خلاف اتفاقية هامبورغ اجازت للشاحن التملص من تحديد حد اقصى للتعويض المستحق له من الناقل، اذا اعلن للناقل عن قيمة البضائع وادرجها في تفاصيل العقد.وهذه الحالة مذكورة ايضاً في اتفاقية بروكسل والقانون اللبناني.

كما ان اتفاقيتي بروكسل وروتردام ذكرتا بصريح العبارة سبباً آخر للتملص من تحديد المسؤولية،يتعلق باتفاق الشاحن والناقل على تحديد مبلغ اكبر للتعويض عما هو وارد في الاتفاقية. لكن في الحقيقة ان هذا السبب الثاني عام ويمكن تطبيقه في اتفاقية هامبورغ على اعتبار انه من قبيل تشديد المسؤولية على الناقل وهو امر جائز في هذه الاتفاقيات الثلاث اما الاعفاء او التخفيف من مسؤوليته فهذا غير جائز على الاطلاق، واي بند بهذا المعنى يعتبر باطلاً لا مفعول له لتعلق احكام الاتفاقيات الثلاث هذه بالنظام العام.

هـ ـ سقوط الحق بتحديد المسؤولية

ورد في المادة ٦١ من اتفاقية روتردام حكماً قضى بحرمان الناقل او اي شخص من تابعيه من الحق في تحديد المسؤولية وذلك "اذا اثبت المدعي ان الخسارة الناجمة عن اخلال الناقل بواجباته بمقتضى هذه الاتفاقية، تعزى الى فعل او امتناع شخصي من جانب الشخص المطالب بالحق في تحديد المسؤولية، ارتكب بقصد احداث تلك الخسارة او عن استهتار وعن علم باحتمال حدوث تلك الخسارة".

وقد فسّر البعض هذا النص بأنه تميّز وتقدم عن اتفاقية هامبورغ في هذا الخصوص، على اعتبار انها تجيز للشاحن التملص من تحديد مسؤولية الناقل اذا اثبت ان الفعل او الامتناع صدر اما من الناقل شخصياً واما من تابعيه، في حين ان اتفاقية هامبورغ (وكذلك اتفاقية بروكسل، المادة الرابعة البند خامساً هـ) تقضي بالمادة ١/٨ بأنه يمتنع على الناقل تحديد المسؤولية اذا اثبت المضرور ان الفعل او الامتناع صدر من الناقل شخصياً الامر الذي يعني انه اذا صدر الفعل او الامتناع عن تابعي الناقل فلا يحق له التمسك بتحديد المسؤولية، وهذا يعتبر تشديداً على الشاحن باضعاف الجزاء المتعلق بالحرمان من تحديد المسؤولية، على اعتبار ان الناقل لا يكون غالباً على متن السفينة لكي يقع منه شخصياً فعل او اهمال يؤدي الى

---

(١١) حق السحب الخاص هو سلة من عدة عملات قوية في العالم يحدد قيمته صندوق النقد الدولي.

تلف او هلاك البضائع او تأخير تسليمها.فالافعال او الاهمال المسببة للضرر بالبضائع غالباً ما تقع من تابعي الناقل ، لذلك فان اسبعاد هؤلاء من النص يجعل هذا الجزء فارغ المضمون عملياً.

الا اننا لا نوافق على هذا التفسير للمادة ٦١ من اتفاقية روتردام، فاذا تمعّنا في النص، نجد انه لا يفترق عن نص المادة ٨/١ من اتفاقية هامبورغ ولا عن المادة الرابعة البند خامساً (هـ) من اتفاقية بروكسل.

فنص المادة ٦١ ذكر انه "لا يحق للناقل..... ان ينتفع بالحد من تحديد المسؤولية.... اذا اثبت المدعي ان الخسارة الناجمة عن اخلال الناقل بواجباته يعزى الى فعل او اغفال شخصي من قبل المطالب بالحق في تحديد المسؤولية".

حقاً ان هذه النص وعلى خلاف نص المادة ٨/١ من اتفاقية هامبورغ لم يذكر "الفعل او الاغفال الصادر عن الناقل شخصياً" الا ان دلالة النص تشير الى ذلك على اعتبار انه ذكر اثبات ان الخسارة "تعزى الى فعل او اغفال شخصي من جانب الشخص المطالب بالحق بتحديد المسؤولية". فالفعل الشخصي او الاغفال ما هو الا فعل او اغفال الناقل شخصياً اذا كان هو المطالب بتحديد المسؤولية، اما اذا كان المطالب بتحديد المسؤولية هو تابع الناقل، فيقتضي على الشاحن اثبات الفعل الشخصي لهذا التابع او اغفاله. لو ان واضعي اتفاقية روتردام ارادوا بسط الحكم بمنع الناقل من التمسك بتحديد المسؤولية اذا ارتكب شخصياً او احد تابعيه فعلاً او اغفالاً احدث الضرر بالبضائع او التأخير في تسليمها، لكانوا اشاروا الى ذلك بصراحة، كما فعل المشترع المصري مثلاً بالنص في المادة ٢٤٠ فقرة ١ من قانون التجارة البحرية على انه "لا يجوز للناقل التمسك بتحديد المسؤولية عن الهلاك اذا اثبت ان الضرر نشأ عن فعل او امتناع صدر منه او من نائبه او من احد تابعيه...."

نرى ان اتفاقية روتردام واتفاقية هامبورغ (وكذلك اتفاقية بروكسل)[١٢] في شأن تحديد المسؤولية لم توضح تماماً امكانية تمسك الناقل بتحديد المسؤولية اذ ما ما صدر فعل او اهمال عن تابع الناقل عن قصد او عن استهتار ادى الى التسبب بالاضرار للشاحن. كنا نتمنى لو ان اتفاقية روتردام اهتمت بهذه النقطة القانونية الحساسة وحسمتها بالكامل كما جاء تماماً في نص المادة ٢٤٠ فقرة ١ من قانون التجارة البحرية المصري.

III ــ فيما يتعلق بتوسيع التزامات الناقل.

لحظت المادة ١٣ من اتفاقية روتردام الموجب الواقع على الناقل باستلام البضائع من الشاحن وتسليمها الى المرسل اليه، فنصّت المادة ١٣ المعنونة تحت عنوان "واجبات معينة" نصت على الآتي: ١ ــ "يقوم الناقل... بتسلم البضائع ومناولتها وتحميلها وتستيفها ونقلها وحفظها والاعتناء بها وتفريغها وتسليمها على نحو ملائم وبعناية". فموجب تسلم وتسليم البضائع ادخلته الاتفاقية ضمن الموجبات الواقعة على الناقل من بين الموجبات الاخرى بخلاف اتفاقية بروكسل والقانون اللبناني حيث لم يكن وارداً بشكل صريح فيهما، كما ان اتفاقية هامبورغ لم تتحدث عن التزامات الناقل بفصل خاص.

اما الموجبات الاخرى (تحميل تستيف نقل وحفظ تفريغ والاعتناء بالبضائع) بقيت هي ذاتها في اتفاقيتي بروكسل وروتردام (والقانون اللبناني)، الا ان ثمة موجباً واحداً يتعلق بالشحن

(١٢) حيث جاء نص المادة ٨/١ من اتفاقية هامبورغ على الوجه التالي: "لا يحق للناقل الاستفادة من تحديد المسؤولية اذا اثبت ان الهلاك او التلف او التأخير في التسليم قد نتج عن فعل او تقصير الناقل.." اما نص المادة الرابعة بند خامساً ه من اتفاقية بروكسل جاء على الوجه التالي: "لا يخوّل الناقل او السفينة الاستفادة من تحديد المسؤولية... اذا اثبت ان الضرر نتج عن فعل او اهمال من جانب الناقل...".

والتفريغ القاه القانون اللبناني على الشاحن وليس على الناقل ما لم يصار الى الاتفاق على العكس، اما في اتفاقية روتردام ان القاعدة هي وقوع موجب التسلم والمناولة والتحميل والتستيف والنقل والاعتناء بالبضائع والتفريغ وتسليم البضائع على نحو ملائم وبعناية على الناقل، الا ان البند ٢ من المادة ١٣ منها اجازت للاطراف الاتفاق على خلاف هذه القاعدة فيما يتعلق بموجبات التحميل او المناولة او التستيف او التفريغ بشرط ان يدرج ذلك في تفاصيل العقد.هذا بخلاف قواعد بروكسل التي لم تجز الاتفاق على مثل ذلك الاتفاق، لان من شأن ذلك تخفيف مسؤولية الناقل وهذا لا يجوز.

اضف الى ذلك ان اتفاقية روتردام نظّمت موجب التسلم والتسليم وما يتفرّع عنه بين الشاحن والناقل على وجه مستفيض في فصل مستقل، وتحدثت عن واجب التعاون بينهما من حيث توفير المعلومات والتعليمات اللازمة حول البضائع ولاعداد تفاصيل العقد (مواد٢٧، ٢٨،٢٩، ٣١ / والمواد ٤٣ الى ٤٤٨).

كذلك نلاحظ ان اتفاقية روتردام وسّعت من التزام الناقل بتوفير سفينة صالحة للملاحة قبل السفر وعند بدء الرحلة واثناءها (مادة ١٤)، لذا فان توفير سفينة صالحة للملاحة اصبح التزاماً مستمراً على الناقل، بدلاً من ان يكون محدداً بالوقت السابق للرحلة ويتوقف اثناء الرحلة كما هي الحال في اتفاقية بروكسل.

واذا كانت قواعد بروكسل جعلت هذا الالتزام قبل السفر وعند بدء الرحلة فقط، فان القانون اللبناني ضيّق اكثر فاكثر من مدة مسؤولية الناقل في هذا الالتزام اذ جعله فقط قبل بدء السفر (مادة ٢٠٩ تجارة بحرية).

القسم الثاني: الاحكام المستحدثة في اتفاقية روتردام.

اولاً: حق السيطرة او حق التوجيه Right of control

على خلاف الاتفاقيات الدولية المتعلقة بالنقل البحري، تطرقت اتفاقية روتردام الى ما يعرف بحق السيطرة او حق التوجيه، وهو الحق الذي يعطي الشاحن مكنة توجيه التعليمات الى الناقل بشأن البضائع وفقاً لما يخوله عقد النقل. وقد اقتبس واضعو الاتفاقية حق السيطرة من اتفاقية وارسو للعام ١٩٢٩ المتعلقة بالنقل الجوي.

وقد ذكرت المادة الخامسة من الاتفاقية الحالات التي يمكن فيها استعمال حق السيطرة على الوجه التالي:

- الحق في توجيه او تعديل تعليمات بشأن البضائع.
- الحق في تسلّم البضائع في ميناء توقف متكرر.
- الحق في الاستعاضة عن المرسل اليه بأي شخص آخر بمن فيه الطرف المسيطر.

يبقى حق السيطرة قائماً طوال فترة مسؤولية الناقل البحري وينقضي بانقضاء تلك المدة.

والشاحن هو المستفيد الاول من حق السيطرة، الا ان عقد النقل يمكن ان يحدد المرسل اليه او الشاحن المستندي او شخصاً آخر.

وثمة جوانب كثيرة تطرقت اليها الإتفاقية في معالجة حق السيطرة، اذ عالجته بشكل دقيق ومفصّل، وهذا ما يعتبر تحديثاً اساسياً في هذا النطاق لاتفاقية روتردام.

وتعود الاهمية الكبيرة لحق السيطرة لما يرافق التجارة الدولية احياناً من سوء امانة وحالات الغش والافلاس الاحتيالي وغيرها، لذا فان تنظيم حق السيطرة في النقل البحري الدولي واعطائه للشاحن (او بائع البضائع) يمثل نوعاً من الحماية له ضد تلك التصرقات حيث يمكنه

من تفادي آثار هذه التصرفات عن طريق اعطاء تعليمات للناقل بشأن وضع البضائع، بعدم تسليمها الى المرسل اليه او بتفريغها في ميناء غير ميناء التفريغ الاصلي او تسليمها الى شخص آخر غير المرسل اليه.فاذا اكتشف الشاحن على سبيل المثال ان المشتري او المرسل اليه واقع في حالة الافلاس،ولا وسيلة للحصول منه على ثمن البضائع، عندما يستعمل حق السيطرة هذا باعطاء تعليمات الى الناقل بعدم تسليم البضائع للمرسل اليه (الشاري) الاصلي وتسليمها الى شخص آخر.

ثانياً: سجل النقل الالكتروني. Electronic transport record

من الامور المستحدثة التي ابتكرتها اتفاقية روتردام، وانسجاماً مع تطور تكنولوجيا الاتصال الحديثة، ابتكرت نظام السجل النقل الالكتروني الى جانب مستندات النقل الورقية مثل سندات الشحن وغيرها.فعرّفت المادة الاولى بند ١٨ من الاتفاقية سجل النقل الالكتروني بأنه "المعلومات الواردة في رسالة واحدة او اكثر يصدرها الناقل بوسيلة اتصال الكترونية بمقتضى عقد النقل، بما فيها المعلومات المرتبطة منطقياً بسجل النقل الالكتروني ابان او عقب اصداره من جانب الناقل بحيث تصبح جزءاً من سجل النقل الالكتروني والتي تثبّت تسلم الناقل او الطرف المنفذ البضائع بمقتضى عقد النقل وتثبت وجود عقد للنقل او تحتوي عليه".

وقضت المادة ٨ من انه يجوز تسجيل اي شيء تقتضي هذه الاتفاقية بأن يحتويه مستند النقل في سجل النقل الالكتروني بشرط ان يكون اصدار سجل الانقل الالكتروني رهناً بموافقة الشاحن والناقل.

وجعلت الاتفاقية لاصدار السجل والسيطرة الحصرية عليه واحالته ذات مفعول اصدار النقل الورقي او حيازته او احالته.

ولكي يكون للسجل حجية مطلقة اوجبت الاتفاقية بأن يحمل هذا السجل توقيعاً الكترونياً لمصدره (الناقل او الشخص الذي يتصرف بالنيابة عنه).

لا شك ان استخدام سجل النقل الالكتروني في مجال النقل البحري يعد خطوة كبيرة الى الامام، كان يقتضي ان تكون منذ زمن بعيد، لما لها من اهمية بفسح المجال باستخدام سندات الشحن الالكترونية وتطبيق نظام التوقيع الالكتروني، والاستفادة من مميزات التجارة الالكترونية التي لها المستقبل الاعظم على مستوى نشاط التجارة الدولية، حيث ان سندات الشحن الالكترونية وطريقة الدفع الالكتروني (والنقود الالكترونية) بالاضافة الى ان لها ذات المفعول القانوني للمعاملات الورقية، الا انهما يوفران النفقات والجهد ويختصران الوقت والمسافات ويرفعان من كفاءة اداء خدمات النقل البحري بوجه خاص والنقل متعدد الوسائط بوجه عام.

من جانب آخر ان استخدام البريد الالكتروني في نقل المعلومات والبيانات ونظراًللسرعة اللحظية في وصول هذه المعلومات والبيانات، ينهي فعلياً مشكلة تأخير وصول المستندات الورقية الآتية بالبريد العادي والتي كانت تتأخر في كثير من الاحيان عن وقت وصول البضائع فعلياً الى ميناء الوصول، الامر الذي يترتب عليه اشكالات جمة على صعيد تسليم البضائع الى المرسل اليهم لحين وصول تلك المستندات. هذا عدا عن الضرر الذي كان يصيب البضائع جراء تعرضها للعوامل الجوية اثر بقائها فترة زمنية على الرصيف قبل استلامها، او ما يتعرض له المرسل اليه من تكبد نفقات اضافية بوضع هذه البضائع في المخازن العمومية ريثما تصل وثائق البريد العادية.

مع ذلك ان سجلات النقل الالكتروني لا تخلو من المخاطر هي الاخرى، المخاطر ذاتها التي تتعرض لها شبكات الاتصال الحديثة، اهمها دخول المتطفلين والعابثين بملفات مستخدمي

الشبكة الالكترونية، لذلك من الضروري ايجاد طريقة تضمن امن وسلامة الارسال الالكتروني.

ثالثاً: العقد الكمي Volume contracts

من الافكار المستحدثة في هذه الاتفاقية، عقود الكمية وحرية الشاحن فيها بادراج بنود تحدد حقوقاً وواجبات اكثر او اقل من تلك الحقوق والواجبات التي تتضمنها الاتفاقية. والواقع ان اتفاقية هامبورغ اشارت بشكل عارض وسريع الى حكم وحيد فيما يتعلق بالعقد الكمي، حيث نصت في البند ٤ من المادة ٢ على ان احكام الاتفاقية طبق لى كل شحنة من الشحنات الا اذا تمت احدى الشحنات بموجب مشارطة ايجار.

اما اتفاقية روتردام فنظّمت العقد الكمي على وجه تفصيلي. فعرّفت المادة الاولى بند ٢ منها عقد الكمي بأنه العقد الذي يتضمن "نقل كمية محددة من البضائع في سلسلة من الشحنات خلال فترة زمنية متفق عليها".

كما هو واضح من التعريف ان الميزة الاساسية لهذا العقد تكمن في اتفاق الناقل والشاحن على كمية محددة من البضائع يتوجب على الناقل نقلها الى مكان معين ليس دفعة واحدة انما على دفعات خلال فترة زمنية يحددها الطرفان.

– احكام العقد الكمي:افردت الاتفاقية لهذا العقد احكاماً مغايرة عن عقد النقل البحري العادي، فأجازت فيه ان يتضمن حقوقاً وواجبات ومسؤوليات اكثر او اقل من تلك التي تفرضها هذه الاتفاقية في عقود النقل الاخرى الخاضعة لاحكامها، وذلك خروجاً عن احكام المادة ٧٩ منها، بحيث منعت هذه المادة على اطراف العقد ادراج اي بند في عقد النقل من شأنه استبعاد او الحد من واجبات الناقل ومن في حكمه او مسؤولياته الواردة في هذه الاتفاقية. او ايضاً ان يستبعد او يحد من واجبات وحقوق او مسؤوليات الشاحن او المرسل اليه ومن في حكمهم الواردة في هذه الاتفاقية، وكذلك يمنع اي بند يرد في عقد النقل يحيل استحقاق التأمين على البضائع لصالح الناقل او من في حكمه.

– شروط العقد الكمي: تشترط الاتفاقية في العقد الكمي للخروج بأحكامه عن احكام الاتفاقية عدة شروط:

١. ان يتضمن العقد الكمي بياناً واضحاً لا لبس فيه يظهر ارادة الاطراف خروجها عن احكام هذه الاتفاقية.

٢. ان يتضمن ما يفيد انه جرى التفاوض عليه بصورة منفردة بين الشاحن والناقل.

٣. ان يتضمن العقد تحديداً واضحاً للابواب التي تتضمن خروجاً عن الاتفاقية.

٤. الا تكون الاحكام التي تخرج عن الاتفاقية يتضمنها مستنداً آخر يحيل اليها العقد، او تكون مندرجة في عقد اذعان غير خاضع للتفاوض.

اضافة الى هذه الشروط العامة، يتوجب عدة شروط لكي تسري احكام العقد الكمي المخالفة لاحكام الاتفاقية تجاه غير الشاحن، فيتوجب اولاً ان يكون الغير (غير الشاحن) قد تلقى المعلومات التي تبيّن بوضوح ان العقد الكمي يخرج عن احكام الاتفاقية. ثانياً ان يبدي الغير موافقته بصراحة على انه يكون ملزماً بذلك الخروج. ثالثاً الا تكون الموافقة مبنية على جدول الاسعار والخدمات العلني الخاص بالناقل او في مستند النقل او سجل النقل الالكتروني.

ويقع عبء اثبات استيفاء الشروط اللازمة للخروج عن احكام الاتفاقية على الطرف المطالب بالمنفعة المتأتية عن تلك الاحكام المخالفة لاحكام الاتفاقية.

ومن الجدير الاشارة اليه ان الخروج عن احكام الاتفاقية بواسطة البنود التي قد ترد في العقد الكمي، هو امر اختياري، فلا يجوز لفريق ان يجبر الفريق الآخر القبول بالتزامات ومسؤوليات بأكثر او اقل من تلك التي توفرها له الاتفاقية، فاذا كان الشاحن هو الطرف الاضعف في العلاقة فلا شيء يجبره ان يخرج عن احكام الاتفاقية في العقد الكمي.

نرى ان الخروج عن احكام الاتفاقية في العقد الكمي لم يتقرر في هذا العقد الا لان مراكز الاطراف فيه متساوية، بحيث يمكن للطرفين التفاوض بحرية تامة، على عكس الحال في عقد النقل البحري بموجب سندات الشحن، حيث يكون فيه الشاحن هو الطرف الاضعف، لذا اقتضت الاتفاقيات الدولية ذات الصلة حمايته.

– استثناءات مبدأ جواز الخروج عن احكام الاتفاقية في العقد الكمي:

لحظت المادة ٨٠ فقرة ٤ عدة حالات منعت الناقل او الشاحن زيادة او تقليل التزاماتهما الواردة في الاتفاقية. على سبيل المثال: التزام الناقل بجعل السفينة صالحة للملاحة، التزام الناقل بتطقيم السفينة وتزويدها بالمعدات والامدادات اللازمة على النحو الملائم.التزام الشاحن بتزويد الناقل فيما يخص البضائع من معلومات وتعليمات ومستندات، وكذلك البيانات الخاصة بالبضائع الخطرة.

رابعاً: تنظيم التقل بالحاويات Containers

لم يشأ واضعو اتفاقية روتردام تجاهل الاشكاليات المتأتية عن النقل بالحاويات، على خلاف الاتفاقيات السابقة، فبالرغم من ان تطور عمليات الشحن والتفريغ باستخدام الحاويات في النقل البحري ابتدأ في الستينات من القرن الماضي، وبالرغم من ان تكنولوجيا بناء السفن تطور لمواجهة استقبال هذا النوع من الحمولة المعبأة بالحاويات، بحيث ان خطوط ملاحية منتظمة بأكملها اخذت تعتمد هذا النوع من النقل، الا ان ايا من الاتفاقيات المتعلقة بالنقل البحري الدولي لم تعالج المشكلات القانونية المترافقة مع هذا النوع من النقل. من ابرزها رص البضائع على سطح السفينة، الذي كان منعه يجد مبرره في الخطورة التي يشكلها على السفينة والبضائع والملاحين. ان وجود الحاويات وتجهيز السفن المخصصة لهذا النوع من النقل، قد قلل كثيراً من المخاطر التي قد تلحق بالبضائع من ضرر، حيث تكون البضائع في مأمن داخل الحاوية اذ تكون وكأنها مشحونة في عنابر السفينة، كما ان تطور بناء السفن الحديثة وما تتميز به من متانة قللت اكثر فأكثر من تلك الاخطار، كما انه يجب الا ننسى ان تصميم سفن نقل الحاويات اصبح يأخذ بالحسبان ان تكون ثلث البضائع على السطح، وبالتالي لا يكون الاستغلال الاقتصادي للسفينة كاملاً اذا طرح هذا الجزء من الحمولة، وبذلك اصبح النقل بهذا الشكل يفرض على الناقل رص الحاويات التي تحمل البضائع على السطح، ولا يكون مخالفاً عندما يقدم الناقل على ذلك بغير موافقة الشاحن، شريطة ان تكون السفينة مخصصة لهذا النوع من النقل البحري. ومن ثم تكرس هذا الحكم كعرف بحري في مجال النقل البحري، ولا يخفى على احد ان الاعراف البحرية هي احدى المصادر ذات اهمية واسعة للقانون البحري، ويقتضي احترامها تماماً كباقي القواعد القانونية.

وتوخياً للدقة ان اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ اشارتا الى النقل بالحاويات بشكل عرضي عند الحديث عن احكام تحديد المسؤولية من حيث كيفية حساب الطرود الموجودة في الحاوية، او حالاتِ اجازةِ تحميلِ الحاوية على سطح السفينة، الا ان اتفاقية روتردام نظمت النقل بالحاويات تنظيماً دقيقاً وموسعاً، وتعرّضت للمشكلات القانونية الذي يطرحها.

عرّفت الاتفاقية المقصود "بالحاوية" وبـ "العربة" فاعتبرت الحاوية بأنها اي نوع من الحاويات او الصهاريج او المسطحات المائية القابلة للنقل، والحاويات البدالة او اي وحدة مشابهة تستخدم في تجميع البضائع (مادة ١ بند ٢٦)، وقد عالجت الاتفاقية بمعرض معالجتها للنقل بالحاويات، النقل بالعربات، واعطتهما حكماً واحداً، وقد عرّفت العربة بانها عربة شحن طرقية وعربة شحن بالسكك الحديد (مادة ١ بند ٢٧) مهيأة للنقل عل سطح السفينة (مادة ٢٥ بند ١/ب).

فالمادة ٢٥ من الاتفاقية نصت على ان احكام الاتفاقية تسري على نقل البضائع على سطح السفينة في عدة حالات، واحدى هذه الحالات هي اذا نقلت البضائع في حاويات او عربات مهيأة للنقل على سطح السفينة، او فوق تلك الحاويات او العربات، بشرط ان يكون سطح السفينة مهيأ خصيصاً لنقل تلك الحاويات او العربات. هذا الحكم يعتبر تقنيناً للعرف البحري الذي كان سائداً قبل نفاذ هذه الاتفاقية.الا ان المادة ٣/٢٧ انشأت التزاماً جديداً على الشاحن عندما تكون البضائع مشحونة في حاوية او عربة، بحيث القت عليه موجب تستيف وربط وتثبيت المحتويات في الحاوية او العربة او فوقها على نحو ملائم وبعناية بحيث لا تسبب اذى للاشخاص او الممتلكات.

نلاحظ هنا ان الاتفاقية نقلت الالتزام بالتستيف والربط وتثبيت البضائع على عاتق الشاحن، عندما نكون امام نقل بالحاويات او العربات، فاذا كان النقل بغير الحاويات او العربات فان هذا الموجب يقع اصلاً على الناقل بمقتضى الاتفاقية.

كذلك نظمت الاتفاقية بالتفصيل اجراءات التحفظ على المعلومات اذا كانت البضائع منقولة في حاويات او عربات (مادة ٤٠ بند ٣ و٤)، بالاضافة الى معالجتها كيفية احتساب الحاوية من حيث عدد وحدات الشحن، وهو امر مشابه تماماً لما اتى في اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ.

خامساً: النقل من الباب الى الباب او (النقل السابق او اللاحق للنقل البحري)

من الجديد في اتفاقية روتردام تنظيمها للنقل السابق او اللاحق للنقل البحري، وهو ما يعرف فقهاً بالنقل من الباب الى الباب او النقل متعدد الوسائط الذي يتخلله رحلة بحرية وقد وقع هذا النوع من النقل في مادة وحيدة من الاتفاقية (المادة ٢٦) وهو ما جعله غامضاً بعض الشئ. في الواقع ان النقل متعدد الوسائط عرجت عليه اتفاقية هامبورغ سريعاً بمعرض تحديد انطباق الاتفاقية، حيث نصت المادة الاولى بند ٦ على انه اذا تضمن عقد النقل على نقل بحري ونقل بوسيلة اخرى تطبق احكام الاتفاقية بالقدر الذي يتعلق بالنقل بحراً فقط.علماً ان هناك اتفاقية خاصة بالنقل متعدد الوسائط لم ينضم اليها لبنان، وهي اتفاقية الامم المتحدة للنقل الدولي المتعدد الوسائط للعام ١٩٨٠.

اما في اتفاقية روتردام فقد نظمت هذا النوع من النقل من اجل انطباق نظام واحد لمسؤولية الناقل عن جميع مراحل النقل السابقة او اللاحقة لمرحلة النقل البحري، ولا يتصور مثل هذا الحكم الا اذا كان النقل هو موضع اتفاق وحيد على مسؤولية شخص واحد وهو متعهد النقل المتعدد الوسائط الذي يسلم وثيقة شحن واحدة صالحة منذ اول النقل وحتى نهايته، وتذكر فيه مندرجات الزامية ومفصلة بدقة.

– تعريف عقد النقل متعدد الوسائط: هو العقد الذي يتعهد بمقتضاه متعهد النقل المتعدد الوسائط، لقاء دفع اجرة النقل، بأن يقوم بنفسه او يعهد الى سواه بتنفيذ النقل المتعدد الوسائط.

لتفادي تنازع تطبيق احكام هذه الاتفاقية من حيث تحميل الناقل المسؤولية عن الهلاك او تلف البضائع او التأخير في وصولها في النقل المتعدد الوسائط، مع غيرها من الاحكام

المماثلة، فقد اشترطت الاتفاقية لعدم انطباق احكام الاتفاقية على المرحلة غير البحرية عدة شروط:

١. وجود اتفاقية دولية اخرى تتضمن احكاماً تتعلق بمسؤولية الناقل وقت حدوث الهلاك او التلف او وقوع الحدث المسبب للتأخير،وكان من شأن هذه الاحكام ان تنطبق على الانشطة التي يضطلع بها الناقل او اي منها لو كان الشاحن قد ابرم عقداً منفصلاً ومباشراً مع الناقل فيما يتعلق بذات مرحلة النقل التي حدث فيها الهلاك او التلف او وقع فيها الحدث او الظرف المسبب في تاخير تسليمها.

٢. ان تتضمن الاتفاقية الدولية الاخرى بالتحديد احكاماً تتعلق بمسؤولية الناقل او الحد من المسؤولية او بالوقت المتاح لرفع الدعوى.

٣. ان تتضمن احكاماً تمنع الاتفاق على ما يخالفها سواء كلياً او لما هو في غير مصلحة الشاحن بمقتضى تلك الاتفاقية.

تطبيقاً لذلك لنفرض ان ثمة عقد نقل دولي متعدد الوسائط، ابرم مع احد الناقلين، وكانت احدى مراحل النقل تتضمن مرحلة بحرية، فاذا وقع حادث اثناء مرحلة النقل البحري عبر الحدود في اوروبا، وترتب عليه تلف او هلاك البضائع، فان مسؤولية الناقل هنا وما يستحقه الشاحن من تعويض، لا يخضع لاتفاقية روتردام، ذلك لانتفاء شروط تطبيقها، باعتبار وجود اتفاقية نقل بري CMR تحكم هذه المرحلة من النقل وقت وقوع الحادث المسبب لهلاك او تلف البضائع. اما في حال حصل الهلاك في المرحلة البحرية او وقع اثناء مرحلة النقل البري او الجوي، وكانت هاتين المرحلتين غير خاضعتين لاحكام اتفاقية دولية معينة ترعاهما، فان النقل في هذه الحالة يخضع لاحكام اتفاقية روتردام اذا ما توافرت شروط تطبيقها الاخرى.

لا نذيع سراً اذا قلنا بصعوبة تطبيق احكام واحدة تتعلق بمسؤولية الناقل على عقد نقل دولي متعدد الوسائط، تتنازعه احكام الاتفاقيات الدولية المختلفة لكل مرحلة من مراحل النقل، لذا جاءت الاتفاقية بتنظيم هش لهذا النوع من النقل، فأتت صياغة المادة ٢٦ المتعلقة بهذا النوع من النقل غير موفقة، تحتمل عدة تفسرات وتأويلات، نظراً لصعوبة تطبيق احكام واحدة على جميع مراحل النقل الدولية، لهذا السبب ربما تجاوزت اتفاقية هامبورغ تنظيم النقل متعدد الوسائط، وان كان يسجل لاتفاقية روتردام الجرأة في مقاربة هذا النوع من النقل، الا اننا كنا نفضل لو تم معالجته بتوضيح وتفصيل اكبر او ترك مسألة تنظيمه الى وقت لاحق، ريثما تتبلور كافة الاشكاليات لهذا النوع من النقل قبل التدخل التشريعي وتأطيره قانوناً.او على الاقل معالجة هذا النقل في اتفاقية دولية خاصة به، او تعديل احكام اتفاقية الامم المتحدة المتعلقة بالنقل متعددة الوسائط لعام ١٩٨٠ وحثّ الدول على الانضمام اليها.

سادساً: نظرة الى البيئة.

لم يغفل واضعو اتفاقية روتردام امر الحفاظ على البيئة في معالجتهم لاحكام عقد النقل البحري، وذلك عبر تنظيم الاجراءات الواجب اتخاذها بالنسبة للبضائع الخطرة على البيئة وكيفية التخلص منها. وهذا ما كان غافلاً عنه تماماً واضعو اتفاقيات النقل البحري السابقة ومشرعو القوانين الوطنية المتعلقة بالنقل البحري.

فالمادة ١٥ من الاتفاقية مثلاً اتاحت للناقل ان يتخذ ما يراه معقولاً من تدابير، دون مسؤولية عليه، كرفض تسليم البضائع او شحنها او تفريغها او اتلافها او ابطال اذاها او غيرها من التدابير اذا كانت البضائع تشكل خطراً فعلياً على الاشخاص او الممتلكات او *البيئة* ، لا بل تصح هذه التدابير اذا بدا له انه من المعقول ان تصبح هذه البضائع كذلك اثناء مدة المسؤولية.

وقد اعفت المادة ١٧ بند٣/ف الناقل من المسؤولية اذا اثبت ان الضرر الحاصل للبضائع (تلف او هلاك) او الخسارة الناجمة عن التأخير سببه اتخاذ تدابير معقولة لتفادي الاضرار بالبيئة او محاولة تفادي ذلك. وهو سبب جديد من اسباب اعفاء الناقل من المسؤولية لم تذكره من قبل اتفاقية بروكسل.

وقد صنفت المادة ٣٢ من الاتفاقية البضائع الخطرة بتلك البضائع التي بحكم طبيعتها او خاصيتها تكون خطراً على البيئة (او على الممتلكات والاشخاص) او يبدو انها يحتمل ان تصبح كذلك. بالاضافة الى ان الاتفاقية وضعت قواعد خاصة بشأن وجوب تبليغ الشاحن للناقل بهذه البضائع ويضع علامة عليها تفيد ذلك، وإلا يكون مسؤولاً تجاه الناقل عن اي خسارة او ضرر.

سابعاً: تنظيم الولاية القضائية والتحكيمية في دعاوى المسؤولية.

نظمت الاتفاقية على وجه شامل الولاية القضائية للمحكمة التي ترفع امامها دعاوى المسؤولية التي تحكمها الاتفاقية (مواد ٦٦ الى ٧٤)ولم تشأ الاتفاقية ان تجعل اختصاص حصري لمحاكم بعينها، فخيّرت ذوي الشأن الاتفاق على المحكمة التي يرفعون دعاويهم اليها حال نشوء النزاع، أكثر من ذلك، فقد اعتبرت الاتفاقية ان الفصل ١٤ الذي ينظم مسألة الولاية القضائية غير ملزم للدول الموقعة على هذه الاتفاقية الا بالنسبة لتلك الدول التي تعلن صراحة انها سوف تكون ملزمة بهذا الفصل (مادة ٧٤).

كذلك فقد نظمت الاتفاقية مسألة التحكيم في منازعات النقل البحري الخاضع لهذه الاتفاقية في الفصل ١٥ منها (مواد ٧٥ الى ٨٨) وفرقت الاتفاقية بين التحكيم في النقل الملاحي المنتظم والتحكيم في النقل الملاحي غير المنتظم، كما ان الاتفاقية جعلت ان هذا الفصل لا يطبق على الدول الموقعة على هذه الاتفاقية الا اذا اعلنت صراحة انها ستكون ملزم لها (مادة ٧٨).

الخلاصة:

ازاء الجهد الذي بذلته لجنة الامم المتحدة للقانون التجاري الدولي، ومراعاتها في تنظيم عقد النقل البحري للتطورات التي طرأت على تتكنوجليا الاتصال وإضافة السجلات الالكترونية إلى المستندات الورقية، ومعالجتها للجانب الاكبر من المواضيع التي تهم النقل البحري، ومحاولتها تفادي العيوب التي ظهرت في الاتفاقيات الدولية ذات الصلة، اقصد اتفاقيتي بروكسل وهامبورغ، وايجاد نوع من التوازن المعقول والعادل بين مصالح الشاحنين والناقلين، نرى ان هذه الاتفاقية نجحت في تحقيق اختراق متقدم في النقل البحري ومتعدد الوسائط،لذلك لايسعنا في هذا الصدد الا ان نشدّ على ايدي البرلمانين، للاسراع في دراسة هذه الاتفاقية ورفع توصية الى الجهات المختصة لانضمام لبنان اليها.

❖ ❖ ❖

دراسة حول احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود ومدى امكانية الفرقاء الحيد عنها في عقد الضمان

بقلم المحامي روجيه وليم مسكاوي

مقدمة عامة

– ان الضمان بوجه عام والمنصوص عنه في قانون الموجبات والعقود – الباب الاول – الفصل الاول من المادة ٩٥٠ لغاية المادة ٩٨٧، يعتبر من عقود الغرر "Contrats aléatoires" بحيث يلتزم الضامن موجبات محددة عند نزول بعض الطوارئ بشخص المضمون او باموإله مقابل دفع بدل يسمى القسط.

– ان موجبات الضامن بشكل عام تتركز في ضمان الهلاك او الضرر اللذين يقعان بقوة قاهرة او بحادث غير متوقع او ينجمان عن خطأ المضمون غير القصدي، في المقابل يقع على المضمون موجب دفع الاقساط في مواعيدها المحددة واطلاع الضامن بوضوح عند اتمام العقد وطوال فترة الضمان على جميع الاحوال التي تمكنه من تقدير الاخطار التي يضمنها، كما يقع على المضمون موجب اعلام الضامن بكل طارىء يؤدي الى القاء التبعة عليه.

– باستثناء اسباب البطلان العادية التي تطرأ في كل عقد، نظمت المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود حالات خاصة تؤدي الى ابطال عقد الضمان وهي حالة التكتم او تقديم عن قصد من قبل المضمون تصريحاً كاذباً وفي هذا الاطار وضعت المادة المذكورة شرطين اساسيين:

– الشرط الاول ان يكون هذا التكتم او التصريح الكاذب من شأنهما ان يغيرا موضوع الخطر او يخففانه في نظر الضامن.

– الشرط الثاني ان يقترن هذا الكتمان او التصريح الكاذب بثبوت سوء نية المضمون.

– من ناحية ثانية عالجت المادة ٩٨٢ في فقراتها الاخيرة وضع المضمون الحسن النية، فميزت بين حالة اكتشاف الكتمان او الكذب قبل وقوع الطارىء وحالة اكتشاف الكتمان او الكذب بعده، ففي الحالة الاولى يكون للضامن الخيار بين طلب فسخ العقد بعد انذار المضمون او زيادة في الاقساط برضى المضمون، اما في الحالة الثانية فالعقد يبقى قائماً انما يخفض التعويض الواجب دفعه للمضمون وفقا لنسبة محددة قانوناً.

– في المقابل، طرحت المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود اشكالية لناحية تطبيقها وتفسيرها ذلك بعدما درجت العادة قيام شركات الضمان الكبرى بوضع في عقود التأمين بنوداً غير واضحة المعالم يقصد من خلالها التحييد عن تطبيق مجمل فقرات المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود الموضوعة اصلاً لحماية مصالح المضمون الفريق الاضعف في العقد ومن بين تلك البنود المطبوعة دائماً بخط صغير والتي لا تتميز بشيء عن باقي البنود والتي غالباً لا يقرأها المضمون الحسن النية ما يعرف **بالبند الثامن** الذي يصاغ عادة وفقاً للآتي:

"ان اي تصريح كاذب او تكتم يحصل من قبل المتعاقد او المضمون يبطل البوليصة منذ تاريخ سريانها دون الحاجة الى اشعار خطي"

– من القراءة الاولية لهذا البند نستطيع ان نؤكد انه سوف يكون لكل فريق من العقد تفسيراً خاصاً به.

– الفريق الاقوى اي الجهة الضامنة ترى ان نية الفرقاء من خلال هذا البند اتجهت نحو اسقاط كافة شروط المادة ٩٨٢ وبالتالي ان اي كتمان او تصريح كاذب بغض النظر عن سوء او حسن نية المضمون وبغض النظر عن مدى الخطر المكتوم وتأثيره وبغض النظر عن ان اكتشاف هذا الكتم او الكذب قبل او بعد وقوع الطارىء ان ذلك سوف يؤدي الى بطلان حتمي للعقد.

– الفريق الاضعف اي المضمون يرى تفسير وتطبيق هذا البند من خلال روحية المادة ٩٨٢ بكافة مندرجاتها باعتباره انه لا يجوز معاقبة المضمون الحسن النية بهذا الشكل عن كتمانه وقائع غير منتجة او لا تتضمن اي خطر او تأثير على رأي الضامن في الموافقة على التغطية فضلاً عن ذلك يرى المضمون ان نص البند المذكور غير واضح المعالم اقله لناحية ما يقصد منه.

من هنا نصل الى الاشكالية الواقعة بين القانون الموضوع من قبل المشترع وبين ما يريده الفرقاء في العقد وفي هذا الاطار لا بد من طرح الاسئلة التالية:

السؤال الاول: هل ان احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود هي احكام الزامية لا يجوز الحيد عنها باتفاق الفرقاء ؟

السؤال الثاني: هل ان التحييد عن فقرات المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود فيما لو اعتبرنا ان احكامها غير الزامية وجب ان يكون بموجب نص واضح وصريح عملاً بالمادة ٩٥٣ من القانون نفسه ؟

السؤال الثالث: هل ان البند الثامن المذكور اعلاه جائز البطلان كونه متسم بطابع تعسفي وبالتالي لا يجوز ادراجه في بوالص التأمين.

رداً على هذه الاسئلة المطروحة نرى ان نتبع دراستنا التقسيم الاتي:

١) في مدى الزامية احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود ومدى جواز الحيد عنها من قبل الفرقاء في العقد:

– ان المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود الصادر في العام ١٩٣٢ نظمت حالات ابطال عقد الضمان لعلة التكتم او تقديم عن قصد تصريحاً كاذباً واللذين من شأنهما ان يغيرا موضوع الخطر او ان يخففانه في نظر الضامن فضلاً عن وجوب اقامة البرهان على سوء نية المضمون.

– ان المادة المذكورة وفي فقرتها الاخيرة وحفاظاً على **حق المضمون الحسن النية** فرقت بين حالتين وهما:

– **الحالة الاولى:** حالة ظهور الكتمان او الكذب اللذان من شأنهما تغيير موضوع الخطر او ان يخففانه في نظر الضامن والمكتشفان **قبل وقوع الطارىء** فيجوز عندها للضامن اما فسخ العقد بعد ابلاغ المضمون اصولاً اما الحفاظ على العقد بعد زيادة القسط برضى المضمون.

– **الحالة الثانية:** حالة اكتشاف هذا التكتم او التصريح الكاذب **بعد وقوع الطارىء** فيخفض حينها التعويض وفقاً لطريقة احتساب معينة في القانون.

– من جهة ثانية وبعد مراجعة القانون الفرنسي المتعلق باحكام عقد الضمان يتبين ان احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود مقتبسة حرفياً من احكام المادتين ٢١ و٢٢ من قانون الضمان الفرنسي الصادر في ١٣ تموز ١٩٣٠ واللتين تنصان على ما حرفيته[١]:

Loi du 13 Juillet 1930:

Article 21: « Independamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article 81 ci-après, le contrat d'assurances est nul en cas de réticence ou de fausse declaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

- Les primes payés demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts».

Article 22: « L'omission ou la declaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraine pas la nullité de l'assurance.

- Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps ou l'assurance ne court plus.

- Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes qui auraient été dues, si les risques auraient été complètement et exactement déclarés.»

– ان محكمة التمييز الفرنسية وفي معرض تفسيرها لاحكام هاتين المادتين اعتبرت هذه الاخيرة الزامية التطبيق وبالتالي لا يجوز للفرقاء الاتفاق على الحيد عنها وهذا ما توصلت اليه قرارات عديدة لمحكمة التمييز الفرنسية حيث جاء:

«Les articles 21 et 22 de la loi ont un caractère impératif. On ne saurait aggraver conventionnellement les sanctions prévues par la loi[٢]»

«Bien que les articles 21 et 22 de la loi ne soient pas explicites à cet égard (leur caractère impératif) la cour de cassation les applique pour les fausses déclarations ou omissions de déclarations des aggravations de risques aussi bien que pour la déclaration initiale du risque.[٣] »

«Attendu que la cour d'appel, écartant ces allégations inexactes, decide à bon droit que l'omission de bonne foi des assurances cumulatives est de nature à influencer l'opinion du risque, mais que la clause de la police qui tend à libérer

---

(١) المرجع قانون الضمان الفرنسي المنشور في الجريدة الرسمية الفرنسية تاريخ ١٨ تموز ١٩٣٠.

(٢) Civ. 17 dec. 1942, D.C 1943.76.

(٣) Civ.9 fev. 1948, D. 1948. 277.

l'assureur de toute garantie doit être reputée non écrite parce qu'elle est contraire aux dispositions impératives de l'alinéa 4 de l'article 22 susvisé[٤]»

«Les stipulations d'une police prévoyant la suspension des effets du contrat, en cas d'absence de déclaration d'une aggravation ne sauraient prévaloir contre une régle légale et d'ordre public[٥]

– في المقابل ان مقدمة مشروع قانون الموجبات والعقود الصادر عام ١٩٣٢ والمرفوع من رئيس اللجنة التشريعية الى وزير العدلية في الجمهورية اللبنانية اشارت بشكل صريح الى اقتباس احكام عقد الضمان من احكام قانون الضمان الفرنسي الصادر في العام ١٩٣٠ والمذكور آنفاً.

– من جهة ثانية نرى ان الإستشهاد بالقانون الفرنسي جائز طالما انه لا يتناقض مع احكام القانون اللبناني المقتبس اصلاً عنه وفي هذا الاطار سبق لمحكمة التمييز اللبنانية ان اعتمدت هذا التوجه بحيث جاء في احدى قراراتها الاتي[٦]:

" بما ان نص المادة ١٠ من عقد الضمان التي تنص على ان العقد لا يبقى ساري المفعول لصالح الورثة الا بعد موافقة الشركة الضامنة مخالف لنص المادة ٩٧٩ من قانون الموجبات والعقود،

- وبما انه لا يمكن اعلان البطلان الا بنص صريح في القانون،
- وبما ان قانون عام ١٩٣٠ الفرنسي قد اعلن بطلان الشرط الوارد في المادة ١٠ من عقد الضمان،
- وبما ان الاستشهاد بقوانين اجنبية ليس من شأنه الحاق العيب في القرار المطعون فيه طالما ان المحكمة طبقت بالنتيجة مبادىء واحكام القانون اللبناني"

– وعليه استناداً الى ما تقدم نرى ان احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود هي احكام الزامية وضعت لحماية الفريق الاضعف في عقد الاذعان وبالتالي لا يجوز اطلاقاً التحييد عنها بمقتضى ارادة الفرقاء.

٢- في مدى امكانيةٍ الفرقاء في عقد الضمان التحييد عن المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود عملاً باحكام المادة ٩٥٣ من نفس القانون وما هو دور القاضي في تفسير نوايا الفرقاء في هذه الحالة:

– فيما لو اعتبرنا ان الفرقاء في عقد الضمان استندوا الى احكام المادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود التي تجيز للمتعاقدين الحيد عن الاحكام المتعلقة بعقد الضمان التي لم يصرح على وجه خاص بانها مِرعية الاجراء بالرغم من كل اتفاق مخالف، نرى ان المادة المذكورة اعلاه وان سلمنا جدلاً بانها اقرت مبدأ امكانية التحييد **انما هذه الاخيرة وفي فقرتها الاخيرة اوجبت ان يكون هذا التحييد بموجب نص صريح وواضح.**

– ان نية الفرقاء في عقد الضمان من خلال البند الثامن الوارد عادة في بوالص التأمين والمراد من خلاله التحييد عن مختلف فقرات المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود لا سيما استبعاد شرطي مدى الخطر المكتوم ومدى توفر عنصر سوء النية، لا يكون برأينا ساري المفعول الا بعد ادراج في البند المذكور النص الصريح والواضح القاضي باستبعاد كافة

(٤) Civ. 17 nov 1942. Dalloz Receuil Critique: 1943 p76.

(٥) Civ 29 sep 1941.DC 1943.10) (Ch, reun, 8 Juillet 1953: D.1953 194 JCP1954. II.7931.

(٦) خلاصة الاحكام المدنية الصادرة عن محكمة التمييز المدنية لعام ١٩٦٤ – المجموعة الثانية عشر – (جميل باز) ص ١٩١ – قرار رقم ٢ صادر عن الغرفة الثانية تاريخ ١٩٦٤/١/٦.

الشروط والحالات المنصوص عنها في المادة ٩٨٢ ذلك عملاً بالمادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود.

– بالمقابل وبالرجوع الى البند الثامن الاعتيادي الوارد في البوالص، نرى ان هذا الاخير **لم يعن ابداً ان الفرقاء قد اسقطوا شرط سوء النية ولا شرط مدى الخطر المكتوم ذلك لابطال عقد الضمان لا سيما وان المادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود وضعت شرطاً للتحييد الا وهو النص الواضح والصريح الذي يتناول ماهية الامور المحيد عنها.**

– اكثر من ذلك ان الاجتهاد اللبناني وفي احدى قراراته النادرة بالرغم من انه كان هناك نص واضح وصريح لناحية المعنى وبالتالي كان جائز وضعه في بوليصة التأمين، غير ان المحكمة اعتبرت هذا النص مخالفا للمادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود وذلك لعلة وروده **بخط مطبوع لا يتميز بشيء عن باقي البنود.**

– في هذا الاطار نشير الى ما جاء في احدى قرارات محكمة التمييز اللبنانية الصادرة عام ١٩٦٨[٧]:

" **وحيث فضلاً عن ذلك فان البند العاشر الذي تتذرع به الشركة الضامنة لوقف مفعول الضمان وسريانه، فان مثل هذا الشرط الوارد بخط صغير مطبوع، لا يتميز بشيء عن باقي البنود المطبوعة وبشكل لا يلفت الانظار بصورة خاصة هو مخالف لنص المادة ٩٥٣ موجبات التي اجازت الحيد عن الاحكام الواردة في هذا الباب ولكن بمقتضى نص صريح واضح** ".

– ان محكمة التمييز في هذه القضية كانت تعني البند العاشر من البوليصة الذي كان ينص على ان العقد لا يبقى ساري المفعول لصالح الورثة الا بعد موافقة الشركة وهذا جائز وضعه ولو مخالف لاحكام المادة ٩٧٩ موجبات لا سيما ان هذه الاخيرة ليست الزامية.

– وعليه وبالمقارنة مع الحالة الراهنة ان البند الثامن الذي هو ليس بوضوح وصراحة البند العاشر المذكور اعلاه، غير كاف لاستبعاد تطبيق الست فقرات المؤلفة لاحكام المادة ٩٨٢ موجبات وعقود والتي برأينا هي الزامية وهذا ما سبق ان شرحناه في القسم الاول من الدراسة.

– من جهة ثانية نرى ان للقاضي دوراً هاماً في استنباط نية المتعاقدين الحقيقية بحيث لا يحق له اضافة اية تفسيرات واستنتاجات **غير واردة اطلاقاً بموجب نص صريح** فضلاً عن انه من غير الجائز تعطيل مفعول احكام المادة ٩٨٢ من القانون المذكور التي وضعت اصلاً لحماية المضمون الفريق الاضعف في العقد بحيث لا يجوز للفريق الاقوى ان يتحكم في بنوده.

– بالمقابل ان المادة ٣٦٦ وما يليها من قانون الموجبات والعقود اوجبت على القاضي في الاعمال القانونية ان يقف على قصد المتعاقدين جميعاً لا ان يقف عند معنى النص الحرفي، كما عليه ان يفسر بنود الاتفاق الواحد بالنظر الى مجمل بنود العقد المذكور وفي حال قيام الشك يفسر النص لمصلحة الفريق الاضعف لا سيما في عقود الضمان التي تتصف بطبيعتها بأنها عقود اذعان.

– وعليه نعتبر ان البند الثامن الاعتيادي والمنصوص عنه دائماً في بوالص التأمين وبالصياغة التي يرد فيها، يكون مخالفاً لاحكام المادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود لا سيما انه من غير الجائز تحميله تفسيرات مغايرة لروح نص المادة ٩٨٢.

(٧) خلاصة الاحكام الصادرة عن محكمة التمييز لعام ١٩٦٨ – المجموعة السادسة عشرة (جميل باز) ص ٣٧٠ – قرار رقم ١٩ صادر عن الغرفة المدنية الثانية تاريخ ١٩٦٨/٦/٤.

٣- في مدى بطلان البند الثامن الاعتيادي الوارد في بوالص التأمين لاتسامه بالطابع التعسفي:

- من المعروف ان عقد الضمان هو من عقود الاذعان Contrat d'adhésion وبالتالي لا يجوز للفريق القوي ان يتحكم في بنوده وهذا الفريق هو شركات الضمان الكبرى، ومن اجل ذلك نعتبر ان تدخل المشترع والاجتهاد على مستوى هذا العقد لمنع الفريق القوي (الضامن) من فرض شروطه القاسية على الفريق الضعيف (المضمون)، يهدف الى تحقيق التوازن بين الفريقين وهذا ما تم لحظه في بعض الاحكام التي تنظم عقد الضمان والتي لها طابع القواعد الامرة الموضوعة لصالح المضمون.

- اما وبالنسبة الى النصوص الاخرى والتي لم يرد النص على ان مخالفتها يحتم البطلان، فانها لو انها قد تخضع الى مشيئة الفريقين لكن ذلك لا يمكن ان يكون على حساب الفريق الضعيف بحيث ان تلك الشروط التي تغاير حكم القانون تعتبر صحيحة ومعمولاً بها اذا كان فيها مصلحة للمضمون او المنتفع من العقد.

- فضلاً عن ذلك ان جميع احكام الضمان التي لم يصرح على وجه خاص بانها مرعية الاجراء بالرغم من كل اتفاق مخالف او بان عدم رعايتها موجب للبطلان لا تكون الا بمثابة تفسير لنوايا المتعاقدين ويجوز الحيد عنها بمقتضى نص صريح **ولا يكون مثل هذا الحيد سبباً للبطلان**(٨).

- بالمقابل ان ما يرد عادة في البند الثامن من تحييد عن تطبيق احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود لا يجب ان يكون برأينا سبباً لبطلان العقد خاصة ان ادراج هكذا شرط عادة في بوالص التأمين يطلق عليه اسم " الشرط المعتاد المألوف "Clause de style" ويتصف بالقسوة هو قابل للبطلان(٩).

- من ناحية ثانية ان هكذا شرط عادة ما يكون مطبوعاً بالخط الصغير بحيث لا يتميز بشيء عن باقي الشروط المطبوعة وبشكل لا يلفت الانظار وهذا حال البند الثامن الاعتيادي الوارد في اكثرية الشروط العامة للبوالص، ايضاً وفي هذا الاطار نشير الى عملية خداع تصيب المضمون ذلك عند اكتفاء شركات الضمان بتوقيعه على اول صفحة من العقد دون توقيعه على الشروط العامة فيعتبر كأنه وقع على هذا البند غير الواضح وغير الصريح لناحية المعنى ما يؤدي الى حرمانه من الحقوق العائدة له والمنصوص عنها في المادة ٩٨٢ موجبات وعقود.

- بذلك نعتبر هكذا مناورة صادرة عن شخص محترف واقوى اقتصادياً ضد شخص اضعف دون اعلام او توجيه له تنطوي على عملية خداع بمفهوم المادة ٢٠٢ من قانون الموجبات والعقود وبالتالي ومن منطلق حماية حقوق الفريق الاضعف في هكذا عقود لا سيما الفريق الحسن النية ونظرا لقساوة الجزاء الذي يحتويه هذا البند فضلاً عن التعسف والخداع الذي يرافق وضعه، نرى على القاضي وجوب ابطاله بشكل كامل دون ان يؤثر هذا الابطال على بقية مندرجات العقد.

---

(٨) مجلة القانون المدني الفصلية الفرنسية لعام ١٩٣٤ - مقال العلامة بيرو الصفحة ٧ وما يليها.

(٩) كتاب شرح قانون الموجبات والعقود لزهدي يكن الجزء الخامس عشر الصفحة ٥١ شرح المادة ٩٥٣ من قانون الموجبات والعقود.

خلاصة:

– في النهاية تبقى الاشارة الى ان موقف الاجتهاد اللبناني في هذه النقطة بالذات بقي شبه معدوم وبالتالي ان محاولتنا عبر هذه الدراسة تقديم الحجج والتفسيرات بغية حماية مندرجات احكام المادة ٩٨٢ من قانون الموجبات والعقود لناحية تفسير كامل فقراتها والتأكيد على ان احكامها الزامية لا يجوز الحيد عنها، كل ذلك يأتي في سبيل وضع حد لخداع وغش المضمون الفريق الاضعف في العقد.

– استطراداً ان حماية فقرات المادة ٩٨٢ المذكورة اعلاه من خطورة افراغها من مضمونها وبالتالي القضاء على المضمون الحسن النية من خلال فرض عليه بنود قاهرة وقاسية بالاستناد الى احكام المادة ٩٥٣ المذكورة التي تجيز التحييد لا بد وفي حال جواز هذا التحييد، ان يكون هذا الاخير بمقتضى نص صريح وواضح تم اطلاع وافهام الفريق الاضعف عليه بشكل علني.

– في كل الاحوال يبقى الاعتماد على القاضي الذي له الكلمة الفصل في تفسير نوايا الفرقاء وحماية الفريق الاضعف من البنود التعسفية والقاسية المستوجبة البطلان والواردة في عقود الاذعان كعقود الضمان والتي تتسم بعدم الوضوح والصراحة في اغلب الاحيان.



Le détournement de procédure en droit libanais

Par **Abdo Jamil GHOSSOUB***

Introduction

La distance entre un droit et sa réalisation apparaît d'une manière flagrante dans la résistance à l'exercice de ce droit, revêtant un caractère particulièrement sournois, en s'abritant sous l'immunité de principe attachée à la défense en justice. En dehors des manoeuvres antérieures et postérieures à l'instance, elle utilise la procédure à des fins injustes, avec ce trait spécifique d'user de la légalité au mépris de cette dernière imprégnée de la conception du détournement de pouvoir, la jurisprudence administrative, suivie par la jurisprudence civile, construisait la théorie du détournement de procédure. Les tribunaux judiciaires appliquaient la théorie de l'abus du droit.

Certains l'ont rejetée, en prétendant que, si l'on usait de son droit, l'acte était licite et que, s'il était illicite, c'est que le droit était dépassé et qu'alors l'action était opérée sans droit: le droit cesserait là où commencerait l'abus et il ne pourrait y avoir usage abusif d'un droit quelconque pour la raison qu'un seul et même acte ne peut être à la fois conforme au droit et contraire au droit(1). Cette opinion présente l'inconvénient de méconnaître le phénomène suivant lequel le caractère contraire au droit est puisé précisement dans un acte qui est en lui-même strictement conforme au droit. En dépit des critiques formulées, la théorie de l'abus a indiscutablement fait sa place dans les domaines les plus variés du droit positif. Laissant seulement échapper certains droits qualifiés de discrétionnaires(2), elle a atteint le droit de propriété, les sûretés, le droit des personnes comme celui des obligations, sans méconnaître le domaine des voies de droit, qui fut l'un des premiers à être conquis.

Il est en réalité utopique de vouloir trouver une définition globale de l'abus. Aux termes de l’article 10 et du premier alinéa de l’article 551 NCPC l’abus d’ester en justice peut être sanctionné, qu’il émane du demandeur ou du défendeur, l’article 10 dispose expréssement que le droit d’action et le droit de la défense sont limités par leur bon usage; l’article 43 NCPC étend cette solution aux demandes d’intervention volontaire ou forcée. Le demandeur dont la demande est rejetée

---

(*) Docteur en droit, Professeur aux Facultés de Droit, Avocat à la Cour.

(1) Planiol, Traité élém.,T.XI, nº 871.

(2) Rouast, «Les droits discrétionnaires et les droits contrôlés», Rev.Trim.dr.civ., 1944, p.1.

peut donc être condamné à réparation, et en outre à l'initiative du juge, au paiement d'une amende aux termes de l'article 11 du code si ce dernier considère qu'il y a eu abus d'ester[3]. La conception varie nécessairement suivant les domaines et les actes envisagés.

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'apprécier l'abus de la part du demandeur, la jurisprudence, tout en restant fidèle à la recherche d'intention, semble exprimer la recherche du détournement de procédure.

L'opportunité d'adopter cette conception se justifie davantage encore lorsqu'il s'agit d'apprécier les agissements du défendeur. En effet, tandis que le souci du demandeur abusif est le plus souvent de pouvoir nuire à son adversaire et met ainsi en valeur l'importance de l'intention, le défendeur peut viser deux groupes d'objectifs qui, s'ils peuvent parfois se cumuler, sont par essence bien différents l'un de l'autre.

- le premier, tout comme chez le demandeur, est de faire du mal à l'antagoniste,
- le second, et c'est là sa singularité, comporte une finalité très matérialiste, très souvent de caractère purement patrimonial, devenant l'un des éléments d'une résistance injustifiée et acharnée.

Le but ici recherché est, en s'abstenant de désagréger les différents actes constitutifs de résistance injustifiée, de tendre à coordonner leur structure et leurs effets. Le caractère continu de cette trame apparaît nettement aux travers de quelques exemples concrets.

Un premier exemple peut être emprunté au plus banal des faits divers. Une femme bafoue son mari. Elle est condamnée pour adultère. Elle persévère dans cette voie et, cependant, ne reproche rien à son mari. Cette attitude serait simplement navrante pour son conjoint si, dans le même temps, la femme, par méchanceté par exemple, ou pour bénéficier plus longtemps d'une pension ne résistait pas à la demande en divorce formée contre elle; sans en avoir aucun motif, elle interjette appel, puis se pourvoit en cassation. Par l'effet suspensif des voies de recours, elle réussit facilement à empêcher, pendant des années, son mari de faire dissoudre le lien conjugal, en dépit de l'existence d'une cause péremptoire de divorce à son encontre, de nature cependant à rendre l'espèce particulièrement simple.

Voici maintenant le cas d'un propriétaire victime d'un trouble de voisinage. Les démarches amiables et les mises en demeure restent infructueuses. Il intente un procès, obtient satisfaction. Le défendeur refuse d'obtempérer à la condamnation lui interdisant de continuer les actes qui lui sont reprochés. Les troubles sont tels que le demandeur ne peut plus supporter ce voisinage et a le choix entre craindre une maladie ou envisager un déménagement.

---

(3) V. E. Eid, Enc. de procédure civile, t.1, vol.1, Beyrouth, 1993, nº 16; Nasri Antoine Diab, Inventaire des Droits fondamentaux en matière de procédure civile au Liban, in Les Droits fondamentaux: Inventaire et théorie générale, Cedroma, Bruylant, Bruxelles, 2005, pp. 85 et ss.

Une situation analogue se rencontre chez un commerçant victime d'une concurrence déloyale. La difficulté pour lui est d'obtenir non pas seulement, et déjà après beaucoup de temps, une décision lui donnant raison, mais aussi une satisfaction effective par la cessation de la concurrence critiquée: faute de pouvoir mettre réellement un terme à l'activité de son adversaire, il peut être menacé de la ruine ou de la liquidation de ses biens en justice.

La même conséquence peut résulter des lenteurs d'un procès que doit subir un créancier. Même en obtenant satisfaction, il risque d'obtenir un résultat judiciaire en une monnaie dépréciée, sans compter la discordance entre d'une part le taux économique effectif de l'intérêt des sommes qui lui sont dues, et d'autre part le taux légal qui lui sera accordé par les tribunaux.

Dans l'ensemble de ces espèces, la justice est apparemment réalisée, après beaucoup de temps. Il y a des cas où cette apparence n'est même pas sauvegardée. Il suffit d'imaginer un plaideur de condition modeste, dont les revenus sont trop forts pour lui permettre d'obtenir le bénéfice de l'assistance jurdiciaire et trop faibles pour supporter une instance longue et coûteuse. Après des mois jalonnés d'obstacles de procédure, il se décourage au point d'abandonner entièrement, par lassitude, ou par la difficulté de faire face à ses impératifs, le procès qu'il a commencé.

La conséquence n'est certes pas toujours aussi entière, mais trop nombreux sont les cas où le défendeur est amené à une transaction désavantageuse pour lui, parce qu'il n'a pas eu le pouvoir, psychologiquement ou matériellement de faire face aux exigences d'un procès; il suffit, pour en être persuadé, de songer à toutes ces victimes d'accident qui doivent subir une instance nécessitant: détermination de la responsabilité après mesure d'instruction, appel et, après perception d'une provision dont le montant ne peut les satisfaire, expertise médicale, puis nécessité d'un nouveau jugement, susceptible lui aussi d'appel. Les compagnies d'assurances en profitent souvent pour obtenir des victimes des transactions qui sont loin de correspondre à la réalité du préjudice et font apparaître une démesure choquante, fruit pour les défendeurs du savoir avec lequel ils ont su pratiquer les moyens dilatoires et brandir le spectre du risque judiciaire, en face d'être diminués n'ayant plus la tenacité suffisante pour lutter.

D'autres situations viennent également priver d'effet la décision judiciaire, par exemple la disparition du défendeur, que nul ne peut retrouver, ou son insolvabilité susceptible d'être organisée tout à son aise par une personne physique non commerçante sans risquer de sanction. Cette situation n'est le plus souvent permise au débiteur que par la longue durée de la procédure, qu'il a mise à profit pour s'organiser et prendre toutes les précautions utiles. Il peut désormais en toute liberté marquer son créancier. L'ensemble de ces constatations débouche nécessairement sur le problème de l'efficacité de la justice.

Les exemples cités démontrent que l'œuvre de justice peut être facilement mise en échec. Sans doute la justice idéale est-elle inaccessible, mais les cas examinés provoquent tout de même une insatisfaction trop vive pour ne pas mériter une réaction

a) Une justice trop différée est insuffisante:

En effet, du point de vue spirituel, elle ne coïncide plus avec ce qui est juste, ainsi que cela apparaît dans l'exemple du commerçant victime d'une concurrence déloyale ou du créancier qui ne reçoit plus l'équivalent de sa créance. Indépendamment du concept idéologique, une solution intervenant après une telle durée ne correspond plus aux besoins du justiciable, dont on oublie parfois qu'il doit rester le principal centre d'intérêt de la justice.

b) Une renonciation partielle ou totale à l'exercice d'un droit apparaît choquante, dès lors qu'elle est imposée par un fonctionnement critiquable de l'appareil judiciaire: C'est là une véritable atteinte au libre arbitre du demandeur et le principe de la liberté de l'instance n'est plus que nominal dès l'instant qu'il ne peut plus en être disposé normalement. La situation de la victime, contrainte de transiger parce qu'elle a épuisé ses forces comme ses ressources dans les premières phases d'une instance, révolte bien des consciences. L'abandon total du procès est encore beaucoup plus navrant.

c) Enfin, rien n'est plus déprimant qu'une décision de justice restant lettre morte: La disparition du défendeur, son insolvabilité organisée en toute impunité sont marquées d'une note profondément amère. Ces conséquences diverses ne sont heureuses, en définitive, pour personne. Le défendeur condamné, qui a su se soustraire à l'exécution de la décision judiciaire, éprouvera une relative satisfaction. Mais, bien que cela semble initialement paradoxal, il sortira aussi bien souvent du procès mécontent parce que, par principe, nul n'aime perdre, même quand il a certainement conscience d'avoir tort et il ne ressentira nul respect pour l'œuvre judiciaire, objet de son défi. Le demandeur, en toute hypothèse, aura le sentiment d'avoir été gravement lésé dans ses droits. Puis, il ne faut pas oublier que ces phénomènes finissent par être connus du public et le danger couru est bien plus considérable à une époque où le niveau socio-culturel des masses s'est largement élevé. Un lot de connaissances mal assimilées, une généralisation trop poussée d'exemples-limites conduisent inéluctablement à saper l'autorité judiciaire.

Une génération jaillie, peut être d'ailleurs à regret, au milieu d'une civilisation devenue plus matérialiste, a besoin d'une justice qui soit non plus seulement noble et vertueuse, comme elle l'a été séculairement, mais qui se révèle aussi efficace, sachant adapter sa technique à la mesure de ceux qui la bravent, en quelque sorte, à la faveur de son inconsciente complaisance. Le problème est particulièrement aigu et nul ne peut méconnaître qu'une diminution de la confiance en la justice comporterait une influence nécessaire sur la moralité. Si l'une des définitions

classiques du droit est d'être un intérêt légitimement protégé, encore faut-il que son exercice soit lui-même soumis à une protection, sans quoi, à un second plan, l'intérêt qui en est le support ne serait plus respecté que par le bon vouloir spontané des êtres humains, à qui c'est vraiment beaucoup demander.

Les défenses injustifiées et dilatoires ne sont certes pas la découverte de ce siècle. Mais, ce qui parait dangereux à l'époque contemporaine, c'est l'extension que prennent ces procédés et leur connaissance dans des sphères autre que celles de la pratique judiciaire ou des traditionnels amateurs de procès. Il faut éviter à tout prix que l'appareil judiciaire libanais se laisse gagner par un manque d'autorité et que le justiciable prenne l'habitude d'entraver sa bonne marche, un peu à l'image des libertés qu'il croit, à tort d'ailleurs, de bon ton de prendre envers l'administration fiscale.

Les tribunaux ne sont pas restés insensibles au détournement de procédure et il est permis de tenter de dégager les critères qu'ils retiennent pour la définir. La question se posera, ensuite, de savoir, si la portée des sanctions se révèle à la mesure des agissements qu'il importe de réprimer.

Titre 1 - Notion de détournement de procédure

Pour parvenir à une condamnation, il est nécessaire, d'abord, de rechercher si les agissements incriminés ont un caractère critiquable, avant tout dans le phénomène de leur réalisation, puis d'après leur motivation. Ensuite, se pose la question de savoir dans quelle mesure l'existence et l'importance du préjudice concourent à faire admettre le principe d'une condamnation.

Section A – Eléments matériels

Le détournement de procédure se réalise souvent avant même la naissance de l'instance, se caractérise ensuite à l'intérieur de cette dernière sous deux formes, environnées parfois de manœuvres extérieures à l'instance, mais de nature, dans l'esprit de leur auteur, à fortifier sa position. Enfin, souvent, cette attitude se poursuit au moment de l'exécution de la décision judiciaire. En réalité, l'en se rend compte que ces moyens forment souvent un tout destiné essentiellement à empêcher la réalisation de la justice et à supprimer ou réduire son efficacité.

A- Au cour de la période antérieure à l'instance

Le détournement de procédure constitue une pièce dans laquelle l'instance n'est que l'acte principal. Pour cette raison même, l'attitude rencontrée est en général le prélude du comportement qui sera celui du défendeur pendant l'instance.

En effet, souvent, cette phase pré-contentieuse se déroule déjà sous le signe de la déloyauté. Ainsi, le débiteur éloigne - t - il parfois le moment où il doit donner une réponse nette. Le créancier, soit par crainte de se voir reprocher une action intempestive, soit par esprit de modération, soit plus simplement en espérant ne

pas avoir à subir un procès, diffère le moment où il introduit son action. On est tenté de penser qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même d'avoir attendu, mais on le jugera avec plus d'indulgence lorsqu'on saura que dans de nombreux cas, son hésitation avait été sinon dictée, du moins favorisée par les agissements de son adversaire, qui pendant ce temps laisse espérer une solution amiable dans le dessein évident de gagner du temps avant même celui que lui octroiera la procédure.

La mauvaise foi de ce débiteur s'attache à ce moment-là non pas à l'instance elle-même, qui n'est pas introduite, mais à l'exécution du contrat qui, n'étant pas réalisée de bonne foi, tombe sous le coup de l'art.221 du Coc. Mais, il est évident que le retard provenant de l'attitude délibérée d'un créancier tardant d'une manière injustifiée à agir ne peut être pris en considération(4).

Les solutions apparaissent donc relativement simples lorsque le droit allégué dérive d'une convention. En revanche, le problème se pose d'une manière beaucoup plus délicate lorsque la réclamation a une source extra-contractuelle. Tant que n'a pas été rendue une décision judiciaire constituant le droit, l'on ne voit vraiment pas quel reproche pourrait encourir l'auteur d'un délit qui, jusqu'au moment où le tribunal se sera prononcé, n'est tenu que par un devoir moral et son expression juridique d'obligation naturelle.

Il serait cependant permis de se demander si une série de manœuvres destinées à retarder ou à écarter délibérément l'action de la victime ne serait pas de nature à constituer une source autonome de responsabilité et de ce fait constitutive d'une faute. Il est vrai que, parfois, l'auteur d'un délit prend l'engagement de réparer le préjudice subi: plus la promesse est précise, par exemple celle de réparer les conséquences d'un accident, et plus elle s'achemine vers une obligation, ce qui ramène alors au problème précédemment examiné en ce qui concerne son inexécution de mauvaise foi; tel est le cas de la convention de transaction pourvue d'une cause.

B - Utilisation Chicanière ou dilatoire d'une voie de droit(5)

A côté d'un certain nombre de textes, qui seront examinés à propos des sanctions, on trouve une jurisprudence abondante condamnant des faits de résistance injustifiée, constitués par l'utilisation même de moyen de procédure, pour tenter tout d'abord de faire échec à la demande principale, ensuite d'en éviter ou différer les effets. L'auteur de la résistance possède certes, le plus souvent, la qualité de défendeur, mais l'analyse révèle qu'on est loin de voir une identification parfaite entre cette position procédurale et l'attitude critiquable de celui qui contrarie la réalisation d'un droit.

---

(4) Civ. Soc. 1er mars 1957, Bull. Civ.,1957,4,185.

(5) V., E. Eid, Enc. Pr. Civ., tome 1, volume 1er, 1993, pp. 75 et 55.

1) Au cours de la demande principale

a) Exceptions:

Elles permettent au défendeur de gagner facilement de quelques semaines à quelques mois. Le fait de soulever ces exceptions peut tout naturellement constituer un élément matériel de l'abus commis par le défendeur.

b) Demandes de mesures d'instruction:

C'est là un domaine favori pour la manœuvre dilatoire. Beaucoup de défendeurs sont tentés par des demandes d'enquête et d'expertise, en nuisant d'une part sur le scrupule des juges, qui les conduit à ne pas statuer sans s'être entourés de plus larges précautions pour parvenir à la vérité judiciaire, d'autre part sur le temps trop long que demande, dans l'état actuel des choses, le déroulement de ces mesures. Une fois qu'elles sont réalisées, il faut souvent plusieurs mois pour que l'affaire revienne utilement à l'audience, si bien qu'entre le jugement ordonnant une mesure d'instruction et celui intervenant ensuite il s'écoule en moyenne près d'une année.

Continuant sur cette trajectoire, certains n'hésitent pas à solliciter une mesure d'information complémentaire, et même une troisième. La Cour de Cassation a considéré comme un abus le fait d'avoir «demandé une troisième expertise sans faire valoir des motifs sérieux»[(6)]. Mais, il n'est bien entendu pas nécessaire de parvenir à une troisième demande d'expertise pour se comporter d'une manière abusive.

c) demandes reconventionnelles:

On peut, pour les besoins de cette analyse, les classer en deux catégories:

- En premier lieu celles fondées sur un prétendu caractère abusif de la demande. Le défendeur veut ainsi soutenir que non seulement il a raison, mais qu'en outre il a tellement raison que le tribunal doit sanctionner le caractère léger de la demande à laquelle il résiste. Certains plaideurs considèrent qu'ils ne convaincront pas vraiment le juge de leur bon droit s'ils ne formulent pas cette demande et l'on voit des praticiens concevoir pareille méthode comme une sorte de rite, de fétiche nécessaire à la qualité de leur procès, si bien qu'ils finissent par la transformer en une véritable clause de style. Ces formules souvent pour le moins naïves, sinon ridicules, ne présentent en tout cas guère de danger en ce qui concerne leur caractère dilatoire; elles vivent avec l'instance principale.

- Beaucoup plus lourdes de conséquences se révèlent les demandes reconventionnelles fondées non plus sur le caractère abusif de la demande principale, mais sur un objet qui, dans l'esprit du défendeur, constitue un obstacle total ou partiel à la réussite de l'action dirigée contre lui. Il s'agit là d'un moyen certain de compliquer le procès, d'enchevêtrer ses composantes et de parvenir ainsi à éviter une solution trop rapide, la demande reconventionnelle étant bien entendu

---

(6) Civ. Soc., 11 juin 1953, Bull.civ., 1953,4,n°436.

souvent assortie d'une demande de mesures d'instruction. Un exemple-type est celui du locataire poursuivi en paiement de loyers et qui objecte un trouble de jouissance, qu'il offre de démontrer par la voie d'une expertise. Une telle demande peut bien entendu constituer un élément matériel d'abus.

d) Incidents divers:

A côté des exceptions et de la demande reconventionnelle, le défendeur puise d'excellents moyens dilatoires dans différents incidents. Indépendamment de l'application des procédés tombant sous le coup des textes particuliers qui seront cités dans le cadre des sanctions, il est hors de doute qu'un incident peut constituer un abus. La jurisprudence condamne la résistance par des «incidents cherchés et voulus»[7]. La Cour de Paris estime abusif le fait d'observer une attitude dilatoire et de ne conclure, malgré deux avenirs, que le jour même de l'audience, ces faits réalisent une manœuvre concertée[8]. Il est en effet souhaitable de voir décourager le procédé, presque sadique, consistant à conclure ou à communiquer une pièce au dernier instant, pour contraindre ainsi la partie la plus diligente à solliciter elle – même une remise qu'elle redoute mais qu'elle préfère accepter plutôt que de ne pouvoir s'expliquer complètement sur ces pièces et ces conclusions. En fait, les magistrats goûtent peu ce genre d'incidents et l'avocat du demandeur est quelquefois placé dans une situation difficile, livré au prisme de trois possibilités:

- Ou plaider en acceptant de considérer ces éléments nouveaux;
- Ou alors créer un incident pour que soit écartée des débats la pièce litigieuse, au risque de paraître redouter ces arguments de dernière heure, mais bien plus qu'ils ne le méritent, et de créer ainsi un climat défavorable à son client;
- Ou enfin subir la remise.

e) Remises:

La question des incidents a conduit à évoquer, on vient de le voir, le problème des remises, dont les demandes systématiques pèsent lourdement sur la durée d'une procédure. Le président du tribunal est maître de son rôle, et il lui appartient souverainement de refuser ou d'accorder la remise.

En fait, il est loisible d'établir une discrimination entre:

- d'une part les remises sollicitées exceptionnellement et pour un motif sérieux, à titre d'exemple: attente d'un événement, d'une décision, d'une pièce devant avoir une influence sur la manifestation de la vérité, ou bien encore empêchement d'un avocat, d'un témoin;
- d'autre part, les remises répétées et organisées dans le seul but de différer la solution du procès.

---

(7) Req. 14 mars 1905, D., 1905, 270.

(8) Paris, 10 février 1960, Gaz. Pal., 1960, 1, 170.

f) Refus de régulariser une procédure:

Ainsi une partie peut, par son obstination à ne pas régulariser une procédure, paralyser le cours de la justice, par exemple en s'abstenant de réassigner une partie défaillante.

g) Disparition du défendeur:

Cette faculté n'est certes pas ouverte à tous, parce qu'elle implique une trop profonde modification de l'existence, peu imaginable en vue d'un seul procès. Mais ce mode de comportement n'est cependant pas rare de la part de ceux, essentiellement des débiteurs, qui prévoyant une série de procès et de voies d'exécution, disparaissent sans laisser d'adresse.

2) Voies de recours

Les voies de recours constituent assurément une aire particulièrement disponible pour le développement des procédés abusifs par aussi bien l'opposition et l'appel que les voies de recours extraordinaires(9).

C - l'argumentation judiciaire

Les cas jusqu'à présent examinés reposaient tous sur l'utilisation d'un procédé concret spécifique: une difficulté de procédure, un incident, une voie de recours. Mais la résistance injustifiée, pour se fixer, n'exige pas nécessairement l'utilisation de tels procédés et elle est en définitive beaucoup plus perfide lorsque, au lieu de s'exprimer au moyen d'actes procéduraux, elle se réalise par l'emploi de moyens de défense.

1) Arguments contraires aux conventions des parties

Il s'agit là du prolongement naturel de la résistance injustifiée exercée antérieurement à l'instance. La matière doit être traitée avec circonspection. En effet, il faut laisser aux plaideurs la liberté de discuter les conventions, mais sans tolérer qu'un argument soit impudent et que le défendeur renie sa parole avec une mauvaise foi certaine en refusant de s'exécuter.

2) Arguments révélant une contradiction

Le fait d'introduire une demande tendant aux mêmes fins qu'une demande précédemment rejetée est considéré comme fautif(10). De même qu'est abusif le fait par un demandeur de réclamer une somme déjà payée(11), le défendeur qui affirmerait, faussement et de mauvaise foi, avoir payé, réaliserait un abus.

3) Arguments contraires à l'évidence ou à la vraisemblance

l'élément constitutif d'abus n'exige nullement une contradiction entre deux éléments à retenir chez le défendeur. Certains plaideurs se montrent si légers, si

---

(9) Cass.civ. fr. 23 juin 1943, Gaz. Pal., 1943, P.109; Cass. civ. fr., 29 avr. 1953, D., 1953, somm., p.68; Cass. civ.lib., Ass. Plén., arrêt nº 3, 6 mars 1969, El Adl, 1969, p.26.

(10) Req. 29 nov. 1905, D.P., 1906, I, 207

(11) Req. 27 mai 1884, D. P., 1884,, I, 437.

désinvoltes, si extravagants, qu'il n'est même pas utile de recourir à une analyse poussée pour les condamner. Il ne s'agit alors plus nécessairement de mensonge: l'atteinte au sens commun suffit.

4) Excès de formalisme

Certains plaideurs, pour tenter de se dérober aux explications sur le fond du débat en vue d'éluder la matière même d'un procès, cherchent leur refuge dans une attitude empreinte d'un formalisme outrancier. Ce formalisme à outrance évoque par ses conséquences nuisibles un autre mode de résistance abusive, d'allure certes beaucoup moins flagrante, mais souvent aussi dangereux que les procédés venant d'être décrits: l'application de la force d'inertie, qui s'exprime au moyen d'une vigilante abstention.

5) Méthode d'abstention

Cette méthode trouve une application typique en cas de refus par une partie de produire un document qu'elle détient et dont la production en justice est réclamée par son adversaire, ce qui permet au tribunal d'ordonner la production dudit document (art. 203 et 55. du NCPC. Lib.)

D – Moyens extérieurs à l'instance

Pour parvenir à ses fins, le défendeur n'hésite pas, dans certains cas, à user de différents artifices, en autre front que celui du procès.

1) Accusations mensongères

Ce procédé est trop fréquemment employé, en demande comme en défense, par des plaideurs qui cherchent le soutien de leur action dans des arguments dépourvus de portée directe sur l'affaire en cours, cherchant également à faire en sorte que les accusations débordent de l'instance en vue de gêner au maximum l'adversaire. Sans doute les juges du fond doivent ils être éclairés sur les faits et la moralité de la cause. Mais, il n'est pas pour autant utile de discréditer une partie pour faire triompher le bon droit dès lors que l'argument utilisé ne comporte aucun intérêt pour le débat.

L'abus de la défense constitué au moyen d'accusations mensongères peut ouvrir droit à réparation au profit du demandeur, même s'il succombe en son action.

2) Intimidation, Menaces, Publicité[12].

Il ne s'agit plus, ici, de la part du justiciable, de considérer la voie de droit comme un moyen, mais, tout au contraire, de rechercher un procédé extérieur en vue de faire échec à une voie de droit, par exemple sous la forme de chantage, de menaces, de défendeur en subordonnant la réalisation à la condition de l'introduction ou de la continuation de l'instance où il est attrait. La publicité peut également, dans le même cadre de considération, être utilisée dans un dessein

(12) Cass. lib., 7 avr. 1954, Baz, 2, 168, nº36; Cass.lib., 23 mars 1960, Baz, 8, p 126, nº32.

analogue, aussi bien par le demandeur que par le défendeur. Ainsi, un défendeur cherche-t-il à intimider son adversaire en utilisant la presse ou des tracts ou lettres circulaires: la cause soutenue par le demandeur, tout en étant parfaitement plaidable, serait alors abandonnée par lui pour des raisons de discrétion, de délicatesse, de crainte ou plus généralement des mobiles tout à fait subjectifs. Cet argument est valable même lorsque l'audience est publique. Sans doute les journalistes ont-ils comme tous la faculté de suivre le débat, mais dans la pratique, certaines audiences ne les attirent que s'ils y sont conviés et en ont eu connaissance. La question réside ici dans une publicité intentionnelle et organisée.

3) Manœuvres diverses et procès satellites

Le défendeur peut aussi recourir à des procédés plus ou moins extrinsèques, tantôt pour organiser sa résistance, tantôt pour en tirer une certaine rentabilité.

4) Procédure et dérivation

Cette méthode consiste à prendre l'initiative d'une procédure totalement injustifiée pour faire échec à une autre instance sur le point d'être introduite par la partie adverse. Parfois, le plaideur veut se poser en victime et avoir eu l'initiative de la poursuite, pensant de cette manière faire décerner par le juge plus d'autorité aux arguments qu'il soutient.

E – Au cours de la période postérieure à l'instance

La résistance à l'exécution du jugement, par exemple en aliénant frauduleusement leurs biens, obligeant ainsi leur adversaire à de nouveaux actes de procédure supplémentaire(13). Parfois, l'insolvabilité est si bien organisée qu'elle se révèle sans remède et le même but est atteint par la disparition du débiteur, méthode déjà rencontrée au moment de l'instance, et qui est revêtue ici d'une intensité plus grave: il s'agit, non seulement, d'échapper aux recherches d'un créancier, mais, d'une manière trop évidente, de se dérober à l'exécution du jugement en vue de la rendre purement stérile.

L'éventail de ces procédés démontre qu'ils se réalisent bien effectivement non seulement dans l'instance, mais antérieurement et postérieurement au déroulement de cette dernière, comme aussi dans des sphères différentes.

Enfin, cette résistance vient s'achever en se heurtant à l'exécution, ce qui ouvrira, pour la réparation du préjudice alors causé une nouvelle action.

Section B – Eléments psychologiques

Il est difficile de savoir si un acte a été détourné de sa finalité ou s'il a été déloyal, sans déterminer le motif qui a poussé son auteur. Il est préférable d'éviter

(13) Cass. civ, 1re ch., 3 fév. 1958, Bull. civ., 1958, I, 70.

la terminologie d'« élément intentionnel[14]» parce que, tout d'abord, le critère de l'abus ne doit pas être limité à l'intention et que, d'autre part, certains comportements sont exclusifs d'intention[15].

La recherche de l'élément psychologique dans les actes extérieurs à l'instance présente moins de difficulté que celle relative aux actes réalisés pendant l'instance.

Les critères contemporains le détournement de procédure débordent du cadre plus étroit de la défense abusive: tandis que cette dernière se développe par définition pendant l'instance, d'autres faits de détournement de procédure peuvent la précéder ou la suivre.

Il est donc en définitive difficile d'admettre que le détournement de procédure commis pendant l'instance suffise à constituer un abus; en revanche, il n'est pas permis de l'exclure entièrement: le caractère injustifié n'est en réalité qu'un premier stade; pour qu'il y ait mauvaise foi, malice, dol dans la résistance injustifiée, il faut que, préliminairement, cette dernière soit dépourvue de justification: si la résistance était justifiée, la question de sa sanction ne pourrait se poser. En d'autres termes, la résistance injustifiée est une condition d'existence de l'abus dans la défense, mais c'est en réalité un élément plus matériel que psychologique, nécessaire à sa consommation, tout en restant à lui seul insuffisant.

Dans un arrêt rendu en 1999, la Cour de cassation libanaise a fait usage des deux articles 10 et 11 NCPC à l'encontre du demandeur au pourvoi qui avait formé un recours «sans que soient réunies les conditions de sa recevabilité, et qui a ensuite insisté pour la poursuite de l'instance et l'a prolongée».[16]

M. Nasri Antoine Diab[17], écrit à ce propos: «Mais le rôle de la notion d'abus d'ester en justice restera modeste pour des raisons qui, comme c'est souvent le cas, relèvent non pas des principes mais de leur application: le montant des amendes

---

(14) Cass. lib. 7 avr. 1954, Baz 2, p 168, nº 36; 13 avr. 1955, Baz, 3, nº 41; 23 mars 1960, Baz 8, p 126, nº 32; Cass. lib., 26 juin 1963, Baz, 11, p 135, nº 11; Cass. lib, 10 avr. 1958, Baz, 6, p 74, nº 23, p 75, nº 24; Cass. lib., 9 mai 1969, Baz, 17, p. 153, nº 20: La Cour de cassation libanaise a affirmé dans cet arrêt que la «simple prévision du dommage que subira l'adversaire» ne constitue pas un abus de droit et avait exigé qu'il y ait «une intention de nuire».

L'intention de nuire a également été établie dans un arrêt rendu en 2001: Cass. 8e Ch., arrêt nº 6, 24 fév. 2001, Rec. Sader de Cassation – Décisions Civiles, 2000,p.609.

Par contre, dans un arrêt rendu en 2000, la Cour a imposé au demandeur au pourvoi une amende sur base de l'article 11 du Code pour avoir présenté un recours en Cassation en l'absence de «tout moyen de preuve digne d'attention et de tout fondement juridique»: Cass., 1re ch., arrêt nº 84, 9 août 2000, Rec. Sader de Cassation – Décisions Civiles, 2000, p. 185.

(15) Il incombe au tribunal de faire valoir les éléments de faits prouvant la mauvaise foi, sous peine de cassation: Cass. civ.lib., arrêt nº 11, 26 juin 1963, Baz, vol. 11, p.135; Cass. civ. fr., 25 fev. 1968, Bull. civ., 1986, I, nº 38: «le juge ne peut se borner à affirmer que la procédure est abusive, il doit caractériser la faute retenue».

(16) Cass. 8e ch., arrêt nº57, 8 avr. 1999, Rec. Sader de Cassation – Décisions Civiles, 1999, p. 714; aussi arrêt nº58, 13 avr. 1999, op. cit. p. 716. Dans ces deux arrêt l'intention de nuire n'a pas été requise et la notion d'abus a donc été plus facilement retenue.

(17) Nasri Antoine Diab, in «Le Droit fondamental à la Justice», préc. P. 128.

imposées et des dommages – intérêts fixés par la Cour dans les arrêts précités sont trop réduits pour effrayer les plaideurs de bonne foi ou dissuader ceux de mauvaise foi. Il sera dit que cette notion ne sera ni une soupape de sécurité ni un goulet d'étranglement».[(18)]

Doit-on exiger la présence d'une faute caractérisée? La réponse affirmative s'affirme: La définition qui paraît le mieux coïncider avec notre sujet doit être: Faute caractérisée, telle que malignité, intention de nuire, mauvaise foi[(19)], erreur grossière équivalente au dol[(20)].

L'article 11 du NCPC dispose que le demandeur dont la demande est rejetée peut être condamné à des réparations, et en outre, à l'initiative du juge, au paiement d'une amende, si ce dernier considère qu'i l y a eu abus d'ester. Un auteur autorisé[(21)] écrit que le Code reprend ici la «théorie de l'abus des droits» consacrée par Josserand, à l'article 124 C.o.c qui dispose que «doit également réparation celui qui a causé un dommage à autrui en excédant dans l'exercice de son droit, les limites fixées par la bonne foi ou par le but en vue duquel ce droit lui a été conféré». L'intention de nuire[(22)], la malice, la malignité, ne comportent pas toujours le seul but de faire du mal à l'adversaire. Elles sont souvent assortis de mobiles beaucoup plus matérialistes. La mauvaise foi et le dol sont deux notions très voisines. La mauvaise foi est un état psychologique[(23)]; elle est pourvue d'un intérêt pratique seulement à partir du moment où elle s'inscrit dans une action. Comme elle conduit nécessairement à une interprétation inexacte d'un élément de la discussion, elle en arrive à la même conséquence que celle du dol, qui consiste à tromper. Ces deux concepts s'opposent à celui d'erreur, parce que l'auteur d'une erreur se trompe, tandis que le plaideur de mauvaise foi ou dolosif veut tromper, puisqu'il connaît la vérité ou du moins croit la connaître.

M. Nasri Antoine Diab écrit à cette fin: «Il est certainement opprtun de donner au juge le pouvoir de sanctionner l'exercice abusif du droit d'accès à la justice, afin de lui permettre de poser des limites qui découragent les plaideurs malveillants qui ont techniquement les moyens de passer à travers le tamis des

---

(18) En tout état de cause, et pour ce qui est de l'abus constaté par les juridictions inférieures, la Cour de cassation libanaise considère que cette constatation échappe à son contrôle et relève du pouvoir souverain de ces juridictions: Cass., 3ème ch., arrêt nº7, 20 fév. 1992, Baz, 1992, p.329.

(19) L'abus de droit d'ester en justice doit être prouvé: Appel Mont Liban, 7e ch., arrêt nº 639/2003, 20nov. 2003, kassander numérique.

(20) Cass.lib, 11 avr. 1972, Baz, 20 p236, nº 35; comp. Cass. lib., 6 janv. 1959, Baz, 7, p57, nº 3.

(21) Nasri Antoine Diab, conf. Préc. In « Les Droits fondamentaux », Cedroma, p. 86.

(22) V., Nasri Antoine Diab, Le Droit fondamental à la justice, Préf. De Bahige Tabbarah, Bruylant, Delta, L.G.D.J., 2005, pp. 126 – 128; Inventaire des Droits fondamentaux en matière de procédure civile au Liban, in Les Droits fondamentaux: inventaire et théorie générale, Cedroma, Bruylant, Bruxelles, 2005, pp.85 et ss.

(23) La Cour d'appel de Beyrouth a exigé la preuve de la mauvaise foi; cell-ci constitue une exception au principe consacrant la liberté d'ester en justice: Appel Beyrouth, 2º ch. pén., arrêt nº 1247/2008, 7 janv. 2008, Kassander numérique.

conditions de recevabilité mais dont la présence dans la prétoire ne relève pas de la justice, mais d'une intention malicieuse. Il ne faudrait toutefois pas que, sous couvert de sanctionner et de prévenir l'abus, les juges en arrivent à effrayer les plaideurs de bonne foi. La soupape de sécurité ne doit pas se transformer en un goulet d'étranglement».(24)

Quant à l'erreur grossière équivalente au dol, elle peut porter soit sur les faits de la cause, soit sur la connaissance ou l'interprétation de la loi.

Titre II - Sanction

Le détournement de procédure est susceptible d'engager la responsabilité civile de son auteur, tenu de réparer le préjudice qu'il a subi(25).

A côté des conséquences de la responsabilité civile, le législateur a favorisé la réparation du détournement de procédure en assortissant certaines voies procédurales de dommages-intérêts, et en y ajoutant d'ailleurs parfois des amendes. Les défendeurs récalcitrants s'exposent en outre aux astreintes. La question se pose, ensuite, de savoir si un détournement de procédure peut conduire à l'interdiction d'une voie de droit à l'encontre d'un plaideur. Parfois le droit civil est impuissant à sanctionner le détournement de procédure, ce qui implique le secours du Droit pénal.

Section A – Relation entre détournement de procédure et ses conséquences

Il convient d'abord de rechercher si l'importance du dommage peut influer non pas seulement sur la portée de la sanction, mais aussi sur son principe même. En sens inverse, il s'agit de savoir si la gravité des éléments du détournement de procédure conduit à une sanction indépendamment du préjudice.

A - influence de l'existence du préjudice et de son étendue

Cette question comporte deux aspects opposés:

- le préjudice est nul ou insignifiant.
- Le préjudice est considérable

1- Le préjudice est nul ou insignifiant

L'absence totale de préjudice supprime par définition l'hypothèse d'une réparation. Mais on verra qu'à côté de l'intérêt de la victime, se situent des sanctions ne reposant nullement sur la nécessité d'un dommage.

(24) Conf. préc. In Cedroma, p.86; V. aussi: Trib. de 1ère inst., Mont Liban, 8 e ch., jug. nº12, 20-5-2010, non édité.

(25) Cass. civ. 1ère ch., arrêt nº47/99, 30 mars 1999, kassender numérique; Cass. civ., 4ème ch., arrêt nº179/2005, 22 déc. 2005, kassender numérique

2- Le préjudice est considérable

La gravité du préjudice découlant d'un acte doit entrer en ligne de compte dans la conduite du plaideur, du moins lorsqu'il a été en mesure d'en évaluer les conséquences.

B - Influence de la gravité de l'attitude

Il serait difficile, en fait, d'ôter toute importance à l'attitude du plaideur, d'autant qu'il existe des sanctions qui se détachent du concept de réparation.

1- hypothèses légales où la réparation tient compte de l'attitude du plaideur

Certaines réparations ne sont accordées qu'en cas de faute lourde: c'est l'exemple classique de la responsabilité du dépositaire et du mandataire à titre gratuit (art.790 et art 713 Coc). En sens inverse, le dol et la mauvaise foi influent sur l'assiette de la réparation: Dans les obligations de payer une somme d'argent, l'art. 265, al.2 Coc. Subordonne l'allocation des dommages – intérêts distincts des intérêts moratoires à l'existence de la mauvaise foi. En ce qui concerne les autres obligations, le débiteur est seulement tenu par application de l'art. 261 Coc. de réparer le dommage prévisible lors de la convention, sauf en cas de dol, il doit réparation également du dommage imprévisible, pourvu qu'il soit direct.

2- En dehors de ces hypothèses, la réparation reste théoriquement étrangère à la gravité de la faute.

3- Mais en fait une attitude choquante implique la défaveur du juge

4- Dans certains cas la sanction se détache du dommage, notamment lorsque la mesure tend plus à la répression ou à la coercition qu'à la réparation du dommage. C'est tout d'abord le cas du droit pénal. Certaines manœuvres commises par le défendeur tombent sous le coup d'infractions pénales, qui n'ont pas à tenir compte du dommage, surtout quand la tentative en est punissable. A mi - chemin entre les procédés du droit pénal et l'allocation de dommages-intérêts se situe l'astreinte.

Section B-responsabilité civile

Son étude est commandée par la détermination du fondement de la réparation et celle du dommage réparé. Il convient ensuite de la distinguer des dépens, puis d'examiner ce qui peut justifier les dommages-intérêts. Enfin, se pose la question de savoir si le défendeur condamné dispose dans certains cas d'un recours en garantie.

Le régime est différent suivant que le fait générateur de l'instance réside ou non dans l'obligation de payer une somme d'argent. Les solutions sont commandées par la détermination du fondement du détournement de procédure, qu'il pouvait être d'origine contractuelle ou délictuelle.

A- Domaine respectif de chacun des fondements du détournement de procédure

En principe, la responsabilité contractuelle avant l'instance, devient délictuelle à partir de l'assignation. Mais la réalité est beaucoup plus complexe.

a) s'il s'agit d'un simple moyen de défense pour faire valoir un argument, la responsabilité demeurerait contractuelle, parce que la discussion du moyen resterait liée à celle du fond du débat, de nature contractuelle, par exemple l'appréciation du bien-fondé de conclusions *d'exceptio non ad impleti contractus*.

b) Au contraire, une voie procédurale serait indépendante du fond du débat, telle une *exception de cautio judicatum solvi,* et soumis aux règles de la responsabilité délictuelle.

Malheureusement la distinction se révèle très vite artificielle. Ainsi la *cautio judicatum solvi* de l'exemple choisi peut très bien constituer seulement, chez le vendeur qui l'a soulevée, un procédé de nature à lui permettre de retarder la livraison de la marchandise, pour mieux tenir l'acquéreur à sa merci. En second lieu, elle se heurte à une objection pratique beaucoup plus péremptoire, à savoir que certains actes, à l'égard de la question soulevée, présentent un caractère mixte.

La difficulté de trouver un critère se trouve aggravée par la nature aujourd'hui attribuée à l'action en justice, qui conduit à une véritable autonomie de l'instance et crée une situation juridique différente, se superposant au lien de droit entre les parties.

La difficulté rencontrée à propos du détournement de procédure découle du fait que, peut-être plus encore qu'en toute autre matière, l'instance adhère davantage à l'action et au droit: c'est là l'origine principale d'un conflit entre la notion d'autonomie de l'instance et la prise en considération de son objet. La ligne de partage est souvent difficile à déterminer.

B – Obligation initiale de payer une somme d'argent

C'est ici que se pose la question délicate des conditions restrictives de l'article 265, al.2 Coc. exigeant, pour accorder au créancier plus que les intérêts moratoires, la réunion de deux éléments:

- La mauvaise foi,
- Un trouble distinct du retard.

Ainsi, ne suffit-il pas, pour les sommes d'argent, ni de la mauvaise foi, ni d'un préjudice; encore faut – il que le préjudice soit assorti d'une qualité bien restreinte contenue dans la formule suivante: être distinct du retard, condition nécessaire pour donner lieu à une réparation.

C- Fait à l'origine de l'instance comportant un autre objet qu'une somme d'argent

Il convient de distinguer ici deux origines différentes:

- Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle;
- Responsabilité contractuelle.

1- Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle

La controverse sur le fondement de la responsabilité, examinée à propos de l'inexécution des obligations contractuelles, disparaît nécessairement ici. Le détournement de procédure sera donc toujours d'origine délictuelle ou quasi-délictuelle.

2- Responsabilité contractuelle

Deux hypothèses doivent être envisagées, suivant que la fixation du dommage est judiciaire ou conventionnelle.

a) Fixation judiciaire: Jusqu'à l'introduction de l'instance, il est certain que la seule inexécution de l'obligation, à partir de la mise en demeure, ouvre droit à réclamation.

b) Fixation conventionnelle: La clause pénale permet aux parties de fixer forfaitairement le préjudice.

C) Enumération des dommages subis

La résistance injustifiée cause un préjudice moral et, en cela, présente un trait commun avec la demande abusive. Les pertes de temps, frais et honoraires sont souvent plus importants dans l'hypothèse d'une résistance abusive, parce que le demandeur éprouve de nombreuses difficultés à instruire son dossier en face de la mauvaise foi de son adversaire. Une autre catégorie de frais englobe les démarches, frais divers, déplacement et honoraires.

Section C – Les sanctions civiles légales

Indépendamment des conséquences exceptionnelles résultent de la responsabilité civile, un procès comporte différentes incidences qui lui sont propres.

Les dépens existent toujours dans un procès en dehors de quelques rares matières que la loi veut gratuites. En revanche, seules certaines voies de recours sont assorties de pénalités et de réparations distinctes des dépens.

Aux termes de l'art. 541, al. 2, NCPC, «la partie qui succombera sera condamnée aux dépens». Cette condamnation est-elle tout d'abord indépendante de la nécessité d'une faute? En premier lieu le principe de la liberté de l'instance et de la défense se concevrait mal si le fait d'y procéder devait constituer une faute. En outre, pareil fondement de cette dette serait incompatible avec la réalité. Une partie qui affirme un fait, mais ne peut le prouver, n'est pas pour autant fautive. Le

plaideur qui subit les conséquences d'un revirement de jurisprudence, intervenu pendent l'instance ou même pendent la procédure d'appel, ne peut être l'objet d'aucune incrimination. Il en est à plus forte raison ainsi pour celui qui subit une loi nouvelle, laquelle, intervenue en cours d'instance et s'appliquant immédiatement, par exemple, en instituant l'irrecevabilité, ruine son procès.

Quant aux pénalités, elles sont ou bien attachées d'une manière indissociable à l'exercice d'une voie de droit, ou bien soumises à l'appréciation du Tribunal (art.11,NCPC).

Les réparations, à l'image des pénalités, sont suivant les cas obligatoires, ou facultatives, mais la distinction entre elles n'a pas d'identité avec celle entre les amendes.

Les sanctions légales visent essentiellement les incidents et les voies de recours. Mais indépendamment de ces applications assez rares, la résistance à l'exécution d'une décision judiciaire trouve une sanction dans l'astreinte. Elle se détache de la notion de dommage réellement subi, pour rester une peine privée et conserver sa pleine tendance sanctionnatrice. Pour être efficace, l'astreinte doit être efficace, l'astreinte doit être très élevée et, logiquement dépasser le préjudice. Il faut enfin préciser, pour bien circonscrire le domaine de l'astreinte, qu'elle s'applique essentiellement pour l'exécution des obligations de faire ou de ne pas faire; s'il s'agit de l'obligation de payer une somme d'argent, l'astreinte se trouve vidée de sa substance: ou bien le débiteur est solvable et la décision sera exécutée sans qu'il soit besoin d'une astreinte, à la diligence du créancier, ou bien il est insolvable, et c'est alors retomber dans un domaine qui constitue trop souvent le point terminal de la résistance injustifiée.

Section D – Le renfort du droit pénal

Le droit libanais ignore la sanction pénale directe du détournement de procédure. En revanche, certains des actes la constituant tombent sous le coup de dispositions répressives. En vertu du caractère strict du droit pénal, il faut bien entendu que soient réunis les éléments constitutifs de ces infractions relevées, ou à l'occasion de l'instance, ou postérieurement.

Ce sont d'abord les délits sanctionnant le fait de porter atteinte à la vérité judiciaire. Le premier exemple qui appelle l'attention réside dans la production d'un faux document justifiant une poursuite du crime ou du délit de faux matériel ou intellectuel (art.453 Code pénal). Le fait d'user d'une pièce ou d'utiliser des manœuvres critiquables dans certaines conditions, en vue d'obtenir par exemple une quittance ou une décharge, peut constituer le délit d'escroquerie (art, 655 Code pénal). Au rang des infractions envisagées, figure le faux serment. Ce dernier peut, dans certaines hypothèses, émaner de la partie elle-même: celui à qui le serment a été déféré en matière civile et qui a fait un faux serment tombe sous le coup de l'art 407 Code pénal.

Section E -mise en œuvre

La procédure permettant d'obtenir réparation du détournement de procédure soulève la question de savoir la forme sous laquelle la victime fera valoir sa demande d'indemnisation.

la réparation du détournement de procédure peut être sollicitée, suivant les cas, dans la demande principale, par une demande reconventionnelle ou par une demande additionnel.

La demande principale ne pourra certes pas viser le détournement de procédure commis pendant l'instance: le demandeur ne peut, à moins d'être pourvu d'un instinct divinatoire, lui permettant de savoir les réactions de son adversaire, se plaindre d'un abus. Sans doute peut-on le présumer, mais sa mise en œuvre comporterait alors un intérêt seulement futur, échec à la recevabilité. La demande visera donc les dommages-intérêts fondés sur le détournement de procédure en matière contractuelle ou quasi- contractuelle, suivant qu'il s'agit ou non d'une somme d'argent. A côté du dommage réalisé au moment de l'introduction de l'instance, la demande principale est aussi celle qui permet d'obtenir, à l'opposé, réparation du préjudice subi du fait de l'inexécution du jugement; il faudra nécessairement, la première procédure étant terminée, une nouvelle instance, soumise alors à des règles propres.

Quant à la demande reconventionnelle, cette forme de procédure appartient à celui qui est appelé dans une instance dont l'objet est de faire échec à son droit: le débiteur espère avoir davantage la faveur des tribunaux s'il se présente en tant que demandeur et prend l'initiative de la procédure; la réparation de la résistance subie par le créancier fait alors l'objet d'une demande reconventionnelle.

Pour ce qui est de la demande additionnelle, c'est la terre d'élection de la demande de dommages-intérêts fondée sur le détournement de procédure commis sous forme d'abus pendant l'instance, puisque c'est au cours de cette dernière qu'elle se révèle.

Conclusion

Le vœu de cette étude était de convaincre que le détournement de procédure devait être considéré non plus seulement dans la zone restreinte de l'instance, mais dans l'ensemble de son développement. L'analyse qui en a été faite peut dégager trois principes cardinaux devant gouverner le combat contre son action néfaste: rapidité, réalisme, valeur effective de la décision judiciaire.

On a constaté la regrettable distance entre un droit et sa réalisation. Ce phénomène atteint en définitive l'œuvre de justice. Certains droits trouvent leur pleine valeur à un moment déterminé; leur utilité s'estompe ou se dégrade avec le

temps et le besoin de les faire valoir tend à se périmer ou du moins à devenir dégressif. Il est permis de suggérer différents moyens de contribuer à la célérité, indépendamment des doléances traditionnelles sur la lenteur des procès.

Quant au réalisme, il doit surtout être recherché dans le domaine de la réparation et l'on a décrit les difficultés rencontrées par le demandeur pour obtenir des dommages-intérêts.



Suspension des poursuites individuelles des créanciers en droit libanais

Par **Fady NAMMOUR**
Professeur à l'Université Libanaise
Professeur Associé à l'Université de Luxembourg

Le principe de la suspension des poursuites individuelles est actuellement exprimé en droit libanais par l'article 503 du code de commerce libanais [c. com. Lib] . Ce code, il faut le rappeler, a été rédigé par des universitaires français, les professeurs Cohendi et Chevalier, a été promulgué en 1942 et, s'agissant du droit de la faillite, n'a fait, depuis, l'objet d'aucune modification. Aux termes de cet article: *" Le jugement déclaratif suspend, à l'égard des créanciers chirographaires et des créanciers munis d'un privilège général, les poursuites individuelles, qui sont désormais concentrées entre les mains des syndics, sans qu'il y ait à distinguer suivant qu'il s'agit d'une créance civile ou commerciale"*. C'est donc le prononcé du jugement déclaratif qui a pour conséquence, de suspendre les poursuites individuelles, sans lequel, notamment en cas de faillite non déclarée[1], les poursuites individuelles ne seront pas suspendues. Cette suspension résulte de plein droit du jugement déclaratif et prend fin avec la faillite par homologation du concordat[2], dissolution de l'union[3], désintéressement des créanciers[4], ou même par clôture pour insuffisance d'actif [5]. De manière générale, on justifie cette règle à la fois d'ordre public interne et international[6], d'un double point de vue: côté débiteur, parce qu'il se trouve dessaisi et côté syndic, parce que la masse se constitue[7].

De la lecture de l'article 503 c. com. lib., il résulte que la suspension concerne toute poursuite individuelle relative à toute créance (civile ou commerciale) invoquée par une certaine catégorie de créanciers. Envisagé indifféremment, le caractère civil ou commercial de la créance importe peu. Le législateur met davantage l'accent sur la nature des actions visées (I) et la catégorie des créanciers (II) concernés.

---

(1) Art. 498 c. com. lib.
(2) Art. 571 al. 1 c. com. lib.
(3) Art. 597 c. com. lib.
(4) Art. 602 c. com. lib.
(5) Art. 601 c. com. lib.
(6) Fabia et Safa, Code de commerce annoté, édition juridique Sader 1988, art. 503 note 11
(7) Tyan, Droit commercial, Librairies Antoine 1970 nº1477; Fabia et Safa, art. 503 note 1.

(I) Nature des actions visées:

Par le jugement déclaratif, les créanciers se constituent en une masse dont l'objet est l'exploitation collective de leur droit de gage renforcé par le dessaisissement [8] et qui –la masse- est représentée par un ou plusieurs syndics. À partir de là, on peut dire que la règle de la suspension des poursuites individuelles ne s'applique pas aux actions étrangères à la masse (A). Au contraire, elle s'appliquera à toutes les actions intéressant la masse (B).

-A- Exclusion des actions étrangères à la masse:

La règle de la suspension des poursuites ne s'applique pas aux actions qui ne font pas partie de la masse ou qui n'y sont pas intégrées.

Constitution de partie civile. La règle de la suspension des poursuites ne s'applique ni à l'action publique ni à l'action civile qui s'y rapporte, **intentées avant le jugement déclaratif**, contre le débiteur failli parce que ces deux actions se rapportent à des faits personnels du failli. Par conséquent, le créancier peut se constituer partie civile à l'encontre du failli[9] et exercer les voies de recours à son encontre sans citer le syndic[10]. Mais, le syndic peut intervenir à l'instance pénale si l'action civile vise l'obtention de dommages-intérêts résultant d'un délit antérieur au jugement déclaratif susceptibles de réintégrer la faillite[11]. La constitution de partie civile demeure recevable en ce qu'elle tend seulement à ce que soit fixé le montant du préjudice découlant des infractions poursuivies pour lequel le créancier doit déclarer[12] Ainsi le juge pénal ne peut pas condamner le failli au paiement: le créancier devra produire pour sa créance dans la faillite[13]. Cela est vrai d'autant plus que la procédure de vérification des créances[14] ne serait pas adaptée à la reconnaissance d'une créance qui, existant en principe, n'est pas encore déterminée en valeur[15].

Litiges du contrat de travail. La règle de la suspension des poursuites ne s'applique pas aux litiges issus du contrat de travail. Par exemple, en cas de licenciement, l'action intentée antérieurement au jugement déclaratif par le salarié à l'encontre de l'employeur devenu failli, n'est pas suspendue, et le conseil arbitral du travail reste compétent pour connaître de ce litige. À ce propos, la haute juridiction souligne que le conseil arbitral du travail est une

(8) Art. 501 et 502 c.com. lib.

(9) Cass. com. lib. 7° ch, arrêt n°389, 7/10/2005, Cassandre 2005/10 p 1861.

(10) Ex, recours en cassation: Cass. com. lib. 6 ch, arrêt nº74, 27/2/2003 Cassandre 2003/2 p 277.

(11) Cass. crim. lib., arrêt nº27, 6/2/2007, Cassandre 2007/2 p 277.

(12) Cass. com. lib., 3e ch., arrêt nº214, 22/5/2002, Cassandre 2002/5 p 587.

(13) Cass. civ. lib. 5e ch., arrêt nº13, 20/2/2001, Cassandre 2001/2 p 158.

(14) Art. 547, c. com. lib.

(15) Tyan, n°1478

juridiction d'exception dont la compétence ne peut être évincée au profit ou par le tribunal connaissant de la faillite[16].

Droits personnels. Le créancier pourra toujours demander au syndic l'exécution de ses droits personnels. Par exemple, en droit libanais, la vente des biens immeubles n'existe que par son inscription au registre foncier. Néanmoins, le contrat conclu donne au créancier acheteur un droit personnel, celui d'obliger le vendeur à inscrire le bien-fonds en son nom. Par conséquent, l'acheteur créancier peut poursuivre le syndic en exécution du contrat de vente[17] à condition que la masse des créanciers ait accepté d'exécuter le contrat[18]. Faute d'acceptation, il ne pourra que réclamer à la masse des dommages-intérêts et participer comme créancier chirographaire dans la distribution de l'actif de la faillite[19].

Litiges entre créanciers. La règle de la suspension ne joue pas s'agissant des litiges entre créanciers visant à déterminer le véritable créancier du failli, peu importe que le failli soit ou non partie à l'instance[20]. En effet, ces litiges se situent en dehors de la faillite.

Actions non individuelles et ne tendant pas à faire valoir des créances chirographaires ou à privilège général. Ainsi ne seront pas suspendues**:** l'action en faillite elle-même (chaque créancier a le droit de recourir contre le jugement statuant sur la déclaration en faillite ou sur la date de la cessation des paiements)[21], les contredits élevés par des créanciers sur l'admission d'autres créanciers[22], les demandes d'admission tardive[23], les demandes de révocation et remplacement du syndic[24] et même les tierces oppositions formées pour la défense d'intérêts personnels[25].

Action en revendication. Les tiers se prétendant propriétaires de biens qui se trouvent en la possession du failli, peuvent les revendiquer s'ils n'obtiennent pas amiable restitution. De même, ils pourront intenter les actions tendant à reconnaître tous autres droits réels. L'action sera dirigée contre le syndic[26].

---

(16) Cass. civ. lib. 8e ch., arrêt nº62, 22/4/2008, Cassandre 2008/4 p 823, Al Adl 2008/3 p 1160.

(17) Trib. 1e inst. jgt nº302 7/7/2005, Cassandre 2005/7 p 1484.

(18) CA Mont Liban, 3e ch., arrêt n°160, 14/11/2006 Cassandre 2006/11 p 2119 soulignant que faute d'acceptation, le syndic ne peut être poursuivi à titre d'ayant droit du failli.

(19) CA Mont-Liban, 3e ch., arrêt nº6, 18/1/2005 Cassandre 2005/1 p 160.

(20) Cass. civ. lib. 2e ch., arrêt nº58, 22/6/2005 Cassandre 2005/6 p 1142.

(21) Art. 497 c. com. lib.

(22) Art. 555 c. com. lib.

(23) Art 555 c. com. lib.

(24) Art 518 c. com. lib.

(25) Fabia et Safa, art. 503 n° 14,15 et 16; Tyan, nº1478

(26) Art 607 c. com. lib.

Actions paulienne et oblique. La règle de la suspension des poursuites individuelles étant propre au régime de la faillite, les créanciers agissant individuellement peuvent exercer l'action paulienne. En effet, l'action fondée sur l'article 278 du code des obligations et des contrats libanais [c. oblig. c.] qu'un créancier peut exercer contre tous les actes faits en fraude de ses droits par le débiteur n'est pas soumise aux dispositions de l'article 503 c. com. lib. Également, le créancier pourra agir contre d'autres personnes qui ne sont pas dans la même situation, par exemple, exercer l'action oblique(27) surtout qu'une telle action n'a pas pour objet principal d'obtenir le paiement du sous-débiteur par le créancier qui l'exerce, mais la réintégration dans le patrimoine du débiteur de celui-ci des créances que ce dernier néglige de recouvrer(28).

Actions contre les dirigeants sociaux. Les actions civiles ou pénales exercées contre le gérant ou l'un des dirigeants à raison de ces faits personnels (faute civilement ou pénalement sanctionnée) sont dirigées contre une personne étrangère à la faillite et dont le patrimoine n'est pas le gage des créanciers. Par conséquent, elles ne se trouvent pas soumises à la suspension des poursuites individuelles.

-B- Suspension des actions intéressant la masse:

La règle de la suspension des poursuites individuelles s'appliquera à toutes les actions qui font partie ou s'intègrent à la masse en ce qu'elles intéressent l'ensemble des créanciers qui y seront soumis(29).

L'article 503 c. com. lib. se borne à évoquer les poursuites individuelles sans autre précision. Mais la cour de cassation libanaise considère que ce texte ne comporte aucune exception, qu'il est général et global, et qu'il pose un principe général de suspension de plein droit de toutes les poursuites individuelles, antérieures et postérieures dès le prononcé du jugement déclaratif(30). La généralité de l'expression "toutes poursuites individuelles" implique qu'elle concerne aussi bien les actions en justice que les procédures d'arbitrage que les voies d'exécution.

Actions en justice. Cette règle s'applique aux **actions en paiement** de créances sur le débiteur failli(31), sur le syndic (tant que dure la faillite) et

---

(27) V.art. 276. c. oblig. c.

(28) La règle trouve son intérêt lorsque deux ou plusieurs débiteurs sont tenus de la même dette, sans figurer dans la même faillite. La suspension des poursuites à l'égard de l'un n'entrave pas l'exercice de l'action à l'égard des autres lorsque la dette commune est échue.

(29) J.U. Kesrouan, 23/6/2009, Al Adl 2010 p 371.

(30) Cass. civ. lib. 4e ch., arrêt n°31, 26/4/2007, Cassandre 2007/4 p 663.

(31) Cass. com. lib. arrêt n°42, 22/2/2007, Cassandre 2007/2 p 295: Le bénéficiaire d'un chèque sans provision tiré antérieurement au jugement déclaratif ne peut pas se constituer partie civile après le jugement déclaratif, il ne peut que se joindre à la masse.

même s'agissant les poursuites dirigées contre les tiers mais intéressant la masse (par exemple: action en responsabilité. pour cause de préjudice subi par l'ensemble des créanciers). Ici, les créanciers doivent produire leur créance pour la soumettre à la procédure de vérification. Elle s'applique également à toute **action mobilière ou immobilière**. Elle s'applique enfin à **l'action en résolution**. En effet, tandis que l'article premier du décret-loi nº12362 du 27/3/1963 relatif à l'institution d'un privilège au profit du vendeur des biens meubles[32] accorde au vendeur des meubles corporels ou incorporels resté impayé, s'agissant les corps certains[33], un privilège spécial[34], l'article 6, alinéa 2, du même décret considère ce privilège comme caduque en cas de «*faillite de l'acheteur si livraison du meuble lui en a été faite*». Dans ce cas, il devient créancier chirographaire. Cette disposition est en harmonie avec l'article 612 c. com. lib. qui dispose: " *Si l'acheteur est entré en possession des marchandises avant sa faillite, le vendeur ne pourra se prévaloir ni d'une action en résolution, ni d'une action en revendication, ni d'un privilège*". Cette caducité édictée dans l'intérêt de la masse se justifie par le fait que les marchandises et biens meubles appartenant au failli peuvent être achetés moyennant un paiement échelonné ou à prix différé ce qui permettrait aux vendeurs de se faire rembourser en priorité au détriment des créanciers[35].

Par application de cette règle, un créancier ne peut pas commencer une action nouvelle. Peut-il continuer une action engagée avant le jugement déclaratif ? Il ne le semble pas. La haute cour décide que l'action est suspendue de plein droit dès le prononcé du jugement déclaratif[36]. À ce propos, soulignons qu'il ne suffirait pas d'appeler en cause le syndic pour permettre la continuation de ces actions et les demandeurs doivent recourir à la procédure de vérification des créances édictée par les articles 547 c. com. lib.

La question se pose de savoir si les créanciers peuvent intervenir à des actions engagées par ou contre le syndic? La loi ne prévoie pas formellement l'intervention d'un ou plusieurs créanciers dans les actions intéressant la masse au contraire de ce quelle fait pour le failli[37]. La cour de cassation

---

(32) J. O. 1963 p 1006.

(33) Art 2 du décret nº 12362/1963.

(34) Conformément à l'article 10 du décret, ce privilège ne s'étend pas aux contrats portant sur les fonds de commerce gouvernés par le décret- loi n°11 du 11/7/1967 ni à la vente des navires, voitures et équipements agricoles ou industriels soumis à la loi du 20/5/1935 et, aux termes de laquelle, le vendeur reste propriétaire des biens vendus jusqu'à paiement de la totalité du prix échelonné.

(35) CA Beyrouth, 4e ch., arrêt nº1015, 9/10/1970, Hatem, vol 109 p 15.

(36) Cass. civ. lib., arrêt nº31, 26/4/2007 préc.

(37) Art. 501 al. 2 c. com.lib.

libanaise semble tolérer l'intervention du créancier non à titre de partie principale mais afin d'appuyer le syndic dans ses demandes. Par conséquent, le créancier intervenant n'a pas qualité pour présenter les recours notamment un pourvoi en cassation[38].

Procédure d'arbitrage. On ne connaît pas de jurisprudence libanaise sur la question. Mais dans la mesure où l'article 800 alinéa dernier du nouveau code de procédure civile libanais [nouv. c. proc. civ. lib.] prévoit que la sentence arbitrale rendue au Liban en matière d'arbitrage interne est susceptible d'annulation en cas de violation d'une règle d'ordre public interne et puisque, la règle de la suspension des poursuites est une règle d'ordre public interne, les arbitres ne peuvent sans violer cette règle continuer une procédure d'arbitrage et condamner le litigant au paiement.[39]. Par conséquent, nous pensons que l'instance arbitrale qui a été commencée avant le jugement déclaratif doit être suspendue jusqu'à ce que le créancier ait déclaré sa créance antérieure. En outre, l'instance arbitrale ne pourra être commencée après le jugement déclaratif que si le créancier se soumet au préalable à la procédure de vérification des créances. Dans tous les cas, l'arbitre ne pourra que fixer le montant de la créance et non pas condamner au paiement.

Voies d'exécution. Le système de la faillite étant un système d'exécution collective, les créanciers se trouvent déboutés du droit de poursuivre, individuellement, l'exécution de leurs droits[40]. La portée de l'interdiction des poursuites en exécution est tout à fait générale, comprenant toutes voies d'exécution quelconques: saisie-exécution, saisies mobilières et immobilières, saisie-arrêt, saisies conservatoires portant sur tous biens du failli à lui échus avant ou après le jugement déclaratif, même ceux qu'il aurait acquis par l'exercice d'une profession nouvelle[41] **sauf si** la voie d'exécution a épuisé ses effets avant le jugement déclaratif. Toute voie d'exécution nouvelle est impossible et toute voie d'exécution antérieurement pratiquée devient caduque et non avenue[42] tel que le séquestre judiciaire prévu à l'article 623 nouv. c. proc. civ. lib.[43] Ainsi une saisie conservatoire ne peut plus être convertie en saisie attribution et doit faire l'objet d'une mainlevée[44]

(38) Cass. civ. lib. 4e ch., arrêt nº181, 27/12/2005 Cassandre, 2005/12 p 2213; arrêt n°1, 28/6/1978 Al Adl 1980 p 80

(39) Cette même solution doit s'appliquer en matière d'arbitrage international puisque la règle de l'article 503 c. com. lib. est considérée d'ordre public international, v. art. 817 alinéa dernier nouv. c. proc. civ. lib.

(40) Cass. civ. lib. 4°ch. arrêt n°37, 22/7/2003, Al Adl 2003/7 p 1139.

(41) Tyan, nº1479.

(42) CA Mont-Liban, 4e ch., arrêt nº58, 8/5/2009, Al Adl 2010 p 251.

(43) Cass. civ. lib. 22/1/1969, Al Adl 1969, jp 129.

(44) Beyourth, 4e ch., arrêt nº1213, 6/7/2005 Al Adl 2007/1 p 254.

cela sauf si l'acte d'exécution a été consommé avant le jugement déclaratif auquel cas, il y aura droit acquis pour le créancier.

Plus particulièrement, l'article 981 nouv. c. proc. civ. lib. prévoit la suspension de la **vente aux enchères** en cas de faillite du débiteur sauf si le créancier justifie d'un privilège spécial. Néanmoins, comme les saisissants ont rendu service à la masse en immobilisant les biens saisis, ils réclameront le remboursement de leurs frais de saisie à titre de créanciers de la masse(45). Il en est de même pour **la contrainte de corps** concernant les créances de dommages-intérêts pour délits intentionnels, pour infractions pénales, de pension alimentaires, de restitution de dot. En effet, l'article 1003 nouv. c. proc. civ. lib. déclare la peine d'emprisonnement inapplicable au débiteur failli durant la procédure de faillite (et au débiteur demandeur d'un concordat préventif).

S'agissant des **saisies-arrêts** effectuées avant le jugement déclaratif il faut distinguer: si au jour de la faillite, la saisie-arrêt n'est pas validée par un jugement passé en force de chose jugée, elle sera caduque (sous réserve du droit du saisissant à être remboursé par la masse de ses frais) mais le saisissant acquiert privilège sur le montant maintenu aux mains du tiers saisi par l'ordonnance de cantonnement de la saisie rendue conformément à l'article 893 alinéa 2 nouv.c. proc. civ. lib. Dans le cas contraire, le jugement qui valide la saisie a pour effet d'opérer transfert définitif de la créance au saisissant à concurrence du montant pour lequel la saisie a été validée, le saisissant a le droit d'exiger paiement du tiers-saisi pour ce montant(46). Quand le jugement de validité n'a été rendu ou n'est passé en force de chose jugée que pendant la période suspecte, sa valeur au regard de la masse pourra être contestée si le saisissant connaissait l'état de cessation des paiements du débiteur par application de l'art. 508 c. com. lib.(47) Postérieurement au jugement déclaratif, les créanciers de l'article 503. c. com. lib. ne peuvent pas faire une saisie– arrêt entre les mains des débiteurs du failli: il appartient au syndic seul de faire rentrer ce qui est dû à celui-ci.

Qu'en est-il des **mesures conservatoires** ? On ne connaît pas de jurisprudence libanaise sur la question mais ces mesures qui ne peuvent être assimilées aux voies d'exécution devraient échapper à l'interdiction de l'article 503 c. com. lib.

La question est de savoir si la suspension des poursuites individuelles en cas de faillite entraîne la **suspension de la prescription extinctive** des créances? La réponse négative s'impose. Mais la prescription sera

---

(45) CA Mont-Liban, arrêt n°58, 8/5/2009, Al Adl 2010 p 251; Fabia et Safa, art. 503 note 21.
(46) Fabia et Safa, art. 503 n°28.
(47) Art. 508 c. com. lib.

interrompue par "la demande d'admission de la créance" c'est-à-dire, la production, précise l'article 357 alinéa 2 c. oblig. c.

(II) Catégorie des créanciers:

Selon l'article 503 c. com. lib., les créanciers dont les poursuites individuelles sont suspendues sont "les créanciers chirographaires et les créanciers munis d'un privilège général". Ainsi les créanciers interdits de poursuite individuelle sont les seuls créanciers visés par cet article (B) à l'exclusion des autres (A).

A- Exclusion des créanciers non chirographaires ou non munis d'un privilège général:

Echappent à la règle tous créanciers munis de sûretés réelles, mobilières ou immobilières de quelque sorte qu'elles soient (gage, hypothèque, antichrèse) légale, conventionnelle ou judiciaire à moins que leur créance ne soit éteinte par un paiement intégral reçu du syndic(48) et ce, même si leur créance n'est devenue liquide qu'après le jugement déclaratif(49).

Il en est de même **des créanciers munis des privilèges spéciaux.** Au profit de l'État**,** la loi reconnaît trois ordres de créances assorties de privilèges spéciaux(50): **1-** droits et taxes de mutation, de bornage,de recensement, de délimitation et d'arpentage constituent une créance unique à l'égard de laquelle l'État jouit d'un privilège sur les biens immatriculés au registre foncier(51); **2-** frais de justice exposés pour la réalisation de l'immeuble et la distribution du prix(52); **3-** droits et taxes de mutation et amendes exigibles en cas de fausses déclarations sur le prix de la vente des immeubles(53). Ces privilèges ont pour assiette les immeubles pour lesquels les droits (badal al·mitl, taxes, amendes) sont dus. Ce qui aggrave le cas desdits privilèges, c'est qu'il sont dispensés d'inscription(54).

Au profit des particuliers**,** on peut citer les privilèges spéciaux suivants: **1** - Le privilège de l'assureur créancier de la prime, sur la chose assurée, pour la créance des primes des deux dernières années et seulement si l'assurance n'a pas été résiliée. Si la chose assurée est un immeuble, le privilège se confond avec l'hypothèque; en ce qu'il doit être inscrit au

---

(48) Art. 617c. com. lib.

(49) Tyan, nº1478; Fabia et Safa, art. 503 nº37.

(50) Art. 118, c. prop.

(51) Art. 118 c. prop;. Art. 44 arrêté n°186 du 15/3/1926 sur la délimitation et le recensement.

(52) Art. 118-2e c. prop..

(53) Art. 118 – 3e préc.

(54) Art. 119, c. prop.; Tabbah, Propriété et registre foncier, II, nº 344; N. Assouad, Les biens in, Le droit libanais LGDJ 1963 T II p 211.

registre foncier[55]; **2-** le privilège de l'association des copropriétaires par étages ou appartements, ou de ceux d'entre eux qui ont prêté des fonds à un copropriétaire afin de lui permettre d'exécuter ses engagements. Le privilège s'exerce sur les droits du débiteurs: droit de propriété sur son étage ou appartement et droit de copropriété sur les parties communes[56]; **3-** le privilège du commissionnaire sur la valeur des marchandises à lui expédiées déposées ou consignées pour tous les prêts, avances ou paiements faits par lui[57]; **4-** le privilège du vendeur de meubles, qui a été institué par le décret législatif 12362, du 27 mars 1963, s'éteint dans le cas de faillite de l'acheteur survenue après la livraison du meuble[58].

Également échappent à la règle, **les créanciers chirographaires qui ne font pas partie de la masse: créanciers hors la masse et, créanciers de la masse** c'est-à-dire ceux qui ont traité avec le syndic ou avec lesquels celui-ci a continué un contrat en cours au moment de la faillite en l'exécutant: fournisseurs, employés, avocats de la faillite, etc[59] et chacun d'eux peut assigner le syndic en paiement [60]. On ne connaît pas de jurisprudence libanaise sur la question.

Quid des créanciers bénéficiaires d'un droit de rétention ? L'article 610 c. com. lib. énonce: «Pourront être retenus par le vendeur les marchandises et autres effets mobiliers, par lui vendus, qui ne seront pas délivrés au failli ou qui n'auront pas encore été expédiés, soit à lui, soit à un tiers pour son compte». Ainsi, la déclaration de faillite du débiteur ne met pas obstacle à l'exercice d'un droit de rétention par l'un de ces créanciers[61]. Celui-ci pourra s'en prévaloir à l'égard du syndic et à l'égard de la masse. Néanmoins, le créancier ne pourra procéder à la vente de la chose retenue ou se faire payer en priorité dans la mesure où la faillite lui interdit en tant que créancier chirographaire de prendre des mesures individuelles. Pour sortir de l'impasse, et si la masse trouve son intérêt à récupérer ce bien, un accord peut intervenir à cet effet entre ce syndic et le créancier, mais contre paiement à ce dernier de ce qui lui est dû[62].

B- Suspension à l'égard des créanciers chirographaires ou munis d'un privilège général:

La liste des créanciers interdits de poursuite individuelle est édictée à titre limitatif[63].

---

(55) Art. 976 c. oblig. c.

(56) Art. 16, L. 24 déc. 1962

(57) Art. 288, c. oblig. c.

(58) Art, 6, al. 2.

(59) E. Safa et P. Safa, Droit commercial, Le droit libanais préc. T 1 p 322.

(60) Fabia et Safa, art. 503 note 10; Tyan, n°1478.

(61) CA Beyrouth, arrêt nº1425, 15/11/1968, Rev. jud. lib. 1971 p 222.

(62) Après autorisation du juge – commissaire, art. 613 c. com. lib.

(63) Rapp. JU Beyrouth jgt nº1320, 2/11/2005, Al Adl 2007/1 p 367.

Les privilèges généraux les plus importants, sont ceux reconnus au Trésor en garantie des dettes de divers impôts(64). Les particuliers tenus, dans certains cas, d'acquitter des impôts et taxes à la place des contribuables jouissent des mêmes privilèges par subrogation(65). Pour les créances de droit privé, on ne peut citer que les privilèges généraux pour la garantie des salaires de la dernière année écoulée(66) et des indemnités pour accidents du travail(67).

La question se pose de savoir si la règle de la suspension des poursuites individuelles est opposable aux administrations publiques? En l'absence, en droit libanais, d'un texte dérogeant à la règle de la suspension des poursuites individuelles contre le failli en faveur des administrations publiques quelconques, notamment de celles qui jouissent du droit d'action d'office, on est d'avis que la règle édictée en termes généraux par le présent article doit leur être appliquée(68). Cela est vrai d'autant plus que la haute cour libanaise a eu l'occasion d'affirmer que la règle de l'article 503. c. com. lib. ne comporte aucune exception, qu'elle est générale et globale(69). Ainsi, jugé qu'une municipalité, n'est pas fondée à poursuivre contre un failli le recouvrement de pénalités pour retard de paiement de taxes municipales, pénales encourues après la déclaration en faillite, alors qu'à partir de cette déclaration toutes les poursuites individuelles sont suspendues, et tous les créanciers, même à privilège général, sont soumis à la procédure de vérification; qu'ainsi, le failli n'est pas responsable du retard de paiement de la dette susvisée.(70). Décidé que la créance de l'État est soumise au régime de la faillite et par conséquent soumise au régime des autres créances munies d'un privilège général d'où il en résulte que la poursuite doit donc être suspendue(71).



---

(64) Impôts directs et taxes assimilées et impôt sur le revenu, art. 32, D.L. 147, et art. 117, D.L. 144, du 12/6/1959; - impôt sur les immeubles bâtis, art. 62, L. 17/9/1962; - impôt sur les successions et diverses autres mutations, art. 48, D.L. 146, 12/6/1959.

(65) Art. 310 s., c. oblig. c., cmb. art. 34, 66, D.L. 147, 144, et 62; L. 17 sept. 62 préc.

(66) Art. 48, c. trav., 23 sept. 1946.

(67) Art. 14, D.L., 4 mai 1943.

(68) Fabia et Safa, art. 503 nº44.

(69) Cass. civ. lib. 26/4/2007 arrêt préc. note 30.

(70) CA Beyrouth, arrêt nº438, 21/3/1974, faillite Serrié cité par Fabia et Safa op. préc. Néanmoins, l'arrêt du 21/3/1974 a été cassé au motif que "la municipalité est en droit de restituer ses créances privilégiées (impôts, taxes, amendes) abstraction faite de la situation du débiteur solvable ou failli, peu importe les modifications de sa capacité": Cass. civ. lib. 3e ch., arrêt nº3, 23/11/1982, Al Adl 1983 p 126.

(71) CA Beyrouth 4e ch., arrêt nº1175 8/10/1974, Hatem vol. nº157 p 17.

International Arbitration and Conflict of Law Rules

Par **Tarek M.Dandashli**
Advocate
LL.M.Glamorgan Law School
Member of the Chartered Institute of Arbitrators

1-Introduction:

The term "international arbitration" is used to mark the difference between arbitrations which are purely national or domestic and between those which in some way transcend national boundaries and so are international.

Domestic arbitration concerns disputes where the obligations are founded in domestic law alone. It is likely that the agreement in respect of the initial contractual agreement was concluded within the territory of the state.

There is no unified interpretation of the term "international arbitration". The New York Convention defines "Foreign awards" as awards which are made in the territory of the state other than the state in which recognition and enforcement is sought, but adds to this definition awards which are " not considered as domestic awards" by the enforcement state.(1)

Lebanese arbitration law applies criteria which analyses the nature of the dispute. Article 809 provides that arbitration is international if it involves interests of international trade. The Lebanese Court of appeal has stated that arbitration is international if there is a cross boarder trade.(2)

The English Arbitration Act 1996 has no distinction between domestic and international arbitration, except when it comes to enforcement of a foreign or international award under one of the relevant international treaties.(3)

It is clear from the above, that a unified definition as to what is considered "international arbitration" does not exist. Each state has its own criteria and social policy which underlies its legislative powers.

---

(1) Article 1 New York Convention.

(2) Lebanese Arbitration Magazine number 36 /2005.

(3) It is interesting to note that there was provision in the English Act 1996 for a distinction to be made for some purposes between "domestic" and "non domestic or international ". However, these provisions in sections 85-87 of the Act were not brought into effect. One major reason for this was that it was considered that to draw a distinction between British methods and nationals of other countries in the EU would be a breach of community law: see Saville "The Arbitration Act 1996 and its effect on international arbitration in England. Arbitration vol 63, No2, May 97, 104 at 112.

The appeal to arbitration in international settings is enhanced by the perception that it is almost best for a party from one country not to take a dispute with a business partner from another country into the latter's national court system. The fear is that each country's courts exhibit their own cultural and legal biases, so that a foreign party who submits to such a system risks falling victim of a "home court advantage". Both parties as an alternative are normally prepared to agree to a form of international arbitration, in a neutral country. This could take the form of choosing one independent arbitrator, or having an independent foreign seat or location, or seeking rules for arbitration independent of the state, or by both parties appointing their own arbitrators, and leave the third to be appointed by the chosen arbitral institution, or having a mixture of solutions composed of some of the above.

1-1 A complex Interaction of Laws:

Merely to agree to refer disputes to a form of international arbitration is insufficient. There remain a number of questions which must be resolved before an effective dispute resolution procedure is put in place.

International commercial arbitration, unlike its domestic counterpart, will usually involve more than one system of law or of legal rules. Five different systems of law have been identified, which in practice may have a bearing on an international commercial arbitration.

These are:

- The law governing the parties' capacity to enter into an arbitration agreement.
- The law governing the arbitration agreement.
- The law governing the existence of the proceedings of, the arbitral tribunal. This has been referred to as the "crucial law" or to use a technical phrase, the"lex arbitri".
- The law, or the relevant legal rules governing the substantive issues in dispute, variously described as "the applicable law", "the governing law", "the proper law of the contract", or "the substantive law".
- The law governing the recognition and enforcement of the award, (which may in practice, prove to be not one law, but two or more, if recognition and enforcement is sought in more than one country in which the loosing party has, or is thought to have, assets).

1-2 The Law Governing the Parties' Capacity to Enter into an Arbitration Agreement:

Parties to a contract must have the legal capacity to enter into that contract; otherwise it may be invalid, or unenforceable. For example, certain agreements

lacking capacity are voidable by minors and the insane under English law. The position is no different if the contract in question happens to be an arbitration agreement.

The general rule is that any natural or legal person who has the capacity to enter into a valid contract has the capacity to enter into an arbitration agreement. Accordingly, the parties to such agreements include individuals, as well as partnerships, corporations, states and state agencies.

The rules governing the capacity to contract can be found in the standard textbooks of the law of contract. They vary from state to state. Thus in the context of an arbitration agreement it is generally necessary to have regard to more than one system of law. In practice, the issue of capacity rarely arises in international commercial arbitration, since most international contracts are carried out between experienced commercial people. Nevertheless, lack of capacity is a ground for objection to an arbitration agreement or arbitration award. The most common example concerns the corporate capacity of an organisation to engage in activities beyond its articles of memorandum and association, or agreements preceding the formation of the company, or after its liquidation.

The provisions of The New York Convention (or the Model Law where applicable) may be brought into operation either at the beginning or at the end of the arbitral process. At the beginning the requesting party asks the competent court to stop the arbitration, on the basis that the arbitration agreement is void, inoperative or incapable of being performed.(4) At the end of the arbitral process, the requesting party asks the competent authority to refuse recognition and enforcement of the award, on the basis that one of the parties to the arbitration agreement is “under some incapacity" under the applicable law.(5)

In the UK, the term incapacity encompasses minors, mental patient, drunkards, and corporations. Taking minors as an example, it was established in the case of "Ryder V Wombwell"(6) that minors are not bound by their contracts unless it was for their own benefit. The Lebanese law follows the ethos of the English law regarding matters of capacity in articles 215-216 Code of Obligations and Contracts(7)

---

(4) New York Convention Article II.3 Model Law article 8(11).

(5) Semble 2 Article VI (a) and article 36(1)(a).

(6) [1868]L.R.4EX 32 at38.

(7) The Same effect is given in Lebanese Law to minors under articles 215of the Code of Obligations which provides"any person who has attained the age of full 18 years is capable of committing himself if he has not been declared incapable by a text of law".

And under article 216"Deeds concluded by a person totally deprived of discernment are non-existing (infants, the mentally insane).

Deeds concluded by a person incapable but gifted with discernment are simply liable to nullity (minor who have arrived at years of discretion), nullity may not be proposed by the person who has dealt with the incapable but solely by the incapable himself, by his agent or by his heirs. →

1-3 The Law of Arbitration Agreement:

A submission agreement should preferably contain a choice of law clause or clauses, to govern both the matters in dispute and the submission agreement itself. In this way, the parties and the arbitral tribunal will know what system of law or rules they should take into account if any question arises as to the validity, interpretation of the agreement, as well as the matters in dispute. If no express choice of law is made, the tribunal must select the applicable law of the agreement on the basis of the principles discussed below in 1-5(4-5-6).

Where an arbitration clause is written into a contract, the parties usually do not accompany it by an express stipulation as to the law which governs that clause. For example, the standard ICC clause, which is set out in twelve languages including Arabic-Chinese-Japanese and Russian, does not refer to any specific reference to the arbitration clause itself.

In the first instance, it seems that an arbitration clause which forms part of a contract should be subject to the same law, unless the parties agree otherwise. In fact this is not an unreasonable assumption, particularly where there is an express, choice of law in the contract. Nevertheless, because the arbitration clause in a contract constitutes a separate and independent agreement, the possibility that it is governed by a separate law may need to be considered.

Article V.1 (a) New York Convention stipulates that the agreement under which the award is made must be valid under the law to which the parties have subjected it or, failing an indication thereon, under the law of the country where the award was made, which will be the seat of arbitration.[8] In considering article V.1 (a) above, Dr.Lew has stated that "there is a strong line of authority in case law for the application of the law of the seat of arbitration, which complies with article V.1. (a) of the New York Convention"[9].

In any event, the law of the seat of arbitration may have its own mandatory rules as to what the arbitration agreement may and may not provide, and such rules will have to be taken into account whether by the tribunal or the court[10].

→ When the contract concluded by a minor gifted with discernment was submitted to no particular form, nullity of it may not be obtained by him except on a condition that he has sustained tort there from, if a special formality was required, nullity is, by this fact, entailed. No proof of the existence of Trot by the claimant being necessary."

(8) There is similar provision in the Model Law at article 34(2)(a).

(9) op.cit. 21- P: 75.

(10) For example, under section 60 of the Arbitration Act 1996 the parties may not be allowed to agree before the arbitration has started that one party should pay the Whole or part of the costs in any case.

1-4 The Law Governing the Existence of, and the Proceedings of the Arbitral Tribunal i.e.The Crucial Law or the Lex Arbitri.

1-4(1) What is the Lex Arbitri?

This question was posed and answered by an English judge in "Smith Ltd V HS International"(11).

"What then is the law governing the arbitration? It is a body of rules which sets a standard external to the arbitration agreement, and the wishes of the parties, for the conduct of arbitration. The law governing the arbitration comprises the rules governing interim measures (e.g. Court orders for the preservation or storage of goods), the rules empowering the exercise by the court of supportive measures to assist an arbitration which has run into difficulty (e.g. filling a vacancy in the composition of the arbitral tribunal if there is no other mechanism) and the rules providing for the exercise by the court to it's supervisors jurisdiction over arbitrations (e.g. removing an arbitrator for misconduct)."

In Lebanon, the proceedings of arbitration are governed by articles 778 et seq. of the Civil Procedure Code. The arbitrators should follow the guiding principles of civil suits and regulate the course of the proceedings according to the way of arbitration chosen. These govern representation of the parties in the court, the arbitrator's mission, the production of evidence, the hearings, and the measures to be taken for preliminary investigations.(12)

In the UK, the underlying jurisprudence, which established the Arbitration Act 1996, is to be found in section 1 of the Act. This is that the object of arbitration is to obtain a fair resolution of disputes without unnecessary delay. The case of "Damond Lock V Laing Investments Ltd"(13) establishes that the arbitral tribunal has to permit both parties to be heard on matters of procedure as well as the substantive issues in the arbitration, or it may be considered to be acting impartially.

The arbitral tribunal's power to conduct proceedings is in the first place provided in the arbitration agreement. Where the parties have not agreed such powers the Arbitration Act 1996 implies certain powers from the party's

---

(11) [1991] 2 Lloyd's rep-127 at 130- Per Judge Steyn J.

(12) In articles 776 and 789, Lebanese CPR stipulates that the arbitrator has to settle the dispute according to the law, unless the parties have agreed otherwise, and to respect the rules governing civil suits.

In international arbitration, article 811 provides that" The agreement for arbitration may, either directly or by reference to a code of rules of arbitration, settle the procedure to be followed during arbitration. It may also submit the arbitration to some law of procedure which it indicates."

"If the agreement is silent on the matter, the arbitrator shall decide the procedure in the measure required either directly or by reference to a law or to some code of rules of arbitration."

(13) [1992]-60-BLR-112.

agreement. The general powers of the arbitral tribunal on procedural and evidential matters are found in section 34.[(14)]

1-4(2) The Lex Arbitri- A Procedural Law or Not?

It is sometimes said that the Lex Arbitri is a law of procedure. It is true that the Lex Arbitri may deal with procedural matters such as the constitution of the arbitral tribunal where there is no relevant contractual provision. The problem is what might be considered a procedural matter under one jurisdiction may be perceived as a matter of substance in other jurisdiction. For example, a dispute might arise over a local agency agreement which is not arbitrable under the local law. It is suggested that this is a matter of substance rather than of procedure. That is why using the Latin word" Lex Arbitri" is preferable and more precise.

1-4(3) The Seat Theory:

The concept that the conduct of arbitration is governed by the law of the place in which it is held, called the "seat" or "forum" or "locus arbitri" of the arbitration is well established in both the theory and practice of international arbitration.

In the English Arbitration Act 1996 " the seat of the arbitration means the juridical seat of the arbitration designated by the parties to the arbitration agreement, or by any arbitral or other institution vested by the parties with powers in that regard, or by the arbitral tribunal if so authorised by the parties, or determined, in the absence of any such designation, having regard to the parties agreement and all the relevant circumstances"[(15)].

This makes it clear that the seat of the arbitration is not a matter of geography. It is the territorial link between the arbitration itself and the law of the place in which that arbitration is legally situated.

Sometimes the parties choose the lex arbitri precisely because they find it attractive, but nevertheless, once the seat is chosen, it brings with it its own law. If that law contains provisions that are mandatory, those provisions must be obeyed[(16)].

---

(14) In addition, the arbitral tribunal has the power to appoint experts, legal advisors or assessors under section 37, to order a claimant to provide security of costs of the arbitration under section 38(3), to give directions in relation to any property which is the subject of the proceedings under section 38(4), to direct that a party or witness may be examined on oath or affirmation under section 38(5), to give directions to any party to preserve any evidence in its custody or control under section 38(6), to make provisional awards under section 39, and to penalise a party for failing to comply with a peremptory order. The arbitral tribunal powers are wide in order for it to be able to deal effectively with most matters which may occur in the proceedings.

(15) Section 3 Arbitration Act 1996.

(16) The mandatory provisions of the Arbitration Act 1996.

1-4(4) Choice of Foreign Procedural Law:

Parties to an arbitration agreement can choose a foreign procedural law different from that of the seat. For example, arbitration may be held in England, but subject to Lebanese procedural law.

It is not easy to explain why the parties might choose this course of action, thus complicating the conduct of arbitration. It is likely to be that the chosen foreign procedural law answers the needs of the respective parties. The parties may consider that the procedural law of a particular state is comprehensive, clearly stated, effective and fair. Sometimes one of the parties does not have any other choice but to accept applying the foreign procedural law. For example, in state and private party's contracts, sometimes the state legislation might stipulate that the state will not be able to enter an arbitration agreement unless the procedural and substantive law are those belonging to it. Therefore, the other party is left with the choice either to loose a beneficent contract through declining to submit to the state's provisions to enter the arbitration agreement, or to sign the contract based on the state’s terms.

The arbitral tribunal may need to have regard to two procedural laws, the chosen law (Lebanese) and the mandatory rules of law (e.g. English law). In order to circumvent this potential problem of choosing foreign procedural law, it is submitted that if the parties find a procedural law of a country that is attractive and advantageous to them, it is advisable to locate their arbitration in that country.

Regarding matters of procedure, it is worth noting that in some arbitration laws such as the Lebanon, applying the procedure set out in the code of civil procedure, which is also applicable to civil litigation, is only obligatory in domestic arbitration unless parties agree otherwise.(17)

1-4(5) Procedure and the Role of the Arbitral Institutions:

The multiplicity of the procedural rules and practices governing arbitration proceedings is to some extent modified by the influence of an emerging corps of legally trained professional international arbitrators. More important as an element of international unification are arbitration rules. These Institutional rules serve two purposes, to regulate and fortify the arbitration institution itself, and to clarify, modify, or fill the gaps in national legal systems. Among non-institutional rules, the UNCITRAL Arbitration Rules are by far the most important and have gained wide spread acceptance(18).

Numerous institutions exist, providing administered arbitrations such as the ICC-LCIA; AAA etc…The parties might choose the rules of an institution to

(17) The rule is the same in France. Contrast this with The Arbitration Act 1996, where the lists of procedural steps in article 34(2) apply to domestic and international arbitration.

(18) International and ICC Arbitration-John Uff and Elizabeth Jones- King's College London-1990-P: 44.

See also the list of conventions in chapter two supra.

govern their procedure. For example, Article 11 of the ICC Rules provides that, "The rules governing the proceedings before the arbitrator shall be those resulting from those rules, and where the rules are silent, any rules which the parties (or, failing them, the arbitrator) may settle, and whether or not reference is made to a municipal procedural law.

However, the parties might not choose the juridical seat of their arbitration in a contract which includes reference to institutional rules such as the ICC. In this case, the rules adopted provide that the place of the arbitration shall be fixed by the court unless agreed upon by the parties(19).

It is worth noting that the venue of arbitration is not necessarily the juridical seat. They may well be different. It was held in the "Union of India V Mcdonnel Douglas Corporation" that the seat is the legal, rather than the physical place of arbitration proceedings, which might be conducted anywhere taking into account the circumstances of the case(20).

1-4(6) Advising Clients on the Choice of the Procedure in International Arbitration:

The parties should think hard before declining to take advantage of the opportunity to provide themselves with a set of procedural rules to regulate the conduct of any dispute process. Ad-hoc arbitration agreements tend to address the question, but many dispute resolution clauses in contracts fail to do so. There are a number of viable options.

- To adopt the procedural rules of a municipal legal system, whether that is of the place of arbitration or any other.
- To incorporate a non- municipal set of procedural rules such as the UNCITRAL rules or the Supplementary Rules governing the Presentation and Reception of Evidence in International Commercial Arbitration promulgated by the International Bar Association.
- To construct their own set of rules, either by invoking rules drawn from any of the above systems or by their own design(21).
- To do nothing, in which case matters of procedure will be determined by the arbitrator(22).

---

(19) Article 14 (1) ICC Rules 1998.

(20) [1993] 2 Lloyd's Rep: 48.

(21) It is difficult to imagine ordinary parties to arbitration who are capable of constructing their own scheme, but this might be different if the parties are experienced commercial entities who use arbitration extensively.

(22) This concept is recognised in almost all new arbitration laws, and provided for in section 43(1) in the English Arbitration Act 1996 and article 811 CPC83. However, the parties may reach an agreement on the procedure to be followed after the arbitration has begun, and this will bind the arbitrator. In practice, the chances of the parties reaching agreement so as to limit the arbitrator’s discretion are so small.

1-5 The Substantive or Proper Law of the Contract:

1-5(1) Background:

When questions of procedure have been settled, the arbitrators will normally try to establish the substantive law which governs the rights and obligations of the contractual parties. Accordingly, it is not enough to know what agreement the parties have made. It is also essential to know what law is applicable to that agreement. In purely domestic arbitration, the law will usually be that of the country concerned. However, in international transactions the position is complicated because there are potentially two national systems of law that may qualify as the proper law of the contract, where the contract itself is silent upon the matter.

1-5(2) Conflict Rules and the Search for the Applicable Law in International Arbitration:

1-5(3) The Autonomy of the Parties:

There is a generally accepted principle of law that often directs international commercial arbitrators to the correct choice of law applicable to an international commercial contract. It is the principle of autonomy of the parties, namely the freedom of the parties to choose for themselves the law applicable to their contract. The principal has gained extensive acceptance in national systems of law:

"Despite their differences, Common law, Civil law, and socialist countries have all been equally affected by the movement towards the rule allowing the parties to choose the law to govern their contractual relations. This development has come about independently in every country and without any concerted efforts by the nations of the world; it is the result of separate, contemporaneous and pragmatic evolutions within the various national systems of conflict of laws(23).

Thus, the Rome Convention for example states that "A contract shall be governed by the law chosen by the parties"(24). The principle of party autonomy is recognised also by institutional and non-institutional rules. For example, the UNICITRAL rules provide that "the arbitral tribunal shall apply the law designated by the parties as applicable to the substance of the dispute"(25).

The ICC Rules provide that:" The parties shall be free to agree upon the rules of law to be applied by the arbitral tribunal to the merits of the dispute"(26).

---

(23) The Law Applicable in International Commercial Arbitration Oceana Publications –DR.Julien Lew-1978-P: 75

(24) Article 31(1) Rome Convention.

(25) Article 33.1 UNCITRAL Arbitration Rules.

(26) Article 17.1 ICC Rules of Arbitration 1998.

1-5(4) Where No Express Choice of Law is Made:

1-5(5) Implied Choice:

If the parties did not express a clear choice of law in their contracts, it may be possible to infer it from the terms of the contract and the surrounding circumstances.

"Where the intention of the parties to a contract with regard to the law governing the contract is not expressed in words, their intention is to be inferred from the terms and nature of the contract and from the general circumstances of the case, and such inferred intention determines the proper law of the contract.(27)"

The Rome Convention provides that a choice of law must be "Express or demonstrated with reasonable certainty by the terms of the contract or the circumstances of the case(28).

This makes it clear that an implied choice must only be found where it is reasonably clear that it is the genuine choice of the parties. This process is applied by international commercial arbitrators.(29)

1-5(6) Neither the Contract Contain an Express Choice of Law, Nor an Implied One Could be Identified:

Various systems of law may apply to an international commercial contract, where no express or implied choice of law has been made. The law of the place where the contract was made, also referred to as the "lex locus contractus", or alternatively the law of the place where the obligation is to be performed, which is often referred to as "the lex locus solutionis" .

An arbitral tribunal faced with this problem must first decide what conflict of law rules it will apply, whether it should follow the conflict of law rules of the seat of arbitration, or any other conflict of law rules.

Every developed national system of law contains its own rules for the conflict of laws. The branch of law in every country that leads us to identify the applicable law is known as "Private international law". The questions that arises are "which conflict of law rules the tribunal should apply" and," is it bound by the seat's conflict rules?"

In litigation the application of conflict of law rules by a national court is the manifestation of the national sovereignty of the court. Every national court applies its own substantive law on an issue, except where its private international rules direct it in some other direction.

By contrast, in international commercial arbitration, there is no national jurisdiction or conflict of law rules, and no lex fori. The basis of every arbitration

---

(27) The Conflict of Law Rules-Dicey and Morris-11 Edition-1987-P: 595.

(28) Article 3(1) Rome convention.

(29) Ibid: 13p: 181.

is the agreement of the parties to arbitrate. In other words, the tribunal in international commercial arbitration is not bound to apply the conflict of law rules of the seat of arbitration. There is no unified practice, to which conflict of law rules apply. However, it is relevant to consider the international practice regarding the choice of conflict rules.

The traditional approach was for the arbitrator to apply the conflict of law rules of the lex fori. As the arbitration was based in a particular country the laws of that country became the lex fori of the arbitration.

Despite the fact that this method of choice of law is widely criticised today and has few advocates, this route is still followed by some arbitrators. For example, ICC case number 5460(30) concerned an Austrian franchisor and a South African franchisee. The arbitration had its seat in London. After considering the case, the tribunal decided that "The place of this arbitration is London, and on any question of choice of law I must therefore apply the relevant rules of private international law of England."

A more flexible method to be followed in determining the applicable national conflict of law rules is to decide where the "centre of gravity" of the contract lies. Such an approach was applied in ICC case number 4650(31) involving American and Saudi parties, where no choice of law was expressed in the agreement.

As we can see from the above, there is no unified practice applicable in international commercial arbitration to determine the applicable conflict of law rules. The arbitrators will have to determine the applicable conflict of law rules. This concept is admitted in the English Arbitration Act 1996 by virtue of section 46(3) and the Lebanese Arbitration Law in articles 811 and 813 of the Civil Procedure Code 1983(applicable only to international arbitration).

1-5(7) Conflict Rules:

To identify the applicable law, the relevant conflict of law rules generally provides criteria to determine the contract to a system of law. The principal criteria is based on "connecting factors" The meaning of connecting factors does not have universal interpretation, and differs from one jurisdiction to another.

In England, the Rome Convention, which has been given the force of law by virtue of the Contract Applicable Law Act 1990, states that "the contract shall be governed by the law of the country with which it is most closely connected"(32).

Legal systems which are mainly influenced by French law tend to determine the connecting factor by looking to the “lex loci contractus”. For example, (Egypt,

---

(30) ICC case number 5460, award of 1991, ICCA Year Book - Commercial Arbitration xviii (1993) p: 44

(31) ICC case number 4650, award of 1985, ICCA Yearbook - Commercial Arbitration x11 (1987) p111.

(32) Article 4(1) Contracts Applicable Law Act 1990.

Jordan, and Libya), whilst others adhere to the place of performance “lex loci solutionis” such as Lebanon. Others, such as (Saudi Arabia, Bahrain, Quatar and Abu Dhabi, seem to apply the law of the place of arbitration, (lex loci arbitri)[(33)].

Regarding the application of the Rome Convention in most of the European Community countries, it is submitted that two of the articles are misleading.

Firstly, despite the fact that the Rome Convention expressly excludes arbitration agreements from its scope of application by virtue of article 1-2(D), they do nonetheless apply to the determination of the proper law of the main contract[(34)].

Secondly, The Rome Convention is intended to be of universal application. It applies regardless of whether the contract has any connection with a contracting state (one of the 15 EC states). In particular, there is no need for either party to the contract to be domiciled in a contracting state. The only thing that matters is that the dispute is tried in a contracting state to the convention[(35)]. Thus a contractual dispute between a Lebanese resident and a New York resident which is tried before the commercial court in England will be subject to the convention.

It is submitted that the Rome Convention could thus be applicable, even if the tribunal decided to apply the seat conflict rules. However, these rules do not give effect to the Rome Convention. This may happen where the parties come from contracting states to the Convention, in which the criteria followed by the tribunal to determine the substantive law would be that stated in The Rome Convention and not the seat conflict rules.

The accidental outcome is that if two contracting parties from Europe are trying their dispute in Lebanon, the tribunal might ignore it and apply its domestic conflict rules. However, if the dispute is tried in one of the European countries, it cannot be ignored because the Rome Convention has statutory effect among the 15 EC states. Thus, the outcome of the dispute therefore, may hinge on where it is tried.

1-5(8) Divorcing the Substantive Law of Arbitration from the Seat in International Arbitration:

It is common in international arbitration to have an arbitration whose juridical seat is in one country but where the tribunal is required to determine the dispute in accordance with the laws of a different country.

So, for example, an international project might specify that the contract should be governed by English law, but the seat of arbitration should be Lebanon, or vice versa.

---

(33) The Law Applicable in International Arbitration-ICCA Congress Series Number 7-Kluwar International-p: 415.

(34) The Guliano and Lagarde Report p: 11 Quoted from Cheshire and North's "Private International Law" P:548-Butterworth 1999.

(35) Article 2 Rome Convention.

There can be many positive reasons for such a decision to divorce the substantive law of the dispute from that of the seat. It might happen that a country has a supportive environment for international arbitration, but the substantive law of that country is not adequately developed, or supportive to the substantive issues of the underlying contract.

Some times a national government may insist on its own law governing the contract, but may be prepared to agree to any arbitration taking place in a neutral seat[36].

There is nothing wrong with having a different governing law from the law of the seat of arbitration. However, this decision can have unforeseen legal and practical considerations.

Some countries and some arbitrators make an assumption that where a tribunal sitting in country X is applying the law of country Z, issues relating to what is the law in country Z become questions of fact and not questions of law.

So, where a tribunal sitting in Australia applies English law, it determines what English law is as a question of fact and not a question of law. This can produce unexpected consequences.

It was held in "The Independent State of Papua New Guinea V Sandline International Inc"[37] that there was no right of appeal on an award because appeals from arbitration awards were restricted to questions of law only and decisions on English law were questions of fact.

The court recognised that because, what English law was, is a question of fact, expert evidence on English law had to be given to the tribunal in order to prove it, unless the parties agreed otherwise.

It should, however, be borne in mind that it is more likely that these sorts of issues will arise in arbitrations held in common law countries. The reason for this is that common law countries, more than civil code countries, tend as a matter of procedure to have rules in their court systems that foreign law must be proved in a court as a matter of fact by way of expert evidence[38].

It is submitted that considering the proper law when different from that of the seat as a matter of fact, is applied more often by arbitrators who are influenced by litigation, and who bring the practices of litigation into the field of international arbitration, thus making international arbitration a time and cost consuming process.

If international arbitration is to be considered as a really viable alternative to litigation, it should be free from those rules which apply in such jurisdictions.

---

(36) A substantial number of the Lebanese government infrastructure contracts with private foreign companies are subject to the Lebanese substantive law, but the seat is chosen in one of the European countries.

(37) Queensland Supreme Court-March 1999.

(38) Julian Cohen-Masons-Available on the web site on www.masons.co.uk, date visited 10/1/2002.

As we have seen before, the arbitrator is not bound by the conflict of law rules of the seat, and he or she should also, as a universal application, be able to apply foreign substantive law as a matter of law and not fact. Thus, international arbitration can be truly different from litigation.

Practically speaking, the parties to an international contract, who choose to divorce the proper law from that of the seat, are advised that they should look to the procedure and practices that influence the seat of arbitration, or else they may loose the right of appeal.

1-5(9) Conclusion:

It is evident from the above that international arbitration is much more complex than domestic arbitration, due to the intervention of more than one national system of law.

Under New York Convention, an arbitration agreement is valid if it is judged to be so either by the law chosen by the parties to govern that agreement, or failing any such choice, the law of the place of arbitration.

Parties to an arbitration agreement are advised to choose a law to govern their agreements. This choice should be made in an appropriate clause. If no express choice of law is made, and a question arises as to the law governing the submission agreement, the general principles as to the choice of law will apply, in the absence of any contrary indication; the law of the place of arbitration chosen by the parties will generally be regarded as the applicable law.

❖ ❖ ❖

العَـدْل

الاجتهاد

القضاء الإداري

مجلس شورى الدولة

الهيئة الحاكمة: الرئيس شكري صادر والمستشاران فاطمة الصايغ عويدات ويوسف الجميل

القرار: رقم ٢٠٠٩/٣٠٥-٢٠١٠ تاريخ ٢٠١٠/٢/٢٣

بلدية كفرمشكي/ الدولة – وزارة الداخلية والبلديات

- مراجعة ابطال قرارين صادرين عن وزير الداخلية يتعلقان بنقل قيود وبتكليف مختار ادارة شؤون اهالي منطقة معينة – قيود الاحوال الشخصية – صلاحية – يعود امر النظر فيها للقضاء العدلي – مراجعة مردودة جزئياً لعدم الصلاحية.

استقر العلم والاجتهاد على اعتبار جميع المنازعات المتعلقة بقيود الاحوال الشخصية وتصحيحها ونقلها وتدوين وقوعاتها من صلاحية القضاء العدلي كونه القضاء الطبيعي والوحيد الصالح للبت في النزاعات المتعلقة بالاحوال الشخصية ولا سيما منها دعاوى النفوس التي تدخل في اختصاص القاضي المنفرد عملاً بأحكام المادة ٨٦ من قانون اصول المحاكمات المدنية.

- طلب ادخال – رده – تضمن ملف المراجعة العناصر الكافية للبت في النزاع دونما حاجة لادخال اشخاص ثالثين في المحاكمة.

- مهلة المراجعة – مراجعة استرحامية مقدمة لوزير الداخلية والبلديات للرجوع عن القرارين المطعون فيهما – مراجعة مقدمة ضمن المهلة – عدم صدور قرار صريح من قبل وزير الداخلية بموضوع المراجعة الاسترحامية – قرار ضمني – قبول مراجعة الابطال بالشكل لورودها ضمن مهلة الطعن بالقرار الضمني بالرفض.

- طلب ابطال قرار صادر عن وزير الداخلية والبلديات بتكليف مختار بلدة مجدل بلهيص بادارة شؤون مزرعة سلساتا بدلاً من تكليف مختار قرية كفرمشكي – قانون المختارين والمجالس الاختيارية – انشاء مخترة في قرية سلساتا – عدم اجراء انتخابات اختيارية فيها سنة ٢٠٠٤ – مسألة غير متعلقة بشغور مركز مختار وتعيين بديل عنه – وجوب ان يقوم بادارة القرية مختار ومجلس اقرب قرية اليها إلى حين اجراء انتخابات اختيارية فيها – نص واضح وصريح – تطبيقه بحرفيته – عدم جواز الاجتهاد – الاخذ بالمفهوم الحرفي «لأقرب قرية» والذي يفيد الأقرب والمتصلة جغرافياً بالقرية المعنية – اعتبار القرار المطعون فيه متجاوزاً حد السلطة ومستوجب الابطال لمخالفته الاحكام القانونية.

فبناءً على ما تقدم،

اولاً – في الصلاحية:

بما ان المسائل المتعلقة بالصلاحية أو الاختصاص القضائي تتعلق بالانتظام العام وعلى القاضي ان يثيرها تلقائياً، حتى ولو لم يدل بها الفرقاء.

وبما انه يتبين من حيثيات القرار المطعون فيه رقم ١٣٧٥ الصادر عن وزير الداخلية والبلديات بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١ ومن المادتين الاولى والثانية منه، انه يتعلق بتدوين قيود العائلات الواردة اسماؤهم في الجدول المرفق بالقرار المذكور، في سجل مقيمي قرية سلساتا/ قضاء راشيا، وذلك وفقاً للبيانات العائلية المرفقة به وبالاستناد إلى كتاب المديرية العامة للاحوال الشخصية رقم ١٥٩/م.ع تاريخ ٢٠٠٦/٦/٢٧ المتعلق بتخصيص سجل خاص لقرية سلساتا تدون فيه القيود العائدة لابناء القرية المذكورة.

وبما ان العلم والاجتهاد مستقران على اعتبار ان جميع المنازعات المتعلقة بقيود الاحوال الشخصية وبتصحيح هذه القيود أو نقلها من سجل إلى سجل آخر وتدوين وقوعاتها – كما هي الحال عليه بالنسبة للقرار المطعون فيه رقم ٢٠٠٧/١٣٧٥ – انما تخرج عن نطاق صلاحية مجلس شورى الدولة ويعود امر النظر

فيها إلى القضاء العدلي بالنظر لكونه يعتبر تقليدياً، من حيث المبدأ، القضاء الطبيعي والوحيد الصالح للبت في النزاعات المتعلقة بالاحوال الشخصية، ولا سيما منها دعاوى النفوس التي تدخل في اختصاص القاضي المنفرد عملاً بأحكام المادة ٨٦ من قانون اصول المحاكمات المدنية.

– ش.ل.: القرار رقم ٢٩٦ تاريخ ١٩٩٨/٢/١٢، جورج سمعان/ الدولة، م.ق.إ. العدد ١٣ ص ٣١٧.

– وايضاً: ش.ل.: القرار رقم ٣٢١ تاريخ ٢٠٠٢/١/٣١، سهام حسين/ الدولة، م.ق.إ. العدد ١٧ ص ٤١٦.

وبما ان المراجعة الحاضرة تكون في ضوء ما تقدم مردودة لعدم الصلاحية، وذلك جزئياً بالنسبة للقرار المطعون فيه رقم ٢٠٠٧/١٣٧٥، مما يستتبع ردّ الدفع بالمراجعة الموازية المدلى به من قبل طالب التدخل المختار احمد عبدالله ماضي، وكذلك الدفع المتعلق بالمراجعة المشتركة المتضمنة ابطال قرارين في آن واحد.

ثانياً – في طلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ:

بما ان المراجعة اصبحت جاهزة للحكم، فيقتضي بالتالي ضم هذا الطلب إلى الاساس والسير بهما معاً.

ثالثاً – في طلب الادخال:

بما ان طالب التدخل المختار احمد عبدالله ماضي يطلب ادخال السيدين حكمت محفوظ ومحمد محفوظ في المحاكمة بصفتهما ممثلين لاهالي سلساتا.

وبما ان المادة ٨٣ من نظام مجلس شورى الدولة تترك لتقديره حق تقرير الادخال اما عفواً أو بناءً على طلب يقدم اليه، بحيث يرد طلب الادخال اذا كان ملف المراجعة يتضمن العناصر الكافية للبت في النزاع دونما حاجة لادخال اشخاص ثالثين في المحاكمة، كما هي الحال عليه في المراجعة الحاضرة، فيقتضي بالتالي ردّ طلب الادخال في المحاكمة الحاضرة.

رابعاً – في الشكل:

بما ان طالب التدخل المختار احمد عبدالله ماضي يطلب ردّ المراجعة في الشكل لوجود مذكرتي ربط نزاع، الاولى مقدمة من مختار كفرمشكي إلى محافظ البقاع بتاريخ ٢٠٠٦/١/١٨، والثانية مقدمة من المختار المذكور إلى قائمقام راشيا بتاريخ ٢٠٠٦/١/١٩.

وبما ان المادة ٧١ من نظام مجلس شورى الدولة تنص في البند /١/ منها على ان مهلة المراجعة تنقطع "اذا تقدم صاحب العلاقة ضمن المهلة بمراجعة ادارية إلى السلطة نفسها أو إلى السلطة التي تعلوها، وفي هذه الحال تبتدئ المهلة من تاريخ تبليغ القرار الصريح أو من تاريخ القرار الضمني الصادر بشأن هذه المراجعة الادارية...".

وبما انه يتبين من المستند المرفق بلائحة البلدية المستدعية المؤرخة في ٢٠٠٨/٢/١٦، ان هذه الاخيرة تقدمت من وزير الداخلية والبلديات بمراجعة استرحامية طلبت بموجبها من الوزير المذكور الرجوع عن القرارين المطعون فيهما، وقد ادلت البلدية المستدعية بأن المراجعة الاسترحامية سُجلت في وزارة الداخلية بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/١٩ تحت الرقم ٢٠٦٢٧، وذلك دون ان تنازعها الدولة في صحة هذه الواقعة أو تقدم ما يثبت عدم صحتها، فتكون بالتالي المراجعة الاسترحامية مقدمة ضمن مهلة الطعن في القرار رقم ١٧٦١ الصادر بتاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥.

وبما انه يتبين من اوراق الملف في المراجعة الحاضرة انه لم يصدر بنتيجة المراجعة الاسترحامية أي قرار صريح عن وزير الداخلية، فيعتبر القرار الضمني صادراً بشأن المراجعة المذكورة بتاريخ ٢٠٠٧/١٢/١٩ وتكون بالتالي المراجعة الحاضرة المقدمة إلى هذا المجلس بتاريخ ٢٠٠٨/٢/١٣ واردة ضمن مهلة الطعن في قرار الرفض الضمني.

وبما انه من نحو ثانٍ، فان ما ادلى به طالب التدخل المختار احمد ماضي بالنسبة لمذكرتي ربط النزاع المقدمتين من قبل مختار كفرمشكي، ليست له أية مفاعيل أو نتائج على مهلة المراجعة الحاضرة، لأن البلدية المستدعية تتمتع بالشخصية المعنوية المستقلة عن المختار، فلا تُلزم بالتالي بأي عمل قانوني يصدر عن المختار أو سواه من الهيئات المستقلة عنها.

وبما ان ما ادلى به المقرر ادخاله في تعليقه على التقرير والمطالعة لجهة مذكرات ربط النزاع يكون مستوجباً الرد لعدم استجماعه المقومات التي تؤدي إلى وصفه بالمذكرات الرابطة للنزاع.

وبما ان المراجعة مقدمة ضمن المهلة وتستوفي سائر الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، فتكون بالتالي مقبولة في الشكل بالنسبة للقرار المطعون فيه رقم ١٧٦١ تاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥.

خامساً – في الاساس:

بما ان البلدية المستدعية تطلب ابطال القرار المطعون فيه رقم ١٧٦١ الصادر عن وزير الداخلية والبلديات بتاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥، والذي تضمن تكليف مختار بلدةٍ مجدل بلهيص بادارة شؤون اهالي مزرعة سلساتا بدلاً من تكليف مختار قرية كفرمشكي، لمخالفته المادة الاولى من قانون المختارين والمجالس الاختيارية ولمخالفته مبدأ العيش المشترك، ولأن المختار المكلف لن يستطيع الالمام بالشأن العقاري لمنطقة سلساتا، كونه يجهل اهلها واراضيها ومالكي هذه الاراضي والمجاورين لها.

وبما ان طالب التدخل المختار احمد ماضي يطلب ردّ المراجعة في الاساس لعدم صحتها وعدم قانونيتها، ولانتفاء الاساءة في استعمال السلطة، ولعدم صلاحية القاضي الاداري للرقابة على عنصر الملاءمة في القرار الاداري.

وبما انه يتبين من حيثيات القرار المطعون فيه ومن المادة الاولى منه، انه صدر بالاستناد إلى احكام المادة /١٥/ المعدلة من قانون المختارين والمجالس الاختيارية، وقد تضمن في المادة الاولى منه تكليف مختار بلدة مجدل بلهيص "للقيام بمهام المختار في قرية مزرعة سلساتا ريثما يتم انتخاب مختار اصيل".

وبما ان المادة /١٥/ من قانون المختارين والمجالس الاختيارية المعدلة بموجب القانون رقم ١٣ تاريخ ١٩٩٩/٢/٢٣، تنص على ما يلي:

"مدة ولاية المختارين واعضاء المجالس الاختيارية ست سنوات تبتدئ من تاريخ الانتخاب. اذا شغر مركز المختار أو كفت يده، في أي وقت كان، يعين وزير الداخلية اكبر اعضاء المجلس الاختياري سناً مختاراً بديلاً عنه لاتمام مدة ولايته.

اما في المختاريات التي ليس فيها اعضاء اختياريين فيمكن لوزير الداخلية ان يعين مختاراً من نال في الانتخاب الاختياري اكبر عدد من الاصوات في الحي الذي شغر فيه مركز المختار.

...."

وبما ان المادة الاولى من القانون ذاته تنص على ما حرفيته:

"كل مكانٍ مأهول يزيد عدد سكانه المقيمين فيه على خمسين نفساً يقوم بادارته مختار واحد يعاونه مجلس اختيارية.

اما القرية التي لا يبلغ سكانها مثل هذا العدد فيقوم بادارتها مختار ومجلس اقرب قرية اليها".

وبما انه يقتضي في ضوء ما تقدم، تحديد النص القانوني الواجب التطبيق على المسألة موضوع المراجعة الحاضرة.

وبما انه يتبين من اوراق الملف في المراجعة الحاضرة، المعطيات التالية:

– ان قائمقام راشيا انشأ "مخترة مستقلة" في قرية سلساتا ضمن النطاق العقاري المحدد لها، وذلك بموجب القرار رقم ١٠٩ الصادر عنه بتاريخ ١٩٦٤/١٠/٩.

– ان الانتخابات الإختيارية لم تجرِ في قرية سلساتا في العام ٢٠٠٤ (وفقاً لما هو ثابت من القرار رقم ١٢٧/د تاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٦ المتعلق بدعوة الهيئات الانتخابية للمختارين والمجالس الاختيارية...)، فيقتضي بالتالي استبعاد تطبيق احكام المادة /١٥/ المعدلة من قانون المختارين والمجالس الاختيارية، طالما ان المسألة المطروحة لا تتعلق بشغور مركز المختار في بلدة سلساتا وبتعيين بديل عنه.

وبما انه بقطع النظر عن عدد السكان المسجلين في قرية سلساتا أو المقيمين فيها، وطالما انه لم يتم اجراء الانتخابات الاختيارية في القرية المذكورة لانتخاب مختار أو مجلس اختياري فيها، فيقتضي على سبيل القياس على احكام الفقرة الثانية من المادة الاولى المذكورة اعلاه، ان يقوم بادارة هذه القرية مختار ومجلس اقرب قرية اليها، إلى حين اجراء الانتخابات الاختيارية فيها، وذلك تأميناً لاستمرارية العمل في المرفق العام الاختياري.

وبما انه يقتضي بالاستناد إلى ما تقدم، تحديد المقصود من عبارة "اقرب قرية اليها".

وبما انه في معرض تفسير القانون، يرتكز القاضي بادئ ذي بدءٍ على النص متى كان واضحاً ويتعين عليه تطبيقه حرفياً في هذه الحالة دون الاخذ بالاعتبار الاعمال التحضيرية أو الاسباب الموجبة أو الغاية المعد لها النص.

- R. Odent: contentieux administratif, édition 1970 – 1971, p. 337.

– ش.ل: القرار رقم ٦٢٧ تاريخ ٢٠٠٢/٧/٩، قرقماز/ الدولة، م.ق.إ. العدد ١٧ ص ١٠٥٠.

وبما انه في ضوء ما تقدم، وطالما انه لا يجوز الاجتهاد في معرض النص الواضح والصريح، فيقتضي

بالتالي الاخذ بعبارة "اقرب قرية اليها" بمفهومها الحرفي الذي يفيد القرية الاقرب والمتصلة جغرافياً بالقرية المعنية.

وبما انه يتبين من الكشف الطوبوغرافي الذي اجرته مصلحة المساحة في زحلة في العام ٢٠٠٣ (المستند رقم /١٥/ المرفق بلائحة المختار طالب التدخل المؤرخة في ٢٠٠٩/٥/٢١) ان منطقة سلساتا العقارية تحدها بلدة كفرمشكي من الشمال ومن الغرب، وليست لها أية حدود مشتركة مع بلدة مجدل بلهيص. كما وان هذه الواقعة ثابتة ايضاً في الخريطة الصادرة عن مديرية الشؤون الجغرافية لدى وزارة الدفاع الوطني والمرفقة باللائحة المذكورة.

وبما انه بالاستناد إلى مجمل ما تقدم، وطالما ان بلدة كفرمشكي تعتبر بالنسبة لمزرعة سلساتا القرية الاقرب اليها من قرية مجدل بلهيص بمفهوم المادة الاولى من قانون المختارين، كونها تحيط بها من الشمال ومن الغرب، فان القرار المطعون فيه الذي تضمن تكليف مختار بلدة مجدل بلهيص للقيام بمهام المختار في مزرعة سلساتا بدلاً من تكليف مختار كفرمشكي للقيام بهذه المهمة، يعتبر بالتالي متجاوزاً لحد السلطة ومستوجباً الابطال لمخالفته احكام قانون المختارين والمجالس الاختيارية.

وبما انه من نحو ثان، لا يمكن الاخذ بما ادلي به لجهة عدم رقابة القاضي على عنصر الملاءمة في القرار الاداري، لأن وزير الداخلية والبلديات لا يتمتع حيال ممارسته للصلاحية المنصوص عليها في المادة الاولى المذكورة بالسلطة الاستنسابية لتقدير مدى ملاءمة التدبير الواجب اتخاذه، طالما ان القانون قيّد صلاحيته في ما يتعلق بتطبيق المادة الاولى السالفة الذكر، حينما اعتبر انه يقتضي تكليف مختار القرية الاقرب إلى القرية المعنية.

وبما ان القرار المطعون فيه رقم ١٧٦١ تاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥ يكون والحال ما تقدم مستوجباً الرد.

وبما انه لم يعد من حاجة للبحث في سائر الاسباب المدلى بها، لعدم الفائدة.

وبما ان كل ما ادلي به خلافاً لما تقدم يكون مردوداً لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

لهذه الاسباب،

يقرر بالاجماع:

اولا: ردّ المراجعة لعدم الصلاحية، وذلك جزئياً بالنسبة للقرار المطعون فيه رقم ١٣٧٥ تاريخ ٢٠٠٧/٦/١.

ثانياً: ضم طلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ إلى الاساس.

ثالثاً: ردّ طلب الادخال.

رابعاً – في الشكل: قبول المراجعة بالنسبة للقرار المطعون فيه رقم ١٧٦١ تاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥.

خامساً – في الاساس: قبول المراجعة وابطال القرار رقم ١٧٦١ الصادر عن وزير الداخلية والبلديات بتاريخ ٢٠٠٧/٩/٢٥.

سادساً: تضمين الدولة المستدعى بوجهها الرسوم والنفقات القانونية.



مجلس شورى الدولة

الهيئة الحاكمة: الرئيس البرت سرحان والمستشاران ميريه عفيف عماطوري ويوسف الجميل

القرار: رقم ٧٩/٢٠٠٩–٢٠١٠ تاريخ ٢٠٠٩/١١/٣

المحامي ب. أ/ الدولة – وزارة المالية

- استئناف قرار صادر عن لجنة الاعتراضات على رسم الانتقال في بيروت – تنفيذ وصية – تركة – رسم انتقال – تكليف.

- تكليف على رسم انتقال – طلب فسخ القرار الصادر عن لجنة الاعتراضات على رسم الانتقال في بيروت – ادلاء بسقوط التكليف بمرور الزمن والتأخير في اصدار التكليف وطلب ضم ملف الانتقال – ادلاء يتعلق بصحة التكليف ومدى توجبه وبمقدار الضريبة ورسم الانتقال – جواز اثارته لأول مرة امام قاضي الاستئناف.

ان اطار السبب القانوني الجديد في القضايا الضرائبية له مفهوم خاص ويُفسَّر تفسيراً واسعاً.

ان الاسباب التي تتعلق بالاساس أو بصحة التكليف تشمل مبدأ توجب التكليف بحد ذاته ومقدار الضريبة بحيث تؤلف سبباً واحداً.

- مرور زمن – تعليق مهل مرور الزمن المتعلقة بتحقق الضرائب والرسوم وتحصيلها – تكليف متوافق مع احكام القانون.

- قانون رسم الانتقال – احكامه – تركة – كيفية تخمين عناصرها – التاريخ الواجب اعتماده لإجراء التخمين – المفاعيل المترتبة على تأخر الادارة في اصدار جداول التكليف أو امر القبض المتعلق بالرسوم والغرامات المالية.

- رسم انتقال – استحقاقه بتاريخ الوفاة أو الحكم بوفاة الغائب أو نفاذ الهبة أو الوقف – وجوب التصريح امام الدوائر المالية خلال تسعين يوماً من حصول الوفاة – وجوب انجاز ملف التركة واصدار امر القبض المتعلق بها من قبل الدائرة المختصة في مهلة اقصاها ثلاثة اشهر من تاريخ تقديم الاثباتات المتعلقة بالتصريح – امكانية الاكتفاء بتصريح احد اصحاب الحقوق دون ان تترتب الغرامة على الآخرين في حال عدم تصريحهم عندما يكون انتقال الاموال ناشئ عن واقعة واحدة أو عن تنفيذ مضمون مستند واحد – تعدد الوفيات للتركة الواحدة – وجوب حصولها قبل تاريخ ١٩٩٤/١٠/١٣ – القانون رقم ٩٤/٣٧٤ – اعفاء جميع التركات من رسم الانتقال باستثناء التركة الناشئة عن الوفاة الاخيرة – وفاة حاصلة سنة ١٩٩٨ – لا يطبق عليها النص المتعلق بتعدد الوفيات – تأخير في انجاز ملف التركة – مرده عدم تقديم التصريح المطلوب ضمن المهل القانونية – عدم الافادة من الاعفاءات والتسوية على الغرامات – تخمين عناصر التركة بالاستناد إلى الاسعار السائدة بتاريخ نشر القانون ٩٤/٣٧٤.

- امر قبض – الزام الادارة الضريبية بتعليل جداول التكليف أو اوامر القبض المتعلقة برسم الانتقال – امر قبض غير معلل – ابطاله.

فبناء على ما تقدم،

اولاً – في الشكل:

بما ان المادة ٤٠ من قانون رسم الانتقال (المرسوم الاشتراعي رقم ١٤٦ تاريخ ١٩٥٩/٦/١٢) المعمول به والساري المفعول بتاريخ تقديم المراجعة الحاضرة تحدد مهلة الاستئناف طعناً في قرارات لجان الاعتراضات على رسم الانتقال، بعشرين يوماً اعتباراً من تاريخ التبليغ.

وبما ان المستأنف يدلي بأنه تبلغ القرار المستأنف بتاريخ ٢٠٠٤/٤/٧، ولم تنازعه الدولة في صحة ما ادلى به لهذه الجهة.

وبما ان المراجعة الحاضرة المقدمة إلى هذا المجلس بتاريخ ٢٠٠٤/٤/٢٦ تكون بالتالي واردة ضمن المهلة القانونية.

وبما ان المراجعة تستوفي سائر الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، الامر الذي يجعلها مقبولة في الشكل.

ثانياً – في الاساس:

بما ان المستأنف يطلب فسخ القرار المستأنف رقم ٢٠٠٤/٤٣ الصادر عن لجنة الاعتراضات على رسم الانتقال في بيروت بتاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٥، للأسباب التالية:

١- لسقوط التكليف بمرور الزمن.

٢- لمخالفة القرار المستأنف احكام قانون رسم الانتقال والمادة ١٦ من القانون رقم ٩٤/٣٧٤ واحكام القانون رقم ٤٩٠ تاريخ ١٩٩٦/٢/١٥.

٣- لأن الادارة لم تبين في امر القبض كيفية احتسابها للرسم.

وبما انه يقتضي البحث في الاسباب المدلى بها، كل على حدة:

١ - لجهة السبب المتعلق بسقوط التكليف بمرور الزمن:

بما ان المستأنف يدلي تحت هذا السبب بأن التكليف ساقط بمرور الزمن لصدوره خلافاً لأحكام المادة ٢١ من المرسوم الاشتراعي رقم ٥٩/١٤٦ والمادة ٤٧ من القانون رقم ٩٦/٤٩٠، وكذلك لمخالفته المادة ٣٤ من قانون المحاسبة العمومية، لأنه كان يقتضي اصدار التكليف بالرسوم بتاريخ اقصاه ١٩٩٨/٥/٢٦.

وبما ان الدولة المستأنف عليها تطلب حصر البحث في الاستئناف الحاضر بالمطالب والاسباب التي اثيرت امام لجنة الاعتراضات وفي القرار المستأنف وبالتالي ردّ المطالب والاسباب الجديدة المدلى بها لأول مرة امام هذا المجلس، كتلك المتعلقة بضم ملف الانتقال وبمرور الزمن وبالتأخير في اصدار التكليف.

وبما ان الدعاوى تتبلور في مرحلتها البدائية ولا يجوز تعديل سببها (cause juridique) في طور الاستئناف، أي أنه لا يجوز عندئذ تقديم أي طلب جديد، لأن الاستئناف ينقل الدعوى لدى مجلس شورى الدولة فيعيد المجلس درسها ويبت بها مجدداً في الواقع والقانون (المادة ١١٥ من نظام هذا المجلس).

وبما ان اطار السبب القانوني الجديد في القضايا الضرائبية له مفهوم خاص ويفسر تفسيراً واسعاً، كما هي الحال عليه في قضايا الإبطال.

وبما أنه يوجد في التنازع الضريبي اسباب تتعلق بالأساس أو بصحة التكليف (Bien-fondé de l'imposition) وهي تشمل مبدأ توجب التكليف بحد ذاته ومقدار الضريبة، وهذه الاسباب تؤلف سبباً واحداً؛ واسباب تتعلق بأصول التكليف وأخرى بأصول التحصيل، وتلك الأسباب تؤلف بدورها سبباً واحداً.

– ش.ل: القرار رقم ١٧١ تاريخ ١٩٨٨/٧/٧، محمد الجارودي/ الدولة، م.ق.إ. العدد الخامس، ص ٢٩٣.

وبما ان الاسباب التي ادلى بها المستأنف والمتعلقة بضم ملف الانتقال وبمرور الزمن وبالتأخير في اصدار التكليف، تتعلق كلها بصحة التكليف ومدى توجبه وبمقدار الضريبة أو رسم الانتقال.

وبما انه يعود للمستأنف في ضوء ما تقدم، والذي سبق له وادلى بمخالفة القانون وبعدم توجب التكليف بحد ذاته، ان يدلي لأول مرة امام قاضي الاستئناف بكل الاسباب المتعلقة بعدم صحة التكليف لمخالفته احكام القانون، فيقتضي بالتالي ردّ ما ادلي به لهذه الجهة، للاسباب المبينة اعلاه.

وبما ان المادة ٤٦ من القانون رقم ٢٠٠٤/٥٨٣ تاريخ ٢٠٠٤/٤/٢٣ المعطوفة على المادة ١٧ من القانون رقم ٧٩/٢ تاريخ ١٩٧٩/٣/٢٢ والمادة ٤ من القرار رقم ١/٩٦٣ تاريخ ٢٠٠٤/٧/٢٨، تنص على تعليق مهل مرور الزمن المتعلقة بتحقق الضرائب والرسوم وتحصيلها العائدة لأعمال السنوات من ١٩٩٢ ولغاية ١٩٩٩ ضمناً، بحيث يسقط بالتالي بمرور الزمن اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٤/٤/٢٤، الحق بالتكليف وبتحصيل الضرائب والرسوم العائدة للسنوات ١٩٩٩ وما قبلها.

وبما ان المادة ٤٦ من القانون رقم ٢٠٠٤/٥٨٣ المذكور تنص في الفقرة /٤/ منها على ان "تراعى بالنسبة لرسم الانتقال احكام المادتين ٢ و٢٤ من قانون رسم الانتقال الصادر بتاريخ ١٩٥٩/٦/١٢ وتعديلاته، لجهة بدء سريان عامل مرور الزمن من تاريخ تبلغ الدوائر المالية المختصة للأحكام النهائية المتعلقة بحصر الارث... مع كافة المستندات العائدة لها، ولجهة اقتصار سريان المهلة على العناصر المصرح عنها فقط".

وبما ان وفاة المرحومة آن ايزابيل معوض التي تعتبر الحدث المنشئ لرسم الانتقال (fait générateur de l'impôt) عملاً بأحكام المادة (٢) من قانون رسم الانتقال، قد حصلت بتاريخ ١٩٨٥/١٠/١٧، وفقاً لما هو ثابت من اوراق الملف. وانه لم يتم تقديم التصريح عن هذه الوفاة إلى الدائرة المالية المختصة الا بتاريخ ١٩٩٨/٥/٢٦، وذلك من قبل ورثة المرحومة لوسيان قرداحي، فيعتبر بالتالي التكليف الحاصل بتاريخ ٢٠٠٢/١٢/١٠ متوافقاً واحكام القانون، لأن الحق بالتكليف لا يعتبر ساقطاً بمرور الزمن الا اعتباراً من تاريخ نفاذ القانون رقم ٢٠٠٤/٥٨٣ أي اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٤/٤/٢٤، وفقاً لما سبق بيانه اعلاه.

وبما ان ما ادلى به المستأنف لجهة سقوط التكليف بمرور الزمن يكون بالتالي مستوجباً الرد، لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

٢– لجهة السبب المتعلق بمخالفة احكام قانون رسم الانتقال والقانون رقم ٩٤/٣٧٤ والقانون ٩٦/٤٩٠:

بما ان المستأنف يطلب فسخ القرار المستأنف لمخالفته احكام المادة ١٦ من القانون رقم ٩٤/٣٧٤ والقانون رقم ٤٩٠ تاريخ ١٩٩٦/٢/١٥، لأن الادارة تأخرت لغاية العام ٢٠٠٢ وتجاوزت المهلة المعطاة لها لإنجاز ملف التركة ولإجراء التقدير المباشر في مهلة ثلاثة اشهر اعتباراً من تاريخ ١٩٩٨/٥/٢٦. هذا فضلاً عن انه كان يتوجب على الادارة ان تطبق النص المتعلق بتعدد الوفيات على حصة المرحوم بيير قرداحي طالما انها لم تنجز معاملة انتقال حصته الا بتاريخ اصدارها لأمر التكليف الحاصل في ٢٠٠٢/١٢/١٠.

وبما ان المستأنف يضيف لهذه الجهة بأن اهمال الادارة وامتناعها عن انجاز ملف التركة ضمن المهلة القانونية، ادى إلى ترتيب غرامات اضافية عليه والى تفويت فرصة الاستفادة من الاعفاءات المتكررة: فيقتضي بالتالي فسخ القرار المستأنف واعفاء المستأنف من الغرامات وتخمين عناصر التركة بتاريخ صدور التكليف ووفقاً لأسعار اسهم شركة سوليدير بهذا التاريخ.

وبما أنه يتبين من حيثيات القرار المستأنف انه قضى برد الاعتراض اساساً "والتأكيد بأنه يجب تخمين التركة

بتاريخ ١٩٩٤/١٠/١٣ وفقاً لما هي عليه من اموال". كما وقضى برد الاعتراض في ما خص الغرامات لأن "التأخير في التحرير وتسديد الرسم ينشأ عنه الموجب بالغرامة دون الرجوع إلى معرفة الوريث أو منفذ الوصية بوجود تركة ام لا".

وبما ان القرار المستأنف انتهى إلى فسخ القرار المعترض عليه "لجهة اعتماد سعر الدولار وفقاً لتقدير شركة سوليدير والقول بأن سعر العملة الاجنبية يحدد وفقاً لنشرة مصرف لبنان في حينه أي ١٩٩٤/١٠/١٣". وقد خلص بالنتيجة إلى "اعادة الملف إلى دائرة رسم الانتقال والطلب اليها تخمين التركة على اساس سعر الدولار وفقاً لنشرة مصرف لبنان بتاريخ ١٩٩٤/١٠/١٣ واحتساب الرسم على اساسه".

وبما ان البت في قانونية القرار المستأنف لهذه الجهة يتوقف على تحديد كيفية تخمين عناصر التركة موضوع النزاع والتاريخ الواجب اعتماده لإجراء هذا التخمين، والمفاعيل المترتبة على تأخر الادارة في اصدار جداول التكليف أو امر القبض المتعلق بالرسوم والغرامات المالية.

وبما انه يتبين من ملف المراجعة المعطيات التالية:

– ان المرحومة آن ايزابيل معوض توفاها الله بتاريخ ١٩٨٥/١٠/١٧ وانحصر ارثها بولدي ابنة خالتها بيير شكري قرداحي وشقيقته لوسيان شكري قرداحي.

– ان المرحومة لوسيان قرداحي توفيت بتاريخ ١٩٨٧/٧/٢٩، وان زوجها تقدم بالتصريح عن وفاتها إلى الادارة المالية بتاريخ ١٩٩٨/٥/٢٦ وجرى تكليف ورثتها بالرسوم المتوجبة بتاريخ ١٩٩٨/٦/٢٣.

– ان المرحوم بيير شكري قرداحي توفي بتاريخ ١٩٩٨/٤/١١ عن وصية تم تنفيذها واعترض عليها الورثة، وان الاعتراض كان لا يزال عالقاً امام محكمة التمييز بتاريخ تقديم المراجعة الحاضرة.

– ان لجنة التوزيع الابتدائية للقيمة المخمنة لعقارات وسط مدينة بيروت، خمّنت عناصر تركة المرحومة آن ايزابيل معوض والمتمثلة بحصتها الشائعة في العقارين ١٨٢ و/١٢٨٠/ ميناء الحصن بمبلغ /٤٩٧٠١٥,٢٥/د.أ. بتاريخ ١٩٩٤/١٢/١٣.

– ان المرحوم بيير قرداحي ومن بعده المستدعي (منفذ الوصية) لم يتقدما بأي تصريح إلى الدائرة المالية المختصة عن وفاة المرحومة آن ايزابيل معوض، وفقاً لما ادلى به المستدعي في لائحته الجوابية المؤرخة في ٢٠٠٤/١٢/٢١، لأنه كان يجهل وجود التركة بسبب الخلاف القائم مع ورثة المرحوم لوسيان. علماً بأن طلب الترخيص للاستحصال على حكم بحصر ارث المرحومة آن ايزابيل معوض والمقدم بتاريخ ١٩٨٥/١٠/٢٥ إلى الادارة عملاً بأحكام المادة /٥٠/ من قانون رسم الانتقال، لا يشكل التصريح القانوني المفروض بموجب المادة /٢١/ من القانون المذكور.

وبما ان المادة /٢/ من قانون رسم الانتقال تنص على ان الرسم يستحق بتاريخ الوفاة أو الحكم بوفاة الغائب أو نفاذ الهبة أو الوقف. كما وتحدد المادة ٢١ المعدلة من هذا القانون، الحدث المنشئ للرسم أو "الواقعة التي يترتب بسببها الرسم"، بالوفاة أو الوصية أو الهبة أو الوقف أو انتهاء الوقف.

وبما ان المادة ٢١ المعدلة من القانون ذاته توجب على الورثة أو من ينوب عنهم قانوناً، ان يقدموا إلى الدوائر المالية المختصة خلال تسعين يوماً من حصول الوفاة، تصريحاً يحتوي على اسم المورث وعلى اسماء الورثة مع محل اقامة كل منهم، ومشتملات الاموال المنتقلة على اختلاف انواعها بالاضافة إلى مكان وجودها وقيمتها البيعية الصحيحة، اضافة إلى المستندات التي تثبت صحة التصريح (كوثيقة الوفاة واخراجات القيد العائلية للمتوفي والورثة وسندات الملكية أو الافادات العقارية ذات العلاقة).

وبما ان المادة ٢١ المذكورة توجب في فقرتها الاخيرة على الدائرة المختصة انجاز ملف التركة واصدار امر القبض المتعلق بها خلال مهلة اقصاها ثلاثة اشهر من تاريخ تقديم المستندات والاثباتات المتعلقة بالتصريح. وفي حال عدم تقديم التصريح والمستندات تلجأ الادارة المختصة إلى التقدير المباشر بتاريخ الوفاة، على ان تنجز ملف التركة وتصدر امر القبض بالضريبة والغرامات المترتبة خلال مهلة ستة اشهر من تاريخ انتهاء مهلة تقديم المستندات.

وبما ان المادة ٢٣ المعدلة توجب ان يقدم التصريح من قبل اصحاب العلاقة بصورة افرادية، "غير انه يمكن الاكتفاء بتصريح احد اصحاب الحقوق، دون ان تترتب الغرامة على الآخرين، عندما يكون انتقال الاموال والحقوق اليهم قد نشأ عن واقعة واحدة (وفاة المورث...) أو عن تنفيذ مضمون مستند واحد".

وبما ان المادة ٣٣ المعدلة بموجب القانون رقم ١٠٧ تاريخ ١٩٩٩/٧/٢٣ تنص على انه اذا اهمل اصحاب

العلاقة تقديم التصاريح ومرفقاتها أو اهملوا تقديم باقي المستندات ضمن المهل المحددة في المادة ٢١ المذكورة اعلاه، أو تأخروا في تقديمها، عوقبوا عن كل من هاتين المخالفتين بغرامة تعادل ٥% لكل مخالفة عن كل شهر تأخير، على ان لا تتعدى الغرامة عن كل من هاتين المخالفتين قيمة الرسم الذي تفرض على اساسه، وذلك بما فيها المخالفات الحاصلة قبل صدور هذا القانون والتي لم تتم تصفية الرسم المرتبط بها.

وبما ان المادة ١٦ المعدلة من القانون رقم ٣٧٤ تاريخ ١٩٩٤/٨/٢٤ تنص على ما حرفيته:

"تخضع لأحكام هذا القانون الحقوق والاموال المنقولة وغير المنقولة التي آلت إلى الغير بطريق الارث بالنسبة للوفيات الحاصلة قبل نفاذه والتي لم يؤد رسم الانتقال عنها أو ما زالت موضوع اعتراض من المكلفين مهما كان نوعه بتاريخ نفاذ هذا القانون، وتتخذ اساساً للتكليف قيم الاموال والحقوق المنتقلة استناداً للاسعار السائدة بتاريخ نشر هذا القانون وتطبق عليها سائر احكامه.

اذا تعددت الوفيات للتركة الواحدة الحاصلة قبل نفاذ هذا القانون تعفى جميع التركات من رسم الانتقال باستثناء التركة الناشئة عن الوفاة الاخيرة، وتحرر وتخمن وتكلف هذه التركة بالرسم وفقاً لأحكام هذا القانون.

يُعفى المكلفون المنوه عنهم في هذه المادة من مختلف الغرامات المترتبة على هذه التركات مهما كان نوعها، اذا تقدموا بالتصريح والمستندات وسددوا ما يتوجب عليهم من رسوم خلال مهلة سنة من تاريخ نفاذ هذا القانون.

تخفض الرسوم المتوجبة على المكلفين المنوه عنهم في هذه المادة إلى النصف في حال حصول الواقعة التي ترتب عنها رسم الانتقال بتاريخ سابق لتاريخ ١٩٩١/١٢/٣١".

وبما انه يستفاد مما تقدم، انه في حال تعدد الوفيات للتركة الواحدة والحاصلة قبل تاريخ ١٩٩٤/١٠/١٣ (أي تاريخ نشر القانون رقم ٩٤/٣٧٤)، تعفى جميع التركات من رسم الانتقال باستثناء التركة الناشئة عن الوفاة الاخيرة التي يجري تخمينها وتحريرها وتكليفها بالرسوم وفقاً لأحكام القانون المذكور.

وبما انه في ضوء ما تقدم، وطالما ان المرحوم بيير قرداحي توفي في العام ١٩٩٨ أي بعد نفاذ القانون رقم ٩٤/٣٧٤، فلا يطبق بالتالي النص المتعلق بتعدد الوفيات على تركة المرحومة آن ايزابيل معوض. وان تأخر الادارة في اصدار التكليف بالرسوم موضوع النزاع، وبقطع النظر عن اسبابه، لا يغير في واقعة الوفاة الحاصلة بعد تاريخ نفاذ القانون المذكور ولا يؤدي إلى اعفاء التركة من الرسوم وفقاً لهذا السبب. علماً بأن الرسوم المتوجبة عن تركة المرحومة آن ايزابيل معوض تخفض إلى النصف لحصول الوفاة بتاريخ سابق لتاريخ ١٩٩١/١٢/٣١.

وبما انه من نحو ثانٍ، لا يمكن الأخذ بما ادلى به المستأنف لجهة ان تأخير الادارة في انجاز ملف التركة هو الامر الذي ادى إلى ترتيب الغرامات الاضافية عليه والى تفويت فرصة الاستفادة من الاعفاءات المتكررة، لأن التأخير في انجاز ملف التركة يتحمل مسؤوليته المرحوم بيير قرداحي ومن بعده المستدعي منفذ الوصية لأنه لم يتم تقديم التصريح المطلوب ضمن المهل القانونية.

وبما انه فضلاً عن ذلك، فإن الافادة من الاعفاءات ومن التسوية على الغرامات مشروطة بوجوب تسديد هذه الغرامات بالكامل وفي مهل محددة، وفقاً لما سبق بيانه اعلاه (المادة ١٦ من القانون ٩٤/٣٧٤ والمادتان ٣ و٤ من القرار رقم ١/٤٥٠ تاريخ ٢٠٠٢/٤/٨) وهو الامر غير الحاصل في المراجعة الحاضرة. علماً بأن الغرامات لا تترتب على المرحوم بيير قرداحي عن التأخير الحاصل ما بين تاريخ ١٩٩٨/٥/٢٦ وتاريخ صدور التكليف في ٢٠٠٢/١٢/١٠، طالما ان ورثة المرحومة لوسيان قرداحي تقدموا بالتصريح عن حصتها في التركة موضوع النزاع بتاريخ ١٩٩٨/٥/٢٦، والناشئة عن واقعة الوفاة ذاتها، أي وفاة المرحومة آن ايزابيل معوض (المادة ٢٣ المعدلة من قانون رسم الانتقال).

وبما انه من نحو ثالث، فإن ما ادلى به المستأنف لجهة وجوب تخمين عناصر التركة (الاموال المنقولة) بتاريخ صدور امر القبض أو جدول التكليف في ٢٠٠٢/١٢/١٠، لا يستقيم قانوناً، لأنه يخالف احكام المادة ١٦ من القانون رقم ٩٤/٣٧٤ التي تنص على تخمين قيم الاموال والحقوق التي آلت إلى الغير بطريق الارث، بالنسبة للوفيات الحاصلة قبل نفاذ هذا القانون، استناداً إلى الاسعار السائدة بتاريخ نشر القانون المذكور أي بتاريخ ١٩٩٤/٨/٢٤. وان القول بخلاف ذلك يؤدي إلى تعطيل تطبيق احكام المادة المذكورة التي جاءت صريحة لهذه الجهة، طالما انه لا يجوز الاجتهاد في معرض النص الواضح والصريح.

وبما انه ينبني على ما تقدم، اعتبار القرار المستأنف متوافقاً مع احكام القانون ومستوجباً بالتالي التصديق جزئياً لجهة ما قضى به بالنسبة لتخمين التركة بتاريخ صدور قرار تحديد التعويض عن لجنة الاستملاك في ١٩٩٤/١٠/١٣، ومستوجباً الفسخ جزئياً لجهة ما قضى به بالنسبة لرد الاعتراض في ما خص الغرامات، للاسباب المبينة اعلاه.

٣- لجهة السبب المتعلق بعدم تعليل امر القبض:

بما ان المستأنف يدلي تحت هذا السبب بأن الادارة لم تبين في امر القبض كيفية احتسابها للرسم، وما اذا كانت قد احتسبت نصف قيمة الرسم المتوجب في ذمة المرحوم بيير قرداحي.

وبما ان المادة ٣٧ من قانون رسم الانتقال توجب اعلام المكلفين اصحاب العلاقة أو من ينوب عنهم بمقدار الرسوم واسباب تعديل التصريح المقدم من قبلهم، مما يفيد بأن المشترع الزم الادارة الضريبية بتعليل جداول التكليف أو اوامر القبض المتعلقة برسم الانتقال.

وبما ان الاجتهاد مستقر حول هذه المسألة على ان التكليف الضريبي غير المعلل يعتبر باطلاً لمخالفته القانون ومبدأ الوجاهية (Principe du contradictoire) الذي يشكل مبدأ من المبادئ العامة للقانون الاداري.

- ش.ل: القرار رقم ٤٠٧ تاريخ ١٩٧٩/١٢/١٨، بارودي/ الدولة.

وبما انه يتبين من امر القبض والاعلام رقم ١٩ تاريخ ٢٠٠٢/١٢/١٠، انه جاء خلواً من التعليل واقتصر على بيان قيمة الحصة الصافية الخاضعة للرسوم وقيمة الرسم والغرامات المفروضة على المرحوم بيير شكري قرداحي، وذلك دون ان يبين الوقائع والاسباب التي بررت فرض الرسم والغرامة بالقيمة المنازع فيها، أو المعدل الذي تم على اساسه احتساب الرسم والغرامة. هذا فضلاً عن مخالفته احكام المادة ٣٣ من قانون رسم الانتقال التي توجب الا تتعدى الغرامة قيمة الرسم الذي تفرض على اساسه، فيكون بالتالي مستوجباً الابطال للاسباب المبينة اعلاه.

وبما انه لم يعد من حاجة للبحث في سائر ما ادلي به، لعدم الفائدة ولا سيما في ما يتعلق بطلب شطب بعض العبارات من لائحة الدولة لعدم تعارضها مع الاحكام القانونية ذات الصلة.

وبما ان كل ما ادلي به خلافاً لما تقدم يكون مردوداً لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

لذلك،

يقرر بالاجماع:

اولاً – في الشكل: قبول الاستئناف.

ثانياً – وفي الاساس: قبوله وفسخ القرار المستأنف جزئياً لجهة ما قضى به بالنسبة للغرامات وتصديقه جزئياً بالنسبة لسائر جهاته، والحكم مجدداً بما يلي:

١- ابطال امر القبض رقم ١٩ تاريخ ٢٠٠٢/١٢/١٠.

٢- تخمين حصة المرحوم بيير شكري قرداحي من تركة المرحومة آن ايزابيل معوض وفقاً لما هي عليه من اموال بتاريخ ١٩٩٤/١٠/١٣، واحتساب الرسم على اساس سعر الدولار وفقاً لنشرة مصرف لبنان في هذا التاريخ.

٣- تخفيض الرسوم المتوجبة على المرحوم بيير قرداحي إلى النصف، لحصول الوفاة بتاريخ سابق لتاريخ ١٩٩١/١٢/٣١.

٤- اعفاء حصة المرحوم بيير قرداحي من الغرامات خلال الفترة الممتدة من ١٩٩٨/٥/٢٦ ولغاية ٢٠٠٢/١٢/١٠، على الا تتعدى الغرامة قيمة الرسم الذي تفرض على اساسه.

٥- احالة المستأنف إلى الادارة المختصة لاجراء المقتضى وفقاً لما تقدم.

ثالثاً: تضمين الفريقين الرسوم والنفقات القانونية مناصفة واعادة التأمين إلى المستأنف.



مجلس شورى الدولة

الهيئة الحاكمة: الرئيس البرت سرحان والمستشاران ميريه عفيف عماطوري ويوسف الجميل

القرار: رقم ١٨٨/٢٠٠٩-٢٠١٠ تاريخ ٢٠٠٩/١٢/١٠

جمعية مصارف لبنان/ الدولة – وزارة المالية

- طلب ابطال قرار صادر عن وزير المالية بالوكالة بفرض رسم طابع مالي نسبي على عقود القروض المصرفية – طلب مقدم من جمعية مصارف لبنان – تدبير اداري – اضافة موجبات جديدة على المعنيين به – يشكل قراراً ادارياً نافذاً قابلاً للطعن به امام القضاء كونه تضمن تدابير تنظيمية تمس المركز أو الوضع القانوني للمصارف المعنية به – قابليته للطعن به امام مجلس شورى الدولة بطريق الابطال لتجاوز حد السلطة.

استقر العلم والاجتهاد على اعتبار التدابير الإدارية الداخلية، كالتعليمات والتعاميم، تشكل قراراً ادارياً نافذاً بحد ذاته وقابلاً للطعن امام القضاء، عندما تضيف موجبات جديدة على المعنيين بها بالشكل الذي تؤدي معه إلى التأثير في مركزهم أو وضعهم القانوني، أو تطال بمفاعيلها الاشخاص الثالثين غير المعنيين بها، كما هي الحال بالنسبة للتعليمات أو التعاميم التنظيمية التي تتضمن انشاء قاعدة عامة ملزمة.

- جمعية مصارف لبنان – صفة ومصلحة للادعاء – توفرهما للطعن في كل عمل اداري يمس مصالحها أو يلحق الضرر بالاهداف التي انشئت من اجلها – غاية الجمعية المحافظة على حقوق اعضائها ومصالحهم المشتركة المتعلقة بالشؤون المهنية – القرار المطعون فيه له انعكاسات مالية على المصارف اللبنانية – جمعية تمثل المهنة المصرفية – توفر الصفة والمصلحة لديها للادعاء.

استقر العلم والاجتهاد على اعتبار ان الجمعيات، وبصفتها من الاشخاص المعنويين من الحق الخاص، تتمتع بالصفة والمصلحة للطعن في كل عمل اداري يمس مصالحها والحقوق الخاصة بها، بغية حماية المصالح المشتركة لجميع اعضائها أو لعدد كبير منهم، أو يمس ايضاً نشاطها أو كيانها أو يلحق الضرر بالاهداف التي انشئت من اجلها.

- قرار ذات طابع تنظيمي – عدم استطلاع رأي مجلس شورى الدولة بصورة مسبقة – معاملة استطلاع الرأي المسبق للمجلس تعتبر من الاصول الجوهرية المتعلقة بالانتظام العام – مخالفة احكام المادة ٥٧ من نظام مجلس شورى الدولة – ابطال القرار التنظيمي المطعون فيه لتجاوزه حد السلطة.

فبناءً على ما تقدم،

اولاً – في طلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ:

بما ان الدولة المستدعى بوجهها تطلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ رقم ٧٦/٩٨-٩٩ تاريخ ١٩٩٩/١/١٢، لعدم قانونية الاسس التي استند اليها.

وبما ان المراجعة اصبحت جاهزة للحكم، فيقتضي بالتالي ضم طلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ إلى الاساس والبت فيهما معاً.

ثانياً – في الدفع بعدم قابلية الكتاب رقم ١٠٣١/ص١ تاريخ ٩٨/١١/٧، للطعن بطريق الابطال:

بما ان الدولة المستدعى بوجهها تدلي بأن الكتاب المطعون فيه رقم ١٠٣١/ص١ المذكور لا يرقى إلى مستوى القرار الاداري النافذ، لأنه كتاب توضيحي أو تفسيري وقد اكتفى بتذكير المصارف بوجوب التقيد بنصوص رسم الطابع المالي دون ان يلحظ أية التزامات جديدة عليها، فيكون بالتالي غير قابل للطعن بطريق الابطال.

وبما انه يتبين من حيثيات الكتاب المطعون فيه انه خلص في فقرته الاخيرة إلى فرض موجبات على عاتق المصارف، حيث قضى بأنه "سيتوجب على المصارف المعنية تسوية اوضاعها مع الدوائر المالية المختصة بدفع رسم الطابع النسبي على العقود التي تتعلق بها دون أية غرامات وذلك خلال مهلة شهرين تلي تاريخ صدور هذا الكتاب الذي سنقوم بإبلاغه من الدوائر المالية المختصة للعمل به مع اعتبار كل ما يخالفه من تعليمات لاغياً".

وبما ان التدابير الادارية غير القابلة للطعن امام هذا المجلس، هي تلك التدابير الداخلية (mesures d'ordre intérieur) غير التنظيمية أو الفردية (mesures individuelles) الخاصة بالادارة ودوائرها دون سواها والتي لا يكون لها أية مفاعيل على الوضع القانوني للمختصين أو المعنيين بها.

- R. odent: contentieux administratif, édition 1970 – 1971, p. 772.

وبما ان العلم والاجتهاد مستقران على اعتبار ان التدابير الادارية الداخلية، كالتعليمات والتعاميم، تشكل قراراً ادارياً نافذاً بحد ذاته وقابلاً للطعن امام القضاء، عندما تضيف موجبات جديدة على المعنيين بها بالشكل الذي تؤدي معه إلى التأثير في مركزهم أو وضعهم القانوني (affectant leur ordonnancement juridique)، أو تطال بمفاعيلها الاشخاص الثالثين غير المعنيين بها، كما هي الحال بالنسبة للتعليمات أو التعاميم التنظيمية (circulaires réglementaires) التي تتضمن انشاء قاعدة عامة ملزمة.

- ch. Debbasch et j. – c. Ricci: contentieux admimistratif, édition 1999, p. 633 et s.

وبما ان الكتاب المطعون فيه بتبنيه مضمون الرأي الاستشاري الصادر عن ديوان المحاسبة تحت رقم ٩٨/١٩ تاريخ ٩٨/٥/٢٧ لجهة فرض رسم الطابع المالي النسبي على عقود القروض المصرفية، وبما تضمنه من موجبات تتمثل في فرضه رسم الطابع المالي النسبي على عقود القروض التي تتعلق بعمليات التسليف المصرفي، مفرقاً في ذلك بين "معاملات التسليف المصرفية" و"عمليات التسليف المصرفي"، يكون قد تضمن تدابير تنظيمية تمس المركز أو الوضع القانوني للمصارف المعنية به، كونه قد اوجب على هذه المصارف تسوية اوضاعها مع الدوائر المالية المختصة خلال مهلة الشهرين التي تلي تاريخ صدوره، مما يترتب عليه اعتبار ان الكتاب المذكور يشكل قراراً ادارياً نافذاً وضاراً، بحيث يعتبر بصفته تلك، قابلاً للطعن امام مجلس شورى الدولة بطريق الابطال لتجاوز حد السلطة.

وبما ان ما ادلت به الدولة المستدعى بوجهها لهذه الجهة يكون مردوداً لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

ثالثاً – في الشكل:

١- في الصفة والمصلحة للادعاء:

بما ان الدولة المستدعى بوجهها تطلب ردّ المراجعة في الشكل لانتفاء الصفة والمصلحة لدى الجمعية المستدعية، لأنها ليست معنية مباشرة بموضوع القرار المطعون فيه، اذ ان صفتها ومصلحتها محصورتانِ بتقديم الدعاوى حفاظاً على مصالح المهنة عملاً بأحكام المادة ٣ من النظام الخاص بها، دون ان تتعداها لتشمل نشاط ومهام اعضاء هذه الجمعية.

وبما ان العلم والاجتهاد مستقران على اعتبار ان الجمعيات، وبصفتها من الاشخاص المعنويين من الحق الخاص، تتمتع بالصفة والمصلحة للطعن في كل عمل اداري يمس مصالحها والحقوق الخاصة بها، بغية حماية المصالح المشتركة لجميع اعضائها أو لعدد كبير منهم، أو يمس ايضاً نشاطها أو كيانها أو يلحق الضرر بالاهداف التي انشئت من اجلها بغية حماية هذه الاهداف.

– ش.ل: القرار رقم ٤٨٤ تاريخ ٢٠٠٣/٥/٧، الرابطة المارونية/ الدولة – م.ق.إ. العدد ١٩ – ٢٠٠٧، ص ٩٠٨.

وبما انه يتبين من العلم والخبر رقم ١٦٤٣/أد تاريخ ١٩٥٩/١٠/٦ العائد للجمعية والمعدل بموجب القرار رقم ٥٠/أد تاريخ ٢٠٠٧/٣/١ (ج.ر. عدد ١٣ تاريخ ٢٠٠٧/٣/٨، ص ١١٤٣)، ان غاية الجمعية تتمثل في "... المحافظة على حقوق اعضائها ومصالحهم المشتركة المتعلقة بالشؤون المهنية". وكذلك "تمثيل المهنة وابراز كيانها وانماؤها والمساهمة في تأمين الدفاع الجماعي عن مصالحها" (المادة الاولى من القرار المذكور).

وبما انه في ضوء ما تقدم، وطالما ان القرار المطعون فيه له مفاعيلٍ قانونية وانعكاسات مالية على المصارف اللبنانية وفقاً لما سبق بيانه اعلاه، فتعتبر بالتالي الجمعية المستدعية متمتعة بالمصلحة للادعاء بصفتها "تمثل المهنة المصرفية" وتساهم في "تأمين الدفاع الجماعي عن مصالحها" (المادة الاولى من العلم والخبر المذكور اعلاه).

وبما ان ما ادلي به لجهة انتفاء الصفة والمصلحة لدى الجمعية المستدعية يكون بالتالي مستوجباً الرد لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

٢- في المهلة وسائر الشروط الشكلية:

بما ان المادة ٦٩ من نظام مجلس شورى الدولة تنص في الفقرة الاولى منها على ان "مهلة المراجعة شهران تبتدئ من تاريخ نشر القرار المطعون فيه الا اذا كان من القرارات الفردية فتبتدئ المهلة من تاريخ التبليغ أو التنفيذ".

وبما ان القرار المطعون فيه صدر بتاريخ ١٩٩٨/١١/٧.

وبما ان الجمعية المستدعية تدلي بأنها تبلغت القرار المذكور بتاريخ ١٩٩٨/١١/٢٣، دون ان تنازعها الدولة في صحة هذه الواقعة.

وبما ان المراجعة الحاضرة المقدمة امام هذا المجلس بتاريخ ١٩٩٨/١٢/٥ تعتبر، في مطلق الاحوال وبقطع النظر عن تاريخ النشر أو التبليغ، واردة ضمن المهلة القانونية.

وبما ان المراجعة تستوفي سائر الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، فتكون بالتالي مقبولة في الشكل.

رابعاً - في الاساس:

بما ان الجمعية المستدعية تطلب ابطال القرار المطعون فيه رقم ١٠٣١/ص١ تاريخ ١٩٩٨/١١/٧، لمخالفته احكام المادة ٥٧ من نظام مجلس شورى الدولة التي توجب استشارة هذا المجلس قبل اصدار القرار المطعون فيه، ولمخالفته احكام قانون رسم الطابع المالي، ولاستناده إلى رأي مرجع غير صالح (أي هيئة التفتيش المركزي) ولمخالفته مبدأ عدم رجعية القرارات الادارية.

وبما انه يقتضي البحث في كل من الاسباب المدلى بها، على حدة:

- لجهة السبب المتعلق بعدم استشارة مجلس شورى الدولة:

بما ان الجمعية المستدعية تدلي تحت هذا السبب بأن القرار المطعون فيه اتخذ خلافاً للمعاملات الجوهرية المنصوص عليها في المادة ٥٧ من نظام مجلس شورى الدولة التي توجب استشارة هذا المجلس قبل اصدار القرار المطعون فيه الذي ينزل منزلة النص التنظيمي، كونه يتضمن تعليمات صريحة وملزمة مخالفة للقانون وتؤدي في الواقع إلى الغاء تعميم سابق كان مطبقاً منذ اكثر من ثلاثين عاماً.

وبما ان المادة ٥٧ من مشروع القانون المنفذ بالمرسوم رقم ١٠٤٣٤ تاريخ ١٩٧٥/٦/١٤ المتعلق بنظام مجلس شورى الدولة تنص على ما يلي:

"يجب ان يستشار مجلس شورى الدولة في مشاريع المراسيم التشريعية وفي مشاريع النصوص التنظيمية وفي جميع المسائل التي نصت القوانين والانظمة على وجوب استشارته فيها. ..."

وبما ان تحديد ما اذا كان يقتضي استشارة مجلس شورى الدولة قبل اصدار العمل أو القرار الاداري، يتوقف بدوره على الطبيعة القانونية للعمل الاداري وما اذا كان يدخل في فئة النصوص التنظيمية بمفهوم الفقرة الاولى من المادة ٥٧ المذكورة.

وبما ان القرار المطعون فيه يعتبر من القرارات التي لها طابع تنظيمي، وفقاً لما سبق تبيانه في البند /ثانياً/ اعلاه.

وبما ان عدم استطلاع رأي مجلس شورى الدولة في الحالات التي يوجب القانون استشارته فيها، يشكل مخالفة للاصول التي نصت عليها الفقرة الاولى من المادة ٥٧ من نظام هذا المجلس. وان معاملة استطلاع الرأي المسبق للمجلس المذكور تعتبر من الاصول أو المعاملات الجوهرية التي تتعلق بالانتظام العام والتي يؤدي اغفالها إلى ابطال النصوص التنظيمية الصادرة دون التقيد بها.

- ش. ل: (مجلس القضايا) القرار رقم ٥٢٩ تاريخ ١٩٩٨/٥/١٤، مؤسسة البير ابيلا ش.م.ل/ الدولة - وزارة النفط.

وبما انه يتبين من اوراق الملف في المراجعة الحاضرة، ولا سيما من حيثيات القرار المطعون فيه، انه لم يؤخذ رأي مجلس شورى الدولة بشأن القرار المطعون فيه، وفقاً لما تفرضه احكام المادة ٥٧ من قانون المجلس، كما ان الدولة المستدعى بوجهها لم تنكر هذه الواقعة.

وبما ان القرار المطعون فيه يكون في ضوء ما تقدم، مشوباً بعيب تجاوز حد السلطة ويقتضي بالتالي ابطاله لاتخاذه خلافاً للاصول أو المعاملات الجوهرية.

وبما انه لم يعد من حاجة للبحث في سائر الاسباب المدلى بها لعدم الفائدة.

وبما ان كل ما ادلي به خلافاً لما تقدم يكون مردوداً لعدم استناده إلى اساس قانوني صحيح.

لذلك،

يقرر بالاجماع:

اولاً: ضم طلب الرجوع عن قرار وقف التنفيذ إلى الاساس.

ثانياً: ردّ الدفع المتعلق بعدم قابلية الطعن في القرار رقم ١٠٣١/ص١ تاريخ ١٩٩٨/١١/٧.

ثالثاً – في الشكل: قبول المراجعة.

رابعاً – وفي الاساس: قبولها وابطال القرار رقم ١٠٣١/ص١ الصادر عن وزير المالية بالوكالة بتاريخ ١٩٩٨/١١/٧.

خامساً: تضمين الدولة المستدعى بوجهها الرسوم والنفقات كافة.

❖ ❖ ❖

مجلس شورى الدولة

الهيئة الحاكمة: الرئيس البرت سرحان والمستشاران سميح مداح ويوسف الجميل

القرار: رقم ٢٠٠٩/٥٠١–٢٠١٠ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٠

عماد طوق/ الدولة – وزارة الداخلية والبلديات

- طلب ابطال قرار قائمقام بشري بالانابة برفض ترشيح المستدعي لمنصب مختار بسبب عدم اتمامه الخامسة والعشرين من العمر – قانون المختارين والمجالس الاختيارية – عطف على احكام قانون البلديات فيما يتعلق بشروط الاهلية الواجب توافرها في المرشح للانتخابات الاختيارية – انتخاب اعضاء المجلس البلدي وفقاً للاصول المنصوص عليها في قانون انتخاب اعضاء مجلس النواب – اشتراط اتمام المرشح الخامسة والعشرين من العمر بتاريخ الانتخاب – عدم توفر شرط السن لدى المستدعي – ردّ المراجعة في الاساس.

فبناء على ما تقدم،

اولاً – في الشكل:

بما ان البند /٤/ من المادة /٣٣/ من القانون رقم ٦٦٥ تاريخ ١٩٩٧/١٢/٢٩، ينص على انه "يحق للمرشح خلال مدة اسبوع، من تاريخ صدور القرار القاضي برفض ترشيحه، مراجعة مجلس شورى الدولة، باستدعاء غير خاضع للرسم أو أية معاملة اخرى. وعلى المجلس ان يفصل بالاعتراض نهائياً خلال مهلة خمسة ايام من تاريخ تسجيله في قلم المجلس".

وبما ان القرار المطعون فيه رقم /٨٢/ قد صدر عن قائمقام قضاء بشري بالانابة بتاريخ ٢٠١٠/٥/١٧، فتكون المراجعة الراهنة المقدمة إلى هذا المجلس بتاريخ ٢٠١٠/٥/١٩ واردة، ضمن المهلة القانونية، كما انها تستوفي سائر الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، الامر الذي يجعلها مقبولة في الشكل.

ثانياً – في الاساس:

بما ان المستدعي يطلب ابطال القرار المطعون فيه المتضمن رفض طلب ترشيحه لمنصب مختار في بلدة بشري – حي السيدة – قضاء بشري لعدم اتمامه الخامسة والعشرين من العمر، وذلك لعدم صحته وعدم قانونيته، والحكم بالتالي بقبول طلب ترشيح المستدعي لاستيفاء طلبه شروط الاهلية المفروضة قانوناً.

وبما ان المادة /٣٣/ من القانون رقم ٩٧/٦٦٥ المتعلق بتعديلات على بعض النصوص في قانون انتخاب اعضاء مجلس النواب وقانون البلديات وقانون المختارين تنص في فقرتها الثانية على ما يلي:

"لا يُقبل طلب الترشيح الا اذا كان المرشح ناخباً مدوناً اسمه في القائمة الانتخابية الخاصة بالقرية أو المدنية التي يرغب في ان يكون مختاراً أو عضواً في الهيئة الاختيارية فيها أو الحي الذي يرغب في ان يكون مختاراً فيه، واودع تأميناً قدره خمسماية الف ليرة لبنانية وتتوافر فيه اهلية وظيفة مختار أو عضو في الهيئة الاختيارية المنصوص عليها في قانون المختارين الصادر في ١٩٤٧/١١/٢٧".

وبما ان المادة العاشرة من قانون المختارين والمجالس الاختيارية الصادر بتاريخ ١٩٤٧/١١/٢٧، تنص على انه "يفرض على الناخب والمنتخب الاختياري الشروط المطلوبة من الناخب والمنتخب البلدي فيما خلا الحالات الخاصة المنصوص عليها في هذا القانون".

وبما انه يستفاد من احكام المادة العاشرة المذكورة، ان قانون المختارين والمجالس الاختيارية يعطف على احكام قانون البلديات في ما يتعلق بشروط الاهلية الواجب توافرها في المرشح للانتخابات الاختيارية.

وبما ان المادة /٢١/ من القانون رقم ٩٧/٦٦٥ المذكور اعلاه تنص في البند /١/ منها على انه "يُنتخب اعضاء المجلس البلدي بالتصويت العام المباشر وفقاً للاصول المنصوص عليها في قانون انتخاب اعضاء مجلس النواب وفي هذا القانون".

وبما ان المادة الثامنة من قانون الانتخابات النيابية رقم ٢٥ تاريخ ٢٠٠٨/١٠/٨ تنص على انه "لا يجوز ان يترشح لعضوية مجلس النواب الا من كان لبنانياً مقيداً في قائمة الناخبين، متمتعاً بحقوقه المدنية والسياسية...". كما وتنص المادة السابعة من القانون ذاته على ان "لكل لبناني أو لبنانية اتم الخامسة والعشرين من العمر الحق بأن يترشح للانتخابات النيابية".

وبما انه يُستفاد من الاحكام القانونية السالفة الذكر، انه يشترط لقبول طلب الترشيح ولصحة انتخاب العضو البلدي أو المختار أو العضو في الهيئة الاختيارية، ان تتوافر لديه بعض الشروط ومن بينها شرط السن، الذي يوجب ان يكون المرشح قد اتم الخامسة والعشرين من العمر بتاريخ الانتخاب أو يوم الاقتراع (au jour du scrutin).

– ش.ل: القرار رقم ٥٣٥ تاريخ ١٩٩٨/٥/١٤، فياض كامل/ الدولة، م.ق.إ العدد ١١ ص ١٠.

- Charles Rabany: Guide général des élections, nº 788 et 1247.

وبما انه يتبين من صورة بطاقة الهوية المرفقة باستدعاء المراجعة ان المستدعي من مواليد الاول من آذار من العام ١٩٨٦، أي انه لن يكون قد اتم الخامسة والعشرين من العمر يوم الانتخابات التي ستجري بتاريخ ٢٠١٠/٥/٣٠، فيقتضي بالتالي اعتباره غير مستوف لشرط السن الواجب توافره قانوناً في المرشح للانتخابات الاختيارية.

وبما ان القرار المطعون فيه يكون في ضوء ما تقدم متوافقاً واحكام القانون، فيقتضي بالتالي ردّ المراجعة في الاساس.

وبما انه لم يعد من حاجة للبحث في سائر ما ادلي به لعدم الفائدة.

وبما ان كل ما ادلي به خلافاً لما تقدم يكون مردوداً لعدم ارتكازه على اساس قانوني صحيح.

لذلك،

يقرر بالاجماع:

قبول المراجعة شكلاً وردها في الاساس.



مجلس شورى الدولة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سليمان عيد والمستشاران ناجي سرحال ويحيى الكركتلي

القرار: رقم ٢٠٠٩/٨٥–٢٠١٠ تاريخ ٢٠٠٩/١١/٤

شركة حجر الجبل ش.م.م./ الدولة

- مراجعة قضاء شامل – عطل وضرر – صدور قرار عن مجلس شورى الدولة بابطال قرارين صادرين عن محافظ جبل لبنان بالترخيص للمستدعية بانشاء معمل نشر صخور واستثماره – قرار قضائي – مراجعة مسندة إلى المطالبة بالتعويض عن الضرر الناجم عن خطأ الادارة بإصدار تراخيص غير قانونية – مراجعة قضاء شامل – لا يخضع تقديمها لمهلة معينة ما لم يصدر قرار اداري بالمطالب الواردة فيها – قبول المراجعة شكلاً.

- قرار قضائي – اثباته خطأ الادارة المتمثل بإصدار قرارين تم ابطالهما – مسؤولية – تقرير خبير – اثبات وجود المعمل قبل الحصول على ترخيص الادارة – تعويض المستدعية عن الانشاءات التي اقامتها بعد صدور قراري الترخيص – ثبوت استمرارها في العمل بتاريخ لاحق لتاريخ قراري الغاء الترخيص – ردّ المطالبة بالتعويض عن الربح الفائت من جراء ابطال الترخيص.

بناءً على ما تقدم،

اولاً – في لائحة التعليق المقدمة من المستدعية:

بما ان هذه اللائحة وردت خارج المهلة القانونية المحددة للتعليق على التقرير والمطالعة، فضلاً عن كونها اقتصرت على التأكيد على ما جاء في لوائحها السابقة لجهة وجوب الاخذ بتقدير الاضرار اللاحقة بها على النحو الوارد في تقرير الخبير، فان هذا المجلس لا يرى فائدة من قبول هذه اللائحة وضمها إلى ملف المراجعة، لذلك فانه يقتضي اخراجها من الملف.

ثانياً – في الشكل:

بما ان المستدعى ضدها تدلي بأن القرار الصادر عن هذا المجلس رقم ١٩٢/٩٨–٩٩ والقاضي بإبطال قراري الترخيص بانشاء معمل نشر صخور واستثماره قد صدر بتاريخ ١٦/١٢/١٩٩٨ وان ربط النزاع مع الادارة المختصة تم بتاريخ ٢٥/٧/٢٠٠١ أي بعد انقضاء فترة طويلة على صدور القرار القضائي المذكور وانقضاء المهلة القانونية الامر الذي ليس من شأنه احياء المهلة التي انقضت بعد شهرين من تاريخ تبلغ المستدعية للقرار القضائي المشار اليه.

وبما ان القرار القضائي رقم ١٩٢/٩٨–٩٩ ليس قراراً ادارياً قابلاً للطعن ضمن مهلة شهرين عن طريق الابطال لتجاوز حد السلطة بل هو حكم قضائي قضى بإبطال قرارين اداريين تضمنا الترخيص بإنشاء المعمل واستثماره فأثبت بذلك خطأ الادارة الذي يمكن ان يكون مرتكزاً لقيام مسؤوليتها التي ترتب عليها التعويض عن الضرر الذي قد ينجم عن ذلك الخطأ بالطريق الادارية والا بطريق القضاء الشامل.

وبما ان المستدعية تقدمت بالمراجعة الراهنة استناداً إلى خطأ الادارة الثابت بالقرار القضائي، بإصدار تراخيص غير قانونية، وان المراجعة هي اذاً مراجعة قضاء شامل لا يخضع تقديمها لمهلة معينة ما لم يصدر قرار اداري بالمطالب الواردة فيها.

وبما انه يتبين من الملف ان الادارة لم تصدر أي قرار بشأن مطالب المستدعية قبل ربط النزاع معها، وان هذه الاخيرة قدمت مذكرة ربط النزاع بتاريخ ٢٥/٧/٢٠٠١ ثم قدمت المراجعة الراهنة بتاريخ ٢٧/٧/٢٠٠١ أي ضمن المهلة القانونية.

وبما ان المراجعة مستوفية سائر الشروط الشكلية الامر الذي يستوجب قبولها شكلاً.

ثالثاً – في الاساس:

بما ان المستدعية تطلب التعويض عليها عن الاضرار الناتجة عن صدور القرار القضائي رقم ١٩٢/٩٨–٩٩ عن هذا المجلس والمتضمن ابطال قراري الترخيص لها بإنشاء معمل صخور في العقار رقم ٨١١ من منطقة شارون العقارية واستثماره.

وبما ان القرار القضائي المذكور قد اثبت خطأ المستدعى ضدها المتمثل بإصدار القرارين اللذين تم ابطالهما والذي يمكن ان يرتب مسؤوليتها اذا توافرت عناصرها الاخرى وهي وقوع ضرر ناجم عن الخطأ المذكور.

وبما ان المستشار المقرر اصدر من اجل التحقق من ذلك قراراً قضى فيه بتعيين خبير للقيام بمهمة معينة ومن بين بنودها بيان الانشاءات التي اقيمت على العقار رقم ٨١١/ شارون والتجهيزات التي وضعت فيها استناداً إلى قرار محافظ جبل لبنان رقم ١ تاريخ ٦/١/١٩٩٢ المتضمن الترخيص بإنشاء معمل صخور على العقار المذكور وبيان قيمة الانشاءات والتجهيزات، وكذلك بيان الربح الفائت الناتج عن الغاء الترخيص العائد للمستدعية.

وبما انه يتبين من تقرير الخبير والمستندات المرفقة به، لا سيما من افادة رئيس بلدية شارون المؤرخة في ٤/٢/١٩٩٤ (مستند رقم ١٤) ان معمل المستدعية شركة حجر الجبل يعمل في نشر الصخور منذ سنة ١٩٨٠، وانه يتبين ايضاً من محضر الكشف الذي نظمه المهندس الصحي سهيل مسوح (مستند رقم ٨) ان المعمل يعمل منذ سنة ١٩٨٠ وان هذا الاخير كشف على المعمل بتاريخ ٤/١٢/١٩٩١، أي قبل صدور القرارين اللذين تم ابطالهما، فتبين له انه يحتوي على اربعة مناشير ديسك للصخور ضمن بناء ضابط ومغلق ومولد كهرباء بقوة ١٢٠/KVA، كما انه يتبين من الصفحة ٢٩ من التقرير ان محطة الكهرباء الخاصة بالمعمل قد انشئت خلال سنة ١٩٨٠ وتمت تقويتها خلال سنة ١٩٨٦.

وبما ان معظم الضرر الذي تطالب المستدعية بالتعويض عنه والمتمثل بتشييد المعمل وشراء المعدات اللازمة له ليس ناجماً عن خطأ المستدعى ضدها المتمثل باصدار ترخيصين غير قانونيين سنة ١٩٩٢ بإنشاء المعمل واستثماره اذ ان هذا المعمل كان موجوداً قبل صدور هذين الترخيصين، وتبعاً لذلك لا يسعها المطالبة بالتعويض عن تدني قيمة هذه التجهيزات،

فضلاً عن امكانية الاستفادة منها في اوجه استعمال اخرى.

وبما انه تشذ عن ما تقدم البركتان المذكورتان في محضر الكشف المنظم من قبل المراقبين الصحيين رشيد اسماعيل وسمير ابو خليل (مستند رقم ١٥ من تقرير الخبير) اذ تم تشييدهما بعد صدور الترخيص بالاستثمار.

وبما انه يمكن تقدير كلفة بناء البركتين المذكورتين بمبلغ قدره /٥٠٠٠/د.أ. ما يوازي /٧,٥٠٠,٠٠٠/ل.ل. سبعة ملايين وخمسماية الف ليرة لبنانية.

وبما ان المستدعية تطالب من جهة ثانية بالتعويض عن الربح الفائت من جراء توقف العمل بمعملها نتيجة لابطال قراري الترخيص، وهي تدلي بأن الخبير المكلف من قبل المستشار المقرر قد اقر بحقها بهذا التعويض وقام بتقديره.

وبما ان تكليف الخبراء بمهام محددة ووضع هؤلاء تقاريرهم بشأنها يندرج ضمن اعمال التحقيق التي يتولاها المستشار المقرر استناداً إلى المادة ٨٤ وما يليها من نظام هذا المجلس، وهي من شأنها ان تساعد الهيئة الحاكمة في تكوين قناعتها دون ان تلزمها باعتماد حلول معينة أو وجهات نظر مطابقة لما جاء في هذه التقارير.

وبما انه يتبين من ملف المراجعة:

١- ان هذا المجلس اصدر بتاريخ ١٩٩٣/٤/٥ قراراً اعدادياً بوقف تنفيذ قراري الترخيص الصادرين عن محافظ جبل لبنان والمتضمنين الترخيص للمستدعية بانشاء واستثمار معمل نشر الصخور في عقارها، بعد ان تأكد المجلس من جدية الاسباب المدلى بها لجهة عدم قانونية قراري الترخيص. كما اصدر هذا المجلس بتاريخ ١٩٩٤/٧/٢١ قراراً برد طلب الرجوع عن قراره الصادر بتاريخ ١٩٩٣/٤/٥.

٢- ان هذا المجلس اصدر بتاريخ ١٩٩٨/١٢/١٦ قراره بابطال قراري الترخيص لمخالفتهما القانون لعدم اتخاذهما التدابير اللازمة لتفادي المحاذير والمخاطر الناجمة عن عمل المؤسسة المطعون بترخيصها.

٣- انه، وبالرغم من صدور القرارات المبينة اعلاه عن هذا المجلس، لم يتم توقيف المستدعية عن العمل في معملها الا بتاريخ ٢٠٠٠/٧/١٣ (تاريخ محضر درك صوفر حول اقفال وختم المنشار بالشمع الاحمر بناء على قرار اقفال صادر عن محافظ جبل لبنان) وفقاً لما جاء في الصفحة ١٠ من تقرير الخبير.

وبما ان هذا المجلس، يعتبر ان استمرار المستدعية في استثمار معملها في الفترة الواقعة بين تاريخ صدور قرار وقف تنفيذ الترخيص المعطى لها، أي اعتباراً من ١٩٩٣/٤/٥ ولغاية تاريخ توقيفها الفعلي عن العمل بتاريخ ٢٠٠٠/٧/١٣، يحول دون مطالبتها بالربح الفائت من جراء ابطال الترخيص المعطى لها.

وبما ان مطالبة المستدعية بالتعويض عن الربح الفائت تكون في غير محلها القانوني، مستوجبة الرد.

وبما انه لم يعد من حاجة لبحث سائر ما ادلي به لعدم الفائدة.

وبما انه يقتضي ردّ الطلبات الزائدة أو المخالفة.

لذلك،

يقرر بالاجماع:

اولاً: اخراج لائحة الملاحظات المقدمة من المستدعية من ملف المراجعة لورودها خارج المهلة القانونية.

ثانياً: قبول المراجعة في الشكل.

ثالثاً: قبول المراجعة في الاساس وابطال قرار الرفض الضمني جزئياً والزام المستدعى ضدها بأن تدفع للمستدعية مبلغاً قدره /٧,٥٠٠,٠٠٠/ سبعة ملايين وخمسماية الف ليرة لبنانية مع الفائدة بمعدل ٦% (ستة بالماية) من تاريخ صدور هذا القرار حتى الدفع الفعلي.

رابعاً: تضمين المستدعية والمستدعى ضدها مناصفة الرسوم والمصاريف القانونية.

❖ ❖ ❖

القضاء العدلي المدني

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس جورج بديع كرم (المقرر) والمستشاران ربيعة عميش وجان عيد

القرار: رقم ٣٢ تاريخ ٢٠١٠/٤/٣٠

سليم جعجع/ تانيا جعجع وبسام ابو نبوت

- حجز احتياطي – عقد تأمين – دين مرجح الوجود – سلطة تقديرية مطلقة لمحكمة الاستئناف بالنظر بالادلة لترجيح وجود الدين – دور المحكمة العليا في مراقبة الترجيح الذي تعتمده محكمة الاساس – حكم صادر عن محكمة الدرجة الاولى – اعتماد حيثياته كدليل ظاهري على ارجحية الدين – عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٥٥٦ أ.م.م. فقرتها الثانية.

- تأمين عيني – حق ارتهان عام على اموال المدين – كتاب صادر عن الدائن بحصر حقه بالتنفيذ بعقار معين – تنازل منظم بعد استحقاق الدين – مدى تعلق حق الارتهان العام على اموال المدين بالنظام العام – مفهوم النظام العام – اتسامه بطابع نسبي ومتنوع – المادة ٢٦٨ موجبات وعقود – النص على حق الارتهان العام على ممتلكات المديون بغية حماية مصلحة الافراد وليس لحماية المجتمع – نص لا يمنح حق التتبع ولا حق الافضلية للدائنين العاديين – اجازة النص نفسه على جواز الاتفاق على ما يخالف حق الارتهان العام – قاعدة حرية التعاقد – إعمالها في غياب النص الخاص على مخالفتها – اعتبار حق الارتهان العام غير متعلق بالنظام العام – نقض.

- قاعدة الارتهان العام – نظام عام حمائي مقرر للافراد – امكانية التنازل عنه – عدم بحث القرار الاستئنافي في هذه المسألة – مخالفة الفقرة التاسعة من المادة ٥٣٧ أ.م.م. – نقض.

ان حق الارتهان العام ليس امراً حاسماً مطلقاً لا يجوز للافراد الاخلال به، وبالتالي فهو لا يتعلق بمصلحة عامة لا يجوز مخالفتها بل يتعلق بمصلحة فردية يجوز الاتفاق على ما يخالفها.

- كتاب صادر عن الدائن بحصر قيمة التأمين بعقار معين – عدم الرجوع عن قرار الحجز على كافة اموال المدين بالاستناد إلى الكتاب المذكور – تنازل الدائن عن حق تنفيذ قيمة التأمين على اموال المدين – عدم مخالفة الكتاب مصالح المجتمع الالزامية العليا – عدم مخالفته قواعد الحماية المنبثقة من المادة ٢٦٨ موجبات وعقود – حصر الحجز جائز عن طريق اتفاق رضائي – كتاب منظم بعد عقد التأمين والحصول على الدين – تنازل الدائن عن التنفيذ على اموال مدينه بعد ادائه الدين بموجب عقد التأمين واكتسابه حق الارتهان العام – كتاب لا يتعلق بالنظام العام الآمر المتعلق بحماية المجتمع بل بقواعد الحماية الخاصة – كتاب مُلزم لموقعيه – فسخ الحكم المستأنف والرجوع عن قرار القاء الحجز الاحتياطي على كامل عقارات المدين.

ان تنازل الدائن عن حق الرهن على مجموع عقارات مدينه أو قسم منها بعد حصول المدين على الدين يصح قانوناً لأن الدائن يكون قد اكتسب حق الرهن بفعل ادائه مبلغ الدين للمدين، ولا نص في القانون يحدّ من ارادة الدائن بالتنازل عن حق اكتسبه.

- تعليق للمحامي الاستاذ الياس كسبار.

بناءً عليه،

في الشكل:

حيث ان الإستدعاء التمييزي ورد ضمن المهلة القانونية موقعاً من محام وكيل ومرفقاً بصورة طبق الاصل عن القرار المميز وبايصالي الرسم والتأمين

ومتضمناً الاسباب التمييزية والمطالب، فيقتضي قبوله شكلاً.

في الاساس:

عن السبب التمييزي الاول: مخالفة المادة ٨٦٦ محاكمات مدنية والخطأ في تفسيرها وتطبيقها.

حيث ان القرار الاستئنافي المميز الذي صدّق قرار رئيس دائرة التنفيذ اعتبر ان الدين مرجّح الوجود واعتمد على دليلين هما:

اولاً: ان الحكم الابتدائي الصادر عن محكمة الدرجة الاولى في المتن رقم ٢٠٠٥/٨٩ تاريخ ٢٠٠٥/٢/٢٣ الذي ابطل المعاملة التنفيذية بنتيجة ادعاء فؤاد الحايك وزوجته المالكان الاساسيان للعقار موضوع التأمين رقم ٢٠٢ ساحل علما على بسام ابو نبوت وثانيا جعجع "توصل إلى نتيجة مخالفة ترجِّح وجود الدين المطالب بالقاء الحجز الاحتياطي على اساسه".

وثانياً: "ان ما يرجح ايضاً وجود هذا الدين ما ورد في افادة المستأنف امام الضابطة العدلية بتاريخ ٢٠٠٣/٣/٢١ لجهة اقدامه على قبض مبلغ /١٨٧٠٠٠/د.أ. من المستأنف عليهما نصفه نقداً ونصفه الباقي بموجب شيك من المدعو بسام ابو نبوت".

وحيث ان هذين الدليلين سبق للمميز ضدهما ان اثاراهما في اللائحة الجوابية الاولى امام رئيس دائرة التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٦/٣/١٨ وفي اللائحة الجوابية الاولى امام محكمة الاستئناف بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٢ وبذلك تكون الجهة المميز ضدها هي التي قدّمت الادلة على ما تنص عليه المادة ٨٦٦ محاكمات مدنية فبحثها القرار الاستئنافي واخذ بها.

وحيث ان رئيس دائرة التنفيذ، ومن بعده محكمة الاستئناف، يتمتعان في ترجيح الدين بسلطة تقديرية واسعة بشأن الادلة التي يقدمها طالب الحجز، وكل منهما يمارس هذه السلطة على ضوء ظاهر المستندات والمعطيات، ولكل منهما ان يتفحص الاساس القانوني للحق المطلوب الحجز من اجله عن طريق تحقيق مختصر يجريه ومقارنة للادلة المقدمة اليه بالقدر الذي يوصله إلى الترجيح أي إلى احتمال وجود الدين على احتمال انعدامه.

وحيث ان دور المحكمة العليا في مراقبة الترجيح الذي تعتمده محكمة الاساس يتوفر من خلال تداخل تقدير الادلة مع احد الاسباب التمييزية المنصوص عليها في المادة ٧٠٨ محاكمات مدنية.

وحيث ان المميز يأخذ على القرار الاستئنافي انه باعتماده ما جاء في الحكم الصادر عن محكمة الدرجة الاولى في المتن رقم ٢٠٠٥/٨٩ يكون قد خالف المادة ٥٥٦ محاكمات مدنية والمادة ٨٠٧ موجبات وعقود فقرتها الثانية.

وحيث ان القرار الصادر عن محكمة الدرجة الاولى المشار اليه بحث في دور السيد سليم جعجع الذي ادى إلى توقيع عقد التأمين للتوصل إلى ابطال المعاملة التنفيذية التي موضوعها عقد التأمين دون ان يتعرّض في الفقرة الحكمية إلى مسؤولية سليم جعجع عن الدين.

وحيث ان القرار الاستئنافي المميز لم يتخذ من الحيثيات التي وردت في قرار محكمة الدرجة الاولى والتي تناولت دور سليم جعجع دليلاً على ثبوت الدين بذمة سليم جعجع بل اتخذ من هذه الحيثيات دليلاً على ترجيح الدين بذمته. وان مخالفة المادة ٥٥٦ محاكمات مدنية لجهة اثر حكم محكمة الدرجة الاولى تستوجب ان يعتمد القرار المميز ما جاء في حيثيات حكم محكمة الدرجة الاولى دليلاً على ثبوت الدين. اما وانه اعتمد الحيثيات دليلاً ظاهرياً على ارجحية الدين فلا يكون القرار المميز قد خالف المادة ٥٥٦ محاكمات مدنية فقرتها الثانية.

وحيث ان المميز يدلي بأنه تعاقد مع المميز ضدهما بصفة وكيل عن وديع كيروز، وان الفقرة الثانية من المادة ٨٠٧ موجبات وعقود لا تحمله أية مسؤولية ولا توجب عليه أي ضمان تجاه المميز ضدهما لأنهما اطّلعا على الوكالات وكانا على علم بالصلاحيات وارتضيا بها.

وحيث ان المادة ٨٠٧ موجبات وعقود فقرتها الثانية، اذ تنص على "ان لا يلزم الوكيل بضمان ما اذا مكّن معاقده من الاطلاع الكافي على سلطته"، تنص ايضاً على "ما لم يكن الوكيل قد اخذ على نفسه تنفيذ الموجب".

وحيث انه ورد في القرار الابتدائي الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ ما يلي: "حيث يتبين من حيث الظاهر ومن قراءة منطوق الوكالات المتسلسلة وما استغرقته من صلاحيات ومندرجات، يتبين تجاوز حدود الوكالة.... أضف إلى عدم توافر في تسلسل الوكالات ما يفيد من حيث الظاهر، تفويضاً خاصاً صريحاً يخوله صراحة ابرام عقد التأمين... بل يتبين من حيث الظاهر واستناداً إلى احكام المادتين ٧٧٧ و٧٧٩ موجبات وعقود ... منح الوكيل سلطة خاصة ومحدودة متمثلة

... بسلطة بيع العقار ٢٠٢ ساحل علما...، وتبعاً لذلك يتحمّل المعترض مسؤولية الاضرار الناتجة عنها اقلّه من حيث الظاهر في القضية الراهنة المعروضة. (القرار الابتدائي صفحة ١٩).

وحيث ان القرار الاستئنافي المميز الذي صدّق قرار رئيس دائرة التنفيذ يعد متبنياً اسباب الحكم الابتدائي غير المتعارضة معه سنداً للمادة ٦٦٧ محاكمات مدنية.

وحيث استناداً إلى ما ورد في قرار رئيس دائرة التنفيذ والى ما ورد بافادة المميز سليم جعجع امام الضابطة العدلية كما اعتمدها القرار المميز، يكون ثمة تداخل من حيث الظاهر بين تمكين المميز ضدهما من الاطلاع على الوكالات وتسلسلها والصلاحيات فيها وبين ان يكون الوكيل قد اخذ على نفسه تنفيذ الموجب، فلا يكون ما ذهب اليه القرار المميز لجهة ترجيح الدين مخالفاً للمادة ٧٠٨ موجبات وعقود.

وحيث ان القرار الاستئنافي المميز، وفي معرض تجميع الادلة على ترجيح الدين بذمة المميز سليم جعجع اورد ما يلي:

"وحيث ومن جهة ثالثة ما يرجح ايضاً وجود هذا الدين ما ورد في افادة المستأنف امام الضابطة العدلية بتاريخ ٢٠٠٣/٣/٢١ لجهة اقدامه على قبض مبلغ /١٨٧٠٠٠/د.أ. من المستأنف عليهما نصفه نقداً والنصف الباقي بموجب شيك من المدعو بسام ابو نبوت".

"وحيث ان ما يدلي به المستأنف بهذا الخصوص لا يحول دون تغليب احتمال وجود الدين على احتمال انعدامه".

وحيث يتبين ان القرار المميز اخذ بحرفية الاقرار ورد ادلاءات المستأنف معتبراً انها لا تحول دون تغليب احتمال وجود الدين على احتمال انعدامه.

وحيث ان المميز يدلي بأن ما قاله امام الضابطة العدلية ليس اقراراً قضائياً بل ثابت عكسه.

وحيث وان لم يكن الاقرار امام الضابطة العدلية اقراراً قضائياً، فأن القرار المميز لم يرتب عليه نتيجة الثبوت الحتمية المستفادة من المادة ٢١١ محاكمات مدنية، بل رتّب عليه نتيجة الترجيح المستفادة من اقوال المميز امام الضابطة العدلية المثبتة بمحضر رسمي، بصرف النظر عما جاء في افادة سليم جعجع المتكاملة لجهة كيفية قبضه المبلغ الذي اقرّ بقبضه وظروف هذا القبض.

وحيث ان ما يأخذه المميز على القرار الاستئنافي المميز لجهة تدخل المميز مصلحاً بين الفرقاء ولجهة عدم قول المميز ضدهما ان المميز اقترض منهما لنفسه أو كانت توجد علاقة عمل بينهما أو لجهة الدعوى المقدمة من المميز ضدهما وغير ذلك مما يعتبره المميز اثباتاً على عدم الاقتراض، فانها تشكل ادلة تخضع لتقدير محكمة الاستئناف في ظل عدم اثارة المميز سبباً تمييزياً يتمثل بمخالفة قواعد الاثبات الناجمة عن وسائل الدفاع المثارة والمشار اليها. وان محكمة الاستئناف اذ اعتبرت "ان ما يدلي به المستأنف بهذا الخصوص لا يحول دون تغليب احتمال وجود الدين على احتمال انعدامه" تكون قد اعملت تقديرها في الادلة المعروضة.

وحيث ان ما يدلي به المميز لجهة اعتراف وديع كيروز بالدين فهو دفاع بأساس الحق ويخرج عن الخصومة في الدعوى الحاضرة لأن وديع كيروز ليس طرفاً فيها. اما وان يكون وديع كيروز هو المديون الحقيقي فهذا لا ينفي ترجيح الدين على عاتق المميز في ظل تزاحم الوكالات والعقود التي انتهت بعقد التأمين على العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما، فيما يعود لمحكمة الاساس المختصة تحديد المديون الحقيقي والجهة المسؤولة عن وفاء الدين.

وحيث ان المميز يدلي اخيراً بأن الكتاب الموقع من المميز ضدهما لصالحه بتاريخ ٢٠٠٣/٦/١٨ امام الكاتب العدل ويقران فيه بحصر حقهما بالعقار رقم ٢٠٢ ساحل علما الذي يملكه وديع كيروز مما يعني ان المميز ضدهما دائنان لوديع كيروز وليس للمميز، فأنه ولدى مراجعة الكتاب الذي سيكون موضوع بحث في السبب التمييزي الثاني، الا انه لم يرد فيه ابراء من الدين، بل حصر المطالبة بالحقوق بالتأمين على العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما وحصر تنفيذ قيمة التأمين بالعقار المشار اليه دون اموال المميز المنقولة وغير المنقولة. وبالتالي فأن هذا الكتاب لا ينفي ترجيح الدين.

وحيث يتحصل من كل ما تقدم بحثه ان القرار الاستئنافي المميز لم يخالف المادة ٨٦٦ محاكمات مدنية في اقراره ترجيح الدين ولم يخطئ في تفسيرها أو تطبيقها فيقتضي ردّ السبب التمييزي الاول.

على السبب التمييزي الثاني: مخالفة المادة ٢٦٨ موجبات وعقود والخطأ في تفسيرها وفي تطبيقها.

حيث ان القرار المميز اورد "ان الدائن الذي يتمتع بتأمين عيني يظل محتفظاً بحق الارتهان العام على سائر اموال مدينه ولا يسوغ في هذا السياق الاتفاق على

الحد من الحق المعطى عن طريق اخراج بعض اموال المدين من نطاق الملاحقة".

"وان الكتاب الموقع من المستأنف عليهما تحت رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ لا يحول دون امكانية القاء الحجز الاحتياطي على اموال المستأنف لدى توافر الشروط".

"ولا يغيِّر في هذه النتيجة استناد المستأنف إلى احكام المادتين ٨٥٩ و٨٦٠ من قانون اصول المحاكمات المدنية التي لا تنفي تعلق حق الارتهان العام بالانتظام العام".

وحيث بحثاً بالطعن المثار من المميز لجهة اعتبار القرار المطعون فيه حق الارتهان العام متعلقاً بالنظام العام، فأن مفهوم النظام العام ليس مفهوماً واضحاً بدقة لأنه غير محدد بنص قانوني واضح المعالم بدقة، لذا يصعب تحديده وهو يتسم بطابع نسبي ومتنوّع. ولكي يمكن ادراكه وتحديد نصوصه، يجب الاعتداد بالغرض الذي توخاه المشترع من خلال تلك النصوص لمعرفة ما اذا كانت نيته منصرفة عند وضعها إلى اصدار امر حاسم مطلق لا يجوز للافراد الاخلال به ام لحماية مصالح خاصة بحالات فردية يمكن ادراكها على ان تجاوزها لا ينال من حسن سير المرفق العام القضائي. فالانتظام العام بمعنى الكلمة هو الذي يتعلق بالمصلحة العامة بخلاف ما وضع في القوانين لحماية المصالح الخاصة العائدة للافراد والذي اعتبره اجتهاد محكمة التمييز على انه مجموعة من قواعد الحماية التي تجيز التنازل عن الحق المحمي بها بعد اكتسابه.

وحيث انطلاقاً من القواعد اعلاه، فأن حق الارتهان العام على ممتلكات المديون بمجموعها جرى النص عليه في المادة ٢٦٨ موجبات وعقود لحماية الافراد وليس لحماية المجتمع. فالنص ذاته لا يمنح حق التتبع ولا حق الافضلية للدائنين العاديين. فالعين التي تخرج من مجموع ممتلكات المدين وفقاً للقانون تخرج نهائياً ولا يجوز للدائن تتبعها. كما ان النص يجعل الدائنين العاديين متساوين لا تمييز بينهم بسبب التواريخ التي نشأت فيها حقوقهم الا اذا كان هناك اسباب افضلية مشروعة ناشئة عن القانون أو عن الاتفاق.

وحيث طالما ان النص ذاته يجيز الاتفاق على ما يخالف حق الارتهان العام فيجيز الاخلال بقاعدة التساوي بين الدائنين ليمنح احدهم افضلية بموجب اتفاق ما، وبالتالي فأن حق الارتهان العام ليس امراً حاسماً مطلقاً لا يجوز للافراد الاخلال به، وبالتالي فهو لا يتعلق بمصلحة عامة لا يجوز مخالفتها بل يتعلق بمصلحة فردية يجوز الاتفاق على ما يخالفها.

وحيث من جهة ثانية، لا يجوز تفسير المادة ٢٦٨ موجبات وعقود بمعزل عن المواد اللاحقة بها التي توضح نية المشترع من خلال النص على حق الارتهان العام. فالمادة ٢٦٩ تنص على خصائص حق الارتهان العام والمادة ٢٧٠ تنص على الوسائل الاحتياطية، والمادة ٢٧٢ تنص على حق الحبس، والمادة ٢٧٥ تنص على الدعوى غير المباشرة وعلى الدعوى البوليانية. فلو كان حق الارتهان العام يتعلق بالنظام العام لما كان ثمة ضرورة لممارسة الدعوى غير المباشرة والدعوى البوليانية طالما سيعتبر باطلاً كل عمل ينتقص من حق الارتهان العام.

وحيث من جهة ثالثة، ان المادة ١٦٦ موجبات وعقود تنص على حرية التعاقد، وان للافراد ان يرتبوا علاقاتهم القانونية كما يشاؤون بشرط ان يراعوا مقتضى النظام العام والآداب العامة والاحكام القانونية التي لها صفة الزامية. وانه كلما اراد المشترع اخراج مصلحة ما أو مركز قانوني ما من دائرة التعاقد الحر يعمد إلى النص عليها بشكل الزامي كما في النص على التأمينات الاجبارية في قانون الملكية العقارية مثلاً، اما في غياب النص الخاص فأن القاعدة العامة في حرية التعاقد تكون سائدة وبالتالي لا يكون حق الارتهان العام المنصوص عليه في المادة ٢٦٨ موجبات وعقود متعلقاً بالنظام العام. وان ذهاب القرار المميز خلاف ذلك يكون قد خالف المادة ٢٦٨ المشار اليها واخطأ في تفسيرها وتطبيقها، ويقتضي قبول السبب التمييزي الثاني ونقض القرار الاستئنافي المميز جزئياً لهذه الجهة.

وحيث ان المميز يدلي ايضاً بأنه على افتراض ان قاعدة الارتهان العام تتعلق بالنظام العام فأنها تكون من النظام العام الحمائي المقرر للافراد ويمكنهم التنازل عنه، وانه، أي المميز، ادلى بذلك استئنافاً وان القرار الاستئنافي لم يبحث هذه المسألة.

وحيث لدى مراجعة الاسباب الاستئنافية في الاستحضار الاستئنافي يتبين ان المستأنف "المميز" ابدى هذه المسألة بشكل استطرادي، وبالتالي كان على القرار المميز بعدما اعتبر ان حق الارتهان العام يتعلق بالنظام العام ان ينتقل إلى بحث السبب المثار وهو مدى اعتبار القاعدة من النظام العام الحمائي أي النظام العام النسبي المتعلق بحق الافراد ومدى الحق بالتنازل عنه، اما وان القرار الاستئنافي لم يبحث هذه المسألة فأنه يكون قد خالف المادة ٥٣٧ محاكمات مدنية فقرتها التاسعة،

فيقتضي نقضه جزئياً تبعاً لقبول السبب التمييزي الثاني ولهذا السبب ايضاً.

وحيث بعد النقض الجزئي، فأن الدعوى جاهزة للحكم في موضوعها في جزئه المنقوض عملاً بالمادة ٧٣٤ محاكمات مدنية.

وحيث ان الاستحضار الاستئنافي يبقى مقبولاً شكلاً لاستيفائه شروطه الشكلية.

وحيث ان القسم من الاستحضار الاستئنافي المتعلق بأرجحية الدين بات بمنأى عن الطعن بعد ردّ السبب التمييزي الاول المتعلق به.

وحيث بحثاً بالاسباب الاستئنافية الباقية واخصها السبب الاستئنافي الاستطرادي بعنوان: **خطأ الحكم المستأنف لجهة عدم الرجوع عن قرار الحجز سنداً لكتاب حصر قيمة التأمين.** وفيه يدلي المستأنف بأن المديون الحقيقي هو وديع كيروز وان المستأنف عقد التأمين بصفته وكيلاً عن وديع كيروز وليس بصفته الشخصية وان حق المستأنف ضدهما محصور بتنفيذ قيمة التأمين على العقار المؤمن عليه رقم ٢٠٢ ساحل علما. وان المستأنف ضدهما تنازلا عن حق تنفيذ قيمة التأمين وملحقاته على اموال المستأنف بموجب كتاب تنازل يؤكد ان المستأنف ليس هو المديون الحقيقي.

واضاف المستأنف ان قاعدة حق الارتهان العام لا تتعلق بالنظام العام لأن المادة ٢٦٨ لا تنص على ذلك. ولأن المادة ١٦٦ موجبات وعقود تنص على حرية التعاقد ولأن المادة ٨٦٠ محاكمات مدنية تنص على منع الحجز في بعض الاحوال ولأن المادة ٨٥٩ محاكمات مدنية تجيز حصر الحجز خلافاً لقاعدة حق الارتهان العام. واستطراداً فان القاعدة تدخل في مفهوم النظام العام الحمائي أي النسبي الموضوع لمصلحة الافراد لا المجتمع، وبالتالي فان الحكم الابتدائي الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ الذي رفض رفع الحجز الاحتياطي عن عقارات المستأنف عملاً بالتنازل الصادر عن المستأنف عليهما يكون قد اخطأ ويتوجب الفسخ.

وانتهى المستأنف إلى طلب فسخ القرار الابتدائي ونشر الدعوى ورؤيتها انتقالاً والحكم مجدداً بالرجوع عن قرار الحجز الاحتياطي الملقى بالقرار رقم ٢٤ تاريخ ٢٠٠٦/٢/٦ وشطب اشارته عن صحائف العقارات على ان يكون معجل التنفيذ على اصله وتضمين المستأنف ضدهما الرسوم والعطل والضرر واعادة التأمين.

وتبين ان المستأنف ضدهما ادليا في لائحتهما الجوابية الاولى بأن المستأنف هو المديون الحقيقي وقد ثبت انه استدان واستلم المال من المستأنف عليهما؛ وان الكتاب الموقع منهما لدى الكاتب العدل رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ القاضي بحصر حقهما بالتنفيذ على العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما هو كتاب غير قانوني ومخالف للنظام العام وقد وقّعاه قبل تقدمهما بمعاملة تنفيذ عقد التأمين وقبل صدور القرار القاضي بابطالها وقبل اكتشافهما تجاوز المستأنف حدود وكالته وسوء نيته في التعامل معهما. وان الحجز الاحتياطي صدر بناءً على دعوى مالية وليس بالاستناد إلى عقد التأمين وان وديع كيروز تقدم بدعوى ابطال الوكالات بوجه المستأنف وهي وكالات معطاة على سبيل الضمانة وطلب المستأنف ضدهما ردّ الاستئناف شكلاً والا اساساً ورد طلب رفع الحجز الاحتياطي رقم ٢٤/٢٤ وتصديق الحكم المستأنف برمته وتضمين المستأنف النفقات.

وتبين ان المستأنف قدَّم بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٩ لائحة جوابية كرر فيها اقواله ومطالبه. ثم تبين ان المستأنف ضدهما قدما بتاريخ ٢٠٠٦/١٢/١٤ لائحة جوابية ثانية طلبا فيها اهمال مطالب المستأنف لأنها لم ترد في خاتمة لائحته الجوابية كما كررا اقوالهما ومطالبهما. ثم قدَّما مذكرة بعد ختام المحاكمة اكدَّا فيها على مطالبهما الواردة في اللائحة الجوابية الثانية ومنها ان الكتاب الموقع لدى الكاتب العدل رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ مخالف للمواد ٥٢ و٦٢ و٨٢ و٨٣ و٢٦٨ موجبات وعقود.

وحيث بالانتقال إلى بحث الاسباب الاستئنافية بعد ابرام الشق من القرار الاستئنافي المتعلق بأرجحية الدين نتيجة ردّ السبب التمييزي الذي تناوله، فأن المسألة الثانية الناجمة عن السبب الاستئنافي الاستطرادي الرابع تتمحور حول مدى مخالفة كتاب التنازل رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ للنظام العام ومدى تعلق قاعدة الضمان العام بالنظام العام ثم مدى الزامية هذا الكتاب لموقعيه ومدى تأثيره على قرار الحجز الاحتياطي.

وحيث ان ما قررته المحكمة عند بحثها الاسباب التمييزية لجهة عدم اعتبار حق الارتهان العام المنبثق من المادة ٢٦٨ موجبات وعقود متعلقاً بالنظام العام بمعنى الكلمة أي المتعلق بمصلحة عليا في المجتمع، يبقى ذاته معتمداً في اطار بحث السبب الاستئنافي المتعلق به للاسباب والعلل ذاتها المبينة في متن معالجة السبب التمييزي الثاني والتي تعتبر رداً على السبب الاستئنافي المثار.

وحيث ان المسألة الثانية المثارة تتناول مدى مخالفة الكتاب المشار اليه رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ لقواعد الحماية المنصوص عليها في المادة ٢٦٨ موجبات وعقود ومدى سريان هذا الكتاب على موقعيه ثم مدى تأثيره على قرار الحجز الاحتياطي.

وحيث بحثاً بالقسم الاول من المسألة، وانطلاقاً مما اثاره المستأنف ضدهما في لوائحهما الاستئنافية، فان الكتاب الموقع من المستأنف عليهما بسام ابو نبوت وتانيا جعجع لدى الكاتب العدل جورج يعقوب فخري رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ تاريخ ٢٠٠٣/٦/١٨ الموجه لصالح سليم جعجع لا يخالف النظام العام الموضوع لحماية مصالح المجتمع الالزامية العليا ولا يخالف في ظرفه قواعد الحماية المنبثقة من المادة ٢٦٨ موجبات وعقود للاسباب التالية:

-١- لأن هذا الكتاب ينص على ما يلي:

حضرة السيد سليم جعجع المحترم...

الحاقاً بعقد التأمين ...

جئنا بموجب هذا الكتاب نقر ان جميع حقوقنا المترتبة بموجب العقد المنوه عنه هي فقط محصورة بهذا التأمين على العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما ولا يحق لنا مطالبتكم بأي مبلغ خارج هذا التأمين كما لا يحق لنا تنفيذ قيمة هذا التأمين أو ملحقاته على اموالكم المنقولة وغير المنقولة مهما كانت الاسباب والظروف لأن قيمة هذا التأمين هي محصورة فقط بهذا العقار.

وحيث ان هذا الكتاب لا يخالف قواعد تنظيم القضاء المولج بالتنفيذ، ولا يخالف قاعدة من قواعد الاختصاص التي تتعلق بحسن سير القضاء، وهي قواعد تتعلق بالنظام العام. بل يهدف إلى تيسير امور الفرقاء ومراعاة مصالحهم الخاصة. وان هذا الكتاب وفقاً لنصه وللحقوق الناجمة عنه يتعلق بالقواعد المنظمة لاجراءات التنفيذ، اذا لحق بالتنفيذ مكرَّس في متنه ومعطى للموقعين عليه. فالتنفيذ مباح لهما بموجب هذا الكتاب لاستيفاء دينهما، اما طريقة التنفيذ المتاحة فهي عبر تنفيذ عقد التأمين الجاري على العقار المؤمن عليه رقم ٢٠٢ ساحل علما وهي طريقة مقررة لحماية مصلحة خاصة بالمنفذين والمنفذ عليه وبالتالي فهي غير آمرة ولا تتعلق بالنظام العام.

-٢- لأن حق الارتهان العام المنبثق من المادة ٢٦٨ موجبات وعقود الذي سمي في اطار البحث بالسبب التمييزي الثاني بأنه مجموعة من قواعد الحماية التي تجيز التنازل عن الحق المحمي بها بعد اكتسابه، لا يرتبط بالنظام العام الآمر المقرر لحماية مصالح عليا لا يجوز الحيد عنها ولا تجاوزها. فالمادة ١٦٦ موجبات وعقود تعطي الافراد الحق بأن يرتبوا التزاماتهم بارادتهم ومشيئتهم شرط ان لا يخالفوا النظام العام والآداب العامة والاحكام الالزامية.

وان الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ لا يخالف نصاً آمراً ولا يخالف الآداب العامة.

-٣- لأن المادة ٨٥٩ محاكمات مدنية اجازت حصر الحجز ببعض اموال المحجوز عليه لقاء قيد الحصر في السجل العقاري واعطاء الحاجز اولوية.

ومتى كان حصر الحجز جائزاً بقرار قضائي فليس ما يمنع الفرقاء بترتيب حقوقهم بالحجز على ما يؤدي بالنتيجة إلى حصره عن طريق اتفاق رضائي.

-٤- لأن قرار محكمة الدرجة الاولى في المتن رقم ٢٠٠٥/٨٩ الذي ابطل المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٣/٩١٥ قد صدر بنتيجة اعتراض مالكي العقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما الاساسيين فؤاد الحايك وامال البستاني بوجه المنفذين بسام ابو نبوت وتانيا جعجع حيث ادعى المعترضان بأنهما باعا العقار إلى وديع كيروز وهما لم يستدينا المبلغ موضوع المعاملة التنفيذية، فصدر قرار محكمة الدرجة الاولى معتبراً ان المعترضين ليسا هما المدينان وابطل المعاملة التنفيذية ولم يبطل عقد التأمين، لا بل اورد عبارة صريحة بالنسبة لعقد التأمين اذ قال:

"لا سيما وان مآل التأمين، صيرورة ومساءلة ومفاعيل، هو موضوع نزاع عالق امام المحكمة العقارية المختصة في ضوء الاحكام التي ترعى مؤسسة التأمين وانتاجيتها على صعيد التنفيذ، المتلازمة والقيد في السجل العقاري". علماً بأن دعوى الاساس الرامية إلى الزام كل من وديع كيروز وسليم جعجع وفؤاد الحايك وامال البستاني بقيمة الدين بالتكافل والتضامن ذات الرقم ٢٠٠٦/٥٢٣ ما تزال قيد النظر.

-٥- لأن قواعد الحماية المستفادة من المادة ٢٦٨ موجبات وعقود كما صار شرحها اعلاه اذ تنص على حق ارتهان عام مقرر للدائن على مجموع اموال مدينه، تجيز التنازل عن الحق المحمي بها بعد اكتسابه عملاً بالقواعد القانونية العامة. فالتنازل من قبل الدائن عن حق الرهن على مجموع عقارات مدينه أو قسم منها بعد حصول المدين على الدين يصح قانوناً لأن الدائن يكون قد اكتسب حق الرهن بفعل ادائه مبلغ الدين للمدين، ولا نص في القانون يحد من ارادة الدائن بالتنازل عن حق اكتسبه.

وحيث ان الكتاب موضوع البحث رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ منظم لدى الكاتب العدل بتاريخ ٢٠٠٣/٦/١٨ أي بعد عقد التأمين والحصول على الدين، اياً تكن الجهة المسؤولة عن الدين، الجاري امام الكاتب العدل في ٢٠٠٢/٥/٢٣، فيكون المستأنف ضدهما قد تنازلا عن التنفيذ على اموال المستأنف بعد ادائهما الدين بموجب عقد التأمين واكتسابهما حق الارتهان العام المنصوص عليه في المادة ٢٦٨ موجبات وعقود، فيعود لهما حق التنازل عنه بموجب الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢، خاصة وان العبارات المصاغ بها هذا الكتاب تدل بوضوح على ان المستأنف ضدهما وقعا عليه بعد الوقوف تماماً على نص الوكالات التي وقّع بموجبها سليم جعجع على عقد التأمين وعلى الحقوق الممنوحة له بموجبها وعلى حقيقة العلاقة بينهما من جهة وبين وديع كيروز وسليم جعجع من جهة ثانية.

-٦- لأنه وان جرت معالجة هذه المسألة من زاوية اجراءات التنفيذ وهي اجراءات شكلية، فأن مسألة ادعاء بطلان الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ تتم معالجتها من خلال نظرية البطلان المنصوص عليها في المادة ٥٩ محاكمات مدنية. وان المادة ٥٩ المشار اليها فقرتها الثانية تنص على زوال البطلان إذا تنازل عنه من شرع لمصلحته صراحة أو ضمناً. ولأن الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ لا يتعلق بالنظام العام الآمر المتعلق بحماية المجتمع بل بقواعد الحماية الخاصة، فأن تقدم المستأنف ضدهما بطلب تنفيذ عقد التأمين يشكل تنازلاً ضمنياً عن الادلاء ببطلان الكتاب المشار اليه.

وحيث بعد تعداد الاسباب التي تجعل من الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ غير مخالف للنظام العام الآمر من جهة وملزماً لموقعيه من جهة ثانية، يدلي المستأنف ضدهما بأنه صدر بارادتهما المنفردة ويحق لهما الرجوع عنه. الا انه يقتضي ردّ ما يدليان به لأن للموجب المثبت فيه سبباً صحيحاً اذ ورد في نصه "الحاقاً بعقد التأمين الموقع لمصلحتنا على العقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما..." وان المادة ١٩٥ موجبات وعقود تنص على ان سبب الموجب يكون في الدافع الذي يحمل عليه مباشرة.

وحيث ان المستأنف ضدهما يدليان ايضاً بأن حصر الحجز الاحتياطي بالعقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما هو طلب ينزل منزلة المستحيل، وان المادة ٨٢ موجبات وعقود تنص على ان اشتراط المستحيل باطل ومبطل للاتفاق المعلق عليه مما يوجب ابطال الكتاب لاشتراطه عملاً مستحيلاً.

وحيث بحثاً بذلك، فان الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ لا يحتوي بذاته على نص يستحيل تنفيذه. اما اذا كان المقصود هو استحالة تنفيذه عقد التأمين بغية استيفاء المستأنف عليهما دينهما من خلال التنفيذ على العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما، فان ذلك مردود للاسباب التالية:

أ- لأن القرار الصادر عن محكمة الدرجة الاولى في المتن رقم ٢٠٠٥/٨٩ قد ابطل المعاملة التنفيذية المعترض عليها رقم ٢٠٠٣/٩١٥ ولم يتعرّض لعقد التأمين بل حفظ الحق به من خلال قوله "ان مآل التأمين صيرورة ومساءلة ومفاعيل هو موضوع نزاع عالق امام المحكمة العقارية المختصة".

ب- لأن البحث بشروط الاستحالة ونتائجها يجري من خلال المادة ٢٤٣ موجبات وعقود وهي تتناول مسائل متروكة لمحكمة الاساس وفقاً للمادة ٨٦٨ محاكمات مدنية.

ج- لأن المادة ٨٢ موجبات وعقود لا تطبق على النزاع الحاضر كون التعهد رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ استجدَّ ووُقِّع بعد انشاء الموجب الاساسي أي اداء الدين.

د- لأن المستندات المبرزة في الملف الحاضر والموضوعة قيد المناقشة تبيِّن ان مالكي العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما الاساسيين فؤاد الحايك وامال البستاني قد باعاه بموجب عقد بيع ممسوح إلى وديع كيروز رقمه ٩٨٧/٢٣٧٧ لدى كاتب العدل شكري الحسيني واقرا بقبض الثمن الذي حدِّد في متنه، ثم نظما له وكالتين ببيع العقار المشار اليه في العام ١٩٩٧ واحدة لدى الكاتب العدل جوزف سليم رقمها ٩٧/١٦٣٦٢ واخرى لدى الكاتب العدل شكري الحسيني رقمها ٩٧/٢٢٩٨، وان وديع كيروز نظم لصالح سليم جعجع بموجب هاتين الوكالتين، وكالة غير قابلة للعزل لدى الكاتب العدل جورج فخري رقمها ٢٠٠١/٢٠٩٥ واخرى عادية لدى الكاتب العدل ذاته رقمها ٢٠٠١/٢٠٩٤ يخوله بموجبها بيع العقار رقم ٢٠٢ ساحل علما مع حق التأمين عليه وقد ذكر في الوكالة الاولى بأنها وكالة غير قابلة للعزل "لتعلق حق الوكيل بها". وان وديع كيروز وقَّع لصالح سليم جعجع بالاضافة إلى الوكالة غير القابلة للعزل، على كتاب بالموافقة على بيع العقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما لاستيفاء دينه، أي دين سليم جعجع، وقد ورد فيه ما يلي: "اقرار وتعهد".

"انا الموقع ادناه سليم جرجس جعجع، اقر واعترف بأن الوكالتين المنظمتين لصالحي من السيد وديع كيروز لدى كاتب عدل سن الفيل جورج فخري برقم /٢٠٩٤/ و/٢٠٩٥/ تاريخ ٢٠٠١/٤/٩، والمتضمنتين بيعي كامل

العقار رقم /٢٠٢/ من منطقة ساحل علما العقارية، هما ضمانة لدفع مبلغ /١٧٥/ الف دولار اميركي، ستدفع بتاريخ ٢٠٠١/١٠/١٥، وفي حال لم يدفع المبلغ المذكور اعلاه بتاريخ ٢٠٠١/١٠/١٥، يحق لي بيع العقار المذكور واستيفاء كامل ديني واعادة باقي الثمن للسيد وديع بطرس كيروز، على انه لا يحق لي استعمال الوكالتين قبل تاريخ ٢٠٠١/١٠/١٥. "توقيع".

"مع الموافقة وديع كيروز – توقيع".

وان سليم جعجع وقَّع على عقد التأمين بتاريخ لاحق في ٢٠٠٢/٥/٢٣ مستعملاً الوكالة المعطاة من وديع كيروز رقم ٢٠٠١/٢٠٩٤.

وان تسلسل المستندات والوكالات المشار اليها يولي صاحب الصفة والمصلحة ممارسة الدعوى غير المباشرة لنقل ملكية العقار على اسم المديون الحقيقي اكان سليم جعجع ام وديع كيروز تنفيذاً لعقد التأمين واستيفاء الدين، وبالتالي لا يكون الكتاب رقم ٢٠٠٣/٣١٢٢ مخالفاً المواد ٥٢ و٦٢ و٨٢ و٨٣ موجبات وعقود ولا يحوي التزاماً مستحيلاً.

وحيث انه يبنى على كل ما تقدم وجوب قبول السبب الاستئنافي الاستطرادي الرابع وفسخ الحكم الابتدائي الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ رقم ٢٠٠٦/٣٠٨ جزئياً لجهة ابقاء الحجز الاحتياطي المقرر بالقرار رقم ٢٤/٢٤ تاريخ ٢٠٠٦/٢/٦ على عقارات المعترض سليم جعجع قائماً. اما قرار اعتبار الدين مرجَّح الوجود فبات منبرماً برد السبب التمييزي الذي تناوله. كذلك فان قرار توسيع دائرة الحجز الاحتياطي الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٧/١٢/٤ ليشمل العقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما ضمانة لدين طالبي الحجز ولواحقه المقدرين بموجب القرار تاريخ ٢٠٠٦/٢/٦ فيبقى قائماً ومنتجاً مفاعيله القانونية لجهتي القاء الحجز الاحتياطي على العقار رقم /٢٠٢/ ساحل علما وتقدير الدين موضوعه بالمبلغ المشار اليه /١٨٨٥٠٠/ دولار اميركي واللواحق مبلغ /١٨٨٥٠/ دولار اميركي أي ما يوازي مبلغ /٣١٤١٣٥٢٥٠/ ثلاثماية واربعة عشر مليون وماية وخمسة وثلاثين الفاً ومايتين وخمسين ليرة لبنانية بتاريخ ٢٠٠٦/٢/٦ وذلك لعدم شموله بالاعتراض المقدم من سليم جعجع امام رئيس دائرة التنفيذ ورود ٢٠٠٦/٣/٧.

وحيث انه لم يعد ثمة ضرورة لبحث الاسباب والحجج والمطالب الزائدة أو المخالفة عما قضت به المحكمة اعلاه فترد اما لأنها لقيت رداً ضمنياً واما لانتفاء الضرورة إلى بحثها، كما يقتضي ردّ طلبات الحكم بالعطل والضرر عن المحاكمة لانتفاء عناصر سوء النية أو الكيد، كما يقتضي ردّ دفاع المميز ضدهما المبني على الادلاء بمخالفة المادة ٤٥٤ محاكمات مدنية لان المحكمة تنظر قبل النقض بالاستدعاء التمييزي من خلال الاسباب التمييزية الواردة فيه كما يقتضي ردّ طلب اعطاء القرار صفة النفاذ على الاصل لانتفاء الضرورة إلى ذلك.

لذلك،

تقرر المحكمة بالاتفاق وفقاً لتقرير الرئيس المقرر ما يلي:

اولاً: قبول الاستدعاء التمييزي شكلاً.

ثانياً: قبوله جزئياً في الاساس لجهة السبب التمييزي الثاني ورده لجهة السبب التمييزي الاول، ونقض القرار الاستئنافي المميز في شقه المتعلق باعتبار حق الارتهان العام المنصوص عليه في المادة ٢٦٨ موجبات وعقود متعلقاً بالنظام العام، وابرامه في شقه المتعلق باعتبار الدين مرجَّح الوجود.

ثالثاً: فصل الدعوى مباشرة بعد النقض عملاً بالمادة ٧٣٤ محاكمات مدنية وفسخ الحكم الابتدائي المستأنف جزئياً، لجهة ردّ الاعتراض على قرار القاء الحجز الاحتياطي على عقارات المعترض. ونشر النزاع ورؤيته انتقالاً في الجزء المفسوخ والحكم مجدداً بالرجوع عن الحجز الاحتياطي الملقى بالقرار رقم ٢٤/٢٤ تاريخ ٢٠٠٦/٢/٦ على عقارات المعترض سليم جرجس جعجع وعلى ما يعود له تحت يد الشخص الثالث جوزف كوريه ما عدا تقدير الدين وملحقاته الذي يبقى معمولاً به، وشطب اشارة هذا الحجز الاحتياطي عن عقارات المعترض سليم جعجع في حال وجودها على الصحائف العينية. وتصديق الحكم الابتدائي في جهاته الباقية.

رابعاً: اعادة التأمين التمييزي والتأمين الاستئنافي إلى المميز المستأنف، وتضمينه مع المميز ضدهما الرسوم والنفقات مناصفة عن المحاكمات التمييزية والاستئنافية والابتدائية. ورد كل ما زاد أو خالف ما قضت به المحكمة اعلاه بما فيه طلبات العطل والضرر عن المحاكمة لانتفاء ما يبررها قانوناً ورد طلب اعطاء الحكم صفة النفاذ على الاصل.

❖ ❖ ❖

تعليق

بقلم المحامي الاستاذ الياس كسبار

في القرار المنشور اعلاه، أثبتت محكمة التمييز فعلاً أنها المؤتمنة على حسن تفسير القانون وسلامة تطبيقه بعد ان صوبت المسار الخاطئ الذي اعتمده رئيس دائرة التنفيذ ومن بعده محكمة الاستئناف في مسألة قانونية تطرح، على حد علمنا، للمرة الاولى امام القضاء.

يتبين من الوقائع، باختصار كلي ودون الدخول في التفاصيل، ان مديناً نظم عقد تأمين على عقار ضمانة لدين. وبعد مدة تتجاوز السنة نظم الدائن كتاباً للمدين يصرح فيه بأن حقوقه محصورة بالتأمين الملقى على العقار، وانه، أي الدائن لا يحق له تنفيذ التأمين وملحقاته على أموال المدين الأخرى المنقولة وغير المنقولة مهما كانت الأسباب والظروف لأن قيمة التأمين محصورة فقط بالعقار.

أقدم الدائن، متجاوزاً الكتاب الموقع منه، على طلب إلقاء حجز احتياطي على كامل عقارات المدين فقرر رئيس دائرة التنفيذ إجابة الطلب. وعندها، تقدم المدين باعتراض على الحجز الاحتياطي طالباً الرجوع عنه لعدم ارجحية وجود الدين والا لاتفاق الفريقين، أي الدائن والمدين، على حصر التنفيذ بالعقار موضوع التأمين.

قرر رئيس دائرة التنفيذ ردّ الاعتراض بحجة ان الدين مرجح الوجود، وان الكتاب الموقع من الدائن باطل بطلاناً مطلقاً لأنه مخالف للنظام العام.

صدقت محكمة الاستئناف قرار رئيس دائرة التنفيذ معتمدة ذات الأسباب والحجج.

بنتيجة التمييز، أصدرت المحكمة العليا قرارها المنشور أعلاه فقضت بنقض القرار الاستئنافي في الشق المتعلق باعتبار حق الارتهان العام متعلقاً بالنظام العام وبعدم جواز الاتفاق على حصره بعقار معين.

التعليق يتناول هذا الموضوع بالذات.

وضعت المادة ٢٦٨ موجبات مبدأ عاماً سمي حق الارتهان العام للدائن على ممتلكات المدين، بحيث يكون للدائن الحق بالتنفيذ على جميع أموال المدين المنقولة وغير المنقولة لأجل استيفاء دينه.

ومنعاً لكل التباس، فان "حق الارتهان العام" الوارد ذكره في المادة ٢٦٨، هو غير "عقد الرهن" المنصوص عليه في المرسوم الاشتراعي رقم ٤٦ الصادر في ١٩٣٢/١٠/٢٠ الملحق بقانون الموجبات، ولا هو عقد الرهن المنصوص عنه في المواد ٩١ إلى ١١٦ من القرار ٣٣٣٩ (قانون الملكية العقارية). فبينما لا يكتمل عقد الرهن الا بتسليم الشيء أو العقار المرهون للراهن ومنح هذا الاخير حق التتبع والافضلية في استيفاء دينه، فان "حق الارتهان" العام لا يولي الدائن مثل هذه الحقوق. ومن هنا، فان عبارة "حق الارتهان العام" تبدو غير موفقة لأنها لا تعبر عن المفهوم الحقيقي لهذا الحق.

وحق الارتهان العام مبدأ نص عليه القانون المدني الفرنسي، وخاصة في المادتين ٢٠٩٢ و٢٠٩٣ وقد ورد فيهما:

"Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

"Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

ويقول الفقه شارحاً:

"On la traduit souvent en disant que chaque créancier jouit d'un droit de gage général sur le patrimoine de son débiteur. Il n'y a pas ici, en vérité, un droit réel de gage, puisque le débiteur n'est pas dessaisi de ses biens et continue à en disposer librement. Le créancier chirographaire n'a ni droit de préférence ni droit de suite, mais seulement le droit qu'il partage avec tous les autres, de saisir les biens, de les faire vendre et de se payer sur le prix. Le terme de gage n'est pas pris dans son sens technique et sert seulement à exprimer cette idée que tous les biens d'un débiteur répondent de l'exécution de ses obligations et sont affectés à la satisfaction de ses créanciers.

(Planiol-Ripert – Droit Civil Français TVII P. 119)

على ان القانون اللبناني جاء مختلفاً عن القانون الفرنسي من حيث الصياغة والمضمون، اذ نلاحظ ان واضع القانون العلامة جوسران، اعتمد التعريف والتبويب والتفاصيل الواردة في كتابه "Cours de droit civil positif français" الجزء الثاني — ص ٣٥٧ وما يليها.

"Ces solutions montrent bien que le droit de gage général ne porte pas sur les biens du débiteur, isolément envisagés; c'est sur le patrimoine lui-même qu'il est assis.

“Du moins ce droit de gage général comporte-t-il une série d’attributs qui permettent au créancier et de sauvegarder l’avenir et de surmonter la résistance, la mauvaise volonté du débiteur solvable dont les biens pourront être saisis et vendus.

“Ces attributs sont à classer dans trois groupes; ils comprennent:

“1- Des mesures conservatoires;

“2- Des mesures d’exécution;

“3- Des mesures intermédiaires, prises en prévision d’une exécution imminente.

ولأن حق الارتهان العام، كما جاء في المادة ٢٦٨ موجبات، يشمل جميع أموال المدين، فقد كان المطروح على محكمة التمييز معرفة ما اذا كان هذا الحق يتعلق بالنظام العام بمعنى: هل يمكن للدائن ان يتنازل عن هذا الحق كلياً أو جزئياً ولا سيما عن طريق حصره ببعض هذه الاموال؟.

ومن باب الاستطراد، وفي حال اعتبرنا التنازل المسبق مخالفاً للنظام العام، فما هو مصير التنازل اللاحق لنشوء هذا الحق؟.

عن المسألة الاولى، اعتبرت المحكمة العليا أن المبدأ المنصوص عنه في المادة ٢٦٨ موجبات لا يتعلق بالنظام العام معللة قرارها خير تعليل.

استهلت المحكمة العليا قرارها ببحث مفهوم النظام العام، فاعتبرت انه غير محدد بنص قانوني واضح، ولذلك، يقتضي العودة إلى الغرض الذي توخاه المشترع من وضع نص معين، هل هو حماية المجتمع ام حماية مصلحة خاصة بالأفراد، وخلصت إلى القول بأن الانتظام العام يتعلق بالمصلحة العامة بخلاف ما وضع في القوانين لحماية المصالح الخاصة العائدة للافراد...".

وما تقوله المحكمة العليا يحتاج إلى بعض التوضيح والدقة، ذلك ان الانتظام العام يتعلق ايضاً في بعض الاحوال بالمصالح الخاصة العائدة للافراد ويبقى على القاضي ان يتبين من خلال النص ومراميه، ما اذا كانت القاعدة الواردة في النص تتعلق بالنظام العام في وجهيه المذكورين اعلاه.

ولمحكمة التمييز اللبنانية قرار مبدئي مهم بهذا الخصوص وقد جاء فيه:

"وبما انه يقتضي التوضيح اولاً ان القواعد القانونية المتعلقة بالنظام العام لا تقتصر على تلك التي تعنى مباشرة بالمجتمع وتستهدف بصورة اساسية مصالحه العليا، وانما قد يدخل في عدادها فوائد تتعلق بالمصالح الخاصة للافراد، الا انها، مع ذلك – ذات اهمية خاصة ترقى إلى حد اعتبارها في جانب منها، ذات صلة بالصالح العام، بحيث يغدو كل خرق لها بمثابة اعتداء على المصلحة العامة للمجتمع، من ذلك مثلاً في قوانين اصول المحاكمات المدنية التي هي مبدئياً تتعلق بمصالح خاصة، المبادئ الكبرى العامة والاساسية في التقاضي (كمبادئ شفاهية المحاكمة وعلنيتها وحق الدفاع الخ...)، فان الاجتهاد مستقر على اعتبار ان هدرها يجرح المصلحة العامة في المجتمع، وانها بالتالي من النظام العام".

"وبما انه يقتضي التوضيح ثانياً ان مقتضيات النظام العام ليست على درجة واحدة من القوة والاهمية، بل تختلف بحسب الاحوال، وبالتالي فان البطلان الذي ينتج عن مخالفة القواعد المتعلقة بالنظام العام ليس له، في جميع الحالات، نفس المفاعيل، بل انه منه، وان قيل انه يمكن اثارته في جميع مراحل الدعوى باعتباره مطلقاً، ما لا يمكن، مع ذلك، الادلاء به لأول مرة امام محكمة التمييز، كما ان منه – على العكس – ما يمكن اثارته لأول مرة تمييزاً، وان لم يكن قد أثير امام محكمة الموضوع، وذلك لأسباب واعتبارات تتعلق بطبيعة محكمة التمييز وصلاحيتها وما يحكم عملها من قواعد واصول خاصة ودقيقة".

"وبما انه، بالاهتداء بالمفاهيم المبينة اعلاه، يمكن التأكيد، بادئ ذي بدء، ان المخالفة للنظام العام يجب ان تكون موجهة، بصورة اساسية، نحو المصلحة العامة للمجتمع، وليس ضد المصلحة الخاصة للأفراد، وان السبب المتعلق بالنظام العام، وبالتالي، هو السبب الناشئ عن مخالفة قانون من النظام العام، أي قانون صادر اساساً لرعاية المصلحة العامة في المجتمع، وهذا الوصف للقانون قد ينتج إما عن نص صريح فيه، وإما عن اجتهاد محكمة التمييز التي تضفي هذا الوصف على قواعد قانونية تعتبرها ذات طابع جوهري خاص، ولو وردت في قوانين لم يوضح المشرع ما اذا كان لها مثل هذه الصفة ام لا، أو حتى في قوانين تعنى في الاصل بمصالح خاصة الا انها، في الوقت نفسه تمس بالمصلحة العامة من حيث تطبيقها يضع موضع البحث مبادئ عامة كبرى واساسية يهم المجتمع المحافظة عليها، كما سبقت الاشارة إلى ذلك اعلاه، مستندة في ذلك إلى الافكار الاساسية التي تنبثق عن التشريع في زمن معين".

(قرار رقم ١٣ تاريخ ٨٩/١٢/١٩ – باز ١٩٨٩ ص ١٩٠).

وفي ضوء كل هذه الاعتبارات، جاء القرار موضوع التعليق يبحث فيما اذا كان المبدأ الوارد في المادة ٢٦٨ موجبات يتعلق بالنظام العام، فلجأ إلى النص ذاته وما حواه، والى الوسائل التي اوردتها المادة ٢٦٩ لتجسيد المبدأ.

فبالنسبة إلى النص ذاته، يتبين أنه لم يأت قاطعاً جازماً ومطلقاً، إذ، من جهة اولى، ترك للمدين حرية التصرف

بأملاكه دون ان يكون للدائن حق الاعتراض أو الممانعة أو التتبع والافضلية. ومن جهة ثانية ان النص ذاته اعطى حق افضلية وامتياز من دائن على آخر إما بنص قانوني وإما بموجب اتفاق مع المدين.

وعليه، وعلى حد ما جاء في القرار موضوع التعليق، فان النص ذاته، أي المادة ٢٦٨ – يجيز مخالفة حق الارتهان العام والإخلال بقاعدة التساوي بين الدائنين ليمنح احدهم افضلية على الآخر، وهذا يعني ان هذا الحق لا يتعلق بالنظام العام طالما يمكن الاتفاق على ما يخالفه أو يتجاوزه.

هذه المسألة ليست جديدة، بل كانت طرحت في فرنسا، ومن زاوية البحث في التعارض بين مفهوم حق الارتهان العام ومفهوم التأمينات العينية، وصولاً إلى تعلق هذا الحق بالنظام العام.

فبالعودة إلى كتاب Droit commun des sûretés réelles لمؤلفه Ghestin (طبعة ١٩٩٧)، نقرأ المقاطع التالية:

بالنسبة للتناقض بين التأمين والرهن ومبدأ الضمان العام:

"Par là, le droit de gage général s'oppose non seulement à la sûreté réelle, mais aussi au patrimoine d'affectation qui aboutit précisément à fractionner les biens du débiteur en masses affectées à des destinations différentes, et répondant séparément de dettes nées des activités correspondantes. L'existence même du droit de gage général est mise en danger par ce fractionnement des biens en universalités distinctes, auquel s'oppose le principe d'unité du patrimoine. En affirmant que le droit de gage général "ne porte que sur le patrimoine même du débiteur", au lieu d'évoquer, comme les articles 2092 et 2093 du code civil, les "biens" du débiteur, la Cour de cassation lie, implicitement mais avec force, le droit de gage général à cette conception classique du patrimoine.

(P. 103 – N° 114).

وبالنسبة إلى امكانية التنفيذ على مال دون آخر:

"En premier, le droit du créancier ne porte pas sur un élément individualisé du patrimoine, mais sur le patrimoine lui-même qui est en perpétuelle évolution. Le créancier peut d'ailleurs décider de procéder à la saisie de tel bien plutôt que de tel autre, sauf exception légale particulière et, naturellement insaisissabilité".

(P. 100 - N° 109).

وبالنسبة إلى اعتبار القاعدة لا تتعلق بالنظام العام:

"Il est à peine paradoxal de soutenir que le droit de gage général est une prérogative qui relève du droit public ou, plus exactement, dont l'une des conditions principales, place l'Etat entre le créancier et le débiteur, puisque le titre exécutoire est nécessaire pour recourir à la force publique.

"Le droit de gage général apparaît donc beaucoup plus comme un pouvoir d'agir reconnu au créancier par le droit, que comme une garantie.

(P. 103 – N° 112).

ان الحجة القاطعة التي يعطيها Ghestin من أن الدائن له الحرية التامة والحق القاطع في التنفيذ على مال دون الآخر يعني بصورة قاطعة جازمة، ان قاعدة الضمان العام لا تتعلق بالنظام العام.

فطالما ان التنفيذ على اموال المدين هو حق من حقوق الدائن، فلا شيء يمنعه من التنازل عن هذا الحق. ولا نرى كيف يلحق ضرر بالمجتمع اذا تنازل دائن عن حقه بالتنفيذ على مال معين طالما ان بإمكانه التنازل عن الدين بحد ذاته، فكيف يُضار النظام العام في هذه الحالة؟

وبالانتقال إلى بحث الوسائل الآيلة إلى ممارسة حق الارتهان العام، وهي المنصوص عنها في المادة ٢٦٩ موجبات، اعتبرت المحكمة العليا ان هذه الوسائل بحد ذاتها تثبت بأن حق الارتهان العام لا يتعلق بالنظام العام، بدليل ان الدعويين البوليانية وغير المباشرة لم يكنٍ من ضرورة لهما لأن أي عمل يقوم به المدين سيعتبر باطلاً حكماً لأنه ينتقص من هذا الحق.

وما ذهبت اليه المحكمة العليا صحيح قانوناً على ما استقر عليه الرأي.

يطرح الفقيهان الفرنسيان PLANIOL ET RIPERT المسألة بكل وضوح، ويجيبان عليها بالتالي:

"L'art 1166 est – il d'ordre public".

ويجيبان:

"Le débiteur et le créancier, d'accord entre eux, peuvent y déroger. Le créancier peut renoncer à exercer telles actions bien qu'elles ne soient pas exclusivement attachées à la personne. Ce n'est pas là se priver de son droit de gage, mais seulement d'une prérogative accessoire, en s'en remettant à la bonne foi du débiteur. Celui-ci de son coté pourrait accepter qu'un créancier exerçât une action qui

normalement devait lui échapper. L'exception est établie pour sauvegarder son indépendance d'appréciation en certaines matières. Libre à lui de renoncer à cette protection. L'art. 1446 fait d'ailleurs allusion à cette possibilité.

(TR. PR. De DR. CIV. FR. T VII P. 240 n° 906).

وهذا الرأي تبناه السنهوري ايضاً، فقال:

"هذا ويجوز للمدين ان يترل عن حقه في الاعتراض على مباشرة الدائن لدعوى متصلة بشخصه، فقد تقرر الحظر لمصلحته ويستطيع ان يترل عنه اذا شاء. كما يجوز، على النقيض من ذلك، كما سبق القول، ان يشترط المدين على الدائن الا يستعمل حقاً له ولو لم يكن هذا الحق متصلاً بشخصه. فالدعوى غير المباشرة ليست من النظام العام، وانما وضعت قواعدها لمصلحة كل من الدائن والمدين.

(الوسيط – الجزء الثاني ص ٩٦٧ هامش رقم ١)

لم تكتف المحكمة العليا بما قررته لجهة نفي تعلق حق الارتهان العام بالنظام العام، بل اعتبرت أنه "على افتراض ان قاعدة الارتهان العام تتعلق بالنظام العام، فان هذا النظام العام هو من النوع الحمائي للافراد ويمكنهم التنازل عنه".

ولا غبار على ما قالته المحكمة العليا.

فكما سبق واوردنا، ان النظام العام قد يكون مقرراً لمصلحة الافراد، وهو ما يعرف بالنظام العام الحمائي، وفي هذه الحالة ليس ما يمنع التنازل عن هذه الحماية من قبل الافراد شرط ان يحصل التنازل بعد اكتساب الحق وليس قبل ذلك.

وهذا الرأي اصبح مستقراً في الفقه والاجتهاد.

تقول محكمة التمييز اللبنانية في قرارها رقم ٧٩ تاريخ ٢٠٠٣/١٢/١١ منشوراً في العدل ٢٠٠٤ العدد الاول ص ١٢ مع تعليقنا المؤيد:

"وحيث ان الفقه يميز بين نوعين من النظام العام: النظام العام التقليدي أو السياسي الذي يرمي إلى حماية المصالح العليا والبنى الاساسية للمجتمع والحؤول دون انتهاكها من المتعاقدين والنظام العام الاقتصادي أو الحديث الذي يسعى إلى تنظيم تبادل الثروات والخدمات بالحد من الحرية التعاقدية من اجل حماية المتعاقد الضعيف من الاضرار واعادة التوازن إلى علاقته غير المتكافئة مع معاقده القوي.

"وحيث ان مخالفة الانتظام العام المتعلق بالمصالح العليا وحسن سير العدالة في المجتمع تؤدي إلى البطلان المطلق والتي يمكن اثارتها عفواً في حين ان مخالفة الانتظام العام الحمائي أي الموضوع لحماية مصلحة خاصة تؤدي إلى البطلان النسبي ولا يمكن اثارتها الا من قبل الفريق الذي وضع لحمايته.

"وحيث انه يمتنع على الافراد مخالفة قواعد الانتظام العام المتعلق بالمصالح العليا سواء بشكل سابق أو لاحق للتعاقد، كما انه يمتنع عليهم التنازل مسبقاً عن قواعد الحماية التي يضفي عليها القانون طابع النظام العام اذ لا يجوز التنازل عن الحق قبل اكتسابه الا انه يسمح لهم بالتنازل عن المفاعيل المكتسبة لتلك القواعد أو عن تطبيق القانون المتعلق بالنظام العام بعد نشوء الحق بمقتضى احكامه.

(ويراجع ايضاً بهذا المعنى التقرير التمييزي للرئيس حبيب حدثي المتضمن دراسة موسعة حول هذا الموضوع والمنشور في العدل ٢٠٠٣ العدد ٢ و٣ ص. ٧٢).

بعد نقض القرار الاستئنافي، انتقلت المحكمة العليا إلى البحث في اساس التراع ومحوره الكتاب الموقع من الدائنين وبموجبه يصرحان بأن حقوقهما محصورة بالتأمين على العقار ولا يحق لهما تنفيذ قيمة هذا التأمين أو ملحقاته على اموال المدين المنقولة وغير المنقولة الاخرى لأن قيمة التأمين محصورة فقط بالعقار.

وكان يمكن للمحكمة العليا القول، استناداً إلى ما قررته لجهة عدم تعلق قاعدة الارتهان العام بالنظام العام، بأن هذا الكتاب نافذ ويجب العمل به لأن ليس ما يمنع الاتفاق بين الدائن والمدين على مخالفة القاعدة المذكورة.

كما كان يمكن الارتكاز على المادة ٨٥٩ أ.م.م. وهي تنص على حق المحجوز عليه في طلب حصر الحجز الاحتياطي على بعض امواله شرط الا تقل قيمتها عن ضعفي قيمة الدين المحجوز من اجله، ولا يمكن لرئيس دائرة التنفيذ رفض هذا الطلب.

(بهذا المعنى – سرياني وغانم – شرح المادة ٨٩٣ أ.م.م. فقرة ٦).

وما يجوز قضاء يجوز رضاء. بمعنى انه اذا كان للقاضي ان يقرر حصر الحجز، فليس ما يمنع اصحاب الشأن من الاتفاق على ذلك.

والمحكمة العليا توصلت إلى النتيجة ذاتها، وان بتعليل آخر مستفيض ردت بموجبه على بعض ما كان ادلى به الدائن من اسباب وحجج.

وبالنتيجة، ان القرار موضوع التعليق هو من القرارات الكبرى التي تستحق التنويه والتأييد.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الأولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس المنتدب حبيب حدثي (المقرّر) والمستشارتان ربيعة عميش وروزين غنطوس

القرار رقم ٤٧ تاريخ ٢٠٠٩/٧/٩ (نقض)

جورج سعد/ جوزف سركيس

- اجارة – طلب تفسير قرار استئنافي قضى باسقاط حق المستأجر في التمديد القانوني دون الاشارة الى وجوب الاخلاء – رد طلب تنفيذ القرار الاستئنافي من قبل رئيس دائرة التنفيذ لعدم قضائه بالاخلاء وتصديقه من قبل محكمة الاستئناف بحجة وجوب التقيد بمنطوق الأحكام دون استنتاج أو اضافة الزامات لم تتضمنها صراحة – تقديم طلب تفسير القرار القاضي بالاسقاط أمام محكمة الاستئناف مصدرته – صدور قرار عنها باضافة عبارة «الزام المستأجر بالاخلاء» الى الفقرة الحكميّة – الطعن بالقرار التفسيري من قبل المستأجر.

- قرار تفسيري – اندماجه في القرار المفسّر – سريان القواعد الناظمة لطرق الطعن بالقرار المفسّر على القرار التفسيري – قبول الطعن في الشكل.

- تفسير حكم – مفهومه – قرار مبرم بالاسقاط من حق التمديد القانوني لعدم دفع البدلات – تعذر تنفيذ القرار لعدم قضائه بالاخلاء في فقرته الحكميّة – طلب تفسيره – اضافة محكمة الاستئناف عبارة «الاخلاء» في معرض تفسيرها الاسقاط من التمديد – تجاوزها نطاق الدعوى وأصول التفسير – مخالفة القانون – نقض.

- قرار بالاسقاط من التمديد – استناده الى أحكام المادة ١٠ من قانون الايجارات التي تقرن الاسقاط بالاخلاء لدى المطالبة به – قرار واضح لا غموض فيه – رد طلب تفسيره – شطب العبارة المضافة اليه.

- تقرير تمييزي للرئيس حبيب حدثي.

بناءً عليه،

١ – في الشكل:

حيث ان القرار التفسيري يندمج في القرار المفسَّر فتسري عليه، كما ورد في المادة ٢/٥٦٢ أ.م.م. القواعد الناظمة لطرق طعنه، وقد استوفى استدعاء النقض شروطه العامة لهذه الناحية؛

حيث لناحية الشرط الخاص الملحوظ في المادة ٣/٢١ من قانون الايجارات، ولئن اقتصر التعارض بين القرار الاستئنافي والحكم الابتدائي على الاسقاط من تمديد اجارة أحد المحلّيْن المحدّدة وجهة استعماله للتجارة العامة دون الآخر المعدّ للتجارة ومكتبة، إلا ان قبول محكمة التمييز بتشكيل سابق في قرارها رقم ٨٣ تاريخ ٢٠٠٧/١١/٢٩ الطعن بالقرار الأساسي المفسَّر دون التفريق بين المحلّيْن المستقلة اجارة واحدهما عن الآخر، يوجب قبول الطعن بكامل قراره التفسيري بفعل قوّة القضيّة المحكمة للقرار التمييزي المذكور؛

٢ – في سبب النقض الوحيد بجميع تفرّعاته:

حيث وفق المادة ٥٦٢ أ.م.م. معطوفة على المادة ٣٦٦ م.ع. ان تفسير الحكم، وهو غير تصحيحه بتصويب أخطائه وسدّ ثغراته الماديّة الصرف، يقوم على توضيح غموض في عبارته أو تبديد لبس في صياغته، فلا يجوز، في اطار تفسير الحكم، تعديل الالزامات المقضي بها فيه بما يجاوز طلبات الخصوم الأصليّة؛

حيث بعد أن استحصل السيّد جوزف سركيس (المؤجر)، بناءً لطلبه، على قرار مبرم باسقاط حق السيّد جورج سعد (المستأجر) في تمديد عقدي ايجار محلين تجاريّين في عقاره رقم ٢١٩٨ الرميل لعدم دفعه طبقاً للأصول، ورغم الانذار، بدلاتهما، طلب مجدّداً من محكمة الاستئناف تفسير قرارها بعد تعذّر تنفيذه لأنه لم يقضِ بالاخلاء في فقرته الحكميّة؛

حيث بغية قبول الطلب وتقرير "اضافة عبارة الزام المستأنف ضده (المستأجر) بالاخلاء على الفقرة الحكميّة للقرار المفسَّر واجراء هذا التفسير والتصحيح على هامش القرار المذكور"، أوردت محكمة الاستئناف ان

القرار المفسَّر "قضى بالاسقاط من حقّ التمديد لكنّه اغفل ذكر الاخلاء المتوجِّب عليه وهو نتيجة حتميّة للاسقاط، وانه يقتضي تفسير القرار بتوضيح مفاعيله" على النحو المبيّن؛

حيث بتقريرها ذلك في حين ان الاسقاط من تمديد الاجارة، بناء للطلب المقتصر عليه، يزيل عن اشغال المستأجر طابعه الشرعي، ومفهومه واضح جليّ نصّ عليه قانون الايجارات فلا يحتاج الى تفسير أو تصحيح، وهو لا يتماهى بالاخلاء وان مهّد له، تكون محكمة الاستئناف عند حكمها بالاخلاء بمعرض تفسير الاسقاط من التمديد قد تجاوزت نطاق الدعوى وأصول التفسير، فخالفت النصّيْن المبيّنين، مما يوجب نقض قرارها دون حاجة للبحث في ما تبقى من فروع السبب؛

٣- وفي الأساس:

حيث انّ الدعوى جاهزة للحكم فيقتضي فصلها مباشرة عملاً بالمادة ٧٣٤ أ.م.م.، واستناداً الى سبب النقض عينه، ان القرار الأصلي إذ بُني لزوماً عند الاسقاط من التمديد على المادة ١٠ من قانون الايجارات التي تُقرن الاسقاط بالاخلاء لدى المطالبة به، يكون واضح العِبارة والدلالة، لا غموض فيه، فيُردّ طلب تفسيره، وتُشطب العبارة المضافة اليه؛

لهذه الأسباب،

ووفق تقرير الرئيس المنتدب للقاضي حبيب حدثي،

تقرّر:

١- قبول التمييز شكلاً، ونقض وابطال القرار التفسيري رقم ١٢٨٦ الصادر في ٢٠٠٨/١٠/٧ عن الغرفة الثانية عشرة لدى محكمة استئناف بيروت، وشطب العبارة المضافة على هامش الفقرة الحكميّة للقرار المفسَّر رقم ١١٨٨ تاريخ ٢٠٠٥/٧/٤؛

٢- وفي الأساس، ردّ طلب التفسير واعادة التأمين الى المميّز وتضمين المميّز عليه النفقات.

❖ ❖ ❖

تقرير تمييزي

من الاسقاط من التمديد الى الاخلاء تفسير للحكم وتصحيحه أم تعديله؟

بقلم القاضي حبيب حدثي

انّ المقرّر لدى محكمة التمييز القاضي حبيب حدثي،

بناء على قرار الانتداب بترؤّس الغرفة الأولى التمييزيّة الناظرة في قضايا الايجارات،

بعد الاطلاع على الملف رقم ٢٠٠٩/٢ العالق بين المميّز السيّد جورج ميشال سعد (المستأجر) وكيله المحامي .... والمميّز ضدّه السيّد جوزف سركيس (المؤجر) وكيله المحامي ...... بشأن تفسير قرار استئنافي قضى باسقاط حقّ المستأجر في التمديد؛

ولدى التدقيق،

يبدي ما يلي:

I- في الوقائع ومجريات المحاكمة

استحضر مورّث المؤجر امام القاضية المنفردة في بيروت بتاريخ ١٩٩٩/١٢/١٧ المستأجر طالباً إسقاط حقه في التمديد القانوني لإجارة محلّين تجاريّين في العقار ٢١٩٨ الرميل لم يدفع بدلاقما رغم الانذار، سنداً للمادة ١٠ من قانون ٩٢/١٦٠، أحدهما حدّدت جهة استعماله للتجارة العامة والثاني محل تجاري - مكتبة. وأوضح ان العرض الفعلي والايداع في ١٩٩٩/١١/١٣ لقسم من البدلات لا يبرّئ ذمته لأنه حصل لدى الكاتب العدل في الحازمية الذي لا يشمل نطاق دائرته المأجور المنازع عليه الواقع في بيروت.

أصدرت القاضية في ٢٠٠٢/٦/٢٦ الحكم رقم ١٠٧٩ بصحة العرض الفعلي والايداع لأنه جرى لدى الكاتب العدل التابع له مكتب وكيل المؤجر مرسل الانذار كما في السابق، وبردّ طلب الاسقاط من تمديد اجارة محل التجارة العامة لدفع بدله، وباسقاط حق المستأجر في تمديد اجارة المحل التجاري - المكتبة لعدم تسديد كامل بدله وفق ما دأب عليه في السنوات الماضية.

نتيجة استئناف الطرفين للحكم المذكور، وطلب المؤجر الحكم ببطلان العرض الفعلي والايداع واسقاط حق المستأجر في تمديد اجارة المحلّيْن، أصدرت الغرفة الثانية عشرة لدة محكمة استئناف بيروت في ٢٠٠٥/٧/٤ قراراً رقمه ١١٨٨ أجابته فيه الى طلبه لأن نصّ المادة ١٨ من قانون الايجارات الاستثنائي واضح صريح لا يجوز التوسّع في

تفسيره، وهو يشترط لإبراء ذمّة المستأجر أن يجري العرض الفعلي والايداع لدى الكاتب العدل في بيروت الواقع المأجور ضمن نطاقه.

استدعى المستأجر في ٢٠٠٥/١١/٨ نقض القرار المبيّن، دون التطرّق للمادة ١٨ المذكورة، فأصدرت الغرفة الأولى التمييزيّة، بتشكيل مختلف، القرار رقم ٨٣ في ٢٠٠٧/١١/٢٩ برد الطعن أساساً وابرام القرار المطعون فيه.

تقدم المؤجر في المعاملة رقم ٢٢٥٦ بطلب تنفيذ القرار الاستئنافي ٢٠٠٥/١١٨٨ واخلاء المستأجر من المحلّيْن اللذين يشغلهما في عقاره، فأصدر رئيس دائرة التنفيذ في ٢٠٠٨/١/٣ قراراً بردّ طلبه لعدم قضاء الحكم المطلوب تنفيذه بالاخلاء، صدّقته الغرفة الرابعة لدى محكمة استئناف بيروت في ٢٠٠٨/٢/١١ لأنه ينبغي عند التنفيذ التقيد بمنطوق الأحكام دون استنتاج أو اضافة الزامات لم تتضمنها صراحة.

بعد ذلك عاد المؤجر الى الغرفة الاستئنافيّة مصدرة القرار المطلوب تنفيذه طالباً منها في ٢٠٠٨/٣/١٩ تفسيره وفقاً للمادة ٥٦٢ أ.م.م. بتحديد مفاعيل الاسقاط من حق التمديد. فأصدرت في ٢٠٠٨/١٠/٧ قراراً رقمه ١٢٨٦ قضت فيه باضافة عبارة "والزام المستأنف عليه (المستأجر) بالاخلاء" الى فقرته الحكميّة.

القرار التفسيري هذا المبلّغ من المستأجر في ٢٠٠٨/١١/١٨ هو محلّ طعنه الحاضر المقدّم ضمن المهلة في ٢٠٠٩/١/٩، إلا انّه يستثير مسألة مقبوليّته، فلا بدّ من معالجتها تمهيداً للنظر في السبب التمييزي الوارد فيه.

II– في مقبوليّة الطعن

في الأصل القرار التفسيري يندمج بالقرار المفسَّر فتسري عليه القواعد الخاصة بطرق طعنه (مادة ٢/٥٦٢ أ.م.). لا بدّ بالتالي لقبول الطعن التمييزي في قضايا الايجارات أن يتناول قراراً استئنافيّاً يخالف الحكم الابتدائي لناحية الاسقاط من التمديد. فإذا تعدّدت الالزامات في منطوق القرار الاستئنافي جاز الطعن فيه بحدود التعارض وانبرم فيما تجاوزه. القرار موضع التفسير وافق الحكم الابتدائي في اسقاط حق المستأجر بتمديد اجارة القسم المعدّ محل تجاري – مكتبة، وخالفه بالنسبة للمحل الآخر المحدّدة وجهة استعماله بالتجارة العامة ففسخه لردّه طلب اسقاط اجارته وقضى باسقاط الحق في تمديدها. حقّ المستأجر بتمييز القرار المذكور ينحصر بشقّه الأخير. وكذلك حقّه بتمييز قرار تفسيره، فلا يُسمع الطعن في تناوله المأجور الأوّل.

غير ان الغرفة الأولى، بتشكيل سابق، قضت في ٢٠٠٧/١١/٢٩ بقبول الطعن بالقرار المفسَّر دون التفريق بين المحلّيْن. فهل يتمتّع القرار التمييزي المذكور بقوّة القضيّة المحكمة مما يوجب قبول الطعن بالقرار التفسيري بشأن المحلّيْن معاً؟

ربّ قائل ان اعتماد التفريق بين المأجوريْن في النظر بقبول الطعن بالقرار التفسيري لا يرتدي فائدة عمليّة لأنه يلتقي مع قضاء المحكمة العليا في قرارها الأوّل رقم ٢٠٠٧/٨٣. فكما انتهى الى ابرام القرار المفسَّر بالرغم من قبول الطعن به شكلاً، كذلك ان عدم قبول الطعن في شقّ من القرار التفسيري يؤدّي الى ابرام القرار المفسَّر؛ فضلاً عن ان أحداً لم يدفع بقوّة القضيّة المحكمة للقرار التمييزي رقم ٨٣ تاريخ ٢٠٠٧/١١/٢٩.

مثل هذا التعليل لا يمكن الركون اليه، فالمادة ٢/٣٠٣ أ.م. أعطت المحكمة أن تثير من تلقاء ذاتها حجيّة القضيّة المحكمة، ولئن لم يتذرّع المستأجر لقبول طعنه في الشكل بالقوّة المحكمة للقرار التمييزي رقم ٢٠٠٧/٨٣ إلا أنه أرفق صورته باستدعائه التمييزي وأشار اليه في عرضه للوقائع، فيعود للمحكمة أن تعتمده كواقعة وردت في المحاكمة سنداً للمادة ٢/٣٦٨ أ.م. عند بحثها في قبول الطعن بالقرار التفسيري لتأثيره المحتمل عليه. لا بل يتعيّن عليها ذلك لأن القرار التمييزي صدر عن الغرفة الأولى بالذات، وان بتشكيل مختلف، وبين الخصوم أنفسهم، ولأن المادة ٦٤ أ.م. أوجبت عليها ان تثير عفواً دفع عدم القبول عندما يتّصل بالنظام العام فينتج مثلاً عن عدم جواز استعمال طرق الطعن.

يبقى التحقّق من تمتّع القرار التمييزي المذكور بقوّة القضيّة المحكمة عند قبوله الطعن شكلاً بالقرار الاستئنافي المفسَّر.

حجيّة القضيّة المحكوم بها تتوافر للحكم النهائي عندما يفصل نزاعاً قائماً بين الخصوم أنفسهم دون تعديل في موضوعه وسببه. (المادة ٥٥٦ معطوفة على المادة ١/٣٠٣ أ.م.) ويُعدّ نهائيّاً فيما فصله، بحسب المادة ٥٥٣ أ.م.، الحكم الذي يفصل في دفع يتعلق بذلك النزاع.

حجيّة القضيّة المحكمة الناشئة عن منطوق الحكم وأسبابه الداعمة لا تتوقّف على صحّته ولا يؤثّر فيها ما قد يشوبه من عيوب مبطلة أو اغلاط فادحة، فتبقى ملازمة له وان خالف قواعد أساسيّة أو أصوليّة ترتبط بالنظام العام، ما دام لم يُبطل عند الطعن به بسلوك طرق المراجعة المتاحة (المادتان ٦١٣ و٦٦٨ أ.م.).

القرار التمييزي رقم ٢٠٠٧/٨٣ قَبلَ، كما بيّنا، طعن المستأجر في الشكل معتبراً أنه استوفى، الى جانب الشروط

العامة، الشرط الخاص المتعلّق بالاختلاف بين الحكمين الابتدائي والاستئنافي بشأن الاسقاط من حق التمديد القانوني الملحوظ في المادة العاشرة من القانون رقم ٩٢/١٦٠" ثم قضى برده أساساً وابرام القرار المطعون فيه".

قضاء الغرفة الأولى بقبول الطعن شكلاً وفق التعليل المبيّن، هو لازمة ضرورية مهّدت لفصلها الأسباب التمييزية وللخلوص الى ردّها وابرام القرار الاستئنافي في اسقاط المستأجر من حقه في تمديد اجارة المحلّين. القرار التمييزي يتمتّع فيما قرّره لناحية الشكل والموضوع على نحو لا يقبل التجزئة بقوّة القضيّة المحكمة، فلا يعود للغرفة التي أصدرته، وإن تعدّل تشكيل هيئتها لاحقاً أن تخرج عنه في نطاق الدعوى ذاتها بمعرض نظرها في الطعن بتفسير القرار الاستئنافي المنبرم فيما بين الخصوم أنفسهم.

واذا جاز تفضيل القاعدة المنظّمة لطرق الطعن على القرينة القاطعة لقوّة القضيّة المحكمة عند تعارضها معها في نزاعيْن رُفعا الى محكمتين مختلفتيْن، فإنه ينبغي ايثار قوّة القضيّة المقضيّة على ما عداها من قواعد آمرة في الدعوى ذاتها العالقة امام المحكمة. بالتالي لا مفرّ من قبول الطعن بالقرار التفسيري برمتّه دون التفريق بين المأجورين المنازع عليهما وان استقلّ عقد واحدهما عن الآخر.

III– في سبب النقض بتفرّعاته كافة

تحت عنوان مخالفة القانون والخطأ في تفسيره وتطبيقه يبدي المستأجر بشيء من التلعثم والتشتّت والارباك ما فحواه: أنّ القرار الاستئنافي المطلوب تفسيره واضح لا غموض فيه وقد أجاب المؤجر الى طلبه المنحصر باسقاط حق المستأجر في التمديد. فالقرار التفسيري باضافة عبارة إلزام المستأجر بالاخلاء الى فقرته الحكميّة لعلّة ان الاخلاء نتيجة حتميّة للاسقاط خالف المادتين ٣٦٥ و٣٦٦ أ.م. اللتين تفرضان على القاضي الحكم فقط بما طلبه الخصوم. وخالف كذلك المادة ٥٦٢ أ.م. لأن تفسير الحكم لا يعني تعديل الالزامات المقضي بها فيه. وخالف أخيراً المادة ١٠ من قانون ٩٢/١٦٠ التي يستدل من صياغتها وجوب طلب الاخلاء للحكم به وليس استنتاجه من طلب الاسقاط من التمديد. والتطبيق الصارم لتلك المادة على النحو المذكور يتوافق مع مذهب محكمة الاستئناف في تشدّدها المخالف للقانون عندما فرضت لابراء ذمّة المستأجر أن يودع البدلات لدى الكاتب العدل الواقع المأجور ضمن دائرته ورفضت الايداع والعرض الفعلي لدى الكاتب العدل المغطيّة دائرته مكتب المحامي وكيل المؤجر.

الاشكالية المطروحة في الطعن تستدعي البحث فيما اذا كان القضاء بالزام المستأجر بإخلاء المأجور يُعدّ توضيحاً للقرار القاضي باسقاط حقه في تمديد اجارته أم تعديلاً له؟

ذلك ان التفسير يكون بتوضيح الحكم لا بتعديله. فإذا جاز التوضيح امتنع التعديل بمعرض التفسير.

١– تفسير الحكم أي توضيحه

يستفاد من المادة ٥٦٢ أ.م. ان تفسير الحكم يقوم على تبديد ما شابه من غموض أو لبس في العبارة أو الصياغة. فعند وضوح الحكم لا محلّ لتفسيره ولا جدوى منه. فكما العقد الواضح يستدعي التطبيق ويستبعد التفسير تجنّباً لتشويهه بالخروج عن معناه الصريح، كذلك الحكم الواضح يجري تنفيذه دونما حاجة لتأويله بغية التماس مقصد المحكمة منه.

القرار الاستئنافي رقم ٢٠٠٥/١١٨٨ المطلوب تفسيره قضى في منطوقه، بعد فسخ الحكم الابتدائي، باسقاط حق المستأجر في التمديد القانوني لاجارة المحلّيْن موضوع الدعوى.

التمديد القانوني لايجار العقارات المبنيّة – ضمن شروط معيّنة – سمة بارزة طبعت قوانين الايجارات الخاصة المتعاقبة في لبنان، وآخرها قانون ٩٢/١٦٠ الممدد الذي لحظه في مادته الثالثة. القانون حدّد أيضاً المستفيدين منه وحساب بدلاته في الأماكن السكنيّة (المادتان ١٢ و١٣). وبيّن في المقابل تحت عنوان "الاسقاط من حق التمديد" في المادة العاشرة والرابعة عشرة الحالات المؤدية اليه. وأشار في المادة الثامنة عشرة الى طرائق دفع البدلات لتحاشي الاسقاط من حق التمديد.

التمديد القانوني للاجارة منحة خلعها المشترع على المستأجر تعطيه الحق بمواصلة الايجار رغم ارادة صاحب المأجور، فتحوِّل الرابطة التعاقدية الجامعة في الأصل بينهما الى رابطة قانونية تسوِّغ له اشغال المأجور. في المقابل اسقاط المستأجر من التمديد سحب لتلك الرخصة وانحسار السند الشرعي عن ذلك الاشغال، على غرار فسخ الاجارة طبقاً لأحكام القانون العام (مادة ٥٩٥).

الاسقاط من التمديد بالتالي مصطلح قانوني واضح المعالم تعريفه محدد ومفاعيله معروفة. المؤجر استدعى من المحكمة القضاء له به، والمحكمة فيما قضت اجابته الى طلبه. قرارها القاضي بالاسقاط واضح بيّن في عبارته وصياغته. وضوحه يجبّ الحاجة الى تفسيره. يؤكّد ذلك ان المؤجر في طلبه تفسير قرارها رغب الى محكمة الاستئناف ان تكشف له "مفاعيل الاسقاط وكيفية تنفيذه وما اذا كان يؤدي حتماً الى الاخلاء دون الالزام به صراحة".

ما يسعى اليه المؤجر من طلب التفسير ليس بالتالي تبديد غموض في قرار اسقاط المستأجر من حقه في التمديد بابدال عبارة الاسقاط المبهمة بعبارة الاخلاء الأكثر وضوحاً، وانما

ترتيب النتائج على اسقاط حق المستأجر لجهة اخلائه المأجور.

والحقيقة ان الاخلاء المطلوب تدبير واضح الدلالة أيضاً لا يتماهى بالضرورة مع الاسقاط من التمديد. فالاخلاء لغة هو اخراج شيء أو تركه قسراً. على ذلك يكون اخلاء المأجور بتفريغه من محتوياته أو بطرد المستأجر منه أو بارغامه على تركه عند استرداد المالك له كما جاء في المادة ٨ من قانون الايجارات. وقد يتمّ الاخلاء بأمر اداري لضرورات تستدعيها المصلحة أو السلامة العامة، أو كتدبير احترازي عقابي، من ذلك مصادرة المأجور أو اخلائه لخطر تداعيه.

فإذا كان من شأن الاسقاط من التمديد أن يكون سبباً للاخلاء، فالاخلاء لا ينحصر سببه بالاسقاط من التمديد. الاخلاء تدبير إجرائي أسبابه متعدّدة أحدها الاسقاط من التمديد. وكذلك الاسقاط من التمديد اذ يؤدّي الى الاخلاء لا يستدعيه ضرورة ولا ينحصر مفعوله فيه.

فالاسقاط من تمديد الاجارة، على ما أسلفنا، قرار لا ينطوي بذاته على تدبير مادي محسوس يطال الشخص أو المال انما يمهّد له بازالته عن اشغال المستأجر الطابع الشرعي. المستأجر الساقط حقه في التمديد يترل، عند مكوثه في المأجور، مترلة المعتدي على ملك الغير مما يتيح للمؤجر طلب اخلائه دون أن يلزمه به. فقد يختار ابقاءه فيه عند التوافق على تجديد الايجار أو يرغب في مطالبته ببدل اشغال طالما آثر البقاء فيه والى حين تخليته.

الاسقاط من التمديد اذ يعبّد الطريق الى الاخلاء لا يفضي اليه لزوماً من غير مطالبة المؤجر به. بالتالي لا يُقال ان الاسقاط من التمديد عديم المفعول دون اخلاء. وليس من حاجة للحكم بالاخلاء بالتزامن مع الاسقاط من التمديد. وكان بمقدور المؤجر أن يعوّل على القرار المبرم باسقاط المستأجر من حقه في التمديد ليطلب من قاضي العجلة، سنداً للمادة ٢/٥٧٩ أ.م. ازالة تعديه على حقّه في الملكيّة، فيستصدر قراراً بطرده من المأجور. وفي سلوك هذا الطريق اقتصاد بالوقت والنفقات وحصول على المبتغى مباشرة من غير التواء.

أما وانّه لم يصدر قرار باخلاء المستأجر عند اسقاطه من التمديد لانتفاء الطلب، فلا يسع قاضي التنفيذ ان يغيّر في منطوق قرار الأساس ليقضي به نيابة عن محكمة الاستئناف. ولا تثريب على تلك المحكمة في التزام طلب المؤجر بالاسقاط دون الاخلاء. لا بل ان عدم ملازمة الطلب بالاضافة اليه للحكم بما لم يُطلب قد يكون موضع ملامة. وهذا لبّ طعن المستأجر بالقرار التفسيري.

وهن القرار يظهر في تبريره تفسير الاسقاط بالاخلاء. فهو لا يبدّل مفردة مبهمة بأخرى واضحة وانما يجعل من الاخلاء نتيجة حتميّة للاسقاط ويقرّ بالتقصير عند اغفال ذكر الاخلاء المترتّب على الاسقاط فيما ان الحكم بغير أو بأكثر ما طلبه الخصوم ينافي مبدأ سيادهم على الدعوى المدنية والتزام المحكمة الحياد (المادتان ٣١٣ و٣٦٦ أ.م).

ويزيد في تخبّط المحكمة لدى تبريرها تفسير الاسقاط بالاخلاء قولها ان تفسير القرار على هذا النحو يرمي الى توضيح مفاعيل الإسقاط. وكأنّما المحكمة تُستفتى في مسألة نظرية تخرج أصلاً عن مهامها. فضلاً عن ان مفاعيل الاسقاط بديهيّة لا حاجة لها الى توضيح. وخير دليل على تجاوز القرار اطار التفسير انه خلط بينه وبين التصحيح فقضى في منطوقه بتفسير القرار ٢٠٠٥/١١٨٨ وتصحيحه باضافة عبارة والزام (المستأجر) بالاخلاء على الفقرة الحكميّة للقرار (المفسَّر) واجراء هذا التفسير والتصحيح على هامش ذلك القرار.

مسلك المحكمة هذا فيه امعان بالخطأ لم يتنبّه له المميّز (المستأجر) وكان بالامكان توسّله مادة اضافيّة للطعن بالقرار التفسيري بسبب خلطه بين المفهوميْن المذكوريْن.

فالتصحيح غرضه تصويب القرار بازالة ما وقع فيه من أخطاء مادية بحتة (مادة ١/٥٦٠ أ.م.) وليس تعديله باضافة الزامات قانونيّة عليه. واذا جاز عن طريق التصحيح سدّ نقص مادي في القرار سهت عنه المحكمة فذلك مرهون بعدم المساس بمعنى القرار ومداه. والتصحيح يكون بازالة الخطأ المشكو منه وليس بالابقاء عليه، ومن المؤكّد ان المحكمة لا تعتبر قضاءها بالاسقاط خطأ وقعت فيه وإلا لما أبقت عليه. أما تفسيرها الاسقاط بالاخلاء فهو، ان صحّ، لا يستدعي تصحيح القرار، من غير طلب، وتسجيل التفسير على هامش القرار المفسَّر. مثل هذا التدبير ينحصر بالتصحيح ويواكب الحكم المصحَّح على ما ورد في المادة ٣/٥٦٠ أ.م.

في المحصِّلة ان القرار المطعون فيه بتفسيره الاسقاط من التمديد بإخلاء المأجور تجاوز اطار التوضيح الصرف للقرار المفسَّر فهل بلغ فيما قضى به حدّ التعديل المحظور بما يستوجب نقضه؟

٢- تفسير الحكم لا تعديله

غرض التفسير، كما أبدينا، ازالة الغموض عن الحكم الحائل دون فهمه وتنفيذه؛ فلا يصحّ اتخاذ التفسير وسيلة لتعديل منطوق الحكم زيادة أو نقصاناً في حقوق الخصوم والتزاماهم. تفسير الحكم، ومثله تصحيح أخطائه الماديّة الصرف، ينبغي أن يقف عند عتبة حجيّة القضيّة المحكمة الناجمة عنه فلا يتعدّاها. المحكمة باصدارها الحكم تستنفد سلطتها في فصل التراع فتخرج القضيّة من يدها. واذا أجيز لها استثناء أن تعاود النظر فيه لتفسير قرارها المبهم أو تصحيح ما سقط فيه من أخطاء مادية بحتة، فما ذلك الا

تدعيماً لحجيّة قرارها السابق وليس مساساً بجوهر ما قضت به. فإذا لم تقضِ في قرارها السابق بالزامات مادية تستدعي التنفيذ على شخص المدعى عليه أو ماله، فلا يجوز بحجّة تعذّر تنفيذ القرار اضافة مثل هذه الالزامات عليه تحت ستار تفسيره.

الحكم بالاسقاط من التمديد واضح كما قدّمنا فيه اعلان لحالة قضت بها المحكمة حسرت فيها عن المستأجر حقّه المستمدّ من القانون باشغال المأجور لتخلّفه رغم الانذار عن دفع البدلات المستحقّة. هذا الحكم يمكن توسّله لاستصدار قرار بالاخلاء انما لا ينطوي بذاته على مثل هذا التدبير التنفيذي حتى يقال ان ما شابه من غموض جعل تنفيذه متعذّراً. لكن هل يعني ذلك ان الحكم بالاخلاء، عبر تفسير ملتوٍ لقرار الاسقاط من التمديد، فيه مساس بحجيّة قرار الاسقاط؟ في ذلك تكمن دقّة المسألة المعروضة على المحكمة العليا. فطالما ينبغي في تفسير الحكم عدم تقويض حجيّة القضيّة المحكوم بها، بات لزاماً معرفة ما اذا كان القضاء بالاخلاء – (أيّاً يكن توصيفه وكائناً من كان مرجعه والوسيلة المعتمدة لبلوغه) – يشكّل خرقاً لتلك الحجيّة. الجواب سلباً على السؤال المطروح يجعل التفسير المشكو منه، على عواهنه، بمنأى عن الطعن.

وحده الجواب الايجابي عليه يفسح مجال الطعن بالقرار التفسيري.

التسليم الفرضي بأن قرار الاخلاء يخالف قرار الاسقاط من التمديد ويقوّض حجيّته يؤدّي الى نتيجة تجافي المنطق السليم إذ يتيح للمستأجر التحجّج بعدم الحكم عليه بالاخلاء للبقاء في المأجور، فيما ان اسقاطه من حق التمديد يجعل اشغاله اياه دون سند قانوني. والمسألة تجاوز الافتراض النظري وقد توكّأ عليها المستأجر إذ انه، بعد التماس نقض القرار التفسيري، "طلب اعتبار التفسير باطلاً وعدم الاخلاء". وكأن الاخلاء المطلوب يعارض الاسقاط المقضي به بينما هو يلازمه في الواقع ويستدعيه.

والدلالة الدامغة على تجانس الاخلاء والاسقاط جاءت في المادة ١٠ من قانون الايجارات عندما أقرنت في نصّها الاسقاط بالاخلاء. فقد ورد في صدرها بالحرف: "يسقط حق المستأجر بالتمديد ويحكم عليه وعلى من يحل محله قانوناً بالاخلاء..." (في حالات صار تعدادها).

ربط الاخلاء بالاسقاط من خلال استعمال واو العطف يشير الى تكامل المفهومين من غير بلوغ حدّ التماهي. ولا يبدّل في ذلك ورود الاسقاط مجرّداً والاخلاء مسبوقاً بحكم. ويصعب مجاراة المستأجر في اعتماده هذا الفارق بالصياغة لتأويل تلك المادة على انها تشترط صدور حكم بالاخلاء مستقلّ عن الاسقاط في التمديد. مثل هذا المنحى في التأويل يجيز قياساً إقرار الاسقاط من غير حكم لخلو النص من الحكم بالاسقاط. ومن النافل القول ان لا اسقاط من التمديد بغير حكم. كما ان الحكم بالاسقاط وبالاخلاء لا يكون بغير طلب. ولا يصح كما ذكرنا القضاء بالاخلاء لمجرد طلب الاسقاط وتوافر شروطه.

واللافت ان المؤجر ضمّن انذاره المرسل الى المستأجر بدفع البدلات المستحقة وجوب تسديدها ضمن المهلة القانونية تحت طائلة اسقاط حقّه في الاجارة وبالتالي طلب اخلائه من المأجور. واستحضار دعواه أورد بالحرف نصّ المادة ١٠ في اشارته الى الاسقاط من التمديد والحكم بالاخلاء عند عدم دفع البدلات المترتبة رغم الانذار، إلا انه اكتفى بالاسقاط في خانة المطالب وكذلك فعل في استحضاره الاستئنافي غافلاً عن طلب الاخلاء. وحاول أخيراً استدراك اغفاله باللجوء الى آلية التفسير.

ان الحكم بالاسقاط مسند لزوماً الى المادة ١٠ من قانون الايجارات المؤسّسة عليها الدعوى. وقد جاء الاسناد صريحاً في الحكم الابتدائي وكان بمقدور محكمة الاستئناف ان ترد طلب تفسير قرارها لعدم الحاجة اليه، على أن توضح ان قرار الاسقاط أسند الى المادة ١٠ التي نصّت على الاسقاط من التمديد والاخلاء. ومن شأن ذلك أن يبدّد أي التباس في ذهن قاضي التنفيذ.

اما وانها لم تفعل فالمحكمة العليا امام أحد خيارين: الأوّل أن تبدي تشدّداً وصرامة في تطبيق القانون وتنقض القرار التفسيري لمخالفته نطاق الدعوى واحكام التفسير. وفي ذلك زيادة في النفقات وإطالة في التقاضي لا طائل منهما لأن اخلاء المأجور لا بد آت وان بعد حين استناداً الى القرار المبرم بالاسقاط من التمدّيد. تلافي هذه النتيجة يكون في الاشارة، بعد النقض بمعرض التعليل الى المادة ١٠، سنداً للاسقاط، التي تقرنه بالاخلاء.

الخيار الثاني أن تظهر قدراً من التساهل يتجاوز حرفيّة النصوص ويتلاءم مع جوهر التشريع، لأن القرار التفسيري، على عواهنه، لم يمس بقوّة القضيّة المحكمة للقرار المفسَّر بالاسقاط من التمديد. فيُرد الطعن لعدم جدواه باستبدال تعليل القرار الخاطئ.

في ٢٠٠٩/٦/١٨

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الأولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس بو ناصيف والمستشارتان ربيعة عميش وروزين غنطوس

القرار: رقم ٨ تاريخ ٢٠١٠/١/٢٨

ربيع باز/ شاديا أبو سمرا

- اجارة – اسقاط من حق التمديد القانوني لعدم دفع بدلات الايجار – انذار – تضمنه المطالبة بتسديد بدل المثل بعد التأكيد على سقوط حق المستأجر من التمديد القانوني فيه – تضمن القرار المميز بأن عبارة «بدل المثل» في الانذار مكان «بدل الايجار» لا يغير من جوهر المطالبة – تشويه مضمون الانذار بمخالفة المعنى الواضح والصريح الوارد فيه – نقض.

- انذار – عدم استيفائه الشروط المفروضة – المطالبة بجزء من بدل المثل وان جاء مساوياً لبدل الايجار، لا يشكل مطالبة ببدل الايجار إذ لكل منهما مفهوم مختلف – مطالبة لا تستوفي الشروط المفروضة في الفقرة (أ) من المادة ١٠ من القانون رقم ٩٢/١٦٠ – عيب أساسي في الانذار – رد الاستئناف وابرام الحكم الابتدائي.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان استدعاء التمييز ورد ضمن المهلة القانونية وقد استوفى سائر الشروط الشكلية العامة بحسب المادة ٧١٨ أ.م.م.

وحيث ان هناك تعارضاً بين الحكم الابتدائي والقرار الاستئنافي لجهة الاسقاط من حق التمديد مما يجعل القرار المطعون فيه قابلاً للتمييز عملاً بأحكام المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠.

وحيث يقتضي من ثم قبول التمييز شكلاً.

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

أ – في السبب التمييزي الأول:

حيث ان المميز يعيب على القرار المطعون فيه مخالفة الفقرة السابعة من المادة ٧٠٨ أ.م.م. لجهة تشويه مضمون المستندات بذكر وقائع خلافاً لما وردت عليه فيها أو بمناقضة المعنى الواضح والصريح لنصوصها إذ ان المستند الذي قامت عليه هذه الدعوى هو الانذار الموجه اليه والمبلغ منه في ٢٠٠١/٤/١٢ وقد ورد فيه بشكل واضح وصريح تأكيد المدعية على أن اجارته قد سقطت وان ما يستحق لها في ذمته هو بدل اشغال وليس بدل ايجار وان القرار المميز قام بتأويل مضمون الانذار خلافاً لمضمونه الواضح والصريح.

حيث من العودة الى أوراق الدعوى يتبين ان الانذار المبلغ من المميز في ٢٠٠١/٤/١٢ تضمن بشكل واضح مطالبة المميز "بتسديد بدل المثل لقاء هذا الاشغال" وان مبلغ الـ /٢٠٢٣٩٠٦/ ل.ل. "يمثل دفعة على حساب بدل مثل المأجور المشغول منه" ومؤكداً على ان "حقه بالتمديد قد سقط استناداً الى الدعوى رقم ٩٨/٣٨٠٤ واشغاله بالتالي أصبح دون مسوغ شرعي".

وحيث يتبين ان القرار المميز قد أورد "بأن تضمين الانذار عبارة "بدل المثل" بدلاً من "بدل الايجار" لا يغير في الواقع من جوهر المطالبة التي ترمي الى تذكير المستأجر بوجوب تسديد ما استحق عليه من بدلات للمؤجر، كما انه لا يخلق أي التباس في ذهنه حول حقيقة المبلغ المطالب به لأنه من البديهي ان المقصود من هذه المطالبة هي البدلات التأجيرية المستحقة".

وحيث يستفاد مما تقدم ان القرار المميز اعتبر ان المطالبة "بدفعة على حساب بدل مثل المأجور" يشكل مطالبة ببدل الايجار مما يشكل تشويهاً لمضمون الانذار ويخالف المعنى الواضح والصريح الوارد فيه مما يوجب نقض القرار المميز سنداً للفقرة السابعة من المادة ٧٠٨ أ.م.م.

ثالثاً– في مرحلة ما بعد النقض:

حيث انه وبعد النقض تحل محكمة التمييز محل محكمة الاستئناف للنظر في النزاع.

وحيث ترى المحكمة ان الدعوى جاهزة للفصل.

وحيث ان النزاع يتمحور حول مدى توافر شروط الفقرة أ من المادة العاشرة من القانون رقم ٩٢/١٦٠.

وحيث ان الفقرة المذكورة أوجبت ارسال انذار بالبدلات التأجيرية المتوجبة والمستحقة الى المستأجر.

وحيث ان الانذار المعول عليه لاسقاط حق المستأجر بالتمديد تضمن المطالبة "بوجوب تسديد مبلغ وقدره فقط /٢٠٢٣٩٠٦/ ل.ل. يمثل دفعة على حساب بدل مثل المأجور المشغول من المستأنف عليه.... مع اعادة التأكيد على ان حقه بالتمديد قد سقط استناداً الى الدعوى رقم ٩٨/٣٨٠٤ واعتبار اشغاله أصبح دون مسوغ شرعي،

وحيث ان المطالبة بجزء من بدل المثل وان جاء مساوياً لبدل الايجار، لا يشكل مطالبة ببدل الايجار إذ لكل منهما مفهوم مختلف وشروط خاصة به، فلا تستوفي من ثم المطالبة المذكورة الشروط المفروضة بحسب الفقرة أ من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠،

وحيث ان قيام المستأنف عليه بدفع ما هو متوجب عليه من بدلات تبعاً للانذار اللاحق تاريخ ٢٠٠٢/٧/١١ ليس من شأنه أن يغطي العيب الذي اعترى الانذار تاريخ ٢٠٠١/٤/١٢ أو يفضي الى اعتباره مشتملاً على الشروط القانونية المفروضة للانذار والتي تفضي الى الاسقاط من حق التمديد،

وحيث يقتضي من ثم إبرام الحكم الابتدائي لجهة رد الدعوى،

لذلك،

تقرر:

أولاً: قبول التمييز شكلاً.

ثانياً: نقض القرار المميز.

ثالثاً: وبعد النقض، النظر بالدعوى سنداً للمادة ٧٣٤ أ.م.م. وإصدار القرار برد الاستئناف وابرام الحكم الابتدائي.

رابعاً: تضمين المميز ضدها النفقات واعادة التأمين الى المميز.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الأولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس بو ناصيف والمستشارتان ربيعة عميش وروزين غنطوس

القرار: رقم ١٧ تاريخ ٢٠١٠/٣/٢٣

شركة زيوس للملاحة ش.م.م. ورفيقتها/ سامي عبد العفو مومنه ورفاقه

- اجارة – اسقاط من حق التمديد القانوني – استدعاء تمييزي – إدلاء بعدم ارفاقه بأصل الوكالة أو بصورة طبق الأصل عنها مصادق عليها لدى الكاتب العدل – رده لاكتفاء المشترع بالنص على وجوب ابراز صورة عن الوكالة ليس أكثر – طلبات – وضوحها لجهة مضمونها والنتيجة التي ترمي اليها – رد إدلاءات المميز بوجههم حول عدم وضوح الأسباب والمطالب.

- خصومة – تمثيل – ثبوت وفاة أحد المدعين بتاريخ سابق لتاريخ تقديم الدعوى بداية – اقامة الدعوى الابتدائية من عدة أشخاص – العيب الذي يطال أهلية أحد المدعين لا يطال سائر المدعين – قابلية الدعوى للتجزئة – جواز الادعاء من قبل باقي المدعين الذين يملكون ثلاثة ارباع الحصص في الملكية بمعزل عن الشريك المتوفي – سبب تمييزي – قبوله جزئياً فيما خص المدعي المتوفي واعتبار اجراءات المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية باطلة فيما خصه فقط – بقاء القرار المميز قائماً فيما خص باقي المدعين.

- عدم توقيع الحكم المطلوب نقضه بكامل صفحاته – لا نص قانوني يوجب ذلك – اعتبار توقيع الصفحة الأخيرة كافياً – رد السبب التمييزي.

- مناقشة الوقائع والأدلة – عدم تبيان المبدأ أو القاعدة القانونية الواقعة عليهما المخالفة وأوجه هذه المخالفة – رد السبب التمييزي – ابرام القرار المميز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث من ناحية أولى أن المميز بوجههم يدلون بوجوب رد الاستدعاء التمييزي شكلاً لعدم ارفاق وكالات مصادق عليها من الكاتب العدل ولكون الاسباب والطلبات الواردة في فقرة المطالب قد جاءت ناقصة ومعيوبة،

حيث من العودة الى أوراق الدعوى يتبين أن الاستدعاء التمييزي قد أرفق بصورتي وكالتين مسجلتين لدى قسم تسجيل الوكالات في نقابة المحامين،

وحيث ان المادة ٧١٨ أ.م.م. لم تتضمن ما يوجب إبراز أصل الوكالة أو صورة طبق الأصل مصادق عليها لدى الكاتب العدل،

وحيث ان المادة ٢٤٥ أ.م.م. اكتفت بالنص على وجوب ارفاق صورة عن الوكالة بالاستحضار.

وحيث يستفاد مما تقدم ان المشترع لم ينص على وجوب ابراز صورة وكالة مصادق عليها لدى الكاتب العدل،

وحيث ان تسجيل الوكالتين أصولاً لدى نقابة المحامين كاف ليثبت صحة مضمون الوكالتين ويقتضي من ثم رد ادلاءات المميز بوجههم المخالفة لهذه الناحية،

حيث من ناحية ثانية وفيما خص مسألة الطلبات، يتبين ان الجهة المميزة قد حددت الطلبات اللاحقة للنقض وتتمثل بابطال المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية، ومن ثم ابطال الحكمين اللذين ترتبا عليهما وذلك لبطلان تمثيل المرحوم عصام عبد العفو مومنة فيهما، والا تصديق الحكم الابتدائي لجهة رده الدعوى برمتها،

وحيث ان طلب ابطال المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية وتبعاً لذلك ابطال الحكمين اللذين ترتبا عليهما، يشكل بحد ذاته طلباً في الأساس ولا يستدعي التقدم بأية طلبات اضافية وهو واضح لجهة المضمون والنتيجة التي يرمي اليها،

وحيث ان طلب تصديق الحكم الابتدائي لجهة رد الدعوى برمتها يشكل طلباً استطرادياً يوضح ما ترمي اليه الجهة المميزة في حال عدم الاستجابة الى الطلب الأساسي المشار اليه اعلاه وقد جاء واضحاً ولا يشوبه أي غموض فيقتضي من ثم رد ادلاءات الجهة المميز عليها المخالفة لهذه الناحية،

حيث من ناحية ثالثة فإن الاستدعاء التمييزي قد ورد ضمن المهلة القانونية وقد استوفى سائر الشروط الشكلية المفروضة،

وحيث ان الشرط المنصوص عنه في الفقرة ٣ من المادة ٢١ من القانون رقم ٩٢/١٦٠ لجهة التعارض بين الحكم الابتدائي والاستئنافي بشأن الاسقاط متوافر أيضاً فيقتضي من ثم قبوله شكلاً،

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

أ – في السبب التمييزي الأول:

حيث ان الجهة المميزة تدلي تحت اطار هذا السبب بوجوب نقض القرار المميز وابطال المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية والحكمين اللذين ترتب عليهما لبطلان وعدم صحة الخصومة والتمثيل بالنسبة الى احد المدعين المستأنفين المرحوم عصام مومنه وذلك لمخالفة احكام التمثيل المنصوص عليها في المادة ٣٧٨ أ.م.م. وما يليها وأحكام المادة ٣٦٣ أ.م.م. وما يليها والمتمثلة بالسير بالدعوى باسمه وهو متوف إذ انه توفي في ٢٠٠٢/١٠/٢١ في حين قدمت الدعوى باسمه في ٢٠٠٤/١/٥،

وحيث ان المميز بوجههم يدلون بأن وفاة المدعي عصام مومنه بتاريخ أسبق لتقديم الدعوى بداية يستتبع نظرياً ابطال اجراءات المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية وما نتج عنهما حصرا بوجهه دون ان يطال ذلك الابطال باقي أطراف النزاع إذ انهم يملكون الأغلبية المطلوبة لادارة المأجور بمعزل عن المرحوم عصام مومنه فلا يكون لوفاته أي تأثير على مجريات الدعوى والحكمين الصادرين فيها وان ورثته بجميع الأحوال يطلبون تصحيح الخصومة واحلالهم محل مورثهم في القضية الحاضرة وهم يتبنون ويقرون بصحة الاجراءات القانونية في المرحلتين الابتدائية والاستئنافية،

حيث من الثابت ببيانات قرار حصر الارث المرفق بلائحة الجهة المميز عليها ان السيد عصام مومنه قد توفي في ٢٠٠٠/١٠/٢٠ اي بتاريخ سابق لتاريخ اقامة الدعوى في ٢٠٠٤/١/٥،

وحيث ان الدعوى التي تُرفع من شخص ميت تكون باطلة بطلاناً مطلقاً ويعد الحكم الذي يصدر فيها كأنه غير موجود بالنسبة الى هذا الشخص،

وحيث ان الدعوى الابتدائية أقيمت من قبل عدة أشخاص من ضمنهم المرحوم عصام مومنه،

وحيث ان العيب الذي يطال أهلية أحد المدعين لا يطال سائر المدعين نظراً لقابلية الدعوى للتجزئة في هذا المجال ولأنه يصح الادعاء من قبل مالكي ثلاثة أرباع الحصص في الملكية بمعزل عن الشريك المتوفي الذي تقتصر حصته على ٣٠٠ سهم فقط،

وحيث في ضوء ما تقدم، يكون السبب التمييزي المدلى به مقبولاً جزئياً فيما خص أحد المدعين فقط وهو المرحوم عصام مومنه فيقتضي من ثم اعتبار إجراءات المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية باطلة فيما خصه فقط ومن ثم ابطال القرارين الابتدائي والاستئنافي الصادرين بوجهه، ويُرد أيضاً طلب تصحيح الخصومة لعدم صحة تمثيله في الدعوى منذ تقديمها واخراج ورثته من المحاكمة،

وحيث يبقى القرار المميز قائماً فيما خص باقي المدعين، ويصار من ثم الى بحث سائر الأسباب التمييزية بمواجهتهم،

ب – في السبب التمييزي الثاني:

حيث ان الجهة المميزة تدلي تحت اطار هذا السبب بمخالفة القرار المميز أحكام المادة ٤٨٤ أ.م.م. بعقد الجلسة الأخيرة التي فتحت فيها المحاكمة بصورة غير علنية،

حيث من العودة الى محضر المحاكمة الاستئنافية، يتبين ان الجلسة الأخيرة قد جرت مثل سائر جلسات المحاكمة التي سبقتها بصورة علنية إذ تم استحضار كل فريق بصورة علنية،

وحيث اذا لم يرد ما يفيد اجراء الجلسة بصورة غير علنية فإنه تبقى العبرة لما جرى فعلياً وواقعياً ولا يشترط في هذا الاطار ايراد كلمة "علنياً" بصورة حرفية كي يتحقق هذا الأمر،

وحيث يقتضي من ثم رد السبب التمييزي الثاني،

ج – في السبب التمييزي الثالث:

حيث ان الجهة المميزة تدلي بمخالفة القرار المميز أحكام المادة ٥٣٠ أ.م.م. بعدم توقيع الحكم المطلوب نقضه بكامل صفحاته،

حيث ان المادة ٥٣٠ أ.م.م. أوجبت على القضاة توقيع الحكم قبل النطق به ويوقعه الكاتب فور ذلك والا كان الحكم باطلاً،

وحيث ان النص المذكور لم يتضمن أي إلزام بوجوب توقيع كافة صفحات الحكم تحت طائلة البطلان فيكون توقيع الصفحة الأخيرة كافياً لاعطاء المادة ٥٣٠ أ.م.م. كافة مفاعيلها ويُرد من ثم السبب التمييزي الثالث،

د – في السببين التمييزيين الرابع والخامس:

حيث ان الجهة المميزة تدلي بخطأ القرار المميز في تطبيقه وتفسيره لأحكام الفقرة ٢ من المادة ١٢ من قانون ٩٢/١٦٠ المعدل وأحكام الفقرة ٢ (ب) من المادة ٢١ من قانون ٨٣/٢٢ وقوله بالنتيجة ان شركة زيوس ش.م.م. قد تنازلت عن حق ايجارها للمأجور لشركة الشرق للشحن والتجارة ش.م.م. مشوهاً مضمون المستندات المبرزة في الملف بمناقضته المعنى الواضح والصريح لنصوصها الأمر الذي يستوجب نقضه سنداً للفقرة ٧ من المادة ٧٠٨ أ.م.م.

كما تعيب على القرار المميز الخطأ في تطبيق احكام المادة ٣٤٨ م.ع. وذلك في اعتباره ان بدء مرور الزمن يعود الى ١٩٩٥/٣/٢١،

وحيث ان ما أثارته الجهة المميزة تحت اطار هذين السببين انصب على مناقشة الوقائع والأدلة المفضية الى تحديد مدى قيام الشراكة بين الشركتين وعناصر المؤسسة التجارية وتاريخ بدء مرور الزمن ولم يجر بيان المبدأ القانوني أو القاعدة القانونية الواقع عليها المخالفة أو الواقع الخطأ في تطبيقها أو تفسيرها وأوجه هذه المخالفة، كما لم تبين صراحة العبارات الجاري تشويهها بالشكل الذي يمكن محكمة التمييز من إعمال رقابتها مما يوجب رد السببين التمييزيين المذكورين،

وحيث يقتضي من ثم ابرام القرار المميز،

لذلك،

فإنها تقرر:

أولاً: قبول الاستدعاء التمييزي شكلاً.

ثانياً: قبول السبب التمييزي الأول فيما خص المرحوم عصام مومنه ومن ثم اعتبار إجراءات المحاكمتين الابتدائية والاستئنافية باطلة فيما خصه فقط ومن ثم ابطال القرارين الابتدائي والاستئنافي الصادرين بوجهه، ورد طلب تصحيح الخصومة لعدم صحة تمثيله في الدعوى منذ تقديمها واخراج ورثته من المحاكمة،

ثالثاً: رد الأسباب التمييزية كافة بمواجهة سائر المميز بوجههم ومن ثم ابرام القرار المميز،

رابعاً: اعادة التأمين التمييزي الى الجهة المميزة،

خامساً: تضمين الجهة المميزة الرسوم والنفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الأولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس بو ناصيف والمستشارتان ربيعة عميش وروزين غنطوس

القرار: رقم ٢١ تاريخ ٢٠١٠/٤/٨

طانيوس سمعان/ وقف دير الشرفة للسريان الكاثوليك

- اجارة – تحديد موضوع النزاع بمطالب الخصوم الواردة في الاستحضار واللوائح - مطالبة بتنظيم عقد ايجار بشكل استمراراً للاجارة السنوية – وصف العلاقة التأجيرية – دخولها ضمن اطار دعاوى ايجار العقارات المبنية – المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ – نزاع يتمحور حول طبيعة العلاقة التأجيرية – عدم تناوله مسألة الاسقاط من حق التمديد – عدم وجود تعارض بين الحكم الابتدائي والقرار الاستئنافي لناحية الاسقاط – رد التمييز شكلاً لعدم قابلية القرار المميز للطعن به تمييزاً.

بناءً عليه،

في مدى قابلية القرار المميز للطعن به تمييزاً:

حيث ان المميز يدلي بأن موضوع الدعوى هو اجارة موسمية وقد صدر الحكم بالاخلاء على هذا الأساس ولم يكن الحكم اسقاطاً من حق التمديد القانوني فلا يخضع للشروط المنصوص عنها في قانون الايجارات الاستثنائي في حين يدلي المميز ضده بوجوب رد التمييز شكلاً لأن المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ المعدل تتكلم عن الدعوى التي تتناول اجارة ولا تميّز بين الاجارة الصيفية أو السنوية،

وحيث ان موضوع النزاع يتحدد بمطالب الخصوم الواردة في الاستحضار واللوائح،

وحيث ان المدعى عليه المميز طلب في جميع مراحل المحاكمة إلزام المميز بوجهه تنظيم عقد ايجار بشكل استمراراً لايجارته السنوية باعتبار ان اجارته سنوية وتستفيد من التمديد القانوني أي اعتبر انها خاضعة للقوانين الاستثنائية. في حين ان المميز بوجهه طلب اعتبار الاجارة موسمية وترتيب النتائج القانونية على ذلك من اخلاء وسواه،

وحيث ان النزاع يتمحور حول وصف العلاقة التأجيرية القائمة بين فريقي النزاع وما اذا كانت اجارة خاضعة للتمديد ولقوانين الايجارات الاستثنائية أم لا، وهي بذلك تدخل ضمن اطار دعاوى ايجار العقارات المبنية،

وحيث ان الفقرة الثالثة من المادة ٢١ من القانون ٩٢/١٦٠ الممدد نصت على أن الحكم الاستئنافي يقبل التمييز اذا كان ثمة تعارض بينه وبين الحكم الابتدائي لجهة الاسقاط من حق التمديد فقط،

وحيث ان نص المادة ٢١ المذكور آنفاً جاء واضحاً وصريحاً لجهة عدم قبول التمييز الا بشرط مزدوج وهو وجود تعارض بين الحكمين الابتدائي والاستئنافي من جهة ولجهة الاسقاط من حق التمديد حصراً من جهة ثانية،

وحيث طالما ان النزاع يتمحور حول طبيعة العلاقة التأجيرية ولا يتناول مسألة الاسقاط من حق التمديد ولا يوجد تعارض بين الحكمين الابتدائي والاستئنافي لناحية الاسقاط، فيقتضي رد التمييز شكلاً لعدم قابلية القرار المميز للطعن به تمييزاً،

وحيث يقتضي رد ما زاد أو خالف من أسباب أو مطالب لانتفاء الجدوى،

لذلك،

تقرر:

أولاً: رد التمييز شكلاً لعدم قابليته للطعن به تمييزاً،

ثانياً: مصادرة التأمين التمييزي،

ثالثاً: رد ما زاد أو خالف من أسباب أو مطالب،

رابعاً: تضمين المميز الرسوم والنفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الأولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس بو ناصيف والمستشارتان ربيعة عميش وروزين غنطوس

القرار: رقم ٢٣ تاريخ ٢٠١٠/٤/١٥

عبدالله ديب/ عايدة حداد ورفاقها

- اجارة – اسقاط من حق التمديد القانوني سنداً للفقرة (هـ) من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ – قوانين الإيجارات الاستثنائية – خروج عن القواعد العامة في التعاقد – المحافظة على استقرار المستأجر طالما ثبتت حاجته للمأجور – التضييق في تفسير احكامها – تفسير الفقرة (هـ) – رفع الحماية عن المستأجر كلما تيسّر له السكن في منزل ملائم في المدينة أو القرية ذاتها – منع المستأجر من التحايل على القانون.

- مستأجر – تملكه حصصاً شائعة في بناء مؤلف من عدة مساكن – سلطان محكمة الاستئناف المطلق في استثبات الوقائع ووصف البناء الذي يعود للمستأجر حصص فيه وعدد الأقسام التي له حق الانتفاع بها – عدم خضوعها في ذلك لرقابة محكمة التمييز – ثبوت تملك المستأجر ١٢٠٠ سهماً في بناء مؤلف من خمس شقق سكنية، اثنتان منها شاغرتان – امكانية انتفاعه من احداها – عدم مخالفة محكمة الاستئناف احكام القانون – توفر الشرط الأول من الفقرة (هـ) من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ – رد السبب التمييزي – ابرام القرار المطعون فيه.

اذا كان تحقق امكانية المستأجر باشغال شقة سكنية واحدة يستوجب تملكه لحصص فيها لا تقل عن ثلاثة ارباعها، الا ان الأمر يختلف عندما يملك المستأجر حصصاً شائعة في بناء مؤلف من عدة مساكن، فيُعتبر عندئذٍ بمثابة التملك المقصود في الفقرة (هـ) من المادة العاشرة شرط ان تكون الحصص التي دخلت في ملكيته كافية لتمليكه بنتيجة المقاسمة، مسكناً كاملاً وشاغراً في البناء.

بناءً عليه،

في الشكل:

حيث ان الاستئناف التمييزي مقدم ضمن المهلة القانونية ومستوف الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، كما أنه يوجد تعارض بين الحكم الابتدائي والقرار الاستئنافي لجهة الاسقاط من حق التمديد فيكون الشرط الخاص المنصوص عليه في المادة ٢١ من قانون الايجارات ٩٢/١٦٠ الممدد بموجب القانون رقم ٩٣ تاريخ ٢٠١٠/٣/٦ متوافر ما يقتضي قبوله شكلاً.

في الأساس: الاسباب التمييزية

١ – السبب التمييزي المتعلق بالخطأ في تطبيق المادة ١٠ فقرة "هـ" من القانون ٩٢/١٦٠

حيث ان المميّز يدلي تحت هذا السبب ما خلاصته:

إن نص الفقرة "هـ" من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ جاء واضحاً لناحية حتمية وجود شرط توافر ملكية ثلاثة ارباع الاسهم حتى يستطيع المميّز ممارسة حقه في الاختيار وتقرير أية شقة يشغل وانه وفي الحالة التي تتناولها الدعوى الحاضرة فان المميز الذي يملك ١٢٠٠ سهماً فقط يعجز عن ممارسة حقه في اشغال الشقة التي يريدها دون موافقة شقيقه المسبقة لانه لا يملك حق الادارة منفرداً وإن حق الادارة حددته المادة ٨٣٥ موجبات وعقود التي نصت على ان الاقلية من الشركاء مجبرة على قبول القرارات التي تتخذها الغالبية فيما يختصّ – ادارة الشيء المشترك وكيفية الانتفاع به شرط ان يكون للغالبية ثلاثة ارباع المصالح التي يتكون منها موضوع الشركة. واذا لم يكن للغالبية ثلاثة ارباعها فللشركاء ان يلجأوا الى القاضي فيقرر ما يراه أكثر انطباقاً على مصلحة الشركة ... وعلى هذا الاساس فان المميز مجبر على الرضوخ للقرارات التي يتخذها شريكه في الملك شقيقه انطوان بحسب مزاجه ومعارضته لتسليم المميز أي شقة في العقار ١/٤٤٦ التل وان القرار المطعون فيه قد طبق الفقرة "هـ" من المادة ١٠ بشكل خاطئ وخالف المادة ٨٣٥ م.ع. مما يستوجب نقضه لمخالفته الفقرة الأولى من المادة ٧٠٨ أ.م.م.

وحيث ان الفقرة "هـ" من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ نصت على انه يسقط حق المستأجر بالتمديد ويحكم عليه أو على من يحلّ محله قانوناً بالاخلاء اذا انشأ المستأجر بناءً للسكن أو شغر له أو تملك بناء شاغراً يملك ثلاثة أرباعه على الأقل ويكون صالحاً لسكنه ومعادلاً لمستوى المأجور الذي يشغله في المدينة او القرية عينها أو في مكان لا يبعد عن المأجور أكثر من سبعة كيلومترات خطاً شعاعياً...

وحيث ان الحماية التي اراد المشترع توفيرها للمستأجر بقانون استثنائي جاءت إذاً خروجاً عن القواعد العامة في التعاقد ما يستوجب التضييق في تفسيره بحيث يأتلف التفسير مع الغاية التي وضع من أجلها وهي المحافظة على استقرار المستأجر طالما ثبتت حاجته للمأجور، وانه يتبين من نص الفقرة "هـ" المذكورة أعلاه ان المشترع قصد رفع الحماية عن المستأجر كلما تيسّر له السكن في منزل ملائم في المدينة أو القرية ذاتها يملكه أو يملك الحق في السكن فيه دون ان يتعارض هذا الحق مع حقوقٍ سواه، ومن هذا المنطلق يجب تفسير الفقرة "هـ" منعاً لتحايل المستأجر على القانون والاستفادة من حق التمديد القانوني لاجارته وفي الوقت ذاته الاستفادة من ملكه على حساب مالك مأجوره.

وحيث وإن كان تحقق امكانية المستأجر باشغال شقة سكنية واحدة يستوجب تملكه لحصص فيها لا تقل عن ثلاثة ارباعها الا ان الأمر يختلف عندما يملك المستأجر حصصاً شائعة في بناء مؤلف من عدة مساكن فيعتبر عندئذ بمثابة التملك المقصود في الفقرة "هـ" من المادة العاشرة شرط ان تكون الحصص التي دخلت في ملكيته كافية لتمليكه بنتيجة المقاسمة مسكناً كاملاً وشاغراً في البناء.

وحيث ان لمحكمة الاستئناف السلطان المطلق في استثبات الوقائع المادية لجهة وصف البناء الذي يملك فيه المستأجر حصصاً ومقدار هذه الحصص وعدد الأقسام وأوصافها وعدد الأقسام التي يعود للمستأجر حق الانتفاع بها بكل حريّة وبدون منازعة بالنسبة لمقدار الحصص التي يملكها في البناء وذلك دون أن تخضع لرقابة محكمة التمييز.

وحيث ان محكمة الاستئناف قد استثبتت من أوراق الملف في النزاع الحاضر ان المستأنف عليه المستأجر يملك ١٢٠٠ سهماً في البناء القائم على العقار ١/٤٤٦ التل وان هذا البناء مؤلف من خمس شقق سكنية: ثلاث شقق مؤجرة بعقود حرّة وشقتين شاغرتين في الطابق الثاني وانه بالنظر لحصة المستأنف عليه في العقار المذكور فانه يمكن تخصيص له شقة من هذه الشقق توليه حق الانتفاع بها بما يتناسب مع حصته، واعتبرت انه لا يسع المستأجر التمسك بالمادة ٨٣٥ موجبات وعقود في حين يستقل شقيقه الذي يملك نفس حصته في ادارة الملك المشترك بحسب أقواله ويبقى المستأجر مستفيداً من التمديد القانوني ومستفيداً أيضاً من بدلات عقود الايجار للشقق التي يملكها مع شقيقه مناصفة.

وحيث ان محكمة الاستئناف بقولها على ضوء الوقائع التي استثبتتها انه طالما ان حصة المستأجر المستأنف عليه في العقار تخوّله اشغال احدى الشقق الكائنة فيه، تكون ملكيته بالشكل الواردة فيه منتجة لمفاعيلها ويكون الشرط الأول من الفقرة هـ من المادة ١٠ متحققاً تكون قد احسنت في تفسير القانون وتطبيقه ما يستوجب رد السبب التمييزي.

٢ – السبب التمييزي المتعلق بفقدان القرار المطعون فيه الاساس القانوني بحيث جاءت اسبابه الواقعية غير كافية وغير واضحة لاسناد الحل القانوني المقرر فيه:

حيث ان المميز يدلي تحت هذا السبب بما خلاصته:

من خلال مراجعة حيثيات القرار المطعون فيه يتضح ان وقائع الدعوى المادية وظروفها وملابساتها لا تنطبق على نص الفقرة "هـ" من المادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ وتعديلاته لان المميز المستأجر لا يملك حق الادارة التي تفترض ان يملك ثلاثة الارباع في العقار ١/٤٤٦ التلّ في حين أنه لا يملك سوى ١٢٠٠ سهم وبالتالي لا يملك حق الادارة، كما انه جرى تجاوز نص المادة ٨٣٥ موجبات وعقود بشكل فاضح لان شرط توافر الثلاثة أرباع غير متوافر أيضاً في القضية الحاضرة. فان القرار المطعون فيه جاء يتجاوز مضمون النصوص القانونية بافتراضه ان المميز يمكنه اشغال الشقة التي يراها مناسبة لاستعمالها لسكنه الخاص لذلك يكون القرار المطعون فيه الرامي الى فسخ اجارة المميز هو في غير محله القانوني.

وحيث ان المميز لم يبين أوجه النقص المزعومة في ايراد الوقائع اللازمة لأجل الفصل في القانون، كما انه لم يبين أوجه قيام محكمة الاستئناف باستثبات غير

مكتمل للوقائع التي استندت اليها في قرارها المطعون فيه انما اكتفى تحت هذا السبب بالقول ان محكمة الاستئناف خالفت احكام المادة ٨٣٥ م.ع. وان شروط الفقرة هـ من المادة ١٠ غير متوافرة وقد سبق واشار الى ذلك في السبب التمييزي السابق.

وحيث ان محكمة الاستئناف قد أوردت في قرارها اسباباً واقعية كافية وواضحة لاسناد الحلّ القانوني التي توصلت اليه مما يسمح لمحكمة التمييز التحقق من ان محكمة الاستئناف قد طبقت القاعدة القانونية تطبيقاً صحيحاً على وقائع القضية ما يستوجب رد السبب التمييزي لجهة فقدان القرار المطعون فيه الاساس القانوني.

وحيث يقتضي بالتالي رد الاستدعاء التمييزي اساساً وابرام القرار المطعون فيه.

وحيث يقتضي رد الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة لعدم الجدوى.

لذلك،

تقرر:

١ – قبول الاستدعاء التمييزي شكلاً.

٢ – رد الاستدعاء التمييزي أساساً وابرام القرار الاستئنافي المطعون فيه.

٣ – رد الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة.

٤ – مصادرة التأمين التمييزي لصالح خزينة الدولة.

٥ – تضمين المميز الرسوم والمصاريف كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس المنتدب حبيب حدثي (المقرر) والمستشاران جمال الخوري ونزيه شربل

القرار: رقم ٢٠ تاريخ ٢٠٠٧/٣/١ (نقض)

المحامي ج.ع./ شركة اسوريكس للضمان واعادة الضمان

- عقد ضمان على سيارة – سرقتها – مطالبة المضمون الشركة الضامنة بالتعويض – صدور حكم بدائي بالقضاء بالتعويض – فسخه استئنافاً ورد الدعوى لعدم الاختصاص المكاني الإلزامي – نقض القرار الاستئنافي على اعتبار ان قاعدة الاختصاص المذكورة موضوعة لمصلحة المضمون الذي تنازل عن حقه بعد نشوئه – طلب رد الدعوى من قبل الشركة الضامنة لبطلان عقد الضمان والا لعدم ثبوت السرقة ولعدم مطابقة مواصفات السيّارة الفعلية مع القيود المصرّح عنها في بوليصة الضمان.

- عقد ضمان – عقد مبني على صدق المضمون وثقة الضامن بتصريحاته – تصريح – تسجيل السيّارة المضمونة تحت رقم مؤقت لدى شركة الضمان – رقم لم يوضع على السيّارة باشراف مصلحة تسجيل السيّارات والآليات ولم يخصّص بالسيّارة المدعى سرقتها – اقرار المضمون بأنه قام بذاته بوضع الرقم على السيّارة دون ترخيص من مصلحة تسجيل السيّارات – كتم هذا الموضوع على الشركة الضامنة – عنصر جوهري في التعريف عنها عند ابرام العقد – انتفاء قبول شركة الضمان تحمل مخاطر استعمال رقم تسجيل خلافاً للأصول – أهمية صحة واصولية الرقم المعطى للسيارة في تحديد المخاطر المضمونة من قبل الشركة الضامنة – عدم قيام عقد الضمان عند انتفاء موضوعه ببيان الشيء المضمون – وجوب بيان مواصفات السيّارة للتمكن

من ضمانها ولا سيما رقم تسجيلها المعين من قبل مصلحة التسجيل والذي يتيح التعريف عنها للتمكن من تعقبها عند الفقدان او السرقة – سوء نية المضمون – مستفيد – استغلال ثقة الشركة الضامنة بالمستفيد من بوليصة التأمين – توقيع عقد الضمان بواسطة المستفيد ولمصلحته كدائن مرتهن – عدم الاتصال بالمضمون وحصر التعامل مع المستفيد – عدم جهل المضمون والمستفيد أهمية ترقيم السيّارة والآلية المتبعة لتجهيزها برقم مؤقت – استغلال الثقة يعتبر من قبيل التعامل غير الصادق الموازي لسوء النية – قبول دفع الشركة الضامنة ببطلان عقد الضمان وعدم توجب التعويض.

- سرقة – عدم توفير الدليل على حصولها – رد الدعوى.

بناءً عليه،

حيث تبيّن ان شركة اسوريكس للضمان واعادة الضمان ش.م.ل. (الشركة الضامنة) اصدرت في ١٩٩٧/٣/١١ بوليصة ضمان رقم ٢٠٢٠٥ باسم السيّد ج. ع. (المضمون) لتغطية جميع الاضرار بما فيها السرقة التي قد تتعرّض لها سيّارة مرسيدس ٥٠٠ قوة احصنة ٤٧ طراز سيدان ١٩٩٣ رقم الهيكل WDB1400701A170747 رقم المحرك 1199701203527 رقم التسجيل 1148031/L (رقم مؤقت) جهة الاستعمال خصوصي، اعتباراً من ١٩٩٧/٢/٢٦ وحتى ١٩٩٨/٢/٢٦؛ وجاء في ملحقها انّ تعويض السرقة المحدد بـ ٨٥% من قيمة السيّارة المقدّرة بـ ٨٠,٠٠٠/د.أ. يحوّل بصورة باتة الى السيد جورج رزق (المستفيد) بصفته دائناً مرتهناً وبحدود دينه اصلاً وفائدة؛ وانّ المضمون تقدّم في ١٩٩٧/٥/٣٠ من مخفر انطلياس بشكوى ضد مجهول لسرقة تلك السيّارة في المحلّة المذكورة، ثم استحضر الشركة في ١٩٩٧/١١/٢١ امام الغرفة الخامسة لدى محكمة الدرجة الاولى في بيروت لالزامها بأن تدفع له مبلغ ثمانين الف د. أ. مع الفائدة من تاريخ الاستحضار وحتى الدفع الفعلي؛ وانّ المحكمة قضت في ٢٠٠١/٣/١٣ بالزام الشركة بأن تدفع للمضمون مبلغ ٦٨٠٠٠/د.أ. مع الفائدة القانونيّة؛ وان الغرفة الثالثة لدى محكمة استئناف بيروت قرّرت في ٢٠٠٤/٤/١ بطلب من شركة الضمان فسخ ذلك الحكم وردّ الدعوى لعدم الاختصاص المكاني الالزامي المنصوص عنه في المادة ١١٠ أ.م. المثارة عفواً بعد وضعها قيد المناقشة؛ وانّه صار نقض القرار الاستئنافي في ٢٠٠٥/١٢/٨ لأن قاعدة الاختصاص المنوّه عنها ترمي الى حماية المضمون فيعود له التنازل عن حقه فيها بعد نشوئه وعند اقامته الدعوى الراهنة؛

حيث ادلت الشركة طعناً بالحكم الابتدائي، ودفعاً للدعوى الرامية الى الزامها بتعويض الضمان، بوجوب ردّها لبطلان عقد الضمان سنداً للمادتين ٩٨٢ م.ع. أو ٢٢٠ م.ع. والا لعدم ثبوت السرقة وانتفاء القيمة الشرائيّة للسيّارة المضمونة وعدم مطابقة مواصفاتها الفعليّة مع القيود المصرح عنها في بوليصة الضمان، فيقتضي العرض لهذه المسائل تباعا؛

اوّلاً – في بطلان عقد الضمان

حيث تبدي الشركة ان المضمون امدّها عن سوء نيّة بمعلومات كاذبة واخفى عنها معلومات صحيحة تتعلّق بالرقم المؤقّت لتسجيل السيّارة، كما اوهمها بشرائها بالتقسيط من المستفيد عميلها مما جعلها تسيء تقدير موضوع الخطر وتوافق على اجراء التأمين؛ فيما يؤكّد المضمون على حسن نيّته وعلى تزويده الشركة بالمستندات الحقيقيّة، وعلى علمها بالرقم المؤقّت لتسجيل السيّارة، ويشير الى ان التسجيل، كما ملكية السيّارة، ليس عنصراً ضروريّاً لاجراء التأمين؛

حيث يُعدّ عقد الضمان من عقود حسن النيّة لأنّه مبني على صدق المضمون وعلى ثقة الضامن بتصريحاته لتعذّر التحقّق من صحتها في الغالب عند ابرام العقد؛ وقد اظهر المشترع تشدّداً في معاقبة المضمون على سوء نيّته فأوجب عليه البند الثاني من المادة ٩٧٤ م.ع.، عند عدم وجود لائحة بأسئلة محدّدة، ان يبادر الى اطلاع الضامن بوضوح عند ابرام العقد على جميع الاحوال التي تمكنه من تقدير الاخطار، فاذا ثبت ان المضمون تعمّد الكذب أو الكتمان في تصريحه، وكان من شأن ذلك ان يبدّل موضوع الخطر أو يخففه في نظر الضامن، وان لم يؤثر في وقوع الطارئ فعلياً، جاز للضامن بحسب المادة ٩٨٢/١-٢-٣م.ع. المطالبة بابطال العقد والاحتفاظ بالاقساط المدفوعة؛

حيث يقتضي بالتالي في تطبيق تلك الاحكام على النزاع ان يكون المضمون قدّم عن قصد بياناً كاذباً بشأن رقم تسجيل السيّارة المضمونة أو عمد الى التكتّم حيال وضعه فجعل الشركة تسيء تقدير الخطر المضمون، ويتعيّن على الشركة للتحلّل من موجب دفع التعويض ان تثبت كذب البيان وتأثيره على تقديرها الاخطار وقصد تضليلها منه؛

١- في عدم صحّة التصريح

حيث ان وثيقة الضمان المسندة اليها الدعوى الصادرة لتغطية سيارة المرسيدس ٥٠٠ بيّنت مواصفاتها المذكورة سابقاً ومنها التالي تحت خانة ارقام وحروف التسجيل: "1148031L Provisional Nb2" مما يعني انّ السيّارة المضمونة جرى تسجيلها تحت ذلك الرقم المؤقت، وقد اكّد المضمون في كافة اطوار المحاكمة على صحّة تلك المعلومة التي صار نقلها الى الشركة وجرى ابرام عقد الضمان على اساسها؛

حيث بالفعل اوجب قانون السير ان تُزوّد كل سيّارة يُراد وضعها في السير بلوحتيّن تعرفان بلوحتين التسجيل تحملان رقم التسجيل المعيّن لها من دائرة تسجيل السيّارات والآليات، وحظّر تركيب لوحات غير تلك المرخّص بها من الدائرة المذكورة التي تتولى تقديمها بعد اخضاع السيّارة للمعاينة الميكانيكيّة وتسجيلها بناءً لتصريح مرفق بالاوراق الثبوتية، وتسلّم الدائرة صاحب السيّارة رخصة سير تتضمّن فيما تتضمّنه رقم التسجيل المخصص بها (المواد ٩٩ – ١٠١ – ١١١ – ١١٦ – ١١٧)؛

حيث ان غرض تزويد السيّارة بلوحتين للتعريف بها وبرخصة سير لقيادتها ينطبق كذلك على الحالة التي لم يتم فيها استعمال السيّارة بعد ويُراد تسييرها على الطرق بقصد التجربة أو لتصديرها الى الخارج (مادة ١٠٢ – ١٠٣)، فتعطي المصلحة شركات السيّارات وتجارها، واستثناء الافراد، عدداً من لوحات التجربة والترانزيت لاستعمالها عند الحاجة وضمن شروط صارمة ولمدد محدودة (المادتان ١٠٤ و١٠٥) كما تسلّم رخصاً خاصة بتلك اللوحات (مادة ١ و٤ من القرار ١٧ تاريخ ١٩٩٦/٣/٢٥)؛

حيث في السياق ذاته يعود لمصلحة تسجيل السيّارات تسليم وكيل مصانع السيّارات، بغية تسجيل السيّارات الجديدة الموضوعة في السير لأوّل مرة، عدداً من اللوحات مخصّصة حصراً به مع رخص سير مؤقتة لمدّة عشرة ايام غير قابلة للتجديد تسري اعتباراً من تاريخ وضع السيّارة في التجوّل بعد اجراء معاملات البيع (قرار ١١٧ تاريخ ١٩٦٩/٣/٢٤)؛ وقد افاد رئيس هيئة ادارة السير في ٢٠٠٦/٩/١ بالاستناد الى القرار المذكور والقرار رقم ٨٣ تاريخ ١٩٩٤/٢/١٠ ان رخص السير المؤقتة لا تجيز اجراء اية معاملة على السيّارات، ومدة استعمال اللوحة المؤقتة هي عشرة ايام لاخراج السيّارة من الشركة المستوردة والسير بها على الطرقات إلى حين انجاز معاملات تسجيلها وتُعتبر ملغاة حكماً بانقضاء مدة العشرة ايام المحددة لصلاحيّتها؛

حيث وفقاً للنصوص المبيّنة المرعية بتاريخ اجراء عقد الضمان ان لوحات السيّارات على تنوّعها ينبغي ان تُعطى من مصلحة تسجيل السيّارات والآليات مرفقة بترخيص لتسيير الآليات المخصّصة لها مما يؤكد ارتباط الرقم بالسيّارة والرخصة بمعرفة المرجع المختص المولّج اعطاءها ويتوافق مع قيوده؛

حيث بالتالي ان تصريح المضمون للشركة بالرقم المؤقّت المشار اليه للسيّارة المطلوب ضمانها يفيد ان الرقم صادر عن مصلحة تسجيل السيّارات والآليّات وفقاً للشروط القانونيّة، لوضعه على السيّارة المحدّدة مواصفاتها في عقد الضمان، مما يسوّغ اصدار بوليصة الضمان وفقاً لتلك المعطيات؛

حيث تبيّن، خلافاً لما ذكر، ان الرقم المؤقت ١١٤٨٠٣١ لم يخصّص بسيّارة المرسيدس ٥٠٠ موضوع النزاع ولم يجر ربطه بها في قيود المصلحة ولم يقترن برخصة سوق لها ولم يوضع عليها باشرافها وفقاً للاصول، ولا قيد لتلك السيّارة في سجلات المصلحة منذ التاريخ المعلن لادخالها الاراضي اللبنانية عام ١٩٩٣، وقد اقرّ المضمون انه تولّى بذاته وتلقائياً وضع ذلك الرقم الجاري على ملكيّته؛

حيث ان مبادرة المضمون في ترقيم السيّارة المضمونة من غير ترخيص مصلحة تسجيل السيّارات كُتمت على الشركة فلم تكاشف بتلك المعلومة الخاصة المتعلّقة بعنصر جوهري في التعريف على السيّارة عند ابرام العقد اذ اقرّ بها للمرة الاولى عند استجوابه بداية؛

حيث لا يبدّل في واقعة جهل الشركة لتلك المعلومة بتاريخ التعاقد تذرع المضمون بما ورد في افادة مصلحة تسجيل السيّارات وعلى لسان ممثل الشركة بشأن الرقم المؤقت وملف السيّارة؛

حيث في الافادة الاولى تاريخ ١٩٩٨/٤/١٦ الصادرة عن رئيس المصلحة بناءً لطلب الشركة المحوّل بواسطة النيابة العامة الاستئنافية ورد ان السيّارة رقم ١١٤٨٠٣١ هي من نوع مرسيدس ٢٣٠ صنع ١٩٧٨ مسجّلة على اسم حسن خليل النبكي بتاريخ ١٩٩٣/٧/٣ وهي متوقفة عن السير بتاريخ ١٩٩٧/٣/٣، وتحمل رقمي هيكل ومحرك مغايرين لرقمي الهيكل والمحرّك المصرح بهما المدونين على بوليصة الضمان؛

حيث تعزّزت هذه المعلومات في الافادة الثانية المؤرّخة ٢٠٠٠/٥/٢٣ المرفقة بتقرير الخبير المكلّف

من المحكمة الاطلاع على قيود السيّارة، فقد بيّنت ان سيارة المرسيدس ٢٣٠ حاملة اللوحة رقم ١١٤٨٠٣١ كانت مملوكة حتى ١٩٨٨/٨/١٧ من حسن علي خليفة؛

حيث ان الافادة المعطاة من المصلحة بتاريخ ١٩٩٩/٥/١٥ بناء على طلب المضمون اكّدت على المعلومات السابقة، وان اضافت "ان الرقم ١١٤٨٠٣١ مسجّلة شاغرة على اسم المحامي ج. ع." من غير ان تبيّن تاريخ تحويل هذا الرقم اليه؛

حيث بالتالي بات من الثابت ان الرقم ١١٤٨٠٣١ هو رقم نهائي كان مخصصاً بسيّارة تختلف عن السيّارة المضمونة ومملوكة من غير المضمون، وان حفظ هذا الرقم، على فرض صحّته، على اسم المضمون لا يحوّله الى رقم مؤقت ولا يخوّل المضمون استعماله بتعليق لوحته على أية سيارة يرتئيها دون ترخيص مصلحة تسجيل السيّارات؛

حيث ان قول ممثل الشركة لدى استجوابه انه اطّلع على ملف السيّارة ووجد عبارة رخصة سير مؤقتة لا يوفر الدليل على ان ملف السيّارة تضمن المعلومة المكتومة التي انكشفت بعد اقامة الدعوى، فالقصد منه كان، كما اردف بعد ذلك، ضرورة شطب عبارة التسجيل المؤقت عند اجراء التسجيل النهائي.

حيث بجهل الشركة عند التعاقد ملابسات تجهيز، السيّارة المضمونة برقم لوحة تسجيلها، لا يمكن ان يُنسب اليها تأييد العيب الناشئ عن استعمال الرقم خلافاً للاصول وقبول تحمُّل مخاطر استعماله وهو ما نفته غير مرّة؛

٢- وعن تأثير التصريح المغلوط في تقدير الخطر

حيث ان الاشكاليّة المطروحة في هذا الاطار لا تتعلّق بنقل ملكية سيارة قبل تسجيلها، فالمشتري يكتسب ملكيّتها بمجرد الاتفاق مع البائع على البيع والثمن (مادتان ٣٧٣ و٣٩٤ م.ع) والتسجيل غرضه سريان العقد على الغير (مادة ٢٧١ قانون السير)؛ ولا تتعلّق كذلك بجواز اجراء تأمين على سيّارة من غير صاحبها المثبتة ملكيّته في قيودها الرسمية، فالمادة ٩٦٠ م.ع. تجيز لكل شخص له مصلحة في المحافظة على شيء ان يعقد له ضماناً؛ وانما ترتبط الاشكاليّة بالاهميّة التي يعلّقها الضامن على صحة واصولية الرقم المعطى للسيّارة في تحديده المخاطر المضمونة؛

حيث ان عقد الضمان الرامي الى الزام الضامن بتعويض المضمون لقاء قسط يستوفيه منه عن الضرر الناشئ عن تعرّض ماله لبعض الاخطار المحتملة، يفترض تحديد موضوعه ببيان الشيء المضمون والمخاطر المغطاة، فلا يقوم العقد بانتفاء موضوعه؛

حيث لا خلاف على ان تحديد محل الضمان بدقّة يرتدي اهمية بالغة في نظر الضامن لأنّه يحدّد مدى التزامه؛

حيث ان ضمان سيّارة ضد السرقة يستدعي بالتالي بيان مواصفاتها ومن بينها بصورة اساسيّة الى جانب لوحة المصنع وتتضمّن رقم الطراز المتسلسل للسيارة مضروباً على هيكلها والرقم المتسلسل لمحركها مثبتاً فيه، لوحتي التسجيل اللتين تحملان رقم التسجيل المعين للسيّارة من قبل مصلحة التسجيل لتثبيتهما في المقدّمة والمؤخّرة، وهي معطيات تكشف هويّة السيّارة ولا بد من توافرها لوضعها في السير؛

حيث لا بد بالتالي من ان يكون للسيارة رقم حقيقي مُعطى لها اصولاً من الدائرة المختصة كما تقدّم بعد التحقّق من شرعية وضعها، يتيح التعريف بها ويسهل تعقّبها عند الفقدان أو السرقة؛

حيث يكتسي الرقم المخصّص اصولاً بسيارة وما يوفره من ضمانة لسلامة وضعها القانوني اهميّة بالغة بالنسبة للشركة الضامنة مخاطر سرقتها لا سيّما في مثل حالة السيّارة محل النزاع، ان بالنظر لطرازها الذي اجمع الطرفان على انه مرغوب فيه مما يعرّضها للسرقة أو التداول غير المشروع، ام بالنظر لوجودها على ما يظهر منذ عام ١٩٩٣ أي قبل اربع سنوات من عقد الضمان ودون قيد لها على الاراضي اللبنانية؛

حيث ان هذه المخاطر المحيطة بالسيّارة في وضعها وظروف استعمال لوحتها خلافاً للاصول، كان من شأنها لو عرفت بها الشركة ان تصرفها عن ضمان سرقتها؛ وقد اكد ذلك ممثل الشركة لدى استجوابه حين اوضح ان سياسة الشركة تميّز بين السيّارة المسجّلة في النافعة والسيّارة غير المسجلة، وتجري تأميناً على الاولى لأنها تكون قد خضعت لفحص دقيق وصار التثبت من مواصفاتها والارقام المدوّنة عليها وصحة اوراقها، ولو عرفت ان السيّارة غير مسجّلة لما وافقت على عقد تأمين عليها"؛

٣- وعن سوء نيّة المضمون

حيث من الثابت ان المضمون لم يتّصل مرّة ومباشرة بالشركة فقد لجأ الى السيد جورج رزق صاحب معرض للسيّارات المستعملة الذي اعتاد التعامل معها منذ فترة طويلة بتأمين السيّارات المباعة منه بالتقسيط لمصلحته والذي سلك هذا المنحى على مألوف

عادته مع سيارة السيد عطاالله، فهو الذي هاتف الشركة لابرام العقد وقام بدفع قسط الضمان وحُرِّر الايصال باسمه، كما ذكر في البوليصة على انه المستفيد من التعويض بحدود دينه على المضمون وذلك بخط عريض ظاهر ورد في ملحقها؛

حيث اوضح المستفيد كذلك لدى استجوابه "ان شركة السيّارات تعطي الشاري رخصة مؤقتة ونمرة سيارة لعشرة ايام يجري تجديدهما عند التأخر في التسجيل ويحصل الشاري على رقم جديد عند اتمام التسجيل؛ وان شركة الضمان تجري تأميناً على سيارة ذات رقم مؤقت بحسب الثقة، وهي تستقبل جميع بوالص التأمين الواردة بواسطتي سواء كنت انا البائع ام لا؛ كما اوضح انه ارسل لاحقاً الى الشركة صك البيع وشهادة الجمارك ولم يزوّدها بأية تفاصيل غير ذلك "باعتبار اني اتعامل معها كثيراً ويوجد ثقة متبادلة بيننا"؛

حيث اكّد ممثّل الشركة على كامل الثقة الذي يربطها بالمستفيد فأوضح انه "مؤمن عندنا منذ فترة طويلة ويوجد ثقة متبادلة بيننا وعنده معرض سيارات ويجري تأميناً عليها باسم الاشخاص الذين يشترونها ولمصلحته"، ومن دلائل الثقة انه لم يكن يجري أي تصوير وكشف على السيّارات الموجودة عنده والمؤمن عليها لدى الشركة، وانه طلب هاتفياً من ممثل الشركة عند تعرّض سيارة المضمون لحادث في معرضه الموافقة على تصليحها في المكان المعهود وتسهيل مهمة المضمون لأن وقته ضيّق ولا يستطيع الذهاب الى الشركة" وقد تمّ له ما اراد؛

حيث لم تكن الشركة لتجري عقد ضمان على السيّارة مباشرة مع المضمون من غير الاطلاع، كما صرّح ممثلها، على دفترها للتأكّد من تسجيلها ومصدرها ووجود قيود لها في النافعة بالنظر للمخاطر الكبيرة التي تلازم طرازها؛

حيث تلافياً لأي استفسار مؤكّد أو رفض متوقّع لضمان السيّارة، عمد المضمون بمشاركة المستفيد الى استغلال الثقة القائمة بين هذا الاخير والشركة للحصول على تغطية لسيارته وفق التعامل السائد بينهما منذ فترة طويلة، فكان توقيع عقد الضمان بواسطة المستفيد ولمصلحته كدائن مرتهن والتعامل الحصري معه بكافة شؤونها دون أي اتصال بالمضمون الذي صرّح ان "لا مشكلة لي اذا اعطوا المبالغ (اي تعويض الضمان) لجورج رزق وانا اجري محاسبة معه".

حيث انّ المستفيد كما المضمون – وهما من الممتهنين كل في مجال عمله احدهما في الاتجار بالسيّارات والآخر في التعاطي بالقضايا القانونية – لا يجهلان اهمية ترقيم السيّارة والآلية المعتمدة لتجهيزها برقم مؤقت وعدم اعتماد هذه الآلية في القضية الراهنة، فيكون التصريح به للشركة الضامنة دون تنبيهها الى ملابسات وضعه بإستغلال الثقة القائمة بين المستفيد والمضمون، من قبيل التعامل غير الصادق الموازي لسوء النية والذي بدّل تقدير الاخطار في نظر الضامن، مما يجعل دفع الشركة ببطلان عقد الضمان وعدم توجّب التعويض في محله القانوني؛

ثانياً – وفي سرقة السيّارة المضمونة

حيث فضلاً عما تقدّم، ان استحقاق تعويض الضمان يتوقف على حصول الطارئ وتحقق الخطر المضمون، فيتعيّن على المضمون توفير الدليل على سرقة السيّارة المضمونة المبيّنة مواصفاتها في البوليصة؛

حيث ان ما يفرّد السيّارة من بين مثيلاتها من الطراز ذاته هو الارقام المخصصة في ما يُعرف بلوحتي المصنع والتسجيل وتتضمنان رقمي المحرّك والهيكل ورقم القيد نهائياً كان ام مؤقتاً المعطى لها من مصلحة تسجيل السيّارات والآليات؛

حيث سبق البيان على ان سيارة المرسيدس ٥٠٠ موضوع النزاع لم تُزود اصولاً من المصلحة المختصة برقم التسجيل المؤقت الذي اشير اليه في بوليصة الضمان؛

حيث تبيّن كذلك من الافادة الصادرة من المديرية العامة للجمارك بتاريخ ٢٠٠٢/١/٣٠ بناءً على احالة مكتب مكافحة جرائم السرقات الدولية ان رقم التسلسل السنوي ٩٣/١٥٨٨١ المثبت على الشهادة الجمركية ١٦٩٢٩٨ المبرزة في الملف على اساس انها تعود لسيارة المرسيدس موضوع النزاع والمتضمنة رقمي هيكلها ومحركها المدرجيْن في وثيقة الضمان واسم المستورد الذي باعها من المضمون، يعود حقيقة "للشهادة الجمركية رقم ٢٢٠٠٩٧ المنظمة بسيّارة ماركة GMC Jimmy موديل ٩٣ مستوردة من قبل شركة رسامني ويونس، فلا يمكن بالتالي التواكل على شهادة الجمرك العائدة لسيارة المرسيدس بياناً لترقيم لوحة صنعها لا سيما وانه تبين ان بائعها ملاحق من الحق العام بجرم تزوير؛

حيث تبيّن ايضاً من الافادة الصادرة عن وكيل شركة مرسيدس بنز الام في المانيا بتاريخ ٢٠٠١/١١/١٩ وبعد مراجعتها ان رقم الهيكل المعطى في بوليصة الضمان لسيارة المرسيدس ٥٠٠ لا وجود له؛

حيث في ضوء ما تقدّم يستحيل الجزم بوجود سيارة مرسيدس ٥٠٠ طراز ١٩٩٣ تحمل ارقام الهيكل والمحرك والتسجيل المعرفة عنها في وثيقة الضمان ٢٠٢٠٥ من ضمن مواصفات السيّارة المضمونة، ولم يوفّر المضمون أية بينة تقوّض تلك الاثباتات؛

حيث بثبوت عدم وجود سيارة بالمواصفات المذكورة في وثيقة الضمان لا يكون من محل لسرقتها، مما يستبعد حصول الطارئ الموجب للضمان؛

حيث سواء لبطلان عقد الضمان أو لعدم ثبوت سرقة السيّارة المضمونة تكون الدعوى الرامية الى الزام شركة الضمان بالتعويض عنها مردودة، ويُبطل الحكم الابتدائي القاضي بخلاف ذلك دونما حاجة لبحث سائر ما ادلي به خلاف ما تقدّم أو زيادة عليه؛

لهذه الاسباب،

وعطفاً على قرار النقض رقم ٥ تاريخ ٢٠٠٥/١٢/٨ تقرّر:

١- ابطال الحكم رقم ٢٤٧ الصادر في ٢٠٠١/٣/١٣ عن الغرفة الخامسة لدى محكمة الدرجة الاولى في بيروت.

٢- ردّ الدعوى وتضمين المميّز المدعي نفقات المحاكمة.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس راشد طقوش والمستشاران جمال الخوري وسمير عقيقي

القرار: رقم ١٣ تاريخ ٢٠١٠/٣/٤

محفوظ سالم بن محفوظ/ سعاد الشامي ورفاقها

- تمييز – قرار نهائي مطعون فيه – عطفه على قرار اعدادي صادر عن المحكمة ومتضمن خلاصة ما قدمه الفرقاء من طلبات واسباب دفاع او دفوع وادلة وحجج – قرار مطعون فيه – رده الدعوى بعد البحث بالتفصيل بالموضوع كما حُدد بالاستئناف – بحث في مدى قانونية سحب ثلاثة شيكات ومدى وجود تواطؤ بين المميز عليهما – تعليل كافٍ مسند الى تقرير الخبير المعيّن استئنافاً – بحث القرار المطعون فيه موضوع النزاع وفقاً لما هو محدد بداية وفي ضوء الاستئناف – عدم بحث أحد المطالب لانتفاء الموضوع – لا يشكل اغفالاً في بحث أحد المطالب – تبيان الأسباب الملائمة للمسائل المطروحة وإيجاد حل لها – ادلاء المميز بتطبيق القرار المطعون فيه قاعدة قانونية خلاف القاعدة الصحيحة – عدم تطرق القرار المميز الى المسألة التي يدعي المميز ان القرار تطرق لها – رد ادلاءاته – رد التمييز وابرام القرار المطعون فيه.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان المميز تبلّغ القرار المطعون فيه بتاريخ ٢٠٠٩/٦/٢٤ وتقدّم باستدعاء التمييز الراهن بتاريخ ٢٠٠٩/٨/١٨ فيكون التمييز وارداً ضمن المهلة القانونية.

وحيث ان استدعاء التمييز جاء مستوفياً كافة شروطه الشكلية فهو مقبول شكلاً.

وحيث بالنسبة لما اثارته المميز عليها لجهة عدم انطباق الأسباب التمييزية المدلى بها على نص المادة ٧٠٨ أ.م.م. فانها تبحث لدى بحث الاسباب التمييزية.

ثانياً – في الأساس:

حيث ان المميز ادلى بعدة اسباب تمييزية لنقض القرار المطعون فيه يقتضي بحثها.

السبب الأول: مخالفة القانون والاصول الجوهرية لا سيما المادة ٥٣٧ أ.م.م.

حيث ان المميز يدلي بأن القرار المطعون فيه إكتفى بالاشارة الى تاريخ ورود اللوائح والى الطلبات الواردة في خاتمتها واغفل خلاصة ما ورد في هذه اللوائح من أسباب واقعية وقانونية ومن أسباب ودفوع وطلبات كما لم يبين خلاصة ما قدمه الخصوم من ادلة خاصة الادلة التي ادلى هو بها والحجج القانونية التي أوردها وقد خالف القرار المطعون فيه ما تفرضه المادة ٥٣٧ أ.م.م. بفقرتيها ٩ و١٠ اضافة الى ذلك ان القرار المميز حصر النزاع بنقطتين الأولى بمدى قانونية سحب الشيكات الثلاثة والثانية بمسألة التواطؤ المدلى بحصوله بين سعاد الشامي ومحمد شري ولم يبحث بقية الأسباب القانونية المدلى بها ولم يتطرق الى المواد المثارة منه لا سيما المواد ١٢٢ و١٢٣ و١٢٧ م.ع. ولم يأخذ القرار المميز بما فرضته الفقرة ١٢ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. لجهة اسباب الحكم وفقرته الحكمية واكتفى برد الدعوى دون أي تعليل ودون الاشارة الى موضوع الدعوى.

وحيث ان المميز عليه محمد شري ادلى بأن القرار المطعون فيه أورد اقوال وطلبات الفرقاء وبحث بموضوع النزاع وهو يتعلق بالشكات الثلاثة فلا يكون قد خالف احكام المادة ٥٣٧ أ.م.م.

وحيث يستفاد من مجمل ادلاءات المميز الواردة ضمن هذا السبب ان ما يعيبه على القرار المطعون فيه هو مخالفته احكام الفقرات ٩ و١٠ و١٢ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. وهذا يدخل ضمن مخالفة القانون وفقاً للفقرة أ من المادة ٧٠٨ أ.م.م.

وحيث وفقاً للفقرة ٩ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. يجب ان يتضمن الحكم خلاصة ما قدمه الخصوم من طلبات واسباب لها ومن اسباب دفاع أو دفوع ووفقاً للفقرة ٩ من نفس المادة يجب ان يتضمن الحكم خلاصة ما استند إليه الخصوم من الادلة والحجج القانونية.

وحيث يتبين من القرار المطعون فيه انه عطف على القرار الاعدادي الصادر بتاريخ ٢٠٠٨/٤/٣.

وحيث يتبين من القرار الاعدادي تاريخ ٢٠٠٨/٤/٣ أنه اورد خلاصة ما قدمه الفرقاء من طلبات واسباب لها ومن اسباب دفاع او دفوع وخلاصة ما قدموه من ادلة وحجج كما وردت في الاستحضار الاستئنافي المقدم من المميز عليها سعاد الشامي والاستحضار الاستئنافي المقدم من المميز عليه محمد شري مع الاشارة الى ان المميز لم يقدم في هذه المرحلة اي جواب على الاستئناف.

وحيث يتبين من القرار المطعون فيه انه اشار الى لائحة المميز تاريخ ٢٠٠٩/٢/١٠ تعليقاً على تقرير الخبير وأورد القرار المطعون فيه خلاصة ما قدمه المميز في هذه اللائحة من اسباب دفاع ودفوع وحجج قانونية فأشار الى طلب المميز الرجوع عن القرار الاعدادي لانه يسعى الى اثبات الهبة بشهادة الشهود خلافاً لنص المادة ٢٥٤ أ.م.م. ولأن القول بوجود هبة يخالف نص المادة ٥٠٤ م.ع. واشار الى ان الخبير اكد ان السيدة سعاد الشامي هي من وقعت قبالة "اسم الموقع" فوق تاريخ ١٩٩٣/٣/٦ واورد ان المميز لم يكن في لبنان بالتاريخ المذكور كما أدلى بذلك وانه لا يوجد أي مستند أو أمر خطي صادر عنه يجيز سحب المبلغ من حسابه وانه لا يجوز سحب أي شيك مصرفي من حساب مفتوح لدى المصرف بمجرد طلب شفهي واشار القرار المطعون فيه الى تكرار المميز لاقواله وطلباته.

وحيث ان ادلاءات المميز بخصوص حصر القرار المطعون فيه بمسألة سحب الشيكات والتواطؤ لا يتعلق بما ورد في الفقرتين ٩ و١٠ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. بل يتعلق بالأساس.

وحيث تكون ادلاءات المميز بخصوص الفقرتين ٩ و١٠ مستوجبة الرد.

وحيث بالنسبة للفقرة ١٢ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. التي ادلى المميز بمخالفة القرار المطعون فيه لاحكامها فانها تنص على انه يجب ان يتضمن القرار المطعون فيه اسباب الحكم وفقرته الحكمية.

وحيث ان ما يعيبه المميز على القرار المطعون فيه هو الاكتفاء برد الدعوى دون أي تعليل او أية اشارة الى موضوع الدعوى.

وحيث يتبين من القرار المطعون فيه انه قرر فسخ الحكم البدائي ورد الدعوى بعد ان بحث بالتفصيل بالموضوع كما حُدد بالاستئناف وهو مدى قانونية سحب

الشيكات الثلاثة وهو موضوع الدعوى الأساسية كما وردت في الاستحضار البدائي ومدى وجود تواطؤ بين المميز عليها وفقاً لادلاءات المميز الواردة في الدعوى البدائية.

وحيث خلافاً لأقوال المميز فأن القرار المطعون فيه لم يرد الدعوى بدون تعليل بل علّل تعليلاً كافياً مستنداً لما ورد في تقرير الخبير المعين استئنافاً خاصة بالنسبة للتعامل الذي كان جارياً بخصوص تنفيذ بعض العمليات بمجرد تعليمات المميز الشفهية واطلاع هذا الأخير على حساباته وعدم اعتراضه على سحب المبلغ موضوع الدعوى ولا على طريقة سحبه وخلص بعد هذا التعليل الى اعتبار ان سحب الشيكات الثلاثة موضوع النزاع تمّ وفقاً للاصول المتبعة آنذاك.

وحيث لا يكون القرار المطعون فيه قد خالف احكام الفقرة ١٢ من المادة ٥٣٧ أ.م.م.

وحيث تكون ادلاءات المميز بخصوص مخالفة القرار المطعون فيه احكام الفقرات ٩ و١٠ و١٢ من المادة ٥٣٧ ا.م.م. مستوجبة الرد ويقتضي تبعاً لذلك رد السبب التمييزي الأول لعدم قانونيته.

السبب الثاني: نقض القرار المميز عملاً بالمادة ٧٠٨ فقرة ١ و٢ أ.م.م. لجهة مخالفة أحكام البند ١٢ والفقرتين ما قبل الأخيرة من المادة ٥٣٧ أ.م.م. وفقدان الاساس القانوني لانتفاء وعدم صحة أو كفاية التعليل.

حيث ان المميز يدلي بأن القرار المطعون فيه جاء فاقداً التعليل او ناقصه بصورة شاملة فضلاً عن الخطأ فيما أورده من أساس واقعي وقانوني وموجز وخاطئ بحيث جاءت النتيجة معيوبة.

وحيث ان المميز عليه محمد شري يدلي بأن القرار المطعون فيه ارتكز على موضوع الدعوى وهي الشكات الثلاثة ولم يخالف احكام البند ١٢ والفقرتين ما قبل الأخيرة من المادة ٥٣٧ أ.م.م.

وحيث بالنسبة لادلاءات المميز بخصوص احكام البند ١٢ من المادة ٥٣٧ أ.م.م. فان المحكمة بحثت هذا الأمر ضمن السبب الأول وتوصّلت الى نتيجة مفادها ان القرار المميز لم يخالف احكام البند ١٢ وانه علل تعليلاً كافياً النتيجة التي توصل اليها.

وحيث بالنسبة لمخالفة احكام الفقرتين ما قبل الأخيرة فان الاولى منها تتعلق بالبيانات الواردة في الارقام ٢ و٦ و٩ و١٢ وقد ردت المحكمة على ما ورد في الفقرات ٩ و١٠ و١٢ لدى بحثها السبب الأول.

وحيث بالنسبة للفقرة ما قبل الأخيرة من المادة ٥٣٧ أ.م.م. فأنها تنص على انه يجب ان يتضمن الحكم أيضاً تحت طائلة البطلان حلاً لجميع المسائل المطروحة من الخصوم وان يبين الاسباب الملائمة لذلك.

وحيث يتبين من القرار المطعون فيه انه اشار الى ان موضوع النزاع يتمحور حول نقطتين الأولى مدى قانونية سحب الشيكات الثلاثة الحاصل بتاريخ ١٩٩٣/٣/٦ والثانية مسألة التواطؤ المدلى بحصوله بين سعاد الشامي ومحمد شري وما ورد في القرار المميز لهذه الجهة في محله وذلك في ضوء مطالب وادلاءات المميز الواردة في استحضاره الابتدائي ولوائحه الجوابية اذ ان موضوع النزاع كما عرض بداية يتعلق بسحب الشيكات الثلاثة وبالتواطؤ بين المميز عليهما الشامي وشري.

وحيث يتبين من القرار المطعون فيه انه بحث بمسألة مدى قانونية سحب الشيكات الثلاثة وتوصل الى نتيجة مفادها بأن سحب الشيكات الثلاثة موضوع النزاع تمّ وفقاً للأصول المتبعة آنذاك وورد طلب المميز باستعادة المبلغ المطالب به وفي ضوء هذه النتيجة لم يبحث بموضوع التواطؤ لأنه اصبح بدون موضوع.

وحيث يكون القرار المطعون فيه قد بحث بموضوع النزاع وفقاً لما هو محدد بداية وفي ضوء الاستئناف المقدم من كل من المميز عليهما الشامي وشري.

وحيث بالنسبة للمواد ١٢٢ و١٢٣ و١٢٧ م.ع. المدلى بها بداية فان المستأنفين لم يتعرضا لها في استئنافهما كما ان المميز نشر هذه المواد استئنافاً.

وحيث اضافة الى ذلك ان المميز استند في استحضاره البدائي الى المادة ١٢٧ م.ع. لالزام المطلوب ادخاله البنك المتحد للسعودية ولبنان بأن يدفع له مبلغ المآية الف دولار اميركي موضوع الشيكات الثلاثة وذلك في حال عدم تمكنه من تحصيل المبلغ من المدعى عليهما (المميز عليهما).

وحيث يتبين من الدعوى الابتدائية ان المدعي (المميز) رجع عن الدعوى بالنسبة للبنك المتحد للسعودية ولبنان وتم تدوين الرجوع بالحكم الابتدائي وبالتالي اصبحت المادة ١٢٧ م.ع. بدون موضوع ولم يعد من حاجة لبحثها من قبل محكمة الاستئناف.

وحيث بالنسبة للمادتين ١٢٢ و١٢٣ م.ع. فانهما متعلقتان بطلب المميز الرامي لالزام المميز عليهما بأن يدفعا له مبلغ المآية الف دولار أميركي اذ انه طالبهما

بأن يدفعا له مبلغ عشرة آلآف د.أ. كتعويض لـه سـنداً للمادتين ١٢٢ و١٢٣ م.ع. والمحكمة المطعون بقرارها ردت طلب المميز المتعلق بالماية الف دولار أميركي وبالتالي لم تعد من فائدة لبحث الطلب المسند الى المادتين ١٢٢ و١٢٣ م.ع. لانتفاء الموضوع.

وحيث يستفاد من كل ما تقدم ان المحكمة المطعون بقرارها لم تخالف احكام الفقرة ما قبل الأخيرة من المادة ٥٣٧ أ.م.م. لانها بحثت بالمسائل المطروحة واوجدت لها حلاً وبينت الاسباب الملائمة.

وحيث بالنسبة لفقدان الاساس القانوني فان المميز لم يبين كيف جاء القرار المطعون فيه فاقداً اساسه القانوني مما يقتضي معه رد ما ادلى به بهذا الخصوص.

وحيث يقتضي في ضوء ما تقدم رد السبب التمييزي الثاني لعدم قانونيته.

السبب الثالث: فقدان الاساس القانوني لجهة عدم كفاية وعدم صحة ووضوح الاسباب التي استند اليها القرار المطعون فيه للحل القانوني الذي قرره.

حيث ان المميز يدلي بأن استحضار الدعوى البدائية تضمن بصورة مستفيضة اساس الدعوى الحاضرة القانوني والقرار المطعون فيه طبّق على الوقائع التي استثبتها قاعدة قانونية خلاف القاعدة الصحيحة لان الدعوى محصورة بالمطالب الواردة فيها والقرار المميز تكلم عن تواطؤ وبحث في هذه المسألة ولم يطلب منه أحد الخصوم ذلك فتكون المحكمة اخطأت في تطبيق عملية التواطؤ على تطبيق قواعد اعادة مبلغ المال وعدم ملاءمة الاسباب يعتبر بمثابة فقدان للاساس القانوني.

وحيث ان فقدان الأساس القانوني للقرار المطعون فيه يتوفر وفقاً للفقرة ٦ من المادة ٧٠٨ أ.م.م. اذ جاءت اسبابه الواقعية غير كافية أو غير واضحة لإسناد الحل القانوني المقرر فيه.

وحيث يستفاد من مجمل اقوال المميز ان ما يعيبه على القرار المطعون فيه ويعتبره فاقداً أساسه القانوني هو تطبيقه قاعدة قانونية خلاف القاعدة الصحيحة وذلك من خلال بحثه بمسألة التواطؤ غير المثارة من أي فريق وتطبيقه هذه القاعدة على قواعد اعادة مبلغ المئة ألف دولار أميركي وهو الطلب الأساسي بالدعوى.

وحيث بصرف النظر عما اذا كان تطبيق قاعدة دون أخرى على موضوع معين يدخل ضمن فقدان الاساس القانوني أم لا فان من يراجع القرار المطعون فيه يتبين له انه لم يبحث في التواطؤ بل اشار صراحة الى ان هذه المسألة اصبحت دون موضوع بعد النتيجة التي توصل اليها ويبدو أن الأمر اختلط على المميز بين الحكم البدائي الذي بحث بالتواطؤ بصورة مفصلة وبين القرار المطعون فيه الذي لم يبحث هذه المسألة.

وحيث تكون ادلاءات المميز الواردة ضمن هذا السبب مستوجبة الرد لعدم قانونيتها.

وحيث يقتضي بعد رد كافة الاسباب التمييزية رد التمييز وابرام القرار المطعون فيه ومصادرة التأمين وتضمين المميز الرسوم والمصاريف والاتعاب وعدم الحكم بعطل وضرر لانتفاء ما يستوجب ذلك قانوناً.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

قبول التمييز شكلاً ورده أساساً وابرام القرار المطعون فيه ومصادرة التأمين وتضمين المميز الرسوم والمصاريف والاتعاب وعدم الحكم بعطل وضرر لانتفاء ما يستوجب ذلك قانوناً.



محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس راشد طقوش والمستشاران جمال الخوري وسمير عقيقي

القرار: رقم ١٦ تاريخ ٢٠١٠/٣/١١

بول الخوري/ فرنسبنك ش.م.ل.

- تمييز – مطالب – طلب تصحيحها – ورود طلب التصحيح ضمن لائحة مقدمة بعد انقضاء مهلة التمييز – تصحيح غير مقبول.

- استدعاء تمييزي – مطالب – طلب رد الاستئناف بالأساس ورد دعوى المميز عليه برمتها – طلبات

متناقضة على اعتبار ان المميز هو من قدّم الاستئناف – طلب رد الاستئناف يعني طلب تصديق الحكم البدائي – تناقض في المطالب – رد التمييز شكلاً للتناقض في المطالب الموازي لعدم وجود مطالب.

بناءً عليه،

حيث ان المميز تبلغ القرار المطعون فيه بتاريخ ٢٠٠٣/٢/١٨ كما يتبين من وثيقة التبليغ المبرزة وقدم إستدعاء التمييز الراهن بتاريخ ٢٠٠٣/٤/١١ فيكون التمييز وارداً ضمن المهلة القانونية.

وحيث ان المميز عليه طلب رد التمييز شكلاً لأن المميز طلب رد الاستئناف في الاساس وهو الذي استأنف الحكم البدائي مما يعني إن المميز يطلب تصديق الحكم الابتدائي لان رد الاستئناف اساساً يعني تصديق الحكم الابتدائي المستأنف.

وحيث ان المميز طلب في لائحته الجوابية تاريخ ٢٠٠٣/١١/١٥ ورداً على ادلاءات المميز عليه تصحيح البند الأول من المطالب الواردة في اللائحة التمييزية (المقصود التمييز) من ثانياً والحكم – ١ – برد الحكم المستأنف والمميز بالأساس ورد الدعوى البدائية برمتها ورؤيتها انتقالاً وفصلها عملاً بالمادة ٧٤٢ أ.م.م.

وحيث يستفاد مما ورد في مطالب المميز الواردة في لائحته تاريخ ٢٠٠٣/١١/١٥ انه لم يتحدث عن تصحيح خطأ مادي وانما عن تصحيح مطالب.

وحيث ان تصحيح المطالب ورد في لائحة مقدمة بعد انقضاء مهلة التمييز لأن المميز تبلغ القرار المطعون فيه بتاريخ ٢٠٠٣/٢/١٨ وقدم التصحيح في لائحة تاريخ ٢٠٠٣/١١/١٥ فيكون التصحيح غير مقبول سنداً للمادة ٥٩ أ.م.م.

وحيث يقتضي في ضوء ما تقدم النظر بمدى قانونية المطالب الواردة في استدعاء التمييز.

وحيث وفقاً للمادة ٧١٨ أ.م.م. يجب ان يوقع استدعاء التمييز من محامٍ في الاستئناف وان يشمل... على بيان القرار المطعون فيه بذكر المحكمة الصادر عنها وتاريخه وبيان اسباب التمييز والطلبات.

وحيث ان الطلبات يجب ان تكون واضحة حتى تتمكن المحكمة من فصلها.

وحيث ان المميز طلب في استدعاء التمييز وضمن البند أولاً قبول التمييز شكلاً وضمن البند ثانياً: النظر بالدعوى بمرحلتها الاستئنافية عملاً بأحكام المادة ٧٤٢ أ.م.م. والحكم:

١ – برد الاستئناف بالاساس ورد دعوى المميز عليه برمتها.

وحيث بصرف النظر عن مدى علاقة المادة ٧٤٢ أ.م.م. بالنظر بالدعوى بمرحلتها الاستئنافية كونها وردت ضمن الاحكام المتعلقة بمداعاة الدولة بشأن المسؤولية الناجمة عن اعمال القضاة العدليين فان مطالب المميز كما وردت متناقضة اذ انه يطالب برد الاستئناف بالاساس علماً بأنه هو الذي قدم الاستئناف مما يعني انه يطالب برد ما ورد في استئنافه وهذا يعني انه يطالب بتصديق الحكم البدائي لان رد الاستئناف في الاساس يعني تصديق الحكم المستأنف ثم طالب المميز اضافة الى رد الاستئناف في الاساس رد دعوى المميز عليه برمتها وهذا مناقض لطلبه الأول مما يعني وجود تناقض في مطالب المميز.

وحيث ان التناقض في مطالب المميز يوازي عدم وجود مطالب لوحدة العلة بينهما اذ في الحالتين لا يمكن للمحكمة ان تعرف بماذا تحكم.

وحيث ان عدم وجود مطالب يؤدي الى رد التمييز شكلاً وهذا يعني ان وجود تناقض في المطالبة يؤدي أيضاً الى رد التمييز شكلاً.

وحيث يقتضي سنداً للمادة ٧١٨ أ.م.م. رد التمييز شكلاً للتناقض في المطالب الموازي لعدم وجود مطالب.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

رد التمييز شكلاً للاسباب الواردة اعلاه ومصادرة التأمين وتضمين المميز الرسوم والمصاريف والاتعاب.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس راشد طقوش
والمستشاران جمال الخوري ونزيه شربل (المقرر)
القرار: رقم ٢٥ تاريخ ٢٠١٠/٣/٣٠

عدنان ابراهيم ورفيقه/ جورج اليازجي

- مشاجرة وتضارب – كسور في الجسم ونزيف في العين – خضوع المميز عليه لعمليات جراحية في العين – فقدان نظر كامل في العين المصابة – عطل كامل ودائم بنسبة مئة بالمئة – حكمان صادران عن المحكمة العسكرية – دعوى مدنية – المطالبة بالتعويض عن الاضرار – صدور حكم بالالزام بالتعويض – تصديقه استئنافاً – طعن تمييزي.

- محاكمة – اختتامها وتعيين موعد لإصدار الحكم – المادتان ٥٣١ و٥٣٢ أ.م.م. – المقصود بكلمة «المحكمة» هو «رئيس المحكمة» – صلاحية رئيس المحكمة منفرداً في تعيين موعد اصدار الحكم، وموعد آخر في حال عدم صدور الحكم في الموعد الأول – عدم مخالفة أحكام القانون بتعديل رئيس محكمة الاستئناف منفرداً موعد افهام القرار الاستئنافي بعد ان بيّن السبب الموجب لذلك – اجراء لم يلحق أي ضرر بأطراف الخصومة – رد السبب التمييزي.

- اختصاص – حكم جزائي – دعوى حق شخصي أمام محكمة الاستئناف للمطالبة بالتعويض من جراء الضرر اللاحق بالعين – المادة ٣٠٥ أ.م.م. – عدم نفي الحكم الجزائي وقوع الفعل وحدوث الضرر – عدم تعرض محكمة الاستئناف لموضوع التجريم – اقرار الحق بالتعويض وتحديد مقداره – عدم مخالفة قواعد الاختصاص الوظيفي أو النوعي – رد السبب التمييزي.

- قاعدة الجزاء يعقل الحقوق – مفهومها – قيام دعوى الحق العام امام المرجع الجزائي ودعوى الحق الشخصي أمام القضاء المدني في وقت واحد – أمر غير متوفر في الدعوى الراهنة – وضع القضاء المدني يده على دعوى الحق الشخصي بعد صدور قرارات جزائية عن المحكمة العسكرية الدائمة وبعد انتهاء دعوى الحق العام – عدم مخالفة قاعدة الجزاء يعقل الحقوق – رد السبب التمييزي.

- حجية القضية المحكمة – صدور قرار جزائي فصل في واقعة ضرب المدعي على عينه وأكد ان لا علاقة للمميزين بالأمر – الحكم بالتعويض الصادر عن القضاء المدني تناول جميع الأضرار اللاحقة بالمدعي وليس بعينه فقط – المادتان ٣٠٤ و٣٠٥ أ.م.م. – حكم جزائي أول لم يناقش مسألة اصابة العين – حكم جزائي ثانٍ ابطل التعقبات بحق المميزين دون نفي وقوع الفعل وحصول ضرر – حكم لا يحول دون ملاحقة المميزين أمام القضاء المدني بدعوى الحق الشخصي – رد السبب التمييزي وإبرام القرار المطعون فيه.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان المميّزين أبلغا القرار الاستئنافي المطعون فيه بواسطة وكيلهما القانوني بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢٦، وأنّ استدعاء التمييز ورد بتاريخ ٢٠٠٩/٧/٢٥، ضمن مهلة الطعن القانونية، وهو مستوفٍ سائر شروطه الشكليّة، فيكون مقبولاً شكلاً.

ثانياً – في الأسباب التمييزيّة:

حيث أنّه يتبيّن من القرار المطعون فيه، أنّ مشاجرةً استتبعها تضارب حصلت بتاريخ ١٩٩٩/٥/٤ بين فريقي النزاع؛ وأنّه بنتيجة المعاينات الطبيّة الحاصلة بتاريخي ١٩٩٩/٥/٤ و١٩٩٩/٥/٥، تبيّن أنّ المميّز عليه (المدعي بدايةً) السيّد اليازجي مصاب بكسر في معصم اليد اليمنى، وبنزيف محدود في الخلط الزجاجي للعين اليمنى ناجم عن صدمة غير مباشرة للعين المذكورة، وبرضوض عامّة منها رضّة على الأنف مع نزيف بسيط؛ وإنّ معاينات لاحقة من قبل أطباء أخصّائيين (بدءاً من ١٩٩٩/٥/١٨) أظهرت تفاقماً في حالة العين اليمنى أخضعَ المميّز عليه بنتيجته لعدّة

عمليات جراحيّة في العين المصابة؛ وأنّه بتاريخ ٢٠٠٤/٣/١٧ وبناءً على إحالة إداريّة الى المستشفى العسكري المركزي، قدّمت اللجنة الطبيّة المؤلفة من البروفسور انطوان خوري والمقدم سامي الخوري تقريرها الذي بيّنت فيه أن المدعي (المميّز عليه اليازجي) يعاني من فقدان نظر كامل للعين اليمنى ناتج عن تعرّضها لضربة قويّة غير مباشرة، وأنّ هذا العطل يُعتبر عطلاً كاملاً ودائماً بنسبة مئة بالمئة؛ وأنّ المحكمة العسكريّة الدائمة في بيروت أصدرت بتاريخ ٢٠٠٠/٤/٣ حكمها الأوّل الذي قضى بحبس وبتغريم المميّزين لاقدامهما على ضرب المميّز عليه وإصابته بكسرٍ في يده وتعطيله شهر ونصف عن العمل؛ وأنّه، وتبعاً للشكوى التي قدّمها المميّز عليه بعد تفاقم إصابة عينه، أصدرت المحكمة العسكريّة حكمها الثّاني في ٢٠٠٤/٦/٤، أبطلت بموجبه التعقبات بحقّ المميّزين لعدم توفّر عناصر المادة /٥٥٧/ عقوبات؛

وتبيّن أنّ المميّز عليه السيد اليازجي تقدّم بالدعوى الحاضرة للمطالبة بالتعويض عن الأضرار التي لحقت به، فأصدر القاضي المنفرد المدني في حلبا بتاريخ ٢٠٠٧/٢/٢٦ حكمه الذي قضى بألزام المميّزين بأن يدفعا له (للمميّز عليه) مبلغ عشرين مليون ل.ل. كتعويض عن كل ما تسبّبا به بنتيجة ضربهما له من آلام جسدية واضرار نفسية ومعنوية، إن لجهة كسر يده، أم لجهة الأصابة في عينه اليمنى. إستأنف المميّزان هذا الحكم، فأصدرت محكمة الأستئناف القرار المطعون فيه.

عن السبب التمييزي الأول:

حيث أنّ الجهة المميّزة تُعيب على القرار المطعون فيه تحت هذا السبب مخالفة مبدأ العلانيّة، ومخالفة نص المادتين /٥٣١/ و/٥٣٢/ اصول مدنيّة، ذلك أنّ المحاكمة الاستئنافيّة اختتمت في جلسة ٢٠٠٩/٢/٢، وأرجئت الدعوى للحكم الى ٢٠٠٩/٣/٢٦؛ وأنّ رئيس المحكمة عاد وقرّر منفرداً وبتاريخ غير محدّد، ارجاء موعد إفهام القرار الى ٢٠٠٩/٣/١٠؛ وأنّ ما قامٍ به رئيس المحكمة بعد جلسة ختام المحاكمة منفرداً دون باقي الهيئة جاء مخالفاً للقانون لأنّه من جهة أولى لا يحق قانوناً لرئيس المحكمة دون مستشاريه أن يغيّر موعد إفهام القرار، ومن جهة ثانية لأنّه لم يثبت في المحضر تاريخ صدور القرار الذي غيّر موعد إفهام الحكم، كما أنّ قرار رئيس محكمة الاستئناف الذي استبدل بموجبه موعد إفهام الحكم خالف نصّ المادتين /٥٣١/ و/٥٣٢/ أ.م.م. إذ أنّ القرار لم يصدر عن كامل هيئة المحكمة، وان المادة /٥٣٢/ تنصّ على الأرجاء، أي التأخير، وليس التقريب،

ولكن؛

حيث أنّ المادة /٤٩٨/ أصول مدنيّة نصّت على أنّه بعد انتهاء المرافعات يقرّر رئيس المحكمة إختتام المحاكمة ويعيّن موعداً لأصدار الحكم في مهلة لا تتجاوز ستة أسابيع؛ وفي حال عدم إصداره في الموعد المعيّن يجب عليه (تعليق من قبل هذه المحكمة: أي على رئيس المحكمة منفرداً) تعيين موعد آخر لذلك يبلغ من الخصوم،

وحيث أن المادتين /٥٣١/ و/٥٣٢/ اصول مدنيّة تنصّان على جواز النطق بالحكم – في الجلسة – عقب انتهاء المرافعة، أو تأجيل إصداره الى جلسة أخرى قريبة تحددها المحكمة، وعلى الأجراء المتبع إذا اقتضت الحال تأجيل إصدار الحكم مرّة ثانية، بحيث تصرّح المحكمة بذلك في الجلسة مع تعيين اليوم الذي يكون فيه النطق بالحكم وتبيّن اسباب التأجيل في المحضر؛

وحيث أنّ المقصود بكلمة "المحكمة" الواردة في المادتين /٥٣١/ و/٥٣٢/ أ.م.م. هو "رئيس المحكمة"، انطلاقاً من صراحة نصّ المادة /٤٩٨/أ.م.م. الذي أولى رئيس المحكمة منفرداً صلاحيّة تعيين موعد إصدار الحكم، وتعيين موعد آخر في حال عدم صدور الحكم في الموعد الأوّل،

وحيث أن رئيس محكمة الاستئناف المطعون بقرارها، بتعديله منفرداً موعد إفهام القرار الاستئنافي بعد أن بيّن السبب الموجب لذلك، لا يكون قد خالف المادتين /٥٣١/ و/٥٣٢/ أ.م.م. لهذه الجهة.

وحيث أنّه لا يوجد في القانون ما يحول دون إمكانية تقريب موعد إفهام الأحكام، وأنّ الصلاحيّة في هذه الحالة تكون أيضاً لرئيس المحكمة،

وحيث أنّ هذا الأجراء لم يُلحق، ولم يكن بالأمكان أن يلحق أيّ ضرر بأطراف الخصومة أو بفئة منهم، طالما أنّ مهلة الطعن لا تسري قانوناً الاّ من تاريخ تبليغ القرار، فلا تكون ثمّة مخالفة للقانون؛

وحيث أنّ الجهة المميزة لم تبيّن كيف خالف القرار المطعون فيه مبدأ العلانية، فيهمل إدلاؤها لهذه الجهة،

وحيث أنّه يقتضي بالتالي ردّ السبب الأول لعدم قانونيته.

عن السبب التمييزي الثاني:

حيث أنّ المميّزين يُعيبان تحت هذا السبب على القرار المطعون فيه تشويهه للوقائع ولمضمون المستندات، ذلك أنّ محكمة الاستئناف أوردت في متن الصفحة (٧) من قرارها أنّه لم يصر في الحكم الصادر عن المحكمة العسكريّة الدائمة في بيروت في ٢٠٠٠/٤/٣ "الى مناقشة الأصابة اللاحقة بعين الشاكي أو حتى الاشارة اليها لا من قريب ولا من بعيد..."؛ وأنّ هذا التعليل شوّه الوقائع ومضمون المستندات لا سيّما منها حكم المحكمة العسكرية الصادر بتاريخ ٢٠٠٠/٤/٣ وما واكبه وسبقه من جلسات واستجوابات وتحقيقات تشكّل وحدة متكاملة هي ملف القضيّة،

ولكن،

حيث أنّ التشويه، وكما عرّفته الفقرة (٧) من المادة /٧٠٨/ أ.م.م. يتمّ بذكر وقائع خلافاً لما وردت عليه في المستندات، او بمناقضة المعنى الواضح والصريح لنصوصها،

وحيث، وبالعودة الى الحكم الصادر عن المحكمة العسكرية الدائمة بتاريخ ٢٠٠٠/٤/٣، يتبيّن أنه لم يتطرّق بأيّ شكل كان الى موضوع الأصابة التي لحقت بعين المميّز عليه؛ فلا تكون محكمة الاستئناف المطعون بقرارها قد شوّهت مضمون هذا الحكم، عندما أوردت الحيثيّة المشار إليها علاه، والتي جاءت مطابقة لمضمون الحكم المذكور، وغير متناقضة معه،

وحيث أنّ محاضر جلسات المحاكمة التي جرت أمام المحكمة العسكرية الدائمة والاستجوابات والاجراءات الحاصلة خلالها، لم تضمّ الى الدعوى الراهنة، ولم تكن موضع مناقشة أمام محكمة الاستئناف المدنية، فلا يمكن بالتالي أن ينسب إليها تشويه مضمونها؛

وحيث أنّه يقتضي بالتالي ردّ السبب الثاني.

عن السبب التمييزي الثالث:

حيث أنّ المميّزين يعيبان تحت هذا السبب على القرار المطعون فيه مخالفة قواعد الأختصاص الوظيفي والنوعي، ذلك أنّ القضاء الجزائي المختصّ فقط بالنظر بالدعوى العامة برأهما من جرم تعطيل العين عن العمل، وأنّ ما ذهبت إليه محكمة الاستئناف المدنيّة خلاف ذلك يشكل مخالفة صارخة لقواعد الاختصاص الوظيفي والنوعي بحيث تكون قد نصبت نفسها مكان المحكمة العسكرية مجدداً أو مرجعاً للرقابة على أحكام تلك المحكمة؛

ولكن،

حيث أن محكمة الاستئناف المدنيّة نظرت وفصلت في دعوى الحق الشخصي التي أقامها المميّز عليه بعد صدور الأحكام الجزائية، للمطالبة بالتعويض عن الأضرار التي لحقت به من جراء المشاجرة، ومن ضمنها الضرر اللاحق بأحدى عينيه،

وحيث أنّ المادة /٣٠٥/ اصول مدنيّة تنصّ على أنّه إذا قضي الحكم الجزائي برفع التبعة عن المدعى عليه مقتصراً على بحث الفعل من ناحية التجريم من غير نفي وقوعه، فأنّه لا يحول دون ملاحقة المدعى عليه أمام القضاء المدني بالتعويض؛

وحيث بالعودة الى الحكم الصادر عن المحكمة العسكرية الدائمة بتاريخ ٢٠٠٤/٦/٤ والذي قضى بابطال التعقبات بحق كلّ من المميّزين لعدم توفر عناصر جرم المادة /٥٥٧/ عقوبات، يتبيّن أنّه لم ينفِ وقوع الفعل وحدوث الضرر،

فلا تكون محكمة الاستئناف، بمناقشتها إصابة العين والضرر اللاحق بها توصّلاً لأقرار الحق بالتعويض ولتحديد مقداره، دون التعرّض لموضوع التجريم، قد خالفت قواعد الأختصاص الوظيفي أو النوعي، الأمر الذي يقتضي معه ردّ السبب الثالث.

عن السبب التمييزي الرابع:

حيث أنّ الجهة المميّزة تعيب تحت هذا السبب على القرار المطعون فيه مخالفته لمبدأ وقاعدة الجزاء يعقل الحقوق، ذلك أنّ المحكمة المدنيّة التي نظرت بطلب التعويض يجب أن تتقيّد بالخلاصة الجزائيّة التي صدرت عن القضاء الجزائي المختصّ فيما يتعلق بواقعة العين، ولا يحق لها ان تلتف على الحكم الجزائي بما فصل فيه أياً تكن الأسباب؛ وأنّ ما خلصت اليه محكمة الاستئناف المدنيّة قد أدان بشكل غير مباشر المميّزين بجرم تعطيل عين المميّز عليه عن العمل وذلك خلافاً للحكم الجزائي ويشكل بالتالي مخالفة لمبدأ الجزاء يعقل الحقوق،

ولكن،

حيث أنّ القاعدة العامّة التي يدلي المميّزون بمخالفتها، والتي نصّت عليها المادة الثامنة من قانون اصول المحاكمات الجزائيّة، بقولها أنّه إذا أقام المتضرّر دعوى الحق الشخصي أمام القضاء المدني المختصّ، فـ "على المرجع المدني أن يتوقف عن النظر في الدعوى المدنيّة الى أن تفصَل، بحكم مبرم، دعوى الحق العام، ... الخ"،

تفترض (هذه القاعدة) قياد دعوى الحق العام أمام المرجع الجزائي، ودعوى الحق الشخصي أمام القضاء المدني، في وقت واحد وبالتزامن مع بعضهما البعض، الأمر غير المتوفّر في الحالة الراهنة، حيث أن القضاء المدني وضع يده على دعوى الحق الشخصي بعد صدور القرارات الجزائية عن المحكمة العسكرية الدائمة، وبعد انتهاء دعوى الحق العام، ممّا يفيد انه (القضاء المدني) إلتزم بقاعدة الجزاء يعقل الحقوق ولم يخالفها؛ وممّا يؤدّي الى ردّ السبب التمييزي الرابع.

عن السببين الخامس والسادس مجتمعين:

حيث أنّ المميّزين يعيبان تحت هذين السببين على القرار المطعون فيه مخالفته لنصّ المادتين /٣٠٣/ و/٣٠٤/ اصول مدنية، ولمبدأ حجيّة القضيّة المحكمة، ذلك أنّه في ضوء نصّ المادة /٣٠٣/ أ.م.م. وما استقرّ عليه الاجتهاد، فأنّ القاضي المدني مقيّد بالحكم الجزائي عملاً بمبدأ حجيّة الأحكام الجزائيّة؛ وانّ الحكم الجزائي الصادر بشأن عين المميّز عليه يقيّد القاضي المدني ويحول دون إصدار أحكام تتعارض معه أو تخالفه، وأنّ ما ذهبت إليه محكمة الاستئناف وقبلها القاضي المنفرد خلاف ما تقدّم، يشكل مخالفة لمبدأ حجيّة القضيّة المقضيّة ولنصّ المادة /٣٠٣/ أ.م.م.؛ وأنّ الحكم الجزائي فصل في واقعة ضرب المدعي على عينه وتعطيلها عن العمل واكّد ان لا علاقة لهما (المميزان) بالأمر، وانّ هذه الخلاصة الجزائية المتعلّقة بالعين تكون مقيّدة للمحكمة المدنيّة وتمنع عليها التعويض على المدعي بسبب العين، وانّ محكمة الاستئناف التي ذهبت خلاف ذلك تكون قد أخطأت في قرارها وجعلته مستوجب النقض لمخالفتها لنصّ المادة /٣٠٤/ أ.م.م.؛

ولكن،

حيث أنّه تجدر الاشارة أولاً الى أنّ مبلغ العشرين مليون ل.ل. المحكوم به بدايةً، والمصدّق إستئنافاً، يمثل كامل التعويض المقرّر للمدعي (المميّز عليه) عن كل الاضرار التي لحقت به، وليس مقتصراً على أضرار العين فقط (الصفحة ٤ من القرار المطعون فيه، مستهل "ثانياً في الأساس")؛

حيث أنّ المادة /٣٠٤/ أ.م.م. التي عالجت حجيّة الأحكام الجزائيّة نصّت على أنّ القاضي المدني لا يرتبط بالحكم الجزائي الاّ في الوقائع التي فصل فيها هذا الحكم وكان فصله فيها ضروريًّا،

وإنّ المادة /٣٠٥/ من نفس القانون نصّت على أنّه إذا قضى الحكم الجزائي برفع التبعة عن المدعى عليه مقتصراً على بحث الفعل من ناحية التجريم من غير نفي وقوعه، فأنّه لا يحول دون ملاحقة المدعى عليه أمام القضاء المدني بالتعويض،

وحيث أنّه بالعودة الى القرارات الصادرة عن القضاء الجزائي (المحكمة العسكريّة الدائمة) يتبيّن:

– إنّ الحكم تاريخ ٢٠٠٠/٤/٣ (وكما قالت محكمة الاستئناف المطعون بقرارها، عن حقّ) لم يناقش إصابة عين المميّز عليه، ولم يتناولها ولم يفصل بها بشكل صريح ومباشر، لا في حيثيّاته، ولا في فقرته الحكميّة؛

فلا تكون له أية حجيّة مُلزمَة للقضاء المدني.

– إنّ الحكم الثاني تاريخ ٢٠٠٤/٦/٤، وإن انتهى الى إبطال التعقبات بحقّ المميّزين لعدم توفّر عناصر جرم المادة /٥٥٧/ عقوبات، فأنّه لم ينفِ وقوع الفعل، ولم ينفِ حصول ضرر لحق بعين الشاكي (المميّز عليه) والذي قدّره بنسبة عشرين بالمئة، بل نفى فقط توجيه أحد المميّزين ضربةً مباشرةً على عين الشاكي، وإصابة العين بأية عاهة دائمة أو بتر أو تشويه دائم أو استئصال لهذه العين، وخلص (الحكم العسكري) الى الاستنتاج "ان الفعل موضوع الدعوى وعلى افتراض حصوله يشكل إيذاءاً من نوع الجنحة لا من نوع الجناية..."،

وحيث أنّ ما أورده حكم ٢٠٠٤/٦/٤ لا يحول دون ملاحقة المدعى عليهما المميّزين أمام القضاء المدني بدعوى الحق الشخصي، عملاً بصراحة الفقرة الأخيرة من المادة /٣٠٥/ المذكورة أعلاه، طالما أنّه لم ينف وقوع الفعل وحصول الضرر،

وحيث أنّ محكمة الاستئناف المدنيّة، بقولها (ص ٨ من قرارها) ... الاّ انه يبقى من الثابت من كل المستندات والتقارير والوقائع التي جرى استعراضها أعلاه أنّ المدعي خلال مشاجرة مع المدعى عليهما تلقى ضربة غير مباشرة على عينه اليمنى وفي منطقة قريبة جدًّا منها وهي ضربة قوية نتج عنها أذى حقيقي... وباعتبارها (في الحيثية اللاحقة)

"أنّ هذا الفعل الذي لم تنف هذه المحكمة وقوعه وإسناده للمدعى عليهما يبقى متصفاً بالفعل الضار الذي نجم عنه ضرر غير مشروع بمصلحة المدعي ويلزم فاعله بالتعويض".

لا تكون – محكمة الاستئناف – قد خالفت أحكام أيّ من المواد /٣٠٣/ و/٣٠٤/ و/٣٠٥/ اصول محاكمات مدنية، الأمر الذي يقتضي معه ردّ السببين التمييزيّين الخامس والسادس.

عن السبب السابع:

حيث أنّ المميّزين يعيبان تحت هذا السبب على القرار المطعون فيه عدم استجابة طلبهما الهادف الى الاستماع الى الشهود، ممّا يشكل مخالفة للقانون يقتضي التوقّف عندها ونقض القرار بسببها،

ولكن،

حيث أنّ المميّزين لم يبيّنا النص القانوني أو القاعدة التي وقعت عليها المخالفة المدلى بها، فيهمل سببهما التمييزي هذا.

لهذه الأسباب،

ووفقاً لتقرير المستشار المقرّر

تقرّر بالاتفاق:

أولاً – قبول التمييز شكلاً؛

ثانياً – ردّ أسبابه، وإبرام القرار المطعون فيه، وتضمين الجهة المميّزة جميع الرسوم والنفقات القضائيّة، ومصادرة التأمين التمييزي.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس راشد طقوش والمستشاران جمال الخوري ونزيه شربل (المقرر)

القرار: رقم ٣١ تاريخ ٢٠١٠/٤/١٣

وقف جمعية الآباء المرسلين اللبنانيين/ شهيدة الحاج ورفاقها

- خصومة – تقديمها باسم وقف جمعية الآباء المرسلين اللبنانيين – عدم تمثل الوقف في أية مرحلة من مراحل المحاكمة – للوقف شخصية معنوية وكيان قانوني مستقلين ومتمايزين عن كيان وشخصية السلطة أو الشخص الطبيعي أو المعنوي الذي يتمتع بحق الولاية عليه – عقاران جاريان على ملكية الجمعية – عقاران غير موقوفين – عدم قبول المراجعة المقدمة من الوقف لتقديمها من غير ذي صفة.

بناءً عليه،

في مدى إمكانيّة قبول المراجعة الحاضرة:

حيث، وبصرف النظر عن إستيفاء استدعاء التمييز لشروطه الشكليّة، وعن وروده ضمن مهلة الطعن القانونية،

فأن المسألة الأوليّة المطروحة تتمثّل في تقرير مدى إمكانيّة قبول هذا الأستدعاء المقدّم من (وقف جمعيّة الآباء المرسلين اللبنانيين)، وذلك في ضوء إدلاءات المميّز عليهم وطلبهم ردّ الأستدعاء شكلاً لعدم مطابقة إسم الجهة المميّزة على الأسم الصحيح والقانوني لجمعيّة الآباء المرسلين اللبنانيّين كما ورد في الصحائف العينيّة للعقارين موضوع النزاع، ولأسم الجهة المدعى عليها في استحضار الدعوى، وفي الاستئناف وفي القرارات التي صدرت في النزاع في مرحلتي المحاكمة الابتدائية والاستئنافيّة؛

وحيث أنّه يتبيّن من القرارين المطعون فيهما ومن أوراق الملفّين الابتدائي والاستئنافي، أنّ الخصومة تكوّنت بين المدّعين ادوار شكري الخوري وورثة انطون نجيب الخوري، وبين المدعى عليها (جمعيّة الآباء المرسلين اللبنانيّين)؛ وأنّ الاستئناف الذي فصلته محكمة الاستئناف في قراريها المذكورين مقدّم من (جمعية المرسلين اللبنانيين المعروف بأسم جمعية الآباء المرسلين اللبنانيين)؛

وحيث أنّ إستدعاء التمييز الحاضر مقدّم من (وقف جمعية الآباء المرسلين اللبنانيين)،

وحيث أنّه ثابت من أوراق الملف ما يلي:

– إنّ العقارين موضوع النزاع (رقم ٨١ و٨٢ زبدين) سجّلا بموجب قرار القاضي العقاري الذي ثبّت محاضر التحديد والتحرير، على إسم (جمعيّة الآباء المرسلين اللبنانيّين)؛

– إنّ نوع العقارين الشرعي هو (ملك)؛

– انّه لم يكن لأي وقفٍ علاقة بالنزاع الحاضر؛

– إنّ الوكالة العامّة المنظمّة للمحامي أ. ك. المرفقة صورة عنها مع إستدعاء التمييز الحاضر، موقّعة من

قبل الأب ساسين زيدان الرئيس العام لجمعيّة المرسلين اللبنانيّين، بصفتين مختلفتين:

* بصفة الجمعية الشخصيّة،

* وبصفتها مستحقّة وولية وقف جمعيّة المرسلين اللبنانيين...

وحيث، بالأستناد الى قيود السجلّ العقاري، يكون العقاران موضوع النزاع ملك جمعيّة الآباء المرسلين اللبنانييّن بصفتها الشخصيّة، وليسا وقفاً؛ وتكون بالتالي للجمعيّة المالكة وحدها، الصفة والمصلحة اللازمين للمداعاة بشأنهما؛

وحيث أنّ الوقف المميّز لم يكن طرفاً في الخصومة العالقة بين المميّز عليهم آل سعيد وبين جمعيّة الآباء المرسلين اللبنانيّين، ولم يتمثّل في أيّة مرحلة من مراحلها، لا بصفة مدّعي، ولا بصفة مدّعى عليه، ولا كمتدخّل أو كمُدخل في النزاع،

وحيث أنّ الوقف هو حق عيني مستقلّ ومختلف عن حق الملكيّة عملاً بأحكام المادة (١٠) من القرار ٣٣٣٩؛ وإنّ له شخصيّة معنويّة وكياناً قانونيًّا مستقلّين ومتمايزين عن كيان وشخصيّة السلطة أو الشخص الطبيعي أو المعنوي الذي يتمتّع بحقّ الولاية عليه (وهو ما يتأكد في الحالة الراهنة من خلال مضمون ومحتوى صك التوكيل العام الممنوح للمحامي أ. ك.)؛

وحيث أنّ إستدعاء التمييز الحاضر المقدّم من الوقف، والمتعلّق بعقارين جاريين على ملكيّة الجمعيّة، وغير موقوفين، يكون بالتالي مقدّماً من غير ذي صفة، الأمر الذي يقتضي معه عدم قبوله.

وحيث أنّه، مع هذه النتيجة، لم يعد من داعٍ لبحث الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة لانعدام الجدوى،

لهذه الأسباب،

ووفقاً للتقرير،

تقرّر بالاتفاق عدم قبول المراجعة، وإبرام القرارين المطعون فيهما، وإبقاء الرسوم على عاتق من عجلها.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم عبد الملك والمستشارتان تريز علاوي (مكلفة) وريما خليل (المقررة)

القرار: رقم ٣ تاريخ ٢٠١٠/١/١٤

بطرس أبو وراع/ آسيا الفرنجي

- وصية – تمييز – الطعن بالقرار الاستئنافي عن طريق الادلاء بالخطأ في تطبيق القانون دون تحديد ماهية وأوجه الخطأ المشكو منه – المادة ٥٤ من قانون الارث لغير المحمديين – اصول تنظيم الوصية في لبنان وخارجه – عدم مخالفة القرار الاستئنافي احكام المادة المذكورة.

- تنفيذ وصية – واجبات منفذ الوصية – المادة ٨٧ من قانون الارث لغير المحمديين – عدم تطرق القرار الاستئنافي الى احكامها – رد السبب التمييزي المبني على الادلاء بمخالفتها.

- نص وصية – تنظيمه باللغة الأجنبية – الأخذ بالمعنى الوارد في النص الأصلي المنظّم بلغة أجنبية عند وجود تعارض بينه وبين النص المترجم الى اللغة العربية – اعتماد القرار الاستئنافي النص الأصلي – الايصاء بكامل التركة الى الموصى له – عدم تشويه مضمون صك الوصية المنظمة باللغة الإنكليزية من قبل الموصي وفقاً للشروط الشكلية في البلد حيث يقيم – رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان استدعاء التمييز قد ورد قبل انقضاء مهلته القانونية وقد جاء مستوفياً لكافة شروطه الشكلية المطلوبة فيقبل لهذه الجهة.

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

١ – عن السبب الأول المبني على الخطأ في تطبيق القانون:

حيث ان المميّز يدلي ضمن هذا السبب بمخالفة المواد ٤٢ و٥٤ و٥٦ و٨٧ من قانون الارث لغير المحمديين.

وحيث ان المادة ٧٠٨ م.م. اجازت الطعن بطريق النقض لسبب مخالفة القانون أو الخطأ في تطبيقه أو تفسيره ويجب على الطاعن ان يبيّن النص أو المبدأ القانوني أو القاعدة القانونية الواقعة عليها المخالفة أو الواقع الخطأ في تطبيقها أو تفسيرها وأوجه المخالفة أو الخطأ.

وحيث ان المميز يدلي بالخطأ في تطبيق المواد المذكورة آنفاً دون ان يحدد ماهية وأوجه هذا الخطأ المشكو منه، فالمادة ٤٢ من قانون الارث لغير المحمديين تنص على أنه لا يمكن الادلاء ببطلان الوصية من وارث اجاز الوصية أو نفذها مختاراً مع علمه باسباب البطلان وان هذه المادة لا تنطبق على النزاع الراهن وهي خارجة عن إطار الدعوى وان محكمة الاستئناف لم تتناول احكام المادة ٤٢ الآنفة بل طبقت المادة ٥٨ من القانون عينه لجهة تحديد الورثة اصحاب الحصص المحفوظة معتبرة ان المميز ليس من عدادهم، فيرد هذا الشق من السبب لعدم توافره.

وحيث ان المادة ٥٤ من قانون الارث لغير المحمديين ترعى شروط تنظيم الوصية في لبنان وخارجه وتنص على أن وصية اللبناني المنظمة في بلد أجنبي فتنظم وتصدق وفقاً للاصول المنصوص عليها في هذا القانون أو للاصول التي تصدق فيها الصكوك الرسمية في البلد الأجنبي الذي تنظم فيه.

وحيث ان المميز يعيب على القرار المميز اعتباره أن الوصية تشمل جميع عقارات الموصي في حين ان صك الوصية لم يذكر الممتلكات والعقارات الموصى بها بشكل واضح وصريح فتكون الوصية على فرض صحتها وأهلية الموصي قد انحصرت بعقار واحد فقط وفقاً للقانون الذي تخضع له.

وحيث ان القرار الاستئنافي لم يخالف احكام المادة ٥٤ من قانون الارث لغير المحمديين التي ترعى شروط تنظيم الوصية وفقاً لمحل إقامة الموصي سواء في لبنان أو خارجه، وان المميز لم يبيّن ان الوصية نظمت خلافاً لشروطها الشكلية اللازمة في الولاية (نيو ساوث ويلز) في استراليا، فيكون هذا الشق من السبب مردوداً أيضاً.

وحيث ان المميز يدلي بمخالفة المادة ٥٦ من قانون الارث لغير المحمديين التي تنص على التالي:

يجوز تنظيم الوصية بخط الموصي الذي يكتبها بكاملها بخط يده ويوقعها بامضائه ويؤرخها وفي هذه الحالة يجب ان تودع من قبل الموصي بالذات او وكيله الخاص لدى الكاتب العدل ضمن ظرف مختوم بالشمع الأحمر... واذا كانت الوصية منظمة في بلاد أجنبية فتودع لدى الكاتب العدل أو لدى قنصل لبنان.

وحيث ان المميز يدلي في هذا الشق من السبب بأن الوصية لم تأخذ الشكل القانوني الا بعد مرور أربعة أشهر على الوفاة، وفي هذه الحال فقد انتقل الارث حكماً الى الورثة بتاريخ الوفاة أي في ٢٠٠١/١/٢٣ وان الوصية أصبحت بدون موضوع وباطلة وغير قابلة للتنفيذ.

وحيث ان ما يثيره المميز في هذا الاطار مستقل تماماً عن نطاق تطبيق المادة القانونية المدلى بها ضمن هذا السبب التي تنحصر في تحديد شكل الوصية وكيفية تنظيمها، مما يقتضي معه رد هذا السبب لعدم مخالفة القرار المميز للمادة ٥٦ من قانون الارث لغير المحمديين.

وحيث ان المميز يدلي في الشق الأخير من السبب الأول بمخالفة القرار المميز للمادة ٨٧ من قانون الارث لغير المحمديين التي تحدد واجبات منفذ الوصية...

وحيث انه لا يكفي تعداد المواد القانونية دون بيان ماهية ووجه المخالفة المشكو منها لا سيما وان القرار الاستئنافي لم يتطرق لا من قريب ولا من بعيد الى أحكام هذه المادة التي لا تنطبق على عناصر النزاع الراهن مما يستوجب معه رد هذا السبب أيضاً.

وحيث ان المميز يتساءل ضمن هذا السبب عن إمكانية ان يكون منفذ الوصية هو المستفيد من الوصية حصراً طالباً نقض القرار الاستئنافي على هذا الأساس لعدم صحة الوصية، دون تحديد النص القانوني الذي استند اليه بالنسبة لمنفذ الوصية الموصى له مما يقتضي معه رد ما اثير هنا للجهالة.

ثانياً – في تشويه مضمون المستندات:

حيث ان المميز يدلي في هذا السبب ان القرارين الابتدائي والاستئنافي قد خالفا صراحة ووضوح نص الوصية التي حددت الممتلكات الموصى بها بعقار واحد فقط خلافاً لما جاء في القرار المميز.

وحيث أنه وبمقتضى المادة ٧٠٨ أ.م.م. فقرة ٧؛ يجوز الطعن بطريق النقض اذا شوه القرار المميز مضمون المستندات بذكر وقائع خلافاً لما وردت عليه فيها أو بمناقضة معناها الواضح والصريح.

وحيث أنه بالعودة الى صورة صك الوصية سواء باللغة الانكليزية الذي نص صراحة على التالي:

I give the whole of my state including real estate in Lebanon to my friend Peter Franji of 16 Grand Avenue Westmaed.

"انني اترك كامل تركتي بما فيها العقار الذي امتلكه في لبنان ... "وفقاً للنص المترجم".

وحيث ان القرار الابتدائي المصدّق استئنافاً، قد خلص الى القول في معرض تعليله لناحية الخلاف حول شمول الوصية عقاراً واحداً أو كامل العقارات في لبنان والتي تملكها الموصي، الى أنه "اذا كان يوجد تعارض بين النص الأصلي المنظم بلغة أجنبية وترجمة هذا النص الى اللغة العربية، فأنه يؤخذ بالمعنى الوارد في النص الأجنبي وليس بالترجمة لأنه يعبر عن ارادة صاحبه الحقيقية".

وحيث ان القرار الابتدائي الذي صدق استئنافاً قد اعتمد صراحة النص الأصلي لجهة إيصاء كامل تركة الموصي الى الموصى له بجميع الممتكلات بما فيها الواقعة في لبنان.

وحيث ان القرار الاستئنافي من جهته قد اعتبر ان ما ورد في الحكم المستأنف لجهة "اعتبار الوصية المطلوب تنفيذها تتناول كامل التركة أينما وجدت بما فيها عقارات الموصي الكائنة في لبنان دون تحديد لعقار معين، قد جاء في محله الصحيح" لم يشوه مضمون صك الوصية المنظمة باللغة الانكليزية من قبل الموصي وفقاً للشروط الشكلية المتوجبة في الولاية الاسترالية حيث يقيم فيكون السبب الثاني المسند الى التشويه مردوداً لعدم توافر شروط الفقرة ٧ من المادة ٧٠٨ م.م.

وحيث انه بعد هذه النتيجة لم يعد من حاجة لبحث سائر المطالب المدلى بها كما يقتضي رد طلبات العطل والضرر لعدم توافر سوء النية.

لذلك،

وبعد الاطلاع على تقرير المستشارة المقررة ريما خليل.

تقرر بالاجماع:

قبول استدعاء التمييز شكلاً ورده أساساً بعد رد الاسباب التمييزية ومصادرة التأمين التمييزي وتضمين المميز كافة النفقات ورد طالبات العطل والضرر.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم عبد الملك والمستشارتان رنده حروق (المقررة) وريما خليل

القرار: رقم ٤ تاريخ ٢٠١٠/١/١٤

الدولة اللبنانية/ محمد فرحات

- **احوال شخصية – طلب تصحيح تاريخ ولادة – تقرير طبي – استناد القرار المطعون فيه اليه لتحديد عمر الفتاة – عدم افادة التقرير عن عمر الفتاة – تشويه مضمون التقرير – نقض.**

- **تصحيح تاريخ ولادة فتاة ليصبح ١٩٩٧/٣/٣٠ بدلاً من ١٩٩٥/٣/٣٠ – ثبوت تنفيذ الولادة في سجلات الاحوال الشخصية بتاريخ ١٩٩٥/٤/١٩ – لا يعقل أن يكون التسجيل قد تمّ قبل ولادة الفتاة بسنتين – عدم مناقشة الحكم المستأنف المسألة المذكورة، الكافية بذاتها لرد طلب التصحيح – الرجوع عن القرار القاضي بتصحيح تاريخ الولادة.**

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان التمييز قدم ضمن المهلة القانونية مستوفياً الشروط الشكلية كافة فانه يكون مستوجباً القبول لهذه الجهة.

ثانياً – في اسباب التمييز:

في السبب الثالث:

حيث ان الجهة المميزة أدلت ضمن هذا السبب بأن القرار المميز استند الى التقرير الصادر عن الطبيبين حسان عباس وفادي يوسف في ٢٠٠٥/١٠/٢٩ ليعلن ان المطلوب تصحيح تاريخ ولادتها تبلغ الثماني سنوات مشوهاً بذلك المعلومات الواردة فيه علماً بأنه يتبين منه بأنه وضع نتيجة لصورة شعاعية أجريت لعظام معصم الفتاة ومشط يدها حيث تبين بأنها طبيعية ولم يأت على اي ذكر او تحديد لعمرها اللهم إلا في الخانة المخصصة للعمر في مستهله والذي تسجل وفقاً للمعلومات المعطاة من المريض، مما يوجب نقضه لهذه الجهة.

وحيث ومن العودة الى التقرير المذكور يتبين انه لم يورد في متنه اي اشارة الى عمر الفتاة وأن العمر ورد قبل التقرير عند ايراد المعلومات المتعلقة بالمريض حيث ورد ان الأسم هو روان محمد فرحات والعمر ٨ والجنس انثى.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبين انه أورد في حيثياته "وحيث ومن الاطلاع على التقرير الطبي يتبين ان عمر الطفلة روان هو ثماني سنوات والتقرير يحمل تاريخ ٢٠٠٥/١٠/٢٩. وحيث انه من الاطلاع على افادة مختار بلدة شقرا المدعو حسن محمد سليمان يتبين انها من مواليد ١٩٩٧ وكذلك في تحقيق رجال الضابطة العدلية. وحيث ان الطفلة حضرت أمام القاضي المنفرد فى مرجعيون الذي تحقق من حالها. وحيث أنه يستفاد مما تقدم ان هناك خطأ قد حصل في تدوين الطفلة روان في سجلات النفوس...".

وحيث يتبين ان القرار المميز قد استند الى التقرير الطبي في حيثياته للوصول الى النتيجة التى وصل اليها ناسبا" اليه ما ليس فيه معتبرا" انه افاد عن عمر الطفلة وذلك خلافاً لصريح مضمونه فإنه يكون قد شوه هذا المضمون مما يوجب نقض القرار المميز سنداً للفقرة السادسة من المادة ٧٠٨ أ. م. م.

وحيث وبعد النقض ينبغي رؤية الدعوى والفصل فيها سنداً للمادة ٧٣٤ أ.م.م كونها جاهزة لذلك.

وحيث ان الدعوى تهدف الى تصحيح تاريخ الولادة في قيد ابنة المدعي القاصر روان بحيث يصبح ١٩٩٧/٣/٣٠ بدلاً من ١٩٩٥/٣/٣٠.

وحيث ان الحكم المستأنف قضى برد اعتراض الدولة على القرار الرجائي القاضي بتصحيح تاريخ الولادة مكتفياً بالقول ان المعترضة لم تبرز ما يغير قناعة المحكمة.

وحيث ان المعترضة كانت قد ادلت بعدم جواز التصحيح لأن وثيقة الولادة نفذت تحت الرقم ٩٥/٨٨٨ بتاريخ ١٩٩٥/٤/١٩ بينما التصحيح المطلوب لاحق لهذا التاريخ بحيث لا يعقل أن يكون قد تم تسجيل ابنة المعترض بوجهه قبل ولادتها بسنتين.

وحيث ان الحكم المستأنف لم يناقش هذه المسألة مع انها كافية بذاتها لرد طلب التصحيح لأنه لا يجوز القول بحصول خطأ بتنظيم وثيقة ولادة وتسجيلها في سجل النفوس قبل حصول الولادة بسنتين، مما يوجب فسخ الحكم لهذه الجهة والحكم مجدداً بالرجوع عن القرار الرجائي رقم ٢١٣ تاريخ ٢٠٠٥/١٢/٢١ القاضي بإجراء التصحيح ومن ثم رد الدعوى لعدم صحتها.

وحيث لم يعد من داع لمزيد من البحث.

لذلك،

وبعد الاطلاع على تقرير المستشارة المقررة حروق، تقرر بالاجماع:

أولاً: قبول استدعاء النقض شكلاً واساساً ونقض القرار المميز ورؤية الدعوى انتقالاً وفسخ الحكم الابتدائي والرجوع عن القرار رقم ٢١٣ تاريخ ٢٠٠٥/١٢/٢١ القاضي بتصحيح تاريخ ولادة روان محمد فرحات ورد الدعوى اساساً لعدم صحتها.

ثانياً: تضمين الجهة المميز ضدها الرسوم والمصاريف كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم عبد الملك والمستشارتان رنده حروق (المقررة) وريما خليل

القرار: رقم ٥ تاريخ ٢٠١٠/١/١٩

يعقوب القيسي/ عبد الرضا غلوم رمضان ورفاقه

- مطالبة مالية – اقامتها بوجه اشخاص لبنانيين طبيعيين – اختصاص – صفة – كتاب متضمن اقراراً – قرينة وبدء بينة على صورية الشراكة – اثبات – كفالة – الاستثبات من وجودها بواسطة المستندات المبرزة – مطالبة بابراز مستندات – ابراز صور عنها – المطالبة بابراز الاصل حصلت دون الادعاء بتزوير المستندات أو المناقشة في مدى صحتها من عدمه – عدم التشكيك في صحتها – عدم مخالفة احكام المادتين ٢٠٣ و٢٠٥ أ.م.م.

- حكم اجنبي – ابرازه في سبيل اثبات الدين وليس على سبيل التنفيذ – عدم خضوعه لمعاملة الصيغة التنفيذية – عدم ضرورة اكتسابه قوة القضية المحكوم بها والقوة التنفيذية في حالة الدعوى الراهنة.

- دعوى شخصية – كفالة – لا مجال للبحث حول طبيعة الشراكة وتأثيره على الدعوى .

- الادلاء بمخالفة قانون أجنبي – المخالفة ليست من ضمن الأسباب التمييزية المنصوص عنها في المادة ٧٠٨ أ.م.م. – رد السبب التمييزي.

- تشويه مضمون المستندات – مفهومه – الأخذ بمستند معين لا يندرج ضمن مفهوم التشويه – تكييف العلاقة بأنها كفالة لا يندرج ضمن مفهوم التشويه طالما ان المستند المعوّل عليه لم يتم تفسيره خلافاً لمعناه الواضح والصريح – خطأ مادي – لا يندرج ضمن مفهوم التشويه – رد التمييز وابرام القرار المطعون فيه.

بناءً عليه،

اولاً – في الشكل:

حيث ان التمييزين قدما ضمن المهلة القانونية وهما مستوفيان للشروط الشكلية كافة، فانهما مقبولان لهذه الجهة.

ثانياً – في أسباب التمييز:

حيث ان المميز يعقوب ادلى بأسباب تمييزية وردت جميعها في التمييز المقدم من المميز حسن ما عدا السبب المتعلق بمخالفة المادة ١٥٥ أ.م. م. مما يوجب الرد على الأسباب التمييزية مجتمعة بإعتبارها ثلاثة عشر سبباً

أولاً: في الأسباب المتعلقة بمخالفة القانون.

حيث ان المميزين أدليا بمخالفة القرار المميز للمواد ٢٠٣ و٢٠٥ و٢١١ و٩ و٧٤ و٧٨ و١٠١ و١٣٢ و١٠١٤ و١٠١٥ و١٠٢٠ و١٠٢١ و١٥٥ من قانون أصول المحاكمات المدنية والمواد ٣٤٩ و٣٥٠ و١٠٥٣ و١٠٥٩ من قانون الموجبات والعقود والمادة ١ من المرسوم الاشتراعي رقم ٦٧/٣٥ والمادة ١٩١ من قانون الشركات التجاري الكويتي.

وحيث إن مخالفة المواد ٧٤ و ٧٨ و١٠١ أ.م.م تتمثل وفقاً لأقوال الجهة المميزة في إعتبار المحاكم اللبنانية صالحة للنظر بالدعوى رغم أنها متعلقة بشركة مقرها في الكويت.

وحيث ان المادة ٧٤ نصت على ان يخضع الاختصاص الدولي للمحاكم اللبنانية مبدئياً للأحكام المتعلقة بالاختصاص الداخلي دون تمييز بين لبناني وأجنبي بينما نصت المادة ٧٨ على الحالات التي تختص فيها المحاكم اللبنانية بالنظر في الدعاوى المقامة ضد شخص لبناني او اجنبي ليس له محل إقامة في لبنان وذلك ضمن حالات محددة.

وحيث ان المادتين المذكورتين لا علاقة لهما بالدعوى الحاضرة المقامة ضد أشخاص لبنانيين ومقيمين في لبنان وبالتالي فإن القرار المميز بذهابه الى القول بصلاحية المحاكم اللبنانية لم يخالفهما مما يوجب رد السبب المسند الى حصول هذه المخالفة.

وحيث إن المادة ١٠١ نصت على انه في الدعاوى المتعلقة بالشخص المعنوي يكون الاختصاص للمحكمة التي يقع في دائرتها مركزه الرئيسي...

وحيث ان الدعوى الحالية مقدمة بوجه أشخاص طبيعيين وليس بوجه شخص معنوي فإن إلمادة ١٠١ لا

تطبق عليها وبالتالي فإن القرار المميز لم يخالفها مما يوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

وحيث ان الجهة المميزة تذرعت بمخالفة القرار المميز للمادة ٩ أ.م.م. لقبوله الدعوى بوجهها رغم عدم صفتها للمقاضاة لأن الاحكام والمستندات المبرزة تتعلق بشركة الجامعة لخدمات النقل التي تتمتع بالشخصية المعنوية.

وحيث أن الدعوى اقيمت بوجه المميزين بصفتهما الشخصية وذلك لمطالبتهما وبهذه الصفة بمبالغ مالية مترتبة بذمتهما لصالح المدعي بداية فيكون لهما الصفة للإدعاء بوجههما مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث ان الجهة المميزة ادلت بأن مخالفة المادة ١٥٥ تجلت بأخذ القرار المميز بالاقرار الصادر عن المميز حسن بصفته الشخصية للقول بصورية الشراكة مع ان المميز يعقوب لم يوقع عليه.

وحيث ان المادة ١٥٥ نصت على ان "الاوراق غير الظاهرة المقصود بها تعديل سند رسمي أو عادي لا تنتج اثراً الا بين المتعاقدين وخلفهم العام".

وحيث ان القرار المميز لم يخالف هذا النص لأنه أخذ بالكتاب المتضمن الاقرار كقرينة وبدء بينة على صورية الشراكة واستكملها بأدلة مستقاة من الملف ليصل الى ما وصل اليه من نتيجة علماً بأن الإقرار موقع من المميز حسن وهو حجة عليه، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

أما بالنسبة لمخالفة المادة ١٣٢ فقد تمثلت وفقاً للجهة المميزة في ذهاب القرار المميز الى القول بوجود الكفالة رغم عدم قيام المميز ضده بابراز الكفالة المتذرع بها.

وحيث ان المادة ١٣٢ نصت على أن "يقع عبء الاثبات على من يدعي الواقعة أو العمل..." ولم يخالفها القرار المميز لأنه استثبت من وجود الكفالة بواسطة المستندات التي أبرزها المميز ضده، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث أن الجهة المميزة تدلي بمخالفة القرار المميز لأحكام المادتين ٢٠٣ و٢٠٥ أ.م.م. لأنها طالبت بداية واستئنافاً بإبراز اصل الكتاب تاريخ ١٩٨٦/٨/٢١ الذي تم التذرع بمقتضاه بالشراكة الصورية منازعة في صحته ومضمونه وما احتواه، وكذلك ابراز أصل المستندات والايصالات والأحكام المتذرع بها، إلا ان القرار المميز لم يكلف المميز ضده بذلك سنداً لأحكام المادتين المذكورتين معتبراً أنه لا حاجة لإبراز الأصل في حين ان المادة ٢٠٥ تفرض على المحكمة التكليف بابراز الأصل.

وحيث أن المادة ٢٠٣ نصت على أنه "يجوز للخصم أن يطلب الزام خصمه بابراز أية ورقة منتجة في النزاع تكون تحت يده..." بينما نصت المادة ٢٠٥ على أنه "إذا أثبت المستدعي طلبه أو أقر بوجود الورقة في حوزته أو سكت، أمرت المحكمة بتقديم الورقة في الحال أو في مهلة معينة...".

وحيث أن المادتين المذكورتين تتعلقان بالأوراق المنتجة في النزاع والموجودة لدى أحد الأطراف والتي لم يتم ابرازها في الدعوى خلافاً للحالة الحاضرة حيث أن المستندات المطلوب اصلها أبرزت صورها في الدعوى ونوقشت من قبل الفرقاء والمحكمة رأت بأن المطالبة بابراز الأصل حصلت دون الادعاء بتزوير المستندات ودون مناقشة مدى صحتها أو عدمه كما ان صورة الكتاب اعتمدت من قبل المحكمة كبداية بينة خطية تمّ استكمالها اصولاً بعد ان بيّن القرار المميز ان الجهة المميزة انكرت قوته الثبوتية استناداً الى مناقضته قيود السجل التجاري في الكويت دون نفي صدوره عن احدهما، حسن، ودون إثارة أي دفع أو دفاع جدي من شأنه ان يشكك في صحة هذا الصدور أو في صحة المضمون بشكل يستوجب بالضرورة ضم الأصل، الأمر الذي ينفي حصول مخالفة للمادتين ٢٠٣ و٢٠٥ ويوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

وحيث ان الجهة المميزة ادلت بمخالفة القرار المميز للمواد ١٠١٤ و١٠١٥ و١٠٢٠ و١٠٢١ أ.م.م. والخطأ في تطبيقها وتفسيرها وذلك لذهابه الى الأخذ بمضمون الأحكام الأجنبية المبرزة من الجهة المميز ضدها رغم عدم استجماعها الشروط المفروضة في المادة ١٠١٤ مع التأكيد على أن هذه الشروط ليست فقط من اجل إعطاء الحكم الاجنبي الصيغة التنفيذية كما ذهب القرار المميز.

وحيث ان المادة ١٠١٤ نصت بوضوح على أن "تمنح الصيغة التنفيذية للحكم الأجنبي إذا توفرت فيه الشروط التالية:.... " بينما نصت المادة ١٠١٥ على كيفية منح الصيغة ونصت المادة ١٠٢٠ على انه " للقاضي اللبناني اثناء النظر في دعوى معروضة عليه، أن يعطي الحكم الأجنبي مفاعيله عند التذرع به لديه متى تحققت الشروط المنصوص عليها في المادتين ١٠١٤ و١٠١٥ من هذا القانون وله ان يمنح هذا الحكم الصيغة التنفيذية إذا طلبها احد الفريقين صراحة..." كما نصت المادة ١٠٢١ على تطبيق احكام هذا الباب على

الدعاوى الرامية الى اعلان عدم سريان الاحكام الاجنبية سواء تقدمت بصورة مباشرة أو في مجرى دعوى عالقة امام المحاكم اللبنانية.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبين أنه أورد في الصفحة ١٦ منه ان الاحكام الأجنبية المبرزة إنما أبرزت على سبيل إثبات الديون المترتبة للمميز ضده بذمة المميزين وليس على سبيل التنفيذ بحيث لا تخضع وفقاً لنص الفقرة الثانية من المادة ١٠١٠ أ.م.م. لمعاملة الصيغة التنفيذية وتبعاً لذلك لا يكون اكتساب هذه الاحكام قوة القضية المحكوم بها والقوة التنفيذية ضرورياً في الحالة الراهنة كما ان الادلاء بعدم مراعاة حق الدفاع لم يقترن بأي اثبات وليس من شأنه بكل حال ان ينزع عن الاحكام القيمة الثبوتية أمام المحكمة طالما انها تستوفي الشروط اللازمة لتكوين قناعتها بأن مضمونها صحيح ويمكن اعتماده.

وحيث ان القرار المميز استند الى الفقرة الثانية من المادة ١٠١٠ التي نصت على انه "يجوز قبل اقتران الحكم الاجنبي بالصيغة التنفيذية أن يتخذ وسيلة ثبوتية أو مستنداً لإجراءات احتياطية..."، وبالتالي لا يعود من الجائز التذرع بما جاء في المادة ١٠٢٠ التي تتحدث عن إعطاء الأحكام الاجنبية مفاعيلها امام المحاكم ولا عن استعمالها في الإثبات حيث تطبق الفقرة الثانية من المادة ١٠١٠ مما ينفي حصول مخالفة للمواد١٠١٤ و١٠١٥ و١٠٢٠ و١٠٢١ ويكون بالتالي القرار المميز واقعاً في موقعه الصحيح مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث ان الجهة المميزة ادلت بمخالفة القرار المميز لأحكام المادة ١ من المرسوم الاشتراعي رقم ٦٧/٣٥ لأن شركة الجامعة لخدمات النقل هي شركة كويتية محدودة المسؤولية وبالتالي وسنداً للمادة ١ المذكورة لا يسأل الشركاء إلا بقدر حصصهم في رأسمال الشركة فيكون القرار المميز قد أخطأ حين اعتبر المميزين مسؤولين بالتضامن والتكافل بأموالهم الخاصة عن ديون الشركة.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبين انه أوضح بأن الدعوى شخصية وقد اقيمت على المميزين من قبل المميز ضده الذي كفلهما شخصياً وبالتالي لا يعود من مجال للبحث في طبيعة الشركة وتأثيره على الدعوى، مع التأكيد على ان الشركة المتذرع بها كويتية الجنسية ولا يطبق عليها القانون اللبناني، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

وحيث ان الجهة المميزة ادلت بمخالفة القرار المميز للمادتين ٣٤٩ و ٣٥٠ من قانون الموجبات والعقود والخطأ في تطبيقهما وتفسيرهما وذلك لقبوله الدعوى رغم مرور الزمن الخماسي عليها.

وحيث ان المادة ٣٤٩ نصت على ان مرور الزمن يتم في الأساس بعد انقضاء عشر سنوات بينما نصت المادة ٣٥٠ على ان تكون هذه المدة خمس سنوات في الدعاوى بين الشركاء او بين هؤلاء وأشخاص آخرين من اجل الموجبات الناشئة عن عقد الشركة.

وحيث ان القرار المميز لم يخالف المادة ٣٥٠ لأن الدعوى ليست قائمة بين شركاء ولا في معرض عقد شراكة، كما انه لم يخالف المادة ٣٤٩ بل نص صراحة في الصفحة ١٥ منه ان الدعوى خاضعة لمرور الزمن العشري، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث ان الجهة المميزة أدلت ايضاً بمخالفة القرار المميز للمادتين ١٠٥٣ و ١٠٥٩ م. ع. لأنه استنتج الكفالة استنتاجاً وبصورة خاطئة دون الاستناد الى أي صك كفالة بهذا الخصوص.

وحيث ان المادة ١٠٥٣ عرّفت الكفالة بأنها عقد يلتزم بمقتضاه شخص تجاه الدائن تنفيذ موجب مديونه إذا لم يقم هذا المديون بتنفيذه بينما نصت المادة ١٠٥٩ على ان الكفالة لا تقدّر تقديراً بل يجب ان تتجلى ارادة التكفل في الصك صراحة.

وحيث ان القرار المميز لم يخالف النصين المذكورين بل احسن تطبيقهما حين كيّف العلاقة بين الفرقاء وفقاً لواقع الحال الذي استثبته ولصريح اقرار المميز حسن وإعتبرها كفالة، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

وحيث ان الجهة المميزة ادلت بمخالفة القرار المميز للمادة ١٩١ من قانون الشركات التجاري الكويتي وللقاعدة والمبدأ القانوني "الغش والتحايل يفسد كل عمل او تصرف قانوني".

وحدث ان مخالفة القانون الاجنبي ليست من ضمن الأسباب التمييزية المنصوص عنها في المادة ٧٠٨ أ.م.م. مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث ان الغش متمثل وفقاً للجهة المميزة في المستند الموقع من المميز حسن والذي فرضه المميز ضده تحايلاً على احكام قانون التجارة الكويتي الذي يفرض ان يكون احد الشركاء على الاقل كويتياً وان لا تقل حصص الشركاء الكويتيين عن نسبة ٥١%.

وحيث يتبين من إدلاء الجهة المميــزة نفــسها انهـــا المستفيدة من الغش والتحايل في حال حــصوله وانهـــا شريكة فيه بحيث يمتنع عليها التمسك بهذا المبدأ ويوجب رد السبب لهذه الجهة أيضاً.

وحيث يتوجب وفقاً لما ورد اعلاه رد كافة الأســباب التمييزية المسندة الى مخالفة القانون.

ثانياً: في السبب المتعلق بعدم البت بمطلب.

حيث ان الجهة المميزة ادلت بوجوب نقض القــرار المميز لأنه لم يبت بطلبها الرامي الى رد الدعوى لعــدم الاختصاص سنداً للمادة ٧٨ أ.م.م.

وحيث ان القرار المميز رد الطلب الرامي الـــى رد الدعوى لعدم الاختصاص معتبراً ان المحــاكم اللبنانيــة مختصة للنظر بالدعوى فيكون قد فصل بالطلب المذكور مما يوجب رد السبب لعدم صحته.

ثالثاً: فـــي الــسبب المتعلــق بتــشويه مــضمون المستندات والوقائع.

حيث أن الجهة المميزة ادلت بوجوب نقض القــرار المميز لتشويهه مضمون المستندات التالية:

١- صور الأحكام الــصادرة عــن محــاكم دولــة الكويت وعلى الأخص الحكــم الــصادر فـــي القــضية رقـــم ٨٥/٩٤٠٦ تـــاريخ ١٩٨٥/٤/٧ والحكـــم رقـــم ٨٥/٨٨٣ تـــاريخ ١٩٨٥/١١/٥ إذ لا علاقـــة للمميزين ولا باقي الشركاء بها كما انها غير مبرمة ولا يمكن الاعتداد بها لإثبات المديونية تجاهها بإعتبار انهـــا ليست طرفاً فيها ولم تؤمن لهـــا حقــوق الــدفاع فـــي اجراءاتها.

وحيث ان الادلاء بعدم القوة الثبوتية وعــدم تــأمين حقوق الدفاع لا محل لهما في معرض الادلاء بالتــشويه كما انه قد سبق الرد عليهما.

وحيث ان التشويه المتذرع به هو الأخذ بهذه الأحكام فقط دون بيان مواضع التشويه من قبل القــرار المميــز والذي لا يتحقق إلا إذا ذكر القرار المميز وقائع خلافـــاً لما وردت عليه فيها او ناقض المعنى الواضح والصريح لنصوصها وفقاً لنص الفقرة السابعة مـــن المـــادة ٧٠٨ أ.م.م. مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

٢- الكتاب تاريخ ١٩٨٦/٨/٢١ المزعوم صـــدوره عن المميز حسن بالرغم من المنازعة فيــه والمطالبـــة بابراز أصله علماً بأنه رغم ذلك لا يفيد انه كتاب كفالـــة من المميز ضده الاول للمميزين.

وحيث أن التشويه المنسوب للقرار المميز متمثل فقط بالأخذ بما ورد في الكتاب رغم الطعون الموجهة اليـــه الامر المختلف عن التشويه وفقاً لما جرى بيانه اعـــلاه مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث ان تكييف العلاقة بكونها كفالة اســتناداً الـــى الكتاب المذكور من جملة أدلة ومستندات اخرى لا يمكن ان يعد تشويهاً له طالما ان القرار المميز لم ينسب اليـــه ما ليس فيه ولم يفسره خلافاً لمعناه الواضح والــصريح بل على العكس من ذلك تماماً فقــد فــسّره وفقـــاً لهـــذا المعنى، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة ايضاً.

وحيث ان المميز يعقوب ادلى بأن القرار المميز شوه الكتاب المذكور حين اعتبره قائماً بين فرقاء الدعوى مع انه صادر عن المميز حسن فقط.

وحيث ان القرار المميز لم ينسب الكتاب الى المميز يعقوب بل اكد صدوره عن المميز حسن فقط لكنه استند اليه من جملة ما استند اليه لتكييف العلاقة بين الفرقـــاء دون اي تشويه لمضمونه مما يوجب رد الــسبب لهـــذه الجهة أيضاً.

٣- مضمون وآثار اللوائح المبرزة من الطـــرفين لا سيما اللائحة تاريخ ٢٠٠٥/٢/٢٥ المقدمة مـــن المميـــز حسن وذلك بذهاب القرار المميـــز الـــى القـــول بـــأن الاستئناف المقدم بتاريخ ٢٠٠٥/٢/٢٥ مقبول مع انه لا يوجد أي استئناف بذلك التاريخ بل مجرد لائحة.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبـــين ان مـــا ورد فيه لجهة استئناف تاريخ ٢٠٠٥/٢/٢٥ هو مجـــرد خطأ مادي لأن القرار المميـــز اوضـــح ان الاســـتئناف المقصود هو المقدم من السيد عبد الرضا حسين غلـــوم (المميز ضده) وهو وارد في ٢٠٠٤/٣/٢١ كما يتبـــين من مطلع القرار المذكور، مما ينفي حــصول التــشويه ويوجب تصحيح الخطأ المادي المــذكور فـــي الفقـــرة الحكميـــة بحيـــث تكـــون " قبـــول الاســـتئناف تـــاريخ ٢٠٠٤/٣/٢١ المقدم من السيد عبد الرضا غلوم حـــسين رمضان..."، ورد السبب لإنعدام التشويه لهذه الجهة.

رابعاً: في السبب المبنـــي علـــى فقـــدان الأســـاس القانوني:

حيث ان الجهة المميزة ادلت بفقدان القـــرار المميـــز للاساس القانوني لأنه استند الى صورة الكتـــاب تـــاريخ ٨٦/٨/٢١ للقول بأن المميز ضده هو شريك صـــوري وبأن الكتاب يخفي كفالة للشركاء والشركة بالرغم مـــن عدم صحة ذلك إضافة الى أنه اورد ان المميزين اللذين

تمسكا بصفة المميز ضده كشريك لم ينازعا استطراداً بصفته ككفيل وقرر تبعاً لذلك الاخذ بالصورية والكفالة.

وحيث ان فقدان الاساس القانوني يتحقق حين تأتي الأسباب الواقعية للقرار غير كافية او غير واضحة لإسناد الحل المقرر فيه.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبين انه اورد اسبابه الواقعية الكافية للوصول الى ما وصل اليه لجهة صورية الشراكة وتكييف العلاقة بأنها كفالة ومنها الكتاب الصادر عن المميز حسن والذي يفيد بوضوح عدم وجود شراكة مع المميز ضده وكون الشركاء الحقيقيين هم الملزمون بديون الشركة، ومنها محضر اجتماع الشركاء في الشركة والذي لم يأتِ على ذكر المميز ضده او المقرر إدخاله كشريك او كَمسؤول عن امر ما يخص الشركة او على الاقل الاشارة الى غيابه او وجوب ابلاغه ما جرى تقريره، بحيث يكون القرار المميز قد استند الى اسباب كافية للقول بصورية الشراكة وكونها تخفي كفالة مما ينفي عنه فقدان الاساس القانوني ويوجب رد السبب.

وحيث يتوجب وعلى ضوء رد الأسباب التمييزية رد التمييزين برمتهما.

لذلك،

وبعد الاطلاع على تقرير المستشارة المقررة حروق، تقرر بالاجماع:

أولاً: قبول استدعائي النقض شكلاً وردهما أساساً وإبرام القرار المطعون فيه.

ثانياً: تضمين المميزين الرسوم والمصاريف كافة.

ثالثاً: مصادرة التأمينين التمييزيين.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم عبد الملك والمستشارتان رنده حروق وريما خليل (المقررة)

القرار: رقم ٦ تاريخ ٢٠١٠/١/١٩

سرج واروجان در طوروسيان/صولانج زلعوم

- تمييز – استدعاء نقض – طلب نقض القرار الاستئنافي دون تبيان الطلبات في الأساس في حال حصول النقض – شروط قبول استدعاء النقض من حيث الشكل – النقص فيها يؤدي الى عدم قبول استدعاء النقض – استحالة الفصل في الدعوى بعد النقض لعدم تقديم أية طلبات تتعلق بأسباب النزاع – رد استدعاء النقض شكلاً.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أن المميز خلص في استدعائه التمييزي الى طلب نقض القرار الاستئنافي المميز للأسباب المحددة الا وهي مخالفة القانون وفقدان الاساس القانوني للقرار دون أن يبيّن طلباته في الأساس بعد النقض في حال حصوله.

وحيث ان المادة ٧١٨ م.م. نصت على الشروط الواجب توافرها في استدعاء النقض ومن هذه الشروط ان يتضمن الاستدعاء "الطلبات" وان المادة ٧٢١ م.م. اللاحقة قد نصت حرفياً على ان استدعاء التمييز لا يكون مقبولاً، اذا لم يكن مستوفياً لشروطه القانونية الأمر الذي يعني ان توافر الشروط الشكلية ليس متروكاً لتقدير المحكمة، وان أي نقص في أحد هذه الشروط يؤدي الى عدم قبول الاستدعاء.

وحيث ان استدعاء التمييز المقدم من المميز لم يتضمن أية مطالب معينة في خاتمته واكتفى المميز بطلب النقض بسبب مخالفة القانون وفقدان الاساس

القانوني، دون تقديم أي طلب يتعلق باساس النزاع مما يستحيل معه الفصل في موضوع الدعوى في حال النقض.

وحيث انه تأسيساً على ما تقدم يكون استدعاء النقض مردوداً شكلاً سنداً للمادة ٧١٨ م.م. معطوفة على المادة ٧٢١ م.م.

وحيث انه لم يعد من حاجة لبحث سائر ما أدلي به من أسباب ومطالب.

لذلك،

وبعد الاطلاع على تقرير المستشارة المقررة ريما خليل:

تقرر بالاجماع:

رد استدعاء التمييز شكلاً للأسباب المبينة آنفاً ومصادرة التأمين التمييزي إيراداً للخزينة وتدريك المميز نفقات المحاكمة كافة.



محكمة التمييز المدنية
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم عبد الملك والمستشارتان رنده حروق (المقررة) وريما خليل

القرار: رقم ١٠ تاريخ ٢٠١٠/١/٢٦

نظرت قصباريان/ شركة جيمي سبا الايطالية

- افلاس – تمييز اضافي – وروده ضمن مهلة التمييز الاصلي – قبوله شكلاً.

- دين – عدم وجود منازعة جدية بشأنه – إيراد القرار المميز الأسباب الواقعية بصورة واضحة وكافية للوصول الى ما وصل اليه من نتيجة – انتفاء فقدان القرار المميز لأساسه القانوني – رد السبب التمييزي.

- مراسلات – محضر تحقيق – ادلاء بتشويهها – عدم تحديد موضع التشويه ومدى تأثيره على الحل المعتمد – رد السبب التمييزي.

- ادلاء بمخالفة احكام الفقرة الثانية من المادة ٤٨٩ تجارة – عدم وجود فقرة ثانية للمادة المذكورة – عدم مخالفة احكام المادة ٤٨٩ تجارة بعد استثبات القرار المميز أن المميز تاجر وان لا نزاع جدي حول توجب الدين التجاري موضوع الدعوى بذمته وانه منقطع عن دفعه – رد التمييز وابرام القرارين المطعون فيهما.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان التمييز الاصلي قدم ضمن المهلة القانونية مستوفياً الشروط الشكلية ومتضمناً مطالب في الاساس بعد النقض خلافاً لأقوال المميز ضدها حيث طلب المميز تصديق الحكم الابتدائي القاضي برد الدعوى فإنه يكون مقبولاً من حيث الشكل.

وحيث ان المميز عاد وتقدم بطلب تمييز إضافي طال القرار الاعدادي الصادر بتاريخ ٢٠٠٨/٦/١٧ مبيناً انه صحح خطأ مادي في القرارالنهائي المميز بحيث تسري مهلة التمييز من تاريخ التصحيح كما أدلى بكل حال انه تبلغ القرار النهائي المميز بتاريخ ٢٠٠٩/٩/٩ بحيث تكون مهلة التمييز الأصلي ما زالت مفتوحة مما يوجب قبول تمييزه الاضافي شكلاً.

وحيث ان الجهة المميز ضدها طلبت رد التمييز الاضافي شكلاً لأنه قدم خارج المهلة على اعتبار ان القرار المميز صدر بتاريخ ٢٠٠٨/٦/١٧ باتاً بنقطة من نقاط النزاع ومعجل التنفيذ سنداً للمادة ٤٠٩ تجارة لأنه متعلق بالافلاس وقد تبلغه المميز ولم يميزه على حدة بل رضخ له، إضافة الى انه مستوجب الرد لأنها لم تتقدم بتمييز تبعي ليكون للمميز حق التقدم بتمييز إضافي.

وحيث ان الملف المضموم لا يبين إذا ما كان المميز قد تبلغ القرار النهائي المميز ولا تاريخ تبلغه اياه مما يوجب الأخذ بإقراره لجهة تاريخ التبليغ الحاصل في ٢٠٠٩/٩/٩، فيكون التمييز الاضافي قد جاء ضمن مهلة التمييز الأصلي منصباً على قرار إعدادي فاصل بإحدى نقاط النزاع ولم يكن موضع طعن في التمييز الأصلي بحيث يكون الطعن به مع القرار النهائي مقبولاً شكلاً بغض النظر عما إذا كان من الممكن الطعن به على حدة، الأمر الذي يستوجب قبوله شكلاً لهذه الجهة.

وحيث ان عدم تقدم الجهة المميز ضدها بتمييز تبعي لا تأثير له على التمييز الاضافي طالما ان الأخير جاء ضمن مهلة التمييز الأصلي مما يوجب رد أقوال الجهة المميز ضدها لهذه الجهة.

وحيث يتوجب قبول التمييزين الأصلي والاضافي.

ثانياً – في اسباب التمييز:

في أسباب تمييز القرار الاعدادي.

١ – في السبب الأول.

حيث ان الجهة المميزة ادلت بفقدان القرار المميز للأساس القانوني لأنه اعتبر ان النزاع حول الدين غير جدي مما يجعل منه أكيداً ومستحقاً وثابتاً بحيث انحصر البحث في ملاءة المميز متجاهلاً بذلك المستندات المبرزة ومجمل الاوراق والمراسلات الخطية بين الفريقين بواسطة البريد الالكتروني والتي تظهر اعلامها المميز ضدها بعدم مطابقة البضاعة للمواصفات مما ادى الى اعادة شحن قسم من البضاعة وبقاء القسم الآخر في المستودعات تمهيداً لإعادة شحنه على نفقة المميز ضدها.

وحيث ان فقدان الاساس القانوني يتحقق وفقاً لنص الفقرة ٦ من المادة ٧٠٨ أ.م.م. حين تأتي الأسباب الواقعية للقرار غير كافية او غير واضحة لإسناد الحل المقرر فيه.

وحيث ومن العودة الى القرار المميز يتبين انه اورد ان معارضة المميز في مبدأ استحقاق الرصيد المعتمد من المميز ضدها كأساس للدعوى الافلاسية قد انحصر في مبدأ احتساب قيمة الفاتورتين رقم ٢٩٦٥ و٢٦١١ من ضمن قيمة الدين في حين أن قيمة الرصيد ثابتة بمستندات مستخرجة من الدفاتر التجارية للشركة والممسوكة وفقاً للأصول والتي جاءت مطابقة لرصيد الدين الذي اقر به المميز في معرض التحقيق الأولي المجرى أثناء المحاكمة الابتدائية بتاريخ ٢٠٠٥/٥/١٨، كما ادلى بأن المميز تبلغ الانذار بدفع الرصيد المتوجب مع فوائده القانونية ولم يتقدم بأي مراجعة قضائية او بدعوى محاسبة من شأنها ان تثبت جدية المنازعة في الدين موضوع الانذار، ليخلص الى إعتبار المنازعة بالدين مفتقرة الى الجدية.

وحيث يتبين مما تقدم ان القرار المميز أورد أسبابه الواقعية الواضحة والكافية بذاتها للوصول الى ما وصل اليه من نتيجة، الأمر الذي ينفي فقدانه للأساس القانوني ويوجب رد السبب لهذه الجهة.

٢ – في السبب الثاني.

حيث ان المميز ادلى تحت هذا الباب تشويه القرار المميز للمستندات وذلك بعدم أخذه بمضمون تلك المثبتة فى الملف سواء منها المتعلق بالمراسلات بين الطرفين او بمضمون التحقيق الذي أجرته محكمة البداية حيث إنه لم يقر فيه بالدين المطالب به.

وحيث ان المستندات المتذرع بتشويهها هي المراسلات من جهة ومحضر التحقيق من جهة ثانية.

وحيث ان المميز لم يحدد بصورة واضحة المراسلات التي شوهها القرار المميز بإغفاله اياه ولا موضع التشويه ومدى تأثيره على الحل المعتمد مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث وبالنسبة للتحقيق فإن التشويه المنسوب للقرار هو ايراده بأن المميز لم يقر بالدين المتوجب.

وحيث ومن العودة الى التحقيق يتبين ان المميز اوضح ان البضاعة غير الصالحة التي استلمها من المميز ضدها كانت بقيمة ٣٥٠٠٠ يورو وانه أرجع نصفها بحيث أصبحت قيمة الدين الأصلي ١٧٩٠٠ يورو وهو الرصيد الباقي وانه لم يستطع بيع البضاعة وانه أرسل عدة مرات للشركة لإستعادتها موضحاً انه على استعداد للتفاوض مع الأخيرة لإيجاد حل يرضي الطرفين كما انه مستعد لإعادة البضاعة.

وحيث ان التشويه المفضي الى النقض هو بحسب الفقرة ٧ من المادة ٧٠٨ أ.م.م. ذكر وقائع خلافاً لما وردت عليه في المستندات أو مناقضة المعنى الواضح والصريح لنصوصها.

وحيث ان القرار المميز لم يذكر الوقائع خلافاً لما وردت عليه في التحقيق ولا ناقض المعنى الواضح والصريح لما جاء فيه على لسان المميز بل استند الى اقواله حرفياً حيث جاء فيها ان الرصيد الباقي هو ١٧٩٠٠ يورو، ما ينفي حصول التشويه المتذرع به ويوجب رد السبب.

٣ – السبب الثالث.

حيث ان المميز ادلى بأن القرار المميز أخطأ في تطبيق القانون عندما اعتبر أن عدم تقديمه كفالة دليل على عدم ملاءته بالرغم من وجود نزاع جدي حول الدين.

وحيث ان المميز لم يبين القانون الذي أخطأ القرار المميز في تطبيقه مما يوجب رد أقواله للجهالة.

وحيث يتوجب وعلى ضوء رد الأسباب التمييزية رد التمييز الاضافي برمته وابرام القرار المميز.

في أسباب تمييز القرار النهائي:

١- في السبب الأول.

حيث ان الجهة المميزة ادلت بمخالفة القرار المميز لأحكام الفقرة ٢ من المادة ٤٨٩ تجارة وذلك لعدم توفر الشروط الثلاثة الواردة فيها مجتمعة واللازمة لإعلان الإفلاس، ذلك ان نزاعاً جدياً يدور حول الدين وهو ثابت بالمراسلات الحاصلة بين الطرفين وبالدعوى المالية المقدمة منه بوجه المميز ضدها امام القاضي المنفرد المدني في المتن للمطالبة بدينه وهي لا تزال عالقة ولم تقترن بحكم قضائي.

وحيث ان المادة ٤٨٩ نصت على انه " مع الاحتفاظ بتطبيق أحكام الباب السابق يعتبر في حالة الافلاس كل تاجر ينقطع عن دفع ديونه التجارية وكل تاجر لا يدعم الثقة المالية به الا بوسائل يظهر بجلاء أنها غير مشروعة.

وحيث ان المادة المذكورة جاءت فقرة واحدة وليس فيها فقرة ثانية يمكن التذرع بمخالفتها إلا ان القرار المميز وبكل حال لم يخالف المادة ٤٨٩ المذكورة بل تحقق من توفر شروطها حين بين ان المميز تاجر وان لا نزاع جدي حول توجب الدين التجاري موضوع الدعوى بذمته وانه منقطع عن دفعه، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

٢- في السبب الثاني.

حيث ان المميز ادلى بمخالفة القرار المميز لأحكام الفقرة ٣ من المادة ٤٨٩ تجارة لأنه لم يتحقق من كونه متوقفاً عن الدفع طالما ان الدين المطالب به منازع به جدياً.

وحيث ومع التأكيد على عدم وجود فقرة ثالثة في المادة ٤٨٩ تجارة لكي يجوز التذرع بمخالفتها فإن ما ينسبه المميز للقرار المميز لجهة عدم تحققه من توقفه عن الدفع غير صحيح ومستوجب الرد برمته.

٣- في السبب الثالث.

حيث ان المميز يدلي بمخالفة القرار المميز لأحكام الفقرة ٦ من المادة ٧٠٨ أ. م. م. وذلك لفقدانه الأساس القانوني بذهابه الى اعتبار قرار الهيئة السابق تاريخ ٢٠٠٨/٦/١٧ بتكليفه بتقديم كفالة ضامنة هو قرار يؤكد أن الدين ثابت ومستحق الاداء وغير منازع فيه وبالتالي يمكن الاستناد اليه لإعتبار شروط اعلان الافلاس متوفرة مع إنه لم يتثبت من حقيقة الدين ومقداره واستحقاقه، علماً بأنه لا يعتبر من القرارات الفاصلة في احدى نقاط النزاع بل هو من القرارات التحقيقية التي يجوز الرجوع عنها ولا يجوز الطعن بها الا مع القرار النهائي.

وحيث يتوجب بداية رد أقوال المميز لجهة توصيفه القرار الإعدادي لعدم صحتها خصوصاً على ضوء تقدمه بطلب تمييزه كونه فاصلاً بإحدى نقاط النزاع.

وحيث ان فقدان الاساس القانوني يتحقق وفقاً لنص الفقرة ٦ من المادة ٧٠٨ أ.م.م. حين تأتي الأسباب الواقعية للقرار غير كافية او غير واضحة لإسناد الحل المقرر فيه.

وحيث ان القرار المميز استند الى تحقق القرار الاعدادي الذي أصبح مبرماً من كون الدين المطالب به مستحق وبحث في ملاءة المميز وتحقق منها وذلك بعدم قيام المميز بإنفاذ ما كلف به لجهة ابراز كفالة مصرفية ضامنة، فيكون قد استند الى اسباب واقعية كافية وواضحة لإسناد الحل المقرر فيه، مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

٤- في السبب الرابع.

حيث ان المميز أدلى بالتشويه سنداً للفقرة ٧ من المادة ٧٠٨ أ.م.م. لأن النزاع بين الطرفين حول الدين ثابت بالمراسلات الحاصلة بينهما ولأنه لم يقر في التحقيق الذي اجرته محكمة البداية بتوجب الدين المطالب به بل اعتبر انه ثمن البضاعة الموجودة لديه والتي هي موضع منازعة كونها لا تنطبق على المواصفات المطلوبة، وقد شوه القرار المميز المستندات لا سيما محضر التحقيق والمراسلات البريدية والالكترونية.

وحيث انه قد سبق الرد على هذا السبب في معرض بحث السبب الثاني من اسباب تمييز القرار الاعدادي حيث تبين عدم حصول تشويه مما يوجب رد السبب لهذه الجهة.

وحيث يتوجب على ضوء رد الأسباب التمييزية رد التمييز الأصلي برمته.

لذلك،

وبعد الاطلاع على تقرير المستشارة المقررة حروق، تقرر بالاجماع:

اولاً: قبول استدعائي النقض شكلاً وردهما اساساً وإبرام القرارين المطعون فيهما.

ثانياً: تضمين المميز الرسوم والمصاريف كافة.

ثالثاً: مصادرة التأمين التمييزي.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس مهيب معماري والمستشاران الياس الخوري وجان عيد

القرار: رقم ٨٦ تاريخ ٢٠٠٤/٥/٣١

زهير تويت/ خالد السمان ورفاقه

- اعادة محاكمة – قرار صادر عن محكمة التمييز – عدم جواز الطعن بالقرارات الصادرة عن محكمة التمييز باستثناء ما ورد في الفقرة الثالثة من المادة ٧٣٧ أ.م.م. والأحكام المتعلقة بمداعاة الدولة بشأن المسؤولية الناجمة عن اعمال القضاء العدليين – جواز التقدم بطلب اعادة المحاكمة للقرارات الصادرة عن محكمة التمييز، بعد النقض.

- قرار صادر عن القضاء المستعجل – طلب اعادة محاكمة بشأنه – لا يتمتع بحجية القضية المحكوم بها بالنسبة الى أصل الحق – جواز تعديله أو الغائه اذا طرأت ظروف جديدة مبررة – رد طلب اعادة المحاكمة شكلاً.

بناءً عليه،

في الشكل:

بما انه بموجب المادة /٧٣٢/ محاكمات مدنية لا يجوز الطعن في القرارات الصادرة عن محكمة النقض بأي طريق من طرق الطعن باستثناء ما ورد في المادة ٧٣٧ فقرة ٣ أ.م.م. والأحكام المتعلقة بمداعاة الدولة بشأن المسؤولية الناجمة عن اعمال القضاء العدليين؛

وبما ان المادة /٧٣٢/ آنفة الذكر ولئن كانت ترى مجال تطبيقها على قرارات الردّ حيث لا تفصل المحكمة العليا إلاّ بالقانون، يبقى أنه يكون جائزاً التقدم بطلب اعادة المحاكمة بالنسبة الى قراراتها الصادرة بعد النقض حيث تفصل المحكمة العليا بالقانون والوقائع؛ وبما ان القرار المطلوب اعادة المحاكمة بشأنه صادر عن القضاء المستعجل فلا يتمتع بحجية القضية المحكوم بها بالنسبة الى أصل الحق بل يجوز تعديله أو الغاؤه اذا طرأت ظروف جديدة تبرر ذلك على النحو المنصوص عليه بالمادة /٥٨٤/ أ.م.م. ما يؤدي الى ردّ طلب اعادة المحاكمة؛

لذلك،

تقرر المحكمة الاتفاق:

ردّ طلب اعادة المحاكمة شكلاً ومصادرة التأمين إيراداً للخزينة وتدريك طالب اعادة المحاكمة الرسوم والمصاريف كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس جورج بديع كرم (المقرر) والمستشاران ربيعة عميش (منتدبة) وجان عيد

القرار: رقم ١٧ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٦

شركة كابيتاليس ش.م.ل./ ميرام ضاهر وهنري فياض

- تنفيذ عقد قرض وتأمين – بيع بالمزايدة – قرار احالة – طلب ابطاله.

- نشر عن جلسة المزايدة – ابلاغ بواسطة اللصق – قرار احالة – استئنافه بسبب عدم حصول معاملة اللصق عن جلسة المزايدة وفقاً للأصول – صدور قرار بالأكثرية بابطال قرار الاحالة لعدم ثبوت حصول اللصق في ساحة البلدة وعلى لوحة الاعلانات في دائرة التنفيذ – طعن.

- محضر تنفيذي – سند رسمي له قوة تنفيذية – موظف عام – تأكيده على المحضر لصق الاعلانات في محلة وجود العقار المبيع، ومن ثم ضم الاعلان المثبت للصق الى الملف – قوة تنفيذية لما اكّده الموظف العام – لا يوقفها الا الادعاء بتزوير المحضر ولا ينفيها الا ثبوت التزوير – مخالفة القرار المميز احكام المادة ١٤٦ أ.م.م. والخطأ في تطبيقها – اثبات فقدان سند خطي بسبب أجنبي لا يد للخصم فيه – جائز بشهادة الشهود – جواز اثبات فقدان الشهادة الخطية التي تؤكد حصول اللصق بواسطة شهادة المباشر الذي اجراه – مخالفة القرار المميز احكام الفقرة الخامسة من المادة ٢٥٧ أ.م.م. – نقض.

- ادعاء بعدم لصق اعلان البيع على لوحة الاعلانات لدى دائرة التنفيذ – ابطال قرار الاحالة من قبل محكمة الاستئناف لهذا السبب – طعن – ادعاء بسرقة الاشعار من الملف وتمزيقه – جواز اثبات حصول النشر على لوحة الاعلانات بالبينة الشخصية باستماع افادة المباشر الذي قام بلصق الاعلان – مخالفة القرار الاستئنافي أحكام الفقرة الخامسة من المادة ٢٥٧ أ.م.م. باعتباره أنه لا يجوز استماع البينة الشخصية.

- معاملة اللصق – صيغة جوهرية – يشترط لبطلان الإجراء المعتبر صيغة جوهرية اثبات من يتمسك به وقوع ضرر له – المادة ٥٩ أ.م.م. – وجوب تقدير الضرر من قبل محكمة الاستئناف بطريقة واقعية لا بصورة مجرّدة وبالاستناد الى ضرر احتمالي – ذهابها خلاف ذلك – مخالفة أحكام المادة ٥٩ أ.م.م. – عدم تقديم الدليل على حدوث ضرر للمنفذ عليه جراء العيب الذي يدعيه – رفض ابطال الإجراء المدعى به – نقض.

- اجراءات مزايدة – اعلان بواسطة اللصق – صحته – ثبوت حصوله – ضرر – ثبوت رسو المزايدة بمبلغ يفوق قيمة الطرح وبدل التخمين – انتفاء وجود ضرر بالمنفذ عليه.

- اعلان – تضمنه جميع المعلومات عن القسم المطروح للبيع بالمزايدة بشكل نافٍ لأية جهالة – رد الادلاءات المخالفة – تصديق قرار الاحالة.

بناءً عليه،

في الشكل:

حيث ان القرار الاستئنافي المميّز صدر بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢١.

فيكون الاستدعاء التمييزي المقدم من المميزة شركة كابيتاليس ش.م.ل. وارداً ضمن المهلة القانونية، أما بالنسبة للأستدعاء التمييزي المقدم من المميز ميرام ضاهر، فلم يثبت من أوراق الملف تاريخ ابلاغه من المميّز، مما يوجب اعتباره وارداً ضمن المهلة القانونية. وان كلاً من الاستدعاءين التمييزيين جاء مستوفياً شروطه الشكلية الباقية فيقتضي قبول كل منهما شكلاً.

في الأساس:

حيث تبيّن في اطار الوقائع ان المميّزة شركة كابيتاليس ش.م.ل. تنفّذ بحق المميّز ضده هنري ميشال فياض سند دين وعقد قرض وتأمين بقيمة /٢٢١٨٩٢,٣٧// دولار أميركي امام دائرة تنفيذ بيروت التي استنابت دائرة تنفيذ كسروان. وقد تمّت مراحل الحجز التنفيذي على عقار المنفذ عليه وهو شقة كائنة

في القسم رقم /٦/ من العقار رقم ٨٥٢ منطقة ادما والدفنة ووصلت الى مرحلة البيع بالمزايدة. فجرت معاملة النشر كما جرت معاملة الأعلان لجلسة المزايدة المقررة في ٢٠٠٦/٦/٢٨ والصقت الاعلانات وفقاً للبنود المنصوص عليها في المادة ٩٧٠ محاكمات مدنية، الا ان جلسة المزايدة لم تحصل وارجئت الى ٢٠٠٦/١١/١٥ واعيد النشر والصقت الأعلانات مجدداً وفقاً للمادة ٩٧٠ المشار اليها، وهذه المرة لم تحصل جلسة المزايدة أيضاً. وفي المرتين كان يجري تدوين عبارة على المحضر التنفيذي هي التالية: "جرى لصق الاعلانات في ادما" أما التأجيل فكان يتم لأسباب لا علاقة لها بالنشر ولا باللصق.

ثم قرّر رئيس دائرة التنفيذ اجراء المزايدة في جلسة ٢٠٠٨/١٠/٢٢ ببدل التخمين /٢١٥٠٠٠/ د.أ. وببدل الطرح /١٢٩٠٠٠/ د.أ.

وجرى النشر اصولاً وجرى لصق الأعلان عند المختار وعلى باب العقار والقسم وعلى باب البلدية وابلغ المنفذ عليه بواسطة وكيله نسخة عن الأعلان، كما جرى تدوين العبارة التالية على محضر التنفيذ صفحة ١٤. "بتاريخ ٢٠٠٨/٩/٢٦ نشر الاعلان في الديار والنهار والرسمية بتاريخ ٢٠٠٨/٩/٢٥، وبتاريخ ٢٠٠٨/١٠/٧ تبلغ المحامي وكيل هنري فياض وبتاريخ ٢٠٠٨/٩/١٨ جرى لصق الاعلانات في ادما والدفنة وضموا الى الملف". قبل يوم واحد من جلسة المزايدة أي في ٢٠٠٨/١٠/٢١ قدّم المنفذ عليه بواسطة وكيله طلباً الى رئيس دائرة التنفيذ يطلب فيه تأجيل المزايدة بحجة أن الأعلان تضمن وصفاً للشقة مغايراً لواقعها ان بمواصفات أفضل أو اقل من واقعها دون ان يثير مسألة عدد الأعلانات وأمكنة لصقها. الا ان رئيس دائرة التنفيذ وبعد اطلاعه على الطلب ردّه لعدم صحته.

وفي اليوم المقرّر لجلسة المزايدة حضرت وكيلة المنفذة وحضر المنفذ عليه ووكيله وحضر المشتركون في المزايدة وعددهم سبعة فطلبت وكيلة المنفذة السير بالمزايدة وأورد رئيس دائرة التنفيذ ان اجراءات النشر واللصق تمت وفقاً للأصول وقرّر المباشرة بالمزايدة التي رست على المميّز ضده ميرام جرجي ضاهر الذي عرض مبلغ /٢٥٦,٠٠٠/ د.أ. وصدر قرار الأحالة على اسمه لقاء المبلغ المشار اليه.

استأنف المنفذ عليه قرار الأحالة واورد ان الأعلان لم يلصق على "لوحة الاعلانات في دائرة التنفيذ" ولا في ساحة البلدة فصدر القرار الاستئنافي بالأكثرية معتبراً انه لم يثبت اللصق في هذين المكانين مما يشكل مخالفة للمادة ٩٧٠ محاكمات مدنية بنديها الأول والخامس يستتبع ابطال قرار الأحالة. فتقدمت المنفذة والمشتري بالمزايدة باستدعائي التمييز اللذين جرى ضمهما وستبحث المحكمة بالأسباب التمييزية وفقاً لما يلي:

فعلى سببي التمييز الثامن والتاسع المدلى بهما من شركة كابيتاليس ش.م.ل. وسبب التمييز الخامس المدلى به من ميرام ضاهر: مخالفة المواد ١٤٦ و٩٧٢ و٢٥٧ محاكمات مدنية.

حيث ان القرار الاستئنافي المميّز اورد ما يلي: "هذا بالأضافة الى ان ما دوّنه مأمور التنفيذ على المحضر المذكور في الصفحة ١٤ منه انه "جرى لصق الأعلانات في أدما الدفنه وضموا للملف" لا يثبت لصق الأعلان في ساحة البلدة مع عدم وجود المحضر المثبت لذلك خاصة وان بقية المحاضر مبرزة في الملف".

واضاف القرار الاستئنافي يقول: "وبما ان النقص الحاصل في معاملة النشر والأعلان مخالف لأحكام المادة ٩٧٠ أ.م.م. ببنديها الأول والخامس". واضاف أيضاً: "وبما انه استناداً لما تقدم يقتضي قبول الاستئناف اساساً... للنقص الحاصل في اجراءات النشر والأعلان وبالتالي ابطال قرار الاحالة المستأنف".

وحيث ان خلاصة ما قرّره القرار المميّز لجهة البند الخامس من المادة ٩٧٠ محاكمات مدنية هو ان ما دوّنه مأمور التنفيذ على المحضر التنفيذي لجهة لصق الاعلانات في ادما والدفنة وضم هذه الأعلانات، لا يثبت اللصق في ساحة البلدة لأن محضر اللصق غير موجود مع الأوراق الباقية.

وحيث بحثاً بما تقدّم فان المادة ١٤٦ محاكمات مدنية تنص على ان للسند الرسمي قوة تنفيذية، وهو حجّة على الكافة بما دوّن فيه من امور قام بها الموظف العام أو وقعت من ذوي العلاقة في حضوره ضمن حدود سلطته واختصاصه.

وحيث ان الموظف العام هو من دوّن العبارة الواردة في اسفل الصفحة /١٤/ من المحضر التنفيذي، وهو محضر رسمي، والتي يؤكد فيها بأنه جرى لصق الأعلانات في ادما والدفنه، وهي المعاملة المنصوص عليها في البند الخامس من المادة ٩٧٠ محاكمات مدنية، وانه جرى ضمّ الأعلانات، فتكون لهذه العبارة التي تؤكد حصول اللصق في ادما والدفنه وضمّ الأعلان المثبت للّصق الى الملف قوة تنفيذية من جهة وحجّة على الكافة من جهة ثانية طالما ان الموظف العام الذي دوّن العبارة هو من ضمّ الأعلان الى الملف.

وحيث ان القوة التنفيذية المستفادة من نـص المـادة ١٤٦ محاكمات مدنية لا يوقفهـا الا الأدعـاء بتزويـر المحضر ولا ينفيهـا الا ثبـوت التزويـر، الأمرغيـر المتوفر، فيكون ما ذهب اليه القرار المميز لجهة عـدم الأخذ بأثبات اللصق في أدما والدفنه أي في ساحة البلدة وفقاً للبند الخامس من المادة ٩٧٠ أ.م.م. قد خالف المادة ١٤٦ محاكمات مدنية وأخطأ في تطبيقها.

وحيث ان الجهة المميّزة طلبت في حال عدم اقتنـاع المحكمة بأجراء اللصق في ساحة البلدة، استماع المباشر ناجي بارود الذي أجرى اللصق. فاعتبر القرار المميّـز أنه "لا يمكن اثبات كامل معاملات النـشر والأعـلان، بالبيّنة الشخصية".

وحيث ان المـادة ٢٥٧ محاكمـات مدنيـة فقرتهـا الخامسة تنص على انه يجوز الأثبات بـشهادة الـشهود مهما كانت قيمة المدعى به، اذا ثبت فقدان السند الخطي بسبب أجنبي لا يد للخصم فيه.

وحيث بصرف النظر عما اذا كانـت المـادة ٩٧٢ محاكمات مدنية تجيز اثبات اللصق بشهادة من المباشـر أكانت خطية أم شفهية، فأنه عند فقدان الشهادة الخطيـة التي ثبت ضمّها الى المحضر التنفيـذي بـسبب لا يـد للجهة المميّزة فيه، بل هي ادعت بسرقة شهادة اللـصق من الملف، فأن المادة ٢٥٧ فقرتها الخامسة تجيز اثبات فقدان الشهادة الخطية بشهادة المباشـر الـذي أجـرى اللصق. وان ذهاب القرار الاستئنافي خلاف ذلك يكـون قد خالف المادة ٢٥٧ فقرتها الخامسة محاكمات مدنيـة وأخطأ في تطبيقها، مما يوجب قبول سببي التمييز الثامن والتاسع المدلى بهما مـن المميـزة شـركة كابيتـاليس ش.م.ل. وسبب التمييز الخامس المدلى به من المميّـز ميرام ضاهر اساساً.

على اسباب التمييز الخامس والـسادس والـسابع المدلى بها من المميـزة شـركة كابيتـاليس ش.م.ل. وعلى سببي التمييز الثالث والرابع المدلى بهمـا مـن المميّز ميرام ضاهر وسبب التمييز التاسع المـدلى بـه من الشركة.

حيث ان القرارالاستئنافي المميّز أورد ما يلي: "وبما أنه لا يتبيّن من ملف المعاملة التنفيذية أنه يحتوي علـى محضر مثبت للصق الأعـلان علـى اللوحـة المعـدة للأعلانات لدى دائرة التنفيذ".

واضاف القرار: "وبما ان النقص الحاصل في معاملة النشر والاعلان مخـالف لأحكـام المـادة ٩٧٠ أ.م.م. ببنديها الأول والخامس".

وأضاف: "وبما أنه استناداً لما تقدم يقتـضي قبـول الاستئناف، للنقص الحاصل، وبالتـالي ابطـال قـرار الأحالة المستأنف".

وحيث وان لم يرد في المحضر التنفيذي تدوين نشر الأعلان على لوحة الأعلانات لدى دائرة التنفيذ وضـم الأشعار الى المعاملة على غرار ما هو حاصل بالنـسبة للصق الأعلان في أدما والدفنه، يبقى ان الجهة المميّـزة ادعت أمام محكمة الاستئناف بسرقة الأشعار من الملف وتمزيقه بدليل بقاء ارومة الأعلان الممزّقة عالقـة فـي كبسة الأعلانات، وطلبت اثبات معاملة حصول النـشر على لوحة الأعلانات بالبيّنة الشخصية باسـتماع افـادة المباشر ناجي بارود الذي قام بلـصق الأعـلان، الا ان القرار الاستئنافي اعتبر انه لا يجـوز اسـتماع البيّنـة الشخصية.

وحيث ان الحل الذي اثبتته المحكمة اعـلاه لجهـة مخالفة القرارٍ الاستئنافي المادة ٢٥٧ فقرتهـا الخامـسة يعمل به حلاً لأثبات فقدان المستند او تمزيقه الذي يثبت حصول اللصق على لوحـة الأعلانـات. وان القـرار الاستئنافي بذهابه خلاف هذه الوجهة يكون قـد خـالف المادة ٢٥٧ فقرتها الخامسة وأخطأ في تطبيقها.

وحيث فضلاً عن ذلك، فان معاملة لـصق الأعـلان على لوحة الأعلانات في دائرة التنفيذ واثبـات لـصقها تعتبر اجراء من اجراءات التنفيـذ التـي تخـضع فـي البطلان للمادة ٥٩ محاكمات مدنيـة. وان المـادة ٥٩ المشار اليها تشترط لأعلان بطلان الأجراء في ظل عدمٍ وجود نص صريح على البطلان، ان يكون العيب ناتجاً عن مخالفة صيغة جوهرية أو متعلقة بالنظام العـام واذا اثبت من يتمسك بالبطلان بوقوع ضرر له نـاتج عـن العيب.

وحيث مما لا شك فيه ان معاملة اللصق بكليّتهـا أي بكامل بنودها المنـصوص عليهـا فـي المـادة ٩٧٠ محاكمات مدنية هي صيغة جوهرية، أما بنودها الـستة فكل منها يختلف بأهميته عن الآخر تبعاً للغاية التي نُصّ عليها من أجلها، بدليل ان الفقرة الأخيرة من المادة ٩٧٠ ذاتها تعطي رئيس دائرة التنفيذ عند الضرورة ان يزيـد عدد النشرات أو ينقصه بناءً على طلب ذوي العلاقـة. فمعاملة اللصق على باب العقار ومقـام المنفـذ عليـه اعتبرها الاجتهاد صيغة جوهرية لأن الغاية منهـا هـي اعلام المنفذ عليه بموعد المزايدة في ظل غياب الـنص على ابلاغه. أما معاملة اللصق على لوحة الاعلانـات في دائرة التنفيذ فكانت مدار نقدٍ في الفقه لعـدم جـديّتها

ولأمكان تعرضها للتمزيق الفوري والضياع صدفة أو قصداً.

وحيث مهما كانت معاملة اللصق على لوحة الأعلانات، فان المادة ٥٩ محاكمات مدنية تشترط لبطلان الأجراء المعتبر صيغة جوهرية أن يثبت من يتمسك به وقوع ضرر له.

وحيث ان الضرر المتوجب اثباته يجب أن يكون مقدّراً من قبل محكمة الأستئناف بطريقة واقعية مستفادة من مجريات المزايدة وما آلت إليه من نتائج على صعيد السعر الأعلى الذي عرضه من رست المزايدة عليه لا أن يجري تقديره بصورة مجرّدة بحيث تستنتج محكمة الأستئناف الضرر الاحتمالي من الأجراء المدعى تعيّبه فتمزج بذلك العيب بالضرر.

وحيث ان محكمة الاستئناف اذ أوردت في قرارها: "ان بيع القسم بثمن يفوق ثمن الطرح لا يغطي العيب الحاصل في اجراءات النشر والأعلان لا بل يشكل قرينة على أنه انطلاقاً من اعلان ناقص بيع القسم بهكذا ثمن الذي من المحتمل أن يرتفع باشتراك عدد أكبر من المزايدين وبذلك يتمكن المستأنف عليه من إيفاء ديونه أو الاستفادة من الرصيد الفائض عن ديونه وهذا الأمر الحق به ضرراً". تكون قد أخذت بالتقدير المجرّد الممتزج بالمخالفة لا بالتقدير الواقعي المستفاد من وقائع المزايدة وما عرضه المميّز من سعر يفوق ثمن الطرح. فيكون القرار المميّز قد أخذ باثبات ضرر احتمالي مقدّر بصورة مجردة، مما يخالف نص المادة ٥٩ محاكمات مدنية التي توجب على من يتمسك بالبطلان ان يثبت وقوع ضرر واقعي له.

وحيث ان اجتهاد محكمة التمييز مستقر على ان عدم تقديم الدليل على الضرر الذي يدعي المنفذ عليه حدوثه له من جراء العيب الذي يدعيه، وهو مطّلع على مجريات مراحل التنفيذ، يؤدي الى رفض ابطال الأجراء المدعى به؛ كما في النزاع الحاضر حيث تبلّغ المنفذ عليه معاملة اللصق بواسطة وكيله بتاريخ ٢٠٠٨/١٠/٧ وحضر جلسة المزايدة بحضور وكيله وقرّر رئيس دائرة التنفيذ ان اجراءات النشر واللصق تمت وفقاً للأصول ولم يبد المنفذ عليه تذرعاً بضرر ناجم عن الأجراء الذي يدعي تعيبه. أما وبعد رسو المزايدة، وان كان من حقه أن يطعن بقرار الاحالة من خلال الطعن باجراءات المزايدة وفقاً للمادة ٩٨٧ محاكمات مدنية، الا ان التذرع بضرر بعد ذلك يجب أن يقدّر واقعاً مؤكداً لا مجرداً من خلال احتمال مستقبلي.

وحيث يبنى على كل ما تقدم اعلاه وجوب قبول الأسباب التمييزية الخامس والسادس والسابع والتاسع المدلى بها من الشركة المميزة والسببين الثالث والرابع المدلى بهما من المميز ميرام ضاهر في الأساس.

وحيث يقتضي تبعاً لقبول الأسباب التمييزية المشار اليها أعلاه في الأساس، نقض القرار الاستئنافي برمته، دون الحاجة الى بحث الأسباب التمييزية الباقية أما لأنها لقيت رداً ضمنياً وأما لانتفاء الضرورة الى بحثها.

وحيث بعد النقض، ان الدعوى جاهزة للحكم عملاً بالمادة ٧٣٤ محاكمات مدنية. وفي المرحلة الأستئنافية يبقى الاستحضار الاستئنافي مقبولاً شكلاً لوروده ضمن المهلة القانونية مستوفياً شروطه الشكلية الباقية.

وحيث بالانتقال الى بحث الأسباب الاستئنافية المدلى بها في الأساس.

وعلى السبب الاستئنافي الأول: العيب اللاحق باجراءات المزايدة وصيغة قرار الأحالة لعدم نشر الأعلان على ايوان المحكمة وفي ساحة البلدة.

حيث ان ما أقرته المحكمة اعلاه في اطار البحث بالأسباب التمييزية التي تتناول مسألة لصق الاعلان على لوحة الأعلانات وفي ساحة البلدة يبقى صالحاً كردٍّ على الأسباب الأستئنافية المثارة أعلاه. مع التأكيد في اطار المسألة الأولى، اللصق في ساحة البلدة، ان ما هو مدوّن على محضر المعاملة التنفيذية الصفحة ١٤ لجهة حصول لصق الأعلانات في أدما والدفنه وضمها للملف يشكل اثباتاً على حصول اللصق المطلوب في ساحة البلدة لأن محضر المعاملة التنفيذية هو محضر رسمي وما هو مدوّن فيه نافذ حتى ثبوت تزويره، الأمر غير الحاصل لجهة التزوير، عملاً بالمادة ١٤٦ محاكمات مدنية.

أما في اطار المسألة الثانية، اللصق على لوحة الأعلانات في دائرة التنفيذ فقد جرى بحث هذه المسألة في اطار بحث الأسباب التمييزية لجهة خضوع طلب الأبطال الى احكام المادة ٥٩ محاكمات مدنية، وقد بحثت المحكمة عند البحث بالسبب التمييزي الذي يتناولها بطريقة اثبات الضرر ، أي الطريقة، تخضع لرقابة محكمة التمييز، أما الآن وبعد النقض وفي اطار بحث مسألة الضرر، فان للمحكمة أن تبحث بمدى وجود الضرر المتصل سبباً بالأجراء المطلوب ابطاله. وفي هذا المجال ترى المحكمة أن ما هو مفصّل لجهة وجود الضرر في مخالفة المستشار المخالف واقع في محله القانوني. وبالتالي فأن رسو المزايدة بمبلغ /٢٥٦٠٠٠/

دولار أميركي أي بما يفوق بدل الطرح المقدّر بمبلغ /١٢٩٠٠٠/ دولار أميركي بمبلغ /١٢٧٠٠٠/ دولار أميركي وبما يفوق بدل التخمين المقدر بمبلغ /٢١٥٠٠٠/ دولار أميركي بمبلغ /٤١٠٠٠/ دولار أميركي في ظل اشتراك سبعة مزايدين ينفي وجود الضرر وبالتالي تصبح شروط المادة ٥٩ محاكمات مدنية غير مكتملة مما يوجب ردّ السبب الأستئنافي الأول.

وعلى الأسباب الاستئنافية الباقية الثاني والثالث والرابع معاً: وجوب ابطال قرار الاحالة للضرر اللاحق نتيجة عدم ذكر جميع محتويات القسم المطروح للبيع واغفال حدود العقار وعدم ذكر جميع منافعه، مما ادى الى عدم ابراء ذمة المنفذ عليه تجاه الجهة المنفذة.

حيث يتبين من الأعلان المعدّ لجلسة المزايدة الحاصلة في ٢٠٠٨/١٠/٢٢ التي انتهت بقرار الأحالة، ان الأعلان نص على كل المعلومات الواردة في محضر الوصف وفي دفتر الشروط وفقاً لما تفرضه المادة ٩٦٩ محاكمات مدنية فبيّن رقم العقار ورقم القسم المطروح للبيع ومساحته وموقعه في منطقة ادما والدفنة ونص على أنه يتمتع بنظارة جميلة ويكشف خليج جونيه وبيروت والعقار يقع بالقرب من مبنى LBC الجديد كما ورد حرفياً في الأعلان. كذلك بيّن الأعلان تقسيمات القسم الداخلية كما هي موصوفة في دفتر الشروط وفي الأفادة العقارية فأورد ان القسم يتألف من مدخل وصالون وطعام ومطبخ وخادمة مع حمام وثلاث غرف نوم وجلوس وحمّامات وخلاء وشرفات.

كذلك بيّن الأعلان ان القسم هو قيد الانجاز ككل وملبّس جزئياً حجز صخري والشرفات شراشف باطون وأمام مدخل القسم خيمة جديدة وقرميد. الداخل مقطّع مورّق مطروش. الأرض في الداخل والدار والطعام وشرفة الدار بدون بلاط. الكوريدور والغرف مبلّطة سيراميك صناديق الأبواب موجودة. المنجور الخارجي بعضه موجود ويقتصر على الالومينيوم. امدادات الماء والكهرباء موجودة. المطبخ والحمامات بدون بلاط باستثناء حمام واحد. الباب الخارجي للقسم موجود وهو بدون دهان.

كذلك بيّن الأعلان تاريخ قرار الحجز وتاريخ تسجيله وقيمة الدين وبدل التخمين وبدل الطرح وتاريخ المزايدة باليوم والشهر والساعة ومكان حصولها. كما بيّن موجبات الراغب بالأشتراك بالمزايدة لجهة كيفية تأمين الشيك المصرفي أو الكفالة بشكل نافٍ للجهالة.

وحيث، بصرف النظر عن مسألة انبرام دفتر الشروط، فان المعلومات الواردة في الأعلان المبيّنة اعلاه متوافقة مع نص المادة ٩٦٩ محاكمات مدنية من جهة وتؤمن كل المعلومات عن القسم المطروح للبيع بالمزايدة بشكل ناف لأية جهالة. خاصة وان الأعلان لم يبيّن الا ايجابيات القسم المطروح وتغاضى عن بيان سلبياته كما هي مبيّنة في تقرير الخبير ميشال جميل توفيق الذي أورد في التقرير ما يلي: "وباختصار يمكن القول ان هذا القسم متروك ومهمل ويمكن الدخول والخروج منه لمن يشاء وتعمّ فيه الفوضى ويلزمه اعادة تأهيل للتمديدات الموجودة فيه وتقديم وتركيب وانجاز كافة اعمال الانهاء من ورقة وطرش ودهان وتبليط وتركيب كافة انواع البياض والمنجور الخ....".

وحيث ان المستأنف يأخذ على الأعلان بأنه لم يبيّن ان القسم يشترك بملكية القسمين رقم واحد وثلاثة وأنه ينتفع من موقفي سيارة وينتفع من الفسحة المبيّنة على الخريطة.

وحيث بحثاً بذلك فأن الأعلان أورد وبيّن وجود خيمة حديد وقرميد أمام مدخل القسم وهو ما ينتفع به من فسحة. أما بالنسبة لاشتراكه بملكية القسمين رقم واحد وثلاثة، فمن المعروف في انظمة افراز العقارات الى حقوق وأقسام مختلفة أن القسم رقم واحد يشمل أرض العقار ورؤوس الجذور وان القسم رقم ثلاثة يشمل الحقوق المشتركة وبالاجمال فان القسمين رقم (١) و(٣) يشتملان على كل المنافع المشتركة للأقسام.

وحيث زيادة في حرص الأعلان على بيان كل ميزات القسم المعد للبيع بالمزايدة فقد أورد الاعلان ان من يريد الاشتراك في المزايدة "عليه الأطلاع على قيود الصحيفة العينية للقسم موضوع المزايدة" وهذه الملاحظة المهمة تنبّه من يريد الاشتراك بالمزايدة الى مراجعة قيود السجل العقاري وتحديداً الصحيفة العينية للعقار فيتبيّن له ماهية المنافع المشتركة ووجود انتفاع بموقفي سيارتين. مما يوجب ردّ ما يدلي به المستأنف لهذه الجهة كون البيان مشتملاً على كل المواصفات الجوهرية وغير الجوهرية التي تصف العقار بشكل نافٍ لأية جهالة.

وحيث ان البيان كما هو منشور وملصق أمّن للمزايدة سبعة مشتركين جديّين كما هي معدّدة اسماءهم وعروضاتهم في محضر جلسة المزايدة وأمّن للبيع بالمزايدة سعراً بلغ مبلغ /٢٥٦٠٠٠/ دولار أميركي أي ما يفوق بدل التخمين بمبلغ /٤١٠٠٠/ دولار أميركي مما ينفي وقوع ضرر حال للمستأنف. أما تذرع

المستأنف بأنه رغم رسو المزايدة بمبلغ /٢٥٦٠٠٠/ دولار أميركي بقي مديوناً للمنفذة برصيد ما ولم يتمكن من ايفاء جميع ديونه فالأمر شأن آخر ولا يتصل سبّباً بصيغة الأعلان مما يوجب رد أقوال وادلاءات المستأنف ورد الاستحضار الاستئنافي بالأساس ورد كل ما زاد أو خالف من أسباب وحجج ومطالب لما توصلت إليه المحكمة أعلاه أما لأنه لقي رداً ضمنياً وأما لعدم قانونيته.

لذلك،

تقرر المحكمة بالأتفاق وفقاً لتقرير الرئيس المقرّر ما يلي:

أولاً: قبول استدعائي التمييز المضمومين الى بعضهما شكلاً.

ثانياً: قبولهما اساساً ونقض القرار الاستئنافي المميّز.

ثالثاً: الفصل بالدعوى مباشرة بعد النقض وقبول الاستئناف المقدم من المستأنف هنري ميشال فياض شكلاً وردّه أساساً وتصديق قرار الأحالة المستأنف.

رابعاً: تضمين المميز ضده هنري فياض رسوم ونفقات المحاكمتين التمييزية والاستئنافية واعادة التأمين التمييزي في كل من استدعائي التمييز الى مقدمه ومصادرة التأمين الاستئنافي ايراداً للخزينة العامة.

خامساً: رد كل ما زاد أو خالف من أسباب وطلبات وحجج خلافاً لما قررته المحكمة أعلاه.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثامنة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سامي منصور (المقرر) والمستشاران ارليت الطويل ورجا خوري

القرار: رقم ١٦ تاريخ ٢٠١٠/٣/٢

شركة طيران الشرق الأوسط – الخطوط الجوية اللبنانية ش.م.ل./ الطيار مارك عزام وجورج كركبي

- عمل – عقد عمل محدد المدة – طيار – فسخ عقد العمل – بند جزائي – كفيل – صدور حكم عن مجلس العمل التحكيمي برد المطالبة بقيمة البند الجزائي ورد الدعوى عن الكفيل – الحكم بمبالغ على الطيار نتيجة لقيامه بفسخ العقد – قبض الشركة المميزة للمبالغ المحكوم بها بعد تقديمها الطعن التمييزي – عدم وجود رضوخ للقرار المميز – عدم جواز افتراضه – قبض المبالغ المودعة لا يعني تنازلاً عن تلك التي لم يُحكم بها – عدم ثبوت نية الشركة الواضحة بالرضوخ للحكم المطعون فيه.

ان الرضوخ للحكم لا يمكن افتراضه وانما يقتضي ان يتم اثباته بأن يكون اكيداً وواضحاً لا لبس فيه، يدل على نية حقيقية لدى من يُنسب إليه بالتنازل أو بالتراجع عن الطعن والقبول بالقرار.

- عقد عمل محدد المدة – تدريب طيار مساعد على نفقة الشركة – تثبيته في ملاك الطيارين لدى الشركة – بند جزائي – استحقاقه في حال قيام المميز عليه بفسخ العقد قبل المدة المحددة له – عقد قائم على الاعتبار الشخصي وموضوعه – بند موضوع لتعويض الشركة عن الضرر في حال أقدم من اعدته على حسابها ونفقتها للعمل كطيار مساعد على فسخ العقد قبل انقضاء مدته – بند تعويضي عن ضرر مقدّر في العقد – نقض – الزام المميز عليه بدفع قيمة البند الجزائي للشركة المميزة.

بناءً عليه،

أولاً – في تقديم الاستدعاء التمييزي:

حيث انه من الثابت بأن المميزة قد أُبلغت القرار المطعون فيه في ٢٠٠٩/٩/٢ وتقدمت باستدعاء التمييز في ٢٠٠٩/٩/٢٢ فيكون قد ورد ضمن المهلة القانونية ومقبولا لهذه الناحية.

ثانياً – في الرضوخ:

حيث انه من الثابت في الملف ان الشركة المميزة قد تقدمت بتمييزها الحالي في ٢٠٠٩/٩/٢٢ متمسكة فيه بمطالبها التي سبق أن اعلنتها امام مجلس العمل التحكيمي المطعون في قراره والمطلوب نقضه جزئياً لجهتين: قيمة البند الجزائي الذي قضي به ورد الدعوى عن المميز عليه الثاني (الكفيل). في حين ان موافقة الشركة على الايداع الذي تم تلقائياً بموجب شك بالمبلغ المحكوم به من الجهة المميز عليها وما استتبع من رفع الحجز وصرف المبلغ المذكور قد حصل في ٢٠٠٩/١٠/٧، أي بعد الطعن التمييزي، وهو ما له ابعاده ودلالاته كما سنرى.

وحيث أن المحكمة لا ترى في ما عرض من تسلسل في التواريخ (اسبقية الطعن) وانحصار الموافقة المشار اليها بالايداع كما حصل وقبض قيمته رضوخاً للقرار المطعون فيه للاسباب الآتية:

١ – ان الرضوخ لا يمكن افتراضه وانما يقتضي ان يتم اثباته، بأن يكون أكيداً وواضحاً لا لبس فيه، يدل على نية حقيقية لدى من ينسب إليه بالتنازل أو بالتراجع عن الطعن والقبول بالقرار. وان تقديم الشركة للتمييز الحالي ومتابعتها له، وقد سبق تاريخ تقديمه تاريخ موافقتها على الايداع وقبض قيمته، يدلان على التمسك بهذا الطعن.

٢ – ان الموافقة تناولت الايداع الحاصل، وكذلك قبض المبلغ المحكوم به دون ان يعني ذلك رضوخاً لما حكم به وتنازلاً عن المبلغ المطالب به بدليل تقديم المميزة للطعن الحالي بتاريخ سابق على الايداع.

٣ – إن قبض الشركة للمبلغ المودع هو حق من حقوقها، فلا يعني ذلك رضوخاً منها وتراجعاً عن الطعن الحالي، إذ لم يثبت ان في ذلك نية واضحة لدى الشركة، لا لبس فيها، بالرضوخ أو التنازل.

٤ – ان من قام بتنفيذ الحكم وبصورة تلقائية هي الجهة المميز عليها. وان ما قامت به الشركة المميزة هو الموافقة على ما تم من اجراءات في الإيداع وما استتبعه من قبض لقيمته ورفع الحجز مقابل ما تقدم. فقبض المبلغ المودع من الشركة هو حق من حقوقها كما تبين، وما استتبعه من اجراء برفع الحجز هو حق من حقوق الجهة المميز عليها، دون ان يعني ذلك رضوخاً أو تنازلاً. فالرضوخ والتنازل لا يفترضان وانما يقتضي أن يكونا أكيدين يدلان دلالة واضحة لا لبس فيها على نية من ينسبا اليه بالموافقة على مضمون القرار قبل الطعن به أو على عدم متابعة الطعن عند تقديمه، الأمر غير الثابت في القضية.

لذلك يقتضي رد الدفع المدلى به لهذه الجهة.

ثالثاً – في أسباب النقض:

١ – في سببي النقض الأول المبني على مخالفة القرار المطعون فيه للمادتين ٢٦٦ و٢٦٧ م.ع. والخطأ في تطبيقهما وتفسيرهما (المادة ٧٠٨ / ١ أ.م.م.) والثاني المبني على مخالفة ذلك القرار للمواد ١٦٦ و١/١٧٨ و٢٢١ م.ع. والخطأ في تطبيقها وتفسيرها (المادة ١/٧٠٨ أ.م.م.):

حيث انه من الثابت في الملف ما يأتي:

ان الشركة المميزة قد ابرمت في ٢٠٠٥/١/٣ اتفاقاً مع السيد مارك عزام (المميز عليه الأول) موضوعه عقد عمل يتناول تدريب الشركة للسيد عزام على نفقتها بصفة طيار مساعد ثم على ضوء نتيجة هذا التدريب وقبل تثبيته في ملاك الطيارين لدى الشركة اخضاعه لفترة تجربة مدتها ستة أشهر، مع امكانية قيام الشركة بعد الأخذ بعين الاعتبار أوضاع السيد عزام المادية وبهدف تمكينه من متابعة هذه المرحلة – التدريب – بتسديد قسم أو كامل هذه النتفقات وذلك بمثابة دين يقيد على حسابه مع فائدته القانونية ويتم استرداده دفعة واحدة، ومن الحالات التي تمكن من الاسترداد: إقدام المميز عليه الأول على فسخ عقده قبل مرور ست سنوات على بداية تنفيذه لهذا العقد. وقد نصت المادة الخامسة من هذا العقد على انه "يتعهد الفريق الثاني (السيد عزام) في حال إقدامه على فسخ عقده دون عذر مشروع أو تركه الخدمة قبل مضي **ست سنوات** على تنفيذ عقده بأن يسدد الى الفريق الأول (الشركة) بمثابة بند جزائي غير قابل للتخفيض وفقاً لأحكام المادة ٢٦٦ م.ع. مبلغاً وقدره خمسين ألف د.أ." وقد تعدل هذا البند في ٢٠٠٧/٨/١ بحيث أصبح كالتالي: "يتعهد الفريق الثاني في حال إقدامه على فسخ عقده دون عذر مشروع أو تركه الخدمة قبل مضي **عشر سنوات** على بدء عمله لدى الفريق الأول (الشركة) كمساعد طيار أي بتاريخ ٢٠١٥/٦/١١، بأن يسدد الى الفريق الأول بمثابة بند

جزائي غير قابل للتخفيض وفقاً لأحكام المادة ٢٦٦ م.ع. مبلغاً قدره خمسين ألف دولار أميركي". وقد نصت المادة ٢٦٦ م.ع. التي احالت اليها المادة الخامسة المذكورة على ما يأتي: "للمتعاقدين ان **يعينوا مقدماً** في العقد أو في صك لاحق قيمة بدل العطل والضرر في حالة تخلف المديون عن تنفيذ الموجب كله أو بعضه. **وقد وضع البند الجزائي لتعويض الدائن عن الأضرار التي تلحق به** من عدم تنفيذ الموجب. فلا يحق له ان يطالب بالأصل والغرامة معاً، الا اذا كان البند الجزائي قد وضع لمجرد التأخير أو على سبيل اكراه المديون على الإيفاء، ويحق للقاضي ان يخفض غرامة الاكراه اذا وجدها فاحشة...".

وحيث ان المادة ٢٦٦ م.ع. المذكورة قد وردت في الباب الثاني من قانون الموجبات والعقود وعنوانه "التنفيذ البدلي (للموجب)" (أي اداء بدل العطل والضرر) وفي الفصل الثاني بعنوان "تعيين بدل العطل والضرر" والجزء الثالث منه تحت عنوان "التعيين (لبدل العطل والضرر) بالاتفاق (البند الجزائي) مما يعني أنه (أي ذلك البند): صورة من صور التنفيذ البدلي للموجب باداء العطل والضرر على اساس من تحديد لقيمته مقدماً في الاتفاق. فهو بصراحة المادة: تعيين مقدم في العقد او في صك لاحق لقيمته: الضرر، ويستحق عند تخلف المدين عن تنفيذ موجبه كله أو بعضه. فهو لتعويض الدائن عن الاضرار التي تلحق به من جراء عدم التنفيذ، وقد حددت قيمة التعويض مسبقاً في البند.

وحيث ان الطعن قد تناول لهذه الجهة هذه الناحية وحسب، بحيث اصبح مبرماً ما ورد في القرار تحت هذا البند، ما عدا هذه الجهة: قيمة البند الجزائي.

وحيث ان تحليل المادة ٢٦٦ م.ع. المذكورة يؤدي الى نتيجتين متلازمتين تهمان القضية:

النتيجة الأولى: ان الفقرة الثانية من المادة تميز بين نوعين من البنود الجزائية. النوع الأول يكون فيه البند عادياً، يخضع الى القاعدة العامة التي تسود الاتفاق الجزائي، وهو ان يكون الاصل فيه هو عدم تعديله فهو قد وضع كما تبين للتعويض عن ضرر حدد الفريقان مقدماً قيمته في العقد. النوع الثاني يكون فيه البند اكراهياً، يضعه الدائن لاكراه المدين على تنفيذ موجباته تحت طائلة العقوبة الفاحشة التي يحتويها ذلك البند. فالبند الجزائي في هذه الحالة يلتقي مع الغرامة الاكراهية التي يضعها القضاء لناحية الصفة التهديدية التي تكره المدين على التنفيذ.

النتيجة الثانية: هي أن القاعدة العامة التي تفترض عدم التعديل قد استثني منها حالة البند الجزائي الاكراهي الذي لا علاقة له بالضرر أو التعويض عنه. ويشترط للتعديل ان يتخذ البند صفة الغرامة الاكراهية وان يكون فاحشاً.

وحيث انه للوقوف على طبيعة البند الجزائي الوارد في العقد لا بد من اللجوء الى أحد معيارين. المعيار الأول يرتكز الى النية العقدية والارادة الكامنة في وضع هذا البند، هل هو التعويض عن ضرر اتفاقي أم هو لمجرد اكراه المدين على التنفيذ بمعزل عن عنصر الضرر (المعيار الشخصي). المعيار الثاني يرتكز الى قيمة البند مجردة والغاية من وضعه وهي الاكراه على التنفيذ وحسب؛ وهو ما يبرز من ناحيتين: الأولى شكل البند، كأن يستحق هذا البند عن كل يوم تأخير وبالتتابع. الثانية مبلغ هذا البند بأن يكون فاحشاً بمعزل عن فكرة التعويض والهدف منه مجرد الاكراه على التنفيذ (المعيار الموضوعي).

وحيث ان العقد موضوع الدعوى يرتكز الى العناصر الآتية:

١ – تختار الشركة للتعاقد معهم اللبنانيين من ذوي الكفاءات العلمية والخلقية وتشرف على تدريبهم بصفة طيار مساعد وعلى ثلاثة مراحل: التدريب والتجربة والتثبيت في ملاك طاقم طياري الشركة.

٢ – تتحمل الشركة نفقات مرحلة التدريب كاملة عندما لا تسمح أوضاع المتدرب بدفع تلك النفقات التي هي اساساً على مسؤوليته، ويكون ذلك بمثابة دين يقيد على حسابه ويتم استرداده دفعة واحدة في حالات ومنها الحالة موضوع هذه القضية وهي اقدام المتدرب على فسخ عقده قبل مرور المدة المحددة في العقد.

٣ – عند اقدام المتدرب على فسخ عقده دون عذر مشروع أو تركه الخدمة قبل مضي المدة المحددة فيه يسدد للشركة مبلغ /٥٠/ الف د.أ. بمثابة بند جزائي غير قابل للتخفيض وفقاً للمادة ٢٦٦ م.ع.

وحيث ان هذا البند على ضوء طبيعة العقد القائم على الاعتبار الشخصي موضوعه وأهمية الاشخاص الذين تختارهم الشركة للتعاقد معها وكفاءاتهم وطبيعة العمل الذي سيؤديه هؤلاء والمراحل التي يمر بها تأهيلهم له والضرر الذي تقدر الشركة أنه سيلحق بها من جراء فسخ من أعدته لقيادة طائراتها للعقد قبل انتهاء المدة التي تتوقع الشركة خلالها أن تستفيد من خدماته لديها، انما هو بند في وصفه القانوني قد وضع لتعويض

الشركة عن ذلك الضرر الاتفاقي الوارد فيه. فأي من المعيارين المشار اليهما أعلاه هو غير متوفر في ذلك البند لإضفاء الصفة التهديدية، وإنما هو بوصفه بند تعويضي عن ضرر مقدر في العقد.

وحيث ان القرار المطعون فيه باعتباره ان قيمة التعويض المحددة في ذلك العقد هي فاحشة ولا تتناسب مع قيمة **الضرر الحاصل** يكون مستوجباً النقض لمخالفته في وصفه ذلك الوصف الذي اعطته هذه المحكمة له، خاصة ان بحث القرار المطعون فيه في تعويض وضرر حاصل والمقارنة بينهما لاعتبار البند غرامة اكراه لا يتفق مع طبيعة البند الجزائي في هذه الدعوى خصوصاً ومع طبيعة البند الجزائي عموماً الذي لا يرتكز الى ضرر حاصل وانما الى ضرر مقدر من فرقاء العقد وان كل بحث في تعويض اتفاقي، الذي هو البند الجزائي، انما يستتبع الالتزام به الا اذا كان البند يخفي في شكله أو قيمته الفاحشة غرامة اكراه الأمر غير المتوفر في القضية.

لذلك ينقض القرار المطعون فيه في الشق المتعلق بقيمة البند الجزائي.

وحيث أنه، وعلى ضوء ما تقدم، لم يعد من سبب للبحث في سبب النقض الثالث القائم على فقدان الاساس القانوني للقرار المطعون فيه جزئياً، لذلك يقتضي عدم البحث في هذا السبب لانتفاء موضوعه.

رابعاً – في السبب التمييزي الرابع المبني على تشويه القرار المطعون فيه جزئياً مضمون المستندين المتمثلين بكتاب المميزة الذي ارسلته للمميز عليه الأول رداً على كتاب استقالته وجواب المميز عليه الأول عليه بذكر وقائع خلافاً لما وردت عليها فيها (المادة ٧٠٨ أ.م.م. ف٧):

حيث ان القرار المطعون فيه توصلاً الى رد الدعوى لم يمنح الدائن حق مداعاة الكفيل مباشرة ما لم يكن المدين في حال تأخر عن تنفيذ موجبه وان الحالات المستثناة من ذلك المنع حصراً هي غير متوافرة في النزاع الراهن، كما أنه ليس في مستند الكفالة ما يفيد بوجود التضامن مع المدين الأصلي،

وحيث أنه لم يرد في القرار، وتحت هذا السبب تحديداً وفي باب التعليل، أي إشارة الى المستندين اللذين أشار اليهما المميز عليهما للقول بتشويههما، وإنما بنى القرار الحل الذي توصل اليه على المادة ١٠٧٠ م.م. التي تنص على أنه "لا دعوى للدائن على الكفيل الا اذا كان المدين الأصلي في حالة تأخر عن تنفيذ الموجب"

وليس في القضية أي من الحالات المنصوص عليها في المادة ١٠٧١ م.ع. والتي تنص على الاستثناءات من المنع.

وحيث ان شروط المادة ٧٠٨ فقرة ٧ من قانون اصول المحاكمات المدنية هي غيرمتوفرة اذ ليس من ذكر أصلاً لوقائع خلافاً لما وردت عليه أو مناقضة للمعنى الواضح والصريح لنصوصها وانما تطبيق القرار لنصوص قانونية تتعلق بالكفالة استتبعت رد الدعوى عن الكفيل،

لذلك يقتضي رد السبب المدلى به لهذه الجهة.

خامساً – في مرحلة ما بعد النقض الجزئي للقرار:

وحيث ان المادة ٧٣٤ أ.م.م. قد نصت على ما يأتي: "في حالة نقض القرار المطعون فيه لمحكمة التمييز ان تفصل مباشرة في موضوع القضية اذا كانت جاهزة للحكم...

وحيث ان الدعوى بحالتها الحاضرة هي جاهزة للحكم،

وحيث انه يقتضي الزام المميز عليه بأن يدفع الى الشركة المميزة قيمة البند الجزائي المنصوص عنه في المادة الخامسة من عقد ٢٠٠٥/١/٣ وتعديله ومقدارها خمسون الف دولار أميركي وتضمين المميز عليه الرسوم والنفقات واعادة مبلغ التأمين، والمقصود بالمميز عليه السيد مارك عزام.

لذلك،

تقرر:

قبول التمييز شكلاً وقبول السبب التمييزي الأول والثاني وعدم البحث في السبب التمييزي الثالث ورد السبب التمييزي الرابع ونقض القرار المطعون فيه جزئياً في الشق المتعلق بوصف البند الجزائي موضوع المادة الخامسة من اتفاقية ٢٠٠٥/١/٣ وتعديلها وقيمته ونشر الدعوى والحكم مجدداً بالزام المميز عليه مارك عزام بأن يدفع الى الشركة المميزة، شركة طيران الشرق الأوسط الخطوط الجوية اللبنانية ش.م.ل. مبلغ خمسون ألف دولار أميركي وتضمينه الرسوم والنفقات واعادة مبلغ التأمين.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثامنة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سامي منصور
والمستشاران رجا خوري (المقرر) وكارلا قسيس

القرار: رقم ٢٧ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٦

ريمون أبي صعب/ مجلس الإنماء والإعمار

- استملاك – طلب استرداد قسم من العقار المستملك – ايداع قيمة المساحة المراد استردادها – اختصاص.

- استملاك – نزع ملكية خاصة بجعلها ملكاً عاماً – استنفاذ المرسوم الذي قضى بانتزاع الملكية غايته وتحقيق مفاعيله بمجرد نقل الملكية من اسم المالك الاساسي الى اسم الإدارة – عدم جواز اعتبار المرسوم التخطيطي قائماً بعد اتمام عملية نقل الملكية – وجوب قيام الادارة بتنفيذ المشروع الذي من أجله تمّ نقل الملكية على اسمها – وجوب التقيد بأحكام المادة ٣٣ من قانون الاستملاك – مخالفة القرار المطعون فيه احكام القانون – نقض.

- مرسوم استملاك – تعديل التخطيط بموجب مرسومين لاحقين – استملاك المساحة حصراً لمصلحة تنفيذ اوتوستراد – عدم استعمالها بكاملها من أجل هذه الغاية –تعدّد المراسيم المتعلقة بالتخطيط لانشاء الاوتوستراد وما يرتبط به من تحويرات وطرق جانبية – تفسير أهداف هذه المراسيم – البحث فيما اذا كانت الادارة قد عدلت عن المساحة التي لم تستعملها في تنفيذ مشروعها – أمور تخرج عن اختصاص القضاء العدلي وتدخل في اختصاص القضاء الاداري – رد الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أنّ استدعاء التمييز مقدّمٍ ضمن المهلة ومستوفٍ سائر شروطه، فيكون مقبولاً شكلاً.

ثانياً – في اسباب التمييز:

حيث أنّ المدعي، المميز، تقدّم بالدعوى الراهنة بوجه المدعى عليه، المميز ضده، أمام الغرفة الابتدائية في الشمال مُدلياً بأنه، بعد أن صدر المرسوم رقم ٦٩/١٢٥٢٠، الذي يشمل مساحة /٢٠٣١٣/م٢ من أصل كامل مساحة عقاره رقم /١٧٥/ تحوم البالغة /٣٦٤٣٢/م٢، قام المميز ضده بمعاملات الاستملاك اللازمة التي انتهت باتخاذه قراراً بتاريخ ١٩٧٢/٦/١٩ قضى فيه بوضع يده على المساحة المستملكة المشار اليها. وأنّه اثر صدور المرسوم رقم ٩٤/٥٢١٢، وبعده المرسوم رقم ٢٠٠٠/٤٠٦٤ الذي عدّله، جرى اعتماد تخطيطاً مختصراً للطريق الجانبيّة من دون أن يتمّ تعديل المساحة المستملكة بالمرسوم رقم ٦٩/١٢٥٢٠ الآنف ذكره، بحيث أنّ جزءاً من هذه المساحة قدره /٨٤٠٠/م٢ ظلّ خارج تخطيط الطرق الجانبية، وبقي بشكل لا لزوم له. وانه بعد تنفيذ الاوتوستراد والطريق الجانبيّة، أصبحت مساحة الـ/٨٤٠٠/ م٢ خارج حدود كلٍ من هذا الاوتوستراد وطريقه الجانبية، وهذا ما تؤكده الخرائط التنفيذية والخرائط العامة المبرزة، ممّا يبيّن بشكل واضح أنّ الادارة قد عدلت عن هذه المساحة. وانه بعد أن طلب من المدعى عليه أن يردّ له المساحة المذكورة، وعرض عليه فعلياً إعادة التعويض المقابل بموجب معاملة عرض وإيداع فعليّين، وبعد أن رفض المدعى عليه إجابة طلبه، تقدّم ضده بهذه الدعوى مطالباً فيها بالحكم له باسترداد مساحة الـ/٨٤٠٠/م٢ المستملكة من العقار /١٧٥/ تحوم.

حيث بعد أن نازع المدعى عليه في ما أدلى وطالب به المدعي، وبعد أن طلب ردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي، وإلاّ لعدم الاختصاص النوعي، وفي الأساس لعدم توافر شروط الاسترداد، وإلاّ لعدم جدّية الدعوى ولعدم قانونيتها ولعدم ثبوتها، أصدرت الغرفة الابتدائية المنوّه بها، وبالأكثرية، قراراً قضت فيه باعلان اختصاصها، وباجابة طلب المدعي باسترداد مساحة الـ/٨٤٠٠/م٢ موضوع الدعوى إليه، وذلك بعد اعتبار الايداع الحاصل من قبله متوافقاً مع الشروط المفروضة بموجب المادة /٣٣/ من قانون الاستملاك.

حيث بعد أن استأنف المدعى عليه القرار الابتدائي المنوّه به طالباً فسخه، ومن ثمّ الحكم بعدم ردّ مساحة الـ/٨٤٠٠/م٢ الى المدعي، المستأنف ضده، لعدم الاختصاص، واستطراداً لعدم القانونية والثبوت، وبعد أن نازع هذا الأخير في إدلاءات ومطالب المستأنف، أصدرت محكمة الاستئناف القرار المطعون فيه، المبيّن منطوقه في المستهل، والذي يطلب المميز، المستأنف ضده، نقضه للأسباب التمييزية المعّددة أعلاه، والتالي بحثها.

ألف – عن السببين التمييزيين الأول والثاني:

حيث أنّ المميز يعيب على القرار المطعون فيه ما يأتي:

١ – فقدانه الأساس القانوني نتيجة ردّه الدعوى لمخالفة قواعد الاختصاص الوظيفي (تحت السبب التمييزي الأول).

٢ – مخالفته القانون والمبادئ القانونية القاضية بأنّ القضاء العدلي هو حامي الملكية الفردية، وبأنّ النظر في القضايا المتعلقة باسترداد العقارات يعود الى المحاكم العدلية، وذلك نتيجة ردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي (تحت السبب التمييزي الثاني).

حيث أنّ حيثية القرار المطعون فيه التي يستند اليها المميز للقول بأنّ القرار المطعون فيه ردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي، التي تشكل مع باقي حيثيات القرار، ومع فقرتها الحكمية، وحدة متكاملة، تضمنت ما يأتي:

"حيث أنه، في ما خصّ الطعن الموجّه للحكم المستأنف لمخالفته قواعد الاختصاص الوظيفي، أعلنت المحكمة الابتدائية اختصاصها للنظر بالدعوى الحاضرة الناشئة عن قضايا الاستملاك، في حين أنّ الادارة المختصّة تبقى وحدها الصالحة للقول فيما إذا كانت المساحة المذكورة أي /٨٤٠٠/م٢، قد خرجت عن إطار الاستملاك أم أنها لم تخرج عن إطاره".

حيث أنّ ما تضمنّته حيثيّة القرار المطعون فيه الآنف بيانها لم يشر إطلاقاً الى أنّ محكمة الاستئناف التي أصدرته قضت فيها بردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي.

حيث أنّ الفقرة الحكمية التي توصّل إليها القرار المطعون فيه نتيجة لما بحثه هذا القرار في الحيثيات التي وردت في متنه، لم تتضمّن، هي الأخرى، أيّة إشارة الى أنّ الدعوى رُدّت لعدم الاختصاص الوظيفي، وإنّما تضمنّت أنّه، بعد فسخ القرار الابتدائي، تردّ الدعوى لعدم القانونية.

حيث لو أنّ محكمة الاستئناف قضت في قرارها المطعون فيه بردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي لما كانت تابعت البحث فيها في نقاط الأساس وفي المواد القانونية التي أوردتها فيه، وفي ما ذكرته في حيثياتها بشأن هذه المواد لتتوصّل بالنتيجة الى القضاء بردّ الدعوى لعدم القانونية، وإنّما لكانت اكتفت بردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي فحسب، وبالإشارة الى انها تدخل ضمن اختصاص القضاء الإداري تحديداً، وهذا ما لم يحصل على الإطلاق، وفق ما يتبيّن من مضمونه، ومن منطوق القرار المحكي عنه،

حيث في ضوء عدم ثبوت قضاء القرار المطعون فيه بردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي، يكون ما يُعيبه المميز على القرار المذكور تحت السببين التمييزيّين الأول والثاني في غير محله، ممّا يستوجب ردّهما لعدم الجدية ولعدم الثبوت ولعدم القانونية.

باء – عن السببين التمييزيّين الثالث والرابع:

حيث أنّ المميز يعيب على القرار المطعون فيه ما يأتي:

١ – مخالفته المواد /٣٣ و٣٥ و٣٦/ من قانون الاستملاك عندما قضى بردّ دعوى الاسترداد لعدم القانونية على أساس أنّ الاستملاك تخطيطي، وأنّ مرسوم تصديق التخطيط يبقى ساري المفعول ما لم يعدّل أو يلغى بمرسوم (تحت السبب التمييزي الثالث).

٢ – مخالفته المادة /٣٣/ من قانون الاستملاك، وخطئه في تطبيقها وفي تفسيرها نتيجة ردّ الدعوى بحجّة أنّ المادة /٣٣/ الواقعة في الباب الأول من قانون الاستملاك لا تطبّق على الاستملاك التخطيطي المنصوص عليه في الباب الثاني من القانون المذكور (تحت السبب التمييزي الرابع).

حيث أنّ استملاك عقارات الأفراد لأجل منفعة عامة لا يتمّ إلاّ بموجب مراسيم تتخذ أشكالاً مختلفة تبعاً لطبيعة المشروع موضوع المنفعة العامة التي تبتغي الادارة الوصول إليه بموجب هذه المراسيم؛ وقد تكون هذه المراسيم إمّا مراسيم عاديّة، وإمّا مراسيم تخطيط،

حيث أنّ نزع ملكية الأملاك الخاصة، سواء تمّ تنفيذاً لمرسوم عادي، أم تنفيذاً لمرسوم تخطيط، وذلك بعد اتّباع الإجراءات والسُبُل المفروض اتّباعها قانوناً في كلّ من هاتين الحالتين (أي حالتي هذا المرسوم أو ذاك)، لا

يتمّ إلاّ نتيجةً لوضع يدّ الادارة على الملكية المنوّه بهـا وفقاً للطريقة التي ينصّ عليها القانون بالنسبة الى كـل من هاتين الحالتين، وذلك مقابل إيداعها قيمة التعـويض القانوني المحقّ المقـضى بـه متـى زادت المـساحة المستملكة عن الربع المجاني،

حيث بعد نزع الملكية الفرديّة من قبل الادارة ووضع هذه الأخيرة يدها على المساحة المنتزعة مـن الأفـراد ونقلها من إسم هؤلاء الى إسمها بجعلهـا ملكـاً عامـاً، نتيجةً لتنفيذ المرسوم الذي كان في أساس هذا الانتزاع، (بعد اتّباع الأصول المفروضة قانوناً في أيٍّ من حـالتي المرسومين السابق ذكرهما)، يكون هذا المرسوم، سواء كان تخطيطياً أم عاديًّا، قد استنفد وحقّق مفاعيله طالمـا أنّه تتوّج بعملية نزع الملكية وبنقلها مـن اسـم المالـك الأساسي الى إسم الادارة، التي وضع لأجـل الإفـضاء اليها (أي الى تلك العملية).

حيث بعد استنفاد مرسوم التخطيط لمفاعيلـه بفعـل إنتزاع الملكية من الأفراد ونقلهـا علـى إسـم الادارة المستملكة، لا يمكن اعتبار أنّ مرسوم التخطيط ما برح قائماً وسارياً كما فعلت محكمة الاستئناف فـي قرارهـا المطعون فيه عندما لجأت الـى أحكـام المـادتين /٣٥ و٣٦/ من قانون الاستملاك، ذلك أنّ ما تقضي به هاتان المادتان بالنسبة الى بقاء مرسوم التخطيط ينحصر فقـط بالحقبة التي يكون فيها المشروع موضوع هذا المرسوم غير منفذ بعد، أي بالحقبة التـي لا يكـون فيهـا هـذا المرسوم قد استنفد وحقّق المفاعيل التـي اتّخـذ لأجـل تنفيذها، أي بالحقبة السابقة لانتزاع الملكية من الأفـراد ولنقلها على إسم الادارة المستملكة.

حيث بعد حصول تنفيذ المرسوم التخطيطـي ونقـل الملكية على إسم الادارة، كما هو حاصل فـي القـضية الراهنة، تكون هذه الادارة ملزمـةً بالمباشـرة بتنفيـذ المشروع الذي من أجله تمّ نقل الملكية علـى إسـمها، بحيث تكون ملزمةً، في هذه الحالة، بالتقيّد بما تفرضـه المادة /٣٣/ق. استملاك، طالما أنّ العقار أصبح تحـت يدها ومسجّلاً على إسمها كملكٍ عام.

حيث أنّ القرار المطعون فيه الذي قـضى بخـلاف ذلك، يكون قد خالف أحكام المواد /٣٥ و٣٦ و٣٣/ ق. استملاك وأخطأ في تطبيقها، ويكون بالتـالي الـسببان التمييزيّان الثالث والرابـع مقبـولين، ويكـون القـرار المطعون فيه مستوجباً برمته النقض، دونما حاجة الـى بحث باقي الأسباب التمييزيّة.

ثالثاً – في الأساس بعد النقض:

حيث بعد نقض القرار المطعون فيه، يكون على هذه المحكمة، بوصفها حالةً محلّ محكمـة الاسـتئناف، أن تنظر، وأن تفصل في القضية من جديـد بعـد نـشرها أمامها، وفقاً للأصول التي تنصّ عليهـا المـادة /٧٣٤/ أ.م.م.

حيث أنّ المستأنف، المدعى عليـه، فـي ردّه علـى الدعوى الحاضرة الموجّه ضده من المستأنف بوجهـه، المدعي، التي يعتبر فيها أنّ هذا الأخير عدل عن مساحة الـــ/٨٤٠٠/ م٢ الباقيـة مـن أصـل مـساحة الـ/٢٠٣١٣/م٢ من عقاره رقم /١٧٥/ تحوم، التي كان قد اتّخذ قراراً بوضع اليد عليها تنفيـذاً للمرسـوم رقـم ٦٩/١٢٥٢٠ القاضي بتـصديق تخطـيط أوتوسـتراد طبرجا – طرابلس، وذلك إثر صدور المرسـوم رقـم ٩٤/٥٢١٢، والمرسوم رقـم ٢٠٠٠/٤٠٦٤ المتعلّقـين بذات الأوتوستراد، وفقاً لعرض المعطيات في مـستهلّ فقرة أسباب التمييز المدرجة أعـلاه – فـي ردّه علـى الدعوى لهذه الجهة – يدلي المستأنف، من جملة ما يدلي به، بعدم الاختصاص الوظيفي للقضاء العدلي للنظر في النزاع الحالي، باعتبار أنّ مـا يطالـب بـه المـدعي، المستأنف بوجهه، لناحية معرفة ما إذا كـان تـصرف الادارة المستملكة يشكّل عدولاً أم لا، يتطلّـب تفـسيراً للأعمال الادارية وللقرارات المتخذة بموجـب مراسـيم متلاحقة انصبّت على مشروع واحد، وأدّت بالنتيجة الى تعديلات فيه، وبالتـالي الـى بـروز مـسألة مـساحة الـ/٨٤٠٠/م٢ موضوع هذه الدعوى.

حيث أنّ قول المدعي، المستأنف بوجهه، بـأنّ هـذه الدعوى لا تتعلّق بتعديل المرسوم رقم ٦٩/١٢٥٢٠، بل تتعلّق بعـدول الادارة عـن المـشروع الـذي جـرى الاستملاك من أجله فيما يتعلّق بمساحة الـ/٨٤٠٠/ م٢، لا يستقيم مع الأمور التالية:

١ – اعتراف المستأنف بوجهه ذاته أنّ مـا يعتبـره عدولاً من قبل المستأنف ناتج إثر صـدور المرسـومين رقـم ٩٤/٥٢١٢ و٢٠٠٠/٤٠٦٤ المتعلقـين بتعـديل تخطيط الطرق الجانبية المحاذية لأوتوستراد طبرجـا – طرابلس المقرّر بموجب المرسـوم رقـم ٦٩/١٢٥٢٠، وفق ما يُستفاد ممّا ذكره في مطلـع لائحتـه الابتدائيـة المقدّمة في ٢٠٠٣/١١/١٥ حيث أورد الآتي:

"أنّ العـدول عـن اسـتعمال المـساحة المطلـوب استردادها ثابت بالمراسيم المتلاحقة التي صدرت بنـاءً لطلب المجلس...

فالمساحة المطلوب استردادها قد استملكت حصراً لمصلحة أوتوستراد طبرجا – طرابلس تنفيذاً للمرسوم رقم ٦٩/١٢٥٢٠. وهي لم تستعمل لهذا الاوتوستراد وغير لازمة له. وقد تمّ فصلها عن هذا الاوتوستراد بتخطيط الطرق الجانبية المصدّق بالمرسوم رقم ٢٠٠٠/٤٠٦٤....".

٢ – خريطة المرسوم رقم ٢٠٠٠/٤٠١٤ المرفقة مع الاستحضار الابتدائي، والتي قال المدعى عليه، المستأنف، في كتابه تاريخ ٢٠٠٢/٥/٢٢ الذي وجّهه الى المدعي أنه يرفقها له، تبيّن ممّا هو مدوّن فيها أنها خريطة "تعديل الطرقات الجانبيّة لاوتوستراد طبرجا – طرابلس.

حيث أنّ ما هو مثار ومطالب به يستتبع، في ضوء تعدّد المراسيم المتلاحقة والمتعلّقة بتخطيط أوتوستراد طبرجا – طرابلس وما يرتبط به من تحويرات وطرقات جانبية، المبيّنة أرقامها أعلاه، تفسيراً لأهداف هذه المراسيم، وللأعمال الاداريّة التي يتطلبها تنفيذ هذه المراسيم، وذلك لأجل تحديد طبيعة العمل الاداري المتعلّق بمساحة الـ/٨٤٠٠م٢ موضوع الدعوى، وبيان ما إذا كان هذا العمل يشكّل عدولاً من قبل الادارة (المجلس المستأنف)، أم لا، وما يترتّب على ذلك من نتائج؛ وهذه أمور تخرج عن اختصاص القضاء العدلي وتدخل ضمن اختصاص القضاء الاداري،

حيث أنّ القرار الابتدائي المستأنف الذي حفظ اختصاص الغرفة الابتدائية الوظيفي، على الرغم مما أثاره المدعى عليه لجهة عدم الاختصاص الوظيفي لهذه الغرفة، يكون في ضوء ما تقدّم مستوجباً الفسخ.

حيث تبعاً لذلك تكون الدعوى برمّتها مستوجبة الردّ لعدم الاختصاص الوظيفي،

حيث بعد الوصول الى هذه النتيجة، يُقضى بردّ كلّ ما زاد أو خالف،

لهذه الأسباب،

تقرر:

١ – قبول التمييز شكلاً،

٢ – ردّ السببين التمييزيين الأول والثاني لعدم قانونيتهما ولعدم جديّتهما لكون القرار المطعون فيه لم يقض بردّ الدعوى لعدم الاختصاص،

٣ – قبول السببين التمييزيّين الثالث والرابع، ونقض القرار المطعون فيه برمّته دونما حاجة الى البحث في ما تبقّى من أسباب تمييزية مثارة، وإعادة مبلغ التأمين الى المميز،

٤ – في الأساس بعد النقض يقضى بالآتي:

أ – بفسخ الحكم الابتدائي، وبردّ الدعوى برمّتها لعدم الاختصاص النوعي للقضاء العدلي للنظر بها،

ب – بردّ كلّ ما زاد أو خالف،

ج – بتضمين المدعي، المستأنف ضده، النفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثامنة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سامي منصور
والمستشاران ارليت الطويل ورجا خوري (المقرر)

القرار: رقم ٤٥ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٧

الدولة اللبنانية/ إريك داغر ورفاقه

- **إشغال الجيش لعقار – مطالبة بتعويض – حالة الظروف الاستثنائية – شروطها – وجوب تحقق الشروط مجتمعة – عدم توافر أي منها في الدعوى – إشغال لا يدخل ضمن مفهوم الظروف البالغة الخطورة المبرّرة للفعل المشكو منه – عدم وجود حائل يمنع إشغال البناء بالطرق القانونية – عدم وجود ظروف استثنائية تستدعي اتخاذ التدبير المشكو منه – حدث مفاجئ يبرر إشغال العقار – لا يمكن ان يتمادى في الزمن – عدم توافر شروط الظروف الاستثنائية التي تبرر إشغال عقار المميز عليه – عدم اتباع الادارة الاصول القانونية المفروضة لتشريع إشغالها للعقار – تعدٍ – تحقق اختصاص القضاء العدلي للنظر في النزاع.**

- **تعويض – تقرير خبير – فقدان الاساس القانوني – عدم تحقق شروطه – سلطة محكمة الاساس المطلقة في تقدير الأدلة والمعطيات وتقييمها.**

- رسوم قضائية – اعفاء الدولة منها – الاعفاء المقصود في المادة ٨١ من قانون الرسوم القضائية – نفقات المحاكمة التي يحكم بها عند اصدار الحكم – عدم علاقتها بالرسوم القضائية المنصوص عنها في المادة ٨١ من قانون الرسوم القضائية – عدم مخالفة القرار المطعون فيه احكام المادة ٨١ المذكورة بقضائه بترتب النفقات على الفريق الخاسر – رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث لم يتبيّن أنّ القرار النهائي المطعون فيه أبلغ من المميزة، فيكون استدعاء التمييز المقدّم من قبل هذه الأخيرة وارداً قبل بدء سريان مهلة الطعن تمييزاً بحقها، مقبولاً شكلاً لهذا السبب، وبسبب استيفائه باقي الشروط الشكلية.

كما أنّه مقبول شكلاً لجهة تناوله القرار الفاصل في مسألة الاختصاص، والصادر بتاريخ ٢٠٠٥/١٠/١٨، قبل صدور الحكم النهائي الآنف ذكره، باعتبار أنّ هذا القرار لا يجوز الطعن فيه إلا مع الحكم النهائي الفاصل بالنزاع، وفقاً للمبدأ المنصوص عليه في الفقرة الأولى من المادة /٦١٥/أ.م.م.، ولأنّ الموضوع الذي قضى به (موضوع الاختصاص) ليس واحداً من المواضيع المستثناة بموجب المادة /٦١٥/ المذكورة.

ثانياً – في أسباب التمييز:

حيث أنّ المدعي، مورث الجهة المميز ضدها، تقدّم بدعواه الراهنة بوجه المدعى عليها، المميزة، أمام القاضي المنفرد في بيروت مدلياً أنه يملك العقار/٣٨٨٣/ بعبدا الذي يقع عليه بناء مفرز الى /١٢/ قسماً، يعدّ من الأبنية الفخمة، كان مؤجّراً منذ العام ١٩٨٢ لغاية شهر تموز ١٩٩١ من سفير فرنسا، وما ان ترك هذا الأخير البناء المذكور في التاريخ المشار إليه حتى دخله الجيش اللبناني وشغله بالكامل، وما زال حتى تاريخه. وانّ المدعى عليها لم تكتف بالتعدّي وبالاستيلاء على عقاره، وانّما ألحقت به أشدّ الأضرار، إذ حطّمت الوحدات العسكرية التي شغلته معظم أدواته الصحية، وأنزلت أضراراً جمّة بكافة شققه، وأنّ أفعال المدعى عليها الآنف ذكرها، الحاصلة من دون اتّباع الأصول القانونية المتوجّب اتّباعها لتشريع مثل هذه الأفعال، هي من قبيل التعدّي على الملكية الفرديّة، التي تحميها المحاكم العدلية، الأمر الذي يجعل المدعى عليها مسؤولة عن جميع هذه الأفعال، وأنّه طلب تبعاً لذلك إلزام هذه الأخيرة بإخلاء بنائه القائم على العقار /٣٨٨٣/ بعبدا تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها خمسة عشر مليون ليرة لبنانية عن كلّ يوم تأخير وحتى تاريخ الإخلاء الفعلي، وبأن تدفع له ما يوازي الضرر الذي لحق به،

حيث بعد أن نازعت المدعى عليها في ما أدلى وطالب به المدعي، وطلبت ردّ الدعوى لعدم الاختصاص، وإلاّ لعدم قانونيتها ولعدم صحتها لأنّ عملها يشكل عملاً حكومياً، ولأنّه تمّ في ظروف استثنائية، ولأنها لم ترتكب أي خطأ، ولعدم ثبوت الأضرار، ولعدم وجود علاقة سببيّة بين الضرر المدعى به وبين عمل الادارة – بعد ذلك – صدر عن القاضي المنفرد السابق ذكره قراراً قضى بردّ الدعوى لعدم الاختصاص الوظيفي،

حيث أنّ ورثة المدعي، المميز ضدهم، استأنفوا القرار الابتدائي المنوّه به وأدلوا بوجوب فسخ القرار المذكور للأسباب التالية:

١) لاختصاص القضاء العدلي للنظر في هذه الدعوى المتعلّقة بالتعدّي على الملكية الفرديّة،

٢) لعدم وجود ظروف استثنائية،

٣) لأنّ استيلاء المستأنف عليها على ملكهم لا يشكّل عملاً حكوميًّا،

٤) لمسؤولية المستأنف عليها عن الضرر اللاحق بهم.

وانّهم طلبوا في ختام استئنافهم ذات المطالب التي أوردها مورثهم في ختام الاستحضار الابتدائي، والآنف بيانها أعلاه.

حيث بعد أن نازعت المستأنف عليها في ما أدلى وطالب به المستأنفون، طالبةً ردّ الدعوى لعدم الصلاحية، وإلاّ فلعدم القانونية والصحة والثبوت، صدر القرار المطعون فيه، المبيّن منطوقه في المستهلّ، والذي تطلب المميزة نقضه للأسباب المعدّدة أعلاه، والتالي بحثها،

ألف – عن السبب التمييزي الأول:

حيث أنّ المميزة تعيب على القرار المطعون فيه مخالفته القانونية وخطئه في تطبيقه وتفسيره بالنسبة الى قواعد الاختصاص الوظيفي، وذلك عندما أعتبر أنّ إشغال الجيش لعقار الجهة المميز ضدها متصّف بالتعدّي لأنّه لا يستند الى أيّ أساس قانوني يبرّره في ظلّ غياب

الظروف الاستثنائية واستتباب الأمن، في حين أنّ وقوع العقار المذكور في نقطة استراتيجيّة من الناحية العسكرية تتطلّب حضوراً مباشراً للجيش على الأرض للمحافظة على السلم الأهلي، هو الذي يؤدّي الى اعتبار أنّ هناك ظروفاً استثنائية تبرّر اشغال الجيش لهذا العقار.

حيث خلافاً لما تدلي به المميزة، أنّ وقوع البناء موضوع النزاع على هضبة مرتفعة، واشرافه من خلالها على مدينة بيروت ومطارها وضاحيتها الجنوبية، ومحاذاته لمنطقة اليرزة حيث القصر الجمهوري ووزارة الدفاع ومبانٍ حكومية ولمقرّات شخصيّات سياسيّة وأمنيّة عدّة، في حالِ شكّل نقطةً استراتيجيّة، فأنّه لا يشكّل حالة الظروف الاستثنائية التي تبرّر إشغال وحدات الجيش اللبناني للبناء المذكور، والتي يشترط لأجل توافرها، بحسب المبادئ القانونية المكرّسة في العلم والاجتهاد، تحقّق شروط أربعة متضافرة، هي:

١) وجود ظروف، بالغة الخطورة متمايزة عن حالة العجلة،

٢) وجود استحالة مطلقة على السلطة الادارية أن تعمل بصورة طبيعية عادية لتتوصّل الى الغاية المرجوّة (وهو ما يُعرَف بشرط الاستحالة على الادارة أن تتصرّف بصورةٍ شرعية)،

٣) عدم اعتبار التدابير الاستثنائية المتّخذة قانونية إلاّ خلال استمرار الظروف التي استدعت اتّخاذ هذه التدابير، بحيث أنّه لا يمكن تطبيق هذه التدابير بعد انتهاءِ هذه الظروف، وهذا ما يجعل لهذه التدابير طابعاً مؤقتاً.

٤) يجب أن تكون للتدابير الاستثنائية المتّخذة صلةً وثيقةً ومباشرةً مع الغاية المرجوّة، بحيثٍ انها لا تعتبر محقّةً وقانونيةً بمجرّد أن لا تكون هادفةً الى بلوغ تلك الغاية.

فإنّ أيًّا من هذه الشروط الأربعة، الواجب تحقّقها مجتمعةً، غير متوافرٍ في هذه القضية الراهنة؛ فمن ناحيةٍ أولى أنّ ما اعتمدته المميزة من أسبابٍ لتبرير إشغالها لعقار الجهة المميز ضدها لا يدخل ضمن مفهوم الظروف البالغة الخطورة المبرّرة للفعل المشكو منه، ومن ناحيةٍ ثانية لم تكن هناك أيّة استحالة مطلقة على المميزة أنّ تقدم بشكلٍ قانوني وطبيعي على إشغال العقار المحكي عنه بغيةِ التوصّل الى الغاية التي كانت تتوخاها من هذا الإشغال، إذ لم يكن يوجد أمامها أيّ حائلٍ، من أيّ نوعٍ، يمنعها من اعتماد السبل القانونية لإشغال البناء، سواء عن طريق قرارٍ بالمصادرة متّخذ بالطريقة القانونية، أو عن طريق استئجار هذا البناء، ومن ناحية ثالثة لعدم وجود ظروف استثنائية تستدعي اتّخاذ التدبيرِ المشكو منه، وأنّ المبرّرات التي ذكرتها المميزة (موقع العقار، آثار الحرب التي قالت أنها ما زالت مستمرّة حتى تاريخه، الحفاظ على السلم الأهلي) لا تشكل ظروفاً استثنائية، وإنّما هي أمور دائمة ومستمرّة في ضوء واقع حال البلد والشعب، ولا تتسم بالطابع المؤقت، كما هو مفروض تحت الشرط الثالث ومن ناحيةٍ رابعة لأنّه لم يثبت أن إشغال العقار موضوع النزاع كانَ التدبير الوحيد، الذي لا بُدّ منه للوصول الى الغاية المرجوّة لمعالجة المبرّرات التي تذرّعت بها المميزة، والمبيّنة آنفاً، والذي لولاه لما أمكن بلوغ تلك الغاية،

حيث أنّ الحدث المفاجئ، وغير المتوقّع الذي يبرّر إشغال عقار الجهة المميز ضدها منذ العام ١٩٩١، لا يمكن أن يتمادى في الزمن الى ما لا نهاية، ولا يمكن للمميزة أن تتذرّع باستمرارية أسبابه طيلة الوقت الذي استغرقه، وانه كان بامكانها، كونها هي التي قرّرت الواقع الحاصل بالنسبة الى عقار الجهة المميز ضدها، أن تتخذ الإجراءات والأصول القانونية لتجعل هذا الواقع متوافقاً مع الأحكام القانونية.

حيث مع اتّضاح عدم توافر شروط الظروف الاستثنائية المبرّرة لإشغال عقار الجهة المميز ضدها من قبل المميزة، ومع ثبوت عدم قيام هذه الأخيرة باتّباع الأصول القانونية المفروضة لتشريع إشغالها لهذا العقار، يكون هذا الإشغال حاصلاً من دون مسوّغ شرعي، وبالتالي متّسماً بالتعدي، الأمر الذي يعود للقضاء العدلي صلاحية النظر فيه ووضع حدٍّ له.

حيث تبعاً لما تقدّم، يكون السبب التمييزي الأول الذي عاب على القرار المطعون فيه مخالفته قواعد الاختصاص الوظيفي مستوجباً الردّ.

باء – عن السبب التمييزي الثاني:

حيث أنّ المميزة تعيب على القرار المطعون فيه فقدانه الأساس القانوني لناحية أخذه بتقرير الخبير، وبالأرقام الواردة فيه، كونه خالف أساس التقدير الصحيح في احتسابه التعويض، وفي اعتماده بشكلٍ كامل على ما ورد في تقرير الخبير، في حين انها كانتً قد أبدت أمام محكمة الاستئناف، مصدرة القرار المطعون فيه، تعليقاً مفصّلاً لجهة كون التقرير تضمّن أرقاماً إجمالية غير مفيدة وغير مبّررة، إن لناحية تحديده

كلفة تصليح الأضرار اللاحقة بالبناء، أو لناحية بدل المثل.

حيث أنّ فقدان الأساس القانوني وفقاً لمفهومه الحصري المحدّد في المادة /٧٠٨ بند (٦)/ أ.م.م. يتمثل بالحالة التي تكون فيها الأسباب الواقعية التي اعتمدها القرار لإسناد الحلّ القانوني المقرّر فيه غير كافية أو غير واضحة.

حيث أنّ ما تثيره المميزة إن لناحية قولها بمخالفة القرار المطعون فيه أسس التقدير في احتساب التعويض، أم لناحية قولها أنّ القرار المذكور اعتمد على ما ورد بتقرير الخبير على الرغم ممّا أبدته من تعليق على هذا التقرير، لا يدخل ضمن المفهوم القانوني لشرط فقدان الأساس القانوني، وإنّما يدخل ضمن ما يعود لمحكمة الأساس من سلطة مطلقة لتقدير الأدلّة والمعطيات، وتقييمها، وهو أمر لا يجوز الطعن فيه أمام محكمة التمييز، ممّا يجعل السبب التمييزي الثاني مستوجباً الردّ.

جيم – عن السبب التمييزي الثالث:

حيث أنّ المميزة تعيب على القرار المطعون فيه مخالفته المادة /١١/ من قانون الرسوم القضائية، وخطئه في تفسيرها وفي تطبيقها، وذلك عندما حكم على الدولة بنفقات المحاكمة.

حيث أنّ المادة /٨١/ من قانون الرسوم القضائية تنصّ على أنّ الدولة تعفى في جميع الدعاوى التي تقام منها أو عليها من تأدية الرسوم القضائية والطوابع الأميرية ... عن جميع الأوراق التي تبرزها والمعاملات التي تطلبها بإسم ولمصلحة الدوائر العامة الداخلة في موازنتها...".

حيث أنّ الإعفاء المقصود في المادة /٨١/ الآنف ذكرها هو الإعفاء من إداء الرسوم القضائية، ومن الطوابع الأميرية التي تستفيد منها الدولة في الدعاوى التي تقيمها، أو التي تقام ضدها، وذلك عن جميع ما تبرزه من أوراق، وعن جميع المعاملات التي تطلبها باسم ولمصلحة الدوائر العامة الداخلة قانوناً في موازنتها.

حيث أنّ نفقات المحاكمة، المحدّدة بموجب المادة /٥٤٠/ أ.م.م.، هي تلك التي يُحكم بها عند إصدار الحكم، والتي يكون من واجب المحكمة أن تحكم بها من تلقاء نفسها عند إصدار الحكم المنهي للخصومة، وفق ما تقضي به المادة /٥٤١ فقرة (١)/ أ.م.م.، ولا علاقة لهذه النفقات المتوّجبة بعد انتهاء الدعوى نتيجة صدور الحكم المنهي للخصومة فيها، بالرسوم القضائية المنصوص عليها في المادة /٨١/ من قانون الرسوم القضائية، والتي تكون متوجّبة عند تقديم الدعوى، والمتعلّقة بما يتمّ إبرازه من أوراق، أو بالمعاملات التي يطالب بها عند تقديم هذه الدعوى، أو خلالها.

حيث لم يتبيّن من الملف الإستئنافي انّ الدولة اللبنانية المستأنف بوجهها، المميزة، قد أُلزمت من قبل محكمة الاستئناف بتأدية رسوم الطوابع الأميريّة، أو بالصاق أيّة طوابع على أيّ من اللوائح أو المستندات التي تقدّمت بها أثناء الدعوى الاستئنافية، فتكون بذلك المحكمة الاستئنافية المذكورة قد راعت أحكام المادة /٨١/ من قانون الرسوم القضائية، ولم تخالفها.

حيث في ضوء التمييز المبيّن أعلاه بين ما تقضي به المادة /٨١/ الآنف ذكرها، وبين المادة /٥٤٠/ أ.م.م.، لا تكون محكمة الاستئناف، لدى قضائها بالزام المستأنف بوجهها، المميزة، بالنفقات قد خالفت أحكام المادة /٨١/ المنوّه بها لأنها لم تلزمها إلاّ بتلك النفقات التي تترتّب على الفريق الخاسر عند إصدارها قرارها المطعون فيه المنهي للخصومة، فانسجمت بذلك مع أحكام المادة ٥٤٠ وما يليها/ أ.م.م.، التي لم تقض باعفاء الدولة من النفقات لدى الحكم بها من قبل المحكمة عند إصدارها حكمها المنهي للخصومة،

حيث تبعاً لذلك يكون السبب التمييزي الثالث مردوداً،

حيث بعد ردّ كافة أسباب التمييز يمسي استدعاء التمييز برّمته مستوجباً الردّ، والقرار المطعون فيه مستأهلاً الإبرام.

حيث يقتضي ردّ كلّ ما زاد أو خالف.

لهذه الأسباب،

تقرّر:

١ – قبول التمييز شكلاً،

٢ – ردّه برّمته تبعاً لردّ كافة الأسباب التي أسند إليها،

٣ – ردّ كلّ ما زاد أو خالف،

٤ – تضمين المميزة النفقات،

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة الثامنة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سامي منصور والمستشاران ارليت الطويل ورجا خوري

القرار: رقم ٤٧ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٧

صوما شاهين الخوري/ مؤسسة كهرباء لبنان

- عمل – اختصاص – مخالفة القانون – المادة ٢٩ من قانون عقود العمل الجماعية والوساطة والتحكيم – شرطا اعتبار نزاع العمل جماعياً – مفهوم المصلحة الجماعية – مدعٍ معروف بذاته – تشابه مطالبه مع غيره ممن هم في وضعيته – عدم تعلق المنازعة بمصلحة نموذجية مبدئية – عدم جواز اعتبار المنازعة منازعة عمل جماعية – نقض.

ان ما قصده المشترع بـ"المصلحة الجماعية" المنصوص عنها في الفقرة الثامنة من المادة ٢٩ من قانون عقود العمل الجماعية والوساطة والتحكيم، وكشرط لاعتبار النزاع نزاع عمل جماعي، هو المصلحة النموذجية المبدئية أي التي لا يُعرف تحديداً المستفيدون منها الحاليون أم المستقبليون، اذ لا يكفي لكي يوصف النزاع بنزاع عمل جماعي أن يتكوّن من مجموعة طلبات فردية بل يشترط ان يتناول مصلحة نموذجية لا يعرف المستفيدون منها والا لأضحت الخلافات الجماعية مجموعة خلافات فردية.

- نزاع عمل فردي – مطالبة بالتعويض عن النقص في قيمة تعويض نهاية الخدمة بسبب الغاء الحق بالتعرفة الكهربائية المخفّضة المعتبر أساساً كجزء من تعويض نهاية الخدمة تمت اضافته الى الأجر – مدى جواز ارتباط ذلك الإلغاء بتعويض الصرف من الخدمة – تحقق اختصاص المحكمة للنظر في النزاع.

- تعويض صرف من الخدمة – تحديده قبل صدور قانون الموازنة لعام ٢٠٠١ الذي الغى بموجب مادته ٧٥ جميع الاعفاءات والبدلات المخفضة لرسوم الكهرباء وأية اعفاءات أو بدلات مخفّضة وأياً كانت الجهة المستفيدة منها – نص عام ومطلق – شموله الحالات السابقة على نفاذه – تفسير المطلق على اطلاقه – التزام القضاء العادي بالإرادة التشريعية حتى في الحالات التي تمس فيها حقوقاً مكتسبة في السابق – رد طلب المدعي بالتعويض.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أنه لم يثبت بأن المميز قد أبلغ الحكم المطعون فيه وإنما استلم ذلك الحكم، والاستلام لا يعد التبليغ المنصوص عنه قانوناً، فيكون الاستدعاء التمييزي المقدم بتاريخ ٢٠٠٩/٧/١٤ – وهو التاريخ نفسه لاستلام الحكم – قد ورد ضمن المهلة القانونية ومقبولاً شكلاً وقد استوفى بقية شروطه لهذه الجهة.

ثانياً – في السبب التمييزي المبني على مخالفة القرار المطعون فيه للمادة ٢٩ من قانون عقود العمل الجماعية والوساطة والتحكيم:

حيث ان المادة ٢٩ المشار اليها تنص على ما يأتي: "يعتبر نزاع العمل جماعياً اذا توفر فيه الشرطان التاليان:

١ – أن يكون أحد طرفي النزاع جماعة من الاجراء.

٢ – أن يتناول موضوع النزاع مصلحة جماعية سواء أكان ذلك بشأن تفسير القوانين والمراسيم والقرارات والأنظمة المرعية الاجراء والعقود الجماعية والأنظمة الداخلية وتنفيذها، أم بشأن القضايا التي لم تتطرق اليها القوانين والأنظمة المرعية كالنزاعات المتعلقة بممارسة الحرية النقابية وبالأجور وبشروط العمل غير المحددة بقوانين أو أنظمة أو عقود جماعية، أو كتلك النزاعات المتعلقة بالمفاوضة وإعادة النظر بالعقود الجماعية".

وحيث ان ما قصده المشترع بـ"المصلحة الجماعية" المنصوص عنها في الفقرة (٢) من المادة ٢٩ المذكورة وكشرط لاعتبار النزاع نزاع عمل جماعي هو المصلحة النموذجية والمبدئية أي التي لا يعرف تحديداً المستفيدين منها الحاليين أم المستقبلين. فلا يكفي لكي يوصف بنزاع عمل جماعي أن يتكون من مجموعة طلبات فردية بل يشترط ان يتناول مصلحة نموذجية بالمعنى المشار إليه أعلاه، لا يعرف فيها المستفيدين منها والاّ لأضحت

الخلافات الجماعية مجموعة خلافات فردية حيث من الممكن والمتاح قانوناً لكل فرد فيها مراجعة المحكمة المختصة.

وحيث ان في القضية مدعياً معروفاً بذاته ولو كانت تتشابه مطالبه مع غيره ممن هو في وضعيته، فيكون الشرط الأساسي لاعتبار المنازعة منازعة عمل جماعية وهو المصلحة الجماعية المذكورة هو غير متوفر في القضية التي تقوم على مجموعة مصالح فردية وليس مصلحة نموذجية مبدئية كما تبين،

وحيث أنه يقتضي تبعاً لذلك نقض القرار المطعون فيه لذهابه مذهباً مخالفاً وبشكل مخالفة لأحكام المادة ٢٩ من قانون عقود العمل الجماعية والوساطة والتحكيم بالمفهوم الذي جرى بسطه في المتن،

وحيث ان المادة ٧٣٤ أ.م.م. قد نصت على أنه في حالة نقض القرار المطعون فيه لمحكمة التمييز أن تفصل مباشرة في موضوع القضية إذا كانت جاهزة للحكم، كما هو الأمر في القضية الحاضرة،

وحيث أنه بمقتضى المادة الأولى فقرة أولى من المرسوم ٩٨/٣٥٧٤ تختص هذه المحكمة في البت بنزاعات العمل الفردية الناشئة عن علاقات عمل بمفهوم المادة ٦٢٤ فقرة أولى موجبات وعقود.

وحيث أن الجهة المدعية تطلب الزام المؤسسة المدعى عليها بتعويضها عن النقص في قيمة تعويض نهاية الخدمة بسبب الغاء الحق بالتعرفة الكهربائية المخفضة وعلى أساس ان الحق في تلك التعرفة قد اعتبر باتفاق المدعي وغيره من المدعين في نفس الموضوع مع المدعى عليها كجزء لا يتجزأ من تعويض نهاية الخدمة أضيف الى الأجر ولا يمكن الغاؤه بارادة منفردة، وهو ما تناقش به المؤسسة المدعى عليها لأن المدعي صرف من الخدمة لبلوغه السن القانونية وان الدعوى لا تتناول احتساب تعويض صرفه من الخدمة وانما تقتصر على التعويض على المدعي عن اضرار يزعم انها لحقت به بنتيجة الغاء التعرفة المخفضة وهو ما تم بنص قانوني لا تسأل عنه المدعى عليها...

وحيث ان النزاع كما عرض انما هو من الخلافات الناشئة عن الصرف من الخدمة وان اختلف الفريقان في وصفها: فالمدعي يعتبر التعويض المطالب به هو من هذا القبيل في حين أن المؤسسة المدعى عليها تنكر حقه في ذلك وهو ما يتطلب من المحكمة الفصل في هذه المسألة، أي في مدى استحقاق المدعي لما يطالب به من تعويض بنتيجة الغاء ما يدلي به من حق في التعرفة الكهربائية المخفضة ومدى ارتباط ذلك الالغاء بتعويض الصرف من الخدمة.

وحيث انه يقتضي تبعاً لذلك اعلان اختصاص هذه المحكمة للفصل في المسألة المطروحة وبالتالي في الادلاءات المخالفة لهذه الجهة.

وحيث أنه من الثابت في الملف ما يأتي:

١ – ان المدعي قد تحدد تعويض صرفه من الخدمة قبل صدور قانون الموازنة لعام ٢٠٠١ الذي نص في الفقرة الثانية من المادة ٧٥ على الغاء جميع الاعفاءات أو البدلات المخفضة لرسوم الكهرباء وغيرها من الرسوم والبدلات وأية اعفاءات أو بدلات مخفضة المنصوص عنها في الفقرة الأولى من المادة مهما كان نوعها أو تسميتها أو طبيعتها وأيا كانت الجهة المستفيدة منها أو صفة المستفيد.

٢ – ان العاملين لدى مؤسسة كهرباء لبنان كانوا يستفيدون من الحق في تعرفة مخفضة على استهلاك الطاقة الكهربائية للمساكن التي يشغلونها منذ سنة ١٩٣٨، وقد اعتبر هذا الحق جزءاً لا يتجزأ من الأجر ويدخل في تعويض نهاية الخدمة.

٣ – ان مجلس ادارة كهرباء لبنان قد أكد في ١٩٧٢/١/٤ بالأمر الاداري رقم ١٠ على ما يأتي: ان يستمر المستخدم المصروف من الخدمة لأسباب غير تأديبية على الاستفادة مدى حياته من التعرفة المخفضة للطاقة الكهربائية المستهلكة من منزله وتخفيض في الأكلاف الاجمالية لربط المنزل الدائم الذي اختاره بالشبكة شرط ان يكون قد قضى في الخدمة الفعلية في المصلحة /٢٠/ سنة على الأقل وعليه أن يدفع السلفة على المقطوعية...".

وحيث ان ما ينشأ عن ذلك هو ما يأتي:

أولاً: ان تعويض نهاية الخدمة قد جرى إحتسابه بالنسبة له قبل صدور قانون الموازنة العمومية سنة ١٩٧٥ المشار إليه – وقد احتسبت التعرفة الكهربائية المخفضة حتى تاريخه من أساس الراتب وتحدد تعويض صرف المدعي من الخدمة ومن ضمنه التعرفة المذكورة، وعلى اساس ان تلك التعرفة كانت تشكل جزءاً لا يتجزأ من الراتب، وكل ذلك وفق ادلاءات المدعي في الاستحضار الابتدائي وادلاءاته اللاحقة.

ثانياً: ان العلاقة التعاقدية بين المدعي والمؤسسة المدعى عليها قد انتهت بتاريخ صرف المدعي من الخدمة وقد صفيت المترتبة له على المؤسسة بموجب

عقد العمل الناشئ بينهما حتى تاريخه ومن ضمنها تعويض الصرف من الخدمة بكافة مشتملاته.

ثالثاً: ان الأمر الاداري رقم /١٠/ الصادر عن مجلس ادارة كهرباء لبنان في ١٩٧١/١/١٤ قد منح كل مستخدم مصروف من الخدمة لاسباب غير تأديبية حق الاستفادة مدى حياته من التعرفة المخفضة للطاقة الكهربائية المستهلكة في منزله وتخفيض في الاكلاف الاجمالية لربط المنزل الدائم الذي يختاره بالشبكة شرط ان يكون قد مضى بالخدمة الفعلية في المصلحة /٢٠/ سنة على الأقل... وقد استفاد المدعي من هذا الأمر الاداري لتوافر شروط النص فيه.

رابعاً: ان قانون الموازنة لعام ٢٠٠١ قد الغى في المادة /٧٥/ منه جميع الاعفاءات او البدلات المخفضة للرسوم والبدلات المنصوص عنها في الفقرة الأولى من المادة مهما كان نوعها او تسميتها أو طبيعتها وأيا كانت الجهة المستفيدة منها – او صفة المستفيد. وقد جاء هذا النص (المادة ٧٥ المذكورة) عاماً ومطلقاً، فتناول الالغاء كافة البدلات الكهربائية المخفضة كالرسوم والبدلات المنصوص عنها في الفقرة الأولى من المادة حتى ٢٠٠١/١٢/٣١، فيشمل النص وبصراحته بالتالي الحالات السابقة على نفاذه، فلا يستثن منه الحالة المعروضة. فالمطلق يفسر على اطلاقه – ويعود للارادة التشريعية ان تعطي النص القانوني مفعولاً رجعياً يشمل الحالات السابقة على نفاذ القانون الذي تضعه، فلا يملك القضاء العادي سوى الالتزام بتلك الارادة حتى في الحالات التي يمس فيها النص حقوقاً يُدلى بأنها مكتسبة في السابق، طالما أن النص هو نافذ ومطبق.

وحيث ان المنحة التي أعطاها الأمر الاداري رقم /١٠/ المذكور والصادر عن مجلس ادارة كهرباء لبنان باعطاء كل مستخدم لدى المؤسسة المدعى عليها مصروف من الخدمة لاسباب غير تأديبية وقضى بالخدمة الفعلية /٢٠/ سنة على الأقل الحق بالاستفادة من التعرفة الكهربائية المخفضة ومنهم المدعي قد ألغيت بصراحة نص المادة ٧٥ من قانون الموازنة لسنة ٢٠٠١ المشار إليها ولا تملك المؤسسة المدعى عليها سوى تطبيق ذلك الالغاء، كما لا يملك القضاء سوى تطبيق ذلك النص النافذ والمعمول به. فالقضاء لا يمكنه الا ان يحكم بالنص مهما كانت طبيعته وابعاده.

وحيث ان المرسوم تاريخ ٢٠٠٢/٥/١٤ والمنشور في ٢٠٠٢/٥/٢٣ قد اعطى ابتداء من ٢٠٠٢/١/١ رئيس مجلس الادارة – المدير العام والمستخدمين والاجراء والمتعاقدين العاملين فعلياً وحصراً في كل من مؤسسة كهرباء لبنان والمصلحة الوطنية لنهر الليطاني تعويضاً شهرياً مقطوعاً قدره /١٢٥/ الف ل.ل. اضافة الى درجة تدرج لكل مستخدم أو أجير متعاقد وذلك بدلاً من التعرفة الكهربائية الملغاة بموجب المادة /٧٥/ من قانون الموازنة سنة ٢٠٠١ المشار اليها فلا يشمل هذا المرسوم حالة المدعي الذي ليس هو في وضعية الاشخاص الذين تناولهم المرسوم صراحة وحصراً، فتكون مطالبة المدعي بالتعويض هي مردودة لسببين:

الأول أنه ليس من بين الحالات التي قصدها المرسوم المشار إليه. الثاني ان التعرفة المخفضة قد أدخلت في تعويض الصرف من الخدمة وكتعويض احتسب نهائياً حتى تاريخ صرف المدعي من الخدمة، أما ما استجد بعد ذلك من استمرارية في اعطاء المدعي الحق بالاستفادة من هذه التعرفة بعد تاريخ صرفه من الخدمة انما كانت منحة بأمر صادر عن مجلس ادارة كهرباء لبنان وقد الغاها نص المادة /٧٥/ من قانون الموازنة سنة ٢٠٠١ فلا تسأل المؤسسة المدعى عليها التي التزمت بالنص عن هذا الالغاء. فترد المطالبة الأصلية المقدمة من المدعي لهذه الجهة.

وحيث انه فضلاً عن ذلك فإنه من المتفق عليه علماً واجتهاداً ان نظام المكافآت هو من الانظمة الادارية العامة، ومن صورها تخفيض الالزامات المترتبة لعاملين في المؤسسة ولا تنشئ حقوقاً مكتسبة مهما طال الزمن عليها إذ يبقى للادارة التي اصدرتها ان تلغيها وتعدلها في أي حين، فكيف اذا كان مصدر ذلك الالغاء هو نص تشريعي عام في المسألة؟

خامساً: أنه وللاسباب ذاتها يقتضي رد الطلب الاستطرادي المقدم من المدعي باحتساب التعويض له وفقاً للاسس المعتمدة بالمرسوم تاريخ ٢٠٠٢/٥/١٤ المنشور في ٢٠٠٢/٥/٢٣ اذ ليس في المسألة نقص أو انقاص في تعويض نهاية خدمته الذي احتسب بشكل كامل ونهائي للمدعي بتاريخ صرفه من الخدمة السابق على قانون الموازنة لسنة ٢٠٠١ وفق ما هو ثابت في الملف، ولا نص في القانون يعطي القضاء حق احتساب تعويض اضافي للمدعي عن الغاء التعرفة الكهربائية،

وحيث ان المشترع لو شاء استثناء وضعية المدعي من الالغاء المشار إليه في المادة /٧٥/ من قانون الموازنة لسنة ٢٠٠١ لنص على ذلك صراحة في القانون عينه. كما أن واضع المرسوم تاريخ ٢٠٠٢/٥/١٤ المنشور في ٢٠٠٢/٥/٢٣ لو أراد

منح وضعية المدعي الحق في الاستفادة مما أعطاه للمستخدمين والاجراء المتعاقدين العاملين فعلياً من تعويض شهري مقطوع، وهو ما يطالب به المدعي كتعويض يقابل ما أدلى به من نقص في تعويض نهاية الخدمة الذي استحق له، لذكر النص ذلك صراحة. فبعدم استثناء المادة /٧٥/ من قانون موازنة سنة ٢٠٠١ وضعية المدعي من أحكامها وبعدم اعطاء تلك الوضعية التعويض الشهري بالمرسوم المشار اليه وانما بحصره للتعويض بالحالات التي تناولها فقط يكون واضع تلك النصوص قد عبّر صراحة عن ارادة بعدم الأخذ بأي حق مكتسب في الموضوع وانما بوجود منحة معطاة بأمر اداري يعود للنص القانوني أو للمرسوم الذي يعلو الأمر الاداري ان يلغيها لاعتبارات يقدرها واضع النص او المرسوم.

وحيث أنه يقتضي على ضوء ما تقدم، وبعد النقض ونشر الدعوى، الحكم بردها أساساً للاسباب المبينة في المتن،

لذلك،

تقرر:

قبول التمييز شكلاً ونقض القرار المطعون فيه اساساً للاسباب المبينة في المتن ونشر الدعوى والحكم مجدداً باختصاص هذه المحكمة للنظر في الدعوى وردها بمطالبها الاساسية والاستطرادية كافة لعدم توافر شروطهما للاسباب المبينة في المتن وتضمين المدعي الرسوم والنفقات ومصادرة التأمين.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة التاسعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نعمه لحود والمستشاران جان – مارك عويس (المقرر) ووفاء مطر

القرار: رقم ١٢ تاريخ ٢٠١٠/٢/٢٣

عبدالله فرحات ورفاقه/ جورج غصوب ورفاقه

- عقد بيع – سبب جديد امام محكمة التمييز – سبب لا يغيّر موضوع الدعوى أو المطالب الأساسية فيها – سبب يهدف الى نيل المطالب الأصلية بطرق مختلفة – الفقرة الثانية من المادة ١٨٨ موجبات وعقود – عدم جواز التنازل عن ارث غير مستحق – قاعدة تتعلق بالانتظام العام – سبب مسموع أمام محكمة التمييز – عقد – بيع – لا يمكن توصيفه بتعاقد على ارث مستقبلي في ظل قيام المالك بالتصرف بملكه – عدم مخالفة القانون.

- فقدان الاساس القانوني – مفهومه – عدم تطرق القرار موضوع الطعن الى احكام المادة ١٨٨ موجبات وعقود لا يشكل فقداناً للأساس القانوني.

- عقد بيع – أحوال شخصية – المادة ١٧٥ من قانون الأحوال الشخصية لدى الطوائف الكاثوليكية – نصها لا يحول دون بيع الوالد لعقاراته في سبيل تأمين حاجاته وحاجات زوجته – بيع تمّ لقاء مقابل – الاستثبات من عدم عسر البائع أو فقره – عدم مخالفة القانون – رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان الجهة المميزة ارفقت ربط استدعائها صورة طبق الاصل عن القرار موضوع الطعن وسددت الرسم والتأمين المتوجبين ولم يتبين انها تبلغت القرار المشار

اليه إلا انها سددت الرسم المتوجب عليه، فيكون الاستدعاء التمييزي الحاضر الوارد بتاريخ ٢٠٠٣/١٠/١، والموقع عليه من قبل محام في الاستئناف وكيل، وارداً ضمن المهلة القانونية ومستوفياً للشروط المشار اليها فيقتضي قبوله في الشكل.

ثانياً- في الاساس:

١- في السبب التمييزي الاول:

حيث ان الجهة المميزة تعيب على القرار موضوع الطعن مخالفته أحكام المادة ١٨٨ من قانون الموجبات والعقود، على اعتبار أن العقد موضوع الدعوى يشكل تعاقدا على إرث مستقبلي.

وحيث ان الجهة المميز بوجهها تطلب رد السبب المنوه عنه، على اساس انه يشكل سبباً جديداً يدلى به لأول مرة امام محكمة التمييز.

وحيث ان السبب الجديد لا يغير موضوع الدعوى او المطالب الاساسية فيها وانما يهدف فقط الى نيل المطالب الاصلية بطرق مختلفة.

وحيث أن المادة ١٨٨ م.ع تنص على أن "عدم وجود الموضوع يستلزم انتفاء وجود العقد.

ومع ذلك يجوز ان يكون الموضوع شيئاً مستقبلاً ولكن لا يجوز التنازل عن ارث غير مستحق، ولا انشاء اي عقد على هذا الارث او على شيء من اشيائه ولو رضي المورث وإلا كان العمل باطلاً أصلاً".

وحيث ان الفقرة الثانية من المادة ١٨٨ م. ع التي منعت التنازل عن الارث غير المستحق كما منعت انشاء اي عقد على هذا الإرث او على شيء من اشيائه ولو رضي ذلك المورث، وذلك تحت طائلة البطلان المطلق، تعتبر وفقاً لصياغتها متعلقة بالانتظام العام.

وحيث ان عدم وجود موضوع للعقد المنصوص عنه في الفقرة الاولى من المادة ١٨٨ م. ع والذي يستتبع وفقاً للنص المشار اليه انتفاءً لوجود العقد فضلا عن كونه لا يتعلق بالانتظام العام فإنه يختلف عن مسألة انتفاء الثمن التي تثيرها الجهة المميزة، وفقاً لتعريف موضوع العقد المنصوص عنه في المادة ١٨٦ م.ع.

وحيث انه وإن كانت الجهة المميزة لم تسند مطالبها في المرحلتين الابتدائية والاستئنافية على أحكام المادة ١٨٨ م.ع، بل هي ادلت ببطلان العقد موضوع النزاع للغش والخداع وإلا لكونه يشكل ايصاءً مستتراً أو هبة مستترة، فإنه وفي ظل تعلق الفقرة الثانية من المادة ١٨٨ م.ع بالانتظام العام كما سبق بيانه وفي ظل استناد السبب المدلى به الى المادة المذكورة والى وقائع الدعوى واوراقها كما بحثت امام محكمة الاساس، فإن السبب المذكور يبقى مسموعاً امام محكمة التمييز في شقه المرتبط بالفقرة الثانية من المادة المذكورة، فيقتضي على هذا الاساس رد طلب الجهة المميز بوجهها الرامي الى رد السبب المذكور شكلاً.

وحيث انه طالما أن المرحوم ملحم الياس بودلحه غصوب قد قام شخصياً وبصفته مالكاً للعقارات ٨٩ و٩٦ و٩١ من منطقة بيت شباب العقارية ببيع حق الرقبة في العقارات المذكورة الى حفيديه المميز بوجههما فادي وهاني بموجب عقد البيع الممسوح تاريخ ١٩٧٧/٢/٢٤، فلا يصح توصيف العقد المشار اليه بالتعاقد على ارث مستقبلي في ظل قيام مالك العقارات المنوه عنها وفقاً لقيود السجل العقاري بالتصرف بملكه وفي ظل عدم صدور التصرف المذكور عن أحد ورثته المحتملين.

وحيث انه طالما ان نص الفقرة الثانية من المادة ١٨٨ م. ع لا ينطبق اساساً على العقد موضوع النزاع، فلا يعاب على محكمة الاستئناف مخالفة أحكامه، ويقتضي على هذا الاساس رد السبب التمييزي الأول.

٢- في السبب التمييزي الثاني:

حيث ان الجهة المميزة تعيب على القرار موضوع الطعن في السبب المذكور فقدانه الأساس القانوني، على اعتبار أنه لم يتطرق لنص المادة ١٨٨ م. ع. وكون الاحتيال ثابت بمدلول الواقعات المدلى بها والتي اجتزأها القرار موضوع الطعن مغفلاً مسألة اعتراف الوالد بالخطأ واعادة الملكية لولديه.

وحيث ان فقدان الاساس القانوني كسبب تمييزي منصوص عنه في البند السادس من المادة ٧٠٨ أ.م.م يتحقق عندما تأتي اسباب القرار الواقعية غير كافية او غير واضحة لاسناد الحل القانوني المقرر فيه.

وحيث أن الادلاء بعدم تطرق القرار موضوع الطعن الى أحكام المادة ١٨٨ م. ع. لا يأتلف مع التعريف المشار اليه ولا يشكل بالتالي فقداناً للأساس القانوني.

وحيث أنه يتبين من ناحية اخرى أن الوقائع التي استثبتتها محكمة الاستئناف لاسيما تلك الواردة في الصفحة ١١ من قرارها المميز لناحية عدم ثبوت وجود غش أو خداع ادى الى ابرام العقد المطعون فيه وعدم ثبوت اقوال الجهة المستأنفة بأن الوالد المورث قد ارتكب خطأ بتسجيل ما يملك على اسمي ولدي

المستأنف عليه جورج... واحتفاظ البائع وزوجته بحق استثمار العقارات المباعة لمدى الحياة وسكنهما في منزل والد المشترين لمدة تزيد عن عشر سنوات... قد جاءت في توصيفها وتعليلها كافية لتبرير النتيجة التي توصلت اليها محكمة الاستئناف والتي قضت بتصديق الحكم المستأنف لناحية رده السبب المبني على الغش والاحتيال، الامر الذي يقتضي معه بالتالي رد السبب التمييزي الثاني.

٣- في السبب التمييزي الثالث:

حيث ان الجهة المميزة تعيب على القرار موضوع الطعن في السبب الحاضر مخالفته احكام المواد ١٧٥ و٥٢ و٥٣ من قانون الأحوال الشخصية، على اعتبار أن الفرع ملزم بالانفاق على اصوله دون مقابل، ولكون ما نالته مورثة الجهة المميزة من بائنة عند زواجها لا يؤدي الى حرمانها من حقها الإرثي.

وحيث أن المادة ٥٢ من قانون الاحوال الشخصية لدى الطوائف الكاثوليكية تنص على ان "الجهاز هو ما تأتي به المرأة إلى بيت الزوج من أثواب ومصاغ وأمتعة من مالها الخاص أو من مال ابويها وذويها."،

وتنص المادة ٥٣ من القانون نفسه على "تملك المرأة الجهاز بمجرد قبضه وليس لمن تبرع لها به ولا لورثته إسترداد شيء منه. ".

وحيث ان المادة ١٧٥ من القانون المذكور تنص على: " يجب على الولد الموسر، كبيراً كان أو صغيراً ذكراً او أنثى، نفقة والديه واجداده وجداته الفقراء".

وحيث ان محكمة الاستئناف اوردت في الصفحة ١٥ من قرارها موضوع الطعن وذلك رداً على ما اثارته الجهة المستأنفة "أنه ليس في المادتين ١٧٨ و٥٢ من قانون الاحوال الشخصية لدى الطوائف الكاثوليكية ما يصلح دليلاً لمصلحة الجهة المستأنفة طالما أن والدها كان يملك عقارات ولم يكن معسراً ولا فقيراً فكان يعود له من باب اولى التصرف بما كان يعود له للإنفاق من قيمته على نفسه وعلى زوجته مما اخذه جورج على عاتقه وقام به، في مطلق الاحوال."

وحيث ان مسألة الجهاز المنصوص عنه في المادتين ٥٢ و٥٣ المشار اليهما لم يتم الارتكاز عليها في المرحلتين الابتدائية والاستئنافية لرد الدعوى وبالتالي لا ينسب الى محكمة الاستئناف مخالفة احكام المادتين المنوه عنهما، علماً بأن الطعن على اساسهما لا يتناول الفقرة الحكمية للقرار المميز، فيقتضي على هذا الاساس رد ما تثيره الجهة المميزة للناحية المشار اليها.

وحيث انه وإن كانت المادة ١٧٥ المذكورة تنص على الولد الموسر نفقة والديه الفقيرين، فإن ذلك لا يحول دون بيع الوالد لعقاراته وذلك في سبيل تأمين حاجاته وحاجات زوجته ولا يحول دون الوصف الذي توصلت اليه محكمة الاستئناف للعقد موضوع النزاع والذي اعتبرت على اساسه ان البيع تم لقاء مقابل وفقاً للأسس التي ذكرتها، علماً بأن محكمة الاستئناف قد استثبتت من عدم عسر البائع او فقره.

وحيث أن محكمة الاستئناف التي اوردت أن ليس في المواد التي تدلي بها الجهة المستأنفة للناحية المذكورة ما يصلح دليلاً لمصلحتها لا تكون قد خالفت احكام المادة ١٧٥ المذكورة، فيقتضي على هذا الاساس رد السبب التمييزي الثالث برمته.

وحيث انه يقتضي وتبعاً لرد الاسباب التمييزية المدلى بها رد التمييز في الاساس.

وحيث أنه لم يثبت ان الجهة المميزة بتقدمها بالطعن الحاضر قد تعسفت باستعمال حق الادعاء، فيقتضي رد طلب تضمينها العطل والضرر عن المحاكمة.

لذلك،

وتأسيساً على ما تقدم وبعد الاطلاع على تقرير المستشار عويس فإنها تقرر بالاجماع:

اولاً: قبول التمييز في الشكل ورده في الاساس وابرام القرار الاستئنافي موضوعه.

ثانياً: ترقين اشارة الاستدعاء التمييزي عن الصحيفتين العينيتين للعقارين ٩١ و٩٦ بيت شباب.

ثالثاً: مصادرة التأمين وتضمين الجهة المميزة الرسوم والنفقات، ورد طلب تضمينها العطل والضرر الناتجين عن المحاكمة.



محكمة التمييز المدنية
الغرفة التاسعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نعمه لحود والمستشاران جان – مارك عويس ووفاء مطر (المقررة)

القرار: رقم ١٥ تاريخ ٢٠١٠/٣/١١

مارك اده/ وليم خوري

- عقد بيع – بند جزائي – منازعة بين الطرفين حول طبيعة البند الجزائي – حق المحكمة بوصف طبيعته وتقرير شروط إعماله لجهة توفرها أو عدمه – تأخر المميز عليه في تأمين المستندات اللازمة للتسجيل – وقوف محكمة الاستئناف على ظروف هذا التأخير وفقاً لمعطيات الملف – مهلة التأخر في التنفيذ – مهلة معقولة – عدم جواز إعمال البند الجزائي دون اللجوء الى القضاء – عدم جواز ممارسة حق حبس قيمة البند الجزائي من رصيد ثمن العقار بتاريخ التسجيل – عدم انكار محكمة الاستئناف حق الفرقاء في تعيين بدل العطل والضرر مسبقاً – انقاص البند الجزائي من قبلها – عدم مخالفتها احكام القانون – رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث إن المميز تبلّغ القرار الإستئنافي بواسطة وكيله بتاريخ ٢٠٠٨/١٢/١٨ وقدّم استدعاء التمييز بتاريخ ٢٠٠٩/١/٢٠، فيكون استدعاؤه وارداً ضمن المهلة القانونية كما أنه موقع من محامٍ وكيل ومستوف شروطه الشكلية كافة، فهو مقبول شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

١ – في السببين التمييزيين المبنيين على مخالفة القرار المستأنف لأحكام المادتين ٢٢١ و٢٦٦ م.ع.:

حيث إن المميز طلب نقض القرار المستأنف لمخالفته أحكام المادة ٢٢١ م.ع. إذ أن المادة الخامسة من إتفاقية البيع الموقعة من المميز والمميز عليه تنص بشكل واضح وصريح بأن نية الفريقين اتجهت الى تأمين المستندات اللازمة لانجاز عملية البيع ونقل ملكية العقار على إسم المشتري أو من يحدده بمهلة أقصاها ٢٠٠٦/٤/٣٠ وإلاّ اعتبر الفريق الأول مخلاً بمضمون العقد وتوجب عليه دفع البند الجزائي المحدد في المادة التاسعة من العقد نفسه. وأنه من الثابت أن المميز عليه تأخر في تقديم الطلبات اللازمة للإستحصال على المستندات المذكورة مما جعل البند الجزائي متوجباً. وأن محكمة الإستئناف باعتبارها أن مهلة التأخير في تأمين المستندات هي مهلة معقولة دون الأخذ بعين الإعتبار المسائل الأكثر جدية سيما الموعد الإلزامي المحدد من الفريقين في متن العقد، تكون قد خالفت بشكل واضح نص المادة ٢٢١م.ع. بحيث سمحت لنفسها بتعديل نص متفق عليه بين الفرقاء بشكل الزامي وصريح. هذا فضلاً عن أن ما ذهبت إليه محكمة الإستئناف في قرارها المطعون فيه من أن تعيين البند الجزائي لا يستكمل إلاّ لدى صدور حكم بهذا الخصوص من القضاء الذي يعود له حق تقدير شروط إعمال البند المذكور يشكل أيضاً مخالفة واضحة لأحكام المادة ٢٦٦ م.ع. كون البند الجزائي يستحق بمجرد إخلال أحد الفرقاء بمضمون العقد، وفي هذه الحالة لا تتدخل المحكمة لا في تقديره ولا في تحديده.

وحيث ان المميز عليه يدلي بأن ما يشكو منه المميز يدخل ضمن صلاحية وتقدير محكمة الإستئناف التي يعود لها حق البحث في المسؤولية عن عدم تنفيذ العقد وعن شروط توفر هذه المسؤولية وشروط استحقاق البند الجزائي.

وحيث إن المادة ٢٢١ م.ع. نصت على أن العقود المنشأة على الوجه القانوني ملزمة للمتعاقدين، ويجب أن تفسر وفقاً لحسن النية والإنصاف والعرف، في حين أن المادة ٢٦٦ من القانون نفسه نصت على أن البند الجزائي موضوع لتعويض الدائن عن الأضرار التي تلحق به من عدم تنفيذ الموجب فلا يحق له أن يطالب بالأصل والغرامة معاً إلاّ إذا كان البند الجزائي قد وضع لمجرد التأخير أو على سبيل اكراه المديون على الإيفاء، ويحق للقاضي ان يخفض غرامة الإكراه إذا وجدها فاحشة. وللقاضي أن ينقص البدل المعين في البند الجزائي إذا كان قد نفذ قسماً من الموجب الأصلي.

وحيث إن النص الأول أعطى القاضي صلاحية مراقبة قانونية العقد وتنفيذه وتفسيره بما يتفق مع نية الفرقاء ووفقاً لحسن النية والإنصاف والعرف فيما حدد

النص الثاني البند الجزائي ومضمونه ورقابة القاضي عليه.

وحيث إن العقد الموقع بين فريقي النزاع نص في مادته التاسعة على بند جزائي قدره ماية ألف دولار أميركي يدفعه أي فريق يخل بأي بند من بنود الإتفاق الحاضر للفريق غير المخل.

وحيث إن البند الجزائي قد يدرج في العقد على سبيل التعويض البدلي المحدد والمقرّر سلفاً من الفريقين في حال عدم التنفيذ، كما قد يكون بنداً إكراهياً يهدف الى الضغط على المدين لإنفاذ موجبه.

وحيث في الحالة الأولى، يتوافق طرفا العقد على مقدار التعويض ويحدداه رضاءاً بعد الأخذ بعين الإعتبار الضرر اللاحق بكل منهما وفقاً للمعطيات المتوافرة لديه، ولا يعود للقاضي مبدئياً إعادة النظر في البند المذكور. أما في الحالة الثانية فيكون البند ملحوظاً في العقد كوسيلة ضغط على المدين لإنفاذ موجباته دون التعبير الصريح عن أن قيمته تمثل الضرر الذي قدره الفريقان من جراء عدم إنفاذ العقد ويعود عندها للمحكمة تفسير البند المذكور وتقدير شروط إعماله أو انتفائها بما يتوافق مع نية الفرقاء فيه ومع روحية العقد.

وحيث إن القرار المطعون فيه وفي ضوء وجود منازعة بين الفريقين حول طبيعة البند الجزائي أكد على حق المحكمة بوصف طبيعة البند المذكور وبتقدير شروط إعماله لجهة توفرها أو عدمه. وبعد أن استثبت من واقعة تأخر المستأنف عليه في تأمين المستندات اللازمة للتسجيل ووقوفه على ظروف هذا التأخير وفقاً للمعطيات المتوافرة في الملف، اعتبر أن مهلة التأخر في التنفيذ هي مهلة معقولة وأن المستأنف، وفي ضوء ما سبق بيانه، وجهوزية البائع للتسجيل وتعبيره عن إرادته في نقل الملكية للمشتري المستأنف لا يجوز حق إعمال البند الجزائي دون اللجوء الى القضاء ولا ممارسة حق حبس قيمة البند المذكور من رصيد ثمن العقار بتاريخ التسجيل.

وحيث بالتالي فإن محكمة الإستئناف لم تنكر حق الفرقاء في تعيين بدل العطل والضرر مسبقاً، بل إن ما ذهبت إليه في قرارها المطعون فيه يتوافق مع أحكام الفقرتين الثانية والثالثة من المادة ٢٦٦ م.ع. المتذرع بمخالفتها، فالفقرتان المذكورتان أجازتا للقاضي تخفيض أو إنقاص البدل المبين في بعض الحالات، مما ينفي عن البند الجزائي أمر توجبه كاملاً بمجرد التأخير، وبالتالي يفقد صاحبه الحق بحبس قيمته منفرداً دون اللجوء الى القضاء. أمّا عن استثبات محكمة الإستئناف لوقائع الدعوى وتفسير بنود العقد وإعمال التقدير بشأنها على الشكل المبيّن أعلاه، فهو وارد ضمن مجال صلاحيتها المحددة قانوناً وتنتهي بذلك اية مخالفة للمادة ٢٢١ م.ع.

وحيث وتبعاً للتعليل الوارد أعلاه والنتيجة المقترنة به، يقتضي رد السببين المدلى بهما من المميز، وبالتالي رد التمييز وإبرام القرار المميز.

لذلك،

وبعد الإطلاع على التقرير المنظم من المستشارة وفاء مطر،

تقرر بالإتفاق:

أولاً: قبول استدعاء التمييز شكلاً.

ثانياً: رد التمييز أساساً وإبرام القرار المميز.

ثالثاً: إلزام المميز بالنفقات ومصادرة التأمين.

رابعاً: شطب إشارة استدعاء التمييز عن الصحيفة العينية العائدة للعقار موضوع الدعوى.

خامساً: رد سائر المطالب الزائدة أو المخالفة.



محكمة التمييز المدنية
الغرفة التاسعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس نعمه لحود والمستشاران جان – مارك عويس ووفاء مطر (المقررة)

القرار: رقم ٢٥ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٨

عبده القزي/ عزيز القزي

- محاكمة – تركها بدون ملاحقة مدة تفوق السنتين – اسقاطها من قبل محكمة الاستئناف بعد تأكدها من هذه الواقعة وترتيبها النتائج القانونية على ذلك – ادلاء المستأنف عليه بالدفع المتعلق باسقاط المحاكمة قبل الادلاء بأي طلب أو دفع أو دفاع – طلب تعيين موعد جلسة من المستأنف بعد انقضاء مهلة السنتين على آخر اجراء صحيح في المحاكمة – ليس من شأنه اعادة السير بها بعد أن تقدم المستأنف عليه بالدفع الرامي الى اسقاطها – رد السبب التمييزي.

- طلب اسقاط المحاكمة – تبلغه من المستأنف المميز – عدم تقديمه جواباً عليه – عدم مخالفة أحكام المادة ٣٧٢ أ.م.م. – عدم توفر شروط فقدان الاساس القانوني – رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث إن المميز تبلّغ القرار الإستئنافي بواسطة وكيله بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٥ وقدّم استدعاء التمييز بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢٠، فيكون استدعاؤه وارداً ضمن المهلة القانونية، كما أنه موقع من محامٍ وكيل ومستوفٍ شروطه الشكلية كافة، فهو مقبول شكلاً.

ثانياً – في الاساس:

١ – في السبب التمييزي الأول:

حيث إن المميز طلب نقض القرار المطعون فيه لمخالفته القانون وتحديداً أحكام المادتين ٥٠٩ و٥١٠ أ.م.م. حين اعتبر أن المستأنف أهمل متابعة الدعوى مدة تزيد عن السنتين مع العلم أن المستأنف كان قد تقدّم بتاريخ ٢٠٠٨/٥/١٩ بطلب تعيين موعد جلسة وتمت الإستجابة الى مطلبه قبل أن يقدّم المستأنف عليه طلب إسقاط المحاكمة، وأن مهلة الإسقاط لا تسري في حال الإنقطاع إلاّ منذ الإجراء الذي تستأنف به المحاكمة.

وحيث إن المميز عليه طلب رد ما أدلى به المميز في هذا الإطار، لأن طلب إسقاط المحاكمة تمّ الإدلاء به قبل أي طلب أو دفع أو دفاع وقبل القيام بأي إجراء ولأن إسقاط المحاكمة يتم بمجرد تحقق المحكمة من توافر شروطه ولأن حالات انقطاع المحاكمة غير متوفرة في الدعوى الحاضرة.

وحيث يتبين من محضر المحاكمة الإستئنافية أنه في الجلسة المنعقدة بتاريخ ٢٠٠٣/١١/٦، وتبعاً لعدم حضور أي من الفريقين للمرة الثالثة، تقرر ترك ملف الدعوى في القلم لحين المراجعة. وأنه بتاريخ ٢٠٠٨/٥/١٩ طلب المستأنف بواسطة وكيله تعيين موعد جلسة وتمت الإستجابة لمطلبه. وأنه بين ٢٠٠٣/١١/٦ و٢٠٠٨/٥/١٩ لم يتم أي إجراء في المحاكمة.

وحيث إن محكمة الإستئناف استثبتت من ترك المحاكمة بلا ملاحقة ودون التقدّم بأي إجراء مدة تفوق السنتين، وذلك بين ٢٠٠٣/١١/٦ و٢٠٠٨/٥/١٩ ورتبت على ذلك النتائج القانونية وقررت إسقاط المحاكمة سنداً لأحكام المادة ٥٠٩ أ.م.م. والفقرة الأولى من المادة ٥١٢ أ.م.م. لتوافر الشروط المفروضة لذلك.

وحيث لم يتبيّن من ملف الدعوى الحاضرة توافر أي من الشروط والأسباب المنصوص عليها في المادة ٥١٠ أ.م.م. لجهة انقطاع المحاكمة أو وقفها.

وحيث إن المستأنف عليه أدلى بالدفع المتعلق باسقاط المحاكمة قبل الإدلاء بأي طلب أو دفع أو دفاع أو القيام بأي إجراء يتعلق بالمحاكمة.

وحيث إن طلب المستأنف الرامي الى تعيين موعد جلسة بعد انقضاء مدة السنتين على آخر إجراء صحيح في المحاكمة، ليس من شأنه إعادة السير بها، بعد أن

تقدّم المستأنف عليه بالدفع الرامي الى إسقاطها وذلك وفقاً للشروط المنصوص عليها في المادة ٥١١ أ.م.م.

وحيث تبعاً لما تقدّم يكون السبب التمييزي الأول مردوداً لعدم قانونيته وما انتهت إليه محكمة الإستئناف في هذا الإطار واقع في موقعه القانوني الصحيح.

٢ – في السبب التمييزي الثاني:

حيث إن المميز طلب نقض القرار المطعون فيه لمخالفته أحكام المادة ٣٧٢ أ.م.م. ولعدم مناقشته موضوع الإستئناف ودفاع المستأنف مما يجعله فاقداً الأساس القانوني.

وحيث إن المميز عليه طلب رد ما أدلى به المميز لأنه أبلغ طلب الإسقاط ولم يرد عليه.

وحيث ان المادة ٣٧٢ أ.م.م. نصت على أنه لا يصح إصدار الحكم ضدّ خصم لم يجرِ سماعه أو يمكّن من إبداء دفاعه.

وحيث يتبين من أوراق الدعوى أن المميز المستأنف تبلّغ طلب إسقاط المحاكمة بتاريخ ٢٠٠٩/٤/٣ وكذلك موعد جلسة ٢٠٠٩/٢/١٩ التي تمثل فيها بواسطة وكيله دون أن يقدّم جواباً على طلب الإسقاط.

وحيث إن إبلاغ المستأنف الطلب الرامي الى إسقاط المحاكمة وموعد الجلسة فيها هو تطبيق للمبدأ المنصوص عليه في المادة ٣٧٢ أ.م.م. وان عدم جواب المستأنف على الطلب المذكور لا يغيّر من هذه النتيجة طالما أن المستأنف كانت له المهلة الكافية بين تاريخ تبلغه الطلب وتاريخ انعقاد جلسة المحاكمة – التي تمثل فيها بشكل صحيح – للجواب على هذا الطلب ومناقشته. وإن تمنعه عن ذلك لا يعتبر خرقاً للمبدأ المنصوص عليه في المادة ٣٧٢ أ.م.م. طالما أن الطلب ذاته كان موضوع مناقشة بين الفريقين.

وحيث من جهة ثانية، فإنه وتبعاً لتوافر شروط إسقاط المحاكمة، وبعد أن قضت المحكمة بذلك، فإنه لا يصح مناقشة موضوع الاستئناف إذ يترتب على الحكم بسقوط المحاكمة سقوط الإجراءات المتعلقة بها، ويتناول السقوط الإستحضار واللوائح فلا يعود من مجال لمناقشة موضوع الدعوى.

وحيث تأسيساً على ما تقدّم لا يكون القرار المطعون فيه فاقداً الأساس القانوني، ويكون السبب التمييزي الثاني مردوداً لعدم قانونيته.

وحيث وتبعاً للتعليل الوارد أعلاه، والنتيجة المقترنة به، يقتضي رد السببين المدلى بهما من المميز، وبالتالي رد التمييز وإبرام القرار المميز.

لذلك،

وبعد الإطلاع على التقرير المنظم من المستشارة وفاء مطر،

تقرر بالإتفاق:

أولاً: قبول استدعاء التمييز شكلاً.

ثانياً: رد التمييز أساساً وإبرام القرار المميز.

ثالثاً: الزام المميز بالنفقات ومصادرة التأمين.

رابعاً: رد سائر المطالب الزائدة أو المخالفة.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيس انطوني عيسى الخوري (المقرر) والمستشاران خالد زودة وحافظ العيد

القرار: رقم ٦٦ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٩

مؤسسة كهرباء لبنان/ اسماعيل دبوق

- عمل – مؤسسة عامة – تعويضات – عائدات جباية ومحاضر – مؤسسة كهرباء لبنان – تعويض خاص لموظفي الادارات العامة – تحديد حده الأقصى بخمسة وسبعين بالمئة من مجموع رواتب الموظفين الشهرية في السنة المالية الواحدة – عدم ادخال عائدات الجباية في حساب الحد الأقصى للتعويضات – القانون ٩٠/٨ – تعديله اسس احتساب تعويض نهاية الخدمة – رد السبب التمييزي.

- تمييز طارئ – عدم تبيان المواد القانونية المدلى بمخالفتها وأوجه المخالفة والخطأ – مخالفة العلم

والاجتهاد لا تشكل سبب طعن تمييزي – رد التمييز الأصلي والتمييز الطارئ.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان التمييزين الأصلي والطارئ وردا ضمن المهلة القانونية، مستوفين سائر شروطهما الشكلية، فيكونان مقبولين شكلاً.

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

ألف – بالنسبة للتمييز الأصلي:

١ – عن السبب التمييزي الأوّل:

حيث ان المميزة تعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، مخالفته الأحكام القانونية التي ترعى التعويضات في المؤسسات العامة. وأدلت المميزة بأنه إذا سلّمت جدلاً بأن للعائدات (أي عائدات الجباية والمحاضر) صفة التعويضات، فإنه لا يجوز للمدعي (المميّز ضدّه) الإستفادة من تعويضات يفوق مجموعها خمسة وسبعين بالمئة من مجموع الرواتب الأساسية التي تقاضاها خلال سنة...

وحيث أنه يستفاد من كلّ من المادة ٣٩ من المرسوم رقم ٤٥١٧ تاريخ ١٩٧٢/١٢/١٣ الذي يرعى التعويضات في المؤسسات العامة، والمادة ٤٨ منه معطوفة على المادة الأولى من المرسوم رقم ٢٧٣٢ تاريخ ١٩٧٢/٢/٣ المتعلّق بتحديد الحد الأقصى لتعويضات الموظفين في المؤسسات العامة، أن هذا الحد، خلال السنة المالية الواحدة، حدّد بخمسة وسبعين بالمئة من مجموع رواتب الموظفين الشهرية في السنة نفسها.

وحيث أنه يستفاد من الفقرة الثانية من المادة الثالثة من القانون رقم ١٩٩٠/٨ تاريخ ١٩٩٠/٨/٨ الذي حدّد أسس إعطاء تعويض خاص لموظفي الإدارات العامة أن عائدات الجباية لا تدخل في حساب الحد الأقصى للتعويضات المشار إليه آنفاً.

وحيث أن المرسوم رقم ٢٧٣٢ صدر بتاريخ ١٩٧٢/٢/٣ في حين أن القانون رقم ١٩٩٠/٨ صدر بتاريخ لاحق له، أي في ١٩٩٠/٨/٨، فيكون هذا القانون الأخير، أي القانون رقم ١٩٩٠/٨، قد عدّل أسس احتساب تعويض نهاية خدمة المميّز ضدّه.

وحيث بمقتضى المادة ٥٧ عمل إن الأجر الذي يعتمد لحساب تعويضات الصرف من الخدمة هو الأجر الأساسي مضافاً إليه الزيادات والعمولات والتعويضات التي أضيفت إليه.

وحيث بالتالي إن عائدات الجباية المدخلة عن السنة الأخيرة للعمل كجزء من الأجر الأخير للمميّز ضدّه تكون، خلافاً لما أدلت به المميزة، مستثناة من الحد الأقصى المحدّد بخمسة وسبعين بالمئة، ويكون بالتالي ما أدلت به المميزة في هذا الشق من السبب الأوّل مستوجب الردّ.

وحيث، من جهة أخرى، بالنسبة للشق الثاني من السبب الأوّل المتعلّق بعائدات المحاضر، وعلى الرغم من عدم استثناء هذه الأخيرة من الحد الأقصى للتعويضات التي يجوز أن يتقاضاها الموظف أو المستخدم في المؤسسات العامة خلال سنة مالية واحدة، فإن المميزة لم تبيّن لهذه المحكمة العليا، في عرضها للشق الثاني المنوّه عنه المتعلّق بهذا الموضوع، ما يمكّنها من إجراء رقابتها على مدى تقيّد القرار المميز بالقانون وعلى صحة تطبيقه أو تفسيره، ممّا يستوجب ردّ الشق الثاني المشار إليه.

وحيث، والحالة هذه، يكون السبب التمييزي الأوّل مستوجب الردّ برمّته.

٢ – عن السبب التمييزي الثاني:

حيث أن المميزة تعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، مخالفته الأحكام القانونية التي ترعى الأنظمة التي تصدرها المؤسسة المميزة. وأوضحت أنها أصدرت قرارات تنظيمية تحدّد كيفية احتساب الساعات الإضافية عند تحديد تعويض الصرف من الخدمة، وأن هذه النصوص تقضي بأنه لا يجوز أن يتعدّى عنصر الساعات الإضافية خمسة وسبعين بالمئة من مجموع المبالغ التي تمثل الساعات الإضافية التي تقاضاها الأجير خلال السنة التي تسبق تاريخ صرفه من الخدمة. وخلصت المميزة الى القول أن القرار المميز تجاهل هذه النصوص التنظيمية...

وحيث أن الفقرة الأولى من المادة ٧٠٨ أ.م.م. نصّت على أنه "يجوز الطعن بطريق التمييز لمخالفة القانون أو الخطأ في تطبيقه أو تفسيره. ويجب على الطاعن أن يبيّن النص أو المبدأ القانوني أو القاعدة القانونية الواقعة عليها المخالفة أو الواقع الخطأ في تطبيقها أو تفسيرها وأوجه المخالفة أو الخطأ".

وحيث أن المميزة بإدلائها في القضيّة الراهنة، بمخالفة القرار المميز النصوص التنظيمية التي ترعى كيفية احتساب الساعات الإضافية عند تحديد تعويض

الصرف من الخدمة، لم تبيّن، خلافاً لأحكام الفقرة الأولى من المادة ٧٠٨ أ.م.م. المشار إليها، هذه النصوص الواقعة عليها المخالفة، كما إن المميزة لم تبيّن بدقة ووضوح أوجه مخالفة القرار المميز للقواعد القانونية المتعلّقة بتلك النصوص التي تمكن محكمة التمييز من ممارسة رقابتها على صحة أو عدم صحة تطبيق القواعد القانونية على وقائع الدعوى الحاضرة، ممّا يستوجب ردّ السبب التمييزي الثاني.

٣ – عن السبب التمييزي الثالث (المسمى "الرابع" من المميزة):

حيث ان المميزة تعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، تشويهه مضمون تقرير الخبير. وأوضحت المميزة بهذا الخصوص أن القرار المميز شوّه مضمون التقرير المذكور باعتباره أنه كان يستحق للمميّز ضدّه "عائدات تحصيل وعائدات جباية بصورة مستقرة ومستمرة لقاء عمله ولمدة طويلة ممّا يوجب اعتبار هذه العائدات جزءاً من الأجر...".

وحيث أن التشويه كما تعرفه الفقرة السابعة من المادة ٧٠٨ أ.م.م. هو الذي يقع على المستندات وعندما يذكر القرار المميز وقائع خلافاً لما وردت عليه فيها أو يناقض المعنى الواضح والصريح لنصوصها.

وحيث تبيّن من التدقيق في القرار المميز أنه أورد في الصفحة الثامنة منه أنه اتضح من تقرير الخبير مقدار المعدل الشهري لكلّ من عائدات التحصيل وعائدات المحاضر... وأن الأشهر الخمسة من العام ١٩٩٩ حين بلوغ المدعي (المميّز ضدّه) السن القانونية لم يذكر فيها أية عائدات...

وحيث ان القرار المميز باستعراضه هذا لم يشوه مضمون تقرير الخبير، ولم يناقش هذا المضمون، ولم يذكر وقائع غير واردة فيه، بل أورده كما هو بدون أي تشويه.

وحيث، من جهة أخرى، أن القرار المميز بقوله، في نفس الصفحة الثامنة منه، أنه يستفاد من تقرير الخبير والمستندات المرفقة به أنه "كان يستحق للمدعي (المميّز ضدّه) شهرياً عائدات تحصيل وعائدات جباية بصورة مستقرة ومستمرة لقاء عمله ومنذ مدة طويلة مما يوجب إعتبار هذه العائدات جزءاً من الراتب لإتسامها بالثبات والشمولية"، إنّما عبّر عن النتيجة التي توصّل إليها على ضوء إستثباته الوقائع من أوراق التقرير ومستنداته، ممارساً حقه المطلق في تقدير الأدلة والمفاضلة فيما بينها بأخذه من هذه الوقائع ما هو ضروري لتكوين قناعته ولإسناد النتيجة المشار إليها التي توصّل إليها، ولا يعدّ أخذه هذا بالبعض منها تشويهاً للمستندات.

وحيث يكون بالتالي السبب التمييزي الثالث مستوجب الردّ.

وحيث أنه بعد ردّ الأسباب التمييزية الثلاثة المدلى بها، أصبح التمييز الأصلي برمّته مستوجب الردّ.

باء – بالنسبة للتمييز الطارئ:

– عن السبب التمييزي الوحيد:

حيث أن المميّز ضدّه المميز طارئاً يعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، مخالفته القانون والخطأ في تطبيقه وتفسيره، فضلاً عن فقدانه لاي أساس قانوني حينما ردّ طلب المميز طارئاً لجهة احتساب بدل الإكرامية السنوية وبدل تعويض السيارة ضمن تعويض نهاية الخدمة. وأوضح المميز طارئاً أن القرار المميز ردّ طلب تعويض السيارة دون تعليل أو إسناد، مخالفاً بذلك ما استقرّ عليه العلم والإجتهاد. وأضاف أنه فيما يتعلّق بعدم احتساب بدل الإكرامية السنوية ضمن تعويض نهاية الخدمة، فإن القرار المميز شوّه الوقائع والمستندات بهذا الخصوص...

وحيث، من جهة أولى، فإن المميّز ضدّه المميّز طارئاً لم يبيّن، في تمييزه الطارئ، المواد القانونية المدلى بمخالفتها وبالخطأ في تطبيقها وتفسيرها، كما لم يبيّن بدقة ووضوح أوجه المخالفة والخطأ، ممّا يحول دون تمكين هذه المحكمة العليا من إجراء رقابتها بهذا الخصوص، علماً بأن مخالفة العلم والإجتهاد لا تشكل سبباً للطعن تمييزاً، فيكون بالتالي الشق الأوّل من السبب التمييزي مستوجب الردّ.

وحيث، من جهة ثانية، فإن ما أشار إليه المميز طارئاً عَرَضاً من إفتقار القرار المميز الى الأساس القانوني، فيما يتعلق بعدم احتساب بدل الإكرامية السنوية ضمن تعويض نهاية الخدمة، ظلّ مفتقراً الى بيان عناصر هذا الخلل في القرار المذكور، كما إن ما أدلى به المميز طارئاً لناحية تشويه القرار المميز الوقائع والمستندات، فيما يتعلّق بعدم احتساب البدل المشار إليه، ظلّ هو أيضاً مفتقراً الى بيان المستندات وأوجه تشويه مضمونها، فيكون بالتالي كلّ ما أدلى به المميز طارئاً في الشق الثاني من السبب التمييزي مستوجب الردّ بدوره.

وحيث، من جهة ثالثة، بالنسبة لما أدلى به المميز طارئاً لناحية فقدان القرار المميز الاساس القانوني فيما

يتعلّق بعدم احتساب بدل تعويض السيّارة بـردّه البـدل المذكور دون تعليل أو إسناد، فإن القرار المميز، خلافـاً لما أدلى به المميز طارئاً، علّل ردّه طلب احتساب البدل المنوّه عنه بقوله، في الصفحة العاشرة منـه، أن هـذا البدل سدّد للأجير (المميّز ضدّه المميز طارئـاً) "لقـاء نفقات فعلية تكبدها في معرض تنفيذه لعقـد عملـه، أي استرداداً لما أنفقه وليس مقابل عمل قام به".

وحيث تبيّن على ضوء ما تقـدّم أن تعليـل القـرار المميز كان كافياً لتبرير النتيجة التي توصّل إليهـا هـذا القرار والآيلة الى ردّ طلب احتـساب بـدل تعـويض السيّارة، وبالتالي لا يكون القرار المميز فاقداً الأسـاس القانوني لهذه الناحية، ممّا يستوجب ردّ مـا أدلـى بـه المميز طارئاً في الشق الثالث من السبب التمييزي.

وحيث، والحالة هذه، يكون السبب التمييزي الوحيـد مستوجب الردّ برمّته، وتبعاً لذلك يكون التمييز الطارئ برمّته مستوجب الردّ.

وحيث أنه بعد ردّ كـلّ مـن التمييـزين الأصـلي والطارئ يقتضي إبرام القرار المميز وردّ كلّ ما زاد أو خالف إمّا لعدم الجدوى وإمّا لكونه لقي جواباً ضمنيًّا في ما سبق بيانه.

لهذه الأسباب،

تقرّر بالإجماع ما يلي:

أوّلاً: قبول التمييزين الأصلي والطارئ شكلاً.

ثانياً: ردّ أسبابهما وتبعاً لذلك ردّ التمييزين الأصـلي والطارئ برمّتهما وإبرام القرار المميز وردّ كلّ ما زاد أو خالف.

ثالثاً: تضمين كلّ من الفريقين نفقات تمييزه وتضمين المميزة أصلياً سائر النفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيس انطوني عيسى الخوري (المقرر) والمستشاران خالد زودة وحافظ العيد

القرار: رقم ١٠ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٧ (نقض)

عبد الكريم حمتو/ حسن أبو خليل

- عقد بيع شقة – الغاؤه من قبل المميز ضده البائع – بيع الشقة لشخص آخر – وقائع – اغفال القرار المطعون فيـه الاشارة الى وقائع في الملف متعلقة مباشرة بإنفاذ بنود العقد – عدم تطرقه الى مسألة الانذار الذي فرضه العقـد حتـى يـتمكّن أحـد اطرافـه مـن الغائـه بإرادتـه المنفردة – اشتراط قيام الإلغاء على الموافقة عليـه مـن قبل الطرف الآخر في العقد – عدم تضمن القـرار المميـز عرضاً كافياً للوقائع التي تعتبر المرتكز الأساسي لإسناده الحل القانوني – فقدانه الأساس القانوني – نقض.

ان فقدان الاساس القانوني يتحقق عندما لا يتـضمن القرار المميز ذكراً كافياً للوقائع التي كان عليه أن يبينها للوصول الى النتيجة التي خلص اليهـا، فيتعـذّر علـى محكمة التمييز ممارسة رقابتها علـى قانونيـة الحـل المعطى في القضية.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث تبيّن من الأوراق أن الإستدعاء التمييـزي ورد ضمن المهلة القانونية، مستوفيًا سائر الشروط الـشكليّة، فيكون مقبولاً شكلاً.

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

– عن السبب التمييزي الثالث:

حيث ان المميز يعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، خطأه في التعليل وفقدانه الاساس القانوني.

وحيث أن الفقرة السادسة من المادة ٧٠٨ أ.م.م. تنص على أنه يجوز الطعن بطريق التمييز لفقدان الأساس القانوني للقرار المميز بحيث جاءت أسبابه الواقعية غير كافية أو غير واضحة لإسناد الحل القانوني المقرّر فيه.

وحيث، تبعاً لما تقدّم، إن فقدان الأساس القانوني يتحقق عندما لا يتضمن القرار المميز ذكراً كافياً للوقائع التي كان عليه أن يبينها للوصول الى النتيجة التي خلص إليها، فيتعذر على محكمة التمييز ممارسة رقابتها على قانونية الحل المعطى في القضيّة.

وحيث أن القرار المميز قضى في الصفحة السابعة منه، بأنه من حق المستأنف (المميّز ضده) بيع الشقة موضوع الدعوى من الغير انفاذاً للبند الثاني عشر من العقد، وانتهى الى إلغاء العقد على مسؤولية المستأنف عليه (المميز) بالنظر لكون المستأنف (المميّز ضده) باع الشقة من شخص ثالث وعبّر عن رغبته بإلغاء العقد المذكور تاريخ ٢٠٠٣/٥/١٠ دون التنفيذ العيني.

وحيث أن القرار المميز للوصول الى ما قضى به، أورد في أسبابه، في الصفحة الرابعة منه ما يلي:

"١ – باع المستأنف (المميّز ضدّه) بتاريخ ٢٠٠٣/٥/١٠ من المستأنف عليه (المميز) الشقة بمبلغ قدره /٣٠٠٠٠/ دولار أميركي يدفع منه مبلغ /٥٠٠٠/ د.أ. عند توقيع العقد والباقي يسدد شهرياً /٣٠٠/ د.أ. وقد تضمن العقد في البند الثاني عشر منه حق الفريق الأول – المستأنف (المميّز ضدّه) – أن يحول العقد بجميع شروطه الى من يشاء ومتى يشاء دون أخذ موافقة الفريق الثاني – المستأنف عليه (المميز) – على ذلك حين التأخير بدفع أي من الأقساط المستحقة...

٢ – دفع المستأنف عليه (المميز) الأقساط المتوجبة عليه بموجب العقد لغاية تاريخ ٢٠٠٤/٥/٣ ثمّ انقطع عن الدفع حتى تاريخ ٢٠٠٥/٥/٣ وترتب بذمته عن هذه الفترة مبلغ /٣٩٠٠/ د.أ. أودعها لدى الكاتب العدل لصالح المستأنف (المميّز ضدّه) بتاريخ ٢٠٠٥/٥/١٨ وقد تبلّغ هذا الأخير الإيداع بتاريخ ٢٠٠٥/٥/٣٠...

٣ – باع المستأنف (المميّز ضدّه) الشقة، موضوع الدعوى، من المدعوة آمال صاليني...".

وحيث تبيّن ممّا تقدّم ما يأتي:

١ – لم يذكر القرار المميز، في الوقائع التي استثبتها، ما إذا كان الدائن (المميّز ضدّه) اتخذ موقفاً أم لا من كتاب عرض وإيداع المبلغ المتوجب دفعه من المدين (المميز) لكي يبنى على الشيء مقتضاه على ضوء أحكام المادة ٨٢٢ وما يليها أ.م.م.

٢ – كما لم يذكر القرار المميز البند الرابع من عقد البيع تاريخ ٢٠٠٣/٥/١٠، موضوع الدعوى، المتضمن "أنه إذا لم يدفع الفريق الثاني (أي المميز) أي قسط في موعده خلال العشرة أيام التي تلي تاريخ اخطاره بوجوب التسديد يعتبر نصف المبلغ المدفوع منه عربوناً ويفقد حقه بهذا العقد الذي يصبح لاغياً حكماً ودون حاجة لإلغائه قضائياً ويبقى من حق الفريق الأول (أي المميّز ضدّه) أن يبيع نفس المباع لمشترٍ آخر..."، علماً بأن القرار المميز ذكر في الوقائع التي استثبتها، في الصفحة الرابعة منه، أن المستأنف (المميّز ضدّه) باع الشقة موضوع الدعوى، من المدعوة آمال حاليني، وخلص القرار المذكور، في الصفحة السابعة منه، الى اعتبار أنه من حق المستأنف (المميّز ضدّه) القيام بذلك إنفاذاً للبند الثاني عشر من العقد، أي أن القرار المشار إليه تطرق الى مسألة الإلغاء العقدي من طرف واحد دون أن يكون هناك من إلغاء للعقد من قبل القضاء، أي أن القرار المميز قضى بحق أحد طرفي العقد، موضوع الدعوى، بإلغاء هذا العقد بإرادته المنفردة دون أن يتطرق الى مسألة الإنذار الذي فرضه العقد المنوّه عنه في بنده الرابع، إذ انه بمقتضى هذا العقد الذي يرتب الإلتزامات بين طرفيه، فإذا أراد أحد الطرفين (أي المميّز ضدّه في الدعوى الراهنة) تنفيذ الإلغاء الحكمي للعقد، عليه أن يوجّه إنذاراً للطرف الآخر (أي المميز في الدعوى الحاضرة) وفقاً للبند الرابع من العقد المذكور، وذلك إثباتاً لإلغاء العقد نتيجة لتخلف المدين (المميز) عن التنفيذ بدفع القسط المتأخر عملاً بأحكام الفقرة الرابعة من المادة ٢٤١ م.ع.، إذ إنه إذا كان إلغاء العقد من جانب واحد ممكناً إن كان منصوصاً عليه في العقد، كالحالة الراهنة، فإن مشروعية حق الإلغاء المذكور مشروطة بالموافقة عليه من قبل الطرف الآخر في العقد، وإن هذا الطرف، أي المميز في الدعوى الحاضرة، قد وافق على حق الإلغاء، لكنه قرن موافقته بالإنذار المنصوص عليه في البند الرابع من العقد الذي هو ثمرة مشيئتين متقابلتين.

وحيث تبيّن، على ضوء كلّ ما تقدّم، أن القرار المميز لم يتضمن عرضاً كافياً وواضحاً للوقائع التي تعتبر المرتكز الأساسي لإسناده الحل القانوني، إذ إن القرار المذكور لم يتعرض لمسألة وجوب اتخاذ الدائن (المميّز ضدّه) موقفاً من كتاب عرض وإيداع المبلغ

المتوجب دفعه من المدين (المميز)، كما إنه لم يتطرق، عند قضائه بحق الدائن ببيع الشقة من الغير إنفاذاً للبند الثاني عشر من العقد، الى البند الرابع من هذا العقد الذي نص على الإنذار بوجوب التسديد.

وحيث يكون القرار المميز، والحالة هذه، قد أسند الحل المقرّر فيه الى عناصر واقعية غير كافية لتبرير النتيجة القانونية التي توصل إليها، ممّا يؤول الى إفقاد القرار المذكور الأساس القانوني، بحيث تعذّر على هذه المحكمة العليا مراقبتها لملاءمة النتيجة المشار إليها، ويقتضي بالتالي قبول السبب التمييزي الثالث ونقض القرار المميز برمته سنداً للفقرة السادسة من المادة ٧٠٨ أ.م.م.

وحيث، تأسيساً على ما تقدّم، لا تعود هناك من فائدة في البحث في الأسباب التمييزية الأخرى.

ثالثاً – في الأساس بعد النقض:

حيث أنه عملاً بأحكام المادة ٧٣٣ أ.م.م. معطوفة على المادة ٧٣٤ منه يقتضي نشر الدعوى مجدّداً في مرحلتها الإستئنافيّة.

وحيث ان الدعوى بحالة الأوراق الراهنة غير جاهزة للبتّ بها، وإن المحكمة ترى تكليف الفريقين بتقديم لائحة شاملة بعد النقض.

لهذه الأسباب،

تقرّر بالإجماع ما يلي:

أوّلاً: قبول التمييز شكلاً.

ثانياً: قبول السبب التمييزي الثالث ونقض القرار المميز برمّته وإعادة مبلغ التأمين التمييزي إلى المميز وعدم بحث باقي الأسباب التمييزية لانتفاء الفائدة من ذلك.

ثالثاً: في الأساس بعد النقض، ومع حفظ البتّ بالنقاط كافة، تكليف الفريقين بتقديم لائحة شاملة ضمن المهلة القانونية.

رابعاً: تعيين الجلسة بتاريخ ٢٠١٠/٧/١٣.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز المدنية
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيس انطوني عيسى الخوري (المقرر) والمستشاران خالد زودة وحافظ العيد

القرار: رقم ٦٧ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٩

انطونيوس يعقوب/ الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي

- عمل – قوة القضية المحكوم بها – شروطها – وحدة الموضوع ووحدة السبب ووحدة الخصوم بمعنى ان تكون الدعوى بين الخصوم انفسهم وان تكون مقامة منهم او عليهم بالصفة ذاتها – قرار صادر نتيجة نزاع جماعي من ضمنهم الجهة المميزة – ارتكاز الدعوى السابقة على حق جماعي – استناد الدعوى الحاضرة الى حق فردي – تعلّقها بمصلحة فردية – تغيّر صفة الخصوم في النزاعين الجماعي والفردي – انتفاء قوة القضية المحكوم بها – مخالفة القرار المميز احكام المادة ٣٠٣ أ.م.م. – نقض.

- تعويض نهاية خدمة – تصفيته عند بلوغ سنوات الخدمة العشرين سنة – الاستمرار بالعمل دون انقطاع لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي – طلب اعتبار ذلك التعويض بمثابة سلفة – المادة ٥٠ من قانون الضمان الاجتماعي – عدم ترتيب اية نتيجة محددة على تصفية التعويض عند بلوغ سنوات الخدمة العشرين سنة – لا منع بدون نص – اعتبار الفترة التي سبقت واقعة قبض التعويض وتلك التي تلتها فترة واحدة – تصفية مؤقتة – عدم تحديد التعويض بشكل نهائي الا بانتهاء علاقة العمل وفي حال المميز ببلوغه السن القانونية – اعتبار التعويض المقبوض سابقاً سلفة على حساب التعويض النهائي – الزام المميز ضده باعادة احتساب تعويض المميز النهائي على اساس الأقدمية منذ تاريخ مباشرة العمل وحتى نهاية الخدمة الفعلية بدون تجزئة على ان يُحسم منه المقبوض سابقاً.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان الإستدعاء التمييزي ورد ضمن المهلة القانونية، مستوفياً سائر الشروط الشكليّة، فيكون مقبولاً شكلاً.

ثانياً – في الأسباب التمييزية:

١ – عن السبب التمييزي الثاني:

حيث ان الجهة المميزة تعيب على القرار المميز، تحت هذا السبب، خطأه في تطبيق وتفسير المادة ٣٠٣ أ.م.م.

وحيث ان القرار المميز قضى بأن "جميع شروط المادة ٣٠٣ أ.م.م. من وحدة خصوم دون أن تتغيّر صفاتهم ووحدة الموضوع والسبب تكون متوافرة في كلّ من النزاع الجماعي والدعوى الحاضرة، ممّا يجعل القرار رقم ٢٠٠٥/٢ الصادر بنتيجة النزاع الجماعي متمتعاً بقوّة القضيّة المحكوم بها بالنسبة للدعوى الحاضرة".

وحيث يقتضي معرفة ما إذا كان القرار المميز، فيما قضى به، كان واقعاً أم لا في موقعه القانوني الصحيح.

وحيث يستفاد من المادة ٣٠٣ أ.م.م. أنه لتوافر قوّة القضيّة المحكوم بها يتعيّن توافر الشروط الثلاثة التالية معاً: "وحدة الخصوم" أي أن تكون الدعوى بين الخصوم أنفسهم وأن تكون مقامة منهم أو عليهم بالصفة ذاتها، "ووحدة الموضوع"، أي أن يكون الشيء المطلوب هو ذاته، "ووحدة السبب"، أي أن يكون الطلب مبنياً على السبب ذاته، بحيث أنه إذا لم يتحقق أحد الشروط الثلاثة انتفت قوّة القضيّة المحكوم بها.

وحيث ان القرار رقم ٢٠٠٥/٢ الصادر بنتيجة النزاع الجماعي قضى بردّ مطالب جماعة من المستخدمين، ومن ضمنهم الجهة المميزة، الرامية الى "اعتبار التعويض المقبوض من المستخدمين الذين طلبوا تصفية تعويضهم بداعي إكمالهم عشرين سنة خدمة واستمروا بالخدمة دون انقطاع بمثابة سلفة على تعويض نهاية خدمتهم".

وحيث، في القضيّة الراهنة، وبالنسبة "للنزاع الجماعي" الصادر بنتيجته القرار رقم ٢٠٠٥/٢ السابق ذكره عن اللجنة التحكيمية الناظرة في خلافات العمل الجماعية، فإن الجهة المميزة تقدّمت بصدده بطلب التحكيم من ضمن جماعة من المستخدمين يُنظر إليها "كجماعة" وليس إلى كلّ فرد من أفرادها بحدّ ذاته، إذ إن المراجعة أمام اللجنة المذكورة، مصدرة القرار رقم ٢٠٠٥/٢ المنوّه عنه، ارتكزت على حق جماعي يتعلّق بطالبي التحكيم جماعياً ويختص، عملاً بأحكام المادة ٢٩ من قانون عقود العمل الجماعية والوساطة والتحكيم، "بمصلحة جماعية"، في حين أن الجهة المميزة تقدّمت، بصفتها الفردية، بدعواها الراهنة التي تستند الى حق فردي يختص "بمصلحة فردية" تتعلق فقط بالجهة المميزة، وبالتالي فإن أحد الفرقاء المتمثّل بجماعة من المستخدمين أمام اللجنة التحكيمية المنوّه عنها، والذي من ضمنه الجهة المميزة، هو صاحب الحق الجماعي، في حين أن النزاع، في الدعوى الراهنة، هو فردي يتعلّق بالجهة المميزة دون سواها من المستخدمين.

وحيث تبيّن ممّا تقدّم أن صفة الخصوم تغيّرت في النزاعين الجماعي والفردي المشار إليهما، أي أنه لم يتحقق أحد الشروط الثلاثة المنصوص عليها في المادة ٣٠٣ أ.م.م.، ممّا يؤول الى انتفاء قوّة القضيّة المحكوم بها في القضيّة الراهنة.

وحيث، والحالة هذه، لا يكون القرار رقم ٢٠٠٥/٢ الصادر عن اللجنة التحكيمية متمتعاً بقوّة القضيّة المحكوم بها بالنسبة للدعوى الحاضرة، وإن القرار المميز القاضي بخلاف ذلك يكون خالف أحكام المادة ٣٠٣ أ.م.م. وأخطأ في تطبيقها وتفسيرها، ممّا يستوجب قبول السبب التمييزي الثاني ونقض القرار المميز برمّته، ولا تعود هناك من فائدة في البحث في السبب التمييزي الآخر.

ثالثاً – في الأساس بعد النقض:

حيث أنه عملاً بأحكام المادة ٧٣٣ أ.م.م. معطوفة على المادة ٧٣٤ منه يقتضي نشر الدعوى مجدّداً في مرحلتها الإبتدائية.

وحيث ان الجهة المدعية المميزة تطلب، في دعواها الراهنة، إعتبار تعويض نهاية الخدمة الذي سبق وقبضته بمثابة سلفة على تعويضها النهائي واحتساب تعويضها على أساس الأقدمية منذ تاريخ مباشرتها العمل وحتى تاريخ تركها العمل وتصفية تعويض نهاية خدمتها تصفية نهائية.

وحيث ان المدعى عليه المميّز ضدّه يطلب ردّ الدعوى لعدم الصحّة والقانونيّة ولعدم وجود أسباب تبرّر الطلب.

وحيث ان واقع الدعوى الراهنة يتمثّل في سبق طلب الجهة المدعية المميزة تصفية تعويض نهاية خدمتها عند

بلوغ سنوات خدمتها تلك لدى المدعى عليه المميّز ضدّه، الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي، العشرين سنة، وهي استمرت بالعمل بدون إنقطاع، وتطلب إعتبار ذلك التعويض بمثابة سلفة لأن التصفية النهائية لم تتم في حينه، وهي لا تتم إلاّ بتاريخ انتهاء الخدمة نهائياً.

وحيث أن الجهة المدعية المميزة قبضت تعويض نهاية خدمتها لتوافر شرط بلوغ سنوات خدمتها العشرين بالإستناد الى أحكام البند أ من الفقرة الأولى من المادة ٥٠ من قانون الضمان الإجتماعي والتي تنص على ما يلي:

"١ – لكلّ أجير خاضع لنظام تعويض نهاية الخدمة إمّا بصورة إلزامية وإمّا باختياره الحق بتعويض نهاية الخدمة إذا توفّر فيه أحد الشروط الآتية:

أ – أن يكون مجموع سني عمله عشرين سنة على الأقل وذلك بإضافة مدة اشتراكه في الصندوق على سنوات الخدمة لدى رب العمل الذي كان يستخدمه بتاريخ وضع الفرع المذكور موضع التنفيذ للفئة الخاصة به".

وحيث أن النص المذكور لم يمنع بل أعطى حقاً للمستخدم الذي تتوفّر فيه الشروط المنصوص عليها بتقاضي تعويض نهاية الخدمة، ولم ينص على أي منع، ولم يرتب نتيجة محدّدة على تصفية التعويض عن تلك الفترة.

وحيث ان الأصل هو الإباحة، وليس من منع بدون نص.

وحيث لم تقيّد المادة ٥٠ ضمان المشار إليها منح التعويض بغير شرط بلوغ عشرين سنة خدمة، فلا مجال بعد ذلك لإضافة أي حكم عليها لم ينص عليه المشترع.

وحيث، وإذا كانت الفقرة الثالثة من المادة ٥٢ من نظام المستخدمين لدى المدعى عليه المميّز ضدّه، الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي، تنص على اعتبار فترة العمل الثانية بعد التصفية فترة عمل جديدة، الاّ إذا أعاد المستخدم التعويض الذي قبضه دفعة واحدة قبل استلام وظيفته الجديدة (مع ما يعني ذلك، وفي المبدأ، من الإقرار بوجود الحالتين، أي إمكانية إعتبار جمع الفترتين وإعتبارهما فترة واحدة)، إلاّ أن هذا النص يتعلق بالمستخدم الذي صفّى تعويضه وترك العمل فعلاً وإنقطع عنه ثمّ عاد وإستخدم من جديد، وهو يتعلّق بأحكام الصرف، وينصّ صراحة على حالات إنهاء خدمة المستخدم أو إخراجه نهائيًّا من الملاك، وليست هي حالة المستخدم الذي استمر في العمل بدون إنقطاع، بحيث لا يجوز القياس على الحالتين.

وحيث، ولأنه ليست هذه حال الجهة المدعية المميزة التي لم تصرف، فلا محل لتطبيق النص المذكور، وتبقى الفترة واحدة: تلك التي سبقت وتلك التي تلت واقعة قبض التعويض.

وحيث ان تصفية التعويض عن السنوات العشرين الأولى مع إستمرار العمل بدون إنقطاع هي، في الواقع القانوني، تصفية مؤقتة لأن التعويض لا يتوجّب بصورة نهائية مع إستمرار العمل، وهو لا يتوجّب ولا يتحدّد على نحو نهائي إلاّ بانتهاء علاقة العمل "وانتهاء خضوع المستخدم الى فرع تعويض نهاية الخدمة"، وفي حالة الجهة المدعية المميزة ببلوغها السن القانونية، إذ إنه بغياب النص المخالف كما ورد بشأن من ترك الخدمة ثمّ عاد إليها، يجب إعتبار فترة العمل المتصلة بدون إنقطاع، كما هي حال الجهة المدعية المميزة، فترة عمل واحدة تدخل بمجملها، وبدون تجزئة ولا إقتطاع، في حساب تعويض نهاية الخدمة، كما يجب إعتبار التعويض المقبوض من المستخدم سابقاً سلفة على حساب التعويض النهائي:

"يراجع بهذا الخصوص القرار الصادر عن هذه المحكمة بتاريخ ٢٠١٠/٣/١٦ تحت رقم ٢٠١٠/١٨ (الصفحة السادسة وما يليها منه)".

وحيث انه يقتضي تبعاً لذلك الحكم للجهة المدعية المميزة بطلبها إعتبار تصفية التعويض الذي قبضته سلفة على حساب تعويضها النهائي وإلزام المدعى عليه المميّز ضدّه بإعادة إحتساب تعويضها النهائي، على أساس الأقدمية، منذ تاريخ مباشرتها العمل لديه وحتى نهاية خدمتها الفعلية، بدون تجزئة، وحسم المقبوض سابقاً من ناتج حساب تصفية التعويض الذي يتوجّب إحتسابه وفقاً للاصول الملزمة المتبعة لدى الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي.

وحيث أنه يقتضي، من جهة أخرى، ردّ طلب العطل والضرر لانتفاء ما يثبت سوء النيّة وردّ سائر ما أثير من أسباب أو مطالب زائدة أو مخالفة إمّا لعدم الجدوى وإمّا لكونه لقي جواباً ضمنيًّا في ما سبق بيانه.

لهذه الأسباب،

تقرّر بالإجماع ما يلي:

أوّلاً: قبول التمييز شكلاً.

ثانيــاً: نقض القرار المميز برمّته لعدم تــوافر قــوّة القضيّة المحكوم بها في القضيّة الراهنة.

ثالثاً: نشر النزاع والحكم مجــدّداً باعتبــار تــصفية التعويض الذي قبضته الجهة المدعية المميزة سلفة على حساب تعويضها النهائي وإلزام المدعى عليــه المميّــز ضدّه، عند تصفية تعويض نهاية خدمتها لديــه بــصورة نهائية ببلوغها السن القانونيــة أو لأي ســبب يتوجــب بموجبه تصفية تعويض نهاية خدمتها بــصورة نهائيــة، بإعادة إحتساب تعويضها النهائي على أساس الأقدميــة منذ تاريخ مباشرتها العمل لديه وحتى نهايــة خــدمتها الفعلية بدون تجزئة، أي مع الأخذ بالإعتبــار الأقدميــة ومدة عملها للعشرين سنة الأولى، وبحــسم المقبــوض سابقاً من ناتج حساب تصفية التعويض الــذي يقتــضي إحتسابه وفقاً للأصول الملزمة المتبعة لدى المميّز ضدّه الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي.

رابعاً: إعادة مبلغ التأمين التمييزي الى الجهة المميزة وردّ طلب العطل والضرر وردّ سائر الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة.

خامساً: تضمين المميّز ضدّه النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس نايفة
والمستشاران البير قيومجي (منتدب) ونبيلة زين

القرار: رقم ٦٨٩ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٠

حسان نقاش ورفيقته/ محمود شهاب ورفاقه

- اسقاط محاكمة لتركها بلا ملاحقة لمدة تفوق السنتين – استئناف – دفع بانقطاع المحاكمة على أثر وفاة أحد ورثة المدعى عليه – عدم ورود اسم ذلك الوريث في استحضار الدعوى – عدم اعتباره من ضمن الخصوم في تلك الدعوى – وفاته لا تؤدي الى انقطاع المحاكمة سنداً لأحكام المادتين ٥٠٥ و٥٠٧ أ.م.م. – عدم وجود مخالفة لنص المادة ٣٧٢ أ.م.م. طالما أن الحكم صدر بوجه كل الخصوم المذكورين في الاستحضار – رد الدفع بانقطاع المحاكمة – تصديق الحكم المستأنف.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل.

حيث ان الاستئناف ورد ضــمن المهلــة القانونيــة مستوفياً سائر الشروط الشكلية، فيكون مقبولاً شكلاً.

ثانياً – في الأساس.

حيث ان المستأنفين يطلبان فسخ الحكم المــستأنف لمخالفــة هــذا الأخيــر أحكــام المــواد ٥٠٥ و٣٦٩ و٣٧٢/أ.م.م.

وحيث أن المستأنف عليه محمود شهاب الذي تمثــل في المحاكمة الاستئنافية بواسطة وكيله، كــرر أقوالــه وهي تتلخص بما أدلى به في المحاكمة الابتدائية وهــو طلب اسقاط المحاكمة نظراً لتركها بلا ملاحقة لأكثر من سنتين.

وحيث أن المــستأنفين يــدليان فــي الاستحــضار الاستئنافي أن السيدة خالدية ابراهيم غلاييني هي والــدة المرحوم كمــال غلاييــني وقــد توفاهــا الله بتــاريخ ٢٠٠٦/٦/٢٥، وانها بذلك تكون قد قطعــت المحاكمــة سنداً لاحكام البند الأول من المادة ٥٠٥/أ.م.م.

وحيث ان المرحومة خالديــة هــي أحــدى ورثــة المرحوم كمال غلاييني وانمــا يتبــين، بعــد الاطــلاع على الاستحضار الابتــدائي ان الجهــة المدعيــة قــد تقدمت بالدعوى بوجه محمود شهاب وورثة المرحــوم كمال غلاييني وهم زوجته سعاد شــهاب واولاده بــلال ومازن وطارق غلاييني، ولا ذكر للمرحومة خالدية في عداد المدعى عليهم كاحــدى ورثــة المرحــوم كمــال غلاييني.

وحيث ان الجهة المدعية هي التي تحدد الاشــخاص الذين تريد الادعاء عليهم وبالتــالي تعتبــرهم الفريــق المدعى عليه، ويتبين، كمــا جــرى بيانــه اعــلاه، ان المدعيين لم يذكرا السيدة خالدية مــن ضــمن المــدعى عليهم، فيكون المدعيان، سهواً أو قصداً، قــد حــصرا الادعاء بوجه من ذكراهم.

وحيث، خلافاً لما يدلي به المستأنفان، ان عدم ورود اسم المرحومة خالدية لم يتم في اللائحة الجوابية الأولى أو في لائحة جوابية، وانما في الاستحضار.

وحيث ان عدم ورود اسم المرحومة السيدة خالدية في عداد المدعى عليهم يؤدي الى عدم اعتبارها من ضمن الخصوم في الدعوى وبالتالي لا تؤدي وفاتها الى قطع المحاكمة سنداً لأحكام المادتين ٥٠٥ و٥٠٧/أ.م.م.، كما وان ذكر ذلك في الحكم لا يشكل أي مخالفة لنص المادة ٣٧٢/أ.م.م. لان الحكم صدر بوجه كل الاخصام المذكورين في الاستحضار.

وحيث ان المحكمة تؤيد وتتبنى ما جاء في الحكم الابتدائي المستأنف من عملية حسابية لمهلة السنتين التي تركت فيها المحاكمة والمبتدئة من تاريخ تقديم الاستحضار الابتدائي في ٢٠٠٤/٨/١٧ ومع تعليق المهل بالقانون الصادر بتاريخ ٢٠٠٦/١٢/٨ من ٢٠٠٦/٧/١٢ حتى ٢٠٠٦/١٢/٢١، تكون الجهة المدعية قد تركت المحاكمة بلا ملاحقة مدة تزيد عن السنتين، فتكون شروط المادة ٥٠٩/أ.م.م. متوافرة لاسقاط المحاكمة الراهنة، وتكون المحكمة التي اصدرت الحكم المستأنف قد احسنت تطبيق أحكام المادة ٣٦٩/أ.م.م. ولم تخالفها.

وحيث، استناداً لكل ما تقدم، يكون الحكم المستأنف واقعاً في موقعه القانوني الصحيح، ويقتضي تصديقه.

وحيث يقتضي رد كل ما زاد أو خالف لعدم الفائدة.

لذلك،

تقرر بالاجماع:

١ – قبول الإستئناف شكلاً.

٢ – رده في الأساس وتصديق الحكم المستأنف.

٣ – رد كل ما زاد أو خالف.

٤ – مصادرة التأمين الاستئنافي وتضمين الجهة المستأنفة الرسوم والنفقات القانونية.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سهيل عبود والمستشاران منذر ذبيان وزينة بطرس

القرار: رقم ١٠٨٤ تاريخ ٢٠٠٩/٧/٢٩

هاني صفي الدين/ بنك الموارد ش.م.ل.

- معاملة تنفيذية – اعتراض – طلب ابطال قرارين صادرين عن رئيس دائرة التنفيذ وما تبعهما من إجراءات – عدم ثبوت تبلّغ دائرة التنفيذ بصورة أصولية وجود ادعاء جزائي بتزوير السند الجاري تنفيذه – البحث في صحة القرارين المذكورين يُعتبر من قبيل مشاكل التنفيذ المتعلقة بالاجراءات العائد فصلها حصرياً لرئيس دائرة التنفيذ – ثبوت مراعاة الاجراءات التنفيذية المطعون فيها للأصول القانونية – قرار وقف تنفيذ حكمي بعد ادعاء تزوير السند التنفيذي جزائياً وتوفير الاثبات على وجود هذا الادعاء – وقف التنفيذ يطال المرحلة اللاحقة لتقريره ولا يشمل المرحلة السابقة له – قرار وقف التنفيذ الحكمي لا يستتبع الرجوع عن القرارين المطعون بهما – رد الاعتراض لعدم قانونيته.

بناءً عليه،

اولاً – في الشكل:

حيث ان الاستئناف مقدّم ضمن المهلة المتاحة، وقد أستوفى سائر شروط قبوله الشكلية فيقبل لهذه الجهة،

ثانياً – في الموضوع:

حيث ان المستأنف يطلب فسخ القرار المستأنف توصلاً لتقرير بطلان القرارين الصادرين عن رئيس دائرة التنفيذ في ٢٠٠٨/٢/٢٦ و٢٠٠٨/٤/٧ وما تبعهما

من اجراءات، وذلك في المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٦/٢٣٩٠ القائمة بين الفريقين،

وحيث أنه يسند طلبه الى تذرعه أرفاقه اعتراضه أمام محكمة الأساس تاريخ ٢٠٠٧/٦/٢٠ بصورة عن ادعاء التزوير الجزائي، وبأنه أبلغ في التاريخ عينه دائرة التنفيذ نسخة عن هذا الاعتراض،

وحيث لم يثبت بمراجعة صورة محضر المعاملة التنفيذية المرفقة بالأعتراض أمام رئاسة دائرة التنفيذ ، تبلغ دائرة التنفيذ في ٢٠٠٧/٦/٢٠ بصورة أصولية وجود ادعاء جزائي بتزوير السند الجاري تنفيذه بوجه المصرف المنفذ – المستأنف عليه –

وحيث تبعاً لهذا الواقع، يكون قرار رئيس دائرة التنفيذ تاريخ ٢٠٠٨/٢/٢٦ القاضي بالتنفيذ بحدود مبلغ /٣٦٧٩٢٠/ د.أ. تقيّداً بقرار محكمة الأساس القاضي بوقف التنفيذ بما يتجاوز المبلغ المذكور في محله القانوني،

وكذلك الأمر بالنسبة للقرار تاريخ ٢٠٠٨/٤/٧ القاضي بأعلان تحول الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٧/٢٧٩ الى تنفيذي تحصيلاً للدين المشار إليه،

مع الأشارة الى أن البحث في صحة هذين القرارين المطعون فيهما يعتبر من قبيل مشاكل التنفيذ المتعلقة بالأجراءات العائد فصلها حصرياً لرئيس دائرة التنفيذ، وذلك باعتبار القرارين المومأ اليهما من فئة الاجراءات التنفيذية المقرّرة من رئاسة دائرة التنفيذ في معرض تسييرها للمعاملة التنفيذية توصلاً لتحقيق غايتها،

وحيث من نحو آخر، فأن قرار رئيس دائرة التنفيذ تاريخ ٢٠٠٨/٥/٢ القاضي بوقف التنفيذ الحكمي في المعاملة التنفيذية سنداً للمادة ٨٥ أ.م.م.، وذلك لحين الفصل بأدعاء تزوير عقد التعامل وكتاب تثبيت المديونية جزائياً بقرار مبرم، لا يستتبع الرجوع عن القرارين المطعون بهما تاريخ ٢٠٠٨/٢/٢٦ و٢٠٠٨/٤/٧ السابق تقريرهما، لعلة ان وقف التنفيذ يطال المرحلة اللاحقة لتقريره ولا يشمل المرحلة السابقة له، وهو يجمد المعاملة التنفيذية في الحالة الموجودة فيها بأنتظار صدور القرار النهائي عن المرجع المختصّ،

وحيث بالنتيجة، وطالما أن الاجراءات التنفيذية المطعون فيها قد راعت الأصول القانونية في ضوء طبيعة السند التنفيذي وتبلغ الانذار الاجرائي، وقرار محكمة الاساس الملزم تاريخ ٢٠٠٨/٢/٢١،

وطالما ان التنفيذ قد توقف أصولاً عند ادعاء تزوير السند التنفيذي جزائياً وتوفير الأثبات على وجود هذا الأدعاء،

فأن الاستئناف يكون مردوداً موضوعاً، والقرار المستأنف مستوجباً التصديق،

وحيث يبقى ردّ طلب المستأنف عليه الزام المستأنف بالغرامة والعطل والضرر لعدم ثبوت تحقق سوء نية هذا الأخير وتعسفه في الأدعاء،

وحيث تنتفي ضرورة أو فائدة بحث سائر ما أثير لكونه لقي جواباً ضمنياً بمقتضى التعليل المساق،

لذلك،

تقرر بالأجماع:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً،

ثانياً: ردّه موضوعاً وتصديق القرار المستأنف،

ثالثاً: تضمين المستأنف النفقات كافة دون الغرامة والعطل والضرر، ومصادرة التأمين،

رابعاً: ردّ كل ما زاد أو خالف،



محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سهيل عبود
والمستشاران منذر ذبيان وزينة بطرس

القرار: رقم ١٠٨٥ تاريخ ٢٠٠٩/٧/٢٩

ايلي يواكيم/ انطوان يمين ورفيقته

- معاملة تنفيذية – طلب اعتبار الانذار التنفيذي ساري المفعول بحق المنفذ عليهما على وجه التكافل والتضامن اضافة الى الفائدة المحكوم بها بموجب حكم قضائي صادر عن محكمة الدرجة الأولى – عدم تقرير أية فوائد أو تضامن بين المحكوم عليهما بموجب الحكم الاستئنافي الجاري تنفيذه – لا يمكن الاستناد الى البند الوارد في الحكم الابتدائي بعد فسخه استئنافاً – ثبوت الزام المنفذ عليهما بدفع مبلغ معين دون أية فوائد أو تضامن بينهما – وجوب تنفيذ الأحكام القضائية وفقاً لمنطوقها سنداً للمادة ٨٢٨ أ.م.م. – يتوجب على رئيس دائرة التنفيذ التقيد بذلك المنطوق بمعزل عن امكانية مراقبة قانونيته أو تفسيره أو تأويله بما يخالف صراحة مضمونه – صدور القرار الاستئنافي موضوع التنفيذ بوجه شخصين دون تحديد المتوجب على كل منهما لا يجعله مستحيل التنفيذ طالما أن الأصل في الموجبات أن تكون متقارنة عند عدم النص على التضامن – تأييد عدم التضامن بين المدينين بأسباب القرار التمييزي الذي أبرم القرار الاستئنافي –تمتع تلك الاسباب بقوة القضية المحكمة غير الممكن مخالفتها أو تجاوزها بفعل ارتباطها اللصيق بالفقرة الحكمية الواجب إعمالها على أساسها – رد الادلاءات المخالفة.

- مطالبة بالفوائد منذ تاريخ ابلاغ الانذار التنفيذي من المنفذ عليهما – الزامية هذه الفوائد ومقدارها يشترطان في الحالة الحاضرة حكماً يحددها صادراً عن القضاء المختص – عدم امكانية إيلاء هذا الدور لدائرة التنفيذ المقتصر نطاق اختصاصها على تنفيذ السند التنفيذي وفقاً لمضمونه أو منطوقه دون ترتيب أية نتائج أخرى قد تكون متفرعة عن هذا التنفيذ – رد الادلاءات المخالفة.

ملاحظة: ان القرار الابتدائي الصادر بنتيجة استئنافه القرار الراهن منشور في الصفحة ١٢٩٥ في باب الاجتهاد من العدد ٢٠٠٩/٣.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أن الأستئناف مقدّم ضمن المهلة المتاحة، وقد جاء مستوفياً سائر شروط قبوله الشكلية فيقبل لهذه الجهة،

ثانياً – في الموضوع:

حيث أن المستأنف يطلب فسخ القرار المستأنف توصلاً الى اعتبار الأنذار التنفيذي ساري المفعول بحق المستأنف عليهما على وجه التكافل والتضامن، اضافة الى الفائدة المحكوم بها بموجب الحكم الابتدائي تاريخ ٢٠٠٧/٧/١١ وذلك منذ تاريخ صدور هذا الحكم،

وحيث أن المستأنف عليهما ينازعان في قانونية هذه الطلبات، مطالبين بتصديق قرار رئيس دائرة التنفيذ الذي انتهى الى نتيجة مغايرة للطلبات المذكورة،

وحيث ان الحكم الابتدائي تاريخ ٢٠٠٧/٧/١١ الذي قضى في بنده الأول بألزام المدعى عليهما – المستأنف عليهما – بدفع مبلغ /١٠٢٦٠٠/د.أ. بالتكافل والتضامن مع الفائدة القانونية من تاريخ صدوره، تقرّر فسخه بموجب القرار الاستئنافي تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ الذي قبل الاستئناف في الموضوع جزئياً، مقرراً الزام الجهة المستأنفة بأن تدفع للمستأنف مبلغ /٨٠٠٠٠/د.أ.، ولقد أبرم القرار الاستئنافي تمييزاً في ٢٠٠٨/١١/٢٥،

وحيث من المسلّم به قانوناً أن رئيس دائرة التنفيذ ينفذ الأحكام القضائية الصالحة للتنفيذ وفقاً لمنطوقها – المادة ٨٢٨ أ.م.م. –، وهو ملزم التقيّد بهذا المنطوق بمعزل عن امكانية مراقبة قانونيته أو تفسيره أو تأويله بما يخالف صراحة مضمونه،

وحيث طالما ان القرار الاستئنافي تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ قضى صراحة بفسخ الحكم الابتدائي في

بنده الأول الذي نصّ على التضامن وعلى تقرير الفائدة، ملزماً المدعى عليهما – المستأنفين – بدفع مبلغ معين دون أي فوائد أو أي تضامن بينهما، فيؤخذ بمنطوقه إعمالاً لنطاق وحدود اختصاص رئاسة دائرة التنفيذ المبينة على الوجه المتقدم،

وحيث ان الأخذ بعكس هذا المنحى يؤدي الى الحدّ من آثار الفسخ الذي جاء شاملاً للبند الأول من الحكم الابتدائي، مع ما لهذا الفسخ من مفاعيل،

كما يُفضي الى تخطي رئاسة دائرة التنفيذ لمجال اختصاصها الحصري، والى مخالفة قوة القضية المحكمة الناشئة عن صراحة منطوق القرار الاستئنافي المومأ اليه المبرم تمييزاً،

وحيث لا يؤخذ بأقوال المستأنف المخالفة لناحية بحثه في طلبات الجهة المستأنفة السابقة لصدور القرار الاستئنافي تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ وتذرعه بها، اذ ان ما يؤخذ به أساساً للتنفيذ هو السند التنفيذي أي القرار القضائي في الحالة الراهنة بمعزل عن أي طلبات أو اجراءات سابقة له،

وحيث ان تذرع المستأنف بما قضى به القرار تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ لناحية تصديقه الحكم الابتدائي تاريخ ٢٠٠٧/٧/١١ في فقراته الأخرى للقول بوجود التضامن بين المدينين – المستأنف عليهما – والزامهما بالفائدة لا يستقيم، في ضوء فسخ القرار تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ للبند الأول من الحكم الابتدائي المذكور المتضمن للفائدة ولموجب التضامن واعادة تقريره الزام المدينين بمبلغ مغاير دون اشارته الى أي تضامن أو أي فائدة،

وحيث أن عدم التضامن بين المدينين مؤيد أيضاً بأسباب القرار التمييزي تاريخ ٢٠٠٨/١١/٢٥ الذي أبرم القرار الاستئنافي تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ معتبراً أن صدور القرار الأخير بوجه شخصين دون تحديد المتوجب على كل منهما لا يجعل القرار الاستئنافي مستحيل التنفيذ باعتبار أن الأصل في الموجبات ان تكون متقارنة عند عدم النص صراحة على التضامن.

مع الأشارة الى أن هذه الأسباب تتمتع في الحالة الراهنة بقوة القضية المحكمة غير الممكن مخالفتها أو تجاوزها بفعل ارتباطها اللصيق بالفقرة الحكمية الواجب أعمالها على أساسها، وهي لا تعتبر من قبيل الأستفاضة بالتعليل لعلة اعتمادها أساساً من قبل محكمة التمييز لردّ السبب التمييزي المسند الى أحكام المادة ٧٠٨ أ.م.م. فقرتها الثالثة،

وحيث لناحية مطالبة المستأنف بالفوائد واعتبارها سارية منذ تاريخ ابلاغ الانذار التنفيذي، فتبقى بدورها مردودة، طالما ان الحكم الجاري تنفيذه لم يتضمن الحكم بأي فوائد، وطالما أن العطل والضرر المنصوص عنهما في المادتين ٢٥٧ و٢٦٥ م.ع. يفترض أستصدار حكم قضائي يحدده في مثل الحالة الراهنة، الأمر الخارج عن نطاق اختصاص رئاسة دائرة التنفيذ.

وحيث ولئن كان سريان الفوائد من بين مفاعيل ابلاغ الانذار التنفيذي، الاّ ان الزامية هذه الفوائد ومقدارها يشترطان في الحالة الحاضرة حكماً يحددها صادراً عن القضاء المختص دون امكانية ايلاء هذا الدور لدائرة التنفيذ المقتصر نطاق اختصاصها على تنفيذ السند التنفيذي وفقاً لمضمونه أو منطوقه دون ترتيب أي نتائج أخرى قد تكون متفرعة عن هذا التنفيذ،

وحيث تأسيساً على كلّ ما تقدّم يمسي الاستئناف مردوداً موضوعاً والقرار المستأنف جديراً بالتصديق في تعليله ونتائجه، كما يتعين ردّ ما زاد أو خالف، وكذلك طلب العطل والضرر لانتفاء مبرّر اجابته،

لذلك،

تقرّر بالأجماع:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً،

ثانياً: ردّه موضوعاً وتصديق القرار المستأنف،

ثالثاً: تضمين المستأنف النفقات كافة دون العطل والضرر، ومصادرة التأمين،

رابعاً: ردّ كل ما زاد أو خالف،

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة سلام شمس الدين والمستشارتان جمانة خيرالله وماري أبو مراد (منتدبتين)

القرار: رقم ٥٢٩ تاريخ ٢٠١٠/٤/٢٠

بلدية بيروت/ ناديا ألوف ورفاقها

- طلب الزام بلدية بدفع تعويض عن هدم مأجور بناءً لأمرها – وكالة – دفع بعدم صحة تمثيل المحامي الوكيل – لا تسقط الوكالة بمرور الزمن – اعتبار تمثيل المحامي المذكور صحيحاً وقائماً حتى لو انقضى على تنظيمها فترة تزيد عن العشر سنوات – الوكالة المنظمة للمحامي من قبل وكيل الجهة الموكلة لا تعتبر ساقطة بوفاة الوكيل المذكور – رد الادلاءات المخالفة.

- دفع بعدم اختصاص القضاء العدلي للنظر بالدعوى الراهنة – بحث في مدى كون الانذار بهدم البناء الموجه من قبل البلدية هو من قبيل التعدي الذي يعقد لواء الاختصاص للقضاء العدلي أم انه يوصف بالعمل الاداري الذي تخضع مراقبته للقضاء الاداري – مفهوم التعدي الذي يعقد اختصاص القضاء العدلي – التعدي المذكور يفترض بداهةً أن تكون الادارة قد وضعت يدها على حق يعود للفرد خلافاً للأصول القانونية – انتفاء أحد شروط التعدي المتمثل بوضع اليد على الحق في اطار النزاع المطروح – للقضاء العدلي صلاحية استثنائية في مراقبة اعمال الادارة – وجوب التذرع بعدم قانونية أمر الهدم امام المراجع الادارية المختصة وليس القضاء العدلي – رد دعوى المطالبة بالتعويض لعدم قانونيتها.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أن الجهة المستأنف بوجهها تطلب رد الاستئناف شكلاً لعدم تضمنّه أسباباً استئنافية.

وحيث من الجلّي أن الجهة المستأنفة أثارت كما وناقشت مسألة انعدام الاختصاص الوظيفي لهذه المحكمة وانتفاء صفتها في الدعوى الحاضرة وفي مطلق الأحوال أدلت بعدم مسؤوليتها عن فعل الهدم الذي تطالب الجهة المستأنف بوجهها بتعويض عنه.

وحيث أن كل ما أثارته الجهة المستأنفة من دفوع وأسباب دفاع ينطوي تحت لواء مفهوم الاسباب القانونية الواجب توفرها في الاستئناف حتى يتسنى للمحكمة النظر فيه.

وحيث والحال ما ذكر يقتضي رد كل ما جاء في أقوال الجهة المستأنف بوجهها خلافاً للوجهة المتقدم ذكرها.

وحيث من جهة أخرى ان الاستئناف مقدّم ضمن المهلة القانونية وجاء مستوفياً كافة شروطه الشكلية مما يستوجب قبوله شكلاً.

ثانياً – في صحة تمثيل المحامي أ.ع. لكل من فاديا ألوف ومارلين ومونيك مي الحداد:

حيث أن المحامي أ. ع. أبرز في لائحته تاريخ ٢٠١٠/٢/٢ وانفاذاً للقرار الصادر عن المحكمة بتاريخ ٢٠١٠/١/١٩ وكالته عن السيدة فاديا ألوف مما يستوجب اعتبار تمثيله لهذه الأخيرة في اطار النزاع المطروح صحيحاً وقائماً حتى لو انقضى على تنظيمها فترة تزيد عن العشر سنوات لأن الوكالة لا تسقط بمرور الزمن.

وحيث بالنسبة لصحة تمثل المحامي أ. ع. لكل من مارلين ومونيك مي الحداد بعد وفاة وكيلهما الذي أوكل المحامي ع. نعني به السيد فريد الحداد، فأنه تجدر الاشارة الى أن وكالة المذكورتين لهذا الأخير جاءت عامة ومطلقة وشاملة وبالتالي لا تعتبر ساقطة بوفاة الوكيل أي بوفاة السيد فريد الحداد بمعنى أن الوكالة المنظمة من قبل هذا الأخير كوكيل لمارلين ومونيك مي الحداد لمصلحة المحامي أ.ع. تعتبر سارية بعد وفاة السيد فريد الحداد.

وحيث يقتضي رد كل ما أدلت به الجهة المستأنفة خلافاً لهذه الوجهة.

ثالثاً – في طلب ادخال خليل ورينيه ولميا وصوفيا بطرس دحدح:

حيث أن الحكم المستأنف قضى بقبول طلب الادخال شكلاً ورده موضوعاً، وان أياً من الفرقاء لم يستأنف الحكم في شقه هذا مما يستوجب اعتبار البند أولاً منه خارج اطار الاستئناف الراهن سيما وان المطلوب ادخالهم ابلغوا أوراق ومستندات هذه الدعوى أصولاً كما وموعد الجلسة الختامية ولم يتقدموا بأي جواب على هذه المسألة.

رابعاً – في الأساس:

وحيث أن الدعوى ترمي في الأصل الى الزام بلدية بيروت بدفع تعويض عن الهدم الحاصل بناءً لأمرها والواقع على المأجور الذي كان يشغله مورث الجهة المستأنف بوجهها كمستأجر في العقار الجاري على ملكية المطلوب ادخالهم.

وحيث أن السؤال الذي يُطرح في هذا السياق هو لمعرفة ما اذا كان الانذار الموجه من قبل بلدية بيروت لمالك العقار مورث المطلوب ادخالهم حيث المأجور المذكور والرامي الى تكليفه هدم البناء القائم على هذا العقار هو من قبيل التعدي الذي يعقد لواء الاختصاص للقضاء العدلي أم أنه يوصف بالعمل الاداري الذي يعود في سلطانه للادارة وتخضع مراقبته للقضاء الاداري.

وحيث أن مفهوم التعدي الذي يعقد اختصاص القضاء العدلي هو العمل الذي تقوم به الادارة عن طريق نزع حق فردي للشخص في عقار سواء كان هذا الحق شخصياً كحق الايجار أم عينياً كحق الملكية أو الانتفاع خلافاً للأصول القانونية من أجل أن تستولي على هذا الحق بهدف ضمّه الى أملاكها سواء الخاصة منها أم العامة؛ وان الاجتهاد مستقر على اعتبار اقدام الادارة على وضع يدها على عقارات الافراد بصورة متمادية أو نهائية دون مراعاة الأصول المحدّدة لذلك قانوناً كاصدار مرسوم باعلان المنفعة العامة أو أوامر ادارية يمكن الطعن بها حسب القوانين المرعية أو قرار مسبق بالمصادرة يشكّل تعدّياً ويرتب على الادارة موجب التعويض على المتضرر من هذا التعدي.

وحيث أن التعدّي المذكور يفترض بداهة أن تكون الادارة قد وضعت يدها على حق يعود للفرد خلافاً للأصول القانونية.

وحيث من مراجعة وقائع الدعوى يتبيّن التالي:

– ان البناء حيث المأجور موضوع الدعوى الذي كان مؤجراً من مورث الجهة المستأنف بوجهها تضرر في سني الحرب الأهلية التي عصفت بالبلد.

– ان بلدية بيروت أعطت أمراً بهدم البناء المذكور حفاظاً على السلامة العامة وليس من اجل منفعة لها الأمر الذي يستدل عليه من كتاب مالك العقار حيث البناء المشار إليه المؤرخ ١٩٩٥/٤/٣.

– ان مورث الجهة المستأنف بوجهها كان مدعواً أمام لجنة الاستملاك من أجل تقرير التعويض له عن مرسوم استملاك كان مقرراً.

– ان الافادات العقارية المبرزة في الملف لم تبيّن أي وجود لاستملاك حصل أو نفّذ وان العقار ما زال جارياً على اسم مالكيه الأصليين أي الجهة المطلوب ادخالها.

وحيث يُستخلص مما تقدّم أن بلدية بيروت لم تضع يدها على البناء أو على العقار حيث البناء المذكور الذي يضم المأجور موضوع النزاع وأن أمر الهدم حصل بناءً للانذار الصادر عن الجهة المستأنفة للحفاظ على السلامة العامة وليس لمصلحة بلدية بيروت.

وحيث والحال ما ذكر ان أحد شروط التعدّي المتمثّل بوضع اليد على الحق هو غير متوفر في اطار النزاع المطروح.

وحيث وان كانت الجهة المستأنف بوجهها تتذرع بعدم قانونية أمر الهدم فانه كان يجدر بها أن تراجع المراجع الادارية المختصة وليس القضاء العدلي اذ ان التعدي المتذرّع به والمدلى ترتبه عن القرار الاداري ومناقشة مدى مخالفة هذا القرار للقانون يجعله عرضة للابطال أمام القضاء الاداري.

وحيث لو سلمنا جدلاً بأن انذار محافظ مدينة بيروت مخالف للقانون بسبب عدم تداعي البناء حيث المأجور موضوع الدعوى والذي تقرر هدمه – علماً أن صلاحية هدم المباني المتداعية على نفقة أصحابها تعود له عملاً بأحكام المادة /٧٤/ من قانون البلديات تاريخ ٧٧/٦/٣٠ – فأن هذا القرار على فرض مخالفته حد السلطة يقتضي ابطاله من القضاء الاداري وليس القضاء العدلي الذي تبقى له صلاحية استثنائية في مراقبة أعمال الادارة وفقاً لما سبق بيانه.

وحيث أن الحكم المستأنف بقضائه خلاف الوجهة المتقدم ذكرها يكون واقعاً في غير موقعه القانوني الصحيح ومستوجب الفسخ ويقتضي بالتالي نشر الدعوى والحكم مجدداً بردها لعدم قانونيتها.

وحيث لم يعد من داع لبحث سائر الأسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة مما يستوجب ردها.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً.

ثانياً: فسخ الحكم المستأنف في البند "ثانياً" منه ونشر الدعوى والحكم مجدداً بردها وبتضمين الجهة المدعية نفقات المحاكمة الابتدائية بعد فسخ البند "خامساً" منه أيضا.

ثالثاً: تضمين الجهة المستأنف بوجهها النفقات ومصادرة التأمين الاستئنافي.

رابعاً: رد سائر الاسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة التاسعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة ميسم النويري والمستشاران جان فرنيني وجمانة خيرالله

القرار: رقم ٦٠ تاريخ ٢٠٠٩/١/١٥

جبران مراد ورفاقه/ شركة يونايتد بتروليوم كومباني ش.م.م.

- مطالبة بمبالغ مالية – حجز احتياطي على حصة عقارية – تقدم المتفرغ له عن تلك الحصة بطلب إدخاله في الدعوى – مصلحة مشروعة تفرض قبول طلب ادخاله شكلاً.

- دعوى – وفاة بعض افراد الجهة المدعى عليها – تقدّم بعض الورثة بطلب إخراجهم من المحاكمة لعدم قبولهم للتركة – صدور قرارات حصر أرث وردت فيها اسماء المورثة من شأنه أن يجعلهم حالين محل مورثهم في الدعوى بصفتهم خلفاء عامين – رفض التركة أو عدمه لا يؤثر في ذلك الحلول – الوارث غير ملزم بالديون التي تزيد عن التركة طالما أن ذمة المورث مستقلة عن ذمته – رد طلب أولئك الورثة اخراجهم من المحاكمة.

- محطة لتجارة المواد النفطية – اقفالها وازالتها من الوجود – مطالبة أصحابها بمبالغ مالية تمثل فرق البدل التعاقدي والنقص في كمية المواد النفطية الواجب شراؤها من الشركة المدعية وفقاً لشروط العقد – دفع بعدم توجب المبالغ المطالب بها – عدم ابراز أي مستند يفيد عن ابراء ذمة المدعى عليهم بخصوص تلك المبالغ – التنازل الضمني يجب أن يكون واضحاً بشكل لا يترك مجالاً للشك حول حصوله – متابعة الشركة المستأنف عليها المدعية تموين المدعى عليهم بالبضاعة خلال الفترة القصيرة نسبياً التي استمر فيها العقد بالرغم من عدم تحقيقهم الحد الادنى من المشتريات لا يمكن بأي شكل ان يستفاد منه تنازل ضمني واضح عن مطالبتهم بالالتزام بما صار الاتفاق عليه لجهة شراء الكمية المحددة – رد الادلاءات المخالفة.

- دفع بكون المبالغ المطالب بها تدخل ضمن بند العطل والضرر من العقد الذي اعفى المستأنفين المدعى عليهم من تسديده في حال فسخ عقد ايجار العقار القائمة عليه المحطة –اعادة فرق البدل التعاقدي عن السنوات التي لن يتابع بها المدعى عليهم عملهم كما ومطالبتهم بانفاذ ما تعهدوا به لجهة التقيد بالحد الأدنى من المشتريات لا يدخلان قطعاً ضمن مفهوم العطل والضرر المشار اليه في البند المذكور – الزام افراد الجهة المدعى عليها موقعي العقد مع الشركة المدعية بالتكافل والتضامن باعادة فرق البدل التعاقدي للأخيرة – رد الادلاءات المخالفة لهذه الجهة.

- دفع بعدم توجب المبالغ المطالب بها من قبل الشركة المدعية بسبب حدوث طارئ أدى الى استحالة تنفيذ العقد لجهة استجرار كمية البضاعة المتفق عليها – ثبوت عدم قطع الطريق المؤدية الى المحطة بصورة نهائية – عدم توافر شروط استحالة التنفيذ أو القوة القاهرة – رد الادلاءات المخالفة.

- إبهام وعدم وضوح البند الذي تستند اليه الشركة المدعية للقول بترتب المبالغ الناتجة عن النقص في

استجرار حد أدنى من المواد النفطية – يعود للقضاء استنباط نية الفرقاء من بنود العقد ولا سيما عندما يكتنفها الالتباس والغموض بحيث يتعذر تفسيرها على وجهة واحدة – يكون له عند ذلك تكييف هذه البنود بسلطانه المطلق – اعطاء التعويض الوارد ذكره في ذلك البند من العقد موضوع النزاع التكييف القانوني الملائم وفقاً لظروف التعاقد وما انتهت إليه فعلاً ارادة الفرقاء – الإصرار في تطبيق الجزاء على نحو مبالغ فيه وفقاً للبند المذكور يؤدي الى اعتباره غرامة اكراهية لا تستهدف التعويض عن ضرر متفق على مقداره مسبقاً بين الفريقين – جزاء يرتدي طابع الإكراه ويوصف بالغرامة الإكراهية – سلطة المحكمة في تقدير التعويض المتوجب عن الضرر الحقيقي انطلاقاً من كمية النقص في المشتريات بعد الأخذ بعين الاعتبار ما طرأ على الشارع الكائنة فيه المحطة من أشغال من قبل مجلس الإنماء والإعمار وان لم تتوفر فيها عناصر القوة القاهرة – اعتبار مبلغ التعويض مترتباً على موقعي العقد مع الشركة المدعية بالتكافل والتضامن فيما بينهم جميعاً على أن لا يتجاوز المبلغ المترتب على أي من الورثة مقدار ما يعود له من التركة.

بناءً عليه،

في الشكل:

حيث ان المستأنفين يدلون بانهم ابلغوا الحكم الابتدائي بتاريخ ٢٠٠٣/٦/١٣ ولم ينهض في الملف ما يثبت خلاف اقوالهم هذه ويقتضي بالتالي اعتبار ان الاستئناف المقدم منهم بتاريخ ٢٠٠٣/٧/١٠ وارد ضمن مهلته القانونية المنصوص عليها في المادة ٦٤٣ أ.م.م،

وحيث ان الاستئناف المذكور جاء مستوفياً سائر شروطه الشكلية فيتعين تبعا لذلك قبوله شكلا،

في طلب ادخال الدكتور نقولا نصار واخراج ايلين نصار من المحاكمة:

حيث ان ايلين نصار ارملة المرحوم جبران نصار تطلب ادخال الدكتور نقولا نصار كونه اشترى حصتها في العقار ٩٤٩ الاشرفية وقبل باشارة الحجز الموضوعة عليها وتطلب بالتالي اخراجها من المحاكمة،

وحيث ان الدكتور نقولا نصار قدم لائحة ابدى موقفه من طلب ادخاله طالباً قبوله متبنياً كافة اقوال السيدة ايلين نصار، في حين طلبت الشركة المستأنف عليها رد طلب الادخال كون المطلوب ادخاله هو مسؤول حكماً تجاهها،

وحيث يتبين ان الشركة المستأنف عليها كانت قد طلبت القاء الحجز على حصة جبران مراد في العقار ٩٤٩ الاشرفيه ضماناً لحقوقها فطلبت ايلين نصار إدخالها في الدعوى على اساس ان الحصة المذكورة انتقلت اليها بموجب عقد بيع ممسوح لم يتم تسجيله نهائياً على اسمها إلا بعد صدور قرار الحجز،

وحيث انه على اثر وفاة جبران مراد، تبيّن من حكم حصر ارثه المبرز ان ايلان مراد هي في عداد ورثته، فاصدرت المحكمة قراراً بتاريخ ٢٠٠٤/١١/٢ قضت فيه بتصحيح الخصومة وباحلال ايلان نصار وغيرها من الورثة محل مورثهم المرحوم جبران مراد، وبالتالي سواء باعت ايلين نصار او لم تبع الحصة المحجوزة من العقار ٩٤٩ الاشرفية للدكتور نقولا مراد، لا مجال لاستجابة طلبها باخراجها من المحاكمة طالما انها خلف عام للسلف المرحوم جبران مراد وملزمة بصفتها وريثة بالموجبات المترتبة عليه نتيجة العقد الموقع مع شركة يونايتد بتروليوم كومباني ش.م.م في حدود ما يعود لها من تركته،

وحيث ان الدكتور نقولا مراد المتفرغ له عن ٦٠٠ سهماً من العقار ٩٤٩ الاشرفيه مع اشارة الحجز الملقاة عليها أيّد طلبات ايلين نصار،

وحيث ان مصلحته بقبول هذا الأدخال كامنة في رفع الحجز الاحتياطي عن الحصة المتفرغ له عنها وذلك في حال رد الدعوى عن مورث المتفرغة له عن هذه الحصص والتي تم الاستناد اليها لالقاء هذا الحجز وهي مصلحة مشروعة تفرض قبول طلب ادخاله في الشكل،

في مواقف ورثة جبران نقولا مراد ومواقف ورثة بعض ورثته امام هذه المحكمة

حيث ان العقد تاريخ ١٩٩٦/٤/٢٧ الذي نظم علاقة المتعاقدين تم توقيعه من جهة من قبل الشركة المستأنف عليها ومن جهة ثانية من قبل جبران نقولا جبران وورثة المرحوم اسعد نقولا مراد وهم: ارملته ليلي نجيب شقير وكارولين والياس وكندي اسعد مراد، وذلك بالتكافل والتضامن فيما بينهم كما هو مدون في مستهل العقد بجانب اسمائهم،

وحيث تبين انه خلال السير في المحاكمة الاستئنافية توفي جبران مراد فانحصر ارثه بزوجته ايلان نصار وباشقائه (ايليا وفيرا وميشال) وبورثة شقيقه اسعد

(هؤلاء هم شركاؤه في العقد) كما تبين ان شقيقه ميشال توفي من بعده فانحصر ارثه بزوجته اتلينا وأولاده منها (حنا وفارس واندره ومراد وتاكي) كما تبين ان اندره ابن ميشال توفي فانحصر ارثه بوالدته اتلينا وبزوجته ماري كلود وبولديه القاصرين ميلاني وايليو،

وحيث ان فيرا مراد تدلي بأنه لا يجوز ادخالها في الدعوى قبل تأمين ميراثها من ارث شقيقها واكدت على ان حقوق الدائن محصورة في تركة شقيقها فقط،

وحيث ان ماري ادوار سركيس بصفتها الشخصية وبصفتها قيِّمة على اموال ولديها القاصرين ميلاني وايليو اندريه مراد قدمت بواسطة وكيلها سالم بيطار لائحة ادلت بموجبها بانها ترفض رفضاً قاطعاً الارث الذي سيعود لها من حصة زوجها المرحوم اندره جبران مراد الارثية وابدت بواسطة وكيلها وطلبت بالتالي اخراجها من المحاكمة، وعدم ذكر اسمها في الحكم واخراجها من عداد الورثة معلنة تنازلها تنازلاً نهائياً من ارث المرحوم جبران مراد رافضة اياه رفضاً تاماً لا رجوع عنه،

وحيث ان ورثة المرحوم ميشال نقولا مواد وهم اتلينا بنايوتي لورينس وفارس ومراد وتاكي مراد قبل اعلانهم عدم قبول التركة وقبل طلب اخراجهم من الدعوى، ادلوا بانه على الشركة المستأنف عليها استيفاء الدين في حال وجوده من تركة المرحوم جبران نقولا مراد ومن ثم في حال بقي شيء من التركة، عندها يحق للورثة ان ينالوا حقهم حسب نصيبهم من الارث،

وحيث امام هذه المواقف الثلاثة لا بد من التنويه بما يلي:

اولاً: ان صدور قرارات حصر ارث وردت فيها اسماء الورثة من شأنه ان يجعل هؤلاء الورثة حالين محل مورثهم في الدعوى الراهنة بصفتهم خلفاء عامين له علماً بأن رفض التركة او عدمه (وبصرف النظر عن مدى قانونية رفض ماري كلود سركيس الحصة الارثية التي ستعود لزوجها المرحوم اندره مراد من تركة والده دون اذن من المحكمة المشرفة بخصوص ولديها القاصرين كما وبصرف النظر عن صلاحية المحكمة الراهنة النظر في رفض التركة) لا يؤثر في حلولهم هذا واعتبارهم فريقاً في الدعوى طالما ان صفتهم كورثة ثابتة بمقتضى قرارات احكام حصر الارث المبرزة،

ثانياً: ان حلول الخلف العام محل مورثه السلف ان كان من شأنه ان يجعله فريقاً في الدعوى غير ان التزامه تجاه متعاقد هذا المورث لا يتجاوز حدود ما سيعود له من التركة، بمعنى انه في حال تجاوز قيمة الديون المترتبة بذمة المورث للفريق المتعاقد معه (في حال القول فرضاً بترتبها)- قيمة حصة الوريث من التركة، إن مطالبة الدائن بهذا الفرق على اموال الوريث الخاصة لا تقبل عملاً باستقلالية ذمة الوريث عن ذمة المورث،

- يراجع في هذا المجال مؤلف الدكتور ادوار عيد- الحقوق العينية العقارية الاصلية ج ١-١٩٩٧ ص ٥٣٥ رقم ٢٣١، حيث جاء:

"ما دام ان اموال التركة تنتقل الى الوارث بمجرد وفاة المورث محملة بحقوق الدائنين فمعنى ذلك ان ديون المورث والتزاماته انتقلت الى الوارث ولكن فقط في حدود اموال التركة المنتقلة اليه"،

وايضاً مؤلف الدكتور عفيف شمس الدين- أسباب اكتساب الملكية العقارية-١٩٩٥ ص ٣٤٦، حيث جاء:

"لا يجوز للدائنين التنفيذ على اموال الوارث الخاصة ولو كانت التركة غير كافية للوفاء بديون مورثه وذلك يرجع الى استقلالية شخصية الورثة عن شخصية المورث"

واخيراً:

قرار محكمة الاستئناف- الغرفة السادسة المدنية رقم ١٧١٦ تاريخ ١٩٧٣/١٢/٢٩ العدل "١٩٧٤ ص ٨٦٩، حيث جاء:

"من الراهن أن المبدأ العام في القانون اللبناني هو ان حقوق وموجبات المورث تنتقل بكاملها الى الورثة. واذا كان لا يوجد أي اشكال بانتقال الحقوق فان انتقال الموجبات يصطدم ببعض الصعوبات العملية الناتجة عن امكانية زيادة ديون التركة عن موجوداتها لان القاعدة المعمول بها في لبنان والمستمدة من قانون الارث في الشريعة الاسلامية وقانون الارث لغير المحمدين هي انه لا ارث قبل وفاء الدين وان الوارث غير ملزم بالديون التي تزيد عن التركة ذلك على اعتبار ان ذمة المورث مستقلة عن ذمته وهذا بخلاف القانون الفرنسي الذي يعتبر شخصية الوارث هي امتداد لشخصية المورث"

وحيث تبعاً لما تقدم يكون طلب الاخراج من المحاكمة المقدم من الورثة المبينة اسماؤهم اعلاه مستوجب الرد،

في الاسباب الاستئنافية:

حيث ان الاستحضار الاستئنافي المقدم من المستأنفين أي جبران مراد وورثة اسعد مراد تضمن عدة اسباب

استئنافية طعناً في الحكم الابتدائي، وعند وفاة جيران ادلت زوجته ايلان نصار باسباب اخرى فضلاً عن الاسباب المدلى بها من مورثها وطلبت بمواجهة باقي المستأنفين تحميل من قبض البدل التعاقدي موجب اعادته للشركة المستأنف عليها في حال تقرر ذلك،

وحيث يقتضي بحث الاسباب وفقاً للترتيب الذي يفرضه التسلسل القانوني والمنطقي للنقاط المثارة، علما بأن الحكم الابتدائي المطعون به استجاب لبعض طلبات الشركة المستأنف عليها والزم المستأنفين بأن يدفعوا مبالغ مالية محددة مترتبة عليهم نظراً لاخلالهم ببنود العقد الموقع مع شركة بتروليوم تاريخ ١٩٩٦/٤/٢٧ وملحقه والذي بموجبه كانوا يشترون المواد النفطية منها ويوزعوها في المحطة التي يعملون فيها،

وحيث ان بعضاً من الاخطاء التي يعيبها المستأنفون على الحكم الابتدائي تشمل المبلغين المحكوم بهما معاً أي المبلغ الذي يمثل اعادة فرق البدل التعاقدي فضلاً عن المبلغ الناتج عن عدم تأمين الحد الادنى من المشتريات والبعض الآخر منها ينصب على الطعن في ترتب كل من المبلغين المشار اليهما بشكل مستقل عن الآخر،

في الاسباب التي تشمل المبلغين:

حيث ان المستأنفين يدلون بأن المبالغ المطالب بها غير متوجبة بذمتهم كونهم سددوا كافة ما هو مترتب عليهم وانهم استحصلوا على كشف حساب بهذا الخصوص،

وحيث ان السبب المبين اعلاه هو مستوجب الرد اذ انه من مراجعة كشف الحساب المذكور يتبين انه تضمن رصيد حساب مدين بالغ /٣٤٢٢١٤٥/ل. ل لغاية ١٩٩٧/١١/٢٠ تمّ تصفيره بالتاريخ عينه وهذا المبلغ هو عينه المبلغ الوارد في الانذار المرسل من شركة بتروليوم للمستأنفين بتاريخ ١٩٩٧/١١/٢٠ من انه يمثل ثمن بضائع،

وحيث ان الانذار تضمن ايضاً المطالبة بمبالغ اخرى محددة تمثل بدل اشغال واعمال للمحطة وفرق البدل التعاقدي وقيمة النقص في كمية المواد النفطية ولم يظهر في كشف الحساب المبرز انه جرى تسديد هذه المبالغ كما ان المستأنفين لم يبرزوا أي مستند آخر يفيد عن ابراء ذمتهم بخصوص هذه المبالغ الاخرى المطالب بها،

وحيث فيما خص ادلاء المستأنفين بأن حق المطالبة بهذه المبالغ سقط بمرور الزمن عملاً بنص الفقرة الاولى من المادة ٣٥١ م.ع هو ادلاء مستوجب الرد لان ما تطالب به شركة بتروليوم لا يتعلق بثمن بضاعة قدموها لكي تسري احكام مرور الزمن الثنائي عليها بل هي مطالبة بانفاذ بنود عقد تتناول اعادة فرق البدل التعاقدي الذي تم تسديده من قبل المستأنف عليها عند توقيع العقد والذي صار الاتفاق على اعادة نصيب منها حسب آلية معينة في حال عدم استنفاذ كامل مدة العقد كما تتناول المتوجب دفعه في حال عدم انفاذ المادة ٢٣ من العقد أي شراء الحد الادنى من المواد النفطية،

(علماً بأنه وبمطلق الاحوال وحتى في حال اعتبار ان هذه المهلة واجبة الاعتماد فان الشركة المستأنف عليها قطعتها بارسالها الانذار بتاريخ ١٩٩٨/٢/٢٥ وبتقديمها الدعوى الراهنة بتاريخ ١٩٩٨/٧/٢٨)،

وحيث ان المستأنفين يدلون بأن الشركة المستأنف عليها لم توجه أي اعتراض على كمية البضاعة المسحوبة خلال اول سنة تعاقدية وانها استمرت ببيعهم المواد النفطية مما يعني انها وافقت ضمنياً على الكمية المشتراة،

وحيث ان قول المستأنفين بحصول موافقة ضمنية على الكمية المشتراة يعني ان الشركة المستأنف عليها تنازلت ضمنياً عن حقها بالمطالبة بأن يلتزم المستأنفون بالحد الادنى المتفق عليه،

وحيث ان التنازل الضمني يجب ان يكون واضحاً بشكل لا يترك مجالاً للشك حول حصوله،

وحيث ان متابعة الشركة المستأنفة تموين المستأنفين بالبضاعة وذلك خلال الفترة القصيرة نسبياً التي استمر فيها العقد، وبالرغم من عدم تحقيقهم الحد الادنى من المشتريات لا يمكن ولا بأي شكل ان يستفاد منه تنازلاً ضمنياً واضحاً عن مطالبة المستأنفين بالالتزام بما صار الاتفاق عليه لجهة شراء الكمية المحددة، لا سيما وان المستأنفين لم يبرزوا اي دليل او ادنى مؤشر آخر يدعم موقفهم في هذا المجال، فيرد السبب المدلى به بهذا الخصوص،

وحيث ان ادلاء المستأنفين ايضاً بأن المبالغ المطالب بها تدخل ضمن العطل والضرر المذكور في البند ٦ من العقد الذي أعفى المستأنفين من تسديده في حال فسخ العقد مع الجهة المالكة، هو ادلاء بدوره مستوجب الرد اذ ان اعادة فرق البدل التعاقدي عن السنوات التي لن يتابع بها المستأنفون عملهم كما ومطالبتهم بانفاذ ما تعهدوا به لجهة التقيد بالحد الادنى من المشتريات، لا يدخلان قطعاً ضمن مفهوم العطل والضرر المشار اليه في البند المذكور من الملحق وذلك:

– لان اعادة فرق البدل التعاقدي الذي سددته الشركة المستأنف عليها عن فترة ١٥ سنة مقابل التزام المستأنفين بشراء منها المواد النفطية هو استعادة لبدل سدد عن سنوات لم ينفذ خلالها العقد أي انه استعادة لحق من حقوقها،

– لان المطالبة بما صار الاتفاق عليه عند عدم الالتزام بشراء الكمية المحددة لكل سنة لا تدخل في مفهوم العطل والضرر الذي حدده الفريقان صراحة بينهما بمبلغ ٥٠ الف دولار اميركي في حال فسخ العقد بل في مفهوم المطالبة بالتعويض عن الاخلال بالالتزامات المتفق عليها سواء تم الفسخ او لم يتم،

في الاسباب الاخرى الاضافية المتعلقة بما قضى به الحكم الابتدائي لجهة اعادة فرق البدل التعاقدي:

حيث ان ايلان نصار تدلي بعدم جواز الزام كافة المستأنفين بالتكافل والتضامن بدفع التعويضات للشركة المستأنفة كون البدل التعاقدي تم قبضه من اثنين من المستأنفين فقط هما ليلى شقير والياس اسعد مراد كما هو ثابت من الايصالات المبرزة مما يقتضي معه الزام هذين الاثنين فقط بالمبلغ المطالب به،

وحيث ان ورثة اسعد نقولا مراد يردون على هذا القول بان المرحوم جبران وقبل ان يفقد قواه العقلية كان يتواجد دائماً في المحطة وكان على علم بالمبالغ المقبوضة والمدفوعة وانه عند توقيع العقد الثاني كان باقي الفرقاء في العقد يعلمونه دائماً عن تفاصيل التعامل الحاصل مع الشركة وان العبرة ليست لمن قبض المبلغ بل لمن استفاد منه،

وحيث ان العقد الموقع بين الفريقين تضمن صراحة في مستهله تعداداً لاسماء اعضاء الفريق الثاني المشتري بالإضافة الى انهم بالتكافل والتضامن فيما بينهم،

وحيث ان الالتزام بالتكافل والتضامن فيما بين الفرقاء تجاه الشركة المستأنف عليها يجعل كل واحد ملزماً تجاهها بكل ما يترتب على باقي الفرقاء جميعاً بحيث انه سواء ثبت او لم يثبت ان المحاسبة تمت بين الشركاء عند قبض البدل التعاقدي فهذا لا يغير شيئاً في موجب التزام كافة الفرقاء بالتكافل والتضامن فيما بينهم باعادة فرق البدل الى الشركة، على ان تتم المحاسبة بين جميع افراد الفريق المشتري وفق اسس الشراكة المتفق عليها خارج اطار الدعوى الراهنة والتي ينحصر موضوعها بالدين المترتب لصالح الشركة المستأنف عليها بذمة اعضاء الفريق المشتري جميعاً،

وحيث بخصوص إعادة فرق البدل التعاقدي، لم يبين المستأنفون مكامن خطأ الحكم المستأنف لهذه الجهة ولا ترى المحكمة مانعاً من تبني النتيجة التي توصل اليها الحكم المذكور وقد استند فيها الى التقرير الذي اعتمد الارقام الصحيحة لتحديد المبالغ المتوجبة عن فرق البدل التعاقدي، علماً بان المستأنفين لم يبدوا أي منازعة جدية في هذا المجال،

و حيث تأسيساً على ما تقدم يكون الحكم الابتدائي بقضائه بوجوب اعادة فرق البدل التعاقدي بالتكافل والتضامن بين كل افراد موقعي العقد موضوع الدعوى مستوجب التصديق لهذه الناحية،

في الاسباب الاخرى الاضافية المتعلقة بما قضى به الحكم الابتدائي لجهة المبالغ المترتبة عن عدم استجرار الكمية الدنيا المتفق عليها:

حيت ان المستأنفين يدلون بأن المبالغ المحكوم بها عليهم غير متوجبة لمصلحة الشركة المستأنف عليها بسبب حدوث طارىء ادى الى إستحالة تنفيذ ما تعهدوا به لجهة استجرار الكمية المتفق عليها وان هذا الطارىء متمثل باعمال تأهيل ساحة ساسين والشوارع المتفرعة عنها بحيث توقف السير امام المحطة لفترات طويلة واستمرت هذه الاعمال منذ ١٩٩٦/٦/٢٥ ولغاية ١٩٩٧/٦/٩ وانه بالتالي وعملاً بنص المادتين ٣٤١ و٢٤٣ م.ع فانهم غير مسؤولين عن النقص في الكميات الواجب شراؤها،

كما ادلوا بأن المبالغ المطالب بها غير صحيحة ومبنية على تقرير خبير نظم دون دعوتهم ووردت في التقرير ارقام مختلفة عن تلك الواردة في الانذارين المرسلين لهم،

واضاف المستأنفون ايضاً ان الحكم المطعون فيه بقضائه بالزامهم بمبالغ باهظة خالف جدول تركيب سعر المبيع الصادر عن المديرية العامة للنفط، وان حقوق شركة التوزيع فيما لو توجد لها اية حقوق تقتصر على نسبة حصتها من كامل عملية التوزيع التي تحددها الدولة اللبنانية، كما يدلون بانتفاء صدور الضرر عنهم وان التعويض المترتب عن الضرر الذي لحق بالشركة المستأنف عليها في حال صحة حصوله يجب ان يوازي هذا الضرر وإلا اعتبرت المبالغ المطالب بها إثراءاً غير مشروع،

وحيث ان الشركة المستأنف عليها تدلي بأن لا قوة قاهرة حالت دون تنفيذ العقد وان المرحوم جبران مراد اكد على هذا الامر خلال استجوابه امام المحكمة

الابتدائية، وانه يقتضي تنفيذ العقد وفق بنوده عملاً بنص المادة ٢٢١ م. ع ولا علاقة لجدول تركيب السعر الصادر عن المديرية العامة للنفط،

وحيث فيما خص الادلاء بالقوة القاهرة واستحالة التنفيذ فانه بصرف النظر عما جاء على لسان المرحوم جبران مراد خلال استجوابه امام المحكمة الابتدائية والذي لم يتوفر أي دليل حول فقدانه قواه العقلية، يتبين من الافادة الصادرة عن بعض الشهود بمن فيهم مختار محلة الاشرفية ان السيارت كانت لا تزال تمر امام المحطة وإن كان ذلك بشكل غير طبيعي بحيث لم يرد انه تم قطع الطريق بصورة نهائية، وهو الامر الذي تستخلصه المحكمة اصلاً من استجرار كمية من المواد النفطية خلال هذه الفترة، اذ انه في حال القول خلاف ذلك لما كان المستأنفون بحاجة لشراء اية كمية من تلك المواد، مما يستتبع القول بأن ليس ثمة استحالة في التنفيذ ولا قوة قاهرة، وترد بالتالي اقوال المستأنفين المخالفة،

وبالاضافة الى ذلك،

حيث ان ما تشير اليه الجهة المستأنفة من ان ما لحظه البند ٢٣ من العقد تاريخ ١٩٩٦/٤/٢٧ بخصوص عدم جواز ضم الكميات بعضها الى بعض بين البنزين والمازوت ولا من سنة لاخرى " يؤدي الى منع المستأنف عليها من المطالبة بالكميات غير المشتراة عن عام معين، خلال العام اللاحق، لا يمكن الموافقة عليه لعدم استناده الى أي اساس صحيح فهذا البند واضح ويفهم منه وبدون أي لبس ان المحاسبة تتم عن كل سنة بالاستقلال عن السنة السابقة واللاحقة، إن عن النقص في البضاعة المسلمة او عن الزيادة فيها،

وحيث انه من مراجعة البند ١٩ من العقد تاريخ ١٩٩٧/٤/٢٧ الذي تستند اليه الشركة المستأنف عليها للقول بترتب المبالغ المتعلقة عن النقص في استجرار حد ادنى من المواد النفطية يتبين انه ورد على الشكل التالي:

"وفي حال توقف المشتري عن مشترى وبيع بضاعة الشركة في المحطة، يتوجب عليه ان يدفع للشركة مبلغاً مقطوعاً قدره مئتي دولار اميركي عن كل يوم توقف وفي حال شراء المشتري بضاعة غير بضاعة الشركة وبيعها في المحطة او مخالفة بنود المادة ٢٣، توجب عليه ان يدفع للشركة مبلغاً مقطوعاً قدره ٤٠٠ د.أ عن كل كمية الف ليتر محروقات او جزء منها وايضاً مبلغاً مقطوعاً قدره ٤٠٠ د.أ عن كل كمية مئة ليتر زيوت معدنية او جزء منها وذلك لغاية اعادة التنفيذ او لنهاية مدة العقد،

وفي حال توقف او تمنع المشتري عن مشترى بضاعة الشركة او نكل عن تنفيذ العقد يكون ملزماً بأن يدفع للشركة مبلغاً قدره خمسون الف دولار اميركي او ما يوازيه بالليرة اللبنانية كتعويض اضافي عما هو وارد في هذا العقد،

وهذا التعويض محدد صراحة من الفريقين مسبقاً وذلك دون حاجة لان ترسل الشركة الى المشتري اي اشعار او انذار او ان تجري اية معاملة قضائية او غير قضائية ويكون للشركة الحق، علاوة على ذلك ان تعتبر هذا العقد مفسوخاً حكماً على مسؤولية الفريق الثاني،"

وحيث ان الجزاء الوارد في الفقرة الاولى من البند ١٩ من العقد عند قيام المستأنفين بشراء غير بضاعة الشركة المستأنف عليها والذي جاء تحديده بمبلغ ٤٠٠ د.أ عن كل الف ليتر بنزين او جزء منها وبالمبلغ عينه عن كل مئة ليتر زيوت او جزء منها، إن كان له مبرر واضح وهو التعويض عما سيطال الشركة الموزعة من ضرر بسبب خلق معاقدها منافسة غير مشروعة لبضاعتها والتي تعهد بتوزيعها حصرياً دون غيرها، غير ان ايراد الجزاء عينه عند عدم استجرار إلا جزء من الالف ليتر بنزين او جزء من المئة ليتر زيوت لا يتسم بالوضوح الكافي حول كيفية تطبيقه، لا سيما حول صحة مبلغ الاربعماية د.أ المعتمد لالزام المشتري بالتعويض عن الضرر في حال كان النقص يساوي مثلاً ليتراً واحداً أو يساوي تقريباً الكمية الواجب استجرارها،

وحيث فضلاً عن ذلك فإن البند المذكور الزم المشتري بمبلغ ٤٠٠ د.أ عن كل نقص عن الالف ليتر بنزين والمئة ليتر زيوت او جزء أي من الكميتين وذلك " لغاية اعادة التنفيذ او لنهاية مدة العقد"، مما يشير الى ان المشتري قد يلزم بدفع هذا المبلغ عن كل نقص في الكمية المشتراة طيلة مدة التعاقد الممتدة على خمس عشرة سنة فيما لو رفضت المستأنف عليها انهاءه لسبب او لآخر وهذا غير منطقي في ضوء ما ورد في أعلاه،

وحيث غني عن البيان انه يعود للقضاء استنباط نية الفرقاء من بنود العقد لا سيما عندما يكتنف هذه البنود الغموض والالتباس بحيث يتعذر تفسيرها على وجهة واحدة فيتولى القضاء عند ذلك تكييف هذه البنود بسلطانه المطلق ويكون له بالتالي اعطاء التعويض الوارد في العقد التكييف القانوني الملائم وفقاً لظروف التعاقد وما انتهت اليه فعلاً ارادة الفرقاء عملاً بما توليه اياه احكام المواد ٣٦١ وما يليها من قانون الموجبات والعقود،

وحيث ان ايراد البند ١٩ على النحو المبين اعلاه مع ما يرافقه من ابهام وعدم وضوح وما يمكن ان تستخلصه المحكمة من طريقة ادراج العبارة المتعلقة بمخالفة المادة ٢٣ في الفقرة التي تتناول الجزاء المتفق عليه عند التوقف عن شراء بضاعة بتروليوم وشراء غيرها والاصرار على تطبيق الجزاء عينه بالمخالف حتى عند المخالفة البسيطة اي على نحو مبالغ فيه كل ذلك يؤدي الى اعتبار هذا البند غرامة اكراهية، لا تستهدف التعويض عن ضرر متفق على مقداره مسبقاً بين الفريقين بل هو وسيلة لاكراه المتعاقد على التقيد بشروط الشركة لغرض التعويض عما يصيبها من ضرر بسبب استنكافه،

وحيث انه والحالة ما تقدم وطالما ان الجزاء المبحوث فيه يرتدي طابع الاكراه ويوصف بالتالي بالغرامة الاكراهية، يبقى للمحكمة الحق المطلق في اعادة تقدير مدى الضرر الحقيقي الحاصل نتيجة المخالفة المشكو منها،

وحيث انه يجب لهذا الغرض إعادة تقدير التعويض عن الضرر الحقيقي والانطلاق من كمية النقص في المشتريات المبينة في تقرير الخبير ضرغام والذي ترى المحكمة اعتماد ما ورد فيه لا سيما وأن آل مراد لم يتقدموا بأي دليل يثبت ان مشترياتهم ادت الى نقص أقل مما هو مذكور في التقرير علماً بأن ما ورد في الانذارين المرسلين من الشركة واللذين يتمسك بهما المستأنفون للقول بعدم صحة الارقام الواردة في تقرير ضرغام يخرج عن موضوع الدعوى فيما خص العام ١٩٩٥،

وبالاضافة الى ذلك،

حيث ان طعن المستأنفين في تقرير الخبير لجهة تنظيمه في غيابهم واعتماده فقط الدفاتر التي ابرزتها المستأنف عليها لا يتسم بالجدية الكافية لتبنيه طالما ان الخبير تحقق من أن هذه الدفاتر ممسوكة اصولاً مما يوجب الاستناد اليها عملاً بالمادة ١٦٦ أ.م.م.، وطالما انهم (أي المستأنفين) لم يؤمنوا أي اثبات يدل على ان المعطيات التي ارتكز اليها الخبير هي معطيات غير صحيحة علماً بأن وضع التقرير قيد النقاش وبمتناول كل فرقاء الدعوى يجعله بمثابة المستند الذي يعود للمحكمة الركون اليه في حال توفرت لديها القناعة اللازمة لهذا الغرض،

وحيث ان الخبير تحقق من ان كميات البنزين والزيوت التي كان يجب استجرارها تطبيقاً لعقد ١٩٩٦/٤/٢٧ خلال العام ١٩٩٦ هي:

– ١,٢٨٣,٣٠٠ ليتر بنزين وما تم تسليمه فعلاً هو ٩٦٨,٧٩٨ ليتر أي بنقص ٣١٤,٥٠٢ ليتر وهو ما يعادل ٢٥% تقريباً من الكمية المتفق عليها،

– ٣,٩١٥ ليتر زيوت وما تم تسليمه هو ١٢٠٠ ليتر أي بنقص ٢,٧١٥ ليتر وهو يوازي نقص بحوالي ٧٠% من الكمية المتفق عليها أيضاً،

وخلال العام ١٩٩٧:

– ٢,٠١٦,٧٠٠ ليتر بنزين وما تم تسليمه هو ١,٥٧٤,٣٥٠ ليتر أي بنقص ٤٤٢,٣٥٠ ليتر وهو يساوي أقل من ربع المتفق عليه،

– ٦١٥٠ ليتر زيوت وما تم سحبه فعلاً هو ١٠٩٨ ليتر أي بنقص ٥٠٥٢ ليتر وهذا النقص قريب جداً من الكمية الواجب شراؤها ويساوي تقريباً ٨٠% من الكمية،

وحيث انطلاقاً من هذه الارقام غيرالمنازع في صحتها ومن واقع وضع محطة البنزين خلال فترة التعاقد وما طرأ على المنطقة الكائنة فيها ولا سيما الشارع المتعلق بها من اشغال من قبل مجلس الانماء والاعمار، وإن لم تتوفر فيها عناصر القوة القاهرة كما سبق البيان، إلا انها لا بد وان ساهمت جدياً في عرقلة الوصول الى المحطة من قبل زبائنها وبالتالي أثرت بوضوح على نقص كمية المبيع المفروض اتمامها،

كما وبعد الأخذ بعين الاعتبار مطالبة المستأنف عليها بالتعويض عن النقص في كمية البنزين والزيوت عن العام ١٩٩٦ بموجب انذاريها تاريخ ١٩٩٧/١١/٢٠ و١٩٩٨/٢/٢٥ والتي من البديهي انها ارتكزت فيها الى الضرر اللاحق بها بسبب استنكاف الجهة المستأنفة،

ترى المحكمة بما لها من سلطة مطلقة في هذا المجال تقدير التعويض المتوجب للمستأنف عليها عن النقص المشار إليه في أعلاه بمبلغ مئة ألف دولار أميركي،

وحيث أنه بالتالي وانطلاقاً مما تقدم يكون الحكم الابتدائي الذي قضى بخلاف ذلك مستوجب الفسخ في شقه هذا،

في كيفية توزيع المبالغ المترتبة على الفريق المشتري في العقد في ضوء وفاة احدهم جبران مراد، ووفاة أحد ورثة هذا الأخير (شقيقه ميشال) ومن ثم وفاة ابن ميشال (المرحوم اندره):

حيث ان الجهة المستأنف عليها تدلي بوجوب تحميل المستأنفين بالتكافل والتضامن المبالغ المحكوم لها بها

وذلك عملاً بنص الفقرة ٢ من المادة ٢٤ من قانون التجارة كونهم يمارسون الاعمال التجارية،

وحيث سبق لهذه المحكمة في اعلاه وقضت بأن جميع أعضاء الفريق المشتري متكافلون فيما بينهم عملاً ببنود العقد الموقع بينهم،

أما فيما خص الورثة فلا مجال للاعتداد بنص المادة ٢٢ من العقد تاريخ ١٩٩٦/٤/٢٧ الوارد فيها ما يلي:

"اذا لا سمح الله وتوفي المشتري خلال مدة هذه الاتفاقية يكون الورثة بجميع بنود هذه الاتفاقية مسؤولين بالتضامن عن تنفيذها أما الشركة فيحق لها متابعة العمل معهم أو مع بعضهم أو وقف العمل اذا شاءت".

وذلك لان الفرد اذا كان ملزماً بما التزم به على نفسه غير ان التزامه عن غيره لا يسري على هذا الغير إلا في حال ثبوت موافقة هذا الأخير على هذا الالتزام،

وحيث تبعاً لذلك، إن التزام أعضاء الفريق المشتري جميعاً تجاه الشركة البائعة بالتكافل والتضامن فيما بينهم هو التزام سار عليهم، غير أنه لا مجال لاعتماده – أي ما ورد في المادة ٢٢ من العقد لجهة أنه في حال وفاة احدهم يكون ورثته متكافلين متضامنين فيما بينهم – طالما انهم لم يكونوا فريقاً في العقد ولم يصدر عنهم أي دليل يثبت حصول موافقتهم على بنوده،

وحيث إن كان التكافل والتضامن يسري اذاً على افراد الفريق المشتري أي ما بين ورثة اسعد نقولا مراد وبين جبران مراد جميعاً عملاً بما جاء في العقد الموقع منهم غير أن هذا التضامن لا يسري بين ورثة جبران فيما بينهم ولا فيما بينهم وبين افراد الفريق المشتري، كما لا يسري بين ورثة ورثته وفقاً لما جاء بيانه أعلاه،

وحيث ان المادة ٢٣ م. ع. نصت على ما يلي:

"يكون الموجب متضامناً بين المديونين حيث يكون عدة مديونين ملزمين بدين واحد وكل منهم يجب اعتباره في علاقاته بالدائن كمديون بمجموع هذا الدين، فيقال اذ ذاك "تضامن المديونين" على أن التضامن لا يحول دون قسمة الدين بين ورثة المديون المتضامن"،

وحيث تبعاً لذلك فان المبلغ الذي يترتب على جبران مراد وعلى ورثة المرحوم أسعد مراد وهم ليلى شقير أرملة أسعد نقولا مراد وكارولين والياس وكندي اسعد مراد بالتكافل والتضامن فيما بينهم هو:

* قيمة فرق البدل التعاقدي أي /٥٨,٤٥٠/د.أ. + /٩,٥٠٠,٠٠٠/ل.ل. مع الفائدة القانونية على هذين المبلغين اعتباراً من تاريخ الانذار الأول المرسل لمشتري البضاعة أي من ١٩٩٧/١١/٢٠،

* قيمة الجزاء عن عدم استجرار الكمية المتفق عليها من المواد النفطية ومشتقاتها أي /١٠٠,٠٠٠/د.أ. مع فائدته القانونية منذ تاريخ ابلاغ هذا القرار،

ويكون الحكم الابتدائي مستوجب الفسخ في ما قضى به ويقتضي رؤية الدعوى انتقالاً والحكم مجدداً باعتبار المبلغ المترتب لشركة يونايتد بتروليوم كومباني ش.م.م. هو بواقع /٥٨,٤٥٠/ د.أ. و/٩,٥٠٠,٠٠٠/ل.ل. مع الفائدة القانونية اعتباراً من تاريخ الانذار الأول المرسل لمشتري البضاعة أي من ١٩٩٧/١١/٢٠، مضافاً اليه مبلغ /١٠٠,٠٠٠/د.أ. مع فائدته القانونية منذ تاريخ ابلاغ هذا القرار.

وحيث ان المبلغ المذكور يعتبر بالتالي مترتباً على موقعي العقد مع شركة بتروليوم أي على جبران مراد (ومن بعده على ورثته) وعلى ليلى نجيب شقير وكارولين والياس وكندي أسعد مراد وذلك بالتكافل والتضامن بينهم جميعاً،

وحيث فيما خص ورثة المرحوم جبران نقولا مراد وورثة بعض ورثته، فانهم ملزمون بنسبة حصة كل منهم الارثية، على ان لا يتجاوز المبلغ المترتب على أي منهم مقدار ما يعود له من التركة، بمعنى أنه في حال تبين ان التركة لا تتضمن أية موجودات (أية حقوق لهم) فلا يترتب عليهم أي التزامات تجاه شركة بتروليوم، وفي حال تبين انها تتضمن موجودات معينة فإن كلاً منهم ملزم بقسط من الدين يتناسب مع مقدار حصته من موجودات التركة وذلك ليس بالتكافل والتضامن فيما بينهم لان الموجب التضامني الواقع على مورثهم ينقسم فيما بينهم نتيجة للارث، بحيث يكون جميع الورثة ملزمين بتأدية مجموع الدين (في حال تبين أن التركة تحوي على موجودات كافية)، من جهة بالنظر للتضامن الذي كان قائماً بين مورثهم وباقي المدينين ولكن لا يلزم أي منهم من جهة أخرى من أصل مجموع هذا الدين إلا بالنسبة المساوية لحصته في التركة،

وحيث بعد النتيجة التي توصلت اليها المحكمة، اضحت جميع الاسباب والمطالب الزائدة – او المخالفة مستوجبة الرد لعدم الجدوى،

لهذه الاسباب،

وعطفاً على القرارين تاريخ ٢٠٠٤/١١/٢ و٢٠٠٦/٤/٢٥.

تقرر بالاجماع:

١ – قبول الاستئناف شكلاً،

٢ – قبول ادخال الدكتور نقولا نصار في المحاكمة،

٣ – رد طلب ايلين نصار وطلب فيرا مراد وطلب ورثة ميشال نقولا مراد أي اتلينا بنايوتي لورينس وفارس ومراد وتاكي مراد وطلب ورثة المرحوم اندره جبران مراد أي ماري ادوار سركيس بصفتها الشخصية وبصفتها قيمة على أموال ولديها القاصرين ميلاني وايليو اندريه مراد بإخراجهم من المحاكمة،

٤ – في الموضوع: فسخ الحكم الابتدائي في البند الثاني من فقرته الحكمية ورؤية الدعوى انتقالاً والحكم مجدداً بأن المبالغ المترتبة لشركة يونايتد بتروليوم كومبني هي بواقع /٥٨,٤٥٠/د.أ. (ثمانية وخمسين الف واربعماية وخمسين دولاراً اميركياً) أو ما يعادل هذا المبلغ بالعملة الوطنية في تاريخ الدفع وكذلك مبلغ /٩,٥٠٠,٠٠٠/ ل.ل. (تسعة ملايين وخمسماية الف ليرة لبنانية) اضافة الى الفائدة القانونية لهذين المبلغين اعتباراً من تاريخ ١٩٩٧/١١/٢٠ وأيضاً مبلغ /١٠٠٠٠٠/ د.أ. (مئة الف دولار أميركي) او ما يعادله بالعملة الوطنية بتاريخ الدفع مع الفائدة القانونية اعتباراً من تاريخ ابلاغ هذا القرار، وبالزام المذكورين ادناه بدفع المبالغ المذكورة لشركة يونايتد بتروليوم كومبني على النحو الآتي:

أ – ليلي نجيب شقير وكارولين والياس وكندي أسعد مراد بالتكافل والتضامن فيما بينهم وبين،

ب – ورثة المرحوم جبران نقولا مراد أي أيلين نصار وفيرا وايليا نقولا مراد وورثة ميشال نقولا مراد أي اتلينا بنايوتي لورينس وفارس وحنا ومراد وتاكي مراد وورثة المرحوم اندره ميشال مراد أي ماري ادوار سركيس وميلاني وايليو اندريه مراد على ان يكون كل منهم ملزماً بقسط من الدين يتناسب مع مقدار الحصة الارثية التي تعود له من مورثه أو من مورث مورثه في حال تبين أن التركة تتضمن أية موجودات،

٥ – اعادة التأمين الاستئنافي الى المستأنفين،

٦ – وتضمين المستأنفين ثلثي نفقات استئنافهم على ان تتحمل المستأنف عليها الثلث الباقي،

٧ – رد كل ما زاد أو خالف،

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة التاسعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة ميسم النويري
والمستشاران جان فرنيني وجمانة خيرالله

القرار: رقم ٢٢٧ تاريخ ٢٠٠٩/٢/١٢

جوزف الحاج/ البنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية

- بنك قيد التصفية – حجز حكمي – دعوى ترمي الى المطالبة برفع الحجز المذكور لعدم توفر أي سبب يجيز الابقاء عليه – تقدم البنك قيد التصفية بطلب اسقاط الدعوى عملاً بأحكام المادة ٥٠٩ أ.م.م. – دفع بوجوب رد ذلك الطلب لتقديمه امام محكمة غير مختصة – ثبوت إيلاء الغرفة الاستئنافية الراهنة مسألة النظر في القضايا التجارية والقضايا المصرفية بموجب قرار توزيع الأعمال – تقديم استدعاء الاسقاط الى الغرفة التجارية هو صحيح طالما أنه مقدم أصولاً الى الغرفة صاحبة الصلاحية المقامة أمامها الدعوى – رد الادلاءات المخالفة لهذه الجهة.

- طلب اسقاط دعوى – على القاضي ان يعطي الوصف القانوني الصحيح للوقائع والاعمال المتنازع فيها دون التقيد بالوصف المعطى لها من الخصوم – طلب اسقاط الدعوى عملاً بأحكام المادة ٥٠٩ أ.م.م. يفيد طلب اسقاط المحاكمة – عدم حصول التباس لدى الخصوم حول هذه المسألة – رد الادلاءت المخالفة.

- طلب اسقاط دعوى – دفع بانقطاع مهلة السقوط بمجرد صدور القانون رقم ٦٢٨ تاريخ ٢٠٠٤/١١/٢٠ – الغرض من انقطاع المحاكمة هو تفادي متابعة اجراءاتها في غفلة من الخصوم – لا تتغير صفة البنك قيد التصفية كخصم في الدعوى بمجرد صدور ذلك القانون – تبديل الممثل القانوني لا يوجب تصحيح الخصومة – لا مجال

لإعمال أحكام المادة ٥١٠ أ.م.م. في هذه الحالة – حلول مؤسسة ضمان الودائع كممثل قانوني جديد محل لجنة التصفية في اللحظة عينها لزوال الصفة التمثيلية لهذه الأخيرة – تفادي متابعة اجراءات المحاكمة في غفلة من الخصوم – استمرار شخصية ذلك البنك حتى انتهاء اعمال التصفية – تغيير ممثله الذي بوشرت الدعوى في وجهه لا يؤثر على وكالة المحامي التي تبقى قائمة لإجراء ما يلزم حفاظاً على حقوق موكله ريثما يتم الاستحصال على وكالة من الممثل الجديد – رد الدفع بانقطاع مهلة سقوط المحاكمة – ثبوت تحقق شروط المادة ٥٠٩ أ.م.م. – تقرير اسقاط المحاكمة.

بناءً عليه،

حيث ان المستأنف عليه البنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية تقدم بتاريخ ٢٠٠٧/١/٥ بواسطة وكيله المحامي ن.خ. باستدعاء طلب بموجبه اتخاذ القرار باسقاط الدعوى المقدمة من المستأنف جوزف الحاج عملاً بأحكام المادة ٥٠٩ أ.م.م.

وحيث ان المستأنف جوزف الحاج يطلب رد طلب اسقاط الدعوى المقدم من المستدعي لانه مقدم للمحكمة التجارية وليس للمحكمة المصرفية التي هي وحدها صالحة للنظر بالاستئناف ولانه لم يقدم بمواجهته أي بمواجهة المستأنف ولان صفة المستدعي كخصم انتهت بمجرد صدور القانون رقم ٦٢٨ الصادر في ٢٠٠٤/١١/٢٠ ولان مهلة السقوط انقطعت بمجرد صدور القانون ولا تستأنف الا عند مباشرة مؤسسة ضمان الودائع بالاجراءات اللازمة لاثبات صفتها وتصحيح الخصومة على اساسها وان هذا الأمر يشكل طارئ محاكمة وسبباً من اسباب انقطاع المحاكمة المنصوص عنها في المادة ٥١٠ أ.م.م. ولان المستدعي يطلب اسقاط الدعوى سنداً للمادة ٥٠٩ والمادة المذكورة تتناول سقوط المحاكمة وليس سقوط الدعوى ولأنه لا يجوز الحكم الا بما هو مطلوب وفقط بما هو مطلوب فلا يكون بالتالي جائزاً الحكم بسقوط المحاكمة غير المطلوب.

ولان القرار الاعدادي الصادر عن المحكمة بتاريخ ٢٠٠٨/٢/٧ يشكل بكافة بنوده قرار قرينة لا سيما لجهة انتفاء صفة مستدعي طلب الاسقاط وأهليته عند تقديمه والا لما كان تم تكليفه بابراز ما يثبت وكالة الاستاذ ن.خ. عن المؤسسة الوطنية لضمان الودائع ولان شروط اسقاط المحاكمة غير متوفرة.

وحيث ان توزيع الاعمال بين الغرف في محكمة الاستئناف الواحدة يصدر بقرار من وزير العدل بعد استشارة مجلس القضاء الاعلى بناء على اقتراح الرئيس الاول لهذه المحكمة (المادة ١٨ ق القضاء العدلي الجديد).

وحيث ان قرار توزيع الاعمال الأخير بين الغرف في محكمة الاستئناف في بيروت أولى هذه الغرفة مسألة النظر في القضايا التجارية والقضايا المصرفية فيكون تقديم استدعاء الاسقاط الى الغرفة التجارية صحيحاً طالما انه قدم الى الغرفة صاحبة الصلاحية وهذا مع العلم بأن طلب الاسقاط يجب ان يقدم الى الغرفة المقامة امامها الدعوى ويتبين من مراجعة محضر ضبط المحاكمة ان الطلب المذكور قدم اصولاً أي أنه قدم الى الغرفة المقامة أمامها الدعوى ويكون ما أدلي به خلافاً لذلك مستوجباً الرد.

وحيث ان المادة ٥١١ م.م. تنص على ان طلب سقوط المحاكمة يقدم باستدعاء يبلغ الى الخصم.

وحيث يتبين من محضر ضبط المحاكمة أن استدعاء سقوط المحاكمة ابلغ من الخصم وقد قدم هذا الأخير جوابه عليه فترد الاقوال المخالفة.

وحيث ان صفة البنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية كخصم في الدعوى لم تتغير بمجرد صدور القانون رقم ٦٢٨ الصادر في ٢٠٠٤/١١/٢٠ وانما من تغير هو ممثله القانوني فلا حاجة بالتالي لأي تصحيح للخصومة ولا مجال لأعمال احكام المادة ٥١٠ أ.م.م. في هذا المجال.

وحيث ان الغرض من انقطاع المحاكمة هو تفادي متابعة اجراءاتها في غفلة من الخصوم.

وحيث ان القانون رقم ٦٢٨ تاريخ ٢٠٠٤/١١/٢٠ نص على ان تنتقل حكماً متابعة اعمال تصفية أي مصرف من المصارف التي يعلن توقفها عن الدفع استناداً الى القانون رقم ٦٧/٢ الى المؤسسة الوطنية لضمان الودائع وانه يعمل بهذا القانون فور نشره في الجريدة الرسمية.

وحيث يستفاد مما تقدم ان لا انقطاع في المحاكمة طالما ان تبديل الممثل القانوني حصل في اللحظة عينها بمعنى ان اكتساب مؤسسة ضمان الودائع صفة تمثيل البنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية في الدعوى

كنائب قانوني عنه حصل بالتزامن مع زوال لجنة التصفية التي كانت تمثل البنك المذكور في الدعوى كنائب قانوني عنه.

أي وبصورة أوضح ان حلول الممثل القانوني الجديد للبنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية محل ممثله القانوني القديم تم في اللحظة عينها فتم بذلك تفادي اتخاذ أي اجراء في غفلة من البنك المذكور.

وحيث ان تكليف المحكمة الاستاذ ن.خ. بموجب قرارها تاريخ ٢٠٠٨/٢/٧ بابراز ما يثبت وكالته عن المؤسسة الوطنية لضمان الودائع لم يكن سوى اجراء تصحيح شكلي أي لاستكمال اوراق الملف فقط طالما أن شخصية البنك اللبناني العربي ش.م.ل. قيد التصفية مستمرة حتى انتهاء اعمال التصفية وان تغيير ممثله الذي بوشرت الدعوى في وجهه لا يؤثر على وكالة المحامي التي تبقى قائمة لاجراء ما يلزم حفاظاً على حقوق موكله ريثما يتم الاستحصال على وكالة من الممثل الجديد علماً بأن انقضاء وكالة المحامي لا يؤدي الى انقطاع المحاكمة (المادة /٥٠٦/أ.م.م.).

وحيث ان الوكالة المذكورة ابرزت وهي تعود لسنة ٢٠٠٥ أي قبل تقديم طلب الاسقاط ولا يرد على ذلك ان القرار المشار إليه في اعلاه يشكل في كافة بنوده قرار قرينة لا سيما لجهة ابراز الوكالة وانتفاء اهلية وصفة مستدعي طلب الاسقاط عند تقديمه طالما ان المحكمة وفي البند الثالث من القرار عينه أي في ناحيته الثالثة كلفت الاستاذ ن.خ. وعلى سبيل الاحتياط بالجواب على ما أثاره المستأنف وان التكليف على سبيل الاحتياط ينفي وجود قرينة ويفسر الغاية من طلب ابراز الوكالة فترد الاقوال المخالفة.

وحيث ان المادة ٣٧٠ أ.م.م. أوجبت على القاضي ان يعطي الوصف القانوني الصحيح للوقائع والاعمال المتنازع فيها دون التقيد بالوصف المعطى لها من الخصوم فيكون طلب الجهة المستدعية اسقاط الدعوى عملاً بأحكام المادة ٥٠٩ أ.م.م. يفيد طلب اسقاط المحاكمة هذا مع العلم بأن طلب اسقاط الدعوى لم يثر لدى الخصم أي التباس من أن الغرض من الطلب هو اسقاط المحاكمة.

وحيث ان المادة ٥٠٩ أ.م.م. تنص على انه اذا تركت المحاكمة أيا كان موضوعها بلا ملاحقة مدة سنتين منذ آخر اجراء صحيح تمّ فيها جاز لكل من الخصوم ان يطلب اسقاطها.

وحيث ان المادة ٥١٢ أ.م.م. تنص على أنه يقضى حتماً بسقوط المحاكمة لدى توفر شروطه.

وحيث يتبين من محضر ضبط المحاكمة ان آخر اجراء صحيح في المحاكمة تمّ بتاريخ ٢٠٠٢/١١/٢٣ حيث ورد الملف البدائي وضم وان طلب اسقاط المحاكمة قدم بتاريخ ٢٠٠٧/١/٥ فتكون شروط المادة ٥٠٩ أ.م.م. متوفرة ويقتضي بالتالي وعملاً بأحكام المادة ٥١٢ أ.م.م. اسقاط المحاكمة.

لذلك،

تقرر بالاجماع:

اسقاط المحاكمة وتضمين المستأنف النفقات كافة ومصادرة مبلغ التأمين.



محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة كارلا قسيس
والمستشاران البير قيومجي وميرنا بيضا

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٨/١١/٥

د. عمر حمزة ورفيقته/ الدولة اللبنانية – وزارة الاشغال العامة

- طلب جديد امام محكمة الاستئناف – مطالبة بتعويض عن استملاك غير مباشر – اعتبار موضوع المطالبة ناشئاً عن حدوث واقعة استجدت في سياق الخصومة الاستئنافية متمثلةً بانتقال ملكية العقارات موضوع الاستملاك الى المستأنف بوجهها في السجل العقاري – طلب يدخل في طائفة الاستثناءات المنصوص عليها في المادة ٦٦٢ أصول مدنية – قبوله.

- شخص لم يكن خصماً في المحاكمة الابتدائية – عدم ثبوت كونه مدعياً أو مُدخلاً أو متدخلاً في تلك الخصومة – انعدام صفته في استئناف الحكم الابتدائي – رد الدفوع المعاكسة.

- عيب في تمثيل المستأنف – تصحيحه قبل انقضاء مهلة الطعن تبعاً لعدم ابلاغ الحكم المطعون به أصولاً من المستأنف المذكور – أعلان صحة الاستئناف – رد الدفوع المعاكسة.

بناءً عليه،

حيث لم يثبت ان الجهة المستأنفة كانت قد أبلغت على نحو أصوليّ الحكم المستأنف، عليه يعدّ استئنافها وارداً ضمن المهلة القانونية،

وحيث استوفى سائر الشروط الشكلية الناصة عليها المادة ٦٥٥/أصول مدنية، لذا يقبل لهذه الناحية،

وحيث يقبل بحث موضوعه المتمثّل بالحكم على المستأنف عليها (الدولة اللبنانية – وزارة الاشغال العامة) بتعويض عن استملاك غير مباشر للعقارات رقم ٩٩٥/٩٩٦/١٠٣٩/و١٠٠٨/ الأمراء، فهذا الموضوع كان مطلب المستأنفين الاستطرادي في مرحلة المحاكمة الابتدائية وهو يجد سنده في العناصر الواقعية التي بُني عليها مطلبهما الأساسي في تلك المرحلة (شطب اشارة وضع اليد عن العقارات أعلاه)، عليه لا يعدّ الموضوع المعنيّ مطلباً جديداً غير مقبول في الاستئناف،

وحيث في مطلق الأحوال يعتبر الموضوع أعلاه ناشئاً عن حدوث واقعة استجدّت في سياق الخصومة الاستئنافية، مآلها انتقال ملكية العقارات الموما اليها الى المستأنف بوجهها في السجل العقاري، عليه يدخل في طائفة الاستثناءات المنصوص عليها في المادة ٦٦٢/أصول مدنية ويقبل بحثه، مردوداً، تالياً، الدفع المعاكس،

وحيث لا صفة للسيدة نوف فؤاد حمزة في تقديم الطعن المعروض، فهي لم تدّع أساساً بدايةً مع السيدة الماس صعب والسيد عمر حمزة، ولم تكن في الخصومة الابتدائية مدخلة أو متدخلة فيها، وهي كذلك لا حق لها في أرث المدعية المرحومة الماس صعب، عليه طالما لم تكن خصماً بدايةً تنعدم صفتها في استئناف الحكم الابتدائي، غير مقبول، تالياً، استئنافها، علماً بأن ادراج اسمها كخصم أمام المرجع الابتدائي في اللوائح المرفوعة من الجهة المدعية لا يغيّر في الحل المساق ازاء عدم تقرير ادخالها أو تدخلها بداية وعدم طلب هذا الأدخال أو التدخل في الأصل، لذا تُردّ الدفوع المعاكسة،

وحيث ان الصفة متحقّقة لدى د. عمر حمزة في رفع هذا الاستئناف لجهة حقه في أرث المرحومة الماس صعب (المدعية أساساً)، فهو يعدّ مكتسباً بالارث حصة الأخيرة في أحد العقارات المعنية بالنزاع حال وفاتها حتى ولو لم تسجّل هذه الحصة على اسمه، تفعيلاً لحكم المادة ٢٠٤ ف٢/ ملكية عقارية، لذا يردّ دفع المستأنف بوجهها المخالف،

وحيث أن تمثيل د. عمر حمزة في هذه الخصومة قد تصحّح عبر ابراز سند التوكيل رقم ٢٠٠٧/١٢١٤٣ طيّ اللائحة ورود ٧ كانون الثاني ٢٠٠٨، علماً بأن التصحيح المعنيّ كان ممكناً في حالة هذه القضية لأن د. عمر حمزة لم يكن قد أبلغ أصولاً الحكم المستأنف ولم تكن – حين ابراز السند أعلاه – قد انقضت مهلة الاستئناف القانونية، عليه يردّ الدفع المعاكس،

وحيث في ما خص سائر المسائل والنقاط المتنازع عليها، من البيّن انها غير جاهزة للفصل، اذ ترى المحكمة فائدة في الاستعانة بخبرة المهندس الياس خليل الفنية لانفاذ المهمة التالية بنودها:

١) الاطلاع على اوراق الملف كافة والكشف على موقع العقارات المعنيّة بالنزاع.

٢) الاطلاع على الصحائف الأساسية للعقارات أعلاه المودعة أمانة السجل العقاري المختصة وذلك قبل ان تقيّد ملكيتها باسم الدولة اللبنانية وزارة الاشغال العامة، وبيان ما اذا كان المرسوم رقم ٩٦/١٢٥٩٤ المعلن للمنفعة العامة والبيان الملحوظ في المادة ٨ من قانون الاستملاك الصادر بالمرسوم الاشتراعي رقم ١٩٥٤/٤ كانا قد دوّنا في الصحائف المذكورة قبل ان تقيّد فيها اشارة قرار وضع اليد رقم ٥٨٩/١/ط.م./٦٩،

٣) التحقّق من تاريخ المباشرة في تنفيذ المشروع والاشغال التي جرى الاستملاك من اجلهما،

٤) احتياطاً، تخمين الحصة التي كانت للمرحومة الماس صعب وللد. عمر فؤاد حمزة في ملكية العقارات الأربعة المتنازع عليها وذلك طبق الأسعار الرائجة بتاريخ الكشف عليها ويكون للخبير حق أجراء الاستقصاءات اللازمة لضمان حسن تنفيذ المهمة الموكولة اليه واستيضاح من يلزم دون تحليف اليمين على ان يسلفه المستأنف مبلغاً قدره /٥٠٠/ ألف ليرة لبنانية على حساب اتعابه وعلى ان يقدّم تقريره ضمن مهلة اقصاها شهر من تاريخ تعجيل السلفة أعلاه وأبلاغه المهمة،

لذلك،

تقرر بالاجماع:
١ – قبول الاستئناف شكلاً.

٢ – عدم قبول بحث اساسه من المستأنفة السيدة نوف فؤاد حمزة لانتفاء الصفة.

٣ – اعلان حق المستأنف د. عمر فؤاد حمزة في تقديم الاستئناف بصفته وريث المدعية المرحومة الماس صعب.

٤ – قبول بحث موضوع استئنافه.

٥ – اعلان صحة استئنافه المقدّم بواسطة المحامي الاستاذ ن. ح.

٦ – ردّ الدفوع أو الادلاءات المعاكسة للحلول المساقة.

٧ – فتح المحاكمة لجهة سائر النقاط النزاعية وتعيين المهندس الياس خليل لانفاذ المهمة المبيّنة في المتن وارجاء الجلسة الى نهار الاربعاء الموافق في ٢٠٠٩/١/٢١ وابلاغ ذلك من يلزم، لينظر حينذاك بالمقتضى القانوني.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة كارلا قسيس
والمستشاران منذر ذبيان وميرنا بيضا

القرار: رقم ٢٣١ تاريخ ٢٠٠٩/٢/١٣

هادي رزق الله/ صندوق التعويضات لأفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة

- معلّم – عدم قيد اسمه في صندوق التعويضات لأفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة خلال ستة أشهر من تاريخ مباشرته العمل – قيد حاصل خارج المهلة القانونية – اعتماد تاريخ قيده في ذلك الصندوق فيما يتعلق بتعويض الصرف وليس تاريخ مباشرته الخدمة – اعتباره مصنفاً في الملاك بعد انقضاء مدته التمرينية المنطلقة منذ تاريخ قيد اسمه في الصندوق المستأنف عليه – الخدمة التعليمية التمرينية الواجب ضمها الى خدمات المعلّم المثبت هي الخدمة المقيدة أصولاً في الصندوق – الراتب الواجب اعتماده في تصفية تعويض الصرف هو الراتب القانوني الذي تحدده سلسلة الراتب وليس الراتب الفعلي الأخير الذي تقاضاه المعلم – رد الادلاءات المخالفة.

بناءً عليه،

حيث انه من مقتضى القرار الاستئنافي الصادر في ٢٠٠٨/١/١٦ قبول استئناف السيد هادي رزق الله من الناحية الشكلية،

وحيث في ما خص اساسه، يتضح بأنه بني على الادلاءات التالية:

– ان خدمة المستأنف المباشرة في ١٩٦٦/١٠/١ والمستمرة لغاية ٢٠٠٦/٧/١ تدخل في حساب تعويض صرفه، بخلاف ما قضى به القرار المستأنف لجهة سقوط حقه بالتعويض عن الخدمة السابقة لتاريخ ١٩٦٨/٥/٣١،

– ان المستأنف يعدّ مستفيداً من شروط تمديد المهل الناصة عليها المادة ٣٩ و٤٠/من قانون ١٩٥٦/٦/١٥ التي تغطي كامل خدماته والا من المهلة المحددة في القانون رقم ٢٠٠٥/٩٩٦،

بحيث يعتبر قيده في الصندوق قائماً منذ بدء خدمته وكذلك بالنسبة الى ضم خدماته، علماً بأن هذا العرض هو خلاصة أقوال المستأنف التي يعتبرها مؤيّدة لموضوع طعنه،

– ان المستأنف مُصنّف استناداً الى شهادته البكالوريا قسم ثاني – في ١٩٦٨/١٠/١ وترفيعه الى رتبة معلم درجة ٧ في ١٩٧١/١٠/١، في حين قضى القرار المستأنف باعتباره مصنفاً في الملاك عام ١٩٧٠،

– ان الراتب الواجب اعتماده لحساب تعويض المستأنف يبلغ /١,٦٤٦,٢٥٠/ل.ل. وان رصيد تعويضه يبلغ /٢٤,٨٤٤,٦٨٥/ل.ل.،

وحيث تلقى الردّ الادلاءات المعروضة وفق التسبيب الآتي؛

١) ان قيد اسم المستأنف في الصندوق لم يطلب خلال مهلة ستة أشهر من تاريخ مباشرته العمل، فقد

ورد القيد المعنيّ في ١٩٦٨/٥/٣١ في حين أن خدمته التعليمية انطلقت في ١٩٦٦/١٠/١، عليه ان قيده حاصل خارج المهلة القانونية،

٢) ان المستأنف غير مشمول بالحالات الناصة عليها الفقرة (١) و(٢) من المادة (٤٠) من قانون ١٩٥٦/٦/١٥ المعدّلة، اذ انه في ١٩٦٤/٩/٢ – حين صدر القانون المنفذ بالمرسوم رقم ٦٤/١٧٣٨٤ – لم يكن موجوداً في الخدمة التعليمية التي باشرها في ١٩٦٦/١٠/١،

٣) ان الفقرة (٣) من المادة (٤٠) المومأ اليها لا تنطبق بدورها على المستأنف، فطلب قيد اسمه في الصندوق ورد خارج مهلة الستة أشهر المحدّدة فيها، وان هذه المهلة لا تعدّ ممددة لصالح المستأنف بمفعول القانون رقم ٢٠٠٥/٦٦٩، طالما انقضت المهلة الأصلية قبل سنوات عديدة من منطلق سريان المهلة الممدّدة الموافق تاريخه في تاريخ نشر القانون أعلاه (رقم ٢٠٠٥/٦٦٩)،

٤) ان قيد اسم المستأنف لا يعد وارداً ضمن المهلة القانونية بمفعول الفقرة "ب" من المادة الأولى من القانون رقم ١٩٩٦/٥١٢، فهو لم يطلب تصحيح تاريخ قيده ضمن المهلة الناصة عليها الفقرة "أ" من المادة الأولى الموما اليها،

٥) ان طلب المستأنف من الصندوق بضم خدماته التعليمية السابقة لتاريخ ١٩٧٣/٩/٣٠ لا يغني عن اتمام معاملة القيد أعلاه ضمن المهلة القانونية.

٦) ان المستأنف يُعدّ، على هدي ما تقدم، كأنه دخل الخدمة التعليمية، فيما يختص تعويض الصرف، من تاريخ ١٩٦٨/٥/٣١ تطبيقاً لحكم الشطر الأخير من المادة (٤٠) المعدّلة من قانون ١٩٥٦/٦/١٥، وعلى النحو المقضي به في القرار المستأنف، مردوداً تالياً كل سبب معاكس لهذا الحلّ، علماً بأن اوراق الملف لم تثبت التزاماً سابقاً لأدارة الصندوق قبل المستأنف معبّراً بوضوح عن ارتضائها ادخال خدمته غير المقيّدة في حساب تعويضه النهائي،

٧) ان القرار المستأنف أصاب في شقه القاضي باعتبار المستأنف مصنفاً في الملاك عام ١٩٧٠، ففي هذا العام انقضت مدته التمرينية (سنتان) المنطلقة من عام ١٩٦٨ حين قيّد اسمه في الصندوق، عملاً باحكام المادة (١١) و(١٢) من قانون ١٩٥٦/٦/١٥،

٨) ان الخدمة التعليمية التمرينية التي تضمّ الى خدمات المعلّم المثبّت عند حساب تعويضه النهائي – هي الخدمة المقيدة أصولاً في الصندوق، عليه ان عمل المستأنف الفعلي أبّان عامي ١٩٦٦ و١٩٦٧ لا يدخل في حساب الخدمة التمرينية المعنيّة، فيما يتعلّق بتعويض الصرف،

٩) ان الراتب الذي يُعتمد في تصفية تعويض الصرف هو الراتب القانوني الذي تحدّده سلسلة الرواتب عندما يكون الصندوق المستأنف عليه هو المرجع المتوجب عليه تسديد هذا التعويض، إعمالاً للشطر الأول من المادة ٣٤/من قانون ١٩٥٦/٦/١٥،

١٠) ان الراتب الفعلي الأخير الذي تقاضاه المستأنف لا يصلح اساساً لاحتساب تعويضه النهائي ومنطلقاً لتحديد شروط تثبيته في ملاك الهيئة التعليمية،

١١) ان البيان المرفقة صورته طيّ استحضار الطعن والافادتين المؤرختين في ١٩٧٢/٣/١٠ و١٩٧٩/١٠/٩ (المبرزتين ضمن أوراق ملفه الاداري) لا تحمل توقيع – ادارة الصندوق، لذا بمعزل عن البحث في دور تلك الوثائق لناحية تأييد اقوال المستأنف تبقى بمنأى عن تصنيفها من قبيل الالتزامات المسبقة الملزمة مستقبلاً للصندوق،

وحيث تأسيساً على كل ما تقدم، تكون أسباب الاستئناف لاقية الرد وكذلك موضوعه بما شمل من طلبات،

لذلك،

تقرر بالاجماع عطفاً على ما تقرّر لجهة قبول الاستئناف شكلاً:

١ – ردّ الاستئناف أساساً وموضوعاً، وتصديق القرار المستأنف تبعاً لوجوه المنازعة المثارة بمقتضاه.

٢ – رد الاسباب والمطالب الزائدة والمخالفة.

٣ – تضمين المستأنف النفقات ومصادرة التأمين ايراداً للخزينة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة العاشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة كارلا قسيس (مكلفة) والمستشاران ميرنا بيضا ومنذر ذبيان (مكلف)

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٣/١١

جوني سعادة/ جاك سعادة ورفاقه

- طلب رد قاضٍ سنداً لأحكام الفقرة ٦ من المادة ١٢٠ أ.م.م. – ثبوت كون القاضي المطلوب رده قد اعطى رأياً في مسألة تتعلق بموضوع الدعوى المطروحة أمام المحكمة المطلوب رده فيها – قبول طلب الرد شكلاً واساساً.

- مخالفة للمستشارة ميرنا بيضا.

بناءً عليه،

لدى التدقيق والمذاكرة،

حيث ان الجهة المستأنفة، جوني سعاده بصفته الشخصية وبصفته رئيس مجلس ادارة شركة ميسترال هولدينغ ش.م.ل. ورفاقه، تقدّمت بتاريخ ٢٠٠٩/٢/١٧ بطلب ردّ القاضي بصفته رئيس الغرفة .... لمحكمة استئناف بيروت المدنية، بمواجهة الجهة المستأنف عليها المؤلفة من المدعى عليهم في الدعوى رقم ٢٠٠٤/١٢٣ والمدّعين في الدعوى رقم ٢٠٠٤/١٣٦ وطالبي التدخل في الدعوى رقم ٢٠٠٤/٨٥، السيد جاك سعاده ورفاقه، والمطلوب إدخاله بنك الإعتماد اللبناني ش.م.ل.، في الإستئناف المقدّم منها أمام محكمة الاستئناف المدنية في بيروت المسجّل برقم ٢٠٠٩/٦٧٠ تاريخ ٢٠٠٩/٢/١٠، وطلبت قبول طلب الرد شكلاً وأساساً ورد القاضي في الإستئناف الموما اليه وفقاً لأسباب أسندتها الى أحكام الفقرة /٦/ من المادة /١٢٠/ أ.م.م.، إذ انه شارك بتاريخ ٢٠٠٨/١/٨ بإصدار القرار الإستئنافي المتعلق بالدعوى رقم ٢٠٠٤/١٢٣ الفاصل في مسألة وضع إشارة الدعوى على سجل شركة CMA-CGM وشركة La Teuillere التي تشكل طلباً من الطلبات الواردة في دعوى الإبطال المعروضة، وقد أبدى رأياً مسبقاً فيها بموجب القرار تاريخ ٢٠٠٨/١/٨، كما أبدى رأياً مسبقاً في مسألة بطلان اتفاقية المصالحة لعلة الخداع والكتمان الخداعي،

وحيث ان طلب الرد مقدّم وفقاً للأصول المفروضة قانوناً بموجب أحكام المادة /١٢٤/ أ.م.م.، وقد جاء مستوفياً مجمل شروط قبوله الشكلية فيقبل لهذه الجهة،

وحيث ان الفقرة السادسة من المادة /١٢٠/ أ.م.م. قد نصّت على انه يجوز للخصوم أو لأحدهم طلب رد القاضي إذا كان قد أبدى رأياً في الدعوى بالذات ولو كان ذلك قبل تعيينه في القضاء، ولا يصح إثبات هذا الأمر إلا بدليل خطّي أو بإقرار القاضي،

وحيث يتبيّن من خلال الإطّلاع على القرار تاريخ ٢٠٠٨/١/٨ بأن القاضي المطلوب ردّه، وفي معرض تعليله للنتيجة الجاري التوصل اليها، قد أعطى رأياً في مسألة تتعلق بموضوع الدعوى المطروحة أمام محكمة الإستئناف والمطلوب ردّه فيها،

وحيث وفقاً لما ذكر، فإن شروط الفقرة /٦/ من المادة /١٢٠/ أ.م.م. تكون متوفرة ما يبرر بالتالي إجابة طلب الرد،

لذلك،

تقرر بالأكثرية:

قبول طلب الرد شكلاً وأساساً وردّ القاضي ....، وإيداع الأوراق جانب الرئيس الأول لمحكمة الإستئناف في بيروت،



المخالفة

اني اخالف قرار الأكثرية أعلاه تسبيباً ومنطوقاً للأسباب التالية:

١) ان طلب الردّ الذي تصدّى له القرار الموما اليه مبنيّ على حكم المادة ١٢٠/فقرة ٦/ أصول مدنية،

٢) انه من المشروط بحكم المادة المعنيّة لاستهداف القاضي للرد ان يكون "قد أبدى رأياً في الدعوى بالذات".

٣) انه بصريح العبارة المعروضة، يتعيّن ان يكون الرأي الذي أبداه القاضي المطلوب ردّه مرتبطاً بذات المنازعة التي عرضت عليه مجدداً،

٤) ان صيغة المادة المبحوث فيها تشترط اتّحاد الدعويين في عناصرهما لناحية الاشخاص والموضوع والسبب،

٥) ان الاتحاد المعيّ غير متحقّق على وجه الاطــلاق في حالة هذه القضية فالقرار الاستئنافي رقم ٢٠٠٨/٢٦ فصل خصومة تمثّل موضوعها باتخاذ تدبير مؤقت احتياطي في حين ان الخصومة الاستئنافية المطلوب الردّ في معرضها ترمي الى الحصول على طلبات مغايرة اساساً، علماً بأن الــسبب في الخصومتين مختلف أيضاً، ويُعنى به مجموعة العناصر الواقعيّة المولدة للحق المدّعى به في كليهما،

٦) انه على هديّ ما تقدم، كان يتعيّن ردّ طلب الــردّ أساساً لعدم قانونيّة مبناه وتضمين مقدّميه نفقاته ومصادرة التأمين المودع منهم إيراداً للخزينة كما كان يقتضي تغريمهم تبعاً لعدم احقيّتهم في طلب الرد،

لذلك،

اقتضى تدوين هذه المخالفة.

المستشارة المخالفة

القاضية ميرنا بيضا

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الحادية عشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيس ايمن عويدات والمستشاران البير قيومجي (منتدب) وشربل رزق

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٢/١١

ليلى زخريا ورفاقها/ عمر شهاب

- اجارة – مؤسسة تجارية – دعوى اسقاط من حق التمديد القانوني لعدم دفع البدلات المستحقة – دفع بعدم صحة احتساب البدلات تبعاً لوجود ادارة جديدة بعد أن تنازل المستأجر السابق مالك المؤسسة التجارية عن اجارته والخلو العائد للمأجور موضوع الدعوى لمصلحة المدعى عليه وتنظيم عقد ايجار باسم هذا الأخير – بحث في طبيعة العمل القانوني الذي أدى الى انتقال المأجور الى المدعى عليه – توافر معطيات تفيد شراء المدعى عليه المذكور للمؤسسة التجارية العائدة للمستأجر السابق – ورود عبارة البدل العادل على أول عقد ايجار منظم للمدعى عليه لا يمكن ذكره الا عند التفرّغ عن المؤسسة التجارية وليس عند تأجير ثانوي أو تنازل عن اجارة – تعديل اسم المستأجر عند التفرغ عن تلك المؤسسة هو من الأمور المسلم بها نتيجة التفرغ وليس من شأن ذلك نفي استمرارية الاجارة القديمة المعتبرة عنصراً من عناصر المؤسسة التجارية – التعديل الطفيف في وجهة استعمال المأجور في عقد ايجار المدعى عليه ليس من شأنه اضفاء صفة الجديد على الاجارة الممددة – بدل عادل محدد رضاءً – اعتبار الاجارة موضوع النزاع استمراراً للاجارة القديمة المعقودة أساساً للمستأجر السابق – فسخ القرار التمهيدي المستأنف القاضي بخلاف ذلك.

- طلب احتساب البدلات على اساس استمرارية الاجارة القديمة المعقودة للمستأجر السابق – ثبوت اتفاق المدعى عليه والجهة المؤجرة على تحديد البدل العادل رضاءً في الاجارة الممددة – اعتماد تاريخ نفاذ ذلك البدل أساساً لاحتساب المضاعفات تطبيقاً لأحكام المادة ١٣ البند الثالث فقرة رابعة من القانون ٩٢/١٦٠ – ثبوت ايداع المدعى عليه ضمن المهلة القانونية مبالغ تفوق البدلات المتوجبة بتاريخي الانذارين وفق طريقة الاحتساب المحددة من المحكمة – رد دعوى الاسقاط من حق التمديد القانوني في سببها المتعلق بعدم دفع البدلات المستحقة.

- طلب اسقاط حق المدعى عليه في التمديد القانوني بسبب تغيير وجهة الاستعمال من قبل الشركة المطلوب ادخالها – سبب جديد يقبل في المرحلة الاستئنافية – فتح محاكمة وتكليف المدعى عليه والشركة المذكورة ابراز نسخة عن العقد الجاري بينهما والذي يتناول المأجور موضوع النزاع.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان الجهة المستأنفة تبلغت الحكم المستأنف النهائي في ٢٠٠٠/١٢/٨ وتقدمت باستئنافها في

٢٠٠٠/١٢/٢٢ فيكون الاستئناف مقدماً ضمن المهلة القانونية مما يقتضي معه قبوله شكلاً لاستيفائه سائر شروطه الشكلية.

وحيث يتبين ان الجهة المستأنفة تطعن كذلك بالقرار الاعدادي الصادر عن المرجع الابتدائي بتاريخ ١٩٩٧/٧/٨.

وحيث يتبين ان الاستئناف طعناً بالقرار الاعدادي المشار إليه مقدم ضمن الطعن في طريق الاستئناف بالحكم النهائي المستأنف فيقتضي عملاً بأحكام المادة ٦١٥ أصول مدنية قبول الطعن المذكور شكلاً.

وحيث يقتضي كذلك ادخال شركة آرمال ش.م.م. في المحاكمة عملاً بالقرار تاريخ ٢٠٠٩/١/١٥ والمادة ٧ من القانون ٩٢/١٦٠.

ثانياً – في الأساس:

حيث ان الجهة المستأنفة تطعن بالقرار الاعدادي الصادر في ١٩٩٧/٧/٨ للخطأ المتمثل بقوله ان اجارة المستأنف عليه هي اجارة جديدة اذ كان يتوجب اعتبارها امتداداً لاجارة المستأجر السابق لبيب بركات لأن تفرغ هذا الاخير عن الاجارة انما حصل تطبيقاً لقانون المؤسسة التجارية.

وحيث يتبين وفق المعطيات المتوافرة في الملف من صور مستندات وافادات المستأنف عليه لدى استجوابه وافادة المستأجر السابق المستمع إليه من المحكمة ثبوت الأمور التالية:

١ – مفاوضة المستأنف عليه للمستأجر السابق لشراء "المحل" من هذا الأخير.

٢ – توافق المستأنف عليه مع الجهة المالكة على تنظيم علاقتهما بعد التعاقد بين المستأنف عليه والمستأجر السابق.

٣ – دفع المستأنف عليه لمبلغ من المال للمستأجر السابق مقابل "شرائه المحل" منه.

٤ – افادة المستأجر السابق انه باع المستأنف عليه خلو المحل اضافة الى بعض التجهيزات العائدة للنوفوتيه التي كانت فيه.

٥ – توقيع عقد إيجار بين المستأنف عليه والجهة المالكة تضمن الاتفاق على البدل العادل الرضائي.

وحيث على ضوء ما تقدم يكون المستأنف عليه قد اشترى العنصر الاساسي لمؤسسة المستأجر السابق الا وهو بدل الخلو اضافة الى سائر العناصر المادية من تجهيزات كانت لا تزال في المحل بحيث يكون قد اشترى المؤسسة التجارية العائدة للمستأجر السابق للمأجور.

وحيث ما يعزز هذه الوجهة ان المستأجر السابق افاد انه باع المحل الى المستأنف عليه، وإيراد عبارة البدل العادل على أول عقد إيجار منظم للمستأنف عليه وهو مصطلح قانوني لا يمكن ذكره الا عند التفرغ عن المؤسسة التجارية وليس عن تأجير ثانوي أو تنازل عن اجارة.

وحيث ان تعديل اسم المستأجر عند التفرغ عن المؤسسة التجارية هو من الامور المسلم بها نتيجة التفرغ وليس من شأن ذلك نفي استمرارية الاجارة القديمة المعتبرة عنصراً من عناصر المؤسسة التجارية.

وحيث كذلك فإن التعديل الطفيف في وجهة استعمال المأجور في عقد ايجار المستأنف عليه ليس من شأنه اضفاء صفة الجديد على الاجارة الممددة على ضوء ما تضمنه عقد الايجار الاساسي لجهة الصرافة وتجارة الكتب وتجارة النوفوتيه لا سيما وان المستأنف عليه استمر في ممارسة نفس الوجهة كالمستأجر السابق.

وحيث يتضح مما تقدم أننا امام تفرغ عن مؤسسة تجارية من المالك السابق لها السيد لبيب بركات لمصلحة المستأنف عليه انتقلت بموجبها الاجارة موضوع الدعوى الى هذا الأخير.

وحيث تبعاً لذلك تكون الاجارة المتذرع بها من المستأنف عليه هي مستمدة واستمرارية للاجارة القديمة المعقودة اساساً لمصلحة المستأجر السابق المعقودة اساساً عام ١٩٧١ مع تحديد بدل عادل نتيجة التفرغ حدد رضاءًا بمقدار /٦٦,٠٠٠/ ل.ل. سنوياً.

وحيث سنداً لذلك يكون القرار الاعدادي الصادر في ١٩٩٧/٧/٨ موضوع هذا الاستئناف واقعاً في غير موقعه القانوني ويقتضي فسخه لهذه الجهة والحكم مجدداً باعتبار اجارة المستأنف عليه موضوع هذا القرار استمرارية للاجارة القديمة المعقودة اساساً لمصلحة المستأجر السابق السيد لبيب بركات عام ١٩٧١ مع تحديد بدل عادل رضائي.

وحيث من جهة ثانية فإن الجهة المستأنفة تطعن بالحكم النهائي لناحية احتساب هذه البدلات باعتبار أن الاجارة تعتبر استمراراً للاجارة الاساسية المعقودة عام ١٩٧١.

وحيث من الثابت ان الاجارة موضوع النزاع تعتبر استمراراً للاجارة القديمة المعقودة اساساً للمستأجر

السابق والتي انتقلت الى المستأنف عليه نتيجة شرائه للمؤسسة التجارية القائمة في المأجور.

وحيث رغم ذلك فأنه يثبت ان المستأنف عليه والجهة المؤجرة قد اتفقا على تحديد البدل العادل رضاءً في اجارة المستأنف عليه الممددة.

وحيث سنداً لذلك فقد نصت الفقرة الرابعة من البند الثالث من المادة ١٣ من قانون ٩٢/١٦٠ الواجبة التطبيق على كافة الايجارات المتضمنة في المادة المذكورة ما يلي:

– اما اذا حدد البدل العادل رضاءً أو قضائياً فيعتمد تاريخ نفاذ هذا البدل اساساً لاحتساب المضاعفات.

وحيث تبعاً لذلك فانه عملاً بالفقرة المذكورة الواجبة التطبيق يقتضي احتساب المضاعفات على بدل الايجار موضوع النزاع بدءاً من ١٩٨٦/١/١.

وحيث تبعاً لذلك يقتضي احتساب الزيادات والمضاعفات وفق الشكل التالي:

– /٣٧,٠٠٠/ ل.ل. عن المدة من ١٩٩٢/١/١ لغاية ١٩٩٢/٧/٢٢.

– /١,٠٥٦,٠٠٠/ ل.ل. من ١٩٩٢/٧/٢٣ وحتى ١٩٩٢/١٢/٣١.

– /٣,١٦٨,٠٠٠/ ل.ل. عن سنة ١٩٩٣.

– /٤,٢٧٦,٠٠٠/ ل.ل. عن سنة ١٩٩٤.

– /٤,٧٠٤,٤٨٠/ ل.ل. عن سنة ١٩٩٥.

– /٥,١٧٤,٩٢٨/ ل.ل. عن سنة ١٩٩٦.

– /٥,١٧٤,٩٢٨/ ل.ل. عن السنوات من ١٩٩٧ وحتى ٢٠٠٢ سنوياً.

فيكون مجموع البدلات مع المضاعفات بالغاً مبلغ:

/٤٩,٤٣٣,٤٧٦/ ل.ل. حتى عام ٢٠٠٢.

وحيث يتبين ان المستأنف عليه أودع حتى ٢٠٠٢/٦/١٠ مبلغ قدره /٥٠,٣٠٠,٠٠٠/ل.ل. فيكون قد سدد ما عليه عن الفترة التأجيرية حتى آخر عام ٢٠٠٢ ويقتضي اعتباره بريء الذمة لهذه الجهة ورد سائر مطالب الجهة المستأنفة وفسخ ما تضمنه الحكم النهائي لهذه الجهة.

وحيث ان الجهة المستأنفة تأخذ على الحكم المستأنف رده طلبها اسقاط اجارة المستأنف عليه سنداً للمادة ١٠ من القانون ٩٢/١٦٠ فقرتيها أ.و ج.

وحيث بالنسبة للفقرة ألف من المادة ١٠ المذكورة فأنه يتبين وفق طريقة الاحتساب المحددة من المحكمة ان المستأنف عليه أودع ضمن المهلة مبالغ تفوق البدلات المتوجبة بتواريخ الانذارين موضوع النزاع.

وحيث بالنسبة للفقرة ج. من المادة ١٠ المذكورة آنفاً فان التذرع بالفقرة المذكورة يعتبر سبباً جديداً وليس طلباً فهو جائز القبول لهذه العلة ويقتضي لذلك فسخ الحكم النهائي المستأنف لهذه الجهة والحكم بقبول هذا الطلب شكلاً وبعد التحقيق به يقتضي رده كون التأجير الثانوي المتذرع به انما جاء مرخصاً من المالك في عقد الإيجار بشكل صريح.

وحيث لجهة الطعن المقدم من الجهة المستأنفة والمتعلق بالطلب الرامي الى الحكم لها بالبدل المضاعف بدءاً من ١٩٩٩/١/١ فأنه يتبين ان الجهة المستأنفة طلبت ذلك بداية في لائحتها تاريخ ١٩٩٩/١/٢٦ الا ان الحكم الابتدائي النهائي اغفل البت بهذا الطلب فيقتضي فسخه لهذه الجهة ورؤية الطلب انتقالاً والحكم مجدداً برد هذا الطلب كونه مسند الى العقود المبرزة من المستأنف عليه والمتعلقة بتأجير المأجور اجارة ثانوية من الغير وليس باجراء ادارة حرة على المؤسسة الكائنة في المأجور لا سيما وأنه لا تتضمن العقود المذكورة ما يشير الى انها تتعلق بادارة حرة بل تنحصر بإجراء اجارة ثانوية مرخصة من المالك للعقار بموجب عقد الايجار.

وحيث بالنسبة للبدلات المتوجبة بعد عام ٢٠٠٢ فانه يقتضي الزام المستأنف عليه بدفعها على اساس بدل سنوي قدره مبلغ: /٥,١٧٤,٩٢٨/ ليرة لبنانية منذ اول عام ٢٠٠٣ مع الاخذ بعين الاعتبار لزيادات غلاء المعيشة المقررة بعد عام ٢٠٠٢.

وحيث سنداً لما تقدم فانه يقتضي فسخ القرار الاعدادي المستأنف والحكم النهائي موضوع هذا النزاع ورؤية الدعوى انتقالاً والحكم مجدداً بما استثبتته المحكمة في متن هذا القرار.

وحيث يتبين أخيراً وجود تعاقد بين المستأنف عليه وشركة ارمال ش.م.م. يتناول المأجور موضوع النزاع.

وحيث تبعاً لذلك تطلب الجهة المستأنفة اسقاط الاجارة موضوع النزاع لتغيير وجهة الاستعمال من قبل شركة آرمال المذكورة وانه يقتضي قبول هذا السبب للاسقاط كونه يعتبر سبباً وليس طلباً جديداً.

وحيث يقتضي للبت بهذا السبب الجديد تكليف المستأنف عليه والشركة المقرر ادخالها ايداع الملف نسخة عن العقد الجاري بينهما والذي يتناول المأجور موضوع النزاع.

وحيث يقتضي لذلك وضع طلب فتح المحاكمة المقدم من المستأنف في ٢٠١٠/١/٢٠ قيد المناقشة العلنية.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً وادخال شركة آرمال ش.م.م. في المحاكمة.

ثانياً: قبول الاستئناف أساساً وفسخ الحكم المستأنف النهائي والقرار الاعدادي تاريخ ١٩٩٧/٧/٨ ورؤية الدعوى بطلباتها كافة والحكم مجدداً:

١ – باعتبار اجارة المستأنف امتداداً لاجارة المستأجر السابق السيد لبيب بركات المعقودة عام ١٩٧١.

٢ – اعتبار المستأنف عليه بريء الذمة من البدلات المتوجبة مع الزيادات حتى عام ٢٠٠٢ ضمناً وفق احتساب المحكمة للبدلات.

٣ – رد طلب الجهة المستأنفة الرامي الى اسقاط اجارة المستأنف عليه سنداً للمادة ١٠ فقرتيها أ. و ج. من القانون ٩٢/١٦٠.

٤ – الزام المستأنف عليه بدفع البدلات المستحقة من أول عام ٢٠٠٣ ولاحقاً على أساس بدل يبلغ /٥,١٧٤,٩٢٨/ل.ل. سنوياً مع الأخذ بعين الاعتبار زيادات غلاء المعيشة اللاحقة لعام ٢٠٠٢.

٥ – رد مطالب الجهة المستأنفة المتعلقة بالبدل المضاعف من أول عام ١٩٩٩.

ثالثاً: فتح المحاكمة مجدداً لجهة السبب المتعلق بتغيير وجهة استعمال المأجور.

رابعاً: تكليف المستأنف عليه وشركة آرمال ايداع الملف نسخة عن العقد الجاري بينهما والمتعلق بالمأجور موضوع النزاع.

خامساً: وضع طلب فتح المحاكمة المقدم من المستأنف عليه في ٢٠١٠/١/٢٠ قيد المناقشة العلنية بعد ابلاغه من سائر الخصوم.

سادساً: ارجاء الجلسة الى نهار الاثنين في ٢٠١٠/٣/٢٩.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في بيروت
الغرفة الحادية عشرة

الهيئة الحاكمة: الرئيس أيمن عويدات والمستشاران البير قيومجي وشربل رزق

القرار: رقم ١٩١ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٨

فؤاد بدير/ عبد الاله زادة ورفاقه

- دعوى اسقاط من حق التمديد القانوني لعدم دفع البدلات المستحقة – دفع بوجود نزاع جدي حول البدلات موضوع الانذارات المتذرع بها من قبل الجهة المالكة – تذرع المستأجرين المدعى عليهم بتسديد البدلات ونفقات الخدمات المشتركة الى لجنة من المستأجرين مكلفة بهذا الخصوص بموافقة وايعاز من وكيل المالكين – بحث في مضمون تلك الانذارات المسندة اليها الدعوى أساساً لطلب الاسقاط من حق التمديد – استمرار الاجتهاد بالأخذ بعين الاعتبار حسن نية المستأجر في كل قضية على حدة – ثبوت قيام كل من المستأجرين المدعى عليهم بتسديد كامل البدلات لتلك اللجنة التي كانت تحسم منها ما يتوجب من نفقات مشتركة وتدفع الرصيد لوكيل الجهة المالكة – تثبت المحكمة من قبض أحد المالكين حصته من رصيد تلك البدلات بعد حسم قيمة النفقات المشتركة منها من قبل اللجنة المذكورة – عدم ثبوت اتخاذ المالكين أي موقف يثبت معارضتهم على تصرف المستأجرين لجهة تأليف لجنة لإدارة البناء والخدمات المشتركة – التحفظ المدلى به من وكيل الجهة المالكة على كتاب اثبات تسلمه الرصيد والايصالات المتعلقة بادارة البناء لا يؤخذ به لجهة اثبات معارضة المالكين في ذلك – ترسّخ فكرة موافقة الأخيرين الضمنية على عمل اللجنة التي تولت تحصيل البدلات والنفقات المشتركة في ذهن المستأجرين المدعى عليهم.

- نزاع جدي يكتنف ثبوت وتوجب البدلات موضوع الانذارات المتذرّع بها من الجهة المدعية في جزئها غير المسدّد – ثبوت حسن نية المستأجرين لهذه الجهة – تعطيل مفاعيل الانذارات المسندة اليها الدعوى – رد طلبات الاسقاط من حق التمديد لعدم تحقق شروط اجابتها.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث يتبين ان الاستئناف الراهن مقدم ضمن المهلة القانونية وان الاستئنافات المضمومة الى الملف الراهن مقدمة ضمن المهلة القانونية.

وحيث ان الاستئنافات المشار إليها فيما تقدم مستوفية لسائر الشروط الشكلية فيقتضي قبولها شكلاً.

ثانياً – في الاساس:

حيث ان المستأنف يدلي بأن الحكم المستأنف منه جاء مخالفاً للواقع والقانون لعدم صحة الانذار ولعدم اهتمام المالكين بتحصيل البدلات ولا تحصيل كلفة الاقسام المشتركة والخلاف الجدي بين المالكين والخلاف المحاسبي بينهم وبين المستأجرين ولخطأ الحكم بتحديد المتوجب على المستأنف من بدلات ولعدم توجب أية بدلات بذمته ولكون لجنة المستأجرين مكونة برضى المالكين ويتحملون مسؤولية اعمالها بنفس نسبة مسؤولية المستأجرين وللخلاف الجدي على المحاسبة الذي يؤلف نزاعاً جدياً ولخطأ الحكم لعدم أخذه بحسن نية المستأنف.

وحيث كذلك فان سائر الاستئنافات المضمومة تتضمن الطعن بالاحكام موضوعها لاسباب وعلل مشابهة لما تقدم.

وحيث ان النزاع الراهن يتعلق اساساً بطلب المستأنف عليهم بداية اسقاط اجارة كل من المستأنفين في المأجور المشغول من كل منهم في البناء القائم على العقار ٤٦٠٢ المصيطبة لعلة عدم دفع البدلات المبينة في الانذار المبلغ من كل من المستأنفين ضمن المهلة القانونية والزام هؤلاء بتسديد الأرصدة غير المدفوعة حتى ٢٠٠٤ ضمناً.

وحيث ان الجهة المستأنفة تدلي بأنها كانت تسدد البدلات ونفقات الخدمات المشتركة الى لجنة مكلفة بهذا الخصوص من المستأجرين بموافقة وإيعاز من وكيل المالكين الاستاذ س.ش. التي تولت ادارة البناء لجهة تحصيل البدلات ومصاريف الخدمات المشتركة وتسلم المالكين عن طريق وكيلهم رصيد الايجارات بعد حسم المصاريف التي تستحق عن الاقسام المشتركة التي يشغلها المالكون والمستأجرون والشقق الشاغرة والأقسام الأخرى التي هي باستلام المالكين.

وحيث عملاً بالمبدأ المتضمن عدم تقيد محكمة الاستئناف عند بحثها الاسباب الاستئنافية المدلى بها بالتسلسل المحدد من الجهة المستأنفة يقتضي البحث في مضمون الانذار المسندة اليه الدعوى اساساً لطلب الاسقاط من حق التمديد.

وحيث لهذه الجهة فانه يقتضي ان تكون البدلات المطالب بها في الانذار ثابتة ومستحقة وان لا يكتنفها أي نزاع جدي أقلّه في جزء منها.

وحيث تبعاً لذلك فإن النزاع الجدي في البدلات موضوع الانذار من شأنه تعطيل مفاعيل الانذار المذكور عند ثبوت حسن نية المستأجر.

وحيث ان الاجتهاد استمر على الأخذ بعين الاعتبار حسن نية المستأجر في كل قضية على حدة بحيث يمتنع عن الاسقاط من حق التمديد اذا ما ثبت ان المستأجر قام ضمن المهلة بتسديد ما يعتقد عن حسن نية أنه متوجب عليه وفق ظروف كل قضية على حدة.

– محكمة التمييز – الغرفة الثانية بتاريخ ١٩٩١/١٠/١.

عفيف شمس الدين. مصنف الايجارات – الجزء الثاني – ص ٣١٤.

وحيث ضمن هذا السياق فأنه يتبين ان الجهة المستأنفة، لكل فرد منها، كانت تسدد البدلات كاملة للجنة المؤلفة من المستأجرين وكذلك تسدد كلفة الخدمات المشتركة للجنة المذكورة التي كانت تحسم من البدلات المسددة ما يتوجب من نفقات مشتركة وتدفع الرصيد لوكيل المالكين.

وحيث يتبين من صور المستندات المودعة في الملف الابتدائي لا سيما تلك المرفقة بالاستحضار الابتدائي ان وكيل المالكين تسلم أصل الشيك والايصالات العائدة لحساب الخدمات المشتركة للمبنى من أول كانون الثاني حتى آخر حزيران ٢٠٠٠ ووقع اثباتاً لذلك مع جميع التحفظات.

وحيث كذلك فان وكيل المالكين استلم اصل الشيك والايصالات المرفقة به فيما يتعلق بالحسابات المتعلقة بالايجارات والخدمات العائدة للنصف الثاني من العام

٢٠٠٠ ووقع اثباتاً لذلك في ٢٠٠١/٣/٢ مع تحفظ لجهة الرصيد غير المدفوع سواء للبدلات وسواء للخدمات.

وحيث كذلك فانه يتبين ان السيد علي رضا قزويني زاده كان يقبض حصته من رصيد البدلات بعد حسم قيمة النفقات المشتركة منها من قبل اللجنة المؤلفة من المستأجرين لذلك دون معارضة وفق صورة المستند رقم ١٢ المرفق بلائحة المستأنف فؤاد بدير الابتدائية تاريخ ٢٠٠٥/٧/١٩.

وحيث يتبين من افادة المستأنف عليه السيد عبد الاله قزويني زاده لدى استجوابه من المحكمة ان وكيل المالكين ابلغهم بأن المستأجرين يحسمون النفقات المشتركة من بدلات الايجار ويسلموه الرصيد بعد ذلك وانه أي المالك لم يتقدم بأي اعتراض أو تحفظ تجاه المستأجرين ولكن الوكيل فعل ذلك وتحفظ.

وحيث ثابت ان تصرف المستأجرين بتأليف لجنة لادارة المبنى والخدمات المشتركة استمر حتى عام ٢٠٠٥ دون ان يتخذ المالكون أي موقف يثبت معارضتهم في ذلك.

وحيث ان التحفظ المدلى به من قبل وكيل المالكين في حينه على كتاب اثبات تسلمه الرصيد والايصالات المتعلقة بادارة المبنى من قبل لجنة المستأجرين لا يؤخذ به لجهة اثبات المعارضة في ذلك لا سيما وان هذا التحفظ جاء في الايصال الأول عامّاً دون تحديد ما يتضمنه.

وحيث من مجمل ما تقدم يتبين ان الجهة المالكة وعلى فرض عدم توكيلها ضمناً للمستأجرين بالإجماع بادارة المبنى وتأمين الخدمات المشتركة وتسليمها رصيد البدلات الا انها، اقله، كانت موافقة ضمنياً على قيام المستأجرين بما جرى وصفه من وقائع.

وحيث بالتالي فان البدلات موضوع الانذار المتذرع به من الجهة المستأنف عليها لاسقاط حق المستأنفين في التمديد القانوني لاجارة كل منهم في جزئها غير المسدد انما يكتنف توجبها وثبوتها وترتبها بذمة المستأجرين المستأنفين نزاع جدي تبعاً لترسخ فكرة موافقة المالكين الضمنية على عمل لجنة المستأجرين في ذهن المستأجرين.

وحيث ان النزاع الجدي المذكور في البدلات موضوع الانذارات المتذرع بها من المالكين المستأنف عليهم في جزئها غير المسدد من شأنه تعطيل مفاعيل الانذارات المذكورة لثبوت حسن نية المستأجرين المستأنفين.

وحيث تبعاً لذلك يكون طلب الجهة المستأنف عليها اسقاط اجارة كل من المستأنفين لعدم تسديد البدلات المبينة في الانذارات المتذرع بها مستوجب الرد كون البدلات موضوع هذه الانذارات في جزئها غير المسدد يكتنفها نزاع جدي معطلاً لمفعول الانذارات المذكورة.

وحيث بذهاب الاحكام المستأنفة موضوع هذا الملف، بما ضم اليه، عكس ما تقدم، تكون هذه الاحكام واقعة في غير موقعها القانوني ويقتضي فسخها ورؤية الدعاوى انتقالاً والحكم مجدداً بردها لجهة اسقاط المستأنفين من حقهم بالتمديد القانوني للاجارة العائدة لكل منهم في العقار ٤٦٠٢ المصيطبة.

وحيث لجهة طلب المستأنف عليهم الزام المستأنفين بتسديد الارصدة من البدلات المترتبة بذمتهم حتى آخر عام ٢٠٠٤، فانه سنداً لما استثبتته المحكمة يكون هذا الطلب مكتنفاً بنزاع جدي يحول دون اجابته لما يتطلبه من اجراء محاسبة شاملة تتعلق بالادارة والمحاسبة للمبنى عن الاعوام المطالب بها فيقتضي لذلك فسخ الأحكام المستأنفة لهذه الجهة والحكم مجدداً بردها لعدم الثبوت.

وحيث كذلك وتبعاً لعدم اسقاط اجارة المستأنفين يكون حق المالكين بالمطالبة ببدل المثل مستوجباً الرد لعدم تحقق شرط ذلك ويفسخ حفظ حقهم بالمطالبة بذلك.

وحيث سنداً لمجمل ما تقدم يقتضي قبول الاستئناف الأساسي والاستئنافات المضمومة اساساً وفسخ الأحكام المستأنفة موضوع هذا القرار برمتها ورؤية الدعاوى انتقالاً والحكم مجدداً بردها برمتها.

وحيث لم يعد من حاجة لبحث سائر ما اثير من اسباب ومطالب ويقتضي ردها.

وحيث لجهة طلب ادخال رياض جلول وفارس ابو سمرا في النزاع فأنه يقتضي رده لعدم الفائدة والتلازم.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

أولاً: قبول الاستئناف الراهن والاستئنافات المضمومة شكلاً.

ثانياً: رد طلب ادخال رياض جلول وفارس أبو سمرا في النزاع.

ثالثـاً: قبول الاستئناف الراهن والاستئنافات المضمومة اساساً وفسخ الأحكام موضوع هذه الاستئنافات ورؤية الدعاوى انتقالاً والحكم مجدداً بردها برمتها للاسباب المبينة في متن هذا القرار.

رابعاً: رد سائر ما اثير من أسباب ومطالب.

خامساً: تضمين المستأنف عليهم كامل الرسوم والمصاريف والاتعاب واعادة مبالغ التأمين لكل من المستأنفين.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في جبل لبنان الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سعد جبور والمستشارتان لينا سركيس ورنده كفوري

القرار: رقم ١٥٥ تاريخ ٢٠٠٩/٤/٣٠

حسن حيدر احمد/ ناصيف ضاهر

- دعوى الزام بالإفراز والتسجيل – «اتفاقية مشاركة عقارية» التزم بموجبها الفريق الأول بتقديم عقاره مقابل التزام الفريق الثاني بانشاء بناء عليه من ماله الخاص – قيام الفريق الثاني ببيع اربع شقق ومستودع من المدعي – ورود مقدمة في جميع العقود تفيد قيام البائع بتنفيذ مشروع بناء على عقار المالك والحصة العائدة لكل منهما في ذلك المشروع – تحديد «اتفاقية المشاركة» لحقوق وموجبات كل من فريقيها – ليس في حرفية أو مضمون تلك الاتفاقية ما يدل أو يستفاد منه نية أو قصد الفريقين تأسيس شركة أو قيام شركة فعلية أو منشأة بصورة فعلية بينهما – ثبوت تحديد مسؤولية المالك بما قدّمه – فسخ الحكم المستأنف لجهة قضائه بوجود شركة تضامن منشأة بصورة فعلية بين فريقي الاتفاقية المذكورة واعتبارهما مسؤولين بالتضامن عن ديونها.

- ثبوت علم المشتري (المستأنف عليه المدعي بداية) باتفاقية المشاركة بين البائع ومالك العقار (المستأنف المقرر ادخاله بداية) – عدم ذكر وجود شقة في الطابق الأرضي بموجب تلك الاتفاقية وخرائط البناء – اعتبار تلك الشقة على فرض وجودها تشكل مخالفة بناء غير قابلة للتسوية وفقاً لتقريري الخبرة الفنية – اعتبار عقد بيع تلك الشقة مخالفاً للقانون – ابطال كل عقد يوجب أمراً لا يبيحه القانون عملاً بالمادتين ١٨٩ و١٩٢ م.ع. – رد الدعوى لجهة الالزام بانجاز وافراز وتسجيل الشقة المذكورة لعدم قانونيتها.

- عدم امكانية الزام المستأنف مالك العقار بانجاز وافراز البناء القائم على عقاره بالتكافل والتضامن مع البائع عملاً بمضمون «اتفاقية المشاركة» – فسخ الحكم المستأنف لجهة ما قضى به خلافاً لذلك – تصديقه لجهة الزام المقرر ادخاله المالك مع المدعى عليه البائع بتسليم وتسجيل باقي الشقق لمصلحة المدعي – ليس من شأن الحكم القاضي بفسخ «اتفاقية المشاركة» سنداً للمواد ٢٤٥ وما يليها موجبات وعقود ما يوجب وجهة مخالفة لما تقدم سيما وأن المدعي لم يكن فريقاً في الدعوى المذكورة.

- عدم ثبوت كون المستودع الواقع في الطابق السفلي داخلاً بكامله في حصة البائع المدعى عليه – ثبوت تنازل الأخير عن حصته فيه لمالك العقار – ابطال عقد بيع ذلك المستودع – فسخ الحكم المستأنف لجهة الزامه المالك المقرر ادخاله بافراز وتسجيل المستودع المذكور ورد مطالبة المدعي الرامية الى ذلك.

بناءً عليه،

وعطفاً على القرار الصادر في ٢٠٠٧/٦/٧ فانه يقتضي البت في باقي نقاط الدعوى.

أولاً – عن مجمل الاسباب المدلى بها:

حيث ان وقائع هذه الدعوى وكما تستفاد من الملف تتلخص بما يلي:

ان المستأنف يملك كامل العقار رقم ٢٤٥٦/الحدث وتبلغ مساحته ٤٧٢م٢. وبموجب "اتفاقية مشاركة عقارية" منظمة في ١٩٩٤/١٢/٢٨ وموقعة من

المستأنف والمستأنف عليه الحاج حسين محمد علي فواز تم الاتفاق بينهما على ان يقدم الفريق الأول المستأنف عقاره رقم ٢٤٥٦/الحدث وعلى ان يقوم المستأنف عليه – الفريق الثاني – حسين فوام بتمويل انشاء بناية على العقار ٢٤٥٦ من ماله الخاص بعد جرف البناء القائم حالياً على مسؤوليته ويشتمل البناء على مستودع في الطابق السفلي ومحلات في الطابق الأرضي واربعة طوابق – وطابق المر.

وبموجب البند ثالثاً من اتفاقية المشاركة تعهد الفريق الثاني فور التوقيع على هذه الاتفاقية بتقديم خرائط البناء كاملة موقعة من المهندس وتعهد الفريق الأول بتنظيم وكالة خاصة باسم الفريق الثاني تخوله المطالبة بتكوين الصحيفة العينية للعقار والحصول على المستندات المطلوبة والتوقيع على الرخص والمعاملات اللازمة لمباشرة البناء. وعملاً بالبند رابعاً: بعد المباشرة بالبناء وانجاز المستودع والطابق الأرضي تـوزع الأقسام المختلفة بين الفريقين المذكورين بنسبة ٥٠% لكل منهما فيما يعود للطوابق الخمسة المنفذة قانوناً بما فيها الطابق الأرضي المؤلف من محلات تجارية والمستودع تحت الطابق الأرضي.

وعملاً بالبند سابعاً: بعد انجاز واتمام المستودع والطابق الارضي وتحديد حصة كل من الفريقين في كامل البناء استناداً الى الخرائط التفصيلية له ينظم الفريق الأول باسم الفريق الثاني وكالة خاصة تخوله بيع حصصه على أساس بيع قسم واحد منها كلما أنجز قسماً آخر بدءاً من الطابق الأول وفي حال انجاز واتمام كامل الأقسام العائدة للفريق الأول وتسليمها له جاهزة ومعدة للاشغال يعود للفريق الثاني حرية التصرف بثلاثة أرباع حصته في هذا المشروع على ان يتصرف بكامل هذه الحصص متى انهى اعمال الفرز وسلم الفريق الأول جميع سندات التمليك للاقسام الخارجة بنصيبه ضمن المهلة القصوى المحددة لانجاز البناء كاملاً قبل شهر حزيران ١٩٩٧ على ان تصدر هذه السندات باسم الفريق الأول أو من يسميه. وبموجب البند ثامناً تعهد الفريق الثاني البدء باعداد الخرائط وتقديم رخصة البناء فوراً ومن ثم مباشرة الهدم والحفر والبناء على ان لا تستغرق مدة انجاز البناء كاملاً آخر شهر حزيران ١٩٩٧. وبموجب البند تاسعاً تعهد الفريق الثاني بدفع جميع نفقات ورسوم الصحيفة العينية ورسوم ونفقات رخصة البناء وجميع نفقات وكلفة البناء حتى الانجاز التام ورسوم الفرز حتى الحصول على سندات التمليك لجميع أقسام هذا البناء وكل ما يتطلبه هذا المشروع من مصاريف لحظت في الاتفاقية او لم تلحظ ولا يتحمل الفريق الأول أي مبلغ مهما كان سببه ومنشأه وقيمته. وعملاً بالبند ١٢ كل مخالفة يرتكبها الفريق الثاني أو من يعمل لحسابه في البناء وكل اخلال بين الفريق الثاني والغير بشأن أي اتفاق أو عقد يجريه معه تعود مسؤوليته ونتائجه على عاتقه لوحده. كما تضمنت الاتفاقية بعض البنود الأخرى والحق بها ملحقاً بمواصفات وتفصيل البناء المنوي تشييده. وفي نفس التاريخ نظم توزيع أولي لمشروع بناية ٢٤٥٦/الحدث وقع من الفريقين ويستفاد منه ان الطابقين الأول والثالث يعودان للفريق الأول وان الطابقين الثاني والرابع يعودان للفريق الثاني. كما نص الاتفاق على كيفية توزيع طابق المر والمحلات.

بموجب خمسة عقود بيع مؤرخة في ١٩٩٧/١١/١٢ موقعة من الفريق الأول الحاج حسين محمد علي فواز والحاج ناصيف ضاهر، كفريق ثان باع الفريق الأول من الفريق الثاني كامل المستودع الكائن في الطابق السفلي والشقة الكائنة في الطابق الأرضي من الجهة الشرقية والشقة الكائنة في الطابق الثاني للجهة الجنوبية الغربية والشقة الواقعة في الطابق الثاني للجهة الشرقية والشقة الواقعة في الطابق الرابع للجهة الجنوبية الغربية من العقار ٢٤٥٦/الحدث. وحدد كل عقد من هذه العقود ثمن المبيع ونصت جميع العقود على قبض الفريق الأول كامل الثمن من الفريق الثاني. وجاء في مقدمة جميع العقود ان الفريق الأول يقوم بتنفيذ مشروع بناء على العقار ٢٤٥٦ الحدث بغية افرازه الى حقوق واقسام مختلفة بحيث يخرج بنصيبه ما يزيد عن ٥٠% من المشروع الذي شارف على النهاية واعطيت عقود البيع الخمسة تاريخاً صحيحاً لدى الكاتب العدل غسان البزي، خلال العام ٩٨ – ربما ١٩٩٨/٢/٤ وحملت الأرقام ٨٨٩ و٨٩٠ و٨٩١ و٨٩٢ و٨٩٣.

وتبين ان المدعي ناصيف ضاهر تقدم بدعواه الحاضرة بتاريخ ١٩٩٨/٤/١١ وتقرر بتاريخ ١٩٩٨/٤/١٤ ابلاغ القاضي العقاري في جبل لبنان لوضع اشارة الدعوى على صحيفة العقار ٢٤٥٦/الحدث. وبعد اجراء التبادل في الدعوى وبنتيجة المحاكمة صدر الحكم المستأنف وقضى تحت البند ٣ – بما يلي:

"الزام المدعى عليه والمقرر ادخاله بافراز البناء القائم على العقار رقم ٢٤٥٦/الحدث. بتسليم وتسجيل المستودع الكائن في الطابق السفلي والشقة الكائنة في الطابق الثاني الجهة الشرقية، والشقة الكائنة في الطابق

الرابع الجهة الجنوبية والشقة الكائنة في الطابق الثاني الجهة الغربية الجنوبية والشقة الكائنة في الطابق الأرضي الجهة الشرقية في البناء القائم على العقار المذكور أعلاه وذلك بالتكافل والتضامن بين المدعى عليه والمطلوب ادخاله خلال مهلة شهرين من تاريخ الابلاغ، تحت طائلة غرامة اكراهية قدرها خمسون الف ليرة ل. عن كل يوم تأخير".

ويطعن المستأنف فيما قضى به الحكم المستأنف ويطلب فسخه للاسباب العديدة الواردة في استئنافه ولوائحه والتي صار بيان مضمونها في قرارنا الصادر في ٢٠٠٧/٦/٧ والحكم بطلباته الواردة في خاتمة استئنافه ولوائحه.

وينازع المستأنف عليه ناصيف ضاهر في اقوال وطلبات المستأنف ويطلب ردها وتصديق الحكم المستأنف.

وحيث يقتضي البت في المنازعة كما استعيدت استئنافاً.

حيث يتبين من اتفاقية المشاركة المشار اليها اعلاه انها حددت حقوق وموجبات كل من الفريقين المتعاقدين فيها وجاءت بنودها واضحة وصريحة حول المشاركة وكيفية ووجه المشاركة. فالمستأنف قدم عقاره رقم ٢٤٥٦/ الحدث وتعهد المدعى عليه حسين فواز بالقيام بجميع الاعمال وبدفع جميع النفقات اللازمة لاقامة البناء بهدف انشاء بناء وتقاسم اقسامه بينهما بالنسبة والشكل المحددين في اتفاقهما، وليس في حرفية ولا في مضمون الاتفاقية ما يدل او يستفاد منه نية أو قصد الفريقين تأسيس شركة أو على قيام شركة فعلية أو منشأة بصورة فعلية بينهما ومن نوع شركات أو شركة التضامن لا بل يستفاد من الاتفاقية عكس ذلك تماماً فمسؤولية المستأنف محددة ومحصورة بما قدمه وهو العقار ٢٤٥٦/ الحدث.

في حين ان جميع نفقات انشاء البناء وتشييده وانجازه وافرازه هي على عاتق الفريق الثاني حسين فواز وحده ولا يتحمل الفريق الأول أي مبلغ مهما كان سببه ومنشأه وقيمته مما لا يدل ابداً على قيام أية شركة من نوع شركة التضامن بين الفريقين المذكورين. وبالتالي فان ما جاء في الحكم المستأنف من أن حقوق الفريقين وعملهما يدلان على توافر شروط الشراكة بينهما وعلى ان شركة منشأة بصورة فعلية تعتبر قائمة بينهما ومن شركات التضامن ويكون الشركاء فيها مسؤولين بالتضامن عن ديون الشركة (كذا في الحكم) يكون غير واقع في محله ومخالفاً لنص وروح ومضمون اتفاقية المشاركة المشار اليها والى بعض بنودها أعلاه، مما يقتضي عدم الأخذ بما جاء في الحكم المستأنف لهذه الناحية واهماله لعدم استناده الى أي اساس واقعي أو قانوني سليم. هذا مع العلم ان اياً من الفريقين لم يدع بداية وجود أي شركة بين المستأنف وبين حسين فواز وباقي هذه الشركة هي من نوع التضامن ومنشأة بصورة فعلية بينهما. هذا من جهة.

وحيث، من جهة أخرى فانه يتبين من عقود البيع الخمسة المؤرخة في ٩٧/١١/١٢، أنها موقعة من حسين فواز بصفته الشخصية وصرح في مقدمتها انه يقوم بتنفيذ مشروع بناء على العقار ٢٤٥٦/الحدث بغية افرازه بحيث يخرج بنصيبه ما يزيد عن ٥٠% من المشروع الذي شارف على النهاية. وان الفريق الثاني اطلع على المشروع في مراحله النهائية، وابرز الاخير مع استحضار دعواه صورة عن اتفاقية المشاركة واستند اليها. ومما جاء في استحضاره ان الشخص الثالث المطلوب ادخاله يملك العقار ٢٤٥٦/الحدث وان المدعى عليه أقام بناء على هذا العقار بالشراكة مع مالكه. وبالتالي فانه يستفاد مما جاء في الاستحضار الابتدائي ان المدعي ناصيف ناصر كان عالماً باتفاقية المشاركة ومطلعاً عليها وعلى احكامها وعلى ملكية حسن أحمد المستأنف للعقار. ويقتضي في ضوء ما تقدم كما وفي ضوء ما هو متوافر في الملف معرفة ما اذا كان ما قرره الحكم المستأنف مما هو مبين اعلاه، واقعاً في محله.

وحيث بالنسبة الى الشقة الواقعة في الطابق الارضي من البناء فان اتفاقية المشاركة لم تأت على ذكر وجود شقة في الطابق الأرضي بل على وجود اربعة محلات تجارية مع مدخل للبناية في الطابق الأرضي. هذا بالاضافة الى عدم وجود أي ترخيص ببناء الشقة وان الشقة على فرض وجودها تشكل مخالفة بناء غير قابلة للتسوية لان ارتكابها جاء بعد ١٩٩٤/١/١ – يراجع تقرير المهندس جهاد زين ص ١٠ – وتقرير الخبير ميشال عمون ص ٦ – فيكون موضوع عقد بيع هذه الشقة مخالفاً للقانون، "وباطل كل عقد يوجب امرا لا يبيحه القانون" عملاً بالمادتين ١٨٩ و١٩٢ م.ع. مما يقتضي فسخ ما قضى به الحكم المستأنف لهذه الناحية ورد مطالبه المدعي، المستأنف عليه بالنسبة الى الشقة الواقعة في الطابق الارضي لعدم قانونيتها.

وحيث بالنسبة الى الشقق الثلاث موضوع عقود البيع والواقعة في الطابقين الثاني والرابع فمن الواضح من اتفاقية المشاركة ان الطابقين الثاني والرابع يعودان

بكاملهما للفريق الثاني حسين فواز في حين يعود الطابقان الأول والثالث للمستأنف وقد اعترف الأخير بذلك لدى استجوابه كما اعترف باستلامه الطابقين الأول والثالث وبان ابنته تسكن في الطابق الثالث وبالتالي فكان يعود لحسين فواز بيع الشقق الثلاث موضوع هذه الدعوى والواقعة في الطابقين الثاني والرابع وعلى مسؤوليته. وحيث تبعاً لما تقدم فاذا كان المستأنف ملزماً بتسليم وتسجيل هذه الشقق على اسم المستأنف عليه ناصيف ضاهر فور الانتهاء من عملية الافراز فان عبء ونفقات القيام بانجاز هذه الشقق وجعلها صالحة للغاية المعدة لها وبافراز البناء القائم على العقار ليس ملقى على عاتق المستأنف بحسب اتفاقية المشاركة فيكون الحكم المستأنف في الزامه المقرر ادخاله – المستأنف – بافراز البناء القائم على العقار ٢٤٥٦/ الحدث بالتكافل والتضامن مع المدعى عليه خلال مهلة شهرين من تاريخ الابلاغ، تحت طائلة غرامة اكراهية قدرها خمسون الف ليرة لبنانية عن كل يوم تأخير (كذا) غير واقع في محله لهذه الناحية مما يقتضي فسخ ما قضى به لهذه الجهة ورد المطالبة بالزام حسن حيدر احمد باكمال الشقق وانجازها وبافراز البناء لعدم مسؤوليته عن ذلك. ومع مراعاة ما تقدم تصديق باقي ما قضى به الحكم من الزام المقرر ادخاله حسن حيدر احمد مع المدعى عليه حسين فواز بتسليم وتسجيل الشقة الواقعة في الطابق الثاني الجهة الشرقية والشقة الكائنة في الطابق الثاني الجهة الغربية الجنوبية والشقة الكائنة في الطابق الرابع الجهة الجنوبية. وليس من شأن الحكم الصادر بتاريخ ٢٠٠٣/٧/٣ ان يوجب وجهة مخالفة لما تقدم سيما وان الحكم المذكور قضى بفسخ اتفاقية المشاركة سنداً للمواد ٢٤٥ وما يليها موجبات كما لم يكن المستأنف عليه ناصيف ضاهر فريقاً في الدعوى المذكورة.

وحيث بالنسبة الى المستودع الكائن في الطابق السفلي فمن الواضح من عقد بيعه ان حسين فواز باع من ناصيف ضاهر كامل المستودع الكائن في الطابق السفلي وتعهد بتسليمه ناجزاً وشاغراً من أي شاغل جاهزاً للاستعمال في حين يتبين من اتفاقية المشاركة ان المستودع تحت الطابق الأرضي يوزع بين الفريقين بنسبة ٥٠% لكل منهما فلا يكون المستودع بكامله داخلاً في حصة ونصيب حسين فواز ويكون نصف المستودع أي ١٢٠٠ سهماً منه عائداً للمستأنف ولا دليل في الملف يثبت عكس ذلك. ليس هذا فحسب بل يستفاد من المستندات التي أبرزها المستأنف تنازل الفريق الثاني حسين فواز عن حصته البالغة ١٢٠٠ سهماً في المستودع لصالح المستأنف بتاريخ ١٩٩٨/١/٧. فيكون عقد بيع حسين فواز لكامل المستودع باطلاً ويكون الحكم المستأنف في الزامه المقرر ادخاله المستأنف بافراز وتسليم وتسجيل المستودع الكائن في الطابق السفلي غير واقع في محله فيفسخ ما قضى به لهذه الجهة وترد مطالبة المدعي الرامية الى ذلك.

وحيث بالنظر الى النتيجة التي خلصت اليها المحكمة واقرت اعلاه لم يعد من حاجة أو داع للبحث في باقي ما أدلي به أما لأنه يلقى رداً صريحاً أو ضمنياً مما صار بيانه وتقرر أعلاه – أو لعدم الجدوى من بحثه كما ورد المطالبة بادخال جمعية المالكين لعدم وجود أي جمعية بعد طالما ان العقار لم يفرز بعد. كما ورد طلب ادخال بقية المشترين لعدم تقديم أي طلب بادخالهم اصولاً.

حيث لم يتوافر ما يبرر الحكم بالعطل والضرر فتكون المطالبة بذلك مردودة ومن أي جهة أتت.

لهذه الأسباب،

وعطفاً على القرار الصادر عن هذه المحكمة بتاريخ ٢٠٠٧/٦/٧ المشار إليه والى منطوقه أعلاه.

تقرر المحكمة بالاتفاق:

أولا: وفي الاساس: ١ – بالنسبة الى الشقة الكائنة في الطابق الأرضي الجهة الشرقية قبول الاستئناف وفسخ ما قضى به الحكم المستأنف بالنسبة الى هذه الشقة وبعد رؤية الدعوى انتقالاً الحكم برد مطالبة المدعي ناصيف ضاهر بالنسبة الى هذه الشقة لعدم قانونيتها.

٢ – بالنسبة الى الشقة الكائنة في الطابق الثاني الجهة الشرقية والى الشقة الكائنة في الطابق الثاني الجهة الجنوبية الغربية والى الشقة الكائنة في الطابق الرابع الجهة الجنوبية الغربية فسخ ما قضى به الحكم المستأنف من الزام المقرر ادخاله – المستأنف – بافراز البناء القائم على العقار ٢٤٥٦/الحدث وذلك بالتكافل والتضامن بين المدعى عليه والمطلوب ادخاله خلال مهلة شهرين من تاريخ الابلاغ، تحت طائلة غرامة اكراهية قدرها خمسون ألف ليرة لبنانية عن كل يوم تأخير.

والحكم بعد رؤية الدعوى انتقالاً لهذه الجهة برد مطالبة المدعي ناصيف ضاهر لهذه الجهات، ومع مراعاة ما تقدم تصديق باقي ما قضى به الحكم المستأنف من الزام المقرر ادخاله بتسليم وتسجيل هذه الشقق.

٣ – بالنسبة الى المستودع الكائن في الطابق السفلي فسخ ما قضى به الحكم المستأنف من الزامه المقرر ادخاله – المستأنف – بافراز وتسليم وتسجيل المستودع المذكور والحكم برد مطالبة المدعي ناصيف ضاهر الرامية الى ذلك.

ثانياً: رد الاسباب والطلبات الزائدة والمخالفة.

ثالثاً: شطب اشارة الدعوى بالنسبة الى الشقة الواقعة في الطابق الأرضي والى المستودع الكائن في الطابق السفلي فور صيرورة هذا القرار مبرماً، وشطب اشارة الدعوى عن باقي الشقق بعد انفاذ الحكم الصادر بخصوصها.

رابعاً: اعادة التأمين. وتضمين المستأنف ثلث النفقات عن هذه المحاكمة وعن المحاكمة الابتدائية وتضمين المستأنف عليه ناصيف ضاهر ثلثي النفقات عن هذه المحاكمة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في جبل لبنان
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة الهام عبدالله والمستشاران وفاء تيماني وبسام الياس الحاج

القرار: رقم ٧ تاريخ ٢٠١٠/١/١٩

دوري شعيا ورفاقه/ البر ماركوسيان ورفيقه

- مؤسسة تجارية – دعوى ترمي الى اعلان صورية الثمن المدرج في عقد البيع الجاري عليها بين المدعى عليهما – دفع بانتفاء مصلحة المستأنفين المدعين تبعاً لسقوط حقهم في تملك المؤسسة بالافضلية ضمن مهلة العشرة أيام القانونية – طبيعة المهلة المحددة للمالك لممارسة حقه بتملك المؤسسة التجارية بالأفضلية – مهلة اسقاط تبدأ من تاريخ تبلغه عقد البيع أو التفرغ – عدم قابلية المهلة المذكورة للوقف او الانقطاع أو التمديد – ادعاء المالك بصورية ثمن المبيع ليس من شأنه تمديد تلك المهلة – ثبوت انقضاء مهلة العشرة أيام القانونية دون استعمال المستأنفين المالكين حقهم في تقديم دعوى تملك المؤسسة التجارية موضوع النزاع بالأفضلية – ادعاء الأخيرين بصورية الثمن على الشكل الحاصل فيه ليس من شأنه ان يجعل تلك المهلة معلقة أو ممددة – انتفاء أية مصلحة قانونية قائمة ومباشرة للمستأنفين في طلب اعلان صورية الثمن تبعاً لسقوط حقهم في تملك المؤسسة موضوع النزاع بالأفضلية – رد الدعوى سنداً لأحكام المادة ٩ أ.م.م.

- عدم تسجيل عقد البيع الجاري على المؤسسة في السجل التجاري وعدم اجراء معاملات النشر اللازمة بشأنه لا يغيّر من النتيجة المقررة – مالك العقار ليس معنياً بهذه المعاملات التي تستهدف الدائنين – حفظ حقوق المالك المذكور بموجب معاملة التبليغ وحدها – رد الادلاءات المخالفة.

بناءً عليه،

حيث ان الاستئناف مقدم ضمن المهلة القانونية وجاء مستوفياً سائر شروطه الشكلية المفروضة قانوناً، فيكون مقبولاً من جهة الشكل.

وحيث من جهة الموضوع، يتبين أن الدعوى المساقة من المستأنفين ترمي، وكما عرضت بدايةً واستعيدت استئنافاً، الى اعلان صورية الثمن المدرج في عقد البيع الجاري بين المستأنف عليهما على المؤسسة التجارية الكائنة بملك المستأنفين في العقار رقم ٦٨٠/فرن الشباك والمسماة "صيدلية فرن الشباك الجديدة – New Pharmacy".

وحيث ان الحكم المستأنف قضى برد الدعوى لجملة أسباب منها، إنتفاء مصلحة المستأنفين المدعين فيها لسقوط حقهم في تملك المؤسسة التجارية بالافضلية بعد أن انقضت المهلة القانونية المحددة لممارسة هذا الحق، وانه كان يفترض بهم التقدم بدعوى التملك خلال المهلة القانونية مرفقة بكفالة بقيمة الثمن المحدد في عقد البيع المبلغ منهم والمطالبة بإعلان صورية هذا الثمن، ليصار الى تسديد القيمة الفعلية والحقيقية لمالك المؤسسة وبالتالي تملكها بالأفضلية.

وحيث يدلي المستأنفون بأن ما ذهب إليه الحكم المستأنف يتعارض مع مبادئ نظرية الصورية، إذ لا تخضع دعوى الصورية لأية شروط خاصة، حتى ولا لتلك التي تخضع لها الدعاوى التي تشكل دعوى الصورية مسألة مسبقة وضرورية لها، ومن له حق التملك بالافضلية له الصفة والمصلحة لإثبات الصورية وأنه قبل أن يتبلغ صاحب حق الافضلية جميع عناصر البيع وعلى الأخص الثمن الحقيقي وليس الثمن الوهمي، لا يستطيع أن يمارس حقه بالخيار، مما يجعل مهلة العشرة أيام المحددة قانوناً لممارسة حق الأفضلية غير سارية إلا من تاريخ ابلاغ المالك المؤجر العقد الحقيقي – الخفي الذي يتذرع به.

وحيث ان مهلة العشرة أيام المحددة للمالك لممارسة حقه بتملك المؤسسة التجارية بالافضلية والمنصوص عنها في الفقرة الأخيرة من المادة ١٢ من المرسوم الاشتراعي رقم ٦٧/١١ المضافة بموجب المرسوم الاشتراعي رقم ٧٧/٩٧، هي مهلة إسقاط تبدأ من تاريخ تبلغه عقد البيع أو التفرغ وهي غير قابلة بحكم طبيعتها للوقف أو الانقطاع أو التمديد ويترتب على إنقضائها دون استعمال الحق في التملك سقوط هذا الحق. وان ادعاء المالك بصورية ثمن البيع ليس من شأنه تمديد مهلة استعمال حق الافضلية أو أن يحل المالك من موجب تقديم دعواه ضمن المهلة القانونية، وذلك بصرف النظر عن صحة ما يدعيه بشأن الثمن، وعلى أن يضمن دعواه ما لديه من أسباب ومطالب بهذا الشأن، توصلاً لتحديد الثمن الحقيقي المتوجب دفعه فعلاً لمالك المؤسسة التجارية من أصل الكفالة المصرفية المرفقة بطلب التملك والمعادلة لقيمة الثمن المعين في العقد المبلغ من المالك.

وحيث وبالرجوع الى أوراق الملف، يتبين ان المستأنفين قد ابلغوا بتاريخ ٢٠٠٦/٣/١١ عقد التفرغ عن المؤسسة التجارية الجاري بين المستأنف عليهما، وذلك بواسطة المستأنف دوري شعيا، ولم يجر الطعن بالتبليغ حسب الاصول ولم يثبت عكس المندرجات الواردة في وثيقة التبليغ لجهة اقامتهم في مسكن واحد مع المستأنف المذكور، مما يقتضي اعتبار التبليغ صحيحاً ومنتجاً مفاعيله القانونية.

وحيث من الثابت كذلك أن المستأنفين لم يطلبوا تملك المؤسسة التجارية موضوع الدعوى ضمن المهلة القانونية، بل جاؤوا بهذه الدعوى طالبين اثبات صورية الثمن المدرج في عقد البيع تمهيداً لممارسة حقهم في الأفضلية بعد إبلاغهم الثمن الحقيقي للبيع، في حين أن حقهم هذا قد سقط لعدم استعماله ضمن المهلة المحددة قانوناً.

وحيث أن ادعاء المستأنفين بصورية الثمن، على الشكل الحاصل فيه، ليس من شأنه أن يجعل مهلة العشرة أيام المحددة لهم لطلب تملك المؤسسة التجارية بالأفضلية معلقة أو ممددة، اذ يبقى عقد التفرغ قائماً ومنتجاً مفاعيله القانونية لا سيما وان الصورية المدعى بها تطال أحد عناصر هذا العقد وليس العقد ذاته، فتنتفي بذلك أية مصلحة قانونية قائمة ومباشرة للمستأنفين في طلب اعلان صورية الثمن المدرج في عقد البيع الجاري بين المستأنف عليهما، وتكون دعواهم هذه مردودة لهذه العلة سنداً لأحكام المادة ٩ أ.م.م. ويكون الحكم المستأنف بما قضى به لهذه الجهة قد أحسن في تطبيق القانون على الوقائع التي استثبتها فيصدق وترد ادلاءات المستأنفين المخالفة لعدم استنادها الى أساس قانوني سليم.

وحيث ان مجاراة المستأنفين في ما ذهبوا اليه، من شأنه كذلك أن يؤدي الى عرقلة كل بيع يجري على مؤسسة تجارية وابقاء مصيره معلقاً مدة طويلة بإنتظار الفصل في دعوى اعلان الصورية ومن ثم في دعوى التملك بالأفضلية، الأمر الذي يتنافى مع غاية المشترع التي رمى اليها من وضع قانون المؤسسة التجارية والذي يهدف الى تأمين استقرار التعامل في المؤسسات التجارية وتمكين اصحاب العلاقة من تحديد أوضاعهم القانونية وممارسة الحقوق الملحوظة لهم في القانون خلال مهل زمنية قصيرة نسبياً، كمهلة العشرة أيام المشار اليها آنفاً. كما ان عدم تسجيل عقد البيع في السجل التجاري وعدم اجراء معاملات النشر اللازمة بشأنه، لا يغير في النتيجة المقررة إذ من المسلم به بعد التعديل الذي طال أحكام المادة ١٢ من المرسوم الاشتراعي رقم ٦٧/١١ بموجب المرسوم الاشتراعي رقم ٧٧/٩٧، ان مالك العقار لم يعد معنياً بهذه المعاملات والتي تستهدف الدائنين وان حقوق المالك محفوظة بموجب معاملة التبليغ وحدها.

وحيث بالنتيجة يقتضي رد الاستئناف برمته لوقوعه في غير محله القانوني، ولم يعد من حاجة أو موجب للبحث في سائر ما أدلي به من أسباب ومطالب لعدم الجدوى أو لكونها قد لاقت رداً ضمنياً في ما سبق، وترد طلبات العطل والضرر لعدم توافر شروط الحكم بها.

لهذه الأسباب،

تقرر المحكمة بالاتفاق:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً ورده أساساً وتصديق الحكم المستأنف.

ثانياً: تضمين المستأنفين النفقات القانونية كافة ومصادرة التأمين الاستئنافي ورد ما زاد أو خالف.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في جبل لبنان
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة الهام عبدالله والمستشاران وفاء تيماني وبسام الياس الحاج

القرار: رقم ١٠ تاريخ ٢٠١٠/١/١٤

قاسم جابر/ هاني كنج ورفاقه

- طلب اخراج اسهم عقارية من دائرة الحجز – عقد بيع ممسوح غير مسجل نهائياً في السجل العقاري – قيد احتياطي – القاء الحجز التنفيذي على كامل العقار ووضع اشارته بعد انقضاء مهلة ذلك القيد – ترقين القيد المذكور بناءً لطلب المستأنف عليهم المنفذين – ثبوت علم الأخيرين بواقعة شراء الأسهم المطلوب اخراجها من الحجز من قبل المستأنف ووضع قيد احتياطي بالبيع قبل التنفيذ على العقار – تقرير اخراج تلك الاسهم من دائرة الحجز بعد فسخ الحكم المستأنف القاضي بخلاف ذلك.

- مخالفة للمستشار بسام الياس الحاج.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان الإستئناف الحاضر ورد ضمن المهلة القانونية وجاء مراعياً لسائر الشروط الشكلية المفروضة مما يوجب قبوله شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

وعن مجمل الاسباب المدلى بها.

حيث ان الوقائع التي تثبت منها القرار المستأنف وغير المنازع فيها تفيد شراء المستأنف من المستأنف عليه محمد كنج كامل الاسهم التي يملكها والبالغة ٥٢٥ سهماً في العقار رقم /٧٠٠٠/ من منطقة الشياح العقارية، ابرما بشأنها عقد بيع ممسوح بتاريخ ٢٠٠٣/١/١٤، وقام المستأنف بنتيجة ذلك بوضع اشارة قيد احتياطي بالبيع لمدة شهر على الصحيفة العينية تمهيداً لاستكمال اجراءات نقل الملكية على اسمه اصولاً، وانه وبتاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٠ وبعد القاء الحجز التنفيذي على العقار /٧٠٠٠/ الشياح تم وضع اشارة الحجز التنفيذي رقم ٢٠٠٤/١٧٩ لمصلحة المستأنف بوجه المستأنف عليه محمد كنج، وبتاريخ لاحق تم ترقين القيد الاحتياطي المذكور بناء لطلب المستأنف عليهم المنفذين.

وحيث يقتضي التنويه ابتداءً واستناداً الى ما تقدم ان الجهة المستأنف عليها وهي صاحبة الحق بالتنفيذ على اموال مدينها محمد كنج، كانت تعلم – بإنتقال اسهم هذا الاخير الى المستأنف في العقار /٧٠٠٠/ الشياح، سيما وان ترقين القيد الاحتياطي الموضوع لمصلحة المستأنف على اسهم محمد كنج في العقار رقم /٧٠٠٠/ الشيّاح، حصل بناءً لطلبها وبعد فترة غير طويلة على وضع القيد المذكور لإستكمال اجراءات نقل الملكية على اسم المستأنف أصولاً.

وحيث أنه في ضوء الواقع الثابت فيما تقدم فإن هذه الاسهم المشتراة من المستأنف والثابت تسجيل قيد احتياطي بالبيع المذكور قبل التنفيذ عليها من قبل الجهة المستأنف عليها التي تستند الى واقعة انتهاء مفعول هذا القيد بإنتهاء مدته، للقول بأن هذه الاسهم هي عائدة لمدينها، ولها حق ارتهان عام عليها يجيز لها بنتيجته التنفيذ، تؤكد ثبوت واقعة الشراء من جهة، وثبوت علم المستأنف عليهم بهذه الواقعة من جهة أخرى.

وحيث بثبوت هاتين الواقعتين ترى المحكمة اخراجها من دائرة الحجز، مما يوجب فسخ القرار المستأنف الذي قضى بخلاف ما تقدم.

وحيث انه وبعد فسخ القرار المستأنف، يقتضي نشر الدعوى ورؤيتها انتقالاً والحكم مجدداً باخراج الاسهم الـ(٥٢٥) من العقار /٧٠٠٠/ الشياح موضوع تعاقد المستأنف مع محمد حسن كنج من دائرة الحجز.

وحيث يقتضي رد الاسباب والمطالب الزائدة والمخالفة.

لذلك،

تقرير بالأكثرية:

– قبول الإستئناف شكلاً وقبوله أساساً والحكم مجدداً بإخراج الاسهم الـ/٥٢٥/ من العقار /٧٠٠٠/ الشياح والتي كانت موضوع تعاقد بين المستأنف ومحمد حسن كنج من دائرة الحجز.

٢ – رد ما زاد أو خالف.

٣ – اعادة التأمين الاستئنافي.

٤ – تضمين الجهة المستأنف عليها النفقات القانونية كافة.

❖ ❖ ❖

مخالفة

خلافاً لما ذهبت اليه أكثرية المحكمة لجهة فسخ القرار المستأنف والحكم مجدداً بإخراج الاسهم المحجوزة موضوع النزاع من دائرة الحجز، أرى أنه كان يقتضي تصديق القرار المستأنف من حيث النتيجة التي انتهى اليها ورد الاستئناف لعدم جدية الأسباب المدلى بها، وذلك في ضوء الأحكام القانونية التي ترعى نظام السجل العقاري والقيود الاحتياطية وآثارها وظروف القضية.

وبالفعل،

حيث يتبين من أوراق الملف، أن ملكية الأسهم المحجوزة في العقار موضوع النزاع لا تزال جارية على اسم المنفذ عليه وان اشارة القيد الاحتياطي بعقد البيع المنظم لمصلحة المستأنف قد وضعت على صحيفة العقار المذكور بتاريخ ٢٠٠٣/٢/٧ لمدة شهر، تمهيداً لإستكمال اجراءات نقل الملكية وان قرار الحجز المعترض عليه وضعت اشارته على صحيفة العقار بتاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٠، أي بعد انتهاء مدة القيد الاحتياطي، ودون أن يكون قد تم تسجيل الحق نهائياً أو إقامة دعوى بشأنه.

وحيث بالتالي، فإن القيد الاحتياطي المتذرع به من قبل المستأنف كان قد أصبح بدون مفعول أو أثر بتاريخ تسجيل قرار الحجز لإنقضاء مدته وعدم طلب تجديده. ولا يؤثر في ذلك عدم ترقين اشارة القيد الاحتياطي إلا بعد تسجيل إشارة الحجز وبناء على طلب الحاجز، لأن سقوط القيد الاحتياطي في هذه الحالة هو حكمي وبقوة القانون، ومن المقرر بمقتضى أحكام البند ٦ من المادة الأولى من القانون رقم ٧٦ تاريخ ١٩٩٩/٤/٣، انه اذا لم تقم الدعوى أو لم يتم تسجيل الحق نهائياً يرقن أمين السجل العقاري تلقائياً وحكماً أو بناء لطلب كل ذي مصلحة القيود الاحتياطية المبينة في هذه المادة.

وحيث ان المبدأ الذي يرعى القيود النهائية في السجل العقاري، يعطي هذه القيود قوة ثبوتية وعلنية مطلقة ولا يسري أي اتفاق يرمي الى إنشاء حق عيني أو الى نقله أو إعلانه أو تعديله أو إسقاطه إلا اعتباراً من تاريخ قيده في السجل العقاري، وذلك عملاً بأحكام المواد ٩ و١٠ و١١ من القرار رقم ١٨٨ العام ١٩٢٦. ويكون للدائن أن يلقي الحجز على عقار مدينه الذي لا يزال مسجلاً في السجل العقاري على إسم المدين وبالتالي مملوكاً له.

وحيث ان قضاء التنفيذ وبمعرض نظره بالمنازعة المثارة امامه حول ملكية العقار المحجوز والخاضع لنظام السجل العقاري، وعلى غرار قضاء الأمور المستعجلة، يأخذ بظاهر القيود العقارية ولا يعود له اتخاذ أي تدبير ولو مؤقت يتعارض معها، بصرف النظر عن مدى علم الدائن الحاجز بعقد البيع العادي المجرى من المدين أو حسن نيته، إذ ان البحث في هذه المسألة محله أمام محكمة الأساس المختصة وليس أمام قضاء التنفيذ، لما يستلزمه ذلك غالباً من تحقيقات معمقة وموسعة وما يثيره من نزاع جدي حول الوقائع المثارة مما يرفع يد قضاء التنفيذ عن القضية، لا سيما في حال عدم وجود اشارة قيد احتياطي أو سقوط الاشارة المسجلة أو عدم وجود اشارة دعوى، وفي ضوء عدم توافر ما من شأنه أن يدحض القرينة الواقعية المعتادة حول حصول تواطؤ بين المحجوز عليه والغير إضراراً بالدائن حيث يتبين من أوراق الملف وأقوال الفريقين ان عقد البيع المتذرع به معقود بين المحجوز عليه محمد حسن كنج وصهره المستأنف قاسم جابر بواسطة زوجة هذا الأخير أي شقيقة المحجوز عليه وعلى إثر صدور الحكم الجزائي الجاري تنفيذه.

وحيث في أي حال، وعلى فرض القول بجدية الاسباب المدلى بها، كان على اكثرية المحكمة أن تقرر إخراج الاسهم المحجوزة من دائرة الحجز بصورة مؤقتة وتكليف صاحب العلاقة مقدم المشكلة مراجعة محكمة الاساس المختصة لإثبات حقوقه، وذلك ضمن مهلة تحددها له تحت طائلة متابعة التنفيذ في حال عدم تقديم تلك المراجعة، وذلك وفق أحكام الفقرة ٢ من المادة ٨٢٩ أ.م.م. التي تحدد اصول النظر في مشاكل التنفيذ غير المتعلقة بالاجراءات، وهذه

المنازعة وبخلاف ما قرره القرار المستأنف هي من هذا القبيل، كونها تتعلق بمنازعة موضوعية تخرج عن اطار اجراءات التنفيذ وترمي في حقيقتها الى ادعاء استحقاق ملكية الاسهم المحجوزة في العقار موضوع النزاع. وإن عدم إيراد المشترع اللبناني لأية قواعد خاصة تنظم دعوى استحقاق العقار المحجوز لا يبرر تمييزها من حيث طبيعتها والاصول المستعجلة الواجب إتباعها عند النظر فيها من قبل رئيس دائرة التنفيذ عن دعوى استحقاق المنقولات المحجوزة التي نظم المشترع أحكامها في المواد ٩٤٥-٩٤٧ أصول محاكمات مدنية. علماً ان عدم تخصيص قواعد خاصة بهذا الشأن مرده الى وجود واعتماد نظام السجل العقاري في لبنان واعتقاد المشترع بأن النصوص التي أوردها ضمن الفصل المتعلق بالحجز التنفيذي على العقار من شأنها أن توفر الحماية اللازمة للغير الذي يدعي استحقاق العقار المحجوز من خلال تمكينه من رفع دعوى إبطال قرار الاحالة أمام المحكمة المختصة، وذلك وفق أحكام الفقرة الأخيرة من المادة ٩٨٧ أصول محاكمات مدنية.

لهذه الأسباب،

اقتضى تدوين هذه المخالفة.

المستشار المخالف

القاضي بسام الياس الحاج

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في جبل لبنان
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة الهام عبدالله والمستشاران وفاء تيماني وبسام الياس الحاج

القرار: رقم ٤٩ تاريخ ٢٠١٠/٣/٤

م. ح./ أ. ش.

- معاملة تنفيذية – قرار شرعي صادر عن المحكمة الشرعية الجعفرية العليا – حضانة للوالد المنفذ – تقرير حبس الوالدة اكراهياً مدة شهرين لحين تسليم ابنتها الى الوالد – طلب وقف تنفيذ بالاستناد الى قرار صادر عن القاضي الشرعي الجعفري قضى بابقاء الابنة مع والدتها ريثما يبت بالدعوى المقدمة من الأخيرة امامه بموضوع الحضانة – خضوع الاحكام والقرارات الصادرة عن المحاكم المذهبية والشرعية في حال مخالفتها لقواعد الاختصاص أو لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام لرقابة أولية ومؤقتة من قبل دائرة التنفيذ التي أنيطت بها صلاحية تنفيذ تلك الأحكام والقرارات – سلطة رئيس دائرة التنفيذ في الامتناع عن تنفيذ الاحكام والقرارات المذكورة اذا كانت مخالفة للنظام العام أو لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام – القرارات القاضية بوقف تنفيذ الأحكام والقرارات المذهبية لا تنفذ الا اذا كانت صادرة وفق ذات الاصول التي صدرت فيها الأحكام والقرارات المقرر وقف تنفيذها – القواعد المذكورة تشكل قواعد عامة في تنفيذ الأحكام الدينية الصادرة عن محاكم استثنائية – وجوب اعتمادها ومراعاتها بالنسبة لمحاكم الطوائف الاسلامية طالما انه لا نصوص مخالفة تنظم هذا الموضوع بالنسبة لهذه الطوائف بحيث يصح اللجوء اليها قياساً لوحدة العلة –

سلطة رئيس دائرة التنفيذ في الامتناع عن التنفيذ في تلك الحالات تشمل الأحكام والقرارات المذهبية والشرعية على حد سواء دون تفريق – ثبوت كون القرار الشرعي المطلوب وقف التنفيذ على اساسه صادراً عن القاضي الشرعي الجعفري بناءً لطلب الوالدة المستأنفة بدون دعوة الخصوم فضلاً عن كونه غير موقع من القاضي في الخانة المخصصة لتوقيعه – عدم مراعاة حقوق الدفاع والأصول الشكلية الواجبة في اصدار قرارات وقف التنفيذ لا سيما وأن التنفيذ يتعلق بقرار صادر عن المحكمة الشرعية الجعفرية العليا نتيجة محاكمة وجاهية – مخالفة لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام – تصديق الحكم المستأنف القاضي برد طلب وقف التنفيذ.

بناءً عليه،

حيث ان رئيس دائرة التنفيذ قرر رد طلب وقف التنفيذ المقدم من المستأنفة وقد اتخذ قراره بالصورة الرجائية دون دعوة الخصم وسماعه فيكون القرار خاضعاً في استئنافه للأصول المرسومة في المادة ٦٠٣ أصول محاكمات مدنية.

وحيث ان الاستئناف مقدم وفق الاصول الواجبة وضمن المهلة القانونية وجاء مستوفياً سائر الشروط الشكلية المفروضة قانوناً، فيكون مقبولاً من جهة الشكل.

وحيث من جهة الموضوع، يتبين ان التنفيذ الجاري بوجه المستأنفة بمقتضى المعاملة التنفيذية موضوع هذا الاستئناف يستند الى قرار شرعي صادر عن المحكمة الشرعية الجعفرية العليا بتاريخ ٢٠٠٨/٦/٣ وهو يقضي بتصديق الحكم الصادر عن القاضي الشرعي الجعفري في بعبدا بتاريخ ٢٠٠٧/٥/٧ والقاضي بجعل حضانة الابنة زينب ساره مواليد ٢٠٠٦/٥/٢٤ لوالدها المنفذ. وان رئيس دائرة التنفيذ المناوب قرر بتاريخ ٢٠٠٩/٨/٢٠ حبس المستأنفة إكراهياً مدة شهرين لحين تسليمها الابنة الى المنفذ وان المستأنفة استحصلت بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٢٣ على قرار من القاضي الشرعي الجعفري في الشياح بإبقاء الابنة زينب ساره معها ريثما يبت بالدعوى التي قدمتها أمامه بموضوع حضانة، وان رئيس دائرة التنفيذ رد طلب وقف التنفيذ بالاستناد الى القرار المذكور مسنداً قراره الى عدة أسباب أوردها في متن القرار المستأنف ومن ثم بمعرض تأكيده على قراره بعد اطلاعه على الاستئناف المقدم بواسطة قلم دائرة التنفيذ. ومن هذه الاسباب عدم توقيع القرار الشرعي المطلوب وقف التنفيذ على اساسه من القاضي في الخانة المخصصة لتوقيعه وعدم مراعاة مبدأ الموازاة في الشكل كون القرار الشرعي الجاري تنفيذه والصادر عن المحكمة الشرعية العليا صدر نتيجة محاكمة علنية بعد دعوة الفريقين في حين ان القرار الشرعي المطلوب وقف التنفيذ على أساسه صدر دون دعوة الخصم وسماعه.

وحيث ان المحاكم الشرعية، وعلى غرار المحاكم المذهبية (الروحية)، هي محاكم استثنائية وخاصة وتخضع الاحكام والقرارات الصادرة عنها لرقابة الهيئة العامة لمحكمة التمييز في حال مخالفتها لقواعد الاختصاص أو لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام، وذلك وفق ما نصت عليه المادة ٤/٩٥ أصول محاكمات مدنية. كما تخضع في هذه الحالات ايضاً لرقابة أولية ومؤقتة من قبل دائرة التنفيذ التي أنيطت بها صلاحية تنفيذ الاحكام والقرارات الصادرة عن المحاكم الشرعية والمذهبية على اختلاف انواعها. وقد تسنى للمشترع اللبناني تكريس هذه الصلاحية الخاصة لدائرة التنفيذ في المادة ٢٦ من قانون ٢ نيسان ١٩٥١ المتعلق بتحديد صلاحيات المراجع المذهبية للطوائف المسيحية والطائفة الاسرائيلية وقبل ذلك بمقتضى المادة ٣١ من القرار رقم ٢٩٧٨ تاريخ ١٩٢٤/١٢/٥ المتعلقة بإنشاء محكمة حل الخلافات، حيث أعطي لدائرة التنفيذ ممثلة برئيسها وهو قاض عدلي، سلطة الامتناع عن تنفيذ حكم مذهبي إما لاعتبارها اياه صادراً عن مصدر غير صالح واما لانه تقدم لها حكم يناقضه صادر عن مرجع ديني أو مدني. ثم ومع توسيع صلاحية الهيئة العامة لمحكمة التمييز وشمول رقابتها الاحكام والقرارات المذهبية والشرعية المخالفة لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام أقر الفقه والاجتهاد لدائرة التنفيذ سلطة الامتناع عن تنفيذ هذه الاحكام اذا كانت مخالفة للنظام العام أو بالاحرى لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام، كما لو كانت صادرة دون مراعاة حقوق الدفاع. كما اعتبر ان القرارات القاضية بوقف تنفيذ الأحكام والقرارات المذهبية لا تنفذ إلا اذا كانت صادرة وفق ذات الأصول التي صدرت فيها الأحكام والقرارات المقرر وقف تنفيذها، وذلك في ضوء أحكام المادة ٢٩ من قانون ١٩٥١/٤/٢ والتي نصت على أنه "لا يحق للمراجع المذهبية أن توقف تنفيذ الاحكام والقرارات الصادرة عنها إلا بأحكام وقرارات مثلها". فاذا كان الحكم المقرر وقف تنفيذه صادراً بنتيجة محاكمة نزاعية، فإن القرار بوقف التنفيذ الصادر بالصورة الرجائية لا ينفذ (انظر

استئناساً: مؤلف القاضيين غبريال سرياني وغالب غانم، قوانين التنفيذ في لبنان، المادة ٨٢٨ بند ٢٢).

وحيث ان هذه القواعد تطبق بصدد تنفيذ الاحكام والقرارات المذهبية والشرعية على حد سواء، وإن كانت المحاكم الشرعية غير معنية وغير مشمولة بقانون ٢ نيسان ١٩٥١، وذلك لأن القواعد المذكورة تشكل قواعد عامة في تنفيذ الأحكام الدينية الصادرة عن محاكم استثنائية ولا بد من اعتمادها ومراعاتها بالنسبة لمحاكم الطوائف الاسلامية، طالما أنه لا نصوص مخالفة تنظم هذا الموضوع بالنسبة لهذه الطوائف، وبالتالي يصح اللجوء اليها قياساً لوحدة العلة، ولا سيما بما يتعلق بالقاعدة المستخلصة من حكم المادة ٢٩ من قانون ٢ نيسان ١٩٥١ والتي تشكل احدى تطبيقات مبدأ توازي الأشكال (انظر استئناساً: تمييز هيئة عامة. قرار رقم ١٣ تاريخ ٩٦/٥/٩، النشرة القضائية، ١٩٩٦، عدد ٣، ص ٢٤٦ وهو اعتبر ان المادة ٣٠ الواردة في قانون ٢ نيسان ١٩٥١ والمتعلقة بالصيغة التنفيذية تشكل قاعدة عامة يصح اعتمادها ومراعاتها بالنسبة لمحاكم الطوائف الاسلامية).

وحيث بالتالي ليس ما يبرر التفريق عند التنفيذ بين أحكام وقرارات شرعية وبين أحكام وقرارات مذهبية فهي تعامل ذات المعاملة أمام دائرة التنفيذ، كونها صادرة جميعها عن محاكم استثنائية خاصة وتخضع لرقابة الهيئة العامة لمحكمة التمييز في ذات الشروط والحالات وتنفذ بواسطة دائرة التنفيذ التابعة للقضاء العدلي. ولو أراد المشترع فعلاً تمييز الأحكام والقرارات الشرعية عن الاحكام والقرارات المذهبية في هذا المجال، لما توانى عن إيراد نص صريح بهذا الشأن كما فعل بمقتضى المادة ٣١ من القرار رقم ٢٩٧٨ تاريخ ١٩٢٤/١٢/٥، حيث استثنى صراحة الاحكام الشرعية من نطاق رقابة دائرة التنفيذ وقد أسقط هذا الاستثناء مع قانون ٢ نيسان ١٩٥١ ولم تتضمن المادة ٢٦ منه والتي حلت محل المادة ٣١ المذكورة ولا سائر مواد القانون أي إشارة بهذا الخصوص. كما لم يرد أي نص يشير الى مثل هذا الاستثناء في سائر القوانين الخاصة بالطوائف والمحاكم الاسلامية، مما يفيد بدون أدنى شك بإتجاه نية المشترع، ولو ضمناً، الى إخضاع الاحكام والقرارات المذهبية والشرعية لذات القواعد في اطار التنفيذ.

وحيث وتأسيساً على ما تقدم، فإن سلطة رئيس دائرة التنفيذ في الامتناع عن التنفيذ في الحالات المشار اليها آنفاً، تشمل الأحكام والقرارات المذهبية والشرعية على حد سواء دون تفريق (بهذا الاتجاه: سرياني وغانم، المرجع ذاته، الجزء الرابع ص ٣٤ وهما يشيران الى عدة مراجع من بينها رأي للاستاذ اميل تيان بهذا الخصوص).

وحيث وبالرجوع الى المستندات المبرزة يتبين ان القرار الشرعي المطلوب وقف التنفيذ على أساسه والصادر عن القاضي الشرعي الجعفري في الشياح بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٢٣ والذي قضى بإبقاء الابنة زينب ساره مع والدتها المستأنفة، هذا القرار عدا عن كونه غير موقع من القاضي في الخانة المخصصة لتوقيعه، فهو صدر بناء لطلب المستأنفة وبدون دعوة الخصم وسماعه. وان القاضي الذي أصدره قرر بتاريخ ٢٠١٠/٢/١٨ الرجوع عنه بعد أن حضر أمامه وكيلا الفريقين وصرحا بوجود أحكام وقرارات بين الفريقين، ليعود القاضي ذاته ويقرر بتاريخ ٢٠١٠/٢/٢٣ وبناء على طلب وكيل المستأنفة وبدون دعوة الخصم وسماعه، وقف تنفيذ القرار الصادر عنه بتاريخ ٢٠١٠/٢/١٨ والابقاء على القرار السابق الصادر بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٢٣ بكافة مفاعيله ريثما يبت بدعوى الحضانة.

وحيث يكون من البيّن مما تقدم، أن ثمة مخالفة لصيغة جوهرية تتعلق بالنظام العام في القرارين الصادرين عن القاضي الشرعي الجعفري في الشياح بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٢٣ و٢٠١٠/٢/٢٣ لعدم مراعاتهما حقوق الدفاع والاصول الشكلية الواجبة في إصدار قرارات وقف التنفيذ، لا سيما وان التنفيذ يتعلق بقرار صادر عن المحكمة الشرعية الجعفرية العليا نتيجة محاكمة وجاهية.

وحيث بالنتيجة يكون القرار المستأنف برده طلب وقف التنفيذ قد جاء متفقاً مع القانون والقواعد العامة، مما يقتضي تصديقه ورد الاستئناف لعدم استناده الى أساس قانوني سليم.

لهذه الاسباب،

تقرر المحكمة بالاتفاق:

أولاً: قبول الاستئناف شكلاً ورده اساساً وتصديق القرار المستأنف.

ثانياً: تضمين المستأنفة النفقات القانونية ومصادرة التأمين الاستئنافي واعادة الملف التنفيذي الى مرجعه ورد ما زاد أو خالف.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في البقاع
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس علي ابراهيم
والمستشاران جورج كرم وايلي لطيف

القرار: رقم ٤٧ تاريخ ٢٠٠٨/٤/٢٤

شوقي العموري/ احمد نايل

- دعوى ترمي الى استرداد مأجور للضرورة العائلية – الضرورة العائلية هي الظرف الاجتماعي أو الصحي أو الظرف المتعلق بالعمل الذي يجبر المالك المؤجر على استرداد ملكه – تبقى تلك الضرورة متوفرة حتى ولو كان المالك يريد ان يقضي بعض الايام في المسكن في أيام الصيف فقط وخلال عطلة نهاية الاسبوع – الغاية من الاسترداد هي ضم المأجور موضوع الدعوى الى شقة المدعي الملاصقة له – ثبوت كون الشقة المذكورة لا تكفي لعائلة الأخير – توافر شروط الضرورة العائلية – تقرير استرداد ذلك المأجور لمصلحة المدعي مقابل الزامه بدفع تعويض بنسبة ٤٠٪ من قيمة المأجور.

بناءً عليه،

وبنتيجة المحاكمة العلنية والوجاهية،

أولاً – في الشكل:

حيث تبلغ المستأنف بتاريخ ٢٠٠٧/١١/٩ الحكم المستأنف وتقدم بإستئنافه بتاريخ ٢٠٠٧/١١/٢٣ فيكون الإستئناف وارداً ضمن المهلة القانونية.

وحيث أن الاستحضار الإستئنافي موقع من محامٍ بالاستئناف ومرفق به صورة طبق الأصل عن الحكم المستأنف وإيصالات مالية تثبت دفع التأمين الإستئنافي والرسوم القانونية.

وحيث يكون الاستئناف مستجمعاً الشروط المنصوص عنها في المادة ٦٥٥ أصول مدنية، فيقتضي قبوله شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

١ – في توفر الضرورة العائلية.

حيث يطلب المستأنف فسخ الحكم المستأنف لأن شروط البند أولاً "أ" من المادة ٨ من قانون ٩٢/١٦٠ غير متوفرة إذ أن المستأنف عليه لا يتردد على المأجور المطلوب إسترداده الا نادراً وفقط في فصل الصيف وأثناء عطلة نهاية الاسبوع وهو يتردد منفرداً دون عائلته وأن عمله اليومي يحتم عليه الإقامة حيث يقيم حالياً قريباً من عمله ومن مكان وجود الجامعات والمدارس التي يتعلم فيها أولاده، وأن الشقة التي يملكها والتي تبلغ مساحتها ١٥٠ متر مربعاً كافية لتمضية عدة أيام من السنة للترفيه، وإن الضرورة العائلية التي يتذرع بها المستأنف عليه يجب ألا تكون صورية.

وحيث تنص المادة الثانية من قانون ٩٢/١٦٠ فقرتها الثانية من البند أولاً "أ" على أن للمالك أن يطلب الإسترداد لمأجور ملاصق للمسكن الذي يقيم فيه إذا كانت الغاية من الاسترداد ضم المأجور المسترد لسكنه وجعله مسكناً مؤمناً لحاجات العائلة.

وحيث أن الخبير الغزال أثبت في تقريره المؤرخ في ٢٠٠٦/٦/٢٣ – المقدم لدى القاضي المنفرد – ان العقار ٢٦٧ المريجات مؤلف من طابقين:

– الطابق السفلي مؤلف من غرفة تحت الشرفة المطلة على الطريق العام بمساحة ٣٣ م٢ وغرفة حطب صغيرة تحت مدخل الدرج بمساحة ٨ م٢.

– الطابق الأرضي مؤلف من شقتين للسكن الأول يشغلها المدعي تتألف من مدخل وبيت درج وموزع ومطبخ وصالون وطعام يفصلهما حائط مستحدث حيث حولت غرفة الطعام الى غرفة نوم – مساحتها ١٥٠ م٢.

الثانية ملاصقة للأولى يشغلها المدعى عليه مؤلفة من ثلاثة غرف، مطبخ، ممشى، حمام وفسحة أمام الشقة، مساحتها مع الفسحة /١١١/ م٢ يضاف إليها مساحة ٨ م٢ الغرفة تحت الدرج التابعة للمأجور. كما أوضح الخبير أنه يوجد حائط في الممشى إذا هدم تتحول الشقتان الى شقة واحدة.

وحيث يعود للمالك أن يسترد للضرورة العائلية المأجور الذي كان قد أجره للضرورة العائلية.

وحيث أن الضرورة العائلية هي الظرف الإجتماعي أو الصحي أو المتعلق بالعمل الذي يجبر المالك المؤجر على إسترداد ملكه، من أجل الإقامة فيه.

وحيث أن هذه الضرورة تبقى متوفرة حتى ولو كان المالك يريد أن يقضي بعض الأيام في المسكن في أيام الصيف فقط وخلال عطلة نهاية الأسبوع، إذ يعود للمالك أن يقيم بمسكن لائق وبصورة هادئة ومستقرة، إذ ليس من المقبول أن يقضي هذا الوقت في مسكن غير ملائم سواء من حيث المساحة أو من حيث عدد الغرف.

وحيث ان عائلة المستأنف عليه مؤلفة بالإضافة اليه وزوجته من ابنتين صغيرتين وإبنة تبلغ خمس وعشرين سنة وابن يبلغ ثلاث وعشرين سنة، وإن مساحة الشقة الملاصقة للمأجور لا تكفي لهذه العائلة في حال حضورها الى منطقة البقاع، فتكون بالتالي الضرورة العائلية متوفرة. ويكون ما يدلي به المستأنف مردوداً.

٢ – في مقدار التعويض.

حيث يطلب المستأنف تعديل التعويض بحيث تكون قيمة الشقة خمسين ألف دولار أميركي وعلى أن يقضى بالحد الأقصى للتعويض.

وحيث أن الخبير الغزال خمّن قيمة الشقة – بتقريره المقدم بداية – بمبلغ ٢٤٠٣٠ دولاراً أميركي.

وحيث أن هذا التقرير لم يطعن به بشكل جدي، اذ أن ما يدلي به المستأنف في أن قيمة الشقة هي أعلى من القيمة التي حددها الخبير بقي دون إثبات. فيكون التقدير المحدد من قبل الخبير الغزال هو المعتمد كأساس لاحتساب التعويض.

وحيث أن النسبة المعطاة من قبل القاضي المنفرد للتعويض عن الإسترداد وهي بمقدار ٤٠% من قيمة المأجور هي نسبة قانونية مع الأخذ بعين الإعتبار وضع الفريقين المادي.

وحيث يكون ما توصل إليه القاضي المنفرد واقعاً في محله القانوني السليم ويستوجب التصديق ورد الإستئناف.

لهذه الأسباب،

تقرر بالإجماع

١ – قبول الإستئناف شكلاً.

٢ – رد الإستئناف أساساً وتصديق الحكم المستأنف.

٣ – مصادرة التأمين الإستئنافي إيراداً للخزينة.

٤ – تدريك المستأنف الرسوم والمصاريف واتعاب المحاماة وتعاضد القضاة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في البقاع
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس علي ابراهيم
والمستشاران جورج كرم وايلي لطيف

القرار: رقم ٥٣ تاريخ ٢٠٠٨/٤/٢٤

جمال قاصوف ورفيقته/ ريما سليلاتي ورفيقها

- اعتراض على تنفيذ وصية – طلب ابطال التنفيذ بسبب العيوب الشكلية التي شابت الوصية – ثبوت تحقق القنصل من شخصية الموصي بالاطلاع على هويته – لا حاجة بعد ذلك للتحقق من هوية الشاهدين المعرّفين – عدم التحقق من أهلية الأخيرين لا يؤدي الى بطلان التصرف القانوني – رد ادلاءات المعترض المخالفة لهذه الجهة.

- طلب اعلان بطلان الوصية لمخالفة أحكام المادة ٤١ من قانون الارث لغير المحمديين – عدم صحة الوصية المنظمة في صك واحد من شخصين أو اكثر وفقاً لأحكام تلك المادة – منع على حرية الايصاء – عدم جواز التوسع في تفسيره – حصر نطاق التحريم بالترابط المادي الناشئ عن توقيع اثنين أو اكثر على وصية مشتركة منظمة في صك واحد – عدم تحريم الوصايا المتبادلة بين شخصين أو المترابطة في ما بينها برابط نفسي أو أدبي – وجود وصايا متبادلة بموجب صكوك مستقلة هي وصايا صحيحة وغير باطلة – رد الادلاءات المخالفة لهذه الجهة.

- طلب ابطال التنفيذ بسبب وفاة الموصى لهما قبل الموصي – المادة ٧٥ من قانون الارث ١٩٥٩ – وجوب معرفة مصير الموصى به الذي لم يدخل في ملكية الموصى لهما المتوفيان بسبب سقوط الايصاء – بحث في نوع الوصية موضوع الدعوى تمهيداً للبت بها – وجود وصايا عامة ووصايا خاصة وفقاً لما يستفاد من قانون الارث لغير المحمديين الصادر سنة ١٩٥٩ – ثبوت ارادة الموصي تخصيص اشقائه الثلاثة بكامل تركته بطريقة الاتحاد فيما بينهم – اعتبار الوصية موضوع التنفيذ من الوصايا العامة – استفادة الموصى له الثالث (مورث الجهة المنفذة) من النصيب الموصى به الى الآخرين المتوفيين قبل وفاة الموصي نظراً لسقوط الوصية بالنسبة اليهما عملاً بالمادة ٧٥ فقرتها الأولى من قانون الارث ١٩٥٩ – استحقاق كامل التركة للموصى له الثالث عملاً بالمادة ٧٦ من القانون ذاته – رد الاعتراض على التنفيذ لعدم قانونيته.

بناءً عليه،

وبنتيجة المحاكمة العلنية والوجاهية،

أولاً – في الشكل:

حيث تبلغت الجهة المستأنفة بتاريخ ٢٠٠٦/٥/٤ الحكم المستأنف وتقدمت باستئنافها بتاريخ ٢٠٠٦/٥/١٥، فيكون الإستئناف وارداً ضمن المهلة القانونية.

وحيث أن الإستحضار الإستئنافي موقع من محامٍ بالاستئناف ومرفق به صورة طبق الأصل عن الحكم المستأنف وايصالات مالية تثبت دفع التأمين الإستئنافي والرسوم القانونية.

وحيث يكون الإستئناف مستجمعاً الشروط المنصوص عنها في المادتين ٦٥٥ و٨٥٦ أصول مدنية، فيقتضي قبوله شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

١ – في مرور الزمن العشري.

حيث تطلب الجهة المستأنفة فسخ الحكم المستأنف لسقوط الوصية بمرور الزمن.

وحيث أن الموصي قد توفي في ١٩٧٦/١/٥.

وحيث أن مرور الزمن على الحق هو عشر سنوات سنداً للمادة ٣٤٩ موجبات وعقود.

وحيث أن قانون تعليق المهل رقم ٩١/٥٠ علّق المهل بدءاً من منتصف نيسان ١٩٧٥ وحتى ١٩٩١/٥/٢٣، أي ان كل المهل القانونية والتعاقدية علقت وتوقفت إذا كانت قد سرت، وإذا لم تكن قد بدأت السريان توقفت الى تاريخ ١٩٩١/٥/٢٣، إذ يعتبر هذا التاريخ منطلقاً لسريان المهلة، وتعتبر المهلة المحددة في المادة ٣٤٩ موجبات تنتهي في ٢٠٠١/٥/٢٣.

وحيث أن طلب التنفيذ قدم في ٢٠٠٠/١١/٤ اي قبل انقضاء إنتفاء مهلة العشر سنوات، فتكون الوصية لم تسقط بمرور الزمن، ويكون ما تدلي به المستأنفتان مردوداً.

٢ – في صفة المستأنف عليها.

حيث تطلب المستأنفتان فسخ الحكم المستأنف لأنه ليس للمستأنف عليها صفة لتقديم طلب التنفيذ بصفتها الشخصية.

وحيث يتبين من طلب التنفيذ المقدم من المنفذة ريما توفيق سليلاتي أنها بينت صفتها في هذا الطلب بإعتبارها وريثة للموصى له توفيق ديب سليلاتي وموصى لها منه أيضاً. تراجع الصفحة ٤ من طلب التنفيذ.

وحيث أن تقديم طلب التنفيذ من ريما سليلاتي بهذه الصفة، يوفر لها صفة تقديم طلب التنفيذ، وتكون بالتالي متمثلة بصورة صحيحة في الدعوى بواسطة وكيلها المحامي أ.ع. الذي يحمل وكالة عنها قانونية.

وحيث يكون ما تدلي به الجهة المستأنفة مردوداً.

٣ – في العيوب الشكلية.

تطلب المستأنفتان فسخ الحكم المستأنف لأن القنصل لم يشر الى أنه يعرف الموصي ولم يذكر أن الشاهدين متمتعان بحقوقهما المدنية وليسا من أقارب الموصي وغير مصابين بعاهتي الصم والبكم.

وحيث يقتضي الإشارة الى أن الجهة المستأنفة لم تنكر صدور الوصية عن مورثها أصلاً.

وحيث أن القنصل اللبناني في السنغال ذكر رقم السجل العائد للموصي في متن عبارة المصادقة الأمر الذي يعني أنه تحقق من شخصية الموصي بالإطلاع على هويته.

وحيث في ما يتعلق بعدم ذكر ما إذا كان الشاهدان ليسا من أقارب الموصي وليسا مصابين بعاهتي الصم والبكم.

وحيث انه بمجرد تحقق القنصل من هوية الموصي لم يعد من حاجة بعد ذلك للتحقق من هوية الشاهدين المعرفين إذ هدف وجود الشهود هو للتعريف على الموصي، وطالما أن القنصل تعرف على هوية الموصي فيكون وجود الشاهدين لزوم ما لا يلزم، وفي جميع الأحوال، فإن القاعدة أن الشاهدين غير مصابين بأي عاهة وعلى من يدلي بأنهما مصابان بأي عاهة عليه أن يثبت ذلك الأمر الذي لم تثبته الجهة المستأنفة.

وحيث أن عدم التحقق من أهلية الشاهدين لا يؤدي الى بطلان التصرف القانوني.

وحيث يكون ما تدلي به المستأنفتان مردوداً لهذه الجهة.

٤ – في مخالفة المادة ٩٨ من قانون ١٩٥٩.

حيث تطلب المستأنفتان فسخ الحكم المستأنف لأن منفذ الوصية لم يبلغ بعض الورثة ومنهم بوليت ومها وعصام ومنيف أولاد سعدى موسى سليلاتي.

وحيث أن في حال عدم ابلاغ هؤلاء الورثة، فإنه يعود لهؤلاء فقط أن يتذرعوا بالبطلان وليس لغيرهم من الورثة.

وحيث يكون طلب البطلان المقدم من الجهة المستأنفة مردوداً.

٥ – في مخالفة المادة ٤١ من قانون ١٩٥٩.

حيث تطلب المستأنفتان فسخ الحكم المستأنف لأنه خالف نص المادة ٤١ من قانون الإرث لعام ١٩٥٩، اذ جرى تنظيم وصية من شفيق الى توفيق وفارس وبطرس بتاريخ ١٩٧١/١٢/٤ وبعد ثلاثة أيام فقط جرى تنظيم وصية أخرى من بطرس سليلاتي بتاريخ ١٩٧١/١٢/٧ الى توفيق وفارس وشفيق وبذات الاسهم في ذات العقارات وهذا مخالف لنص المادة ٤١ من قانون الأرث تاريخ ١٩٥٩/٦/٢٣.

وحيث تنص المادة ٤١ من قانون الإرث لغير المحمديين تاريخ ١٩٥١/٦/٢٣ على ما يلي: "لا تصح الوصية المنظمة في صك واحد من شخصين أو أكثر سواء كان الإيصاء لمصلحة الموصين أنفسهم أو أي شخص آخر".

وحيث يستفاد من نص المادة ٤١ أن الشرع وضع منعاً على حرية الإيصاء وهو متعلق بإجراء وصية من قبل شخصين في صك واحد،

وحيث أن هذه المانعة لا يمكن التوسع في تفسيرها، إذ ان المشرع أوضح بشكل لا لبس فيه وجه المنع، وإن غاية المشرع من هذا النص هو الحؤول دون تحوير طابع الوصية من إنفرادي الى ثنائي ودون الحد بعائق مادي هو وحدة الصك من إمكانية الموصي الرجوع عن الوصية ذلك على إعتبار أن الطابع الإنفرادي وحق الرجوع عن الوصية هما من عناصر كيانها الجوهرية.

يراجع: استئناف بيروت – الغرفة السادسة – قرار رقم ٧٥ تاريخ ١٩٨٠/٧/٣ العدل ١٩٨١، ص ١١٦.

وحيث أن الترابط المادي بين الإيصائين ينم بحد ذاته عن الدليل القانوني الكافي على ترابطهما في الأساس وبالتالي على عدم صحتهما إذ يصبحان بمثابة عقد متبادل بين إرادتين مختلفتين فتتغير طبيعتهما، كما يصعب الرجوع عن احدهما دون موافقة صاحب الإيصاء الآخر.

تمييز مدني، الغرفة الثانية قرار رقم ٦ تاريخ ١٩٨٣/٦/٢٣، حاتم جزء ١٨٠ صفحة ٢٥٠.

وحيث بالإضافة الى ذلك فإن نص المادة ٤١ وارد في الكتاب الأول من قانون الإرث لغير المحمديين والمتعلق بالأحكام العامة وقد ورد في هذا الكتاب تعداد حالات الصحة والبطلان في الوصية وليس من بينها تحريم الوصايا المتبادلة بين شخصين المترابطة في ما بينها برابط نفسي أو أدبي ولو أن المشترع شاء أن يحرم مثل هذه الوصايا لما كان أغفل النص على هكذا تحريم ولما حصر التحريم في المادة ٤١ بالترابط المادي الناشئ عن توقيع إثنين أو أكثر على وصية مشتركة منظمة في صك واحد بمعزل عما إذا كان الإيصاء في هذا الصك متبادلاً بين الموقعين، أو حاصلاً من هؤلاء لمصلحة شخص ثالث.

تمييز – الهيئة العامة، قرار رقم ٣٤ تاريخ ١٩٩٣/٦/١٧، العدل ١٩٩٣ عدد ٢ صفحة ٣٦١. ون. ق. ١٩٩٣ صفحة ١٠٨٧.

وحيث أن وجود وصايا متبادلة بموجب صكوك مستقلة هي وصايا صحيحة وغير باطلة.

وحيث يكون ما تدلي به الجهة المستأنفة لهذه الجهة مردوداً.

٦ – في نص المادة ٧٥ من قانون الإرث ١٩٥٩.

حيث تطلب المستأنفتان فسخ الحكم المستأنف لأن فارس وبطرس ديب سليلاتي توفيا قبل الموصي شفيق وينتقل بذلك ما أوصى به الى الورثة وليس الى توفيق والد المستأنف عليها ريما تطبيقاً لنص المادة ٧٥ من قانون الإرث ١٩٥٩.

وحيث تنص المادة ٧٥ من قانون الإرث لغير المحمديين تاريخ ١٩٥٩/٦/٢٣ على ما يلي: "يبطل الإيصاء: ١ – بوفاة الموصى له قبل الموصي ....".

وحيث ان الوصية هي من عقود التبرع التي ينظر فيها الى شخص الموصى له بالذات وهي تعتبر من الأعمال القانونية التي لا ينشأ عنها وضع قانوني نهائي في وقت واحد معين بل إن نشوء هذا الوضع رهن بتحقق امرين متعاقبين في الزمن هما تنظيم الوصية ووفاة الموصي، اذ من المسلم به أن حق الموصى له لا تتم نشأته الا بوفاة الموصي.

حيث يستفاد مما تقدم أنه إذا مات الموصى له قبل الموصي بطلت الوصية لأنه بوفاة الموصى له تكون نية الموصي قد إنهدرت، الأمر الذي كرسته المادة ٧٥ المذكورة وبالتالي إذا أراد الموصي الإيصاء لورثة الموصى له، فعليه أن يوصي لهم بذلك صراحة.

وحيث من الثابت أن الموصى لهما فارس وبطرس ديب سليلاتي توفيا قبل الموصي شفيق سليلاتي، هذا يعني بالمبدأ أن شروط المادة ٧٥ المذكورة قد توفرت، ولكن هذا المبدأ له تفصيل، أي يجب معرفة مصير الموصى به الذي لم يدخل في ملكية الموصى لهما فارس وبطرس ديب سليلاتي بسبب سقوط الإيصاء كما يقتضي معرفة الاشخاص الذين يستفيدون من الموصى به هل هم ورثة الموصي أو ورثة الموصى لهما، أم الموصى له الآخر الباقي على قيد الحياة بعد وفاة الموصي، أي الموصى له توفيق سليلاتي.

وحيث يقتضي بداية معرفة نوع الوصية موضوع الدعوى تمهيداً للبت بها.

وحيث أن قانون الإرث لغير المحمديين الصادر سنة ١٩٥٩ لم يعرّف أنواع الوصايا ولكنه أشار إليها عرضاً في معرض معالجته تخفيض الوصايا في المادة ٦٨ منه كما أشار اليها في المادة ٧٦ منه عندما عالج حالة عدم تنفيذ الوصية في شيء من الأشياء الموصى بها إذ يستفاد أنه يوجد وصايا عامة ووصايا خاصة.

وحيث إن الوصايا العامة هي تلك التي تخول الموصى له الحق المحتمل بأن ينال كامل أموال التركة، أما الوصايا الخاصة فتقوم عندما يتم الإيصاء بشيء ما على وجه التخصيص.

وحيث وبالرجوع الى الوصية تاريخ ١٩٧١/١٢/٤ – موضوع الدعوى – يتبين أن الموصي شفيق سليلاتي أوصى بكامل ما يعود له من أموال منقولة وغير منقولة ... وأينما وجدت هذه الأموال والعقارات أوصى بها لاشقائه توفيق وفارس وبطرس ديب سليلاتي مثالثة لا يشاركهم فيها أحد.

وحيث عندما يوصي الشخص بجميع أمواله وممتلكاته المنقولة وغير المنقولة لمصلحة أشخاص آخرين سواء أكانوا وارثين أم غير وارثين، فإن الإيصاء يكون إيصاءاً على العموم وتكون بالتالي الوصية موضوع الدعوى من نوع الوصايا العامة.

وحيث أن المادة ٧٦ من قانون الإرث لغير المحمديين نصت على أنه إذا لم تنفذ الوصية في شيء من الأشياء الموصى بها للرجوع عن الإيصاء بهذا الشيء أو لسقوط الإيصاء به أو لبطلانه، فيعود هذا الشيء للشخص الذي إتخذ من نصيبه أو كان عليه أن يؤديه فيما لو نفذت الوصية. ويستفيد من هذا الشيء أيضاً الموصى له العام أو الموصى له بوجه عام أو الموصى له الخاص الذي عناه الموصي بهذه الإستفادة.

وحيث أن المشرع أطلق الحرية التامة لكل لبناني بأن يتصرف بجميع موجوداته من منقول وغير منقول ولمن يشاء وارث أو غير وارث شرط ان يحفظ حصة معينة لأشخاص حددهم صراحة في قانون الإرث لغير المحمديين لعام ١٩٥٩.

وحيث أن الموصي شفيق سليلاتي خص بالاستفادة من الوصية – موضوع الدعوى – اشقاءه الثلاثة دون غيرهم من إخوته بدليل أن الموصي لو كان في نيته توريث اشقائه الآخرين لكان أورد اسماءهم صراحة في صك الوصية.

وحيث فإن الوصية تاريخ ١٩٧١/١٢/٤ تشكل إيصاء على العموم تم لمصلحة فارس وبطرس وتوفيق سليلاتي بحيث أن الموصي أراد تخصيص هؤلاء الثلاثة بكامل تركته بطريقة الإتحاد في ما بينهم، وان كلمة مثالثة الواردة في صريح الوصية لا تفيد نية الموصي تجزئة أمواله في ما بين الموصى لهم، وإلا لكان أعلن عن نيته تلك بتجزئة أمواله وموجوداته بحيث يخصص كل من الموصى لهم المذكورين بأموال معينة ومحددة من موجوداته.

وحيث أن الإيصاء لمصلحة اشخاص متعددين بالإتحاد، فإنه إذا رجع الموصي عن الوصية أو أبطلت بحق أحدهم، فنصيب هذا الأخير يعود الى باقي الموصى لهم كمن قام بتنظيم وصية واحدة لشخصين موصى لهما على العموم، وتوفي أحدهما قبل الموصي، فإن الآخر يأخذ كامل الموصى به.

يراجع: ١- ادمون كسبار - الوصايا والهبات والإرث، طبعة ١٩٥٩ صفحة ١٧٦.

٢ - الياس ناصيف، الوصية لغير المسلمين، طبعة ٢٠٠٣، صفحة ٤٩٣.

وحيث يستحق الموصى له على العموم كامل التركة في حال عدم وجود ورثة من أصحاب الحصص المحفوظة، أو عدم وجود موصى لهم على وجه خاص، ويستفيد وحده من النصيب الموصى به الى آخرين غير موجودين أو في حال بطلان الوصية الى الموجودين منهم.

الياس ناصيف، المرجع السابق، صفحة ١٩٩.

وحيث من الثابت أن الموصى لهما فارس وبطرس ديب سليلاتي توفيا قبل الموصي شفيق سليلاتي في حين أن الموصى له الثالث توفيق سليلاتي بقي على قيد الحياة بعد وفاة الموصي المذكور.

وحيث ونظراً لسقوط الوصية بالنسبة للموصى لهما فارس وبطرس ديب سليلاتي عملاً بالمادة ٧٥ فقرتها الأولى من قانون الإرث لغير المحمديين لوفاتهما قبل الموصي، فإن الموصى له الباقي على قيد الحياة بعد وفاة الموصى لهما يأخذ كامل التركة عملاً بالمادة ٧٦ من القانون ذاته.

وحيث يكون ما تدلي به الجهة المستأنفة مردوداً لهذه الجهة.

٧ - في عدم البت بأحد المطالب

حيث تطلب الجهة المستأنفة فسخ الحكم المستأنف لأنه لم يبحث في طلب الجهة المستأنفة بإلزام المستأنف عليهما بإبراز أصل صك الوصية.

وحيث أن إجابة الحكم على كل المطالب المدلى بها هي واجب ملقى على المحكمة ولكن هذه الإجابة قد تكون ضمنية كما قد تكون صريحة.

وحيث أن قول المحكمة برد كل ما زاد أو خالف يتضمن ضمناً رداً لطلب الجهة المستأنفة، ويكون ما تدلي به لهذه الجهة مردوداً.

٨ - في طلب الإدخال.

حيث تطلب المستأنفة إدخال الموصى له رياض فارس سليلاتي.

وحيث يجوز إدخال الغير في المحاكمة بناءاً على طلب أحد الخصوم ويشترط لقبول الإدخال أن تكون لطالب الإدخال مصلحة شخصية ومشروعة.

وحيث لم تبين الجهة المستأنفة المصلحة الشخصية والمشروعة العائدة لها من طلب الادخال، فيقتضي رده شكلاً.

لذلك،

تقرر بالإجماع:

١ - قبول الإستئناف شكلاً.

٢ - رد الإستئناف أساساً وتصديق الحكم المستأنف.

٣ - مصادرة التأمين الإستئنافي إيراداً للخزينة.

٤ - رد طلب الإدخال شكلاً.

٥ - تدريك الجهة المستأنفة الرسوم والمصاريف وأتعاب المحاماة وتعاضد القضاة.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في البقاع
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس علي ابراهيم والمستشاران جورج كرم وايلي لطيف

القرار: رقم ٦١ تاريخ ٢٠٠٨/٦/٥

عفيف شمس/ فيوليت عطا ورفاقها

- استئناف – طلب رده شكلاً لوروده خارج المهلة القانونية – تذرّع المستأنف بعدم صحة تبليغ الحكم المستأنف من وكيله القانوني بعد اعتزال الأخير من الوكالة – شروط العزل أو الاعتزال وفقاً لأحكام المادتين ٣٨٥ و٣٨٦ أ.م.م. – عدم ثبوت ابلاغ قلم المحكمة والموكل الاعتزال المدلى به – مجرّد تصريح الوكيل بأنه لم يعد وكيلاً في الدعوى على اشعار تبليغ الحكم المستأنف لا يكفي للقول باعتزاله الوكالة – اعتبار الوكالة قائمة وصحيحة – تبليغ صحيح وقانوني – وورود الاستئناف خارج المهلة القانونية تبعاً لصحة ذلك التبليغ – رده شكلاً.

بناءً عليه،

وبنتيجة المحاكمة العلنية والوجاهية،

حيث يطلب المستأنف عليهم رد الإستئناف شكلاً لوروده خارج المهلة القانونية.

وحيث يتبين من أوراق الدعوى الإبتدائية خاصة "اشعار تبليغ حكم مدني" الموجه الى المطلوب تبليغه عفيف شمس بوكالة المحامي ح. ع.، والمتعلق بالحكم المستأنف تاريخ ٢٠٠٢/١٠/٣٠ رقم ٢٠٠٢/٨٨ ان المحامي ح. ع. تبلّغ في الفرزل في مكتبه وإستلم الأوراق وصرح ووقع امضاءه بتاريخ ٢٠٠٦/٣/٣٠ وأن المحامي ح. ع. صرّح بأنه لم يعد وكيلاً عن عفيف شمس منذ العام ٢٠٠٣.

وحيث أن قانون أصول المحاكمات المدنية وضع قواعد من أجل إعتزال الوكالة كما لعزل الوكيل المحامي من الوكالة حددها في المادة ٣٨٥ أصول مدنية، إذ إشترط كي يتم العزل أن يجري إبلاغ الفريق الآخر في الوكالة أي الوكيل في حالة العزل وابلاغ الموكل في حالة الإعتزال، بالإضافة الى إبلاغ قلم المحكمة هذا الإعتزال وفق نص المادة ٣٨٦ أصول مدنية.

وحيث يتبين من أوراق الدعوى أن هذين الأمرين لم يحصلا إذ لم يبلغ المحامي ح. ع. قلم المحكمة اعتزاله الوكالة كما لم يبلغ موكله هذا الإعتزال، فيكون غير ملتزم بشروط المادة ٣٨٦ أصول مدنية.

وحيث أن عدم احترام قواعد العزل أو الإعتزال كما حددها المشرع يعني أن الوكالة ما زالت قائمة وصحيحة ويكون الوكيل ما زال وكيلاً، وإن مجرد تصريحه بأنه لم يعد وكيلاً في الدعوى لا يكفي للقول بأنه لم يعد وكيلاً.

وحيث أن ابلاغ المحامي ح. ع. الحكم المستأنف هو تبليغ صحيح إذ أنه وقع على وثيقة التبليغ وإستلم الأوراق.

وحيث يكون المستأنف قد تبلّغ الحكم المستأنف بواسطة وكيله بتاريخ ٢٠٠٦/٣/٣٠.

وحيث أن الإستئناف قدم بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/٢٧، فيكون الإستئناف وارداً خارج المهلة القانونية، فيقتضي رده شكلاً، كما يقتضي رد طلب العطل والضرر لعدم توفر شروطه القانونية.

لذلك،

تقرر بالاجماع:

١ – رد الإستئناف شكلاً.

٢ – مصادرة التأمين الإستئنافي إيراداً للخزينة.

٣ – تدريك المستأنف الرسوم والمصاريف واتعاب المحاماة وتعاضد القضاة.

٤ – رد طلب العطل والضرر لعدم توفر شروطه القانونية.

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في الشمال
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة سنية السبع
والمستشاران حريص معوض وهانيا الحلوة

القرار: رقم ٣٧٩ تاريخ ٢٠٠٩/٦/٢٥

الياس أبو شاهين/ بنك عوده ش.م.ل.

- معاملة تنفيذية – قرار قضى بإبلاغ أوراق التنفيذ من المنفذ عليه بواسطة رئيس القلم لتبلغه الانذار التنفيذي وعدم اتخاذه محل اقامة ضمن نطاق المحكمة – مشكلة تنفيذية – طلب ابطال اجراءات التنفيذ لعدم صحة التبليغات – ثبوت اقامة المستأنف المنفذ عليه ضمن نطاق المحكمة – دفع المستأنف عليه المنفذ بتغيير محل اقامة المنفذ عليه وفقاً لتصريح زوجته المدوّن على محضر المعاملة التنفيذية – مجرد تصريح شخص ليس فريقاً في تلك المعاملة وبغض النظر عن علاقة القربى بينه وبين المصرح عنه بتغيير هذا الأخير لمحل اقامته غير كافٍ لاثبات هذا الأمر – عدم ثبوت ارسال أية ورقة من أوراق المعاملة الى المنفذ عليه ورجوعها دون تبليغ – عدم ثبوت تغيير الأخير محل اقامته دون اعلام المحكمة ليُصار الى ابلاغه بواسطة رئيس قلم المحكمة – فسخ القرار موضوع المشكلة التنفيذية – ابطال الاجراءات

التي بنيت على القرار المفسوخ ما عدا تلك التي استنفدت مفاعيلها قانوناً.

- عدم وجوب ابلاغ محضر وصف العقار من المنفذ عليه – لا ضرر من تنظيم ذلك المحضر دون ابلاغه من الأخير – رد طلب ابطال التنفيذ من مرحلة محضر الوصف المذكور.

- وجوب ارسال إخبار الى المدين وكل صاحب حق عيني أو دائن مسجل على العقار وكل دائن أصبح طرفاً في الاجراءات للاطلاع على دفتر الشروط وبيان ملاحظاته عليه ضمن مهلة محددة – أصول خاصة للتبليغ لا يغني عنها تبلغ المنفذ عليه ذلك الدفتر في اطار دعوى ترمي الى ابطاله – عدم صحة ابلاغ الأخير لدفتر الشروط بواسطة رئيس القلم تبعاً لإبطال قرار رئيس دائرة التنفيذ بهذا الخصوص – تقرير اعادة ابلاغ المستأنف المنفذ عليه دفتر الشروط وابطال جميع الاجراءات اللاحقة ما عدا محضر وصف العقار.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل،

حيث ان الإستئناف ورد ضمن المهلة القانونية مستوفياً الشروط المنصوص عليها بموجب المادتين ٦٤٣ و٦٥٥ أ.م.م. فيقتضي قبوله شكلا،

ثانياً – في الأساس،

حيث أنه يتبين من الأوراق ومن أقوال الفريقين أن رئيس دائرة التنفيذ في أميون قرر في المعاملة التنفيذية المعترض عليها وبتاريخ ١٩٩٨/٣/٢ إبلاغ المنفذ عليه المستأنف الحجز التنفيذي على عنوانه المحدد في العقد والمتخذ فيه محل إقامة مختار – وهو أميون بناية أبو شاهين – واعتبار التبليغ حاصلاً على هذا العنوان ولو كان المنفذ عليه مسافرا، وأنه بتاريخ ١٩٩٨/٣/٢٤ و١٩٩٨/١١/١٧ تبلغ المستأنف أوراق المعاملة التنفيذية بواسطة أفراد عائلته الراشدين على العنوان المذكور، وأنه بتاريخ ١٩٩٨/١١/٢١ وبيد تنظيم محضر وصف العقار دُوِّن على محضر المعاملة التنفيذية تصريح لزوجة المستأنف المنفذ عليه يفيد بمغادرته الأراضي اللبنانية وبيّن عنوانه في الخارج، وأن رئيس دائرة التنفيذ قرر بتاريخ ١٩٩٨/١٢/١ إبلاغ المنفذ عليه أوراق المعاملة التنفيذية بواسطة رئيس القلم كونه تبلغ الإنذار التنفيذي ولم يتخذ محل إقامة مختار ضمن نطاق المحكمة، وأن الأوراق باتت تبلغ منه بعد هذا التاريخ بواسطة رئيس القلم،

وحيث أن المنفذ عليه تقدم من رئيس دائرة تنفيذ أميون بمشكلة تنفيذية ترمي الى إبطال إجراءات التنفيذ اعتباراً من إبلاغ محضر وصف العقار لعدم صحة التبليغات الحاصلة بعد قرار رئيس دائرة تنفيذ أميون تاريخ ١٩٩٨/١٢/١ لأنه لم يغير محل إقامته الواقع في نطاق اختصاص المحكمة ليكون من واجبه اتخاذ محل إقامة مختار تحت طائلة إبلاغه الأوراق بواسطة رئيس القلم علماً أن زوجته لم تصرح على المحضر بتغيير محل إقامته وأن هذا التصريح منسوب إليها بدليل عدم توقيعها عليه من جهة أولى وتواجده في لبنان بذلك التاريخ من جهة ثانية إلا أن رئيس دائرة التنفيذ رد اعتراضه فتقدم بالإستئناف الراهن،

وحيث أن المستأنف يعيب على الحكم المستأنف رده المشكلة المقدمة منه على الرغم من عدم صحة التصريح المنسوب لزوجته وعدم كفايته لاعتبار أنه غيّر محل إقامته لا سيما وأنه لم تتبع الأصول القانونية المنصوص عليها في المادة ٣٩٩ وما يليها من أصول المحاكمات المدنية إذ لم ترسل الأوراق – لا سيما إشعار التبليغ المتعلق بدفتر الشروط – الى محل إقامته وتعاد دون تبليغ ليصار الى استصدار قرار بإبلاغه أوراق المعاملة التنفيذية بواسطة رئيس القلم ولم يتم أي تحقيق للتأكد من تغييره لمحل إقامته ما يجعل من تبليغه لدفتر الشروط بواسطة مأمور التنفيذ باطلاً ومن الإجراءات اللاحقة لهذا الأجراء باطلة أيضاً، ويعيب عليه أيضاً اعتبار ما هو مدون في محضر التبليغ ثابتاً حتى إثبات عكسه بادعاء التزوير بعد أن بين عدم قانونية التبليغ علماً أن مأمور التنفيذ متوف واعتبار أنه قد بدّل محل إقامته دون التثبت من هذا الأمر،

حيث أن المستأنف عليه يدلي بأن تصريح زوجة المستأنف ثابت طالما لم يثبت تزويره وأنه كاف لإثبات تغيير محل إقامته طالما أن قانون أصول المحاكمات المدنية لم يفرض اتخاذ الإجراءات المحددة من المستأنف – وهي إرسال التبليغ على محل الإقامة وإجراء الشرح اللازم عليها بعدم العثور – للجوء الى التبليغ بواسطة رئيس القلم عند عدم اتخاذ محل إقامة مختار ضمن نطاق المحكمة وأن جواز سفر المستأنف يفيد عودته الى لبنان بتاريخ تنظيم محضر الوصف فلا يكون ثابتاً وجوده في لبنان في ذلك التاريخ، وأن تصريح زوجة المستأنف دليل على تغيير المستأنف لمحل إقامته الأمر الذي تؤكده بيانات جواز سفره التي

تبيِّن تنقله كثيراً بين لبنان والخارج، وأدلى بأنه يتبين من نص المادتين ٩٥٢ و٩٥٤ أ.م.م. أن القانون لا يوجب إبلاغ المنفذ عليه محضر وصف العقار وبأن الجهة المستأنفة تبلغت دفتر الشروط إذ تم استحضارها من قبل صاحب الحق العيني السيد نبيل أبي شاهين بتاريخ ٢٠٠٠/٥/٢٠ بدعوى ترمي إلى إبطال دفتر الشروط وصدر الحكم بوجهها بمثابة الوجاهي لعدم حضوره جلسات المحاكمة على الرغم من تبلغه أصولاً،

وحيث يقتضي بيان ما إذا كان قرار رئيس دائرة التنفيذ تاريخ ١٩٩٨/١٢/١ القاضي بإبلاغ أوراق التنفيذ من المنفذ عليه المستأنف بواسطة رئيس القلم لتبلغه الإنذار التنفيذي وعدم اتخاذه محل إقامة ضمن نطاق المحكمة واقعاً في موقعه القانوني السليم،

وحيث أن نص المادة ٤٤٩ أ.م.م. تنص على أنه على المدعى عليه أيضاً، اذا لم يكن له مقام في منطقة المحكمة، أن يعين مقاماً مختاراً له في هذه المنطقة ما لم يكن ممثلاً بمحام،

وحيث أنه يتبين من الأوراق أن للمنفذ عليه المستأنف محل إقامة في نطاق اختصاص محكمة أميون هو أميون بناية أبو شاهين وأن هذا المحل هو محل إقامته الحقيقي حيث تقيم زوجته وأولاده وهو محل إقامته المختار في العقد الموقع بين فريقي النزاع وقد اعتمده رئيس دائرة التنفيذ بالقرار تاريخ ١٩٩٨/٣/٢٤ لإبلاغ المنفذ عليه فيه الإنذار التنفيذي وأن أوراق المعاملة التنفيذية بلغت من المنفذ عليه فيه دون معارضة أو رفض بتاريخ ١٩٩٨/٣/٢٤ و١٩٩٨/١١/١٧،

وحيث أنه لا يكون على المستأنف اتخاذ محل إقامة لإقامته ضمن نطاق المحكمة،

وحيث أنه لا يغير من هذا الأمر تصريح زوجة المستأنف – ودون البحث في صحة هذا التصريح لانتفاء الأثر على نتيجة الدعوى – على محضر المعاملة التنفيذية بتغيير محل إقامة المستأنف المنفذ عليه لأن مجرد تصريح شخص ليس فريقاً في المعاملة وبغض النظر عن علاقة القرابة بينه وبين المصرح عنه بتغيير هذا الأخير لمحل إقامته غير كاف لإثبات هذا الأمر لا سيما عند عدم توفر شروط المادة ٣٩٩ أ.م.م.،

وحيث أنه لا ينهض من أوراق الملف المضموم أن أية ورقة من أوراق المعاملة أرسلت الى المستأنف على عنوانه في أميون ورجعت دون تبليغ وفقاً لأحكام المادة المشار إليها أعلاه فلا يكون ثابتاً تغيير المنفذ عليه لمحل إقامته دون إعلام المحكمة ليرتب على هذا الأمر النتائج القانونية المنصوص عنها في المادة ٤٥٠ أ.م.م. ويصار الى إبلاغه الأوراق بواسطة رئيس القلم،

وحيث يكون القرار موضوع المشكلة التنفيذية واقعاً في غير محله القانوني السليم الأمر الذي يقتضي معه فسخه ورد كل ما أثير خلاف ذلك لا سيما وأن طول أمد الإجراءات ليس من شأنه تصحيح العيوب الحاصلة في التبليغات لأن قانون أصول المحاكمات المدنية حدد أصول محددة للتبليغ لا سيما في المسائل التنفيذية رتب على مخالفتها البطلان.

وحيث أنه بعد الفسخ يقتضي نشر الدعوى ورؤيتها انتقالاً واتخاذ القرار بإبطال الإجراءات التي بنيت على القرار المفسوخ ما عدا تلك التي استنفذت مفاعيلها قانوناً،

وحيث وبالنسبة للإجراءات اللاحقة بالقرار المقرر إبطاله فإن المستأنف بوجهه يدلي بأن القانون لا يوجب إبلاغ المستأنف محضر الوصف وبأن هذا الأخير تبلغ دفتر الشروط فلا يكون واجباً إبطال المعاملة التنفيذية،

وحيث أنه وبالنسبة لمحضر وصف العقار فإنه لا يتبين من أحكام المادتين ٩٥٢ و٩٥٤ أ.م.م. أن القانون يوجب إبلاغه من المنفذ عليه لا سيما وأن الغاية من التبليغ تنحصر بالتحقق من مطابقة واقع الحال مع القيود العقارية فلا يكون قد لحق بالمستأنف اي ضرر من حصول هذا الإجراء دون إبلاغه منه الأمر الذي يقتضي معه رد طلب إبطال التنفيذ من مرحلة تنظيم محضر وصف العقار،

وحيث وفيما خص دفتر الشروط فإن المادة ٩٦٦ أ.م.م. تنص على أنه يرسل مأمور التنفيذ في خلال ثلاثة ايام من تاريخ وضع دفتر الشروط اخباراً الى المدين والى كل صاحب حق عيني أو دائن مسجل على العقار وكل دائن اصبح طرفاً في الاجراءات يكلفه به الحضور الى الدائرة للاطلاع على دفتر الشروط، وبيان ملاحظاته عليه بموجب عريضة يودعها لدى مأمور التنفيذ، أو الطعن فيه بطريق اعتراض مبني على بطلان واقع في المعاملة التنفيذية لعيب في الشكل أو في الأساس، وذلك ضمن مهلة خمسة أيام من تاريخ التبليغ في كل من الحالتين المذكورتين.

وتراعى احكام المادة ٨٥٠ عندما يكون التنفيذ مبنياً على سند ويعود لكل من تبلغ الاخبار ان يطلع في الدائرة على الملاحظات المقدمة وان يبدي تعليقه عليها قبل صدور القرار بشأنها، ويبلغ الاعتراض للخصوم ويدعون الى جلسة للنظر فيه أمام رئيس دائرة التنفيذ،

وحيث يتبين من المادة المشار إليها أن المشرع حدد أصولاً خاصة للتبليغ بموجب إخبار يتضمن بيانات محددة لا يغني عنها تبلغ المنفذ عليه دفتر الشروط في إطار دعوى ترمي الى إبطاله لا سيما وأن مهلاً تسري من تاريخ التبليغ لممارسة طرق الطعن فيقتضي أن يكون التبليغ واضحاً صحيحاً ومنطبقاً على أحكام القانون،

وحيث أنه لا يعتد بالتالي بالتبليغ المرسل للمنفذ عليه المستأنف في إطار الدعوى المقدمة من السيد نبيل أبي شاهين بتاريخ ٢٠٠٠/٥/٢٠ طالما أن تبليغ دفتر الشروط لا يستنتج من دعاوى أخرى خاصةً وأن المستأنف لم يجب عليها وتمت محاكمته غيابياً وفقاً لما أدلى به المستأنف عليه،

وحيث أن إبلاغ المستأنف لدفتر الشروط بواسطة رئيس القلم الأمر بعد النتيجة التي وصلت إليها هذه المحكمة بإبطال قرارٍ رئيس دائرة التنفيذ بهذا الخصوص يعتبر مخالفاً للأصول فيقتضي إعادة إبلاغ المستأنف دفتر الشروط وابطال جميع الإجراءات اللاحقة للقرار المستأنف بعد فسخه ما عدا تلك التي استنفذت مفاعيلها أي محضر وصف العقار في الحالة الراهنة،

وحيث يقتضي رد سائر المطالب الزائدة أو المخالفة،

لذلك،

تقرر بالإجماع:

أولاً: قبول الإستئناف شكلاً،

ثانياً: وفي الأساس فسخ القرار المستأنف الصادر عن رئيس دائرة التنفيذ في أميون في المعاملة التنفيذية رقم ١٩٩٧/٣٢٥ بتاريخ ١٩٩٨/١٢/١ ونشر الدعوى ورؤيتها انتقالاً والحكم مجدداً بإعلان بطلان إجراءات التنفيذ بحق المستأنف الحاصلة بالإستناد للقرار المستأنف باستثناء تلك التي استنفذت مفاعيلها وفي هذه الحالة محضر وصف العقار،

ثالثاً: رد سائر الطلبات الزائدة أو المخالفة،

رابعاً: إعادة الملف المضموم الى مرجعه،

خامساً: إعادة التأمين الإستئنافي الى المستأنف وتضمين المستأنف عليه النفقات كافة،

❖ ❖ ❖

محكمة الاستئناف المدنية في الشمال
الغرفة الرابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة سنية السبع
والمستشاران حريص معوض وهانيا الحلوة

القرار: رقم ٢٨٣ تاريخ ٢٠١٠/٤/١

ازدهار كريدلي/ بلال يوسف

- معاملة تنفيذية – استئناف قرار الاحالة والقرارات الصادرة عن رئيس دائرة التنفيذ في جلسة البيع بالمزايدة – عدم ذكر مواصفات المبيع في الاعلان أو ذكر وبيان حدود العقارات المعدة للبيع لا يعد عيباً – ثبوت النشر واللصق وفقاً لأحكام القانون – عدم وجود نص قانوني يلزم ابلاغ رئيس البلدية اعلان المزايدة – لا يطلب توقيع رئيس دائرة التنفيذ لإثبات التبليغ – رد ادلاءات المستأنف المخالفة.

- ثبوت طلب السير بالمزايدة من قبل وكيل المنفذ – يجوز للدائن الحاجز الاشتراك بالمزايدة – ليس ما يمنع قانوناً حضوره لها بالذات لا سيما بعد استحصاله أصولاً على شهادة الاشتراك فيها من دائرة التنفيذ – رد ادلاءات المستأنف المخالفة لهذه الجهة.

- تذرع المستأنف بعيوب شابت اجراءات جلسة المزايدة – عدم وجوب المناداة تكراراً – ثبوت انقضاء مدة ربع ساعة من بينات المحضر بعد ان رفعت الجلسة للتدقيق مرتين – لا ضرر يوجب البطلان – تثبت رئيس دائرة التنفيذ من صحة معاملات النشر قبل السير بإجراءات المزايدة ومن تسليم المنفذ شهادة الاشتراك فيها – المادة ٩٧٩ أ.م.م. لا تولي المدين المنفذ عليه حقاً مكتسباً باجابة طلبه بتأجيل موعد جلسة المزايدة – يعود لرئيس دائرة التنفيذ تقدير مدى ملاءمة تأجيل البيع او السير في المزايدة – ثبوت تقدم المنفذ عليه المستأنف بطلب

وقف التنفيذ في جلسة المزايدة عينها دون أن يسلف الفائدة عن المدة الممنوحة والنفقات المدفوعة ودون ان يثبت توفر شروط المادة ٩٨٠ أ.م.م. – تضمين قرار الاحالة جميع البيانات المطلوبة قانوناً – رد الاستئناف وتصديق قرار الاحالة المستأنف.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث أن الإستئناف ورد ضمن المهلة القانونية مستوفياً الشروط المنصوص عليها بموجب المادتين ٦٥٥ و٩٨٧ أ.م.م. فيقتضي قبوله شكلاً،

ثانياً – في الأساس:

حيث أن المستأنفة تطلب إبطال قرار الإحالة والقرارات الصادرة في جلسة المزايدة الممهدة لقرار الإحالة وتدلي بوجود عيوب شابت صيغة قرار الإحالة بالنظر للعيوب التي اعترت معاملات اللصق والنشر وعيوب شابت قرار السير بالمزايدة وعيوب أخيرة شابت الجلسة عينها،

وحيث يقتضي معالجة الأسباب الإستئنافية تباعاً،

وحيث وفيما خص الأسباب الإستئنافية المتعلقة بوجود عيوب في صيغة قرار الإحالة فإن المستأنفة تدلي بأنه تمت مخالفة أحكام المادة ٩٦٩ أ.م.م. عند إغفال ذكر بعض البيانات الجوهرية في إعلان المزايدة ككامل هوية المنفذ والمنفذ عليها ومواصفات الأقسام المحجوزة وموقع حصول المزايدة ومقدار النفقات الإضافية وقيمة بدل الطرح، كما تمت مخالفة أحكام نص المادة ١/٩٨٧ لعدم لصق إعلان المزايدة في مقام المنفذ عليها وفي أقرب ساحة لمنزلها، أضف الى ذلك أنه لم تتم مراعاة قواعد اللصق وإجراءاته في إعلان جلسة المزايدة إذ خلت مشروحات المباشر من بيان الساحة والشوارع التي حصل فيها النشر ولم يلصق الإعلان على جميع الجدران المحيطة بالساحات العامة، وأن معاملة النشر والإعلان خلت من ذكر وبيان حدود العقارات المعدة للبيع، وأن عيوباً شابت الأصول الواجب اتباعها بشأن إبلاغ إعلان المزايدة من قبل رئيس القلم ورئيس البلدية وأن محضر المعاملة التنفيذية خلا من محضر منظم من قبل المباشر بواقعة تبليغه من رئيس القلم ولعدم حصول التبليغ بوثيقة واحدة لكل من رئيس القلم ورئيس البلدية،

وحيث وفيما خص خلاصة دفتر الشروط المصاغة بإعلان عن المزايدة فإن المادة ٩٦٩ أ.م.م. حددت خلاصة ما يجب ذكره فيها:

١ – هوية المنفذ والمنفذ عليه ومقامهم.

٢ – تاريخ الحجز ...، ومقدار الدين.

٣ – بيان العقارات المحجوزة وبدل طرح كل منها.

٤ – موعد المزايدة ومكان إجرائها المعينين من رئيس دائرة التنفيذ.

٥ – النفقات الواجب دفعها علاوة على البدل كما يقدرها رئيس دائرة التنفيذ.

وحيث أنه يتبين من إعلان البيع موضوع الدعوى أنه تضمن البيانات المشار إليها كافة إذ ورد فيه تحديد لهوية المنفذ والمنفذ عليه ومقامهما أي مكتب وكيليهما كما ورد بيان العقارات وبدل طرحها ومكان وزمان المزايدة أضف الى ذلك أنه ورد فيه أنه يقتضي تسديد رسم الدلالة والتسجيل إضافة الى الثمن،

وحيث أنه لا يوجد نص قانوني يشير الى وجوب ذكر مواصفات المبيع في الإعلان أو ذكر وبيان حدود العقارات المعدة للبيع فلا يعد عدم ذكرها عيباً ويقتضي رد ما أثير لهذه الجهة.

وحيث وفيما خص إجراءات نشر إعلان البيع فإنه يتبين من ملف المعاملة التنفيذية المضموم أن رئيس دائرة التنفيذ في طرابلس قرر بتاريخ ٢٠٠٥/٢/٢٨ تحديد النشر في جريدتي النهار والسفير اليوميتين وفي الجريدة الرسمية وتعليق الإعلانات وأنه بتاريخ ٢٠٠٩/٦/١٥ قرر إتمام معاملات النشر واللصق إنفاذاً للقرار المشار إليه أعلاه،

وحيث أن المادة ٩٧٠ أ.م.م. تنص على أنه "يأمر رئيس دائرة التنفيذ بنشر الاعلان في صحيفتين يوميتين يعينهما وفي الجريدة الرسمية ويلصقه في الاماكن الآتية:

١ – اللوحة المعدة للاعلانات لدى دائرة التنفيذ.

٢ – مقام المنفذ عليه.

٣ – أبواب العقارات المحجوزة أو لوحات مثبتة فيها وظاهرة للخارج.

٤ – باب دار البلدية وعند عدم وجودها باب منزل المختار في منطقة وجود العقار.

٥ – ساحة المدينة أو البلدة...".

وحيث أن المادة ٩٧٢ أ.م.م. تنص على أن النشر يثبت بابراز نسخة عن عدد الصحيفة المتضمن الاعلان ويثبت اللصق بشهادة من مأمور التنفيذ أو المباشر أو مختار البلدة،

وحيث أنه يتبين من محضر المعاملة التنفيذية المشار إليها ص ١٥ أنه بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٢ تم الإلصاق،

وحيث أنه لم يثبت ما يخالف ما ورد في المحضر لهذه الجهة،

وحيث يكون النشر واللصق ثابتاً وفقاً لأحكام القانون فيكون ما قضى به القرار المستأنف لهذه الجهة واقعاً في محله القانوني السليم ومستوجب التصديق فيقتضي رد ما أثير خلاف ذلك لاسيما وأن القانون لا يلزم إبلاغ رئيس البلدية إعلان المزايدة ولا يطلب توقيع رئيس دائرة التنفيذ لإثبات التبليغ،

وحيث وفيما خص الأسباب الإستئنافية المتعلقة بالعيوب التي شابت السير بإجراءات المزايدة فتدلي المستأنفة بأن القرار المستأنف خالف أحكام المادة ٨٤٦ أ.م.م. معطوفة على أحكام المادة ٦١ محاماة بقبوله مثول المنفذ في جلسة المزايدة دون الإستعانة بمحام لأن معاونة المحامي إلزامية لدى دوائر التنفيذ وبقبوله المباشرة في جلسة المزايدة بناء لطلب المنفذ غير الممثل بمحام وكيل عند الإدلاء بهذا الطلب، كما أنه خالف أحكام المادة ٩٧٥ أ.م.م. عند سيره بالمزايدة لعدم جواز السير بالمزايدة دون طلب بعد انسحاب الاستاذة ش. التي لا تخولها وكالتها طلب السير بإجراءات التنفيذ ما يعد معه طلبها بالمباشرة صادر عن غير ذي صفة،

وحيث أنه يتبين من الملف المضموم أن وكيلة المنفذ الأستاذة ص.ش. هي من طلب السير بالمزايدة علماً أن وكالتها المبرزة ربطاً بطلب التنفيذ والمنظمة بتاريخ ١٩٩٧/٣/١ لدى الكاتب العدل الأستاذة حلاب والمسجلة بالرقم ١٩٩٧/١١٧٩ تجيز لها المرافعة والمدافعة في كل الدعاوى بما في ذلك طلب تنفيذ الأحكام وأن السير بإجراءات المزايدة لا يتطلب تفويضاً خاصاً فتكون قد تمت مراعاة أحكام المادتين ٨٤٦ أ.م.م. و٦١ محاماة ويقتضي رد ما أثير خلاف ذلك،

وحيث وفيما خص مثول المنفذ في جلسة المزايدة دون وكيل بعد انسحاب الأستاذة ش. من الجلسة فإن المادة ٩٧٤ أ.م.م. تجيز للدائن الحاجز الإشتراك بالمزايدة فليس ما يمنع قانوناً حضوره لها بالذات لا سيما بعد استحصاله أصولاً بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/٢٩على شهادة الإشتراك في المزايدة من دائرة التنفيذ فيقتضي رد ما أثير وتصديق القرار المستأنف لهذه الجهة أيضاً،

وحيث وفيما خص الأسباب الإستئنافية المتعلقة بالعيوب التي شابت إجراءات جلسة المزايدة، فإن المستأنفة تدلي بأن القرار المستأنف خالف أصول المناداة الأساسية إن في بدء الجلسة بسبب عدم المناداة بالبيع وعدم ترداد قيمة الطرح وإن بعد رفعها للتدقيق، كما أغفل ذكر ساعة تقدم المنفذ للإشتراك بالمزايدة وتلاوة خلاصة دفتر الشروط ووقت حصول العرض بقيمة بدل الطرح تمهيداً لتطبيق أحكام المادة ٩٨٦ أ.م.م. وأغفل قيام المباشر مجدداً بالمناداة، وأن رئيس دائرة التنفيذ أغفل التدقيق في صحة معاملات اللصق والنشر قبل السير في إجراءات المزايدة عملاً بالفقرة ١ من المادة ٩٨٧ أ.م.م. أنه لم يصدر قرار يقضي بتسليم المنفذ شهادة اشتراك بالمزايدة وأنه خالف أحكام المادة ٩٦٨ أ.م.م. بانقضاء أكثر من تسع سنوات بين تخمين ثمن المبيع وإجراء جلسة المزايدة ونص المادتين ٩٧٩ و٩٨٠ أ.م.م. عند رد طلب تأجيل جلسة المزايدة علماً بأنه لم يتوفر جو المزاحمة،

وحيث ومن جهة أولى فإنه لا يتبين من أحكام القانون لا سيما وأنه لا يوجد أكثر من مشترك واحد في المزايدة أنه يجب المناداة تكراراً، أضف الى ذلك أنه ولو أغفل ذكر ساعة تقدم المنفذ للإشتراك بالمزايدة إلا أن انقضاء مدة الربع ساعة ثابت من بينات المحضر إذ رفعت الجلسة لربع ساعة للتدقيق مرتين فلا يكون ثمة ضرر فيما ذكر أعلاه يوجب البطلان،

وحيث ومن جهة ثانية فإنه يتبين من الأوراق أن رئيس دائرة التنفيذ تأكد من صحة معاملات النشر والإلصاق قبل السير بإجراءات المزايدة (محضر التنفيذ ص. ١٩) وأنه تم تسليم المنفذ شهادة اشتراك بالمزايدة فيقتضي رد ما أثير لهذه الجهة،

وحيث وفيما يتعلق بمخالفة أحكام المادتين ٩٧٩ و٩٨٠ أ.م.م. فإن المادة ٩٧٩ أ.م.م. تنص على أنه يجوز لرئيس دائرة التنفيذ أثناء جلسة المزايدة، وبناء على طلب المدين، أن يأخذ في الاعتبار مركز هذا الأخير والحالة الاقتصادية فيؤجل البيع مدة تتراوح بين شهرين وستة أشهر بشرط أن يسلف المدين لصالح جميع الدائنين الحاجزين والمشتركين في الحجز والمسجلين من أصحاب حق الأولوية المتوافرة في دينهم الشروط القانونية للتنفيذ الفائدة عن المدة الممنوحة والنفقات المدفوعة.

وحيث يتبين من مستهل نص المادة المذكورة أنها ليست ملزمة لرئيس دائرة التنفيذ وأنها لا تولي المدين المنفذ عليه حقاً مكتسباً بإجابة طلبه بالتأجيل بل أن هذا الأمر متروك لتقدير رئيس دائرة التنفيذ الذي يعود له حق تقدير مدى ملاءمة تأجيل البيع أو السير في المزايدة،

وحيث لا يكون تأجيل موعد جلسة المزايدة ملزماً لرئيس دائرة التنفيذ،

وحيث أن المحكمة لا ترى في ظل المعطيات أن رئيس دائرة التنفيذ أخطأ عند تقريره رد طلب تأجيل الجلسة فيقتضي رد ما أثير لهذه الجهة،

وحيث أن المادة ٩٨٠ أ.م.م. تنص على أنه على رئيس دائرة التنفيذ ان يقرر تأجيل البيع سنة واحدة بناء على عريضة يقدمها المدين اليه قبل خمسة أيام على الأقل من موعد البيع يثبت فيها ان صافي ريع أمواله عن هذه المدة يكفي لتسديد المبالغ المستحقة لجميع الدائنين المذكورين في المادة السابقة ويمكن لرئيس دائرة التنفيذ ان يتخذ التدابير اللازمة لحفظ هذا الريع،

وحيث أنه يتبين من قرار الإحالة أن المستأنف تقدم بطلبه وقف التنفيذ في جلسة المزايدة عينها دون أن يسلف لصالح جميع الدائنين الحاجزين والمشتركين في الحجز والمسجلين من أصحاب حق الأولوية المتوافرة في دينهم الشروط القانونية للتنفيذ الفائدة عن المدة الممنوحة والنفقات المدفوعة ودون أن يكون قد تقدم سابقاً بالعريضة المشار إليها في المادة ٩٨٠ أ.م.م. ودون أن يثبت توفر شروط المادة الأخيرة فيقتضي رد ما أثير لهذه الجهة وتصديق القرار المستأنف،

وحيث وفيما خص مخالفة أحكام المادة ٩٦٨ أ.م.م. فقرار إعادة التخمين جوازي غير وجوبي فيقتضي رد ما أثير لجهة بطلان جلسة المزايدة لعدم إعادته لا سيما وأن إعادة التخمين لم تطلب من المنفذ عليها قبل موعد جلسة المزايدة،

وحيث وأخيراً وفيما خص العيوب التي شابت قرار الإحالة عينه فإن المستأنفة تدلي بأن قرار الإحالة خلا من ذكر أوصاف المبيع وهوية المشتري وهوية المدين وثمن المبيع ومحل المزايدة والثمن وأنه تمت مخالفة أحكام المواد ٥٣٣ و٥٣٦ و٥٣٠ أ.م.م. معطوفة على المادة ٩٧٦ منه لعدم النطق بالحكم علنياً ولعدم تنظيم محضر لإثبات النطق بالحكم ولتوقيع القرار بعد إفهامه وليس قبل إفهامه عملاً بالمادة ٥٣٣ أ.م.م.

وحيث أنه يتبين أن رئيس دائرة التنفيذ قد قرر إحالة المبيع على اسم المنفذ المشتري في جلسة المزايدة عينها فلا يكون واجباً تنظيم محضر للنطق بالقرار ويكون قد أفهم علناً طالما أن الفريقين كانا موجودين عند النطق به،

وحيث أن قرار الإحالة تضمن ذكر أوصاف المبيع وهوية المشتري وهوية المدين وثمن المبيع والثمن وأنه وقع حسب الأصول فيقتضي رد ما أثير خلاف ذلك وتصديقه،

وحيث وتبعاً لذلك يقتضي رد الإستئناف أساساً وتصديق القرار المستأنف،

وحيث يقتضي رد سائر المطالب الزائدة أو المخالفة بما فيها طلب إبلاغ أمانة السجل العقاري وطلبات العطل والضرر المتقابلة لعدم ثبوت الضرر،

لذلك،

تقرر بالإجماع:

أولاً: قبول الإستئناف شكلاً،

ثانياً: رد الإستئناف اساساً وتصديق القرار المستأنف وإعادة الملف المضموم الى مرجعه،

ثالثاً: رد سائر الطلبات الزائدة أو المخالفة،

رابعاً: مصادرة التأمين الإستئنافي بعد تضمين المستأنف النفقات.



مجلس العمل التحكيمي في بيروت
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة هيام خليل
والعضوان السيدان نبيه مارون وفؤاد قازان

القرار: رقم ٩٩٣ تاريخ ٢٠٠٨/١٢/٣

المهندس أسامة أبو علوان/ شركة "تيكس للهندسة والمقاولات" ش.م.م.

- عمل – اختصاص – عقد – وصف قانوني.

- عقد بين مهندس مدني وشركة هندسة ومقاولات – فسخ العقد ومطالبة بتعويض صرف تعسّفي، تعويض إنذار، بدلات ساعات عمل إضافيّة وإجازات سنويّة مع الفائدة القانونيّة – دفع بانتفاء اختصاص مجلس العمل التحكيمي نظر الدعوى.

- خدمات هندسيّة واستشاريّة لبعض مشاريع البناء المنفّذة من قبل المدعى عليها، لقاء أتعاب محدّدة – مهنة حرّة – عدم خضوع المهندس المدّعي، خلال تنفيذ عقده، لرقابة وأوامر وإشراف مندوبي الشركة المدّعى عليها – انتفاء رابطة التبعيّة القانونيّة بين فريقي العقد – استقلالية في تنفيذ العمل المكلّف به – عقد مقاولة وليس عقد عمل – دعوى خارجة عن اختصاص مجلس العمل التحكيمي – ردّ الدعوى شكلاً لعدم اختصاص مجلس العمل التحكيمي.

انّ المعيار الذي استقرّ عليه الفقه والإجتهاد للتفريق بين عقد العمل وعقد المقاولة هو المعيار المستمدّ من عنصر التبعيّة القانونيّة باعتبار أنّ ما يميّز الأجير عن المقاول هو عدم خضوع هذا الأخير، خلال تنفيذ عقده، لإرادة وإشراف ورقابة صاحب العمل، خلافاً لوضع الأجير الذي يخضع باستمرار لأوامر صاحب العمل وتعليماته وتوجيهاته.

بناءً عليه،

في الدفع بانتفاء الاختصاص:

حيث ان المدعى عليها تدفع بانتفاء اختصاص هذا المجلس للنظر في الدعوى الحاضرة مدلية بأن المادة ٧٩ من قانون العمل قد أناطت بمجلس العمل التحكيمي اختصاص النظر في الخلافات الناشئة عن الصرف من الخدمة وترك العمل وبصورة عامة في جميع الخلافات الناشئة بين أرباب العمل والأجراء عن تطبيق أحكام قانون العمل، في حين أن العلاقة التي كانت قائمة بينها وبين المدعي يرعاها قانون الموجبات والعقود وتحديداً الفقرتان الثانية والثالثة من المادة ٦٢٤ م. وع. وليس قانون العمل، لأن المدعي بصفته مهندساً قد تعاقد معها من أجل القيام بخدمات هندسية استشارية لمشاريع هندسية معينة دون أن يتقيد بدوام عمل معين ودون أية رقابة من قبلها، بحيث لا يمكن وصف علاقتها به بأنها علاقة عمل إنما هي علاقة مقاولة مما يخرج النزاع بشأنها من اختصاص هذا المجلس سنداً للمادة ٧٩ من قانون العمل.

وحيث ان المدعي يدلي بالمقابل بأن علاقته بالمدعى عليها بدأت بتاريخ ١٩٩٨/٦/١ بموجب عقد عمل شفهي حيث جعل عمله رهين خدمتها وتحت إدارتها ممثلة بالمهندس السيد زهير عز الدين المسؤول فيها، وفي المقابل التزمت المدعى عليها بدفع الأجر المتفق عليه، وهو عمل لديها شخصياً ونفذ عمله في المكان الذي حددته المدعى عليها وتحت اشرافها حيث وضعت تحت تصرفه العمال والمعدات والمواد اللازمة متحملة المخاطر الاقتصادية والقانونية في تنفيذ البناء، وأن المدعى عليها وبعد مرور السنتين على عمله لديها، طلبت منه التوقيع على ما سمّته "عقد اتفاق" وهو امتداد لعقد عمله الشفهي وأن مضمونه يثبت أنه عقد عمل وليس عقد مقاولة وهو لا يخضع لقانون الموجبات والعقود إنما لقانون العمل، وبالتالي فإن النزاع بشأنه يخضع لاختصاص هذا المجلس.

وحيث ان المادة ٧٩ من قانون العمل قد أدخلت ضمن اختصاص هذا المجلس النظر في الخلافات الناشئة بين أرباب العمل والأجراء عن تطبيق أحكام قانون العمل.

وحيث ان المادة الأولى من القانون المنفذ بالمرسوم رقم ٣٥٧٢ الصادر بتاريخ ١٩٨٠/١٠/٢١ قد أدخلت ضمن اختصاص هذا المجلس نزاعات العمل الفردية الناشئة عن علاقات عمل بمفهوم المادة ٦٢٤ فقرة أولى من قانون الموجبات والعقود.

وحيث أنه تقتضي الاشارة في البدء الى أنه من المتفق عليه بين الفريقين أن نوع عمل المدعي لم يتغيّر منذ بدء عمله لدى المدعى عليها سنة ١٩٩٨ وحتى بعد توقيعه العقد الخطي معها سنة ٢٠٠٠، مما يستفاد منه أن علاقة المدعي بالمدعى عليها استمرت على حالها منذ بدئها في ظل العقد الشفهي وحتى نهايتها في ظل العقد الخطي.

وحيث أنه يقتضي البحث في ما إذا كانت علاقة المدعي بالمدعى عليها تتكيف بعقد عمل أم بعقد مقاولة توصلاً للبت في اختصاص هذا المجلس، باعتبار ان نزاعات العمل الفردية الناشئة عن عقد عمل وحدها تدخل ضمن اختصاص هذا المجلس.

وحيث أنه سنداً للمادتين ٣٦٩ و٣٧٠ أ.م.م. فإن الوصف القانوني الصحيح للوقائع والعقود المتنازع بشأنها يعود للمجلس بحيث لا يتقيّد بالوصف المعطى من الخصوم كما أنه يفصل في النزاع وفق القواعد القانونية التي تطبق عليه.

وحيث ان المجلس لا يكتفي فقط بالمقارنة الموضوعية بين الموجبات التي وردت في العقد وتلك المنصوص عنها قانوناً، بل هو يبحث في ما اراده الفريقان من التزام بحيث يعطي العقد وصفه القانوني الصحيح المتفق مع نية طرفيه.

وحيث انه بالعودة الى العقد الخطي المبرم بين الطرفين بتاريخ ٢٠٠٠/٤/١ والذي سمّي "عقد اتفاق" يتبين أنه نص في مقدمته على أن الفريق الأول (المدعى عليها) قد طلب من الفريق الثاني (المدعي) خدمات هندسية استشارية بصفته مهندساً، كما نصّت المادة الثانية منه على ان الفريق الأول وافق على التعاقد مع الفريق الثاني كمهندس في الورش يتعهد القيام بكل ما يطلبه منه الفريق الأول في نطاق الأعمال الهندسية بشكل عام والتجميلية التي يقوم بها الفريق الأول، كما نصت المادة الرابعة منه على أن الفريق الثاني يتقاضى من الفريق الأول عن كامل مدة العقد البالغة سنة (المادة الثالثة) أتعاباً قدرها /١٨٠٠٠/ د.أ. تدفع على اثني عشر قسطاً متساوياً في نهاية كل شهر، كما نصت المادة السادسة منه على أن يتحمل ويتعهد الفريق الثاني بدفع كافة الرسوم والضرائب المتوجبة والناتجة عن هذا العقد مباشرة الى الجهات والدوائر الرسمية.

وحيث ان المادة ٦٢٤ م وع قد عرّفت في فقرتها الأولى عقد العمل بأنه عقد يلتزم بمقتضاه أحد المتعاقدين بأن يجعل عمله رهين خدمة الفريق الآخر وتحت ادارته مقابل أجر يلتزم هذا الفريق أداءه له، في حين عرّفت في فقرتها الثانية عقد المقاولة بأنه عقد يلتزم المرء بمقتضاه إتمام عمل معيّن لشخص آخر مقابل بدل مناسب لأهمية العمل، كما أن الفقرة الثالثة قد اعتبرت العقد الذي بموجبه يلتزم صاحب مهنة حرة بتقديم خدماته للذين يتعاقدون معه عقد مقاولة.

وحيث انه يتبين من التعريفات الواردة في المادة ٦٢٤ م وع ان عقد العمل يشترك مع عقد المقاولة بقواسم عدة إذ في كل من العقدين يتعهد أحد الفريقين بتأدية عمل ما للفريق الآخر مقابل أجر متفق عليه يلتزم الفريق الثاني بتسديده اليه.

وحيث ان المعيار الذي استقر عليه الفقه والاجتهاد للتفريق بين عقد العمل وعقد المقاولة هو المعيار المستمد من عنصر التبعية القانونية، باعتبار ان ما يميّز الأجير عن المقاول هو عدم خضوع هذا الأخير خلال تنفيذ عقده لإرادة صاحب العمل وإشرافه ورقابته، بل هو يعمل باستقلال تام طبقاً لشروط العقد المبرم بينهما، خلافاً لوضع الأجير الذي يخضع باستمرار لأوامر وتعليمات وتوجيهات صاحب عمله، وإن هذا المعيار المتمثل بالرقابة القانونية هو الذي اعتمده المشترع اللبناني في نص المادة ٦٢٤ م وع.

وحيث انه مما لا شك فيه أن المدعي بصفته مهندساً فهو يعتبر صاحب مهنة حرة، وإن المبدأ القانوني المنصوص عنه في الفقرة الثالثة من المادة ٦٢٤ م وع يقضي بأن العقد الذي يلتزم بموجبه هذا الأخير بتقديم خدماته للمتعاقدين معه يُعد عقد مقاولة.

وحيث انه للخروج عن هذا المبدأ القانوني وبالتالي لاعتبار العقد المبرم بين الفريقين عقد عمل وليس عقد مقاولة، فإنه يجب أن تتوافر فيه شروط من شأنها إزالة الاستقلال التام في تنفيذ العمل والخضوع باستمرار لأوامر وتعليمات وتوجيهات صاحب العمل.

وحيث انه بالعودة الى محضر استجواب المدعي يتبين أن هذا الأخير قد أدلى بأنه مهندس مدني وهو كان يضع خرائط الإنشاءات وان شركة السوليدير كانت تعطي المدعى عليه الخرائط الاجمالية وأن مهندسي هذه الشركة الأخيرة يضعون الخرائط التفصيلية وكان يشرف على تنفيذ الأعمال (ص ١٦ و٢٥ من محضر ضبط المحاكمة)، وأنه كان يبدأ العمل عند الثامنة صباحاً وأحياناً يستمر حتى الواحدة أو الثانية بعد منتصف الليل حسب ما تقتضي الأعمال، وهو كمهندس يلتزم القيام بعمله حتى إنجازه ولم يكن يهتم للوقت إنما

كمسؤول عن أعماله تجاه نفسه وتجاه الشركة كان يتجاوز كل دوام محدد قانوناً للعمل، وأن السيد زهير عز الدين (أي مدير الشركة المدعى عليها) كان ينسّق العمل معه ويشرف على الأعمال (ص ١٧ و١٨ من المحضر)، وأنه (أي المدعي) كان يشرف على جميع أعمال الشركات المتعاقدة من الباطن مع المدعى عليها (ص ٢١)، وأنه في البدء كان مسؤولاً عن الأعمال في البنايات الأربع أما في السنة الأخيرة فأصبح مسؤولاً عن بناية واحدة (ص ٢٦).

وحيث انه يستفاد من إفادة المدعي أثناء استجوابه أنه لم يكن لديه دوام محدد يتقيد به لتأدية عمله، بل كان يستمر حتى انجاز العمل الذي التزم القيام به كونه مسؤولاً عن أعماله تجاه نفسه وتجاه الشركة المدعى عليها وأنه كان يضع خرائط الانشاءات ويشرف على تنفيذ الأعمال، كما كان يشرف على جميع أعمال الشركات المتعاقدة من الباطن مع المدعى عليها لتنفيذ الأعمال التكميلية مثل الكهرباء والصحية وسواها.

وحيث ان عدم تقيّد المدعي بدوام عمل محدد، بحيث كان يستمر في عمله حتى إنجازه كونه مسؤولاً عن هذا الانجاز تجاه نفسه وتجاه المدعى عليها، كما أن قيامه بوضع خرائط الانشاءات بالاستناد الى القواعد الهندسية والعلمية التي يلّم بها بصفته مهندساً، إضافة الى توليه الاشراف على تنفيذ الأعمال كافة في الورشة وحتى تلك التي تنفذها شركة مقاولة متعاقدة من الباطن مع الشركة المدعى عليها لانجاز الأعمال التكميلية من تمديدات كهربائية وصحية وسواها، إنما ينّم عن استقلالية يتمتع بها المدعي في إطار تأدية العمل المكلّف به بموجب العقد المبرم بينه وبين المدعى عليها.

وحيث ان طبيعة عمل المدعي المتمثل باستعمال مؤهلاته العلمية لوضع الخرائط والاشراف على تنفيذ الأعمال كافة في الورشة دون التقيد بدوام معيّن، بحيث لا يحدّه في هذا الاطار سوى التزامه بضرورة إنجاز العمل المكلف به كونه مسؤولاً عن هذا الانجاز تجاه نفسه وتجاه المدعى عليها، إنما تستلزم توافر الاستقلالية لديه، وان دور ممثل المدعى عليها السيد عز الدين تجاه المدعي إنما يبقى في إطار التنسيق والاشراف العام على الأعمال الذي لا يصل الى حد خضوع هذا الأخير المستمر لإشرافه ورقابته وأوامره.

وحيث انه مع توافر الاستقلالية لدى المدعي في تأدية عمله طبقاً لشروط العقد المبرم بينه وبين المدعى عليها، والذي التزم فيه القيام بعمله بكل دقة وإخلاص وببذل قصارى جهده وعنايته في هذا السياق، فإن عنصر التبعية القانونية يكون منتفياً.

وحيث انه يتبيّن مما تمّ عرضه آنفاً أن العقد الخطي المبرم بين الفريقين قد خلا من أي بند ينص على خضوع المدعي في عمله باستمرار لإشراف وأوامر ورقابة ممثلي المدعى عليها كما خلا من أي بند ينص على دوام عمل محدد يجب على المدعي التقيّد به، كما أن تنفيذ هذا العقد الخطي وقبله الشفهي قد اتسم بتوافر استقلالية لدى المدعي استوجبتها طبيعة العمل الذي كلّف به في الورشة العائدة للمدعى عليها، كما صار بيانه أعلاه، الأمر الذي يستتبع وصف العقد موضوع الدعوى بأنه عقد مقاولة لعدم توافر عنصر التبعية القانونية فيه.

وحيث أنه سنداً للمادة ٧٩ من قانون العمل وسنداً للمادة الأولى من القانون المنفذ بالمرسوم رقم ٣٥٧٢ الصادر بتاريخ ١٩٨٠/١٠/٢١، فإن هذه الدعوى تخرج عن اختصاص هذا المجلس كونها غير ناشئة عن علاقة عمل بمفهوم المادة ٦٢٤ فقرة أولى من قانون الموجبات والعقود، مما يقتضي ردها شكلاً لعدم الاختصاص.

وحيث ان المجلس لا يرى فائدة في بحث سائر ما أثير من أسباب ومطالب أخرى زائدة أو مخالفة إما لعدم الجدوى وإما لكونه قد لقي في ما سبق تبيانه جواباً ضمنياً.

لذلك،

وبعد الاطلاع على مطالعة مفوض الحكومة،

يحكم بالاجماع:

١. برد الدعوى شكلاً لعدم الاختصاص.

٢. برد سائر ما أثير من أسباب ومطالب أخرى زائدة أو مخالفة.

٣. بتضمين المدعي الرسوم والمصاريف القانونية كافة.



مجلس العمل التحكيمي في جبل لبنان
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة رندة كفوري
والعضوان السيدان سامي أبو جودة وإميل جحا

القرار: رقم ٤١٥ تاريخ ٢٠٠٩/٦/٢٩

زخيا الخوري/ بيار إدّه

- طوارئ عمل – سائق في خدمة مؤسسة لصنع وبيع الحلوى – استعمال سيّارة عائدة للمؤسسة من طرف السائق بغية إيصال «الطلبيّات» للزبائن – اصطدام سيّارة المؤسسة بشاحنة أثناء تأدية السائق المذكور لمهامه – إصابة السائق المدّعي بجروح وكسور جرّاء حادث الإصطدام – طارئ عمل – عجز مؤقت لمدّة أربعة أشهر – حقّ المصاب بتقاضي تعويض عن العجز المؤقت قدره ثلاثة أرباع الأجر اليومي الأخير لمدّة أقصاها تسعة أشهر – إلزام المدّعى عليه رب العمل بدفع تعويض العجز المؤقت المطالب به للأجير المدّعي – طبيب معالج من اختيار الأجير – عدم ترتب النفقات الجراحيّة والاستشفائية بذمة رب العمل في هذه الحال إلاّ بنسبة ما يحدّده مجلس العمل التحكيمي.

- مطالبة بدفع بدل إجازات سنويّة – إجازات مستحقة قبل فسخ العقد وغير ساقطة بمرور الزمن – إلزام المدّعى عليه بدفع الإجازات المطالب بها للمدّعي.

- مطالبة ببدلات نقل – أجير مقيم على مقربة من مقرّ عمله – مطالبة في غير محلّها – ردّ المطالبة.

- دعوى مضمومة – مطالبة باعتبار عقد العمل مفسوخاً على مسؤولية المدّعى عليه لامتناعه عن إنفاذ موجباته العقديّة – سكوت المدعى عليه عن الانذار والرد على الدعوى المضمومة – قرينة على صحّة المطالب المساقة في وجهه – اعتبار عقد العمل مفسوخاً على مسؤولية المدّعى عليه – ضرر ناتج عن الفسخ – الحكم على رب العمل بدفع تعويض للأجير موازٍ لأجر ثمانية أشهر – موجب الإنذار – عدم توجب الإنذار المسبق عند إخلال أحد فريقي عقد العمل بموجباته العقدية – ردّ المطالبة بتعويض الإنذار – نفقات طبابة واستشفاء مستقبلة أو محتملة بنتيجة طارئ العمل – حفظ حق المدّعي في مطالبة المدّعى عليه بدفعها.

بناءً عليه،

في الشكل:

حيث انٍ الدعوى مقدمة في المهلة القانونية فتكون مقبولة شكلاً.

في الأساس:

حيث ان المدعي يطلب الزام المدعى عليه بأن يدفع له التعويض المؤقت المنصوص عليه في قانون طوارئ العمل عن مدة التعطيل الممتدة من أول نيسان وحتى ١٤ آب وبنفقات المعالجة التي تكبّدها وبتعويض عن الاجازتين السنويتين المستحقتين حتى ٢٠٠٧/٣/١ وببدلات النقل.

وحيث من غير المنازع فيه ان المدعي أثناء قيامه بعمله وبالتحديد أثناء قيادته سيارة المؤسسة العائدة للمدعى عليه لتوزيع البضائع تعرّض لحادث سير أدى الى اصابته بكسور وجروح نقل على اثرها الى المستشفى.

وحيث ان الاصابة المذكورة تندرج في مفهوم طارئ العمل المنصوص عليه في المادة الأولى من المرسوم الاشتراعي ٨٣/١٣٦.

وحيث أنه سنداً للمادة ٥ من المرسوم المذكور اذا سبّب الحادث عجزاً مؤقتاً عن العمل يترتب على رب العمل دفع تعويض قدره ثلاثة أرباع الأجر اليومي الأخير لمدة اقصاها تسعة أشهر.

وحيث أنه من الثابت بالتقارير الطبية المبرزة أن الحادث سبب عجزاً مؤقتاً عن العمل أمتد وفق التقارير من ٢٠٠٧/٤/١ وحتى ٢٠٠٧/٨/١٤.

وحيث لا نزاع حول مقدار الأجر الشهري البالغ /٤٤١٠٠٠/ل.ل.

وحيث ان الأجر اليومي يكون وفقاً لاحكام المادة ٥: ٤٤١٠٠٠÷٢٥ = ١٧٦٤٠ والتعويض المتوجب عن

الفترة الممتدة من ٢٠٠٧/٤/١ وحتى ٢٠٠٧/٨/١٤ يوازي /١٧٩٩٢٨٠/ ل.ل. هذا من نحوٍ أول.

وحيث أن المدعي يطالب بنفقات معاينة واتعاب علاج فيزيائي وثمن ادوية في حين يدلي المدعى عليه بأن المدعي هو الذي اختار طبيبه فلا تترتب عليه نفقات المعالجة.

وحيث سنداً للمادة ١٧ من المرسوم الاشتراعي ٨٣/١٣٦ يتحمل صاحب العمل مهما استمرت مدة انقطاع الأجير جميع النفقات الطبية والجراحية والصيدلية.

وحيث أن المادة ١٩ تضيف أنه يحق للأجير اختيار طبيبه بنفسه وفي هذه الحال لا يترتب على صاحب العمل من النفقات الطبية والجراحية سوى المبلغ الذي يحدده مجلس العمل التحكيمي.

وحيث انها بالتالي لا تعفي رب العمل من موجب تحمل النفقات انما تحددها بما يراه مجلس العمل التحكيمي مناسباً.

وحيث أنه ثابت بالفواتير المبرزة ان نفقات المعالجة التي سددها المدعي والتي لا يرى المجلس أنه مبالغ فيها قدرها:

١٧٠٠٠٠ + ١٥٠٠٠٠ + ٣٠٠٠٠٠ + ٧٠٠٠٠ = ٦٩٠٠٠٠ ل.ل. فيقتضي الزام المدعى عليه بدفعها هذا من نحوٍ ثانٍ.

وحيث ان المدعي يدلي بأنه لم يستفد من اجازته السنوية في العامين المنتهيين في ٢٠٠٧/٣/١.

وحيث ان المدعى عليه يدلي بالمقابل بأنه استفاد منها واستطراداً بأنه لا يجوز له المطالبة بها بعد فسخ عقد العمل.

وحيث لا بد من الاشارة أولاً الى انه يجوز للأجير المطالبة بتعويض عن الإجازات القانونية التي لم يستفد منها وله الحق بها سنداً للمادة ٣٩ عمل وما يليها طالما لم يسقط حقه بالمطالبة بها بمرور الزمن وفي كل حال فان المطالبة قد حصلت قبل ان يتبين ان احد الفريقين فسخ العقد.

وحيث أن ادلاء المدعى عليه بأن المدعي استفاد من اجازاته السنوية غير مقترن بأي دليل فهو لم يبرز أي جدول يتبين منه هذا الأمر.

وحيث ان ادلاءه بأن المدعي لم يثبت عكس ذلك مردود طالما انه يتعذر على الشخص اثبات واقعة سلبية تدرج في مستندات يحتفظ بها رب العمل.

وحيث يقتضي بالتالي الزام المدعى عليه بأن يدفع للمدعي تعويضاً عن الاجازتين السنويتين المطالب بهما قدره /٤٤١٠٠٠/ل.ل. هذا من نحوٍ ثالث.

وحيث أن المدعي يطالب ببدلات نقل.

وحيث ان المدعى عليه يجيب بأن منزله هو بقرب المؤسسة التي يعمل فيها وهو ينتقل من منزله الى عمله بواسطة سيارة المؤسسة.

وحيث أن المدعي لم ينف هذه الواقعة فتكون مطالبته ببدلات نقل في غير محلها وترد هذا من نحوٍ رابع.

في الدعوى المضمومة:

حيث ان المدعي يطلب في الدعوى المضمومة الى هذه الدعوى اعتبار عقد الاستخدام مفسوخاً على مسؤولية المدعى عليه لتمنع هذا الأخير من تمكينه من الاستفادة من تقديمات الضمان الاجتماعي ولعدم دفعه التعويض المؤقت عن طارئ عمل والتعويض عن اجازاته السنوية.

وحيث أن المدعى عليه لم يتقدم بأي جواب على الدعوى المضمومة ولا على الانذار الموجه اليه كما أنه لم يعلق على مطالعة مفوض الحكومة رغم امهاله.

وحيث أن عدم جوابه في الظرف الحاصل فيه وامتناعه عن القيام بالموجبات الناجمة عن عقد العمل يشكل قرينة على صحة المطالب المساقة بوجهه.

وحيث يقتضي اعتبار عقد العمل مفسوخاً على مسؤوليته والزامه بالتعويض.

وحيث يرى المجلس في ضوء الضرر الناتج عن فسخ عقد العمل وبعد الأخذ بعين الاعتبار وضع الأجير الصحي وسنه تحديد التعويض بما يوازي أجر ثمانية أشهر أي ٤٤١٠٠٠ × ٨ = /٣٥٢٨٠٠٠/ ل.ل. مع الفائدة من تاريخ الحكم طالما أنه هو الذي يحدد التعويض.

وحيث بالنسبة لموجب الانذار يقتضي التمييز بين حالتين: الأولى وهي التي يرغب فيها أحد طرفي العقد غير المحدد المدة بانهائه فيترتب عليه منعاً من مفاجأة الطرف الآخر ولتمكينه من الاستعداد للوضع الجديد انذاره.

والحالة الثانية هي عندما تقرر المحكمة اعتبار العقد مفسوخاً على مسؤولية أحد طرفيه لعدم تنفيذ هذا الفريق موجباته العقدية وفي هذه الحالة لا محل للانذار المسبق

ولا مبرر له وقد كرّست هذه القاعدة المادتان ٧٤ و٧٥ عمل.

وحيث لا يكون موجب الانذار مترتباً في الحالة الراهنة ويقتضي رد طلب المدعي الرامي الى الزام المدعى عليه بدفعه.

وحيث تأسيساً على ما تقدم يقتضي حفظ حق المدعي بالمطالبة بنفقات الاستشفاء والمعالجة التي قد يتكبدها نتيجة طارئ العمل ورد سائر الاسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة والتي لقيت رداً ضمنياً في سياق تعليل هذا القرار بما في ذلك طلب ادخال الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لعدم توافر شروط الادخال.

لذلك،

تقرر بالاجماع:

١ – قبول الدعوى شكلاً.

٢ – الزام المدعى عليه بأن يدفع للمدعي تعويضاً مؤقتاً قدره مليون وسبعماية وتسعة وتسعون ألفاً ومئتان وثمانون ليرة لبنانية مع الفائدة من تاريخ ٢٠٠٧/٧/٣١ /١٧٩٩٢٨٠/ ل.ل.

٣ – الزام المدعى عليه بأن يدفع للمدعي نفقات المعالجة البالغة /٦٩٠٠٠٠/ل.ل. ستماية وتسعين ألف ليرة لبنانية مع الفائدة من تاريخ ٢٠٠٧/٧/٣١.

٤ – الزامه بدفع بدل الاجازة عن سنتين وقدرها /٤٤١٠٠٠/ ل.ل. اربعماية وإحدى وأربعون الف ليرة لبنانية مع الفائدة اعتباراً من ٢٠٠٧/٧/٣١

٥ – اعتبار عقد العمل مفسوخاً على مسؤولية المدعى عليه والزامه بأن يدفع للمدعي تعويض صرف قدره ثلاثة ملايين وخمسماية وثمانية وعشرون الف ليرة لبنانية /٣٥٢٨٠٠٠/ ل.ل. مع الفائدة من تاريخ الحكم.

٦ – رد سائر الاسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة.

٧ – حفظ حق المدعي بالمطالبة بنفقات المعالجة التي قد يتكبدها نتيجة الحادث موضوع الدعوى.

٨ – تضمين المدعى عليه النفقات.

❖ ❖ ❖

مجلس العمل التحكيمي في جبل لبنان
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيسة رندة كفوري
والعضوان السيدان سامي أبو جودة وإميل حجا

القرار: رقم ١١٤ تاريخ ٢٠١٠/٥/٣

سامي طبارة/ "شركة كازينو لبنان" ش.م.ل.

- أجير – صالة العاب ميسر بإدارة الشركة المدعى عليها – أجير في خدمة المدّعى عليها – استفادة من راتب ثابت، إضافة الى نسبة مئويّة من الإكراميات المدفوعة من زبائن صالات اللعب، بمقتضى نظام الاستثمار الساري المفعول بتاريخ دخول المدّعي في الخدمة – استبدال نظام الإستثمار السابق بآخر جديد – تعديل الراتب وإضافة منحة إنتاج، هي عبارة عن نسبة مئويّة من مداخيل طاولات الألعاب، إعمالاً لأحكام النظام الجديد – مطالبة بإلزام المدّعى عليها بدفع منحة انتاج محتسبة على اساس ايرادات جميع الصالات – اختلاف أسس احتساب المنح بين كلّ من نظامي الإستثمار السابق والحالي – عدم جواز التذرّع بحقوق مكتسبة لجهة المنح المعطاة سابقاً، تبعاً لاختلاف أسس احتسابها عن أسس احتساب المنح الملحوظة في النظام الجديد – فقدان السند القانوني للمطالبة بالحقوق المكتسبة – ردّ المطالبة.

- نظام الإستثمار الجديد – عدم ثبوت إنقاص راتب المدّعي أو حرمانه الإمتيازات المستفاد منها آنفاً جرّاء إعمال النظام الجديد – ردّ المطالبة لعدم الثبوت.

- مطالبة بمنحة إضافيّة استناداً الى اتفاقيّة موقعة بين المدّعى عليها ونقابة المستخدمين لديها – عدم تبيان السند القانوني لاحتساب القيمة المطالب بها – ردّ المطالبة – ردّ الدعوى برمّتها.

بناءً عليه،

حيث ان المدعي يدلي بأن المدعى عليها التزمت بجميع الموجبات الناشئة عن عقود الاستثمار السابقة تجاه موظفيها وعليها تبعاً لذلك احتساب منحة الانتاج على اساس ايرادات صالات لعب الميسر وإيرادات صالات الماكينات الآلية "سلوت ماشيت" على اعتبار انها جميعها مشمولة في موضوع الاستثمار.

وحيث ان المدعى عليها تدلي بأنها استبدلت النظام السابق المبني على راتب ثابت ونسبة مئوية من الاكراميات بنظام جديد مختلف كلياً فعدّلت الرواتب للتعويض عن الاكراميات وغلاء المعيشة وأصبحت تدفع منحة إنتاجية بنسبة معينة من الراتب السنوي للموظف وفق مداخيل الشركة من طاولات اللعب واصبح الموظفون يتقاضون أكثر بكثير عما كانوا يتقاضونه سابقاً.

وحيث بالرجوع الى تقرير الخبير ومرفقاته يتبيّن أنه بموجب النظام القديم كانت الشركة المستثمرة تدفع للاجراء راتباً ثابتاً بالاضافة الى نسبة مئوية من مجموع الاكراميات وهي عبارة عن المبالغ التي كان يضعها اللاعبون في صندوق مستقل وملصق في اسفل طاولات اللعب وان المدعى عليها استبدلت النظام السابق بنظام جديد اعتمد راتباً معدلاً بالاضافة الى منحة انتاج هي عبارة عن نسبة مئوية من مداخيل طاولات الألعاب بالنسبة الى الموظف العامل في تلك الصالات.

وحيث لا بد من الاشارة أولاً الى أن المدعي لا يطلب الزام المدعى عليها بالعودة الى تطبيق النظام القديم المبني على نسبة من الاكراميات مضافة الى الراتب قبل تعديله.

وحيث لم يثبت ان النظام الجديد أثّر سلباً على حقوق المدعي وعلى راتبه فهو لم يبرز أي مستند أو رسم يتبين منه ان الراتب الذي كان يتقاضاه بالاضافة الى النسبة من الاكراميات يتجاوز ما أضحى يقبضه من راتب مضافة إليه منحة الانتاج ولم يثبت أن المدعى عليها حرمته من حقوق كان يحصل عليها بموجب النظام السابق.

وحيث ان ادلاءه بان التزام المدعى عليها بجميع الموجبات الناشئة عن عقود الاستثمار السابقة يقتضي بأن تحتسب منحة الانتاج على أساس ايرادات صالات العاب الميسر وصالة الماكينات الآلية في غير محلّه طالما أن النظام القديم لم يكن مبنيًّا على منحة إنتاج محتسبة على أساس جميع الإيرادات انما كان مبنياً على اساس مختلف هو الاكراميات.

وحيث يقتضي للتذرع بحقوق مكتسبة لجهة الإيرادات الواجب احتسابها أساساً للمنحة ان يكون الراتب الذي كان يتقاضاه المدعي سابقاً يشتمل راتباً ثابتاً ومنحة انتاج تحتسب على اساس ايرادات جميع الصالات الأمر غير المتوافر في القضية الراهنة.

وحيث يكون طلب المدعي بالزام المدعى عليها بأن تدفع مبلغ ٤٧٥٠٠٠٠٠٠ ل.ل. يمثل منحة انتاج محتسبة على أساس ايرادات جميع الصالات مستوجباً الرد هذا من نحوٍ أولٍ.

وحيث أن المدعي يدلي بأن الاتفاقية التي وقعت في ٢٠٠٧/٨/٢٨ بين المدعى عليها ومجلس نقابة عمال مستخدمي العاب الميسر في كازينو لبنان هي موضع خلاف لأن المنحة الاضافية التي اعطيت في عام ٢٠٠٦ هي ٤% في حين تستحق للموظفين نسبة ٢٠٧%

وحيث ان الاتفاقية المذكورة اعتمدت نسباً جديدة هي التالية:

٨٠% على الراتب مقابل مدخول سنوي لطاولات الالعاب والسلوت لغاية ١٠٥ ميلون تضاف اليها ١% عن كل مليون اضافي حتى ١٢٠ مليون.

وحيث يتبيّن من المستند المرفق بلائحة المدعى عليها تاريخ ٢٠٠٧/٥/٧ ان مجموع المداخيل لعام ٢٠٠٦ بلغت ١٢٠,١ مليون.

وحيث وفقاً للاتفاقية تكون النسبة المئوية المستحقة للمدعي ٩٥% من راتبه.

وحيث يتبين من الملحق رقم ١ لتقرير الخبير ان منحة الانتاج التي اعطيت عام ٢٠٠٦ بلغت ٩١% فيكون الفرق ٤% وهو الذي اشارت اليه الاتفاقية الموقعة من النقابة.

وحيث ان المدعي لم يبيّن كيفية احتسابه نسبة ٢٠٧% المدلى باستحقاقها او السند القانوني لاحتسابها فيقتضي رد ادلائه لهذه الناحية هذا عن نحوٍ ثانٍ.

وحيث تأسيساً على ما تقدم يقتضي رد الدعوى وسائر الأسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة بما فيها طلب العطل والضرر لعدم توافر شروطها.

لذلك،

تقرر بالاتفاق رد الدعوى وتضمين المدعي النفقات.

❖ ❖ ❖

مجلس العمل التحكيمي في لبنان الشمالي

الهيئة الحاكمة: الرئيس حريص معوّض
والعضوان السيدان مقبل ملك وانطانيوس منصور

القرار: رقم ٧٥ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٠

شركة طيران الشرق الأوسط ش.م.ل./ فطمة مقدّم

- عقد عمل مؤقت – مضيفة طيران – توقفها عن العمل في خدمة الشركة المدعية دون سابق إنذار بعد شهرين على بدء تنفيذ عقد العمل المحددة مدته بسنتين – مطالبة بفسخ العقد على مسؤوليّة المدّعى عليها، وبإلزام هذه الأخيرة دفع تعويض ترك تعسّفي وتعويض إنذار وعطل وضرر، وببند جزائي.

- محام بالإستئناف – وكالة خاصّة تجيز للمحامي المدافعة عن المدعية، أمام مجالس العمل التحكيمية، في الدعاوى المقامة منها في وجه الموظفين الفاسخين عقود عملهم دون وجه حق – تضمين نصّ الوكالة الخاصّة مصطلح «الموظف» دون مصطلح «المستخدم» أو مصطلح «الأجير» – مطالبة بردّ الدعوى شكلاً لانتفاء صفة وكيل الجهة المدّعية مقاضاة المدّعى عليها، باعتبار أن هذه الأخيرة هي «مستخدمة» وليست «موظفة» – قانون العمل – تطبيق أحكام قانون العمل، دون تمييز بين عمّال ومستخدمين أو موظفين، بمجرّد توفر رابطة العمل المحدّدة في المادة ٦٢٤ م.ع. – لا عبرة للتفريق بين موظفين ومستخدمين من ناحية قانونية بحتة – ردّ الإدلاءات المخالفة – صفة متوفرة لوكيل الجهة المدعية في مقاضاة المدعى عليها بمقتضى الوكالة الخاصة تبعاً لانتفاء التمييز قانوناً بين موظفين ومستخدمين وأجراء – قبول الدعوى شكلاً.

ان التمييز بين الأجراء والمستخدمين لا أهمية له سوى من الناحية الاجتماعية، الاّ ان هذا التمييز يبقى دون تأثير بالنسبة للحقوق والتعويضات المستحقة للأجراء بمقتضى أحكام قانون العمل وقانون الضمان الاجتماعي سواء اعتبر هؤلاء من فئة المستخدمين أو العمال.

- عقد محدد المدة – استخدام تحت التجربة – حق مكرّس قانوناً لكل من فريقي عقد الاستخدام تحت التجربة في فسخ العقد من طرف واحد دون إنذار أو تعويض خلال فترة ثلاثة أشهر من تاريخ بدء الإستخدام – قاعدة الزامية ومتعلّقة بالنظام العام – انتفاء المسؤوليّة العقديّة للمدّعى عليها، المعيّنة تحت التجربة، وعدم توجب أي تعويض بذمتها تجاه الجهة المدعية جرّاء تركها عملها بعد شهرين من تاريخ تعيينها – ردّ الدعوى في الأساس.

ان احتفاظ رب العمل وحده بحق انهاء خدمات العامل خلال فترة التجربة دون اعطاء هذا الحق أيضاً للعامل، هو مخالف لأحكام الفقرة الأخيرة من البند "ج" من المادة ٥٠ عمل، حيث أن القواعد التي ترعى احكام قانون العمل هي قواعد الزامية لتعلّقها بالنظام العام وللمحكمة أن تثيرها عفواً.

بناءً عليه،

حيث إنّ المدعية شركة طيران الشرق الأوسط الخطوط الجوية اللبنانية ش.م.ل. قد إدعت بوجه المدعى عليها فطمة مقدم طالبة اعتبار عقد العمل بين الطرفين مفسوخاً على مسؤولية المدعى عليها لمخالفتها أحكام المادة ٧٤ من قانون العمل والزامها بدفع ٢٩٥٠٠ د.أ. اي ما يوازي أربعة واربعين مليوناً ومائتين وخمسين الف ليرة لبنانية التعويض الإجمالي المتوجب بذمة المدعى عليها لصالح المدعية مع الفائدة القانونية منذ الأستحقاق لحين الدفع الفعلي وتضمينها الرسوم والمصاريف.

وحيث إنّ المدعية قد أسندت دعواها الى عقد عمل حددت مدته بسنتين من ٢٠٠٥/٥/١ وكان يجب أن ينتهي في ٢٠٠٧/٤/٣٠ ألاّ أن المدعى عليها توقفت عن العمل بتاريخ ٢٠٠٥/٧/١٠ دون سابق إنذار أو تبرير أو إعلام مما أضرّ بمصلحة الشركة المدعية.

وحيث إنّ المدعى عليها أدلت في لائحتها الجوابية الأولى إنه بتاريخ ٢٠٠٤/٢/٢٢ وقعت مع المدعية عقد عمل كمضيفة طيران تعمل على متن طائرات عائدة للجهة المدعية وان هذا العقد قد نص على فترة تجربة

مدتها ثلاثة أشهر كما هو مبين في مادتيه العاشرة والحادية عشرة، وإنها بتاريخ ٢٠٠٥/٦/١٣ تبلغت من المدعية كتاباً تعتبر فيه تاريخ بدء سريان العقد في ٢٠٠٥/٥/١ وإنها لأسباب صحية تركت العمل بعد أن أعلمت المدير المسؤول عنها بوضعها الصحي وأشار إليها إنها لا تزال في فترة التجربة ويمكن لها ترك العمل.

وحيث إنّ المدعى عليها طلبت ردّ الدعوى شكلاً لإنتفاء صفة وكيل الجهة المدعية لأنه منظم من الشركة التي أعطت الوكيل حق المرافعة حصراً لكل دعوى ستقام من الشركة المذكورة بوجه الموظفين الذي يفسخون عقد عملهم دون وجه حق، وإنها اي المدعى عليها تعتبر مستخدمة وليست موظفة، كما طلبت رد الدعوى شكلاً لورودها خارج مهلة الشهر المنصوص عنها في المادة ٥٠ من قانون العمل وكذلك رد الدعوى بسبب فقدانها الأساس القانوني وبسبب عدم إرتكاب المدعى عليها اي خطأ لأنها تركت العمل بسبب دواع صحية ولعدم وجود اي ضرر لاحق بالمدعية.

وحيث إنّ المسائل المطروحة أمام المجلس لحلها هي التالية:

أولاً – في صفة وكيل الجهة المدعية:

حيث إنّ المدعى عليها تطلب رد الدعوى شكلاً لإنتفاء صفة وكيل المدعية الأستاذ ...

وحيث إنّ الاستاذ ... تقدم بالدعوى الحاضرة بصفته وكيلاً لشركة طيران الشرق الأوسط – الخطوط الجوية اللبنانية بموجب وكالة منظمة لدى الكاتب العدل هزّاع حمادة برقم ٢٠٠٩/٢٤٩٠ تاريخ ٢٠٠٩/١/٢١ وهذه الوكالة تخوله حق المرافعة عن الشركة الموكلة أمام مجلس العمل التحكيمي بكل دعوى ستقام من الشركة المذكورة أعلاه بوجه الموظفين الذي يفسخون عقودهم مع الشركة دون وجه حق.

وحيث إنّ المدعى عليها تدلي بأنها تعتبر نفسها مستخدمة لدى المدعية وليست موظفة بالإستناد الى العقد الموقع معها.

وحيث إن المادة الأولى من قانون العمل تنص على أن رب العمل هو كل شخص طبيعي أومعنوي يستخدم بأية صفة كانت أجيراً ما في مشروع صناعي أو تجاري أو زراعي مقابل أجر.

وحيث إنّ المادة الثانية من قانون العمل تنص على أنّ الأجير هو كل رجل أو إمرأة يشتغل بأجر عند رب العمل...

وحيث إنّ المادة ٦٢٤ موجبات وعقود تنص على أنّ إجارة العمل أو الخدمة عقد يلتزم بموجبه أحد المتعاقدين أن يجعل عمله رهين خدمة الآخر وتحت ادارته مقابل أجر يلتزم هذا الفريق أداءه له.

وحيث إنّ الفرق بين العامل والمستخدم ليس إلا من باب التفرقة في العمل الذي يقوم به كلّ منهما.

"تمييز غرفة ٣ المدنية رقم ٢٤ تاريخ ٦٢/١١/٧ حاتم جزء ٤٠ صفحة ٦٠".

وحيث إنّ التفرقة بين الأجراء والمستخدمين لا أهمية له سوى من الناحية الإجتماعية إلاّ إنّ هذا التمييز يبقى دون تأثير بالنسبة للحقوق والتعويضات المستحقة للأجراء بمقتضى أحكام قانون العمل وقانون الضمان الإجتماعي سواء أُعتبر هؤلاء من فئة المستخدمين أو العمال.

"محمد علي الشخيبي الوسيط في قانون العمل جزء ١ سنة ١٩٧٣ صفحة ٥٧"

وحيث إنه والحالة هذه وعلى ضوء العقد المبرز من الجهة المدعية تعتبر المدعى عليها من الفئة الخاضعة لقانون العمل سواء كانت التسمية مستخدماً أو عاملاً أو موظفاً وبالتالي يكون الاستاذ ..... ذا صفة لإقامة هذه الدعوى ضد المدعى عليها أمام مجلس العمل التحكيمي وفقاً لمضمون وكالته المبرزة وبالتالي يكون طلب المدعى عليها ردّ الدعوى شكلاً لهذا السبب مردوداً شكلاً.

ثانياً – لجهة المسؤولية عن فسخ العقد الجاري بين المدعية والمدعى عليها بتاريخ ٢٠٠٥/٥/١:

حيث إنّ العقد الجاري بين المدعية والمدعى عليها والذي يبدأ سريانه في ٢٠٠٥/٥/١ كما هو مبين في الكتاب الموجه من المدعية الى المدعى عليها بتاريخ ٢٠٠٥/٤/٢٧ والذي تسلمته المدعى عليها في ٢٠٠٥/٦/١٣ يُخضع الفريقين لأحكام قانون العمل سواء كان لمدة محدّدة أو غير محددة.

"م.ع.ت. الشمال رقم ٨٢ تاريخ ٩٢/١٢/٢١ الرئيس عيسى الخوري – دعوى غصن/ شركة التموين والتجارة العربية ش.م.م. المحاماة سنة ١٩٩٥ عدد ٣ صفحة ١٠٣.

وفضلاً عن ذلك إنّ العقد موضوع الدعوى قد تضمن احتفاظ الفريق الأول بحق إنهائه قبل حلول أجله (المادة ١١).

وحيث إنّ العقد المحدّدة مدته مع إمكانية إنهائه من قبل أحد الفريقين قبل حلول أجله يعتبر حكماً من العقود المحدّدة لمدّة غير معينة.

م.ع.ت. – بيروت رقم ٧٣٠ تاريخ ٧٠/٥/٢٩ الشخيبي دعوى بري/شركة الخطوط الجوية عبر المتوسط

"حاتم جزء ١٠٩ صفحة ٤٨ وبهذا المعنى:

م.ع.ت. بيروت رقم ٨٨٢ تاريخ ٧٠/٧/٣".

"حاتم جزء ١٠٩ صفحة ٤٠ دعوى خوري/ مؤسسة أبيلا".

وحيث إنه من الرجوع الى المادة الحادية عشرة من العقد المبرزة صورته مع استحضار الدعوى يتبين أنّ مدة العقد سنتان تبدأ بتاريخ تحدّده الإدارة وينتهي بعد مرور سنتين على بداية تنفيذ هذا العقد الذي يتضمن في مطلع تنفيذه فترة تجربة مدتها ثلاثة أشهر وهذه الفترة تنتهي في ٢٠٠٥/٧/٣١.

وحيث إن الفقرة الأخيرة من بند "ج" من المادة ٥٠ من قانون العمل أعطت لكل من الفريقين فسخ عقد العمل دون أي إنذار مسبق أو تعويض خلال الأشهر الثلاثة التي تلي استخدامه.

وحيث إنّ إحتفاظ رب العمل وحده بحق إنهاء خدمات العامل خلال فترة التجربة، دون إعطاء هذا الحق أيضاً للعامل أثناء فترة التجربة ذاتها، مخالف لأحكام الفقرة الأخيرة من بند "ج" من المادة ٥٠ من قانون العمل.

وحيث إنّ القواعد التي ترعى أحكام قانون العمل هي الزامية لتعلقها بالنظام العام وللمحكمة أن تثيرها عفواً.

"م.ع.ت. – الشمال رقم ٣٨ تاريخ ٩١/٨/٢٦ الرئيس أنطوني عيسى الخوري مجموعة اجتهادات مجلس العمل التحكيمي" في الشمال ١٩٩٤ جزء "١" صفحة ٤٥".

وحيث إنه بغض النظر عن الأسباب التي حدت بالمدعى عليها الى ترك العمل وبغض النظر عن حقيقة التقرير الطبي أو عدمه فإن المدعى عليها بتركها العمل بتاريخ ٢٠٠٥/٧/١٠ كما ورد في استحضار المدعية تكون قد مارست حقّها المعطى لها في الفقرة الأخيرة من بند "ج" من المادة ٥٠ من قانون العمل وبالتالي لا تتحمل أيّة مسؤولية عن ترك العمل. كما أنه لا يتوجب عليها إنذار رب عملها مسبقاً أو يتوجب عليها أداء أي تعويض له، لأنّ تركها العمل هذا، جاء خلال المهلة المعطاة لها قانوناً.

وحيث إنّه بالإستناد الى ما تقدم تكون دعوى المدعية الرامية الى إلزام المدعى عليها بدفع تعويضات إنهاء التعاقد وتعويض الإنذار والعطل والضرر وقيمة البند الجزائي مردودة في الأساس لعدم ارتكازها الى أي اساس قانوني.

وحيث إنّه وبالنتيجة التي توصل إليها المجلس لم يعد هناك من حاجة لبحث سائر ما أثير إما لأنه يكون قد لقي الرد الضمني المناسب وإمّا لأنّه قد أصبح بدون موضوع.

وبعد سماع رأي مفوض الحكومة.

لذلك،

يحكم بالإجماع:

١ – قبول الدعوى شكلاً لجهة صفة وكيل المدعية.

٢ – ردّها أساساً لعدم ارتكازها الى أي اساس قانوني.

٣ – تضمين الجهة المدعية النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

مجلس العمل التحكيمي في لبنان الشمالي

الهيئة الحاكمة: الرئيس حريص معوّض والعضوان السيدان مقبل ملك وانطانيوس منصور

القرار: رقم ١٨٦ تاريخ ٢٠١٠/٤/٢١

إميل جبّور/ مصلحة استثمار مرفأ طرابلس

- **مستخدم في ملاك مؤسّسة عامّة – استمراره في الخدمة الفعليّة بعد قبضه سلفة على تعويض الصرف من الخدمة – صرفه من الخدمة بعد بلوغه السن القانونيّة – استحقاق فرق تعويض نهاية الخدمة – موافقة وزارة الأشغال العامّة والنقل، باعتبارها سلطة الوصاية، على قرار المدّعى عليها فتح اعتماد في موازنتها لتغطية فرق التعويض المستحق للمدعي المنتهية خدمته**

– قرار صادر عن مجلس الوزراء بتصديق قرار وزارة المالية القاضي برفض فتح الإعتماد المذكور – مطالبة بإلزام المدّعى عليها بدفع قيمة الفروقات المستحقة للمدعي مع الفائدة القانونية.

- مؤسسة عامّة خاضعة لقانون العمل – مستخدم غير منتسب الى الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي – استفادة المدّعي من أحكام قانون العمل الناصة على حقه في قبض تعويض صرفه من الخدمة، محسومةً منه السلفة المقبوضة سابقاً – أحكام آمرة ومتعلقة بالنظام العام – انتهاء خدمة المدّعي قبل تاريخ صدور قرار مجلس الوزراء القاضي باعتبار السلفة على تعويض الصرف من الخدمة بمثابة تعويض كامل – عدم تمتع قرار مجلس الوزراء بمفعول رجعي وعدم امتداد مفاعيله الى الحالات السابقة لصدوره – حق مكتسب للمدعي بقبض تعويض صرفه من الخدمة، محسومة منه السلفة على التعويض، أسوة بزملائه في العمل – ردّ الإدلاءات المخالفة – إلزام المدّعى عليها بدفع الفروقات المطالب بها للمدّعي.

بناءً عليه،

حيث إنّ المدعي أدلى بأنه بتاريخ ١٩٦٣/٦/٤ بدأ العمل لدى المدعى عليها، مصلحة استثمار مرفأ طرابلس بصفة مستخدم دائم في ملاك المصلحة وتقاضى سلفة على تعويض صرف من الخدمة بتاريخ ١٩٩٤/٧/١ وتمّ صرفه من الخدمة بتاريخ ٢٠٠٦/٦/٣٠ لبلوغه السن القانونية، إلاّ أن فرق تعويض نهاية الخدمة المستحق له، لم يصرف لغاية تاريخه، وطلب إلزام المدعى عليها، بأن تدفع له قيمة الفروقات المستحقة له بذمتها مع الفائدة القانونية المترتبة من تاريخ الأستحقاق وحتى الدفع الفعلي.

وحيث إنّ المدعى عليها، تطلب رد الدعوى برمتها لعدم صحتها وجديتها وقانونيتها باعتبار أن التعويض المقبوض من المدعي لا يعتبر سلفة على تعويض نهاية الخدمة وإنما يمثل كامل هذا التعويض.

وحيث إنه وبعد الإطلاع على التحقيق المجرى أمام دائرة العمل في الشمال ومطالعة مفوض الحكومة والأوراق كافة، أن المدعي لم ينتسب الى الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي عند انشائه، وإنّ المدعى عليها سلطة الوصاية، بادرت الى الطلب من وزارة المالية المصادقة على فتح اعتماد لتغطية فرق تعويض صرف المدعي من الخدمة فجاء الجواب بالرفض.

وحيث إنّ مجلس الوزراء حسم فيه التعارض الحاصل بين موافقة سلطة الوصاية أي وزارة الأشغال العامة والنقل على طلب المدعي وبين معارضة وزارة المالية الرافضة له واعتبر فيه أنّ التعويض المقبوض من المدعي بتاريخ ١٩٩٤/٧/١ يمثل كامل تعويض نهاية الخدمة ولا يعتبر سلفة على هذا التعويض.

وحيث يتبين أنّ المدعي أدلى لدى دائرة العمل في لبنان الشمالي بأنّ زميليه في العمل السيدين نعيم لبان وأكرم حواط اللذين استفادا من القرار رقم ٩٤/٦٧ تاريخ ١٩٩٤/٧/١ كما أبرز مستندات أيضاً تثبت أن السيدة سعاد أحمد رجائي علم الدين قد استفادت أيضاً من هذا القرار وقد صرف لهم تعويض نهاية خدمتهم واستمروا بالخدمة لغاية بلوغهم سن الرابعة والستين وصرف لهم عند صرفهم ايضاً من الخدمة تعويضات نهاية الخدمة بعد حسم السلفة المصروفة لهم سابقاً بموجب القرار ٩٤/٦٧ على اعتبار أنها سلفات مقبوضة على حساب تعويضات نهاية خدمتهم وإن سلطة الوصاية، مصلحة استثمار مرفأ طرابلس، قد طلبت على اساس حق المدعي بالتعويض الكامل، كزملائه.

وحيث إنّ قرار وزارة المالية الرافض لإعطاء المدعي حقوقه الكاملة والذي أكده قرار مجلس الوزراء رقم ١٠٨ تاريخ ٢٠٠٨/٢/٧ لا يؤثر على الحقوق المكتسبة للمدعي سيّما وإنه لا ينتسب الى الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي، فرع نهاية الخدمة، حتى تكون المقاربة بين تعويض نهاية الخدمة المقبوض من الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي والتعويض المتوجب للمدعي استناداً الى قانون العمل – حتى تكون هذه المقاربة في محلها القانوني.

وحيث إنه ووفقاً لما تقدم، لا بد من التنويه الى أنّ قانون العمل، هو قانون استثنائي وخاص وإنّ أحكامه تتميز بالطابع الإلزامي لتعلقها بالإنتظام العام، وطالما أنّ هذه القواعد وضعت لحماية الحد الأدنى من الحقوق، والضمانات المكرسة للأجراء ولم يكن بأحكامها تحقيق غاياتها الاجتماعية إلا إذا كانت آمرة وهذه الإعتبارات ذاتها هي التي كرّست علماً واجتهاداً القاعدة الاجتماعية التي توجب الأخذ بالتفسير الأكثر رحمة للأجير حفاظاً على حقوق العمّال وتلافياً لأية مظالم تلحق بهم من عدم مساواتهم بزملائهم لناحية الحقوق التي نالها هؤلاء.

وحيث إنّ رئيس مجلس إدارة مرفأ طرابلس سبق له واعترف للمدّعي بالحقوق المطالب بها في هذه الدعوى بالكتاب الموقّع منه بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/٩ والمبرز في الملف.

وحيث إنّ بعض زملاء المدعي، المستخدمين لدى المدعى عليها وهم أكرم حواط، نعيم لبان، سعاد علم الدين قد سبق لهم وقبضوا تعويض صرفهم من الخدمة عند بلوغهم العشرين سنة مع استمرارهم في الخدمة، ثم عادوا وقبضوا فرق التعويض عند صرفهم نهائياً من الخدمة لبلوغهم سن الرابعة والستين، وذلك كما هو ثابت من المستندات المبرزة ومن تقرير الخبير بالذات المعيّن من قبل هذا المجلس وبالتالي فليس ما يمنع قانوناً استفادة المدعي من تعويض نهاية خدمته أسوة بزملائه.

وحيث وفي مطلق الأحوال، إن قرار مجلس الوزراء الذي لم يصادق على قرار وزارة الاشغال العامة والنقل بصفتها وزارة الوصاية على المدعى عليها، قد صدر بتاريخ ٢٠٠٨/٢/٧ حيث كان المدعي بهذا التاريخ قد ترك الخدمة مستفيداً من أحكام هذا القانون والقوانين السابقة لهذا القرار، وبالتالي إنّ قرار مجلس الوزراء المذكور لا يعطي مفعولاً رجعياً للحالات التي تمت قبل صدوره، هذا إذا كان هذا القرار ذا تأثير على أوضاع المستخدمين في المؤسسات العامة التي استفادت من تطبيق قوانين وقرارات سابقة لهذا القرار.

وحيث إنّ المجلس قرّر بتاريخ ٢٠٠٩/٧/٢٢ تعيين الخبير لوران جورج دويهي وكلفه بمهمة حدّدت في متن التكليف وقدّم الخبير تقريره.

وحيث إنّ مصادقة أو عدم مصادقة وزارة المالية ومجلس الوزراء بقراره رقم ١٠٨ تاريخ ٢٠٠٨/٢/٧ على موافقة وزارة الأشغال العامة والنقل بصفتها وزارة الوصاية على المدعى عليها، لا يحرم المدعي من حقه بالإستفادة من كامل تعويض نهاية خدمته بعد اقتطاع السلفة المقبوضة.

وحيث إنه وبالاستناد الى ما تقدم يرى المجلس الأخذ بما ورد في تقرير الخبير الذي حدّد حقوق المدعي وأورد المبالغ المتوجبة والمبالغ المقبوضة من قبله ورصيد المبالغ المتوجبة له حيث بلغت في الصفحة الرابعة من التقرير:

١٨٢,٠٦١,٦٦٣ ل.ل. – ٣١,٧٧٦,٣٦٦ ل.ل. = ١٥٠,٢٨٥,٢٩٧ ل.ل.

فقط مئة وخمسون مليوناً ومئتان وخمسة وثمانون ألفاً ومئتان وسبعة وتسعون ليرة لبنانية.

وحيث لم يعد من حاجة لبحث سائر ما أثير.

وبعد سماع مطالعة مفوض الحكومة.

لذلك،

يحكم بالإتفاق:

اولاً: إلزام الجهة المدعى عليها، مصلحة استثمار مرفأ طرابلس ممثلة برئيس مجلس الإدارة الاستاذ بشارة كرم، أن تدفع للمدعي اميل كاسر عيسى سليمان جبور مبلغاً وقدره ١٥٠,٢٨٥,٢٩٧ ل.ل. فقط مئة وخمسون مليوناً ومائتان وخمسة وثمانون ألفاً ومئتان وسبع وتسعون ليرة لبنانية مع الفائدة القانونية من تاريخ صدور الحكم وحتى الدّفع الفعلي للمبلغ.

ثانياً: رد سائر الاسباب الزائدة أو المخالفة بما فيها العطل والضرر لعدم ثبوته.

ثالثاً: تضمين المدعى عليها النفقات كافة.



محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الاولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس فادي الياس
والعضوان ريما حرفوش ونضال الشاعر

القرار: رقم ١٤ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٠

ورثة سامي حمدان/ عدنان كمال

- بند تحكيمي – عقد أساسي موقّع بين مورث الجهة المدّعية والمدّعى عليه – تحكيم مطلق – محامٍ بالإستئناف معيّن محكماً مطلقاً بمقتضى البند التحكيمي – إعمال البند التحكيمي من طرف ورثة المتعاقد الأصلي تبعاً لإخلال المتعاقد الثاني بموجباته العقديّة – اعتزال المحامي المحكّم مهنة المحاماة وشطب قيده من الجدول العام لنقابة محامي بيروت منذ أمد طويل – تدوين المحامي السابق واقعة اعتزاله المحاماة

وتنحّيه عن تولّي التحكيم على محضر تبليغه كتاباً بشأن هذا التحكيم – مطالبة بردّ المحكّم وبإعلان انتهاء الخصومة في التحكيم – قرار صادر عن المحكم بالتنحّي – انتفاء السند القانوني للمطالبة بردّ المحكم تبعاً لثبوت تنحّي هذا الأخير – ردّ المطالبة – ردّ الدعوى.

يكون طلب ردّ المحكّم مرتكزاً الى سبب صحيح في حال قبول المحكم المهمّة التحكيميّة مع توافر سبب الردّ لديه، أمّا وقد امتنع المحكّم عن قبول المهمّة، فيكون قد تنحّى وبالتالي لا يعود هناك من سند قانوني لطلب ردّه.

بناءً عليه،

حيث ان الجهة طالبة الرد تطلب رد المحكم الأستاذ م. ف. سنداً للمادة ٧٧٠ من قانون أصول المحاكمات المدنية؛

وحيث ان المحكم الأستاذ م.ف.، قد دوّن على محضر إبلاغه طلب الرد العبارة التالية: "أفيد بأنني لم أعد أمارس مهنة المحاماة منذ عدة سنوات وبالتالي لم أعد أرغب ويستحيل علي القيام بمهمة التحكيم المشار اليها"؛

وحيث انه من خلال ما دوّنه المحكم الأستاذ م.ف. من ملاحظات على محضر التبليغ المشار اليه، إنما يكون قد قرر التنحي من هذا التحكيم بالنظر للظروف التي عددها في ملاحظاته؛

وحيث انه بخلاف ما هو عليه الحال بالنسبة لطلب الرد الذي نظم المشترع أحكامه وإجراءات التقدم به وآلية البت فيه من قبل المحكمة، فإنه اكتفى في نص المادة ٧٦٩ أ.م.م. بالقول انه بعد ان يقبل المحكم المهمة الموكولة اليه لا يجوز له التنحي بغير سبب جدي والا جاز الحكم عليه بالتعويض للمتضرر دون الإحالة بهذا الشأن الى المادتين ١٢١ و١٢٣ أصول مدنية؛

وحيث انه سنداً للمادة ٧٦٩ أ.م.م.، فإن طلب الرد يكون مرتكزاً على سبب صحيح في حال قبل المحكم المهمة التحكيمية مع توافر سبب الرد لديه، أما وان المحكم الأستاذ م. ف. قد امتنع عن قبول المهمة، فيكون بالتالي قد تنحى ولا يعود مع ذلك من مرتكز قانوني لطلب رده؛

وحيث ان طلب الرد يكون تبعاً لذلك قد أضحى دون موضوع بعد تنحي المحكم عن القيام بمهمته، مما يقتضي رده؛

لذلك،

تحكم بالاجماع:

١ – برد الطلب الرامي الى رد المحكم الأستاذ م.ف. بعد ثبوت تنحي هذا الأخير عن المهمة التحكيمية.

٢ – بتضمين طالبي الرد: السيدة وردة سليم والسيد عبد الجليل حمدان، الرسوم والمصاريف القانونية كافة.

حكما صدر في غرفة المذاكرة.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الاولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس فادي الياس
والعضوان ريما حرفوش ونضال الشاعر

القرار: رقم ٣١ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٠

بنك مصر لبنان/ المهندس خ. ش.

- إفلاس – تاجر منقطع عن إيفاء ديونه التجاريّة – تاجر معتزل التجارة بتاريخ سابق لتاريخ إقامة دعوى الإفلاس في وجهه سنة ٢٠٠٨ – جواز إعلان إفلاس التاجر المعتزل التجارة قضائياً في مهلة سنة ابتداءً من تاريخ الإعتزال – انقطاع عن إيفاء الديون التجاريّة قبل تاريخ الإعتزال – تاجر غير مسجّل في السجل التجاري – اثبات الاعتزال جائز بجميع طرق الاثبات – اعتزال حاصل سنة ١٩٩٩ – عدم ثبوت ممارسة التاجر المدعى عليه لنشاطه التجاري بعد الإعتزال الحاصل في السنة المذكورة – دعوى إفلاس مقامة خارج مهلة السنة المنصوص عنها في المادة ٤٩٤ تجارة – ردّ الدعوى.

إنّ التاجر الذي اعتزل التجارة يجوز إعلان إفلاسه قضائياً في مهلة سنة ابتداءً من تاريخ اعتزاله التجارة إذا كان انقطاعه عن الإيفاء سابقاً للإعتزال.

بناءً عليه،

حيث ان المدعي يطلب إعلان إفلاس المدعى عليه لامتناعه عن دفع المبالغ المتوجبة بذمته والمثبتة بموجب محضر المعاملة التنفيذية والقرارات الصادرة عن محكمة الاستئناف ومحكمة التمييز التي ردت الاعتراض على التنفيذ وأكدت ثبوت المبالغ المذكورة؛

وحيث ان المادة ٤٨٩ تجارة تعتبر في حالة افلاس كل تاجر ينقطع عن دفع ديونه التجارية، فيشترط لإعمال نص هذه المادة تحقق شروط ثلاثة مجتمعة هي:
١ – صفة المطلوب اعلان افلاسه التجارية.

٢ – توجب دين تجاري معيّن المقدار ومستحق الاداء بذمة التاجر وغير منازع فيه بصورة جدية.

٣ – وجود التاجر في حالة توقف عن الدفع.

وحيث بالنسبة للشرط الأول، فإنه مما لا خلاف عليه بين الطرفين ان المدعى عليه كان يتعاطى أعمال المقاولة ويقوم بمشاريع عقارية متعددة لناحية شراء العقارات وإنشاء ابنية عليها ومن ثم القيام بإفرازها الى شقق وطوابق وبيعها، بحيث ان صفته التجارية تكون متوافرة لهذه الناحية عملاً بالمادة ٦ فقرتيها ١٤ و١٥ من قانون التجارة، إلا ان المسألة التي تطرح هي بالنسبة لما أثاره وكيله حول إقامة هذه الدعوى بعد اعتزاله التجارة منذ فترة طويلة تفوق السنة؛

وحيث ان المادة ٤٩٤ تجارة نصت على ان التاجر الذي اعتزل التجارة يجوز إعلان إفلاسه قضائياً في مهلة سنة ابتداءً من تاريخ اعتزاله التجارة إذا كان انقطاعه عن الايفاء سابقا للاعتزال؛

وحيث انه تقتضي الاشارة الى ان المدعى عليه هو غير مسجل في السجل التجاري، بحيث انه في هذه الحالة يتعين على المدعي أولاً إثبات صفته كتاجر في حال النزاع بشأنها، فيما يترتب على المدعى عليه، بعد ذلك، أن يثبت تاريخ اعتزاله للتجارة ويكون هذا الاثبات جائزاً بجميع الطرق؛

يراجع بهذا الشأن:

S'il s'agit d'un défendeur non inscrit au registre de commerce, il appartiendra au demandeur de faire la preuve de sa qualité de commerçant, tout comme il appartiendra éventuellement au défendeur de faire la preuve de sa retraite du commerce...

- Emile Tyan, Droit commercial, T. 2, nº 1369, p. 540-541.

- Fabia et Safa, C.C.L. a, art. 494, nº 14.

وكذلك: ادوار عيد أحكام الافلاس وتوقف المصارف عن الدفع، جزء ١، ص ٦٠.

وحيث ان صفة المدعى عليه التجارية قد ثبتت وفقاً لما جرى بيانه آنفاً، إلا انه يبقى بالمقابل بيان ما إذا كان المدعى عليه قد أثبت فعلاً تاريخ اعتزاله التجارة وفقاً لما يتذرع به لهذه الناحية؛

وحيث ان المدعى عليه يدلي بأنه لم يعد يمارس منذ عام ١٩٩٩ أعمال المقاولة أو التجارة بصورة مطلقة، بعد أن صدرت قرارات قضائية عدة قضت بإلقاء الحجز الاحتياطي والتنفيذ على أمواله المنقولة وغير المنقولة مما أدى الى منعه قانوناً وواقعاً من متابعة أعماله التجارية المذكورة اعتباراً من التاريخ المشار اليه بل انه اكتفى بممارسة نشاطه المهني كمهندس إضافة الى بعض النشاطات الاجتماعية (يراجع ما ورد في لائحة المدعى عليه الجوابية الأولى المقيدة بتاريخ ٢٠٠٨/٦/٣٠ لا سيما ص ٦ رقم ٢)؛

وحيث ان ما أدلى به المدعى عليه لهذه الناحية يشكل إقراراً مركباً بمفهوم المادة ٢١٤ أصول مدنية، بحيث ان صفته التجارية قبل العام ١٩٩٩ تعتبر ثابتة على وجه نهائي أما اعتزاله التجارة بعد التاريخ المذكور فيعد ثابتاً الى ان يثبت عكسه؛

وحيث ان المدعي لم يقدم أية أدلة يثبت بموجبها قيام المدعى عليه بمتابعة تجارته، بل انه اكتفى بالاعتماد على ما أدلى به هذا الأخير في مطلع لائحته الجوابية الأولى المشار اليها آنفاً، لجهة ان هذا الأخير "كان يقوم بمشاريع عقارية متعددة من بيع وبناء عقارات وإفراز لأبنية مشيدة" وذلك بالتقسيط في مطلع التسعينات...؛

وحيث انه بالنظر لعدم ثبوت متابعة المدعى عليه لتجارته بعد عام ١٩٩٩، وفقاً لما جرى بيانه، فإن الدعوى الحاضرة تكون مقدمة خارج مهلة السنة اعتباراً من تاريخ اعتزال المدعى عليه التجارة، المحددة في المادة ٤٩٤ تجارة، مما يقتضي معه رد الدعوى لهذه العلة؛

وحيث ان المحكمة لا ترى فائدة في بحث سائر ما أثير من أسباب ومطالب أخرى زائدة أو مخالفة إما لعدم الجدوى وإما لكونه قد لقي في ما سبق تبيانه جواباً ضمنياً.

لذلك،

تحكم بالاجماع:

١. برد الدعوى.

٢. برد سائر ما أثير من أسباب ومطالب أخرى زائدة أو مخالفة.

٣ . بتضمين المدعي الرسوم والمصاريف القانونية كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الاولى

الهيئة الحاكمة: الرئيس فادي الياس
والعضوان ريما حرفوش ونضال الشاعر

القرار: رقم ٣٢ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٠

"بنك سوسيتيه جنرال في لبنان" ش.م.ل./ مروان صادر

- إفلاس – دفع بانتفاء الإختصاص المكاني – تاجر دون مركز تجاري – انعقاد الإختصاص لمحكمة المكان الموجود فيه محلّ إقامة أو مسكن المدّعى عليه، وإلاّ فلمحكمة المكان الحاصل فيه التوقف عن الدفع – انعقاد الإختصاص المكاني لمحكمة بيروت تبعاً لتحديد محل اقامته في بيروت – ردّ الدفع المدلى به.

- افلاس – انقطاع التاجر عن ممارسة التجارة منذ أكثر من سنة – مطالبة بردّ الدعوى لتقديمها خارج مهلة السنة – إثبات الإنقطاع عن ممارسة التجارة – البيّنة على عاتق التاجر المدّعى عليه – انتفاء الدليل على حصول الإعتزال أو على تاريخه – ردّ الدفع المثار.

- تاجر – صفة التاجر – واقعة ماديّة – جواز إثبات صفة التاجر بكل الوسائل بما فيها الشهود والقرائن – وساطة التأمين – عمل تجاري بطبيعته – ثبوت صفة التاجر في المدعى عليه – ردّ الإدلاء المخالف.

ان وساطة التأمين تدخل ضمن اطار مشروع وكالة الأشغال الذي يعتبر من الأعمال التجارية بطبيعتها سنداً للفقرة ١٦ من المادة ٦ من قانون التجارة، على ان لا يكتسب الشخص الذي يمارس هذه الأعمال صفة التاجر الاّ اذا قام بها في اطار مشروع تجاري، حيث ان إقرار المدعى عليه بامتهانه التجارة والمقاولات في طلب منحه التسهيلات المصرفية الموقع من قبله، اضافة الى اقراره بممارسة وساطة التأمين لعدة شركات تأمين ولمدة تتجاوز العشر سنوات يفيد امتهانه الأعمال التجارية، مما يكسبه بالتالي صفة التاجر.

- مصرف – رصيد مدين ناتج عن تسهيلات مصرفية ممنوحة للمدّعى عليه بموجب عقد فتح حساب جارٍ – إقفال الحساب – عدم إبلاغ المدين كتاباً بإقفال الحساب الجاري وفقاً للأصول – عدم ثبوت موافقة المدّعى عليه على رصيد الحساب الجاري بعد إقفاله – دين غير مستحق الأداء – ردّ الدعوى موضوعاً.

إنّ عقد فتح اعتماد في الحساب الجاري المرفق بكشف حساب غير مقفل وفقاً للأصول، وغير موافق عليه من قبل المدّعى عليه، لا يؤلف ديناً مستحق الأداء، ولا يُعدّ بالتالي سنداً قابلاً للتنفيذ، وجائزاً اعلان الإفلاس على اساسه.

بناءً عليه،

حيث ان الدعوى الراهنة ترمي الى إعلان إفلاس المدعى عليه السيد مروان أنطوان صادر لتوقفه عن دفع الدين الذي يدلي المدعي باستحقاقه بذمته،

في الدفع بعدم الإختصاص المكاني:

وحيث أن المدعى عليه يدفع بعدم اختصاص المحكمة المكاني، مدلياً بأن هذا الإختصاص مسند الى محل إقامته وليس الى مكان ممارسته التجارة المتذرّع بها،

وحيث تنص المادة /٤٩٠/ فقرة أولى على أنه يعلن الإفلاس بمقتضى حكم يصدر عن المحكمة الإبتدائية الموجودة في منطقتها المؤسسة التجارية الأصلية،

وحيث أن محل التاجر الرئيسي هو المركز القانوني لتجارته، أي المركز الذي يقوم فيه بإدارة أعماله وإبرام

العقود وإجراء المدفوعات المتعلّقة بتجارته، ومسك الدفاتر وتنظيم المحاسبة اللازمة لتجارته،

وحيث إذا لم يكن للمدين مركز تجاري، كالتاجر المتجول أو السمسار الذي يجري الإتصالات مع عملائه في أي مكان، فيثبت الإختصاص لمحكمة المكان الذي يوجد فيه محل إقامته أو مسكنه، وإذا لم يكن له محل إقامة أو سكن فلمحكمة المكان الذي توقف فيه عن الدفع،

– يراجع: د. إدوار عيد، أحكام الإفلاس وتوقف المصارف عن الدفع، الجزء الأول، صفحة ٧٠ وما يليها،

وحيث أن المدعى عليه يدلي بأنه يعمل كوسيط ضمان منذ أكثر من عشر سنوات لعدة شركات تأمين، دون أن يحدد مقاماً أو مركزاً معيناً لعمله،

وحيث تبين من المستندات المبرزة في الملف، أن المدعى عليه حدد محل إقامته في طلب منحه التسهيلات المصرفية وفي عقد التعامل العام الموقع منه بتاريخ ١٩٩٩/٦/٢ في الأشرفية، الجعيتاوي ملك صادر، كذلك حدد عنوان عمله في سند التمثيل الموقع منه بتاريخ ١٩٩٩/٦/٢ في الأشرفية ملك صادر، كما تبيّن من مراجعة التحقيق المجرى من قبل المساعدين القضائيين بتاريخ ٢٠٠٢/١١/٢٣، بأن المدعى عليه حدد محل إقامته في الأشرفية الشحروري بناية المقدسي، ولم يظهر من مجمل أوراق الملف بأن للمدعى عليه مقاماً أو عنوان عمل أو سكناً آخر خارج نطاق اختصاص هذه المحكمة، مما يقتضي معه رد الدفع بعدم الإختصاص المكاني المدلى به لعدم القانونية،

في الدفع بتقديم الدعوى خارج المهلة:

وحيث أن المدعى عليه يدفع بوجوب رد الدعوى لعدم تقديمها ضمن المهلة القانونية المحددة في المادة /٤٩٤/ تجارة، مدلياً بأن المدعي لم يبرز ما يثبت بأن المدعى عليه لا يزال يمارس التجارة،

وحيث تنص المادة /٤٩٤/ على أنه يجوز إعلان إفلاس التاجر الذي اعتزل التجارة في مهلة سنة من تاريخ هذا الإعتزال إذا كان توقفه عن الدفع سابقاً للإعتزال،

وحيث أنه في حال إدلاء المدعى عليه باعتزاله التجارة، فإنه يقع على عاتقه إثبات حصول هذا الأعتزال وتاريخه الأمر غير الثابت حصوله في الدعوى الراهنة، إذ أن إدلاء المدعى عليه المذكور بقي مجرّداً عن اي دليل، مما يقتضي معه رد الدفع المسند الى المادة /٤٩٤/ تجارة لعدم القانونية،

في موضوع الدعوى:

وحيث أن الدعوى الراهنة ترمي الى إعلان افلاس المدعى عليه لتوقفه عن دفع رصيد الحساب الجاري المدين البالغ /٨٣,٠٢٩,٥٦١,٣٧/ل.ل. والمقفل بتاريخ ٢٠٠١/٣/٣١، في حين يطلب المدعى عليه رد الدعوى لعدم توفر شروط تطبيق المادة /٤٨٩/ تجارة،

وحيث أن المادة /٤٨٩/ تجارة تعتبر في حالة الإفلاس كل تاجر ينقطع عن دفع ديونه التجارية، بحيث يشترط لإعمال نص هذه المادة تحقق شروط ثلاثة مجتمعة، هي:

– صفة المطلوب إعلان إفلاسه التجارية،

– توجب دين تجاري معين المقدار ومستحق الأداء بذمته،

– وجود المدعى عليه في حالة توقف عن الدفع،

وحيث بالنسبة للشرط الأول، فإن المدعي يدلي بأن الصفة التجارية للمدعى عليه ثابتة من مضمون طلب منح التسهيلات المصرفية الموقع من هذا الأخير والذي حدد فيه مهنته كتاجر وكمقاول،

وحيث أن المدعى عليه يطلب رد الدعوى لأنه ليس تاجراً، وأنما وقّع على بياض على طلب منحه التسهيلات المصرفية الذي اقتضى منه التوقيع على أوراق عدة قيل له بأنها معاملات روتينية إدارية،

وحيث أن نظام الإفلاس يطبق فقط على التجار،

وحيث يستفاد من نص المادة /٩/ معطوفة على المادة /٦/ من قانون التجارة، أن التجار الأفراد هم الأشخاص الذين تكون مهنتهم القيام بالأعمال التجارية المعددة في المادتين ٦ و٧ من قانون التجارة لحسابهم الخاص،

وحيث تنص الفقرة ١٦ من المادة ٦ من قانون التجارة، على اعتبار مشروع وكالة الأشغال من الأعمال التجارية بطبيعتها،

وحيث يقع عبء إثبات صفة المدعى عليه التجارية على المدعي بجميع طرق الإثبات منها الشهود والقرائن، إذ تثبت هذه الصفة عن طريق وقائع مادية تؤكد احتراف المدعى عليه التجارة، ولا يكون القيد في السجل التجاري كافياً بذاته لإثبات صفة التاجر وإنما يشكل قرينة بسيطة يستند إليها القاضي مع عناصر

أخرى لإثبات هذه الصفة، كما أن عدم القيد في السجل التجاري لا يكفي لنفي صفة التاجر عن الشخص الذي يزاول التجارة في الواقع، ويجوز من ثمّ إثبات صفة هذا الأخير كتاجر رغم عدم قيده في هذا السجل،

– يراجع: د. إدوار عيد، أحكام الإفلاس وتوقف المصارف عن الدفع، الجزء الأول، صفحة ٢٨ وما يليها،

وحيث بالعودة الى المستندات المبرزة في الملف، لم يبرز المدعي أي مستند يفيد أن المدعى عليه مسجل في السجل التجاري، أو أنه يمارس فعلياً أية أعمال تجارية أو أن لديه مشروعاً تجارياً معيّناً، وإنما اكتفى بإبراز طلب منح تسهيلات مصرفية موقع من قبل المدعى عليه يقرّ فيه هذا الأخير بأن مهنته هي التجارة والمقاولات،

وحيث فضلاً عن ذلك، فقد أبرز المدعى عليه إفادة صادرة عن شركة "اكسا الشرق الأوسط ش.م.ل." تفيد بأنه يتعاون معها بصفة وسيط ضمان منذ أكثر من عشر سنوات، كذلك أدلى في لائحته المقدمة بتاريخ ٢٠٠٣/١٠/١٣، بأنه يعمل من أكثر من عشر سنوات كوسيط ضمان لعدة شركات تأمين منها الشركة المذكورة،

وحيث أن وساطة التأمين تدخل ضمن إطار مشروع وكالة الأشغال الذي يعتبر من الأعمال التجارية بطبيعتها سنداً للفقرة /١٦/ من المادة /٦/ من قانون التجارة، على أن لا يكتسب الشخص الذي يمارس هذه الأعمال صفة التاجر إلاّ إذا قام بها في إطار مشروع تجاري،

“... Les agents d’assurances, chargés de rechercher les affaires moyennant une prime et des avantages particuliers, exercent une entreprise d’agence d’affaires déclarée commerciale par la loi, article 6 numéro 16 »

Fabia et Safa, Code de commerce annoté, sous article 6 no. 91,

« ... La commercialité n’existe dans ce genre d’opérations que si elles prennent l’allure d’une entreprise,

Fabia et Safa, Code de commerce annoté, sous article 6 no. 134,

وحيث أن إقرار المدعى عليه بامتهانه التجارة والمقاولات في طلب منحه التسهيلات المصرفية الموقع من قبله، إضافةً الى اقراره بممارسة وساطة التأمين لعدة شركات تأمين ولمدة تتجاوز العشر سنوات يفيد امتهانه الأعمال التجارية، مما يكسبه بالتالي صفة التاجر،

وحيث لا يردّ على ذلك، تذرّع المدعى عليه بأنه يتقاضى راتباً شهرياً ثابتاً لدى شركة "أكسا الشرق الأوسط ش.م.ل." التي يعمل لديها حيث يمارس عملاً إدارياً وليس تجارياً، لتعارض إدلائه المذكور مع مضمون الإفادة الصادرة عن الشركة المذكورة التي أكدت فيها على أن المدعى عليه يتعاون معها كوسيط ضمان دون أن تشير الى صفته كأجير لديها، ولتعارض إدلائه المذكور مع إقراره بممارسته وساطة الضمان لعدة شركات تأمين، مما يقتضي معه اعتبار صفة المدعى عليه التجارية ثابتة عملاً بأحكام الفقرة /١٦/ من المادة /٦/ من قانون التجارة معطوفة على الفقرة الأولى من المادة /٩/ من القانون المذكور، بحيث يكون الشرط الأول من شروط إعلان الإفلاس متوفراً،

وحيث بالنسبة للشرط الثاني، فإن الدين المطلوب إعلان الإفلاس إستناداً إليه، هو عبارة عن رصيد مدين ناتج عن تسهيلات مصرفية ممنوحة من المدعي الى المدعى عليه بالحساب الجاري،

وحيث أن طبيعة الدين التجارية متحققة سنداً للقرينة المنصوص عليها في المادة /٨/ من قانون التجارة التي تعتبر تجارية، جميع الأعمال التي يقوم بها التاجر لحاجات تجارته،

وحيث أن المدعى عليه يطلب رد الدعوى لأن الدين المسندة إليه لا يتصف بالصفة التجارية، لأنه استفاد من التسهيلات التي منحه إياها المصرف لاستعمالات شخصية بحتة، دون أن يقدم أي دليل على إدلائه المذكور مما يقتضي رده لعدم الثبوت، واعتبار صفة الدين التجارية ثابتة،

وحيث بمعرض التثبت من توافر الشرط الثاني لإعلان الإفلاس، يبقى التحقق مما إذا كان الدين المسندة إليه الدعوى ثابتاً في وجوده واستحقاقه وخالياً من أي نزاع جدي،

وحيث أن المدعي حدد في الإستحضار المبلغ الذي يعتبر المدعى عليه مديناً به بمبلغ /٨٣,٠٢٩,٥٦١,٣٧/ ل.ل. ناتج عن تصفية وإقفال الحساب الجاري بتاريخ ٢٠٠١/٣/٣١،

وحيث أن المدعى عليه يطلب رد الدعوى لأن الدين المسندة إليه غير أكيد بسبب الخلاف الذي قام بينه وبين

المدعي على المحاسبة بشكل عام وعلى كيفية احتساب الفوائد بالنظر لعدم وجود اتفاق سابق بينهما على الفوائد، وبأنه لم يكن موافقاً على الرصيد بدليل عدم وجود أي كشف حساب أو أي مستند آخر موقع منه يفيد موافقته على المبالغ المطالب بها، وبأن المستندات المبرزة من المدعي غير ثابتة وغير موقعة منه ولا مرجع رقابة عليها سوى المدعي نفسه وبالتالي لا يمكن اعتمادها أساساً للدعوى،

وحيث يقتضي في الدين المطلوب إعلان الإفلاس استناداً إليه، أن يكون أكيداً أي محققاً خالياً من النزاع، سواء بالنسبة لوجوده أو لطريقة دفعه، معين المقدار ومستحق الأداء أي قابلاً للتنفيذ في الحال، ذلك أن الإفلاس طريق للتنفيذ، بحيث يقتضي أن يتصف الدين بالمواصفات المفروضة لسلوك طرق التنفيذ العادية،

وحيث أن عقد فتح الحساب الجاري هو من قبيل العقود المتبادلة بين الطرفين، بحيث أن إقفاله يرتب وقف التعامل به نهائياً وتصفيته لإظهار رصيده النهائي عملاً بالمادتين /٢٩٨ و٣٠٥/ تجارة، وطالما أن كشف الحساب النهائي يمثّل الرصيد الناتج بعد التصفية، فإن موافقة المدين عليه تجعله جزءاً من عقد فتح الحساب وامتداداً له، وهذه الموافقة تقدّرها المحكمة في حال حصول إعتراض، آخذة بالإعتبار تعهد العميل بتسديد الديون المتوجبة عليه بفعل فتح الحساب وإقراره الوارد في العقد بصحة قيود المصرف،

– يراجع: القاضيان كبريال سرياني وغالب غانم، قوانين التنفيذ في لبنان، الجزء الأول، شرح المادة /٨٤٧/، ص. ٢٢٨،

وحيث تبيّن من مراجعة المستندات المبرزة في الملف، أنه بتاريخ ١٩٩٩/٦/٢ وقّع المدعى عليه كتاب عقد عام مُنح بموجبه تسهيلات مصرفية، كما وقّع بذات التاريخ سند دين أقرّ بموجبه بأن قيمة السلفة الممنوحة له في الحساب الجاري رقم ٥٥٠٠ بلغت /٦٥,٠٠٠,٠٠٠/ ل.ل.، وأنه تمت تصفية وإقفال حساب المدعى عليه بتاريخ ٢٠٠١/٣/٣١ عن رصيد مدين بلغ بموجب كشف الحساب /٨٣,٠٢٩,٥٦١,٣٧/ل.ل. وقد وجّه المدعي الى المدعى عليه بتاريخ ٢٠٠١/٦/٧ إنذاراً بواسطة الكتاب المضمون مع إشعار بالإستلام دون أن يثبت تبلّغ المدعى عليه الكتاب المذكور،

وحيث يبقى للمحكمة الناظرة بالدعوى الناشئة عن إقفال الحساب الجاري المدين سلطة واسعة في تقدير ما إذا حصلت موافقة من قبل المدين على الرصيد النهائي الناتج عن تصفية الحساب الجاري في ضوء معطيات القضية، بما في ذلك القرينة المستمدة من عدم اعتراض المدين على رصيد الحساب المبلّغ إليه من المدعي سنداً للمادة /١٨٠/م.ع.،

– يراجع: فابيا وصفا، الوجيز في شرح قانون التجارة اللبناني، الجزء الأول، شرح المادة ٣٠٥،

وحيث أن المدعي يدلي بأن موافقة المدعى عليه على رصيد الحساب النهائي تستنتج من عدم اعتراضه على كتاب إقفال الحساب الجاري خلال المهلة الممنوحة له بموجب المادة /٧/ من الفصل التاسع من كتاب العقد العام،

وحيث لم يتبيّن من أوراق الملف، أن المدعى عليه قد تبلغ أية كشوفات تظهر رصيداً دورياً أو نهائياً للحساب رقم ٥٥٠٠ المسندة إليه الدعوى الراهنة، كما لم يثبت تبلّغ المدعى عليه كتاب إقفال الحساب الجاري المدين الحاصل بتاريخ ٢٠٠١/٣/٣١، إضافة الى عدم ثبوت إبداء المدعى عليه أية موافقة على الرصيد النهائي للحساب بعد إقفاله، رغم ان المحكمة قد كلّفت المدعي في قرارها الصادر بتاريخ ٢٠٠٣/٣/١٩ بإبراز هذه المستندات في حال وجودها، هذا فضلاً عن منازعة المدعى عليه في إطار الدعوى الراهنة بقيمة الدين المسندة إليه وبكيفية احتساب الفوائد، مما ينفي إمكانية اعتبار المدعى عليه موافقاً على رصيد الحساب وترتيب النتائج القانونية المستمدة من عدم اعتراضه،

وحيث أن تذرّع المدعي بنص المادتين /٥ و١٩/ من الفصل الأول من عقد الكتاب العام بما تضمنتاه من إجازة للمدعي بإيقاف الحساب الجاري في أي وقت والتزام المدعى عليه بتسديد المبالغ الناتجة عن الإقفال، واعتراف هذا الأخير بصحة قيود المصرف واعتبارها ثابتة بحقه وتنازله عن حقه في التدقيق فيها، لا يمكن الأخذ بها بمعزل عن إبلاغ المدعى عليه كتاب إقفال الحساب الجاري المدين وكشف الحساب الناتج عن الإقفال وموافقته على الرصيد،

وحيث فضلاً عن ذلك، فإن استناد المدعي الى السند الموقع من قبل المدعى عليه بتاريخ ١٩٩٩/٦/٢ بقيمة /٦٥,٠٠٠,٠٠٠/ل.ل. لتأكيد توجب الدين، في غير محله القانوني لأن المدعى عليه أقرّ بموجب السند المذكور بقيمة السلفة الممنوحة له بتاريخ فتح الحساب الجاري وليس بتاريخ إقفاله، مما ينفي إمكانية الأخذ بالسند المذكور بمعزل عن موافقة المدعى عليه على رصيد الحساب الجاري بعد إقفاله نهائياً،

وحيث أن عقد فتح الإعتماد في الحساب الجاري المرفق بكشف حساب غير مقفل وفقاً للأصول وغير موافق عليه من قبل المدعى عليه لا يؤلف ديناً مستحق الأداء ولا يعدّ بالتالي سنداً تنفيذياً قابلاً للتنفيذ،

وحيث أن إسناد الدعوى الراهنة الى دين غير معين المقدار وغير مستحق الأداء يستتبع اعتبار الشرط الثاني لإعلان الإفلاس غير متوفر، مما يقتضي معه رد الدعوى برمتها لهذا السبب،

وحيث بالنظر الى النتيجة التي تمّ التوصّل إليها يقتضي الرجوع عن قرار إستجواب المدعى عليه الصادر عن هذه المحكمة بهيئتها السابقة بتاريخ ٢٠٠٤/٦/٣٠ لانتفاء ما يبرره،

وحيث أنه يقتضي رد ما زاد أو خالف،

لذلك،

تحكم بالاجماع:

أولاً: برد الدفع بعدم الإختصاص المكاني،

ثانياً: برد الدفع بتقديم الدعوى خارج المهلة،

ثالثاً: برد الدعوى موضوعاً،

رابعاً: برد ما زاد أو خالف،

خامساً: بتضمين المدعي النفقات كافة،

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس حبيب مزهر والعضوان ناديا جدايل ونادين ضومط

القرار: رقم ٢٩٦ تاريخ ٢٠٠٩/١١/٢٦

شركة "أكسا ميدل إيست" ش.م.ل./ عماد أبو صافي ورفاقه

- نقل برّي – بضاعة مرسلة لشركة مؤمّنة – بضاعة منقولة برّاً من مرفأ بيروت الى الشركة المذكورة بواسطة شاحنة – اصطدام الشاحنة، أثناء نقل البضاعة على متنها، بأحد الجسور في مدينة بيروت – ضرر فادح ملمّ بالبضاعة جرّاء الإصطدام الحاصل – شركة ضامنة – تغطية كلفة الأضرار – مقاضاة مالكي الشاحنة ووسيط النقل لمسؤوليّتهم عن الأضرار الجسيمة النازلة بالبضاعة المضمونة – دفع بانتفاء الإختصاص المكاني لمحكمة التجارة في بيروت – دعوى ضمان – حق الإختيار، عند إقامة دعوى الضمان، بين محكمة مكان وقوع الحادث أو محكمة محلّ إقامة المضمون – حادث واقع في مدينة بيروت – انعقاد الصلاحيّة المكانيّة لمحكمة التجارة في بيروت – ردّ الدفع المُدلى به.

- دفع بانتفاء صفة الشركة الضامنة للتقدّم بالدعوى – قيام هذه الشركة بتغطية كلفة الأضرار الملمّة بالبضاعة المرسلة للشركة المضمونة – حلول الشركة الضامنة محلّ الشركة المضمونة في الحقوق والدعاوى المترتبة لهذه الأخيرة على الأشخاص الثالثين المسؤولين عن الأضرار المؤدية الى إيجاب التبعة على الضامن – ثبوت صفة الشركة الضامنة للادعاء في وجه مالكي الشاحنة – ردّ الدفع المثار.

- خصومة – انعقادها في وجه مالك الشاحنة وشريكته في الملك – وفاة الشريكة – ورثة – تصحيح

الخصومة واعتبار الدعوى مقامة أيضاً في وجه هؤلاء الورثة.

- طلب إدخال – المطالبة بالحكم على المطلوب إدخاله مع المدّعى عليهم بكلّ مبلغ قد يحكم به للمدّعية – مصلحة شخصيّة ومشروعة في طلب الإدخال – قبوله.

- بضاعة منقولة بواسطة شاحنة – أضرار ملمّة بالبضاعة أثناء النقل – موجب نتيجة ملقى على عاتق الناقل – موجب نتيجة متمثل بنقل البضاعة وتسليمها بحال جيّدة للمرسل إليه – انعقاد مسؤوليّة الناقل عند أدنى إخلال بالموجب المذكور، ما خلا حالة القوّة القاهرة – ردّ الإدلاءات المخالفة.

- مالكو الشاحنة – مسؤوليّة موضوعيّة عن الأضرار الناتجة عن الشاحنة التي تحت حراستهم – ردّ الإدلاءات المخالفة – ورثة – وكالة غير قابلة للعزل ببيع حصتهم من الشاحنة للمقرّر إدخاله في الدعوى – انتقال ملكيّة حصتهم الى هذا الأخير بمقتضى الوكالة المذكورة – انتفاء مسؤوليتهم عن الضرر الملم بالبضاعة لعدم ثبوت علاقتهم بالشاحنة وقت وقوع الحادث – إعلان عدم مسؤوليّة هؤلاء الورثة وردّ الدعوى عنهم.

- وكيل نقل – متعاقد باسمه الشخصي مع الناقل لحساب مرسل البضاعة – مسؤوليّة عن أفعال الناقل – اعتبار وكيل النقل مسؤولاً عن إيصال البضاعة سليمة للجهة المرسل إليها – إعلان مسؤوليّة الناقل ومالكي الشاحنة ووكيل النقل عن الحادث بالتكافل والتضامن فيما بينهم – الحكم على المدّعى عليهم متكافلين متضامنين بدفع قيمة البضاعة زائد الربح والفائدة للجهة المدعية.

بناءً عليه،

أوّلاً – في صلاحية المحكمة للنظر في الدعوى:

حيث ان المدعى عليه عماد أبو صافي والمطلوب إدخاله انطوان عبد الملك يطلبان رد الدعوى لعدم صلاحية المحكمة للنظر بها باعتبار ان دعوى شركة الضمان التي حلّت مكان الشركة المضمونة هي من اختصاص محكمة محل إقامة المدعى عليه المقيم في قضاء جبيل بحيث يجب تطبيق أحكام المادة /٩٧/ أ.م.م. وليس أحكام المادة /١١٠/ منه لأن عقد الضمان قد استنفد مفاعيله بقيام الشركة الضامنة بدفع قيمة الضمان،

وحيث ان المدعية تدلي بأن هذه المحكمة صالحة للنظر بالدعوى سنداً للمادة /١١٠/ أ.م.م. باعتبار ان المشترع أعطى المدعي في جميع الدعاوى المتعلّقة بضمان الحوادث حق الاختيار بين إقامة الدعوى أمام محكمة مكان وقوع الحادث أومحل إقامة المضمون وان هذه الدعوى متعلقة حتماً بضمان الحادث الواقع في مدينة بيروت، كما ان المحكمة صالحة للنظر بالدعوى سنداً للمادة /٩٧/ أ.م.م. باعتبار ان مقام المدعى عليه جمال العانوتي هو في منطقة المزرعة بيروت،

وحيث ان المادة /١١٠/ أ.م.م. نصّت على أنه في الدعاوى المتعلّقة بضمان الحوادث يكون الإختصاص لمحكمة مكان وقوع الحادث أو محكمة مقام المضمون،

وحيث ان الإختصاص بموجب هذه المادة هو مكاني إلزامي، وان المادة /١١٠/ أ.م.م. لم تفرّق بين مختلف الدعاوى المتعلّقة بضمان الحوادث، مما يستتبع القول ان هذه المادة تطبّق في كل دعوى تتفرّع عن عقد الضمان الأساسي،

وحيث ان الشركة المدعية هي شركة ضمان دفعت للمضمونة لديها قيمة الأضرار اللاحقة بالبضاعة المضمونة وتقدّمت بهذه الدعوى بعد ان حلّت محل هذه الأخيرة في جميع الحقوق والدعاوى المترتبة لها على الأشخاص الثالثين المسؤولين عن الأضرار اللاحقة بالبضاعة المضمونة، فتكون بالتالي هذه الدعوى متفرّعة عن عقد الضمان الأساسي ومتعلّقة إذاً بضمان الحادث الواقع في بيروت،

وحيث تأسيساً على ما تقدّم، تكون هذه المحكمة صالحة للنظر بالدعوى، ويقتضي رد كل الإدلاءات المخالفة،

ثانياً – في صفة المدعية للإدعاء:

حيث ان المدعى عليه عماد أبو صافي والمطلوب إدخاله انطوان عبد الملك يطلبان رد الدعوى لانتفاء صفة المدعية للإدعاء باعتبار أنه لا يمكن تطبيق أحكام المادة /٩٧٢/ م.ع. وإحلال شركة التأمين محل الشركة المتضرّرة الا إذا وجد عقد تأمين موقّع بين الإثنين تلتزم الشركة الضامنة بموجبه بتسديد قيمة البضاعة الى المضمون، فضلاً عن أن المدعية لم تثبت انها دفعت فعلاً المبلغ المطالب به باستثناء ورقة اسقاط وابراء ذمة عن تعويض صادر عن الشركة المدعية لا يظهر

بوضوح توقيع الشركة المؤمنة عليها ولا يفيد ان المبلغ دفع لقاء هلاك البضاعة ولا يبين مصير البضاعة،

وحيث ان المدعية تدلي بأنها دفعت للمضمونة لديها وحلّت محلّها في جميع الحقوق والدعاوى المترتبة لها على الأشخاص الثالثين المسؤولين عن الأضرار اللاحقة بالبضاعة المضمونة وبأن المضمون وقّع على كتاب الإسقاط وإبراء الذمة وفقاً للأصول القانونية المتعارف عليها،

وحيث من الثابت في الملف أن Wabco Standard Trane S.A. ضمنت لدى الشركة المدعية البضاعة موضوع الدعوى بموجب بوليصة التأمين رقم 01 TGO/ 02711/ 2006 صالحة لغاية ٢٠٠٧/٣/١٥ ظهراً، وان الشركة المدعية دفعت للشركة المضمونة مبلغ /١٠٨٧٩٥,٨٨/ د.أ./ إنفاذاً لهذه البوليصة، وان هذه الأخيرة أبرأت ذمّتها بموجب كتاب إسقاط وإبراء ذمة تاريخ ٢٠٠٧/١/٢٢ تضمّن رقم البوليصة وإسم الشركة المضمونة والبضاعة المضمونة وقيمة المبلغ المدفوع ونصّ صراحة على حلول المدعية الضامنة محل الشركة صاحبة البضاعة المضمونة في جميع حقوقها ودعاويها الناشئة لها تجاه الغير، وان الشركة الضامنة تقدّمت بهذه الدعوى طالبة إلزام المسؤولين عن الضرر اللاحق بالبضاعة بأن يدفعوا لها قيمة المبلغ الذي دفعته للشركة المضمونة،

وحيث تأسيساً على ما تقدّم وسنداً للمادة /٩٧٢/ م.ع.، تكون الشركة المدعية قد حلّت محل المضمون في جميع الحقوق والدعاوى المترتبة لها على الأشخاص الآخرين الذين أوقعوا بفعلهم الضرر الذي أدّى الى إيجاب التبعة على الضامن، وتكون إذاً صفتها للإدعاء بوجه هؤلاء متوافرة في الدعوى، ويقتضي رد كل الإدلاءات المخالفة لهذه الجهة،

ثالثاً – في تصحيح الخصومة:

حيث ان المدعية تطلب تصحيح الخصومة في الدعوى لجهة اعتبار الادعاء موجهاً ضد ورثة المرحومة ماري العم، مدلية بأن هذه الأخيرة توفيت بتاريخ ٢٠٠٢/١٠/٢٤ وانحصر إرثها بزوجها انطوان الراعي وأولادها جوزيف وربيكا وزخيا،

وحيث من الثابت بصورة القرار الصادر عن القاضي المنفرد المدني في جبيل تاريخ ٢٠٠٢/١٠/٣٠ ان المدعى عليها ماري العم توفيت بتاريخ ٢٠٠٢/١٠/٢٤ وانحصر إرثها بزوجها انطوان الراعي واولادها جوزيف وربيكا وزخيا الراعي،

وحيث تأسيساً عليه، ترى المحكمة إجابة طلب المدعية وتصحيح الخصومة واعتبار ان الدعوى مقامة بوجه ورثة ماري العم وهم زوجها انطوان الراعي وأولادها جوزيف وربيكا وزخيا الراعي،

رابعاً – في طلب الإدخال:

حيث ان المدعية تطلب إدخال أنطوان عبد الملك في الدعوى مدلية بأن المطلوب إدخاله هو الناقل المسؤول بالتكافل والتضامن مع كل من المدعى عليهم عن تنفيذ عقد النقل البري سنداً للمادتين /٦٨٣/ و/١٤٧/م.ع. مما يستوجب إدخاله في الدعوى سنداً للمادة /٣٨/ أ.م.م. والحكم عليه بالتكافل مع المدعى عليهم بكل مبلغ قد يحكم به لها،

وحيث ان المدعى عليه أبو صافي والمطلوب إدخاله يدليان بأنهما يرتبطان بعقد مع الوكيل الجمركي وليس مع الشركة المرسلة إليها البضاعة التي لا يحق لها كما لا يحق لشركة الضمان التي حلّت محلّها ان تطالبا المطلوب إدخاله مما يقتضي إخراجه من المحاكمة،

وحيث سنداً للمادتين /٣٨/ و/٤٠/ أ.م.م.، يجوز إدخال الغير في المحاكمة بناءً على طلب أحد الخصوم لإشراكه في سماع الحكم أو للحكم عليه بطلبات متلازمة مع طلبات أحد الخصوم أو لأجل الضمان، شرط أن تكون لطالب الإدخال مصلحة شخصية ومشروعة،

وحيث من الثابت أن ورثة المرحومة ماري العم قاموا بتاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ بتنظيم وكالة غير قابلة للعزل لمصلحة المطلوب إدخاله لبيع حصصهم في الشاحنة موضوع الدعوى على أن يتحمل هذا الأخير كامل المسؤوليات الناشئة عن هذه الشاحنة تجاهه وتجاه الغير بدءاً من تاريخ تنظيم هذه الوكالة، وانه اعتزل هذه الوكالة بتاريخ ٢٠٠٧/٣/٩ على ان يتحمل كامل المسؤولية الناتجة عن الحوادث والأضرار التي تسبّب بها الشحن للغير اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ ولغاية تاريخ الإعتزال،

وحيث أن الحادث وقع بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧، وان المطلوب إدخاله كان في حينه لا يزال مالك الشاحنة موضوع الدعوى، فتأسيساً عليه، تكون لطالبة الإدخال مصلحة شخصية ومشروعة لإدخاله في الدعوى من أجل الحكم عليه بالتكافل والتضامن مع المدعى عليهم بكل مبلغ قد يحكم به لها،

وحيث تأسيساً على ما تقدّم، ترى المحكمة قبول طلب المدعية وإدخال انطوان عبد الملك في الدعوى،

خامساً – في الأساس:

حيث ان المدعية تطلب إلزام المدعى عليهم عماد أبو صافي وورثة ماري أديب العم وجمال الدين العانوتي والمقرر إدخاله أنطوان عبد الملك بالتكافل والتضامن بأن يدفعوا لها مبلغ /١٠٨٧٩٥,٨٨ د.أ./ أو ما يعادله بالليرة اللبنانية في السوق الحر في يوم الدفع الفعلي مع الفائدة القانونية ٩% من تاريخ الاستحضار حتى الدفع الفعلي، مدلية بأن المدعى عليه الأول والمطلوب إدخاله هما صاحبا الشاحنة فتكون لهما بالتالي صفة الناقل وهما مسؤولان عن الضرر اللاحق بالبضاعة بمجرّد تضررها أثناء نقلها سنداً للمادة /٦٨٣/م.ع.، وبأن المدعى عليه جمال الدين العانوتي هو وسيط النقل ويتحمل مسؤولية اختياره للناقل الفعلي وبالتالي مسؤولية أي ضرر يلحق بالبضاعة المنقولة، وبأن عدم ورود توقيعه على إذني الإخراج الجمركي والمرفئي لا ينفي استلامه للبضاعة في مرفأ بيروت بصفته العميل الجمركي وقيامه بالتعاقد مع الناقل بصفته وسيط نقل، وبأنه يجب الأخذ بتقارير الخبراء ومحاضر الكشف المقدّمة من الخبراء باعتبار ان الكشف تمّ بحضور كافة الفرقاء أو بحضور ممثلين عنهم وان المدعى عليه الأول وقّع شخصياً ودون تحفظ على محضر الكشف الأول، وبأن الاجتهاد واضح وصريح لجهة اعتبار أنه في مجال النقل بشكل عام يمكن الاعتداد ضد الناقل بالكشف الوجاهي الحاصل بحضور الضامن والمضمون اللذين لهما مصالح متناقضة،

وحيث ان المدعى عليه جمال الدين العانوتي يطلب رد كل ما ورد في الإستحضار في كل ما له علاقة به والا في أسوأ الأحوال إعتباره مديناً متضامناً تضامناً إستطرادياً، ويدلي بأنه يعمل بصفة عميل جمركي وليس له أية علاقة بعقد النقل وانه لم يوقّع على إذن الإخراج الجمركي، وبأنه لم يقم باختيار المدعى عليهما الأول والثاني، وبأن المدعى عليهما الآخرين مسؤولان عن الضرر اللاحق بالبضاعة جراء الإصطدام سنداً للمواد /١٢٢/ و/١٢٣/ و ١٣١/ و/٦٣١/ م.ع. والمادة /١١/ من قانون السير،

وحيث ان المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرر إدخاله انطوان عبد الملك يطلبان رد الدعوى عنهما لعدم وجود أية رابطة قانونية بينهما وبين المدعية، ويدليان بأن وسيط النقل جمال الدين العانوتي تعاقد معهما لنقل البضاعة التي تضرّرت، وبأنهما يتعاملان معه منذ أكثر من سبع سنوات، وبأنه قبل تحميل الأجهزة تبين للمدعى عليه أبو صافي ان اثنين من الأجهزة قد تضرّرا في المرفأ وبأنه نبّه ممثل الشركة المضمونة وسيم مسعود والمدعى عليه جمال الدين العانوتي الا انهما لم يأبها للأمر، وبأنه بنتيجة الحادث تضرّرت أغطية الأجهزة دون أن يمسّها أي ضرر، وبأن الشركة المرسلة إليها البضاعة قامت ببيعها، وبأن الإجتهادات المذكورة في لائحة المدعية الأخيرة غير صحيحة بالنسبة للنقل البري،

وحيث ان ورثة المرحومة ماري العم يطلبون رد الدعوى عنهم شكلاً والا أساساً، ويدلون بأنه منذ تاريخ تنظيم الوكالة غير القابلة للعزل في ٢٠٠٤/٩/١٧ لم يعد لهم أية علاقة بالشاحنة موضوع الدعوى الى ان عاد المطلوب إدخاله واعتزل الوكالة في ٢٠٠٧/٣/٩، وبأن الحادث وقع في الفترة التي التزم فيها المطلوب إدخاله خطياً بتحمل أية أضرار تسببت بها الشاحنة،

وحيث من الثابت في الملف أنه بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٣٠ وصلت البضاعة المشحونة موضوع الدعوى الى مرفأ بيروت وأصدر الوكيل البحري شركة عكاك مارين ش.م.ل. إذن تسليم يحمل الرقم /١٩٥٢٦/، وأنه بتاريخ ٢٠٠٦/١١/١ صدر إذن الإخراج الجمركي بإسم المدعى عليه جمال الدين العانوتي، وأنه بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧ وأثناء نقل البضاعة موضوع الدعوى على متن الشاحنة العمومية رقم ٣٦١٧٦١ م اصطدمت هذه الشاحنة بجسر ممّا سبّب اضراراً بالبضاعة المنقولة، وانه تم الكشف على البضاعة بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧ و٢٠٠٦/١١/١٠ و٢٠٠٦/١٢/١٤، وانه بتاريخ ٢٠٠٦/١٢/٢٨ وضع الخبير المحلف أمين معوض تقريره وبتاريخ ٢٠٠٧/١/٦ وضع الخبير المحلف جوزف حجل تقريره محددين قيمة الخسائر بـ/٩٠٠٧٩ د.أ./، وانه بتاريخ ٢٠٠٧/١/٢٢ قامت المدعية بتغطية قيمة الأضرار اللاحقة بالبضاعة المنقولة فدفعت للشركة المضمونة لديها مبلغ /١٠٨٧٩٥,٨٨ د.أ./،

وحيث لجهة مسؤولية المدعى عليه الأول والمقرر إدخاله، من الثابت بإفادة هيئة إدارة السير والآليات والمركبات ان المدعى عليه الأول وماري أديب العم يملكان الشاحنة موضوع الدعوى، وان ورثة المرحومة ماري العم قاموا بتاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ بتنظيم وكالة غير قابلة للعزل لمصلحة المقرّر إدخاله لبيع حصصهم في هذه الشاحنة، وان هذا الأخير اعتزل هذه الوكالة بتاريخ ٢٠٠٧/٣/٩، وان الحادث وقع بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧،

وحيث تأسيساً على ما تقدّم، يكون المدعى عليه الأوّل عماد أبو صافي والمقرّر إدخاله أنطوان عبد الملك مالكي الشاحنة بتاريخ الحادث،

وحيث سنداً للمادة /١٣١/ م.ع.، يكون حارس الجوامد المنقولة وغير المنقولة مسؤولاً عن الأضرار التي تحدثها تلك الجوامد حتى في الوقت الذي لا تكون فيه تحت إدارته أو مراقبته الفعلية، كالسيارات وقت السير،

وحيث ان الفقه والاجتهاد اعتبرا ان الحراسة تقوم على فكرة الرقابة والإدارة والسلطة والإستعمال وهي تعود مبدئياً لمالك الشيء ما دامت له السلطات هذه،

وحيث فضلاً عن ذلك، ان المقرر إدخاله تعهّد في وكالة البيع غير القابلة للعزل تاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ بتحمّل كامل المسؤوليات الناشئة عن هذه الشاحنة تجاهه وتجاه الغير بدءاً من تاريخ تنظيم هذه الوكالة، كما تعهّد في اعتزاله الوكالة تاريخ ٢٠٠٧/٣/٩ بتحمّل كامل المسؤولية الناتجة عن الحوادث والأضرار التي تسبّبت بها الشاحنة للغير اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ ولغاية تاريخ الإعتزال، فيكون بالتالي مسؤولاً عن الأضرار موضوع الدعوى باعتبار ان الحادث وقع بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧،

وحيث بالإستناد الى ما تقدّم، يكون مالكا الشاحنة مسؤولين عن الأضرار الناتجة عن الحادث، خاصة وانهما مسؤولين عن البضاعة منذ تحميلها على متن الشاحنة وحتى إيصالها وملتزمين بتحقيق نتيجة هي نقلها وتسليمها الى المرسل إليها سليمة،

وحيث في ضوء ما ورد أعلاه، وبما ان الحادث وقع في الفترة التي التزم فيها المطلوب إدخاله خطياً بتحمل أية أضرار تسبّبت بها الشاحنة، ترى المحكمة إعلان عدم مسؤولية ورثة المرحومة ماري العم وهم زوجها انطوان الراعي واولادها جوزيف وربيكا وزخيا الراعي، عن الأضرار الناتجة عن الحادث، باعتبار أنه لم يكن لهم أية علاقة بالشاحنة موضوع الدعوى بتاريخ الحادث،

وحيث لجهة مسؤولية المدعى عليه جمال الدين العانوتي، يتبين في الملف:

– ان اسمه ورد على إذن الإخراج الجمركي، مع الإشارة من جهة أولى الى ان عدم ورود توقيعه على إذني الإخراج الجمركي والمرفئي، في حال ثبوته، لا ينفي استلامه للبضاعة في مرفأ بيروت لحساب الشركة المرسلة إليها خاصة وانه لم ينكر واقعة الإستلام، ومن جهة ثانية الى ان إستلامه البضاعة لحساب المرسلة إليها يفيد ان عليه ان يسلّمها إليها شخصياً أو بواسطة الغير، ويقع على عاتقه موجب إثبات هذا التسليم الى أحدهما، الأمر غير المتوافر في الدعوى،

– ان المدعى عليه الاول والمقرر ادخاله يدليان بأنهما تعاقدا معه بصفته وسيط نقل وبأنهما يتعاملان معه منذ اكثر من سبع سنوات، وان المدعى عليه العانوتي وان انكر صفته كوسيط نقل أو قيامه باختيارهما، الا انه لم ينكر التعامل السابق الحاصل بينه وبينهما،

– ان المدعى عليه العانوتي كان موجوداً أثناء الكشف على البضاعة بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧ و٢٠٠٦/١١/١٠ و٢٠٠٦/١٢/١٤ بعد وقوع الحادث ولم يدل في أي وقت من الأوقات بأن ليس له صفة للحضور،

وحيث تأسيساً على ما تقدم، تكوّنت لدى هذه المحكمة قناعة بأن المدعى عليه جمال الدين العانوتي تصرّف كوسيط نقل أو كوكيل بالعمولة متعاقداً مع المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرّر إدخاله لنقل البضائع،

وحيث سنداً للفقرة الثانية من المادة الثانية من القانون رقم ١٥٦/ن تاريخ ٢٠٠٠/١١/١٨ المتعلّق بتنظيم مزاولة أعمال وسيط النقل، على وسيط النقل الأصيل كونه الضامن لنجاح تنفيذ عملية النقل ان يضمن سلامة البضائع التي يعتبر مسؤولاً عن هلاكها أو تلفها أو تعييبها كلياً أو جزئياً وذلك من تاريخ تسلّمه إيّاها وحتى تاريخ إيصالها وتسليمها الفعلي للمرسل إليه، ما لم ينف مسؤوليته بإثبات وجود قوة قاهرة أو عيب خفي فيها أو خطأ من المفوّض أو المرسل إليه،

وحيث تأسيساً عليه، ان الوكيل بالعمولة أو وسيط النقل، وهو الذي يتعاقد بإسمه الشخصي مع الناقل لحساب موكّله المرسل، يكون مسؤولاً عن أفعال الناقل الذي عهد إليه بالنقل، أي مسؤولاً عن تنفيذ عقد النقل كما لو كان هو الناقل وإيصال البضائع سليمة،

وحيث بالإستناد الى ما تقدّم، يكون جمال الدين العانوتي مسؤولاً عن الأضرار التي لحقت بالبضاعة موضوع الدعوى من جرّاء نقلها بواسطة الشاحنة،

وحيث لجهة إدلاءات المدعى عليه جمال الدين العانوتي بعدم الأخذ بتقارير الخبراء، يتبين من الأوراق الواردة في الملف أنه تم الكشف على البضاعة بتاريخ ٢٠٠٦/١١/٧ و٢٠٠٦/١١/١٠

و١٤/١٢/٢٠٠٦ بحضور المدعية الشركة الضامنة والشركة المضمونة صاحبة البضائع،

وحيث ان الإجتهاد استقر على الأخذ بتقرير مفوّض العوار أي الخبير المعيّن من قبل شركات التأمين لمعاينة وتقييم الأضرار اللاحقة بالبضاعة المضمونة لديها، كلّما حصل بحضور شخصين لهما مصلحتان متناقضتان وهما شركة الضمان والمرسل إليه، وان هذه القاعدة تطبّق في مجال النقل بشكل عام أكان برياً أو بحرياً كلّما حصل الكشف بحضور الضامن والمضمون باعتبار أنها مبنيّة على مبدأ تناقض مصالح بين الطرفين، ويعتد بهذا التقرير الوجاهي بوجه الناقل عماد أبو صافي الذي حضر ووقّع على محضر الكشف عن الأضرار تاريخ ١٤/١٢/٢٠٠٦،

وحيث تأسيساً عليه، ترى المحكمة الأخذ بهذه التقارير الوجاهية والتقيّد بمضمونها خاصةً لجهة مدى تضرّر الأجهزة أي تضرّر أربعة منها بالكامل بما يجعلها غير صالحة للإستعمال ولجهة تضرر الجهاز الخامس بشكل كبير، وتبعاً لذلك رد إدلاءات المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرر إدخاله لجهة تضرّر أغطيتها فقط في الحادث، كما وردّ إدلاءاتهما لجهة قيام الشركة الضامنة ببيعها مجدداً باعتبار ان مدى تضرّر الأجهزة وفقاً لما ورد في التقارير ينفي إمكانية بيعها مجدداً،

وحيث لجهة تضرّر البضاعة في المرفأ قبل نقلها على متن الشاحنة، من الثابت أن المدعى عليه عماد أبو صافي إستلمها دون تحفظات خطّية، وانه والمدعى عليه جمال الدين العانوتي كانا موجودين أو ممثّلين أثناء الكشف على البضائع بتاريخ ٧/١١/٢٠٠٦ و١٠/١١/٢٠٠٦ و١٤/١٢/٢٠٠٦ بعد وقوع الحادث ولم يقدّما أي إعتراض ولم يفيدا بأن بعض الأجهزة كانت متضرّرة قبل نقلها، فتأسيساً عليه، ترى المحكمة رد إدلاءات المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرر إدخاله لجهة تضرّر البضاعة في المرفأ قبل نقلها،

وحيث ان الإجتهاد اللبناني اعتبر ان كل من شارك في عملية النقل مسؤول بالتكافل والتضامن عن الأضرار اللاحقة بالبضاعة المنقولة،

وحيث بالإستناد الى كل ما ورد أعلاه، يكون المدعى عليهما عماد أبو صافي وجمال الدين العانوتي والمقرّر إدخاله انطوان عبد الملك مسؤولين بالتكافل والتضامن عن الأضرار اللاحقة بالبضاعة المنقولة، ويقتضي إلزامهم بأن يدفعوا للمدعية مبلغاً وقدره /١٠٨٧٩٥,٨٨/ د.أ. أو ما يعادله بالليرة اللبنانية مع الفائدة القانونية ٩% من تاريخ المطالبة به أي من تاريخ الاستحضار حتى الدفع الفعلي،

وحيث في ضوء النتيجة التي توصّلت إليها المحكمة، يقتضي رد كل ما زاد أو خالف، بما في ذلك طلب المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرر إدخاله الرامي الى تعيين خبير جديد وطلبهما الرامي الى استجواب المدعى عليه جمال الدين العانوتي والإستماع الى المشرف على الموقف علي حسين نصر الدين والى وسيم مسعود، وطلب المدعى عليه جمال الدين العانوتي الرامي الى إخراجه من المحاكمة وطلبه الرامي الى الحكم على الفرقاء الآخرين بالعطل والضرر، لانتفاء ما يبرّرها وكونها لقيت ردًّا ضمنياً في ما ورد أعلاه،

لذلك،

تحكم بالإتفاق:

أولاً: برد الدفع بعدم صلاحية المحكمة للنظر بالدعوى،

ثانياً: برد الدفع بعدم صفة المدعية للإدعاء،

ثالثاً: بتصحيح الخصومة واعتبار ان الدعوى مقامة بوجه ورثة ماري العم وهم زوجها انطوان الراعي واولادها جوزيف وربيكا وزخيا الراعي،

رابعاً: بإدخال أنطوان عبد الملك في المحاكمة،

خامساً: بإعلان عدم مسؤولية ورثة المرحومة ماري العم وهم زوجها انطوان الراعي واولادها جوزيف وربيكا وزخيا الراعي عن الأضرار اللاحقة بالبضاعة المنقولة والناتجة عن الحادث،

سادساً: بإلزام المدعى عليهما عماد أبو صافي وجمال الدين العانوتي والمقرّر إدخاله انطوان عبد الملك بالتكافل والتضامن بأن يدفعوا للمدعية شركة أكسا ميدل إيست مبلغاً وقدره /١٠٨٧٩٥,٨٨ د.أ./ أو ما يعادله بالليرة اللبنانية مع الفائدة القانونية ٩% من تاريخ المطالبة به أي من تاريخ الاستحضار حتى الدفع الفعلي،

سابعاً: برد كل ما زاد أو خالف، بما في ذلك طلب المدعى عليه عماد أبو صافي والمقرر إدخاله الرامي الى تعيين خبير جديد وطلبهما الرامي الى استجواب المدعى عليه جمال العانوتي والإستماع الى المشرف على الموقف علي حسين نصر الدين والى وسيم مسعود، وطلب المدعى عليه جمال الدين العانوتي

الرامي الى إخراجه من المحاكمة وطلبه الرامي الى الحكم على الفرقاء الآخرين بالعطل والضرر، لانتفاء ما يبرّرها وكونها لقيت ردًّا ضمنياً في ما ورد أعلاه،

ثامناً: بتضمين المدعى عليهما عماد أبو صافي وجمال العانوتي والمقرّر إدخاله انطوان عبد الملك النفقات كافة بنسبة الثلث لكل منهم.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس حبيب مزهر
والعضوان ناديا جدايل ونادين ضومط

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٢/٢٣

- كفالة غبّ الطلب – شركة حاجزة – قرار إلقاء حجز احتياطي لدى ثالث هو المصرف مصدر الكفالة غبّ الطلب – حجز احتياطي، لمصلحة الشركة الحاجزة، على قيمة الكفالة غبّ الطلب الصادرة عن المصرف المحجوز لديه لمصلحة الشركة المحجوز عليها – مطالبة بتجميد الكفالة – كفالة غبّ الطلب – حق مباشر للمستفيد منها في وجه المصرف الذي أصدرها بناءً على طلب صاحب الأمر – كفالة مودعة من قبل المصرف في حساب خاص باسم رئيس دائرة التنفيذ في بيروت لصالح ملف الحجز الإحتياطي – للمحجوز عليها المستفيدة من الكفالة غبّ الطلب مراجعة رئيس دائرة التنفيذ وليس المصرف من أجل المطالبة بقيمة هذه الكفالة – ردّ الإدلاءات المخالفة.

- عقد مقاولة – أتعاب مستحقة وغير مسدّدة للشركة الحاجزة عن أعمال مقاولة منفّذة لصالح الشركة المحجوز عليها – كفالة غبّ الطلب على عاتق الجهة المقاولة ضماناً لحسن تنفيذ أعمال المقاولة وفقاً لبنود العقد – نزاع جدّي حول حُسن تنفيذ هذا العقد – صلاحيّة المحكمة، بناءً على طلب أحد الخصوم، باتخاذ التدابير المؤقتة والإحتياطيّة التي من شأنها حفظ الحقوق ومنع الضرر – قرار معجّل التنفيذ بتجميد قيمة الكفالة غبّ الطلب لحين البت في الدعوى.

بناءً عليه،

لدى التدقيق والمذاكرة،

وبعد الاطلاع على كافة اوراق هذه الدعوى ومستنداتها،

وعطفاً على القرار الصادر عن المحكمة في ٢٠٠٩/١٢/٣،

حيث ان المدعية شركة سمير مقبل ومشاركوه – مقاولون ش.م.م. تطلب اعطاء القرار المعجل التنفيذ على أصله في غرفة المذاكرة بوقف وتجميد قيمة الكفالة المودعة لدى دائرة تنفيذ بيروت سنداً للمادة ٥٨٩ أصول مدنية،

وتدلي المدعية ان المصرف المطلوب ادخاله بنك انتركونتيننتال ش.م.ل. مصدر الكفالة قد أودع قيمتها لدى دائرة تنفيذ بيروت بعد تكليفه من قبل رئاسة هذه الدائرة بذلك،

حيث ان المدعى عليها تطلب رد طلب المدعية وقف تجميد الكفالة في الشكل وفي الاساس لعدم القانونية وللأسباب الواردة في لائحتها تاريخ ٢٠١٠/١/٢٦ وتدلي المدعى عليها ان العلاقة التعاقدية الناجمة عن الكفالة بين المصرف مصدر الكفالة والملتزم بدفع قيمتها وبين الشركة المدعى عليها لم تستنفذ بعد باعتبار أن مفاعيل الكفالة لا تنتهي إلا بدفع قيمتها للمستفيد الأمر الذي لم يحصل،

وحيث يستفاد من مضمون القرار الصادر عن هذه المحكمة بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢٦ انه بموجب الكفالة لدى أول طلب، موضوع الدعوى، ينشأ حق مباشر للمستفيد منها – أي المدعى عليها – بوجه البنك المطلوب ادخاله، بمعنى أنها تشكل أو تنشئ ديناً على البنك لصالح المدعى عليها،

وحيث يتبين من أوراق الملف ان المدعية استحصلت على قرار حجز احتياطي لدى ثالث بوجه المحجوز عليه المدعى عليها والمحجوز لديه البنك على قيمة هذه الكفالة على اعتبار ان المدعية دائنة للمحجوز عليها – المدعى عليها – وان هذه الأخيرة دائنة للمحجوز لديه البنك،

وحيث ان المحجوز لديه البنك قام بإيداع الأموال المحجوزة تحت يده في حساب خاص يفتح لديه باسم رئيس دائرة تنفيذ بيروت لصالح ملف الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٩/٨٤ بناء على طلب هذا الأخير مستنداً للمادة ٨٩٤ أصول مدنية،

وحيث أنه بقيام المحجوز لديه بالتصريح عن الأموال الموجودة لديه وإيداعها بتصرف رئيس دائرة التنفيذ يكون قد نفذ موجبه ودفع الدين المترتب بذمته تجاه المحجوز عليه. وإذا اراد هذا الأخير المطالبة بالدين في وقت لاحق، اذا توافرت شروط هذه المطالبة، فلا يتوجه بطلبه هذا الى المحجوز لديه بل يطلب هذا الأمر من رئيس دائرة التنفيذ المودع باسمه هذا المبلغ مع مراعاة آثار الحجز الاحتياطي ومصيره،

وبالتالي فإنّ عدم دفع الدين للمحجوز عليها – المدعى عليها – الناتج عن الكفالة لدى أول طلب ليس عائداً لتمنع أو تصرف من المحجوز لديه المصرف الذي قام بدفع الدين المترتب عليه، وانما الى صدور قرار بالقاء الحجز الاحتياطي على قيمة هذه الكفالة التي أودعت لدى رئيس دائرة التنفيذ، ويقتضي رد ما أدلت به المدعى عليها لهذه الجهة،

وحيث أن المدعية ترمي، من خلال طلبها المبين أعلاه، إلى منع المدعى عليها من قبض قيمة الكفالة المودعة لدى دائرة تنفيذ بيروت على اعتبار ان هذه القيمة غير مستحقة للمدعى عليها لانتفاء سوء التنفيذ في الاعمال المنفذة من قبلها بموجب عقد المقاولة تاريخ ٢٠٠٥/٥/٢٣،

وحيث أنه يتبين ان المدعية تطلب الزام المدعى عليها بأن تدفع لها مبلغ /٥,٠٥٧,٠٥٢/ دولار أميركي مع فائدته من تاريخ المطالبة ناتجاً عن علاقة عقدية معها بموجب عقد مقاولة تاريخ ٢٠٠٥/٥/٢٣ ويمثل تعويضات بسبب تعديلات في اعمال البناء وتأخير في تنفيذ الأعمال بسبب خارج عن ارادتها، وتأخر المدعى عليها عن استلام الأعمال المنجزة اضافة الى نفقات اضافية ناتجة عن العقد المذكور،

وحيث ان المدعى عليها تدلي ان عقد المقاولة نص صراحة على وجوب قيام المقاول المدعية بتسليم كفالة تضمن حسن تنفيذ العقد المذكور، وهي الكفالة موضوع الدعوى، وان تنفيذ العقد لا يتعلق بالاعمال والعيوب المتعلقة بها بل بكافة الموجبات والالتزامات التي أخذها المقاول على عاتقه ومنها انجاز الأعمال في وقت محدد، وان الوقت عنصر اساسي بالنسبة للمتعاقدين، وقد حدد العقد غرامة قدرها /٤٥٠٠٠/ دولار أميركي عن كل يوم تأخير، ولم ينجز المقاول الأعمال في الوقت المعين وتأخر في انجازها، مما يؤدي الى استحقاق قيمة الكفالة،

وحيث انه سنداً للمادة ٥٨٩ أصول مدنية يحق لقاضي الموضوع الناظر في الدعوى بناء على طلب الخصم اتخاذ جميع التدابير المؤقتة والاحتياطية التي من شأنها حفظ الحقوق ومنع الضرر، مقابل كفالة أو بدونها،

وحيث انه في ضوء أقوال المدعية والمدعى عليها والمستندات المبرزة في إطار هذه الدعوى، يتبين وجود خلاف جدي حول قيام كل من المقاول المدعية والمدعى عليها في تنفيذ التزاماته الناجمة عن عقد ٢٠٠٥/٥/٢٣، ويقتضي استعراض موجبات كل منهما وكيفية تنفيذها في ضوء بنود هذا العقد ضمن اطار مبدأ حسن النية في التنفيذ، وتحديد حقوق كل منهما،

وحيث تجدر الاشارة الى أنه بعد قيام المصرف المطلوب ادخاله بتنفيذ طلب صاحب الأمر باصدار الكفالة – أي المدعية – لمصلحة المستفيد منها – الشركة المدعى عليها – وقيام المصرف بتنفيذ موجبه بدفع الدين، تمسي العلاقة مباشرة بين المدعية والمدعى عليها حول أحقية هذه الأخيرة بقبض هذا الدين،

وحيث انه حفظاً لحقوق المدعية المطالب بها بموجب هذه الدعوى، وبصرف النظر عن النتيجة التي ستؤول اليها أو ستتوصل اليها المحكمة، ومنعاً من حصول ضرر للمدعية من جراء استيفاء الدين أو المبلغ المودع لدى رئيس دائرة تنفيذ بيروت من قبل المدعى عليها، وفي ضوء جدية المنازعة بينهما حول تنفيذ كل منهما لموجباته الناتجة عن عقد ٢٠٠٥/٥/٢٣، ترى المحكمة وقف وتجميد قيمة الكفالة رقم /٨٨٠٢٦/ البالغ /١,٢٣١,٦٤٤/ دولار أميركي المودعة في حساب خاص باسم رئيس دائرة تنفيذ بيروت لدى المصرف المطلوب إدخاله ومنع المدعى عليها من قبض هذه القيمة لحين البت بهذه الدعوى،

لذلك،

تقرر المحكمة بالاتفاق وقف وتجميد قيمة الكفالة المبينة أعلاه ومنع المدعى عليها من قبض هذه القيمة لحين البت بهذه الدعوى وابلاغ دائرة تنفيذ بيروت بمضمون القرار.

قراراً معجل التنفيذ نافذاً على اصله صدر في غرفة المذاكرة.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس جمال الحجّار
والعضوان فادي ملكون وكارلا رحّال

القرار: رقم ١٤٩ تاريخ ٢٠١٠/٣/٣٠

توفيق سلمان ورفيقه/ شركة "المورد للعقارات" ش.م.ل.

- شفعة – عقار مملوك على الشيوع في منطقة رأس بيروت – رقبة ١٢٠٠ سهم مملوكة مناصفةً بين شقيقين – ١٢٠٠ سهم بتملك شركاء آخرين في الشيوع – إقدام هؤلاء الشركاء على بيع حصصهم البالغة ١٢٠٠ سهم في العقار المذكور من شركة عقاريّة بموجب عقود مسجلة أصولاً بثمن إجمالي قدره مليون د.أ. – شركة عقاريّة – إقامة دعوى الشفعة في وجهها.

- طلب إدخال الجهة البائعة في الدعوى – طلب هادف الى إشراك المطلوب إدخالهم في سماع الحكم – انتفاء صفة ومصلحة المطلوب إدخالهم بنتيجة تفرّغهم عن ملكيّة الأسهم موضوع الدعوى – طلب إدخال مفتقد للمبرّر القانوني – ردّه شكلاً.

- عقار مملوك على الشيوع – شفعة – إعلام الشفيعين بشراء الأسهم العقاريّة العائدة لشركائهما في الشيوع بمقتضى كتب مضمونة صادرة عن المدّعى عليها المشترية وبواسطة كاتب عدل – خلو كتب الإعلام من البيانات القانونية الإلزاميّة لجهة ملحقات ثمن المبيع، أي نفقات تسجيل العقود وبدل السمسرة – إعلام مخالف للمادّة ٢٤٩/٢٤٧ ملكية عقاريّة – حق الشفعة – مهلة قانونيّة محدّدة بعشرة أيام – عدم سريانها في وجه الشفيعين تبعاً لعدم قانونيّة كتب التبليغ – ردّ الإدلاءات المخالفة – إدلاء بتنازل المدعيين عن ممارسة حق الشفعة – عدم ثبوت التنازل عن الشفعة بمستند خطي – ردّ الإدلاء لعدم ثبوته.

- مبيع – ثمن – عدم تسديد المشترية المدّعى عليها لواحق الثمن المفروضة قانوناً – شفعة – إيداع الشفيعين ثمن المبيع المبيّن في عقود البيع مع ملحقاته – توفر شروط الشفعة – تمليك المدّعيين مناصفة كامل الأسهم المسجلة على اسم المدّعى عليها.

بناءً عليه،

أولاً – في طلب ادخال كل من مازن ومكرم وميلا رجا حلال في المحاكمة:

حيث ان المدعى عليها طلبت ادخال البائعين مازن ومكرم وميلا رجا حلال في المحاكمة لاجل اشراكهم في سماع الحكم سنداً للمادة ٣٨ أ.م.م.

وحيث يتبين من أقوال المدعى عليها أنها تطلب ادخال المذكورين اعلاه لبيان موقفهم حول واقعة تنازل المدعيين عن ممارسة حق الشفعة، وعن تفاوضهما مع المدعى عليها لبيعها أسهمهما في العقار موضوع الدعوى.

وحيث ان المدعيين يطلبان في الدعوى الحاضرة، الأسهم التي اشترتها المدعى عليها من المطلوب ادخالهم في القسم موضوع الدعوى، ومن الثابت أن الأسهم المبيعة سجلت بالفعل على اسم المدعى عليها في السجل العقاري.

وحيث ان اجتهاد المحكمة مستقر على تفسير المادة ٣٨ أ.م.م. لجهة ادخال الغير في المحاكمة ولإشراكه في سماع الحكم، بأن المقصود منه هو إدخال اشخاص في المحاكمة تتوفر فيهم مصلحة وصفة تتيح لهم أقله الطعن بالحكم الذي سيصدر في الدعوى، بطريق اعتراض الغير، بحيث تكون الغاية من ادخالهم سريان الحكم بوجههم وبما يقفل عليهم لاحقاً الطعن بهذا الحكم بطريق اعتراض الغير.

وحيث من الثابت أنه في القضية الراهنة، لا تتأثر حقوق المطلوب ادخالهم بنتيجة الدعوى سواء قبلت أم ردت، لأنه لم تعد لهم علاقة بالاسهم المبيعة موضوع الشفعة، وذلك بعد قبضهم الثمن وتسجيل المبيع على اسم المدعى عليها فيكون طلب ادخالهم لسماع الحكم غير منطقي في القضية الراهنة على المقصود بالمادة ٣٨ أ.م.م.، مما يوجب رد طلب الادخال شكلاً لهذا السبب.

وحيث ان طلب الادخال لسماع موقف المطلوب ادخالهم من واقعة تتذرع بها المدعى عليها، لا يؤلف طبعاً مبرراً قانونياً ليسوغ قبول طلب الادخال، بل ان كل ما يمكن أن يتيحه هذا السبب هو تقرير سماع المطلوب إدخالهم كشهود على هذه الواقعة فيما لو اعتبرت المحكمة أنها منتجة في النزاع، فيكون طلب الادخال مردوداً شكلاً لهذه العلة أيضاً.

ثانياً – في الموضوع:

١) حيث ان المدعى عليها تدلي ان الدعوى قدمت في ٢٠٠٨/٥/٨ في حين أنه لم يتم إيداع المبالغ المعروضة للشفعة الا في ٢٠٠٨/٥/١٣ وفقاً لاقوال الجهة المدعية ذاتها، في حين أن المادة ٢٤٩ ملكية عقارية تفرض على الشفيع عرض وإيداع الثمن وملحقاته يوم تقديم دعوى الشفعة، وتكون الدعوى الحاضرة مقدمة خارج مهلة العشرة أيام المحددة في الفقرة الأخيرة من المادة ٢٤٧ ملكية عقارية.

وحيث ان الجهة المدعية تدلي أن كتاب تبليغها بالبيع وفقاً للمادة ٢٤٧ ملكية عقارية لم يتضمن سوى تحديد ثمن المبيع في العقدين موضوع الدعوى، وقد خلا من أي تحديد لملحقات الثمن المحددة في المادة ٢٤٩ فقرة ٢ من ذات القانون، مما يؤدي الى اعتبار هذا الكتاب دون مفاعيل لجهة سريان مهلة العشرة أيام لممارسة حق الشفعة وتكون هذه المهلة غير منطبقة في القضية الراهنة، وتكون الدعوى بكل الاحوال مستوفية كل شروطها وتكون ضمن مهلة السنة من تاريخ تسجيل البيع.

وحيث أن المادة ٢٤٧ ملكية عقارية نصت على أنه "للمشتري بعد تسجيل العقد أن يعلم الشفعاء بالتسجيل بواسطة الكاتب العدل ... على أن يبين في التبليغ، العقار المبيع واوصافه وتاريخ التسجيل... والثمن وملحقاته وشروط العقد" وجاءت الفقرة ٢ من المادة ٢٤٩ من ذات القانون لتحدد ملحقات العقد على أنها نفقات العقد التي تشمل رسوم التسجيل الرسمية، وبدل السمسرة على أن لا يزيد هذا البدل عن التعرفة الرسمية.

وحيث ثابت بالفعل بالكتابين اللذين تستند اليهما المدعى عليها والمبرزة صورتهما في الملف، أن مضمونهما حدد فقط ثمن البيع وخلا من تحديد ملحقات الثمن على ما تفرضه المادة ٢٤٧ معطوفة على الفقرة ٢ من المادة ٢٤٩ ملكية عقارية.

وحيث أنه في ضوء النص الواضح للمادتين المذكورتين أعلاه، فأن الكتابين المرسلين الى الجهة المدعية، كان يجب أن يتضمنا وجوباً تحديد ملحقات الثمن المحددة في الفقرة ٢ من المادة ٢٤٩ ملكية عقارية، وفي ضوء خلو هذين الكتابين من تحديد ملحقات الثمن، لا يكون لهذين الكتابين أي مفاعيل قانونية لجهة سريان مهلة العشرة أيام لممارسة حق الشفعة، ويقتضي اعتبارهما غير منتجين مفاعيلهما لجهة تقييد حق ممارسة الشفعة بمهلة العشرة أيام.

وحيث تأسيساً على ما تقدم تكون المهلة القانونية لممارسة حق الشفعة هي المهلة العادية أي سنة من تاريخ تسجيل المبيع، ولا جدال أن عرض الثمن وملحقاته تم فعلاً ضمن هذه المهلة، فيكون طلب المدعى عليها برد الدعوى لعدم عرض الثمن وملحقاته ضمن المهلة القانونية هو في غير محله فيقتضي رده.

٢) لجهة تذرع المدعى عليها بحصول تنازل من المدعيين عن ممارسة حق الشفعة:

حيث ان التنازل عن ممارسة حق الشفعة هو بالنسبة للمدعيين تصرف قانوني يخضع لقاعدة الاثبات الخطي في القضية الراهنة، وهو أمر غير متوفر، فضلاً عن أن التنازل عن الحق يجب أن يأتي بصيغة صريحة جازمة، ولا يمكن أن يستنتج استنتاجاً، فيكون ما أدلت به المدعى عليها تحت هذا السبب مردوداً أيضاً.

٣) لجهة التعويض:

حيث أن المدعيين المحا في متن الاستحضار واللوائح المقدمة منهما أن الثمن الحقيقي للأسهم المبيعة يقل كثيراً عن الثمن الوارد في العقدين.

وحيث يتبين من جهة أخرى أن فقرة المطالب في خاتمة الاستحضار واللوائح المقدمة من المدعيين، أوردت مطلباً يرمي الى شفعة الأسهم المبيعة بالثمن الوارد في العقدين دون ايراد أي مطلب يتعلق بتخفيض الثمن.

وحيث انه من الثابت قانوناً أن العبرة هي للمطالب الواردة في خاتمة الاستحضار واللوائح، ولا يتعين على المحكمة ان تفصل الا بالمطالب الواردة كذلك، فيكون ما ألمح اليه المدعيان لجهة تخفيض الثمن في متن اللوائح، ودون إيراده في فقرة المطالب مستوجباً إهماله ورده للسبب المبين فيما تقدم.

وحيث ان المادة ٢٤٩ ملكية عقارية حددت ما يجب عرضه من قبل الشفيع عند تقديمه دعوى الشفعة، بأن

ثمن المبيع المحدد في العقد، وملحقات الثمن من نفقات العقد التي تشمل رسوم التسجيل، وبدل السمسرة بما لا يتجاوز التعرفة القانونية.

وحيث ثابت بأوراق الملف أن ثمن المبيع في العقدين محدد بمليون د.أ. وان رسوم تسجيل العقدين تبلغ (٧٩٣١٣٠٠٠)ل.ل. وان نفقات كتابة العدل بلغت (٧٧٨٣٤٣٠)ل.ل. أي ما مجموعه مليون د.أ. و(٨٧٠٩٦٤٣٠) ليرة لبنانية.

وحيث من الثابت أن كتابي المدعى عليها المبلغين من المدعيين لم يتضمنا أي اشارة لدفع بدل سمسرة عن العقدين من جهة ولم يتضمنا اي مطالبة تمثل هذا البدل، ومن الثابت ان المدعى عليها لم تقدم أثناء المحاكمة الراهنة أي اثبات على تسديدها بدل السمسرة.

وحيث ان القانون يلزم الخصوم على الادلاء باسباب دفاعهم والدليل عليها، دفعة واحدة فلا تكون المحكمة ملزمة باجابة ما أدلت به المدعى عليها من أنها على استعداد لتقديم الدليل على دفعها بدل سمسرة في حال كلفت بذلك، فيقتضي بالنتيجة، اعتبار ما تدلي به المدعى عليها لجهة دفعها بدل سمسرة غير ثابت ويقتضي رد أقوالها لهذه الجهة.

وحيث ثابت من جهة أخرى أن الجهة المدعية قد عرضت عند تقديمها دعوى الشفعة ثمن المبيع ومبلغ ٨٩ مليون كنفقات للعقدين، ومبلغ ٢٥ ألف د.أ. احتياطياً كبدل سمسرة على اساس التعرفة القانونية.

وحيث بعد قول الحكم بعدم ثبوت بدل السمسرة يقتضي اعادة مبلغ الـ ٢٥ ألف د.أ. الى الجهة المدعية والفارق بين مبلغ ٨٩ مليون المودع من المدعية كنفقات للعقدين والنفقات الفعلية المتوجبة البالغة (٨٧٠٩٦٤٣٠)ل.ل. والذي يبلغ (١٩٠٣٥٧٠)ل.ل.

وحيث ان كافة عناصر وشروط قبول دعوى الشفعة متوفرة في النزاع الحاضر، فيقتضي الحكم بتمليك المدعية بالشفعة، كامل الـ ١٢٠٠ سهماً المسجل على اسم المدعى عليها في القسم ٤ B من العقار ٥٦٥/رأس بيروت مناصفة بينهما أي٦٠٠ سهماً لكل منهما، مقابل المبالغ المودعة منهما لصالح دعوى الشفعة والبالغة مليون د.أ. ومبلغ (٨٧٠٩٦٤٣٠) ل.ل. واعادة المبالغ الزائدة المودعة من المدعيين إليهما.

لذلك،

تحكم بالاتفاق:

١ – برد طلب ادخال مازن ومكرم وميلا رجا حلال، في المحاكمة شكلاً.

٢ – برد الدفوع المثارة من المدعى عليها.

٣ – وبتمليك المدعيين بالشفعة كامل الـ ١٢٠٠ سهماً المسجلة على اسم المدعى عليها في القسم B٤ من العقار ٥٦٥/رأس بيروت مناصفة بينهما أي ستماية سهماً لكل من المدعيين، مقابل المبالغ المودعة من المدعيين لحساب دعوى الشفعة محسوماً منها مبلغ خمسة وعشرون ألف د.أ. ومبلغ (١٩٠٣٥٧٠) ليرة لبنانية وفق ما هو مبين بصورة مفصلة في متن الحكم.

٤ – رد ما زاد أو خالف.

٥ – تضمين المدعى عليها الرسوم والمصاريف.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة الخامسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس جمال الحجّار
والعضوان فادي ملكون وكارلا رحّال

القرار: رقم ٢٤٠ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٨

احمد أبو شقرا ورفيقه/ سعيد أبو غنّام ورفاقه

- الزام بالتسجيل – عقد بيع عقاري موقع سنة ١٩٧٣ – استحقاق أقساط ثمن المبيع شهريًا حسب مندرجات العقد – تسديد نصف الأقساط المحدّد عددها بـ ٧٢ قسطاً – استحقاق رصيد الثمن – عرض فعلي بإيداع رصيد الثمن وإنذار الجهة البائعة سنة ١٩٨٩، بواسطة الكاتب العدل، بوجوب تسجيل العقارات موضوع العقد على اسم الجهة الشارية – دعوى أصليّة مقامة سنة ٢٠٠٠ – مطالبة بإلزام الجهة المدّعى عليها تسليم وتسجيل العقارات موضوع الدعوى على اسم الجهة المدّعية – دعوى مقابلة – طلب مقابل باعتبار عقد البيع مفسوخاً على مسؤولية المدّعى عليهم مقابلةً لعدم تسديد الأقساط المستحقة من ثمن المبيع، اضافة الى رصيد الثمن.

- محاكمة – وفاة كل من المدّعي والمدّعى عليهم أثناء السير في المحاكمة – تصحيح خصومة وإحلال الورثة محل الخصوم المتوفين – طلب إدخال – شركة وسيطة في إبرام عقد البيع موضوع الدعوى لحساب الجهة البائعة – انحصار مفاعيل العقد بفريقي الدعوى دون المطلوب إدخالها – انتفاء المصلحة من طلب الإدخال – خلو طلب الإدخال من أي مطالبة في وجه الشركة المطلوب إدخالها في المحاكمة – ردّ طلب الإدخال شكلاً.

- دعوى مقابلة – عدم تسديد رصيد الثمن – اقساط مستحقة في مواعيدها دون الحاجة الى انذار – مهل استحقاق اقساط الثمن – مهل عقدية غير مشمولة بقوانين تعليق المهل – اخلال بتسديد الاقساط – مطالبة بردّ الدعوى المقابلة لمرور الزمن على أقساط الثمن.

- إقامة دعوى سنة ١٩٩٢ أمام القاضي المنفرد المدني في عاليه بنفس موضوع الدعوى الأصليّة – انقطاع مرور الزمن على الأقساط لغاية صدور الحكم القاضي بردّ تلك الدعوى سنة ١٩٩٩ – عودة سريان مهلة مرور الزمن مجدّداً على الأقساط ورصيد الثمن بتاريخ صدور ذلك الحكم – انقطاع مرور الزمن مجدّداً بتاريخ إقامة الدعوى المقابلة في وجه الجهة الشارية – ردّ الإدلاءات المخالفة – التمسك بعقد البيع والتذرّع بمرور الزمن على الموجبات المحدّدة فيه – إعمال قاعدة «عدم جواز التمسك بالشيء وعكسه» – ردّ دفاع المدّعى عليهم مقابلةً المبني على مرور الزمن على أقساط الثمن – قوّة قاهرة – عدم جواز التذرع بالقوّة القاهرة عند تسديد نصف الأقساط المطالب بها خلال الحرب اللبنانيّة – ردّ السبب المسند الى القوّة القاهرة – إدلاء بمجهوليّة مقام الجهة البائعة - أقساط سابقة مسدّدة عن طريق حوالات مصرفيّة من مصرف الى آخر – ردّ الإدلاء لعدم الجدية – اخلال المدّعى عليها مقابلةً بموجباتها المحدّدة في عقد البيع – قبول الدعوى المقابلة في الأساس – الغاء العقد على مسؤوليّة المدعى عليها مقابلةً – رد الدعوى الأصلية.

بناءً عليه،

اولاً – في الخصومة:

حيث ان المدعي احمد ابو شقرا توفي اثناء سير المحاكمة الحاضرة وانحصر ارثه بوريثه الوحيد د. رمزي احمد ابو شقرا، فيقتضي اعتبار الاخير قد حل محل مورثه المذكور كمدعٍ في الدعوى الحاضرة.

وحيث ان المدعى عليه فايز عيد توفي اثناء سير المحاكمة وانحصر ارثه بورثته عفة ابو عساف وشوقي ونشأت وبسام ورنده ومنيا وفوزية عيد، ومن ثم توفيت فوزية عيد وانحصر ارثها بباقي ورثة فايز عيد المذكورين، مما يقتضي معه اعتبار كل من عفة ابو عساف وشوقي ونشأت وبسام ورنده ومنيا عيد قد حلوا محل مورثهم فايز عيد كمدعى عليهم بالدعوى الحاضرة.

وحيث ان المدعى عليه فؤاد عيد توفي اثناء سير المحاكمة وانحصر ارثه بنهدية وكريم وشفيق وفوزي وامال وليلى ونورما وليندا عيد، فيقتضي اعتبار المذكورين قد حلوا محل مورثم فؤاد عيد كمدعى عليهم في الدعوى الحاضرة.

ثانياً – في طلب ادخال الشركة العقارية المالية ش.م.ل:

حيث ان المدعيين طلبا ادخال الشركة العقارية المالية ش.م.ل. في الدعوى الحاضرة دون ان يتقدما بأي مطالب بوجه الشركة المذكورة، ولم يطلبا ادخال الشركة المذكورة لاجل اشراكها في سماع الحكم، فيكون طلب الادخال مردوداً شكلاً بالصورة التي ورد فيها.

وحيث يتبين ان الشركة المطلوب ادخالها قد مثلت في عقد البيع الذي يستند اليه المدعيان، بصفتها وكيلاً عن البائعين، ومن الثابت ان العقد ينصرف بأثره بوجه الموكل وليس الوكيل، فتكون صفة المطلوب ادخالها للمخاصمة استناداً للعقد موضوع الدعوى منتفية، فيقتضي ردّ طلب الادخال شكلاً لهذا السبب ايضاً.

ثالثاً – في الاساس:

١) في الدعوى الاصلية:

أ- في مدى سريان العقد موضوع الدعوى بوجه المدعى عليهم بالدعوى الاصلية:

حيث ان عقد البيع الجاري لصالح المدعين المؤرخ في ١٩٧٣/١/٢٠ هو موقع من الشركة العقارية المالية بصفتها وكيلة عن الفريق البائع في العقد أي المدعى عليهم بالدعوى الاصلية.

وحيث ان المدعين ابرزوا اثناء سير المحاكمة وكالة منظمة من المدعى عليهم إلى الشركة المذكورة اعلاه مسجلة لدى كاتب عدل عين الرمانة الاستاذ ربيع حجار

برقم ٧٢/١٣٩/٩٩٠٣ تاريخ ٧٢/١٠/٣١ وتبين ان هذه الوكالة تجيز للوكيل بيع العقارات موضوع العقد المسندة اليه الدعوى فيكون هذا العقد سارياً بوجه المدعى عليهم وملزماً لهم، ويكون كل ما ادلى به المدعى عليهم خلاف ذلك لهذه الجهة مردوداً.

ب- في المطالب موضوع الدعوى الاصلية:

حيث ان المدعين يطلبون الزام المدعى عليهم بتسجيل العقارات موضوع عقد ٧٣/١/٢٠.

وحيث ان المدعى عليهم بالدعوى الاصلية أي الفريق البائع في العقد تقدموا بادعاء مقابل طلبوا فيه الغاء العقد على مسؤولية الفريق الشاري أي المدعين بالدعوى الاصلية، مما يقتضي معه البدء ببحث الادعاء المقابل لأن مصير الدعوى الاصلية يتوقف لزوماً على الحل الذي سيعطى في الدعوى المقابلة.

٢) في الدعوى المقابلة:

حيث ان المدعى عليهم المدعين مقابلة ادلوا ان ثمن المبيع حدد في العقد موضوع الدعوى بمبلغ (١١٢٢٤٠)ل.ل. وانه دفع مبلغ (١٤٠٠٠)ل.ل. عند توقيع العقد، وان رصيد الثمن قسط على ٧٢ قسطاً شهرياً بقيمة (١٣٧٥)ل.ل. وانه جرى تحرير سندات باقساط الثمن لامر الفريق البائع كما هو مبين في البند ٣ و٤ من العقد المذكور، وان السندات مؤرخة من ١٩٧٦/١/٢٠ إلى ١٩٧٩/١/٢٠، وان المدعى عليهم مقابلة توقفوا عن دفع اقساط الثمن منذ سنة ١٩٧٦ مما يؤدي إلى اعتبار العقد ملغياً حكماً على مسؤولية الفريق الشاري عملاً بالبند ٨ من عقد البيع، وهم يطلبون بالنتيجة الغاء العقد على مسؤولية المدعى عليهم مقابلة.

وحيث ثابت بالفعل بأقوال المدعى عليهم مقابلة وبالمستندات المبرزة منهم في الملف انهم دفعوا السندات من ١ إلى ٣٦ والاخير استحقاق ١٩٧٦/١/٢٠، وبعد ذلك توقفوا عن دفع اقساط الثمن المحرر بها سندات من ٣٧ إلى ٧٢ ثم عمدوا في ١٩٨٩/٢/٨ بموجب معاملة عرض وايداع بواسطة الكاتب العدل إلى عرض مبلغ (١٤٠٠٠٠)ل.ل. يمثل قيمة الاقساط غير المدفوعة مع فوائدها.

وحيث تأسيساً على ما تقدم يكون من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة توقفوا عن تسديد اقساط الثمن المستحقة بدءاً من ١٩٧٦/١/٢ وحتى استحقاق السند ٧٢ في ١٩٧٩/١/٢٠ ولم يعرضوا دفع المبالغ موضوع هذه السندات الا في ١٩٨٩/٢/٨ بموجب معاملة العرض والايداع الفعلي المشار اليها اعلاه.

وحيث انه من الثابت بمقتضى البندين ٣ و٤ من العقد موضوع الدعوى ان اقساط الثمن نظمت بها سندات تستحق شهرياً لامر الفريق البائع، فيكون تاريخ استحقاق كل قسط من اقساط الثمن هو تاريخ استحقاق كل سند من السندات المذكورة ويكون تسديد اقساط الثمن مرهوناً بتسديد السندات المذكورة، سيما وان تنظيم سندات باقساط الثمن لا ينطوي على أي تجديد للموجب عملاً بصراحة نص المادة ٣٢٤ م.ع.

وحيث انه من الثابت قانوناً انه عندما يكون تاريخ استحقاق الموجب محدداً لا حاجة لانذار المدين بانفاذ موجبه عند استحقاقه، وبكل الاحوال فانه في القضية الراهنة، جاء نص البند ٦ من العقد صريحاً عندما ورد فيه على انه "تدفع قيمة السندات في مواعيد استحقاقها إلى الفريق الاول.. بدون حاجة إلى انذار...".

وحيث ان قوانين تعليق المهل المتعاقبة وآخرها القانون ٩١/٥٠ قد علقت المهل القانونية من ١٩٧٥/٤/١٤ وحتى ١٩٩١/٥/٢٣ تاريخ العمل بالقانون الاخير ٩١/٥٠، في حين ان المهل العقدية لم يشملها التعليق، ومن الثابت ان مهل استحقاق اقساط الثمن في العقد موضوع الدعوى هي مهل عقدية فتكون بالتالي غير مرعية بتعليق المهل المقصود بقوانين تعليق المهل المتعاقبة المذكورة.

وحيث تأسيساً على كل ما تقدم يكون من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة قد اخلوا بتسديد اقساط الثمن المستحق بين ٧٦/١/٢٠ و٧٩/١/٢٠، اقله حتى تاريخ العرض والايداع الفعلي لهذه الاقساط وفوائدها والحاصل في ١٩٨٩/٢/٨.

وحيث ان المدعى عليهم مقابلة ادلوا بأن رصيد الثمن المستحق انقضى بمرور الزمن القصير على السندات لامر وكذلك بمرور الزمن العشري فيكونون بريئي الذمة من هذا الرصيد وتكون دعوى الغاء العقد المسندة إلى عدم تسديد هذه الاقساط في غير محله القانوني.

وحيث ثابت بأقوال المدعى عليهم مقابلة وبالحكم المبرز من قبلهم مع الاستحضار، والصادر عن القاضي المنفرد في عاليه برقم ٩٩/٥٥١ تاريخ ٩٩/١٠/٣٠، والقاضي برد الدعوى لعدم الاختصاص المكاني، ان المدعى عليهم مقابلة كانوا تقدموا بدعوى امام القاضي المنفرد في عاليه مطالبين بذات المطالب موضوع الدعوى الحاضرة، وان المدعى عليهم في تلك الدعوى هم المدعون مقابلة في الدعوى الحاضرة وثابت من متن

الحكم ٩٩/٥٥١ ان الاخيرين تقدموا بلائحة في ٩٢/٥/٢١ طلبوا فيها الغاء عقد البيع موضوع الدعوى لعلة تأخير الفريق المشتري في تسديد اقساط الثمن لسنوات طويلة.

وحيث ان مهل مرور الزمن على اقساط الثمن هي مهل قانونية استفادت من تعليق المهل حتى تاريخ نفاذ القانون ٩١/٥٠، وان اللائحة تاريخ ٩٢/٥/٢١ المشار اليها اعلاه هي مطالبة قضائية من شأنها ان تقطع مرور الزمن على هذه الاقساط، ويبقى هذا الانقطاع سارياً حتى تاريخ صدور الحكم ٩٩/٥٥١ تاريخ ٩٩/١٠/٣٠ ورضوخ الاطراف له وتكون هذه المهلة عادت لتسري منذ ٩٩/١٠/٣٠ عملاً بالمادة ٣٥٩ م.ع.

وحيث ثابت ان المدعين مقابلة بلائحتهم المقدمة امام هذه المحكمة في ٢٠٠٦/٥/١٨ طلبوا الحكم بالغاء العقد موضوع الدعوى لعلة تخلف المدعى عليهم مقابلة عن تسديد اقساط الثمن لسنوات بعد استحقاقها، فيكون من الثابت ان هذه المطالبة القضائية جاءت قبل مرور عشر سنوات على عودة سريان مهلة مرور الزمن على رصيد الثمن المعلق مجدداً في ٩٩/١٠/٣٠ كما جرى شرحه آنفاً، فيكون كل ما ادلى به المدعى عليهم مقابلة لجهة مرور الزمن على اقساط الثمن كسبب لرد دعوى الغاء العقد، هو في غير محله القانوين وينبغي رده.

وفضلاً عن كل ما تقدم:

حيث ان المدعى عليهم مقابلة يطلبون بدعواهم الاصلية تنفيذ العقد موضوع الدعوى والزام المدعى عليهم – المدعين مقابلة بتسجيل المبيع موضوع الدعوى، فيكون من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة يتمسكون بالعقد وبنفاذه من جهة ويدلون بمرور الزمن على موجباتهم المحددة في العقد ذاته، وهو واقع يصطدم بالقاعدة التي تمنع التمسك بالشيء وعكسه أو ما يعرف بالحجة المعلقة "Règle de l'estoppel" أو بالقاعدة التي تمنع الاعتداد بالعقد والالتفاف حوله بآن معاً، "Invoquer le contrat et s'y soustraire ne vaut" مما يوجب ردّ دفاع المدعى عليهم المبني على مرور الزمن على اقساط الثمن لهذه العلة ايضاً.

وحيث ان المدعى عليهم مقابلة يدلون بأن البند ٨ من العقد موضوع الدعوى، ينص على انه في حال تخلف الشاري عن دفع قيمة ثلاثة سندات فانه يعود للبائع اما ان يطالب بجميع السندات الاخرى باعتبارها اصبحت مستحقة، واما ان يعتبر العقد مفسوخاً حكماً بدون حاجة لانذار، وانهم تبلغوا كتاباً مؤرخاً في ١٩٨٢/٥/٢٢ مرسلاً من الشركة العقارية المالية بصفتها وكيلة البائعين يحدد رصيد الثمن المتوجب، فيكون المدعون مقابلة قد اختاروا بموجب هذا الكتاب وبصورة نهائية المطالبة بتنفيذ العقد والمطالبة برصيد الثمن وليس بالغاء العقد، وان حق المدعين مقابلة بطلب الغاء العقد لم يعد قائماً مما يوجب ردّ دعوى الالغاء لهذا السبب.

وحيث يلاحظ اولاً ان كتاب ١٩٨٢/٥/٢٢ المشار اليه اعلاه غير موقع، وبكل الاحوال وعلى فرض ان كتاب ١٩٨٢/٥/٢٢ تجاوز بند الالغاء الحكمي المنصوص عنه في البند ٨ من العقد، الا ان ذلك يتعلق بالتخلف عن تسديد اقساط الثمن عن الفترة السابقة لهذا الكتاب، كما ان هذا الكتاب تضمن تحديداً لرصيد الثمن المتوجب بما ينطوي على مطالبة بتسديد هذا الرصيد، وثابت ان المدعى عليهم مقابلة تمادوا حتى تاريخ العرض والايداع في ١٩٨٩/٢/٨ عن دفع رصيد الثمن المطالب به، مما يوجه إلى القول ان تمادي المدين بعد كتاب ٨٢/٥/٢٢ ولحوالي ٧ سنوات عن تسديد رصيد الثمن فانه يعود للدائن ترتيب النتائج القانونية عن اخلال المدين بموجبه بعد تاريخ ٨٢/٥/٢٢ بالاستناد إلى العقد ذاته والى الالغاء القضائي المنصوص عنه في الفقرات ١ و٢ و٣ من المادة ٢٤١ م.ع.، ويكون ما يدلي به المدعى عليهم مقابلة من ان كتاب ٨٢/٥/٢٢ شكل تنازلاً نهائياً عن حق طلب الغاء العقد هو في غير محله ويقتضي رده.

وحيث ان المدعى عليهم مقابلة تذرعوا من جهة اخرى بقوة قاهرة ناشئة عن حالة الحرب التي عصفت بلبنان منذ سنة ١٩٧٥، وان هذه القوة القاهرة تبرر اخلالهم بتسديد اقساط الثمن في مواعيدها، وهم يعتبرون ان هذا الواقع يؤلف سبباً لرد دعوى الغاء العقد.

وحيث من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة استمروا في دفع قيمة السندات المستحقة حتى السند ٣٦ استحقاق ٧٦/١/٢٠ ثم توقفوا عن دفع الاقساط الشهرية حتى تاريخ العرض والايداع في ٨٩/٢/٨.

وحيث يلاحظ ان السند رقم ٣٦ استحقاق ٧٦/١/٢٠ استحق ودفع بعد اندلاع الاحداث في نيسان ٧٥، كما انه من الثابت ان الحروب والاحداث التي عصفت بالبلاد منذ سنة ٧٥ كانت متقطعة وعرفت البلاد فترات هدوء من وقت إلى آخر بما في ذلك بين تاريخ ٧٦/١/٢٠ وتاريخ ٨٩/٢/٨، ولا يمكن بالتالي مجاراة المدعى عليهم مقابلة بتذرعهم بقوة قاهرة منعتهم من تسديد اقساط الثمن بفترة تأخير قاربت ١٣ عاماً، ويكون ما ادلى به المدعى عليهم مقابلة تحت هذا السبب مردوداً.

وحيث ان المدعى عليهم مقابلة ادلوا من جهة اخرى انه بفعل الاحداث كان عنوان المدعين مقابلة مجهولاً كذلك عنوان الشركة التي وقعت بصفتها وكيلة عن البائعين مما حال دون تمكنهم من الاستمرار في تسديد اقساط الثمن.

وحيث ان المادة ٦ من العقد موضوع الدعوى نصت على ما يلي "تدفع قيمة السندات في مواعيد استحقاقها إلى الفريق الاول في مكاتبه بدون حاجة إلى انذار أو تدفع إلى من حل محله بطريق الجيرو أو برسم التحصيل".

وحيث ثابت بأقوال المدعى عليهم مقابلة ذاتهم ان السندات موضوع اقساط الثمن قد جرى تجييرها فور تنظيمها لصالح بنك عوده، وثابت بأقوالهم ايضاً في ص ٢٤ من لائحتهم تاريخ ٢٠٠٧/١/٢ ان تسديد السندات كان يتم من حسابهم بواسطة مصرف الانعاش إلى بنك عودة مباشرة.

وحيث تأسيساً على ما تقدم اعلاه يكون من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة كانوا على علم بأن السندات جيرت لصالح بنك عوده، وثابت من جهة اخرى باقوالهم تسديدهم لهذه السندات لدى بنك عودة مباشرة، ومن الثابت ان عنوان هذا المصرف الاخير وبفروعه المنتشرة بكل لبنان استمرت معلومة من الكافة فيكون ما ادلى به المدعى عليهم مقابلة لجهة جهلهم بعناوين المدعين مقابلة هو في غير محله ودون نتيجة طالما ان تسديد السندات كان يتم لدى من جيرت له السندات أي بنك عوده، فيرد ما ادلى به المدعى عليهم لهذه الجهة ايضاً.

وحيث تأسيساً على كل ما تقدم يكون من الثابت ان المدعى عليهم مقابلة تخلفوا عن تسديد اقساط الثمن التي كانت تستحق في ٧٦/١٠/٢٠ و٧٩/١/٢٠، لسنوات طويلة استمرت حتى تاريخ العرض والايداع في ٨٩/٢/٨ أي لمدة قاربت العشر سنوات من تاريخ استحقاق آخر قسط في ٧٩/١/٢٠ وترى المحكمة ان من شأن هذا الاخلال بموجب تسديد اقساط الثمن ضمن مواعيده العقدية، وتمادي هذا الاخلال بالموجب لسنوات ما يصوب الغاء العقد موضوع الدعوى على مسؤولية الفريق الشاري أي المدعى عليهم مقابلة سنداً للفقرات ١ و٢ و٣ من المادة ٢٤١ م.ع.

وحيث يقتضي بالنتيجة قبول الدعوى المقابلة والغاء العقد موضوع الدعوى على مسؤولية المدعى عليهم مقابلة.

وحيث مع هذا الحل الذي توصلت اليه المحكمة لجهة الغاء العقد، تكون الدعوى الاصلية الرامية إلى تنفيذ العقد والزام البائعين بالتسجيل مستوجبة ردها لزوماً.

لذلك،

تحكم بالاتفاق:

اولاً: بتصحيح الخصومة وفق ما هو مبين في البند اولاً من هذا الحكم.

ثانياً: في الدعوى الاصلية.

١- ردّ الدعوى الاصلية لعدم قانونيتها وشطب اشارتها عن العقارات ٢٩٨٦ و٢٩٨٧ و٢٩٨٨/بشامون.

٢- ورد ما زاد أو خالف.

٣- وتضمين المدعي بالدعوى الاصلية الرسوم والمصاريف.

ثالثاً: في الدعوى المقابلة.

١- قبول الدعوى المقابلة اساساً والغاء العقد موضوع الدعوى على مسؤولية المدعى عليهم مقابلة السيدين رامز ورمزي ابو شقرا.

٢- ردّ ما زاد أو خالف.

٣- تضمين المدعى عليهم مقابلة الرسوم والمصاريف.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة السادسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس محمود مكيّة
والعضوان جهينة دكروب وإليان بوناصيف

القرار: رقم ٢٤٣ تاريخ ٢٠٠٩/٦/٢٩

المحامي... / شركة "الاستثمارات الوطنيّة" ش.م.ل. ورفيقتيها

- أتعاب محاماة – إنجاز معاملة تسجيل أسهم في السجل العقاري في بيروت على اسم الشركة المدّعى عليها – أتعاب محاماة متوجّبة بذمّة المدّعى عليها إضافة الى قيمة النفقات المسدّدة من قبل المحامي لقاء إنجاز المعاملة المذكورة – مطالبة بتعيين خبير لإجراء محاسبة بين فرقاء الدعوى.

- طلب تدخّل – مهندس – خدمات استشاريّة وهندسيّة لصالح المدّعى عليها – مطالبة بمبالغ ماليّة مترتبة عن هذه الخدمات – طلب غير متلازم مع الطلب الأصلي – ردّ طلب الإدخال شكلاً.

- دفع بانتفاء الإختصاص النوعي لمحكمة الدرجة الأولى المدنيّة نظر الدعوى – المادة ٧٣ من قانون تنظيم مهنة المحاماة – أصول خاصّة للمداعاة بشأن الأتعاب والنفقات المعجّلة من المحامي إنفاذاً للوكالة المعطاة له – اختصاص حصري لرئيس محكمة الإستئناف المدنيّة – ردّ الدعوى لانتفاء الإختصاص النوعي للغرفة المدنيّة الإبتدائيّة.

- قضية محكمة – حكم صادر عن محكمة الإستئناف المدنيّة في بيروت – وحدة خصوم وموضوع وسبب في الدعويين السابقة والحاليّة – قبول الدفع بسبق الإدعاء – اكتساب الحكم الصادر عن الرئيس الأوّل لمحكمة استئناف بيروت الصفة القطعيّة – توافر حجيّة القضيّة المحكوم بها – ردّ الإدلاءات المخالفة.

- اساءة استعمال حق التقاضي – اطالة الجهة المدّعية أمد المحاكمة دون سبب مشروع – خروج عن الحدود المرسومة لحسن الإدعاء أمام المحاكم – تغريم الجهة المدّعية سنداً لقانون أ.م.م. – عطل وضرر للجهة المدعى عليها – ردّ الدعوى برمتها.

بناءً عليه،

أولاً – في طلب إخراج بعض اللوائح:

حيث تبيّن أنه بتاريخ ٢٠٠٩/٤/٣٠ طلب المدعي إخراج اللوائح المقدمة من المحامية الأستاذة ... – وكيلة المدعى عليها شركة الخليج العالمية للعقار ش.م.ب. – بحجة أنها لم تستحصل على الإذن بالمرافعة ضدّه من السيد نقيب المحامين،

وحيث ومع التنويه بأن الاستحصال على الإذن بالمرافعة لا يعدو كونه مسألة تنظيمية قد تعرّض المخالف للمساءلة المسلكية أو النظامية أمام النقابة وبالتالي لا تشكل مانعاً يحول دون قبول تمثيل الأستاذة ... للمدعى عليها المذكورة أمام هذه المحكمة، مع التنويه بما تقدّم وفي جميع الأحوال، يتبدّى أن وكيل هذه الأخيرة الجديد المحامي الأستاذ ... والذي استحصل بتاريخ ٢٠٠٩/٣/١٣ على الإذن بالمرافعة الذي يتمسك به المدعي قد تبنى في لائحته المقدمة بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢٠ جميع ما جاء في اللوائح المقدمة من الأستاذة ... فيردّ بالتالي ولعدم القانونية طلب المدعي بهذا الخصوص،

ثانياً – في طلب التدخل:

حيث أن السيد ... تقدم بطلب تدخل في المحاكمة الراهنة للحكم له بمبالغ مالية ترتبت له بذمة الجهة المدعى عليها نتيجة قيامه لصالحها بعدد من الدراسات والخدمات الاقتصادية والإستشارية والهندسية، وفي المقابل فأن هذه الأخيرة تدفع بوجوب رد طلب التدخل شكلاً لعدم التلازم وإلا ردّه في الأساس لعدم قانونيته،

وحيث بحسب الفقرة الأولى من المادة /٣٠/ من قانون اصول المحاكمات المدنية يشترط لقبول طلب التدخل كطلب طارئ أن يكون متلازماً مع الطلب الأصلي أي أن يكون الحل الذي يقرر لأحدهما من شأنه أن يؤثر في الحل الذي يجب أن يقرر للآخر ذلك أن ارتباط طلب التدخل بالطلب الأصلي هو الذي يبرر قبوله،

وحيث من التدقيق بطلب التدخل موضوع البحث يتبدّى أنه مستقل تماماً عن طلبات المدعي إذ أن هذا الأخير يطالب بالنفقات التي تكبدها في سبيل تنفيذ وكالته عن الجهة المدعى عليها في حين أن طالب التدخل يطالب بحق خاص به ومستقل ناجم عن عمل إستشاري وهندسي أنجزه لصالح هذه الأخيرة مما يجعل شرط التلازم في الطلبات غير متوافر الأمر الذي يقتضي معه رد طلب التدخل شكلاً،

ثالثاً – في الدفع بعدم الاختصاص:

حيث أن المدعي المحامي ... يدلي أن له بذمة المدعى عليهم أتعاباً ونفقات متنوعة ناتجة عن إنجازه معاملة تسجيل أسهم في السجل العقاري في بيروت على أسم المدعى عليها الشركة اللبنانية ويطلب تعيين خبير ليصار الى إجراء المحاسبة بين الفرقاء والحكم بما لكل منهم من حقوق وما عليهم من موجبات،

وحيث أن المدعى عليهنّ شركة الإستثمارات الوطنية ش.م.ل. وشركة الإستثمارات الوطنية ش.م.ك. وشركة الخليج العالمية للعقار ش.م.ب. أدلينَ أن كافة المبالغ المتوجبة بذمتهن لصالح المدعي قد سددت كاملة طالبات رد الدعوى شكلاً لعدم الاختصاص النوعي سنداً لأحكام المادة /٧٣/ من قانون تنظيم مهنة المحاماة،

وحيث يتبين من وقائع القضية المطروحة أن المدعي وكيل الجهة المدعى عليها وبصفته هذه أنجز بعض المعاملات القانونية لصالح هذه الأخيرة منها تسجيل أسهم من العقار رقم /٣٠٨٦/ رأس بيروت على اسم الشركة اللبنانية المدعى عليها وهو يتذرع أنه تكبد مبالغ باهظة لتسديد رسوم التسجيل وللاستحصال على الأوراق والمستندات اللازمة لذلك،

وحيث أن المادة /٦٨/ من قانون تنظيم مهنة المحاماة كرست حق المحامي ببدل أتعاب عن الأعمال التي يقوم بها ضمن نطاق مهنته إضافة الى حقه باستيفاء النفقات التي يبذلها في سبيل القضية التي وكل بها فهذه المصاريف تبقى على عاتق صاحب العلاقة، الموكل، وعلى هذا الأخير أن يرد للوكيل ما أنفقه في تنفيذ الوكالة كما أن المادة /٧٩٣/ من قانون الموجبات والعقود أوجبت على الموكل أن يدفع الى الوكيل كل ما أسلف من المال وما قام به من النفقات في سبيل تنفيذ الوكالة مما لا يخرج عن حيّز اللازم لهذا الغرض بمعنى أن تكون هذه النفقات قد دفعت في سبيل تنفيذ الوكالة من جهة، وأن تكون إستلزمتها الوكالة من جهة ثانية، وفي حال وقع نزاع حول الأتعاب والنفقات حق للمحامي أن يقاضي موكله بالمبالغ التي دفعها من جيبه الخاص،

وحيث أن المادة /٧٣/ من قانون تنظيم مهنة المحاماة فرضت أصولاً خاصة للمداعاة بشأن الأتعاب والنفقات بحيث نصت على أن هذه الدعوى ترفع أمام الرئيس الاول لمحكمة الاستئناف الذي يعين أحد رؤساء غرف هذه المحكمة للنظر بها والقرار الذي يصدر بها يقبل الاعتراض أمام غرفة اخرى من غرف الاستئناف،

وحيث إذا كانت الأتعاب هي عبارة عن بدل يحمل التقدير (Honoraires) يتقاضاه المحامي مقابل مجهوده عن الأعمال التي قدّمها باسم ولمصلحة موكله من خلال تنفيذ عقد الوكالة، فإن النفقات التي عنتها المادة /٧٣/ الآنف بيانها، وكما سبق القول، هي المبالغ التي يسلفها المحامي من ماله الخاص بسبب أو بمناسبة تنفيذ الوكالة وهي مبالغ قد تستلزمها أعمال الإدارة أو قد تدفع عند تقديم الدعاوى من رسوم وخلافه وغير ذلك من المصاريف والنفقات التي توجب على الموكل إيفاءها الى المحامي الوكيل على اعتبار أنها دفعت من جيب المحامي،

وحيث في ضوء كل ما تقدّم وبالعودة الى وقائع المنازعة الراهنة، فأن المبالغ التي يدلي المدعي أنه قام بدفعها عن الجهة المدعى عليها في سبيل إتمام معاملة تسجيل الأسهم في السجل العقاري، وبصرف النظر عن مدى قانونية توجبها كما وبصرف النظر عما يطلق عليها المدعي من تسميات في سبيل إدراجها تحت عنوان المحاسبة أو تحت عنوان تثبيت الحق فيها كما جاء في الطلب الإضافي المقدّم منه بتاريخ ٢٠٠٨/٦/١٠، إن هذه المبالغ وانطلاقاً من حقيقة توصيفها القانوني إنما تدخل من ضمن النفقات بحسب التعريف الموما إليه أي أنها تدخل في عداد النفقات والمصاريف التي تكبدها المحامي في سبيل تنفيذ الوكالة المعطاة له، وعليه فإن المرجع الحصري الصالح للبت بالنزاع الناشئ بشأنها بين المحامي المدعي والموكل (الجهة المدعى عليها) بحسب ما أسلفنا أعلاه وعملاً بأحكام المادة /٧٣/ من قانون تنظيم مهنة المحاماة هو الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف الذي يعين أحد رؤساء غرف هذه المحكمة للنظر بها وليس الغرفة الابتدائية الناظرة بالقضايا المدنية،

وحيث يقتضي بالنتيجة رد الدعوى لعدم الاختصاص النوعي لهذه المحكمة،

وحيث على سبيل الجدل والبحث القانونيين ليس إلا، فإنه على فرض كون هذه المحكمة مختصة للبت بالنزاع الراهن فأنه يتبين من مراجعة الأوراق والمستندات المبرزة في الملف أن المدعي سبق له وأقام دعوى أمام رئيس محكمة الاستئناف المدنية بموضوع الأتعاب المستحقة له والنفقات التي تكبدها في سبيل تسجيل أسهم العقار رقم /٣٠٨٦/ رأس بيروت على اسم الجهة المدعى عليها وقد صدر قرار قضى برد دعواه فاعترض على هذا القرار وبنتيجة هذا الاعتراض صدر قرار عن الغرفة الرابعة لمحكمة الاستئناف في بيروت بتاريخ ٢٠٠٧/١/٨ إعتبر أن للمعترض بذمة الجهة المعترض عليها أتعاباً بقيمة /٢٥,٠٠٠/ د.أ.،

وحيث وعملاً بأحكام المادة /٥٥٦/ من قانون أصول المحاكمات المدنية فإن للقرار الصادر عن محكمة الاستئناف حجية القضية المحكوم بها لا سيما وأن شرط توافر وحدة الخصوم والموضوع والسبب متحقق بين النزاع الذي فصلت به محكمة الاستئناف والنزاع الراهن، وأن القرار بمجمل حيثياته وفقرته الحكمية قد فصل في المنازعة واكتسب الدرجة القطعية ولم يعد قابلاً للطعن بطرق المراجعة العادية،

وحيث بالنتيجة تكون الدعوى الراهنة مردودة أيضاً لتوافر حجية القضية المحكوم بها،

رابعاً – في طلب الحكم بالعطل والضرر:

حيث أن الجهة المدعى عليها تطلب الحكم على المدعي بتعويض عن العطل والضرر الناتج عن إساءة استعمال حق التقاضي سنداً للمادتين /١١/ و/١٥/ من قانون أصول المحاكمات المدنية يقدر بمبلغ عشرة ملايين ليرة لبنانية وتغريمه أقصى الغرامة لثبوت سوء نيته،

وحيث أن المدعي إذ تقدم بدعواه دون أن يوفر لها أسباب قبولها يكون قد تجاوز الغاية من ممارسة حق الإدعاء لا سيما وأنه قد تعمّد دون سبب مبرر أو مشروع لإطالة أمد هذه المحاكمة عبر استمهاله أكثر من مرة لتقديم جوابه على جواب خصمه الأخير دون أن يقدّم أي جديد في لوائحه الجوابية المقدمة منه بعد إمهاله فيكون بالتالي قد خرج عن الحدود المرسومة لحسن الادعاء أمام المحاكم وتعسف باستعمال الحق الممنوح له بهذا الخصوص فيغرم بمبلغ مليون ليرة لبنانية ويلزم بدفع عطل وضرر الى الجهة المدعى عليها قدره خمسة ملايين ليرة لبنانية سنداً للمادتين /١٠/ و/١١/ من قانون أصول المحاكمات المدنية.

وحيث بالوصول الى النتيجة المتقدّم عرضها يقتضي ردّ سائر ما زاد أو خالف إما لعدم الجدوى وإما لعدم القانونية وإما لكونه لقي الرد الضمني في معرض التعليل المبسوط أعلاه،

لذلك،

تحكم بالإجماع:

اولاً: بردّ طلب إخراج بعض اللوائح من الملف.

ثانياً: بردّ طلب التدخل شكلاً وتضمين مقدمه نفقاته.

ثالثاً: بردّ الدعوى لعدم الاختصاص النوعي لهذه المحكمة.

رابعاً: بردّ كل ما زاد أو خالف.

خامساً: بتضمين المدعي النفقات القانونية كافة وتغريمه بمبلغ قدره مليون ليرة لبنانية وإلزامه بأن يدفع للجهة المدعى عليها عطلاً وضرراً سنداً للمادتين /١٠/ و/١١/ من قانون أصول المحاكمات المدنية قدره خمسة ملايين ليرة لبنانية.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في بيروت
الغرفة السادسة

الهيئة الحاكمة: الرئيس محمود مكيّة والعضوان نضال الشاعر (منتدب) وإليان بوناصيف

القرار: رقم ٥٠ تاريخ ٢٠١٠/٥/٦

روجيه كرم/ شركة الطيران الفرنسيّة Air France

- **نقل جوّي – مسافر من باريس الى بيروت على متن طائرة تابعة لشركة الطيران الفرنسيّة – عطل فتي على الطائرة المخصّصة للعودة الى لبنان – استبدال الطائرة بأخرى لا تسمح قدرتها الإستيعابيّة بنقل المسافرين كافة، المسجلين على الرحلة الأولى، ومن ضمنهم المدّعي – ضرر نازل بالمدّعي جرّاء تأخير وصوله الى بيروت عن**

الموعد المحدّد – ربح فائت ناتج عن خسارة المدّعي فرصة التوقيع على صفقة مهمّة بسبب التأخير الحاصل – مطالبة بإعلان مسؤوليّة المدّعى عليها شركة الطيران الفرنسيّة وبالحكم عليها بدفع تعويض للمدّعي عن الضرر المادي والأدبي بنتيجة خسارة الربح الفائت.

- ناقل جوّي – موجب نتيجة ملقى على عاتقه – انعقاد مسؤوليّة الناقل الجوّي بمجرّد عدم تحقّق النتيجة المتمثلة بنقل المسافرين أو البضاعة الى مكان الوصول في الموعد المتفق عليه – إعمال قرينة الخطأ المفترض – إعفاء المتضرر من وجوب إثبات الخطأ وقلب عاتق الإثبات على عاتق الناقل – خبرة فنية – انتفاء الدليل على حصول عطل فنّي على متن الطائرة المخصّصة لنقل المدّعي – عدم دحض قرينة الخطأ المفترض الملقاة على عاتق الناقل الجوي – ردّ الإدلاءات المخالفة – إعلان مسؤوليّة المدّعى عليها عن الضرر المشكو منه.

- ناقل جوّي – مسؤوليّة – إعمال اتفاقيّة مونتريال لسنة ١٩٩٩ – المبدأ: مسؤوليّة محدودة على عاتق الناقل الجوي عن الأضرار الناجمة عن التأخير في إيصال المسافرين أو البضائع الى الوجهة المتفق عليها في الموعد المحدّد – الاستثناء: مسؤوليّة كاملة على الناقل الجوي عند نشوء الضرر عن تصرّف أو إهمال متعمد من جانب الناقل أو رعونة مسبّبة للضرر – قيام المدّعى عليها باستبدال الطائرة المخصّصة لسفر المدّعي وتأخره عن السفر جراء ذلك – رعونة مهنيّة بحسب اتفاقيّة مونتريال – استخفاف بمصلحة المسافرين – تغليب مصلحة الناقل على مصالح هؤلاء –اخلال دون مبرر مشروع في تنفيذ عقد النقل في الموعد المحدد – إعمال الإستثناء المحدّد في هذه الحال وحرمان المدّعى عليها الاستفادة من المسؤولية المحدودة.

- مسؤوليّة – ضرر – تعويض – بدل عطل وضرر مشتمل على الأضرار الممكن توقّعها عند إنشاء العقد – عدم ثبوت إطلاع المدّعي شركة النقل، وقت التعاقد، على ضرورة وجوده في بيروت في اليوم المحدّد للسفر – المطالبة بالربح الفائت – ضرر متمثل بتفويت فرصة المدعي للتعاقد من جرّاء التأخير – سلطة المحكمة في تقدير مقدار التعويض – الحكم على المدعى عليها بدفع التعويض للمدّعي.

بناءً عليه،

حيث يطلب المدعي السيد روجيه كرم إلزام المدعى عليها شركة Air France بأن تدفع له مبلغاً وقدره /٣٤٦,٠٠٠/ دولار أميركي يمثل الربح الفائت الذي خسره من جراء إلغاء تعاقده مع شركة فلامبو حول بعض المواقع الإعلانية بسبب تأخر رحلته في الوصول الى بيروت في الوقت المحدد مدلياً أنه منع من السفر من قبل المدعى عليها بحجة وجود عطل طارئ في طائرة تملكها أبدلت بالطائرة التي كان من المقرر أن تنقله الى لبنان،

وحيث في المقابل تدفع الشركة المدعى عليها بوجوب ردّ الدعوى لعدم إستنادها الى أي أساس قانوني ولعدم ثبوت الضرر المزعوم ولإنتفاء مسؤوليتها خاصة وأن تأجيل الرحلة التي كان المدعي مسجلاً عليها ناجم عن عطل فني طرأ على الطائرة التي كانت ستقله فضلاً عن أنها سلمت هذا الأخير كتعويض عن تأجيل الرحلة قسائم للمأكل والمنامة وبطاقة (MCO) بقيمة /٥٠٠/ يورو،

وحيث بالمستهل فأنه من الواضح من خلال الوقائع المعروضة أعلاه أن العلاقة التي تربط بين فريقي النزاع هي في حقيقة توصيفها القانوني علاقة ناقل بمسافر ناتجة عن عقد يسمى بعقد النقل الجوي وأن هذا العقد بحسب تعريفه القانوني هو عبارة عن اتفاق يتعهد بمقتضاه شخص يسمى الناقل في مواجهة شخص آخر يدعى المسافر أو الشاحن، يتعهد بنقله مع أمتعته أو بنقل بضاعته من مكان الى آخر خلال مدة معينة بواسطة الطائرة في مقابل أجر محدد ومن المعلوم أنه متى انعقد هذا العقد ينتج آثاره على صعيد الالتزامات المتبادلة التي تقع على عاتق طرفيه،

وحيث عن هذه الالتزامات والموجبات المفروضة على كلّ من طرفي عقد النقل الجوي فهي تجد مصدرها في طبيعة عقد النقل كما وفي الاتفاقيات الدولية والأنظمة والبروتوكولات التابعة لها والتي تنظم هذا النوع من النقل والتي كان آخرها إتفاقية مونتريال الصادرة بتاريخ ١٩٩٩/٥/٢٨ والتي إنضم إليها لبنان بموجب القانون رقم ٥٩٥ تاريخ ٢٠٠٤/١١/٢٠ وأصبحت نافذة بتاريخ ٢٠٠٥/٥/١٤، وأن هذه الإتفاقية جمعت بين مختلف أحكام المسؤولية الواردة في إتفاقية وارسو والبروتوكولات المعدّلة لها وأصبحت هي التنظيم الوحيد المطبق على النقل الجوي الدولي ونظمت أسس مسؤولية الناقل وطبيعتها وكيفية دفع هذه المسؤولية وحالات توجب التعويض وحدوده القصوى،

وحيث في هذا السياق، فإن المادة /١٩/ من الاتفاقية المار ذكرها (مع الإشارة الى أن عبارة "اتفاقية" المستعملة والتي ستستعمل في المتن نعني بها اتفاقية وارسو والبروتوكولات المعدّلة لها والتي جمعت كلها في اتفاقية مونتريال) أن المادة المذكورة أقرت المبدأ العام لمسؤولية الناقل الجوي وحددت حالات انعقادها لكنها في المقابل أوضحت كيفية دفع تلك المسؤولية من قبل الناقل الجوي ثم جاءت المادة /٢٢/ من "الاتفاقية" عينها لتبيّن الحدود القصوى للتعويض في حال انعقاد مسؤولية هذا الأخير ولكنها في فقرتها الخامسة أيضاً عادت لتبيّن الحالات التي يحرم منها الناقل الجوي من الاستفادة من الحدّ الأقصى للتعويض،

وحيث تبعاً لما تقدّم يقتضي استعراض الأحكام الآنف بيانها في سبيل معرفة مدى مسؤولية الشركة المدعى عليها أولاً، وفي حال الإيجاب يقتضي البحث في ما إذا كانت الدفوع المثارة من قبل هذه الأخيرة لرفع مسؤوليتها تتطبق مع ما نصت عليه الاتفاقية من مبادئ، ومن جهة ثالثة وفي حال انعقاد مسؤولية الشركة وفشل مساعيها في دفعها يطرح السؤال لمعرفة مدى إمكانية استفادتها من أحكام المسؤولية المحدودة أو أنه وطالما أن المبدأ في هذه الحالة يقضي بوضع سقف للتعويض فالسؤال الاصح الذي يطرح هو معرفة مدى إمكانية مساءلة الشركة عن كامل الضرر الذي طال المدعي دون الوقوف عند أي حدّ،

وحيث وفي سياق النهج السالف بيانه فإن تصويب النقاش القانوني للمسألة الخلافية موضوع النزاع يفرض على المحكمة البحث في النقاط التالية: (المبحث الأول) مدى مسؤولية الناقل الجوي عند التأخير في نقل المسافر (المبحث الثاني) مدى مسؤولية الشركة المدعى عليها بعد بحث الدفوع المثارة لدفعها والتأكد من ثبوت الضرر (المبحث الثالث) حدود هذه المسؤولية في حال انعقادها (المبحث الرابع) قانونية المطالبة بكامل التعويض وليس بالسقف المحدد تشريعاً،

وحيث عن المبحث الأول، فإن المادة /١٩/ من "الاتفاقية" تعتبر الناقل الجوي مسؤولاً عن الضرر الناتج عن التأخير في النقل الجوي للمسافرين والأمتعة والبضائع، وعليه فانه وبحسب هذا التحديد أو التعريف يمسي من الواجب القول أن مسؤولية الناقل الجوي وفقاً لأحكام تلك "الاتفاقية" وخلافاً للقواعد العامة لا تقوم على وجوب إثبات خطأ الناقل الجوي بل هي مبنية على خطأ مفترض ارتكب من قبل هذا الأخير أدى الى عدم وصول المسافر في الوقت المحدد مما الحق به ضرراً ما يتوجب عليه إثباته مع التنويه في هذا المجال بأن الموجب المترتب على عاتق الناقل الجوي بمقتضى عقد النقل هو موجب تحقيق غاية وليس موجب بذل عناية وبالتالي فإن مسؤولية هذا الأخير تنعقد للتعويض عن الأضرار الناشئة عن عدم تنفيذ عقد النقل أي بمجرد عدم حصول النتيجة التي تتمثل بنقل البضاعة أو المسافرين الى مكان الوصول في الموعد المتفق عليه،

وحيث من جهة ثانية وطالما أن مبدأ التعويض يرتبط بوجود الضرر فإنه من بديهيات القول بأن مسؤولية الناقل الجوي لا تنعقد رغم حصول التأخير أي التخلف عن بلوغ النتيجة (وهي الوصول في الوقت المحدد والمتفق عليه) بمعزل عن ثبوت الضرر الذي أصاب المسافر بنتيجة التأخير، ولكن في المقابل فإن "الاتفاقية" (وحسناً فعلت) لم تحدد نوع الضرر الموجب لتقرير مسؤولية الناقل الجوي ذلك ان معيار الضرر يختلف بين مجتمع وآخر تبعاً لاختلاف النظرة في مقاربة هذه المسألة من الوجهة الأدبية أو الاقتصادية أو حتى الاجتماعية وغيرها ومن هنا وفي هذه الحالة وفي سبيل سدّ هذا النقص وجب العودة الى القوانين الوطنية الوضعية من أجل تحديد ماهيّة ومفهوم الضرر موضوع البحث، وأنه في هذا السياق وعلى سبيل الدلالة نشير مثلاً الى ما اعتبرته بعض المحاكم من قبيل الضرر الناتج عن التأخير والذي يرتب مسؤولية الناقل الجوي هو عدم وصول المسافر في الموعد المحدد مما فوت عليه فرصة الاشتراك في الحفل الافتتاحي لمؤتمر علمي كذلك عدم وصول جثة مسلم جزائري توفي في فرنسا في الموعد المحدد مما فوت على أهله القيام بمراسم الزمن كذلك اعتبرت المحاكم الفرنسية الناقل مسؤولاً عن التأخير في إيصال مسافر في الموعد المحدد وعدم تمكنه من تقديم برنامجه،

* (قضية روبير هودين – بانيردو برازيل مشار إليه في مؤلف د. ريمون فرحات، الموسوعة القانونية للنقل الجوي والبحري والبري، الجزء الأول، ص ٣٦٩ وما يليها).

* (وكذلك يراجع: مؤلف د. بارودي، د. العريني ود. الفقي، القانون البحري والجوي، منشورات الحلبي الحقوقية ٢٠٠١، ص ٦٠٩ وما يليها).

وحيث في ضوء التعليل المساق واستناداً الى المبادئ الجاري عرضها قد يمسي من السهولة بمكان إعلان مسؤولية الشركة المدعى عليها كناقل جوي بفعل ثبوت التأخير في إيصال المدعي في الوقت المحدد إلا أنه ولإعلان هذه المسؤولية يفترض البحث في مسألتين:

الأولى ، معرفة ماهيّة السبب الذي حال دون وصول المدعي في الوقت المحدد على اعتبار قرينة الخطأ المفترض المرتكب من قبل الناقل يمكن نقضها على النحو الذي سيلي بيانه والمسألة الثانية، هي التحقق من مدى ثبوت الضرر الذي أصاب المدعي،

وحيث أن الإجابة على هذين السؤالين تندرج في خانة البحث المخصص للمبحث الثاني، وأنه في هذا الإطار وعن المسألة المتصلة بقرينة الخطأ المفترض (المسألة الأولى) فأنه من المعلوم قانوناً ان الخطأ المفترض يعفي المتضرر من وجوب إثبات الخطأ ولكنه في المقابل لا يحول دون حق المطالب بإعلان مسؤوليته في إثبات عدم ارتكابه أي خطأ أو إثبات الفعل الخارج عن إرادته أو إثبات القوة القاهرة وعليه فإن جلّ ما يستفيد منه المتضرر في هذه الحالة هو الاعفاء من وجوب إثبات الخطأ وقلب عبء الإثبات على عاتق الفريق الآخر،

وحيث فيما يتصل بعقد النقل الجوي ودائماً بحسب "الاتفاقية" فأنه ونظراً للمخاطر التي ترافق النقل الجوي فقد أعفت المادة /١٩/ من هذه "الاتفاقية" الناقل من المسؤولية المفترضة إذا أثبت أنه إتخذ هو وتابعوه ووكلاؤه كافة التدابير المعقولة اللازمة لتفادي الضرر أو أنه إستحال عليه أو عليهم إتخاذ مثل هذه التدابير بمعنى أنه يتوجب على الناقل أن يثبت سبب الحادث الذي نشأ عنه الضرر وأن يثبت بأن هذا السبب لا يعود الى خطئه أو أن يقيم الدليل بأنه اتخذ جميع التدابير المعقولة لتفادي حصوله،

وحيث بالعودة الى النزاع الحاضر فإنه يتبين أن المدعي يدلي أن الشركة المدعى عليها مسؤولة عن عدم نقله من باريس الى بيروت في الوقت المحدد والمتفق عليه في العقد الموقع بينهما في حين تتذرع الشركة الناقلة إن سبب عدم إتمام عقد النقل عائد الى عطل فني تقني طرأ على الطائرة مما حال دون القيام بالرحلة التي كان المدعي مسجلاً عليها،

وحيث من المعلوم أن المحكمة وفي سبيل التأكد من وجود السبب التقني الذي أدى الى حصول التأخير في نقل المدعي لا تعتمد لا على التبصير ولا على الاستنتاج أو الاستدلال كما أنها لا تركن الى مستندات صادرة عن الجهة المختصة أي المدعى عليها طالما لم تثبت صحتها أو مطابقتها للواقع خاصة متى كانت هذه المستندات قد نظمت بناءً لطلب المحكمة وبالمحصلة فهي لا تستند إلا إلى الأدلة الدامغة التي تطمئن إليها وتوفر لها القناعة المطلقة لكونها تستند الى ما يبرر وجودها في المنطق والواقع والقانون،

وحيث في هذا السياق وفي سبيل التحقق من ادلاءات المدعى عليها لناحية وجود عطل فني سبّب التأخير المشكو منه وأن هذا السبب الفني التقني هو الذي أدّى الى استبدال الطائرة التي شابها العطل المذكور بأخرى لم تسمح قدرتها الاستيعابية بنقل جميع المسافرين مما اضطرها الى نقل مسافرين بحجم تلك القدرة فقط وهو ما حال دون نقل المدعي لأنه لم يكن في عداد هؤلاء المسافرين الذين تمّ اختيارهم، وعليه وفي سبيل التحقق مما تقدّم استعانت المحكمة بالخبرة الفنية إلا أن الخبير لم يستطع الوقوف عند حقيقة الوضع ولم يتمكن من التأكد من صحة أقوال المدعى عليها المدلى بها نظراً لعدم توفير المستندات اللازمة له والتي تساعده في جلاء الحقيقة الأمر الذي حدا المحكمة، وفي مرحلة أولى، الى إعادة تكليفه ببيان السبب الواضح الذي حال دون وصول الطائرة ولكن دون جدوى بحيث لم تتوفر له المستندات التي تمكنه من إنفاذ المهمة وقد تم تزويده فقط بسجل الرحلات الذي يتبيّن فيه أن الطائرة لم تصل الى مطار بيروت في الموعد المحدد ولكن لا يتبين في هذا السجل السبب الحقيقي الذي حال دون ذلك الأمر الذي حدا بالمحكمة، وفي مرحلة ثانية، الى تكليف وكيلة المدعى عليها بإبراز السجل الخاص بالطائرة أي السجل الذي من المفترض أن يدوّن فيه جميع الوقوعات الخاصة بالطائرة وذلك على الأقل أسوة بالسجل الذي يحفظ في السيارات (وشتان ما بين سجل السيارات وسجل الطائرات) ولكن هذه الأخيرة أصرّت على نقل موقف الشركة بأنه لا يوجد سجل للطائرة لا بل أنها صرحت في الجلسة الختامية للمحاكمة أن الشركة أخبرتها أنه قد تمّ تزويدها بكل المستندات التي يمكن للشركة أن تفصح عنها،

وحيث في ضوء ما تقدّم فإن أقوال الشركة المدعى عليها وفي حدّها الأدنى تفتقر الى الجدية بحيث أنه وعلى فرض مجاراتها بوجود عطل تقني ما فكان من واجبها وعلى الأقل الا تبقى في العموميات بل تبيّن للمحكمة أو للخبير المعين من قبلها ماهيّة هذا العطل الفني بصورة دقيقة وواضحة وتبيّن مدى تأثيره وخطورته على عمل الطائرة هذا في حال وجوده أما وأنها لم تفعل بل على النقيض فقد أغفلت عن تقديم البينة المقبولة قانوناً لإثبات وجود هذا العطل من حيث المبدأ كما وأحجمت عن تزويد الخبير المعين من قبل هذه المحكمة بالمستندات والسجلات التي تبيّن حقيقة ما

حصل في الطائرة فإن أقوالها لهذه الجهة وفي حدّها الطبيعي تفتقر الى الثبوت مما يستتبع إهمالها،

وحيث وبفعل انتفاء الدليل على وجود عطل فني تقني أدّى الى التأخر في وصول الرحلة في الموعد المحدد وبفعل عدم بيان السبب الحقيقي الذي نتج عنه التأخير المشكو منه لا يكون الناقل الجوي قد اثبت للمحكمة أنه اتخذ هو وتابعوه ووكلاؤه التدابير المعقولة كافة اللازمة لتفادي الضرر أو أنه استحال عليه أو عليهم اتخاذ مثل هذه التدابير بمعنى أنه لا يكون قد أفلح في دحض قرينة الخطأ المفترض أو نجح في دفع المسؤولية المترتبة بحقه مع التنويه بأن مبادرة الشركة المدعى عليها الى تسليم المدعي قسائم للمأكل والمنامة وبطاقة (MCO) بقيمة /٥٠٠/ يورو يدخل في احتساب قيم التعويض اللاحق لوقوع الضرر ولا يندرج قطعاً في خانة التدابير التي من شأنها رفع مسؤولية الناقل الجوي أي التدابير المعقولة لتفادي الضرر والحؤول دون حصوله من الأساس،

وحيث عن المسألة الثانية المطروحة في إطار المبحث الثاني وهي المتصلة بمدى ثبوت الضرر الذي أصاب المدعي نتيجة التأخير في وصوله في اليوم المحدد والمتفق عليه ومع الإشارة الى أن نص المادة موضوع البحث تعتبر الناقل الجوي مسؤولاً عن الضرر الناتج عن التأخير وليس عن التأخير بحدّ ذاته، ومع هذه الإشارة فقد ثبت للمحكمة من معطيات الملف كافة ولا سيما إفادة مدير شركة فلامبو السيد ملاتيوس زخور الذي كان ينوي المدعي توقيع عقد معه بقيمة /٣٤٦,٠٠٠/ دولار أميركي أن مفاوضات قد جرت بينهما بموضوع بعض المواقع الإعلانية وأنه تم التوافق على توقيع العقد يوم ٢٠٠٩/١٠/٢٧ إلا أن ذلك لم يتم بسبب تأخر المدعي بالوصول الى لبنان في الموعد المحدد بحيث أمسى من المتعذر توقيع ذلك العقد معه خاصة بعد أن اتفقا على وضع مهلة للتوقيع في ذلك اليوم وقد أكد المدير المذكور أن ربح المدعي من هذا التعاقد قد يصل الى نصف قيمة العقد كما أكد أنه في اليوم المحدد لتوقيع الاتفاق اتصل بمكتبه دون جدوى ثم عاود الاتصال به في اليوم التالي فوجد خط هاتفه خارج الخدمة وأنه في اليوم الثالث اتصل به المدعي وأخطره عما حصل معه من تأخير لكن المدير المذكور رفض هذا العذر واخبره أنه عزف عن التعاقد معه،

وحيث وفي هذا المجال نسارع الى التنويه بأن الضرر المبحوث في السياق المعروض ليس بهدف احتساب قيمة التعويض إنما لغاية التحقق من مدى ثبوت الضرر الذي طال المدعي بنتيجة التأخر في تنفيذ عقد النقل وعلى أن يصار لاحقاً الى وضع المعايير القانونية التي تمكن المحكمة من تحديد قيمة التعويض والذي قد لا يدخل فيها الربح الذي فات عن المدعي نتيجة عدم توقيع الصفقة المنوه عنها أعلاه على اعتبار أن هذا الأمر لم يكن معلوماً من الناقل إبّان توقيع عقد النقل ولم يدخل بالتالي في دائرة التعاقد وعليه، فإن ما نقصده في هذا المجال هو التحقق من ثبوت ضرر يصلح في حدّه الأدنى ودون الحاجة الى البحث في تفنيد غيره من الأضرار، من أجل التحقق من مسؤولية الناقل وليس لغاية تحديد قيمة التعويض والتي ستبحث لاحقاً وفقاً لما سيلي بيانه أدناه،

وحيث تبعاً لكل ما تقدّم عرضه في المبحثين الأول والثاني أمسى من الواجب القول بأن الشركة المدعى عليها تعتبر مسؤولة عن التأخير الحاصل والمسبب لعدم وصول المدعي في الوقت المحدد والمتفق عليه انطلاقاً من قرينة الخطأ المفترض المقررة بموجب "الاتفاقية" (المبحث الأول) كما يقتضي القول أيضاً بأن الناقل الجوي أي الشركة المدعى عليها لم تفلح في هدم القرينة المومأ إليها بحيث لم تستطع إثبات العطل الفني أو حتى إثبات العذر المشروع او أنها اتخذت التدابير الكفيلة التي من شأنها أن تحول دون وقوع الضرر أو حتى استحالة اتخاذ تلك التدابير (المبحث الثاني، المسألة الأولى) هذا في ضوء ثبوت أن ضرراً أصاب المدعي بنتيجة التأخير المشكو منه وحال دون توقيعه لعقد يعود عليه بالنفع المادي وأدى الى تفويت فرصة الربح التي تصل الى نصف قيمة هذا العقد البالغة /٣٤٦,٠٠٠/ دولار أميركي (المبحث الثاني، المسألة الثانية)، بالتالي أوجب إعلان مسؤولية الشركة المدعى عليها للتعويض عن الضرر الذي أصاب المدعي،

وحيث فيما يتعلق بمقدار هذا التعويض وحدوده (المبحث الثالث) فأنه وبالعودة الى "الاتفاقية" نجد أن وضع حدود قصوى لمسؤولية الناقل الجوي هي من خصائصها الرئيسية والواقع أن وضع حدّ أقصى للتعويض بمبلغ معين مردّه الى ضرورة تأمين استمرارية العمل وثباته في مرفق النقل الجوي على الصعيد العالمي ذلك أن إطلاق قيمة التعويض قد يعرّض شركات الطيران الى الإفلاس وتالياً الى شلّ حركة الملاحة الجوية التي باتت تؤدي للإنسانية اجلّ الخدمات علماً أن إقرار هذا المبدأ لا يشكل استهانة بالحياة الإنسانية ولا بالأضرار التي تصيب المسافرين بل يندرج ضمن خانة المخاطر الملازمة للملاحة الجوية

وإقدام الناس على استخدام هذه الوسيلة في تنقلاتهم وهم على بينة من هذه المخاطر، وعليه وانطلاقاً من هذا التسبيب وضعت "الاتفاقية" في الفقرة الأولى من مادتها الثانية والعشرين قدراً أقصى معيناً للتعويض مع الملاحظة بأن هذا القدر الأقصى شهد ارتفاعاً ملحوظاً من خلال التعديلات التي طرأت على الأحكام الناظمة للنقل الجوي بحيث خضع هذا القدر لتغييرات عديدة منذ اتفاقية فرسوفيا لعام ١٩٢٩ لا سيما وأن المبالغ التي حددت في متن تلك الاتفاقية التي مضى وقت طويل عليها أمست غير متناسبة مع إرتفاع مستوى المعيشة والأسعار عما هي عليه راهناً خاصة وأن مخاطر الطيران ونسبة الحوادث الجوية قد أخذت في التناقص عما كانت عليه الحال وقت وضع الاتفاقية في العام ١٩٢٩،

وحيث في مقابل المبدأ المبسوط أعلاه أي مبدأ تحديد المسؤولية لم تغفل الاتفاقية بعض الحالات التي يجوز فيها الخروج على هذا المبدأ من خلال رفع مبلغ التعويض عن الحدّ الأقصى المقرر إما نتيجة اتفاق على هذا الرفع وإما نتيجة ما تقرره الاتفاقية كجزاء لحرمان الناقل في أحوال معينة من الاستفادة من مبدأ تحديد المسؤولية وهذه الحالة الأخيرة تلتقي مع ما يطرحه المدعي من مطالبة بكامل التعويض عن الضرر الذي أصابه وليس بالحدّ المقرر ليثور السؤال لمعرفة مدى قانونية هذه المطالبة بعد استعراض الأحكام القانونية التي ترعى هذه المسألة (المبحث الرابع)،

وحيث بالنسبة لهذه الأحكام يلاحظ ان المادة التي ترعى هذه المسألة، وهي المادة /٢٥/ من اتفاقية فرسوفيا لعام ١٩٢٩، شهدت تعديلات عدّة في صياغتها القانونية فبحسب النص الوارد في اتفاقية فرسوفيا "لا يحق للناقل أن يتذرع بأحكام هذه الاتفاقية التي ترفع عنه المسؤولية أو تحددها إذا كان الضرر ناجماً عن غشه أو عن خطأ يعتبر معادلاً للغش بموجب قانون المحكمة المرفوعة الدعوى أمامها ولكن الحل الذي انتهت إليه الاتفاقية على هذا النحو لم يكن بالحل المرضي على اعتبار أنه يحيل الى القوانين الوطنية وهي مختلفة في هذا الشأن ولأنها باستعمالها اصطلاحاً فرنسياً Le dol غير معروف في بعض القوانين الانجلوسكسونية الأمر الذي زاد الوضع صعوبة في شأن تحديد الأخطاء التي تحرم الناقل من الاستفادة من أحكام تحديد المسؤولية وعليه، ولهذه الأسباب عني المؤتمرون في لاهاي الى إعادة النظر في نص المادة المومأ إليها وتوصلوا الى تعديل نصها على أساس يحقق التوحيد ويرفع الشك أو التضارب المحتمل حول مدلول هذه الأخطاء التي من شأنها حرمان الناقل الجوي من تحديد مسؤوليته كجزاء له على ارتكابها وبالتالي فقد أضحى نص هذه المادة بعد تعديله بموجب بروتوكول لاهاي لعام ١٩٥٥ يقضي "بأنه لا تسري الحدود المقررة في المادة /٢٢/ من الاتفاقية على المسؤولية إذا ثبت أن الضرر نشأ عن تصرف أو إهمال متعمد من جانب الناقل أو من تابعيه وذلك بقصد إحداث الضرر وان تصرفهم كان تصرفاً غريباً وكانوا مدركين لنتائجه الضارة وبشرط أن يثبت في حال كون الفعل والإهمال المتعمد صادرين عن التابعين إن هؤلاء قاموا بذلك أثناء ممارستهم وظائفهم"،

وحيث أن استعراض تلك النصوص بحرفيتها من شأنه أن يسهّل عملية التشريح القانوني للنص الوارد في اتفاقية مونتريال "الاتفاقية" والواجبة التطبيق على المنازعة الحاضرة بحيث أن المقارنة البسيطة بين تلك النصوص القديمة المعروضة والنص الوارد في "الاتفاقية" تنبئ عن وجود بعض التميّز في هذا النص الأخير والذي قضى بما حرفيته: "لا تسري حدود المسؤولية الواردة في الفقرة الثانية من المادة /٢٢/ إذا ثبت أن الضرر قد نشأ عن فعل أو امتناع من الناقل أو تابعيه أو وكلائه بقصد إحداث ضرر أو برعونة مقرونة بإدراك إن ضرراً سوف يترتب على ذلك في الغالب ويشترط في حالة وقوع الفعل أو الامتناع من التابعين أو الوكلاء أن يثبت أيضاً أنهم تصرفوا أثناء مباشرتهم مهام وظيفتهم"،

وحيث يتبدّى بجلاء وجود اختلاف بين النصوص القديمة والنص الجديد الواجب التطبيق بحيث ان النص الأساسي الذي ورد في اتفاقية فرسوفيا اشترط بأن يكون الضرر الذي أصاب المسافر ناجماً عن غش الناقل الجوي أو عن خطأ يعتبر معادلاً للغش بموجب قانون المحكمة المرفوعة الدعوى أمامها ولكن بعد تعديل هذا النص في لاهاي لم يعد يشترط الغش أو عن الخطأ الذي يعادله بل أمسى من الواجب إثبات أن الضرر نشأ عن تصرف أو إهمال متعمد من جانب الناقل بقصد إحداث الضرر وأن تصرفه كان تصرفاً غريباً وكان مدركاً لنتائجه الضارة أي إثبات التصرف الغريب مع إدراك بنتائج هذا التصرف الضارة أو إثبات الإهمال المتعمد أما بمقتضى اتفاقية مونتريال "الاتفاقية" فقد تطور هذا الأمر ليشمل ليس فقط الغش أو ما يعادله (اتفاقية فرسوفيا) أو التصرف الغريب أو الإهمال المتعمد (بروتوكول لاهاي) بل توسعت دائرته لتشمل وإضافة الى الفعل أو الامتناع عن الفعل بقصد إحداث الضرر،

فقد شملت ما أسمته بالرعونة المسببة للضرر والمقرونة بإدراك أن ضرراً سوف يترتب على هذه الرعونة ليس بصورة أكيدة ولكن في غالب الأمر،

وحيث تبعاً لما تقدّم وفي عود على بدء، وبعد ثبوت مسؤولية الشركة المدعى عليها بحسب ما جرى بيانه في المبحث الأول أعلاه، وعدم تمكنها من دفع تلك المسؤولية وفقاً لما ورد في المسألة الأولى من المبحث الثاني، وتحقق المحكمة من ثبوت الضرر على النحو الذي ورد في المسألة الثانية من المبحث الثاني، يبقى السؤال لمعرفة مدى إمكانية الشركة المذكورة للاستفادة من المسؤولية المحدودة التي جرى عرضها في المبحث الثالث أم أن وضعية المدعي القانونية تمكنه من الاستفادة من المسؤولية غير المحدودة الواردة في المبحث الرابع،

وحيث للإجابة على هذا التساؤل الأخير يقتضي توصيف الفعل الذي صدر من جانب الشركة المدعى عليها وللتذكير فأنه لم يثبت للمحكمة حدوث عطل طارئ فني على الطائرة استدعى استبدالها فيمسي الفعل الذي قضى باستبدال تلك الطائرة بأخرى لا تسمح قدرتها الاستيعابية بنقل كافة المسافرين المسجلين على الرحلة الأولى ومن ضمنهم المدعي، يمسي هذا التصرف غير المبرر وغير واضح الأهداف والمرامي متسماً بعدم المهنية أو بالرعونة التي قصدها المشرع الدولي وبالشروط المنصوص عنها في "الاتفاقية" لا بل أن هذا التصرف المتسم بالرعونة يشكل استخفافاً بمصالح المسافرين وتغليباً لمصلحة الناقل الجوي على حساب مصلحة هؤلاء المرتبط معهم بعقد نقل يلتزم بموجبه إيصالهم في الوقت المتفق عليه أو بالأحرى الوقت الذي اختاره المسافر والموضوع سلفاً من قبل الناقل بحيث وفي غالب الأحيان لا يملك أن يعدّل فيه لا سيما في حالة الرحلات ذات التوقيت المنتظم بحيث قد يصبح المسافر مكرهاً نوعاً ما في اختيار توقيت الرحلة الى البلد المقصود فيعمد الى تنظيم عمله استناداً الى هذا التوقيت الموضوع سلفاً وليس العكس وإذ به في نهاية الأمر يجد نفسه خارج الرحلة لسبب لا يكلف الناقل نفسه حتى عناء تبرير سبب هذا التغيير في موعد الرحلة ويكتفي بالتمسك بالسبب التقني أو الفني دون أن يقوم بإثبات مآل إدلاءاته في هذا الخصوص،

وحيث تأسيساً على كل ما تقدّم تكون الشركة المدعى عليها مسؤولة عن التأخير في نقل المدعي في الوقت المحدد في عقد النقل وأن الرعونة الصادرة عنها على النحو الموصوف أعلاه تحرمها من الاستفادة من المسؤولية المحدودة وبالتالي فهي تسأل للتعويض عن الضرر الذي أصاب المدعي من خلال الإخلال دون مبرر مشروع في تنفيذ عقد النقل في الموعد المحدد،

وحيث فيما يتعلق بالضرر فإنه وبالعودة الى القوانين الوطنية وبحسب المادة /٢٦٠/ من قانون الموجبات والعقود يجب أن يكون بدل العطل والضرر معادلاً تماماً للضرر الواقع أو الربح الفائت إلا أن المادة /٢٦٢/ من القانون عينه تنص على أن التعويض في حالة التعاقد لا يشمل سوى الأضرار التي كان يمكن توقعها عند إنشاء العقد ما لم يكن المديون قد ارتكب خداعاً،

وحيث في المقابل لم يتبيّن من الأوراق أن المسافر (المدعي) قد أطلع الشركة المدعى عليها (الناقل الجوي) عند تعاقده معها على ضرورة وجوده في بيروت في اليوم المحدد للسفر لأجل إجراء صفقة ما فلم يكن بإمكان الشركة هذه أن تتوقع حين تعاقده معها أن صفقة هامة قد لا تتحقق في حال عدم حضوره الى بيروت في التاريخ المذكور وان لبضع ساعات أهميتها في القضية فتكون مطالبته لناحية الربح الفائت أي الناتج عن عدم تحقيق صفقته في بيروت غير متوقعة عند حصول عقد النقل الجوي عملاً بالمادة /٢٦٢/ المار ذكرها وبالتالي لا يمكن التعويض عنها وكأنها داخلة في إطار التعاقد أي لا يمكن التعويض عنها استناداً الى قيمة العقد إلا أن ذلك – أي عدم ربط تقدير هذا التعويض بقيمة العقد الذي كان ينوي المدعي إبرامه – لا يعني، ولا يجب أن يعني، انتفاء أي ضرر في تأخير وصوله الى بيروت في الموعد المتفق عليه أقله لجهة تفويت فرصة التعاقد وأن المحكمة وبما لها من سلطة تقدير في هذا الخصوص ترى التعويض عن الضرر المذكور أي تفويت الفرصة بمبلغ تقدره بمبلغ خمسين مليون ليرة لبنانية يضاف الى التعويض العيني والبدلي الذي أعطي للمدعي من قبل الشركة المدعى عليها والذي شمل قسائم مأكل ومنامة وبطاقة (MCO) بقيمة /٥٠٠/ يورو،

وحيث بالوصول إلى النتيجة المتقدم عرضها لا يعود ثمة حاجة لبحث سائر ما زاد أو خالف إما لعدم الجدوى وإما لعدم القانونية وإما لكونه لقي الردّ الضمني في معرض التعليل المساق أعلاه،

لهذه الأسباب،

تحكم المحكمة بالإجماع:

باعتبار المدعى عليها شركة AIR FRANCE مسؤولة عن التأخير في نقل المدعي السيد روجيه كرم وإلزامها بأن تدفع له مبلغاً وقدره خمسون مليون ليرة لبنانية كتعويض عن الضرر اللاحق به وفقاً لما ورد في المتن وتضمينها النفقات القانونية كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان
الغرفة الثانية

الهيئة الحاكمة: الرئيس جمال عبدالله
والعضوان ميشال معوّض وساندرا الخوري

القرار: رقم ٣٢ تاريخ ٢٠١٠/٤/٢٧

بنك البحر المتوسّط ش.م.ل./تفليسة "شركة حنّا غنطوس وأولاده" ورفيقيها

- افلاس – شركة مفلسة – اعتراض سنداً للمادة ٥٥٥ تجارة – مصرف – اعتماد مالي ممنوح من طرف المصرف المعترض للشركة قبل إعلان إفلاسها – اتفاق بين المصرف وممثل الشركة والكفلاء على تسديد الدين المترتب للمصرف في ذمة الشركة بموجب أقساط شهريّة وبفائدة سنويّة قدرها ١٠٪ - دين غير مسدّد – الإتفاق على استحقاق أتعاب محاماة بنسبة ١٥٪ من قيمة المبالغ المطالب بها وفائدة سنويّة بمعدّل ١٥٪ عند عدم الدفع – تأمينات عقاريّة على صحائف عقارات الشركة ضماناً للدين – مطالبة بقيد دين المعترض ديناً ممتازاً في الطابق – اعتراض مقدّم قبل انتهاء أعمال التوزيع – قبوله شكلاً.

- أتعاب محاماة مطالب بها – انتفاء اختصاص الغرفة الإبتدائيّة الناظرة في دعاوى الإفلاس بت المطالبة بأتعاب محاماة – ردّ طلب المعترض في هذا الخصوص.

- دين ثابت ومستحق الأداء – تأمينات عينيّة – قيد احتياطي بها – تأمينات غير منفذة – شطب إشارات التأمين عن صحائف العقارات المذكورة تبعاً لعدم تنفيذ التأمين بمقتضى قرار صادر عن أمين السجل العقاري في المتن – إفادات عقاريّة خالية من قيود التأمين – اعتبار دين المعترض ديناً عادياً وليس ديناً ممتازاً – تقرير إدراجه كدين عادي في بيان الديون – فوائد مترتبة عن عدم سداد الأقساط الشهريّة موضوع اتفاق الفريقين – فائدة عقديّة – احتسابها وفق المعدّل المتفق عليه بين الفرقاء، عند عدم دفع الدين، اعتباراً من تاريخ استحقاق القسط الأوّل غير المسدّد ولغاية تاريخ إعلان إفلاس الشركة.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث إن فريقي النزاع توافقا على مسألة قبول الاعتراض شكلاً، علماً بأن هذا الاعتراض قد تم تقديمه سنداً للمادة ٥٥٥ تجارة التي لا تعلق هذا الاعتراض على تقديمه خلال مهلة معينة طالما أنه لم تنته عمليات التوزيع، علماً إن الجهة المعترض بوجهها أدلت في لائحتها الجوابية إن المعترض لم يتقدم بأي اعتراض على بيان الديون سنداً للمادة ٥٥١ تجارة، فيقتضي بالنتيجة قبول هذا الاعتراض شكلاً.

ثانياً – بالنسبة للدفع بعدم اختصاص هذه المحكمة للبت بمسألة أتعاب المحاماة:

حيث إن المعترض، استناداً إلى الاتفاقية الموقعة بينه وبين ممثل الشركة المذكورة والكفلاء تاريخ ١٩٩٩/٨/١٤ التي تضمنت تقسيط الدين شهرياً وبأنه في حالة عدم التنفيذ يرتفع معدل الفائدة وتدفع الشركة والكفلاء أتعاب المحاماة بنسبة خمسة عشر بالمائة من المبالغ التي تتم مطالبتهم بها، يطلب احتساب أتعاب المحاماة مع أصل الدين والفوائد بحيث يشكل المجموع الناتج عن ذلك قيمة الدين الواجب إدراجه في بيان الديون المتعلق بالتفليسة. وإن الجهة المعترض بوجهها تدفع بعدم اختصاص هذه المحكمة للبت بهذا الطلب في ما خص أتعاب المحاماة.

وحيث إن المادة التاسعة والستين (المعدلة) من قانون تنظيم مهنة المحاماة حددت المرجع القضائي الصالح للبت بالقضايا المتعلقة بأتعاب المحاماة، وهو غير هذه المحكمة، الأمر الذي يخرج عن نطاق اختصاصها، مما يقتضي رد طلب المعترض في هذا الخصوص.

ثالثاً – في الأساس:

حيث إن البت بالنزاع الراهن أساساً يتناول مسألة إثبات توجب دين المعترض وطبيعة هذا الدين، وقيمته، وما ينتج عن ذلك من إمكانية حفظ حقه باستيفاء قيمة دينه بالأولوية من ثمن العقارات المبينة أرقامها في

الاعتراض ومتابعة التنفيذ بوجه الكفلاء غير المعلن إفلاسهم. مما يقتضي البحث في هذه المسائل تباعاً:

١ – بالنسبة لتوجب دين المعترض وطبيعته:

حيث إن مسألة ثبوت دين المعترض ليست موضع نقاش بين الفريقين، إنما يقوم النزاع حول قيمة هذا الدين وطبيعته ما إذا كان ديناً ممتازاً أم ديناً عادياً بالنظر الى النتائج التي يمكن أن تترتب عن ذلك بالنسبة لهذا الدين في التفليسة.

وحيث إن هذا الدين يجد أساسه في الاتفاقية الموقعة بين ممثل الشركة المفلسة والكفلاء مع المعترض بتاريخ ١٩٩٩/٨/١٤ التي تضمنت إقراراً بالدين المترتب في ذمتها لمصلحته. وإن التأمينات التي ورد ذكرها في تلك الاتفاقية لمصلحته على العقارات التي تحمل الأرقام ٢٥٢٩ و٢٥٤٠ و٢٥٤٤ و٢٥٤٥ و٢٥٤٦ و٢٥٤٧ بيت شباب لم يجر تنفيذها أصولاً، بل تم شطب إشارة القيد الاحتياطي المتعلق بها بموجب قرار من أمين السجل العقاري في المتن صدر بتاريخ ٢٠٠٨/١٢/١٩ (المستند رقم ٣ المرفق بلائحة المعترض بوجهها الجوابية) وقد تم إنفاذ هذا القرار بحيث جاءت الإفادات العقارية العائدة لها خالية من هذا القيد (صور الإفادات العقارية مبرزة ربطاً باللائحة المذكورة) بحيث أصبح هذا التأمين غير موجود من الناحيتين القانونية والواقعية.

وحيث إنه بالنظر لكون دين المعترض غير موثق بأي تأمين، ولم يتبين فيه أي مبرر يجعله يرقى لمرتبة الديون الممتازة، فيكون دين المعترض ديناً عادياً بحيث يقتضي إدراجه في بيان الديون على هذا الأساس.

٢ – بالنسبة لقيمة دين المعترض:

حيث إن المعترض يطلب قبول دينه في التفليسة بقيمة ٣٩٣٣٤٤ دولار أميركي كما هو ثابت بالاتفاقية الموقعة بتاريخ ١٩٩٩/٨/١٤ بالإضافة الى الفائدة بمعدل خمسة عشر بالمائة وأتعاب المحاماة بنفس النسبة اعتباراً من ١٩٩٩/٨/١٤.

وحيث إن أصل قيمة الدين البالغ ٣٩٣٣٤٤ دولار أميركي ليست موضوع أي تباين بين فريقي النزاع الراهن، وكذلك مسألة أتعاب المحاماة لم تعد موضوع بحث بالنظر لما جرى بيانه أعلاه في هذا الخصوص، فيبقى موضوع الفوائد المترتبة عن عدم سداد الأقساط الشهرية موضوع الاتفاقية تاريخ ١٩٩٩/٨/١٤ المشار إليها أعلاه.

وحيث تنص المادة ٢٢١ موجبات وعقود على إن العقود المنشأة على الوجه القانوني تلزم المتعاقدين. ويجب أن تفهم وتفسّر وتنفذ وفاقاً لحسن النية الإنصاف والعرف.

وحيث إنه يتبين من الإنذار (المبرزة نسخته ربطاً بالاعتراض) إن تاريخ استحقاق القسط الأول، إنفاذاً لهذه الاتفاقية، هو ١٩٩٩/١٠/١٥ بحيث يبدأ سريان الفائدة اعتباراً من هذا التاريخ، وليس من تاريخ ١٩٩٩/٨/١٤ كما يطلب المعترض.

وحيث إنه يجب احتساب هذه الفائدة الاتفاقية التي تحققت شروطها بعدم الإيفاء، أي بمعدل الخمسة عشر بالمائة، اعتباراً من تاريخ الاستحقاق المبينة أعلاه ولغاية تاريخ إعلان الإفلاس، وذلك بالنظر الى ما جرى بيانه أعلاه بالنسبة لوصف هذا الدين بأنه دين عادي، وذلك سنداً للمادة ٥٠٤ تجارة.

وحيث إنه تبعاً لذلك، تكون الفائدة بالنسبة المذكورة أعلاه مترتبة اعتباراً من تاريخ استحقاق القسط الأول بتاريخ ١٩٩٩/١٠/١٥ وتاريخ إعلان إفلاس الجهة المعترض بوجهها، أي ٢٠٠١/١٠/١٥، أي لمدة سنتين تحديداً، بحيث تحتسب كما يأتي:

٣٩٣٣٤٤ دولار أميركي × ١٥% (الفائدة) × ٢ سنة (المدة) = ١١٨٠٠٣ دولار أميركي.

وإن احتساب هذه الفائدة من خلال عملية (الجمع) مع أصل قيمة الدين يجعل الدين المتوجب للمدعي في التفليسة يبلغ خمسماية واحد عشر ألفاً وثلاثمائة وسبعة وأربعين دولار أميركي.

وحيث إنه تبعاً لذلك يقتضي إدراج دين المعترض بصفة دين عادي في بيان الديون بقيمة خمسماية وإحدى عشر ألف وثلاثمائة وسبعة واربعين دولار أميركي.

وحيث انه في ضوء ما جرى بيانه أعلاه، لم يعد ثمة داع لبحث سائر الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة، بما فيها طلب إعطاء المعترض الأولوية في استيفاء الدين أو متابعة التنفيذ أو بدل العطل والضرر، إما لعدم الجدوى، وإما لأنها لقيت جواباً – ولو ضمنياً – في ما تم بحثه، فيقتضي ردها.

لهذه الأسباب،

تقرّر بالإجماع ما يأتي:

أولاً: قبول الاعتراض شكلاً.

ثانياً: إعلان عدم اختصاص هــذه المحكمــة للبــت بموضوع أتعاب المحاماة، ورد طلب المعتــرض لهــذه الجهة.

ثالثــاً: وفي الأساس، قبول دين المعترض بصفة دين عادي وإدراجه في بيان الديون بقيمة خمسمائة وإحــدى عشر ألف وثلاثمائة وسبعة وأربعين دولار أميركي.

رابعاً: تضمين المعترض النفقات القانونيــة ورد مــا زاد أو خالف.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس محمد وسام المرتضى والعضوان لارا عبد الصمد ورالف كركبي

القرار: رقم ١٩٨ تاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٣

لينة الحصّ/ عبد الفتّاح الحصّ

- عقارات مملوكة على الشيوع – حصّة شائعة بتملك الجهة المدعية – «اتفاق عائلي» بتمليك الحصة الشائعة العائدة للمدعية للمدّعى عليه – قرار تحكيمي قاضٍ بإلزام المدعية نقل ملكيّة حصتها في العقارات على اسم شقيقها المدّعى عليه – صيغة تنفيذيّة للقرار بمقتضى قرار صادر عن رئيس الغرفة الإبتدائيّة في بيروت – استئناف القرار التحكيمي أمام محكمة الإستئناف المدنية المختصة في بيروت – قرار استئنافي مبرم بإبطال القرار التحكيمي – قيد الحصّة الشائعة للمدعية على اسم المدعى عليه في السجل العقاري في بعبدا تنفيذاً لقرار تحكيمي باطل قضاءً – دعوى مطالبة بترقين القيود المشكو منها وإعادة تسجيل حصّة المدعية على اسمها.

- محاكمة – دعوى أصليّة – صلاحيّة – موضوع داخل ضمن صلاحيّة التحكيم – إيلاء فريقي الدعوى صلاحيّة النظر فيها للغرفة الإبتدائيّة الثالثة في بعبدا – إعلان صلاحيّة هذه المحكمة نظر الدعوى.

- محامٍ – عزل محامٍ مكلف الدفاع عن المدّعى عليه – عدم إبلاغ هذا العزل من قلم المحكمة الناظرة في الدعوى – انتفاء أثر العزل المدلى به على مجريات المحاكمة – إهمال الإدلاء المخالف.

- طلب إعادة فتح المحاكمة بسبب نية التقدم بلائحة شاملة – انتفاء وجود الواقعة الجديدة أو غير المعلومة المبرّرة إجابة هذا الطلب – ردّ طلب إعادة فتح المحاكمة.

- سجل عقاري – حصّة شائعة للمدعية مقيّدة في السجل العقاري على اسم المدعى عليه – قيد مسند الى قرار تحكيمي صار إبطاله بالاستناد الى قرار قضائي مبرم – قيد حاصل دون سبب مشروع – انتفاء السند القانوني للقيد المشكو منه – مفعول رجعي للبطلان وإعادة قيد الحصة على اسم المدعية – تقرير إبطال قيد حصّة المدعية على اسم المدعى عليه وإعادة قيدها على اسم هذه الأخيرة.

- دعوى مقابلة – مطالبة بإلزام المدعى عليها مقابلة قيد الأسهم على اسم المدعي مقابلة تنفيذاً «للإتفاق العائلي» – نزاع مفصول فيه بقرار تحكيمي صار إبطاله بقرار مبرم – عدم اتفاق الخصوم على إيلاء الغرفة الإبتدائية الثالثة في بعبدا صلاحيّة البت بالدعوى المقابلة – اختصاص محكمة الإستئناف المبطلة للقرار التحكيمي نظر الدعوى المقابلة – ردّ الدعوى المقابلة شكلاً.

- عطل وضرر ناجم عن قيد الملكيّة فترة طويلة على اسم المدعى عليه – حفظ حق المدعية لجهة المطالبة بالعطل والضرر.

- اتعاب محاماة – الزام المدعى عليه بدفع مبلغ معين للمدعية نتيجة لما تكبدته من اتعاب لمحاميها الوكيل.

بناءً عليه،

أولاً – في طلب إعادة إفتتاح المحاكمة:

حيث إنّ المدعى عليه – المدعي مقابلةً يطلب إعادة إفتتاح المحاكمة لعلل ساقها تأييداً لطلبه هذا منها أنه قــد عزل بتاريخ ٢٠٠٩/٩/١ وكيله السابق الأســتاذ غ. ز.

وإستعان بالمحامية ر. ز. عوضاً عنه، وأنه يريد التقدم بلائحةٍ جوابية شاملة تنطوي على تعديلٍ للمطالب؛

وحيث إنّ قيام أحد الخصوم في الدعوى بعزل محاميه الوكيل يبقى غير ذي أثر إزاء المحكمة حتى إبلاغه الى قلمها وذلك عملاً بالمادة ٣٨٥ من قانون أ.م.م.؛

وحيث لم ينهض في الملف ما يثبت إستيفاء عملية الإبلاغ هذه فوجب إهمال ما صار الإدلاء به لهذه الناحية لكونه غير ذي أثر على هذه المحكمة وبالتالي على مسار القضية ومدى جهوزيتها للفصل؛

وحيث ومن ناحية ثانية يبرر المذكور طلبه الرامي الى إعادة فتح المحاكمة بأنه بصدد التقدّم بلائحةٍ شاملة تنطوي على تعديلٍ في مطالبه؛

وحيث وعملاً بالمادة ٥٠٠ من قانون أ.م.م. فإنه يعود للمحكمة أن تقدّر مدى وجود ما يبرر إعادة فتح المحاكمة في الحالة التي تحدث "واقعة جديدة" بعد اختتامها أو تظهر "واقعة غير معلومة"؛

وحيث إن هذه المحكمة، بما لها من حق في التقدير، لا تجد في نيّة التقدم بلائحة شاملة أو تعديل في المطالب، ما يحقق أياً من حالَتي "الواقعة الجديدة" أو "الواقعة غير المعلومة" المبررتين لإعادة فتح المحاكمة؛

وحيث يكون هذا الطلب مستوجب الردّ هو وإسناداته كافة.

ثانياً – في الدعوى الأصلية:

حيث تقدّمت المدعية بدعواها الأصلية الحاضرة بوجه شقيقها المدعى عليه مدلية فيها، ومثبتة بما أرفقته بها، أنها تملّكت حصةً شائعةً في كلّ من العقارات ١٠١٢ و١٠٢٥ و٢٦٣٩ من منطقة القبّة الشويفات بلغ مقدار الواحدة منها ١٤١,٠٦٦ سهماً، وأن المدعى عليه عمد في العام ١٩٩٣ الى إنجاز معاملة نقل ملكية هذه الحصص الثلاث لتسجّل باسمه وذلك بناءً على قرار تحكيمي صدر عن المرحومة والدتهما إقترن بالصيغةً التنفيذية في العام ١٩٨٧؛

وحيث من الثابت وغير المنازع فيه أن القرار التحكيمي المذكور الجاري نقل الملكية بالإستناد اليه قد صار إبطاله في العام ١٩٩٧ من قبل محكمة الإستئناف المختصة في بيروت على أثر طعنٍ كانت قد تقدّمت به المدعية؛

وحيث تنص المادة ٨٠١ من قانون أ.م.م. على أنه "إذا أبطلت المحكمة المقدّم اليها الطعن بطريق الإبطال القرار التحكيمي فإنها تنظر في القضية في حدود المهمة المعيّنة للمحكم، ما لم يتفق الخصوم على خلاف ذلك"؛

وحيث إن المدعية قد تقدّمت بدعواها الأصلية الحاضرة متظلّمةً من ذلك القيد طالبةً ترقينه وإعادة التسجيل بإسمها، كما أن المدعى عليه لم ينازع في مدى إختصاص هذه المحكمة للنظر بهذه الدعوى الأصلية بل مارس دفاعه فيها دونما أدنى التحفظات لجهة مسألة الإختصاص تلك؛

وحيث ينبني على ذلك أنه ليس ثمة ما يحول دون هذه المحكمة والنظر بالدعوى الأصلية على إعتبار أن الطرفين إتفقا على إيلاء القضاء العادي مسألة البت بمسألة إبطال ذلك القيد وذلك بشكل صريح من قبل المدعية التي تجسّدت صراحتها بتقدّمها بالدعوى الأصلية أمام هذه المحكمة، وبشكل ضمني من قبل المدعى عليه عبر تقدّم هذا الأخير بدفاعه في الدعوى دون الدفع بعدم الإختصاص أو إبداء أي تحفظ لجهته؛

وحيث وبالتالي فإنه ليس ثمة ما يمنع أن تنظر المحكمة في الدعوى الأصلية موضوع البحث، هذا على فرض أن المسألة المتمحورة حولها هذه الدعوى الأصلية – وهي مسألة مدى بطلان ذلك القيد – تدخل أصلاً في صلاحية القضاء الإختياري أي قضاء التحكيم وتعود الى محكمة الإستئناف المذكورة تبعاً لإبطالها لذلك القرار التحكيمي؛

وحيث وبعد هذه التوطئة لجهة الصلاحية والخلوص الى كونها متوفرةً، وجب الإنتقال الى موضوع هذه الدعوى الأصلية بحثاً فيما تثيره من جهة أساسها وفصلاً في مدى كونها مستوجبة القبول أم لا؛

وحيث من الثابت كما تقدّم أن عملية نقل الملكية التي تشكو منها المدعية، إنما تمّت بالإستناد الى قرار تحكيمي صار إبطاله؛

وحيث من غير المنازع فيه أن قرار الإبطال هذا قد أضحى غير قابل لأي طريق من طرق المراجعة؛

وحيث إن هذه العملية الباطل سندها تدخل في باب القيد الجاري بدون سبب شرعي المنصوص عنه في المادة ١٤ من القرار رقم ١٨٨ للعام ١٩٢٦ التي تفسح أمام المتضرر من هكذا قيد أن يداعي بشأنه أمام القضاء المختص – المتجسّد بالمحكمة الراهنة – وبوجه الشخص الجاري القيد لمصلحته وصولاً لإستصدار قرارٍ بإبطال القيد وبإعادة الوقوعات الى حالها الأول؛

وحيث وأمام ثبوت إبطال السند الذي تم القيد نتيجةً له وتأسيساً عليه، وجب على هذه المحكمة الإستجابة الى طلب المدعية الرامي الى إبطال القيد بدوره والى إعادة قيد الملكية بإسمها؛

وحيث لا محيد عن البحث أخيراً في ما أدلى به المدعى عليه لجهة أن ذلك القيد صحيحٌ لكونه قد جاء تنفيذاً للعقد بينه وبين المدعية؛

وحيث إن هذا الإدلاء مستوجب الردّ على إعتبار أن القيد لم يحصل تنفيذاً للعقد المبرم بين الطرفين بل للقرار التحكيمي الذي أبطل لاحقاً، علماً بأنه وعلى فرض انطواء العقد بين الطرفين على حق للمدعى عليه في تسجيل تلك الحصص على إسمه فإن جلّ ما يكون لهذا الأخير نتيجةً لذلك هو حق التقدّم بدعوى أمام المرجع التحكيمي أو القضائي المختص للإلزام بالتسجيل؛

وحيث إن حق المطالبة بالإلزام بالتسجيل النابع من ذلك العقد لا يغطي العيب الذي يعتور راهناً ذلك القيد (النابع من بطلان السند التنفيذي الذي جاء القيد نتيجةً له)، إذ يقتضي في جميع الأحوال الحكم ببطلان ذلك القيد بمفعول رجعي وإعادة قيد الملكية بإسم المدعية على أن يكون للمدعى عليه بعدها حق مداعاة هذه الأخيرة سعياً منه لإلزامها بالتسجيل على إسمه علماً بأن القرار الذي قد يقضي بإجابة طلبه هو إنشائي من جهة مفعوله فلا يغطي المرحلة السابقة لصدوره أو يسبغ الصحّة على ذلك القيد المنتفية شرعيته تبعاً لبطلان السند الذي جاء هو ترجمةً له؛

وحيث يقتضي بالنتيجة إبطال قيد تلك الأسهم الجاري لمصلحة المدعى عليه في كلٍ من العقارات الثلاثة المومأ اليها آنفاً، وإعادة قيدها بإسم المدعية.

ثانياً – في الدعوى المقابلة:

حيث إن المدعى عليه تقدّم في سياق الدعوى الأصلية وبمعرض ردّه عليها بطلب مقابل يرمي الى إعتبار أن المدعية ملزمة بتسجيل تلك الحصص على إسمه عملاً بالإتفاق العائلي المبرم بينه وبينها، وأن نقل الملكية الى إسمه أتى تنفيذاً لهذا الإتفاق وبالتالي متوافقاً مع الأحكام القانونية التي ترعى تنفيذ العقود؛

وحيث إن الطلب بإعتبار "أن نقل الملكية الى إسمه أتى تنفيذاً لذلك الإتفاق وبالتالي متوافقاً مع الأحكام القانونية التي ترعى تنفيذ العقود"، لا يشكّل "طلباً إضافياً" بل دفاعاً يستهدف ويرمي حصرياً الى ردّ الدعوى الأصلية الرامية الى إبطال القيد، إذ أنه ينصب على محاولة تبريره وجوداً وإستمراراً ولا يهدف الى أي شيء عدا عن ذلك؛

وحيث إن هذا "الدفاع" قد لقي الردّ الوافي والملائم في خاتمة المبحث المتعلق بالدعوى الأصلية فتعطف المحكمة على ما أوردته بشأنه في ذلك المحل من هذا الحكم؛

وحيث يضحي الأمر في هذا المبحث المنصّب على "الإدعاء المقابل" منحصراً بطلب إعتبار المدعى عليها مقابلةً ملزمةً بتسجيل تلك الحصص على إسم المدعي مقابلةً عملاً بالإتفاق العائلي المبرم بينهما؛

وحيث لا جدال في أن هذا الطلب الأخير يشكّل "طلباً" بكلّ ما للكلمة من مؤدى ومفاعيل طالما أنه يتخطى حدّ محاولة ردّ الدعوى الأصلية الى الحكم بأمرٍ آخر مطموحٍ إليه، علماً بأن هذا الطلب هو من جهةً ظروف التقدّم به وجوهره أتى إستطراداً لذلك الدفاع الرامي الى طلب ردّ الدعوى الأصلية. فهو جاء تحسّباً لإحتمال إمكانية قبول الدعوى الأصلية وبالتالي إبطال القيد المذكور، فجرى طرق باب المحكمة به كطلب مقابل يرمي الى الإلزام بتنفيذ الموجبات، أي الإلزام بالتسجيل؛

وحيث يقتضي بعد ذلك التصدي لهذا الطلب الطارئ بطبيعته عبر الوقوف على مدى استجماعه لشرائط قبوله شكلاً على أن يُصار في حال توافرها الى البحث في موضوعه وصولاً الى الفصل فيه سلباً أو إيجاباً؛

وحيث وعملاً بالمادة ٣٠ من قانون أ.م.م. فإنه ومن زاوية الشكل يُشترط، مما يُشترط في الطلب المقابل (الطارئ)، كي ما يكون مقبولاً "أن لا يخرج النظر فيه عن الإختصاص الوظيفي أو النوعي للمحكمة الناظرة في الطلب الأصلي وأن لا يكون من إختصاص هيئة تحكيمية"؛

وحيث إنّ ذلك الطلب المقابل منصب وفقاً لتكييفه الصحيح على إلزام المدعى عليها مقابلةً بإحترام موجباتها التعاقدية؛

وحيث من الثابت وغير المنازع فيه أن ذلك العقد قد تضمّن بنداً يعطي القضاء الإختياري – أي التحكيم – أمر البتّ بأي نزاع ينشأ عنه؛

وحيث يعود بنا هذا الواقع الى ما صار بيانه آنفاً من أن النزاع المتمحور حول إلزام المدعى عليها مقابلةً بالتسجيل على إسم المدعي مقابلةً قد فصل به من قبل المحكّم بقرارٍ جرى الطعن فيه أمام محكمة الإستئناف

المختصة وقد أصدرت هذه الأخيرة قرارها بإبطال القرار التحكيمي ودعوة الطرفين لإبداء مطاليبهما، الاّ أن المحاكمة تركت بعدها بلا أية مراجعة ثم صدر قرار بإسقاط المحاكمة لعلّة الترك؛

وحيث تبعاً للعقد ولإبطال ذلك القرار التحكيمي، وعملاً بالمادة ٨٠١ أ.م.م. الآنفة الذكر، فإن المحكمة التي أبطلت ذلك القرار التحكيمي هي المختصة بالنظر بموضوع الطلب الإضافي الراهن الا وهو طلب إلزام المدعى عليها مقابلةً بإحترام موجباتها التعاقدية، فلا يمكن لهذه المحكمة أن تنظر في هذا الشقّ من القضية "ما لم يتفق الخصوم على خلاف ذلك"؛

وحيث ولئن كان المدعي مقابلةً يرغب بإيلاء هذه المحكمة صلاحية الفصل في هذا الشق من القضية الاّ أن المدعى عليها مقابلةً قد رفضت ذلك ودفعت بعدم صلاحيتنا؛

وحيث إن هذا الواقع ينفي تحقق حالة "إتفاق الخصوم" المحكي عنها أعلاه ويحجب بالتالي صلاحية هذه المحكمة للنظر فيما ذُكر طالما أن الأمر يبقى عندها عائداً الى محكمة الإستئناف التي أبطلت ذلك القرار التحكيمي؛

وحيث يكون ذلك الشرط اللازم توفره لقبول الطلب المقابل منتفياً مما يوجب معه ردّ هذا الطلب في الشكل؛

وحيث تطلب المدعية إلزام المدعى عليه بالعطل والضرر وأتعاب المحاماة؛

وحيث ترى المحكمة حفظ حق هذه الأخيرة بمطالبة المدعى عليه بالعطل والضرر الناجم عن قيد الملكية على إسمه طيلة الفترة السابقة لصدور هذا الحكم، على إعتبار أن ملف القضية الراهنة لا ينطوي على المعطيات الواقعية اللازمة للفصل في مطلبها هذا؛

وحيث ولجهة أتعاب المحاماة ترى المحكمة بما لها من حق في التقدير إلزام المدعى عليه بأن يدفع الى المدعية مبلغ ثلاثة ملايين ل.ل. مقابل ما تكبّدته هذه الأخيرة من مبالغ على سبيل بدل أتعاب محاميها الوكيل؛

وحيث إنه في ضوء التعليل السابق والنتيجة المنتهى إليها لم يعد ثمة داعٍ للبحث في سائر ما زاد أو خالف من مطالب وأسباب، أو لمزيدٍ من البحث.

لذلك،

فإنها تحكم بالإجماع:

أولاً: بردّ طلب إعادة إفتتاح المحاكمة.

ثانياً: بردّ الطلب المقابل شكلاً.

ثالثاً: بإبطال العملية التي بموجبها تمّ نقل ملكية المدعية لينه فوزي الحص البالغة ١٤١ سهماً و٦٦ جزء سهم في كلّ من العقارات ١٠١٢ و١٠٢٥ و٢٦٣٩ من منطقة القبة (الشويفات) الى إسم المدعى عليه عبد الفتاح فوزي الحص، ثم إعادة تسجيل هذه الأسهم على إسم المدعية المذكورة.

ثالثاً: بإلزام المدعى عليه بأن يدفع الى المدعية مبلغ ثلاثة ملايين ل.ل. وفقاً لما ورد في متن هذا الحكم.

رابعاً: بتضمينه النفقات كافة، وبحفظ حق المدعية بمطالبته بالعطل والضرر، وبردّ كل ما زاد أو خالف.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس محمّد وسام المرتضى والعضوان لارا عبد الصمد ورالف كركبي

القرار: رقم ٣٨ تاريخ ٢٠١٠/١/٢٦

سهير طبّال/ داوود أبو جودة

- **وكالة غير قابلة العزل – إقدام المالك على تنظيم وكالة غير قابلة العزل ببيع وفراغ عقار لمصلحة الوكيل مع إبراء ذمة هذا الأخير لوصول كامل الثمن – حجز تنفيذي على العقار موضوع الوكالة غير القابلة العزل – حجز تنفيذي مقام من شخص ثالث تحصيلاً لدين مترتب له في ذمّة مالك العقار الأساسي – محاكمة – مطالبة باعتبار الوكالة غير القابلة العزل المنظمة لصالح المدّعي عقد بيع تام وبرفع إشارة الحجز التنفيذي عن**

صحيفة العقار موضوع الوكالة وقيد ملكيّته على اسم المدعي.

- وفاة المالك المدّعى عليه أثناء السير في المحاكمة – ورثة – تصحيح الخصومة وتقرير إحلال الورثة محلّ المدّعى عليه في الدعوى – طلب تدخّل – دائن للمدّعى عليه – مطالبة بردّ الدعوى الرامية الى قيد ملكيّة العقار على اسم المدّعي – مصلحة شخصيّة ومشروعة من طلب التدخّل – قبول طلب التدخل شكلاً.

- وكالة غير قابلة العزل – استخلاص ظروف تنظيمها من معطيات القضيّة – سلطان محكمة الأساس في تقدير هذه الظروف.

لا مانع قانونيًّا، أمام وكالة مستجمعة لعناصر وصفها بغير قابلة العزل، من أن تستثبت المحكمة منها وجود عمل قانوني آخر سبقها أو تزامن معها متناولاً العقار موضوعها ولم يجْرِ توثيقه خطيًّا.

- وكالة غير قابلة العزل – وكالة منظمة لمصلحة المدّعي ضماناً لدين مترتب له في ذمّة مالك العقار بمقتضى علاقة مداينة غير موثقة – علاقة تعاقدية – وصف قانوني – رهن بطريق نقل الملكيّة وليس عقد بيع بات – ردّ الإدلاءات المخالفة – عدم انتقال حق ملكية الشيء المرهون للدائن المرتهن – ردّ الإدلاءات المخالفة – المطالبة بتسجيل العقار موضوع الدعوى على اسم المستفيد من هذه الوكالة – مطالبة مستوجبة الردّ لعدم القانونيّة – ردّ المطالبة.

إنّ الرهن بطريقة نقل الملكيّة لا يشكّل بيعاً بالمعنى الصحيح للكلمة، بل يخرج كليًّا عن مفهوم وجوهر عقد البيع لأنه لا يؤدّي الى نقل حق ملكيّة العقار الجاري عليه الى الدائن لا بصورة مؤقتة ولا بصورة نهائيّة.

- صحيفة عينيّة – ورود إشارة الدعوى بتاريخ لاحق لورود إشارة الحجز التنفيذي المطالب بشطبها – إعمال مبدأ أولويّة وحجيّة قيود السجل العقاري – ردّ المطالبة بشطب إشارة الحجز التنفيذي عن الصحيفة العينيّة للعقار موضوع الدعوى – ردّ الدعوى برمّتها.

بناءً عليه،

أولاً – في تصحيح الخصومة:

حيث إنّ المدعى عليه داوود جودة قد توفاه الله في سياق السير بالمحاكمة، ومن الثابت بصورة حصر الإرث المبرزة في الملف أن إرثه قد إنحصر بزوجته سهام يوسف أبي ضاهر وأولاده غازي وهيام وعادل ونجاة وآمال وهويدا داوود أبو جوده؛

وحيث يقتضي تصحيح الخصومة في الدعوى الحاضرة عبر إحلال هؤلاء الورثة محل مورّثهم كمدعى عليهم في النزاع الحاضر؛

ثانياً – في طلب التدخل:

حيث إن المدعو مانويل عيسى يطلب التدخل في النزاع الحاضر، وقد أدلى واثبت أنه دائنٌ للمدعى عليه المذكور وأنه قد باشر حجزاً تنفيذياً على العقار موضوع القضية الحاضرة، وهو يطلب قبول تدخله وردّ الدعوى الرامية الى قيد ملكية ذلك العقار بإسم المدعي؛

وحيث ترى المحكمة ان لطالب التدخل المذكور مصلحة شخصية ومشروعة على النحو الذي يوجب قبول طلب تدخله في الشكل عملاً بما تنصّ عليه المادة ٤٠ من قانون أ.م.م.

ثالثاً – في الأساس.

حيث من الثابت بصورة الإفادة العقارية المبرزة في الملف أن المدعى عليه المرحوم داوود أبو جودة يملك ١٢٠٠ سهم في العقار رقم ٢٢١٠/شويت العقارية، وأن هذه الحصّة مثقلة بإشارة حجز تنفيذي مقدّم من المدعو مانويل عيسى تحصيلاً لدين لهذا الأخير في ذمّة ذلك المالك مقداره ثلاثون ألف د.أ.؛

وحيث من الثابت أيضاً ان المدعي جاء، بعد ورود وقيد إشارة الحجز التنفيذي المذكورة، متقدماً بدعواه الراهنة عارضاً بموجبها أن المدعى عليه المرحوم أبو جودة كان قد قبض منه مبلغ ستة عشر ألف د.أ. كثمنٍ لتلك الحصة العقارية وسلّمه سند الملكية كما نظّم لمصلحته وكالةً غير قابلة للعزل موضوعها تلك الأسهم متضمنةً حق البيع وإبراء ذمّة الوكيل لوصول الثمن؛

وحيث طلب المدعي بالإستناد الى ما أدلى به وعرضه الحكم بإعتبار عقد الوكالة المذكور "عقد بيع بات"، ثم رفع إشارة الحجز التنفيذي لتمكينه من التصرّف بتلك الأسهم، وتسجيل هذه الأسهم على إسمه وفقاً للثمن المدفوع من قبله؛

وحيث قد سبق لهذه المحكمة، بهيئتها الحاضرة، أن إستقرّت على وجهة مفادها أنه لا مانع قانونياً، أمام وكالة مستجمعة لعناصر وصفها بغير قابلة للعزل، من أن يستثبت منها وجود عمل قانوني آخر سبقها أو تزامن

معها متناولاً العقار موضوعها ولم يجر توثيقه خطيًّا، إذ ان هذا الوجود لا يتوقف على شكل معين يجب أن يتخذه هذا العقد الرضائي الآخر، كما ان الإثبات الخطي لا يعني اتخاذ العقد بالضرورة للشكل الخطي، اذ للمحكمة ان تستثبت ذلك العمل القانوني من المعطيات كافة المتوافرة في الملف معطوفة على ما هو ثابتٌ لتلك الوكالة من وصف وما هو قائم فيها من عناصر؛

وحيث وبكلام آخر لا يكون هذا العقد الآخر متجسداً في الوكالة، بل يبقى قائماً على حدة مستقلاً عنها ككيان عقدي لم يظهر خطياً، فثمة عمل قانوني أول هو ذلك العقد الرضائي وقد أبرم فهو موجودٌ لكن طرفيه إختارا عدم توثيقه خطيًّا – وعدم التوثيق لا ينفي الوجود بل يطرح مسألة الإثبات – ، وثمة عمل قانوني آخر تزامن معه في وجوده أو تبعه ويتمثل بتلك الوكالة التي جاءت للتمكين من إعمال مفاعيل العمل القانوني الأول وتحقيق أغراضه؛

فالوكالة، إذاً، لا تخفي ذلك العقد، بل على العكس تشكّل الدليل على إبرامه، أي أنها تثبته وتظهره وتدلّ عليه، وهي لا تنطوي عليه بمدلولها أو في طياتها، بل يكون قائماً بالإستقلال عنها فلا تعدو هذه أن تكون الدليل الأوجه على وجوده؛

وحيث إن ما ساقته المحكمة لهذه الجهة كان تعقيباً تقنياً صرفاً على المطلب الرامي الى "إعتبار الوكالة عقد بيع بات"، أي إعتبارها تجسّد هذا العقد أو تخفيه؛

وحيث يكون هذا الطلب الأخير مستوجب الردّ لعدم صحّته؛

وحيث من الجلي أن تلك الوكالة غير القابلة للعزل لم تنظّم من لا شيء، أي لم تأت عن عدم أو فراغ، بل عن علاقة تعاقدية تزامنت معها أو سبقتها بقليل، فجاءت تلك الوكالة لكي ترفدها وتشكل الوسيلة لترجمة ما اتفق عليه طرفاها؛

وحيث وطالما أن في الأمر عملاً قانونياً آخر غير موثّق خطياً وبالتالي غير محدد النوع صراحةً، يقتضي على هذه المحكمة، عملاً بالمادتين ٣٦٩ و٣٧٠ من قانون أ.م.م. أن تكشف عن وصفه الحقيقي والصحيح في ضوء المعطيات المتوفرة في الملف والتي من شأنها أن تنبئ على وجه الجزم واليقين عن الدافع الذي حدا الى تنظيم تلك الوكالة والغاية التي توخيت من ورائها فضلاً عن حقيقة العلاقة التي كانت حينها قائمة بين الطرفين الموكل والوكيل وصولاً بعد ذلك الى تحديد القواعد القانونية الواجب إعمالها وبالتالي الى الحلّ الصائب للنزاع الحاضر؛

وحيث من الثابت بصورة الكتاب تاريخ ٩٧/٥/٢٣ المبرزة صورته ربطاً بلائحة المدعي تاريخ ١٩٩٨/٩/٢١، ان هذا الأخير قد وجّهه بتاريخ ٩٧/٥/٢٣ الى المدعى عليه – المالك المرحوم أبو جودة، متضمّناً ما حرفيّته:

"حضرة السيد داود أبو جودة

بعد التحية

بما أنه يتوجب لي بذمتكم مبلغ خمسة عشر ألف دولار أميركي وتأميناً لهذا الدين قد حررتم لأمري وكالة غير قابلة للعزل تجيز لي بيع الف ومايتي سهم في العقار رقم ٢٢١٠ من منطقة شويت العقارية وأيضاً حررتم لأمري سندات دين عدد أربعة.

وعليه فاني اثبت لكم بأنه في حال دفع السندات المذكور استحقاقها تصبح الوكالة المذكورة المصدقة لدى كاتب العدل في الشياح الاستاذ جوزف نعيم بتاريخ ١٩٩٧/٥/٢٣ لاغية وباطلة – وإذا تأخرتم عن دفع الكمبيالات المذكورة باستحقاقها فإني احتفظ بحقي في استعمال الوكالة وبيع الأسهم المذكورة في العقار رقم ٢٢١٠ شويت مع البيان بأنه اذا استحق أحد السندات ولم يدفع باستحقاقه تستحق باقي السندات دفعة واحدة – أما تجديد المهل فيتم باتفاق الطرفين خطيًّا"؛

وحيث من الثابت بواضح وصريح منطوق هذا الكتاب أن العلاقة بين الطرفين لم تعدُ كونها علاقة إقراض جمعت بين دائن هو المدعي أقرض بموجبها مبلغاً من المال من المدعى عليه بضمانة عقارية تمثّلت بالألف ومئتي سهم المملوكين من هذا الأخير في العقار ٢٢١٠/شويت، مع تنظيم وكالة غير قابلة للعزل جاءت حتماً لتكريس هذه الضمانة العقارية؛

وحيث ترى المحكمة أن تلك العلاقة التعاقدية الأخرى التي على هامشها صار إبرام تلك الوكالة إنما هي "رهنٌ بطريقة نقل الملكية Le nantissement par trasfert de prorpriété"، سيّما وان الوكالة منظّمة للبيع والفراغ والتسجيل لا لقيد تأمين؛

وحيث إن "الرهن بطريقة نقل الملكية" لا يشكّل بيعاً بالمعنى القانوني الصحيح لهذه الكلمة، بل يخرج كليًّا عن مفهوم وجوهر عقد البيع لأنه لا يؤدي الى نقل حق

ملكية العقار الجاري عليه الى الدائن لا بصورة مؤقتة ولا بصورة نهائية:

* إذ لا يستطيع هذا الأخير، عملاً بالمادة ٩٣ من قانون الملكية العقارية، أن يتصرف بالعقار أو ان يتفرّغ عنه أو أن يؤجره أو أن ينشئ عليه حقوقاً عينية الاّ بعد الحصول على موافقة صريحة من المدين الراهن.

* كما لا يستطيع، عملاً بالمادة ٩٤ من القانون المذكور، أن ينتفع مجاناً من العقار دون الحصول على الموافقة المذكورة.

* كما لا يستطيع، عملاً بالمفهوم العكسي للمادة ١٠٠ من القانون المذكور، أن يعمد، في حال عدم إيفائه الدين، الى الإحتفاظ بملكية العقار إذا ما كان قد جرى قبلاً التسجيل على إسمه، أو الى تسجيل العقار على إسمه بنيّة التملّك النهائي إذا ما كان هذا التسجيل لم يحصل قبلاً، أو أن يبيع العقار من الغير تحصيلاً لدينه. إذ أن ما له يقتصر على أن يطلب التنفيذ الجبري على هذا العقار وفقاً للقواعد والاصول المحددة للحجز العقاري وبواسطة دائرة التنفيذ المختصة، فيستوفي دينه من الثمن الناتج عن البيع في المزاد العلني؛

وحيث يجدر التذكير هنا بما هو معلوم من أن منع الدائن المرتهن من تملّك العقار موضوع الرهن هو من الإنتظام العام، وبالتالي، لا يمكن الإتفاق في العقد على ما يخالفه، أي على شرط التملّك (pacte commissoire)، وعلّة ذلك حماية المدين من استغلال الدائن؛

وحيث وعطفاً على ما تقدم تخلُص هذه المحكمة الى أن الوكالة المنظّمة لمصلحة المدعي ليست عقداً آخر ولئن كانت تثبت وجود هذا العقد، وأن هذا العقد الآخر لا يشكّل بيعاً تامًّا أو باتاً Vente parfaite فلا يصلح بالتالي كأساس للإستجابة للمدعي الطامح الى تسجيل تلك الحصة العقارية على إسمه على وجه التملّك النهائي، كما لا يسمح لهذا الأخير بأن يستعمل تلك الوكالة لبيع تلك الحصة من الغير تحصيلاً لدينه، وجلّ ما يسمح به هو أن يسلك المذكور طريق التنفيذ الجبري بعد أن يستصدر بطبيعة الحال ما يشكل السند الصالح للتنفيذ؛

وحيث تكون المطالب التي ساقها المدعي لهذه النواحي (أي لجهة اعتبار الوكالة عقد بيع بات، وتمكينه من البيع للغير، وتسجيل الأسهم بإسمه) مستوجبة الردّ جميعها؛

وحيث يبقى البحث في طلبه الرامي الى "إزالة إشارة الحجز والتنفيذ" عن الصحيفة العينية العائدة لذلك العقار؛

وحيث إن الحجز المذكور ورد وجرى قيده بتاريخ سابق لتاريخ التقدّم بالدعوى الحاضرة وفي وقت كانت فيه صحيفة العقار خالية مما يشير الى ذلك الحقّ الذي يدعيه المدعي ودون أن ينهض ما يثبت سوء نية الحاجز – طالب التدخل أو حتى علمه بذلك الحق المذكور؛

وحيث يكون ما طلبه المدعي لهذه الناحية مستوجب الردّ بدوره عملاً بمبدئي أولوية وحجيّة قيود السجل العقاري؛

وحيث يقتضي بالنتيجة ردّ الدعوى برمّتها، كما يقتضي أيضاً الرجوع عن قرار وقف التنفيذ المتّخذ في هذه القضية بتاريخ ٩٨/١٠/١٣ من قبل الهيئة السلف بشأن المعاملة التنفيذية العالقة أمام دائرة التنفيذ في بعبدا برقم ٩٨/٥٠١، مع إقران هذا الشق من الحكم بصفتي المعجل التنفيذ على أصله عملاً بمبدأ "موازاة الشكل"؛

وحيث يقتضي أيضاً شطب اشارة القضية الحاضرة عن الصحيفة العينية العائدة للعقار رقم ٢٢١٠/شويت؛

وحيث إنه في ضوء التعليل السابق والنتيجة المنتهى إليها، لم يعد ثمة داعٍ للبحث في سائر ما زاد أو خالف من مطالب واسباب، أو لمزيد من البحث.

لذلك،

فإنها تحكم بالإجماع:

أولاً: بتصحيح الخصومة على النحو الوارد في متن هذا الحكم.

ثانياً: بقبول طلب التدخل شكلاً.

ثالثاً: بردّ الدعوى برمّتها للأسباب الواردة أعلاه.

رابعاً: بالرجوع عن قرار وقف التنفيذ المتخذ بتاريخ ٩٨/١٠/١٣ من قبل الهيئة السلف بشأن المعاملة التنفيذية العالقة أمام دائرة التنفيذ في بعبدا برقم ٩٨/٥٠١.

خامساً: بشطب إشارة القضية الحاضرة عن الصحيفة العينية العائدة للعقار رقم ٢٢١٠/شويت.

سادساً: بتضمين المدعي النفقات كافة، وبردّ كل ما زاد أو خالف.

حكماً معجّل التنفيذ على أصله لجهة ما قضى به البند رابعاً من الفقرة الحكمية.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان
الغرفة الثالثة في جديدة المتن

الهيئة الحاكمة: الرئيس جون القزي
والعضوان آلاء الخطيب وناجي الدحداح

القرار: رقم ٢٥ تاريخ ٢٠٠٩/٣/١٩

عماد غانم/ حسن مدن آل محسن ورفيقه

- عقد – تحكيم – اختصاص – خلاف على تنفيذ العقد بين الفرقاء – مطالبة أمام الغرفة الإبتدائيّة الناظرة في الدعاوى الماليّة بإلزام المدّعى عليهما، متكافلين متضامنين، دفع قيمة البند الجزائي للمدّعي جرّاء الإخلال بموجباتهما العقديّة – دفع بانتفاء اختصاص المحاكم العاديّة لوجود بند تحكيم مطلق في العقد – تفسير العقد.

- عقد أساسي – بند تحكيمي – تحكيم مطلق لحلّ جميع النزاعات الناشئة بين الفرقاء والناجمة عن تنفيذ العقد الموقّع بينهم – ردّ الإدلاءات المخالفة – هيئة تحكيميّة منصوص عنها في البند التحكيمي – إيلاؤها صلاحيّات واسعة شاملة للبت بأي منازعة متفرّعة عن تنفيذ العقد الأساسي – عدم ثبوت تقديم مراجعة إبطال للبند التحكيمي – اعتبار كل نزاع ناشئ عن تنفيذ العقد الأساسي خاضعاً للبند التحكيمي المنصوص عنه في العقد الأساسي – إعلان عدم اختصاص الغرفة الإبتدائيّة البت بمطالبة المدّعي – ردّ الدعوى لعدم الإختصاص.

بناءً عليه،

ولدى المذاكرة:

حيث أنٍ الجهة المدعى عليها تطلب رد الدعوى شكلاً نظراً لوجود بند تحكيمي في البند ٢٢ من العقد، في حينٍ يعتبر المدعي أن المحاكم العادية هي المختصة عملاً بالبند ٩ من العقد عينه الذي حصر التحكيم بالنزاع على طبخ البوظة وإيداع الوصفة لدى أحد البنوك ولا يتطرق الى موضوع البند الجزائي موضوع الدعوى الحاضرة،

حيث أن المنازعة الراهنة تكون إذاً متمحورةٍ حول البند التحكيمي المدرج في العقد صحةً وإنتاجيةً ومدى انسحابه على كل العقد، أو أنه يقتصر على بعض نواحيه في ضوء ما سيق من إدلاءات متناقضة لجهة الصيغة المتوسّلة، مع ما لأي من الوجهتين هاتين من آثار على مدى قبول الإطار الشكلي للدعوى الحاضرة كما هي معروضة ومن ثم مدى انعقاد الاختصاص لهذه المحكمة للفصل والبت أساساً في النزاع،

وحيث أن المسألة القانونية المطروحة تكمن في تحديد ما إذا كان البند التحكيمي المنصوص عليه في البند ٢٢ يسري على كل العقد أم يقتصر على بعض بنوده،

وحيث لمقاربة المسألة المطروحة بصورة شمولية غير جزئية، يقتضي الوقوف عند المبادئ القانونية العامة التي ترعى كيفية تفسير الأعمال القانونية وتحكم إطارها،

وحيث إن قواعد تفسير الأعمال القانونية المنصوص عليها في المواد ٣٦٦ وما يليها من قانون الموجبات والعقود تستند الى مبادئ عدة منها الوقوف على نية المتعاقدين الحقيقية عند التعاقد وعدم التمسك بحرفية البند المتفق عليه بغية تغليب المعنى الذي يجعل النص ذا مفعول واستبعاد المعنى الذي يبقى معه النص بلا مفعول،

وحيث بالعودة الى العقد الموقع من قبل الفريقين، يتبدى بوضوح من البند ٢٢ إرادة الفرقاء اللجوء الى التحكيم إذ جاء فيه "اتفق الفريقان على حل النزاعات الناشئة بينهم والناجمة عن تنفيذ هذا العقد وعن كل ما يرتبط به عن طريق التحكيم المطلق"، بالإضافة الى إقدامهما على الاتفاق على عدد من التفاصيل الدقيقة التي لا تدع مكاناً للبس حول إرادتهم اللجوء الى التحكيم كتحديد أسم محكمين، ومكان انعقاد جلسات التحكيم، والمرجع الصالح لتعيين المحكم الثالث في حال لم يتفق الفريقان على إسمه،

وحيث، من مجمل القرائن والأدلة المقدّمة في الملف، يثبت بجلاء للمحكمة أن نيّة الفريقين – وهي أمر باطني

يستنتجه القاضي من وقائع وظروف كل قضية – اتجهت عند توقيع العقد الى اللجوء الى التحكيم المطلق لحل النزاعات الناشئة بين الفرقاء والناجمة عن تنفيذه وعن كل ما يرتبط به،

وحيث استناداً الى ما تقدم بيانه، أنه من النافل ومن غير المنطقي القول بأن نية الفرقاء اتجهت الى اللجوء الى التحكيم كوسيلة لحلّ الخلافات الناشئة فقط بالنسبة الى بعض نواحي العقد عملاً بالبند ٩ كما يدلي المدعي، إذ أن هذا البند يحدد الحالات التي يمكن الاستحصال فيها على المستند الذي تم تدوين عملية التصنيع عليه والذي أودع أحد البنوك، ومن بين تلك الحالات عند إخلال أحد الفريقين بالاتفاق وبعد عرض النزاع على لجنة تحكيمية خاصة،

وحيث أنه استناداً الى المنطق عينه لا يمكن تفسير عبارة "وفي حال نشوء أي خلاف بين الفريقين حول أحكام هذا العقد تكون المحاكم اللبنانية هي الصالحة للنظر في هذا النزاع" الواردة في البند ٢٢ الذي يعبّر صراحة عن نيّة اللجوء الى التحكيم على أنها عبارة تفيد عن نية الفريقين باللجوء الى المحاكم عند نشوء أي خلاف في تنفيذ العقد موضوع الدعوى، بل المقصود هنا بالخلاف العقبات التي يمكن أن تواجههم في التحكيم،

وحيث تبعاً لما سبق بيانه، يقتضي اعتبار كل نزاع ينشأ سواء عن تنفيذ أو كل ما يرتبط بالعقد يخضع للبند التحكيمي المنصوص عليه في البند ٢٢ المذكور،

وحيث يتبين من التمحيص والتدقيق في البند التحكيمي الوارد في البند ٢٢ من العقد أن الفرقاء، باتفاقهم على اعتماد التحكيم لحل خلافاتهم، إنما قصدوا عدم ولوج باب المحاكم العدلية واعتماد التحكيم مقابلة كمؤسسة قانونية قائمة ومستقلة لحل كل نزاع قد ينشأ عن تفسير وتطبيق وتنفيذ الاتفاق الموقع بينهم،

وحيث في هذا المجال، إذا ما كان صحيحاً بأن ولاية الفصل في المنازعات تنعقد في المبدأ للقضاء بحكم القانون الذي وضع قواعد تنظيمه، زماناً ومكاناً، وخوّله الصلاحية اللازمة والملازمة لإنفاذ مهمته، فإن الصحيح أيضاً أنه للخصوم، الذين يعود إليهم توجيه المسار وتصويبه أسباباً وموضوعاً، بأن يخرجوا باتفاقهم وبإرادتهم المتلاقية، عن حصرية المقاضاة أمام المحاكم وأن يلجأوا للبت بنزاعاتهم الى أفراد محكمين أو هيئات ومؤسسات تحكيمية، يطمئنون الى صفاتهم وخبراتهم في المجالات المبسوطة بحيثياتها الدقيقة، تقنياً ومهنياً وتخصيصياً، فيولونهم الحل والفصل،

وحيث من هنا، فإن مقاربة البند التحكيمي، واقعاً وإنتاجية، باتت تتم عبر وجهتين اثنتين، أما الأولى فتكمن في اختيار المحكمة التحكيمية عوضاً عن المحكمة العادية أي الخروج عن قضاء الدولة لمصلحة خيار آخر وطريقة أخرى للفصل – ولا فرق هنا بين بند وارد في العقد الأساسي أو في وثيقة يحيل إليها هذا العقد بصراحة ما نصت عليه المادة ٧٦٣ أ.م.م. طالما أن الفرقاء اختاروا التحكيم ووقعوا، تدليلاً وتأييداً، في حين أن الوجهة الثانية تتمثل في اختيار الهيئة التحكيمية التي ستباشر النظر بالنزاع، انطلاقاً من الثقة المعوّل عليها والوجوبية التي تلازمها، على صعيد التنفيذ والالتزام،

وحيث أن الاختيار التحكيمي هذا، عندما يستوفي شروطه، ينتج مفاعيله، ويقتضي للطعن فيه خصوصية في المراجعة لم يصر الى توسلها راهناً، مع انتفاء أية مراجعة بالإبطال أمام المرجع المختص،

وحيث بالعودة الى العقد في بنده ٢٢ تحديداً للاختصاص التحكيمي في الإطار الشامل أي خلاف جراء تنفيذه، وبمعزل عن الإدلاءات المساقة والمتعلقة بالأساس، فإن المحكمة ترى في ما أعطيته الهيئة التحكيمية، صلاحية واسعة شاملة أية منازعة تتفرع عن تنفيذ الاتفاقية على ما هو الأمر راهناً،

وحيث يقتضي رد طلب العطل والضرر المقدم من قبل المدعى عليهما لعدم وجود ما يبرره،

وحيث عليه، تغدو المحكمة غير مختصة لرؤية الدعوى، فترد، مما يغني البحث في أي مطلب أو سبب زائد أو مخالف لعدم الإنتاجية،

لذلك،

فإنها تحكم بالإتفاق:

أولاً: برد الدعوى لعدم الاختصاص،

ثانياً: برد المطالب أو الأسباب الزائدة أو المخالفة،

ثالثاً: بتضمين الجهة المدعية النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان
الغرفة الخامسة في جديدة المتن

الهيئة الحاكمة: الرئيس جون القزي
والعضوان رنا حبقة ولميس كزما

القرار: رقم ١٥٣ تاريخ ٢٠٠٩/٥/٧

أ. أ./ س. ش.

- زواج مدني معقود في فرنسا – لبناني مسيحي مقترن بسنغاليّة من أصل لبناني – تسجيل الزواج في لبنان – انعقاد الصلاحيّة الدوليّة للمحاكم اللبنانيّة المدنيّة – إقامة الزوج ضمن نطاق محافظة جبل لبنان – انعقاد الصلاحيّة المكانيّة للغرفة الإبتدائيّة الخامسة في جديدة المتن – تطبيق القانون المدني الفرنسي – خلافات زوجيّة مستشرية منذ أمد طويل – مطالبة بإعلان الطلاق بين الفريقين – قانون فرنسي – إمكان إعلان الطلاق بالرضا المتبادل عبر إظهار الإرادة المشتركة للفريقين بإنهاء زواجهما رضائياً – تنظيم آليّة الإنفصال بين الفريقين عبر اتفاق خطي مسجّل لدى المحكمة – توافق غير متنافر مع مقتضيات النظام العام اللبناني – إعلان الطلاق بين الزوجين – المصادقة على التوافق الخطي بينهما وإلزامهما بتنفيذ مندرجاته.

بناءً عليه،

ولدى المذاكرة:

حيث ان الصلاحية الدولية للمحاكم المدنية اللبنانية تنعقد أصولاً للفصل والبت بهذه القضية تفعيلاً لأحكام المادة ٧٩ من قانون الأصول المدنية، مع توافر الشروط الملحوظة مجتمعة تبعاً لقيام عناصر الربط والاسناد:

حيث ان الزواج منعقد في الخارج (فرنسا) وفاقاً للصيغة المدنية المقررة هناك، وهو جمع لبنانياً غير محمدي بسنغالية من أصل لبناني.

وحيث إن الصلاحية المكانية لهذه المحكمة تنعقد بدورها تبعاً لوقوع المنزل الزوجي في قرنة شهوان أي ضمن نطاقها الاقليمي؛

وحيث مع ربط الصلاحية على هذا النحو، فإن البحث بات يتناول في هذه المرحلة، تحديد القانون المستوجب التطبيق؛

وحيث في هذا المجال، وسنداً للمادة ٧٩ المذكورة التي تستغرق انعقاد الزواج في الخارج تبعاً للصيغة المقررة هناك، واسقاطاً للقاعدة الكلية حيث قانون المكان يسود العقد LOCUS REGIT ACTUM، فان القانون المدني الفرنسي يغدو هو المستوجب التطبيق للفصل بمآل هذه الدعوى طالما انها تتعلق بمآل الزواج المعقود في ظله؛

وحيث ضمن هذا السياق، فان هذا القانون يلحظ امكانية اعلان الطلاق بالتوافق المتبادل consentement mutuel عبر إظهار الارادة المشتركة بإنهاء الزواج رضائياً، هذه الارادة التي هي في أساس قيامه وبالتالي في أساس انقضائه؛

وحيث ان المادة ٢٣٠ وما يليها من القانون المدني الفرنسي المعدلة انما تلحظ السقف الضابط لقيام التوافق المتبادل بالصيغة المنتجة، كما وتؤطر الآلية الملازمة الضامنة، حقوقاً وموجبات؛

وحيث ان المعيار – الأساس المعتمد للمقاربة ضمن الروحية هذه، انما عماده المواءمة بين الارادة المشتركة الحرة غير المعيوبة، كما وبين حماية المصالح المتقاطعة، بحيث ان الخلل متى ثار، ينسحب على المعادلة هذه، انتقاصاً وافتئاتاً، فيتدخل القاضي مصوباً، طالما أن مبدأ الحماية يستقل هو في تقديره؛ وفي هذا التكريس الأسمى لدور القاضي الحامي للعائلة، الضامن حقوقها الراعي مصالحها؛

وحيث في الموازاة، اذا ما تحقق القاضي من انسجام التسوية المفترضة وواقع الحال، لا سيما لجهة مراعاة الحقوق المتقابلة، فان مصادقته على مآلها انما تتبدى نتيجةً واقعيةً لتقاطع الارادات بعدما استثبت من عدم تعيُّبها، وبالتالي تحقق من انتاجيتها؛

وحيث ان اسقاط المبادئ هذه على معطيات القضية الراهنة يفيد بما يأتي:

١ – ان الحياة الزوجية المشتركة في اطارها الواقعي الحميم اصطدمت بالحائط المسدود منذ ردح من الزمن،

الذي لم يحل دونه سنوات الزواج الطويلة ووجود ولدين ثمرتها؛

٢ – ان الخلافات استشرت بين الزوجين بشكل تصاعدي نال من حمأة التواصل وحميمية التفاعل وحتمية التكامل؛

٣ – ان الواقع الانحداري للزواج استتبع مبادرة الزوجين الى التوافق على الانفصال الرضائي، حيثيات وآلية وتبعات في إحاطة شاملة لملابسات الانفصال، مضموناً ومفاعيل بشكل حفظ حقوق الجميع، وقد أدرجت بنود هذا الاتفاق في محضر الجلسة تاريخ ٢٠٠٩/٤/٢١؛

٤ – ان فريقي النزاع أكدا امام المحكمة بعد حصول هذا الاتفاق وتوكيداً له، قيام الارادة الحرة غير المعيوبة وغير الملتبسة على الخروج من حال الارتباط؛

وحيث ان المعطيات المبسوطة من شأنها متقاطعة ان توجه الى إنتاجية التوافق المتبادل على إنهاء الزواج ومفاعيله، لانسجامه والأحكام المرعية، ولائتلافه وإرادتي الفريقين عبر حماية مصالحهما، وتبعاً لعدم تنافره ومقتضيات النظام العام اللبناني؛

وحيث ان النتيجة الحتمية للواقع هذا انما تبرر للمحكمة اعلان الطلاق بين الزوجين.

لذلك،

فإنها تحكم بالإتفاق:

أولاً: بربط الاختصاص للفصل والبت.

ثانياً: باعلان الطلاق بين السيد أ. أ. والسيدة س. ش. من الزواج المدني المعقود في فرنسا بتاريخ ١٩٧٥/١٢/٩.

ثالثاً: بالمصادقة على التوافق الخطي الحاصل بينهما والمدرجة بنوده في محضر الجلسة تاريخ ٢٠٠٩/٤/٢١، وبإلزامهما تنفيذه تبعاً لمندرجاته غير المتنافرة وأحكام النظام العام اللبناني باعتباره جزءاً لا يتجزأ من خاتمة هذا الحكم.

رابعاً: بتضمين الفريقين النفقات مناصفةً.

حكماً معجل التنفيذ على أصله.

❖ ❖ ❖

محكمة الدرجة الاولى في جبل لبنان
الغرفة الثالثة في جديدة المتن

الهيئة الحاكمة: الرئيس جون القزي
والعضوان رنا حبقا ولميس كزما

القرار: رقم ١٧٤ تاريخ ٢٠١٠/٦/١٠

- جنسيّة قيد الدرس – مطالبة بالجنسيّة اللبنانيّة – صلاحيّة المحاكم العدليّة – اختصاص المحاكم الإبتدائيّة دون سواها نظر دعاوى مكتومي القيد.

- مدعيان مكتوما القيد مولودان في لبنان من أم لبنانيّة – ثبوت الولادة على الأراضي اللبنانية بموجب وثيقتي ولادة وحكم إثبات نسب صادر عن المرجع الروحي المختص – أب مجهول الجنسيّة – عدم اكتساب المدعيين أي تابعيّة أجنبيّة بالبنوّة عند الولادة لمجهوليّة جنسيّة والدهما – حيازتهما على بطاقة «جنسية قيد الدرس» – طلب اعتبار المدعيين لبنانيين سنداً للفقرة ٢ من المادة الاولى من القرار ١٩٢٥/١٥ – إجابة المدعيين في مطلبهما – تقرير تسجيلهما في سجلات الأحوال الشخصيّة وإعطاء كل منهما تذاكر الهويّة اللبنانيّة.

ان لبنان يدخل في عداد الدول التي تأخذ برابطة الأرض لاعطاء الجنسية الى من يولد على ارضها اذا لم يثبت أنه اكتسب بالبنوة عند الولادة تابعية أجنبية، مما يستتبع أخذ المولود جنسية البلد الذي يولد فيه حتى لا يكون دون جنسية وذلك استجابةً لدواع انسانية ولأن ذلك يتنافى مع المبدأ الذي يوجب ان يكونَ لكل شخص جنسية.

بناءً عليه،

ولدى المذاكرة:

حيث إن المدعيين يطلبان اعتبارهما لبنانيين سنداً لأحكام الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار رقم ١٩٢٥/١٥؛

وحيث إن المنازعات التي تنشأ حول مسائل الجنسيّة وبالتالي حول تطبيق أحكام قوانين الجنسيّة على أوضاع الأفراد تدخل حسب نص المادة التاسعة من القرار الرقم ١٥ الصادر بتاريخ ١٩٢٥/١/١٩ في صلاحيّة المحاكم العدليّة؛

وحيث بمقتضى المادة الأولى من القانون رقم ٦٨ تاريخ ١٩٦٧/١٢/٤ تختّص المحاكم الإبتدائيّة دون سواها بالنظر في دعوى المكتومين المسندة الى أحكام معاهدة لوزان والقرار ٢٨٢٥ الصادر بتاريخ ١٩٢٤/٨/٣٠؛

وحيث أنه فضلاً على ما تقدّم يستفاد من مجمل أوراق ومستندات الدعوى أن المدعيين يسندان طلبهما الى أحكام الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار رقم ١٩٢٥/١٥ لقيدهما في السجلات اللبنانيّة على خانة والدهما الذي اكتسب الجنسية اللبنانية بموجب المرسوم رقم ٥٢٤٧ تاريخ ١٩٩٤/٦/٢٠؛

وحيث إنه ترتيباً على ذلك تكون هذه المحكمة صالحة للنظر بالدعوى الراهنة؛

في الأساس:

حيث إن المدعيين (...)، يطلبان اعتبارهما من الجنسيّة اللبنانيّة وفقاً لأحكام الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار رقم ١٥ تاريخ ١٩٢٥/١/١٩، لأنهما قد ولدا في لبنان من أم لبنانية ولم يكتسبا أي تابعيّة أجنبية بالبنوة، كما ليست لهما قيود في سوريا أو في أي بلد آخر، علماً انهما يحوزان على بطاقة "جنسية قيد الدرس"، قبل ان يتم سحب جواز الاقامة فئة قيد الدرس من المدعي ... في العام ٢٠٠٥ كونه يحمل جواز سفر كندياً؛ وأبرزا تأييداً لادعائهما وثيقة زواج والديهما (...)، وافادتي ولادتهما، وصورة حكم صادر عن المحكمة الروحية الابتدائية الأرثوذكسية في ابرشية جبل لبنان بتاريخ ٢٠٠٠/٤/١٢ يقضي بصحة نسبهما لوالديهما المذكورين أعلاه، وصورة بطاقتي "جنسية قيد الدرس" عائدتين لهما؛

وحيث إن المدعى عليها الدولة اللبنانيّة أدلت أن الوثائق المعتمدة من قبل المدعيين لا توفر القناعة الكافية بصحّة الدعوى؛

وحيث، تمهيداً لاحاطة الموضوع من جوانبه كافة، تقتضي الاشارة في البدء الى المبادئ والأحكام التي ترعى وتوجه:

١ – ان دور القاضي حمائي رعائي، حيث النص يقارب في اطار المواءمة بين الموجبات التي تحظر، والمقتضيات التي تبرر بفعل تطور الحياة والمعطيات التي تتلازم، معيشة والتزامات.

٢ – ان التفسير المتوسل لا يمكن ان يضبط في قالب ضيق؛ فالاجتهاد الذي هو مصدر من مصادر التشريع، يلحظ الاحترافية في التكييف وفاقاً لشروط تبرر التوسع فيه تبعاً للمقتضيات التي توجه وتؤيد، فلا يستقيم القول بوجهة واحدة دون الأخرى بشكل جامد طالما أن المعني في المقاربة هو الانسان في واقعه اليومي، في جنسيته وحقوقه الشخصية والعائلية، التي لا يتصور حرمانه منها، كونها لصيقة بشخصه.

٣ – ان التذرع بغموض النص أو نقص يشوبه لعدم الفصل والبت، يقع تحت طائلة الاستنكاف عن احقاق الحق، مما يستتبع وجوب التصدي لأي خلل أو لبس، بالتوضيح الملازم كما التصويب الملائم.

٤ – ان قانون الجنسية الصادر العام ١٩٢٥ لا يمكن مقاربته الا ضمن هذه الروحية، اذ في موازاة الزجرية التي تظلل، يقتضي توسل العدالة في التطبيق لا سيما وان نيفاً وسنوات ثمانين تراخت، وما كان مبرراً في حينه افتقد سنده راهناً وبات على القاضي، في غياب الوضوح التشريعي، لا بل في ظل الصمت التشريعي، ان يتدخل حامياً للعائلة ومصلحاً في مجتمعه، مفسراً النصوص بما يتواءم والغاية الأسمى إحقاقاً للحق في حركية لا ينالها جمود.

٥ – ان تراخي الملفات قيد الدرس ردحاً من الزمن جاوز الأيام والأشهر الى عقود، من دون الفصل والبت سلباً عند انتفاء السند، أو ايجاباً عند قيامه، انما يجعل المراقبة القضائية مفتقرة مبررها، طالما أن التأجيل هو السمة الغالبة ولو تعدد التسبيب؛ في وقت ان دور المحكمة هو دور فاصل حاسم جازم، لا يتحمل اللبس أو التأويل عند التطبيق والتنفيذ.

وحيث إن المحكمة جلاءً لواقع الحال وتوضيحاً وتصويباً، لا يكون لها في مقاربتها الشموليّة غير الجزئية للمسألة المثارة، إلاّ أن تنطلق من الواقعات الثابتة، باعتبار أن الواقعة المراد التثبت منها هي واقعة ماديّة، فتبقى تلك المعلومات غير المسندة مفتقرة السند الموجه كما والأساس الذي تبنى عليه الإنتاجيّة مما يجعلها بغير فائدة، أما المعطيات التي توجّه وتؤيد فإنما تتمحور حول جنسيّة الوالد وما إذا كانت أجنبيّة أم لا، توصّلاً لبيان مدى انطباق النص القانوني المرعي بآثاره ومفاعيله؛

حيث إن المسألة المطروحة تتمحور إذاً حول مدى توافر شرطي الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار رقم ١٥ تاريخ ١٩٢٥/١/١٩؛

وحيث إن هذه الفقرة تنص على أنه يعدّ لبنانياً كل شخص يولد في أراضي لبنان الكبير ولا يثبت أنه اكتسب بالبنوة عند الولادة تابعيّة أجنبيّة؛ فبمقتضى أحكام هذه الفقرة لا بد من توافر الشرطين الآتيين لإعطاء المولود الجنسيّة اللبنانية الأصليّة حكماً:

١ – الولادة على الأراضي اللبنانيّة؛

٢ – عدم اكتساب تابعيّة أجنبيّة بالبنوة عند الولادة؛

وحيث لمقاربة المسألة المثارة، يقتضي الوقوف عند الثابت من الواقعات بالنسبة للولادة على أراضي لبنان الكبير من جهة ومجهولية تابعية الوالد من جهة أخرى؛

فبالنسبة لولادة المدعيين على الأراضي اللبنانيّة:

حيث إن المشترع اللبناني الذي أخذ بصفة ثانويّة برابطة الأرض كأساس للجنسيّة اللبنانيّة نص في الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار ١٥ أنه يعد لبنانياً كل شخص يولد في أراضي لبنان الكبير ولا يثبت أنه اكتسب بالبنوة عند الولادة تابعيّة أجنبية؛

وحيث إن لبنان يدخل في عداد الدول التي تأخذ برابطة الأرض لإعطاء الجنسيّة الى من يولد على أرضها إذا لم يثبت أنه اكتسب بالبنوة عند الولادة تابعيّة أجنبيّة، مما يستتبع أخذ المولود جنسيّة البلد الذي يولد فيه حتى لا يكون دون جنسيّة وذلك استجابة لدواعٍ إنسانيّة ولأن ذلك يتنافى مع المبدأ الذي يوجب أن يكون لكل شخص جنسيّة؛

وحيث أن أراضي لبنان هي المحدّدة في الدستور اللبناني، وتلحق بها الولادة الحاصلة في المياه الإقليميّة اللبنانيّة والفضاء الجوي اللبناني، كما تلحق بها الولادة الحاصلة على ظهر باخرة تجاريّة تحمل العلم اللبناني في اعالي البحار، ويمكن أن تلحق بها الولادة الحاصلة على ظهر باخرة لبنانيّة في المياه الإقليميّة لدولة ثالثة؛

المرجع: د. سامي عبدالله، الجنسيّة اللبنانية مقارنة بالجنسيّة العربية السوريّة والفرنسيّة، ص ٩٧؛

وحيث إن واقعة الولادة على الأراضي اللبنانية تخضع لطرق الإثبات العاديّة بإعتبارها واقعة مادية يجوز إثباتها بكافة الطرق المقبولة قانوناً؛

وحيث يتبيّن من مراجعة أوراق الملف، وجود وثيقتي ولادة أولهما، صادرة بتاريخ ١٩٦٣/١٠/٤ عن الدكتور (...) في المستشفى (...)، تفيد بأن السيدة (...) قد انجبت في المستشفى المذكور ولداً ذكراً بتاريخ ١٩٦٢/٤/١٢؛ وثانيهما، صادرة بتاريخ ١٩٦٣/٧/٢ عن القابلة القانونية (...) الساكنة في منطقة (...)، تفيد بأن السيد (...) والسيدة (...) قد رزقا بتاريخ ١٩٦٣/٧/١ ولداً ذكراً، علماً ان صورتي بطاقتي المدعيين قيد الدرس المبرزتين في لائحتهما تاريخ ٢٠٠٨/٦/٢٦ تفيدان ان المدعي (...) – والدته (...) هو من مواليد العام ١٩٦٢، والمدعي (...) – والدته (...) هو من مواليد العام ١٩٦٣، مما يشير الى ان المدعيين ولدا في لبنان؛

وحيث إن الكنيسة الأرثوذكسية الانطاكية قد اصدرت بتاريخ ٢٠٠٠/٤/١٢ حكماً تحت الرقم ٢٠٠٠/٢٠ اعتبرت بموجبه المدعيين الحاليين ولدين شرعيين لـ (...) و(...)، وقد ولد (...) في بيروت بتاريخ ١٩٦٢/٤/١٢ و(...) في بيروت بتاريخ ١٩٦٣/٧/١؛

(تراجع بهذا الخصوص صورة الحكم المذكور المبرزة في استحضار الجهة المدعية).

وحيث تعتبر المحكمة ان المعطيات السابق ذكرها تشكل قرينة على ولادة المدعيين ضمن هذا النطاق الجغرافي أي على الأراضي اللبنانيّة، وذلك في غياب أي إثبات بالنفي، وانطلاقاً من وثيقتي الولادة والحكم الصادر عن الكنيسة الأرثوذكسية الانطاكية المتطابق معهما؛ فيكون بالتالي الشرط الأول من الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار ١٥ متوافراً؛

أما لجهة عدم اكتساب المدعيين أي تابعيّة أجنبيّة بالبنوة عند الولادة:

حيث إن المدعيين يدليان أنهما يحملان بطاقة جنسية قيد الدرس كون والدهما (...) لم يستحصل على الجنسية اللبنانية الا في العام ١٩٩٤ بموجب المرسوم الجمهوري رقم ٩٤/٥٢٤٧، علماً ان والدتهما لبنانية الأصل وسائر اشقائهما اضحوا لبنانيين اما بموجب المرسوم المذكور أو عبر الزواج، وهما مقيمان بصورة دائمة في لبنان وتحديداً في منطقة (...) حيث أسس كل منهما عائلة (تراجع صورتا افادتي مختار (...) المرفقتان مع الاستحضار)، الا انه فاتتهما المطالبة بالجنسية اللبنانية في العام ١٩٩٤؛

حيث إن كان الأب، وهو الذي يعطي الجنسيّة للولد، مجهول الجنسيّة، فمثل هذا الولد ينطبق عليه نص الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار ١٥ لأنه مولود في

لبنان ولم يكتسب بالبنوة عند الولادة تابعيّة أجنبيّة أي لم يكتسب بصلة البنوة جنسيّة أجنبية؛

المرجع: د. سامي عبدالله، الجنسيّة اللبنانيّة مقارنة بالجنسيّة العربية السوريّة والفرنسيّة، ص ١٠٠؛

حيث إن محكمة التمييز اللبنانيّة قضت في العام ١٩٧٢ أنه، لم يثبت أن للمميز عليهم قيداً في سوريا ولم يثبت أنهم قد إكتسبوا بالبنوة جنسيّة أجنبيّة، فيكون وضعهم منطبقاً بالتالي على الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار ١٥، فيعتبرون لبنانيين؛

يراجع: القرار رقم ٢١، ١٩٧٢/٣/٨، حاتم ١٢٣، ص ٥١؛

حيث توجد فئات كثيرة من اللبنانيين الذين عانوا من تجاوزات ظروف إحصاء العام ١٩٣٢ وتجاوزات لجان الإحصاء، وحملوا في البدء بطاقات رسميّة تثبت أنهم من جنسية غير معينة وكان من حق أولادهم أن يقيدوا لبنانيين حكماً سنداً للفقرتين الثانية والثالثة من المادة الأولى من القرار ١٥، إلاّ أنه سنداً للقانون الصادر بتاريخ ١٩٦٢/٨/٢ سُحبت البطاقات التي تثبت أن حامليها من جنسيّة غير معيّنة واستبدلت ببطاقات إقامة ورد فيها ان جنسية حامليها هي قيد الدرس؛ مما سبب آلاماً معنوية فضلاً على العثرات المادية والاشكالات القانونية التي انسحبت على أنماط معيشتهم غير المستقرة؛

وحيث تبيّن من التحقيق الذي أجرته المديرية العامة للأمن العام أن المدعي (...)، تولد العام ١٩٦٢، حائز على بطاقة "جنسية قيد الدرس"، وهو مصر على الاستحصال على الجنسية اللبنانية والعيش في لبنان بالرغم من حصول زوجته، اللبنانية الأصل، وولده على الجنسية الكندية؛ اما المدعي (...)، تولد العام ١٩٦٣، فقد كان منذ ولادته من فئة قيد الدرس لغاية العام ١٩٩٤ حيث اكتسب الجنسية الكندية، وقد ألزم باصدار اقامة سنوية فئة ثالثة في العام ٢٠٠٥ وتم سحب جواز الاقامة فئة قيد الدرس منه، كما انه متمسك بالجنسية اللبنانية اذ ينوي الاستقرار في لبنان وتكوين عائلة يكون وضعها قانونياً؛ وان عدم طلبهما اكتساب الجنسية اللبنانية بموجب مرسوم التجنيس مرده بالنسبة للمدعي الأول عدم قدرته المادية آنذاك وبالنسبة للثاني وجوده خارج البلاد وقتها؛ علماً ان لا تدابير عدلية بحقهما؛

وحيث الى ذلك يتبدّى بأن والد المدعيين كان مجهول الجنسية قبل استحصاله على الجنسية اللبنانية في العام ١٩٩٤ بموجب المرسوم الجمهوري رقم ٩٤/٥٢٤٧ مما أدى الى جعل المدعيين يحملان بطاقة جنسية قيد الدرس، وهذه تعني أن جنسيّة حاملها غير محددة في الوقت الحاضر، ولا يستقيم ان يتراخى "الدرس" ردحاً من الزمن من دون نتيجة حاسمة جازمة، تبرر في حال توافر الشروط وتحجب عند الاقتضاء؛

وحيث أن النيابة العامة الاستئنافية في جبل لبنان، بعد إطلاعها على أوراق الدعوى تبعاً لإحالة المحكمة، لم تطلب الرد، إنما تركت للمحكمة، أن تتخذ القرار المتلائم ومعطيات الملف الثابتة في حال توافر الشروط القانونية؛ فيستوي لهذه الجهة القبول، بترك الأمر لتقدير المحكمة، حيث أن النتيجة القانونية هي عينها على صعيد الآثار والمفاعيل، واذا ما جاءت مطالعة النيابة العامة على هذا الوجه تاركةً الأمر لتقدير المحكمة، فان الحكم الصادر بالنتيجة والمسند على هذا الرأي، بقضائه بالاجابة يكون متوافقاً معه؛

(يراجع: القاضيان عفيف شمس الدين وجون القزي، "مصارفات الدعوى ومنحة الاعفاء"، الرسوم والنفقات والمعونة القضائية، ص ١٣٣)؛

وحيث تكون النيابة العامة قد تركت بالتالي لوقائع الملف المسندة ان تبرر الحكم، نافيةً وجود أي مانع يحول دونه وهي التي تمثل الحق العام وتتدخل لحماية مصالحه كلما تعرضت للخطر تفعيلاً لأحكام المادة ٨ من قانون الأصول المدنية، وسلمت مسبقاً بالنتيجة التي ستعتمدها المحكمة؛

وحيث إن المعطيات الجاري عرضها، لا سيما مطالعة النيابة العامة، توجب متقاطعة على المحكمة، انطلاقاً من دورها حاميةً للاستقرار المجتمعي، وناطقةً بالحق، ان تحسم التردد الذي ميز الدراسة التي لما تستقر بعد، تبعاً لما توافر لديها من معطيات وبينات، فتقضي بأن المدعيين لم يكتسبا أي تابعيّة أجنبية بالبنوة عند الولادة لمجهوليّة جنسيّة والدهما، فيكون بالتالي الشرط الثاني من الفقرة الثانية من المادة الأولى من القرار ١٥ متوافراً؛

مما يبرر إجابة المدعيين في مطلبهما وإعتبارهما لبنانيين سنداً لهذه الفقرة، ويقتضي بالتالي تسجيلهما في سجلات الأحوال الشخصية في (...) تحت رقم القيد (...)، وإعطاءهما بطاقة هوية لبنانية؛

وحيث في ضوء هذه النتيجة، وتأسيساً على حيثياتها، لم يعد من حاجة لبحث سائر ما أدلي به من اسباب

وطلبات زائدة أو مخالفة لكونها قد لقيت في ما سبق بيانه جواباً عليها وإما لعدم تأثيرها على مآلها؛

لذلك،

تحكم بالإتفاق:

أولاً: بقبول الدعوى شكلاً؛

ثانياً: بإعتبار كل من المدعيين (...) لبنانيين.

ثالثاً: بتسجيلهما في سجلات الأحوال الشخصية في (...) تحت رقم القيد (...) وإعطاء كل منهما بطاقة هوية لبنانية، وإبلاغ من يلزم.

رابعاً: برد سائر الأسباب الزائدة أو المخالفة.

خامساً: بتضمين المدعى عليها الدولة اللبنانية النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

رئيس الغرفة الأولى لمحكمة الدرجة الأولى في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيس فادي الياس

القرار: رقم ١٢ تاريخ ٢٠١٠/٤/٢٨

منى صفا/ حياة شربتلي

- تحكيم دولي – بند تحكيمي – عقد أساسي موقّع في بيروت – شركة محاصّة – تنظيم حفلات الأعراس في لبنان والخارج – تحكيم مطلق بمقتضى العقد الأساسي – عدم تعيين المحكم المطلق من قبل الفريقين – نزاع حول تنفيذ العقد الأساسي – مطالبة بتعيين محكّم تفعيلاً للعقد المذكور – دفع بانتفاء صلاحيّة المحاكم اللبنانيّة بت المطالبة – صلة للتحكيم موضوع البند التحكيمي بمصالح كائنة في لبنان – تحكيم دولي – انعقاد الإختصاص الدولي لرئيس الغرفة الإبتدائيّة في بيروت – ردّ الدفع المثار.

- بند تحكيمي – تحكيم دولي – عدم اشتراط القانون تضمين البند التحكيمي الدولي تعيين المحكمين أو بيان طريقة تعيينهم – خلاف حول تعيين المحكم – حق الفريق الأكثر عجلة بمطالبة رئيس الغرفة الإبتدائيّة اتخاذ القرار بتعيين المحكم – ردّ الإدلاءات المخالفة – قرار بتعيين محكم.

ان قاعدة تعيين المحكمين في اتفاقية التحكيم في النطاق الدولي تتعارض كلياً مع قاعدة تعيينهم في اتفاقية التحكيم في النطاق الداخلي كون القانون ينص على ان تشتمل اتفاقية التحكيم الداخلي، تحت طائلة البطلان، على تعيين المحكمين أو على بيان الطريقة التي يعيّنون بها، بينما الأمر مختلف في اتفاقية التحكيم الدولي حيث تعتبر صحيحة ونافذة ولو لم تتضمن تعييناً لمحكمين او تحديداً لطريقة تعيينهم اذ يُكتفى ان يتم اظهار نية وإرادة المتعاقدين فيها بأن يُفصل النزاع الذي ينشأ في المستقبل عن العقد الأساسي المبرم بينهم بواسطة محكمين.

بناءً عليه،

ولدى المذاكرة:

حيث ان المستدعية تطلب تعيين محكم بالاستناد الى البند التحكيمي الوارد في المادة الثامنة عشرة من عقد شركة المحاصة المبرم بتاريخ ٢٠٠٦/٣/٢٨ بينها وبين المستدعى ضدها السيدة حياة حسن عباس شربتلي؛

وحيث ان البند التحكيمي الواردة في المادة الثامنة عشرة من عقد شركة المحاصة المبرم بين الطرفين نص على ما يلي: "كل نزاع يطرأ بين الفريقين يتم حله بواسطة التحكيم المطلق. ان المحكم المطلق يتم تعيينه من قبل الفريقين ويكون قراره مستنداً للانصاف والعدالة ونهائياً وغير قابل لأي طريق من طرق الطعن أو الابطال"؛

وحيث انه من ناحية أولى، فإن المستدعى ضدها تطلب رد طلب تعيين المحكم لعدم الاختصاص المكاني لرئيس الغرفة الابتدائية في بيروت للبت بهذا الطلب وفقاً لأحكام المادة ٩٧ أ.م.م. وما يليها، كون محل إقامتها هو في مدينة جدة في المملكة العربية السعودية، إضافة الى ان موضوع تنفيذ العقد المتضمن البند التحكيمي هو أيضاً في مدينة جدة وذلك وفقاً لأحكام المادة ٩٧ أ.م.م. المذكورة وما يليها نظراً لأنه لا نصاً خاصاً يتعلق بالصلاحية في الباب المتعلق بالتحكيم في قانون أصول المحاكمات المدنية اللبناني؛

وحيث ان المستدعية تدلي من جهتها بأن عقد شركة المحاصة وملحقه التعديلي قد تم توقيعهما وإبرامهما في بيروت، إلا انه بخلاف ما تدلي بــه المــستدعية فمــن مراجعة هذين العقدين يتبين انهما لم يتضمنا أية إشــارة الى ذلك أو الى أي مكان آخر جرى إبرامهما فيه؛

وحيث انه من مراجعة المادة الثالثة والمــادة الثالثــة عشرة من عقد شركة المحاصــة، واللتــين بقيتــا دون تعديل، يتبين ان الأولى منهما قد نصت على مــا يلــي: "تعهد الفريق الأول بتقديم محلــه الكــائن فــي شــارع البساتين في مدينة جدة في المملكة العربية السعودية كي يكون مركزاً لممارسة نشاط وأعمال الشركة"، فيمــا ان المادة الثانية منهما نصت على ما يلي: "حدد موضــوع الشركة بما يلي: – تحضير وبيع علب الافراح، تحضير وبيع الهدايا على أشكالها، ... تنظيم حفلات الأعــراس والمناسبات في لبنان والخارج"؛

وحيث ان موضوع الخلاف، أي العمليــة المتنــازع بشأنها والتي يتعلق بها التحكيم، تتعلق بأكثر مــن بلــد (لبنان والمملكة العربية السعودية)، فإن التحكــيم الــذي يختص بها يعتبر تحكيماً دولياً بمفهوم المادة ٨٠٩ أ.م.م. كونها تتناول انتقالاً لأعيان أو خدمات أو دفعاً لأمــوال عبر الحدود؛

وحيث ان المسألة المطروحة تبقى في تحديد مــدى اختصاص رئيس الغرفة الابتدائية فــي بيــروت للبــت بطلب تعيين المحكم بالاستناد الى البند التحكيمي المشار اليه أعلاه؛

وحيث ان هذه المسألة تتعلق بالاختــصاص الــدولي للقضاء اللبناني Compétence internationale (رئــيس الغرفة الابتدائية في بيروت) للبت بطلب تعيين المحكــم إعمالاً للبند التحكيمي المذكور أعلاه؛

وحيث ان ربط هذا الاختصاص يستند الــى وجــود صلة للتحكيم موضوع البند التحكيمي المنوّه عنه تتعلــق بأحد اللبنانيين أو بمصالح اقتصادية كائنة في لبنان؛

يراجع بهذا الشأن:

a) Compétence internationale du juge...

838. – L'exigence d'un lien entre l'arbitrage international et la France a été unanimement approuvée par les commentateurs de la réforme (133) ; elle est une sage autolimitation de la compétence internationale du juge français. Ce dernier, en effet, ne saurait prêter son concours à la mise en place de n'importe quel arbitrage international, s'il n'intéresse en aucune façon l'ordre juridique ou les intérêts économiques français...

(133) B. Goldman, Rev. arb., 1981. 469, spéc. P. 473 ; Bellet et Mezger, Rev. crit. DIP. 1981. 611, spéc. P. 623 ; P. Level, jcp. éd. CI, 1981, no 9899 ; Ph. Fouchard JDI, 1982. 374, spéc. p. 387.

Fouchard, Gaillard, Goldman ; Traité de l'arbitrage commercial international, Delta, P. 502.

- Cass. civ, 1er fev. 2005, j c p E 2005, 2 – 447 note G. Kessler p. 476.

"L'impossibilité pour une partie d'accéder au juge, fut – il arbitral, chargé de statuer sur sa prétention, à l'exclusion de toute juridiction étatique, et d'exercer ainsi un droit qui relève de l'ordre public international consacré par les principes de l'arbitrage international et l'article 6.1, de la convention européenne des droits de l'homme, constitue un déni de justice qui fonde la compétence internationale du président du tribunal de grande instance de Paris, dans la mission d'assistance et de coopération du juge étatique à la constitution d'un tribunal arbitral, dès lors qu'il existe un rattachement avec la France.

وحيث انه طالما من الواضح انه من ضمن موضوع عقد الشركة تنظيم حفلات الأعراس والمناســبات فــي لبنان والخارج، فإن هذا الأمر من شأنه أن يجعل وجود صلة للتحكيم موضوع البند المنصوص عنه في المــادة ١٨ من العقد المذكور تؤدي الى ارتباطه بمصالح كائنة في لبنان، مما يجعل بالتالي القضاء اللبنــاني – رئــيس الغرفة الابتدائية في بيروت – مختصاً للبت بطلب تعيين المحكم عملاً بالمادة ٨١٠ أ.م.م.؛

وحيث انه تأسيساً على ما تقدم، يقتــضي رد الــدفع بعدم الاختصاص؛

وحيث انه من ناحية ثانية، فان المــستدعى ضــدها تطلب رد طلب تعيين المحكم لبطلان البنــد التحكيمــي، كونه لم يتضمن لا تعيين المحكم بشخصه أو بصفاته كما لم يبين الطريقة التي يتم تعيينه بها، بل انه اكتفى بــذكر ان المحكم يعين بالاتفاق؛

وحيث انه في ضوء ما جرى بيانه آنفاً، لجهة اعتبار ان التحكيم المنّوه عنه هو تحكيم دولي بمفهوم المادة ٨٠٩ أ.م.م. وما يليها، فانه يقتضي تطبيق المادة ٨١٠ وما يليها بشأن طلب تعيين المحكم؛

وحيث ان المادة ١/٨١٠ أ.م.م. نصت على انه "يجوز ان يعين في اتفاقية التحكيم، مباشرة أو بالاحالة الى نظام التحكيم المحكم أو المحكمون أو ان تحدد فيها طريقة تعيين هؤلاء"،

وحيث انه يتبين من مقارنة نص هذه المادة مع نص المادتين ٢/٧٦٣ و٢/٧٦٦، ان قاعدة تعيين المحكمين في اتفاقية التحكيم في النطاق الدولي تتعارض كلياً مع قاعدة تعيينهم في اتفاقية التحكيم في النطاق الداخلي، ذلك ان هاتين المادتين توجبان ان تشتمل اتفاقية التحكيم الداخلي تحت طائلة البطلان على تعيين المحكمين أو على بيان الطريقة التي يعينون بها، بينما تقتصر المادة ١/٨١٠ على ان تجيز تعيين المحكمين أو تحديد طريقة تعيينهم في اتفاقية التحكيم الدولي، ومن ثم فان الحد الأدنى من البيانات المطلوب توافره في اتفاقية التحكيم الداخلي لكي تعتبر اتفاقية صحيحة ونافذة، ليس مطلوباً في اتفاقية التحكيم الدولي، بحيث تعتبر هذه الاتفاقية الأخيرة صحيحة ولو لم تتضمن تعييناً لمحكمين أو تحديداً لطريقة تعيينهم، بل اذا اقتصرت على اظهار ارادة المتعاقدين بأن يفصل النزاع الذي ينشأ في المستقبل عن العقد الأساسي المبرم بينهم بواسطة محكمين؛

وحيث ان هذا التفسير يتأكد بما تنص عليه الفقرة ٢ من المادة ٨١٠، إذ يتضمن هذا النص بالنسبة الى التحكيم الدولي الحاصل في لبنان أو الخاضع باتفاق الطرفين لقانون اصول المحاكمات اللبناني، جواز الطلب الى رئيس الغرفة الابتدائية في مكان التحكيم (اذا كان حاصلاً في لبنان) أو الى رئيس الغرفة الابتدائية في بيروت (اذا كان التحكيم حاصلاً في الخارج)، بأن يقرر تعيين المحكمين؛

وحيث ان هذه المؤازرة التي تطلب من رئيس الغرفة الابتدائية لأجل تعيين المحكمين غير متوقفة على توافر حد ادنى من البيانات في اتفاقية التحكيم الدولي بالنسبة الى طريقة تعيين المحكمين، اذ ان المادة ٨١٠ لا تشتمل، فيما يتعلق بهذه الاتفاقية، على اشتراط البيانات المطلوبة في اتفاقية التحكيم الداخلي بالمادتين ٧٦٣ و ٧٦٤ أ.م.م.؛

وحيث انه يمكن القول من ثم ان ما تنص عليه الفقرة ٢ من المادة ٧٦٤ أ.م. لجهة سلطة رئيس الغرفة الابتدائية بأن يرفض تعيين المحكمين في الحالة التي يرى فيها ان البند التحكيمي غير كاف كي يتيح هذا التعيين، لا ينطبق في مجال التحكيم الدّولي؛

يراجع: د. ادوار عيد، موسوعة اصول المحاكمات، جزء ١٢، ص ٥٣ وما يليها.

وحيث انه تظهر من خلال ذلك فائدة المادة ٢/٨١٠، اذ انها تتيح عملياً لجميع عمليات التحكيم الدولية التي لها علاقة مع لبنان ان تتم أياً كانت النواقص التي تشوب الاتفاق التحكيمي أو ارادة احد الأطراف بالنسبة الى تعيين المحكم؛

وحيث انه بالنظر لكون التحكيم هو تحكيم دولي فان المادة ٨١٠ أ.م. بخلاف المادة ٢/٧٦٣ أ.م.، ووفقاً لما جرى بيانه آنفاً، لم توجب ان يشتمل البند التحكيمي على تعيين المحكم أو المحكمين أو على بيان الطريقة التي يعين بها هؤلاء؛

وحيث انه وفقاً لما جرى بيانه، فان المادة ٢/٨١٠ أ.م. اجازت للفريق الأكثر عجلة بأن يطلب من رئيس الغرفة الابتدائية تعيين المحكم في حال نشوء صعوبات متعلقة بتعيينه مهما تكن اسبابها (عزل، رد، وفاة أو رفض الطرف الآخر الاشتراك بتسمية المحكم...)، بحيث ان التحقق من وجود هذه الصعوبات يكون كافياً بحد ذاته لتبرير تدخل رئيس الغرفة الابتدائية لتعيين المحكم، وان هذا الأمر يبرر بحق كل طرف في نزاع معين باللجوء الى القاضي (قاضٍ أو محكم) لحل هذا النزاع، وهو يتعلق بالمبادئ القانونية العامة التي كرست حق التقاضي الذي هو من الحقوق الأساسية للأفراد في المجتمع.

يراجع بهذا الشأن:

- Nasri DIAB; le droit fondamental à la justice L.G.D.J. 2005, p. 21 et s.

وحيث انه تأسيساً على كل ما تقدم يقتضي رد كافة ما أدلت به المستدعى ضدها حول بطلان البند التحكيمي وعدم كفايته لتعيين المحكم؛

وحيث انه بالتالي وإعمالاً لمضمون عقد شركة المحاصة المتضمن البند التحكيمي في المادة الثامنة عشرة عنه، وبالإستناد الى أحكام المادة ٨١٠ أ.م.م. يتعين اجابة طلب المستدعية.

لذلك،

يقرر:

تعيين رئيس محكمة التمييز سابقاً القاضي المتقاعد الرئيس م. م. محكماً في النزاع العالق بين المستدعية السيدة منى صفا والمستدعى ضدها السيدة حياة شربتلي، وذلك إعمالاً للبند التحكيمي الوارد في عقد شركة المحاصة وملحقه الموقعين من قبلهما وفقاً لما ورد في متن هذا القرار، وإبلاغ ذلك ممن يلزم.



قاضي الامور المستعجلة في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة زلفا الحسن

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٢/٢٣

لينا هاني ورفيقتها/ روز ماري وجوسلين رميا

- قضاء مستعجل – دعوى ترمي الى ازالة خزان غاز وتوربين موتور عن سطح بناء – دفع بعدم صفة الجهة المدعية – الصفة امام القضاء المستعجل هي غير الصفة امام محاكم الاساس – يكفي ان تتوفر من حيث الظاهر دون التعمق في اساس النزاع – ثبوت إشغال المدعيتين للطابق الثالث والأخير من البناء الكائن على سطحه الخزان المشكو منه – لا حاجة لأن تكون الأخيرتان مالكتين في البناء أو في القسم المشترك – مجرد ذلك الاشغال يجعل صفتهما متوافرة لتقديم الدعوى الراهنة – رد الدفع المدلى به لهذه الجهة.

- دفع بعدم اختصاص القضاء المستعجل بسبب عدم توفر عنصري العجلة وعدم التصدي للأساس – دعوى مقدمة سنداً للفقرة الثانية من المادة ٥٧٩ أ.م.م. – الشرط الوحيد المفروض بمقتضى هذه الفقرة هو توفر التعدي الواضح والأكيد وغير الملتبس على حقوق الجهة المدعية – لا يشترط توفر العجلة وعدم التصدي للاساس – رد الادلاءات المخالفة.

- دفع بعدم صفة المدعى عليهما للإدعاء بوجههما – ثبوت استئجار المقرر ادخاله للطابق الارضي من المدعى عليهما اللتين سمحتا له بوضع الخزان على السطح – صفة ظاهرية متوفرة للادعاء بوجههما بشأن ذلك الخزان الموجود بموافقتهما على سطح البناء الذي تملكانه – رد الدفع المدلى به لهذه الناحية.

- تقرير خبير مستوف شروطه القانونية والفنية الكافية – وجود الخزان بحد ذاته على السطح لا يشكل ضرراً حاصلاً للجهة المدعية – وجوب تفادي أي ضرر مستقبل من وجوده وجعله متوافقاً مع القوانين المرعية الاجراء للحؤول دون حصول أي خطر على السلامة العامة – وضع ذلك الخزان وتجهيزه بشكل يراعي الأحكام القانونية لا يشكل أي اعاقة لتنفيذ رخصة الاستثمار المعطاة للمقرر ادخاله بل تكريساً لها – اختصاص قاضي العجلة لرفع التعدي الواضح على الحقوق والاوضاع المشروعة ومنع الضرر لهذه الناحية – رد ادلاءات المقرر ادخاله بعدم الاختصاص الوظيفي.

- سلطة قاضي الامور المستعجلة في تحوير المطالب بشكل يجعلها متناسبة مع الغاية المرجوة منها – الزام المقرر ادخاله والمدعى عليهما بالتكافل والتضامن بنقل خزان الغاز المشكو منه الى مكان آخر على السطح يستوفي قدر المستطاع المسافات القانونية وبتجهيزه بكل ما يلزم لجعله متوافقاً مع القوانين المرعية الاجراء وفقاً لما ورد في تقرير الخبير – فرض غرامة اكراهية عن كل يوم تأخير في التنفيذ.

بناءً عليه،

١ – في طلب الادخال:

حيث تطلب المدعى عليهما ادخال السيد جورج فرح في المحاكمة كونه صاحب المطعم المستأجر في الطابق الارضي، والذي قام بتركيب خزان الغاز موضوع النزاع على السطح، وذلك لتوجيه المطالب بوجهه.

وحيث ان المطلوب ادخاله يطلب قبول ادخاله في النزاع الراهن بسبب توفر الشروط القانونية اللازمة لذلك.

وحيث من الثابت في الملف ان المطلوب ادخاله هو صاحب المطعم الكائن في الطابق الارضي من البناء

القائم على العقار رقم ٤٠٠ الرميل، وانه هو من قام بتركيب الخزان المشكو منه على سطح هذا البناء، مما يجعل للمدعى عليهما المصلحة اللازمة لطلب ادخاله، اضافة الى تلازم طلب الادخال مع الطلبٍ الاصلي، الأمر الذي يقتضي قبول طلب الادخال شكلاً.

٢ – في مضمون النزاع:

حيث تطلب المدعيتان الزام المدعى عليهما والمطلوب ادخاله بازالة خزان الغاز وتوربين الموتور المركزين على سطح البناء بموجب قرار نافذ على أصله، وتدليان بأن المقرر ادخاله بالتواطؤ مع المدعى عليهما قام بتركيب خزان غاز سعة ٥٠٠ كغ وتوربين موتور لسحب الدخانٍ والروائح على سطح البناء فوق سقف مأجورهما تماماً.

وحيث تطلب المدعى عليهما رد الدعوى لعدم صفة المدعيتين للادعاء لانعدام أي علاقة لهما بسطح البناء، لان العقار غير مفرز ولانهما مستأجرتان وليستا مالكتين، واستطراداً اخراج المدعى عليهما من الدعوى لانعدام صفتهما وادخال مستأجر المحلينِ في الطابق الارضي السيد جورج فرح، واستطراداً ردّ الدعوى لعدم اختصاص قاضي العجلةِ ولانعدام أي تعد سنداً للمادة ٥٧٩ أ.م.م.، واستطراداً ابعد وابعد رد الدعوى لانتفاء أي خطر على السلامة العامة.

وحيث يطلب المقرر ادخاله رد الدعوى لعدم صفة المدعيتين للادعاء ولعدم علاقتهما بسطح البناء حيث الخزان موضوع النزاع، وهو ملك المالكتين لان البناء غير مفرز، اللتين وافقتا على تركيبه، واستطراداً رد الدعوى لعدم اختصاص القضاء المستعجل الوظيفي لان التعرض لعناصر استثمار المؤسسة التجارية ومنها خزان الغاز على السطح وتوابعه هو تعرض لتنفيذ القرارات الادارية بالتراخيص المعطاة للمطلوب ادخاله ويدخل أمر البت به للقضاء الاداري، واستطراداً أيضاً رد الدعوى لعدم اختصاص القضاء المستعجل بسبب عدم توفر عنصري العجلة وعدم التصدي للاساس لا سيما وان الخزان مستوف للشروط الفنية ولا يوجد أي خطر منه، واستطراداً أبعَد اعلان عدم اختصاص القضاء المستعجِل لعدم وجود تعد واضح غير منازع فيه، واستطراداً كلياً تعيين خبيرٍ جديد موثوق يقوم بعد تقرير ادخال المستأجر وبعد دعوته حسب الاصول من قبل الخبير لابداء ملاحظاته.

وحيث ومن جهة أولى، وبالنسبة للدفع بعدم صفة المدعيتين، فان الصفة أمام القضاء المستعجل هي غيرها الصفة أمام محاكم الاساس، اذ ينظر اليها من حيث الظاهر ويُكتفى ان تتوفر من حيث الظاهر دون التعمق في أساس النزاع.

وحيث من الثابت في الملف ان المدعيتين تشغلان الطابق الثالث والأخير من البناء القائم على العقار رقم ٤٠٠ الرميل، وان الخزان المشكو منه موجود على سطح البناء فوق مأجورهما.

وحيث ان هذا الواقع يعطي المدعيتين الصفة القانونية اللازمة للادعاء بشأن طلب رفع التعدي المزعوم الناتج عن وجود الخزان المذكور، ولا حاجة لان تكونا مالكتين في البناء أو في القسم المشترك، كما ان مجرد اشغالهما للطابق الأخير من البناء يجعل صفتهما متوفرة لتقديم الدعوى الراهنة.

وحيث وتبعاً لذلك يكون الدفع المثار من المدعى عليهما والمقرر ادخاله لهذه الناحية مستوجباً الرد.

وحيث ومن جهة ثانية، وعملاً بالفقرة الثانية من المادة ٥٧٩ أ.م.م. يختص قاضي الأمور المستعجلة في اتخاذ التدابير الآيلة الى ازالة التعدي الواضح على الحقوق والأوضاع المشروعة.

وحيث ان الشرط الوحيد المفروض بمقتضى هذه الفقرة هو توفر التعدي الواضح والاكيد وغير الملتبس على حقوق المدعي، ولا يشترطِ توفر العجلة وعدم التصدي للاساس الداخلين اصلاً في مفهوم التعدي الواضح، الأمر الذي يقتضي رد ادلاءات المدعى عليهما والمقرر ادخاله المخالفة.

وحيث وبالعودة الى ظاهر المستندات المبرزة في الملف الراهن والى مجمل المعطيات المتوفرة فيه، لا سيما تقرير الخبير الذي ترى المحكمة انه جاء مستوفياً شروطه القانونية والفنية كافة، واقواله أثناء استيضاحه من قبل المحكمة، يتبين:

* ان المقرر ادخاله قام بوضع خزان الغاز والتوربين موضوع النزاع لخدمة مطعمه على سطح البناء، وذلك لتشغيل الفرن في المطعم، وان شركة نات غاز قامت بتركيب الخزان.

* انه لا يوجد ضرر قائم لاحق بالمدعيتين من وجود الخزان والتوربين، انما هذا الضرر ممكن ومستمد من امكانية وقوع حادث ما لخزان الغاز بسبب وجوده على السطح فوق شقة المدعيتين، الا انه محدود، وانه لا يوجد أي تعدٍ على القسم المشترك.

* ان الخزان موضوع النزاع يدخل ضمن الفئة الثالثة من تخزين الغاز، وانه يقتضي ووفقاً للمرسوم رقم ٥٥٠٩ تاريخ ١٩٩٤/٨/١١ ان يبعد على الاقل ثلاثة أمتار عن حدود السطح، وسبعة أمتار ونصف عن البناء السكني المجاور، وعشرة أمتار عن أي فتحة أو نافذة من البناء عينه، على أن يبقى على مسافة كافية من الغرف المأهولة على السطح، اضافة الى تأمين وسائل مكافحة الحريق المذكورة في الصفحة ٤ من تقرير الخبير، وتأمين تعبئة الغاز عبر أنبوب من الفولاذ ثابت وخارجي وفقاً لما ذكره الخبير في الصفحة نفسها من تقريره.

* ان سطح البناء هو المكان الأفضل لوضع الخزان والتوربين، على أن يتم تأمين الشروط القانونية والفنية اللازمة.

* ان مدير المطعم العائد للمقرر ادخاله السيد مازن قاسم كان حاضراً جلسة الخبرة وقد وقع على محضر الخبرة.

* ان المقرر ادخاله استحصل على رخصة استثمار لمطعمه من المرجع المختص وزارة السياحة، وقد ورد فيها عبارة "على أن يتقيد بالقوانين والانظمة المرعية الاجراء".

وحيث وبالنسبة لادلاء المدعى عليهما بعدم صفتهما للادعاء بوجههما لان واضع الخزان هو المقرر ادخاله، فانه من الثابت في الملف ان المقرر ادخاله مستأجر للطابق الارضي من المدعى عليهما اللتين سمحتا له بوضعه على السطح، ولأنه تتم تعبئة الغاز بواسطة أنبوب مطاطي من الشاحنة الى السطح، مما يجعل صفتهما الظاهرية متوفرة للادعاء بوجههما بشأن الخزان الموجود على سطح البناء الذي تملكانه وبموافقتهما، ومما يقضي برد الدفع المثار من المدعى عليهما لهذه الناحية.

وحيث من البيّن وفي ضوء مجمل ما تقدم، ان السطح هو المكان الأفضل لوجود خزان الغاز، وان وجوده بحد ذاته لا يشكل ضرراً حاصلاً للمدعيتين، الا انه يقتضي تفادي أي ضرر مستقبلي من وجوده ومن تعبئته بالغاز بصورة غير فنية، وجعله متوافقاً مع القوانين المرعية الاجراء لا سيما المرسوم رقم ٩٤/٥٥٠٩، للحؤول دون حصول أي خطر على السلامة العامة.

وحيث ان وضع الخزان وتجهيزه بشكل يراعي أحكام المرسوم المذكور لا يشكل أي اعاقة لتنفيذ رخصة الاستثمار المعطاة للمقرر ادخاله بل تكريساً لها، ولا يشكل البت بأي مسألة ادارية داخلة في اختصاص القضاء الاداري، بل ذلك يدخل في صلب اختصاص قاضي العجلة لجهة الطلب منه اتخاذ تدبير لرفع التعدي الواضح على الحقوق والاوضاع المشروعة ومنع الضرر لهذه الناحية، الأمر الذي يقتضي رد ادلاءات المقرر ادخاله المتعلقة بعدم الاختصاص الوظيفي، لا سيما وان اجازة الاستثمار التي أبرزها مرهونة بتقيّده بالقوانين والانظمة المرعية الاجراء ومنها الشروط المتعلقة بتخزين الغاز.

وحيث وتبعاً لكل ما تقدم، يقتضي وعملاً بسلطة قاضي الامور المستعجلة في تحوير المطالب بشكل يجعلها متناسبة مع الغاية المرجوة منها، الزام المقرر ادخاله والمدعى عليهما بالتكافل والتضامن بنقل خزان الغاز الى مكان آخر على السطح يستوفي قدر المستطاع المسافات القانونية وفقاً للمرسوم رقم ٩٤/٥٥٠٩ وبتجهيزه بكل ما يلزم لتأمين شروط مكافحة الحريق وبتعبئة الغاز وفقاً لشروط المرسوم المذكور، وتحديداً وفقاً لما ورد في تقرير الخبير (الصفحات ٣ و٤ و٥) مع مراعاة المسكن المأهول على السطح، على ان يبدأوا بذلك في مهلة ثلاثة أيام من تاريخ ابلاغهم هذا القرار، تحت طائلة غرامة اكراهية قيمتها ١٥٠ ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في التنفيذ سنداً للمادة ٥٨٧ أ.م.م. بالتكافل والتضامن في ما بينهم.

وحيث يقتضي تكليف الخبير المهندس بسام أمان الدين بالاشراف على هذه الاعمال، على أن يقدم تقريراً فور انتهائها وعلى ان تسلف المدعيتان مبلغ ٢٥٠ ألف ل.ل. على حساب اتعابه.

وحيث يقتضي أخيراً رد سائر الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة، أما لعدم الجدوى وأما لكونها لقيت رداً ضمنياً في ما سبق بيانه.

لذلك،

يقرر:

١ – قبول طلب الادخال شكلاً.

٢ – رد الدفع بعدم صفة المدعيتين.

٣ – رد الدفع بعدم صفة المدعى عليهما.

٤ – رد الدفع بعدم الاختصاص الوظيفي.

٥ – الزام المقرر ادخاله والمدعى عليهما بالتكافل والتضامن بنقل خزان الغاز الى مكان آخر على السطح

يستوفي قدر المستطاع المسافات القانونية وفقاً للمرسوم رقم ٩٤/٥٥٠٩ وبتجهيزه بكل ما يلزم لتأمين شروط مكافحة الحريق وبتعبئة الغاز وفقاً لشروط المرسوم المذكور، وتحديداً وفقاً لما ورد في تقرير الخبير (الصفحات ٣ و٤ و٥) مع مراعاة المسكن المأهول على السطح، على أن يبدأوا بذلك في مهلة ثلاثة أيام من تاريخ ابلاغهم هذا القرار، تحت طائلة غرامة اكراهية قيمتها ١٥٠ ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في التنفيذ بالتكافل والتضامن في ما بينهم.

٦ – تكليف الخبير المهندس بسام أمان الدين بالاشراف على هذه الاعمال، على أن يقدم تقريراً فور انتهائها وعلى ان تسلف المدعيتان مبلغ ٢٥٠ الف ل.ل. على حساب اتعابه.

٧ – رد سائر الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة.

٨ – تضمين المدعى عليهما والمقرر ادخاله الرسوم والنفقات القانونية.

قراراً معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

❖ ❖ ❖

قاضي الامور المستعجلة في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة زلفا الحسن

القرار: رقم ٥٣٥ تاريخ ٢٠١٠/٦/١٧

بنك سوسيته جنرال في لبنان ش.م.ل./ الشركة اللبنانية للإعلام ش.م.ل.

- عجلة – أمر على عريضة – غرامة اكراهية – طلب تصفيتها.

- أمر على عريضة قضى بمنع عرض نشرة دعائية وفقرة من برنامج تلفزيوني تحت طائلة غرامة اكراهية عن كل مخالفة – ادعاء بمخالفة الأمر على عريضة – طلب تصفية الغرامة الاكراهية.

- اختصاص – دفع بعدم الاختصاص المكاني – اعتبار المحكمة التي أصدرت الأمر على العريضة المقترن بالغرامة الإكراهية هي المختصة مكانياً للبت بطلب تصفيتها مؤقتاً – شركة مساهمة لبنانية مسجلة في السجل التجاري في بيروت – وجود مركزها الرئيسي في بيروت – اعتبار قاضي الامور المستعجلة في بيروت هو المختص مكانياً للبت بطلب تصفية الغرامة الإكراهية.

- دفع بعدم الاختصاص النوعي – غرامة اكراهية – صلاحية قاضي الأمور المستعجلة بفرضها على الخصم الذي يمتنع عن تنفيذ قراره، كما له ان يصفيها بصفة مؤقتة – المادة ٥٨٧ أ.م.م. – عدم اشتراط توفر عنصري العجلة وعدم التصدي للأساس.

- طلب تصفية غرامة اكراهية مقررة بصورة مؤقتة – ادلاء بمخالفة قرار قضائي بمنع بث نشرة اعلانية وفقرة من برنامج تلفزيوني على شاشة تلفزيونية – ثبوت صدور قرار المنع بالبث على شاشة تلفزيونية محددة (OTV) – عدم تحديد أي موقع آخر لمنع البث – ثبوت تنفيذ المدعى عليها للقرار القضائي لجهة عدم بث الفقرة الممنوعة في اطار البرنامج الذي جرى الاعلان عنه لا في موعده ولا في موعد لاحق – عدم اشارة القرار الى منع البث في سياق آخر على شاشة الـ (OTV) سواء خلال نشرات الأخبار أو على أي موقع الكتروني – حصر منع البث ضمن برنامج محدد – عدم مخالفة المحطة التلفزيونية قرار المنع – رد الدعوى.

بناءً عليه،

١ – في الدفع بعدم الاختصاص المكاني:

حيث تطلب المدعى عليها رد الدعوى شكلاً لانتفاء الصلاحية المكانية، مدلية بأن مركزها الوحيد الذي تمارس فيه أعمالها هو في الدكوانة، وان الكاتب انتقل لتنفيذ القرار في هذه المنطقة، وان المركز المتخذ في بيروت هو فقط لاتمام اجراءات التسجيل، وان الاختصاص يعود لمكان تنفيذ القرار.

وحيث يطلب المعترض بوجهه اعتبار المحكمة مختصة مكانياً سنداً للمادة ١٠٢ أ.م.م. لأن الاضرار الناتجة عن الشريط الترويجي تحققت في كل الاراضي اللبنانية، لا سيما بيروت، وان المعترضة شركة مساهمة مسجلة في السجل التجاري في بيروت ومركزها

الرئيسي في بيروت، وان النص الذي يعطي الاختصاص لقاضي العجلة الذي نشأ في دائرته موضوع الدعوى المستعجلة ليس الزامياً.

وحيث ومن جهة أولى، من المسلّم به قانوناً ان محكمة الامور المستعجلة المختصة مكانياً لتصفية الغرامة الاكراهية المحددة في متن الأمر على العريضة، هي المحكمة التي أصدرت الأمر على العريضة المقترن بالغرامة الاكراهية المذكورة، مما يجعل المحكمة الراهنة التي صدر القرار تاريخ ٢٠١٠/٣/٥ عنها والمقترن بالغرامة الاكراهية هي المختصة مكانياً للبت بطلب تصفية هذه الغرامة مؤقتاً بمفهوم المادة ٥٨٧ أ.م.م.

وحيث ومن جهة ثانية وفضلاً عن ذلك، وعملاً بنص المادة ٥٨٠ أ.م.م. ان قاضي الامور المستعجلة المختص مكانياً هو القاضي المنفرد الذي يدخل أساس النزاع في اختصاصه أو في اختصاص الغرفة الابتدائية أو أي محكمة أخرى يكون في دائرتها، أو القاضي المنفرد الذي نشأ في دائرته موضوع الدعوى المستعجلة.

وحيث وعملاً بنص المادة ١٠١ أ.م.م. في الدعاوى المتعلقة بالشخص المعنوي يكون الاختصاص المكاني للمحكمة التي يقع في دائرتها مركزه الرئيسي سواء أكانت الدعوى على الشخص المعنوي أم منه على أحد أفراده أو من أحد أفراده على الآخر.

وحيث من الثابت في الملف ان الشركة المدعى عليها هي شركة مساهمة لبنانية مسجلة في السجل التجاري في بيروت، وان مركزها الرئيسي وفقاً لما ورد في الاذاعة التجارية المبرزة هو في بيروت.

وحيث يكون تبعاً لذلك قاضي الامور المستعجلة في بيروت (أي المحكمة الراهنة) مختصاً للبت بطلب تصفية الغرامة الاكراهية المقدم من المدعي.

وحيث لا يعتد في هذا السياق بادلاءات المدعى عليها لجهة ان مركزها الفعلي يقع في قضاء المتن الشمالي، لان ظاهر الحال والمستندات تشير الى ان مركز الشركة الرئيسي هو في بيروت، وانه لم يتم تعديل ذلك وفقاً للاصول في أمانة السجل التجاري في بيروت، ومن الممكن أن يكون مكان البث الفعلي في منطقة الدكوانة، انما المركز الرئيسي موجود في بيروت، وفقاً لقيود السجل التجاري التي تهدف الى اعلام الغير عن أية معلومات تخص هذه الشركة.

وحيث طالما ان قاضي الأمور المستعجلة في بيروت مختص مكانياً لاتخاذ القرار المعترض عليه، وان هذا القرار صدر، يكون تنفيذه من اختصاص كاتب المحكمة التابع له، أينما كان محل التنفيذ ولو كان خارج بيروت، وعند مصادفته لأي مشكلة أثناء التنفيذ، يقوم بمراجعة القاضي الذي أصدر القرار لأخذ توجيهاته عند الاقتضاء، الأمر الذي يقتضي رد ادلاءات المدعى عليها المخالفة.

وحيث يكون تبعاً لذلك الدفع المثار من المدعى عليها لهذه الناحية مستوجباً الرد.

٢ – في الدفع بعدم الاختصاص النوعي وفي مضمون النزاع:

حيث يطلب المدعي اصدار القرار وعملاً بالمادة ٥٨٧ أ.م.م. بتصفية الغرامة الاكراهية المحددة في الأمر على العريضة تاريخ ٢٠١٠/٣/٥ رقم ٢٠١٠/٢٦٣، بحيث لا تقل عن ١,٦٥٠,٠٠٠,٠٠٠ ل.ل.، وتدوين احتفاظ المدعي بكامل حقوقه لأي جهة كانت لا سيما بحق اجراء الملاحقة الجزائية المترتبة على مخالفة قرار قضائي والمطالبة بالتعويضات المترتبة، ويطلب بشكل اضافي تصفية الغرامة الاكراهية بمبلغ ٢,٦٥٠,٠٠٠,٠٠٠ ل.ل.، لأن المدعى عليها ومنذ ابلاغها الدعوى راحت تروّج للفقرة الممنوعة عبر الأخبار وعبر موقع Youtube لنفي المسؤولية عنها، وازداد عدد زوار الموقع الى ٨٢٦٠ زائراً حتى تاريخ ٢٠١٠/٤/١٢، ويدلي بأن المدعى عليها بثت التقرير الذي يحتوي هذه الفقرة ثلاث مرات على الأقل ويتوجب بذمتها مبلغ ١٥٠ مليون ل.ل.، وكذلك بثته عبر الموقع الالكتروني لمدة تزيد على يومين ويتوجب بذمتها مبلغ لا يقل عن ٥٠٠ مليون ل.ل.، كما انها بثّت الفقرة على موقع Youtube وقد بلغ عدد الزائرين ٣٤١٢ في هذا الموقع حتى تاريخ ٢٠١٠/٣/١٢ أي ان المبلغ المتوجب بذمتها يبلغ ١٧٠,٦٠٠,٠٠٠,٠٠٠ ل.ل.، وانه كان يقتضي على المدعى عليها أن تلتزم بتحقيق الغاية المتوخاة من قرار المنع.

وحيث تطلب المدعى عليها رد الدعوى شكلاً لانتفاء صلاحية قاضي العجلة للنظر بها كونها تتصدى لاساس الحق ولعدم وجود عجلة، وردها أساسا لمخالفتها الواقع والقانون، وتدلي بأن التنفيذ قد حصل فعلاً ولا مجال للطلب من قاضي العجلة تصفية الغرامة، ويمكن للمدعي مراجعة قاضي الاساس للمنازعة بصحة التنفيذ، وانها غير مسؤولة عن قيام مؤسسات اعلامية أخرى ببث

الاعلان وان ذلك يخرج عن اختصاص قاضي العجلة، وان التصفية هنا نهائية وتعود لمحكمة الأساس، وان المدعي لم يثبت ان المدعى عليها لم تنفذ القرار، وانه لم تحصل أي مخالفة للقرار بأي شكل من الاشكال، وانها غير مسؤولة عن فعل أشخاص آخرين أو مؤسسات أخرى، واستطراداً انه يقتضي رد الدعوى لان المنع يتعلق بالـ OTV وحدها وبشاشة هذا التلفزيون وحدها.

وحيث ومن جهة أولى ان الطلب الاضافي مستوف لشروطه الشكلية ومتلازم مع الطلب الأصلي، الأمر الذي يقتضي قبوله شكلاً.

وحيث ومن جهة ثانية، وعملاً بنص المادة ٥٨٧ أ.م.م.، لقاضي الأمور المستعجلة ان يأمر بفرض غرامة اكراهية على الخصم الذي يمتنع عن تنفيذ قراره، كما له ان يصفيها بصفة مؤقتة.

وحيث يؤخذ بنص هذه المادة معطوفة على المادة ٥٦٩ أ.م.م.، التي تنص على انه يجوز للمحاكم، حتى من تلقاء نفسها، أن تقضي بالغرامة الإكراهية لضمان تنفيذ الأحكام الصادرة عنها، وتعتبر الغرامة الإكراهية متميزة عن بدل التعويض، وتكون مؤقتة أو نهائية وتعد في الأصل مؤقتة ما لم تصرح المحكمة بصفتها النهائية، وفي حال عدم التنفيذ الجزئي أو الكلي أو التأخير في التنفيذ، تعمد المحكمة التي قررت الغرامة الى تصفيتها، ولا يجوز للمحكمة تعديل مقدار الغرامة النهائية عند تصفيتها، ما لم يثبت أن عدم تنفيذ الحكم القضائي ناتج عن قوة قاهرة. إنما يجوز لها تعديل أو إلغاء الغرامة المؤقتة حتى في حال ثبوت عدم التنفيذ.

وحيث يختص قاضي الأمور المستعجلة وبمقتضى النصين المذكورين بتقرير الزام الفريق الصادر بحقه التدبير المستعجل بغرامة اكراهية، وذلك لضمان تنفيذ هذا التدبير وتحقيق الغاية المرجوة منه وهذا يستدل من كلمة "اكراهية" أي لاكراه المستدعى بوجهه على التنفيذ، كما انه يختص بتصفية الغرامة الاكراهية التي يقررها ضمانة لتنفيذ القرارات الصادرة عنه بصورة مؤقتة، وذلك في حال عدم التنفيذ الجزئي أو الكلي أو التأخير في التنفيذ، ويجوز له تعديل أو إلغاء الغرامة المؤقتة حتى في حال ثبوت عدم التنفيذ.

وحيث وبغض النظر عن مدى صحة ادلاءات المدعي أو عدمها ومدى ثبوت الدعوى، فان المحكمة الراهنة مختصة للبت بهذه الدعوى التي تندرج في اطار المادتين ٥٦٩ و٥٨٧ أ.م.م.، ولا يشترط في هذه الحالة توفر عنصري العجلة وعدم التصدي للاساس، الأمر الذي يقتضي رد ادلاءات المدعى عليها المخالفة.

وحيث يقتضي التثبت في هذا السياق من تخلّف المدعى عليها عن تنفيذ القرار الصادر عن هذه المحكمة بحقها بتاريخ ٢٠١٠/٣/٥، لجهة مدى امتناعها عن بث فقرة برنامج "اوفريرا" الممنوعة والنشرة الاعلانية لهذه الفقرة على شاشتها، تمهيداً للقول بمدى قانونية تصفية الغرامة الاكراهية بحقها مؤقتاً ومن مدى وجود مبرر لهذه التصفية المطلوبة.

وحيث يتبين ان الدعوى الراهنة ترمي الى تصفية الغرامة الاكراهية المقررة بصورة مؤقتة، وانها مسندة الى الزعم بمخالفة المدعى عليها للقرار الصادر بحقها بتاريخ ٢٠١٠/٣/٥ وعدم تنفيذه لغاية تاريخه.

وحيث ان الغرامة الاكراهية المحددة بموجب القرار المذكور والبالغة ٥٠ مليون ل.ل. هي غرامة تستحق عن كل مخالفة لهذا القرار، الذي قضى وسنداً للمادة ٦٠٤ أ.م.م. وحفظاً للحقوق ومنعاً للضرر بمنع بث النشرة الاعلانية على شاشة OTV المتعلقة بالفقرة من برنامج Ovrira التي تشير اليه وتطاله بعبارة Société anti-générale، ومنع بث الفقرة المذكورة من البرنامج المذكور سواء مساء الجمعة ٢٠١٠/٣/٥ أو في أي يوم آخر، وفي الحالتين تحت طائلة غرامة اكراهية قيمتها ٥٠ مليون ل.ل. عن كل مخالفة سنداً للمادة ٥٨٧ أ.م.م. (والفقرة المشار اليها هي الفتاة التي تلبس جوارب برتقالية التي يطلق النار عليها رئيس مجلس الادارة في Société anti-générale).

وحيث يتبين ان القرار المذكور كان يرمي الى منع بث فقرة البرنامج على شاشة تلفزيون OTV وهذا ما ورد في متنه صراحة، لا سيما وانه صدر استجابة لطلب المدعي بحمايته من التعدي عليه لهذه الناحية، والذي حدّد في طلبه انه يهدف الى منع المدعى عليها من بث الفقرة على شاشتها في برنامج Ovrira دون تحديد أي موقع آخر يهدف فيه الى حصول المنع، وان منع البث على شاشة الـ OTV جاء سواء يوم الجمعة أثناء عرض برنامج Ovrira أو في أي يوم آخر يعرض فيه هذا البرنامج، لان الموضوع كان متعلقاً بهذا البرنامج تحديداً وبتضمّنه فقرة تنطوي على التعرّض المعنوي للمصرف المدعي.

وحيث ان القرار المتخذ كان يهدف الى وقف بث الفقرة المشكو منها في برنامج Ovrira أي إلى حذفها من البرنامج، توصلاً لحماية المصرف من التعرض له ومن

ربطه كمؤسسة مصرفية ومالية بحادث اطلاق النار الذي حصل في مطعم White house، وقد ثبت في الملف ان المدعى عليها نفذت القرار لجهة عدم بث الفقرة الممنوعة من برنامج Ovrira وفي اطار هذا البرنامج، سواء يوم الجمعة في ٢٠١٠/٣/٥ أو في موعد لاحق لعرض البرنامج.

وحيث ان القرار لم يشر الى منع البث في سياق آخر على شاشة الـ OTV سواء خلال نشرات الأخبار أو على الموقع الالكتروني www.tayyar.org أو على موقع Youtube، ولم يكن ذلك مذكوراً في طلبات المدعي ولم تتم الاشارة اليه، وذلك بغض النظر عن مدى ثبوت بث الفقرة في نشرات الأخبار أو على هذين الموقعين، وعن مدى كون المدعى عليها هي التي قامت بنشرها فيهما، الأمر الذي يجعل ادلاءات الفريقين المتعلقة بهذه المسألة مستوجبة الرد، لا سيما وانه يقتضي العودة دائماً الى منطوق القرار تاريخ ٢٠١٠/٣/٥ والذي خلا من أي اشارة الى المواقع الالكترونية أو الى بث آخر خارج برنامج شاشة الـ OTV بل اقتصر فقط على حصر المنع ببرنامج Ovrira على شاشة التلفزيون المذكور أعلاه.

وحيث وتبعاً لعدم ثبوت عدم تنفيذ القرار تاريخ ٢٠١٠/٣/٥ بل في ضوء وجود تنفيذ له بسبب عدم عرضه على شاشة الـ OTV ضمن برنامج Ovrira على شاشة الـOTV، وفي ضوء ما ورد في نصي المادتين ٥٦٩ و٥٨٧ أ.م.م. وكيفية تطبيقهما من قبل القضاء المستعجل، تكون الدعوى مستوجبة الرد.

وحيث يقتضي أخيراً رد سائر الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة، اما لعدم الجدوى واما لكونها لقيت رداً ضمنياً في ما سبق بيانه، بما فيها طلبا فتح المحاكمة لعدم توفر شروط المادة ٥٠٠ أ.م.م. ولعدم وجود ما يبررهما في ضوء التعليل الوارد أعلاه، وطلب العطل والضرر لعدم توفر شروطه.

لذلك،

يقرر:

١ – رد الدفع بعدم الاختصاص المكاني.

٢ – رد الدفع بعدم الاختصاص النوعي.

٣ – قبول الطلب الاضافي شكلاً.

٤ – رد الدعوى بما فيها الطلب الاضافي.

٥ – رد طلبي فتح المحاكمة.

٦ – رد سائر الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة.

٧ – تضمين المدعي الرسوم النفقات القانونية.

قراراً معجل التنفيذ.



قاضي الامور المستعجلة في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيس نديم زوين

القرار: رقم ٢٠١ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٠

ايان غيروفيتش ورفيقته/ شركة يوركل ادفرتايزينغ ورفاقها

- قضاء مستعجل – مطالبة بسلفة وقتية – دفع بعدم الاختصاص المكاني – تعدّد المدعى عليهم – المادة ١٠٦ أ.م.م. – الاصل في تحديد المحكمة المختصة مكانياً هو محل اقامة أحد المدعى عليهم – لا يجوز في حال كان احدهم غير مقيم في لبنان ان تصبح محكمة محل اقامة المدعي هي المختصة – يكفي ان يكون محل اقامة احد المدعى عليهم معروفاً حتى يستبعد تطبيق المادة ١٠٦ المذكورة – اعتبار القاعدة المنصوص عليها في تلك المادة قاعدة احتياطية واستثنائية لا يعمل بها الا عندما يتعذر تحديد المحكمة المختصة من الناحية المكانية بالإستناد الى عناصر ربط الاختصاص المكاني المحددة في القانون – ثبوت كون المدعى عليهما الثاني والثالث لهما محل اقامة في جديدة المتن – استبعاد تطبيق احكام المادة ١٠٦ أ.م.م. – رد الدعوى لعدم الاختصاص المكاني.

بناءً عليه،

حيث تطلب الجهة المدعية منحها سلفة وقتية قدرها /٩٠٨,٢٩٤/ د.أ. والا قدرها /٧٧٤,١٧٠/ د.أ. على حساب حقها الناتج عن اتفاقية ١٩٩٩/٨/٢٧ الموقعة مع مورثها،

وحيث يطلب المدعى عليهما شركة يوركل ادفرتايزنغ انك والسيد طلال المقدسي رد الدعوى لعدم

الاختصاص المكاني لان جميع المدعى عليهم مقيمون في منطقة جديدة المتن بما فيهم الشركة المتخذة محل اقامة مختار لدى ممثلها القانوني السيد المقدسي المقيم في المتن، ولان المادة ١٠٦/أ.م.م. توجب في حال لم يكن للمدعى عليه محل اقامة في لبنان اقامة الدعوى لدى محكمة مقام المدعيين وان الاخيرين مقيمان في كسروان،

وحيث تطلب الجهة المدعية رد الطلب المذكور لان مركز الشركة المدعى عليها هو في دبي ولا مقام لها في لبنان اذ لا يكفي تبلغها بواسطة ممثلها في مقامه في المتن لكي يعتبر مركز الشركة في المتن وتكون محاكم بيروت هي المختصة سنداً للمادة ١٠٦/أ.م.م.، ولان محل اقامة المدعيين المختار هو في مكتب وكيلهما القانوني في بيروت،

وحيث ان القرارات التمهيدية ليست لها حجية القضية المحكوم بها بالنسبة لاصل النزاع وفق الفقرة الثانية للمادة ٥٥٤/أ.م.م.،

وحيث انه ولو ان الهيئة السابقة لهذه المحكمة سبق لها وان فتحت المحاكمة وقررت تعيين خبير للاطلاع على الدفاتر التجارية للشركة المدعى عليها وتحديد المستحقات والضرائب المترتبة عليها عن الفترة السابقة لتاريخ توقيع عقد التفرغ وتحديد نصيب مورث الجهة المدعية من هذه المستحقات، الا انه يبقى على المحكمة البت بدفع عدم الاختصاص وفي حال وجدته واقعاً في محله القانوني استوجب عليها رد الدعوى لعدم الاختصاص طالما ان المدعى عليهما متمسكان بهذا الدفع،

وحيث انه على فرض صحة ادلاءات الجهة المدعية من ان المدعى عليها شركة يوركل ادفرتايزينغ انك ليس لها محل اقامة في لبنان فانه يبقى في الحالة هذه من الواجب التقيّد باحكام المادة ١٠٦/أ.م.م.،

وحيث ان المادة ١٠٦/أ.م.م. تنص على انه اذا لم يكن للمدعى عليه مقام أو محل سكن في لبنان وكان الاختصاص يعود للمحاكم اللبنانية ولم يتسنّ تعيين المحكمة المختصة وفق القواعد الواردة في قانون اصول المحاكمات المدنية، فيكون الاختصاص لمحكمة مقام المدعي او محل سكنه، واذا لم يكن لهذا الأخير مقام أو محل سكن فالاختصاص يكون لمحكمة بيروت،

وحيث انه في حال تعدد المدعى عليهم لا يكفي ان لا يكون لاحدهم محل اقامة أو محل سكن في لبنان لكي يعود الاختصاص لمحكمة محل اقامة المدعي (والا لمحاكم بيروت اذا لم يكن للاخير محل اقامة أو محل سكن في لبنان) بل انه يقتضي الا يكون لأي من المدعى عليهم محل اقامة في لبنان لان المادة ١٠٦/أ.م.م. لم تشترط فقط عدم وجود محل اقامة أو محل سكن للمدعى عليه في لبنان بل اضافت انه يشترط ايضاً ان لا يتسنى تعيين المحكمة المختصة وفق القواعد الواردة في قانون اصول المحاكمات المدنية أي أنه يقتضي العودة الى باقي المواد التي تعطي خيارات أخرى كما هو الحال عند تعدد المدعى عليهم أو الحالات الأخرى المنصوص عليها في المواد ٩٧ وما يليها من قانون أصول المحاكمات المدنية،

وحيث انه عند تعدد المدعى عليهم يبقى الأصل في تحديد المحكمة المختصة مكانياً هو محل اقامة أحد المدعى عليهم، ولا يجوز في حال كان احدهم غير مقيم في لبنان ان تصبح محكمة محل اقامة المدعي هي المختصة، بل يكفي أن يكون محل اقامة احد المدعى عليهم معروفاً حتى يستبعد تطبيق المادة ١٠٦/أ.م.م. اذ ان القاعدة المنصوص عليها في المادة ١٠٦ هي قاعدة احتياطية واستثنائية أي لا يعمل بها الا عندما يتعذر تحديد المحكمة المختصة من الناحية المكانية بالاستناد الى عناصر ربط الإختصاص المكاني المحددة في القانون أو حتى اتفاقاً عندما يجوز ذلك، باستثناء حالات الاختصاص المكاني الالزامي،

(يراجع حلمي الحجار، الوسيط في اصول المحاكمات المدنية، ص ٤٣١، رقم ٥٠٩.

Jurisclasseur de procédure civile, 3, 2001, Fasc. 211, 6 ; Serge Guinchard, p. 163, no 722).

وان القواعد المنصوص عليها في المادة ١٠٦ لم تعطِ خياراً للمدعي، إنما أوجدت حلولاً احتياطية يُلجأ إلى إحداها بعد استبعاد الحل الأسبق، والهدف من ذلك ليس إعطاء الخيارات للمدعي بل سد فراغات يمكن ان تنشأ عن انعدام المقام أو المسكن أو عند انعدام عناصر ربط الاختصاص المكاني العادي الأخرى المحددة قانوناً.

(الياس بو عيد، اصول المحاكمات المدنية بين النص والاجتهاد والفقه، دراسة مقارنة ص ٦٨١؛ حلمي الحجار، ص ٤٣١ رقم ٥٠٩).

وحيث انه يُستبعد بالتالي تطبيق المادة ١٠٦/أ.م.م. في ضوء توافق الفريقين على ان المدعى عليهما الثاني والثالث لهما محل اقامة في جديدة المتن،

وحيث انه بجميع الاحوال، وعلى فرض وجوب تطبيق المادة ١٠٦/أ.م.م. لان الشركة المدعى عليها ليس لها محل اقامة في لبنان فان المحكمة المختصة في الحالة هذه تكون محكمة محل اقامة المدعيين،

وحيث ان المدعى عليهما ادليا بأن المدعيين مقيمان في كسروان ولم ينكر الاخيران هذه الواقعة الا انهما ادليا بأن محلّ اقامتهما المختار هو في مكتب وكيلهما المحامي ن. خ. الكائن في بيروت وان المحكمة تكون مختصة سنداً للمواد ١٠٦ و٩٧ و٣٨٢/أ.م.م.،

وحيث ان محل الاقامة المقصود في المادة ١٠٦/أ.م.م. هو محل اقامة المدعي الحقيقي او محل الاقامة المختار بموجب السند أو العقد الذي تستند عليه الدعوى،

وحيث ان المادة ٣٨٢/أ.م.م. نصت على ان مجرد توكيل محام يصبح محل مكتبه مقاماً مختارا لموكله في كل ما يتعلق بإجراءات المحاكمة التي استعمل وكالته فيها وباجراءات تنفيذ الاحكام الصادرة بنتيجة هذه المحاكمة،

وحيث ان المادة المذكورة جاءت في الفصل الثاني من الباب الرابع المتعلق بالتمثيل في المحاكمة وهي لا ترعى تحديد مقام المدعي في ما يتعلق بتحديد المحكمة المختصة مكانياً بل جاءت لتؤكّد على انه بعد نشوء الدعوى، وبالتالي بدء المحاكمة، يمكن ابلاغ الفرقاء اوراق الدعوى في مقام وكيلهم المحامي بعد استعمال الأخير وكالته في الدعوى،

وحيث ان مقام المدعيين يكون بالتالي في كسروان،

وحيث ان الجهة المدعية لم تدل باختصاص هذه المحكمة مكانياً بالاستناد الى أية مواد أخرى وقد أدلى المدعى عليهما بان محلّ توقيع العقد هو في المتن وان تنفيذ معظم موجباته سيتم خارج بيروت ولم تنف الجهة المدعية ذلك،

وحيث يقتضي بالتالي رد الدعوى لعدم الاختصاص المكاني،

وحيث أنّه لم يبق من داع لبحث باقي الأسباب أو المطالب الزائدة أو المخالفة إمّا لعدم الجدوى وإمّا لأنّها لقيت جواباً ضمنياً بمعرض التعليل مما يوجب ردها بما في ذلك طلب العطل والضرر لعدم ثبوت سوء النية،

لذلك،

يحكم:

أولاً: برد الدعوى لعدم الاختصاص المكاني،

ثانيـاً: برد ما زاد او خالف بما في ذلك طلب العطل والضرر،

ثالثاً: بتضمين الجهة المدعية النفقات القانونية كافة،

❖ ❖ ❖

قاضي الامور المستعجلة في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة اليان بو ناصيف (منتدبة)

القرار: رقم ٢٣١ تاريخ ٢٠١٠/٣/٢٢

المحامي ع.ف. ورفاقه/ عماد كنعان

- دعوى ترمي الى اقفال «نادٍ ليلي» لوضع حد للإزعاج – ادعاء مقابل يرمي الى الزام المدعي الاصلي بازالة التعديات عن مؤسسة المدعى عليه المدعي مقابلةً – انتفاء التلازم بين الطلبين – رد الادعاء المقابل شكلاً.

- دفع بوجود ترخيص يسمح باستثمار «المطعم» المطلوب اقفاله وعدم وجود ضرر ناتج عن ذلك الاستثمار – وجود الترخيص ليس من شأنه ان يطلق يد حامله في الحاق الضرر بالغير والاطاحة بما حفظه المشرع من واجبات تفرض على المستثمر احترام حقوق الآخرين – لا يُقبل من المدعى عليه التمسك بذلك الترخيص للقول بأن هذا الأمر كافٍ بذاته للحؤول دون متابعة الدعوى في حال توفرت شروط قبولها – تقرير خبير – ركون المحكمة إليه لاستناده الى معطيات علمية وفنية صحيحة – اهمال منازعة المدعى عليه بهذا الخصوص – ثبوت الضرر الناتج عن أصوات الموسيقى المرتفعة حتى ساعات الفجر الأولى وأصوات شفاطات الهواء وروائح الطعام وحركة الرواد – انتهاك لحق المدعين الطبيعي في راحتهم – اختصاص قضاء الأمور المستعجلة – تقرير اقفال المؤسسة موضوع الدعوى وختمها بالشمع الأحمر – اعطاء القرار صيغة النفاذ على الأصل.

بناءً عليه،

أولاً – في الدفع بسبق الادعاء:

حيث يطلب المدعى عليه ردّ الدعوى لسبق الادعاء أمام المرجع الجزائي في الدعوى التي أقامتها الجهة المدعية بحقه بجرمي الإزعاج وإقلاق الراحة والتي تمّ حفظها من قبل النيابة العامة الإستئنافية في بيروت لعدم وجود جرم وبعد أن تعهد الالتزام بالقوانين،

وحيث أنه وبصرف النظر عن البحث في مدى توافر شروط سبق الإدعاء في الدعوى التي تقدمت بها الجهة المدعية أمام المحاكم الجزائية فإنه وفي مطلق الأحوال يظل قاضي الأمور المستعجلة مختصاً في الفصل في الدعاوى الوقتية المرفوعة إليه حتى ولو رفعت الدعوى إبتداءً بأصل الحق أمام محكمة الموضوع ولا يتحقق سبق ادعاء بين الدعويين لاختلاف الموضوع بينهما الأمر الذي يستوجب ولهذه العلة على الأقل ردّ الدفع المدلى به لهذه الناحية،

ثانياً – في الادعاء المقابل:

حيث أن المدعى عليه يطلب مقابلة إلزام الجهة المدعية بالتكافل والتضامن فيما بينها إزالة التعديات عن مؤسسته وتصحيح منافذ التهوئة والمكيفات وعدم التعرض لساعة الكهرباء وإلزامهم بتصليح سقف المطعم وإزالة الأجسام المرمية عليه، في حين أن الجهة المدعية، المدعى عليها مقابلة، تدفع بوجوب ردّ هذا الإدعاء المقابل لانتفاء شروط قبوله المنصوص عنها في المادة /٣٠/ من قانون أصول المحاكمات المدنية،

وحيث من المعلوم أنه يشترط لقبول الادعاء المقابل وفقاً لنص المادة المومأ إليها أن يكون متلازماً مع الطلب الأصلي أي بمعنى أن يكون الحل الذي يقرر لأحدهما من شأنه أن يؤثر في الحل الذي يجب أن يقرر للآخر الأمر غير المتوافر في الحالة الراهنة ذلك أن الدعوى الأصلية ترمي الى إلزام المدعى عليه، المدعي مقابلة، بإقفال ما سمته الجهة المدعية بالنادي الليلي لوضع حدّ للإزعاج في حين أن الادعاء المقابل يرمي الى إلزام هذه الأخيرة إزالة التعديات عن مؤسسة المدعى عليه وتصحيح منافذ التهوئة والمكيفات وعدم التعرض لساعة الكهرباء إضافة الى إلزامها بتصليح سقف المطعم وإزالة الأجسام المرمية عليه، وعليه فأنه بانتفاء التلازم على الوجه الآنف بيانه ينتفي على الأقل أحد الشروط المفروضة لقبول الادعاء المقابل في الشكل مما يستتبع رده شكلاً،

ثالثاً – في موضوع الدعوى:

حيث أن الجهة المدعية تطلب إقفال مطعم "فنيس "VENY'S" المستثمر من المدعى عليه وختمه بالشمع الأحمر منعاً له من ممارسة نشاطه المسبب للضرر والذي يشكل تعدياً واضحاً على حقوقها المشروعة في الراحة الليلية والنوم والسكون وإلا إلزامه بالتقيد بشروط الترخيص الممنوح له ووضع حدّ للإزعاج والضجيج الناجمين من جراء سوء استخدام الترخيص وذلك تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها ثلاثة ملايين ليرة لبنانية عن كل يوم تأخير في التنفيذ،

وحيث في المقابل يدفع المدعى عليه بوجوب ردّ الدعوى لعدم وجود أي ضرر ناتج عن استثمار مؤسسته التي هي عبارة عن مطعم وليست نادياً ليلياً وهي تعمل بموجب ترخيص صادر عن وزارة السياحة وأن له الحق كمطعم بوضع موسيقى شرط التقيد بالقوانين والأنظمة المرعية مضيفاً بأن تقرير الخبرة الفنية المبرز في الملف هو غير دقيق لعدم قياسه معدل الصوت ومعرفة مدى قوته،

حيث بالمستهل تقتضي الإشارة الى أن الاستحصال على ترخيص من الإدارة المختصة يسمح بالاستثمار، وإن كانت العادة قد جرت على ورود عبارة صريحة في متن التصريح تحفظ حقوق الغير المتضرر من هذا الترخيص، إلا أنه وبالمطلق وحتى بغياب هذه العبارة فأن وجود هذا الترخيص ليس من شأنه أن يطلق يد حامله في إلحاق الضرر بالغير والإطاحة بما حفظه المشرع من واجبات تفرض على المستثمر احترام حقوق الآخرين هذا على فرض أن المدعى عليه يحوز الترخيص اللازم الذي يسمح له استعمال المطعم بحسب الوجهة المستعملة حالياً والمشكو منها وعليه، فأنه ووفقاً لما تقدّم لا يقبل من المدعى عليه تمسكه بالترخيص للقول بأن هذا الأمر كافٍ بذاته للحؤول دون متابعة الدعوى بوجهه في حال توفرت شروط قبولها على النحو الذي سيلي بيانه،

وحيث من ناحية ثانية، فأن الدعوى وبحسب موضوعها المعروض أعلاه ترمي إلى إلزام المدعى عليه إزالة التعدي الواضح على حقوق الجهة المدعية وبالتالي فأنها محكومة بنص الفقرة الثانية من المادة /٥٧٩/ من قانون أصول المحاكمات المدنية التي تولي قاضي الأمور المستعجلة اختصاص النظر في اتخاذ التدابير الآيلة الى إزالة التعدي الواضح على الحقوق أو الأوضاع المشروعة، مع التنويه بأنه في الدعاوى

المسندة الى الفقرة الثانية السالف ذكرها لا يبحث في شرطي العجلة وعدم التصدي لأصل الحق بل وَجَبَ التركيز في بحث وضوح التعدي كشرط وحيد لتطبيقها أو حتى وضوح الحق المعتدى عليه،

وحيث بالعودة الى معطيات المنازعة كما هي معروضة فأنه يتبدّى من مراجعة تقرير الخبير المعين من قبل هذه المحكمة والمبرز في الملف وترى المحكمة الركون إليه لاستناده الى معطيات علمية وفنية صحيحة وتالياً إهمال منازعة المدعى عليه في هذا الخصوص لعدم جديتها وعدم قانونيتها، يتبدّى من هذا التقرير أن الخبير قام بالكشف على الصوت الصادر عن مؤسسة المدعى عليه من منزل أحد المدعين فتبيّن له أن الصوت بدأ بالارتفاع من الساعة الحادية عشرة ليلاً ولم يتوقف حتى مغادرته عند الساعة الواحدة والنصف وان الصوت يخترق الجدران بحيث يتعذر على الإنسان أن ينام إضافة الى وجود أصوات شفاطات قوية لا يمكن معها فتح شبابيك الغرف هذا بالاضافة الى كثافة سيارات مركونة على الطريق وحركة رواد كبيرة ورائحة قوية للطعام في مدخل البناء، كما يتضح من التقرير المرفق مع الاستحضار أن صوت الموسيقى يتسرب الى البناء عبر الأسقف والجدران وتتراوح قوته بين ٤٨ و٥٤ دب وان الحد المقبول في المنطقة حيث المؤسسة موضوع النزاع الحاضر يتراوح بين ٤٠ و٥٠ دب،

وحيث أن الأضرار المبينة في تقرير الخبير والناتجة عن أصوات الموسيقى المرتفعة والتي تمتد حتى ساعات الفجر الأولى وأصوات شفاطات الهواء وروائح الطعام المنبعثة من المطعم وحركة الرواد مصدرها دون ريب المؤسسة موضوع الدعوى وأن وجود هذه المؤسسة في منطقة سكنية وما ينتج عن استثمارها من شأنه التعرّض لحق أفراد الجهة المدعية في الراحة والذي لطالما استقر الفقه والاجتهاد واجتهاد القضاء المستعجل تحديداً، على اتخاذ التدابير الكفيلة لحماية هذا الحق، وفي هذا السياق اعتبر جانب من الفقه الفرنسي (Philippe Delebecque) أن كل تعرّض لحق الإنسان في راحته يشكل أحد أوجه مضار الجوار غير المألوفة لا بل أكثر من ذلك نرى أن المحاكم الفرنسية تزخر بدعاوى من هذا القبيل والتي تهدف الى تكريس الحماية لحق الإنسان في الراحة لا بل قد يتفاجأ المرء عندما يجد أن بعض هذه الدعاوى تتناول مطالب ممن قصد الريف ينشد الراحة والهدوء فنراه يلجأ الى القضاء والى المحاكم الفرنسية للتظلم من صوت بعض الحيوانات وحتى من أصوات أجراس الكنائس ورنين الساعات المنتشرة في القرى والبلديات،

(عن مضار الجوار غير المألوفة يراجع: جاد يوسف خليل، مضار الجوار غير المألوفة، ٢٠٠٦، دار العدالة).

وحيث بالعودة الى المحاكم اللبنانية فقد سبق وأن تعرّض القضاء اللبناني لمسألة حق الراحة وصنّف هذا الحق ضمن الحقوق الطبيعية التي يرتبط وجودها بوجود الإنسان وتعلو في قدسيتها وسموها على وجوب تكريسها في نصوص مكتوبة وإن تصنيفها هذا وطبيعتها هذه يجعلان من الواجب على القضاء اتخاذ كل ما من شأنه الحفاظ عليها وحمايتها،

(يراجع: القاضي محمود مكيه، الدليل الى قضاء الأمور المستعجلة بين النظرة والتطبيق ومن المنفرد الى التمييز، ٢٠٠٩، منشورات الحلبي الحقوقية الجزء الثاني الصفحة ٣٤٣ وما يليها).

وحيث تأسيساً على كل ما تقدّم، وفي ضوء ثبوت الضرر على الوجه المبين أعلاه والناتج عن اصوات الموسيقى المرتفعة والتي تمتد حتى ساعات الفجر الأولى وأصوات شفاطات الهواء وروائح الطعام المنبعثة من المطعم وحركة الرواد كلها أمور من شأنها أن تشكل انتهاكاً لحق المدعين الطبيعي في راحتهم وحقهم في الهدوء داخل مسكنهم بعيداً عن الضوضاء والانزعاج لا سيما في فترة الليل وأن هذا الانتهاك والتعرّض يعقد اختصاص هذه المحكمة بما يشكله من تعد واضح على الحقوق الآنف بيانها وذلك سنداً لأحكام الفقرة الثانية من المادة /٥٧٩/ من قانون أصول المحاكمات المدنية ويقتضي بالتالي اتخاذ التدابير الآيلة الى إزالة هذه الأضرار عن طريق إقفال المؤسسة المسماة Veny's منعاً من قيامها بممارسة نشاطها المسبب للضرر وكذلك ختمها مؤقتاً بالشمع الأحمر لضمان حسن تنفيذ هذا القرار،

وحيث أن الحدّ من تفاقم نتائج الأضرار المفندة أعلاه والحيلولة دون تمادي المدعى عليه في مخالفته يوجبان وسنداً للمادة /٥٨٥/ من قانون أصول المحاكمات المدنية إعطاء هذا القرار صيغة النفاذ على الأصل،

وحيث بالوصول الى النتيجة المتقدم عرضها لم تعد ثمة حاجة أو فائدة من بحث سائر ما زاد أو خالف من إدلاءات ومطالب إما لعدم الجدوى وإما لكونه لقي رداً ضمنياً في معرض التعليل المساق أعلاه وإما لعدم

القانونية ويقتضي بالتالي ردّه بما في ذلك طلب الحكم بالعطل والضرر لانتفاء ثبوت سوء النية أو الخطأ الجسيم الموازي له،

لهذه الأسباب،

يقرر:

اولاً: ردّ الدفع بسبق الادعاء.

ثانياً: ردّ الادعاء المقابل شكلاً.

ثالثاً: إقفال المؤسسة الكائنة في الطابق الأرضي من البناء القائم على العقار رقم /٨/ من منطقة الرميل العقارية والتي تحمل إسم Veny's وختمها مؤقتاً بالشمع الأحمر لضمان حسن تنفيذ هذا القرار.

رابعاً: ردّ سائر ما زاد أو خالف بما في ذلك طلب الحكم بالعطل والضرر.

خامساً: تضمين المدعى عليه النفقات كافة.

قراراً معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

❖ ❖ ❖

قاضي الامور المستعجلة في كسروان

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس ريشا

القرار: رقم ١٨٤ تاريخ ٢٠٠٩/٦/١٨

هادي مهنا/ الياس مهنا

- قضاء مستعجل – طلب الزام المدعى عليه بإزالة مخالفات البناء المرتكبة من قبله إضراراً بالمدعي لمخالفتها القوانين المرعية الاجراء – دفع بعدم اختصاص قاضي الامور المستعجلة في ازالة المخالفات – القيود المفروضة على حق مالك العقار في البناء عليه تكون حقوق ارتفاق على هذا العقار لفائدة العقارات المجاورة التي فرضت لمصلحتها هذه القيود – كل مساس أو تعدٍ على تلك الحقوق يشكل انتهاكاً فاضحاً للقوانين والانظمة النافذة وضرراً بالعقارات المجاورة وتعدياً على حق اصحابها بالانتفاع بها بصورة كاملة – جواز المطالبة بازالة ذلك التعدي أمام قضاء العجلة سنداً لأحكام المادة ٥٧٩ فقرة ٢ أ.م.م. – رد الدفع بعدم الاختصاص.

- تقرير خبير – ثبوت انشاء المدعى عليه غرفتين في عقاره خلافاً لقوانين البناء ودون أي تراجع قانوني – عدم مراعاة الارتفاقات أو وقوعات النظر المسموح بها – حجب النور والهواء عن بناء المدعي – الزام المدعى عليه بإزالة الغرفتين المذكورتين – غرامة اكراهية عن كل يوم تأخير في التنفيذ.

- ثبوت تشييد المدعى عليه "pergula" من القرميد ضمن عقاره مزيلاً بها مجرى المياه وحق الانتفاع منه العائد لعقار المدعي – تعدٍ على حق الري العائد للعقار الأخير – الزام المدعى عليه بازالته – غرامة أكراهية عن كل يوم تأخير في التنفيذ.

- طلب الزام المدعى عليه بازالة التصوينة التي شيدها على حدود عقاره – عدم مخالفة تلك التصوينة للقوانين وعدم الحاقها ضرراً بالمدعي سوى تشويه المنظر الذي لا يؤلف حقاً قانونياً يستدعي الحماية من قبل القضاء المستعجل – رد طلب المدعي لهذه الجهة.

بناءً عليه،

حيث يطلب المدعي إلزام المدعى عليه بإزالة المخالفات المرتكبة من قبله إضراراً به لمخالفتها القوانين المرعية الإجراء.

وحيث يطلب المدعى عليه رد الدعوى لعدم إختصاص قاضي الأمور المستعجلة في إزالة المخالفات إنما في إزالة التعديات ولانتفاء صفة ومصلحة المدعي ولأنه سبق له أن أزال المخالفة.

وحيث إن ولاية القضاء المستعجل الخاصة والمحددة في الفقرة الثانية من المادة ٥٧٩ أ.م.م. تشترط أن يكون التعدي على الحقوق الظاهرة والأوضاع المشروعة واضحاً، أي أن يكون العمل المشكو منه فادحاً وصارخاً بعدم مشروعيته وقانونيته.

"Le concept de trouble manifestement illicite, quant à lui, concerne l'hypothèse d'une voie de fait déjà réalisée, à laquelle il est demandé au juge de mettre fin, du moins provisoirement. La mesure à prendre n'est plus simplement préventive mais

répressive, et épousera souvent la forme d'une mesure de remise en l'état. Le trouble qu'il convient de faire cesser est à la fois l'acte perturbateur, imputable au défendeur, et le dommage subi par le demandeur, déjà réalisé ».

* Pierre Estoup: La pratique des procédures rapides p. 72.

وحيث انه اذا فرضت قيود معينة على حق مالك العقار في البناء عليه كيفما شاء، كأن يتراجع عن عقار جاره مسافة معينة، فان هذه القيود تكون حقوق ارتفاق على هذا العقار لفائدة العقارات التي فرضت لمصلحتها هذه القيود اذا لم يكن هناك اتفاق يقضي بغيره. وكل مساسٍ أو تعدٍّ على هذه الحقوق يشكل من جهة انتهاكاً فاضحاً للقوانين والأنظمة النافذة وضرراً بالعقارات المجاورة، وتعدياً على حقها بالتراجع وانتفاع أصحابها بها بصورة كاملة وعلى وجه مفيد، وتجوز المطالبة حينها بإزالة التعدي أمام قضاء العجلة في ضوء صراحة نص الفقرة الثانية من المادة ٥٧٩ أ.م.م. التي تقابلها المادة ٨٠٩ فقرة أولى مدني فرنسي.

وحيث إن معطيات الظاهر المستخرجة من أوراق الدعوى غير المنازع فيها لا سيما الإفادة الصادرة من بلدية حراجل بتاريخ ٢٠٠٧/٤/٢٦ والإفادة الصادرة عن دائرة التنظيم المدني بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/٣٠ وكتاب التعهد والإقرار المنظم من المدعى عليه لدى الكاتبة العدل في حراجل برقم ٢٠٠٧/٦٠٧ تاريخ ٢٠٠٧/٧/٣، وتقرير الخبير المهندس اندريه نجم، تدل أن المدعى عليه شيد غرفتين بعد العام ١٩٩٤ خلافاً لقوانين البناء ودون أي تراجع قانوني ودون أية مراعاة للإرتفاقات أو وقوعات النظر المسموح بها على عقاره رقم ٢٤٧٥ حراجل الملاصق لعقار المدعي رقم ٢٤٧٧ حراجل، حاجباً بها النور والهواء عن بناء المدعي رقم ٢٤٧٧ حراجل، مخصصاً إياهما كقبو للحطب وبالتالي حاجباً لوقوعات النظر المسموح بها لعقار المدعي.

وحيث إنه يتضح أيضاً أن المدعى عليه شيّد Pergula من القرميد ضمن عقاره رقم ٢٤٧٥ حراجل مزيلاً بها مجرى المياه وحق الإنتفاع من مياه نبع القنا الذي يعود لعقار المدعي رقم ٢٤٧٧ حراجل والذي يرتفق به عقار المدعى عليه رقم ٢٤٧٥ حراجل لناحية مرور المجرى فيه حسبما يتضح من شهادة قيد العقار رقم ٢٤٧٧ حراجل، فيكون بذلك المدعى عليه بتشييده الـ Pergula بالطريقة التي شيدها بها قد تعدى على حق الري العائد لعقار المدعي.

وحيث انه في ما خص التصوينة التي شيدها المدعى عليه على حدود عقاره رقم ٢٤٧٧ حراجل فقد أوضح الخبير أنها ليست مخالفة للقوانين ولم تلحق بالمدعي ضرراً فعلياً سوى تشويه المنظر الذي لا يؤلف حقاً قانونياً يستدعي حمايته من قبل هذه المحكمة.

وحيث إنه تأسيساً على كل ما تقدم فإنه يقتضي إزالة التعدي وإلزام المدعى عليه بإزالة الغرفتين المشيدتين من قبله ضمن التراجع القانوني في عقاره رقم ٢٤٧٥ حراجل وإزالة الـPergula المشيدة ضمنه من مكانها واعادة فتح مجرى سيل المياه كما كان عليه في السابق تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها مئة وخمسون ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في تنفيذ الحكم بعد مرور أسبوعين من تبلغه إياه.

وحيث إنه يقتضي رد طلب إزالة التصوينة لعدم قانونيته ورد طلب المدعى عليه الرامي الى إلزام المدعي بعطل وضرر عن المحاكمة لإنتفاء شروط الحكم به.

وحيث إنه في ضوء النتيجة المنتهى إليها فانه يقتضي رد الأسباب والطلبات الزائدة أو المخالفة إما لكونها لقيت رداً ضمنياً عليها في سياق التعليل وإما لعدم الجدوى من بحثها.

لذلك،

يقرر:

اولاً: إلزام المدعى عليه بازالة التعدي وإزالة الغرفتين المشيدتين من قبله ضمن التراجع القانوني في عقاره رقم ٢٤٧٥ حراجل وإزالة الـ Pergula المشيدة ضمنه من مكانها وإعادة فتح مجرى سيل المياه كما كان عليه في السابق تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها مئة وخمسون ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في تنفيذ القرار بعد مرور أسبوعين من تاريخ تبلغه إياه وعلى أن يتم التنفيذ باشراف الخبير المهندس اندريه نجم وعلى أن تتولى دائرة التنفيذ المختصة تحديد أتعابه.

ثانياً: رد طلب إزالة التصوينة.

ثالثاً: رد طلب العطل والضرر عن المحاكمة المقدمة من المدعى عليه ورد الطلبات الزائدة والمخالفة.

رابعاً: تضمين المدعى عليه نفقات المحاكمة.

قراراً معجل التنفيذ.

❖ ❖ ❖

قاضي الامور المستعجلة في كسروان

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس ريشا

القرار: رقم ٢٩٧ تاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٥

ربيع المزوق/ المدرسة الانطونية الدولية

- قضاء مستعجل – طلب الزام مدرسة بتسليم افادات مدرسية – دفع بعدم صفة الشخص المذكور في استحضار الدعوى كممثلٍ للمدرسة المدعى عليها – ذكر اسم المدير السابق لتلك المدرسة خطأً عند اختصامها لا يستتبع رد الدعوى شكلاً طالما أن المدرسة المختصمة محددة بوضوح – رد الدفع المدلى به من المدعى عليها لهذه الجهة.

- افادات مدرسية – تمنع المدرسة عن اعطائها بسبب عدم دفع الأقساط المدرسية – عدم تمكين المدعي من وضع أولاده في مدرسة أخرى - وضع الولد في المدرسة في أوان افتتاح المدارس لتعليمه هو أمر تقتضيه مصلحته وهو بحد ذاته مستعجل – تنازع حقين لا يستتبع بالضرورة منع القضاء المستعجل من التدخل واتخاذ التدبير اللازم – على القضاء الأخير ان يوازن بين الحقين المتنازعين واعطاء الحماية للحق الأجدر بها وفقاً لظاهر الحال – حق الطالب بالتعلّم أسمى وأجدر بالحماية من حق المدرسة في استيفاء ديونها – الزام المدرسة المدعى عليها بتسليم المدعي الافادات المدرسية العائدة لولدي المدعي تحت طائلة غرامة اكراهية عن كل يوم تأخير في التنفيذ.

بناءً عليه،

حيث يطلب المدعي إلزام المدعى عليها بتسليمه الإفادات المدرسية العائدة لولديه حليم وساره فوراً وذلك عن العام الدراسي ٢٠٠٨/٢٠٠٩.

وحيث تطلب المدعى عليها رد الدعوى شكلاً لأن الأب ضاهر المذكور في استحضار الدعوى ليس ممثلاً للمدرسة وفقاً للتفويض المحرر من قبل الرئيس العام للرهبانيّة الأنطونية ورد الدعوى أساساً لإنتفاء عنصر العجلة لأن المدعى عليها ملتزمة بتمكين ولدي المدعي من متابعة دراستهما لديها في السنة الحالية ولأن الموضوع يخضع لتشريعات خاصة صادرة عن مجلس النواب والوزراء.

وحيث إنه لا بد في المستهل من الاشارة الى أن ذكر اسم مدير المدرسة المدعى عليها خطأً عند اختصامها في إستحضار الدعوى لا يستتبع رد الدعوى شكلاً لأن المدرسة المختصمة محددة بوضوح وإن تعيين المدراء فيها يتم بقرار من الرئيس العام للرهبانية وهو شأن داخلي خاص بها لا يجوز أن يلحق ضرراً بالغير عند ذكر اسم سلف المدير الحالي، مما يقتضي معه رد طلب رد الدعوى شكلاً خاصةً وأن اي ضرر لم يثبت وقوعه بالمدعى عليها من جرّاء ذلك.

وحيث إنه بالنسبة لطلب المدعي الرامي الى إلزام المدرسة المدعى عليها بتسليم الافادات المدرسية لولديه عن العام الدراسي ٢٠٠٨/٢٠٠٩ فانه يقتضي التنويه بأن عمل هذه المحكمة محكوم بعدة مبادئ قانونية تتلخص بثلاثة الشرطان الأول والثاني هما العجلة وعدم التصدي للأساس وهما مستفادان من صراحة نص الفقرة الأولى من المادة ٥٧٩ أ.م.م. والثالث هو إعطاء الحماية للحق الأجدر وهو منبثق من أحكام الفقرة الأولى المومى اليها.

وحيث إنه على هدى هذه المبادئ يتعين فصل الدعوى الراهنة.

وحيث إن وضع الولد في المدرسة في أوان افتتاح المدارس لتعليمه هو أمر تقتضيه مصلحته وهو بحد ذاته مستعجل.

وحيث إن عدم التصدي للأساس يفترض اتخاذ هذه المحكمة إجراء مؤقتاً ذات مفاعيل مؤقتة غير نهائية تمكّن محكمة الأساس عند الاقتضاء من الرجوع عنه.

وحيث إن الإجراء القاضي برد طلب المدعي هو بحد ذاته وبطبيعته نهائي اذ أنه يحرم الطالب من تحصيل العلم خلال سنة دراسية محددة ويجعله يخسر سنة دراسية من حياته، الأمر الذي لا يمكن الرجوع عنه لاحقاً، أما إجابة طلب المدعي فهو بطبيعته مؤقت لأنه لا يمس بدين المدرسة المدعى عليها المترتب بذمة المدعي والتي يبقى بامكانها استيفاء حقوقها المالية من المدعي كأي دائن عادي آخر.

وحيث إن الاجتهاد قد تمشى على أنه عند تنازع حقين فان هذا الأمر لا يستتبع بالضرورة المنع على القضاء المستعجل التدخل واتخاذ التدبير بل عليه أن يوازن بين الحقين المتنازعين ويعطي الحماية للحق الأجدر بها وفقاً لظاهر الحال.

وحيث إنه عند المفاضلة بين حق المدرسة باستيفاء حقوقها المالية وبين حق الطالب بالتعلّم فان الحق الثاني هو أسمى من الأول وأجدر بالحماية.

وحيث إنه تأسيساً على ما تقدم فانه يقتضي إجابة طلب المدعي وإلزام المدرسة المدعى عليها بتسليم المدعي الإفادات المدرسية العائدة لولديه حليم وساره عن العام الدراسي ٢٠٠٨/٢٠٠٩ تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها خمسماية ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في التنفيذ إبتداءً من تاريخ تبلغها هذا القرار سنداً للمادة ٥٨٧ أ.م.م.

وحيث إنه في ضوء طبيعة النزاع ترى المحكمة جعل القرار نافذاً على أصله سنداً للمادة ٥٨٥ أ.م.م.

لذلك،

يقرر:

اولاً: رد الطلب الرامي الى رد الدعوى شكلاً.

ثانياً: إلزام المدرسة المدعى عليها بتسليم المدعي الإفادات المدرسية العائدة لولديه حليم وساره عن العام الدراسي ٢٠٠٨/٢٠٠٩ تحت طائلة غرامة إكراهية قدرها خمسماية ألف ل.ل. عن كل يوم تأخير في التنفيذ إبتداءً من تاريخ تبلغها هذا القرار.

ثالثاً: تضمين المدعى عليها نفقات المحاكمة.

قراراً معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في بيروت الناظر في الدعاوى التجارية

الهيئة الحاكمة: الرئيسة مريانا عناني

القرار: رقم ١٩٧ تاريخ ٢٠٠٩/١٠/٦

شركة الصقر للنقل والتجارة/ شركة شرفان الطويل وشركاه

- نقل بري – مطالبة بأجرة نقل بضائع – ادعاء مقابل يرمي الى الزام المدعية (المدعى عليها مقابلة) بدفع مبلغ يمثل ثمن البضاعة المفقودة في شحنة سابقة – شروط قبول الادعاء المقابل شكلاً – وجوب ارتباط نتيجة الطلب المقابل بتلك التي يمكن أن يقترن بها الطلب الأصلي سلباً أم ايجاباً – ثبوت قيام المدعية أصلياً بنقل عدة شحنات لصالح الشركة المدعى عليها بشكل متتابع – عدم حصول اتفاق واحد منذ البداية على نقل مجموعة شحنات بتواريخ محددة مسبقاً ومفصل فيها البضائع التي يجب شحنها في كل مرة – اتمام كل عملية نقل بصورة مستقلة عن الأخرى – لا يستقيم قانوناً تذرع المدعى عليها بوجود حساب جار ما بين الطرفين للدلالة على وحدة عقد النقل المبرم بينهما في ظل ثبوت واقعة دفع أجرة النقل الخاصة بكل عملية – إقران مطالب المدعية بنتيجة ايجابية ليس من شأنه حكماً اعلان عدم مسؤوليتها عن فقدان بضاعة أخرى نقلت بمقتضى شحنة مختلفة عن الأولى – انتفاء التلازم بين الطلبين الأصلي والطارئ – رد الادعاء المقابل شكلاً تفعيلاً لأحكام المادة ٣٠ أ.م.م.

- ثبوت ايصال البضاعة موضوع الدعوى الأصلية سليمة واستلامها فعلاً من قبل المدعى عليها – لا يسع المدعى عليها التذرع بأسباب ناتجة ومنبثقة عن شحنة مختلفة للامتناع عن دفع أجرة النقل المطالب بها – إقرار الأخيرة بمديونيتها تجاه المدعية بأجرة النقل المتعلقة بالشحنة موضوع النزاع الأصلي – إلزامها بدفع

هذه الأجرة مع الفائدة القانونية منذ تاريخ تبلغها الانذار بالدفع - لا يجوز الحكم بعطل وضرر مختلف عن الفائدة إلا في حال ثبوت سوء النية تفعيلاً لأحكام المادة ٢٦٥ م.ع.

بناءً عليه،

حيث ان البحث في النزاع الراهن يستوجب التطرق تباعاً الى الدعوى المقابلة ومن ثم الى الدعوى الأصلية وفق ما سيلي بيانه:

اولاً – في مدى قبول الادعاء المقابل شكلاً:

حيث تطلب المدعى عليها – المدعية مقابلة – قبول ادعائها المقابل شكلاً وتالياً إعلان مسؤولية المدعية – المدعى عليها مقابلة – سنداً لأحكام المواد /١٢٥/ و/٦٨٣/م.ع.، وإلزامها بأن تدفع لها مبلغ /٤٩٥٠٠/د.أ. يمثل ثمن البضاعة المفقودة وقيمة الفدية المدفوعة من قبلها، وفي مطلق الأحوال إجراء المقاصة ما بين دينها والدين المزعوم توجبه عليها.

وحيث تدفع المدعية – المدعى عليها مقابلة – في هذا الاطار بوجوب ردّ الدعوى المقابلة شكلاً لعدم توافر شروط المادة /٣٠/ أ.م.م.، إذ إن موضوع الدعوى الأصلية متعلق بشحنات مختلفة تماماً عن تلك موضوع الادعاء المقابل، ولا تلازم بالتالي بين الدعويين.

وحيث تشترط المادة /٣٠/ من قانون أ.م.م.، لقبول الطلب المقابل شكلاً، بوصفه طلباً طارئاً، إلتئام شرطين اثنين مجتمعين، الأول أن يكون متلازماً مع الطلب الأصلي، أي أن يكون الحل الذي يقرر لأحدهما من شأنه أن يؤثر في الحل الذي يجب أن يقرر للآخر، والثاني ألا يخرج النظر فيه عن الاختصاص الوظيفي أو النوعي للمحكمة الناظرة في الطلب الأصلي...

وحيث ان المقصود بالشرط الأول هو ارتباط نتيجة الطلب المقابل بتلك التي يمكن أن يقترن بها الطلب الأصلي سلباً أم ايجاباً، فلو تقرر مثلاً رفض الطلب الأصلي أو قبوله، يجب قبول أو رفض الطلب المقابل كنتيجة حتمية لا سبيل لتفاديها.

وحيث بالرجوع الى واقع الدعوى الحاضرة، يتبين أن المدعى عليها – المدعية مقابلة – تطالب بثمن البضاعة المفقودة والتي تم شحنها بتاريخ سابق وبشكل مستقل عن الشحنة موضوع الادعاء الأصلي، مدلية في هذا الصدد بأن كل الشحنات الحاصلة تشكل عقد نقل واحداً بتنفيذ متتابع ومستمر، ولا يمكن فصل أية شحنة عن الأخرى طالما أنها مرتبطة جميعها بالعقد عينه.

وحيث بالتدقيق في مستندات الملف، يتبدى أن هناك تعاملاً كان قائماً ما بين طرفي النزاع، إذ قامت المدعية بنقل عدة شحنات لصالح الشركة المدعى عليها بشكل متتابع، آخرها الشحنة موضوع الدعوى الأصلية، وأنه كان يتم الاتفاق على كل عملية نقل بصورة مستقلة، وتنظم بها فاتورة خاصة ويتم دفعها كذلك عند اتمام عملية نقل البضاعة المتعلقة بها، الأمر الذي إن دل على شيء إنما يدل على أنه في كل مرة كان ينشأ بين الطرفين عقدُ نقل منفصل عن الآخر.

وحيث ان ما يعزز القول بتعدد العقود المنشأة بين الفريقين واستقلال الواحد عن الآخر، هو أنه من الثابت انتفاء حصول اتفاق واحد منذ البداية على نقل مجموعة شحنات الى العراق بتواريخ محددة مسبقاً ومفصل فيها البضائع التي يجب شحنها في كل مرة، لا بل على العكس تماماً، إذ من البين أنه كان يُتفق تباعاً على كل شحنة على حدة بدليل أن المدعى عليها – المدعية مقابلة – قد أدلت في لائحتها تاريخ ٢٠٠٧/٤/١٢ أنها وقبل أن تعلم بأنها وقعت ضحية، طلبت من المدعية ارسال شحنة جديدة هي موضوع الادعاء الأصلي (ص. /٢/ من اللائحة).

وحيث فضلاً عما تقدم، لا يستقيم قانوناً تذرع المدعى عليها بوجود حساب جار ما بين الطرفين للدلالة على وحدة عقد النقل المبرم بينهما، وللقول بضرورة إجراء محاسبة في ما بينهما، وذلك في ظل ثبوت واقعة دفع أجرة النقل الخاصة بكل عملية بعد إيصال البضاعة موضوعها، إذ لم يتبقَ في ذمتها سوى الأجرة المتعلقة بالشحنة موضوع هذه الدعوى، الأمر الذي يوجب على النحو السالف بيانه ردّ الادلاءات المخالفة.

وحيث تأسيساً على ما تقدم، إن إقران مطالب المدعية بنتيجة ايجابية أي الحكم لها بأجرة النقل مثلاً، ليس من شأنه حكماً إعلان عدم مسؤوليتها عن فقدان بضاعة أخرى نُقلت بمقتضى شحنة مختلفة عن الأولى، الأمر الذي يشير تالياً الى انتفاء التلازم ما بين الطلبين الأصلي والطارئ، مما يجعل الادعاء المقابل مردوداً شكلاً، تفعيلاً لأحكام المادة /٣٠/ أ.م.م. المومأ اليها.

وحيث ان طلب المقاصة، وإن كان طلباً مقابلاً لا يخضع لشرط التلازم بحسب أحكام المادة الأخيرة، إلا أنه وبطبيعة الحال، لا يكون مقبولاً إلا بين دينين محررين ومستحقي الاداء تفعيلاً لأحكام المادة /٣٣٠/

م.ع.، الأمر المنتفي راهناً كون المدعى عليها لم تستحصل بعد على حكم يثبت حقها في هذا السياق، الأمر الذي يُضحي معه هذا الطلب مستوجباً الرد أيضاً.

ثانياً – في الدعوى الأصلية:

حيث تطلب المدعية إلزام المدعى عليها بدفع أجرة النقل البالغة /٣٢٥٠/د.أ. مع الفائدة القانونية من تاريخ الانذار ولغاية الدفع الفعلي.

وحيث ان المدعى عليها تدلي دفاعاً بوجوب رد الدعوى لعدم إتمام المدعية لموجبها بإيصال البضاعة سليمة سنداً لأحكام المادتين /٦٧٩/ و/٦٨٣/م.ع. وهذا الموجب هو موجب نتيجة، خصوصاً أنها خالفت تعليماتها لجهة وجوب حصول التسليم على الحدود العراقية دون دفع أي رسم جمركي وبالتالي دون إدخال الشاحنات الى الأراضي العراقية، الأمر الذي لم يحصل مما أدى الى فقدان البضاعة أو "اختطافها"، فضلاً عن أن المدعية هي المسؤولة الوحيدة عن تصرفات سائقيها في هذا الشأن.

وحيث تقتضي الاشارة بادئ ذي بدء الى أنه من الثابت وغير المنازع به من قبل الفريقين، أن البضاعة موضوع الدعوى الأصلية، والتي هي عبارة عن مكيفات، قد وصلت سليمة وتم استلامها فعلاً من قبل المدعى عليها، وإن إدلاءات هذه الأخيرة في هذا السياق تتعلق بشاحنات مختلفة تحوي غسالات نقلت بتاريخ سابق ومستقل ولكنها لم تصل بسبب اختطافها، الأمر الذي يوجب والحالة ما ذكر، حصر النقاش في هذا الصدد بمدى حق المدعى عليها بالامتناع عن دفع أجرة النقل بسبب ما صدر عن المدعية، وفقاً لادلاءاتها، من مخالفات سابقة أدت الى خسارتها للبضاعة المذكورة.

وحيث انه وعلى هدي ما توصلت اليه المحكمة من استقلال كل عملية نقل عن الأخرى، إن من ناحية شروط كل منها والظروف المحيطة بها، لا يسع المدعى عليها التذرع بأسباب ناتجة ومنبثقة عن شحنة مختلفة للامتناع عن دفع أجرة النقل المطالب بها راهناً، هذا مع الإشارة الى أنها لم تتناول في دفاعها مطلقاً أية أسباب تتصل بشحنة المكيفات موضوع هذه الدعوى، بل على العكس أقرت بمديونيتها تجاه المدعية بأجرة النقل المتعلقة بها، ولكنها ربطتها بالشحنة السابقة لها على النحو السالف بيانه.

وحيث يُبنى على سياق التعليل المتقدم، وفي ضوء ثبوت قيام المدعية بانفاذ موجبها المتمثل بايصال البضاعة موضوع الدعوى الراهنة سالمة الى المكان المتفق عليه وحصول الاستلام من قبل المدعى عليها دون أي تحفظ أو منازعة من قبلها على سلامة هذه البضاعة أو حتى على توجب أجرة نقلها في ذمتها، وجوب الزام هذه الأخيرة بدفع هذه الأجرة البالغة ما مقداره /٣٢٥٠/د.أ. أو ما يعادله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع، مع فائدة هذا المبلغ محسوبة على المعدل القانوني منذ تاريخ تبلغ المدعى عليها الانذار بالدفع بتاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ ولغاية الدفع الفعلي.

وحيث تطلب المدعية أيضاً إلزام المدعى عليها بدفع مبلغ خمسة ملايين ليرة لبنانية كتعويض عن العطل والضرر الناتج عن امتناعها عن دفع أجرة النقل.

وحيث تفعيلاً لأحكام المادة /٢٦٥/ م.ع. إذا كان موضوع الموجب مبلغاً من النقود فإن عوض التأخير يكون بأداء فائدة المبلغ المستحق، ولا يُعطى عوض اضافي للدائن إلا إذا كان المدين سيء النية.

وحيث من المسلم به بالتالي أن الفائدة هي عطل وضرر قانوني عن التأخر بدفع مبلغ من المال، فلا يجوز إذاً الحكم بعطل وضرر مختلف عنها إلا في حال ثبوت سوء النية، الأمر المنتفي في ملف القضية الحاضرة، باعتبار أن المدعية لم تبرز أو تبين عناصر سوء النية لدى المدعى عليها، مما يوجب تبعاً لما تقدم رد طلبها في هذا الشأن لعدم القانونية.

وحيث في ظل النتيجة المنتهى اليها، يُضحي بحث الأسباب الزائدة أو المخالفة، أكانت واقعية أم قانونية، دون جدوى، مما يجعلها بالتالي مردودة بكليتها.

لذلك،

يحكم:

اولاً: برد الادعاء المقابل شكلاً.

ثانياً: بإلزام المدعى عليها بأن تدفع للمدعية مبلغاً مقداره /٣٢٥٠/د.أ. (ثلاثة آلاف ومئتان وخمسون دولاراً أميركياً) أو ما يعادله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع، مع فائدة هذا المبلغ محسوبة على المعدل القانوني منذ تاريخ ٢٠٠٤/٩/١٧ ولغاية الدفع الفعلي.

ثالثاً: برد ما زاد أو خالف، بما فيه طلب العطل والضرر.

رابعاً: بتضمين المدعى عليها جميع نفقات المحاكمة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في بيروت
الناظر في الدعاوى المالية

الهيئة الحاكمة: الرئيسة مريانا عناني
القرار: رقم ٢٨٨ تاريخ ٢٠٠٩/١٠/٢٩

سهير عاصي/ الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي

- دعوى ترمي الى إلزام محجوز لديه بالمبالغ سبب الحجز وبايداعها دائرة التنفيذ – دفع بعدم الاختصاص الوظيفي – منازعة تتمحور حول مدى صحة التصريح الذي قدمه المدعى عليه الى رئيس دائرة التنفيذ – لا تتناول الطعن في قرار صادر عن ادارة عامة وفق ما يدلي به المدعى عليه – وجوب تطبيق أحكام المادة ٨٩١ أ.م.م. على المنازعة المذكورة – رد الدفع بعدم الاختصاص الوظيفي للمحكمة الراهنة.

- دفع بعدم الاختصاص النوعي للقاضي المنفرد عملاً بالمادة ٨٦ أ.م.م. – مداعاة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بصفته محجوزاً لديه تتم أمام المحاكم العادية – اختصاص محكمة الموضوع وفق قواعد الاختصاص المعينة في قانون أصول المحاكمات المدنية – ثبوت كون المبالغ المنازع حول التصريح بشأنها لا تزيد قيمتها عن نصاب اختصاص القاضي المنفرد – حفظ اختصاص الأخير للنظر في هذه المنازعة طبقاً لأحكام المادة ٨٩١ أ.م.م.

- دفع بعدم اختصاص المحكمة الراهنة نوعياً للنظر في طلب ايداع الأموال المحجوزة – اختصاص حصري لرئيس دائرة التنفيذ في هذه المسألة – رد طلب المدعي لهذه الجهة لعدم الاختصاص.

- طلب إلزام الصندوق المدعى عليه بالمبالغ سبب الحجز بسبب تهريبه لتعويض نهاية الخدمة المتوجب عليه بعد ابلاغه قرار الحجز مما يدل على سوء نيته في هذا المضمار – دفع بعدم جواز حجز ذلك التعويض الا في حالة غير متوافرة في الدعوى الراهنة – بحث في مدى توافر سوء النية في سلوك المحجوز لديه تفعيلاً لأحكام المادة ٨٩١ أ.م.م. فقرتها الثانية المستوجبة التطبيق – ادراج تعويض نهاية الخدمة ضمن التقديمات النقدية المشمولة بالحماية المقررة في المادة ٥٧ من قانون الضمان الاجتماعي – عدم جواز حجزه الا لتنفيذ موجبات غذائية شرعية غير متحققة في النزاع الراهن – بقاء ذلك التعويض متحصناً بعدم قابلية الحجز طالما أن النص لم يأت على أي استثناء بهذا الشأن – عدم قانونية إدلاء المدعية بأن صفة هذا التعويض تتبدل بوفاة الأجير بحيث يصبح حقاً وديناً للتركة قابلاً لإلقاء الحجز عليه – اعتبار تصريح المدعى عليه المنازع بشأنه قد جاء متوافقاً مع أحكام القانون – انتفاء سوء النية في تصرفه المتمثل بامتناعه عن حجز التعويض بين يديه وعن دفعه لاحقاً للورثة – رد الدعوى لعدم قانونيتها.

بناءً عليه،

حيث ان البحث في الدعوى الراهنة يستوجب بادئ ذي بدء النظر في مدى اختصاص هذه المحكمة للنظر فيها في ضوء مطالب الجهة المدعية وإدلاءات الفريقين في هذا الشأن، وذلك توطئة للبت في أساسها، على النحو الآتي بيانه:

اولاً – في الاختصاص:

حيث تطلب المدعية في استحضارها قبول دعواها شكلاً، وأساساً الحكم بالزام المدعى عليه ببيان المبالغ المستحقة في ذمته للمتوفاة جمال مصطفى الداعوق وبالتالي لورثتها من بعدها، وبالتصريح عنها وبإيداعها صندوق دائرة التنفيذ أو في مصرف مقبول في مهلة أسبوع وفق أحكام المادة /٨٩٤/ أ.م.م.، وإلا اعتباره ملزماً تجاهها بالمبلغ الذي كان سبباً للحجز عملاً بالمادة /٨٩٠/ أ.م.م.

وحيث ان المدعية، وبعد أن صرح المدعى عليه في لائحته تاريخ ٢٠٠٩/٦/٤ بأنه دفع التعويض المستحق لورثة المرحوم الداعوق بتاريخ ٢٠٠٦/٩/٥ عادت وحصرت طلباتها في مذكرتها تاريخ ٢٠٠٩/٦/٥ بإلزامه بالمبالغ سبب الحجز وبإيداعها دائرة التنفيذ.

وحيث ان المدعى عليه يطلب من جهته رد الدعوى شكلاً لعدم الاختصاص الوظيفي لهذه المحكمة، باعتبار أن الطعن في القرارات الادارية يعود النظر فيه الى

مجلس شورى الدولة، كما ولعدم الاختصاص النوعي للقاضي المنفرد عملاً بالمادة /٨٦/ أ.م.م.، ولاختصاص رئيس دائرة التنفيذ في ما يتعلق بتطبيق المادتين /٨٩٠/ و/٨٩٤/ أ.م.م.

وحيث ان الدعوى الراهنة تتمحور في هذا الصدد حول مدى صحة التصريح الذي قدمه المدعى عليه الى رئيس دائرة التنفيذ، وتالياً هي لا تتناول الطعن في قرار صادر عن ادارة عامة وفق ما يدلي به المدعى عليه، بل أنها تنحصر بمنازعة الحاجز في التصريح الصادر عن المحجوز لديه، فتكون أحكام المادة /٨٩١/ أ.م.م. الناظمة لهذه الحالة، هي المستوجبة التطبيق في هذا الاطار، بحيث انه وتفعيلاً لأحكامها يجوز لكل من الحاجز والمحجوز عليه أن ينازع في صحة تصريح المحجوز لديه باستحضاره أمام المحكمة المختصة وفقاً للقواعد العامة.

وحيث ان مداعاة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بصفته محجوزاً لديه تتم إستناداً الى ما تقدم أمام المحاكم العادية، وتكون المحكمة المختصة هي محكمة الموضوع وفق قواعد الاختصاص المعينة في قانون أصول المحاكمات المدنية، أي إما الغرفة الابتدائية وهي المحكمة العادية التي لها اختصاص عام في القضايا التجارية بحسب المادة /٩٠/ منه، وإما القاضي المنفرد إذا كانت قيمة الدعوى لا تتجاوز المئة مليون ل.ل. (المادة /٨٦/ منه)، الأمر الذي يوجب تالياً رد الدفع بعدم الاختصاص الوظيفي للمحاكم العدلية، ومن ثم البحث في مدى توافر الاختصاص النوعي لهذه المحكمة.

وحيث يتبدى من الملف أن المحكمة بهيئتها السابقة كانت قد كلفت الفريقين بمناقشة مدى اختصاص المحكمة للنظر في الدعوى الحاضرة في ضوء طلبات المدعية الرامية من جهة الى إلزام المدعى عليه بالتصريح عن المبالغ المستحقة للورثة، ومن جهة أخرى الى إلزامه بايداعها صندوق دائرة التنفيذ وفق أحكام المادة /٨٩٤/ أ.م.م.، إلا أنه يتضح أن المدعى عليه عاد وصرح في لائحته تاريخ ٢٠٠٩/٦/٤ عن مقدار التعويض الذي جرى دفعه للورثة بتاريخ ٢٠٠٦/٩/٥، إذ تبيّن من خلال المستند رقم /٢/ المرفق بها أنه قد بلغ /٥٢,٤٥٩,٢٩٠/ ل.ل.، الأمر الذي يستفاد منه أن المبالغ المنازع حول التصريح بشأنها من قبل المدعى عليه لا تزيد قيمتها عن نصاب اختصاص القاضي المنفرد، مما يوجب تبعاً لذلك حفظ اختصاص المحكمة للنظر في هذه المنازعة طبقاً لأحكام المادة /٨٩١/ أ.م.م. ورد الادلاءات المخالفة.

وحيث من نحو آخر، ووفاقاً لأحكام المادة /٨٩٤/ أ.م.م. يعود لرئيس دائرة التنفيذ، بناء على طلب مقدم من الحاجز أو المحجوز عليه في مواجهة المحجوز لديه، أن يأمر هذا الأخير على الطريقة المتبعة في القضايا المستعجلة بإيداع الأموال المحجوزة صندوق الدائرة أو مصرفاً مقبولاً في مهلة يحددها، مما يستخلص معه ان المحكمة الراهنة غير مختصة نوعياً للنظر في طلب ايداع الأموال، بل يعود أمر النظر فيه حصراً لرئيس دائرة التنفيذ، مما يقتضي بناءً على ذلك، ردّ هذا الطلب لعدم الاختصاص.

ثانياً – في موضوع الدعوى:

حيث تطلب المدعية تطبيق احكام المادتين /٨٩٠/ و/٨٩١/ أ.م.م. بحق المدعى عليه وإلزامه بالتالي بالمبالغ سبب الحجز بسبب تهريبه لتعويض نهاية الخدمة المتوجب عليه لمصلحة المرحومة جمال الداعوق من دائرة الحجز، باعتبار أنه تصرف بهذه الأموال بعد ابلاغه قرار الحجز الصادر بهذا الخصوص عن رئيس دائرة التنفيذ وبعد تقديم الدعوى الحاضرة، مما يدل على سوء نيته في هذا المضمار، سيما أن التعويض المذكور يفقد صفته كدين غير قابل للحجز ويعتبر حقاً وديناً للتركة.

وحيث يدلي المدعى عليه دفاعاً بأن تعويض نهاية الخدمة الذي يلحظه قانون الضمان الاجتماعي في كتابه الثاني تحت عنوان التقديمات، هو بطبيعته تقديمات نقدية، وبالتالي فإن هذه المبالغ لا تدخل في التركة الحقيقية، وهو لا يقبل الحجز إلا لتنفيذ موجبات غذائية شرعية وفي هذه الحالة يجوز حجزه لغاية نصف قيمته عملاً بأحكام المادة /٥٧/ من قانون الضمان، فضلا عن أن تصفية تعويض نهاية الخدمة تستوجب تقديم طلب من أصحاب الحق المحددين حصراً في المادة الأولى من نظام تعويض نهاية الخدمة، وأن المرحومة جمال الداعوق قد سبق لها وصفت تعويضها عام ١٩٩٥، وقد تقدم ورثتها بطلب تصفية مجدداً بتاريخ ٢٠٠٦/٤/١٧ وقبضوه بتاريخ ٢٠٠٦/٩/٥.

وحيث تقتضي الاشارة بادئ ذي بدء الى أن لا محل قانوناً لتطبيق المادة /٨٩٠/ أ.م.م. على النزاع الحاضر، وذلك لكون هذه المادة تتصل بالحالة التي يمتنع فيها المحجوز لديه عن تقديم تصريحه لرئيس دائرة التنفيذ خلال مهلة معينة الأمر غير المتوافر راهناً، إذ من

الثابت أن المدعى عليه قد قدم تصريحه في هذا الشأن، وما الدعوى الحاضرة سوى منازعة من قبل المدعية في صحة هذا التصريح.

وحيث تفترض المادة /٨٩١/ أ.م.م. في فقرتها الثانية – المستوجبة الإعمال في هذه القضية – توافر سوء النية في سلوك المحجوز لديه لترتيب تعويض عليه عما أصاب الحاجز من ضرر بسبب ما أحدثه هذا المسلك من تأخير وما كبده من نفقات، مما يستدعي والحالة ما تقدم، البحث في مدى توافر سوء النية في سلوك المدعى عليه في النزاع الحاضر.

وحيث يتجلى من معطيات الملف الواقعية، أن المدعى عليه يُسند رفضه حجز تعويض نهاية الخدمة العائد للمرحومة جمال الداعوق لديه الى أحكام قانون الضمان الاجتماعي التي تحظّر، بحسب قوله، مثل هذا الحجز، الأمر الذي يوجب تالياً التطرّق الى الأحكام ذات الصلة للوقوف على مدى قانونية الموقف الذي انتحاه هذا الأخير.

وحيث تنص المادة /٨٦٣/ أ.م.م. التي أتت تحت الفصل الرابع بعنوان "موضوع التنفيذ وما لا يجوز حجزه"، على ما يلي: "مع مراعاة أحكام... والمادة /٥٧/ من قانون الضمان الاجتماعي الصادر في ١٩٦٣/٩/٢٦، لا يجوز الحجز على أجور ومعاشات تقاعد المستخدمين والعمال والخدم... إلا وفق النسب التالية...".

وحيث بالرجوع الى أحكام المادة /٥٧/ من قانون الضمان الاجتماعي المذكورة أعلاه، والتي أتت تحت الباب الخامس بعنوان "أحكام مشتركة لمختلف التقديمات"، يتبين انها تنص على أن التقديمات النقدية لا يمكن أن تكون موضوع تفرّغ أو مقاصة أو تعهد من أي نوع كان، وهي لا تقبل الحجز إلا لتنفيذ موجبات غذائية شرعية. وفي هذه الحالة يجوز حجزها لغاية نصف قيمتها.

وحيث تقتضي تبعاً لما تقدم معرفة ما اذا كان تعويض نهاية الخدمة يندرج ضمن التقديمات النقدية المشمولة بالحماية المقررة في المادة /٥٧/ المنوه عنها.

وحيث ان تلك التقديمات منصوص عليها في الكتاب الثاني من قانون الضمان الاجتماعي، وهي تشمل أربعة أبواب، وفق ما يلي:

– الباب الأول: "ضمان المرض والأمومة"،

– الباب الثاني: "ضمان طوارئ العمل والأمراض المهنية"،

– الباب الثالث: "التعويضات العائلية"،

– الباب الرابع: "تعويض نهاية الخدمة"؛

الأمر الذي من شأنه الدلالة على أن هذا التعويض الأخير، وبوصفه من التقديمات النقدية، لا يقبل الحجز إلا وفق ما هو مشروط صراحة في المادة /٥٧/ منه، أي أن تكون غاية الحجز تنفيذ موجبات غذائية شرعية وفي مطلق الأحوال، يجب ألا يتجاوز الحجز نصف قيمة هذا التعويض.

وحيث ان الشرط المشار اليه أعلاه ليس متحققاً في الدعوى الحاضرة، مما يستتبع بالتالي وبطبيعة الحال عدم جواز الحجز على تعويض نهاية الخدمة العائد للمرحومة جمال الداعوق، فيكون تصريح المدعى عليه في هذا السياق قد جاء متوافقاً مع أحكام القانون، مما ينفي بالنتيجة توافر سوء النية في تصرفه حيال قرار الحجز.

وحيث لا يستقيم قانوناً إدلاء المدعية بأن صفة هذا التعويض، كدين غير قابل للحجز، تتبدل بوفاة الأجير فيصبح بالتالي حقاً وديناً للتركة يجوز إلقاء الحجز عليه، وذلك لأن تعويض نهاية الخدمة يتمتع بالحماية المذكورة بشكل عام ومهما كان سبب استحقاقه، سواء أكان ذلك بسبب وفاة الأجير أو عند تحقق أي من الشروط المنصوص عليها في المادة /٥٠/ من القانون المذكور، وفي حالة الوفاة يصبح هذا التعويض عائداً لأصحاب الحق المعيّنين في الفقرة /٣/ من المادة /٣١/ منه، ويبقى متحصنا بعدم قابلية الحجز طالما أن النص لم يأت على أي استثناء في هذا الشأن، مما يوجب تبعاً لما تقدم رد الادلاءات المعاكسة لهذه الوجهة.

وحيث تأسيساً على التعليل المساق اعلاه، لا يكون موقف المدعى عليه، المتمثل من جهة بامتناعه عن حجز التعويض بين يديه، وبإقدامه من جهة أخرى على دفعه لاحقاً للورثة، متسماً بسوء النية، بل على العكس فقد أتى في موقعه القانوني السليم، وبانتفاء الخطأ لا يتوجب بالتالي في ذمته أي تعويض للمدعية، الأمر الذي يقتضي معه رد الدعوى الحاضرة.

وحيث في ظل النتيجة التي خلصت اليها المحكمة، لم تبق أية ضرورة للبت في الأسباب الزائدة أو المخالفة، مما يجعلها بالتالي مردودة جميعها، بما فيها طلب العطل والضرر لانتفاء المسوغ القانوني.

لذلك،

يحكم:

اولاً: برد طلب إلزام المدعى عليه بايداع الأموال المحجوزة لعدم الاختصاص.

ثانيـاً: بحفظ اختصاص المحكمة الحاضرة للنظر في سائر الطلبات.

ثالثاً: برد الدعوى برمتها للأسباب المبينة في متن الحكم.

رابعاً: برد ما زاد أو خالف، بما فيه طلب العطل والضرر.

خامساً: بتضمين المدعية نفقات المحاكمة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في بيروت الناظر في الدعاوى المالية

الهيئة الحاكمة: الرئيسة رلى صفير

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٢/٢٥

المحامي أ. ط./ أحمد طبارة ورفاقه

- أتعاب تحكيمية – مطالبة محكّم بحصته من رصيد تلك الأتعاب – تحديد الأتعاب المذكورة بموجب قرار صادر عن الهيئة التحكيمية – قرار تحكيمي نهائي فاصل بالنزاع تضمّن إلزام الفرقاء بتنفيذ القرار السابق – دفع بعدم صحة تاريخ صدور القرار الأخير وبكونه صادراً خارج المهلة المحددة لصدوره – تمتع القرار التحكيمي منذ صدوره بالقوة الثبوتية العائدة للسند الرسمي وللحكم القضائي – لا يمكن المنازعة في صحة بعض بياناته الا بطريق الادعاء بالتزوير – الادلاء بحبس القرار التحكيمي لا يؤدي الى اعتبار ان القرار المذكور لم يصدر – رد ادلاءات الجهة المدعى عليها لهذه الناحية.

- دفع يرمي الى اعتبار القرار التحكيمي ساقطاً وباطلاً وصادراً عن هيئة ممدد لها بدون سند قانوني سنداً للمادة ١/٨٠٠ أ.م.م. – عدم اختصاص المحكمة الراهنة للنظر بمسألة ابطال القرار التحكيمي – عدم ثبوت وجود أي طعن بطريق الابطال ضد القرار موضوع النزاع – عدم الاعتداد بادلاءات الجهة المدعى عليها المتعلقة بذلك الابطال – ثبوت صدور ذلك القرار ضمن المهلة القانونية تبعاً للتمديد الحاصل بموجب قرار الهيئة التحكيمية الذي جاء متوافقاً مع أحكام الاتفاق التحكيمي – توجب اتعاب المحكمين بصرف النظر عن مصير ذلك القرار بعد صدوره – رد الادلاءات المخالفة.

- تحديد قيمة الاتعاب المتوجبة بموجب قرار صادر عن الهيئة التحكيمية – ثبوت ارتضاء غالبية المدعى عليهم صراحة بواسطة وكيلهم القانوني تفويض تلك الهيئة صلاحية تحديد أتعابها – معارضة احدهم في دفع تلك الاتعاب وتحفظه لجهة قيمتها – اعتبار التحديد المجرى من قبل الهيئة المذكورة ملزماً بالنسبة للمدعى عليهم باستثناء المدعى عليه الذي عارض في ذلك – تحديد الأتعاب بالنسبة لهذا الأخير يبقى خاضعاً لتقدير هذه المحكمة التي تستند في هذا المجال الى مجمل المعطيات المتوافرة في الملف – تقرير اعتماد التحديد عينه الذي أجرته الهيئة التحكيمية لمجمل الاتعاب – إجراء محاسبة بين أطراف الدعوى لمعرفة المبلغ المتوجب بذمة كل من المدعى عليهم على حدة لعدم وجود تضامن فيما بينهم – رد ادلاءات الأخيرين لجهة مخالفة تلك الهيئة أحكام المادة ٥٤٢ أ.م.م. في تحديد اتعابها طالما ان التحكيم موضوع الدعوى هو تحكيم مطلق وغير خاضع بالنسبة لأتعاب المحكم لقواعد أصول المحاكمات المدنية أو أي شكل معين بسبب انتفاء النص على ذلك – تعسف في استعمال حق الدفاع – غرامة.

بناءً عليه،

حيث يطلب المدعي إلزام المدعى عليهم بأن يدفعوا له مبلغ /١٣,٢٠٦/ د.أ. (ثلاثة عشر ألفاً ومايتين وستة دولارات أميركية) يمثل حصته من رصيد الأتعاب التحكيمية المتوجبة للهيئة التحكيمية التي كان عضواً فيها والتي كلفت بحل النزاع الذي كان عالقاً بين أفراد الجهة المدعى عليها، بواسطة التحكيم المطلق، وذلك سنداً للقرار الصادر عن الهيئة التحكيمية بتاريخ

٢٠٠٧/٦/١٣، فضلاً عن الفوائد المتوجبة عن المبلغ المذكور من تاريخ صدور قرار الهيئة التحكيمية وحتى تاريخ الدفع الفعلي،

وحيث انطلاقاً من إدلاءات المدعي ومطالبه، في الأوجه والأبعاد المعروضة بها، يقتضي التطرق الى الأسباب التي تستثيرها الجهة المدعى عليها توصلاً الى رد الدعوى، وذلك تباعاً وبالقدر اللازم والكافي لإحاطة النزاع من جوانبه كافة،

علماً بأن المدعى عليه الثالث منير طباره لم يتقدم لتاريخه بأي جواب في الدعوى، كما وأنه لم يمثل في أي من جلسات المحاكمة، وذلك بالرغم من تبلغه أصولاً كل أوراق الدعوى ومواعيد الجلسات فيها،

وحيث يجوز للمحكمة، والحالة هذه، أن تستجيب لمطالب المدعي الموجهة ضد المدعى عليه المذكور اذا وجدتها قانونية في الشكل، ومبدئية على أساس صحيح، وذلك سنداً للمادة ١/٤٦٨ أ.م.م.،

وحيث من الثابت بالأوراق:

– انه بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ اجتمعت الهيئة التحكيمية بكامل اعضائها – وهم المدعي والاستاذان ع. ق. وم. ت. مع وكيل الجهة طالبة التحكيم المؤلفة من المدعى عليهم أحمد ومنير وزياد طباره كما والسيد محمد صادق الصواف، ومع وكيل المطلوب التحكيم بوجهه المدعى عليه فارس الفرا، واتفقوا على أمور عدة، من بينها أصول التبادل ومهلة التحكيم ومقدار السلفة، وسوى ذلك.

– وأنه بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٣٠، وفي سياق الجلسة التحكيمية الثانية، تم توقيع اتفاقية تحكيم بين المدعى عليهم والسيد محمد صادق الصواف تضمنت – بما تضمنته – أن التحكيم مطلق وأن مدة التحكيم هي أربعة أشهر ونصف تبدأ اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ مع إعطاء الهيئة التحكيمية حق تمديد المهلة رضائياً أو بناء على طلب أي من الفريقين وذلك للمدة التي تراها الهيئة المذكورة مناسبة أو للمدة التي يتم التوافق عليها بين الطرفين.

– وانه بتاريخ ٢٠٠٧/٢/٧ أصدرت الهيئة التحكيمية قراراً بالاجماع، مددت بموجبه مهلة التحكيم لمدة أربعة أشهر إضافية بحيث تنتهي المهلة بتاريخ ٢٠٠٧/٦/٢٠، وذلك لاتمام المهمة الموكولة الى لجنة الخبيرين المكلفين من قبلها.

– وانه بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١٣ أصدرت الهيئة التحكيمية بالاجماع قراراً تضمن – بما تضمنه – تمهيداً لاصدار القرار وابلاغه من الطرفين:

* تحديد قيمة الأتعاب المتوجبة لها (...)

* توزيع ما يتحمله كل من الفريقين من نفقات وأتعاب المحاكمة التحكيمية (...)

* الترخيص للفريق الأكثر عجلة بتسديد النفقات والأتعاب كاملة.

* عدم تسليم القرار النهائي لأي من الفريقين إلا بعد إنفاذ البنود المبينة كاملة.

– وانه بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥ أصدرت الهيئة التحكيمية بالاجماع القرار التحكيمي الفاصل نهائياً بالنزاع، وقد تضمن في خاتمته – بما تضمنه – بنداً متمثلا بالزام الفريقين بتنفيذ القرار تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٣.

وحيث من المسلم به فقهاً واجتهاداً في كل من لبنان وفرنسا ان القرار التحكيمي يُعتبر منذ صدوره متمتعاً بالقوة الثبوتية العائدة للسند الرسمي وللحكم القضائي، وأن المنازعة في صحة بعض من بياناته – بما فيها تاريخ صدوره – لا يمكن ان تحصل إلا بطريق الادعاء بالتزوير.

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، موسوعة أصول المحاكمات والاثبات والتنفيذ، الجزء ١١، ١٩٨٨، ص. ٣١٠ حتى ٣١٢}.

وحيث، وعليه، فإن تاريخ صدور القرار التحكيمي موضوع هذه الدعوى في ٢٠٠٧/٦/١٥ – المدون في خاتمة هذا القرار بالاستناد الى النسخة المرفقة بلائحة المدعي تاريخ ٢٠٠٨/١١/٢٥ والموقعة من أفراد الهيئة التحكيمية بالاجماع – هو من مندرجات القرار التحكيمي التي تعتبر ثابتة الى أن يدعى بتزويرها، وبالتالي، وفي ظل عدم ثبوت وجود أي ادعاء بتزوير التاريخ المذكور، يقتضي اعتبار هذا التاريخ ثابتاً، الأمر الذي يجعل كل ما أدلي به خلافاً لما تقدم مردوداً،

وحيث لا يغير في هذه النتيجة ما تدلي به الجهة المدعى عليها من أن الهيئة التحكيمية أقدمت على حبس القرار التحكيمي تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥، ذلك أن هذا الادلاء، وعلى فرض صحته، لا يؤدي الى اعتبار ان القرار التحكيمي لم يصدر، مما يوجب رد ادلاءات الجهة المدعى عليها لهذه الناحية،

علماً بأن الفقه والاجتهاد اللبنانيين والفرنسيين يذهبان الى أن النطق بالقرارالتحكيمي أمام الخصوم لا يتم علناً

كما هو الشأن في النطق بالحكم القضائي، وأنه في مطلق الأحوال لا يُلجأ بالضرورة الى النطق بالقرار الا في التحكيم العادي دون التحكيم المطلق – كما هي الحال في التحكيم موضوع هذه الدعوى – أو التحكيم المعفى من تطبيق أصول المحاكمة،

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، المرجع المذكور آنفاً، ص. ٢٦٩، الهامش}.

وحيث، من جهة أخرى، يتبين أن الجهة المدعى عليها تدلي بأن قرار الهيئة التحكيمية وعلى فرض صدوره يعتبر ساقطاً وباطلاً وصادراً عن هيئة ممدد لها بدون سند قانوني سنداً للمادة ١/٨٠٠ أ.م.م. ويكون لهذا البطلان مفعول رجعي يجعل المحاكمة التحكيمية وكأنها لم تحصل أصلا،

وحيث ان إبطال القرار التحكيمي لأي من الحالات المنصوص عليها في المادة ٨٠٠ أ.م.م. يدخل ضمن صلاحية المرجع المحدد صراحة في المادة ٨٠٢ أ.م.م. وذلك ضمن المهل والأصول المنصوص عليها في المواد ٨٠١ وما يليها أ.م.م.، وبالتالي فإن النظر بمسألة ابطال القرار التحكيمي يخرج عن اختصاص هذه المحكمة،

وحيث في ظل عدم ثبوت وجود أي طعن بطريق الابطال ضد القرار التحكيمي موضوع هذه الدعوى، ترى المحكمة عدم الاعتداد بإدلاءات الجهة المدعى عليها المتعلقة بذلك الابطال،

وحيث في مطلق الأحوال، فإنه ثابت بالأوراق أن الاتفاق التحكيمي الحاصل بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ (والمكرسة أحكامه بموجب العقد تاريخ ٢٠٠٦/١٠/٣٠) قد تضمن أن مدة التحكيم هي أربعة أشهر ونصف تبدأ اعتباراً من تاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ مع إعطاء الهيئة التحكيمية حق تمديد المهلة رضائياً أو بناء على طلب أي من الفريقين وذلك للمدة التي تراها الهيئة المذكورة مناسبة أو للمدة التي يتم التوافق عليها بين الطرفين، فيكون بالتالي تمديد المهلة لغاية ٢٠٠٧/٦/٢٠ الحاصل بموجب قرار الهيئة التحكيمية تاريخ ٢٠٠٧/٢/٧ – وفقاً لمندرجات القرار التحكيمي ونسخة المحضر المرفق جزء منه بلائحة المدعى عليه تاريخ ٢٠٠٨/١١/٢٥ – متوافقاً مع أحكام الاتفاق التحكيمي، ويكون بالتالي القرار التحكيمي الصادر بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥ صادراً ضمن المهلة القانونية،

هذا مع العلم بأن تمديد المهلة قد تم بهدف إفساح المجال أمام لجنة الخبيرين لإتمام المهمة الفنية المكلفين بها، ومن الثابت بمندرجات القرار التحكيمي أن الخبيرين المذكورين قدما تقريرهما في ٢٠٠٧/٥/١٥، وأن كلا من طرفي التحكيم تقدم بلائحة تعليق على التقرير في ٢٠٠٧/٦/١، ولم يثبت لهذه المحكمة وجود أي تحفظ من قبل أي منهما حول تمديد المهلة، مما يعني موافقتهم – أقله الضمنية – على حصول التمديد،

وحيث ان ثبوت صدور القرار التحكيمي المذكور بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥ يجعل أتعاب المحكمين متوجبة لصالحهم بصرف النظر عن مصير هذا القرار بعد صدوره وما يكون قد تعرّض له من طعن لاحق وحتى من طعن بالابطال،

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، المرجع المذكور آنفاً، الجزء ١٠، ١٩٨٨، ص. ٤٢٩}.

فكيف الحال اذا لم يُطلب أصلاً بطلان هذا القرار، كما هو الحال في هذه الدعوى،

وحيث انطلاقاً مما تقدم، يكون من النافل البحث – في اطار هذه الدعوى – بتاريخ تبليغ القرار التحكيمي تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥ من أطراف المحاكمة التحكيمية، الأمر الذي يوجب رد كل ما أدلي به في هذا المجال لعدم الجدوى،

وحيث يقتضي بالتالي اعتبار الأتعاب الناتجة عن التحكيم متوجبة لصالح افراد الهيئة التحكيمية – بمن فيهم المدعي – بنتيجة صدور القرار التحكيمي المذكور،

وحيث، لجهة قيمة تلك الأتعاب، فإن قانون أصول المحاكمات المدنية الجديد لم يتضمن نصاً بشأنها، تاركاً هذا الأمر لارادة طرفي التحكيم وللقواعد العامة، ومن المسلم به لهذه الناحية، أن تحديد الأتعاب يتم إما في اتفاق التحكيم أو في اتفاق مستقل يعقد بين طرفي التحكيم والمحكم، أو يتم تحديدها من قبل المحكم بناء على تفويض من طرفي التحكيم، أما في غير هذه الحالات فلقد استقر الرأي في الفقه والاجتهاد على وجوب رفع دعوى بالأتعاب أمام المحكمة طبقاً للقواعد العامة،

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، المرجع المذكور آنفاً، الجزء ١٠، ١٩٨٨، ص. ٤٢٩، وكذلك الجزء ١١، ١٩٨٨، ص. ٢٨٧ و٢٨٨}.

وحيث بالعودة الى الأوراق، يتبين أن العقد التحكيمي لم يتضمن أي اشارة الى قيمة تلك الأتعاب أو كيفية دفعها، وأن القرار التمهيدي الصادر عن الهيئة التحكيمية بالاجماع بتاريخ ٢٠٠٧/٦/١٣ هو الذي تضمن تحديداً نهائياً لتلك الاتعاب على الشكل الآتي:

* تحديد قيمة الأتعاب المتوجبة للهيئة التحكيمية بالحد الأدنى البالغ ٢% من قيمة المطالب أي ما مجموعه /٥٤,٦٢٠/ د.أ. (أربعة وخمسون الفاً وستماية وعشرون دولاراً أميركياً) بما فيه قيمة الدفعة الأولى من بدلات الأتعاب المسددة من قبل الجهة طالبة التحكيم والبالغة /١٥,٠٠٠/ د.أ. (خمسة عشر الف دولار أميركي).

* توزيع ما يتحمله كل من الفريقين من نفقات وأتعاب المحاكمة التحكيمية بنسبة الثلث (٣/١) على الجهة طالبة التحكيم والثلثين (٣/٢) على الجهة المطلوب التحكيم بوجهها.

وحيث من الثابت بالأوراق أن الهيئة التحكيمية كانت قد اجتمعت بكامل أعضائها بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ مع وكيل الجهة طالبة التحكيم المؤلفة من المدعى عليهم أحمد ومنير وزياد طباره كما والسيد محمد صادق الصواف، ومع وكيل المطلوب التحكيم بوجهه المدعى عليه فارس الفرا، واتفقوا على مقدار السلفة البالغة /٢٤,٠٠٠/ د.أ. يُدفع مناصفة من قبل فريقي النزاع أما في حال تلكؤ أي منهما عن الدفع فيعود للآخر تسديد نصيبه عنه مع الاحتفاظ بحقه تجاهه على أن تسدد السلفة في مهلة أقصاها ٢٠٠٦/١٠/١٢ وعلى أن تحدد أتعاب الهيئة التحكيمية لاحقاً وبشكل نهائي مع صدور القرار التحكيمي، علماً بأن وكيل المطلوب التحكيم بوجهه فارس الفرا قد صرح في حينه بأن موكله يمانع بدفع أتعاب الهيئة التحكيمية طالباً تكليف الجهة طالبة التحكيم بتسديدها كاملة ومتحفظاً في مطلق الأحوال على قيمة السلفة والأتعاب،

وحيث يستنتج من الاتفاق الحاصل بتاريخ ٢٠٠٦/١٠/٥ أن المدعى عليهم أحمد ومنير وزياد طباره قد ارتضوا صراحة – بواسطة وكيلهم القانوني – تفويض الهيئة التحكيمية صلاحية تحديد أتعابها، اما المدعى عليه الفرا فعارض في ذلك،

وعليه، يكون التحديد المُجرى من قبل الهيئة التحكيمية ملزماً بالنسبة الى كل من المدعى عليهم أحمد ومنير وزياد طبارة، أما بالنسبة الى حصة المدعى عليه فارس الفرا فيكون تحديد الأتعاب خاضعاً لتقدير هذه المحكمة – وفقاً لما هو مفصل في أعلاه –، وهي تستند في هذا المجال الى مجمل المعطيات المتوافرة في الملف،

وحيث من التدقيق بمجريات المحاكمة التحكيمية، الثابتة بالمستندات المبرزة في الملف ولا سيما بالقرار تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٥، ترى المحكمة، بالنسبة الى نصيب المدعى عليه فارس الفرا، اعتماد التحديد عينه الذي أجرته الهيئة التحكيمية لمجمل الأتعاب،

وحيث يُرد في هذا المجال ما تدلي به الجهة المدعى عليها بأن قيمة النزاع الجاري التحكيم بشأنه لا تتجاوز مبلغ /٥٠,٠٠٠/ د.أ. وذلك في ظل ما ورد في القرار تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٣ بشأن قيمة النزاع وبشأن تحديد أتعاب المحكمين على أساس النسبة الأدنى البالغة ٢٪ من قيمة النزاع.

وحيث يرد كذلك ما تدلي به الجهة المدعى عليها من أنه تقرر في جلسة ٢٠٠٦/١٠/٥ بأن تحدد الهيئة التحكيمية أتعابها بشكل نهائي مع صدور القرار التحكيمي وليس قبله ومن ان صدور القرار التمهيدي المتعلق بتوزيع المسؤولية والأتعاب قبل صدور القرار التحكيمي الفاصل بالنزاع يخالف أحكام المادة ٥٤٢ أ.م.م.، ذلك ان إدلاء المدعى عليها لهذه الناحية يصطدم بكون التحكيم موضوع هذه الدعوى تحكيماً مطلقاً وغير خاضع تالياً بالنسبة لأتعاب المحكم – التي لا تتعلق بالنظام العام – لقواعد قانون أصول المحاكمات المدنية، سنداً للمادة ٧٧٧ أ.م.م.، وبكون تحديد الأتعاب لا يخضع لشكل معيّن بسبب انتفاء النص على ذلك.

وحيث، في ظل ما تقدم، يقتضي إجراء محاسبة بين أطراف هذه الدعوى لمعرفة المبلغ المتوجب بذمة كل من المدعى عليهم على حدة، وذلك لعدم وجود تضامن في ما بينهم، قياساً على قواعد الوكالة المنصوص عليها في المادة ٧٩٧ أ.م.م.،

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، المرجع المذكور آنفاً، الجزء ١٠، ١٩٨٨، ص. ٤٣١}.

مع الأخذ في الاعتبار المبلغ المدفوع من قبل الجهة طالبة التحكيم، كسلفة، والبالغ /١٥,٠٠٠/ د.أ. كما هو ثابت بالأوراق، علماً بأن كلاً من المدعي والمدعى عليهم الماثلين في هذه الدعوى يؤكدون أنه لم يجرِ دفع أي مبلغ اضافي غير تلك السلفة، وقد عزا المدعى عليهم المذكورون السبب الى عدم توجب تلك الاتعاب وهو ادلاء مردود كما سبق تفصيله،

وعلى أن يجري احتساب حصة المدعي من تلك الأتعاب على أساس الثلث، أي تقسيم الأتعاب بين المحكمين الثلاثة بالتساوي، وذلك في ظل عدم تحديد القرار التحكيمي حصة كل منهم من تلك الاتعاب، وعدم تضمن الملف أي تحديد بهذا الشأن، علماً بأن أطراف

هذه الدعوى يؤكدون أنه قد قبض ثلث السلفة أي مبلغ /٥,٠٠٠/ د.أ.،

{بهذا المعنى: عيد (ادوار)، المرجع المذكور آنفاً، الجزء ١٠، ١٩٨٨، ص. ٤٣١}.

وحيث ان عدم قيام المحكمَين الآخرَين – غير المدعي – بالمطالبة بحصتيهما من أتعاب التحكيم، وعلى فرض صحته، ليس من شأنه أن يحجب عن المدعي حق المطالبة بحصته من تلك الاتعاب، في ظل ثبوت توجب تلك الاتعاب، الأمر الذي يجعل كل أقوال الجهة المدعى عليها المخالفة مستوجبة الرد،

وعليه، فإن إجراء المحاسبة وفقاً للأسس المفصلة في أعلاه تفضي الى الآتي:

الرصيد غير المدفوع من الأتعاب = /٥٤,٦٢٠/– /١٥,٠٠٠/=/٣٩,٦٢٠/ د.أ.،

حصة المدعي من الرصيد المذكور = /٣٩,٦٢٠/ مقسوماً على ٣ أي /١٣,٢٠٦/ د.أ. يقع على عاتق طالبي التحكيم والمطلوب التحكيم بوجهه مجتمعين، ثم يقتضي إلزام طالبي التحكيم بالثلث اما المطلوب التحكيم بوجهه فبالثلثين:

* موجب طالبي التحكيم من تلك الاتعاب = ١٣,٢٠٦ × ٣/١ = /٤,٤٠٢/ د.أ.

* موجب المطلوب التحكيم بوجهه منها = ١٣,٢٠٦ × ٣/٢ = /٨,٨٠٤/ د.أ.

ولكن، وبما أنه ثابت بالأوراق أن السلفة البالغة /١٥,٠٠٠/ مسددة بكاملها من قبل الجهة طالبة التحكيم دون المطلوب التحكيم بوجهه، في حين أن القرار تاريخ ٢٠٠٧/٦/١٣ وزع نصيبهم من الأتعاب بمعدل ٣/٢ و٣/١ بالنسبة الى كل الاتعاب، فترى المحكمة إنقاص المبلغ المترتب بذمة طالبي التحكيم من رصيد الاتعاب بمقدار المبلغ المسدد منهم بموجب السلفة بما يتجاوز نصيبهم واضافته على حصة المطلوب التحكيم بوجهه من رصيد الاتعاب.

وحيث ان احتساب ٣/٢ من قيمة السلفة البالغة /١٥,٠٠٠/ د.أ. يجعل المبلغ المتوجب بذمة المطلوب التحكيم بوجهه الفرا بالغاً /١٠,٠٠٠/ د.أ. منها،

وحيث ان حصة المدعي من تلك الأتعاب هي ٣/١ اذا ما أخذنا في الاعتبار حصتي المحكمين الآخرين بمعدل ٣/٢.

وحيث يكون نصيب المدعي المقبوض من طالبي التحكيم بموجب السلفة والذي يقع على عاتق المطلوب التحكيم بوجهه: /١٠,٠٠٠/ مقسوماً على ٣ أي /٣,٣٣٣,٣٣/ د.أ. ويقتضي تالياً انقاص هذا المبلغ من أصل المبلغ المتوجب بذمة طالبي التحكيم بموجب هذه الدعوى، وفي المقابل اضافته على حصة المطلوب التحكيم بوجهه، وفقاً للآتي:

* /٤,٤٠٢/–/٣,٣٣٣,٣٣/=/١,٠٦٨,٦٧/ د.أ. على عاتق طالبي التحكيم،

* /٨,٨٠٤/ د.أ. + /٣,٣٣٣,٣٣/=/١٢,١٣٧,٣٣/ د.أ. على عاتق المطلوب التحكيم بوجهه،

وحيث بالنسبة الى طالبي التحكيم، وهم أربعة، يقتضي تقسيم المبلغ الى أربعة، وذلك بالتساوي، علماً أن أحدهم السيد محمد صادق واصف الصواف غير مختصم في هذه الدعوى، ولا يمكن تالياً إلزام أي من المدعى عليهم بدفع نصيبه من الأتعاب لعدم وجود التضامن بينه وبينهم، وفقاً لما سبق شرحه،

مع التأكيد بأن عدم اختصام السيد الصواف في هذه الدعوى لا يحرم المدعي من مطالبة المدعى عليهم المختصمين في هذه الدعوى، إذ من البديهي أنه يحق للدائن – المدعي – المطالبة أو عدم المطالبة بالدين المتوجب لصالحه، ويمكنه أن يحصر دعواه ببعض المدينين دون سواهم، على أساس نسبة حصصهم من هذا الدين، الأمر الذي يجعل كل أقوال الجهة المدعى عليها المخالفة مستوجبة الرد،

وبالتالي فإن حصة كل من المدعى عليهم الثلاثة أحمد ومنير وزياد طبارة، تجاه المدعي، تكون بالغة: /١,٠٦٨,٦٧/ مقسوماً على ٤ أي /٢٦٧,١٦/ د.أ.،

وحيث تأسيساً على ما جرى عرضه، يكون نصيب كل من المدعى عليهم الثلاثة أحمد ومنير وزياد طبارة من أتعاب التحكيم تجاه المدعي بالغاً /٢٦٧,١٦/ د.أ. ويكون نصيب المدعى عليه فارس الفرا من تلك الأتعاب تجاه المدعي بالغاً /١٢,١٣٧,٣٣/ د.أ.، فيقتضي بالتالي إلزام كل منهم بأن يدفع المبلغ المتوجب للمدعي بذمته،

وحيث، لجهة طلب المدعي المتعلق بالفائدة المتوجبة على المبالغ المذكورة، يقتضي اعتماد المعدل القانوني المحدد على أساس ٩٪ سنوياً في ظل عدم ثبوت وجود اتفاق مخالف سنداً للمادة ٢٦٥ من قانون الموجبات والعقود، على أن يبدأ سريانها اعتباراً من تاريخ صيرورة هذا الحكم قطعياً،

وحيث ان النتيجة هذه، وبالحيثيات التي استغرقتها، تعفي المحكمة من البحث في أي سبب أو مطلب زائد أو

مخالف، إما لعدم الانتاجية وإما لعدم القانونية، بما في ذلك طلبات إلزام المدعي بالعطل والضرر عن التعسف في استعمال حق الادعاء وبتحديد التدابير الاحتياطية التي ذكرها في الاستحضار وبإزالتها، مما يوجب ردها،

وحيث، من جهة أخرى، ترى المحكمة ان اقدام كل من المدعى عليهما أحمد طبارة وزياد طبارة بالتأخر للمثول أصولاً في المحاكمة وتقديم جواب فيها، الأول في ٢٠٠٨/١١/٢٥، والثاني في ٢٠٠٩/٣/١٨، بعد ما جرت محاكمة كل منهما أصولاً في جلسة ٢٠٠٨/٦/١٧، قد أدى الى اطالة أمد المحاكمة بدون طائل، وترى المحكمة تالياً – وبما لها من سلطة التقدير انطلاقاً من أحكام المادة ١١ أ.م.م. – إلزام أحمد طبارة بغرامة قدرها /٥٠٠,٠٠٠/ ل.ل. (خمسماية الف ليرة لبنانية) وزياد طبارة بغرامة قدرها /١,٠٠٠,٠٠٠/ ل.ل. (مليون ليرة لبنانية) للتعسف في استعمال حق الدفاع.

لذلك،

يحكم:

اولاً: بإلزام كل من المدعى عليهم الثلاثة أحمد طبارة وزياد طبارة ومنير طبارة بأن يدفع للمدعي مبلغاً قدره ٢٦٧,١٦/ د.أ. (مايتان وسبعة وستون دولاراً أميركياً وستة عشر سنتاً)، وبإلزام المدعى عليه فارس الفرا بأن يدفع للمدعي مبلغ /١٢,١٣٧,٣٣/ د.أ. (اثني عشر الفاً ومائة وسبعة وثلاثين دولاراً أميركياً وثلاثة وثلاثين سنتاً، أو ما يعادل تلك المبالغ بالعملة الوطنية بتاريخ الدفع، فضلاً عن الفائدة القانونية المحتسبة على أساس معدل ٩٪ سنوياً اعتباراً من تاريخ صيرورة هذا الحكم قطعياً ولغاية الدفع الفعلي والتام، وفقاً للأسس المبينة في متن هذا الحكم.

ثانياً: برد كل ما زاد أو خالف، بما في ذلك طلبات إلزام المدعي بالعطل والضرر عن التعسف في استعمال حق الادعاء وبتحديد التدابير الاحتياطية وبازالتها.

ثالثاً: بإلزام المدعى عليه أحمد طبارة بغرامة قدرها /٥٠٠,٠٠٠/ ل.ل. (خمسماية الف ليرة لبنانية) والمدعى عليه زياد طبارة بغرامة قدرها /١,٠٠٠,٠٠٠/ ل.ل. (مليون ليرة لبنانية) للتعسف في استعمال حق الدفاع.

رابعاً: بتضمين أفراد الجهة المدعى عليها – بالتساوي – النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في المتن الناظر في الدعاوى المالية

الهيئة الحاكمة: الرئيسة أمل أيوب

القرار: رقم ٧ تاريخ ٢٠٠٩/١/٢٠

آني أموديان/ الجمعية الخيرية التربوية الأرمنية

- معلم – صرف من الخدمة – مطالبة بفروقات رواتب وبتعويض الصرف – عدم المنازعة باستحقاق الفروقات للمدعية – خلاف محصور حول قيمتها – احتسابها وفقاً للقوانين المرعية الاجراء.

- صرف بسبب إقفال المدرسة – توجب تعويض الصرف للمدعية – عدم توافر أي من الحالات التي يمنع فيها ذلك التعويض والمحددة حصراً في المادة ٣٨ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية – صرف لم يتم وفقاً لأحكام المادة ٣١ من ذلك القانون كما لا ينطبق عليه البند الثاني من المادة ٣٦ منه – توجب التعويض بذمة الجمعية المدعى عليها وليس لدى صندوق التعويضات المطلوب ادخاله – رد ادلاءات المدعى عليها المخالفة – الزامها بدفع تعويض الصرف بالاضافة الى فروقات الراتب وفقاً لما جرى احتسابه من المحكمة.

بناءً عليه،

١ – في طلب الادخال:

حيث ان المدعية طلبت إدخال صندوق التعويضات لأفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة لسماع الحكم وإلزامه عند الاقتضاء بدفع تعويض الصرف المتوجب لها،

وحيث ان للمدعية عملاً بقانون تنظيم أفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة مصلحة في طلب ادخال الصندوق المذكور وقد جاء طلب الادخال مستوفياً

الشروط المنصوص عنها في المادة ١/٣٧ أ.م.م. وما يليها فيقتضي قبوله شكلاً.

٢ – في الأساس:

حيث ان المدعية طلبت الزام المدعى عليها بأن تدفع لها مبلغاً وقدره /٣٦,٥٦٢,٩٠٦/ ل.ل. يمثل رواتب لم تقبضها عن ثلاثة أشهر ونصف وفروقات استحقت لها اعتباراً من عام ١٩٩٦ عملاً بالقانون رقم ٩٦/٥٩٣ بالاضافة الى التعويض عن صرفها وذلك على أساس راتبها الأخير الذي بلغ /١,٠٢٠,٠٠٠/ ل.ل. وفقاً لاحتسابه من قبلها واستطراداً إلزام المطلوب ادخاله صندوق التعويضات لأفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة بتعويض الصرف،

أ – لجهة الراتب:

حيث ان المدعية أقرت أثناء السير في الدعوى انها قبضت راتب الأشهر الثلاثة ونصف الشهر فأصبح طلبها هذا دون موضوع ويقتضي اعتبار النزاع محصوراً بفروقات الراتب وبتعويض الصرف من الخدمة والجهة المسؤولة عنه،

ب – لجهة الفروقات:

حيث ان المدعية تطلب إلزام المدعى عليها بأن تدفع لها الفروقات التي استحقت لها عملاً بأحكام القانون رقم ٩٦/٥٩٣،

وحيث ان المدعى عليها لم تنازع باستحقاق الفروقات للمدعية لا بل ان الفاكس المرسل منها للمدعية يؤكد تسليمها بتوجبها مما يعني ان الخلاف محصور بقيمتها،

وحيث ان المدعى عليها أدلت في لائحتها الجوابية الواردة بتاريخ ٢٠٠٨/٣/٦ بأن راتب المدعية وفقاً للقانون رقم ٩٦/٥٩٣ أصبح /٨٢٧٥٠٠/ ل.ل. ومن ثم أصبح /٩٠٠,٠٠٠/ ل.ل. عام ٢٠٠٠ تبعاً للزيادات اللاحقة بالراتب كل سنتين وبذلك تكون المدعى عليهما متفقتين على مقدار راتب المدعية حتى نهاية العام الدراسي ١٩٩٩ – ٢٠٠٠ وبالتالي يكون البحث في أقوال المدعى عليها لناحية عدم استفادة المدعية من احكام القانون رقم ٩٦/٥٩٣ دون فائدة،

وحيث ان المادة السادسة من القانون رقم ٢٠٠٠/٢٤٤ المعطوفة على المادة الأولى منه منحت افراد الهيئة التعليمية الداخلين في ملاك المدارس الخاصة غير الخاضعين لأحكام القانون رقم ٩٩/١٤٨ تاريخ ١٩٩٩/١٠/٢٩ ثلاث درجات استثنائية موزعة على ثلاث سنوات الأولى اعتباراً من ٢٠٠١/١/١ والثانية اعتباراً من ٢٠٠٢/١/١ والثالثة اعتباراً من ٢٠٠٣/١/١ على أن يستفيد من كامل هذه الدرجات أفراد الهيئة التعليمية غير الخاضعين لأحكام القانون رقم ٩٩/١٤٨ الذين تنتهي خدماتهم ابتداء من ٢٠٠٠/١/١ بسبب بلوغ السن القانونية أو بسبب انهاء خدماتهم بناء على طلبهم استناداً الى أحكام المادة ٣١ من قانون الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة تاريخ ١٩٥٦/٦/١٥،

وحيث ان فريقي الدعوى متفقان على أن المدعية صرفت من عملها بتاريخ ٢٠٠١/٩/٣٠ فهي تستفيد من درجة واحدة بمقتضى القانون رقم ٢٠٠٠/٢٤٤ اعتباراً من ٢٠٠١/١/١ وحتى ٢٠٠١/٩/٣٠ فيكون راتبها عن هذه الفترة /٩٤٠٠٠٠/ ل.ل. هو الواجب اعتباره كراتب شهري أخير لأن هذه الدرجة الاستثنائية تختلف عن التدرج العادي الذي يستحق كل سنتين،

وحيث ان المدعية لا تستفيد من الدرجتين الباقيتين موضوع القانون رقم ٢٠٠٠/٢٤٤ اللتين استحقتا بعد تاريخ صرفها إذ لا يعقل أن تستفيد من تدرج لاحق لصرفها وتوقفها عن تأدية عملها مما يستدعي رد أقوال فريقي الدعوى المخالفة لما وصلت اليه المحكمة،

وحيث انه استناداً الى ما تقدم تكون فروقات الراتب المتوجبة للمدعية بذمة المدعى عليها هي مجموع الفروقات بين المبلغ الذي كانت تقبضه والراتب المتوجب لها والبالغ /٩٠٠٠٠٠/ ل.ل. حتى تاريخ ٢٠٠٠/١٢/٣١ ومجموع الفروقات بين الراتب الذي كانت تقبضه والراتب المتوجب لها والبالغ /٩٤٠٠٠٠/ ل.ل. اعتباراً من ٢٠٠١/١/١ وحتى ٢٠٠١/٩/٣٠.

ج – لجهة تعويض الصرف والمسؤول عنه:

حيث ان المدعية أدلت ان صرفها تم وفقاً لأحكام الفقرة ٢ من المادة ٣٤ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة وأن المدعى عليها ملزمة بدفع تعويض صرف لها بمعدل راتب شهر واحد عن كل سنة تدريس البالغ مجموعها ٢٢ عاماً واستطراداً الزام المطلوب ادخاله صندوق التعويضات لأفراد الهيئة التعليمية في المدارس الخاصة بدفع التعويض المطالب به،

وحيث ان المدعى عليها أدلت بأن المدعية صرفت عملاً بأحكام الفقرة ٢ من المادة ٢٩ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية وان تعويض الصرف متوجب على الصندوق المطلوب ادخاله كونها سددت جميع الاشتراكات المتوجبة عليها للصندوق،

وحيث ان المطلوب ادخاله طلب رد الدعوى عنه لأن تعويض المدعية يتوجب على المدعى عليها سنداً لأحكام المادة ٣٧ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية لأن الصندوق لن يتحمل التعويض الا في الحالات المنصوص عليها في المادة ٣١ من القانون المذكور والتي تختلف عن وضع المدعية وطلباتها،

وحيث ان المدعى عليها صرفت المدعية بسبب اقفال المدرسة التي تتولى ادارتها المدعى عليها مما يجعل تعويض الصرف متوجباً للمدعية لأن الفقرة ٢ من المادة ٢٩ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية تتناول الرواتب المتبقية من العام الدراسي بعد تاريخ الصرف، وهذه الرواتب دفعتها المدعى عليها للمدعية ولم تعد موضوع نزاع مما يستدعي رد أقوال المدعى عليها لهذه الناحية،

وحيث انه عملاً بالفقرة ٢ من المادة ٣٤ من القانون المذكور آنفاً يترتب للمدعية تعويض صرف مساو لراتب شهر واحد عن كل سنة خدمة وفقاً للراتب الأخير في الخدمة الفعلية لأن الحالات التي يمنع فيها تعويض الصرف محددة حصراً في المادة ٣٨ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية وهي:

١- اذا صرف تأديبياً سنداً للبند ٧ من المادة ٢٦،

٢- اذا استقال أو ترك العمل في غير الحالات المبينة في المادة ٣١ من هذا القانون،

٣- اذا كان يمارس مهنة أخرى غير التعليم وهذه الحالات الثلاث غير متوافرة في وضع المدعية،

وحيث انه لا خلاف بين فريقي الدعوى على عدد سنوات الخدمة البالغة ٢٢ عاماً،

وحيث ان الراتب الشهري الأخير للمدعية هو /٩٤٠٠٠٠/ ل.ل. وفقاً لما جرى بيانه فيكون تعويض الصرف المتوجب لها هو:

/٩٤٠٠٠٠/ ل.ل. × ٢٢ سنة = /٢٠,٦٨٠,٠٠٠/ ل.ل.

وحيث ان صندوق التعويضات المطلوب ادخاله عملاً بالمادة ٣٦ من قانون تنظيم الهيئة التعليمية يتحمل كامل تعويض الصرف المستحق لأفراد الهيئة التعليمية اللبنانيين الداخلين في الملاك أو المنتسبين الى مدارس مجانية في غير الحالات المنصوص عنها في الفقرة السابقة وتتحمل المدرسة النصف الآخر،

وحيث ان المدعى عليها عملاً بأحكام المادة ٣٧ من القانون المذكور تتحمل تعويض الصرف من الخدمة في الحالات الاخرى،

وحيث ان صرف المدعية لم يتم وفقاً لأحكام المادة ٣١ المذكورة اعلاه كما لا ينطبق عليها البند الثاني من المادة ٣٦ المذكورة فيكون التعويض المستحق للمدعية متوجباً بذمة المدعى عليها ويقتضي الزامها بدفعه،

وحيث انه استناداً لما تقدم يكون المبلغ المتوجب للمدعية قدره /٢٠,٦٨٠,٠٠٠/ ل.ل. يمثل تعويض الصرف المستحق لها، يضاف اليه مجموع فروقات الراتب عملاً بالقانون رقم ٩٩/٥٦٣ على أن تحسب وفقاً لما ورد أعلاه،

وحيث ان المدعية طلبت الزام المدعى عليها بالفائدة القانونية اعتباراً من تاريخ الاستحقاق،

وحيث ان المبلغ المطالب به هو موضوع نزاع ولا تترتب الفائدة الا من تاريخ المطالبة وتحديد الدين فترى المحكمة الزام المدعى عليها بالفائدة القانونية اعتباراً من تاريخ انبرام هذا الحكم،

وحيث انه لم يعد من فائدة في بحث باقي الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة سواء لأنها تلقت رداً صريحاً أو ضمنياً أو لعدم تأثيرها على النتيجة ويقتضي ردها بما فيها طلب فرض الغرامة الاكراهية، لعدم توافر ما يبررها،

لذلك،

يحكم:

١- بقبول طلب الادخال شكلاً.

٢- باعتبار المدعى عليها مسؤولة عن تعويض صرف المدعية وردّ الدعوى في شقها هذا عن المطلوب إدخاله.

٣- بإلزام المدعى عليها بأن تدفع للمدعية مبلغاً وقدره /٢٠,٦٨٠,٠٠٠/ ل.ل. عشرون مليون وستماية وثمانون ألف ليرة لبنانية يمثل تعويض الصرف المستحق لها يضاف اليه مجموع الفروقات المستحقة للمدعية عملاً بالقانون رقم ٩٩/٥٩٣ على أن تحسب وفقاً لما جرى بيانه في متن هذا الحكم بالاضافة الى الفائدة القانونية عن مجموع المبلغ اعتباراً من تاريخ انبرام هذا الحكم.

٤- بتدريك المدعى عليها الرسوم والمصاريف وبردّ كل ما زاد أو خالف.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في المتن الناظر في دعاوى الايجارات

الهيئة الحاكمة: الرئيسة مايا فواز
القرار: رقم ١٧٦ تاريخ ٢٠٠٨/٤/٢٩

وليم زرد ورفاقه/ ألسي اسطفان

- اجارة – اسقاط من حق التمديد القانوني بسبب الترك – ترك في مكتبة – تقرير خبير – البحث في مدى ثبوت استمرارية المستأجر بإشغال واستعمال المأجور وفقاً لما أعد له – تقدير مدى توجب الحق المطالب به بالاستناد الى كافة وسائل الاثبات المتوفرة في الدعوى – مأجور غير سكني – تقرير مدى حاجة المستأجر لاستعماله – تحقق واقعة تركه لأكثر من سنة – نشاط شبه منعدم في المأجور – وضعه المادي لا يعكس استمرارية ومواظبة على النشاط الممارس فيه – عشوائية وعرضية في ايداع البضاعة والكتب – غبرة على الرفوف – عدم ابراز المستأجر لأية فواتير مثبتة لاستلام وتسليم البضاعة وبيعها في المأجور – عدم تقديم دفاتر أو قيود حسابية أو جدول بالموظفين لبيان حركة سير العمل في المأجور – استهلاك منعدم للكهرباء لا يتناسب مع وجهة استعمال المأجور ومحتوياته – دليل على انعدام وجود الزبائن وانعدام حركة البيع والشراء الفعلية في المأجور – عدم توافر خط هاتف ثابت في المأجور – فتح الباب صباحاً وإقفاله مساءً لا يفيد الاشغال الفعلي للمأجور – ثبوت عدم استعماله وفقاً للغاية التي أعد لها منذ أكثر من سنة – عدم وجود أسباب أمنية تبرر الترك – اعلان سقوط حق المستأجر في التمديد القانوني وإلزامه بالاخلاء.

ان الاشغال الذي يعكس حاجة المستأجر للانتفاع بالمأجور غير السكني، هو الاشغال المستمر المستقر والفعلي الذي يتم وفقاً للغاية التي أعد لها المأجور بصورة تتناسب مع ماهية أعمال المستأجر ونشاطاته بحيث يكون ضرورياً لتسييرها وتطويرها.

ان العبرة في تقدير مدى حاجة المستأجر لاستعمال المأجور تكون في استمرارية إشغاله له بصورة شخصية أو بواسطة أشخاص يعملون باسمه ولحسابه وتحت رقابته وإشرافه بحيث ان إشغال هؤلاء الأخيرين يوازي إشغال المستأجر نفسه.

- اسقاط من الاجارة – تحققه بمجرد توافر شروط المادة ١٠ فقرة واو من القانون ٩٢/١٦٠ – عدم امكانية المستأجر التذرع بقيامه بتصحيح المخالفة عبر معاودة الانتفاع بالمأجور – عدم جواز إحياء إجارة سقطت أو حق انقضى – إشغال لاحق للترك – لا يصحح وضع الاجارة.

بناءً عليه،

حيث ان الجهة المدعية عرضت ان المدعى عليها كانت تشغل المحل الكائن في الطابق الأرضي من البناء القائم على العقار رقم ٤/جل الديب، ملكهم، علماً أنها أشغلته منفردة بعد وفاة المستأجر الثاني معها طانيوس الجميل، وانها تركت المأجور منذ أكثر من سبع سنوات الأمر الثابت من خلال تقرير الخبير جورج فرح المعين لدى قاضي الأمور المستعجلة الذي أظهر حالة المأجور وكونه شبه خال باستثناء بعض علب الكرتون والأوراق المبعثرة، علماً ان الخبير المذكور انتقل لاحقاً للكشف على المحل فتبين انه جرى تنظيف الآرمات وواجهة المحل وانه لم يكن في المحل أحد رغم وجود لافتة تشير بأنه مفتوح، طالبين بالنتيجة اسقاط حق المدعى عليها من التمديد القانوني عملاً بالمادة ١٠/و من قانون ٩٢/١٦٠ والزامها بالاخلاء،

وحيث ان المدعى عليها أدلت ان الشهود المستمع اليهم من قبل الخبير عماد مزيحم المعين لدى قاضي العجلة بناء لطلبها، أكدوا على تواجدها المستمر في المأجور، وأن تقرير الخبير فرح قد نظم في ساعات الغداء حيث تقفل معظم المحلات التجارية لفترة قصيرة، طالبة اهماله وتالياً رد الدعوى،

وحيث انه يقتضي رد طلب المدعى عليها الرامي الى اهمال تقرير الخبير فرح لأن المبدأ يقضي بأنه يعود للمدعي اثبات مدعاه بالوسائل المتاحة قانوناً – ومنها اعمال الخبرة – علماً أنه يعود للمحكمة، في كل الأحوال، استكمال الإثبات بوسائل أخرى متوفرة في

الدعوى، توصلاً الى تقدير مدى توجب الحق المطالب به، بالاستناد الى أوراق الملف كافة،

وحيث انه يقتضي البحث في مدى ثبوت استمرارية الجهة المدعى عليها باستعمال المأجور وفقاً لما أعد له، وبالتالي مدى توافر الترك المسقط للاجارة فيما خص المأجور موضوع الدعوى،

وحيث ان المادة ١٠/و من قانون ٩٢/١٦٠ تنص على اسقاط حق المستأجر بالتمديد وإلزامه بالاخلاء اذا ترك المأجور لأسباب غير أمنية مدة سنة بدون انقطاع اعتباراً من تاريخ نفاذ هذا القانون ورغم استمراره في دفع البدلات،

وحيث ان الهدف من أحكام التمديد القانوني هو ابقاء المستأجر في المأجور باعتباره في حاجة الى الانتفاع به، وذلك رغم ارادة المؤجر،

وحيث ان الاشغال الذي يعكس حاجة المستأجر للانتفاع في المأجور غير السكني هو الاشغال المستقر والمستمر والفعلي، الذي يتم ويتوافر وفقاً للغاية التي أعد لها المأجور، وبصورة تتناسب مع ماهية اعمال المستأجر ونشاطاته بحيث يكون ضرورياً لتسييرها وتطويرها،

وحيث ان العبرة في تقدير مدى حاجة المستأجر لاستعمال المأجور تكون في استمرارية إشغاله له بصورة شخصية أو بواسطة اشخاص يعملون باسمه ولحسابه وتحت رقابته واشرافه بحيث ان إشغال هؤلاء الاخيرين يوازي إشغال المستأجر نفسه،

وحيث يتبين من أوراق الملف كافة، سيما من خلال تقرير الخبيرين فرح وباسيل والمستندات والصور الفوتوغرافية المرفقة بهما، تحقق واقعة الترك من جانب الجهة المدعى عليها لأكثر من سنة، الأمر الثابت من خلال ما يلي:

١- الاعلان الملصق على الزجاج الخارجي للمأجور والذي يفيد بوجود تصفية عامة للبضاعة، الأمر الذي يعكس وضعية النشاط شبه المنعدم في المأجور سيما وانه استمر لفترة عامين تقريباً منذ أول تقرير للخبير فرح (في العام ٢٠٠٥) ولغاية تنظيم تقرير الخبير باسيل (في العام ٢٠٠٧)، مما يدل على أن هذه التصفية نهائية غير ظرفية كونها لا تتعلق باجراء تغييرات أو تحسينات في المحل (سواء لناحية الديكور أو نوعية البضاعة على سبيل المثال)،

٢- وضعية المأجور لدى الكشف عليه من قبل الخبير فرح في أوائل السنة الدراسية خلال شهري ايلول وتشرين الأول من العام ٢٠٠٥ لناحية واجهة الزجاج والرفوف المكسوة بالغبار ولناحية وجود بعض الأغراض على الرفوف والبعض الآخر مبعثراً ومهملاً ومكسواً بالغبار، مع بقاء سائر الواجهات الداخلية شبه خالية من البضائع المعروضة للبيع الأمر الذي يعكس عدم حاجة الجهة المدعى عليها للمأجور، علماً أنه يفترض أن يكون النشاط في المأجور – المكتبة – في هذه الفترة من السنة مزدهراً بل في أكثر الفترات في السنة ازدهاراً وتالياً ينبغي أن يحتوي على البضاعة الجيدة كماً ونوعاً وان يكون في حالة تسهل بل تشجع على استقطاب الزبائن، وأن وضع بعض الكتب في واجهة المحل وتنظيف الآرمات الموجودة فوق الباب وواجهة الزجاج والألمينيوم، بصورة حديثة، ولدى الكشف الثاني الحاصل من قبل الخبير فرح، وفي ظل وجود اعلان التصفية المشار اليه اعلاه، لا يعكس استمرارية ومواظبة في النشاط الممارس في المأجور بل يفيد بكون الايداع المذكور ظرفياً،

٣- البضاعة التي تدلي الجهة المدعى عليها بأنها مخصصة للبيع في الجزء الأمامي من المأجور والمبينة في الصور الفوتوغرافية المرفقة بتقرير الخبير باسيل (المنظم بعد مرور ما يقارب عامين على تنظيم تقرير الخبير فرح) لا تفيد بإشغال المدعى عليها لطبيعتها وحالتها (البعض منها قديم) وعددها وطريقة ايداعها ورصفها وترتيبها على مساحة لا تتجاوز نصف مساحة الرفوف (ومع ابقاء قسم من الرفوف شبه فارغ)، وبصورة متفرقة وغير منتظمة بحيث لا يوجد مكان مخصص لكل نوع من أنواع القرطاسية مع تكرار البضاعة عينها على عدة رفوف دون أن تشكل هذه الرفوف فيما بينها امتداداً لبعضها البعض، الأمر الذي يعكس عشوائية وعرضية هذا الايداع،

٤- عدم ابراز الجهة المدعى عليها لأي من الفواتير المثبتة لاستلام أو تسليم البضاعة وبيعها في المأجور، وعدم تقديمها للدفاتر الحسابية أو القيود الخاصة أو لجدول بالموظفين، حتى غير الثابتين منهم، العاملين في المأجور، لبيان حركة سير العمل فيه مما يقضي باهمال افادات الشهود الحديثة الواردة في تقرير الخبير مزيحم المنظم بعد تاريخ اقامة الادعاء الراهن لجهة واقعة استقبال الزبائن سيما وان البعض منهم عاد وأوضح امام الخبير باسيل بأن الأشخاص الذين يترددون الى المأجور قد يكونون من العمال التابعين لشركة جميل اخوان

(حيث تحتل المدعى عليها منصب عضو مجلس الادارة)، وان ترددهم هذا يتم بحكم عملهم، الأمر الذي ينطبق على كل من جرجي سعد وجوزيف الجميل، علماً أنه ينبغي اهمال شهادتيهما للسبب الآنف الذكر، فضلاً عن وجوب إهمال افادة نجيب صوايا ناطور المبنى المجاور لمبنى المأجور الذي يتقاضى أجراً من المدعى عليها لقاء قيامه بفتح باب الجرار الحديدي للمأجور وباقفاله،

٥- وضعية الجزء الداخلي للمأجور المهمل والمكسو بالغبار والذي تحوّل فعلاً وواقعاً الى مستودع يحتوي على رفوف معظمها فارغ وعلى علب الكرتون المبعثرة، البعض منها يحتوي على بضاعة (أحذية رياضية، قناني مشروبات...) تخرج عن وجهة استعمال المأجور،

٦- الاستهلاك المنعدم للكهرباء في المأجور موضوع الدعوى، سيما خلال الفترة الممتدة من العام ٩٩ ولغاية العام ٢٠٠١ وخلال الفترة الممتدة من العام ٢٠٠٣ ولغاية العام ٢٠٠٧ الذي لا يتناسب مع وجهة استعمال المأجور ومحتوياته، وأن القول بانتفاء الحاجة للانارة خلال النهار يتصف بعدم الجدية باعتبار ان طبيعة العمل في المأجور وماهية البضاعة موضوع التجارة تستلزم توافر الانارة الدائمة حتى في ساعات النهار بهدف عرضها، كما انه يدل على انعدام وجود الزبائن الذين يقصدون المأجور ويدخلون اليه وتالياً على انعدام حركة البيع والشراء الفعلية فيه،

٧- عدم توافر خط هاتف ثابت في المأجور،

٨- افادتا كل من الشاهدين جورج أبو جودة ويوسف راشد الواردتان في تقرير الخبير فرح، علماً أنه يقتضي اهمال افادة سائر الشهود اما لكونهم يعملون في شركة الجميل اخوان حيث تحتل المدعى عليها منصب عضو في مجلس الادارة، وأما لكون أقوالهم تتناقض مع سائر الوقائع الثابتة المبينة والمبندة آنفاً، فضلاً عن كونها جاءت عامة غير دقيقة سيما وان فتح باب الحديد الخارجي الجرار صباحاً واقفاله مساء، وفيما لو صح، فإنه لا يفيد بالاشغال الفعلي للمأجور،

وحيث ان مجمل ما تقدم يفيد بعدم استعمال المدعى عليها للمأجور وفقاً للغاية التي أعد لها أقله لأكثر من سنة وبالتالي بعدم حاجتها الى الانتفاع فيه لتسيير اعمالها، سيما وانه لا يوجد أسباب أمنية تبرر هذا الترك، مما يقضي باعلان سقوط حقها من التمديد القانوني والزامها بالاخلاء،

وحيث انه في مطلق الأحوال، فإن المؤجر يكتسب حقاً في المطالبة باسقاط الاجارة بمجرد توافر الشروط المنصوص عليها في المادة ١٠ من قانون ٩٢/١٦٠ بحيث ليس بامكان المستأجر ان يتذرع بقيامه بتصحيح المخالفة التي قام بها والمتمثلة باخلاله بموجب استعمال المأجور، وذلك من خلال قيامه بمعاودة الانتفاع فيه، ذلك لأنه لا يمكنه أن يعيد احياء اجارة سقطت أو حقاً انقضى، وان اشغال المدعى عليها للمأجور اللاحق لتحقق الترك المسقط للاجارة لا يصحح وضعها ولا يحمي اجارتها،

وحيث انه يقتضي رد سائر الأسباب الزائدة أو المخالفة اما لكونها لقيت رداً ضمنياً في ما سبق بيانه واما لعدم الجدوى، بما فيها طلبات العطل والضرر لعدم توافر شرط سوء النية.

لذلك،

يحكم:

١) باسقاط حق الجهة المدعى عليها من التمديد القانوني وإلزامها بإخلاء المأجور موضوع الدعوى.

٢) برد كل ما زاد أو خالف، بما في ذلك طلب العطل والضرر.

٣) بتضمين الجهة المدعى عليها النفقات.



القاضي المنفرد المدني في كسروان الناظر في الدعاوى العقارية

الهيئة الحاكمة: الرئيس جورج حبيقة

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٤/٢٨

بوغوص بوزويان/ جوزيف الشايب

- دعوى إلزام بالتسجيل – طلب تدخل يرمي الى إلزام المدعى عليه بتسجيل شقة أخرى على اسم طالب التدخل – تناول كل من العقدين المطالب بالتسجيل على أساسهما شقة مختلفة عن الأخرى – عدم توافر شرط التلازم – رد طلب التدخل شكلاً

- طلب إدخال أصحاب الأقسام الخاصة في الدعوى – وجود الشقة موضوع الدعوى في طابق الأعمدة المخصص كقسم مشترك لمنفعة الأقسام الخاصة – لا يمكن ترتيب حقوق على الأقسام المشتركة بمعزل عن الأقسام الخاصة – قبول طلب إدخال سائر مالكي الأقسام الأخيرة في الدعوى.

- عقد بيع شقة في طابق الأعمدة – مدى قابلية تنفيذه عيناً – حق الاستفادة من المرآب هو حق فرضه القانون الذي نظم ملكية الشقق والطوابق المشتركة – منع تحوير وجهة استعمال المرآب لأي سبب كان حتى ولو لم يكن المالك قد استنفد كامل عامل الاستثمار – لا يمكن للفرقاء ولو بنص خاص أن يتفقوا على مخالفة الأحكام المتعلقة بالنظام العام ولا على اخراج قسم من اقسام الملكية المشتركة من حكم هذه الأخيرة – رد طلب المدعي الرامي الى تسجيل تلك الشقة الكائنة في طابق الأعمدة المخصص كمرآب على اسمه في السجل العقاري لعدم قانونيته.

- طلب إلزام المدعى عليه بدفع تعويض عن العطل والضرر انفاذاً لبنود العقد – بند جزائي – لا مجال لإعمال البند الجزائي طالما أن المدعي قد حصر مطلبه بتنفيذ العقد عيناً دون المطالبة بالغائه – عدم إمكانية المطالبة بإعمال البند الجزائي وبالتنفيذ العيني معا – رد إدلاءات المدعي المخالفة.

بناءً عليه،

حيث ان المدعي وطالب التدخل يطلبان إلزام المدعى عليه والمطلوب ادخالهم بتسجيل كل من خريطة الافراز المعدلة ونظام الملكية المشتركة المعدل في كافة الدوائر المختصة وبالتالي تسجيل الشقة الكائنة في الطابق الارضي الاعمدة الجهة الشمالية من البناء القائم على العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون مع موقف سيارة تابع لهما على اسم المدعي تحت الرقم ١٥ والشقة المقابلة لها في الطابق عينه مع موقف سيارة لها ايضاً على اسم طالب التدخل تحت الرقم ١٦ على نفقة ومسؤولية المدعى عليه، على أن تكون الصحيفة العينية العائدة لكل من الشقتين السابق ذكرهما خالية من أي قيد، وذلك إنفاذاً لعقدي البيع المبرمين مع المدعى عليه الأول بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢٣ والثاني بتاريخ ١٩٩٩/٩/١٣، والزام المدعى عليه بدفع مبلغ خمسة آلاف دولار أميركي كعطل وضرر للمدعي، على أن يكون القرار معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

وحيث ان المدعى عليه يطلب رد الدعوى الراهنة لتنفيذه كامل موجباته العقدية، بدليل قيامه بتنفيذ الاصلاحات والاستحصال على كافة المستندات والرخص اللازمة من جميع الدوائر المختصة لافراز الطابق الأرضي من البناء القائم على العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون حيث الشقتان موضوعا النزاع الى قسمين مختلفين والا منحه مهلة سنة بغية الاستحصال على التنازلات من المالكين الآخرين للأقسام المختلفة في البناء عينه بسبب بيعهم قبل بيع المدعي وطالب التدخل للشقتين موضوعي النزاع.

وحيث أن المطلوب ادخاله أنطوان السقيم يطلب بدوره رد طلب ادخاله كونه تملك القسم رقم ٧ من العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون قبل شراء المدعي وطالب التدخل الشقتين موضوعي النزاع من المدعى عليه، مما ينفي عنه أي موجب أو التزام عملاً بمبدأ المفعول النسبي للعقود وفي حال تعذر التنفيذ العيني يكون التنفيذ البدلي هو الجائز قانوناً، في حين تبلغ كافة المطلوب ادخالهم الآخرون أوراق الدعوى الراهنة، ولم يتقدموا بأي جواب في الموضوع.

وحيث ان الدعوى الراهنة، تثير النقاط القانونية التالية، مما يقتضي معه معالجتها تباعاً:

١- في مسألة طلب التدخل.

٢- في مسألة طلب الادخال.

٣- في مسألة مدى قابلية تنفيذ عقد البيع موضوع النزاع عيناً.

٤- في مسألة العطل والضرر.

١- في مسألة طلب التدخل:

حيث انه بتاريخ ٢٠٠٨/٨/١٢ قدم عبدالجليل أحمد عبدالله أبو الحمائل طلب تدخل في الدعوى الراهنة يرمي الى الزام المدعى عليه والمطلوب ادخالهم بتسجيل كل من خريطة الافراز المعدلة ونظام الملكية المشتركة المعدل في كافة الدوائر الرسمية المختصة وبالتالي تسجيل الشقة الكائنة في الطابق الأرضي الأعمدة المقابلة لشقة المدعى عليه موضوع النزاع مع موقف سيارة تابع لها على اسمه تحت الرقم ١٦ على نفقة ومسؤولية المدعى عليه، على أن تكون الصحيفة العينية العائدة للشقة المذكورة خالية من أي قيد، وذلك إنفاذاً لعقد البيع المبرم مع المدعى عليه بتاريخ ١٩٩٩/٩/١٣.

وحيث ان الطلبين الأصلي والتدخل غير مسندين الى ذات الموضوع المتمثل بعقد البيع المبرم مع المدعى عليه بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢٣ في ما خص الطلب الأول وبعقد البيع المبرم مع المدعى عليه بتاريخ ١٩٩٩/٩/١٣ في ما خص الطلب الثاني، بحيث تناول كل من العقدين شقة مختلفة عن الأخرى، مما يجعل التلازم غير متحقق بينهما، الأمر الموجب لرد طلب التدخل في الشكل.

٢- في مسألة طلب الادخال:

حيث ان المدعي يطلب الزام المدعى عليه والمطلوب ادخالهم بتسجيل كل من خريطة الافراز المعدلة ونظام الملكية المشتركة المعدل في كافة الدوائر المختصة، تمكيناً له من تسجيل الشقة موضوع النزاع على اسمه في السجل العقاري.

وحيث ثابت من الافادات العقارية المبرزة في الملف ومن تقرير الخبير فاروق غضبان أن العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون مفرز الى حقوق مختلفة وأن الأعمدة في الطابق الأرضي حيث تقع الشقة موضوع النزاع تدخل في القسم المشترك رقم ٣ الجاري على ملكية الأقسام من ٤ الى ١٤، في ظل ثبوت انبرام عقد البيع موضوع طلب التنفيذ العيني بعد إتمام الافراز الحاصل بتاريخ ١٩٩٧/١١/٤ وبعد تملك أغلبية المطلوب إدخالهم لأقسامهم الخاصة.

وحيث ان حقوق المالكين على الأقسام المشتركة هي بمثابة ملكية شائعة على تلك الأقسام، بحيث ليست لمالك معين بل تعود ملكيتها للمالكين جميعاً ينتفعون بها على السواء وتابعة لملكية الأقسام الخاصة ملكهم ولا يمكن ترتيب حقوق عليها بمعزل عن الاقسام الخاصة التي هي ملحقة بها، مما يقتضي معه قبول طلب ادخال سائر مالكي الأقسام الخاصة في البناء حيث الشقة موضوع النزاع وهم انطوانيت جميل القاعي وكريكور ابراهاميان وروجه كساب وانطوان السقيم وجو حبيب وهشام ناهض ومحمد سعيد ابراهيم جياد حسين وعبدالرحمن عبد المجيد عبد الرحمن عبد المجيد وعبد الملك محمد صالح حجازي في الدعوى الراهنة سنداً لأحكام المادتين ٣٨ و٤٠ من قانون أصول المحاكمات المدنية.

٣- في مسألة مدى قابلية تنفيذ عقد البيع موضوع النزاع عيناً:

حيث ان المدعي يرمي من خلال هذه الدعوى الى إلزام المدعى عليه بتنفيذ التزاماته الناشئة عن عقد البيع المبرم بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢٣ وبالتالي تسجيل الشقة الكائنة في الطابق الأرضي الأعمدة من العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون على اسمه في السجل العقاري تحت الرقم ١٥، على أن تكون الصحيفة العينية العائدة لها خالية من أي قيد وذلك بعد الزامه مع المطلوب ادخالهم بتسجيل كل من خريطة الافراز المعدلة ونظام الملكية المشتركة المعدل في كافة الدوائر الرسمية المختصة.

وحيث ان المسألة القانونية المثارة تستوجب بادئ ذي بدء معرفة صفة المدعى عليه للتصرف بطابق الأعمدة ومدى صحة انشاء أو ترتيب حقوق عينية على الطابق المذكور بعد افرازه وتخصيصه كقسم مشترك، تمهيداً لمعالجة مسألة قابلية تنفيذ عقد البيع عيناً وترتيب النتائج القانونية اللازمة.

وحيث انه وفقاً لأحكام البند ١ من الفقرة ب من المادة ٧ من المرسوم الاشتراعي رقم ١٩٨٣/٨٨، يعتبر المرآب بحكم طبيعته ووجهة استعماله ولزومه، وهو مخصص لإستعمال كافة مالكي الشقق والطوابق في البناء، قسماً مشتركاً بالتخصيص، ويحق لكل صاحب حق في العقار استعماله أو الانتفاع به، ضمن حدود الحق الممنوح له، وفقاً للغاية المعد لها، وهو صاحب حق ملكية فيه أسوة بباقي المالكين.

وحيث انه لا يمكن للفرقاء، ولو بنص خاص، ان يتفقوا على مخالفة الاحكام المتعلقة بالانتظام العام ولا على اخراج قسم من اقسام الملكية المشتركة من حكم هذه الأخيرة، إذ أن حق الاستفادة من المرآب هو حق فرضه القانون الذي نظم ملكية الشقق والطوابق المشتركة ولا سيما المادة ١٩ من قانون البناء تاريخ ٢٠٠٤/١٢/١١ التي فرضت انشاء مرآب لوقوف السيارات في الأبنية التي ستقام في جميع المناطق، كما منعت المادة ٢١ من القانون عينه تحوير وجهة استعمال المرآب لأي سبب كان حتى ولو لم يكن المالك قد استنفد كامل عامل الاستثمار، ونصت على أن المالك الذي يبدل وجهة استعمال المرآب المفروض قانوناً أو يعطي حق استعماله لغير غايته يعتبر عمله لاغياً وعليه اعادة المرآب الى ما كان عليه، كما فرضت المادة المذكورة عقوبات جزائية على المالك الذي يقوم بتحوير وجهة استعمال المرآب.

وحيث انه وبالنسبة لطابق الاعمدة فإنه يتبين وفقاً للإفادة العقارية العائدة للقسم ٣ من العقار رقم ١٨٤٩ فيطرون ومن تقرير الخبير فاروق الغضبان تاريخ ٢٠٠٦/٥/١٠ انه أدخلت أعمدة الطابق السفلي ضمن فئة الاقسام المعدة للأقسام المشتركة، حيث أكد الخبير في مضمون تقريره على واقعة مخالفة البناء حيث الشقة موضوع النزاع للترخيص الأساسي في الطابق الأرضي، حيث ان الترخيص يلحظ هذا الطابق كطابق أعمدة لخدمة البناء انما تم تنفيذه كشقتين للسكن ولا يمكن تسجيلها على أسماء مالكيها كونها لا زالت بحاجة الى معاملة افراز وبعد أخذ موافقة المطلوب ادخالهم مالكي الأقسام المختلفة عبر توقيع عقد تعديل خريطة إفراز البناء كون المدعى عليه أنجز معاملة الافراز بتاريخ ١٩٩٧/١١/٤ وقام بتسجيل الأقسام المختلفة على أسماء مالكيها المطلوب ادخالهم بتاريخ سابق لتاريخ عقد البيع موضوع النزاع، (لطفاً تراجع الصفحتان الثانية والثالثة من التقرير).

وحيث انه والحالة ما تقدم، يكون طلب المدعي الرامي الى تسجيل الشقة موضوع النزاع على اسمه في السجل العقاري تحت الرقم ١٥ الكائنة في طابق الاعمدة والذي يمثل المرآب، مستوجباً الرد لعدم قانونيته.

وحيث انه وعلى سبيل الاستفاضة في البحث ليس الا، فإنه لم ينهض في الملف ما يفيد موافقة المطلوب ادخالهم على عقد البيع موضوع طلب التنفيذ عيناً المبرم مع المدعى عليه بصورة مخالفة للقانون في ضوء تملك كل منهم بتاريخ انعقاده حصة شائعة في الأجزاء المشتركة بما فيها طابق الأعمدة، التابعة ملكيتها لملكية الأقسام الخاصة وبالتالي فإنه لا يمكن ترتيب حقوق عليها والزام المطلوب ادخالهم بانفاذ موجبات ناتجة عن عقد لم يكونوا طرفاً فيه، في ظل معارضة المطلوب ادخاله انطوان السقيم على الدعوى الراهنة والكافية بحد ذاتها لدحض مطالب المدعي الداخلة أصلاً ضمن اطار اعمال الادارة غير المعتادة التي تتطلب اجماع الشركاء في الملك، الأمر غير المتوفر، مما يقتضي معه رد الدعوى برمتها لهذه الجهة.

٤- في مسألة العطل والضرر:

حيث ان المدعي يطلب الزام المدعى عليه بدفع مبلغ خمسة آلاف دولار أميركي كعطل وضرر انفاذاً للبند العاشر من عقد البيع تاريخ ١٩٩٩/١٠/٢٣.

وحيث ان المادة المذكورة نصت على انه في حال تعذر على الفريق الأول البائع القيام بالتزاماته الناتجة عن العقد بالتواريخ المحددة يكون بذلك قد ألحق الضرر بالفريق الثاني وقد حدد الفريقان قيمة هذا الضرر بمبلغ خمسة آلاف دولار أميركي يدفعها الفريق الأول للفريق الثاني المتضرر.

وحيث ان الاجتهاد قد استقر على اعتبار ان إعمال البند الجزائي يُطرَح عند إلغاء العقد أو فسخه باعتبار أن هذا البند هو بمثابة اتفاق على التعويض المتوجب عن الضرر الناتج عن إلغاء العقد أو فسخه.

وحيث انه يتبين من معطيات هذه القضية بأن المدعي انحصر مطلبه بتنفيذ العقد عيناً دون المطالبة بالغائه، مما يعني انه لا مجال لإعمال البند الجزائي في هذه الحال، ورد طلب المدعي المثار لهذه الجهة، في ظل عدم امكانية المطالبة به وبالتنفيذ العيني معاً.

(يراجع بهذا المعنى: صادر بين التشريع والاجتهاد، البيع، ص ٥٣٩).

وحيث انه وبعد النتيجة التي توصلت اليها المحكمة، لم يعد ثمة حاجة لبحث سائر الأسباب والمطالب الزائدة والمخالفة، إما لكونها قد لقيت رداً ضمنياً واما لعدم القانونية، فترد.

لذلك،

يحكم:

١- برد طلب تدخل السيد عبدالجليل أحمد عبدالله أبو الحمائل شكلاً.

٢- بقبول طلب ادخال السادة أنطوانيت جميل القاعي وكريكور ابراهاميان وروجه كساب وأنطون السقيم وجو

حبيب وهشام ناهض ومحمد سعيد ابراهيم جياد حسين وعبدالرحمن عبدالمجيد عبدالرحمن عبدالمجيد وعبدالملك محمد علي صالح حجازي في الشكل.

٣- وفي الأساس برد الدعوى برمتها لعدم قانونيتها.

٤- برد طلب العطل والضرر.

٥- برد كل ما زاد أو خالف.

٦- بتضمين المدعي وطالب التدخل الرسوم والنفقات كافة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في كسروان الناظر في دعاوى الايجارات

الهيئة الحاكمة: الرئيس جورج حبيقة

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٣/٣٠

البطريركية المارونية/ ديب خليل

- عقد ايجار – طلب فسخه لعدم تسديد البدلات المتوجبة – عدم تقدم المدعى عليه بأي جواب رغم تبلغه أوراق الدعوى – للمحكمة أن تستجيب لمطالب المدعي اذا وجدتها قانونية في الشكل ومبنية على أساس صحيح – ثبوت انذار المدعى عليه بوجوب دفع البدلات المتوجبة في ذمته – عدم ابراز أي مستند يفيد دفع البدلات المطالب بها – عدم التزام المدعى عليه بنود العقد لجهة دفع البدلات المتوجبة – فسخ عقد الايجار على مسؤولية هذا الأخير – إلزامه بدفع تلك البدلات لغاية تاريخ فسخ الاجارة مع الفائدة القانونية من التاريخ الأخير لغاية تاريخ الدفع الفعلي.

- مطالبة بالعطل والضرر – وجوب العودة الى الأحكام العامة التي تعالج مسألة التعويض عن فسخ العقد أي قواعد المسؤولية التعاقدية طالما ان الحكم القضائي الذي يلزم المستأجر بالاخلاء يجعل عقد الايجار مفسوخاً على عاتقه – ثبوت تحويل القسم موضوع الايجار الى محفار رمل خلافاً للغاية التي نص عليها العقد – تغيير وجهة الاستعمال يؤدي الى القول باساءة تنفيذ الموجب العقدي الملقى على المستأجر المدعى عليه – توافر المسؤولية العقدية في هذه الحالة – ضرر متمثل بارهاق العقار والانتقاص من قيمته عن طريق تشويهه بدلاً من تحويله الى مركز تجاري وسياحي كما هو متفق عليه عقدياً – ثبوت كون الضرر المذكور هو نتيجة للخطأ الذي ارتكبه المدعى عليه – إلزام الأخير بدفع تعويض مقابل ذلك الضرر الذي أصاب الجهة المدعية في ضوء سلطة المحكمة الواسعة في مقاربة هذه المسألة.

بناءً عليه،

حيث ان المدعية تطلب فسخ عقد الايجار المبرم مع المدعى عليه لعدم تسديده بدلات الايجار المتوجبة في ذمته رغم تبلغه أصولاً انذاراً بذلك بموجب بطاقة مكشوفة مضمونة مع إشعار بالاستلام وذلك انفاذاً للفقرة ٤ من البند ٣ من العقد المذكور معطوفة على المادة ٥٩٥ من قانون الموجبات والعقود ولتخلفه عن تنفيذ التزامه التعاقدي بتحويله الأرض الى محفار رمل خلافاً لغاية العقد وتحديداً البند الثامن منه وإلزامه بدفع بدلات الايجار المتوجبة في ذمته والبالغة ٢٤,٤٠٠ دولار أميركي لغاية تاريخ ٢٠٠٨/٩/٩ مع الفائدة القانونية من تاريخ الاستحقاق ولغاية تاريخ الدفع الفعلي سنداً لأحكام المادتين ٥٦٩ و٥٦٨ من قانون الموجبات والعقود، وإلزامه بدفع مبلغ وقدره مئة ألف دولار أميركي كعطل وضرر سنداً لأحكام المادة ٥٩٥ من قانون الموجبات والعقود.

وحيث ان المدعى عليه تبلغ أوراق الدعوى الراهنة ولم يتقدم بأي جواب.

وحيث ان الدعوى الراهنة تثير النقاط القانونية التالية، مما يقتضي معه معالجتها تباعاً:

١- في مسألة فسخ عقد الايجار.

٢- في مسألة البدلات المطالب بها مع الفائدة القانونية..

٣- في مسألة العطل والضرر.

١- في مسألة فسخ عقد الايجار:

حيث ان المدعية تطلب فسخ عقد الايجار المبرم مع المدعى عليه وإلزامه بتسليم القسم موضوع النزاع وذلك

لعدم تسديده بدلات الايجار المتوجبة في ذمته رغم تبلغه أصولاً بتاريخ ٢٠٠٨/٢/٢٥ انذاراً بذلك بموجب بطاقة مكشوفة مضمونة مع اشعار بالاستلام وذلك انفاذاً للفقرة ٤ من البند ٣ من العقد المذكور معطوفة على المادة ٥٩٥ من قانون الموجبات والعقود.

وحيث انه وفقاً لأحكام المادة ٤٦٨ من قانون أصول المحاكمات المدنية للمحكمة في الحالة التي يتبلغ فيها المدعى عليه أوراق الدعوى ولم يتقدم بأي جواب في الموضوع أن تستجيب لمطالب المدعي اذا وجدتها قانونية في الشكل ومبنية على أساس صحيح.

وحيث ان المادة ٥٩٥ من قانون الموجبات والعقود نصت صراحة على أنه تفسخ الاجارة لمصلحة المؤجر مع الاحتفاظ ببدل العطل والضرر عند الاقتضاء اذا لم يدفع ما استحق من بدل ايجار.

وحيث مما تقدم ينهض توجب فسخ الاجارة بمجرد الاخلال بالالتزام بدفع البدلات المتوجبة والمتفق عليها في العلاقة التأجيرية المرعية بأحكام القانون رقم ١٩٩٢/١٥٩ والخاضعة لمبدأ سلطان الارادة، وبالتالي فإن الخروج عن هذا المبدأ وبشكل تعسفي لا مبرر له، انما يستوجب المساءلة والتعويض، لا سيما عندما تكون شروط العقد وضوابطه موضع توافق مسبق بمشيئة واعية وإرادة حرة.

وحيث ضمن هذا التوجه، وطالما أن المدعية أقدمت على انذار المدعى عليه بوجوب دفع بدلات الايجار المتوجبة في ذمته بموجب بطاقة مكشوفة مضمونة مع إشعار بالاستلام تبلغها بتاريخ ٢٠٠٨/٢/٢٥ وآخرها استحضار الدعوى الراهنة الذي يعتبر أيضاً استئناساً بأحكام المادة ٢٥٧ موجبات وعقود بمثابة انذار دون أن يبادر المدعى عليه وتنفيذاً لأحكام البند ٣ من عقد الايجار موضوع النزاع الى ابراز أي مستند يفيد دفعه لهذه البدلات المستحقة بذمته كما أنه لم يعرب عن نيته بدفع قيمة البدلات المطالب بها أو جزء منها على الأقل، فضلاً عن عدم منازعته في مقدارها، مما يستوجب فسخ عقد الايجار تاريخ ٢٠٠١/٧/١ على مسؤولية المدعى عليه لعدم التزامه ببنوده وإلزامه باخلاء القسم موضوع النزاع الكائن في العقار رقم ٦٢٢ فيطرون وتسليمه الى المدعية فوراً ومن دون أي مهلة.

٢- في مسألة البدلات المطالب بها مع الفائدة القانونية والعطل والضرر:

حيث ان المدعية تطلب من جهة ثانية، إلزام المدعى عليه بدفع بدلات الايجار المتوجبة في ذمته والبالغة ٢٤,٤٠٠ دولار اميركي لغاية تاريخ ٢٠٠٨/٩/٩ مع الفائدة القانونية من تاريخ الاستحقاق ولغاية تاريخ الدفع الفعلي سنداً لأحكام المادتين ٥٦٩ و٥٦٨ من قانون الموجبات والعقود وبدفع مبلغ وقدره مئة ألف دولار أميركي كعطل وضرر سنداً لأحكام المادة ٥٩٥ من قانون الموجبات والعقود.

وحيث انه من المسلم به أن عقد الايجار هو من فئة العقود ذات التنفيذ المتمادي في الزمن وبالتالي فإن زوال مثل هذه العقود يندرج تحت عنوان الفسخ.

وحيث ان الفسخ بخلاف الالغاء والابطال لا مفعول رجعي له، فلا ينتج مفاعيله الا بتاريخ الحكم الذي يكرسه الا أن هذا الحكم يعتبر معلناً للحق وليس منشئاً له سنداً للمادة ٥٥٩ أصول محاكمات مدنية التي استثنت فقط الاحكام المتعلقة بحالة الشخص والمتعلقة بالتنفيذ بحيث تعود آثار هذا الحكم الى تاريخ المطالبة بالحق أمام القضاء.

وحيث انه في دعوانا الحاضرة وطالما أن العلاقة التأجيرية قد انتهت في ٢٠٠٨/٩/٩ نتيجة لفسخ عقد الايجار كما بينا ذلك أعلاه، وطالما ان المدعية أنذرت المدعى عليه بدفع مبلغ وقدره ٢٤,٤٠٠ دولار أميركي كبدلات ايجار مستحقة في ذمته لغاية تاريخ ٢٠٠٧/١٢/٣١ بموجب بطاقة مكشوفة مضمونة مع اشعار بالاستلام، ثم عادت وأنذرته بدفع بدلات الايجار المستحقة في ذمته لغاية تاريخ الادعاء كون استحضار الدعوى يعتبر استئناساً بأحكام المادة ٢٥٧ موجبات وعقود بمثابة إنذار.

وحيث ان المدعى عليه تبلغ الانذار الأول بتاريخ ٢٠٠٨/٢/٢٥ واستحضار الدعوى الراهنة بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/٢٣ ولم يبد أي جواب حولهما ولم ينازع حتى حول مقدار البدلات المطالب بها، كما لم يثبت دفعه لأي جزء منها حتى ختام المحاكمة الابتدائية، مما يقتضي معه الزامه بدفع بدلات الايجار المتوجبة في ذمته لغاية تاريخ فسخ الاجارة الحاصل في ٢٠٠٨/٩/٩ كما بينا ذلك أعلاه والبالغة مبلغاً وقدره ٢٤,٤٠٠ دولار أميركي أو ما يعادله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع الفعلي مع الفائدة القانونية من تاريخ ٢٠٠٨/٩/٩ ولغاية تاريخ الدفع الفعلي.

٣- في مسألة العطل والضرر:

وحيث ان ضوابط فسخ العقد تتمثل بالمسؤولية عن أسباب هذا الفسخ، فإنه من الثابت قانوناً، ان المبادئ التي تحكم التعويض في نطاق العلاقات المالية المدنية

تنبثق عن القواعد التي ترعى المسؤولية المدنية التي تندرج ضمن ثلاث فئات، فهي عقدية فيما اذا نشأت عن اخلال أحد طرفي العقد بالتزاماته أو امتناعه عن تنفيذها، وهي مسؤولية تقصيرية في ما اذا ترتبت على شخص بسبب فعل شخصي أقدم عليه محدثاً الضرر للغير، أي عندما تقوم على الخطأ، وهي مسؤولية وضعية عندما تنشأ عن ضرر يحدثه الشيء الموجود بحراسة شخص معين أو يحدثه حيوان يملكه هذا الشخص.

(يراجع بهذا المعنى: د. مصطفى العوجي، القانون المدني، الجزء الثاني، المسؤولية المدنية، الطبعة الأولى، ١٩٩٦).

وحيث ان طالما الحكم القضائي الذي يلزم المستأجر بإخلاء مأجوره، يجعل عقد الايجار مفسوخاً على عاتقه، فتقتضي بالتالي العودة الى الاحكام العامة التي تعالج مسألة التعويض عن فسخ العقد، أي لقواعد المسؤولية التعاقدية على ما صار بيانه آنفاً.

وحيث انه يقتضي التطرق الى اركان المسؤولية التعاقدية وهي ثلاث:

– فالعنصر الأول للقول بوجود مسؤولية تعاقدية هو عمل منسوب الى المدين الذي تمنع عن تنفيذ موجب عقدي وهو ما يعبر عنه بالخطأ.

– أما العنصر الثاني فيتمثل بضرر ناشئ مباشرة عن فعل المدين والعنصر الثالث والأخير يتمحور حول وجود علاقة سببية بين فعل المدين والضرر.

وحيث انه بالنسبة لهذا العنصر الأول لتوافر المسؤولية التعاقدية، يتبين وكما هو ثابت من ادلاءات المدعية وسكوت المدعى عليه وعدم تقديمه لأي جواب في الموضوع بالرغم من تبلغه أوراق الدعوى الراهنة أصولاً، قيام هذا الأخير بتحويل القسم المؤجر منه الى محفار رمل خلافاً للغاية التي نص عليها العقد ومن دون موافقة المالك.

وحيث لا خلاف على قيام المدعى عليه المستأجر بتغيير وجهة الاستعمال المحددة في عقد الايجار يؤدي الى القول بإساءة تنفيذ الموجب العقدي الملقى عليه، مما يشكل خطأً عقدياً يستتبع المسؤولية ويكون بالتالي العنصر الأول من عناصر المسؤولية العقدية متوفراً في هذه الحالة.

وحيث أنه بالنسبة للعنصر الثاني من عناصر المسؤولية العقدية، وهو الضرر، فمن الثابت أن تحويل القسم موضوع النزاع الى محفار رمل يؤدي الى إرهاق العقار والى الانتقاص من قيمته عن طريق تشويهه بدلاً من تحويله الى مركز تجاري وسياحي كما هو متفق عليه عقدياً.

وحيث تبعاً لذلك فإن الضرر يكون ثابتاً وحالاً بالقسم موضوع النزاع مما يشكل ضرراً مباشراً لاحقاً به ويعد بالتالي العنصر الثاني من عناصر المسؤولية العقدية متوافراً في هذه الدعوى.

وحيث أصبح من الواضح بصورة لا لبس فيها ان الضرر المبين آنفاً هو نتيجة للخطأ الذي ارتكبه المدعى عليه المستأجر والمتمثل بتغيير وجهة استعمال القسم موضوع النزاع من مكان لبناء مشروع تجاري وسياحي الى محفار رمل.

وحيث انه وتأسيساً على ما تقدم، يكون فعل المدعى عليه مبرراً لاعتبار العقد مفسوخاً على مسؤوليته لهذا السبب ايضاً، الأمر الذي يجب معه تدريكه التعويض مقابل الضرر الذي أصاب المدعية مع الأخذ بعين الاعتبار مقدار الأضرار اللاحقة وفي ضوء سلطة المحكمة الواسعة في مقاربة هذه المسألة، تحدد قيمة التعويض المتوجب تأديته من المدعى عليه لمصلحة المدعية بمبلغ عشرة آلاف دولار أميركي أو ما يعادله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع الفعلي.

وحيث انه لم يعد ثمة حاجة لبحث سائر الأسباب والمطالب الزائدة والمخالفة، اما لكونها لقيت رداً ضمنياً واما لعدم القانونية، فترد.

لذلك،

يحكم:

١– بفسخ عقد الايجار تاريخ ٢٠٠١/٧/١ على مسؤولية المدعى عليه وإلزامه باخلاء القسم ٢ من العقار رقم ٦٢٢ فيطرون وتسليمه الى المدعية فوراً ومن دون أية مهلة.

٢– بإلزام المدعى عليه بدفع بدلات الايجار المتوجبة في ذمته والبالغة لغاية تاريخ ٢٠٠٨/٩/٩ مبلغاً وقدره ٢٤,٤٠٠ دولار أميركي أو ما يعادله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع الفعلي مع الفائدة القانونية من تاريخ ٢٠٠٨/٩/٩ ولغاية تاريخ الدفع الفعلي.

٣– بإلزام المدعى عليه بدفع مبلغ وقدره عشرة آلاف دولار أميركي أو ما يعدله بالليرة اللبنانية بتاريخ الدفع الفعلي كعطل وضرر.

٤– برد كل ما زاد أو خالف.

٥– بتضمين المدعى عليه الرسوم والنفقات كافة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في عاليه الناظر في الدعاوى العقارية

الهيئة الحاكمة: الرئيسة نجاة أبو شقرا

القرار: رقم ٤٥٤ تاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٢

كمال العرم/ نجمة العرم

- اعتراض على أعمال تحديد وتحرير – مطالبة بحق مرور – دفع بمرور الزمن – عدم ثبوت تقدم المدعي بأي اعتراض أمام القاضي العقاري خلال مهلة الثلاثين يوماً من تاريخ الصاق محضر اختتام تلك الاعمال – تقدم المدعي بهذه الدعوى خلال مهلة السنتين عملاً بنص المادة ٣١ من القرار ١٩٢٦/١٨٦ – قبولها شكلاً ورد الدفع بمرور الزمن.

- ثبوت عدم انحباس عقار المدعي – اتصاله بطريق خاص – وجود عامود كهرباء وتمديدات مياه في الطريق الواقع في عقار المدعى عليها لا يمنح المدعي الحق بالمرور على هذا الطريق طالما ان الطريق المذكور لم ينشأ قانوناً ولم يُكرس كطريق خاص أو عام بعد اتباع الاجراءات اللازمة بهذا الصدد – مجرد مناسبة مرور المدعي على الطريق الموجود في عقار المدعى عليها بدل تأمين منفذ للبناء الموجود على عقاره الى الطريق الخاص، وإن كان أقل مناسبة له، لا يعد مبرراً كافياً لمنحه حق المرور على عقار المدعى عليها – عدم تحقق شرط الانحباس المفروض قانوناً لاعطاء حق المرور المطالب به – لا استحالة امام المدعي للولوج الى الطريق الخاص المحاذي لعقاره – رد الدعوى لعدم قانونيتها.

بناءً عليه،

حيث ان المدعي تقدم بهذه الدعوى معترضاً على أعمال التحديد والتحرير للعقارين /٩٨٢/ و/٩٨٣/ اغميد، لناحية عدم قيد حق المرور لعقاره ذي الرقم /٩٨٢/ على عقار المدعى عليها ذي الرقم /٩٨٣/، طالباً الحكم بتثبيت هذا الحق وقيده،

وحيث تدفع المدعى عليها بوجوب رد الدعوى لعدم الصفة، وبمرور الزمن، وتطلب ردها لعدم القانونية،

وعليه،

أولاً – في الدفع بعدم الصفة:

حيث ان المدعي أورد في فقرة المطالب خاتمة الاستحضار العبارة التالية "الحكم بحق المرور على العقار /٩٨٢/ اغميد لمصلحة العقار /٩٨٣/ اغميد،

وحيث من الثابت ان العقار /٩٨٢/ مملوك من المدعي فيما العقار /٩٨٣/ مملوك من المدعى عليها،

وحيث تدفع المدعى عليها ان المدعي يطلب تقرير حق مرور لمصلحة عقارها. مما يوجب رد الدعوى لعدم الصفة،

وحيث مما لا شك فيه ان ما ورد في فقرة المطالب، كان مجرد خطأ مادي في ذكر ارقام العقارين موضوع الدعوى،

وحيث ان المدعي طلب تصحيح هذا الخطأ في لائحته تاريخ ٢٠٠٨/٦/١٢،

وحيث يقتضي بالتالي رد الدفع بعدم الصفة لانتفاء موضوعه.

ثانياً – في الدفع بمرور الزمن:

حيث تدفع المدعى عليها بأن الدعوى مردودة لسقوط حق المدعي في الاعتراض على أعمال التحديد والتحرير بمرور الزمن، مدلية بأن المدعي لم يتقدم بأي اعتراض خلال مهلة الثلاثين يوماً المنصوص عنها في المادة /٢٠/ من القرار ١٩٢٦/١٨٦، وان اقامة الدعاوى خلال مهلة السنتين عملاً بنص المادة /٣١/ من القرار عينه مشروط بسبق التقدم بالاعتراض خلال مهلة الثلاثين يوماً،

وحيث من الثابت قانوناً، ان حق الادعاء خلال مهلة السنتين من تاريخ نفاذ قرار تصديق محاضر التحديد، والمنصوص عنه في المادة /٣١/ المذكورة، مباح لمن لم يسبق له أن تقدم باعتراض امام القاضي العقاري خلال مهلة الثلاثين يوماً من تاريخ إلصاق محضر اختتام أعمال التحديد والتحرير.

(عفيف شمس الدين، الوسيط في القانون العقاري الجزء الأول، بيروت، ١٩٩٧، ص ١٢٤).

وحيث من غير المنازع عليه ان المدعي لم يتقدم بأي اعتراض امام القاضي العقاري،

وحيث يتبين من الافادة العقارية المبرزة في الملف للعقار /٩٨٢/ اغميد، ملك المدعي، ان قرار القاضي العقاري بالتصديق صدر بتاريخ ٢٠٠٧/٤/١٩،

وحيث ان المدعي تقدم بدعواه الراهنة بتاريخ ٢٠٠٨/٣/٦،

وحيث تكون هذه الدعوى واردة خلال مهلة السنتين،

وحيث يقتضي بالتالي قبولها، ورد الدفع بمرور الزمن.

ثالثاً – في أساس النزاع:

حيث يطلب المدعي الحكم بحق مرور لعقاره رقم /٩٨٢/ اغميد على عقار المدعى عليها رقم /٩٨٣/ اغميد،

وحيث من غير المنازع عليه ان عقار المدعي غير محبوس، بل هو متصل بالطريق الخاص ذي الرقم /٩٧٥/ اغميد،

وحيث ان عدم انحباس عقار المدعي ثابت بخريطة التحديد والتحرير، وبالافادة العقارية للعقار /٩٨٢/ وكذلك بخريطة المساح المكلف من قبل المدعي والمبرزة في الاستحضار،

وحيث يشترط لاعطاء حق المرور أن يكون العقار محاطاً أي محبوساً وغير متصل بالطريق،

وحيث يدلي المدعي انه يمر في عقار المدعى عليها منذ ما يزيد عن الثلاثين عاماً بصورة هادئة وعلنية مما يكسبه الحق بالمرور على هذا العقار، وان والده، قد أوصى له بالمرور على عقار شقيقته المدعى عليها، وانه كان يتعين على المساح القائم بأعمال التحديد والتحرير أن ينقل هذا الواقع الى المحاضر،

وحيث، ابتداءً، فإن أعمال التحديد والتحرير ليست مجرد عملية نقل أو شرح لواقع العقارات المحددة على الأرض، وانما هي بمثابة تنظيم لهذا الواقع الذي يتعين ان يكون قانونياً ومعززاً بالمستندات أو على الأقل بإفادات المالكين والمجاورين والمخاتير، وهذا هو الهدف من الاعلان عن موعد اجراء التحديد، ودعوة المعنيين للحضور، وتمكين المدعين بحق من تقديم اعتراضهم،

وحيث، وبغضّ النظر عن مدى صحة ما يدلي به المدعي لناحية مروره على عقار المدعى عليها بشكل هادئ وعلني ومستمر والايصاء له بهذا الحق، يبقى ان حق المرور المطلوب قيده غير ناشئ أساساً لانتفاء شرطه وهو الانحباس ولا يمكن اكتسابه،

وحيث لا عبرة بالتالي لما يدلي به المدعي من ان المطلوب هو تأكيد واقع العقارين /٩٨٢/ و/٩٨٣/ والمتمثل بحقه كمالك للعقار /٩٨٢/ بالمرور على العقار /٩٨٣/ لأن هذا الواقع غير قانوني، سيما ان عقار المدعي لم يكن محبوساً لدى اجراء اعمال التحديد والتحرير، وفق ما يتبين من خريطة التحديد التي لحظت الطريق الخاص /٩٧٥/ والتي يشترك العقار /٩٨٢/ بملكيتها كما يتبين من شروحات الافادة العقارية للعقار /٩٨٢/ اغميد،

وحيث يدلي المدعي ان الطريق الموجود واقعاً في عقار المدعى عليها يتضمن عامود كهرباء وتمديدات مياه،

وحيث ان ما يدلي به المدعي لهذه الناحية لا يمنحه الحق بالمرور على هذا الطريق، رغم وجوده، وعلى فرض التسليم بوجود عامود كهرباء عليه وتمديدات كهرباء فيه. ما دام ان هذا الطريق لم ينشأ قانوناً ولم يكرس كطريق خاص أو عام بعد اتباع الاجراءات اللازمة بهذا الصدد،

وحيث يدلي المدعي ان الطريق الموجود في عقار المدعى عليها يتناسب مع مدخل البناء الموجود في عقاره، فيما الطريق الخاص /٩٧٥/ تعلو هذا المدخل بنحو خمسة أمتار، مما يجعل من الاسهل عليه استعمال الطريق الموجود في عقار المدعى عليها،

وحيث ان حق المرور هو من الارتفاقات التي تشكل عبئاً على العقار المرتفق، ويتعين لاعطائه أن يتوفر شرطه وهو الانحباس،

وحيث ان مجرد مناسبة مرور المدعي على الطريق الموجود في عقار المدعى عليها، بدل تأمين منفذ للبناء الموجود على عقاره، من عقاره عينه الى الطريق الخاص، وان كان أقل مناسبة له، لا يعد مبرراً كافياً لمنحه حق المرور على عقار المدعى عليها،

وحيث ان كل ما تقدم يثبت ان عقار المدعي غير محبوس، ولا استحالة أمامه للولوج الى الطريق الخاص /٩٧٥/ المحاذية لعقاره،

وحيث يكون طلبه بتثبيت حق المرور لعقاره على عقار المدعى عليها مردوداً لعدم القانونية،

وحيث لم يعد من داعٍ لبحث ما زاد وخالف،

لذلك،

تحكم:

أولاً: برد الدفع بعدم الصفة لانتفاء موضوعه.

ثانياً: برد الدفع بمرور الزمن.

ثالثاً: **وفي الأساس**، برد الدعوى برمتها لعدم القانونية.

رابعاً: بتضمين المدعي النفقات كافة.

خامساً: بشطب إشارة الدعوى عن صحيفة العقارين /٩٨٢/ و/٩٨٣/ اغميد.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد المدني في النبطية الناظر في دعاوى الأحوال الشخصية

الهيئة الحاكمة: الرئيس بلال بدر

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٧

الدولة اللبنانية/ علي ميرزا

- أحوال شخصية – اعتراض على قرار رجائي قضى بتصحيح تاريخ وفاة – دفع بعدم صفة ومصلحة الدولة اللبنانية للتقدم بالاعتراض المذكور – لا يمكن اعتبار الدولة ممثلة بمأمور النفوس في ذلك الحكم – اعتبارها من الغير الذين أعطتهم المادة ٦٠١ أ.م.م. حق الاعتراض على القرار الرجائي – توافر مصلحتها الأكيدة في أن تحول دون اجراء أو تعديل اي قيد في سجلات النفوس المؤتمنة عليها بشكل يخالف القوانين المرعية – عدم ثبوت ابلاغ القرار المعترض عليه أو أي من اجراءات تنفيذه من الدولة المعترضة بواسطة رئيس هيئة القضايا في وزارة العدل – استيفاء الاعتراض سائر شروطه الشكلية – قبوله شكلاً.

- طلب رجوع عن القرار الرجائي المعترض عليه لعدم الاختصاص الوظيفي – تذرع الدولة المعترضة بأن تصحيح تاريخ الوفاة يندرج ضمن اثبات الوفاة الذي يدخل حصراً ضمن الاختصاص الوظيفي للمحاكم الشرعية – ثبوت اختلاف الحكم الشرعي القاضي باثبات الوفاة عن وثيقة الوفاة – عدم استناد الثانية في صدورها الى الأول – اثبات الوفاة هو الذي يدخل حصراً في اختصاص المحاكم الشرعية – تنظيم وثيقة الوفاة بالاستناد الى افادة المختار وفقاً لأحكام قانون قيد وثائق الأحوال الشخصية – اختصاص القاضي المنفرد المدني لتصحيح أي شيء مدرج في سجلات الأحوال الشخصية ومنها وثيقة الوفاة – رد الادلاءات المخالفة.

- دفع بسبق الادعاء – تذرع الدولة المعترضة بصدور حكم في الدعوى التي تستند اليها للقول بسبق الادعاء – عدم توفر شروط ذلك الدفع – سلطة القاضي في اعطاء الوصف القانوني الصحيح للوقائع والأعمال المتنازع فيها دون التقيد بالوصف المعطى لها من الخصوم – اعتبار الدفع المدلى به من المعترضة غير مندرج تحت عنوان الدفع بسبق الادعاء انما هو دفع بقوة القضية المحكمة – حجية القضية المحكوم بها تعتبر نسبية بحيث تقتصر على الخصوم في الدعوى – لا يمكن أن تضر أو تفيد سوى الأشخاص الذين كانوا أطرافاً في المحاكمة الأولى – العبرة في شرط وحدة الخصوم هي في وحدة أطراف النزاع الحقيقيين وليس في وحدة صفاتهم – ثبوت كون المستدعي في الدعوى الأولى هو حفيد المطلوب تصحيح تاريخ وفاتها والمعترض بوجهه في الدعوى الثانية هو حفيدها ايضاً لا يحقق شرط وحدة الخصوم – رد الدفع المدلى به لهذه الناحية.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

١ – في قبول اعتراض الدولة شكلاً:

حيث ان المعترضة تطالب بقبول اعتراضها شكلاً لاستيفائه الشروط الشكلية،

حيث ان الجهة المعترض عليها تدلي بوجوب رد الاعتراض شكلاً فيما لو تبين أنه وارد خارج المهلة القانونية أو مقدم أمام مرجع قضائي غير مختص أو غير مستوف لأي من الشروط الشكلية، وبوجوب رده شكلاً كذلك لعدم تحقق الصفة في شخص المعترضة الدولة اللبنانية على اعتبار أن المادة /٢١/ من المرسوم رقم /٨٨٣٧/ تاريخ ١٩٣٢/١/١٥ تجيز تصحيح ما هو مدرج في السجلات بمقتضى حكم يصدر عن القاضي

المنفرد بحضور مأمور النفوس أو مندوبه، والقرار المعترض عليه قد صدر نتيجة محاكمة كان حاضراً فيها مندوب مأمور النفوس المختص، ولأن المادة /٢١/ المذكورة لم تعط الدولة اللبنانية حق المثول في دعاوى تصحيح القيود، فتالياً لا تملك هذه الأخيرة صفة الاعتراض على قرار صدر نتيجة محاكمة جرت خلالها مراعاة أحكام القانون،

حيث يقتضي أولاً تحديد ما إذا كانت للدولة اللبنانية الصفة والمصلحة للاعتراض على القرار الرجائي الصادر عن القاضي المنفرد المدني بحضور مأمور النفوس تمهيداً للقول ما اذا كان الاعتراض مقدماً منها ضمن المهلة،

حيث ان المادة /١٦/ من المرسوم رقم ٨٣/١٥١ المعدلة وفقاً للمرسوم الاشتراعي رقم /٢٣/ تاريخ ١٩٨٥/٣/٢٣، تنص على ما حرفيته: "يتولى رئيس هيئة القضايا تمثيل الدولة في لبنان والخارج أمام جميع المحاكم العدلية أو الادارية أو التحكيمية على اختلاف أنواعها ودرجاتها وسائر الهيئات ذات الصفة القضائية وذلك إما شخصياً وإما بواسطة أحد معاونيه من قضاة الهيئة أو أحد محامي الدولة، مضيفة في فقرتها الثانية، أنه لا يجوز تبليغ الأحكام الصادرة في دعاوى الدولة الا الى رئيس هيئة القضايا شخصياً ولرئيس الهيئة أن يفوض أحد معاونيه من القضاة بالتبليغ عنه...".

وحيث انه تبعاً للنص أعلاه لا يمكن اعتبار ان الدولة اللبنانية ممثلة بمأمور النفوس، فيقتضي ردّ ما أدلت به الجهة المعترض عليها لهذه الناحية،

▪ بهذا المعنى، استئناف جبل لبنان الأولى رقم /٥٩/ تاريخ ١٩٨٢/١٢/١٤، منشور في مصنف الرئيس عفيف شمس الدين، في قضايا الوصية والإرث والأحوال الشخصية، ١٩٩٦، ص /٣١٨/،

هذا من نحوٍ أول،

وحيث تكون الدولة اللبنانية في النزاع الراهن من الغير الذين أعطتهم المادة /٦٠١/ من قانون أصول المحاكمات المدنية حق الاعتراض على القرار الرجائي، في حال تضررهم منه، أمام المحكمة التي أصدرته،

وحيث ان الدولة اللبنانية هي المؤتمنة على سجلات الأحوال الشخصية حيث يقيّد مواطنوها، ومن مصلحتها الأكيدة أن تحول دون إجراء أو تعديل أي قيد في هذه السجلات بشكل يخالف القوانين المرعية، لأن هذه القيود يجب أن تبقى على الدوام موضع ثقة، ومرجعاً أكيداً للادارات والمواطنين على حد سواء،

▪ تمييز مدني، قرار رقم /٣/ تاريخ ١٩٨٣/١١/٢٤ منشور في مصنف الرئيس عفيف شمس الدين في قضايا الوصية والارث والأحوال الشخصية، ١٩٩٦، ص /٣١٧/، كما قرار رقم ٢٠٠٤/١٥، تاريخ ٢٠٠٤/١/٢٩، تمييز مدني، غرفة خامسة، الرئيس مهيب معماري، المستشاران الياس خوري وجان عيد، منشور في موسوعة كساندر الالكترونية،

وحيث تكون تالياً صفة ومصلحة الدولة متحققتين للتقدم بالاعتراض الراهن، فيقتضي رد ما أثارته الجهة المعترض عليها لهذه الناحية ايضاً،

هذا من نحوٍ ثانٍ،

وحيث، من نحوٍ ثالث، لم يثبت في الملف ابلاغ القرار المعترض عليه الصادر بتاريخ ٢٠٠٣/٩/٢٥ أو أياً من إجراءات تنفيذه من المعترضة بواسطة رئيس هيئة القضايا في وزارة العدل، على ما تفرض المادة /١٦/ المشار اليها، فلا تكون المهلة المحددة في المادة /٦٠١/ قد بدأت بالسريان بحقها، ويكون اعتراضها المقدم منها بتاريخ ٢٠٠٤/٦/٧ وارداً ضمن المهلة القانونية،

وحيث ان الاعتراض يكون تأسيساً على ما تقدم مستوفياً لشروطه الشكلية كافة، ويجب بالتالي قبوله شكلاً.

٢ – في اختصاص هذه المحكمة الوظيفي:

حيث ان هذه المحكمة، بهيئة سابقة، قد أصدرت بتاريخ ٢٠٠٥/١/١١ قراراً تمهيدياً قضى بتكليف المعترض عليه بابراز صورة طبق الأصل صالحة للتنفيذ عن حكم شرعي قاضٍ بثبوت وفاة المرحومة شريفة عيسى بدر الدين وصادر عن محكمة شرعية ذات صلاحية، وتكليف الفريقين مناقشة مدى صلاحية هذه المحكمة للنظر بالتاريخ الصحيح لوفاة المرحومة بدر الدين بعد ابراز الحكم الشرعي المنوه عنه أعلاه، وذلك في ضوء أحكام الفقرة /١٢/ من المادة /١٧/ من قانون تنظيم القضاء الشرعي الجعفري الصادر بتاريخ ١٩٦٢/٧/١٦،

وحيث ان المعترضة الدولة اللبنانية قد أدلت بأن تصحيح تاريخ الوفاة يندرج ضمن إثبات الوفاة ولا يمكن الفصل بينهما إذ إن إثبات الوفاة يستتبع حكماً تعيين تاريخها، وأن أي تعديل في تاريخ الوفاة يشكل تعديلاً لقرار إثباتها وهو بالتالي يدخل ضمن الاختصاص الوظيفي الحصري للمحاكم الشرعية، وطالبت بالنتيجة باعلان عدم الاختصاص الوظيفي لهذه المحكمة،

والرجوع عن القرار المعترض عليه لهذا السبب، ورد الدعوى،

وحيث ان المعترض عليه قد أدلى بأنه من غير الواضح في القرار التمهيدي أي حكم هو المطلوب ابرازه، فإذا كان المطلوب هو الحكم الذي يعتمد تاريخ الوفاة الصحيح أي تاريخ ١٩٩٩/٧/٣، فإنه يتعذر عليه الاستحصال على ذلك الحكم قبل استصدار قرار من المحكمة يقضي بتصحيح تاريخ الوفاة، أما اذا كان المطلوب هو الحكم الذي يعتمد تاريخ الوفاة غير الصحيح أي تاريخ ١٩٩٩/٩/٢١، مبرزاً صورة مصدقة طبق الأصل عن الحكم الشرعي القاضي بثبوت وفاة المرحومة شريفة عيسى بدر الدين الصادر عن المحكمة الشرعية المختصة بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢١، وبأن موضوع الدعوى الحاضرة هو تصحيح الخطأ في وثيقة وفاة المرحومة شريفة بدر الدين تاريخ الوفاة وليس تصحيح أخطاء مادية كتابية في حكم إثبات وفاة، وبأن الخطأ في تاريخ الوفاة المنفذ أصولاً لدى دائرة النفوس يستوجب التصحيح من قبل هذه المحكمة الموقرة على ضوء احكام المادة /٢١/ من المرسوم ٣٢/٨٨٣٧،

حيث ان الفقرة /١٢/ من المادة /١٧/ من قانون تنظيم القضاء الشرعي السني والجعفري الصادر بتاريخ ١٩٦٢/٧/١٦، والمعدلة وفقاً للقانونين، الأول رقم ٨٦/٢٠ تاريخ ١٩٨٦/٦/١٤، والثاني، رقم ٢٠٠٦/٧٦٨ تاريخ ٢٠٠٦/١١/١١، قد نصت على ما حرفيته: "يدخل في اختصاص المحاكم الشرعية الدعاوى والمعاملات المتعلقة بالأمور الآتية... ١٢، اثبات الوفاة وانحصار الارث وتعيين الحصص الارثية"،

وحيث ان اثبات الوفاة يدخل حصراً في اختصاص المحاكم الشرعية كما أشارت المادة /١٧/ المنوه عنها صراحة،

هذا من نحوٍ أول،

وحيث ان المادة الأولى من قانون قيد وثائق الأحوال الشخصية الصادر بتاريخ ١٩٥١/١٢/٧، معطوفة على المادة الثانية من القانون عينه قد نصت على أنه تقيد وثائق الأحوال الشخصية المتعلقة بالوفاة بعد أن يقوم بتنظيمها المختارون ومديرو المستشفيات والسجون، والأطباء المكلفون بإعطاء إجازة الدفن وقواد القطع للعسكريين ورجال الدرك، وقد نظم القانون المذكور موضوع وثائق الوفاة من المادة /٣٠ الى المادة ٣٩/ ضمناً،

وحيث يتبين من مضمون هذه المواد أنه وبعد حصول الوفاة يقوم المختار بتنظيم وثيقة الوفاة بعدما يتأكد من حصول الوفاة ويرسلها الى دوائر النفوس حيث يصار الى تنفيذ الوفاة أصولاً،

وحيث ان النص لم يأت على ذكر وجوب إرفاق ما يتقدم به المختار بحكم صادر عن المحكمة الشرعية المختصة بثبوت الوفاة وتحديد تاريخها، حتى يصار الى تنفيذ الوفاة أصولاً في دوائر النفوس،

وحيث انه ومن الناحية الواقعية والفعلية، فإن الأحكام الشرعية القاضية بثبوت الوفاة، تصدر مستندة الى وثيقة الوفاة المنفذة في دوائر النفوس، وهذا ما يتضح من مراجعة غير حكم شرعي قاضٍ بثبوت الوفاة، كما يتضح أيضاً من مقارنة وثيقة الوفاة العائدة للمرحومة شريفة بدر الدين المنفذة أصولاً بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢١ والحكم الشرعي الصادر عن المحكمة الشرعية الجعفرية والذي قضى بثبوت وفاتها والصادر بتاريخ ١٩٩٩/١٠/٢١، إذ إن صدور وثيقة الوفاة في نفس اليوم الذي صدر فيه الحكم يفيد بأن الأولى لم تستند الى الثاني في صدورها،

هذا من نحوٍ ثانٍ،

وحيث انه بالرجوع الى المادة /٢١/ من المرسوم رقم /٨٨٣٧/ يتبين انها تنص على ما يلي: "لا يجوز تصحيح شيء مدرج في السجلات الا بمقتضى حكم من المحكمة الصلحية يصدر بحضور مأمور النفوس أو مندوبه، فيما عدا الأحوال القابلة للتغيير كالصنعة والمذهب والدين وتغيير محل الاقامة وما شاكل ذلك، فهذه يجري تصحيحها من قبل دوائر النفوس دونما حاجة الى حكم المحكمة"،

وحيث يستنتج من المادة أعلاه ان هذه المحكمة هي المختصة لتصحيح أي شيء مدرج في سجلات الأحوال الشخصية ومنها وثيقة الوفاة المطلوب تصحيحها،

هذا من نحوٍ ثالث،

وحيث انه وطالما ان هذه المحكمة هي المشرفة على سجلات الأحوال الشخصية، وهي التي تسهر على بقاء سجلاتها صحيحة ومتوافقة مع الواقع،

وحيث وطالما ان وثيقة الوفاة نظمت بالاستناد الى افادة المختار كما نص قانون قيد وثائق الأحوال الشخصية السالف الذكر، دون أن تستند الى حكم بثبوت الوفاة صادر عن المحكمة الشرعية،

وحيث انه وطالما أن المعترض عليه يدلي بحصول خطأ شاب قيد تاريخ الوفاة المنفذة أصولاً في سجلات الأحوال الشخصية،

وحيث انه وطالما ان هذه المحكمة لا تتعرض لمسألة ثبوت أو عدم ثبوت الوفاة، وهو ما يدخل ضمن الاختصاص الوظيفي للمحكمة الشرعية، فهي، أي هذه المحكمة، تتعرض لتصحيح تاريخ وفاة المرحومة شريفة بدر الدين،

وحيث تكون هذه المحكمة صاحبة الصلاحية للبت بطلب المعترض بوجهه، ويقتضي تالياً رد ما أثير بخلاف ذلك،

٣- في الادلاء بسبق الادعاء:

حيث ان الدولة تدلي بوجوب رد الدعوى لسبق الادعاء، لأنه تبين من مراجعة ملفات الدعاوى في هيئة القضايا في وزارة العدل انه كان قد سبق للجهة المعترض عليها أن تقدمت من المحكمة بدعوى تناولت ذات موضوع الدعوى الراهنة، وصدر قرار رجائي بمعرضها، جرى الاعتراض عليه من قبلها (المعترضة)، حيث أصدرت المحكمة بمعرض الاعتراض حكماً قضى بقبول الاعتراض أساساً والرجوع عن القرار المعترض عليه.

وحيث ان الجهة المعترض عليها تدلي بوجوب رد الدفع بسبق الادعاء، لأن هذا الدفع الذي تقدمت به الدولة اللبنانية، يعتبر من قبيل الدفوع الاجرائية المتوجب الادلاء بها في بدء المحاكمة وقبل المناقشة في الموضوع أو الادلاء بدفوع عدم القبول وفاقاً لنص المادة /٥٣/ من قانون أصول المحاكمات المدنية، ولأن مناقشة الجهة المعترضة لأساس الدعوى ومستنداتها يحول دون امكانية تذرعها لاحقاً بالدفع الاجرائي لا سيما وان هذا الدفع سببه ناشئ بتاريخ ٢٠٠٢/١٠/١٩ أي بتاريخ أسبق عهداً لتاريخ الاعتراض الوارد في ٢٠٠٤/٣/٢٩، واستطراداً لأن الدفع بسبق الادعاء مستوجب للرد أساساً لأن الجهة المستدعية في القرار المرفق ربطاً بلائحة الجهة المعترضة والمعتمد سبباً للدفع الاجرائي كانت بهجت ميرزا وليس هو علي ميرزا، بمعنى أن هناك اختلافاً في فرقاء النزاع وهذا الاختلاف يحول دون الأخذ بسبق الادعاء،

وحيث ان المعترضة عادت وأدلت بأن الاجتهاد قد أسفر على أن القضية المحكمة هي من وسائل الدفاع وليست من الدفوع الاجرائية، ويمكن الادلاء بها في كل طور من أطوار المحاكمة عملاً بأحكام المادتين /٥٠/ و٥١/ من قانون أصول المحاكمات المدنية، ولتعلق ذلك بالانتظام العام، مضيفة بأن سبق الادعاء يتحقق عندما تكون الدعوى التي رفعت الى القضاء أولاً هي نفس الدعوى التي رفعت بعد ذلك بحيث تقوم بين الدعويين وحدة الاركان الأساسية، أي وحدة الموضوع ووحدة السبب ووحدة الخصوم، مشيرة الى ان وحدة الخصوم بين الدعويين تتحقق بالنظر الى الصفة القانونية التي يمثل بها المستدعي في المحاكمة في كلا الدعويين كون المستدعي في الدعوى الأولى هو حفيد المطلوب تصحيح تاريخ وفاتها والمعترض بوجهه في هذه الدعوى علي ميرزا هو حفيدها أيضاً وكلاهما له الصفة القانونية في اقامة الدعوى فتكون وحدة الخصوم متحققة،

وحيث بالعودة الى قانون أصول المحاكمات المدنية، يتبين أنه عَرَّفَ سبق الادعاء في المادة /٥٤/ منه عندما نص "يتوافر الدفع بسبق الادعاء عندما تقام الدعوى نفسها أمام محكمتين مختلفتين كلتاهما مختصتان بنظرها"،

وحيث ان المشرع حدد النتيجة المترتبة على الادلاء بدفع سبق الادعاء في المادة /٥٦/ من القانون المذكور إذ ألزم "المحكمة التي أدلي أمامها بسبق الادعاء أو بالتلازم مع دعوى مقامة سابقاً لدى محكمة أخرى أن ترفع يدها عن الدعوى وتحيلها الى هذه المحكمة..."،

وحيث ان الدولة تدلي بأنه قد صدر حكم في الدعوى التي تستند اليها للقول بسبق الادعاء،

وحيث انه وطالما قد صدر حكم في الدعوى، كما أدلت الدولة، فلا نعود أمام دفع بسبق الادعاء،

وحيث انه بموجب المادة /٣٧٠/ من قانون أصول المحاكمات المدنية ان القاضي يعطي الوصف القانوني الصحيح للوقائع والأعمال المتنازع فيها دون التقيد بالوصف المعطى لها من الخصوم،

وحيث ان ما تدلي به المعترضة الدولة اللبنانية لا يندرج تحت عنوان الدفع بسبق الادعاء انما هو دفع بقوة القضية المحكمة، التي نص عليها المشرع في المادة /٦٢/ من القانون عينه، وهو من دفوع عدم القبول التي يرمي بها الخصم الى اعلان عدم قبول طلب خصمه، دون البحث في موضوعه، لانتفاء حقه في الدعوى، فتقتضي مقاربة ما أدلت به المعترضة على هذا الأساس.

وحيث ان المادة /٣٠٣/ من قانون أصول المحاكمات المدنية، قد نصت على أن الأحكام النهائية حجة فيما

فصلت فيه من الحقوق ولا يجوز قبول دليل ينقض هذه الحجية، مضيفة في فقرتها الثانية، ولكن لا تكون لتلك الأحكام هذه الحجية الا في نزاع قام بين الخصوم أنفسهم دون أن تتغير صفاتهم وتناول الموضوع والسبب نفسهما،

وحيث كي يُتذرع بحجية القضية المحكوم بها في دعوى سابقة، يجب أن تكون الدعوى الجديدة مرفوعة بين الخصوم أنفسهم وبالصفات ذاتها، كما أشارت المادة /٣٠٣/ المنوه عنها، فحجية القضية المحكوم بها تعتبر نسبية إذ تقتصر على الخصوم في الدعوى، فلا يمكن أن تضر أو تفيد سوى الأشخاص الذين كانوا اطرافاً في المحاكمة الأولى،

وحيث ان العبرة في وحدة الخصوم هي في وحدة أطراف النزاع الحقيقيين، وليس في وحدة صفاتهم، إذ إن النص واضح وصريح لجهة اشتراطه وحدة الخصوم الحقيقيين بالاضافة الى عدم تغير صفاتهم، إذ لو شاء المشرع أن يكتفي بوحدة الصفة القانونية بين الخصوم، كما ذهبت المعترضة في ادلائها، لما كان من حاجة الى النص على وحدة الخصوم أنفسهم ثم اشتراط أن لا تتغير صفاتهم بعد ذلك،

وحيث انه وتبعاً لذلك لا تكون شروط الادلاء بحجية القضية المحكوم بها متوافرة الأمر الذي يفضي الى رد ما أدلت به المعترضة لهذه الناحية،

ثانياً – في الأساس:

١ – في طلب التصحيح:

حيث ان المعترض عليه يطالب باعتبار ان واقعة وفاة المرحومة شريفة بدر الدين قد حصلت بتاريخ ١٩٩٩/٧/٣ وليس بتاريخ ١٩٩٩/٩/٢١، والحكم بتصحيح الخطأ الحاصل في القيود،

وحيث انه يتبين من افادة الطبيب سامي قواس، المرفقة في استدعاء الجهة المعترض عليها، أن المرحومة شريفة بدر الدين قد توفيت في مستشفى طراد،

وحيث ان المحكمة ترى تكليف دائرة أمن عام النبطية باجراء التحقيقات السرية والعلنية حول تاريخ وفاة المرحومة شريفة بدر الدين، لا سيما لناحية اطلاعها (دائرة الأمن العام) على سجلات مستشفى طراد المذكورة لتحديد ما ورد في هذه السجلات حول واقعة وفاة شريفة بدر الدين،

وحيث ان المحكمة ترى كذلك دعوة مختار مدينة النبطية علي صبّاح لاستيضاحه حول ما ورد في افادته المبرزة طي الاستدعاء،

وحيث ان الدعوى والحالة هذه تكون غير جاهزة لإصدار الحكم النهائي فيها اذ يقتضي استكمالاً لمجمل عناصرها فتح المحاكمة لانفاذ ما سلف ذكره، على أن ينظر لاحقاً بالمقتضى.

لذلك،

يقرر:

١– قبول الاعتراض المقدم من الدولة اللبنانية طعناً بالقرار رقم ٢٠٠٣/٢٣٢ الصادر عن هذه المحكمة بتاريخ ٢٠٠٣/٩/٢٥ شكلاً،

٢– رد الدفع بعدم اختصاص المحكمة الوظيفي،

٣– رد الدفع بسبق الادعاء وبقوة القضية المحكمة،

٤– في الأساس، فتح المحاكمة،

٥– تكليف دائرة أمن عام النبطية باجراء التحقيقات السرية والعلنية حول تاريخ وفاة المرحومة شريفة بدر الدين، لا سيما لناحية اطلاعها (دائرة الأمن العام) على سجلات مستشفى طراد المذكورة لتحديد ما ورد في هذه السجلات حول واقعة وفاة شريفة بدر الدين،

٦– دعوة مختار مدينة النبطية علي صبّاح لاستيضاحه حول ما ورد في افادته المبرزة طي الاستدعاء،

٧– تحديد نهار الاثنين الواقع فيه ٢٠١٠/١/١٤ موعداً للجلسة وابلاغ من يلزم.



القاضي العقاري في جبل لبنان

الهيئة الحاكمة: الرئيس حسن حمدان

القرار: رقم ٣٤٣ تاريخ ٢٠٠٩/١١/٢٦

- اعتراض على محاضر تحديد عقارية – طلب اعادة مسح عقارات على أسماء الجهة المعترضة سنداً لسجلات لبنان القديم – دفع بافتقار الاعتراض للاثبات الجدي وانتفاء القوة الثبوتية للمستندات المرفقة به – بحث في مدى توافر القيمة الثبوتية والحقوقية لسجلات جبل لبنان القديم – استناد الجهة المعترضة الى أعمال المساحة التي جرت وفق بروتوكول العام ١٩٦١ المعدل بمقتضى بروتوكول العام ١٩٦٤ الخاص بجبل لبنان القديم – ثبوت كون اعمال المسح المستند اليها لم تتم بواسطة اشخاص فنيين ولم تراع فيها الأصول العلمية المعمول بها في ميدان التحديد – لا يمكن الركون حكماً الى بيانات ذلك السجل تبعاً لذلك الواقع – وجوب التحقق من مدى انطباق القيود المتذرع بها من الجهة المعترضة على مواصفات العقارات المطلوب تملكها – عدم تقدم المعترضين بأي وسيلة اثبات كافية من شأنها اثبات ذلك التطابق – رد الاعتراض وشطب اشارته عن محاضر تحديد العقارات موضوع النزاع.

بناءً عليه،

حيث يطلب المعترضون إعادة قيد العقارات ذات الأرقام /١٨٢٣/، /٣٢٧٧/، /٤٨٥٤/، /٤٨٥٦/، و/٥١٢٣/ من منطقة المتين العقارية، على أسمائهم وفق حصصهم الارثية عن مورثهم الأمير قيس أبي اللمع وبالتالي ترقين القيد المخالف، مستندين في ذلك الى افادات تثبت تسجيل هذه العقارات على اسم المورث في سجلات جبل لبنان وفق البروتوكول الذي كان معمولاً به حينذاك،

وحيث يدفع المعترض عليهم بانتفاء القوة الثبوتية لمستندات المعترضين، بالمقدار الذي يبرر إقران طلباتهم بنتيجة ايجابية،

وحيث من البيّن أن محور ما يثيره فريقا النزاع الراهن، يكمن في معرفة القيمة الثبوتية وتالياً الحقوقية لسجلات جبل لبنان القديم، ارتكازاً على اقتصار الاعتراض عليها كسند قانوني وحيد،

وحيث ان مقاربة القيمة الثبوتية هذه، وفق المتعارف عليه قانوناً، يجب أن تنطلق مما في الملف من معطيات، وما تخلله من اجراءات رمت من خلالها المحكمة الى توفير مزيد من الوضوح واتاحة الفرصة لكل ذي مصلحة لابراز ما لديه من أدلة،

وحيث من المقرر قانوناً ان البيانات المتذرع بها من المعترضين تستند الى اعمال المساحة التي جرت وفق بروتوكول العام ١٩٦١ المعدل بمقتضى بروتوكول العام ١٩٦٤ الخاص بجبل لبنان القديم،

وحيث ان هذا المسح لم يتم بواسطة أشخاص فنيين، ولم تراعَ فيه الأصول العلمية المعمول بها في ميدان التحديد، لأن الغاية منه لم تكن تثبيت الملكية والحقوق العينية العقارية وتحصينها من المنازعات، بل جلّ ما في الأمر كان اجراء احصاء أو تعداد للعقارات توطئة لفرض ضرائب عليها،

(بالمعنى ذاته: القاضي حسين عبد اللطيف حمدان، نظام السجل العقاري، منشورات الحلبي الحقوقية، طبعة ٢٠٠٩، ص. /٤٣/، ود. ماجد مزيحم، أعمال التحديد والتحرير ونظام السجل العقاري، الطبعة الأولى، ١٩٩٨، ص. /٢١/)،

وحيث ما يؤكد على صحة هذه الخلاصة، يتجلى بأن تعيين العقارات قام عن طريق تعيين اسم المحلة أو القرية الموجود فيها العقار دون أدنى وصف طوبوغرافي له، كما لم يكن هناك فهرس هجائي يتضمن اسماء المالكين، وكلها أمور لم تتح التثبت السليم من الواقع الفني والحقوقي لأي عقار أو لأية معاملة طالت هذا العقار،

وحيث إزاء هذا الواقع، يغدو من غير المقبول الركون حكماً الى بيانات سجل جبل لبنان القديم، إنما يبقى من الضروري التحقق من انطباق هذه القيود على مواصفات العقارات المطلوب تملكها،

وحيث ان اسقاط ما سبق من عرض قانوني على مطالب المعترضين، يفترض التطابق الفني في ما بين ما لديهم من بيانات وبين وثائق العقارات محل النزاع،

وحيث من الثابت أن المحكمة – هيئة سابقة – كانت قد أصدرت بتاريخ ٢٠٠٩/٢/٢٦ قراراً تمهيدياً تضمن تعيين خبير للقيام بمهمة مفصلة، يأتي في طليعة أهدافها

إتمام التطابق في ما بين العقارات وما لدى الفرقاء من مستندات، ومنها قيود جبل لبنان القديم كمستندات معروضة من المعترضين،

وحيث يتبين أنه وإنجازاً لهذا القرار، قامت المحكمة بإمهال المعترضين ثلاث مرات لدفع سلفة الخبير بغية انفاذ المهمة الموكلة اليه ولكنها لم تمتثل، خاصة ان احدى هذه المرات تم بموجب قرار تمهيدي صدر بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/٨،

وحيث يُبنى على ذلك، أنه لا يجوز الاستناد فقط الى قيود جبل لبنان القديم، فيما لم تبد أية جدية للتحقق من مضمونها والعقارات المعنية بها، لا سيما ان المعترضين يطعنون في قيود محاضر التحديد والتحرير العائدة للعقارات موضوع الاعتراض الحاضر، والتي يبقى مضمونها صحيحاً، ما دام لم يقدم هؤلاء أية وسيلة إثبات كافية من شأنها اثبات العكس،

وحيث يتحصّل مما تقدم واقعاً وقانوناً، أن مطالب الجهة المعترضة الخاصة بالعقارات موضوعها تفتقر الى الاثبات، مما يجعلها مستوجبة الرد لهذه العلة،

وحيث بالوصول الى هذه النتيجة يغدو من غير المجدي بحث الأسباب الزائدة أو المخالفة، واقعية كانت أو قانونية، مما يجعلها مردودة جميعها،

لهذه الأسباب،

يحكم:

أولاً: برد الاعتراض الحاضر المؤسس بالعدد /٢٩٠/ تاريخ ١٩٩٧/٧/٢٩ وشطب اشارته عن محاضر تحديد العقارات ذات الأرقام /١٨٢٣/، /٣٢٧٧/، /٤٨٥٤/، /٤٨٥٦/، /٥١٢٣/ من منطقة المتين العقارية، وبرد الأسباب الزائدة أو المخالفة.

ثانياً: بإبلاغ مضمون هذا القرار وفق الأصول المرعية.

❖ ❖ ❖

القاضي العقاري في جبل لبنان

الهيئة الحاكمة: الرئيس حسن حمدان

القرار: رقم ٣٤٥ تاريخ ٢٠٠٩/١٢/١٧

عقل العلم ورفاقه/ يوسف عقل ورفاقه

- اعتراض على محضر تحديد عقاري – دفع بوجوب رده بالنسبة لبعض المعترضين الذين انضموا اليه لاحقاً خارج المهلة القانونية – ثبوت كون المطالبة بملكية العقار موضوع النزاع لم تقتصر في مرتكزاتها على أحد المعترضين موقّع الاعتراض وحده – تقديم الاعتراض للمداعاة بحقوق جماعة من الأشخاص ممن يعتبرون معنيين بملكية ذلك العقار – العبرة في صحة تقديمه ضمن المهلة لا تقوم على شخص المعترض صاحب الحق المدعى به – ما يعتد به هو العقار المقصود بالحق لا الشخص المطالب به طالما انه سيتم التأكد لاحقاً من سلامة التمثيل ومن ثبوت الحق بقطع النظر عمن طالب به – رد ادلاءات المعترض بوجههم المخالفة – قبول الاعتراض شكلاً.

- مطالبة بقيد عقار على اسم المعترضين – تذرع الجهة الأخيرة بأن العقار المطالب به هو جزء من عقارها قبل مسحه في منطقة عقارية أخرى – دراسة صكوك وحجج الفريقين في ضوء النزاع بشاكلته المعروضة وبالانسجام معه – التضارب في أسماء المواقع في تلك الصكوك لا يعد عائقاً أمام كون كل من الفريقين مالكاً لقسم من العقار موضوع الاعتراض – لا علاقة اطلاقاً لمسألة تحديد المنطقة العقارية بتحديد المالكين – تثبت المحكمة من خلال الوقائع الثابتة وما توفره من قرائن ان القسم المطالب به هو جزء من عقار الجهة المعترضة وأن ما يميزه في الحالة الراهنة وقوعه في منطقة عقارية أخرى – قيد ذلك القسم على اسم تلك الجهة كعقار مستقل وانشاء محضر تحديد منفصل له وفق ذلك.

بناءً عليه،

حيث ان الوقائع المعروضة تطرح للبحث المسألتين القانونيتين التاليتين:

أولاً – في مدى قبول الاعتراض شكلاً:

حيث يدلي المعترض عليهم من الوجهة الشكلية بوجوب رد مطالب بعض المعترضين، باعتبار أنه قدم من أحدهم دون غيره الذين انضموا اليه لاحقاً بعد انعقاد المحاكمة، على نحو يمسي الاعتراض بالنسبة الى هؤلاء وارداً خارج المهلة القانونية المنصوص عنها في المادة /٢٠/ من القرار رقم /١٨٦/ تاريخ ١٩٢٦/٣/١٥ (الخاص بأعمال التحديد والتحرير)،

وحيث من البين ان الاعتراض الحاضر جاء موقعاً من قبل أحد المعترضين المدعو عقل علم العلم، ومتضمناً المطالبة بملكية العقار رقم /٩٢٢٧/ المتين،

وحيث ان مرتكزات المطالبة هذه لم تقتصر على أحد المعترضين موقع الاعتراض وحده، انما استمدت من ملكية مفترضة لآل العلم من ورثة المتوفى الياس روكس العلم، أي أن الاعتراض تم للمداعاة بحقوق جماعة من الأشخاص ممن يعتبرون معنيين بملكية العقار موضوعه،

وحيث من المقرر قانوناً حسبما تقول به المادة /٢٠/ المستند اليها، أنه يجوز تقديم الاعتراض من الأقارب أو الأصدقاء نيابة عن الغائبين، شريطة أن يثبت مقدم الاعتراض وكالته أثناء المحاكمة التي تجري وفق أحكام المواد /٢٣/ وما يليها من القرار ذاته،

وحيث يُفهم من ذلك، أن العبرة في صحة تقديم الاعتراض ضمن المهلة، لا تقوم على شخص المعترض صاحب الحق المدعى به، بل يكفي أن يعبر أي كان، أقاربَ أو أصدقاء، عن المطالبة بهذا الحق على محضر تحديد العقار المعني، ويُبت في صحة الاعتراض وكأنه مقدّم من المعني مباشرة، فما يعتد به هو العقار المقصود بالحق لا الشخص المطالب به، ما دام أنه في المحاكمة اللاحقة سيتم التأكد من سلامة التمثيل ومن ثبوت الحق بقطع النظر عمن طالب به،

وحيث ارتكازاً على سياق العرض السابق واقعاً وقانوناً، يغدو الاعتراض الحاضر مقبولاً شكلاً لانعدام المبنى القانوني الصحيح لأقوال المعترض عليهم المخالفة.

ثانياً – في موضوع الاعتراض:

حيث يطلب المعترضون قيد العقار رقم /٩٢٢٧/ من منطقة المتين على أسمائهم، مستندين في ذلك الى كونه جزءاً من العقار المسمى قبل المساحة "بمراح الديشار"، والذي تمّ مسح جزء منه في منطقة قاع الريم العقارية، فيما بقي جزء آخر داخلاً في منطقة المتين العقارية وخضع لأعمال مساحة منفصلة وانتهى به الأمر على أسماء المعترض عليهم خلافاً للمستندات الثابتة ولواقع الحال،

وحيث يحاجج المعترض عليهم لإثبات عدم صحة مطالب المعترضين، بوجود أحكام قضائية مبرمة صادرة عن القاضي العقاري في البقاع وبأعمال المسح الاختياري التي طالت العقار رقم /٦/ المتين اختياري، وبتسلسل الملكية التي انتهت اليهم بالتمام والكمال القانونيين دون أية شائبة في هذا الصدد،

وحيث ان ايجاز مطالب ودفوع الفريقين بالصورة المبسوطة، يستدعي مقاربة النزاع بمنهجية تغطي أوجه الاختلاف القائم، عبر عرض الثابت من وقائع وتحديد أثارها القانونية توصلاً لإقران مطالب المعترضين بنتيجة سلبية أو ايجابية،

وحيث يتبين من خلال محضر ضبط المحاكمة التي جرت أمام القاضي العقاري في البقاع، المبرزة صورته في الملف، أن المعترض آنذاك مورث المعترضين الياس روكس العلم صرّح بما حرفيته:... طالما أن لا تأثير على ملكية العقار سواء كان واقعاً ضمن خراج قاع الريم أو ضمن خراج قرية المتين، فإنني أتراجع عن اعتراضي فيما يختص بالخراج فقط واحتفظ بملكيتي اللسان الممتد من عقاري رقم /٧٩٨/، والواقع هذا اللسان ضمن خراج المتين وعندما تجري أعمال التحديد والتحرير في قرية المتين أقوم بتحديد هذا اللسان على اسمي وفقاً للصك الموجود في يدي.."،

وحيث من الجلي الذي لا يحتمل التأويل أو الاجتهاد القانوني، أن مورث المعترضين اقتصر في تراجعه عن الاعتراض على تحديد المنطقة العقارية لكل من قاع الريم والمتين، دونما ان يمتد تراجعه ليطال ملكية ما يفترضه حقاً له كجزء من عقاره رقم /٧٩٨/ من منطقة قاع الريم العقارية، والذي يمتد لأسباب شتى الى منطقة المتين العقارية، مما يفيد أن الرجوع حصل بغرض تسهيل الفصل في الاعتراض وتلافياً لأي تضارب في تحديد منطقتين عقاريتين اتفق المخاتير ذوي العلاقة على حدودهما وفق الثابت في الأوراق.

وحيث ان ما يعزز الاستخلاص هذا ويجعله يقيناً ثابتاً، هو الصيغة التي صدر فيها حكم القاضي العقاري في البقاع بتاريخ ١٩٦٠/٧/٢٧، في فقرته الحكمية ببنديها الأول والثاني، من ترقين للاعتراض، بناءً على الرجوع، فيما يختص بالخراج فقط وباعتبار القسم "جيم"، وهو الجانب المعني بالملكية، المبين على خريطة التحديد داخلاً ضمن خراج المتين وتصحيح الخريطة على هذا الأساس...،

وحيث يكون ما أُخرج من الملكية المطالب بها في ذلك الوقت، قد أصبح خاضعاً لما سيؤول اليه الحال في منطقة المتين العقارية،

وحيث واقعاً ان موضوع الاعتراض الحاضر هو ذاك الجزء الذي أخرج من منطقة قاع الريم العقارية، بحيث لا وجه قانوني البتة لما يدلي به المعترض عليهم بالصورة المخالفة،

وحيث يتذرع به المعترض عليهم على جانب آخر، بمسح اختياري طال العقار موضوع الاعتراض، مما يحيل، برأيهم، مسألة النظر مجدداً في الملكية أمراً غير جائز قانوناً لتصرّم المهل المحددة،

وحيث بمراجعة محضر تحديد العقار رقم /٩٢٢٧/ من منطقة المتين العقارية، يتبدى أن مسحه لم يتم بالاستناد الى مسح اختياري سابق، الأمر الذي لا مقبولية معه للحديث عن إلزامية التحديد الاختياري نظراً لعدم حصول مثل هذا المسح على العقار أصلاً،

وحيث بناءً على ما حكي عنه أعلاه وإظهاراً لنطاق النزاع الراهن، لا بد من اعادته الى أصله المبينة خلاصته في محضر تحديد العقار موضوعه،

وحيث، على هذا الأساس، يتبين من خلال محضر تحديد العقار رقم /٩٢٢٧/ المتين وما انطوى عليه الاعتراض حقيقة، أن المطالبة جارية على قسم من العقار وليس بكامل العقار، على نحو يكفي التثبت من ملكية هذا القسم للفصل في النزاع، بقطع النظر عما يقوله الفريقان من أسباب ومطالب تتجاوز ذلك،

وحيث لعل ما يثبت هذا الأمر، يكمن في أن البنيان الذي قام عليه الاعتراض الحاضر انبثق عن الاعتراض الذي قدمه المتوفى الياس روكس العلم لدى القاضي العقاري في البقاع،

وحيث تمشياً مع ما تقدم، وبالرجوع الى مضمون الاعتراض الذي كان عالقاً لدى القاضي العقاري في البقاع، يتبين أنه تناول المطالبة بقطعة أرض عبارة عن "لسان" بشكل تتمة للعقار رقم /٧٩٨/ قاع الريم، وهو ما عُبِّر عنه بالقسم "جيم" المبين على خريطة التحديد والمصور المعنيين،

وحيث ان الخبيرين رياض فرنسيس وريتا حيدرية في تقريرهما الوارد الى الملف بتاريخ ٢٠٠٨/١٠/١٦، حددا القسم "جيم" بموجب مصور فني أبرزاه فيه،

وحيث ان القسم "جيم" الواقع على تخوم منطقة قاع الريم والمتين العقاريتين، هو واقع على الحدود **الشرقية** للعقار موضوع الاعتراض، وهو ما يسميه محضر تحديد هذا العقار "بخراج قاع الريم"،

وحيث يُبنى على تحديد النزاع بشاكلته المعروضة، وجوب دراسة صكوك وحجج الفريقين في ضوئه وبالانسجام معه،

وحيث وتوطئة للفصل في الاعتراض بمقتضى هذا النهج، لا بد من التذكير بأن تقرير الخبرة المبرز في الملف، يبقى خاضعاً لسلطان المحكمة المطلق عملاً بأحكام المادة /٣٢٧/ من قانون أصول المحاكمات المدنية،

وحيث بدراسة صكوك الفريقين وتمحيصها، وتقاطعها مع بعضها البعض ومضاهاة مضامينها، مروراً بالافادات الصادرة عن المخاتير المعنيين وتلك الصادرة شفاهة عن الشهود المستمع اليهم من الخبيرين، يستخلص ما يلي من نتائج ووقائع ثابتة:

١- إن التضارب في أسماء المواقع في صكوك كلا الفريقين، لا تعد عائقاً أمام كون كل منهما مالكاً لقسم من العقار موضوع الاعتراض، وهو ما يؤكده حصر النزاع بنطاقه المتمثل بالقسم "جيم" المشار اليه.

٢- ان وقوع القسم المتنازع عليه في محلة "مراح الديشار" أو في محلة "ركاكيب الجمال بركة الشحيرة"، لا يبدل في الواقع شيئاً، لا سيما ان هناك تداخلاً في ما بين هذه المناطق جميعها، وهي متاخمة لبعضها البعض، كما أنها مناطق كبيرة لا يحول أي شيء دون أن تكون موزعة ملكيتها بين عدة أشخاص،

(للاستنارة يراجع استيضاح الخبيرين حول هذه النقطة، الصفحة /٢٠/ من محضر ضبط المحاكمة).

٣- ان تصحيح الحدود الذي حصل في ما بين منطقتي قاع الريم والمتين، تسهيلاً لرسم الحدود العقارية النهائية للمنطقة العقارية الأولى، قد أحدث انسلاخاً لجزء مفترض من العقار رقم /٧٩٨/ قاع الريم، بحيث بقي

النزاع منصباً على هذا الجزء، ولا علاقة إطلاقاً لمسألة تحديد المنطقة العقارية بتحديد المالكين، فالمسألة الأولى هي مسألة فنية ادارية ذات بعد قانوني، فيما المسألة الثانية ذات طبيعة حقوقية قانونية ببعد فني وإداري.

٤- ان جميع صكوك المعترضين تشير الى أن الحدود الغربية لعقارهم المسمى "مراح الديشار" هي مع منطقة المتين العقارية، وبالتالي ان وقوع القسم المتنازع عليه على الحدود الشرقية للعقار موضوع الاعتراض يفيد الى حدّ كبير،، أن هذه الصكوك منطبقة على هذا القسم.

(يراجع الصكان الخاصان "بمراح الديشار"، الأول تاريخ ١٨٨٥/٤/١٢، سجل لبنان القديم نمره /٢٢٢/، والثاني تاريخ ١٩٢٤/١٢/٨).

٥- ان مصور التحديد رقم /٩٥/ المتين، المرفقة صورته بلائحة المعترضين تاريخ ٢٠٠٦/٧/١٣ يعيّن الحدود الشرقية للعقار موضوع الاعتراض بالعقارات /٧٩٨/ قاع الريم وخلافه.

٦- ان صكوك المعترض عليهم التي تثبت الحدود الشرقية لعقارهم هي مطل "بركة الشحيرة"، وهي تشترك مع صكوك المعترضين التي تذكر "بركة الشحيرة" كمنطقة متاخمة "لمراح الديشار" في قاع الريم.

٧- ان معظم الشهود المستمع اليهم من الخبيرين، أكدوا على أن لآل العلم ملكية في العقار موضوع الاعتراض، ولو تناقضوا أو تباينوا في بعض التفاصيل، ولكنهم أجمعوا على واقعة وضع المعترضين يدهم على جزء من العقار، وإن كان غير محدد.

٨- ان معاملة التحديد الاختياري الخاصة بالعقار رقم /٦/ اختياري، والذي أصبح بعد المسح الاجباري يحمل الارقام /٦٣٣٨/ لغاية /٦٣٤١/ المتين، يثبت صحة كل ما سبق.

٩- ان الخبيرين في تقريرهما لم يوضحا بمقدار كاف نقطة موقع القسم "جيم" المطالب به، بل جاء تحليلهم مبنياً على قراءة حرفية لصك واحد من صكي المعترضين.

١٠- ان الأسس القانونية التي قامت عليها الاحكام الصادرة عن القاضي العقاري في البقاع، والمتذرع بها من المعترض عليهم أنفسهم، تعتبر أساساً صالحاً للحكم في الاعتراض الحاضر، وبالنتيجة إقران مطالب المعترضين بنتيجة إيجابية.

وحيث يستنتج من هذه الوقائع الثابتة وما توفره من قرائن، أن القسم "جيم" الذي طالب به مورث المعترضين، هو جزء من عقاره المسمى "مراح الديشار"، وجل ما يميزه في الحالة الراهنة هو وقوعه في منطقة المتين العقارية، الأمر الذي يحتم إجراء اللازم على هذا الأساس،

وحيث ارتكازاً على ما سبق من حجج وأسانيد، يكون الاعتراض الحاضر بصيغته المحددة آنفاً، مستوجباً القبول لبنائه على أساس قانوني سليم،

وحيث يقتضي رد طلبات العطل والضرر المتبادلة لانتفاء المسوغ القانوني،

وحيث بالوصول الى هذه النتيجة يمسي من غير المجدي بحث الأسباب الزائدة أو المخالفة، واقعية كانت أو قانونية، مما يجعلها مردودة جميعها،

لهذه الأسباب،

يحكم:

أولاً: بقبول الاعتراض الحاضر شكلاً.

ثانياً: وفي الأساس اقتطاع القسم "جيم" من العقار رقم /٩٢٢٧/ من منطقة المتين العقارية وفق المصور الفني المعد من قبل الخبيرين رياض فرنسيس وريتا حيدرية المرفق بتقريرهما الوارد الى الملف بتاريخ ٢٠٠٨/١٠/١٦، واعتبار هذا المصور جزءاً لا يتجزأ من هذا الحكم، وبالتالي قيد القسم المذكور على اسم ورثة الياس روكس العلم كعقار مستقل وانشاء محضر تحديد منفصل له وفق ذلك، على أن يصار الى تحديد أسهم كل من المعترضين بمعاملة إدارية مستقلة تقدم أصولاً لهذا الغرض.

ثالثاً: بتكليف مساح المحكمة ميشال سركيس بتنفيذ البند "ثانياً" أعلاه من الوجهة الفنية وبإتمام اللازم من اعمال فنية وطوبوغرافية مطلوبة في هذا الصدد.

رابعاً: برد طلبات العطل والضرر المتبادلة، والطلبات الزائدة أو المخالفة.

خامساً: بشطب إشارة الاعتراض الحاضر بعد تنفيذ هذا الحكم بمندرجاته جميعها، وبتضمين المعترض عليهم نفقات المحاكمة جميعها.

❖ ❖ ❖

القاضي العقاري في جبل لبنان

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس الحاج عساف

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٢/١٨

الشيخ عبد العزيز بن جبر آل ثاني/ امانة السجل العقاري

- عقد بيع عقار لمصلحة أجنبي – مرسوم ترخيص يجيز له التملك – طلب تسجيل ذلك العقد – مدى قابلية العقد المذكور للتسجيل بعد انقضاء أكثر من سنة على صدور ذلك المرسوم ونشره في الجريدة الرسمية – المادتان ١٠ و١١ من قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية – مفعول مؤقت وغير نهائي لمرسوم الترخيص – سقوط مفاعيل ذلك المرسوم بعدم العمل به خلال سنة من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية – وجوب أن يتم التسجيل نهائياً على اسم الأجنبي خلال تلك المهلة – رد ادلاءات المستدعي المخالفة – رد طلب التسجيل لسقوط مفعول مرسوم الترخيص سنداً للمادة ١٠ من قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية العقارية.

حيث ان سعادة السفير الشيخ عبدالعزيز بن جبر آل ثاني تقدم بتاريخ ٢٠١٠/٢/١٣ باستدعاء بواسطة وكيله القانوني طلب بموجبه تسجيل عقد البيع تاريخ ٢٠٠٥/٣/١٥ الذي اشترى بموجبه العقار رقم ١٠٥ العاقورة وذلك بالاستناد الى نص المادة ٢٠ من قانون تملك الاجانب باعتبار ان المرسوم الذي أجاز له التملك صدر بتاريخ ٢٠٠٥/١١/٢٩ أي ضمن مهلة السنة المنصوص عنها بموجب المادة ٢٠ المذكورة،

وحيث ان المستدعي يضيف ان الشرط الوحيد المفروض للتملك هو صدور مرسوم الترخيص ضمن مهلة السنة في حين ان اتمام معاملات التسجيل يمكن أن يتم في أي وقت ولو بعد مرور أكثر من سنة على مرسوم الترخيص،

وحيث انه بمقتضى المادة ٢٠ من قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية العقارية في لبنان يجوز للأشخاص غير اللبنانيين أن يعقدوا اتفاقات خاصة يكون موضوعها انشاء حق عيني مشروط نفاذها على الحصول على الترخيص الواجب وتعتبر هذه الاتفاقات باطلة حكماً اذا انقضت المهلة المعينة دون الحصول على الترخيص على أن لا تزيد هذه المهلة عن السنة.

وحيث يتبين ان المادة المذكورة تتعلق بالاتفاقيات المعقودة قبل الاستحصال على مرسوم الترخيص ومصير هذه الاتفاقيات بحال عدم الاستحصال على المرسوم ضمن مهلة أقصاها سنة من تاريخ الاتفاقية.

وحيث ان مسألة صحة أو عدم صحة اتفاقية البيع الحاصلة بين المستدعي ومن اشترى منهم العقار ١٠٥ العاقورة والجارية في ٢٠٠٥/٣/١٥ ليست موضوع البحث امام هذه المحكمة ليصار الى معرفة مدى انطباق هذه الاتفاقية على احكام المادة ٢٠ المذكورة بل أن المطروح حالياً أمام هذه المحكمة هي مسألة أخرى تتعلق بقابلية الاتفاقية المذكورة للتسجيل بعد أن صدر مرسوم الترخيص الذي اجازها بتاريخ ٢٠٠٥/١١/٢٩ ومعرفة ما اذا كان مرسوم الترخيص عند صدوره مرسوماً نهائياً ودائماً أو مرسوماً مؤقتاً يتوجب القيام باجراءات أخرى لاستكماله وانتاجه لمفاعيله.

وحيث ان المادتين ١٠ و١١ من قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية نصتا على سقوط مفعول مرسوم الترخيص في حالات معينة فنصت المادة ١٠ بأن مفعول مرسوم الترخيص يسقط بعدم العمل به خلال سنة من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية في حين نصت المادة ١١ على سقوط المرسوم والغاء الحق بحال لم يتم تشييد بناء على العقار خلال مهلة خمس سنوات أو تخصيصه خلال هذه المهلة.

وحيث يستفاد من النصوص المذكورة بأن لمرسوم الترخيص مفعولاً مؤقتاً ويقتضي لانفاذه واعطائه مفاعيله التقيد بكافة الاحكام المنصوص عنها في القانون.

وحيث انه لاعطاء مرسوم الترخيص مفاعيله يقتضي وبحسب نص المادة ١٠ المذكورة اعلاه أن يتم التملك خلال مهلة سنة من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

وحيث ان التملك بحسب احكام القرار ١٨٨ وفيما يتعلق بالحقوق العينية العقارية لا سيما المواد ٩ – ١٠ و١١ منه لا يتم الا بالتسجيل في السجل العقاري.

وحيث يستفاد من مجمل ما تقدم انه لتفادي سقوط مرسوم الترخيص يقتضي أن يتم التسجيل في السجل العقاري على اسم الاجنبي خلال مهلة السنة من تاريخ نشر المرسوم في الجريدة الرسمية.

وحيث ان تفسير المادة ١٠ على هذا النحو يتوافق مع روحية احكام قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية ذلك انه على فرض القول انه يمكن للأجنبي الشراء والاحتفاظ بعقده لسنوات طويلة قبل التسجيل تجعل من اجراء الرقابة على ما أصبح يملكه هذا الأجنبي وعلى إمكانية احتساب النسب المنصوص عنها في القانون أمراً غير ممكن ذلك انه لاحتساب هذه النسب تؤخذ المعلومات من أمانات السجل العقاري ونظام المكننة لديها والذي لا تدخل فيه طبعاً العقود غير المسجلة من هنا فرض المشترع وجوب اجراء التسجيل ضمن مهلة السنة لتبقى لديه الرقابة اللازمة والمنصوص عنها في القانون على هذا النوع من التملك.

وحيث يكون بالتالي ما أدلى به المستدعي خلافاً لما تقدم واقعاً في غير موقعه القانوني الصحيح ومستوجباً الرد سيما وان المرسوم العائد لتملكه العقار ١٠٥ العاقورة قد نشر في الجريدة الرسمية في ٢٠٠٥/١١/٢٩.

لذلك،

تقرر:

رد طلب التسجيل لسقوط مفعول مرسوم الترخيص سنداً للمادة ١٠ من قانون اكتساب غير اللبنانيين للحقوق العينية العقارية.

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيس فيصل مكي

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٦

- معاملة تنفيذية – انذار إجرائي – تبليغ – تصريح الوكيل باعتزاله الوكالة عن موكله وعدم ابلاغ الاعتزال من هذا الأخير – المادة ٣٨٦ أ.م.م. – اعتبار معاملة تبليغ الموكل ذلك الاعتزال معاملة جوهرية من أجل سريانه – عدم ثبوت ابلاغ الاعتزال المذكور من الموكل يجعل هذا الاعتزال دون مفعول – اعتبار تبليغ الانذار الاجرائي من الوكيل منتجاً لمفاعيله القانونية بحق المنفذ بوجهها تبعاً لاعتبار الوكالة قائمة ومنتجة لمفاعيلها.

لدى التدقيق،

حيث ان المحامي ب. غ.، وكيل المنفذ بوجهها السيدة مهى جورج بيلوني، صرح انه اعتزل وكالته من هذه الأخيرة إلا أنه لم يبلغها هذا الاعتزال (التصريح الوارد على محضر التبليغ).

وحيث ان المادة /٣٨٦/ أصول مدنية تنص على ان للمحامي أن يعتزل الوكالة على أن يبلغ هذا الاعتزال الى موكله والى قلم المحكمة وأوجبت عليه الاستمرار في أعمال الوكالة حتى تعيين محام بديل أو انقضاء المدة المعقولة لهذا التعيين على ألا تتجاوز /١٥/ يوماً من تاريخ تبليغ الموكل الاعتزال،

وحيث انه يثبت ان معاملة تبليغ الموكل الاعتزال هي معاملة جوهرية من أجل سريان الاعتزال وبالتالي فإن عدم ثبوت ابلاغ الاعتزال من الموكل يجعل هذا الاعتزال دون مفعول وتبقى بالتالي الوكالة قائمة ومنتجة،

تمييز ثانية رقم ٢٧ تاريخ ٨٨/٦/٢٣: ن. ق. ٨٨ ص. ٢٧٦.

تمييز ٨٨/٩/٢٠: مصنف أصول محاكمات مدنية ص. ٦٠.

استئناف جبل لبنان رقم ٦٩ تـاريخ ١٩٩١/٤/٣٠: المصنف ص ٥٩.

وحيث ان المادة /٨١٥/ موجبات وعقود منعت على الوكيل أن يعدل عن الوكالة الا اذا ابلـغ عدولـه الـى الموكل،

وحيث انه في ظل عدم ابلاغ الموكلة الاعتزال تكون الوكالة لا زالت سارية المفعول،

وحيث ان تبليغ المحامي ب.غ. المنفذ بوجهها يكون قانونياً منتجاً لمفاعيله القانونية،

لذلك،

تقرر:

اعتبار تبليغ المحامي ب.غ. الانذار الإجرائي منتجاً لمفاعيله القانونية بحق المنفذ بوجهها.

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيس فيصل مكي

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/١١/٢١

BFO S.A. / بنك سوسيته جنرال في لبنان ش.م.ل.

- معاملة تنفيذية – إعتراض على مشروع توزيع ثمن متحصل من بيع عقار – تذرع المعترض بأنه يحوز اشارة حجز احتياطي سابقة بتاريخها لإشارة التأمين الموضوعة لمصلحة البنك المعترض بوجهه – المادة ٨٧٥ أصول مدنية – لا يُحظر على المحجوز عليه ترتيب أية حقوق على العقار المحجوز – ترتيب حق تأمين على ذلك العقار المحجوز احتياطياً يؤول الى تحمل صاحب حق التأمين نتائج الحجز الاحتياطي – اشراك صاحب الحق الأخير مع الحاجز احتياطياً في التوزيع اشتراكاً نسبياً – رد الاعتراض لعدم قانونيته.

بعد الاطلاع ولدى التدقيق؛

حيـث ان BFO S.A.، وكـيلاه المحاميـان .... اعترض بتاريخ ٢٠٠٩/٩/١ على مشروع توزيع الثمن المتحصل من بيع العقار رقم ٦/٢٤٧٠ برمانا المـنظم من قبل مأمور التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٩/٧/١١ مستنداً فـي ذلك الى أنه يحوز اشارة حجز احتياطي سابقة بتاريخها لاشارة التأمين الموضوعة لمصلحة بنك سوسيته جنرال في لبنان ش.م.ل.، وبالتالي فإنه يستحق له كامل الـثمن دون أن يحق للمصرف الأخير أن يـشارك معـه فـي التوزيع وذلك عملاً بأحكام المادة /٨٧٥/ أصول مدنية؛

وحيث ان بنك سوسيته جنرال في لبنـان ش.م.ل.، وكيله المحامي...... طلب رد الاعتراض؛

وحيث ان الفقرة الثانية من المـادة /٨٧٥/ أصـول مدنية تنص على أنه اذا كان المال المحجوز عقـاراً أو منقولاً تحفظ قيوده وتوثق المعاملات الجارية بشأنه فـي الدوائر الرسمية، فيمكن للمحجوز عليه التصرف بـه أو ترتيب أية حقوق عليه وتجزئته على أن يتحمل المالـك الجديد أو مكتسب الحق نتائج هذا الحجز ونتائج دعـوى الأساس المتعلقة بالدين سبب الحجز؛

وحيث انه بخلاف الفقرة الأولى من المـادة /٨٧٥/ المتعلقة بالمال المنقول، فإن الفقرة الثانية منها لم تحظر على المحجوز عليه ترتيب أية حقـوق علـى العقـار المحجوز، إذ أباحت له ذلك شرط تحمل مكتسب الحـق نتائج الحجز؛

وحيث ان ترتيب حق تأمين على العقـار المحجـوز احتياطياً يؤول الى تحمل صاحب حق التـأمين نتـائج الحجز الاحتياطي، بمعنى عدم اعطـاء صـاحب حـق التأمين الحق في استيفاء حقه بالأولوية من الثمن، وانما اشتراكه مع الحاجز احتياطياً في التوزيع اشتراكاً نـسبياً distribution par contribution او répartition au marc le franc؛

وحيث ان القول بخـلاف ذلـك، أي عـدم اشـراك صاحب حق التأمين في التوزيع، سيؤدي الى نتائج غير منطقية وغير قانونية من جهة عدم استناده الـى نـص قانوني خاصة وأن حكم المادة /٨٧٥/ لا يحتمـل هـذا التأويل، ومن جهة استئثار الحاجز احتياطياً بكامل ثمـن العقار المحجوز، مع العلم ان المبدأ في المـادة /٢٦٨/ من قانون الموجبات والعقود هو أن الدائنين العاديين هم في الأساس متساوون لا تمييز بينهم بسبب التواريخ التي نشأت فيها حقوقهم الا اذا كانت هناك أسـباب أفـضلية مشروعة ناشئة عن القانون أو عن الاتفاق؛

وحيث ان المادة /٨٧٥/ أصول مدنية لم تعط الحاجز احتياطياً حق أفضلية أو أولوية على العقار المحجوز وانما حملت صاحب الحق اللاحق نتائج هذا الحجز بأن يشترك معه في التوزيع توزيع الغرماء؛

وحيث انه اذا جاز استخلاص نتيجة منطقية ولازمة من المقدمات التي تسلسلت في ما سبق، فإن هذه النتيجة هي رد الاعتراض لعدم القانونية، وإقرار اللائحة النهائية وفق مشروع التوزيع المنظم من قبل مأمور التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٩/٧/١١ دون أي تعديل أو تبديل؛

وحيث انه بعد الحل المعتمد أعلاه بما أسس عليه من أسباب تعليل، لا يكون من محل لاستفاضة في بحث أي أسباب زائدة غير مؤتلفة مع هذا الحل أو غير مجدية بالنسبة للمسائل التي تحدد بها اطار المنازعة؛

لذلك،

يقرر:

أولاً: رد الاعتراض على مشروع التوزيع المقدم من BFO S.A. لعدم القانونية؛

ثانياً: إقرار اللائحة النهائية وفق مشروع التوزيع المنظم من قبل مأمور التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٩/٧/١١ دون أي تعديل أو تبديل؛

ثالثاً: رد كل ما زاد أو خالف؛

رابعاً: تضمين المعترض النفقات كافة؛

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيس فيصل مكي

القرار: رقم ٦٠ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٠

سليم كفوري/ ميرال كفوري

- مشكلة تنفيذية – طلب وقف تنفيذ – تذرع المعترض بأن الحكم الجاري تنفيذه صادر عن مرجع غير مختص – مشكلة غير متعلقة بالاجراءات – سلطة رئيس دائرة التنفيذ تنصب، في سبيل اتخاذه التدبير الوقتي بوقف التنفيذ، على التحقق من جدية المنازعة المثارة امامه بالارتكاز على الاوراق المبرزة وما تشتمل عليه من وقائع وأسباب ترجح معها صحة مطالب الجهة المعترضة – نزاع يتمحور حول مدى صلاحية المحكمة الروحية في إلزام الزوج بالنفقة رغم اقدامه على إبدال دينه – يبقى الزواج خاضعاً للقانون الذي احتفل فيه بموجبه اذا ترك أحد الزوجين طائفته وفق الظاهر المتاح في النصوص القانونية التي ترعى المسألة المطروحة – اعتبار المنازعة حول عدم اختصاص المحكمة الروحية بالنظر في عقد الزواج ونتائجه منازعة غير جدية – رد الاعتراض.

بناءً عليه،

حيث إن ما يجدر التنويه به في المستهل الى أنه من المسلم به فقهاً واجتهاداً، أن الاعتراض على التنفيذ أمام رئيس دائرة التنفيذ غير مقيد بمهلة، على اعتبار أنه يبقى مقبولاً منذ ابتداء التنفيذ ولحين الفراغ منه؛

وحيث انه لدى الاطلاع على ملف المعاملة التنفيذية موضوع الاعتراض الحالي، والمضموم الى الملف الراهن، يتبين ان التنفيذ قد بدأ لكنه لم ينته بعد، الأمر الذي يستلزم معه قبول هذا الاعتراض في الشكل؛

وحيث انه لجهة الموضوع فإن المعترض يطلب وقف تنفيذ المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٩/٣٩٥ لأن الحكم

المطلوب تنفيذه صادر عن مرجع غير مختص وهو المحكمة الابتدائية الموحدة للروم الملكيين الكاثوليك، بينما المحكمة المختصة هي المحكمة الشرعية الجعفرية؛

وحيث ان المعترض بوجهها تطلب رد المشكلة التنفيذية كون الحكم الجاري تنفيذه صادراً عن مرجع مختص، لأن السلطة المذهبية الصالحة للحكم في عقد الزواج ونتائجه هي السلطة التي يكون عُقد لديها الزواج، دون أن يغير من ذلك إبدال أحد الزوجين لدينه؛

وحيث انه من البيّن ان ما يثيره المعترض هو مشكلة تنفيذية غير متعلقة بالاجراءات؛

وحيث ان المادة /٨٢٩/ أصول بعد أن أكدت، في الفقرة الأولى منها، اختصاص رئيس دائرة التنفيذ دون غيره بالفصل في أساس المشاكل المتعلقة باجراءات التنفيذ، عادت وأعطته، في الفقرة الثانية، فقط صلاحية تقرير وقف التنفيذ وتكليف مقدم المشكلة التنفيذية غير المتعلقة بالاجراءات مراجعة محكمة الموضوع ضمن مهلة يحددها له تحت طائلة متابعة التنفيذ في حال عدم تقديم المراجعة في خلال المهلة؛

وحيث ان رئيس دائرة التنفيذ ينظر في المشكلة التنفيذية غير المتعلقة بالاجراءات وفق الأصول المتبعة في القضايا المستعجلة، بحسب صراحة منطوق الفقرة الثانية من المادة /٨٢٩/ المنوه عنها أعلاه، بمعنى ان سلطته تنصب، في سبيل اتخاذه التدبير الوقتي بوقف التنفيذ، على التحقق من جدية المنازعة المثارة أمامه بالارتكاز على الأوراق المبرزة أمامه، وما تشتمل عليه من وقائع وأسباب ترجح معها صحة مطالب الجهة المعترضة؛

وحيث انه بالرجوع الى واقعات هذه الدعوى ينهض أن المعترض كان من طائفة الروم الملكيين الكاثوليك وأنه تزوج من المعترض بوجهها بتاريخ ١٩٩٨/١١/٢١ أمام مرجع كنسي، وأنه أقدم لاحقاً على تغيير مذهبه الى مسلم شيعي في منتصف العام /٢٠٠٨/؛

وحيث انه نتيجة لذلك أقدمت الزوجة بتاريخ ٢٠٠٨/١١/٦ على تقديم دعوى بحق الزوج أمام المحكمة الابتدائية الموحدة للروم الملكيين الكاثوليك بموضوع بطلان الزواج وحراسة ولدها القاصر تيدي ونفقة معجلة لهذا الأخير، فصدر خلالها القرار الجاري تنفيذه بتاريخ ٢٠٠٩/٦/٢ القاضي بإلزام الزوج بنفقة شهرية معجلة وبنفقات الطبابة والدراسة؛

وحيث ان النزاع بين طرفي هذه المشكلة يتمحور حول مدى صلاحية المحكمة الروحية في الزام الزوج بالنفقة رغم إقدام هذا الأخير على ابدال دينه؛

وحيث انه وفق الظاهر المتاح من النصوص القانونية التي ترعى المسألة المطروحة فإن السلطة المذهبية الصالحة للحكم في عقد الزواج ونتائجه انما هي السلطة التي يكون عقد لديها الزواج وفق الأصول (المادة /١٤/ من قانون ١٩٥١/٤/٢)، ويبقى الزواج خاضعاً للقانون الذي احتفل بموجبه اذا ترك أحد الزوجين طائفته، ما لم يترك كلا الزوجين طائفتهما بحيث يمسي الزواج تابعاً لقانون نظامهما الجديد (المادة /٢٣/ من القرار رقم /٦٠/ ل.ر. تاريخ ١٩٣٦/٣/١٣)؛

يراجع حول الموضوع: دراسة تفصيلية بعنوان "سلطة رئيس دائرة التنفيذ في الامتناع عن تنفيذ الأحكام والقرارات المذهبية والشرعية" للقاضي بسام الياس الحاج: منشورة في مجلة العدل لسنة /٢٠٠٨/، العدد الأول، ص. /٦٣/؛

وحيث انه استناداً الى ما تقدم بيانه، وطالما ان الزوج (المعترض) أبدل دينه منفرداً بمعزل عن زوجته، تكون المنازعة حول عدم اختصاص المحكمة الروحية بالنظر في عقد الزواج ونتائجه هي منازعة غير جدية، ويكون التجريح الموجه الى الحكم الجاري تنفيذه فاقداً للأساس القانوني المتين، الأمر الذي يجعل من الاعتراض الراهن واقعاً في غير محله القانوني وبالتالي مستوجباً الرد؛

وحيث انه بعد الحل المعتمد اعلاه بما أسس عليه من أسباب تعليل، لا يكون من محل لاستفاضة في بحث أي أسباب زائدة غير مؤتلفة مع هذا الحل أو غير مجدية بالنسبة للمسائل التي تحدد بها إطار المنازعة؛

لذلك،

يقرر:

أولاً: قبول الاعتراض في الشكل؛

ثانياً: رد الاعتراض في الأساس للأسباب المبينة في متن هذا القرار؛

ثالثاً: رد كل ما زاد أو خالف؛

رابعاً: إعادة ملف المعاملة التنفيذية الى مرجعه في القلم؛

خامساً: تضمين المعترض نفقات المحاكمة كافة؛

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في المتن

الهيئة الحاكمة: الرئيس شارل الغول

القرار: رقم ٦٢ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٠

صلاح كرم/ رالف الجَمَل ورفاقه

- اعتراض على تنفيذ – طلب إخراج منقولات من دائرة الحجز سنداً لأحكام المادة ٩٤٥ أ.م.م. – ادراج ذلك الطلب بحسب تصنيفه في اطار دعوى الاستحقاق «الوقتية» - دعوى نزاعية تنظر وفق الطريقة المتبعة في القضايا المستعجلة – توقف التنفيذ حكماً بمجرد تقديمها شريطة ان يودع مدعي الاستحقاق نفقات النشر اذا كان حاصلاً – اقتصار وقف التنفيذ على المنقولات المدعى استحقاقها – لا يشترط تقديمها ضمن مهلة محددة – يمكن تقديمها ضمن شروط معينة بعد البيع اذا كان المشتري سيء النية – ثبوت تقديمها بصيغة الاعتراض الراهن قبل حصول البيع بالمزايدة – قبولها شكلاً.

- عرض للأحكام التي ترعى دعوى استحقاق الأموال المنقولة – الأصل ألا يُلقى الحجز الا على مال المديون – ثمة أموال منقولة عائدة للغير يحوزها المدين لسبب من الأسباب – حق المالك في المطالبة باستردادها باقامة دعوى الاستحقاق الوقتية امام قضاء التنفيذ ومن ثم دعوى الاستحقاق الأصلية أمام محكمة الأساس – سلطة رئيس دائرة التنفيذ في اتخاذ القرار باخراج المال المدعى استحقاقه مؤقتاً من الحجز أو عدم اخراجه وفقاً لظاهر الحال على ضوء الأدلة المقدمة أمامه – وجوب تقديم المعترض على الأقل ما من شأنه ان يخلق منازعة جدية حول عدم توافر شروط تطبيق وإعمال قاعدة «حيازة المنقول سند للملكية» - القرار القاضي باخراج ذلك المال من دائرة الحجز هو تدبير مؤقت لا يفصل في ثبوت ملكية مدعي الاستحقاق للمال المذكور – صلاحية محكمة الأساس المختصة للفصل في ثبوت تلك الملكية.

- تذرُع المعترض بشرائه المعدات المحجوزة من المنفذ عليه وتأجيرها له مقابل بدل شهري – ابراز فواتير وعقد ايجار لمصلحة المنفذ عليه – دفع بمخالفة قواعد الاثبات تبعاً لكون عقد الايجار لا يتضمن اي تاريخ صحيح ذي قيمة قانونية – تطرق المحكمة للقواعد القانونية التي ترعى القوة الثبوتية للسند العادي بالنسبة الى الغير – اثبات صحة التاريخ الذي يحمله ذلك السند يخضع لقواعد خاصة – لا تكون لتاريخ السند المذكور بالنسبة للغير قرينة الصحة أو الثبوت التي تكون له بين المتعاقدين – اعتبار عقد الايجار المتذرع به حجة على الكافة لناحية صدوره عمن وقعه – مسألة اثبات عكسه أو مدى صوريته تخرج عن ولاية قضاء التنفيذ الناظر في الاعتراض وفق الأصول المستعجلة – دخول الاسناد المثبتة لعمليات تجارية في عداد الاسناد التي يحتج بتاريخها على الغير دون القيام بإجراء شكلي – إدلاء بكون بيع وايجار المعدات المحجوزة حاصلاً لغايات عمليات تجارية – ظاهر يفيد ارتقاء منازعة المعترض حول ملكية تلك المعدات الى مرتبة من الجدية تبرر اتخاذ تدبير بإخراجها بصورة مؤقتة من دائرة الحجز التنفيذي حتى الفصل في أساس النزاع بشأن ملكيتها من قبل محكمة الأساس المختصة – سلطة رئيس دائرة التنفيذ التقديرية الواسعة لتقدير فرض الكفالة التي تضمن أي ضرر قد يصيب الحاجز أو المحجوز عليه أو المشتركين بالحجز من جراء إخراج المنقولات المحجوزة مؤقتاً وتقدير قيمتها.

بناءً عليه،

أولاً – لناحية الشكل:

حيث ان موضوع الاعتراض الراهن يتمحور حول طلب الجهة المعترضة: صلاح كرم الرامي، بموضوعه، إلى اخراج المنقولات المحجوزة من دائرة الحجز، وهو يندرج – بحسب تصنيفه القانوني الصحيح Classification Juridique – بإطار دعوى اخراج المنقول المحجوز بصورة مؤقتة من دائرة الحجز قبل البيع (La demande en distraction introduite au cours de la procédure de saisie) لوقوعه على ملك

الغير، المنصوص على احكامها في المادتين (٩٤٥) إلى (٩٤٦) اصول محاكمات مدنية، أو ما يعرف بدعوى الاستحقاق "الوقتية" أو بدعوى الاستحقاق "الفرعية" اذا جاز التعبير.

وحيث ان حجز اموال الغير (Tiers) المنقولة، التي هي في حيازة المدين، خطأ لا يفسح امام هذا الغير حق طلب ابطال اجراءات الحجز (elle ne peut soulever la nullité de la saisie) بل يتيح المجال امامه لاقامة دعوى استحقاق المال المحجوز "الوقتية" "Une action en Distraction de biens saisis" امام قضاء التنفيذ.

وحيث ان هذه الدعوى هي من فئة مشاكل التنفيذ (Difficultés d'exécution) التي تقدم من الغير وتشكل طارئاً من طوارئ الحجز التنفيذي على المنقول "Incidents de la saisie soulevés par des tiers" وان القانون قد اعار هذه الدعوى عناية خاصة فنظم قواعدها ونص على اصول خاصة بشأنها لتتماشى وتتسق مع المقصود منها بصورة تحقق رعاية مدعي الملكية ضمانة لحقوق المالك الحقيقي (صاحب حق الملكية أو الحق العيني...)، وبالمقابل لتحول دون التمادي في الخصومات الكيدية سعياً وراء عرقلة التنفيذ أي بصورة تحقق حماية الدائن الحاجز...

وان مبناها وسببها (La cause) يكمنان في توقيع الحجز خطأ على مال منقول لا يعود للمحجوز عليه (المدين) انما هو في حيازته...

وان موضوعها (L'objet du litige) هو اخراج المنقولات بصورة مؤقتة من دائرة الحجز... فهذه الدعوى ولئن كان لا يمكن اعتبارها دعوى استحقاق اصلية Une action principale en Revendication كونها دعوى وقتية (تنظر على الطريقة المستعجلة) ولا ترمي بموضوعها حالاً إلى الاستحقاق، الا انها تهدف مآلاً إلى الاستحقاق (Cette action a un but de revendication mobilière)...

وان طبيعتها نزاعية، وهي تُنظَر على الطريقة المتبعة في القضايا المستعجلة...

وحيث يتميز نظام هذه الدعوى القانوني امام قضاء التنفيذ بأنه يتحقق للمدعي حماية سريعة لا يحققها رفع دعوى الاستحقاق الاصلية العادية Action principale en Revendication مباشرة امام محكمة الاساس، اذ – على صعيد مفعول تقديمها امام قضاء التنفيذ – بمجرد تقديمها يتوقف بقوة القانون وبصورة حكمية Automatique سير المعاملة التنفيذية – شريطة ان يودع مدعي الاستحقاق نفقات النشر اذا كان حاصلاً حتى يتحمل ما تستلزمه إعادته في حال رُدَّت دعواه، وان ايداع النفقات هو شرط مفروض لوقف التنفيذ الحكمي – حتى صدور قرار من لدن رئيس دائرة التنفيذ Le Juge de l'exécution بشأنه، هذا مع التنويه بأن وقف التنفيذ يقتصر على المنقولات المدعى استحقاقها بحيث يمكن ان يتابع التنفيذ على بقية الاموال المحجوزة.

وحيث ان المشترع لم يشترط مهلة معينة لتقديم هذه الدعوى، بحيث يتبين من احكام المواد (٩٤٥) الى (٩٤٧) أ.م.م. ان هذه الدعوى تكون مسموعة بعد توقيع الحجز وقبل حصول البيع بالمزايدة.

لا بل يمكن تقديمها ضمن شروط معينة بعد البيع اذا كان المشتري سيء النية...

"Demande en distraction présentée après la vente..."

وحيث ان دعوى اخراج المنقولات من دائرة الحجز المذكورة تقام – سنداً لاحكام المادة (٩٤٥) اصول محاكمات مدنية – بصيغة "اعتراض"، فيقدم هذا الاعتراض المتضمن ادعاءً بملكية الاموال المنقولة المحجوزة بموجب استحضار امام رئيس دائرة التنفيذ مرفوع من المعترض مدّعي ملكية المال المحجوز بمواجهة كل من الحاجز والمشتركين بالحجز (إن وجدوا) والمحجوز عليه.

وحيث من العودة إلى اوراق الملف يتبين ان الحجز قد القي على المنقولات المطلوب اخراجها من دائرة الحجز.

وحيث ان الجهة المعترضة قد تقدمت بالاعتراض الراهن بوجه الجهة الحاجزة:

– الحاجز جوزيف حريقه.

وبوجه الجهة المحجوز عليها:

– المحجوز عليه رالف الجمل.

وحيث ان الجهة المعترضة قد تقدمت بالاعتراض الراهن بواسطة محام وكيل، وقد سددت الرسوم المتوجبة عن إعتراضها الراهن، وقد جاء الاعتراض الراهن مستوفياً لسائر شروطه الشكلية.

وحيث يقتضي، بناء على كل ما تقدم، قبول الاعتراض الراهن من حيث الشكل.

ثانياً – لناحية الموضوع:

وحيث من البديهي والطبيعي الا يلقى الحجز اصلاً الا على مال المديون، هذا هو المبدأ القانوني والمنطقي، ففي صحيح القانون يجب كأصل عام ان يقع الحجز على اموال مملوكة للمدين، وذلك لا سيما نتيجة وتفعيلاً وترجمة عملية لحق الارتهان العام (Droit de gage général) المعطى للدائن على مملوك المديون بمجموعه أي على كافة اموال هذا الاخير القابلة للحجز، وذلك كنتيجة حتمية للالتزام فهو يرتبط بهذا الاخير وينشأ مباشرة بفعل القانون (المادة /٢٦٨/ موجبات وعقود) بمجرد وجود علاقة المديونية، بحيث ان كافة اموال المدين أي مجموعة العناصر المكونة للجانب الايجابي (L'actif) من الذمة المالية (Patrimoine) للمدين هي ضامنة حكماً ايفاء جميع ديونه...

هذا ويستنتج ايضاً من احكام المادة (٩٠٠) أ.م.م. انه في الاصل لا يلقى الحجز الا على مال للمدين،

ولكن ثمة اموالاً منقولة عائدة للغير يحوزها المدين لسبب من الاسباب... ويظهر بمظهر مالكها سنداً للقاعدة الكلية المكرسة في المادة (٣٠٦)أ.م.م. ومآلها ان "حيازة المنقول حجة على ملكيته".

C'est ce qu'on exprime par l'adage:

"En fait de meubles la possession vaut titre".

فاذا حُجِزَت هذه الاموال المنقولة، حق للمالك المطالبة باستردادها.

وذلك، في المرحلة الاولى، باقامة دعوى الاستحقاق الوقتية Action en Distraction امام قضاء التنفيذ وفقاً للاصول المنصوص عليها في المواد (٩٤٥) وما يليها من قانون اصول المحاكمات المدنية،

تمهيداً وتوصلاً لاقامة، في المرحلة الثانية، دعوى الاستحقاق الاصلية امام محكمة الاساس،

تراجع بهذا الصدد القواعد التي تحكم:

Revendication mobilière et Règle:

En fait de meubles la possession vaut titre".

كما تجب مراجعة القواعد التي تحكم نطاق تطبيق قاعدة "حيازة المنقول سند للملكية".

Domaine d'application de la maxime:

En fait de meubles la possession vaut titre".

وحيث، كما قدمنا تُوَفِّق دعوى الاستحقاق المذكورة المقامة امام قضاء التنفيذ (J.EX.) بين مصالح الغير مُدعي الاستحقاق ومصالح الحاجز الجاد في الحصول على حقه، ولهذا تمهد هذه الدعوى الطريق امام الغير مدعي استحقاق المال المنقول المحجوز، لاثبات حقه باختصار الاجراءات وبالمقابل التشديد عليه لمنعه من التمادي في الخصومة والكيد،" أو حتى من التواطؤ مع المحجوز عليه لاخراج بعض الاموال من دائرة الحجز إضراراً بالجهة الحاجزة،

وحيث بعد تقديم الاعتراض على الحجز من قبل الشخص الثالث الذي يدعي ملكية الاموال المنقولة المحجوزة وإبلاغ هذا الاعتراض من الحاجز والمشتركين بالحجز (في حال وجودهم) والمحجوز عليه، قد يكون مصير الاعتراض احد الامور التالية:

١) قد يُقر هؤلاء بصحة الاعتراض أي بملكية المعترض لتلك الاموال، وفي هذه الحالة يتخذ رئيس دائرة التنفيذ قراراً بتدوين اتفاق الفرقاء ويقرر رفع الحجز عن هذا المال وإخراجه من دائرة الحجز بصورة نهائية ويسلمه إلى صاحبه...

٢) اما اذا لم يُقر ذوو العلاقة بملكية المعترض للاموال المحجوزة ونازع احدهم، وبأولى درجة جميعهم، بملكية المعترض للمال المدعى استحقاقه، عندها يعود القرار إلى رئيس دائرة التنفيذ الذي يتخذ من لدنه على ضوء الادلة المقدمة والمناقشة الوجاهية بين المعترض وباقي الفرقاء، ويمكن ان ينتهي إلى احدى النتيجتين التاليتين:

١- فإما ان يقرر ردّ الاعتراض اذا وجد، من حيث الظاهر، ان الادلة المقدمة غير جدية وغير كافية لترجيح حقه وتالياً لاقرار "تدبير مؤقت" بإخراج المال المدعى استحقاقه من دائرة الحجز،

وبالتالي اذا تكشف له بجلاء ان ادعاء الاستحقاق غير جاد أو انه لم يقصد منه سوى الكيد وتعطيل ووقف اجراءات التنفيذ فانه يقرر ردّ الاعتراض، دون ان يملك ان يفصل بالملكية، وتتابع الاجراءات من النقطة التي توقفت عندها، هذا مع التنويه بأن قرار الرد يجب ان يُنفذ اصولاً للتمكن من متابعة التنفيذ...

٢- واما ان يقرر قبول الاعتراض، اذا وجد، من حيث الظاهر، ان الادلة المقدمة من مدعي الاستحقاق تبدو جدية (Contestation sérieuse) بين الفرقاء حول موضوعه أي حول ملكية المعترض للاموال المحجوزة، فهذا الاعتراض – بمرحلته الوقتية امام قضاء التنفيذ – لا يعدو ان يكون كما قدمنا سوى دعوى منازعة في

حجز المنقول (Une action en contestation de la saisie mobilière)،

عندها يتخذ رئيس دائرة التنفيذ "تدبيراً مؤقتاً": على الطريقة المستعجلة يقضي بموجبه بإخراج المال مؤقتاً من الحجز وايداعه محلاً يعينه أو يسلمه إلى حارس حتى الفصل في اساس النزاع حول ملكيته من قبل محكمة الاساس المختصة... هذا مع التنويه بأنه بمقتضى صراحة النص له (J. Ex) ان يكلف المعترض تقديم كفالة تضمن الضرر الذي قد يصيب الحاجز أو المحجوز عليه أو المشتركين بالحجز،

وحيث اوجب القانون على المعترض – وان لم يكلفه القرار بذلك – خلال مهلة خمسة ايام تبدأ من تاريخ صدور قرار رئيس دائرة التنفيذ بقبول الاعتراض (اذا صدر القرار المذكور في موعده، اما اذا لم يصدر في موعده فلا تبدأ المهلة في السريان الا من تاريخ تبليغ هذا القرار اذا لم يكن الفرقاء قد أبلغوا الموعد الجديد) تقديم الدعوى امام محكمة الاساس بوجه الحاجز والمشتركين بالحجز (ان وجدوا) والمحجوز عليه لاثبات ملكيته للمنقولات، والا يُستأنف التنفيذ ويسقط بقوة القانون كل اجراء متخذ لوقفه، وان الدعوى المذكورة امام محكمة الاساس هي دعوى استحقاق اصليّة Action principale en Revendication وليست مجرد دعوى اخراج مؤقت للمنقولات من دائرة الحجز Action en Distraction،

وحيث يجب على المعترض ان يعزز اعتراضه وما يشتمل عليه من ادعاء بملكية المنقولات المحجوزة، بمستندات وادلة مثبتة ومؤيدة لحقه، وفق ما يوجبه نص المادة (١/٩٤٥)أ.م.م. صراحة، ويتفق هذا النص مع القواعد العامة في الاثبات التي تضع عبء الاثبات (La charge de la preuve) على عاتق المدعي (م/١٣٢/ اصول محاكمات مدنية و/٣٢٦/ موجبات وعقود)...

اما المستندات والادلة التي يترتب على المعترض أي مدعي الاستحقاق، تقديمها، فيقتضي ان يكون من شأنها اثبات أو على الاقل خلق منازعة جدية حول عدم توافر شروط تطبيق وإعمال قاعدة "حيازة المنقول سند للملكية" على العناصر الواقعية للقضية المخصوصة Cas d'espèce المطروحة امام قاضي التنفيذ...

وان تهدف لاثبات ملكية المعترض للمنقولات المحجوزة وذلك وفق قواعد مؤسسة الاثبات القانونية...

هذا مع التنويه بأن قانون اصول المحاكمات المدنية الجديد قد رفع قاعدة "حيازة المنقول سند للملكية" إلى مرتبة القاعدة الموضوعية (Règle de fond) بحيث لم تعد تدخل في مصاف وفي عداد القرائن القانونية القاطعة (Présomption légale irréfragable, absolue, ou présemption juris et de jure)،

(راجع مثلاً:

– الدكتور ادوار عيد "موسوعة اصول المحاكمات والاثبات والتنفيذ" الجزء السابع عشر (الاثبات ٥)، صفحة ٣٨ وما يليها فقرة ٥١٠ وما يليها.

– الدكتور حلمي محمد الحجار "الوسيط في اصول المحاكمات المدنية"، الجزء الاول، الفقرة ٣٠٣.

– الدكتور عبد الرزاق احمد السنهوري "الوسيط في شرح القانون المدني الجديد" بيروت ١٩٩٨، الجزء الثاني، فقرة ٣٣٣ إلى ٣٣٧.

وللتوسع حول عنصري الحيازة (١– السيطرة الفعلية المادية Animus Corpus و٢– العنصر المعنوي: Animus Domini) وحول شروط الحيازة Conditions de la possession.

راجع استئناساً وقارن:

– قرار القاضي المنفرد المدني في شحيم رقم ٢٠٠٦/٢٣ صادر بتاريخ ٢٠٠٦/٨/٢٦، رقم اساس ٢٠٠٦/٣٩، غير منشور، بموضوع "قاضي الحيازة" Le Juge du Possessoire، هذا مع التنويه بأن المشترع ولئن كان في المادة /٣٠٦/أ.م.م. اشترط حسن النية الا انه لم يشترط السند الصحيح Juste titre وهذا بديهي اذ بكل بساطة ان حيازة المنقول المستجمعة لعناصرها ولشروطها هي تؤلف السند... كما انه لم يشترط ان تكون الحيازة مستمرة Possession continue اذ هنا ان الملكية تكتسب بالحيازة الفورية... "Acquisition de la propriété pas la possession instantanée" وقد اكتفى المشترع بشروط منها ان تكون الحيازة Publique et paisible et non équivoque...).

وحيث تبقى الاشارة إلى انه طالما ان قرار رئيس دائرة التنفيذ بإخراج المال من دائرة الحجز هو تدبير مؤقت يقرر على ضوء ظاهر الاوراق والمستندات وظاهر عناصر الملف الواقعية، فانه من النافل القول بأن هذا القرار الصادر من لدن قضاء التنفيذ لا يفصل في ثبوت ملكية مدعي الاستحقاق للاموال المقرر اخراجها مؤقتاً من دائرة الحجز، لان الفصل في ثبوت الملكية يبقى من صلاحية محكمة الاساس المختصة،

وحيث ان رئيس دائرة التنفيذ Le Juge de l'exécution يقدر المستندات والادلة المقدمة اليه، تأييداً للاعتراض، على غرار ما يفعله قاضي الامور المستعجلة Le Juge des Référés، أي من حيث الظاهر، ليتحقق مما اذا كان النزاع جدياً ام غير جدي حول ملكية المنقولات المحجوزة في كل قضية مخصوصة معروضة امامه Dans chaque cas d'espèce على حدة.

وحيث، عود على بدء، يتبين ان المعترض صلاح كرم يطلب إخراج المنقولات المحجوزة من دائرة الحجز عملاً بملكيتها لصالح الجهة المعترضة سنداً لاحكام المادة /٩٤٥/أ.م.م.، وان المعترض يدلي بأنه سبق له ان اشترى تلك المعدات من المعترض عليه رالف الجمل مقابل دين متوجب له وقام بتأجيرها له مقابل بدل شهري /٥٠٠/$ بموجب عقد موقع بين الفريقين...

وان المعترض ادلى بأنه بالاضافة إلى عقد التأجير المشار اليه، فان المعترض اشترى المعدات من المعترض ضده رالف الجمل بموجب فواتير متسلسلة بتاريخ ٢٠٠٨/٤/٥ مقابل الدين المتوجب له والبالغة قيمته /٤٩٣٥٠/ د.أ. وهو قد ارفق صور الفواتير المذكورة بلائحته تاريخ ٢٠٠٩/٧/٨.

وحيث ان المعترض عليه المحجوز عليه اعلن موافقته على اخراج هذه المنقولات المبرزة من دائرة الحجز سنداً للمادة /٩٤٦/أ.م.م. وادلى بأن المنفذ عليه كان سبق له ان باع المعدات التي جرى حجزها فيما بعد إلى المعترض بتاريخ ٢٠٠٨/٤/٥، والذي قام بدوره بتأجيرها منه من اجل استعمالها في مشروعه التجاري أي في معمل الخياطة لقاء بدل سنوي وقدره ستة الاف دولار اميركي بمعدل خمسماية دولار شهرياً، وهو قد ارفق بلائحته تاريخ ٢٠٠٩/٣/١٨ صورة عن الايجار المذكور.

وحيث ان المعترض عليه الحاجز يطلب ردّ الاعتراض الراهن ومتابعة التنفيذ، وذلك لمخالفة الاعتراض قواعد الاثبات ولافتقار ادلاءات المعترض عليه الجمل للاثبات، ولمخالفة الاعتراض قواعد الاثبات ولثبوت وقوع المنقولات المحجوزة في ملكية المعترض عليه الجمل وافتقاد ادلاءات المعترض للاثبات.. وادلى بأن عقد الايجار هو وهمي ومفبرك وبأنه لا يتمتع بأية قيمة قانونية ان لناحية الاثبات او لجهة مندرجاته وصحة التواقيع الواردة ضمنه ولكونه لا يتضمن أي تاريخ صحيح ذات قيمة قانونية..

وحيث ان الفصل في الاعتراض الراهن يستوجب التطرق إلى معالجة القواعد القانونية التي ترعى:
– القوة الثبوتية للسند العادي بالنسبة إلى الغير، التاريخ الثابت.

- Force probante de l'acte sous seing privé à l'égard des tiers;

La date certaine.

حيث انه – عملاً بأحكام المادة /١٥٤/اصول مدنية – اذا اعترف بالسند العادي من صدر عنه، أو صدر حكم بصحة توقيعه أو بصمته عليه اصبح السند "حجة على الكافة"، انما لا يكون حجة على الغير في تاريخه الا من الوقت الذي يثبت فيه هذا التاريخ..

والى ذلك يعتبر السند العادي، تجاه الغير، صادراً عمن وقعه، ما دام هذا الاخير لم ينكر توقيعه أو صدوره عنه.. ولدى ثبوت صحة التوقيع بحكم قضائي بعد الانكار، أو باعتراف الشخص المدلى ضده بالسند، يصبح هذا السند حجة على الكافة أي على المتعاقدين كما على الغير.. وانما يحق للغير طبعاً اثبات عكس مضمون السند، ولا سيما اثبات صوريته، بجميع طرق الاثبات (المادة ٢٥٧/٢/أ.م.م.).

اما اثبات صحة التاريخ الذي يحمله السند العادي فيخضع لقواعد خاصة.. فبالنسبة إلى الغير لا تكون لتاريخ السند العادي قرينة الصحة أو الثبوت التي تكون له بين المتعاقدين، اذ قد يحصل ان يقدم هؤلاء تاريخ السند المشتمل على العقد أو ان يؤخروه تواطوءاً لتحقيق غاية معينة..

"Cette restriction grave apportée à la force probante des actes privés se justifie par la grande facilité et le danger des fraudes. Rien de plus aisé que de donner à un acte une date fausse; rien de plus difficile pour les tiers que de prouver cette fraude.

L'article ….. a donc essentiellement pour but de protéger les tiers contre le danger d'une antidate pratiquée dans l'acte sous seing privé qu'on leur oppose".

هذا مع الاشارة إلى ان قاعدة "ثبوت التاريخ" ليست من النظام العام..

كما تجدر الاشارة إلى انه بالنسبة للاسناد التي تدخل بمفهوم السند العادي المذكور، فانه يجدر عدم استبعاد

تطبيق قاعدة "ثبوت التاريخ" Date certraine الا بشأن الاوراق التي لم تحرر في الاصل كاداة للاثبات، اما بالنسبة للاسناد العادية التي حررت بقصد توفير الدليل على التصرفات التي تشتمل عليها فهي تخضع لقاعدة ثبوت التاريخ المقررة في المادة /١٥٤/أ.م.م.

Quant aux actes régis par le système de la date certaine, ce sont les actes instrumentaires (c'est-à-dire établis spécialement afin de faire preuve) sous signatures privées et eux seuls.

(حول مجمل ما تقدم:

- P. Jacques Ghestin et P. Gilles Coubeaux" Traité de droit civil. Introduction Générale" 4ème éd. 1994, nº 703 et 704.

- P. Marcel Planiol et P. Georges Ripert "Traité pratique de Droit Civil Français" Tome VII "Obligations" nº 1483 p. 923.

– الدكتور ادوار عيد "موسوعة اصول المحاكمات والاثبات والتنفيذ الجزء الرابع عشر (الاثبات ح)، الفقرات ورقم ١٩٠ و١٩١ و١٩٢، الصفحات ١٥٤ وما يليها و١٥٧ وما يليها و١٦٢..)

وحيث ان الامر يدق والصعوبة تذر قرنها لدى معالجة الاشخاص الذين يعتبرون من "الغير" والى ذلك فانه بالنسبة إلى الدائنين العاديين لاحد اطراف العقد المثبت في السند: يعتبر الدائن العادي خلفاً عاماً للمدين، اذ يترتب له حق ضمان عام على ذمة هذا الاخير المالية عملاً بأحكام المادة /٢٦٨/ موجبات وعقود؛ فكل تصرف يجريه المدين في امواله ويحتج به اذن في الاصل عليه.. على ان يكون له اثبات عدم صحة هذا التاريخ أي كونه قد جرى تقديمه عن التاريخ الحقيقي.. وما يجدب الاشارة إلى ان تاريخ التصرف لا يعني في الاصل الدائن العادي، حيث لا اولوية له على غيره...

".. On assimile aux parties à l'acte .. leurs créanciers chirographaires, lesquels sont titulaires d'un droit de gage général sur le patrimoine du débiteur et doivent subir – réserve faite de la fraude – la répercussion de tous les actes qu'il accomplit dans son patrimoine..

(حول ما تقدم:

- P. Louis Josserand "Cour de Droit Civil positif Français", II, nº 189, p. 101 - 102

- P. Ghestin et Goubeaux, op. cit, nº 704 p. 684

- P. Planiol et Ripert, op. cit, nº 1484 p. 125

– الدكتور عيد، المرجع اعلاه، فقرة ١٩٤ ص ١٧٥ وما يليها.

غير ان الامر يتبدل ويصبح من الاشخاص الذين يعتبرون من "الغير" بالنسبة لتاريخ السند العادي:

الدائن الذي اكتسب حقاً على مال معين من اموال مدينه، خلاف حق الضمان العام الذي يعود له على اموال المدين بصفته خلفاً عاماً له أو خلفاً على وجه عام، ويعتبر كذلك الدائن الحاجز،

".. mais ils deviennent des tiers à partir du moment où ils ont pratiqué une saisie"

اذ ان الدائن الحاجز يرتب بذلك حقاً خاصاً على المال المحجوز يتعارض مع حق المتصرف اليه بسند عادي ويجعل الدائن بالتالي في مركز مماثل لمركز الخلف الخاص فلا يحتج عليه بتاريخ ذلك السند العادي ما لم تكن ثابتة بصورة رسمية اسبقيته للحجز... فيلحق بالخلف الخاص – باعتباره من فئة الغير بالنسبة لتاريخ السند العادي – الدائن الحاجز، هذا مع الاشارة إلى انه يدخل بعداء الاسناد التي يحتج بتاريخها على الغير دون القيام بإجراء شكلي الاسناد المثبتة لعمليات تجارية، سيما سنداً لاحكام المادة /٢٥٥/ تجارة والمادة /٢٥٤/ تجارة.

(حول ما تقدم يراجع:

- P. Ghestion et Goubeaux, op. cit, p. 684 nº 704

- P. Planiol et Ripert, op. cit. p. 926 nº 1484

– الدكتور عيد المرجع اعلاه، صفحة ١٨٢ – ١٨٣ و١٨٧ – ١٨٨ فقرة ١٩٥ وص ١٦٣ فقرة ١٩٢.

– الدكتور حلمي محمد الحجار، "الوسيط في اصول المحاكمات المدنية" الجزء الاول، طبعة العام ٢٠٠٢، صفحة ١٨١ فقرة ورقم ٢١٥)

وحيث انه، من جهة اولى، وفي ضوء ظاهر عناصر الملف الراهن الواقعية وعلى الخصوص: ظاهر عقد ايجار المعدات المدلى بأنها موضوع الاعتراض الراهن، المؤرخ في ٢٠٠٨/٤/٥ بين المؤجر والمعترض الراهن وبين المستأجر المحجوز عليه المعترض عليه الراهن الجمل، وان هذا العقد هو من السندات العادية "Acte sous seing privé" وان الطرفين اللذين وقّعا على السند المذكور يعترفان بصدوره عنهما، فيكون وفقاً للظاهر حجة على الكافة وذلك لناحية صدوره عمن وقّعه.. اما مسألة اثبات عكسه أو مدى صوريته فهي مسائل اخرى تخرج عن ولاية قضاء التنفيذ الناظر في

الاعتراض وفق الاصول المستعجلة.. اما مسألة مدى ثبوت تاريخه فترعاها قواعد اخرى وفق ما صار تبيانه سابقاً..

– ظاهر ايصالات الفواتير بالمعدات المدلى بأنها موضوع الاعتراض الراهن، المؤرخة ايضاً في ٢٠٠٨/٤/٥ من "مؤسسة رالف الياس الجمل" (المحجوز عليه) للمعترض الراهن طانيوس كرم والمدلى بأنه بموجبها كان سبق للمحجوز عليه ان باع المعدات التي جرى حجزها فيها بعد إلى المعترض بتاريخ ٢٠٠٨/٤/٥ تسديداً لدين متوجب له، والذي قام بدوره بتأجيرها منه من اجل استعمالها في مشروعه التجاري أي في معمل الخياطة.

– الادلاء بأن بيع وايجار المعدات المذكورة لغايات عمليات تجارية.

– اقرار المحجوز عليه والمعترض بحصول البيع والايجار وبوجوب اخراج المنقولات من دائرة الحجز، وبالتالي ان الطرفين اللذين وقعا على عقد الايجار اعترفا بصدوره عنهما واعترفا بايصالات الفواتير وفق ما تقدم..

وفي ضوء كل ما تقدم فإن قاضي التنفيذ Le juge de l'exécution يقدر المستندات والادلة المقدمة اليه – تأييداً لموضوع الاعتراض – على غرار ما يفعله قاضي الامور المستعجلة أي من حيث الظاهر، في ضوء كل ما تقدم، يتبين – وفقاً للظاهر – ان منازعة المعترض المذكور حول ملكية الموجودات المبرزة موضوع الاعتراض الراهن قد ارتقت إلى مرتبة من الجدية تبرر اتخاذ تدبير باخراجها بصورة مؤقتة من دائرة الحجز التنفيذي رقم ٢٠٠٨/٢٧٢، وذلك حتى الفصل في اساس النزاع بشأن ملكيتها من قبل محكمة الاساس المختصة سنداً لاحكام المادة ٩٤٦/أ.م.م.

وحيث، من جهة ثانية، يعود لرئيس دائرة التنفيذ – سنداً لاحكام المادة (٩٤٦/١) اصول محاكمات مدنية – ان يكلف المعترض تقديم كفالة تضمن الضرر الذي قد يصيب الحاجز أو المحجوز عليه أو المشتركين بالحجز من جراء اخراج المنقولات المحجوزة مؤقتاً من دائرة الحجز، وهو (J. EX.) يتمتع بسلطة تقديرية واسعة لتقدير فرض الكفالة ولتقدير قيمتها...

هذا مع التنويه بأن الكفالة المذكورة تشكل عنصر توازن (élément régulateur, élément d'équilibre) بين الاضرار التي قد تصيب الحاجز أو المشتركين بالحجز أو حتى المحجوز عليه من جراء اخراج المال المحجوز مؤقتاً من دائرة الحجز وتالياً من البيع الجبري، وبين حق مدعي الاستحقاق طالب اخراج المال من دائرة الحجز بصورة مؤقتة،

وهي تريح ضمير وقناعة قضاء التنفيذ، وهو المؤتمن على التنفيذ، وذلك وفق المعطيات والعناصر الواقعية لكل قضية مخصوصة (Dans chaque cas d'espèce) على حدة، لا سيما عندما تكون ملكية المعترض مدعي الاستحقاق للاموال المحجوزة يعتريها التباس معيّن ومنازعة لا تصل إلى حد نفي الملكية من حيث الظاهر...

(بذات المعنى: قرار رئيس دائرة تنفيذ المتن رقم ٢٠٠٩/١٠٩ صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٣/٣٠، رقم اساس ٢٠٠٨/٢٧٤)

وحيث انه، بالاستناد إلى ما تقدم، والى مجمل ظاهر معطيات وعناصر القضية المخصوصة الراهنة، ولا سيما بالاستناد إلى العناصر التالية:

– ان عقد الايجار المبرزة صورته، وايصالات الفواتير (وهي منظمة من المعترض والمعترض عليه – المحجوز عليه) لا تحمل تواريخاً ثابتة، وهي تتعلق بموجودات حجزت حجزاً تنفيذياً من المعترض عليه الآخر، علماً انه بالمقابل يتبين انها وفقاً للظاهر نظمت لغايات عمليات تجارية وان مسألة اثبات التجارية ومفاعيلها في الحالة المعروضة تعود لمحكمة الموضوع المختصة..

– ان الايجار والايصالات والفواتير المدلى بأنها تمت بيعاً وتأجيراً للمعدات المذكورة هي مؤرخة في ٢٠٠٨/٤/٥ أي بعد تنظيم السندات التنفيذية بفترة غير بعيدة وهو حاصل في ٢٠٠٨/١/٢٦،

اضف إلى انه لم ينهض من الاوراق ان المحجوز عليه قد ادلى لدى الحجز على الموجودات اي المعدات المذكورة بانها ليست ملكاً له، كما لم ينهض من الاوراق بأنه ادلى بذلك لدى تخمينها من قبل الخبير.

لا بل اكثر من ذلك فانه يتبين ان المعترض انتظر حتى تاريخ البيع (أي بعد النشر ونفقاته) بالمزاد العلني المحدد في ٢٠٠٩/٢/٥ لتقديم الاعتراض الراهن مدلياً بأنه اشترى المعدات المذكورة من المحجوز عليه واجرها في الوقت ذاته للمحجوز عليه!

وفي ضوء كل ما تقدم وفي ضوء قيمة الدين والمعدات المحجوزة ومجمل ظاهر عناصر الملف الراهن الواقعية وانطلاقاً من سلطة التقدير المعطاة لقضاء التنفيذ في هذا المجال يقتضي تكليف المعترض

تقديم كفالة مصرفية متضامنة بقيمة عشرة آلاف دولار اميركي تضمن العطل والضرر اللذين قد يلحقان بالحاجز من جراء اخراج المال مؤقتاً من دائرة الحجز وتالياً من البيع.

وحيث لم يعد من حاجة لبحث سائر الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة، فترد لعدم الجدوى أو القانونية والا لكونها قد لقيت رداً – وان ضمنياً – في معرض التعليل.

لهذه الاسباب،

يقرر:

أولاً: قبول الاعتراض الراهن من حيث الشكل.

ثانياً: قبول الاعتراض الراهن من حيث الموضوع، وبالتالي اخراج الموجودات المحجوزة موضوع الاعتراض الراهن (هي المعدات المحجوزة في ملف المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٨/٢٧٢ بموجب محضر الحجز التنفيذي تاريخ ٢٠٠٨/٦/١٢) بصورة مؤقتة من دائرة الحجز التنفيذي رقم ٢٠٠٨/٢٧٢ لقاء كفالة مصرفية متضامنة بقيمة عشرة آلاف دولار اميركي، وإبقاء الحارس القضائي ذاته عليها، وتكليف المعترض صلاح كرم تقديم الكفالة المصرفية المتضامنة المذكورة اعلاه ضمن مهلة سبعة ايام من تاريخ تبلغه هذا القرار وتكليفه باقامة دعوى الاستحقاق (اثباتاً لملكيته لهذه الموجودات) خلال مهلة خمسة ايام من تاريخ تبليغه هذا القرار، تحت طائلة متابعة اجراءات التنفيذ من النقطة التي وصلت اليها.

ثالثاً: رد سائر الاسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة.

قراراً معجل التنفيذ بقوة القانون.

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في كسروان

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس ريشا

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٤/٢٦

- معاملة تنفيذية – اعتراض على مشروع توزيع لعدم احتسابه نفقات التنفيذ التي دفعها المعترض في معاملات تنفيذية أخرى – المادة ٩٩٢ أ.م.م. – عدم وضوحها لجهة المقصود بنفقات التنفيذ وما اذا كانت تعود حصراً لمعاملة التنفيذ التي تابعت التنفيذ توصلاً للبيع أم تعود أيضاً لسائر المعاملات التنفيذية التي اشترك أصحابها في المعاملة الأولى – وجوب تفسير النص عند غموضه بالمعنى الذي يحدث فيه أثراً يكون متوافقاً مع الغرض منه ومؤمناً التناسق بينه وبين النصوص الأخرى – المقصود بنفقات التنفيذ التي تتمتع بالأولوية عند التوزيع هي تلك العائدة للمعاملة التنفيذية التي تابعت التنفيذ توصلاً للبيع – امكانية تحصيل نفقات تنفيذ المعاملات الأخرى كديون عادية بذمة المدين – رد الادلاءات المخالفة – رد الاعتراض.

بناءً عليه،

حيث ان اعتراض بنك بيبلوس على مشروع التوزيع يتمحور حول عدم احتساب هذا المشروع لنفقات التنفيذ التي دفعها في معاملات تنفيذية أخرى حاصراً النفقات المتمتعة بصفة الامتياز بتلك التي تعود للمعاملة التنفيذية التي تابعت التنفيذ توصلاً للبيع معتبراً ان نص المادة ٩٩٢ أ.م.م. جاء شاملاً وإجمالياً.

وحيث انه بالرجوع الى المادة ٩٩٢ أ.م.م. يتبين انها تنص أنه على مأمور التنفيذ أن يضع مشروعاً للتوزيع معتمداً ترتيب الأولوية على الوجه الآتي:

١– نفقات التنفيذ.

٢– الديون المقترنة بحق امتياز أو رهن أو تأمين مع مراعاة مراتبها.

٣– الديون العادية بالنسبة لمقدارها.

وحيث ان هذا النص لم يوضح المقصود بنفقات التنفيذ وهل هي تلك التي تعود حصراً لمعاملة التنفيذ التي تابعت التنفيذ توصلاً للبيع أم تعود أيضاً لسائر المعاملات التنفيذية التي اشترك أصحابها في المعاملة التنفيذية التي حصل فيها البيع؟

وحيث انه لحلّ هذه المعضلة يجب الاسترشاد بالقواعد العامة لا سيما تلك المنصوص عنها في المادة الرابعة أصول مدنية التي تنص أنه عند غموض النص يفسره القاضي بالمعنى الذي يحدث فيه أثراً يكون متوافقاً مع الغرض منه ومؤمناً التناسق بينه وبين النصوص الأخرى.

وحيث انه لدى مراجعة نصوص قانون التنفيذ الواردة في قانون الأصول المدنية يستوقفنا نص الفقرة الرابعة من المادة ٨٩٦ أ.م.م. الذي ينص على انه بعد أن تقتطع دائرة التنفيذ نفقات المعاملة توزع ما تبقى من الأموال التي استلمتها من المحجوز لديه على الحاجزين الظاهرين حتى تاريخ قرار التكليف المذكور في الفقرة الأولى.

وحيث انه بالاضافة الى ما تقدم تنص الفقرة الأخيرة من المادة ٨٩٧ أ.م.م. التي تبين أصول بيع المال المحجوز لدى ثالث انه يجري توزيع الثمن وفق أحكام المواد ٩٩٠ وما يليها.

وحيث انه يتضح مما تقدم، وخلافاً لإدلاءات المعترض، أن توزيع الأموال الناتجة عن البيع المنبثق من الحجز لدى ثالث تخضع لذات أصول توزيع الأموال الناتجة عن البيع المنبثق عن الحجز التنفيذي، مما يعني أن ثمة ربطاً بين هذه المواد بحيث تكمل احداها الأخرى.

وحيث ان الجواب عن التساؤل المقصود بماهية نفقات التنفيذ وما هو المقصود منها يجد مصدره في نص الفقرة الرابعة من المادة ٨٩٦ أ.م.م. بحيث أن المقصود بنفقات التنفيذ التي تتمتع بالأولوية عند التوزيع هي تلك العائدة للمعاملة التنفيذية التي تابعت التنفيذ توصلاً للبيع، وهذا لا يعني هدر باقي نفقات تنفيذ المعاملات الأخرى التي يمكن تحصيلها كديون عادية بذمة المدين.

وحيث ان النتيجة المنتهى اليها تؤمن التناسق بين نصوص التنفيذ بحيث لا تتعارض مع بعضها البعض، ويكون مشروع التوزيع الذي جاء متوافقاً مع هذا التعليل وتلك النتيجة واقعاً في موقعه القانوني الصحيح.

لذلك،

يقرر:

رد الاعتراض المقدم من بنك بيبلوس وإقرار مشروع التوزيع المعد من مأمور التنفيذ بتاريخ ٢٠٠٩/١١/١.



رئيس دائرة التنفيذ في كسروان

الهيئة الحاكمة: الرئيس الياس ريشا

القرار: رقم ٦٨ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٧

اتحاد دائني يوسف زغيب/ بنك سوسيته جنرال في لبنان ش.م.ل.

- مشكلة تنفيذية – طلب ابطال معاملة تنفيذية ورفع جميع اشاراتها تبعاً لسقوطها ومن ثم اعادة تجديدها بعد صدور قرار باعلان حالة اتحاد الدائنين – تجديد المعاملة التنفيذية هي عبارة درجت دوائر التنفيذ على استعمالها وعلى اتخاذ القرار بشأنها – التجديد يعني اسقاط كل الاجراءات السابقة ومباشرة الاجراءات من جديد أو بمعنى أوضح المباشرة بمعاملة تنفيذية جديدة ضمن «ملف قديم» – لا يعتبر تجديد المعاملة امتداداً للمعاملة الاساسية – ثبوت اعلان وتقرير حالة اتحاد الدائنين تبعاً لإعلان افلاس المنفذ عليه قبل حصول التجديد المدلى به من المستشكل ضده المنفذ – لا يجوز مباشرة اجراءات تنفيذية جديدة بعد اعلان حالة الاتحاد المذكورة – ابطال قرار تجديد المعاملة التنفيذية وكل الاجراءات اللاحقة له ورفع اشارة الحجز التنفيذي.

بناءً عليه،

حيث يدلي المستشكل أن المستشكل ضده ترك المعاملة دون ملاحقة مما أدى الى سقوطها ثم الى إعادة تجديدها بعد صدور القرار باعلان حالة الاتحاد في

٢٠٠٦/٥/١٠ الأمر المخالف لأحكام المادة ٥٩١ تجارة، ويقتضي بالتالي إبطال المعاملة التنفيذية ورفع جميع إشاراتها.

وحيث يدلي المستشكل ضده من ناحية مقابلة ان معاملة البيع الجبري قد ابتدأت وان تجديد المعاملة هو تدبير اداري صرف وامتداد للمعاملة التنفيذية الأساسية فلا مجال بالتالي لتطبيق المادة ٥٩١ تجارة ويقتضي بالتالي رد المشكلة التنفيذية.

حيث ان التنفيذ لم ينتهِ فتكون المشكلة مقبولة شكلاً.

وحيث انه غني عن البيان أنه اذا تركت المعاملة التنفيذية دون ملاحقة ترمي الى متابعة التنفيذ فإن ذلك يحتم اعلان سقوطها سنداً لنص المادة ٨٤٣ أ.م.م. وان اعلان السقوط يرتب بطلان كل إجراءاتها منذ بدايتها أي منذ طلب التنفيذ والى النقطة التي وصلت اليها الاجراءات ما لم تكن قد استنفذت مفاعيلها وتشطب تبعاً لذلك كل القيود والحجوزات التي ترهق عقارات المدين المنفذ عليه.

وحيث ان تجديد المعاملة التنفيذية انما هي عبارة درجت دوائر التنفيذ على استعمالها وعلى اتخاذ القرار بشأنها أي بتجديد المعاملة، إذا لم تكن قد قررت بعد اعلان السقوط بقرار صريح، ضمن ملف المعاملة التنفيذية بناء لطلب المنفذ وذلك تسهيلاً للإجراءات فقط حتى يتسنى الوقوف على تلك التي تمت والتي سقطت بفعل الترك، ذلك ان تجديد المعاملة يعني اسقاط كل الاجراءات السابقة ومباشرة الاجراءات من جديد ومن هنا عبارة التجديد بدءاً بارسال الانذار بالايفاء الى إلقاء حجز جديد وشطب اشارة الحجز التنفيذي القديم ومحضر وصفه عند الاقتضاء وبمعنى أوضح المباشرة بمعاملة تنفيذية جديدة ضمن "ملف قديم".

وحيث إنه تأسيساً على ما تقدم لا يعتبر تجديد المعاملة إمتداداً للمعاملة الأساسية فترد إدلاءات المستشكل ضده المخالفة.

وحيث والحالة هذه تتعين مقاربة نص المادة ٥٩١ تجارة إنطلاقاً من وقائع القضية الحاضرة.

وحيث تنص المادة ٥٩١ تجارة أنه اذا لم تكن هناك معاملة بيع جبري بُدئ بها قبل الإتحاد فيفوض اجراء البيع الى الوكلاء دون سواهم ويلزمهم أن يشرعوا فيه خلال ثمانية أيام بترخيص من القاضي المنتدب وبعناية دائرة الاجراء الموجودة في موقع الأملاك.

"A dater de l'union, le droit d'entreprendre la vente des immeubles du failli n'appartient qu'aux seuls syndics, même s'il s'agit d'immeubles grevés de privilège ou hypothèque; mais les créanciers privilégés ou hypothécaires qui auraient entrepris l'expropriation avant l'union sont admis à la continuer".

* Fabia et Safa: Tome II, code de commerce annoté, p. 1445.

وبهذا المعنى أيضاً:

"Il est fait cependant exception audit pouvoir du syndic au cas où des poursuites en expropriation avaient commencé avant l'époque de l'union. Ces poursuites seront continuées par ceux-là mêmes qui les avaient déclenchées conformément à leur procédure propre. L'expression "poursuites en expropriation" vise le cas de poursuites en exécution exercées par les créanciers titulaires de sûretés réelles…:

* Emile Tyan: Droit commercial: Tome II p. 943-944.

وحيث انه بالرجوع الى قضيتنا الحاضرة وتطبيقاً للمبادئ القانونية المبينة أعلاه يتبين ان المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٤/٥٣١ قد جددت بتاريخ ٢٠٠٨/٣/٥ بعد أن تركت دون ملاحقة منذ العام ٢٠٠٥، وقد تجددت بالرقم ٢٠٠٨/١٧١ في حين ان حالة الاتحاد قد أعلنت وتقررت في ٢٠٠٦/٥/١٠ أي قبل تجديد المعاملة بمعنى ان الاتحاد أعلن في وقت كانت فيه المعاملة ساقطة ومنتهية ولم يعد جائزاً عملاً بصراحة نص المادة ٥٩١ تجارة **مباشرة** إجراءات تنفيذية **جديدة** بعد اعلان حالة الاتحاد، فيكون قرار التجديد الصادر في ٢٠٠٨/٣/٥ وكل الاجراءات اللاحقة له واقعة في غير موقعها القانوني الصحيح ويتعين ابطالها ورفع اشارة الحجز التنفيذي رقم ٢٠٠٨/١٧١ عن صحيفة القسم ٤ من العقار ٣٠٥٤ حراجل علماً أنه تقرر ضمن ملف المعاملة رفع اشارة الحجز القديم رقم ٢٠٠٤/٥٣١ عنه.

لذلك،

يحكم:

أولاً: يقبول المشكلة التنفيذية شكلاً.

ثانياً: بقبولها أساساً وابطال كافة إجراءات المعاملة التنفيذية رقم ٢٠٠٨/١٧١ بدءاً من قرار التجديد الصادر في ٢٠٠٨/٣/٥ وتلك اللاحقة له والمبنية عليه ورفع

اشارة الحجز التنفيذي رقم ٢٠٠٨/١٧١ واشارة محضر الوصف عن صحيفة القسم ٤ من العقار رقم ٣٠٥٤ حراجل وإبلاغ من يلزم.

ثالثاً: بتضمين المستشكل ضده نفقات المحاكمة.

❖ ❖ ❖

رئيس دائرة التنفيذ في عاليه

الهيئة الحاكمة: الرئيس غسان باسيل

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/٨

فيصل الساير/ شركة غولدن سيدرز كومباني ورفاقها

- إعتراض على قرار حجز احتياطي – طلب اعلان بطلان الحجز لعدم الاختصاص المكاني – عدم وجود محل اقامة للمعترض بوجههم في لبنان – اختصاص دائرة التنفيذ الكائنة ضمن نطاقها العقارات موضوع قرار الحجز – رد الدفع بعدم الاختصاص.

- طلب اعلان سقوط الحجز موضوع الاعتراض بسبب تخلف المعترض بوجههم عن تنفيذ قرار الحجز ضمن المهلة القانونية – طبيعة قرار الحجز الاحتياطي – خضوعه للنظام القانوني الذي تخضع له الأوامر على العرائض – المادة ٦١٢ أ.م.م. – سقوط الأمر على عريضة اذا لم يقدم للتنفيذ خلال ثلاثين يوماً من تاريخ صدوره – الأحكام الواردة في الفصل المتعلق بالحجز الاحتياطي لم تنزع عن قرار الحجز الاحتياطي صفته كأمر على عريضة ولم تعارض ما ورد في نص المادة ٦١٢ المذكورة – ثبوت تقاعس الجهة المعترض بوجهها الحاجزة عن التقدم بطلب تنفيذ قرار الحجز المعترض عليه ضمن مهلة الثلاثين يوماً المشار اليها في تلك المادة – اعلان سقوط الحجز الاحتياطي موضوع الاعتراض.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث انه يتبين من ملف الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٤/١٠٩ المضموم الى الملف الراهن، ان الجهة المعترضة المحجوز عليها لم تتبلغ قرار الحجز الاحتياطي الصادر عن رئاسة هذه الدائرة بتاريخ ٢٠٠٤/٨/١٣، فيكون بالتالي الاعتراض الراهن وارداً ضمن المهلة القانونية، وقد جاء الى ذلك مستوفياً شروطه الشكلية ويقتضي بالتالي قبوله شكلاً،

ثانياً – في الاختصاص المكاني:

حيث يطلب المعترض اعلان بطلان الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٤/١٠٩ لعدم الاختصاص المكاني وهو يدلي بأن المحجوز ضدهم بمن فيهم المعترض مقيمون جميعاً في الكويت ولا يوجد ما يشير الى أن المكان المعين لتنفيذ الموجب يقع ضمن دائرة تنفيذ عاليه، وان الحجز موضوع الاعتراض لا يتعلق بعين منقولة أو غير منقولة ضمن الدائرة المذكورة، وبالتالي يكون قرار الحجز باطلاً لمخالفته نص المادة ٨٣٠ أ.م.م.،

وحيث ان الجهة المعترض عليها الحاجزة تطلب رد الدفع بعدم الاختصاص المكاني وهي تدلي بأن دائرة التنفيذ في عاليه هي المختصة مكانياً لإلقاء الحجز الاحتياطي المعترض عليه، وذلك استناداً للمادة ٨٣٠ أ.م.م.، إذ ان المطلوب الحجز ضدهم مقيمون جميعاً في الكويت، وأن القانون أعطى حق النظر بكل ما يترتب عن دعاوى التنفيذ المتعلقة بعين منقولة أو غير منقولة للمحكمة الواقعة في نطاقها العين المطلوب الحجز عليها،

وحيث انه في الحجز الاحتياطي على العقار، لطالب الحجز الخيار في تقديم طلبه الى دائرة التنفيذ المختصة حسب احكام المادة ٨٣٠ أ.م.م. أو الى دائرة التنفيذ الواقع العقار أو جميع العقارات المطلوب الحجز عليها في منطقتها، فالمادة ٩٤٨ أ.م.م. تنص ان طلب التنفيذ على العقار يقدم الى دائرة التنفيذ الواقع العقار أو جميع العقارات المطلوب التنفيذ عليها في منطقتها، أما الفقرة الثانية من المادة ٨٦٩ أ.م.م. فقد اعتبرت انه تطبق على حجز العقار الأصول المرعية في الحجز التنفيذي على العقار باستثناء ما لا يتفق منها مع طبيعة الحجز الاحتياطي وغرضه،

وحيث ان أحكام المادة ٨٣٠ أ.م.م. تطبق في الحجز الاحتياطي، ولكن مع افتراض تعلقها بأشخاص لهم مقام

حقيقي أو مقام مختار أو مكان سكن في لبنان، واذا كان الاشخاص المطلوب الحجز بوجههم مقيمين خارج لبنان، تظل دائرة التنفيذ اللبنانية الموجودة ضمن نطاقها الأموال المطلوب حجزها، صالحة وحدها لتقرير الحجز حتى ولو كانت دعوى الدين من اختصاص المحاكم غير اللبنانية،

يراجع بهذا الخصوص:

– القاضيان سرياني وغانم – قوانين التنفيذ في لبنان ج ١، شرح المادة ٨٣٠ ص ٩٠،

وحيث انه استناداً لما تقدم تكون دائرة التنفيذ في عاليه – في ضوء وجود العقارات موضوع قرار الحجز ضمن قضاء عاليه وفي ظل عدم وجود محل اقامة للمحجوز عليهم في لبنان – هي المختصة مكانياً لالقاء الحجز الاحتياطي المعترض عليه، ويرد بالتالي الدفع بعدم الاختصاص المكاني لدائرة التنفيذ في عاليه المدلى به من المعترض،

ثالثاً – في الموضوع:

حيث ان المعترض استند في اعتراضه الى جملة أسباب لاعلان سقوط الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٤/١٠٩، وأن تحقق أي سبب منها من شأنه أن يغني عن البحث بسائر الأسباب لعدم الفائدة ولعدم الجدوى،

وحيث يطلب المعترض المحجوز عليه اعلان سقوط الحجز موضوع الاعتراض بسبب تخلف المعترض عليهم عن تنفيذ قرار الحجز، إذ ان الحجز الاحتياطي وعملاً بالمادة ٨٦٨ أ.م.م. يخضع للنظام القانوني الذي تخضع له الأوامر على العرائض، وان تقاعس الحاجز عن تنفيذ قرار الحجز الذي حصل عليه خلال ثلاثين يوماً من تاريخ صدوره – كما أوجبت المادة ٦١٢ أ.م.م. – يؤدي الى اعتبار الحجز ساقطاً،

وحيث ان الجهة المعترض عليها الحاجزة تطلب رد طلب اعلان سقوط الحجز بسبب تخلف الجهة الحاجزة عن تنفيذ الحجز إذ أن دعوى اثبات الدين مقدمة قبل طلب الحجز الاحتياطي موضوع الاعتراض أمام القاضي المنفرد الجزائي في كسروان، وانه من غير الجائز التذرع باحكام المادة ٦١٢ أ.م.م. لأن أسباب سقوط الحجز قد نصت عليها صراحة احكام المادة ٨٧٠ أ.م.م. غير المتوفرة شروطها في هذا الاعتراض،

وحيث ان قرار الحجز الاحتياطي يصدر بموجب أمر على عريضة وبالتالي فهو يخضع للنظام القانوني الذي تخضع له الأوامر على العرائض،

يراجع بهذا الخصوص:

– القاضيان سرياني وغانم: قوانين التنفيذ في لبنان، ج ١، شرح المادة ٨٧٠ البند ١٩ ص ٣٧٢، وشرح المادة ٨٦٨ البند ٩ ص ٣٥٢،

– د. حلمي الحجار: أصول التنفيذ ١٩٩٩، بند ٢٠٤ ص ٤٤٤،

وحيث ان المادة ٦١٢ أ.م.م. التي تطبق على الأوامر على العرائض تنص على انه يسقط الامر على عريضة اذا لم يقدم للتنفيذ خلال ثلاثين يوما من تاريخ صدوره،

وحيث ان القاعدة المبينة في المادة ٦١٢ المذكورة انما تبدو منطقية لأن انقضاء مدة الثلاثين يوماً على صدور الأمر دون تنفيذه يدل على عدم وجود العجلة القصوى التي بررت صدوره،

– د. حلمي الحجار: الوسيط في أصول المحاكمات المدنية ١٩٩٨، ج ٢ بند ٨٦٧ ص ٣١٥، والمرجع المشار اليه سابقاً ص ٤٤٥،

وحيث ان محكمة التمييز قضت في هذا المجال بأن الاحكام الواردة في الفصل المتعلق بالحجز الاحتياطي لم تنزع عن قرار الحجز الاحتياطي صفته كأمر على عريضة، إذ انه ولئن كانت المادة ٨٧٠ أ.م.م. قد نصت على طريق خاص لاسقاط الحجز الاحتياطي في حال لم يتقدم الحاجز بطلب تنفيذ سنده التنفيذي أي بادعاء لدى المحكمة المختصة للحكم له بدينه سبب الحجز في المهلة القانونية، ما لم يكن قد تقدم بهذا الطلب أو الادعاء سابقاً، الا أنها لم تنزع عن قرار الحجز الاحتياطي صفته الرجائية ولم تعارض ما ورد في المادة ٦١٢ أ.م.م. بل جاءت لتكملها باعطاء المحجوز عليه وسيلة أخرى لطلب اعلان السقوط سيما ان موضوع المادتين مختلفتين،

– محكمة التمييز، الغرفة الخامسة، رقم ١٤٧ تاريخ ٢٠٠٤/١١/٤، كساندر ٢٠٠٤، ص ١٥٨٣، والعدل ٢٠٠٥/١ ص ٤٥،

وبالمعنى ذاته:

– قرار رئيس دائرة التنفيذ في بيروت، أساس ٢٠٠٩/١٢٧ تاريخ ٢٠٠٩/٨/١٩ غير منشور،

وحيث انه بالتالي اذا تقاعس الحاجز عن تنفيذ قرار الحجز الاحتياطي خلال مهلة ثلاثين يوماً من تاريخ

صدوره فإن قرار الحجز يسقط، ومن أوجه عدم التنفيذ هذا ان لا يتم ابلاغ قرار الحجز من الدائرة التي تمسك السجل العائد للمال المطلوب حجزه بهدف قيد اشارته،

وحيث انه من وجوه عدم التنفيذ ايضاً، الا يكون الحاجز قد أمن نفقات الحجز في مهلة الثلاثين يوماً،

يراجع:
– القاضيان سرياني وغانم – قوانين التنفيذ في لبنان، الجزء الأول، شرح المادة ٨٧٠ أ.م.م.، البند ١٩ ص ٣٧٢،

وحيث انه يقتضي بالتالي معرفة ما اذا كان قرار الحجز الاحتياطي موضوع الاعتراض الحاضر قد تمّ تقديمه للتنفيذ أم لا،

وحيث انه يتبين من ملف الحجز الاحتياطي المضموم الى ملف الاعتراض الراهن، ان قرار رئيس دائرة التنفيذ بإلقاء الحجز قد صدر بتاريخ ٢٠٠٤/٨/١٣، في حين ان الرسوم المتوجبة عنه (رسم الطابع) قد تم تسديدها – كما هو مبين من أمر القبض – بتاريخ ٢٠٠٤/٩/٢٧، وأنه حرر لابلاغ القاضي العقاري في جبل لبنان بتاريخ ٢٠٠٤/٩/٢٧، أي بعد انقضاء المهلة المحددة في المادة ٦١٢ أ.م.م.،

وحيث بالتالي واستناداً لما تقدم وفي ظل إحجام الجهة المعترض عليها الحاجزة عن التقدم بطلب تنفيذ قرارٍ الحجز المعترض عليه ضمن مهلة الثلاثين يوماً المشار اليها في المادة ٦١٢ أ.م.م.، وانما تقدمها بالطلب بعد انصرام المهلة المذكورة كما هو ثابت اعلاه، يؤديِ الى اعتبار الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٤/١٠٩ ساقطاً، وتبعاً لذلك يقتضي قبول الاعتراض بالأساس لهذا السبب ورد جميع الادلاءات المخالفة،

وحيث انه بعد هذه النتيجة التي توصلت اليها المحكمة فإنه لم يعد من فائدة أو من جدوى للبحث بالأسباب والمطالب الأخرى الزائدة أو المخالفة لعدم تأثيرها على الحل المقرر، كما ورد طلب العطل والضرر لعدم توفر شروط الحكم به،

لذلك،

يقرر:
١– قبول الاعتراض شكلاً،

٢– رد الدفع بعدم الاختصاص المكاني،

٣– قبول الاعتراض في الأساس، واعلان سقوط الحجز الاحتياطي رقم ٢٠٠٤/١٠٩ تاريخ ٢٠٠٤/٨/١٣ للأسباب المبينة في متن القرار،

٤– رد جميع الأسباب والمطالب الزائدة أو المخالفة بما في ذلك طلب العطل والضرر،

٥– تضمين المعترض عليهم النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

القضاء العدلي الجزائي

محكمة التمييز الجزائية
الغرفة الثالثة

الهيئة الحاكمة: الرئيس وائل مرتضى والمستشاران نبيل صاري ومالك صعيبي

القرار: رقم ٧٨ تاريخ ٢٠١٠/٣/١٠

ميشال تامر/ الحق العام وفلك الأسد

- دفوع شكلية – الطعن بقرار صادر عن الهيئة الاتهامية في جبل لبنان – حق تقدير الوقائع واجراء تحقيقات حولها – امر خارج عن رقابة محكمة التمييز.

- صلاحية مكانية – شيك بدون مؤونة – ثبوت عدم سحبه أو تسليمه في نطاق جبل لبنان – ثبوت عدم وجود محل اقامة للمدعى عليه في جبل لبنان – ثبوت عدم القاء القبض عليه في هذه المنطقة – عدم انعقاد صلاحية محاكم جبل لبنان للنظر في الدعوى – مخالفة الهيئة الاتهامية للقانون – نقض – اعتبار محاكم جبل لبنان غير صالحة للنظر بالدعوى.

بناءً عليه،

اولاً – في الشكل:

حيث ان التمييز قد ورد ضمن المهلة القانونية، مستوفياً الشروط الشكلية العامة المفروضة قانوناً بموجب المادتين ٣١١ و٣١٨ أ.م.ج. وهو يتعلق بدفوع شكلية مما يقتضي معه قبول التمييز شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

حيث ان المدعى عليه المميز يعيب على القرار موضوع الطعن مخالفته القانون ولا سيما المادة ١٣٧ أ.م.ج. حيث كان يتوجب على الهيئة الاتهامية نشر الدعوى وإجراء مقابلة بين المميز ومدير البنك للتثبت من الوقائع حول مكان سحب واستلام الشيك.

وحيث ان الهيئة الاتهامية في جبل لبنان تتمتع بحق التقدير لجهة الأخذ بالواقعة المعترض عليها أو اجراء تحقيقات حولها.

وحيث أن هذا الأمر خارج عن رقابة محكمة التمييز ويعود لحق التقدير الذي تتمتع به المحكمة في قرارها المطعون فيه مما يقتضي معه رد هذا السبب التمييزي الأول.

وحيث أن المميز المدعى عليه يعيب على القرار المطعون فيه مخالفته والخطأ في تطبيقه لجهة صلاحية قاضي التحقيق في جبل لبنان للنظر بهذه الدعوى (المادتان ٩ و٦٨ أ.م.ج.).

حيث ان المادة ٩ أ.م.ج. تنص على ما حرفيته:

"تقام الدعوى العامة امام المرجع الجزائي الذي وقعت الجريمة ضمن نطاق دائرته أو التابع له محل إقامة المدعى عليه أو محل القاء القبض عليه".

وتنص المادة ٦٨ فقرة أولى من قانون اصول المحاكمات الجزائية على ما حرفيته:

"لكل متضرر من جناية أو جنحة أن يتقدم بشكوى مباشرة الى قاضي التحقيق الأول التابع له محل وقوع الجريمة أو مقام المدعى عليه أو مكان القاء القبض عليه وان يتخذ فيها صفة الادعاء الشخصي".

وحيث يتبين من الاطلاع على الاوراق وعلى الشيك موضوع الدعوى ان الشيك مسحوب على البنك اللبناني الفرنسي فرع التل – طرابلس البولفار رقم ٨٦٢...

وحيث ثبت من افادة مختار بلدة المجرة – قضاء عكار السيد أحمد سلمى ان المدعى عليه ميشال تامر من بلدة سيسوق يملك العقار رقم ٣٨٢ المجرة وقد أقام عليه بناءً كبيراً وفيه مكاتب ومؤسسات وبينها فرن البيادر.

وحيث تبين ان منزل المدعى عليه المميز هو من بلدة سيسوق – قضاء عكار وقد تبلغ دعوة للحضور الى مفرزة جونية القضائية في منزله المنوه عنه أعلاه.

وحيث أنه من الاطلاع على الشيك ونوعيته، وحيث ان مكان تسليم الشيك موضوع الدعوى لم يثبت وفقاً

للأوراق المؤرخة أنه قد تم ضمن نطاق محافظة جبل لبنان.

وحيث ان افادة الشاهد المدعو ايلي شلالا مدير فرع المصرف الذي تتعامل معه المدعية بأن التسليم قد حصل في فرع المصرف في ذوق مصبح تبقى غير ثابتة وتحتاج الى تحقيق واف للتأكد منها، الأمر غير الممكن في حال الدعوى الراهنة، خاصة واننا أمام دفوع شكلية.

وحيث ان جرم اصدار شيك دون مؤونة تتشكل عناصره في الوقت الذي سحب فيه هذا الشيك وفي المكان الذي تم تسليمه للمستفيد، دونما أي اعتبار لمكان عرض الشيك أو للمكان الذي تبين ان المؤونة غير متوافرة فيه.

وحيث انه في ضوء عدم إمكانية اعتماد افادة الشاهد ايلي شلالا مدير المصرف الذي تتعامل معه المدعية المميز ضدها قبل التوسع في التحقيق واجراء مقابلة بينه وبين المميز الأمر غير الممكن في مرحلة الدفوع الشكلية الذي يدلى بها ويفصل فيها قبل أي نقاش في الأساس.

وحيث لم يتبين ان الشيك قد سُحب أو سلم في نطاق محافظة جبل لبنان، كما لم يثبت أن للمدعى عليه المميز محل اقامة أو انه قد تم القاء القبض عليه ضمن نطاق محافظة جبل لبنان فبالتالي لا تنعقد صلاحية محاكم جبل لبنان للنظر في الدعوى الراهنة، استناداً لما نصت عليه المادة ٩ من قانون اصول المحاكمات الجزائية.

وحيث إن ذهاب محكمة الهيئة الاتهامية في جبل لبنان خلافاً لذلك يعتبر مخالفة للقانون لجهة النص الذي يحدد الصلاحية المكانية مما يقتضي معه نقض القرار المطعون فيه برمته وقبول التمييز أساساً وإعادة التأمين التمييزي الى المميز.

وحيث أنه في ضوء قرار النقض فان هذه المحكمة تصبح حالة محل الهيئة الاتهامية في جبل لبنان للنظر بالقضية الراهنة.

وحيث انطلاقا مما تقدم وخاصة في ضوء عدم ثبوت ان الشيك موضوع الدعوى قد سحب أو سلم في نطاق محافظة جبل لبنان، كما لم يثبت ان للمدعى عليه المميز المقيم في بلدة سيسوق قضاء عكار والعامل ضمن مؤسساته في منطقة المجرة في عكار، أي محل اقامة ضمن نطاق محافظة جبل لبنان.

وحيث أنه لم يتم القاء القبض على المميز المدعى عليه ضمن نطاق محافظة جبل لبنان.

وحيث يقتضي في ضوء ما تقدم القول ان صلاحية محاكم جبل لبنان للنظر في الدعوى لا تنعقد استناداً الى ما نصت عليه المادة ٩ أ.م.ج. ويقتضي قبول الاستئناف أساساً وفسخ قرار قاضي التحقيق في جبل لبنان واعتبار محاكم جبل لبنان غير صالحة للنظر بالدعوى الراهنة واحالة الأوراق الى جانب النيابة العامة التمييزية لاتخاذ ما يلزم قانوناً واعادة التأمين الى المستأنف.

لذلك،

تقرر المحكمة بالاتفاق:

أولاً: قبول التمييز شكلاً وأساساً ونقض القرار المطعون فيه واعادة التأمين التمييزي الى المميز.

ثانياً: بعد النقض وبصفتها حالة محل الهيئة الاتهامية في جبل لبنان قبول الاستئناف شكلاً واساساً وفسخ القرار المستأنف واعلان عدم صلاحية محاكم جبل لبنان للنظر بالدعوى الراهنة واحالة الاوراق الى جانب النيابة العامة التمييزية لاتخاذ ما يلزم قانوناً واعادة التأمين الاستئنافي الى المستأنف.

ثالثاً: تضمين المميز ضده الرسوم والمصاريف كافة.



محكمة التمييز الجزائية
الغرفة السابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس سمير عاليه
والمستشاران خالد حمود وغادة عون

القرار: رقم ٧٦ تاريخ ٢٠٠٩/٥/٤

مارون يزبك/ الحق العام ورفاقه

- الطعن بقرار صادر عن محكمة استئناف الجنح – مرور زمن – عدم لزوم توافر الشرط الخاص للتمييز لجهة الاختلاف في الوصف.

- استعمال مزوّر – سندات مشكو من تزويرها – مرور اكثر من ثلاث سنوات بين تاريخ التزوير واستعمال المزوّر وبين تاريخ تقديم الشكوى المباشرة – تنفيذ سندات الدين المدعى تزويرها – استعمال يعتبر استغراقاً في ماديات الجريمة دون معنوياتها – استعمال لا يعتبر تجديداً للإستعمال انما توقف عنه – عدم مخالفة القرار المطعون فيه القانون لجهة اعتباره ان الدعوى العامة قد انقضت بمرور الزمن في جرم استعمال المزوّر.

- الادلاء بمخالفة القرار التمييزي لقواعد الانصاف والعدالة – اسباب النقض محددة حصراً في القانون – عدم جواز سماع أسباب جديدة لم يجر النص عليها – سبب لا يدخل في عداد اسباب النقض المنصوص عليها حصراً – رده.

- رد الدعوى برمتها لعلة مرور الزمن – طلب تعيين خبير – عدم البت به – طلب استطرادي – أمر البت به هو بدون موضوع بعد البت بالطلبات الأصلية المتعلقة بمدى جواز سماع الدعوى العامة – عدم إغفال البت بأحد المطالب - رد التمييز.

بناءً عليه،

أولاً – في الشكل:

حيث ان طلب التمييز وارد ضمن المهلة القانونية وموقع من محام بالاستئناف، الذي أرفق به وكالته وصورة مصدقة طبق الأصل عن الحكم المطعون فيه الصادر بمثابة الوجاهي بحق مارون يزبك وإيصال التأمين التمييزي، وهو وارد ضمن المهلة القانونية كون المميز قد تبلغ في ٢٠٠٩/١١/٢٨ وتقدم بطلبه في ٢٠٠٩/١٢/١٢ فيكون مستوفياً الشروط الشكلية العامة، فضلا عن عدم لزوم توافر الشرط الخاص للتمييز لجهة الاختلاف في الوصف لتعلق الدعوى بمسألة مرور الزمن، الأمر الموجب قبوله شكلاً.

ثانياً – في الاساس:

في السبب التمييزي الأول:

حيث ان المستدعي يدلي تحت السبب التمييزي الأول بوجوب نقض القرار المطعون فيه لعدم مرور الزمن على استعمال المزور لثبوت الاستمرارية في الاستعمال لأن السندات المشكو تزويرها لا تزال حتى تاريخه موضوع المعاملة التنفيذية رقم ٩٩/٩٦ أمام دائرة تنفيذ جبيل وبالتالي فان كل طلب يقدم في المعاملة يعتبر بمثابة التأكيد على النية باستعمال المزور،

وحيث بالعودة الى حيثيات القرار المميز يتبين أنه خلص الى اعتبار أنه بين تاريخ وقوع التزوير واستعمال المزور وتاريخ تقديم الشكوى المباشرة الحاضرة الحاصل في ٢٠٠٣/٥/٢٤ قد مرّ أكثر من ثلاث سنوات فيكون هذان الجرمان ساقطين بمرور الزمن،

وحيث بالعودة الى وقائع هذه القضية فانه من الراهن ان التقدم بالمستندات المشكو منها وابرازها أمام القضاء من قبل المميز ضده المعترض، في حال افتراض تزويرها، لا يستغرق سوى وقت قصير، نتيجة لجوء هذا الأخير الى تنفيذ سندات الدين الموقعة لمصلحته من قبل المدعي المميز في المعاملة التنفيذية رقم ٩٩/٩٦، في حين أن آثار هذا الاستعمال وان امتدت خلال زمن طويل الا انها تلحق النتيجة دون الفعل، لكون الاستعمال في الحالة المشار اليها هو مجرد استغراق في ماديات الجريمة دون معنوياتها وهو بالتالي لا يعتبر تجديداً للاستعمال انما توقف عنه.

(يراجع مؤلف الدكتور محمود نجيب حسني: شرح قانون العقوبات العام، المجلد الأول ص ٤٣٤ وما يليها)

وبنفس المعنى يراجع أيضاً مؤلف:

Droit pénal général: Stéphanie et Levasseur, p. 189, éd. Dalloz « ... du moment qu'elle se réalise en un trait de temps, l'infraction est instantanée. Il importe peu que la durée entre dans ses éléments constitutifs (abandon de famille) ni même que ses effets se prolongent dans le temps (cas de la bigamie) .... Les auteurs ont donc introduit une complication inutile, en faisant des délits qui se prolongent dans le temps, une catégorie particulière, celle des infractions permanentes. Ces infractions sont, en réalité, des infractions soumises, à tous égards, aux infractions instantanées... ».

وحيث فضلاً عما تقدم فانه من الملاحظ من الرجوع الى ظروف الدعوى ومعطياتها ان رئيس دائـرة تنفيـذ جبيل قد رد اعتراض المعترض مستدعي التمييز علـى المعاملة التنفيذية رقم ٩٩/٩٦ المنوه عنها والتي ترمـي الى تنفيذ سندات الدين المشكو تزويرها، وذلـك لعـدم جدية المعترض مستدعي التمييز، بعد تمنعه عن تـأمين سلفة الخبير لاعادة تخمين العقارات الجاري التنفيذ عليها وتخلفه عن حضور جلسة المحاكمة التي اعقبت قـرار الاستعانة بالخبرة بناءً لطلبه.

وحيث تأسيساً على ما ذكر يكون القرار المطعـون فيه قد أحسن تطبيق القانون في ما خلص اليـه لجهـة اعتبار الدعوى العامة قد انقضت بمرور الزمن في جرم استعمال المزور، فيصدق ويرد السبب التمييزي المثـار لهذه الجهة.

في السبب التمييزي الثاني: المتعلق بمخالفة القرار التمييزي لقواعد الانصاف والعدالة.

حيث من المقرر قانوناً ان اسباب الـنقض محـددة حصراً في القانون ولا يمكن سماع أية أسباب جديدة لـم يجر النص عليها صراحة فـي المـادة ٧٠٨ اصـول محاكمات مدنية معطوفة على المادة ٢٩٦ وما يليها من قانون اصول المحاكمات الجزائية، بحيث لا بد مـن ان تستهدف هذه الاسباب خطأ قانونياً معزواً لقضاة الاساس ذلك ان محكمة التمييز لا تنظر فـي وقـائع الـدعوى انما تتولى فقط تصحيح الأخطاء القانونيـة فـي حـال وقوعها.

وحيث ان ادلاء المميز بمخالفة القـرار الاسـتئنافي لقواعد الانصاف والعدالة لا يدخل فـي عـداد اسـباب النقض المنصوص عليها حصراً فـي قـانون اصـول المحاكمات الجزائية فيكون مستوجب الرد.

في السبب التمييزي الثالث: المتعلق بعدم الرد على طلب تعيين خبير.

حيث ان مستدعي النقض يدلي تحت هذا السبب بأن القرار المطعون فيه لم يأت على ذكر طلب تعيين خبير للكشف على السندات المشكو منها فيكون عرضة للنقض لاهماله البت باحدى طلبات الخصوم.

وحيث من الراهن ان طلب تعيين خبير هـو طلـب استطرادي يصبح أمر البت به بدون موضوع بعد البت بالطلبات الأصلية المتعلقة بمدى جواز سماع الـدعوى العامة والتي خلص بنتيجتها القرار المطعون فيه الى رد الدعوى برمتها لعلة مرور الزمن.

وحيث ان محكمة الاستئناف لا تكون والحالة ما ذكر قد اغفلت البت بأحد المطالب ولا يشكل عدم ردها على هذا الطلب مخالفة للفقرة "و" مـن المـادة ٢٩٦ أ.م.ج. ويقتضي رد سبب النقض المثـار لهـذه الجهـة لعـدم قانونيته.

لذلك،

تقرر المحكمة:

أولاً: قبول استدعاء النقض شكلاً.

ثانياً: رده بالاساس وإبرام القـرار المطعـون فيـه ومصادرة التأمين التمييزي لمصلحة الخزينة.

ثالثاً: تضمين المستدعي الرسوم والنفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز الجزائية
الغرفة السابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس حاتم ماضي (منتدب) والمستشاران غادة عون ومحمد المصري

القرار: رقم ١٤٣ تاريخ ٢٠٠٩/١٢/١٥

باسم العيساوي/ الحق العام

- الطعن بقرار صادر عن محكمة الجنايات – سرقة – تعليل كافٍ – حق محكمة الاساس في تقدير الوقائع وتقييم الأدلة – لا رقابة عليها من قبل محكمة التمييز – عدم افتقار القرار المميز للتعليل – عدم مخالفة القانون أو تشويه الوقائع – رد السبب التمييزي.

- أفعال جرمية – دفع بسبق الملاحقة – عدم انطباق مطالب المميز على تعريف هذا الدفع بل على الدفع بقوة القضية المقضية – عدم توافر وحدة الأفعال الجرمية – رد التمييز.

بناءً عليه،

اولاً – في الشكل:

حيث ان طلب التمييز ورد ضمن المهلة القانونية وهو موقع من محام بالاستئناف، الذي أرفق به وكالته وصورة مصدقة طبق الأصل عن الحكم المطعون فيه، فيكون مستوفياً الشروط الشكلية الأمر الموجب قبوله شكلاً.

ثانياً – في الأساس:

١ – في السبب التمييزي الأول المتعلق بافتقاد الحكم المطعون فيه للتعليل لجهة تجريم المميز بالجناية المنصوص عنها في المادة ٦٣٨ عقوبات وتشويه الوقائع

حيث ان المميز يدلي تحت هذا السبب بأن التعليل الذي اعتمدته محكمة الجنايات لا يصلح بتاتاً لتجريمه بسرقة السيارة العائدة للمدعو محمد العمري، وان افادته التي بني عليها هذا التعليل تنفي عنه جرم السرقة خاصة وانه أكد في سائر أقواله سواءً أمام قضاء التحقيق أم أمام قضاء الحكم أنه لم يرتكب هذا الجرم.

وحيث يتبين من العودة الى مندرجات الحكم المطعون فيه انه خلص الى اعتبار:

انه يتبين من الوقائع، ان سيارة المدعي محمد العمري وهي من نوع جيب غراند شيروكي قد سرقت وكانت بداخلها صورة عن هوية هذا الأخير وبطاقات ضمان له ولعائلته، وقد ضبطت السيارة المذكورة من قبل مخفر بعلبك، وعندما استلمها المدعي العمري لم يجد الأوراق بداخلها.

وان المتهم باسم العيساوي كان قد حضر الى مكتب تأجير السيارات العائد للمدعي جان جعجع، واستأجر سيارة باسم محمد العمري بعد ان ابرز رخصة قيادة خصوصية مزورة باسم محمد العمري.

وان استعمال المتهم اسم المدعي العمري في تزوير دفتر قيادة سيارة خصوصية وافادته بأنه يظهر ان سيارة العمري قد سرقت ودخلت الى بريتال، وان شخصاً من آل مظلوم قد استعمل الهوية الموجودة بداخلها لتزوير دفتر قيادة سيارة، يشكل دليلاً كافياً لاتهام المتهم العيساوي بسرقة سيارة المدعي العمري.

وحيث يتحصل مما تقدم ان محكمة الجنايات قد عللت بما فيه الكفاية قرارها، فأوردت الوقائع والادلة بشكل صحيح يتوافق مع مجمل التحقيقات الواردة في الملف، وبيّنت الادلة التي اقتنعت بها، واستخلصت منها توافر جرم السرقة بحق المتهم المذكور.

وحيث من الراهن ان ما يناقشه المميز تحت هذا السبب انما يتناول حق محكمة الأساس في تقدير الوقائع وتقييم الادلة، وهي مرحلة عائدة لمطلق تقدير قضاة الأساس يستقلون بها، ولا رقابة لمحكمة التمييز في هذه المرحلة طالما أن القرار المطعون فيه لم يتضمن أية مخالفة قانونية عن طريق تشويه الوقائع أو عدم التعليل، وقد بيّن الاسباب الواقعية والقانونية التي استند عليها في ما خلص اليه في فقرته الحكمية.

وحيث ان السبب المدلى به أعلاه يكون مستوجباً الرد لعدم قانونيته.

٢ – في السبب التمييزي الثاني المتعلق بمخالفة القرار المطعون فيه لنص المادة ١٨٢ عقوبات

حيث ان المميز يدلي تحت هذا السبب بأن الأفعال الجرمية التي جرم وأدين بها من قبل محكمة الجنايات

الصادر عنها القرار المطعون فيه هي الأفعال نفسها التي جرّم بها وأدين بموجب الحكم الصادر عن محكمة جنايات البقاع بتاريخ ٢٠٠٧/١/١٠، وانه يكون والحالة هذه قد تمت ملاحقته مرة ثانية بذات الأفعال الجرمية التي سبق وتمت ملاحقته بها من قبل محكمة جنايات البقاع، وانه يقتضي نقض الحكم المستأنف لهذا السبب.

وحيث من الراهن ان ما يعيبه المميز على القرار المطعون فيه تحت هذا السبب إنما يرتكز على مبدأ قوة القضية المقضية ولا يتعلق تالياً بالدفع بسبق الملاحقة المنصوص عنه في المادة ١٨٢ عقوبات، لان الدفع بسبق الملاحقة يفترض أن الملاحقة في كلا الدعويين لا تزال سارية، في حين ان الدفع بقوة القضية المقضية يفترض صدور حكم في الدعوى السابقة، وهو يختلف في واقعه ومضمونه وعناصره القانونية عن الدفع بسبق الملاحقة الوارد نصه في المادة ١٨٢ عقوبات المدلى بها.

وحيث في مطلق الأحوال فانه لم يتبين لهذه المحكمة من التدقيق في المستندات المبرزة من المميز، لا سيما من التدقيق في الحكم الصادر عن محكمة جنايات البقاع بتاريخ ٢٠٠٧/١/٢٠، توافر وحدة الأفعال الجرمية المسندة الى المميز بين الدعوى الراهنة وتلك التي كانت عالقة أمام محكمة جنايات البقاع، لا سيما وان الدعوى الحالية انصبت على ارتكاب المميز لجرم سرقة سيارة المدعي محمد العمري من نوع غراند شيروكي، في حين ان السرقات المسندة إليه في الدعوى العالقة أمام محكمة جنايات البقاع انصبت على اقدامه على ارتكاب عدة سرقات، دون ان يتبين ما يفيد بالتحديد ان من بين هذه السرقات، اقدام المميز على سرقة سيارة المدعي المذكور محمد العمري.

ويقتضي رد السبب المدلى به لهذه الجهة لعدم صحته وعدم قانونيته وإبرام القرار المطعون فيه.

لذلك،

تقرر المحكمة:

أولاً: قبول استدعاء النقض شكلاً.

ثانياً: رده بالاساس وابرام القرار المطعون فيه.

ثالثاً: تضمين المستدعي الرسوم والنفقات.

❖ ❖ ❖

محكمة التمييز الجزائية
الغرفة السابعة

الهيئة الحاكمة: الرئيس حاتم ماضي (منتدب) والمستشاران غادة عون ومحمد المصري

القرار: رقم ٢٧ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٦

م.ي./ الحق العام ون.ي.

- الطعن بقرار صادر عن محكمة الجنايات – اغتصاب – الطعن بالقرار الصادر عن محكمة الجنايات لمخالفتها مبدأ احترام حق الدفاع المرتبط بالانتظام العام – جلسة مخصصة لسماع شهود – ضم طلب الاستماع الى الشهود للأساس – استمهال وكيل المتهم للمرافعة – رفض امهاله والطلب منه المرافعة في الجلسة المخصصة أساساً لسماع الشهود – الاعتذار لعدم الجهوزية والاستمهال – رد طلب الاستمهال واختتام المحاكمة – خرق مبدأ شفاهية المحاكمة واحترام حقوق الدفاع – نقض القرار المطعون فيه.

بناءً عليه،

اولاً – في الشكل:

حيث ان طلب التمييز ورد ضمن المهلة القانونية وهو موقع من محامٍ بالاستئناف، الذي ارفق به وكالته وصورة مصدقة طبق الأصل عن الحكم المطعون فيه، فيكون مستوفياً الشروط الشكلية الأمر الموجب قبوله شكلاً.

ثانياً – في الاساس:

في السبب التمييزي المتعلق بحرمان طالب النقض من حق الدفاع المقدس

حيث ان المميز يدلي تحت هذا السبب بأنه ثبت من محضر ضبط المحاكمة ان جلسة ٢٠٠٩/١٢/٨ كانت مخصصة لسماع شهود كان قد تقدم بطلب الى المحكمة

لسماعهم في الجلسة السابقة المنعقدة في ٢٠٠٩/١٠/٢٩ بعد ان بيّن اسماءهم وعناوينهم، وان محكمة الجنايات وبعد ان كانت قد قبلت في هذه الجلسة ارجاء المحاكمة لسماع الشهود عادت في الجلسة الأخيرة المنعقدة في ٢٠٠٩/١٢/٨ وضمت هذا الطلب الى الاساس، فاستمهل وكيل المتهم للمرافعة، فرفضت المحكمة امهاله وطلبت منه المرافعة في الجلسة عينها المخصصة أساساً لسماع الشهود، فاعتذر عن ذلك لعدم جهوزيته، فقررت المحكمة ختام المحاكمة للحكم، وأضاف المميز ان هذا الأمر حرمه من حقه المقدس في الدفاع عن حقوقه.

وحيث من الثابت قانوناً ان مبدأ احترام حق الدفاع مرتبط بالانتظام العام فلا بد من مراعاة احكامه لتأمين محاكمة عادلة تتيح لكل فريق في الدعوى فرصة الادلاء بكافة اسباب دفاعه ودفوعه ومناقشة ما ورد في التحقيقات وفي أوراق الدعوى ومستنداتها لدحض ادعاء خصمه ومطالبه.

وحيث من الراهن بالعودة الى محضر المحاكمة الجنائية موضوع الدعوى ان الجلسة المنعقدة في ٢٠٠٩/١٠/٢٩ أرجئت الى ٢٠٠٩/١٢/٨ للإتاحة للمتهم بالتقدم بلائحة شهوده، وان هذه الجلسة الأخيرة لم تكن بالتالي مخصصة للمرافعة.

وحيث ان رفض المحكمة ارجاء الجلسة المشار اليها للسماح للمتهم باعداد مرافعته والتقدم باسباب دفوعه ودفاعه انما يشكل خرقاً لمبدأ شفهية المحاكمة واحترام حقوق الدفاع من شأن الاخلال به ان يعرض القرار المطعون فيه للابطال.

وحيث يقتضي تأسيساً على ما تقدم قبول السبب التمييزي المدلى به لهذه الجهة ونقض القرار المطعون فيه دون الحاجة الى البحث في سائر الأسباب لانتفاء الفائدة.

لذلك،

تقرر المحكمة:

اولاً: قبول استدعاء النقض شكلاً.

ثانياً: قبوله أساساً ونقض القرار المطعون فيه ورؤية الدعوى مجدداً.

❖ ❖ ❖

محكمة الجنايات في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة هيلانة اسكندر (منتدبة) والمستشاران حارس الياس وغادة أبو كرّوم

القرار: رقم ٣٨ تاريخ ٢٠٠٨/١/٣٠

الحق العام/ زياد شواي

- سرقة دولية – سرقة سيّارات – متهم أجنبي – حكم غيابي – توقيف المتهم إنفاذاً لخلاصة الحكم الغيابي – محاكمة وجاهيّة – إسقاط الحكم الغيابي واعتباره كأنّه لم يكن.

- سيّارتان مسروقتان في إيطاليا سنة ١٩٩٥ – إدخالهما الى لبنان عبر مرفأ بيروت ووضعهما في الاستهلاك المحلّي بموجب بيانات جمركيّة – معاملات جمركيّة منظّمة بين مخلّص جمركي وتاجر سيّارات – وكالتان ببيع السيّارتين المسروقتين لحساب المتهم الأجنبي الجنسية منظمتان من قبل تاجر السيارات اللبناني لقاء تقاضي عمولة – تحقيقات أوليّة – شهود – إفادتهم بمعرفة المتهم خلال التحقيق الأولي وإنكارهم ذلك خلال المحاكمة – محاكمة – أدلة ترجح معرفة الشهود بالمتهم – متهم – إنكار فعل السرقة المسند إليه – أقوال كاذبة ومتضاربة لجهة مكان تواجده بتاريخ سرقة السيّارتين – قناعة المحكمة بتوفّر عناصر إسناد جرم السرقة بحق المتهم – تجريم – إدانة – أسباب مخفّفة – خفض العقوبة – محكوم عليه من التابعيّة العراقيّة – تقرير طرده من لبنان بعد إنفاذه العقوبة المقضي بها.

بناءً عليه،

في تقدير الأدلة وفي القانون:

حيث من الثابت ان سيارتي المرسيدس من طراز S ٥٠٠ و S ٣٢٠ موضوع كتاب انتربول ويسبادن

تاريخ ١٩٩٥/١٢/٢٨ برقم ٥٧٥٢٧ والمسروقتين من ايطاليا قد ادخلتا الى لبنان في العام ١٩٩٥ ووضعتا في الاستهلاك المحلي وقد اعطي بهما اذنا تسليم باسم الشاهد جورج ملحم سمعان.

وحيث ان هذا الأخير أفاد خلال التحقيقين الأولي والاستنطاقي، وعند استجوابه في السابق كظنين في هذه الدعوى، أنه كان يعمل في تجارة بيع وشراء السيارات وأنه كان تعرّف قبل حوالي ثلاث سنوات من تاريخ ادخال السيارتين الى لبنان الى شخص عراقي الجنسية يدعى "زياد سامي" طلب منه ان يستورد سيارات من الخارج على اسمه لقاء أن يتقاضى الشاهد عمولة قدرها مابة دولار عن كل سيارة، وان هذا الشخص كان يزوره مرة بعد أخرى عندما يحضر الى لبنان، وانه عند وصول السيارتين ترافق الاثنان الى مرفأ بيروت حيث سدد زياد سامي الرسوم المتوجبة ثم جرى اخراج السيارتين، وبعد ذلك وقّع جورج سمعان وكالات بيع بالسيارتين وتقاضى عمولته.

وحيث ان المحكمة، وانطلاقاً من هذه الوقائع، وبعد ان استعرضت سائر المعطيات الثابتة في ملف الدعوى، قد اقتنعت بأن الشخص المقصود بأقوال جورج سمعان هو المتهم زياد سامي شواي نفسه، وان قناعتها لهذه الجهة مستمدة من الامور التالية:

١ – التطابق بين اسم المتهم وجنسيته العراقية مع اسم وتابعية الشخص الوارد ذكره في افادة الشاهد المشار إليه.

٢ – وجود صورة عن جواز سفر "زياد سامي" في حوزة جورج سمعان الذي سلّمها الى القائمين بالتحقيق الأولي، وهي صورة عائدة بالفعل لجواز سفر المتهم زياد سامي شواي، وهو أمر لم ينكره هذا الأخير وان كان نازع في تفسير كيفية وصول صورة جواز سفره الى الشاهد المذكور.

٣ – تطابق ما أورده جورج سمعان، لجهة ظروف ادخال السيارتين الى لبنان بموجب اذني التسليم الصادرين باسمه، مع ما جاء في افادة العميل الجمركي الشاهد محمد صبح الذي كان افاد في التحقيق الأولي ثم الاستنطاقي ان جورج سمعان زاره في مكتبه برفقة زياد شواي حيث أبرز الأخير بوليصتي شحن السيارتين واذني تسليم، وبعد انجاز معاملاتهما الجمركية استلم الثاني السيارتين واعلم الشاهد محمد صبح ان السيارتين عائدتان له وانه شحنهما باسم جورج سمعان للافادة من كونه لبناني الجنسية لتسهيل المعاملات الجمركية.

٤ – ما أورده الشاهد جورج سمعان، عند الاستماع اليه في التحقيق الأولي المجرى معه بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/١٥ في الشكوى المقدمة ضده من المتهم بجرم شهادة زور، والمبرزة صورة عنه ربطاً بطلب اخلاء السبيل المقدم من وكيل المتهم بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/١٦، في وصفه لزياد سامي الذي قصده في بلدته ابلح وعرض عليه أمر استيراد السيارات باسمه، بأنه كان يقود سيارة مرسيدس فخمة ويرتدي ثياباً أنيقة ويضع نظارات سوداء على وجهه ويتحدث بلكنة عراقية، وهي صفات تتطابق مع تابعية المتهم، ومع المظهر الذي بدا عليه في الصورتين اللتين ابرزهما وكيله في جلسة المحاكمة المنعقدة بتاريخ ٢٠٠٧/١٠/٣١ وأدلى بأنهما التقطتا للمتهم خلال زيارته لمعرض السيارات حيث استأجر سيارة أبّان وجوده في لبنان خلال العام ١٩٩٢.

وحيث ان المحكمة، وازاء ما تقدم، لا تتوقف عند إنكار المتهم، ولا تجد في ما ابداه من حجج وذرائع ما يحمل على الأخذ بها، ذلك أن الافادات التي أبرزها لاثبات توقيفه خلال شهر تموز من العام ١٩٩٥ في سجن المخابرات في العراق غير صادرةٍ عن أي مرجع رسمي يؤكد صحة مضمونها، هذا فضلاً عن ان ما ورد في هذه الافادات من ان المتهم كان موقوفاً في سجن مخابرات بغداد من تاريخ ١٩٩٥/٧/١٦ حتى تاريخ ١٩٩٨/٨/٣٠ يتناقض مع ما أورده المتهم نفسه من أنه أوقف حتى الشهر الرابع أو الخامس من عام ١٩٩٦ ثم سافر في العام ١٩٩٧ الى لندن حيث قدّم طلباً للجوء السياسي، الأمر الذي يجرّد الافادات المشار إليها من كل مصداقية أو جدية. كذلك الأمر بالنسبة للأقوال التي أدلى بها كل من الشاهدين جورج سمعان ومحمد صبح خلال المحاكمة الحاضرة والتي نفى فيها كل منهما معرفته السابقة بالمتهم، ذلك ان المحكمة تجد في ما أدلى به كل منهما في سياق التحقيقات الأولية والاستنطاقية، والتي لم يكن يفصل بينها وبين لقائهما بزياد شواي فاصل زمني كبير، درجة أكبر من الدقة والتلقائية من الأقوال التي أدليا بها خلال هذه المحاكمة بعد انقضاء أكثر من عشر سنوات على لقائهما السابق بالمتهم، اما انكار الشاهد جورج سمعان لواقعة حيازته لصورة عن جواز سفر المتهم بحسب ما كان أورده في أقواله السابقة، فيدحضه مضمون التحقيق الأولي في هذا الخصوص وما أكده شاهد الحق العام النقيب غسان حسين من أن الشاهد المذكور هو من سلّمه هذه الصورة في سياق التحقيق الأولي الذي كان يقوم به.

وحيث، وبنتيجة كل ما تقدم، فان وقائع هذه الدعوى والأدلة المؤيدة لها وبحسب ما هو مفصل أعلاه، تثبت

ان المتهم هو من أقدم على سرقة السيارتين موضوع هذه الدعوى، مما يؤلف بحقه الجناية المنصوص عليها في المادة ٦٣٨ عقوبات، فقرة رابعة.

وحيث ان المحكمة ترى منح المتهم الاسباب التخفيفية.

لذلك،

تحكم المحكمة بالاجماع:

اولاً: بإسقاط الحكم الغيابي الصادر بتاريخ ١٩٩٧/٤/٢٢ برقم ٢٥٨، واعتبار مفاعيله كأنها لم تكن بحق المتهم.

ثانياً: بتجريم المتهم زياد سامي شواي، المبينة هويته الكاملة آنفاً، بالجناية المنصوص عليها في المادة ٦٣٨ عقوبات، فقرة رابعة، وبإنزال عقوبة الاشغال الشاقة بحقه لمدة ثلاث سنوات، وبتخفيض هذه العقوبة تخفيفاً سنداً للمادة ٢٥٣ عقوبات الى الاشغال الشاقة لمدة سنة ونصف السنة، على ان تحسب له مدة توقيفه الاحتياطي.

ثالثاً: بطرد المتهم من لبنان، بعد تنفيذ العقوبة بحقه، لمدة خمس سنوات سنداً للمادة ٨٨ عقوبات.

رابعاً: بتضمينه الرسوم والنفقات القانونية.

❖ ❖ ❖

محكمة الجنايات في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة هيلانة اسكندر (منتدبة) والمستشاران حارس الياس وغادة ابو كروم

القرار: رقم ٣٩ تاريخ ٢٠٠٩/٢/١٧

- أفعال منافية للحشمة بحقّ قاصر – فتاة دون الثانية عشرة من العمر بتاريخ ارتكاب الجرم – تحريك الدعوى العامّة وملاحقة الفاعل بناءً على ادّعاء والد الفتاة القاصرة أمام النيابة العامّة الإستئنافيّة في بيروت – محاكمة غيابيّة – حكم غيابي – توقيف المتهم إنفاذاً لخلاصة حكم غيابي – محاكمة وجاهيّة – إسقاط الحكم الغيابي واعتباره كأنّه لم يكن.

- ذهاب الفتاة الى منزل المتهم للطلب إليه إغلاق مضخة المياه – إقدام المتهم على إغلاق باب منزله بإحكام، والتحرش بالفتاة – تمكّن الفتاة من الهرب ركضاً باتجاه منزل ذويها الكائن في البناية عينها – تقرير طبّي – انتفاء حصول اعتداء جنسي على الفتاة من الناحية الطبيّة البحتة – تحقيق – محاكمة – إنكار المتهم للفعل المسند إليه – وصف دقيق لواقعة التحرّش من قبل الفتاة القاصرة – قناعة المحكمة بتوافر عناصر الإسناد في حق المتهم – تجريم – إدانة – تراجُع والد الفتاة عن الدعوى خلال المحاكمة – أسباب مخفّفة – خفض العقوبة المقضي بها الى ثلاث سنوات اشغالاً شاقة.

بناءً عليه،

في الوقائع:

تبين ان المتهم (...) يقيم مع عائلته في منزلهم الكائن في الطابق الثاني من بناية (...) الكائنة في (...) قرب (...) وان القاصر (...)، وهي من مواليد عام ١٩٩١، تقيم أيضاً مع ذويها في الطابق الخامس من البناية ذاتها،

وتبين ان المتهم، كان يحاول باستمرار التحرش بالقاصرة داخل المصعد الكهربائي في البناية إذ أقدم على تقبيل شفتيها وعنقها وكان يدعوها الى منزله في بعض الأحيان، وأنه في شهر آب من العام ٢٠٠١، كانت احدى ساكنات البناية قد طلبت من القاصرة (...) ان تنزل الى شقة المتهم وتطلب من والده إطفاء مضخة المياه، وبوصول القاصرة الى أمام منزل المتهم الذي كان بابه مفتوحاً، شاهدت المتهم يحتسي القهوة، ولما رآها تقدم نحو الباب وأدخلها الى الصالون بعد ان أحكم إغلاق باب المنزل، وقام بتشغيل جهاز التلفزيون بعد ان وضع في جهاز الفيديو فيلماً إباحياً، ولما شاهدت القاصرة مشهداً يظهر فيه رجل وإمرأة عاريين، ادارت وجهها حياءً، فما كان من المتهم الا ان أطفأ جهاز التلفزيون وتقدم منها وأنزل الشورت الذي كانت ترتديه حتى أسفل رجليها، وأنزل لها أيضا لباسها الداخلي ثم وضع يده في فرجها وراح يداعبها، فحاولت القاصرة الهرب والتوجه الى الباب للخروج من منزله، الا ان المتهم الذي كان قد نزع عنه بنطاله الجينز وسرواله

الداخلي، أمسك بها وادارها نحوه طالباً منهــا أن تقــوم بتقبيلٍ قضيبه فلم تفعل وركضت هاربة الى منزل ذويها كاتمةً الأمر لفترة من الزمن،

وتبين أنه بعد فترة وجيزة أخبــرت القاصــرة (...) والدتها بما قام به المتهم معها من أفعال منافية للحشمة، الأمر الذي دفع بوالدتها بعرضها علــى الطبيــب (...) الذي أجرى كشفاً عليها، فلم يتبين لــه وجــود اعتــداء جنسي عليها، وعلى الأثر تقدم والد القاصــرة بادعــاء بوجه المتهم (...) أمام النيابة العامة الإستئنافية، وفــي التحقيقات الأولية والابتدائية نفى المــتهم إقدامــه علــى ارتكاب الأفعال المنافية للحشمة بحق القاصرة موضــحاً بأنه كان يقوم بتقبيلها على جبينها معاملاً أياها كابنتــه، مضيفاً ان المشهد الخلاعي على التلفزيون هــو مــشهد عادي بنظره لرجل وامرأة على محطة "السوبر موفي"،

وتبين أنه لدى الاستماع الى إفــادة القاصــرة فــي التحقيق الأولي أوضحت ما جرى معها بصورة تفصيلية وأردفت بأن قضيب المتهم كبير بطــول القلــم وحولــه القليل من الشعر،

وتبين ان والد القاصرة أسقط شكواه عن المتهم بعدما تدخل عمّ المتهم وتعهّدَ بإبعاد المتهم عن البناية التي تقيم فيها القاصرة،

وفي المحاكمة الوجاهية أمام هذه المحكمــة، أنكــر المتهم التهمة المنسوبة إليه مكرراً أقواله السابقة، كما تم الاستماع الى المدعي المسقط الذي كــرر إفادتــه فــي التحقيق الأولي، وأكد انه تراجع عن الادعــاء دون أي مقابل مالي إنما بشرط طرد المتهم من البناية، كما تــم الاستماع الى شاهد الحق العام الذي أيد مضمون التقرير المنظم من قبله،

وفي الجلسة الختامية المنعقدة بتــاريخ (...) ترافــع ممثل النيابة العامة وطلب تطبيق مواد قــرار الإتهــام، وترافعت وكيلة المتهم الأستاذة ت. ل. وطلبت إعــلان براءته لعدم ثبوت صحة الادعاء وأعطي المتهم الكــلام الأخير فطلب البراءة،

تأيدت هذه الوقائع بالآدلة التالية:

١ – بالإدعاء والإسقاط.

٢ – بالتحقيق الأولي المثبت في المحضر المنظم من قبــل فــصيلة الأشــرفية رقــم ٣٠٢/١٤٧٧ تــاريخ ٢٠٠١/٧/٢٠.

٣ – بإفادة الإبنة القاصرة (...) في التحقيق الأولي.

٤ – بمدلول أقوال المتهم.

٥ – بالتحقيق النهائي.

ثانياً – في تقدير الأدلة والقانون:

حيث من الثابت بالوقائع المعروضة أعلاه، ولا سيما بأقوال القاصــرة (...)، وبــأقوال والــدها أمــام هــذه المحكمة، وبمدلول أقوال المتهم (...) في جميع مراحــل التحقيق والمحاكمة، إقدام هذا المتهم على ارتكاب الفعل المنافي للحشمة بحق القاصرة المذكورة، ذلك أن أقــوال هذه القاصرة تضمنت تفاصيل دقيقة لما حصل معها عند دخولها الى منزل المتهم ولا يمكن ان تكون قد اختلقتهــا من عندها أو ان يكون أحّد قد لقنها إياها لعــدم ثبــوت وجود أي خلاف بين ذوي القاصرة والمــتهم، وبالتــالي فهي أقوال صادقة وصحيحة ويمكن الأخذ بها لإثبــات الجرم بحق المتهم،

وحيث ان الإبنة القاصرة كانت دون الثانيــة عــشرة من عمرها عند تعرضها للاعتداء فإن فعل المتهم يكون منطبقاً على نص المادة ٥٠٩ عقوبات الفقرة الثانية،

وحيث أن في القضية أسباباً تخفيفية،

لذلك،

وبعد سماع مرافعة ممثل النيابة العامة.

تحكم بالاتفاق:

اولاً: بإسقاط الحكم الغيابي الصادر عن هذه المحكمة بهيئتهــا الــسابقة تحــت رقــم ٢٠٠٣/١٨١ بتــاريخ ٢٠٠٣/٥/٢٧ وإعتباره كأنه لم يكن.

ثانياً: بتجريم المتهم (...) المبينة هويته في مــستهل هذا الحكم بالجناية المنصوص عنها في المــادة /٥٠٩/ من قانون العقوبات فقرتها الثانية وبإنزال عقوبة الأشغال الشاقة المؤقتة به لمدة أربع سنوات، وبتخفيض العقوبــة سنداً للمادة /٢٥٣/ عقوبات الى ثلاث ســنوات أشــغالاً شاقة، وعلى أن تحسب له مدة توقيفه الإحتياطي.

ثالثاً: بتضمين المتهم الرسوم والنفقات القانونية.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في بيروت الناظر في دعاوى جنح الاحداث

الهيئة الحاكمة: الرئيسة ندين مشموشي

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٤/٣٠

- طلب تنحية واستبدال مندوبة أحداث – طلب مقدّم من والد الطفل المطلوبة حمايته – إسناد الطلب المذكور الى نصوص قانونيّة ملغاة صراحةً بمقتضى القانون ٢٠٠٢/٤٢٢ – قانون جديد – خلوّه من أي ذكر لموضوع طلب تنحية مندوبي الإتحاد لحماية الأحداث – قانون أصول المحاكمات المدنيّة – قانون إجرائي عام مطبّق عند وجود نقص في القوانين الخاصّة شريطة عدم تعارض أحكامه مع أحكامها – تكليف مندوبة الأحداث من قبل المحكمة المختصّة الإنتقال الى منزل ذوي القاصر موضوع طلب الحماية أو المسؤولين عنه بغية إجراء التحقيقات اللازمة ورفع تقارير دوريّة للمحكمة المذكورة وفقاً للمقتضيات القانونيّة – قانون الأصول المدنيّة – عدم اشتمال أ.م.م. على أي نصّ متعلق بتنحية أو بعرض تنحي مندوبي الأحداث – ردّ الإدلاءات المخالفة لعدم القانونيّة.

- إدلاء بانحياز مندوبة أحداث الى والدة الطفل المطلوبة حمايته – قاضي الأحداث – انعقاد صلاحيّته دون سواه لتحرّي الأسباب الموجبة لاستبدال مندوبة الأحداث – تحديد مهام مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث – عدم ثبوت تخلف المندوبة المطلوب استبدالها عن القيام بالمهام الموكلة إليها على وجه صحيح من قبل المحكمة – انتفاء مبرّر الإستبدال – ردّ الإدلاء المخالف لعدم الثبوت – ردّ الطلب.

بناءً عليه،

بعد الاطلاع على الطلب المقدّم من المستدعي (...) بتاريخ ٢٠٠٩/٤/١١ الرامي الى اتخاذ القرار اللازم بشأن استبدال مندوبة الأحداث وتنحيتها استناداً الى أحكام المرسوم E.B/٢٩/ تاريخ ١٩٣٩/١٠/١٧، والمرسوم الاشتراعي رقم ١١٩، تاريخ ١٩٨٣/٩/١٦، المعدّل بمقتضى القانون رقم ١٨٢، تاريخ ١٩٩٢/١٢/٢٢، وما استغرقه من أسباب،

حيث يقتضي بادئ الأمر، تصويباً وتحديداً، التأكد على أن المادة ٥٤ من القانون رقم ٤٢٢ الصادر بتاريخ ٢٠٠٢/٦/٦، ألغت المرسوم الاشتراعي رقم ١١٩، الصادر بتاريخ ١٩٨٣/٩/١٦، وتعديلاته، كما ألغت أية نصوص أخرى تتعارض وأحكام القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢، مما يفيد بأن القانون الواجب التطبيق على طلبات حماية القاصر هو هذا القانون الأخير، الأمر الذي يوجب استبعاد تطبيق أي نص قانوني آخر تتعارض أحكامه مع أحكام هذا القانون الخاص في ما يتعلق بهذه المسألة،

وحيث إن المستدعي يطلب من نحو أول تنحية مندوبة الإتحاد لحماية الأحداث (...)،

وحيث بالعودة من ناحية أولى، الى القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ الذي يعتبر القانون الخاص في هذا المجال، يبدو بجلاء أنه لم يأت على ذكر موضوع طلبات تنحي مندوب الإتحاد لحماية الأحداث،

وحيث بالعودة من ناحية ثانية الى قانون أصول المحاكمات المدنية الذي يعتبر قانوناً إجرائياً عاماً تطبق أحكامه في حال وجود نقص في القوانين الخاصة وعدم تعارض أحكامه معها، يظهر بوضوح أنه حدد النظام القانوني لعرض التنحي وبيّن بصورة واضحة الأشخاص الذين يحق لهم عرض التنحي، فيكون قد حدّد بالتالي الأشخاص الذين يتمتعون بالصفة القانونية للتقدم بأنفسهم بطلب عرض التنحي،

وحيث، من ناحية ثالثة، فإن مسألة عرض التنحي تعتبر مؤسسة قانونية قائمة بحد ذاتها، لها خصوصيتها وأحكامها الإلزامية، مما يوجب تفسيرها وتطبيقها ضمن إطار النص القانوني الواضح، وهي – كمفهوم قانوني – منظمة بموجب المادة ١٢٠ وما يليها من قانون أصول المحاكمات المدنية التي وردت في مستهل الفصل المعنون: "رد القاضي وتنحّيه عن الحكم، إن من حيث أصول التقدم بالطلب وآليته أو من ناحية صاحب الحق بالتقدم به، أو من ناحية الاسباب والحالات والدواعي المبرّرة، وبالتالي، لا يكون محلّه مندوب الإتحاد لحماية الأحداث،

وحيث والحال هذه، يقتضي رد طلب المستدعي (...) لهذه الناحية لعدم القانونية،

وحيث إن المستدعي يطلب من نحو ثانٍ استبدال مندوبة الإتحاد لحماية الأحداث مسنداً طلبه الى وجود صداقة قديمة مع والدة الطفل، إذ تقومان بتبادل الزيارات، وتقوم بتحريض القاصر على والده وتقديم المغريات له لصالح والدته، وأنها لم تعد تقوم بعملها بتجرد ونزاهة، وتعمل على ترهيب القاصر من والده،

وحيث من الثابت من القرار الصادر عن هذه المحكمة بهيئتها السابقة بتاريخ ٢٠٠٧/١١/١٩، أنه تمّ تكليف مندوبة الإتحاد لحماية الأحداث (...) إجراء التحقيقات الاجتماعية في الملف الراهن، إثر تقدّم (...) بواسطة وكيلها القانوني بطلب حماية ابنها القاصر (...) بتاريخ ٢٠٠٧/١١/١٧، وقامت هذه الأخيرة بتقديم تقارير اجتماعية دوريّة،

وحيث وبعد أن أوجبت المادة ٢٦ من القانون ٢٠٠٢/٤٢٢ على القاضي أن يأمر بإجراء تحقيق اجتماعي تمهيداً للبت بطلب الحماية، فإن المادة ٤٦ من القانون عينه أكّدت على أن القرار النهائي للتدبير الواجب اتخاذه يبقى من صلاحية القاضي، مما يفيد بأن التقارير الاجتماعية والشخصية المقدّمة تبعاً لذلك، تبقى مجرّد اقتراحات لا تلزم القاضي مطلقاً ولا تقيّده، وتبقى بالتالي للقاضي وحده السلطة التقديرية المطلقة في اتخاذ التدبير الحمائي المناسب وتقريره وفرضه، نظراً لوضعية الحدث بالذات وتبعاً لمجمل التحقيقات الجارية وسنداً للثابت من الوقائع والمعطيات، كلّ ذلك بغية حمايته من الخطر المحيط به،

وحيث إن التقرير الاجتماعي يُعتَبر إجراءً للتقصّي عن البيئة التي يعيش فيها الحدث والوسط الذي نشأ فيه، والظروف كافة الملازمة لنشأته ونموّه وتربيته، ووسيلة لجمع المعلومات اللازمة عن أحوال ذوي الحدث الاقتصادية والاجتماعية، وهو يمثّل أداة لتمكين السلطات القضائية المختصة من الاطلاع على الوقائع المرافقة والمتصلة بوضعية الحدث الحاضرة، وخلفيته الاجتماعية والأسرية، وسيرة حياته المدرسية والأكاديمية والمهنية إن وجدت، وهو يهدف الى تأمين صلة الوصل بين المراجع القضائية المختصة والواقع الحقيقي لمحيط الحدث على الصعد كافة لا سيما الشخصي والمدرسي والمهني والعائلي والاجتماعي،

وحيث إعمالاً لذلك، فإنه يدخل ضمن صلب مهام مندوب الإتحاد لحماية الأحداث لتنفيذ المهمة الموكلة إليها قضائياً، الانتقال الى منزل ذوي القاصر والمسؤولين عنه والمقيم لديهم، كلّ ذلك بغية إجراء التحقيقات الاجتماعية اللازمة عن قرب ونقل صورة واقعية حقيقية عن البيئة التي تحيط بتربية القاصر إن من ناحية المسكن أو من ناحية الجو العائلي المسيطر أو من ناحية تحديد الأشخاص الذين يتردّدون الى المسكن حيث يقيم القاصر،

وحيث مما لا شك فيه، يقتضي دوماً إبقاء الهدف قائماً من وراء أهمية متابعة المندوب الاجتماعي لحيثيات الملف الواقعية، وبالتالي، فإذا اقتضت مصلحة القاصر استبدال المندوب الاجتماعي أو تغييره، فإنه يعود للقاضي التحرّي عن الأسباب الموجبة والمبرّرة لاتخاذ القرار الملائم بهذا الشأن،

وحيث إنه يعود للمحكمة أن تقدّر مدى جديّة الأسباب المثارة والتي يستند إليها طالب استبدال مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث، على ضوء الثابت من الواقعات في الملف، وسنداً لمجمل المعطيات المتوافرة، آخذة بعين الاعتبار مصلحة القاصر الفضلى بالذات،

وحيث من الثابت من واقعات الملف والمستندات المرفقة أن مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث قدّمت تقاريرها الاجتماعية لإحاطة المحكمة بتفاصيل الحياة الواقعية للقاصر، والظروف التي تحيط تربيته، وقد نفذت المهمة الموكلة إليها بكلّ مهنية علمية ووفقاً للمقتضيات القانونية.

وحيث، في ضوء عدم ثبوت تخلّف مندوبة الاتحاد المكلّفة إجراء التحقيقات الاجتماعية في هذا الملف، عن القيام بواجباتها ومهامها وفق الأصول القانونية، وفي ظل عدم ثبوت قيامها بأي عمل من شأنه أن يضر بمصلحة القاصر، وتبعاً لعدم توافر ما يشكّك بحسن قيامها بعملها وقانونيته، فإن المحكمة لا ترى ثمة ما يبرّر استبدالها، ويقتضي تبعاً لذلك رد طلب المستدعي لهذه الناحية أيضاً،

لذلك،

تقرر رد الطلب وفقاً لما هو مبيّن أعلاه،

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في بيروت الناظر في دعاوى جنح الاحداث

الهيئة الحاكمة: الرئيسة ندين مشموشي
قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/١٠/١٦

- قاصر – تجوال في شارع عام في بيروت، بحالة سكر ظاهر – إقدام القاصر، أثناء توقيفه وهو في حال السكر الظاهر، على كيل الشتائم والكلام النابي في حق الجنود القائمين بتوقيفه – ادعاء النيابة العامة الإستئنافية في بيروت على القاصر بجنحتي المادتين ٦٢٢ و٣٨٣ عقوبات – محاكمة وجاهية سرية – إدانة بمقتضى مواد الإدعاء – قاصر في السابعة عشرة من العمر بتاريخ ارتكابه الجرم – إبدال عقوبة الحبس البسيط المنصوص عنها قانوناً بإنزال تدبيري اللوم والمنع من ارتياد الخمارات لغاية بلوغ المدعى عليه سن الرشد – قضاء الأحداث – قضاء متابعة وليس فقط قضاء تحقيق ومحاكمة وحكم – عدم ارتفاع يد قاضي الأحداث عن الدعوى بمجرد إصدار الحكم فيها – متابعة وضع الحدث بصورة دورية بعد لفظ الحكم عليه – تكليف مندوبة اتحاد الأحداث الإشراف على وضع المدعى عليه وتقديم تقارير دورية مفصلة عن حاله للمحكمة – حدث مخالف للقانون ومعرض للخطر تبعاً لإدمانه الكحول – خطر مستقبل لجهة احتمال اعتياده الإجرام – صلاحية محكمة الأحداث في اتخاذ التدبير الأكثر ملاءمة لمصلحة الحدث المخالف للقانون أو المعرض للخطر – إلزام الحدث المدعى عليه بحضور ندوة علمية حول مخاطر الإدمان على الكحول وبتقديم تقرير عنها الى مندوبة اتحاد الأحداث – انزال تدبير اللوم بحقه ووضعه تحت تدبير الحرية المراقبة من قبل مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث لمدة سنة، ومنعه من ارتياد الملاهي الليلية حتى بلوغه الثامنة عشرة من العمر.

بناءً عليه،

في القانون:

حيث إن فعل المدعى عليه المبينة كامل هويته أعلاه، لناحية إقدامه على ارتكاب الأفعال المذكورة في باب الوقائع لناحية التواجد بحالة السكر الظاهر في الشارع العام، يشكل الجنحة المنصوص والمعاقب عليها بمقتضى المادة ٦٢٢ من قانون العقوبات، معطوفة على أحكام القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ لا سيما المادة السادسة منه، بالنظر لسنه بتاريخ ارتكاب الجرم موضوع الدعوى الحاضرة، فتقتضي إدانته به،

وحيث إن المدعى عليه المولود بتاريخ ١٩٩٢/١/٢٠، ارتكب الفعل الجرمي بتاريخ ٢٠٠٩/١/٢٥، فيكون قد أتمّ الخامسة عشرة ولم يتم الثامنة عشرة من عمره بتاريخ ارتكاب الجرم، الأمر الذي يوجب تطبيق أحكام البند الثالث من المادة السادسة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ بحقه،

وحيث، بالنظر لسن القاصر بتاريخ إقدامه على ارتكاب الفعل الجرمي المنصوص عليه في المادة ٦٢٢ من قانون العقوبات المدان به، من ناحية، وتبعاً للظروف المحيطة بتنفيذ الجرم هذا من ناحية أخرى، وفي ضوء التقرير الاجتماعي المقدّم من قبل مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث، وتأميناً لمصلحة القاصر الفضلى، فإن المحكمة ترى إنزال تدبير اللوم بحقه المنصوص عليه في البند الأول من الفقرة الأولى من المادة الخامسة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢، والمنظمة أحكامه بمقتضى المادة السابعة من القانون عينه،

حيث إن فعل المدعى عليه المبينة كامل هويته أعلاه، المتمثّل بشتم عناصر دورية الجيش وتوجيه الكلام النابي لهم، ينطوي على توجيه كلام يحطّ من قدر موظف يمارس السلطة العامة ومن كرامته في أثناء قيامه بوظيفته، وهو يشكل جنحة التحقير المنصوص والمعاقب عليها بمقتضى المادة ٣٨٣ من قانون العقوبات، – وليس المادة ٣٧٣ منه – معطوفة على أحكام القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ لا سيما المادة السادسة منه، بالنظر لسنه بتاريخ ارتكاب الجرم موضوع الدعوى الحاضرة، فتقتضي إدانته به،

وحيث، بالنظر لسن القاصر بتاريخ إقدامه على ارتكاب الفعل الجرمي المنصوص عليه في المادة ٣٨٣ من قانون العقوبات المدان به من ناحية، وتبعاً للظروف المحيطة بتنفيذ الجرم من ناحية أخرى، وفي ضوء التقرير الاجتماعي المقدّم من قبل مندوبة الاتحاد لحماية

الأحداث، وتأميناً لمصلحة القاصر الفضلى، فإن المحكمة ترى إنزال تدبير الحرية المراقبة بحقه المنصوص عليه بمقتضى البند الرابع من الفقرة الأولى من المادة الخامسة من القانون المذكور، والمنظمة أحكامه بمقتضى المادة العاشرة من القانون عينه.

وحيث يقتضي التنويه بأن قضاء الأحداث هو قضاء متابعة، وليس فقط قضاء ملاحقة ومحاكمة وحكم، لأن هدفه الرئيسي يكمن في تقديم المساعدة للقاصر وإعادة تأهيله – بصراحة ما ورد في البند الأول من المادة الثانية من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ لناحية أن الحدث بحاجة الى مساعدة خاصة تؤهله ليلعب دوره في المجتمع – ، الأمر الذي أكّده المشرع في البند الثالث من المادة الثانية من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ حين أعطى القاضي الناظر بقضايا الأحداث أكبر قدر مقبول من الاستنساب ضمن نطاق القانون لاختيار التدابير الأكثر ملاءمة لوضع الحدث واتخاذها بحقه بغية إصلاحه، وخوّله صلاحية متابعة تنفيذ هذا التدبير وليس الاكتفاء فقط بلفظ الحكم وفرض التدبير أو العقوبة، وبالتالي فإن يد قاضي الأحداث لا ترتفع عن القضية المطروحة أمامه بمجرد إصداره حكمه، كما لا يقفل الملف تبعاً لذلك كما هو الحال في الدعاوى العادية المتعلقة بالراشدين، بل يبقى واضعاً يده عليه متابعاً لتطوّر وضع الحدث، ومواكباً آلية تنفيذ الحكم، ومتدخلاً كلما اقتضت الحال ذلك لتعديل التدبير المتّخذ بحقه صوناً لحقوقه، ومجرياً التعديلات التي تتطلبها مصلحة هذا الأخير وتفرضها الظروف المستجدّة، الأمر الذي يوجب تكليف مندوبة الإتحاد لحماية الأحداث مراقبة سلوك المدعى عليه وسيرته ومدى تقيّده بإرشادات وتعليمات المسؤولين عنه وتجاوبه معهم، والإشراف على شؤونه الصحية والنفسية والاجتماعية والعلمية، وتوجيهه التوجيه الصحيح والسليم، وتقديم تقارير اجتماعية دوريّة دقيقة وشاملة ومفصّلة عن تطوّر وضعه، أو فور علمها بظروف ووقائع مستجدّة تؤثر على حياته،

وحيث إنه بمقتضى البند الأول من المادة الثالثة من اتفاقية الأمم المتحدة لحقوق الطفل لعام ١٩٨٩ والتي انضمّ إليها لبنان بموجب القانون رقم ٢٠ تاريخ ١٩٩٠/١٠/٣٠، يولى الاعتبار لمصالح الطفل الفضلى في جميع الإجراءات التي تتعلق به، وهذا ما أكد عليه البند الثاني من المادة الثانية من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ الذي يقضي بمراعاة صالح الحدث في الأحوال كافةً لحمايته من الانحراف،

وحيث مما لا شك فيه، يقتضي السعي قدر المستطاع – عند عدم وجود ظروف وأسباب ضارة أو قاهرة أو ممانعة، أو توافر مبرّر جدّي يحول دون ذلك – الى عدم سلخ القاصر عن بيئته الطبيعية وعدم فصله عن كنفه العائلي، صوناً لحقوقه ومصالحه بالذات، ويقتضي بالتالي اتخاذ التدابير الآيلة الى انخراطه بشكل سليم وطبيعي ومتوازن ومتكافئ في عائلته، لما في ذلك من ضمان رعائي وحمائي لازم لرفاه القاصر، تلازماً ومراعاة لحقوق وواجبات والديه أو أوصيائه أو غيرهم من الأشخاص المسؤولين عنه قانوناً، وهذا ما جاء واضحاً في مستهل البند الأول من المادة التاسعة من اتفاقية الأمم المتحدة لحقوق الطفل لعام ١٩٨٩ المشار إليها آنفاً،

وحيث إن المادة ٢٨ من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢ تنص على الآتي:

"إذا اجتمع خطر الانحراف مع توافر عناصر جرم جزائي، كما قد يحصل في حالات التسول والتشرد، فعلى قاضي الأحداث أن يوالف التدابير التي يقررها مع هذا الوضع"،

وحيث يقتضي التأكيد بادئ الأمر على أن نص المادة ٢٨ هذا أورد حالتين من الحالات المشمولة بأحكامه على سبيل المثال بذكر عبارة "كما"، الأمر الذي يفيد بإمكانية تطبيق هذا النص على كل وضع تجتمع فيه حالتا القاصر المخالف للقانون والمعرّض للخطر بسبب الجرم الذي ارتكبه في آن معاً،

وحيث مما لا جدال حوله أن القاصر الذي يتواجد بحالة السكر الظاهر يكون في وضعية قد تعرّضه لخطر مستقبلي أكيد في حال استمراره على ارتكاب هذا الفعل المجرّم قانوناً،

وحيث إن المحكمة ترى، تبعاً لما تقدّم، من ناحية أولى، اتخاذ تدبير وقائي علاجي في الوقت عينه، يتمثّل في توعية القاصر المدعى عليه على مخاطر ما أقدم عليه، وبالتالي إلزامه بحضور ندوة علمية تتعلق بمخاطر احتساء الكحول والسبل الآيلة الى تخلّص الإنسان من هذه الآفة، تحت إشراف وتوجيه مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث التي أجرت التحقيق الاجتماعي في هذا الملف السيدة كاتيا أبو نادر لتتولى أمر تحديد موعدها، على أن يقدم المدعى عليه تقريراً مفصّلا عنها، كما إلزامه بإعداد تحقيق متكامل عن دور عناصر الجيش في لبنان وتقديمه للمندوبة الاجتماعية المذكورة،

وحيث يقتضي، من ناحية ثانية، تكليف المدعى عليه إجراء الفحص اللازم لتحديد نسبة الكحول في جسمه، بتاريخ لاحق لصدور هذا الحكم، تحت إشراف مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث السيدة كاتيا أبو نادر، وذلك لدى أحد المختبرات المعترف بها من قبل السلطات اللبنانية، وإبرازه في الملف، على أن تتولى هذه الأخيرة تحديد الموعد لإجراء الفحص المذكور،

وحيث إن المحكمة ترى إنزال التدابير الاحترازية بحق القاصر المنصوص عليها في الفقرة الأخيرة من المادة الخامسة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢، والمنظمة أحكامها بمقتضى المادة ١٨ من القانون عينه،

لهذه الأسباب،

يحكم بالآتي:

اولاً: إدانة المدعى عليه ... المبيّنة كامل هويته أعلاه سنداً للمادة ٦٢٢ من قانون العقوبات، معطوفة على البند الثالث من المادة السادسة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢، وإنزال تدبير اللوم بحقه، عملاً بأحكام المادة السابعة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢،

ثانياً: إدانة المدعى عليه ... المبيّنة كامل هويته أعلاه سنداً للمادة ٣٨٣ عقوبات، معطوفة على البند الثالث من المادة السادسة من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢، ووضعه تحت تدبير الحرية المراقبة من قبل مندوبة الاتحاد لحماية الأحداث التي أعدّت التقرير الاجتماعي في هذا الملف السيدة كاتيا أبو نادر التي أجرت التحقيق الاجتماعي في هذا الملف لمدة سنة سنداً للمادة العاشرة من القانون المذكور،

ثالثاً: تكليف مندوبة الإتحاد لحماية الأحداث التي أعدّت التقرير الاجتماعي في هذا الملف السيدة كاتيا أبو نادر إنفاذ ما هي مكلّفة به في متن هذا القرار، وتقديم تقارير اجتماعية دوريّة دقيقة وشاملة ومفصّلة كل ثلاثة أشهر عن وضع المدعى عليه أو فور علمها بظروف ووقائع مستجدّة تؤثر على مسار حياته،

رابعاً: إلزام المدعى عليه المبينة كامل هويته أعلاه إنفاذ ما هو مكلف به في المتن،

خامساً: منع المدعى عليه المذكور من ارتياد الملاهي الليلية حتى بلوغه الثامنة عشرة من العمر عملاً بأحكام المادة ١٨ من القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢،

سادساً: تدريك المدعى عليه النفقات القانونية كافةً،

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في جبيل

الهيئة الحاكمة: الرئيس جان طنوس

القرار: رقم ١١٤ تاريخ ٢٠١٠/٢/١٦

عيسى عيسى/ جرجس حرب

- قرار صادر عن الهيئة الاتهامية باسقاط دعوى الحق العام بجرم المادة ٦٥٥ عقوبات عن المدعى عليه بمرور الزمن – احالة الأوراق بواسطة النيابة العامة الاستئنافية الى القاضي المنفرد الجزائي للنظر بدعوى الحق الشخصي – صدور قرار عن الهيئة الاتهامية بعدم الظن بالمدعى عليه بأي جرم جزائي – احالة غير واردة ضمن طرق وضع القاضي المنفرد يده على الدعوى والمحددة حصراً في المادة ١٥١ أ.م.ج. – عدم جواز التوسع في تفسير المادة المذكورة أو القياس عليها – استثناء وارد في الفقرة (دال) من المادة ١٥١ أ.م.ج. – عدم شموله سقوط دعوى الحق العام بمرور الزمن – عدم قانونية الاحالة غير المتضمنة الظن بالمدعى عليه بجرم جزائي – عدم قبول دعوى الحق الشخصي.

تبيّن ما يلي،

أولاً – في الوقائع:

في مرحلة التحقيق بدعوى الحق العام القائمة بمواجهة المدعى عليه بجرم المادة ٦٥٥ عقوبات أعلن قرار صادر عن الهيئة الإتهامية في جبل لبنان إسقاط دعوى الحق العام بحق المدعى عليه وأحال أوراق الدعوى الى هذا القاضي بواسطة النيابة العامة الاستئنافية في جبل لبنان للنظر بدعوى الحق الشخصي،

ثانياً – في الأدلة:

تأيدت الوقائع المعروضة أعلاه:

١ – بقرار الهيئة الإتهامية،

٢ – بالشكوى الشخصية،
٣ – بغياب المدعى عليه،

ثالثاً – في القانون:

حيث إن المادة ١٥١ أ.م.ج. حددت على سبيل الحصر الطرق التي يضع من خلالها القاضي المنفرد يده على الدعوى ومنها القرار الظني الصادر عن قاضي التحقيق أو الهيئة الإتهامية،

وحيث إن قرار الهيئة الإتهامية في جبل لبنان المحال أمام هذا القاضي بواسطة النيابة العامة الاستئنافية في جبل لبنان لا يتضمن الظن بالمدعى عليه بأي جرم جزائي بل يقتصر على إحالة دعوى الحق الشخصي التي ما زالت عالقة بين المدعي والمدعى عليه بعد أن أعلن قرار الهيئة الإتهامية عينه سقوط دعوى الحق العام بمرور الزمن،

وحيث إن إحالة دعوى الحق الشخصي بموجب قرار صادر عن الهيئة الإتهامية بمعزل عن الظن بالمدعى عليه بجرم جزائي غير واردة ضمن طرق وضع القاضي المنفرد يده على الدعوى المحددة حصراً في المادة ١٥١ أ.م.ج.،

وحيث إن أحكام المادة ١٥١ أ.م.ج. تحدد اختصاص القاضي المنفرد الجزائي مما يجعل من غير الممكن التوسع في تفسيرها أو القياس عليها،

وحيث إن القاضي المنفرد الجزائي لا ينظر بدعوى الحق الشخصي إلا بصورة تبعية لدعوى الحق العام وبصورة استثنائية باعتبار أن المحاكم المدنية هي صاحبة الاختصاص الأصلي للنظر بالدعاوى المدنية بغض النظر عن منشئها،

وحيث إن المشترع حدد في الفقرة "د" من المادة ١٥١ أ.م.ج. الحالة الوحيدة التي تعطي القاضي المنفرد الجزائي اختصاص وضع يده على دعوى الحق الشخصي بمعزل عن وجود دعوى الحق العام وهي دعوى بدل العطل والضرر المبنية على قرار منع المحاكمة أو التبرئة أو إبطال التعقبات.

وحيث وطالما أن الاستثناء يفسر بصورة ضيقة فلا يمكن القياس على أحكام الفقرة "د" من المادة ١٥١ أ.م.ج. لتشمل حالة سقوط دعوى الحق العام بمرور الزمن،

وحيث إن المادة ١٠ أ.م.ج. لا تتعارض مع نص المادة ١٥١ أ.م.ج. لأنها تنص في الفقرة "د" بند "٦" بأن المحكمة الجزائية التي سبق أن وضعت يدها على الدعوى، أي بإحدى الطرق المحددة حصراً في المادة ١٥١ أ.م.ج.، تتابع النظر في دعوى الحق الشخصي في حال سقوط دعوى الحق العام لسبب من اسباب السقوط ومنها مرور الزمن،

وحيث إن دعوى الحق الشخصي المقصودة بالفقرة "د" بند "٦" من المادة ١٠ أ.م.ج. هي فقط تلك التي أقيمت تبعاً لدعوى الحق العام التي وضعت المحكمة الجزائية يدها عليها بصورة أصولية،

وحيث إن مفهوم المحكمة الجزائية يعني حصراً قضاء الحكم ولا يمكن أن يشمل سلطة الإدعاء بالدعوى العامة أو قضاء التحقيق أو الهيئة الإتهامية،

وحيث يقتضي سنداً لما تقدم عدم قبول دعوى الحق الشخصي المحالة أمام هذه القاضي بموجب قرار الهيئة الإتهامية في جبل لبنان لعدم قانونية الإحالة غير المتضمنة الظن بالمدعى عليه بجرم جزائي،

وحيث بالوصول الى هذه النتيجة يقتضي عدم سماع جميع الاسباب والمطالب الزائدة والمخالفة،

لذلك،

يحكم،
١ – بعدم قبول دعوى الحق الشخصي المقدمة من المدعي عيسى ميخائيل جرجي عيسى بوجه المدعى عليه باسم جرجس حرب والمحالة أمام هذا القاضي بموجب قرار صادر عن الهيئة الاتهامية في جبل لبنان لعدم قانونية الإحالة،
٢ – بحفظ النفقات،

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في صيدا

الهيئة الحاكمة: الرئيس باسم تقيّ الدين

القرار: رقم ٢٢٢ تاريخ ٢٠١٠/٣/٣١

الحق العام/ غادة قصيباتي

- طرح وتسييب قاصر دون السابعة من عمره – ذهاب امرأة من التابعيّة الفلسطينيّة برفقة عشيقها ومعها طفلها الرضيع الى أحد شوارع مدينة صيدا – صعود المرأة بصحبة الرضيع، دون العشيق، الى إحدى البنايات تاركةً الطفل أمام باب أحد المنازل – إيهام المرأة لعشيقها أنها سلّمت الرضيع الى زوجها – تسليم الرضيع الى مخفر الدرك في صيدا من قبل صاحبة المنزل بعدما قامت بإطعامه – ادعاء شخصي من الزوج بعد علمه بالجرم المرتكب من قبل زوجته – جرم معاقب عليه بسنة حبس واحدة – نيّة جرميّة – قناعة المحكمة بثبوت القصد الجرمي للمدّعى عليها بدليل تواريها بعد ترك الطفل الرضيع دون التأكد من احتمال الإهتمام به من قبل الغير – إدانة المدّعى عليها – مدّعٍ شخصي متخلّف عن متابعة جلسات المحاكمة دون عذر شرعي – عدم الحكم له بتعويضات شخصيّة.

بناءً عليه،

أولاً – في الوقائع:

تبين أنه بتاريخ ٢٠٠٦/٤/٢٨ توجهت المدعى عليها غادة قصيباتي برفقة عشيقها المدعو محمد شاكر الدوالي الى شارع دلاعة في صيدا ومعها طفلها الرضيع من زوجها المدعي محمد نحولي، وصعدت الى احدى البنايات في الشارع المذكور وتركت طفلها الرضيع أمام باب منزل المدعوة هالا كيال، ولدى عودة هذه الأخيرة الى منزلها حوالي الساعة الثانية عشرة ظهراً فوجئت بوجود الطفل المذكور أمام باب منزلها وبجانبه كيس بداخله ملابس ولادية وهو يبكي، فأدخلته منزلها واطعمته ثم سلمته الى مخفر الدرك،

وتبين ان المدعي قد صرح أمام هذه المحكمة ان زوجته المدعى عليها قد تركت منزله وأخذت معها ابنه الرضيع منير وعندما سألها لاحقاً عنه اعلمته انها لا تعرف أين يوجد، وقد علم لاحقاً بأنها قد تركته تحت احدى الابنية فتوجه الى هناك حيث علم أنه قد جرى وضع ابنه الرضيع في دار رعاية اليتيم،

وتبيّن أن الشاهد محمد الدوالي قد أفاد أمام هذه المحكمة بأنه كان على علاقة مع المدعى عليها وانها طلبت منه ايصالها هي والطفل الى شارع دلاعة وهناك صعدت الى احدى البنايات ثم عادت من دونه بعد ان اعلمته انها ستسلم الطفل لزوجها،

تأيدت هذه الوقائع:

بالادعاء، بالتحقيقات الاولية، بإفادات الشهود كافة، بقرينة غياب المدعى عليها عن جلسات المحاكمة، بالمستندات المبرزة كافة، وبمجمل أوراق الملف،

ثانياً – في القانون:

حيث انه اسند الى المدعى عليها اقدامها على ارتكاب جرم المادة ٤٩٨ من قانون العقوبات،

وحيث ان المادة ٤٩٨ عقوبات تنص على معاقبة من طرح أو سيب ولداً دون السابعة من عمره أو أي شخص آخر لا يملك حماية نفسه بسبب حالة جسدية أو نفسية،

وحيث بالعودة الى معطيات الدعوى الحاضرة، فان القناعة التامة لهذه المحكمة قد توافرت بان المدعى عليها أقدمت على تسييب طفلها الرضيع من خلال تركها إياه أمام باب أحد المنازل ومن ثم تواريها بدون نية العودة إليه لتتخلص من موجب العناية به، وبدون أن تتأكد من أن شخصاً آخر سواها سيقوم تجاهه بهذا الموجب في المكان الذي تركته فيه،

وحيث أن فعل المدعى عليها المشار إليه أعلاه إنما يؤلف الجنحة المنصوص عنها في المادة ٤٩٨ عقوبات وتقتضي إدانتها بموجبها،

وحيث ان المدعي الشخصي قد تخلف عن متابعة جلسات المحاكمة دون إبداء أي عذر وبالرغم من دعوته أصولاً، فلا يقتضي والحالة هذه الحكم له بتعويضات شخصية سنداً للمادة ١٦٨ أ.م.ج. مع حفظ حقوقه كافة،

وحيث أنه لم يعد من داعٍ لبحث ما زاد أو خالف من أسباب ومطالب ويقتضي ردها،

لذلك،

تحكم بما يلي:

أولاً: بإدانة المدعى عليها غادة كامل قصيباتي المبينة كامل هويتها آنفاً بالجنحة المنصوص عنها في المادة ٤٩٨ من قانون العقوبات وبحبسها سنداً لها لمدة سنة واحدة،

ثانياً: بعدم الحكم للمدعي بتعويضات شخصية سنداً للمادة ١٦٨ أ.م.ج. مع حفظ حقوقه كافة،

ثالثاً: برد ما زاد أو خالف،

رابعاً: بتدريك المدعى عليها النفقات القانونية كافة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في جويّا

الهيئة الحاكمة: الرئيس فيصل مكّي

القرار: رقم ٨٤ تاريخ ٢٠٠٨/٥/١٤

غادة خليفة/ رضوان ناصر الدين

- مشاهدة قاصر – طلاق والدي القاصر بموجب حكم شرعي صادر عن المحكمة الجعفريّة – إعطاء الأم المطلّقة، بمقتضى الحكم المذكور، الحق بمشاهدة ولدها القاصر سبعاً وعشرين ساعة في الأسبوع – سفر الوالد الى كندا مصطحباً الولد القاصر – ادّعاء المطلّقة على المدّعى عليه سنداً للمادة ٤٩٦ عقوبات – نطاق تطبيق هذه المادة – إدانة كل متخلّف عن إنفاذ أمر المحكمة القاضي بتقرير الحراسة أو الولاية وبإحضار وتسليم القاصر الى مَنْ له هذا الحقّ عليه – حق المشاهدة – حق خارج عن إطار حق الحراسة أو الولاية على قاصر – سفر الزوج المطلّق بصحبة ولده القاصر – إخلال بحقّ مشاهدة قاصر وليس بحق الولاية أو الحراسة – عدم توفّر أركان جرم المادة ٤٩٦ عقوبات في حق المدّعى عليه – إبطال التعقّبات بحقّه.

بناءً عليه،

أولاً – في الواقعات:

تبيّن أن المدعية غادة خليفة، وكيلها المحامي ك.ح.، تقدّمت بتاريخ ٢٠٠٧/١١/٢٨ بشكوى أمام النيابة العامة الاستئنافية في لبنان الجنوبي عرضت فيها، أنه صدر عن المحكمة الشرعية الجعفرية في بعبدا بتاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٣ قرار قضى بطلاقها من المدعى عليه رضوان ناصر الدين على أن تبقى لها حق رؤية ولدها من الساعة الثالثة من عصر يوم السبت وحتى السادسة من مساء يوم الأحد من كل أسبوع، إلا أن المدعى عليه أقدم على تسفير ابنها دون علمها الى كندا؛

وتبيّن أن المدعى عليه مسافر الى كندا، فتمّ إبلاغه لصقاً ومحاكمته أصولاً؛

وتبيّن أن المدعية قدّمت بتاريخ ٢٠٠٨/٥/٦ مذكرة بمثابة دفاع شفهي؛

تأيّدت هذه الواقعات:

- بالادعاء وبأقوال المدعية.
- بالحكم الشرعي.
- بالتحقيقات الأولية والقضائية.
- بمجمل التحقيق والأدلة والقرائن.

ثانياً – في القانون:

وحيث إن المدعى عليه محال أمام هذه المحكمة بمقتضى المادة /٤٩٦/ من قانون العقوبات التي تعاقب الأب والأم وكل شخص آخر لا يمتثل الى أمر القاضي فيرفض أو يؤخّر إحضار قاصر لم يتم الثامنة عشرة من عمره؛

وحيث إنه يتبيّن من النص القانوني المذكور أن أمر القاضي الذي يؤول عدم تنفيذه الى العقاب هو الذي يقضي بإحضار القاصر، إلا أن المشرّع لم يوضّح ماهية وسبب وعناصر هذا الإحضار، أهو مطلق إحضار، أم إحضار لغاية معيّنة ومحددة، وترك الأمر للاجتهاد ليقول كلمته؛

وحيث إن التفسير يجب أن يكون بالمعنى الذي يحدث معه النص أثراً يكون متوافقاً مع الغرض منه،

ومؤمناً التناسق بينه وبين النصوص الأخرى، ومتلائماً مع الموقع الذي ورد فيه في القانون؛

وحيث إن الحكم الذي أتت به المادة /٤٩٦/ يستظل بالنبذة الرابعة من الفصل الثاني من الباب السادس من الكتاب الأول من قانون العقوبات، وهذه النبذة أعطاها المشرّع عنوان: "في التعدي على حق حراسة القاصر" "Des atteintes au droit de garde d'un mineur"، وتتضمن ثلاث مواد، أولاها (أي المادة /٤٩٥/) حدّدت التعدي المقصود والحق المحمي قانوناً من الناحية الجزائية بما يلي:

"من خطف أو أبعد قاصراً، ولو برضاه، قصد نزعه عن سلطة من له عليه الولاية أو الحراسة..."؛

وحيث إنه نجد أن النبذة موضوع البحث حمت تحديداً وخصيصاً الولاية أو الحراسة فقط وليس أي حق آخر كحق المشاهدة مثلاً؛

وحيث إنه تأسيساً على ما تقدّم بيانه، فإن المشرّع بعد أن عاقب في المادة /٤٩٥/ من قانون العقوبات كل من نزع القاصر ممن له حق الولاية أو الحراسة عليه، عاد وأدان في المادة /٤٩٦/ كل من لا يمتثل لأمر المحكمة القاضي بتقرير الولاية أو الحراسة وبإحضار وتسليم القاصر الى من له هذا الحق عليه؛

وحيث إن ما يبرّر هذا التوجّه الذي انتحيناه هو أن الحراسة تندمج بالولاية، إذ يتوجب على الولي أن يكون بذات الوقت حارساً للقاصر، كون الرقابة والتوجيه يعودان له؛

وحيث إنه في ضوء ما سلف سوقه، نجد أن الحكم الصادر عن محكمة بعبدا الشرعية الجعفرية تاريخ ٢٠٠٤/٣/٢٣ أعطى الوالدة، المدعية، حق رؤية ولدها لسبع وعشرين ساعة في الأسبوع، وهذا الحق لا يدخل قانوناً لا في إطار حق الولاية ولا حق الحراسة المحكي عنهما آنفاً؛

وحيث إنه ترتيباً على مجمل ما سبق سرده، يكون الإخلال بحق المشاهدة إن حصل، غير مؤلّف لجريمة المادة /٤٩٦/ من قانون العقوبات؛

للاستئناس يراجع: حكم محكمة الجنايات في البقاع تاريخ ١٩٩١/١٢/٥:

العدل /١٩٩٢/، عدد /١/، ص. /٤٤٧/

وحيث إنه بالتالي يقتضي إبطال التعقبات المساقة بحق المدعى عليه لعدم توافر أركان المادة /٤٩٦/ بحقه؛

لذلك،

يحكم:

أولاً: بإبطال التعقبات المساقة بحق المدعى عليه رضوان محمد ناصر الدين لعدم توافر أركان المادة /٤٩٦/ من قانون العقوبات بحقه؛

ثانياً: بردّ كل ما زاد أو خالف؛

ثالثاً: بتدريك المدعية النفقات كافة.

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في النبطية

الهيئة الحاكمة: الرئيس بلال بدر

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٥/٣

حسين حوماني/ رامز عواض

- دفوع شكليّة – محاكمة أمام القاضي المنفرد الجزائي – دفع ببطلان إجراءات المحاكمة – دفع غير متعلق بإجراءات التحقيق – ردّه لعدم القانونيّة.

– محاكمة – تبليغ موعد جلسة من المدّعى عليه لصقاً – دفع ببطلان هذا التبليغ – إبلاغ المدّعى عليه لصقاً بعد تعذّر العثور عليه في عنوانه وتوقيع مختار المحلّة على وثيقة التبليغ – وقوع إجراء التبليغ لصقاً في موقعه القانوني – ردّ الدفع المثار.

- دعوى مدنيّة مقامة من المدّعى عليه على المدّعي أمام القضاء المدني بنفس موضوع الدعوى الجزائيّة المقامة من هذا الأخير – دفع بالتلازم بين الدعويين – عدم جواز الإدلاء بالدفع بالتلازم في إطار دعوى شخصيّة مقامة أمام المرجع الجزائي ودعوى مدنيّة مقامة أمام مرجع مدني – ردّ الدفع لعدم قانونيّته.

- مسألة معترضة – إدلاء بوجود مسألة معترضة مبرّرة لاستئخار الدعوى – إدلاء خارج عن إطار الدفوع الشكليّة بمفهوم المادّة ٧٣ أ.م.ج. – ردّ الإدلاء.

- إدلاء باتصاف الدعوى بالطابع المدني – دعوى عالقة أمام القضاء الجزائي – صلاحيّة القضاء الجزائي الواضع يده على الدعوى بالفصل في مسألة اتسام النزاع بالطابع المدني أو بالطابع الجزائي بعد إجراء تحقيق بشأنه – ردّ الإدلاء المخالف – ردّ مذكرة الدفوع الشكليّة – تعسّف باستعمال الحق في التقاضي – تغريم المدّعى عليه سنداً لقانون أ.م.م.

ان تحقق التلازم بين دعويين يستوجب، كما هي الحال في سبق الادعاء، رفع المحكمة يدها عن الدعوى واحالتها الى محكمة أخرى واضعة يدها على دعوى متلازمة معها، حيث أن هذه الاحالة لا تصح بالنسبة للدعوى الشخصية المقامة أمام المرجع الجزائي والدعوى المدنية المقدمة لدى المرجع المدني لارتباط الدعوى الشخصية بالدعوى العامة، وهذه الأخيرة متعذّر احالتها الى المرجع المدني مما يتعذّر معه احالة الدعوى الشخصية المرتبطة فيها إليه.

بناءً عليه،

حيث إن المدعى عليه يدلي بوجوب رد الدعوى شكلاً لبطلان إجراء من إجراءات التحقيق، وذلك:

١ – لعدم قانونية إبلاغه موعد جلسة المحاكمة، كون أن هذا التبليغ حصل هاتفياً كما يزعم وليس خطياً كما يفرض قانون أصول المحاكمات الجزائية،

٢ – لأنه أبلغ لصقاً في حين أن له محل إقامة أصليًّا ومعروفاً، ولأنه لا يمكن إبلاغه لصقاً وقد حضر عنه وكيله بموجب وكالة،

وحيث إن المادة /٧٣/ من قانون أصول المحاكمات الجزائية قد حددت الدفوع الشكلية التي يمكن للمدعى عليه أو لوكيله دون حضوره أن يتقدم بها أمام المحكمة، ومنها ما ورد في فقرتها السابعة وهو الدفع ببطلان إجراء أو أكثر من إجراءات التحقيق،

وحيث إنه تقتضي الإشارة أولاً الى أن المشرع كان واضحاً عندما نص على أن الدفع يتعلق بإجراءات التحقيق وليس إجراءات المحاكمة، سيما وأن الدفوع الشكلية يدلى بها قبل السير بالمحاكمة، فهي تتعلق منطقياً وبحسب النص الواضح بالإجراءات السابقة على المحاكمة، أي حصراً بإجراءات التحقيق،

وحيث إن ما يثيره المدعى عليه لا يتعلق بإجراءات التحقيق إنما يندرج ضمن إجراءات المحاكمة، فلا يكون والحالة هذه مشمولاً بنص المادة أعلاه،

وحيث إن المحكمة ترى التطرق لما أثاره المدعى عليه لتبيان عدم صوابيته،

حيث يتبين من مراجعة محضر ضبط المحاكمة، أنه في الجلسة الأولى للمحاكمة المنعقدة بتاريخ ٢٠٠٩/١٢/١٤ حضر المدعي ولم تعد ورقة دعوة المدعى عليه، وقد أوضح المدعي عنوان المدعى عليه وهو في النبطية التحتا قرب المدرسة الكندية وجامعة LIU، وقد أرسل قلم المحكمة ورقة إبلاغ موعد الجلسة التالية وهي بتاريخ ٢٠١٠/٢/٢٢ للمدعى عليه على ذلك العنوان، فأعيدت ورقة التبليغ مشروحاً عليها من القائم بالتبليغ المجند عادل وهبة أنه تعذر إبلاغ المدعى عليه وذلك بعد أن قام المجند المذكور بالسؤال عن المدعى عليه لدى مختار المحلة الذي وقّع بدوره على ورقة التبليغ، وفي الجلسة المنعقدة بالتاريخ المذكور ٢٠١٠/٢/٢٢ حضر المدعي وحضرت المحامية هـ. ر. وصرحت بأنها من مكتب المحامي م.ق. عن المحامي ر. ح. عن المدعى عليه دون أن تبرز لا وكالة المحامي ر. ح. عن المدعى عليه ولا وكالة المحامي م. ق. عن المحامي ر. ح.، أي دون أن تثبت صفتها للمثول عن المدعى عليه، واستمهلت لإبراز الوكالة، وقد قررت المحكمة بالنظر لتعذر إبلاغ المدعى عليه وعدم إبراز المحامية المذكورة لوكالتها إبلاغ المدعى عليه لصقاً،

وفي الجلسة المنعقدة بتاريخ ٢٠١٠/٣/٨ حضر المحامي ر.ح. عن المدعى عليه وأبرز لائحة الدفوع الشكلية موضوع هذا القرار،

وحيث إنه بالاستناد الى ما هو ثابت في محضر ضبط المحاكمة ومبسوط أعلاه، فإنه لا يتبين أن المدعى عليه قد أبلغ هاتفياً أي موعد جلسة من جلسات المحاكمة، أو أن المحكمة قد رتبت أية نتائج قانونية على أي تبليغ هاتفي كما يزعم المدعى عليه،

وحيث على فرض أن المدعى عليه، الذي تعذر إبلاغه موعد جلسة ٢٠١٠/٢/٢٢ بواسطة الضابطة العدلية، قد أُبلغ موعدها هاتفياً فذلك يدلل على حرص المحكمة وقلمها في الحفاظ على حقوق المتداعين أمامها ومنهم المدعى عليه، سيما وأن المحكمة لا ولم ترتب أية نتائج قانونية على أية عملية إبلاغ هاتفية، فهي تابعت إجراءات الإبلاغ لصقاً كما فرض القانون كونه قد تعذر إبلاغ المدعى عليه، ولم تحاكم المدعى عليه غيابياً كما لو كان قد أبلغ بشكل أصولي،

هذا من ناحية،

وحيث إنه من ناحية ثانية، فإن المحامية هـ. ر.، لم تثبت صفتها لتمثيل المدعى عليه في جلسة ٢٠١٠/٢/٢٢، فضلاً عن أن المحامي ر. ح. وبتاريخ الجلسة المذكورة لم يكن حائزاً على أية وكالة من المدعى عليه فتاريخ وكالته المذكورة آنفاً، يعود الى ٢٠١٠/٢/٢٥، أي تاريخها لاحق لتاريخ الجلسة، فيكون إجراء المحكمة بإبلاغ المدعى عليه لصقاً بعد تعذر إبلاغه، واقعاً في موقعه القانوني الصحيح المتوافق مع نصوص قانون أصول المحاكمات الجزائية التي أشار إليها المدعى عليه في متن مذكرته،

وحيث يقتضي تالياً رد ما أثاره المدعى عليه لهذه الناحية،

هذا من نحوٍ أولٍ،

وحيث إن المدعى عليه يدلي بوجوب رد الدعوى لوجود قضية معترضة وللتلازم، لأنه قام بتقديم دعوى مدنية عادية لدى حضرة القاضي المنفرد المدني في النبطية طلب بموجبها إلزام المدعي بدفع ما توجب له من مبالغ جراء تركه العمل وتخريب محتويات محله، ولأن طرفي النزاع في هذه الدعوى وفي الدعوى المدنية هما هو والمدعي وللدعويين نفس الموضوع والسبب،

وحيث إن تحقق التلازم بين دعويين يستوجب، كما هي الحال في سبق الادعاء، ترتيب نتيجة على ذلك، كما تنص عليها المادة /٥٦/ من قانون أصول المحاكمات المدنية وهي وجوب رفع المحكمة يدها عن الدعوى وإحالتها الى محكمة أخرى واضعة يدها على دعوى متلازمة معها،

وحيث إن مثل هذه الإحالة لا تصح بالنسبة للدعوى الشخصية المقامة أمام المرجع الجزائي والدعوى المدنية المقدمة لدى المرجع المدني لارتباط الدعوى الشخصية بالدعوى العامة وهذه الأخيرة متعذر إحالتها الى المرجع المدني مما يتعذر معه إحالة الدعوى الشخصية المرتبطة فيها إليه،

وحيث إن الدفع بالتلازم المنصوص عليه في المادة /٧٣/ من قانون أصول المحاكمات الجزائية لا يصح في إطار الدعوى الجزائية إلا بين دعويين مقدمتين الى مرجعين جزائيين، فلا يمكن الإدلاء بذلك في إطار دعوى شخصية مقامة أمام المرجع الجزائي ودعوى مدنية مقامة أمام المرجع المدني،

* قرار رقم ٢٠٠٢/٣٠٥، تاريخ ٢٠٠٢/٧/٣، تمييز جزائي، غرفة ثالثة، الرئيس المكلف رالف رياشي، المستشاران الياس عبد الله وجورج حيدر منشور في موسوعة كساندر الإلكترونية،

وحيث يقتضي رد ما أثاره المدعى عليه بالنسبة للتلازم،

هذا من نحوٍ ثانٍ،

وحيث إن المدعى عليه يدلي بوجوب استئخار هذه الدعوى لحين بت القاضي المدني بالدعوى المدنية بالنظر لأن هذه الأخيرة تشكل مسألة معترضة،

وحيث إن الإدلاء بتوافر المسألة المعترضة ليس من عداد الدفوع الشكلية، التي ذكرتها المادة /٧٣/ من قانون أصول المحاكمات الجزائية، فضلاً عن أن تاريخ الدعوى الجزائية هو سابق للمدنية وتالياً لا يمكن أن تشكل مسألة معترضة كما ينص المشرع في الفقرة /هـ/ من المادة /٣٦٩/ من قانون أصول المحاكمات الجزائية،

وحيث يقتضي رد ما أثاره المدعى عليه لهذه الناحية أيضاً،

هذا من نحوٍ ثالثٍ،

وحيث إن المدعى عليه يدلي بأن النزاع بينه وبين المدعي هو نزاع مدني،

حيث إن الاجتهاد قد استقر على القول بأن الدفع المرتكز على كون النزاع هو مدني لا يدخل أبداً في إطار حالة الدفوع الشكلية التي أشارت إليها المادة /٧٣/ من قانون أصول المحاكمات الجزائية، إذ إنه وعلى افتراض، أن المدعي ألبس دعواه أفعالاً جرمية معينة، فيكون قد أسبغ على نزاعه الطابع الجزائي ولو من الظاهر، ففي هذه الحالة، وإذا قبلت الدعوى من قبل النيابة العامة أو من قاضي التحقيق أو المحكمة الجزائية، فلا مناص من إجراء التحقيقات اللازمة لإماطة اللثام عن غوامض النزاع والكشف عن هويته الجزائية أم المدنية، وفيما إذا كان ينطوي فعلاً على جرائمٍ جزائية أم أنه، يؤلف في الواقع، نزاعاً مدنياً محضاً، مع التأكيد بأن التحقيقات وحدها هي التي تبيّن ماهية المنازعة وظروفها وأسبابها، أما القول بخلاف ذلك، فيعني إنهاء الدعوى، التي قبلت في الأصل، على الفور ومن دون إجراء أي تحقيق بشأنها، ولذا كان من الأجدى عدم قبولها أصلاً، إذ لا يصح منطقياً قبول

الدعوى من مرجع قضائي معين ثم ردها على الفور من قبل مرجع قضائي آخر، ومن دون إجراء أي تحقيق،

* قرار رقم ٢٠٠٢/٤٨٠، تاريخ ٢٠٠٢/١٢/١١، تمييز جزائي، غرفة ثالثة، الرئيس عفيف شمس الدين، المستشاران جورج حيدر ومحمد مكه (مخالف) منشور في موسوعة كساندر الإلكترونية،

وحيث يقتضي تبعاً لما تم بيانه رد ما أدلى به المدعى عليه لهذه الناحية،

هذا من نحوٍ رابعٍ،

حيث إن حق الادعاء وحق الدفاع مقيدان بحسن استعمالهما، والمادة /١١/ من قانون أصول المحاكمات المدنية المعدلة وفقاً للمرسوم رقم ٢٤١١ تاريخ ١٩٩٢/٥/٧ والمرسوم رقم ٣٨٠٠ تاريخ ٢٠٠٠/٩/٦، قد أجازت للمحكمة من تلقاء نفسها الحكم على الخصم المتعسف باستعمال حقه بغرامة مالية،

وحيث ترى المحكمة أن المدعى عليه الذي تقدم بمذكرة دفوع شكلية دون الارتكاز الى اي سبب قانوني صحيح هو متعسف باستعمال حقه، وترى تغريمه مبلغ خمسماية ألف ليرة لبنانية لهذه العلة سنداً للمادة /١١/ معطوفة على المادة /٦/ من قانون أصول المحاكمات المدنية.

لذلك،

يقرر:

رد مذكرة الدفوع الشكلية، وتغريم المدعى عليه مبلغ خمسماية ألف ليرة لبنانية لتعسفه باستعمال حقه سنداً للمادة /١١/ معطوفة على المادة السادسة من قانون أصول المحاكمات المدنية، ومتابعة النظر بالدعوى من النقطة التي وصلت إليها،

❖ ❖ ❖

القاضي المنفرد الجزائي في النبطية الناظر في دعاوى جنح الاحداث

الهيئة الحاكمة: الرئيس بلال بدر

قرار صادر بتاريخ ٢٠١٠/٥/١٠

الحق العام/ ج.م.

- قاصر من التابعيّة اللبنانيّة – دخول أراضي العدو دون إذن مسبق من الحكومة – فتاة مولودة سنة ١٩٩٢ – إقامة في المنزل الوالدي الكائن ضمن المنطقة الجنوبيّة المحتلّة سابقاً من الجيش الإسرائيلي – والد مُنتمٍ للميليشيا المحليّة المتعاملة وقتذاك مع الإسرائيليّين – تحرير حاصل سنة ٢٠٠٠ – لجوء الوالد وأفراد العائلة الى إسرائيل – عودة الفتاة من إسرائيل الى لبنان سنة ٢٠٠٩ للإقامة في منزل جدّيها لأمها بعد وفاة الوالدة وهجرة الوالد – قاصر في السابعة عشرة من العمر بتاريخ العودة والوقوع في قبضة الإستخبارات العسكريّة اللبنانيّة – محاكمة بحضور مندوب الأحداث – مدّعى عليها بعمر ثماني سنوات بتاريخ دخولها اراضي العدو مع أفراد عائلتها – انتفاء الوعي والإدراك اللازمين وكذلك القدرة على رفض قرار الوالد في مثل هذه السنّ – انتفاء الركن المعنوي للجرم موضوع الدعوى – عدم إدانة المدّعى عليها – إبطال التعقّبات بحقّها.

بناءً عليه،

في القانون:

حيث إن النيابة العامة الاستئنافية قد أحالت المدعى عليها لتحاكم أمام هذه المحكمة ناسبةً إليها اقترافها لجنحة المادة /٢٨٥/ من قانون العقوبات،

وحيث إن المادة المذكورة المعدلة وفقاً للقانون الصادر بالمرسوم رقم /١٥٦٩٨/ تاريخ ١٩٦٤/٣/٦ والقانون رقم /٢٣٩/ تاريخ ١٩٩٣/٥/٢٧، قد عاقبت

كل شخص في لبنان من رعايا الدول العربية يدخل مباشرة أو بصورة غير مباشرة وبدون موافقة الحكومة اللبنانية المسبقة بلاد العدو،

وحيث إن المادة أعلاه تفترض أن يُقدِمَ المعاقب بموجبها على دخول أراضي العدو بصورة إرادية، والصورة الإرادية تفترض بدورها أن يكون للشخص المقصود الوعي والحرية المطلقة في التقرير والتصرف كما في القبول والرفض،

وحيث إنه من الثابت بالوقائع والأدلة المعروضة آنفاً، أن والد المدعى عليها الذي كان عميلاً لجيش الاحتلال الإسرائيلي، كما ورد في التحقيق الأولي المنظم من قبل فرع الجنوب في استخبارات الجيش اللبناني، وبعد حصول التحرير في العام ٢٠٠٠، اصطحب عائلته ومن ضمنها ابنته المدعى عليها التي كانت تبلغ الثامنة من العمر وقتها، وفر الى اراضي العدو الإسرائيلي في فلسطين المحتلة، وتركها هناك حيث اعتنت الوالدة بعائلتها، الى أن توفيت الوالدة في العام ٢٠٠٩ نتيجة معاناتها من المرض، وأنه بعد ذلك طلبت المدعى عليها القاصرة التي كانت قد شارفت على بلوغ سن الرشد من خادم رعية كنيسة البشارة في مدينة الناصرة العودة الى لبنان مع شقيقيها، وهو ما حصل، كما هو مبسوط في فقرة الوقائع،

وحيث إن المدعى عليها وهي من مواليد ١٩٩٢/٣/١٩ كانت تبلغ الثامنة من العمر في العام ٢٠٠٠، عند اصطحابها من قبل والدها الى أراضي العدو في فلسطين المحتلة، كما سلفت الإشارة،

وحيث إن الأولاد في مثل هذا العمر لا يكون لأي منهم الوعي والإدراك الكافيان اللذان يسمحان لهم بتقرير مصيرهم أو الفصل في أي موضوع يتعلق بهم أو بعائلتهم، كما أنهم في مثل هذا العمر لا يملكون حرية التصرف أو حتى إعطاء الرأي في الأمور التي سيقدم عليها آباؤهم، فالمدعى عليها في الدعوى الراهنة لا يمكن التصور بأنه كان بإمكانها رفض طلب والدها مرافقته وباقي أفراد العائلة حيثما يريد الذهاب، أو أنه بمقدورها التمييز وتحديد تبعات عملها المتمثل بمرافقة عائلتها فلا تقدم عليها بالنظر لمعاقبة قانون العقوبات عليه، الأمر الذي يستتبع القول بغياب إرادتها، ناهيك عن أن المدعى عليها وعندما أتيح لها حق التقرير بعد وفاة والدتها ومشارفتها على بلوغ سنِ الرشد، تحملت مسؤولية نفسها وشقيقيها الأصغر سناً منها وقررت بإرادتها الحرة والواعية العودة الى ارض الوطن،

وحيث إنه بغياب عنصر الإرادة عند المدعى عليها لا يكون العنصر المعنوي، وهو أحد أركان جرم دخول أراضي العدو متوافراً الأمر الذي يفضي الى إبطال التعقبات بحقها،

لذلك،

يحكم:

١. بعدم إدانة المدعى عليها القاصرة ج. م. ، المبينة هويتها كاملةً في مستهل هذا الحكم، بالجنحة المنصوص عليها في المادة /٢٨٥/ من قانون العقوبات وإبطال التعقبات بحقها لعدم توافر عناصر المادة القانونية،

٢. بحفظ الرسوم والنفقات القانونية كافةً.



الهيئة الاتهامية في بيروت

الهيئة الحاكمة: الرئيسة سهير الحركة والمستشاران ألبير قيومجي (منتدباً) وهاني حلمي الحجار

القرار: رقم ٣٦٩ تاريخ ٢٠١٠/٥/٣

سعدى سليم/ فاديا عفرة ورفاقها

- حرمان من الحريّة الشخصيّة مدّة خمسين عاماً – تحرّر المدعية سنة ٢٠٠٧ – استحالة الإدّعاء بالجرائم المرتكبة قبل التمكن من مغادرة منزل المدعى عليهم – قوة قاهرة – وقف مرور الزمن سنداً للمادة ١٠ أ.م.ج.

- إقدام مورثي المدّعى عليهما، وهؤلاء من بعدهما، على استغلال المدّعية كخادمة في منزلهم الكائن في بيروت دون أجر طيلة خمسين سنة – إكراه معنوي ممارس على المدعية بغية منعها من مغادرة منزل مخدوميها عبر التهديد المتواصل بالادعاء عليها بجرم السرقة في حال الإقدام على مغادرة منزل هؤلاء – جناية الحرمان من الحرية الشخصية – المادة ٥٦٩ عقوبات – اتهام.

تُعاقب المادّة ٥٦٩ من قانون العقوبات على حرمان الحريّة الشخصيّة بأيّ وسيلة تؤدّي الى ذلك، دون اشتراط وسائل محدّدة حصراً كالعنف أو الخطف وغير ذلك من الوسائل الماديّة التي تطال جسم المجني عليه، ومن ذلك الإكراه المعنوي.

- مجامعة جنسيّة وفض بكارة – جناية المادتين ٥٠٤ و٥١٢ عقوبات – اتهام – استعمال جواز سفر وبيان قيد إفرادي مزوّرَين مع العلم بالأمر – جنحة المادتين ٤٥٤ و٤٦٣ عقوبات – ظنّ – إحالة المتهمين أمام محكمة الجنايات في بيروت – إتباع الجنحة بالجناية للتلازم.

بناءً عليه،

اولاً – في الوقائع:

تبين ان المدعية سعدى سليم وُلدت بتاريخ ١٩٤٢/٩/٢٢ في كنف عائلة مؤلفة من خمس شقيقات هنّ: مارتا ونبيها وسليمه وتمام ومريم وثلاثة اشقاء هم: مارون وطانيوس وخليل الذي سُجل تحت خانة جرمانوس، وبالنظر لفقر العائلة عمد والد المدعية خلال خمسينيات القرن الماضي الى نقل هذه الأخيرة التي كانت دون الخامسة عشرة من عمرها من بلدتها بيصور حيث كانت تقيم الى بيروت في محلة الاشرفية للعمل لدى سيدة فرنسية، الا أن الأمر لم يدم طويلاً حيث غادرت السيدة المذكورة الى فرنسا فحاولت المدعية العودة الى بلدتها بيصور وشاء قدرها أن تدخل دكان المرحوم فؤاد عفره والد المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره في قصقص للسؤال عن "بوسطة" تقلّها الى هناك الا أنّ هذا الأخير ما لبث ان نادى على زوجته المرحومة سهيله واصطحبا المدعية المذكورة الى منزلهما واستبقياها للعمل فيه كخادمة بعدما استغلا قصر سنها وأوهماها بأن بلدتها قد دُمّرت بالكامل بما في ذلك الكنيسة وأنّ أفراد عائلتها توفوا جميعاً وأطلقا عليها اسم مريم على الرغم من أنّ هذه الأخيرة صرحت لهما بأنها تعرف باسم لوسيا وبأنها مسجلة في دوائر النفوس باسم سعدى،

وتبين أنّ المرحومين فؤاد وسهيله عفره ثابرا على استخدام المدعية في منزلهما دون أجر لمدة جاوزت العشرين عاماً باستثناء تأمين طعامها ولباسها وثمن الدواء في حال كانت تحتاجه، وبعد وفاة هذين الأخيرين "توارثتها" ابنتاهما المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره حيث عملت المدعية أيضاً دون أجر في خدمة عائلة كل منهما لا سيما في منزل المدعى عليها فاديا المذكورة وزوجها المدعى عليه عصام الارناؤوط كما صار تشغيلها ايضاً في منزل المرحومة وفيقه عفره عمة المدعى عليهما فاديا ونجوى في خدمة عائلة هذه الأخيرة التي كانت تضم ابنتيها المدعى عليهما غاده وكرما شاهين وذلك لغاية آذار ٢٠٠٧ تاريخ عودة المدعية الى أهلها،

وتبين أنه طيلة فترة استخدام المدعى عليهم للمدعية المذكورة ثابر هؤلاء على استغلال هذه الأخيرة في العمل لديهم دون أجر بعدما أحاطوها بظروف وعوامل جعلتها رهناً لإرادتهم، تابعة لهم ولصيقة بهم سالبين حريتها في تركهم والعيش لوحدها وفقاً لما كانت ترغب به على الرغم من بعض الزيارات الخاصة التي كانت تقوم بها لصديقتها المدعوة أم علي، حارمينها من فكرة التفتيش عن أهلها الذين باءت محاولاتهم بالعثور عليها بالفشل خاصة بعدما أفهمها المدعى عليهم بأن أهلها قد توفوا جميعاً وبأنه سيصار الى اتهامها بالسرقة في حال تركها العمل لديهم، علماً انهم تعمدوا عدم إعطائها أي أجر نقدي مقابل عملها لديهم حتى لا تقوى على مغادرتهم، كما عمدوا الى طمس اسمها الحقيقي واستبداله بأسماء مريم وماري ومرمورة التي كانوا ينادونها بها علماً بأنّ المدعى عليها فاديا عفره كانت تحتفظ بجواز سفر وبيان قيد إفرادي مزوّرين استحصلت عليهما من المرحوم والدها الذي سبق له أن أمّنها، وهي تحمل الرسم الشمسي للمدعية المذكورة لكن ببيانات عائدة لشقيقتها مريم زوجة شلهوب يوسف،

وتبين أنه بعد تقدّم المدعية في السن وعجزها عن الخدمة رغبت المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره بالتخلص منها بوضعها في مأوى للعجزة فقصدتا مختار المصيطبة عثمان يموت أوائل العام ٢٠٠٧ واستحصلتا على طلب لاستصدار بيان قيد إفرادي للمدعية المذكورة باسم مريم زوجة شلهوب يوسف وعمدتا الى الاستحصال منه على مصادقة على الصورة الشمسية اللازمة للمدعية بعدما أبرزتا للمختار، الذي لم يكن على بيّنة من حقيقة الواقع، جواز السفر وبيان القيد الافرادي المزورَّين المنوَّه عنهما ثم عمدتا الى إرسال الطلب بواسطة "الليبان بوست"، إلاّ أنّه لدى وصول الطلب الى مأمور نفوس جزين ابراهيم رزق الله الذي هو أساساً من بلدة بيصور أثار هذا الطلب استغرابه باعتباره مقدّماً من مختار المصيطبة مع أنّ شلهوب يوسف زوج مريم سليم المعروفة منه هو مختار أيضاً، كما أثار استغرابه بأنّ الرسم الشمسي غير عائد لمريم المذكورة مما حدا

به الى توجيه كتاب بمثابة جواب أرفقه بمعاملة "الليبان بوست" فحواه وجوب حضور صاحب العلاقة شخصياً،

فحضرت المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره لاحقاً الى دائرة النفوس المذكورة فطلب منهما مأمور النفوس استصدار طلب من مختار "عين المير" الذي هو في الواقع نديم عبود ابن شقيقة المدعية نبيها سليم لوجود مختار "بيصور" في الخارج، ولدى قيام المدعى عليهما باصطحاب المدعية الى نديم المذكور صار اكتشاف حقيقة الواقع بعد اصطحاب المدعية الى منزل والدته نبيها شقيقة هذه الأخيرة التي لم تستوعب الأمر وبادرت الى الهرب حيث حضرت خالته سليمه وتعرفت فوراً على شقيقتها كما صار الاتصال هاتفياً بشقيقها خليل جرمانوس في حين غادرت المدعى عليهما المكان،

وتبيّن أن المدعية سعدى سليم أوردت في سياق التحقيقات بأنَّ المدعى عليه عصام الارناؤوط اعتدى عليها جنسياً اربع مرات وبأنّ المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره تعْلمَان علم اليقين بأنّها تدعى لوسيا وليست مريم وانها كانت ترغب بالعودة الى أهلها إلاّ أنّ المرحومة سهيله عفره منعتها من ذلك وهددتها بالسجن في حال غادرت المنزل وأضافت بأنها لم تغادر منزل المدعى عليهم الى جهة أخرى لأنه لم يكن لديها المال اللازم لذلك ولم تكن تعرف الطريق الى المكان الذي ستغادر اليه فضلاً عن خوفها من أن يُصار الى اتهامها بالسرقة،

وتبين أنه صار في سياق التحقيقات الاستعانة بالطبيب الشرعي س. ق. وبالدكتور س. ر. لتبيان وضعها العقلي والنفسي واللذين وضعا تقريراً مؤرخاً في ٢٠٠٩/٢/١٨ أوردا فيه بأن المدعية تتمتع بكافة قدراتها الأهلية والعقلية ووعيها ولا تعاني من اضطرابات في الذاكرة ولا من داء الخرف، كما تبين أنّ المدعية أبرزت صورة تقرير طبيب شرعي مؤرخ في ٢٠٠٧/٤/٢٣ صادر عن الدكتور ا. س. يشير الى عدم وجود غشاء بكارة لديها نظراً للسن أو لتعرضها لاعتداء جنسي سابق منذ فترة طويلة،

وبالتحقيق الاستنطاقي نفت المدعى عليها فاديا عفره التهم المسندة اليها كما نفى زوجها المدعى عليه عصام الارناؤوط بدوره التهم المسندة اليه في حين لم يحضر المدعى عليهم الآخرون.

تأيدت هذه الوقائع:
- بالادعاء.
- بالتحقيق الاستنطاقي.
- بمدلول اقوال المدعى عليهما فاديا عفره وعصام الأرناؤوط وعدم حضور المدعى عليهم الآخرين.
- بالتقارير الطبية.
- بمجمل التحقيق.

ثانياً – في القانون:

حيث أنّه من الوقائع والأدلة المدرجة أعلاه، لا سيما إقدام المدعى عليهم فاديا ونجوى عفره وعصام الأرناؤوط وغادة وكرما شاهين على استغلال المدعية سعدى سليم في العمل لديهم دون أجر وجعلها رهناً لارادتهم ولصيقة بهم لا تقوى على تركهم حارمينها حريتها في العيش لوحدها بالنظر للظروف التي خلقوها واستفادوا منها على مر الزمن ابتداءً من المرحومين فؤاد وسهيله عفره والتي تمثلت بجعلها تؤمن بأنّ جميع أهلها قد توفوا، وبأنّه ليس لها ملاذ سوى المدعى عليهم، وعدم إعطائها أي مبالغ مالية على الأقل مقابل خدمتها لهم حتى يتسنى لها الشعور بأنها تتمتع باستقلال مالي يسمح لها بممارسة حريتها في المغادرة والعيش لوحدها؛ فضلاً عن الهاجس الذي وضعوها فيه والمتمثل بالخوف من اتهامها بالسرقة في حال تركها إياهم، هذا الهاجس الذي استمر منذ وضعها في خدمة المرحومين فؤاد وسهيله عفره والذي تنامى بعد توارثها كخادمة دون أجر من سائر المدعى عليهم الآخرين.

إنّه يستدل من ذلك كله إقدام المدعى عليهم على حرمان المدعية حريتها على الصورة التي تتحقق معها عناصر جناية المادة /٥٦٩/ عقوبات بحقهم والتي تعاقب على "حرمان الحرية الشخصية بأية وسيلة تؤدي الى ذلك"، دون اشتراط أية وسائل محددة حصراً كالعنف أو الخطف وغير ذلك من الوسائل المادية التي تطال جسم المجني عليه، ومن ذلك الإكراه المعنوي الذي مورس تجاه المدعية على مر السنين التي بلغت ما يقارب الخمسين سنة.

وحيث يستدل أيضاً توفر الشبهة الكافية على إقدام المدعى عليه عصام الارناؤوط على إكراه المدعية التي كانت في خدمته والتي لم تكن تستطيع المقاومة، على الجماع وفض بكارتها. وإنّ فعله لهذه الجهة يؤلف جناية المادة /٥٠٤/ عقوبات معطوفة على المادة /٥١٢/ منه.

وحيث يتبين أنّ المدعية استحال عليها الادعاء بالجرائم المشار إليها في الوقت الذي كانت فيه لصيقة بالمدعى عليهم وتعمل في خدمتهم في الظروف التي أحاطوها بها وفق ما سبقت الاشارة إليه، وإنّ الاستحالة عينها التي منعتها من مغادرتهم منعتها من الادعاء مما

يشكّل القوة القاهرة التي تؤدي الى وقف مرور الــزمن وذلك عملاً بأحكام المادة ١٠ أ.م.ج. حيث ادّعت بهــذه الجرائم لاحقاً بعد تحررها في العام ٢٠٠٧،

وحيث يتبين إقدام المدعى عليهما فاديا ونجوى عفره على استعمال جواز سفر وبيان قيد إفرادي مزورّين مع علمهما بالأمر في سبيل الاستحصال علــى بيــان قيــد افرادي للمدعية على الصورة المشار اليهــا فــي بــاب الوقائع وان فعلهما لهذه الجهــة يؤلــف جنحــة المــادة ٤٥٤/٤٦٣ عقوبات.

لذلك،

تقرر بالاتفاق:

أولاً: اتهام المدعى عليهم فاديا فؤاد عفــره ونجــوى فؤاد عفره المبينة كامل هويتهما فيما سبق، وغاده وكرما شاهين بجناية المادة /٥٦٩/ عقوبات وإصــدار مــذكرة إلقاء قبض بحقهم وسوقهم الى محــل التوقيــف التــابع لمحكمة جنايات بيروت لمحاكمتهم أمامها بما اتهموا به

ثانياً: اتهام المدعى عليه عصام محمود الأرنــاؤوط المبينة كامل هويته فيما ســبق بجنايــة المــادة /٥٦٩/ عقوبات وبجناية المادة /٥٠٤/ عقوبات معطوفة علــى المادة /٥١٢/ منه وإصدار مذكرة القــاء قــبض بحقــه وسوقه الى محل التوقيف التابع لمحكمة جنايات بيروت لمحاكمته أمامها بما اتهم به.

ثالثاً: الظن بالمدعى عليهما فاديا عفره ونجوى عفره بجنحة المادة ٤٥٤/٤٦٣ عقوبات.

رابعاً: إتباع الجنحة بالجناية للتلازم.

خامساً: تدريك المدعى علــيهم الرســوم والنفقــات القانونية.

سادساً: إيداع الملف مرجعه بواسطة جانب النيابــة العامة الاستئنافية في بيروت.

❖ ❖ ❖

قاضي التحقيق في البقاع

الهيئة الحاكمة: الرئيس زيّاد مكنّا

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢

عبدو نجم/ محمّد حسين الحاج حسن ورفاقه

- قــرار ظــني – ســرقة مبلــغ مــالي مــن منــزل بعــد الدخول إليه بواسطة التسلق – ادعاء صاحب المنزل على المشتبه فيهم لدى مخفر مشغرة بعد مباغتته إيّاهم وفــرارهم لــدى رؤيتــه – مــشتبه فــيهم مــن التابعيّــة السوريّة – تحقيق أوّلي مع المشتبه فيهم من قبل عناصر المخفــر – قاصــران – عــدم دعــوة منــدوب الأحــداث الى حضور التحقيق الأوّلي – اعتراف المدّعى عليهم باقتراف الجرم المـدّعى بــه – تحقيــق اســتنطاقي – إدلاء بــانتزاع الاعترافات الأوّليّة بنتيجة تعرّض المدّعى عليهم للضرب المبرح اثناء التحقيق – طبيــب شــرعي – تقــارير طبيــة مثبتة لوجود كدمات وآثار أوجاع – اعترافــات منتزعــة تحت الضرب – إهمال الأقوال المنتزعــة تحــت الــضرب أو التعذيب.

إنّ المادّة ١٥ من اتفاقيّة مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أوالعقوبة القاسية وغيــر الإنــسانيّة أو المهينة، التي انضمّ إليها لبنان بموجب القانون رقم ١٥٨ تاريخ ٢٠٠٠/٥/٢٤ تنصّ على أن كلّ دولة تضمن عدم الاستشهاد بأي أقوال يثبت أنه تــمّ الإدلاء بهــا نتيجــةً للتعذيب كدليل في أي إجراءات.

إنّ الدليل المنتزع بنتيجــة تعــريض المــشتبه فيــه للتعذيب يكون مصيره الإهمال، ولكن ذلك لا يؤدّي بحدّ ذاته الى إهمال الإجراءات الصحيحة التــي تمّــت فــي معرض التحقيقات.

- تحقيــق اســتنطاقي – اعــتراف أمــام مفــرزة زحلــة القضائيّة بالإقدام على سرقة مبلغ مــن المــال مــن منــزل المدّعي بعد الدخول إليه بواسطة التسلّق – ســرد وقــائع السرقة وكيفيّة تنفيذها والغنيمة الناتجة عنها وكيفيّة

الهرب وتوزيع الحاصل – اعترافات غير منتزعة تحت التعذيب – قاصران – حضور مندوب الأحداث جلسة التحقيق معهما والتوقيع على محضر التحقيق دون تحفظ – إجراءات صحيحة – الأخذ بالاعترافات الصادرة عن إرادة حرّة دون إكراه جسدي أو معنوي.

- تحقيق استنطاقي – فعل جرمي – ثبوت إقدام المدّعى عليهم بالإشتراك فيما بينهم على السرقة من منزل المدّعي بعد دخوله بواسطة التسلق من الخارج – جناية المادّة ٦٣٩ عقوبات – قاصران – انطباق فعلهما على جناية المادّة ٦٣٩ عقوبات المعطوفة على القانون ٢٠٠٢/٤٢٢ – تحريض على ارتكاب جناية السرقة – فعل منطبق على المادة ٢١٨/٦٣٩ عقوبات – طلب إخلاء سبيل قاصر – ردّه.

بناءً عليه،

في القانون:

حيث تقتضي الإشارة في البدء الى أن المادة ١٥ من اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية واللا إنسانية أو المهينة، التي انضم إليها لبنان بموجب القانون رقم ١٨٥ تاريخ ٢٠٠٠/٥/٢٤ تنص على أن كل دولة تضمن عدم الاستشهاد بأي أقوال يثبت أنه تم الإدلاء بها نتيجة للتعذيب كدليل في أي إجراءات،

وحيث استناداً الى هذا النص، فإن الدليل المنتزع بنتيجة تعريض المشتبه فيه للتعذيب يكون مصيره الإهمال، وفي المقابل، إن ذلك لا يؤدي بحد ذاته الى إهمال الإجراءات الصحيحة التي تمت في معرض التحقيقات والتي يجوز الركون إليها بمعزل عمّا يمكن أن يترتب من نتائج عن فعل التعذيب سواء لجهة ملاحقة من اقترفه أم لجهة إهمال الاعتراف الحاصل بنتيجته،

وحيث أن التحقيق في مخفر مشغرة مع القاصرين محمد الحاج حسن ومشعل جاسم حصل بدون حضور مندوب جمعية حماية الأحداث، وقد أفاد المدعى عليهم جميعهم أنهم تعرضوا للتعذيب في المخفر المذكور، وجاءت التقارير الطبية لتؤكد وجود كدمات وآلام في جسم كل منهم، وقد أكدوا في مواجهة القائمين بالتحقيقات الأولية في المخفر تعرضهم للضرب من قبلهما، وبالتالي فإن الاعترافات الحاصلة من قبل المدعى عليهم محمد ومشعل وفادي لدى التحقيق معهم في مخفر مشغرة مستوجبة الإهمال،

وحيث من جهة أخرى، فإنه لدى التحقيق مع المدعى عليه مشعل حاج جاسم في مفرزة زحلة القضائية بحضور مندوب جمعية حماية الأحداث روى بالتفصيل كيفية اتفاقه مع المدعى عليهما محمد الحاج حسن وفادي الشعبان على السرقة من داخل منزل المدعي، وكيفية تنفيذ السرقة، والغنيمة الناتجة عنها، وكيفية الهرب وتوزيع الأموال في ما بينهم، كما افاد بأن المدعى عليه محمد الكدرو هو من حرضهم على السرقة وارشدهم الى منزل المدعي لأنه يكون خالياً من السكان يوم حصول السرقة،

وحيث أن المدعى عليه مشعل حاج جاسم قد أدلى بإفادته المشار إليها أعلاه بحضور مندوب جمعية حماية الأحداث الذي وقع المحضر بدون اي تحفظ، وإن ذلك يشكل دليلاً أكيداً على أن المدعى عليه المذكور لم يتعرض لأي عملٍ شدة أو ضغط عند الإدلاء بإفادته المذكورة، وفضلاً عن ذلك فإن المدعى عليه محمد الحاج حسن قد أنكر أي علاقة له بالسرقة لدى التحقيق معه في المفرزة المذكورة، وإن المدعى عليه فادي الشعبان اعترف في هذه المفرزة بإقدامه على السرقة مع المدعى عليهما مشعل حاج جاسم ومحمد الحاج حسن ولكنه أفاد بأن لا علاقة للمدعى عليه محمد الكدرو بهذه السرقة، وإن ما ورد في إفادة المدعى عليهما محمد الحاج حسن وفادي الشعبان، من تناقض ومن إنكار، يزيل الخشية من أن تكون إفادات المدعى عليهم في مفرزة زحلة القضائية قد تم الإدلاء بها بتوجيه معيّن من القائمين في التحقيقات،

وحيث أن إدلاء المدعى عليه مشعل حاج جاسم بإفادته بصورة دقيقة ومفصلة وبدون التعرض للضرب وبدون توجيه من القائمين بالتحقيقات وفق ما هو مبيّن أعلاه، يتعزز بقرينة وجود المدعى عليهم محمد الحاج حسن ومشعل حاج جاسم وفادي الشعبان بالقرب من منزل المدعي يوم حصول السرقة، وبقرينة وصف هذا الأخير لكيفية مباغتتهم وهربهم ومطابقة هذا الوصف مع ما ورد في إفادتي مشعل وفادي أمام مفرزة زحلة القضائية، ليتشكل الدليل البالغ حد الظن بصحة ما ورد في إفادة المدعى عليه مشعل حاج جاسم المذكورة أعلاه من اعتراف ومن عطف جرمي،

وحيث أن فعل المدعى عليهم محمد الحاج حسن ومشعل حاج جاسم وفادي حسين الشعبان المتمثل بإقدامهم بالاشتراك في ما بينهم على السرقة من منزل

المدعي عبدو نجم بعد دخولـه بواسـطة التـسلق مـن الخارج يشكل الجناية المنصوص عليها في المادة ٦٣٩ من قانون العقوبـات معطوفـة علـى القـانون رقـم ٢٠٠٢/٤٢٢ بالنسبة للمدعى عليهما محمد ومشعل،

وحيث أن فعل المدعى عليه محمد الكدرو المتمثـل بإقدامه على تحريض المدعى علـيهم الآخـرين علـى اقتراف السرقة المشار إليهـا أعـلاه يـشكل الجنايـة المنصوص عليها في المـادة ٢١٨/٦٣٩ مـن قـانون العقوبات،

وحيث بالنظر الى مجمل المعطيـات الـواردة فـي الملف يقتضي رد طلب تخلية السبيل المقدم من المدعى عليه محمد الحاج حسن،

لذلك،

نقرر وفقاً لمطالعة النيابة العامـة الاسـتئنافية فـي البقاع:

أولاً: اعتبار فعل المدعى عليه فادي حسين الـشعبان مشكلاً الجناية المنصوص عليها في المـادة ٦٣٩ مـن قانون العقوبات.

ثانياً: اعتبار فعل المدعى عليهما محمد حسين الحاج حسن ومشعل حـسين حـاج جاسـم مـشكلاً الجنايـة المنصوص عليها في المادة ٦٣٩ من قانون العقوبـات معطوفة على القانون رقم ٢٠٠٢/٤٢٢،

ثالثاً: اعتبار فعل المدعى عليه محمد فجر الكـدرو مشكلاً الجناية المنصوص عليها في المـادة ٢١٨/٦٣٩ من قانون العقوبات،

رابعاً: رد طلب تخلية السبيل المقدم من المدعى عليه محمد حسين الحاج حسن،

خامساً: تدريك المدعى عليهم الرسوم والنفقات كافة،

سادساً: إعادة الأوراق الى جانـب النيابـة العامـة الاستئنافية في البقاع لإيداعها المرجع المختص،

❖ ❖ ❖

قاضي التحقيق في البقاع

الهيئة الحاكمة: الرئيس زيّاد مكنّا

قرار صادر بتاريخ ٢٠٠٩/٥/٢

- قرار إحالة – عناصر أمنيـة – اهمـال في واجبـاتهم الوظيفية – افعال جرمية.

- جرم سرقة من منـزل بعـد الـدخول إليـه بواسطة التسلق – تحقيق أوّلي في مخفـر زحلـة – عناصـر أمنيّـة مولجة بالتحقيق الأوّلي – قاصران من بين المشتبه فيهم الموقـوفين في المخفـر – عـدم دعـوة منـدوب الأحـداث الى حضور التحقيق معهما – إخلال بالموجبات الوظيفيّة – تحقيق أوّلي – تعرّض بالضرب للمشتبه فيهم مـن قِبَـل عنصرين أمنيّين في المخفـر – طبيـب شـرعي – تقـارير طبية مثبتة لواقعة تعرّض المشتبه فيهم لضرب مبرح – أفعال جرميّة غير متلازمة مع الفعل المدّعى به – إحالة الى النائب العـام الاستئنافي للادعـاء بهـذه الأفعـال عمـلاً بالمادة ٦٠ أ.م.ج.

بناءً عليه،

لدى التدقيق،

وبعد الاطلاع على الأوراق كافة،

حيث يثبت أن القائمين بالتحقيق الأوّلي فـي مخفـر مشغرة المعاون أول ع. ج. والمعاون أول ع. ب. قـد استجوبا المدعى عليهما القاصرين محمد حسين الحـاج حسن ومشعل حسن جاسم بدون حضور مندوب جمعيـة حماية الأحداث وبدون دعوته، الأمر الذي قـد يـشكل إهمالاً في واجباتهما الوظيفية،

وحيث من جهة أخرى، فإن المدعى عليهم جمـيعهم أفادوا في معرض التحقيق الاستنطاقي أنهـم تعرضـوا للضرب أثناء التحقيق معهم في مخفـر مـشغرة، وتـمّ تكليف طبيب شرعي من قبل هـذه الـدائرة لمعـاينتهم بتاريخ ٢٠٠٩/٣/٢٨، أي بعد مرور أربعة أيـام علـى

التحقيق معهم في مخفر مشغرة، ويتبين من التقارير المنظمة بنتيجة المعاينة وجود آثار كدمات وآلام في جسم كل منهم،

وحيث يتبين من المقابلات المجراة من قبل هذه الدائرة أن بعض المدعى عليهم أفادوا بمواجهة المعاون أول ع. ج. والمعاون أول ع. ب. أنهما تعرضا لهم بالضرب في مخفر مشغرة،

وحيث يتبين أيضاً أن المدعى عليه مشعل حسين حاج جاسم أفاد في معرض التحقيقات الاستنطاقية أن أحد عناصر قوى الأمن الداخلي أجبره في مخفر مشغرة على تقبيل عضوه التناسلي،

وحيث أنه بمقتضى المادة ٦٠ أ.م.ج. إذا اكتشف قاضي التحقيق أثناء التحقيق أفعالاً جرمية غير متلازمة مع الفعل المدعى به يحيل الملف الى النائب العام ليدعي بهذه الأفعال،

وحيث أن ما سبق عرضه من شأنه أن يؤكد شبهة جدية حول حصول جرائم،

وحيث تقتضي سنداً للمادة ٦٠ المشار إليها إحالة نسخ عن محضري التحقيق الأوّلي وعن التقارير الطبية الأربعة وعن محاضر استجواب المدعى عليهم الأربعة وعن محاضر المقابلات المجراة بين كل منهم وبين الشاهدين المعاون أول ع. ب. والمعاون أول ع.ج. وعن محضري استجواب الشاهدين المذكورين الى جانب النيابة العامة الاستئنافية في البقاع لاتخاذ ما تراه مناسباً بشأن الادعاء بالافعال الجرمية المشتبه بحصولها،

لذلك،

تقرر إحالة نسخة عن الأوراق المبيّنة في متن هذا القرار الى جانب النيابة العامة الاستئنافية في البقاع لاتخاذ ما تراه مناسباً بشأن الادعاء بالأفعال الجرمية المشتبه بحصولها.



تشريعات جديدة

تشريعات جديدة

اولاً – القوانين:

- **قانون رقم ١١٠ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢٦: تعديل وتمديد العمل بأحكام القانون رقم ٣٢٢ تاريخ ١٩٩٤/٣/٢٤ (السماح للمهجر بالبناء ضمن عقار لا يستوفي الشروط القانونية للبناء) وتعديلاته.**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢١٣.

- **قانون رقم ١١١ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢٦: تعديل الفقرة الثانية من المادة ١٠٨ من القانون رقم ٣٢٨ تاريخ ٢٠٠١/٨/٢ وتعديلاته (اصول المحاكمات الجزائية).**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢١٥.

- **قانون رقم ١١٤ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢٦: تعديل المادة ٧٣ من القانون رقم ٣٦٧ تاريخ ١٩٩٤/٨/١ (مزاولة مهنة الصيدلة).**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢١٧.

- **قانون رقم ١١٧ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢٦: تعديل المادة ٩٢ من القانون رقم ٣٦٧ تاريخ ١٩٩٤/٨/١ مزاولة مهنة الصيدلة (تشديد العقوبات على كل فعل يتناول الادوية المزورة، المهربة، المنتهية الصلاحية، غير مسجلة أو ممنوع التداول بها).**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢١٩.

- **قانون رقم ١٢٤ تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٣: تعديل المادة ٤٧٦ من قانون تنظيم القضاء الشرعي السني والجعفري الصادر بتاريخ ١٩٦٢/٧/١٦ وتعديلاته.**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٦ تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٩ ص ٤٦٦١.

ثانياً – المراسيم:

- **مرسوم رقم ٣٩٠٥ تاريخ ٢٠١٠/٤/٢٩: تعديل المرسوم رقم ٥٨٨٣ تاريخ ١٩٩٤/١١/٣ (النظام العام للاجراء).**
  ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٤ تاريخ ٢٠١٠/٥/٦ ص ٣٤٧٣.

- **مرسوم رقم ٤٠٠٤ تاريخ ٢٠١٠/٥/١٢: تعديل المرسوم رقم ٧٧١٥ تاريخ ١٩٩٥/١٢/٢٣ (اعطاء تعويض شهري إلى قضاة وموظفي المجلس العدلي).**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٦ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٠ ص ٣٦٨٤.

- **مرسوم رقم ٤٠٩٠ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢١: نقل وتعيين مفتشين عامين ومفتشين لدى هيئة التفتيش القضائي.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٧ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٧ ص ٣٧٧٦.

- **مرسوم رقم ٤١٨٦ تاريخ ٢٠١٠/٥/٣١: تعديل المرسوم رقم ١٠١٨٨ تاريخ ١٩٦٢/٧/٢٨ المتعلق بتطبيق قانون تنظيم الدخول إلى لبنان والاقامة فيه والخروج منه.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٩ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٦/١٠ ص ٣٨٦٢.

- **مرسوم رقم ٤٢٥٨ تاريخ ٢٠١٠/٦/٤: تعديل المرسوم رقم ١٤٢٩٣ تاريخ ٢٠٠٥/٣/١١ المعدل بالمرسوم النافذ حكماً رقم ٣٣٧ تاريخ ٢٠٠٧/٥/٣١ المتعلق بشروط تأمين السلامة العامة في الابنية والمنشآت وفي تجهيزات المصاعد والوقاية من الحريق والزلازل.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٩ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٦/١٠ ص ٣٩٣٨.

- **مرسوم رقم ٤٣٧٧ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢١: انتداب قاض للقيام بمهام الادعاء العام لدى المحاكم الشرعية الجعفرية.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢٢٠.

- **مرسوم رقم ٤٣٧٦ تاريخ ٢٠١٠/٦/٢١: تعيين قضاة اصليين في ملاك القضاة العدليين في وزارة العدل ونقل اعتماد إلى موازنة وزارة العدل لهذه الغاية.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٢٢٧.

- **مرسوم رقم ٤٥٠٦ تاريخ ٢٠١٠/٦/٣٠: تعديل المرسوم رقم ١٤٨٠١ تاريخ ٢٠٠٥/٦/٢٠ (تحديد عدد محامي الدولة واصول وشروط تعيينهم ونظام عملهم).**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٣ تاريخ ٢٠١٠/٧/٨ ص ٤٣٤٢.

- **مرسوم رقم ٤٥٠٧ تاريخ ٢٠١٠/٦/٣٠: تحديد بدل اتعاب محامي الدولة.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٣ تاريخ ٢٠١٠/٧/٨ ص ٤٣٤٣.

- مرسوم رقم ٤٥٧٢ تاريخ ٢٠١٠/٧/٨: تصحيح المرسوم رقم ١٤٦٠٩ تاريخ ٢٠٠٥/٦/١٦ (تعيين الشيخ عبداللطيف فايز دريان رئيساً للمحكمة الشرعية السنية العليا).
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٤ تاريخ ٢٠١٠/٧/١٥ ص ٤٤٠٩.

- مرسوم رقم ٤٦٠٧ تاريخ ٢٠١٠/٧/٩: تعيين قاض مستشاراً اضافياً لجميع غرف محكمة استئناف لبنان الشمالي.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٤ تاريخ ٢٠١٠/٧/١٥ ص ٤٤١٢.

- مرسوم رقم ٤٦٣٨ تاريخ ٢٠١٠/٧/١٧: تعيين قاضٍ عضواً في الهيئة الثانية لدى المحكمة الخاصة المنصوص عليها في المادة الخامسة عشرة من القانون رقم ١١٠ تاريخ ١٩٩١/١١/٧.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٥ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٢ ص ٤٥٤٢.

- مرسوم رقم ٤٦٧٣ تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٨: سحب المرسوم المعطى بانشاء فرع للجمعية الاجنبية في لبنان المسماة "جمعية نقابة المحامين الاميركيين ABA" مركزه: بيروت.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٧ تاريخ ٢٠١٠/٨/٥ ص ٤٧١١.

- مرسوم رقم ٤٦٨٨ تاريخ ٢٠١٠/٧/٣١: نقل قاضيين من ملاك القضاء الاداري إلى ملاك القضاء العدلي ونقل اعتماد موازنة وزارة العدل لهذه الغاية.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٨ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٨/١٢ ص ٤٧٧٧.

- مرسوم رقم ٤٧٦٧ تاريخ ٢٠١٠/٨/٢: تعيين قاض رئيساً للجنة الاستملاك البدائية الاضافية في محافظة جبل لبنان.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٨ (الجزء الاول) تاريخ ٢٠١٠/٨/١٢ ص ٤٧٧٩.

- تصحيح خطأ مطبعي في المرسوم رقم ٤٥٠٧ تاريخ ٢٠١٠/٦/٣٠ المتعلق بتحديد بدل اتعاب محامي الدولة.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٦ تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٩ ص ٤٦٦٢.

ثالثاً – القرارات:

- قرار اساسي رقم ١٠٤٣٩ صادر عن حاكم مصرف لبنان بتاريخ ٢٠١٠/٥/١٧: شفافية واصول وشروط التسليف.
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٢٧ تاريخ ٢٠١٠/٥/٢٧ ص ٣٨١٦.

- **قرار رقم ٢٠٨ صادر عن وزير السياحة بتاريخ ٢٠١٠/٦/٨: تحديد شروط الترخيص للمؤسسات السياحية الموسمية.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٠ تاريخ ٢٠١٠/٦/١٧ ص ٤١٠٠.

- **قرار رقم ١٠٤٣٥ صادر عن حاكم مصرف لبنان بتاريخ ٢٠١٠/٥/١١: شطب اسم "بنك اللاتي ش.م.ل." مدرج على لائحة المصارف.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٣٢٧.

- **قرار رقم ١٠٤٦٦ صادر عن حاكم مصرف لبنان بتاريخ ٢٠١٠/٦/٣٠: ادراج اسم بنك "سي.أس.سي. ش.م.ل." على لائحة المصارف.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٣ تاريخ ٢٠١٠/٧/٨ ص ٤٤٠٨.

- **قرار وسيط رقم ١٠٤٧٠ صادر عن حاكم مصرف لبنان بتاريخ ٢٠١٠/٧/٩: تعديل القرار الاساسي رقم ٧٢٧٤ تاريخ ١٩٩٩/٤/١٥ المتعلق بالتعامل مع القطاعات غير المقيمة.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٥ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٢ ص ٤٦٤٨.

- **تصحيح اخطاء مطبعية في القرار الوسيط رقم ١٠٤٧٠ المنشور في العدد ٣٥ تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٢ (التعامل مع القطاعات غير المقيمة).**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٨ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٨/١٢ ص ٤٨٩٢.

رابعاً – تعليمات وتعاميم:

- **تعليمات ٥٩٨/ص٢ صادرة عن مدير الواردات في وزارة المالية بتاريخ ٢٠١٠/٦/٢٥: المعالجة الضريبية للارباح التي تحقق لدى المؤسسات أو الشركات التي تملك اسهماً أو حصصاً في رأس مال شركة اموال لبنانية عند قيام تلك الشركة بزيادة رأسمالها من ارباحها المدورة.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٣١٢.

- **تعليمات رقم ٦٠٢/ص٢ صادرة عن مدير الواردات في وزارة المالية بتاريخ ٢٠١٠/٦/٢٦: آلية استفادة المؤسسات من احكام المادتين ٥ مكرر من قانون ضريبة الدخل و١٢ من قانون تشجيع الاستثمارات في الوقت نفسه.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٢ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٧/١ ص ٤٣١٣.

- **تعميم رقم ٢٣٢٤/ص١ صادر عن وزير المالية بتاريخ ٢٠١٠/٧/١٤: الاعتراض على القيمة التأجيرية الصادرة عن الدوائر المعنية بضريبة الاملاك المبنية.**
ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٥ (الجزء الثاني) تاريخ ٢٠١٠/٧/٢٢ ص ٤٦٣٥.

- تعميم رقم ٢٥١٦/ص١ صادر عن وزير المالية بتاريخ ٢٠١٠/٧/٢٩: فرض ضرائب الامـــلاك المبنية على عقارات التركة التي تحتوي على ابنية غير مصرح عنها.

ج.ر. السنة ١٥٠ العدد ٣٧ تاريخ ٢٠١٠/٨/٥ ص ٤٧٤٢.

❖ ❖ ❖

العَـدْل

مؤلفات قانونية جديدة

التقاضي امام المحاكم في دولة الامارات العربية المتحدة

المحامي حسن محمد عرب
المنشورات الحقوقية صادر ٢٠١٠

يجمع هذا الكتاب بين طياته مواد القانون الاتحادي رقم ١١ لسنة ١٩٩٢ المعدل بالقانون رقم ٣٠ لسنة ٢٠٠٥ في شأن الاجراءات المدنية المدعمة بأحدث المبادئ القانونية الصادرة عن مختلف المحـاكم فـي دولة الامارات العربية المتحدة بخاصة المحكمة الاتحادية العليا في ابو ظبي ومحاكم دبي، اضـافة الـى الآراء الشارحة لمواد هذا القانون.

هذا ويعتبر مؤلف هذا الكتاب من ابرز المحامين في دولة الامارات.

صدر الجزء الاول من هذه المجموعة حيث شرح فيه المؤلف المواد من ١ إلـى ٢٠٢ مـن القـانون الاتحادي رقم ١١ لسنة ١٩٩٢ مع تعديلاته الحاصلة سنة ٢٠٠٥ وذلك بأسلوب سهل بعيد عن التعقيـد، كما جاء في مقدمة هذا الجزء للبروفسور ادوار عيد الذي اعتبر هذا العمل لما كان سيتم لـولا "الكفـاءة الملحوظة" لمؤلفه الذي اكتسبها "بفضل تمرسه الناجح والدؤوب في ميدان القانون وعالم المحاماة".

كما حرص على شرح مواده مادة بعد مادة في ضوء احدث القرارات القضائية والآراء الفقهية، كاشفاً انتفاء الناجح لافضل الحلول القانونية والعملية للمشكلات التي تعني احكام القانون بطرحهـا ومعالجتهـا معالجة مبدئية مقتضبة مدعماً عمله هذا بفهرس تسلسلي للمواد والمواضيع لتـسهيل وصـول اصـحاب الاختصاص إلى المعلومات المنشورة فيه بالسرعة المرجوة والتي تعنى بالآتي:

الباب التمهيدي: احكام عامة.

الكتاب الاول: التداعي امام المحاكم.

الباب الاول: اختصاصات المحاكم.

الباب الثاني: رفع الدعوى وقيدها وتقدير قيمتها.

الباب الثالث: حضور الخصوم وغيابهم والتوكيل.

الباب الرابع: تدخل النيابة العامة.

الباب الخامس: اجراءات الجلسة ونظامها.

الباب السادس: الدفوع والادخال والتدخل والطلبات العارضة.

الباب السابع: وقف الخصومة وانقطاع سيرها وسقوطها وانقضاؤها بمضي المدة وتركها.

الباب الثامن: عدم صلاحية القضاة وردهم وتنحيتهم.



وقد صدر ايضاً:

- **القاضي د. الياس ناصيف:**
العقود المصرفيّة (عقد الحساب الجاري، عقد وديعة الصكوك والاوراق المالية، عقد ايجار الصناديق الحديدية)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. سعدى الخطيب:**
حريّة المعتقد واحكامها التشريعية واحوالها التطبيقية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. مرتضى ابراهيم السعدي:**
النظام القانوني لشركات الاستثمار المالي
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. عبّاس الحسيني:**
وظيفة الردع العام للعقوبة
(دراسة مقارنة في فلسفة العقاب)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. عمار عباس الحسيني:**
حالة الضرورة واثرها في المسؤولية الجنائية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامي حبش محمد حبش:**
الخصخصة واثرها على حقوق العاملين بالقطاع العام
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. جمال ابراهيم عبد الحسين:**
الأمر الجزائي ومجالات تطبيقه
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. جمال ابراهيم عبد الحسين:**
تصحيح الخطأ في الحكم الجزائي
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامي الياس بو عيد:**
اصول المحاكمات الجزائية (الجزء السادس)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. محمد سعيد عبد الرحمن:**
الحكم الشرطي – دراسة لفكرة تغيّر الظروف في مجال الاحكام القضائية في المواد المدنية والتجارية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **القاضي د. محمد الخن:**
جريمة الاحتيال عبر الانترنت
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. مجيد قريطم:**
التفويض في الاختصاصات الادارية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. جميل باز:**
خلاصة القرارات الصادرة عن محكمة التمييز المدنية ٢٠٠٩
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامي وسيم الاحمد:**
قوانين الاستثمار العربية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامي وسيم الاحمد:**
قوانين السلطات القضائية في الدول العربية
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامي بدوي حنا:**
ملكية الطوابق والشقق (اجتهادات ونصوص قانونية)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. هدى عبدالله:**
التأمين العقاري مقارنة مع حقوق الرهن والامتياز
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. طارق كاظم عجيل:**
ثورة المعلومات وانعكاساتها على القانون المدني
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. عبد العزيز الحوشان:**
تجاوز حق الدفاع الشرعي (دراسة مقارنة بين الشريعة والقانون)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **المحامية لين مطر:**
معجم المصطلحات القانونية ثنائي – مزدوج (عربي – انكليزي)
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. طارق رشيد كه ردي:**
حماية الحرية الشخصية في القانون الجنائي
منشورات الحلبي الحقوقية
٢٠١٠

- **د. محمود يعقوب:**
المفهوم القانوني للارهاب
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **د. موفق حماد عبد:**
الحماية المدنية للمستهلك في التجارة الالكترونية
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **الاستاذة هبة عبدالله:**
عقود التجارة الالكترونية
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **الاستاذ علي الفيل:**
الإجرام الالكتروني
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **د. نصري نابلسي:**
العقود الادارية
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **د. عمار حبيب جهلول:**
عقد خصم الديون دون حق الرجوع
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **د. عمار حبيب جهلول:**
النظام القانوني لحوكمة الشركات
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

- **اسعد فاضل منديل:**
احكام عقد التحكيم واجراءاته
مكتبة زين الحقوقية
٢٠١٠

❖ ❖ ❖